





John Adams  
Library.



IN THE CUSTODY OF THE  
BOSTON PUBLIC LIBRARY.



SHELF N<sup>o</sup>

ADAMS

\* 40.2

v. 2







D. 65. 12.







DE UNRES

- DE FEU

M. COCHIN.



# ŒUVRES

DE FEU

M. COCHIN,

ECUYER,

AVOCAT AU PARLEMENT,

CONTENANT

LE RECUEIL DE SES MÉMOIRES

ET CONSULTATIONS.

NOUVELLE ÉDITION.

---

---

TOME SECOND.

---

---



A PARIS,

Chez DELALAIN, Libraire, rue de la Comédie Française.

---

M. DCC. LXXIII.

AVEC APPROBATION ET PRIVILEGE DU ROY



DEUVRES

DE FEU

M. COCHIN

AVOCAT

AVOCAT AU PARLEMENT

ADAMS 70.2

CONTENANT

LE RECUEIL DE SES MÉMOIRES

ET CONVERSATIONS

NOUVELLE ÉDITION

TOME SECOND

PARIS

CHEZ DELALAIN, Libraire, rue de la Comédie Française

M. DCC. LXXII

AVEC APPROBATION ET PRIVILEGE DU ROI





# TABLE

## DES CAUSES, INSTANCES, PROCÈS ET CONSULTATIONS.

- T**RENTE-TROISIEME INSTANCE A LA GRAND'CHAMBRE.  
*Question. Si une femme divorcée peut se déshériter de ses Fiefs de Haynault, & ordonner que les deniers qui en proviendront après sa mort seront employés à accomplir son testament,* page 1
- XXXIV.** CAUSE A LA TOURNELLE CRIMINELLE. *Question. Si un pere qui a formé accusation de rapt ne doit pas continuer sa procédure avant que ni sa fille ni le ravisseur soient écoutés,* 12
- XXXV.** CAUSE A LA GRAND'CHAMBRE. *Question. Si l'on peut agir en nullité de son propre mariage, attendu le défaut de présence du Curé,* 34
- XXXVI.** CAUSE A LA TOURNELLE CRIMINELLE. *Question. Accusation d'usure, de violement de dépôt, & de banqueroute frauduleuse,* 52
- XXXVII.** CAUSE A LA GRAND'CHAMBRE. *Question. Quel dérangement conduit à l'interdiction,* 73
- XXXVIII.** PROCÈS A LA . . . CHAMBRE DES ENQUÊTES.  
*Question. Transaction injuste entre l'aïeul & le mari de la petite-fille encore mineure,* 93
- XXXIX.** CAUSE. *Question. Si nonobstant l'incompatibilité des qualités de légataire & d'héritier, un des héritiers ne peut pas être substitué à un légataire,* 182
- XL.** CAUSE A LA GRAND'CHAMBRE. *Question. Rescision d'un acte entre freres en forme de transaction sur la succession paternelle,* 190
- XLI.** CAUSE A LA GRAND'CHAMBRE. *Question. Si une ancienne substitution est accomplie des formes nécessaires pour annuler le testament d'une personne qui y étoit grevée,* 210



- XLII. CAUSE A LA GRAND'CHAMBRE. Question. Si l'on a prescrit contre une servitude de ne pouvoir prendre vue sur un terrain séparé par une rue , 230
- XLIII. CAUSE A LA GRAND'CHAMBRE. Question. Si le Conseil que les enfans ont fait donner à leur mere est nécessaire , & si le défaut de conduite est avéré , 240
- XLIV. CAUSE A LA TOURNELLE CRIMINELLE. Question. Si un Officier qui va en trouver un autre chez lui , à l'occasion de quelques rapports , & qui lui parle en secret , peut être accusé de guet-à-pens & décrété , 261
- XLV. INSTANCE A LA GRAND'CHAMBRE. Question. Séparation de biens attaquée comme nulle & frauduleuse , 266
- XLVI. CAUSE A LA GRAND'CHAMBRE. Question. Si une dot due n'est pas payable en monnoie courante plutôt qu'en papier décrié dès le tems de la promesse , 280
- XLVII. INSTANCE AU CONSEIL. Question. Si les Prêtres de l'Oratoire perdant le Séminaire ne doivent pas être indemnisés , & conserver ce qui leur a été donné pour leur dotation propre , 293
- XLVIII. AFFAIRE A LA COUR DES AIDES ET A LA CHAMBRE DES COMPTES. Question. Si l'ombre du mariage met à couvert une donation entre-vifs faite par le contrat à la concubine , 321
- XLIX. CAUSE , PLAIDOYERS , REQUÊTES ET MÉMOIRES. Question. Laquelle de deux accusations respectives est récriminatoire , 369
- L. CAUSE AU GRAND'CONSEIL. Question. Rescision de transaction où un mineur effrayé d'une procédure criminelle a renoncé à son Bénéfice , 596
- LI CAUSE A LA GRAND'CHAMBRE. Question. Si dans une substitution graduelle linéale & où les mâles sont toujours préférés , la fille de l'aîné mâle qui a recueilli exclut la fille du donateur , 608

## CONSULTATIONS.

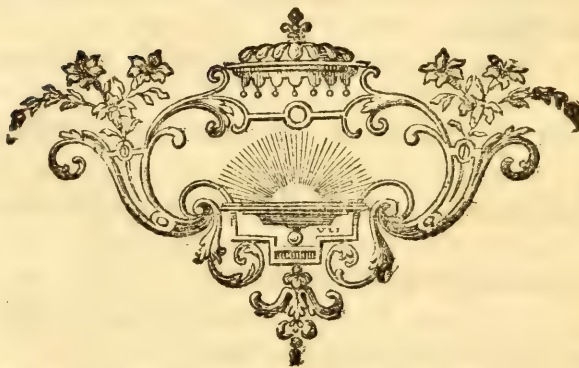
- VINGT-CINQUIEME CONSULTATION. Célébration de mariage abusive , 642
- XXVI. CONSULTATION. Si le Religionnaire fugitif dispose valablement des biens qu'il a en pays étranger , 644



- XXVII. CONSULTATION. *Enfant légataire au - dessous de sa légitime , qui veut revenir contre le testament après l'avoir exécuté ,* 648
- XXVIII. CONSULTATION. *Etendue de clauses de substitutions ,* 652
- XXIX. CONSULTATION. *Si une clause de testament contient un simple fidéicommiss ou un legs actuel & présent ,* 655
- XXX. CONSULTATION. *Etendue & franchise d'une donation par contrat de mariage ,* 658
- XXXI. CONSULTATION. *Rente en bled constituée à prix d'argent en 1348 , est non rachetable ,* 660
- XXXII. CONSULTATION. *Si les Religieux devant qui passe la procession du Saint Sacrement , doivent aller au-devant comme autrefois ,* 662
- XXXIII. CONSULTATION. *Aliénation de biens de mineurs ,* 664
- XXXIV. CONSULTATION. *Election d'un enfant d'un des Eligibles prédécédés ,* 666
- XXXV. CONSULTATION. *Donation par celui à qui il étoit défendu de disposer ,* 669
- XXXVI. CONSULTATION. *Succession & testament en Normandie ,* 673
- XXXVII. CONSULTATION. *Mouvance de l'Evêché de Metz ,* 676
- XXXVIII. CONSULTATION. *Effet de la représentation à l'infini ,* 684
- XXXIX. CONSULTATION ou AVIS. 689
- XL. CONSULTATION. *Si l'on peut diviser la confession d'un débiteur qui n'est point obligé par écrit ,* ibid.
- XLI. CONSULTATION. *Si l'on peut répéter , sous prétexte de pot-de-vin , plus que la somme dont il a été dit que seroit tenu le vendeur en cas d'éviction ,* 693
- XLII. CONSULTATION. *Si le débiteur qui paie en billets d'un tiers est libéré quand le créancier lui donne quittance sans stipulation de garantie ,* 695
- XLIII. CONSULTATION. *Acte par lequel un Fondé de procuration en substitue un autre , est une acceptation de la procuration & emporte hypothèque ,* 697
- XLIV. CONSULTATION. *Servitude de chute d'eau ou d'aqueduc ,* 702
- XLV. CONSULTATION. *Rappel hors les termes de Droit dans la Coutume d'Artois ,* 705



- XLVI. CONSULTATION. *Si celui qui est héri tier en partie d'un garant peut agir contre celui qui doit être garanti : & si étant non-recevable , il l'est pour le tout ou seulement pour la portion dans laquelle il est héri tier ,* 709
- XLVII. CONSULTATION. *Reprises de Madame la Duchesse de Bouillon ,* 712
- XLVIII. CONSULTATION. *Condamnation d'intérêts doit n'être qu'accessoire ,* 716
- XLIX. CONSULTATION. *Naissance d'un enfant depuis le testament du pere ,* 718
- DÉCISIONS de la plus grande partie des affaires contenues dans les Tome I. & II. des Œuvres de M. Cochin , 723







# ŒUVRES DE MONSIEUR COCHIN.

---

XXXIII. INST. A LA GRAND'CHAMBRE.

POUR la Dame Comtesse des Ursins.

*CONTRE le Sieur Comte de Merode.*

## QUESTION.

*Si une femme divorcée peut se déshériter de ses Fiefs de Haynault, & ordonner que les deniers qui en proviendront après sa mort seront employés à accomplir son testament.*



N ne se propose d'examiner ici qu'une seule question, qui est de savoir si dans la Coutume de Haynault une femme divorcée peut, ou tester de ses Fiefs, ou s'en déshériter, pour être vendus après son trépas, & les deniers employés à l'accomplissement de son testament.

Qstion importante, puisqu'elle intéresse, pour ainsi dire, l'état des femmes divorcées, & qu'elle doit fixer leur pouvoir.



Pour la décider , on doit consulter principalement le texte de la Coutume ; mais si l'on y remarque quelque obscurité , elle ne peut être dissipée que par les préjugés du Conseil Souverain de Mons , & par les sentimens des plus célèbres Jurisconsultes , qui se sont fait une étude singulière des principes de cette Coutume & des usages du pays. Ce sont les trois objets que l'on va parcourir dans ce Mémoire.

Dans la Coutume de Haynault , il n'est jamais permis de disposer de ses immeubles par testament ; c'est une Loi générale commune au mari comme à la femme , aux personnes libres comme à celles qui sont liées par le sacrement ; ce principe établi par l'article premier du chap. 32 des nouvelles chartes de Haynault , est reconnu par toutes les Parties.

A l'égard des meubles & actions mobilières , toutes personnes libres en peuvent disposer ; mais comme la femme mariée n'est pas mise au nombre des personnes libres dans la Coutume de Haynault , elle est excluse de cette faculté , à moins que par son contrat de mariage elle ne se soit réservé expressément la liberté de léguer une partie de ses meubles ; c'est ce que nous apprenons de l'art. 5 du chap. 29 des mêmes chartes : *Si les conjoints n'avoient génération , leurs biens meubles retourneroient moitié aux hoirs de la femme , auquel cas l'homme pourra disposer de sa moitié par testament ou autrement , & non la femme tant qu'elle soit liée de mari , n'est que par son traité de mariage elle ait retenu puissance de disposer de sadite moitié , ou certaine autre somme limitée.*

La même chose est répétée dans l'art. 20 du chap. 32. *Si l'homme ou la femme ont retenu , par leur traité de mariage , pouvoir & faculté de disposer aucune somme de deniers ou autre partie de meubles , & le reste demeurer au dernier vivant ; en ce cas , chacun pourra disposer par testament , don entre-vifs , ou autrement , de sa retenue , nonobstant qu'en autre cas la femme liée de mari ne peut faire testament.*

La femme ne peut donc jamais disposer de ses meubles par testament que lorsqu'elle s'en est réservé la liberté par son contrat de mariage , & jusqu'à concurrence de la portion exprimée dans ce contrat. Voilà des Loix précises , à l'autorité desquelles il n'est pas permis de se soustraire.

Ainsi , quand on supposeroit que dans cette Province , on peut se déshériter de ses immeubles de son vivant , pour être vendus après sa mort ; quand on supposeroit que le prix de la vente future seroit regardé , dans le tems même du testament , comme un



meuble disponible, la femme mariée en Haynault ne pourroit ni se déshériter, ni disposer par testament des deniers qui doivent provenir de la vente, puisqu'elle femme est interdite de disposer même des meubles.

L'application de ces regles constantes se fait d'elle-même à l'espece de la Cause; Madame la Duchesse de Holstein étoit mariée lorsqu'elle a fait son testament, & lorsqu'elle est décédée: elle n'a donc pas pu se déshériter de la terre de Trelon, ni en léguer le prix au Comte de Merode.

Vous équivoquez, dit-il, sur la disposition de la Coutume de Haynault, elle ne défend point aux femmes mariées de disposer de leurs meubles; la prohibition n'est que pour les femmes liées de mari: c'est à quoi se borne toute sa défense. Mais si ces expressions *femme mariée*, *femme liée de mari*, sont synonymes, il convient que son legs est insoutenable: voici donc comment il raisonne.

La Coutume de Haynault défend aux femmes liées de mari de disposer de leurs meubles, mais elle ne le défend pas aux femmes mariées en général: or une femme divorcée est à la vérité toujours mariée, mais elle n'est plus liée de mari, donc elle n'est plus dans le cas de la prohibition.

Mais sur quoi est donc appuyée une distinction si bisarre? Que veut dire cette expression, *femme liée de mari*, si ce n'est une femme engagée dans les liens sacrés du mariage, une femme qui a perdu sa liberté, dont elle a fait le sacrifice aux pieds des autels; une femme qui ne peut pas se livrer à d'autres engagements, parce qu'elle est en quelque maniere enchaînée par un lien indissoluble? En un mot, une femme liée de mari est une femme mariée, il n'y a personne qui ne le conçoive ainsi; & il faut ou se rendre à une vérité si sensible, ou changer pour cette Cause les idées qui sont attachées aux expressions les plus ordinaires.

Le divorce ou la séparation, dans quelque forme, & par quelque Juge qu'elle soit prononcée, n'empêche pas que la femme ne demeure mariée, il n'empêche pas par conséquent qu'elle ne demeure liée de mari; le divorce ne rompt pas les nœuds, les liens sacrés du mariage; & quand on pourroit supposer, ce qui n'est pas, qu'il rompt les liens civils, au moins, & du propre aveu du Comte de Merode, il ne rompt pas les liens formés par le sacrement; la femme est donc toujours liée de mari, & par conséquent incapable de tester.

Divorce ne  
rompt les  
liens du ma-  
riage.



Il faudroit , pour donner atteinte à des principes si lumineux ; que la Coutume de Haynault déclarât formellement que la femme divorcée n'est plus liée de mari , & qu'elle peut tester comme si elle n'étoit point actuellement mariée ; mais on ne trouve rien de semblable dans cette Coutume ; point d'article qui dise que la femme divorcée n'est point liée de mari , point d'article qui dise que la femme divorcée peut tester. Comment donc former en sa faveur une exception qui ne se trouve point écrite ?

Cependant voilà à quoi se réduit cette Cause si célèbre ; cette question agitée avec tant de zèle , & pour laquelle on s'est donné de si grands mouvemens. La Coutume établit une regle générale : la femme liée de mari ne peut tester ; le Comte de Merode veut faire une exception en faveur des femmes divorcées ; mais cette exception ne se trouve point dans la Coutume ; comment donc peut-il soutenir une prétention si contraire à la Loi municipale ?

Mais , dit-on , il n'étoit pas nécessaire que la Coutume déclarât qu'une femme divorcée n'est plus liée de mari , de même qu'il n'est pas nécessaire qu'elle le dise d'une femme veuve ; d'ailleurs la Coutume met par-tout dans la même classe la femme divorcée & la femme veuve ; elles doivent donc jouir des mêmes prérogatives. Ces sophismes méritent-ils d'être réfutés sérieusement ?

Il n'est pas nécessaire de déclarer qu'une femme veuve n'est plus liée de mari. La mort rompt tous les liens du mariage , sacrés & civils , la femme rentre dans une pleine & entière liberté ; elle peut passer à de nouveaux engagements ; en un mot , elle n'a plus de mari. En est-il de même de la femme divorcée ? Toujours engagée dans le sacrement , elle est liée par des nœuds indissolubles , la Religion n'a rien perdu de ses droits ; & si la Loi civile a suspendu les siens , c'est toujours dans l'espérance de leur voir reprendre de nouvelles forces. Est-il donc permis de faire quelque parallele entre ces deux états ?

Quoiqu'ils soient absolument différens , il peut arriver cependant que , par rapport à certaines dispositions , la femme divorcée ait autant de pouvoir que la veuve ; mais cela ne vient pas de l'égalité parfaite que l'on suppose entre elles. La Loi a pu étendre ou resserrer les pouvoirs de la femme divorcée , & par-là elle a pu quelquefois se trouver de niveau avec la veuve ; mais cela est bon pour les dispositions expressement autorisées par la Coutume , sans qu'il soit permis d'en faire une regle générale



pour toutes les autres. On pourroit même dire que cette regle blefferoit l'honneur & la dignité du mariage qui fubfifte , non-obftant le divorce. La Coutume n'a donc pas cru devoir établir cette regle , & ne l'a point établie en effet. Sera-t-il permis au Comte de Merode de la fuppofer , & de l'introduire dans une Coutume qui n'en parle pas ?

Ainfi , pour réſumer les principes de cette Coutume , perſonne n'y peut diſpoſer de ſes immeubles par teſtament ; à l'égard des meubles , la femme liée de mari eſt interdite d'en diſpoſer : donc la femme divorcée , qui eſt toujours mariée , toujours liée de mari , en eſt incapable.

S'il pouvoit reſter après cela le doute le plus léger , ne ſeroit-il pas diſſipé , & par les préjugés , & par l'intelligence de tous ceux qui ont une connoiſſance particulière des principes de la Coutume de Haynault ?

La même queſtion qui diviſe aujourd'hui les Parties ſe préſenta au Conſeil Souverain de Mons en 1712. Dame Marie de Behaut , femme du ſieur de la Mouillerie , avoit ordonné la vente de deux Fiefs après ſon décès , & avoit diſpoſé , par ſon teſtament , du prix qui en devoit provenir. Le ſieur de Behaut de Varelles ſon frere ſe plaignit de ce legs , & ſoutint qu'il devoit recueillir les deux Fiefs que la Loi lui déferoit à la mort de ſa ſœur : il ſoutint que ſa ſœur étant mariée , elle n'avoit pu ſe déſhériter , ordonner la vente , & en léguer le prix , nonobſtant le divorce prononcé par le Juge d'Egliſe. Par quels moyens ſe défendoit le légataire ? Les mêmes qui ſont aujourd'hui employés par le Comte de Merode : il ſoutenoit que l'art. 8 du chap. 121 des chartes de Haynault ne permettoit à la vérité aux femmes divorcées de vendre leurs immeubles qu'avec une autorifation en Juſtice ; mais que cela n'avoit lieu que pour les diſpoſitions entre-vifs ; qu'on ne devoit point étendre cette prohibition aux diſpoſitions teſtamentaires ; *que la femme divorcée par le Juge eccléſiaſtique étoit déliée de la puiſſance de ſon mari quant aux effets civils* : qu'à la vérité les gens divorcés ſe doivent des alimens , & que c'eſt pour cela qu'ils ne peuvent vendre ſans néceſſité , & ſans être autorifés ; mais que les dernières volontés ne dépouillant & ne liant perſonne de ſon vivant , & ne ſe référant qu'à un tems où les alimens ne ſeront plus dus , n'ont pas dû être également interdites aux gens divorcés , & ne l'ont point été. Le ſieur de Varelles repliquoit qu'il étoit inutile de raifonner contre le texte de la Loi ; qu'elle défend aux gens divorcés de



vendre & d'aliéner, sans cause & sans autorisation; *que la nécessité de vendre ne se rencontroit pas au cas présent, puisque sa sœur ne s'étoit déshéritée de ses Fiefs que pour être vendus après son trépas, pour en priver le véritable successeur.*

Sur cette contestation, le Conseil de Mons, par son Jugement du 20 Avril 1712, adjugea au sieur de Varelles, Demandeur, ses fins & conclusions, avec dépens.

Voilà donc la question disertement jugée dans l'espece d'une femme divorcée qui s'étoit déshéritée, pour être ses Fiefs vendus après sa mort, & en avoit légué le prix. Comment confirmeroit-on aujourd'hui une semblable disposition contre les sœurs de la Testatrice, qui réclament de même leur patrimoine ?

Cette décision du Conseil Souverain de Mons est si publique dans la Province, que tous ceux qui ont été consultés sur l'affaire présente l'ont également rappelée, les uns pour soutenir leur avis, les autres pour essayer de détourner l'impression qu'elle doit faire, & qu'ils ont prévue; tant il est vrai que ce préjugé a fait éclat, & a été regardé de toutes parts comme devant être d'un très-grand poids dans cette affaire: mais de quels prétextes s'est-on servi pour en affoiblir l'autorité ?

*Il y eut, dit-on, un grand contraste entre les Juges; le sentiment contraire pensa prévaloir, & l'un des Juges a écrit que l'on remarqua la solidité des raisons que l'on avoit avancées pour en juger autrement.* Mais, outre qu'il n'est pas permis de fonder ainsi dans le secret des opinions, & que c'est à la décision rendue publique qu'il faut se fixer, la contradiction même ne fait que donner plus de poids à l'opinion qui prévaut. Quand l'affaire a été vivement débattue, on doit présumer que toutes les raisons de part & d'autre ont été bien pesées, & que c'est la force de la vérité qui l'a emporté. En un mot, de ce contraste veut-on conclure que c'est l'opinion proposée, soutenue par plusieurs, & rejetée par le plus grand nombre, qu'il faut suivre aujourd'hui ? Cela feroit trop singulier.

On ajoute que les Juges ont pu se fonder sur ce que la Dame de la Mouillerie n'avoit point été autorisée pour se déshériter: on convient que cela n'est pas nécessaire, lorsqu'il ne s'agit que d'ordonner la vente après la mort; mais cependant, dit-on, cela a peut-être touché quelque Juge; c'est-à-dire que, pour détruire un Jugement solennel, il n'y aura qu'à supposer que les Juges se seront déterminés par un mauvais moyen, & non par

Force de  
l'opinion pré-  
pondérante  
dans le Juge-  
ment.



le moyen solide qui reçoit ici une juste application : c'est faire injure à un Tribunal respectable.

D'ailleurs, il y a bien de l'équivoque dans ce raisonnement ; il n'est pas indifférent de la dissiper. Le sieur de Varelles avoit dit pour moyen, qu'une femme divorcée n'ayant point d'enfans, ne pouvoit vendre entre-vifs sans autorisation ; il n'en concluoit pas qu'il falloit aussi être autorisé pour ordonner la vente après sa mort : mais voici quel étoit son raisonnement, raisonnement solide, & qui donne un nouveau jour à la Cause présente.

Les femmes divorcées ne peuvent vendre entre-vifs que pour la nécessité de leurs affaires, & c'est pour cela qu'elles doivent être autorisées. Or il n'y a jamais de nécessité de vendre après sa mort ; donc il n'est pas permis d'ordonner la vente après sa mort : soit qu'à cet effet on se fasse autoriser, soit qu'on ne le fasse pas, la disposition est toujours également nulle, parce que l'autorisation ne peut jamais être fondée sur aucune nécessité. Voilà ce que disoit alors le sieur de Varelles, & voilà ce qui a pu être admis par le Conseil de Mons. Ainsi il n'a pas jugé que la Dame de la Mouillerie auroit pu se déshériter pour faire vendre ses Fiefs après sa mort, si elle avoit été autorisée ; mais il a jugé que la femme divorcée ne pouvoit jamais tester, puisqu'il n'y avoit jamais de nécessité de le faire ; & que, si elle ne pouvoit disposer entre-vifs que dans le cas de la nécessité prouvée par l'autorisation, elle ne pouvoit jamais disposer à cause de mort, puisqu'il n'y avoit jamais de nécessité.

Ce principe, qui n'a son fondement que dans l'interdiction générale prononcée contre les femmes mariées, de disposer de leurs meubles par testament, ou plutôt qui n'est véritablement que la même chose, a pu & a dû déterminer le Conseil de Mons, & c'est aussi ce qui sans doute déterminera la Cour en faveur des héritières légitimes de la Duchesse d'Holstein.

Enfin on a opposé au Jugement du Conseil de Mons, que le divorce avoit été consenti par le mari, & que cela avoit pu encore déterminer les Juges ; mais ce moyen n'avoit pas même été proposé par le sieur de Varelles, comme il paroît par le Jugement même : & en effet, le divorce avoit été prononcé entre les Sieur & Dame de la Mouillerie, par Sentence du Juge ecclésiastique : il falloit donc qu'il fût fondé en cause légitime ; car sans cela le Juge auroit prévariqué. On fait que, quand même les Parties consentent à la séparation, les Juges ne s'en rap-

Pour prononcer séparation, le Juge ne s'arrête pas au consentement.

portent pas à de pareils consentemens; qu'ils examinent toujours scrupuleusement les motifs de la séparation : ainsi le consentement supposé n'auroit rien changé à l'effet du divorce ; aussi n'a-t-on pas même pensé à s'en faire un moyen.

Le Jugement du 20 Avril 1712 n'est donc fondé que sur ce que les femmes divorcées sont incapables de se déshériter de leurs Fiefs, pour être vendus après leur mort : incapacité prononcée en général contre toutes les femmes mariées : incapacité qui a une application d'autant plus naturelle aux femmes divorcées, que, ne pouvant vendre leurs Fiefs de leur vivant sans nécessité, il seroit absurde de leur permettre de les faire vendre sans cause après leur mort.

Enfin, à l'autorité de la Coutume, & à la force des préjugés, se joint ici le suffrage de presque tous les Jurisconsultes qui ont fait une étude particulière de la Coutume de Haynault.

La question a été proposée à vingt-six Avocats du Conseil Souverain de Mons, Capitale de la Province de Haynault, & tous ont répondu que la femme divorcée étoit aussi incapable de disposer de ses meubles par testament, que celles qui vivent dans l'union la plus étroite avec leurs maris ; c'est ce qu'ils ont prouvé par le texte de la Coutume, & par le Jugement célèbre de 1712.

Ceux qui ont signé la Consultation sont, comme on l'a dit, au nombre de vingt-six, *tous Avocats du Conseil Souverain de Haynault, gradués en Droit, & pratiquans audit Conseil, dont les plus fameux sont du nombre, & sont le plus souvent consultés sur la Coutume & usage.* Ce sont les termes de l'attestation donnée à Mons le 11 Avril 1728, *par le Grand Bailli, Président & Gens du Conseil Souverain.*

Il est vrai que le Comte de Merode a obtenu en sa faveur une autre Consultation à Mons, datée du 22 Avril 1728 ; mais outre qu'elle n'est signée que de douze personnes, au lieu que la Consultation contraire est signée de vingt-six ; celle des douze n'est attestée que *par les Echevins* de la ville de Mons, & celle des vingt-six est au contraire attestée par les Grand Bailli, Président & Gens du Conseil Souverain de Mons ; ce qui ne permet pas de douter que celle-ci ne soit d'un bien plus grand poids.

On trouvera les mêmes avantages pour les Dames de Crofwaren & des Urfin dans les deux Consultations contraires faites à Douay.



Vingt Avocats ont signé en faveur des héritiers du sang, que leur sœur mariée & divorcée n'avoit pu tester à leur préjudice ; cette Consultation est du 15 Mai 1728. Le Comte de Merode en a été sans doute effrayé ; il a senti tout le poids du préjugé ; il n'y a rien qu'il n'ait tenté pour le détruire.

Les intrigues & les plus vives sollicitations ont été employées pour faire rétracter ceux qui avoient rendu un témoignage si libre & si éclatant à la véritable interprétation de la Coutume : six mois entiers ont été employés à ce grand ouvrage.

Pendant cet intervalle, il a fait composer à Paris un Mémoire sanglant, en forme de Consultation, contre celle qui avoit été faite à Douay au mois de Mai précédent. Les injures les plus grossières y sont répandues à chaque page contre les vingt Avocats, auteurs de cette Consultation si funeste pour le Comte de Merode. On y fait dire aux prétendus nouveaux Consultans, que la première Consultation *n'est l'ouvrage que de quelques particuliers, qui a été présenté aux autres qui l'ont signé sans examen & avec précipitation* ; comme si des Avocats ne doivent pas se borner à donner leur avis sur les questions de droit qu'on leur présente ; comme s'il leur étoit permis de supposer des faits qui leur sont étrangers, & injurieux à leurs confrères. Mais ce n'est encore-là qu'une légère ébauche des traits répandus dans cette prétendue Consultation. On attaque par-tout les vingt Avocats, on les taxe d'ignorance & d'affectation grossière ; on traite la Consultation de *sophisme*, on dit que ceux qui l'ont donnée *n'entendent pas la Coutume*. Pourroit-on reconnoître à ces traits l'esprit de neutralité & de modération qui doit accompagner ceux qui sont consultés, & qui font part de leurs lumières ? Il est évident au contraire que c'est quelque partisan outré du Comte de Merode, qui, irrité contre les Avocats de Douay qui le condamnent, a voulu leur faire porter tout le poids de sa vengeance : c'est un ennemi furieux qui se livre à tous les transports de sa passion, & non un corps de Jurisconsultes qui délibèrent avec réflexion.

Caractères  
des Consulta-  
tions d'Avoc-  
cats.

Aussi, cette prétendue Consultation n'a-t-elle été signée que de quatre personnes seulement ; il est vrai que le même jour on parvint, après de vives attaques, à faire approuver ce nouveau dogme par cinq Avocats qui avoient signé l'ancienne, & qui déclarent se rétracter. Que d'efforts n'a-t-on point faits pour obtenir la même chose des autres ? Mais ils ont été inébranlables dans le parti de la vérité.

Que résulte-t-il donc de ce contraste, sinon que presque tous les Avocats du Parlement de Flandres ont reconnu d'abord le véritable esprit de la Coutume de Haynault, & que, quelques voies qu'on ait employées pour les détacher du parti de la vérité, on n'a pu parvenir, au bout de six mois, qu'à extorquer la signature de cinq ou six au bas d'un écrit furieux où regne la partialité?

A la vue de ces deux écrits, qui pourroit balancer à donner la préférence au premier? Non-seulement on y apperçoit une grande supériorité dans le nombre des signatures; non-seulement la candeur & la simplicité, amies de la justice & de la vérité, se font reconnoître par-tout, mais le tems que l'on s'est donné pour parvenir à la seconde, le caractère qui y regne, la contradiction où presque tous ceux qui l'ont signée sont tombés avec eux-mêmes, ne permettent pas de s'y arrêter. De neuf signatures, il en faut retrancher six, puisque ceux qui ont eu la foiblesse de les donner, ayant tour à tour consulté pour les deux Parties, ne méritent plus aucun crédit: il n'en reste donc que trois à opposer à quatorze, qui ont persisté constamment dans leur avis contre le Comte de Merode: que de motifs de préférence!

On finira par quelques observations qui donnent un nouveau jour aux moyens.

Le domicile de la Duchesse de Holstein étoit constamment à Trelon. Il est vrai que, deux ou trois années avant sa mort, elle avoit loué une maison à Paris, parce qu'une personne de son rang, qui y venoit quelquefois, ne pouvoit pas se dispenser d'y avoir une retraite convenable; cependant elle passoit un tems bien plus considérable à Trelon; & ce qui est encore bien plus décisif, les actes qu'elle a passés annoncent clairement son domicile: son testament fait à Paris, dans lequel elle dit, *étant maintenant à Paris, en son hôtel rue du Bac*. Est-ce ainsi que l'on exprime un véritable domicile, & ne fait-on pas que c'est-là le style ordinaire pour désigner une simple demeure passagère? Au contraire, dans l'acte signifié au Prince de Chimay, il est dit, *demeurant ordinairement en sa Terre & Marquisat de Trelon*. Enfin l'autorisation qu'elle a prise au Parlement de Flandres, prouve qu'elle se reconnoissoit personnellement soumise à ce Tribunal. Ces pièces décisives l'emporteront sans doute sur le simple bail d'une maison à Paris, comme il convient à toutes les personnes de condition d'en avoir, même lorsqu'elles sont domiciliées en Province.

Hôtel loué à Paris par personne de condition, établit-il domicile?



Elle étoit , dit-on , née à Paris ; mais ce domicile d'origine étoit effacé par son mariage en pays étranger ; si le Roi l'a renvoyée au Châtelet , & par appel en la Cour , pour sa séparation , c'est qu'elle n'avoit encore alors aucun domicile en France , puisqu'elle n'en pouvoit avoir d'autre que celui de son mari ; mais depuis que , par la séparation , elle est devenue maîtresse du choix de son domicile , elle l'a fixé à Trelon , comme les actes le prouvent invinciblement.

Dire que l'exploit au Prince de Chimay ne soit que l'ouvrage d'un Sergent , c'est une pure illusion ; le Sergent ne devine pas le domicile , c'est à la Partie à l'instruire. Que l'on n'ait pris l'autorisation du Parlement de Flandres qu'en tant que de besoin , cette réserve n'a pas été faite par rapport au domicile , mais parce qu'on prétendoit qu'une femme , en Haynault , n'étoit point obligée d'obtenir autorisation pour se déshériter & faire vendre après sa mort ; mais en prenant cette autorisation comme surabondante , on s'est toujours adressé au Juge naturel de la Duchesse de Holstein : le domicile ne peut donc pas être équivoque.

Mais indépendamment du domicile , c'est toujours la Coutume de Haynault qu'il faut seule consulter , puisque c'est par la fiction de la déshérence , que l'on suppose introduite dans cette Coutume , que la Duchesse de Holstein a prétendu être en droit de disposer de la terre de Trelon ; c'est cette Coutume qui en admettant , on le suppose , cette fiction , ne l'admet qu'en faveur des personnes libres , & en exclut les femmes liées de mari : disposition qu'on ne peut séparer.

Enfin l'Edit perpétuel qui est suivi en Haynault , veut que , pour la capacité de disposer , on se règle par la loi de la situation des biens ; c'est donc la Coutume de Haynault qui doit décider de la valeur du legs fait au Comte de Merode.

Ce legs comprend une Terre très-considérable , qui vient , à la vérité , de la maison de Merode , mais sur laquelle la Dame Comtesse de Merode , mere tant de la Duchesse de Holstein que des Dames de Corfwarem & des Ursins , avoit pour 301 258 liv. de reprises à exercer , qu'elle donna en mariage à la Duchesse de Holstein , en réduisant ses autres filles à une modique légitime de 1200 livres de rente chacune ; en sorte que si le legs de la terre de Trelon pouvoit subsister , ce seroit le Comte de Merode qui emporteroit tout le bien de la feue Dame Comtesse de Merode , dont il n'étoit pas même parent éloigné , pendant que

ses filles seroient réduites à une légitime que l'on peut regarder comme honteuse pour des personnes de leur naissance.

Enfin le Comte de Merode n'a que des filles ; ainsi le prétexte spécieux employé pour colorer un legs si injuste , se trouve même dissipé : cette Terre magnifique ne servira plus à soutenir le nom de Merode , mais passera dans des familles étrangères , pendant que les héritières légitimes seront privées du bien de leur pere & de leur mere.

On peut dire que jamais de plus puissans motifs ne se sont réunis à des raisons plus solides pour anéantir un ouvrage d'iniquité que la loi condamne , & dont la droite raison est offensée.

#### XXXIV. CAUSE A LA TOURNELLE CRIM.

POUR M<sup>e</sup> Jean-René Baudy , Conseiller & Avocat  
du Roi en la Sénéchaussée de Châtellerault , Intimé,  
Appellant & Défendeur.

*CONTRE Hilaire Papillault , Marchand de la Ville  
de Châtellerault , Appellant & Intimé.*

*ET contre Demoiselle Marie-Anne-Françoise Baudy ;  
Intervenante.*

#### Q U E S T I O N .

*Si un pere qui a formé accusation de rapt , ne doit  
pas continuer sa procédure avant que ni sa fille  
ni le ravisseur soient écoutés.*

EXTRAIT SUR LEQUEL A ÉTÉ PRONONCÉ LE PLAIDOYER.

**U**N rapt de séduction , consommé par un rapt de violence , est le premier & le principal objet des plaintes que le sieur Baudy défere à la Justice.



Il est d'autant plus obligé d'en poursuivre la vengeance, qu'à la nécessité de maintenir son autorité méprisée, se joint un autre objet encore plus intéressant, l'intérêt de sa fille qu'il a le malheur de voir courir en aveugle à sa perte, par la plus funeste de routes les alliances.

Les autres incidens qui entrent dans cette affaire, sont aussi dignes de votre attention.

Hâtons-nous de vous en exposer les véritables circonstances, & vous verrez qu'il n'y en a point de plus intéressantes pour la société.

Famille honorable du sieur Baudy.

Depuis près de quarante ans Avocat du Roi de Châtellerault.  
Commissions particulières.

On parle de plaintes, mais abandonnées, parce que sans preuves, c'est faire son éloge au lieu de le décrier.

1687, mariage avec Louise Contancin.

Dot, 5000 livres.

Depuis, 12500 livres par partage.

31 Décembre 1687, donation des meubles, acquêts, & tiers des propres, suivant la Coutume de Poitou.

Faculté aux héritiers du prédécédé de conserver la propriété, en laissant jouir de tout.

Cinq enfans :

René Baudy, Procureur du Roi en l'Élection.

Louise, mariée à M<sup>e</sup> Tranchand, Avocat à Poitiers.

Renée, Religieuse à Châtellerault.

Jean-René Baudy, non encore établi.

Marie-Anne Baudy, qui est malheureusement la cause de la douleur de son pere, & de tout le trouble de sa famille.

René & Louise, lors de leurs mariages, 15000 livres chacun.

Dot à la religieuse.

Il en restoit deux à pourvoir.

Tendresse du pere pour sa fille. Retour de respect & d'attachement.

Ce concert heureux subsisteroit encore, sans les tentatives de Papillault.

1726, accompagne chez la Dame Baudy une Demoiselle de ses amies qu'il recherchoit en mariage.

Ces recherches devinrent inutiles, parce que l'on connut son caractère & l'état de sa fortune.

21 Octobre 1724, lettre du pere, *Mon scélérat de fils*, &c.

Lettres de change en grand nombre en 1727, 1728 & 1729. Sentences des Consuls de Poitiers, de Tours & de Paris, pour 25000 livres.

22 Juillet 1729, écrou à Paris, à la requête du sieur Roger, Directeur général des Domaines de Poitou.

29 Septembre 1728, décret d'ajournement personnel, à la requête de Jean Roux, Laboureur.

14 Février 1730, décret de prise de corps par le Lieutenant Général de Loudun, en vertu d'un renvoi de la Cour.

Tel est le personnage qui, écarté de la maison dans laquelle il vouloit se marier, chercha à se procurer un asyle dans la maison du sieur Baudy.

Il étoit né le 25 Octobre 1701, ainsi il approchoit de la fin de sa vingt-cinquième année.

La Demoiselle Baudy, née le 24 Décembre 1702, n'avoit pas encore vingt-quatre ans.

Défenses du pere. Le cœur de la fille étoit déjà séduit. Entrevues secretes.

17 Juin 1726, mise dans le Couvent de Châtellerault.

Dans cet asyle sacré, la passion & la séduction trouverent des protecteurs; une Religieuse n'eut pas honte de se prêter à fomenter l'une & l'autre. Vous en verrez dans la suite des preuves bien sensibles.

Lettres rendues.

Entrevues ménagées.

Se fait donner la foi de mariage, & ils commencent à se traiter comme unis par le sacrement, au mépris de l'autorité d'un pere. Vous allez bientôt voir, Messieurs, la preuve de ce fait décisif dans des pieces non suspectes.

Le pere fut averti trop tard de l'inutilité de ses mesures.

Veut tirer sa fille du Couvent, & l'envoyer chez sa sœur à Poitiers.

Alarme des séducteurs.

15 & 27 Juin 1727, neuf lettres écrites par Papillault, majeur, à la Demoiselle Baudy, mineure.

30 Juin 1727, sortie du Couvent, conduite chez la Dame Tranchand. La séduction plus forte que toutes les précautions.

4 Juin 1728, mise aux Ursulines de Poitiers.

18 Juin 1728, sort du Couvent, & vient à Châtellerault descendre chez la Dame des Roches, sa cousine; le pere va trouver sa niece, & se plaint de ce que sa fille ne vient pas chez lui.



Promesses cependant qu'elle ne verra pas Papillault.

Le pere instruit, déclare qu'il ira prendre sa fille le 21 au matin.

21 Juin 1728, Papillault, averti par les servantes de ma Partie, se dispose à une résistance ouverte dès le grand matin chez la Dame des Roches.

S'enferme dans un cabinet; le nommé Rolland dans un autre.

Le pere qui ne s'attendoit à rien, seul, sans armes, sans bâton, homme âgé.

Remontrances; veut emmener.

Papillault & Rolland sortent bâton levé, épée nue, &c.

Elle est emmenée.

22 Juin, plainte de ma Partie.

23 au 24, fait descendre la Demoiselle Baudy par une fenêtre, & l'enleve.

24, seconde plainte de ma Partie.

Décret de prise de corps contre les deux servantes.

4 Juillet, troisième plainte de ma Partie; rapt de séduction.

7 Juillet, décret de prise de corps contre Papillault & Rolland.

Procédure. Appel en la Cour; charges & informations apportées.

6 Septembre 1728, Arrêt qui reçoit Appellant, joint les défenses à l'appel.

Procédure monstrueuse du sieur Fumée pour détruire l'Arrêt.

16 Septembre, Rolland se met en prison.

Interrogatoire.

Requête à fin de liberté.

Ordonnance qui l'élargit, sans avoir ordonné la communication de la Requête.

4 Novembre 1728, pareille manœuvre de Papillault.

Se met en prison.

Interrogatoire: Requête à fin de liberté.

Ordonnance, qu'elle sera communiquée à Partie pour y répondre, & cependant que Papillault sera élargi.

Appel par ma Partie de ces deux Ordonnances.

Procédure sous le nom de la Demoiselle Baudy.

29 Juin 1728, cinq jours après son enlèvement, lettre assez tendre pour son pere; mais entêtée pour Papillault.

Premier Juillet, plainte en la Cour: Arrêt qui permet d'informer.

29 Juillet 1728, Requête de ma Partie, contenant opposition.

19 Mai 1729, Requête d'intervention de la Demoiselle Baudy.

Trois objets.

1<sup>er</sup>. L'appel de Papillault & des servantes.

2<sup>e</sup>. Mon appel des Sentences d'élargissement.

3<sup>e</sup>. Intervention & demandes de la Demoiselle Baudy.

1<sup>o</sup>. Appel de Papillault infoutenable.

Préjugé par le refus des défenses sur les charges & informations.

Au fond, trois crimes compliqués.

Premier crime, rapt de séduction, par les lettres & par les informations.

Séduire une mineure, c'est la révolter contre son pere; lui faire prendre un engagement dans le tems qu'elle n'a encore aucune liberté de choix; la faire livrer de cœur & de volonté à son séducteur, enforte qu'elle n'écoute plus ni conseils ni remontrances.

Coquille, sur l'article 42 de l'Ordonnance de Blois.

Second crime, assassinat prémédité.

Informations.

Troisième crime, rapt de violence.

2<sup>o</sup>. Appel de ma Partie, fondé sur deux moyens.

Fumée, personnage nouveau dans cette affaire, ennemi de ma Partie, en procès.

Je n'ai pas pu le récuser. A élargi avant que j'aie su qu'on s'étoit adressé à lui.

Second moyen. Contravention à l'article 22 du titre 10 de l'Ordonnance de 1670.

*Aucun prisonnier pour crime ne pourra être élargi, encore qu'il se fût rendu volontairement prisonnier, sans avoir vu les informations, l'interrogatoire, les conclusions du Procureur du Roi, & les réponses des Parties civiles, s'il y en a, ou sommations de répondre.*

Arrêt du premier Février dernier, pour Cantillon.

3<sup>o</sup>. Intervention & demande de la Demoiselle Baudy.

Premier Juillet 1728, Arrêt qui permet d'informer.

Procédure récriminatoire.

J'avois rendu plainte dès les 22 & 24 Juin.

Le ravisseur se sert de son nom. Lettre du 29 Juin.

Point de corps de délit.

La question de rapt préalable à la liberté de se marier.

MÉMOIRE.



## M É M O I R E.

**L**A juste douleur d'un père , qui , depuis quatre ans , voit sa fille courir en aveugle à sa perte , & se précipier dans un abîme de malheurs , les efforts qu'il est obligé de faire , pour la sauver malgré elle , sont des objets , sans doute , dignes de toute l'attention des Magistrats ; c'est de leur zèle pour maintenir l'autorité paternelle , & réprimer la témérité d'un ravisseur , que le sieur Baudy attend les secours qui lui sont nécessaires au milieu des disgrâces dont il est accablé.

La seule voie de les lui procurer , est de continuer l'instruction commencée à sa requête contre Papillault , & de laisser au sieur Baudy la liberté de suivre son accusation dans toutes les règles prescrites par l'Ordonnance.

Les circonstances de l'affaire vont bientôt faire connoître qu'il n'y en a point de plus intéressante pour la société , & que , si les artifices de Papillault pouvoient demeurer impunis , il n'y auroit point de famille où , malgré la vigilance & la fermeté d'un père éclairé sur les véritables intérêts de ses enfans , on ne pût introduire des personnes dont l'alliance seroit funeste à tous ceux qui la composent.

Le sieur Baudy , sorti d'une famille honorable , & connue depuis long-tems en Poitou , remplit depuis plus de trente ans la Charge d'Avocat du Roi en la Sénéchaussée & Siège Royal de Châtellerault ; sa capacité , connue des Magistrats sous qui il a travaillé , lui a procuré plusieurs Commissions particulières qu'il a toujours exercées avec distinction.

Il est étonnant qu'après cela Papillault ait osé , dans son Mémoire imprimé , répandre des soupçons sur la conduite du sieur Baudy , sous prétexte de quelques permissions d'informer , qu'il dit avoir été obtenues contre lui par un particulier qu'il n'oseroit nommer ; comme si ces permissions , sur lesquelles on n'a pu obtenir aucun décret , ne justifioient pas le sieur Baudy , loin d'autoriser les calomnies de Papillault.

Le sieur Baudy fut marié en 1687 avec Dame Louise Contancin de la Coudraye , dont il n'eut que 5000 livres en dot ; il a eu depuis , par un partage fait en 1720 des successions des père & mère de la Dame Baudy , une autre somme de 12500 livres ; ensorte que tout le bien de sa femme n'a jamais monté à 18000 livres.

Par un acte du 31 Décembre 1687, les Sieur & Dame Baudy se firent une donation mutuelle, suivant la liberté que leur en donnoit la Coutume de Poitou, de tous leurs meubles & acquêts, & du tiers de leurs propres, en réservant néanmoins aux héritiers du prédécédé l'option, ou de laisser jouir le survivant de la totalité des propres & acquêts, auquel cas la donation seroit réduite à l'usufruit des mêmes biens, ou de la laisser subsister en propriété pour tous les acquêts & le tiers des propres seulement.

De ce mariage sont nés cinq enfans actuellement vivans; savoir, M<sup>e</sup> René Baudy, Procureur du Roi en l'Élection de Châtellerault, Louise Baudy, mariée à M<sup>e</sup> Louis-François Tranchand, Avocat au Présidial de Poitiers, Renée Baudy, Religieuse à Châtellerault, Jean-René Baudy, Avocat en la Cour, qui n'est point encore établi, & Marie-Anne-Françoise Baudy, qui est malheureusement l'héroïne de cette affaire.

René & Louise Baudy, lorsqu'ils ont été établis, ont reçu chacun 15000 livres du sieur Baudy, leur pere; la fille Religieuse a pareillement été dotée d'une maniere convenable. Il ne restoit que deux enfans à pourvoir.

La Demoiselle Baudy avoit toujours été l'objet des plus tendres affections de son pere; elle n'a pu elle-même lui refuser ce témoignage dans une lettre du 29 Juin 1728, dont on aura bientôt occasion de parler. Le pere, qui étoit veuf depuis longtemps, lui avoit confié la conduite de sa maison, & il lui doit cette justice à son tour, qu'elle avoit toujours répondu à sa confiance, avec toute la sagesse & toutes les attentions qu'il pouvoit désirer.

Ce calme heureux regneroit encore dans la famille, si le sieur Papillault ne s'étoit introduit pendant l'année 1726 dans la maison du sieur Baudy, & n'avoit tenté le projet de se rendre maître de l'esprit & du cœur de la Demoiselle Baudy, sans la participation de son pere.

La Demoiselle Baudy, née le 24 Décembre 1702, n'avoit guere alors que vingt-trois ans; Papillault, au contraire, approchoit de sa vingt-cinquième année, étant né le 25 Octobre 1701. Il n'avoit connu la Demoiselle Baudy que parce qu'il avoit accompagné deux ou trois fois chez elle une Demoiselle de ses amies; mais les assiduités ayant bientôt succédé, le sieur Baudy, qui connoissoit le caractère de ce jeune homme, & qui étoit persuadé qu'il n'y avoit point de parti moins convenable à sa



filles , lui interdit absolument l'entrée de sa maison. Il est aisé de juger si le pere avoit des motifs pressans d'en user ainsi.

On n'empruntera pas , pour le dépeindre , des traits que l'on puisse supposer forgés par la passion ; c'est par le propre pere de Papillault , que son portrait se trouve fait dans une lettre écrite le 21 Octobre 1724 , tems qui ne précède que d'environ quinze mois les premieres affiduités de Papillault auprès de la Demoiselle Baudy. *Monseigneur, mon scélérat de fils fait toujours voir son caractère dans un beau jour ; je suis persuadé que vous le voyez aussi clairement que moi : s'il étoit bien contrit , il m'auroit renvoyé les effets , billets & autres papiers qu'il m'a volés , ou diroit où il les a mis. S'il ne le fait pas incessamment , je lui ferai faire de force , ou du moins je l'en punirai sévèrement, comme des excès qu'il m'a faits. Il n'est pas dans une sauve-garde qui puisse m'en empêcher. Qu'il n'accuse point les mauvais esprits de ceux qu'il dit avoir vus , il n'y en a jamais eu un si mauvais que le sien , s'il a l'opiniâtreté de ne me pas restituer & à ses freres ; car , outre les vols qu'il m'a faits d'argent , il a encore fait un billet de 2000 l. à Mademoiselle Botreau.*

Quand le propre pere de Papillault parloit ainsi de son fils , il auroit fallu être bien aveugle pour le prendre pour gendre ; la conduite qu'il a eue dans son commerce étoit un nouveau motif pour éviter un pareil engagement. Facile à dépenser sans mesure , & toujours sans ressource pour payer , il tiroit des Lettres de change de toutes parts sur des personnes qui lui étoient absolument inconnues ; elles revenoient bien vite à protêt : de-là une foule de condamnations par corps par différentes Sentences des Consuls d'Angers , de Poitiers , d'Orléans & de Châtellerault. On a une note de plusieurs de ces Sentences , qui font voir qu'en 1727 , 1728 & 1729 il y a eu pour plus de 25000 livres de condamnations contre lui. Il fut encore arrêté l'année dernière à Paris , & écroué le 22 Juillet 1729 , à la requête du sieur Roger , Directeur Général des Domaines du Poitou.

Les violences auxquelles il s'est souvent porté contre différentes personnes lui ont attiré plusieurs décrets. Le 29 Septembre 1728 il fut décrété d'ajournement personnel , à la requête de Jean Roux , Laboureur , & le 14 Février dernier il a été décrété de prise de corps par le Lieutenant Général de Loudun , en vertu du renvoi qui avoit été fait par Arrêt de la Cour. Quel pere instruit du caractère d'un tel homme , ne l'auroit pas écarté avec soin de sa maison , pour rompre toute liaison avec sa fille !

Papillault , qui auroit dû respecter l'autorité d'un pere , maître

absolu du sort de sa fille , employa au contraire ce que l'artifice a de plus séduisant pour toucher le cœur de cette jeune personne , & la rendre rebelle aux volontés de son pere. C'est ici que commence le rapt de séduction qui a produit tant de malheurs , & qui fait le principal objet des justes plaintes du sieur Baudy.

Le sieur Papillault mit dans ses intérêts plusieurs personnes de la ville de Chatellerault , chez qui il voyoit la Demoiselle Baudy ; il paroît , par les lettres dont on rendra compte dans la suite , qu'il la conduisit jusqu'à se donner la foi mutuelle de mariage , & à se traiter de mari & de femme , comme s'ils avoient déjà été unis par le Sacrement. On est bien persuadé que la Demoiselle Baudy ne porta jamais sa complaisance jusqu'à des excès criminels ; mais elle n'en fut pas moins asservie sous le joug d'une passion qu'on croyoit justifier par des promesses mille fois réitérées , & qui étoient autant d'attentats à l'autorité paternelle.

Le sieur Baudy fut averti de ces rendez-vous , qui pouvoient être encore plus funestes que les assiduités dont il avoit interrompu le cours. Pour enlever sa fille à une séduction si dangereuse , il la mit en pension dans le Couvent des Religieuses de Chatellerault ; elle y entra le 17 Juin 1726 , & y resta jusqu'au mois de Juin 1727.

Dans un asyle sacré , où tout doit respirer la sagesse , la retenue & la soumission aux ordres des parens & des Supérieurs , qui auroit pu croire que la Demoiselle Baudy n'auroit point encore été à l'abri des persécutions de son Séducteur ? Cependant il trouva le secret d'entretenir avec elle un commerce de lettres si exact , que chaque jour il faisoit de nouveaux progrès sur son esprit & sur son cœur. Une Religieuse , on rougit de le dire , eut plus de part qu'aucun autre à faciliter une relation si contraire aux devoirs de la Religion ; mais les choses furent conduites avec tant de secret , que pendant que le pere se félicitoit d'avoir arraché sa fille des bras de la séduction , elle se préparoit contre lui un triomphe plus assuré que jamais.

Ce ne fut donc que près d'un an après qu'il fut instruit de l'inutilité de ses précautions ; il crut mieux réussir en envoyant sa fille à Poitiers chez la Dame Tranchand sa sœur , persuadé que l'éloignement de Papillault d'une part , & la vigilance de la Dame Tranchand de l'autre , pourroient rendre la Demoiselle Baudy sa fille aux premiers sentimens de soumission & de tendresse .



qui seuls pouvoient la préserver du malheur dont elle étoit menacée.

Papillault fut informé de ce dessein ; ce fut à cette occasion qu'il écrivit à la Demoiselle Baudy neuf lettres , que l'on a recouvrées , & dans lesquelles il est aisé de remarquer à quel degré son empire étoit parvenu. Non-seulement il lui écrit avec la familiarité qui conviendrait à des personnes qui seroient unies par les liens les plus indissolubles , mais il compte avoir sur elle des droits que rien ne peut affoiblir ; il ne craint point de l'appeller toujours sa femme ; il lui écrit en qualité de mari.

*Penses-tu bien que tu as un mari , qui t'aime tendrement*, lui dit-il dans une lettre du 16 Juin 1727 . . . . . *Dès que tu es entrée dans le Couvent , n'as-tu pas formé la résolution , aussi bien que moi , de soutenir avec toute la constance possible ce que M. ton pere pourroit faire pour nous traverser ? Penses-tu qu'il oubliera quelque chose pour cela ? Non , il n'y a rien qu'il ne mette en usage ; il veut donc commencer par te changer de demeure ; il faut le laisser faire , il ne te menera pas si loin , comme tu te l'imagines ; mais , dans quelque endroit que tu ailles , tu as assez d'esprit pour gagner un quelque un pour me faire savoir de tes cheres nouvelles.... Ménage ta santé , ma chere femme , pour la conservation de la mienne.... Ton tems ne sera pas plutôt venu , que , malgré les chicanes de M. ton pere , je te ferai venir en cette Ville , & le 25 de Décembre venu , tu seras en état de lui faire les sommations respectueuses.... Je t'envoie 102 livres ; dans quelque endroit que tu ailles , tu n'en manqueras pas.*

Il lui dit , dans une autre du 18 Juin : *Ces discours ne sont-ils pas bien consolans pour un mari qui aime aussi tendrement sa femme que j'aime la mienne ?* Il la détourne ensuite d'aller demeurer chez la Dame Tranchand sa sœur , si son pere lui laisse le choix de cette maison ou d'un Couvent : *Je t'assure qu'il nous seroit plus difficile de nous écrire , si tu allois dans cette maison-là , que si tu vas dans un Couvent. Ils seront toujours sur toi , & ne t'abandonneront pas un seul moment.* Il trouvoit bien mieux son compte dans des Couvens ; une année d'expérience l'avoit rendu savant sur cet article. *M. ton pere aura beau faire & beau dire , je serai ton mari , & tu seras ma femme*, dit-il dans une autre lettre du 20 du même mois. Quant à la procuration dont je t'ai parlé ( c'étoit une procuration pour faire faire des sommations respectueuses , quand la Demoiselle Baudy seroit parvenue à vingt-cinq ans ) quand je voudrois la faire faire maintenant , elle ne pourroit de rien servir , il faut attendre le tems , je trouverai bien le moyen de te la faire

*faire.* C'est ainsi que , pendant la minorité de la Demoiselle Baudy, Papillault, qui étoit alors majeur, l'encourage à secouer le joug de l'autorité paternelle, en concertant avec elle les moyens de la vaincre un jour.

Il s'exprime encore plus clairement dans une autre lettre du 27 Juin: *Comment*, di-il, *parce que le Prêtre ne nous a pas mariés, est-ce que nous le sommes moins? Non certainement, quand on s'est donné la foi réciproquement, & qu'on est sur le pied où nous sommes tous les deux, on n'est pas moins marié; il n'y a que la foi qui fait le mariage.* Voilà sans doute la séduction dans tout son jour. Papillault étoit parvenu à persuader à une fille mineure, qu'ils étoient bien mariés, sans le consentement du pere, & sans la présence du Ministre de l'Eglise; la doctrine qu'il lui enseigne est que tout cela est inutile. C'est ainsi qu'il foule aux pieds les Loix les plus sacrées de l'Eglise & de l'Etat, pour consommer la séduction; ne doivent-elles pas toutes être armées pour punir sa témérité? *Tu feras fort bien de ne pas rester long-tems chez Madame Tranchand, & de te mettre aux Filles de Saint François . . . . je te donnerai de mes nouvelles par le Pere Troplong, donne-moi des tiennes, je t'en prie.*

Enfin, dans une autre lettre du même jour, il lui parle toujours sur le même ton: *Lorsqu'on aime une femme comme j'aime la mienne, on est toujours sur des épines lorsqu'on est privé de ses nouvelles; JE COMPTÉ BIEN AVOIR LA SATISFACTION DE TE VOIR ET DE T'EMBRASSER aux Cordeliers, ou dans quelqu'autre Eglise, par le moyen du Pere Troplong.* C'est ajouter la profanation des choses saintes & l'impiété aux efforts de la séduction. De quoi n'est point capable un homme qui se joue ainsi de ce qu'il y a de plus sacré?

La Demoiselle Baudy, munie de ces préservatifs contre toutes les remontrances de sa famille, fut tirée du Couvent de Châtellerault le 30 Juin 1727, & menée chez la Dame Tranchand sa soeur, à Poitiers, où elle est demeurée jusqu'au 4 Juin 1728, qu'elle entra dans le Couvent des Ursulines de la même Ville. Pendant cet intervalle, Papillault trouva le secret de la voir dans différents voyages qu'il fit à Poitiers; il avoit bien compté qu'il auroit des amis de toute robe qui seconderoient son ardeur. Il entretenoit aussi un commerce de lettres, soit par lui-même, soit par des amies qui s'intéressoient pour lui, comme cela est établi par une lettre d'une Religieuse de Châtellerault, dans laquelle on découvre une partie du mystère, quoiqu'elle affecte d'y chan-



ger tous les noms, & de défigurer tous les personnages de la scène par des expressions allégoriques.

Pendant tous ces maneges se passa le tems de la minorité de la Demoiselle Baudy, & Papillault crut alors être en droit de la faire soulever ouvertement contre son pere.

Le 18 Juin 1728 elle s'évada du Couvent de Poitiers, & accompagnée d'une Dame de ses amies & de Papillault, elle se rendit à Châtellerault, où elle descendit, & fut se loger chez la Dame Desfroches sa cousine; c'étoit un des personnages qui avoit eu le plus de part à l'intrigue depuis deux ans.

Le sieur Baudy, averti de l'arrivée de sa fille, se rendit le lendemain chez la Dame Desfroches; il se plaignit de ce qu'elle retiroit sa fille sans sa participation, & offrit de la reprendre & de la conduire chez lui, où il la traiteroit avec la même amitié qu'il avoit toujours eue pour elle, pourvu qu'elle ne vît point Papillault; la Dame Desfroches le pria de suspendre un jour ou deux pour qu'elle eût le tems d'y préparer la Demoiselle Baudy, promettant cependant qu'elle ne verroit point Papillault.

Le pere y consentit; mais il fut surpris d'apprendre le lendemain que Papillault avoit été reçu chez la Dame Desfroches, qu'il y avoit soupé le 19, dîné & soupé le 20; il se crut donc obligé d'aller le 21 au matin chercher sa fille pour l'emmener chez lui.

Il la trouva seule avec la Dame Desfroches, & après lui avoir fait des remontrances sur sa conduite, il voulut l'emmener chez lui; mais comme elles s'étoient préparées à cet affaut, elles appellerent à leur secours, & aussitôt Papillault sortit d'une chambre voisine avec un bâton à la main, dont il frappa le sieur Baudy, Procureur du Roi en l'Élection, qui accompagnoit son pere. Dans l'instant entra, par une autre porte, un nommé Roland, l'épée nue à la main, qui en donna plusieurs coups au sieur Baudy pere, & le renversa par terre, le menaçant que s'il vouloit enlever sa fille, il lui passeroit l'épée au travers du corps. Le sieur Baudy s'étant relevé avec peine, & approché de la fenêtre, cria de toute sa force qu'on l'assassinoit, ce qui fit venir plusieurs personnes à son secours. Dans ce moment, il se jeta sur le sieur Roland, & trouva le moyen de lui arracher son épée, au moyen de quoi & du secours de ceux qui étoient arrivés à ses cris, il emmena sa fille chez lui, où elle trouva la Dame Tranchand sa sœur.

Ce qui s'étoit passé chez la Dame Desfroches étoit un vérita-

ble assassinat prémédité de la part de Papillault & Roland ; c'est pourquoi le sieur Baudy en rendit plainte le lendemain au Lieutenant Criminel de Châtellerault.

Cependant Papillault résolu de tenter les coups les plus hardis pour consommier son crime , gagna les deux servantes du sieur Baudy , & par leur moyen , il fit porter un galon à la Demoiselle Baudy , avec lequel elle descendit de la fenêtre de sa chambre la nuit du 23 au 24 du même mois , & fut reçue par Papillault. Le sieur Baudy pere, instruit de cet enlèvement , le lendemain matin en rendit une nouvelle plainte , sur laquelle , & sur l'information faite en conséquence , les deux servantes furent décrétées de prise de corps le 25 ; le lendemain elles subirent l'interrogatoire : la plus jeune convint de tout , & principalement des démarches de Papillault pour faire l'enlèvement , & de sa présence même lorsqu'il fut exécuté ; la plus âgée , au contraire , osa tout nier ; mais la vérité se manifestoit assez d'elle-même , & d'ailleurs son imposture , aussi bien que sa perfidie envers son maître , est parfaitement établie , tant par les informations que par une lettre de Papillault écrite à la Demoiselle Baudy le 21 Juin à cinq heures du soir , où Papillault parle jusqu'à quatre fois de cette servante appelé Marion ; & entre autres , il dit que Marion est charmée de lui rendre service : elle étoit donc dévouée au ravisseur pour trahir son propre maître.

Comme les faits du 21 & du 24 Juin n'étoient que la suite de la séduction commencée depuis plus de deux ans , & que ce crime principal étoit celui qui intéressoit le repos du sieur Baudy & l'honneur de sa famille , il en rendit plainte le 4 Juillet ; il y eut une information , & sur les preuves qu'elle renfermoit , décret de prise de corps le 7 Juillet contre Papillault & Roland.

Aussi-tôt ils se sont pourvus en la Cour , & ont demandé qu'en les recevant Appellans de toute la procédure , défenses fussent faites d'exécuter le décret de prise de corps ; mais le sieur Baudy ayant présenté une requête contraire , est intervenu Arrêt le 6 Septembre 1728 , qui a reçu l'appel , & a joint la demande à fin de défenses ; la Cour ayant trouvé l'affaire trop grave pour suspendre un pareil décret.

Il falloit , en conséquence de l'Arrêt , ou se mettre en prison , ou essuyer une procédure par contumace. Pour sortir de cet embarras , Papillault & Roland ont trouvé , dans le dévouement du sieur Fumé , Lieutenant Général de Châtellerault , une ressource qui les a tirés d'intrigue. Le sieur Fumé ne pouvoit con-



noître de cette affaire , comme étant depuis long-tems en procès avec le sieur Baudy , outre cela son parent de deux côtés , & ayant toujours été connu comme son ennemi déclaré ; mais ce fut précisément ce qui l'engagea à y prendre parti pour favoriser les coupables.

A peine fut-il de retour à Châtellerault , dont il avoit été absent quelque tems , que Rolland se mit volontairement en prison le 16 Septembre. Le même jour , le sieur Fumé reçut son interrogatoire , & dans l'instant il le mit en liberté , sans avoir ordonné , ni la communication de la Requête à fin de liberté , ni avoir donné par conséquent le tems d'y répondre. Papillault encouragé par cet exemple , se mit aussi le 4 Novembre 1728 en prison. Il subit l'interrogatoire , & ayant présenté dans l'instant sa Requête à fin de liberté , le sieur Fumé la répondit d'une Ordonnance , portant qu'elle seroit communiquée à la Partie civile , pour y répondre dans le délai de l'Ordonnance , & cependant que Papillault auroit provision de sa personne , & seroit élargi , ce qui est manifestement contraire à l'art. 22 du tit. 10 de l'Ordonnance de 1670 , qui défend de mettre en liberté les Accusés décrétés de prise de corps jusqu'à ce que le Juge ait vu la réponse de la Partie civile , ou sommation à elle faite de répondre.

C'est ce qui a obligé le sieur Baudy d'interjetter appel de ces Ordonnances des 16 Septembre & 4 Novembre , de demander que les Accusés soient réintégrés dans les prisons , & permission de prendre le sieur Fumé à partie.

Ainsi la Cour est saisie de deux appellations respectives ; l'une de la part des Accusés , de la procédure extraordinaire ; l'autre de la part du sieur Baudy , des Ordonnances du sieur Fumé. Il faut ajouter maintenant un troisième objet , ce sont les demandes que Papillault a fait former à la Demoiselle Baudy.

Cinq jours après son enlèvement , c'est-à-dire le 29 Juin 1728 , elle avoit écrit une lettre fort tendre au sieur Baudy son pere ; elle se justifioit sur la démarche qu'elle avoit faite de lui demander compte , *sur les offres que son pere lui avoit faites dans tous les tems de lui donner le bien qui lui revenoit : Vous aimez trop vos enfans* , lui dit-elle , *pour ne pas me rendre la justice qui m'est due* ; elle s'étend ensuite sur la résolution qu'elle a prise d'épouser le sieur Papillault : *Je le regarde* , dit-elle , *comme mon mari ; mon honneur , ma conscience , plusieurs autres raisons , que je ne puis vous expliquer , m'y obligent* ; elle le presse d'y consentir : *Vous êtes trop bon pere pour souhaiter la perte de vos enfans ; vous qui*

Il faut que  
l'Accusateur  
ait le tems de  
défendre à la  
Requête à fin  
de liberté.

*m'avez toujours tant aimée , à Dieu ne plaise que je m'en prenne à vous ; elle finit en disant : Au nom de Dieu , mon cher pere , revenez de vos préventions contre M. Papillault , & lui accordez , comme à moi , votre amitié , nous tâcherons de la mériter tous les deux.*

Cette lettre n'annonçoit pas au pere un procès criminel sous le nom de sa fille ; cependant , deux jours après , on présenta , sous son nom , une Requête à la Cour , par laquelle , en demandant d'être reçue Appellante d'un prétendu déni de Justice de la part du Lieutenant particulier de Châtellerault , elle conclut à ce qu'il lui fût permis de faire informer contre son pere des faits contenus dans sa Requête ; ce qui lui fut accordé le même jour 29 Juillet. Le sieur Baudy forma opposition à cet Arrêt , dans lequel Papillault empruntoit le nom de la Demoiselle Baudy pour faire une procédure récriminatoire. Cependant il y a eu une information faite en conséquence ; & sur ce fondement on a donné une nouvelle Requête , sous le nom de la Demoiselle Baudy , le 19 Mai 1729 , par laquelle elle a demandé d'être reçue Partie intervenante dans le procès pendant en la Cour , sur les appellations respectives , d'être autorisée à faire faire au sieur Baudy son pere les sommations respectueuses , & qu'il plût à la Cour décréter les informations faites à sa requête contre le sieur Isnard & consorts ; & où la Cour jugeroit à propos d'évoquer le principal , qu'ils fussent condamnés en 10000 livres de dommages-intérêts.

Telles sont les véritables circonstances du fait , & les demandes sur lesquelles il s'agit de prononcer ; les moyens qui soutiennent celles du sieur Baudy sont fondés sur la religion , sur la nature & sur la loi.

Pour suivre l'ordre des demandes , il faut d'abord examiner l'appel interjeté par Papillault de la procédure extraordinaire ; il faudra établir ensuite les moyens du sieur Baudy contre les Ordonnances rendues par le sieur Fumé ; & enfin défendre aux demandes de la Demoiselle Baudy.

#### MOYENS.

Par rapport à l'appel de Papillault , la Cour a déjà préjugé qu'il étoit téméraire & mal fondé , en lui refusant des défenses d'exécuter le décret de prise de corps ; la Cour a reconnu par-là que l'affaire étoit grave , & que les charges étoient assez fortes pour mériter une instruction dans toute la rigueur de l'Ordonnance. En effet , il y a ici trois crimes compliqués : rapt de séduction , assassinat prémédité , & enlèvement.

Le rapt de séduction consiste dans les mesures prises par Pa-



pillault pour voir, pour entretenir la Demoiselle Baudy, malgré son pere; pour la rendre rebelle à des ordres qu'elle devoit respecter, pour exiger d'elle des promesses solennelles, & même la foi du mariage, dans un tems où elle n'avoit pas droit de disposer d'elle-même, pour l'attacher tellement à lui qu'elle crût dans la fuite son honneur & sa conscience intéressée à persévérer dans un parti qu'il lui avoit inspiré contre son devoir, & contre le respect dû aux volontés de son pere.

Il n'y a qu'à jeter les yeux sur les lettres écrites à la Demoiselle Baudy par Papillault, pour y reconnoître tous ces crimes; elles sont écrites par Papillault majeur, à la Demoiselle Baudy mineure; cependant dans quel style sont-elles conçues? C'est un mari qui parle à sa femme avec toute la familiarité qui convient entre des personnes unies par les liens indissolubles. Les termes de mari & de femme y sont répétés presque à chaque ligne, & l'on y relève par-tout les droits que ces qualités peuvent produire. Papillault y annonce que le consentement du pere d'une mineure, que la présence même du Ministre de l'Eglise, sont de vaines cérémonies que l'on doit regarder comme superflues, qu'ils n'en sont pas moins mariés dès qu'ils se sont donné leur foi; c'est en conséquence de ces principes qu'il agit & qu'il fait agir la Demoiselle Baudy, & il est parvenu malheureusement à l'en convaincre. Dès-lors elle n'a plus connu les droits de l'autorité paternelle; dès-lors elle s'est engagée non-seulement sans la participation de son pere, mais même contre ses ordres exprès; n'est-ce pas-là le véritable rapt de séduction?

Il n'est pas toujours nécessaire, pour se rendre coupable du crime de rapt, d'avoir enlevé par force une mineure, ou de lui avoir ravi ce qu'elle a de plus précieux; il suffit que, par des mesures artificieuses, on se soit emparé de son esprit & de son cœur, qu'on ait étouffé en elle les sentimens de respect & de déférence qu'elle doit avoir pour ses parens, qu'on l'ait fait consentir à un engagement sans avoir pris leur conseil, & qu'en un mot elle se soit livrée sans ménagement aux discours enchanteurs de la séduction.

*La loi, dit M<sup>e</sup> Guy Coquille sur l'art. 42 de l'Ordonnance de Blois, répète que la fille est ravie quand, par blandices & allechemens, sa volonté est gagnée; l'autre sorte de rapt est qu'on ravit & ôte aux pere, mere & tuteur, soit paternels, soit maternels, l'autorité, conseil & commandement qu'ils ont sur les mineurs en affaire de s<sup>e</sup>*

*grande importance.* On trouve dans ces expressions la peinture naturelle de la conduite de Papillault à l'égard de la Dlle Baudy.

Il est donc convaincu du crime de rapt ; & qui doute que ce crime ne soit assez grave pour mériter d'être instruit avec toute la rigueur prescrite par les Ordonnances ? L'atrocité peut dépendre des circonstances. On sait que quand ce crime a été porté à certains excès , il peut être puni de la peine de mort ; c'étoit la disposition du droit romain, dans la loi unique au code *de raptu virginum* ; c'est ce qui est encore établi par l'article 42 de l'Ordonnance de Blois, dont la disposition a été renouvelée & confirmée par la Déclaration de 1739. Dans d'autres circonstances , la peine peut être modérée ; mais la Justice ne se relâche jamais de la sévérité qu'exigent d'elle l'honneur des familles & les droits sacrés des peres & meres.

En effet , à quel trouble ne se trouveroient point exposées les familles les plus réglées , si la témérité des ravisseurs demuroit impunie , ou si , pour éviter le reproche du crime de rapt , il suffisoit de ne point consommer le crime ; & cependant de séduire le cœur d'une jeune personne , de lui inspirer un esprit de révolte contre les ordres d'un pere zélé pour ses véritables intérêts , de l'affermir dans un parti si contraire à la religion & à la nature par les principes les plus détestables , & de la préparer ainsi à un soulèvement ouvert contre l'autorité de ses parens , dès qu'elle aura atteint l'âge qui peut lui donner plus de liberté ?

Les loix permettent à une fille majeure de se choisir quelquefois un époux , même contre la volonté de ses parens ; mais il faut pour cela qu'elle n'ait pensé à faire ce choix , & qu'elle ne s'y soit déterminée que dans l'âge où on lui permet de faire usage de sa liberté. Jusques-là elle doit s'abandonner à leurs conseils , ou du moins il lui est défendu de se livrer à des conseils étrangers , & d'y donner un consentement qui ne dépend point d'elle : & celui qui a extorqué d'elle ce consentement ou par la force ouverte , ou par des insinuations encore plus dangereuses , celui qui , abusant de la foiblesse de son âge , l'a soulevée contre ses parens , & lui a fait prendre un parti avant le tems auquel les loix lui donnent le droit de se consulter elle-même , est un ravisseur que la vengeance publique doit poursuivre sans ménagement.

Le second crime de Papillault est l'assassinat prémédité commis en la personne du sieur Baudy pere , par Papillault & Rolland le 21 Juin 1728. Les violences commises sont outrées ; mais ce qui les rend bien plus criminelles est qu'elles ont été exer-



cées de dessein prémédité. Le sieur Baudy avoit été dès le 19 chez la Dame Desfroches pour demander sa fille ; on l'avoit prié d'attendre quelque tems pour qu'on la préparât à cette démarche ; mais c'étoit au contraire pour préparer une résistance à force ouverte. En effet, Papillault & Roland ne quitterent plus la maison de la Dame Desfroches, ils y étoient le 21 dès six heures du matin ; quand on entendit venir le sieur Baudy, l'un se retira dans une chambre, & l'autre dans une autre, laissant la Demoiselle Baudy avec la Dame Desfroches ; mais toujours à portée d'entendre ce que l'on diroit, & de paroître lorsqu'il seroit nécessaire. En effet, le sieur Baudy ayant pris la Demoiselle sa fille sous le bras pour l'emmener, Papillault sort le premier armé d'un bâton, Roland le suit de près l'épée nue à la main, & tous deux frappent sans ménagement le pere & le fils, qui auroient couru risque d'un sort plus funeste si, à leurs cris, plusieurs personnes n'étoient accourues. C'est ce qui sera établi par les informations.

Le fait déjà très-grave par lui-même, le doit paroître encore bien davantage, quand on considère que c'est un homme qui veut devenir le gendre du sieur Baudy malgré lui, qui se porte à ces extrêmités ; que la cause de sa fureur est que le pere veut emmener sa fille chez lui, comme si Papillault pouvoit avoir des droits supérieurs à ceux d'un pere. Voilà le triste fruit de ces idées qu'il avoit cherché depuis deux ans à inspirer à la Demoiselle Baudy, il ne vouloit plus qu'elle reconnût d'autre autorité que la sienne ; il sembloit que, suivant le langage de ses lettres, il étoit déjà son mari, & qu'il avoit droit de disposer d'elle plutôt que son pere. Ces crimes se réunissent, &, pour ainsi dire, s'aggravent les uns les autres.

Enfin il est encore l'auteur de l'enlèvement fait de la personne de la Demoiselle Baudy la nuit du 23 au 24 Juin, c'est ce qui paroîtra sensible à la lecture des informations ; n'est-ce pas le comble de l'iniquité ? En arrachant la Demoiselle Baudy du sein de la maison paternelle, il a violé, on ose le dire, un asyle sacré ; il craignoit sans doute que les sages & tendres remontrances d'un pere n'ouvrirent les yeux à sa fille ; il a voulu l'enlever à la lumière de la raison, qui pouvoit bientôt reprendre ses droits, & n'a jamais été tranquille jusqu'à ce qu'il se fût rendu maître de sa personne, pour la captiver & la faire agir suivant ses vues. La Justice, dans de telles circonstances, étoufferoit-elle la juste douleur d'un pere, & l'empêcheroit-elle d'éclater contre celui qui en

séduisant sa fille , a répandu tant d'amertume sur ses jours & de troubles dans sa maison ?

Il faut donc que la procédure extraordinaire soit suivie ; mais pour rétablir la règle dans cette procédure , il faut infirmer les Ordonnances qu'un Juge partial & incompetent a rendues pour sauver les coupables. C'est le second objet de la Cause, qui consiste dans l'appel des Ordonnances du sieur Fumé, des 16 Septembre & 4 Novembre 1720.

Jamais il n'y a eu d'Ordonnances plus irrégulières & plus injustes.

1<sup>o</sup>. Le sieur Fumé n'avoit eu aucune part à tout ce qui s'étoit fait auparavant ; la plainte avoit été répondue , l'information avoit été faite , & le décret prononcé par le sieur Lieutenant particulier, non-seulement à cause de l'absence du sieur Fumé, Lieutenant général, mais encore parce qu'il ne pouvoit connoître des causes du sieur Baudy avec qui il étoit en procès depuis long-tems , & dont il étoit l'ennemi déclaré , & outre cela son parent de deux côtés au degré prohibé. C'est donc uniquement pour satisfaire sa haine & sa vengeance qu'il s'est prêté à une procédure si inique. Les Accusés qui avoient laissé instruire la contumace contre eux , comptant sur sa protection , attendent son retour à Châtellerault , & aussi-tôt ils paroissent , se mettent même en prison , sûrs d'en sortir dans le même moment , ce qui est arrivé suivant leur projet concerté sans doute avec le sieur Fumé ; il n'en faudroit pas davantage pour faire tomber ces Ordonnances.

2<sup>o</sup>. La disposition de la loi y est ouvertement violée , l'art. 22 du tit. 10 de l'Ordonnance de 1670 , porte qu'*aucun prisonnier pour crime ne pourra être élargi par nos Cours & autres Juges , encore qu'il se fût rendu volontairement prisonnier , sans avoir vu les informations , l'interrogatoire , les conclusions de nos Procureurs ou de ceux des Seigneurs , & les réponses de la Partie civile , s'il y en a , ou sommation de répondre.*

Cependant il a plu au sieur Fumé d'ordonner l'élargissement de Roland & de Papillault , sans qu'ils aient donné de Requête à fin de liberté , sans qu'elle ait été communiquée à la Partie civile , sans que la Partie civile y ait répondu , ni ait pu y répondre , & même sans avoir vu les informations ; c'est ce qui est établi par l'Ordonnance même d'élargissement de Papillault : *Vu l'interrogatoire & réponses de Papillault , notre Ordonnance de soit communiqué au Procureur du Roi & Partie civile de ce jour : conclusions dudit Procureur du Roi de cedit jour , nous avons ordonné que*



*l'interrogatoire sera communiqué à la Partie civile, pour y répondre dans les délais de l'Ordonnance, & cependant nous avons ordonné que Papillault aura provision de sa personne & sera élargi, à la charge de se représenter, &c. Il n'y a qu'à confronter ce Jugement avec l'article de l'Ordonnance, pour connoître toute l'irrégularité d'une telle disposition.*

On ne s'étendra pas sur ce moyen, qui ne peut souffrir de difficulté après ce que la Cour a jugé par l'Arrêt du premier Février de la présente année dans l'affaire du sieur Cantillon ; l'Ordonnance qui l'avoit mis en liberté avoit été rendue sur le vu des informations, de l'interrogatoire, de la Requête à fin de liberté, des conclusions du Substitut de M. le Procureur Général, & de la signification de la Requête à la Partie civile ; cependant, parce qu'on n'avoit pas donné à la Partie civile un tems suffisant pour défendre, non-seulement la Cour a infirmé l'Ordonnance, mais a fait injonction au sieur Lieutenant Criminel de donner à la Partie civile un tems compétent pour défendre, & a fait défenses jusques-là d'accorder la liberté.

Il est évident que nous sommes ici dans des circonstances bien plus graves ; ce n'est point une simple précipitation, c'est une contravention manifeste à la loi ; on ne donne pas même connoissance à la Partie civile de la demande à fin de liberté, en sorte que l'Accusé est élargi avant que la Partie civile sache même qu'il se soit remis dans les prisons. La Cour ne se contentera pas sans doute d'une simple injonction, c'est le cas où la permission de prendre à partie ne peut être refusée.

Il reste à dire un mot des demandes de la Demoiselle Baudy, qui est intervenue, ou plutôt que Papillault a fait intervenir, pour échapper, s'il étoit possible, par son secours, aux rigueurs de la Justice.

La première démarche qu'on lui a fait faire a été de rendre une plainte en la Cour, dans laquelle, sous prétexte de reprocher à son pere qu'il a empêché qu'elle ne lui fît des sommations respectueuses, on lui fait poser des faits contraires à ceux qui faisoient la matière de la plainte du sieur Baudy contre Papillault ; on a surpris en conséquence une permission d'informer, & on a fait faire une information. Le sieur Baudy a formé opposition à l'Arrêt, comme introduisant une véritable récrimination. Depuis, la Demoiselle Baudy a conclu à ce qu'il lui fût permis de faire des sommations respectueuses, & que ses informations fussent décrétées contre le sieur Isnard & Conforts,

Arrêt du  
premier Fé-  
vrier 1730 :  
Formalités  
pour l'élargis-  
sement d'un  
prisonnier.

finon qu'ils fussent condamnés en 10000 livres de dommages & intérêts. Ainsi, à son égard, tout se réduit à deux points, l'un de savoir si sa procédure peut subsister ; l'autre, si elle pourra faire des sommations respectueuses à son pere d'approuver son mariage avec Papillault.

A l'égard de la procédure, il est manifeste qu'elle est purement récriminatoire. Le sieur Baudy avoit rendu plainte contre Papillault dès le 23 Juin ; aussitôt on envoie à Paris, & sous le nom de la Demoiselle Baudy, on obtient une permission d'informer. N'est-il pas sensible que cela n'a d'autre objet que d'opposer information à information, & de détruire les preuves que le sieur Baudy pouvoit avoir ?

C'est ce qui paroît encore plus évident, si l'on considère que pendant que l'on présente à la Cour une Requête sous le nom de la Demoiselle Baudy, & que l'on obtient l'Arrêt sur Requête du premier Juillet, elle écrit au contraire une lettre à son pere, où elle s'excuse seulement de lui avoir demandé compte du bien de sa mere, sans dire un seul mot d'une accusation qui auroit demandé bien d'autres excuses, si elle avoit été l'ouvrage de la Demoiselle Baudy : voilà donc une preuve bien claire que l'on abuse de son nom.

Au surplus, il est évident que cette accusation est absolument téméraire. Le pere n'a commis d'autre crime que d'avoir voulu garantir sa fille du plus grand des malheurs dans lequel son alliance avec Papillault l'auroit manifestement entraînée. On a vu dans le fait combien de motifs puissans ont dû l'y déterminer : le caractère violent de ce jeune homme, prouvé par la lettre de son pere, & par les decrets prononcés contre lui, le désordre de ses affaires prouvé par tant de condamnations ; un pere est-il coupable d'employer tout son zele & toute son autorité pour arracher sa fille à un pareil engagement ?

Il a toujours été prêt à lui donner le bien de sa mere, & même à lui donner du sien ; car le bien de la mere seroit une foible ressource. Par la donation mutuelle de 1687, le sieur Baudy se trouve saisi de tous les meubles & acquêts de sa femme, & du tiers de ses propres en pleine propriété, ou de la totalité en usufruit. Si la Demoiselle Baudy consent de laisser l'usufruit à son pere, elle n'a rien à prétendre ; & si elle se réduit à sa part dans les deux tiers des propres, il est évident qu'elle sera si modique qu'elle n'aura pas de quoi subsister. Tout le bien de



la mere n'a jamais monté qu'à 17500 liv. les deux tiers des propres ne vont pas à 12000 liv. & comme il y a cinq enfans, sa part ne seroit pas de 2500 liv. On ne présumera pas sans doute qu'un pere qui a donné 15000 liv. à chacun des enfans qu'il a mariés, ait prétendu refuser 2500 liv. à une fille qui convient elle-même que son pere l'a beaucoup chérie.

La procédure extraordinaire de la fille est donc insoutenable. Pour sa demande à fin de permission de faire des sommations respectueuses, elle est au moins prématurée; car il est de principe que tant que l'accusation de rapt subsiste, on ne peut passer outre au mariage entre le ravisseur & la personne ravie : c'est un préalable nécessaire que de finir l'accusation de rapt auparavant, comme il a été jugé par Arrêt du 22 Mai 1681, rapporté dans le second tome du Journal du Palais.

Si, par l'événement, Papillault est convaincu du crime de rapt, il ne pourra épouser la Demoiselle Baudy, suivant la Déclaration de 1639, conforme aux principes du Droit Romain, & à la disposition des anciennes Ordonnances; la Cour ne peut donc que suspendre son Jugement sur le fait du mariage.

Commenceroit-on par marier celui que le sieur Baudy dénonce comme coupable du crime de rapt? Et voudroit-on réduire le pere à la cruelle nécessité de ne pouvoir faire tomber ses coups que sur la personne d'un gendre légitimement uni à sa fille? C'est une idée aussi contraire à la raison qu'à la disposition de nos Ordonnances.

Il faut donc écarter cette intervention & les demandes, ouvrage de Papillault seul; il faut suivre la procédure commencée contre lui, suivant le préjugé de l'Arrêt qui a refusé les défenses que Papillault avoit demandées.



## XXXV. CAUSE A LA GRAND'CHAMBRE.

POUR Marie-Anne de Chasteauneuf Duclos , Demanderesse.

CONTRE Pierre Chemin , Tuteur de Pierre-Jacques Chemin son fils , Défendeur.

## Q U E S T I O N .

*Si l'on peut agir en nullité de son propre mariage ,  
attendu le défaut de présence du Curé.*

**L**A demande de la Demoiselle Duclos est fondée sur les regles les plus inviolables de l'Eglise & de l'Etat. La nécessité de la présence du propre Curé pour la validité du Sacrement de mariage, établie par les unes & par les autres, forme tout son moyen : les vains prétextes dont on se sert pour les combattre ne peuvent jamais l'affoiblir.

Le sieur Chemin essaie de justifier le mariage en lui-même ; mais convaincu qu'il ne peut faire à cet égard que des efforts impuissans , il prétend que , quand le mariage seroit radicalement nul , la Demoiselle Duclos ne pourroit en rompre le lien , parce qu'il n'est point permis à ceux qui ont paru s'unir pour toujours de consulter leur propre état , & de réclamer leur liberté , quoiqu'elle ne soit point engagée suivant les Loix.

Un système si nouveau ne fera pas sans doute de grands progrès ; ce seroit une étrange maxime que celle qui obligerait des personnes mariées de s'aveugler , pour ainsi dire , elles-mêmes sur leur propre sort , de vivre dans un état que la Religion condamne , & que la Loi politique flétrit , sans qu'il leur fût permis d'en sortir , & de demeurer engagés dans les liens du mariage sans être véritablement unis par le Sacrement : il n'y a point de Tribunal dans lequel elle puisse être adoptée.

*FAIT.*

La Demoiselle Duclos , destinée depuis long-tems à paroître sur le théâtre de la Comédie Française , a toujours demeuré dans le quartier où se donne ce spectacle.



Mais pour ne parler que du tems qui précède le prétendu mariage, elle prit en 1719 le bail d'une maison située rue Mazarine, paroisse Saint Sulpice : il fut passé devant Notaires le 18 Avril 1719, pour commencer à la Saint Remi de la même année, & finir à pareil jour de l'année 1728.

Ce bail a toujours été exécuté ; la Demoiselle Duclos a habité sans interruption cette maison depuis 1719 jusqu'au 15 Octobre 1728 ; elle en a la preuve dans l'affignation qui lui fut donnée le même jour à la requête du propriétaire pour faire les réparations locatives : l'exploit porte qu'elle venoit d'en sortir.

Elle y demouroit singulièrement en 1725, comme il seroit facile de le prouver par le témoignage d'un grand nombre de personnes qui l'y ont toujours vue ; elle y a satisfait pour cette année-là même aux charges de Ville & de Police, comme il est prouvé par une quittance du sieur Petit, Commissaire du Grand Bureau des Pauvres du 12 Mars 1725, qui reconnoît *avoir reçu de la Demoiselle Duclos, principale locataire d'une maison à porte cochère rue Mazarine, demeurant en la Paroisse de Saint Sulpice, la somme de 2 liv. 10 sols, pour son aumône & cottisation pour lesdits Pauvres pour ladite année 1725.* Le sieur Petit lui a délivré un duplicata de cette quittance.

A l'égard du sieur Chemin pere, il convient qu'en la même année il demouroit rue des Fossés, Fauxbourg Saint-Germain, Paroisse Saint Sulpice. Son fils, âgé de dix-sept ans, qui n'avoit ni Charge ni Emploi, ni aucune sorte d'établissement, ne pouvoit demeurer qu'avec son pere, & y demouroit en effet. Toute la ressource du pere étoit de lui procurer une entrée à la Comédie, comme il y parvint aussi-tôt après le mariage. On juge bien qu'avec cette vue il ne l'éloignoit pas du séjour de la Demoiselle Duclos & du quartier de la Comédie.

Ce fut donc dans ces circonstances que Chemin pere, qui avoit quitté un peu malgré lui le séjour de la ville de Rennes où il avoit été Syndic des Notaires, & qui cherchoit par industrie à réparer la décadence de sa fortune, sollicita la Demoiselle Duclos à consentir au mariage de son fils avec elle. Elle avoit alors une grande affaire avec la succession de M. le Duc de Coislin, qui duroit depuis long-tems ; il promettoit, par son application & par ses talens, de l'en faire sortir bientôt avec toute sorte d'avantage. Ses promesses séduisirent la Demoiselle Duclos, elle donna son consentement & se reposa sur Chemin pere de toutes les formalités qu'il falloit remplir pour parvenir à ce mariage.

Le contrat de mariage fut passé le 7 Avril 1725 ; Chemin pere s'y dit demeurant *quartier Saint-Germain-des-Prés, rue des Fossés, Paroisse Saint Sulpice*. Il est vrai que, comme il avoit ses vues, il y donne à la Demoiselle Duclos & à Pierre-Jacques Chemin son fils, un domicile imaginaire sur la Paroisse S. Eustache ; mais les preuves contraires que rapporte la Demoiselle Duclos, & qu'elle offre de soutenir par l'enquête la plus concluante, ne permettent pas de s'arrêter à une pareille énonciation.

Cependant, sous prétexte de ce domicile chimérique, on mena le 18 du même mois la Demoiselle Duclos dans l'Eglise de Saint Eustache, où fut dressé un acte de célébration de mariage que les Parties signèrent.

Quelque tems après, le sieur Curé de Saint Sulpice ayant été instruit de ce prétendu mariage célébré entre des personnes parfaitement connues pour être de sa Paroisse, en donna avis au Promoteur qui étoit alors, pour faire ce que son ministère exigeroit de lui. Le Promoteur en effet fit assigner le sieur Chemin devant M. le Cardinal de Noailles pour représenter l'acte de célébration ; mais ayant refusé de comparoir, l'affaire fut abandonnée, parce que Messieurs les Prélats n'ont point de Jurisdiction pour contraindre ceux qui refusent, & que tout ce qu'ils peuvent faire est d'en donner avis aux Officiers chargés des fonctions du Ministère public.

Cependant cette démarche, dont la Demoiselle Duclos a été instruite, a commencé à lui faire naître des doutes sur son état. Elle a cru qu'il étoit de son devoir de s'en éclaircir, & elle a appris enfin qu'elle n'étoit point mariée ; en sorte qu'il ne lui étoit pas permis, sans manquer aux devoirs les plus essentiels, de vivre avec Pierre-Jacques Chemin comme avec son mari : c'est ce qui l'a déterminée à former la demande en nullité de mariage.

Chemin pere a d'abord voulu employer les ruses & les petites subtilités dont il est parfaitement instruit. Il a prétendu que la Demoiselle Duclos devoit communiquer la procédure faite en 1726 à la requête du Promoteur ; ce qui a fait la matiere d'un incident dans la discussion duquel il a eu la bonne foi de soutenir qu'il n'avoit point cette procédure. Cependant, lorsque cet incident a été joint au fond, il a lui-même communiqué cette procédure dont il demandoit la représentation. On peut juger à ce trait du caractère de celui contre qui plaide la Demoiselle Duclos.

Mais sans se prévaloir des avantages que fournit une pareille infidélité, la demande en elle-même est fondée sur des moyens



si solides , qu'il sera impossible au sieur Chemin de s'en défendre.

On a pu agiter autrefois la question de savoir si la présence du propre Curé étoit nécessaire pour la validité du Sacrement de mariage, ou si le seul consentement des Parties formoit entre elles un lien sacré & indissoluble ; mais il y auroit de la témérité à vouloir la renouveler , après des Loix aussi claires & aussi précises que celles qui sont intervenues sur cette matière , & qui ont imposé silence à tous ceux qui contestoient la nécessité de la présence du propre Pasteur.

Le Concile de Trente , adopté en cela par nos Ordonnances , en a fait un décret formel : *qui aliter quàm præsentè Parocho vel alio Sacerdote de ejus Parochi seu Ordinarii licentiâ , & duobus vel tribus testibus matrimonium contrahere attentabunt , eos sancta Synodus ad sic contrahendum omninò inhabiles reddit , & hujusmodi contractus irritos & nullos esse decernit prout præsentì Decreto irritos facit & annullat.*

Nos Ordonnances se sont conformées à un décret si sage. Celle de 1639 veut que la proclamation des bans soit faite par le Curé de chacune des Parties contractantes , & qu'à la célébration du mariage assistent quatre témoins dignes de foi outre le Curé qui recevra le consentement des Parties. Elle fait défenses à tous Prêtres , tant Séculiers que Réguliers , de célébrer aucuns mariages qu'entre leurs vrais & ordinaires Paroissiens , sans la permission par écrit des Curés des Parties , ou de l'Évêque Diocésain.

Présence ou permission du propre Curé pour la validité des mariages.

Mais il n'y a point de Loi plus formelle sur ce point que l'Edit du mois de Mars 1697. Le Roi expose d'abord que les Saints Canons ayant prescrit , comme une des solennités essentielles au Sacrement de mariage , la présence du propre Curé de ceux qui contractent , les Rois ses prédécesseurs avoient autorisé par plusieurs Ordonnances l'exécution d'un Règlement si sage : Sur quoi le Roi ordonne que les dispositions des Saints Canons & Ordonnances des Rois ses prédécesseurs concernant la célébration des mariages , & notamment celles qui regardent la NÉCESSITÉ de la présence du propre Curé de ceux qui contractent , soient exactement observées.

Voilà donc la présence du propre Curé des Parties qui contractent reconnue comme solennité essentielle au Sacrement de mariage : voilà la nécessité de la présence du propre Curé établie , ou plutôt confirmée ; c'est la dernière Loi sous l'autorité de laquelle nous vivons. Si l'on s'y est conformé dans le prétendu mariage de la Demoiselle Duclou & du sieur Chemin , leur engagement est indissoluble : c'est un nœud sacré que l'on ne peut entreprendre

de rompre sans impiété ; mais si , au mépris de ces Loix respectables , les Parties ont été unies par un Prêtre sans pouvoir , ce n'est qu'une ombre de mariage qui se dissipe dès qu'on en approche ; non-seulement il est facile de rompre un pareil engagement , mais il n'est pas même permis d'y persévérer.

Tout dépend donc ici d'un seul point de fait. Les Parties demeuroient-elles sur la Paroisse de Saint Eustache ? On soutient & on articule précisément que ni la Demoiselle Duclos , ni les sieurs Chemin pere & fils n'y ont pas habité un seul jour ; loin d'y avoir acquis *ce domicile actuel & public* dont parle l'Edit du mois de Mars 1697 , on soutient qu'ils demeuroient tous sur la Paroisse Saint Sulpice.

Les preuves que l'on en rapporte sont si décisives , qu'elles suffiroient seules pour faire prononcer dès-à-présent la nullité du mariage. A l'égard de la Demoiselle Duclos , elle demeurait rue Mazarine ; le bail de 1719 , passé devant Notaires , en est une preuve non suspecte , sur-tout quand on y joint l'assignation du 15 Octobre 1728 pour les réparations locatives. On voit dans ces deux pieces le commencement & la fin du bail qui enveloppent le tems du prétendu mariage , qui est de 1725. Ces preuves sont encore soutenues par la quittance du Commissaire des Pauvres du 12 Mars 1725 pour la même année. Voilà les seules preuves de domicile qu'il soit possible de rapporter. A l'égard des sieurs Chemin , leur domicile n'est point encore équivoque ; le sieur Chemin pere a reconnu lui-même , dans le contrat de mariage du 7 Avril 1725 , qu'il demeurait rue des Fossés , Paroisse Saint Sulpice ; & comme son fils n'avait que dix-sept ans , de son propre aveu , il étoit impossible qu'il eût d'autre domicile que celui de son pere , n'ayant aucun emploi qui pût le tirer de la maison paternelle.

Comment pourroit-on résister à des preuves si décisives ? Cependant , si la Justice pouvoit encore balancer , on offre de faire preuve par témoins d'un domicile actuel , public , continu sur la Paroisse de S. Sulpice , tant de la Demoiselle Duclos , que des sieurs Chemin pere & fils , & dans le tems du mariage , & plusieurs années auparavant. Cette preuve , quand elle seroit seule , ne pourroit être rejetée , parce que souvent on n'a point d'autres preuves de sa demeure actuelle que la notoriété même du quartier & la connoissance de tous les voisins ; mais ici que cette preuve est préparée par tant d'autres qui seroient au moins de grands commencemens de preuves par écrit , il est impossible de s'y refuser.



Voyons cependant sur quel fondement le sieur Chemin prétend écarter toutes ces preuves , & défendre à la demande en nullité du prétendu mariage.

Il a avancé quatre propositions , que l'on peut regarder comme autant d'objections ; il faut les réfuter séparément , & dans le même ordre qu'elles ont été proposées.

La première proposition du sieur Chemin consiste à dire , que le mariage a été célébré par le propre Curé des Parties , qu'il en a des preuves suffisantes , & que les preuves contraires ne peuvent être ni adoptées ni admises.

*Réponses aux objections.*

Après ce que l'on vient d'établir sur le véritable domicile des Parties , cette proposition se trouve détruite par avance. En effet , l'Edit du mois de Mars 1697 nous apprend ce que l'on entend par ces termes , *le propre Curé des Parties* ; c'est celui dans la Paroisse duquel les Parties ont eu , au moins six mois avant le mariage , un domicile actuel & public. Or , peut-on dire que les sieurs Chemin & la Demoiselle Duclos aient eu un pareil domicile sur la Paroisse Saint Eustache ? On soutient au contraire qu'ils n'y ont pas demeuré un seul jour , & cela est déjà prouvé par des titres non suspects , & qui mettent cette vérité dans la dernière évidence. Un bail pardevant Notaires , une assignation donnée à l'expiration du bail , une quittance de la taxe des Pauvres , le contrat de mariage même par rapport au domicile de Chemin pere , qui en cette partie ne doit pas être suspect : il est donc certain que le mariage n'a point été célébré par le propre Curé des Parties.

*Réponses à la première objection.*

En effet , que peuvent opposer les sieurs Chemin à des preuves si décisives ? L'énonciation du contrat de mariage , & de l'acte de célébration , dans lesquels on a donné à la Demoiselle Duclos , & au sieur Chemin fils , un prétendu domicile sur Saint Eustache. Mais qui pourroit ne pas reconnoître combien il est absurde d'ériger en preuves authentiques de pareilles énonciations ? Tous ceux qui voudront se marier dans une Paroisse étrangère ne manqueront pas de se supposer un domicile dans la Paroisse dans laquelle ils demanderont la bénédiction nuptiale ; & aussi-tôt voilà la preuve acquise qu'ils y demeuroient. Quelle illusion ! Si cela étoit , il n'y auroit point de Curé qui ne devînt en un instant le propre Curé des Parties , puisqu'il suffiroit de se dire son paroissien pour l'être en effet. Par-là deviennent inutiles ces réglemens si sages des deux Puissances , pour obliger les peuples de s'adresser à leur propre Curé , lorsqu'ils voudront être

unis par le Sacrement de mariage. Chemin pere propose une ouverture qui va bientôt renverser des Loix si respectables. On ne peut s'adresser qu'à son propre Curé ; mais tout Curé deviendra le propre Curé des Parties quand on voudra. Il suffira pour cela de dire que l'on demeure sur sa Paroisse, quoiqu'on n'y demeure pas. Peut-on pousser l'excès de ses prétentions jusqu'à un tel degré d'absurdité ?

Mais, dit Chemin, s'il ne suffit pas de se dire Paroissien pour l'être en effet, suffit-il aussi de contester cette énonciation pour la détruire ? Et tant que l'on ne rapporte pas des preuves du contraire, la foi ne demeure-t-elle pas à l'énonciation ? On en convient, & en ce point on fera d'accord avec le sieur Chemin. Aussi la Demoiselle Duclos ne vient-elle pas dire : on a déclaré que le domicile des Parties étoit sur Saint Eustache, & moi je le nie ; ainsi il faut rejeter l'énonciation, & déférer à la déclaration contraire que je fais aujourd'hui ; mais quel est son raisonnement ? On a déclaré, je l'avoue, que les Parties étoient domiciliées sur la Paroisse de Saint Eustache ; mais c'est un artifice du sieur Chemin pere, qui ne doit pas prévaloir sur la vérité. Les Parties étoient domiciliées sur la Paroisse de Saint Sulpice ; j'en rapporte des preuves authentiques par des actes non suspects ; j'offre de les soutenir par le témoignage des personnes les plus irréprochables ; il ne faut déférer ni à la déclaration faite dans le contrat de mariage & dans l'acte de célébration, ni à la dénégation que j'en fais aujourd'hui ; mais il faut se rendre aux preuves décisives que je rapporte, & à celles que j'offre d'y joindre encore. N'est-ce pas-là un langage dicté par la raison même ?

Que Chemin pere prétende soutenir l'énonciation qu'il a fait mettre dans le contrat de mariage & dans l'acte de célébration, par une prétendue quittance de loyers qu'il suppose avoir été donnée à la Demoiselle Duclos par le propriétaire d'une maison située sur la Paroisse de Saint Eustache, c'est une idée qui n'est pas moins ridicule que la première. On fait dire à un inconnu, *qu'il a été entièrement payé de l'appartement que Mademoiselle de Chasteauneuf a occupé dans sa maison pendant six mois ; & cela formera une preuve de domicile sur Saint Eustache !* mais qui est ce particulier ? Où est sa maison ? Combien étoit-elle louée ? De qui a-t-il reçu ? Rien de tout cela n'est expliqué. On ne fait pas même si celui dont le nom est employé au bas de cette prétendue quittance, est un homme existant ; on ne fait point si sa maison est sur Saint Eustache ou sur une autre Paroisse ;



roisse : d'ailleurs , a-t-on jamais donné une quittance de loyers sans y exprimer le prix du loyer ? Il est vrai qu'il ne s'agit pas aujourd'hui du plus ou du moins de ce prétendu loyer ; mais il suffit qu'il soit sans exemple de supprimer dans une quittance le prix d'un loyer , pour qu'une quittance dans laquelle il ne se trouve pas soit infiniment suspecte. Enfin c'est une prétendue quittance sous feing privé que l'on a pu fabriquer depuis le procès ; est-il donc permis de proposer en Justice un papier si méprisable ?

Ce qui est de singulier , est que Chemin dans son Mémoire , a osé dire que cette piece étoit décisive , parce que c'étoit la piece même de la Demoiselle Duclos : & comment donc seroit-elle sa piece , elle qui ne l'a écrite ni signée , qui ne l'a point représentée , qui n'y a en un mot aucune part , & qui n'en a jamais entendu parler , avant qu'on l'ait annoncé à l'Audience ?

Ce qui est encore plus singulier , est d'entendre le sieur Chemin vanter cette piece , l'élever au rang des preuves les plus victorieuses ; & au contraire traiter avec le dernier mépris la preuve naissante d'un bail pardevant Notaire & d'une assignation en Justice ; ce bail , dit le sieur Chemin , ne forme pas même le plus léger indice d'une demeure dans la rue Mazarine : cette assignation ne peut pas faire naître un soupçon de l'exécution de ce bail ; mais pour une quittance sous feing privé que l'on a pu faire dresser depuis quatre jours par le premier homme facile que l'on ait rencontré , c'est une piece victorieuse qui doit entraîner tous les suffrages. Si l'on juge de la Cause par les moyens qui la soutiennent , y en eut-il jamais une plus déplorable que celle du sieur Chemin ?

Il est donc certain que la Demoiselle Duclos établit le domicile des Parties sur la Paroisse de Saint Sulpice par des preuves incontestables , & que ce que l'on oppose de la part de Pierre Chemin ne mérite pas même le nom de preuve. Cependant si on ne veut pas encore se rendre , & que dans une matiere si importante on veuille pousser le scrupule jusqu'à douter encore , la preuve testimoniale achevera de dissiper tous les nuages.

En vain le sieur Chemin allarmé de cette preuve , ose-t-il dire qu'elle est dangereuse. S'il y a quelques occasions où l'on puisse la regarder comme telle , ce n'est pas assurément dans celle-ci. Quand il s'agit d'un fait aussi public que la demeure d'une Partie connue pendant six mois entiers , il est impossible que la vérité n'en soit établie par un concert si unanime , qu'il ne soit plus permis d'y résister. Certains faits obscurs passés dans les ténèbres

Il est des faits dont la preuve testimoniale ne sauroit être dangereuse.

peuvent quelquefois demeurer équivoques, même après des Enquêtes; mais pour celui d'une Partie qu'un peuple entier a vu-habiter pendant plusieurs années, & notamment pendant six mois dans une même maison, il y auroit de la folie à penser que l'on pourroit en imposer à la Justice.

D'ailleurs c'est une preuve nécessaire, si on ne se rend pas à des baux pardevant Notaires, à des assignations en Justice & d'autres pieces de cette nature; car enfin la demeure actuelle est une chose de fait, pour laquelle on ne passe pas des actes chaque jour: il faut donc ou en juger par les baux, ou se contenter de la preuve testimoniale.

L'Arrêt de 1723 qui a jugé qu'il y avoit abus dans deux Sentences de l'Officialité d'Arras qui avoient admis la preuve, & qui depuis avoient déclaré le mariage nul, ne juge pas que la preuve en elle-même ne fût pas admissible: mais qu'il y avoit des preuves contraires par-dessus lesquelles il n'avoit pas été permis de passer.

La seconde proposition du sieur Chemin roule sur une prétendue fin de non-recevoir: il soutient que l'une des Parties qui ont contracté mariage ne peut elle-même en demander la nullité en Justice; que c'est une inconstance & une perfidie qui la rend indigne, & qu'il faut pour la punir qu'elle demeure mariée sans l'être en effet.

*Réponse  
à la seconde  
objection.*

On l'a déjà dit, un pareil système est trop nouveau & trop bizarre pour qu'il y ait lieu de craindre que l'on puisse l'admettre dans aucun Tribunal.

Si quelqu'un est intéressé à consulter la validité d'un mariage, c'est assurément une des deux Parties qui l'ont contracté; il s'agit de son propre sort; il s'agit pour la femme de savoir si elle a véritablement un mari, ou si elle n'en a point; & l'on prétendra qu'il ne lui est pas permis de sonder un pareil mystère, qu'elle doit s'aveugler sur son état même, ou que si la vérité a pénétré jusqu'à elle, elle en doit rejeter la lumière, & demeurer tranquille dans le sein d'un mariage que la Religion & que la Loi condamnent? Une telle proposition fait horreur; c'est faire de la profanation même d'un Sacrement un devoir d'état; & pour se piquer d'une constance criminelle, sacrifier jusqu'à sa raison même.

Quel sera donc le sort d'une femme à qui l'on prétend imposer un joug si nouveau? Elle sçaura qu'elle n'est point véritablement mariée; elle sçaura que loin d'avoir été unie par le Sa-



crement, elle est coupable ou du moins complice de sa profanation ; elle sçaura que loin d'être liée par un nœud sacré, la Religion déteste son engagement ; & cependant elle sera obligée de demeurer dans un état si horrible ! Voilà la conséquence nécessaire de la morale que l'on a débité pour le Sr Chemin.

S'il y a un Sacrement, il est juste de le respecter & de punir la témérité de celle qui ose entreprendre de rompre les nœuds qu'il a formés ; mais s'il n'y a point de Sacrement, ce seroit commettre le crime que de ne pas le réparer par une réclamation authentique.

Alléguer en ce cas une fin de non-recevoir contre la femme, prétendre qu'elle ne doit pas être écoutée, c'est soutenir que sans Sacrement, des Parties seront mariées par fins de non-recevoir : ce qui est assurément l'excès de l'égarement.

Mais, dit-on, pourquoi tant mépriser la fin de non-recevoir ? N'avons-nous pas un grand nombre d'Arrêts qui, en matière de mariage, ont déclaré des Appellans comme d'abus non-recevables ? Dans le for extérieur, les fins de non-recevoir ont lieu en matières spirituelles comme en matières profanes.

Tout ce que l'on propose sur le mérite des fins de non-recevoir en fait de mariage n'est qu'une équivoque. Il y a deux sortes de nullités ou de moyens d'abus ; des nullités absolues, & des nullités relatives. Les nullités absolues sont celles qui se tirent de ce que l'on a manqué à ce qui constitue l'essence du Sacrement ; tel est le défaut de présence du propre Curé. Les nullités relatives sont celles qui ne concernent que l'intérêt de certaines Parties ; comme la nécessité du consentement des père & mère, ou des Tuteurs à l'égard des mineurs.

A l'égard des nullités absolues, il n'y a jamais de fin de non-recevoir, lorsque celui qui les propose a un intérêt réel de s'en servir, & sur-tout lorsqu'elles sont proposées par un des conjoints même, parce qu'il est impossible que les Juges suppléent ce qui est de l'essence même du Sacrement. Ce n'est donc que par rapport aux nullités relatives que les fins de non-recevoir peuvent avoir lieu, même contre ceux qui auroient intérêt qu'elles réussissent.

Ainsi lorsqu'un des conjoints demandera la nullité de son mariage, & proposera pour moyen une nullité absolue, jamais on ne pourra refuser de l'entendre. Par exemple, lorsqu'il dira que le mariage n'a point été célébré par le propre Curé des Parties, parce que la présence du propre Curé est de l'essence du mariage,

Nullités absolues & nullités relatives en matière de mariage.

comme l'Edit de 1697 l'a reconnu. De même lorsqu'il dira que dans le tems que le mariage a été célébré, une des Parties étoit actuellement en demence, enforte qu'il est impossible qu'il ait consenti. De même encore s'il allegue qu'il a été marié avec un parent ou une parente dans un degré prohibé, sans aucune dispense. Tous ces moyens qui roulent sur ce qui est essentiel au mariage, ne peuvent être écartés par fins de non-recevoir, quand ils sont proposés par une Partie intéressée; car on sçait bien que le premier venu ne pourroit être écouté, s'il n'avoit aucun intérêt au mariage; mais pour tous ceux qui y sont intéressés, de pareils moyens doivent toujours être approfondis.

Au contraire si un des conjoints demande la nullité de son mariage, sous prétexte qu'il étoit mineur alors, & que ses pere & mere n'ont point donné leur consentement, un pareil moyen qui n'est relatif qu'aux pere & mere ne sera point écouté de sa part, & il sera très-justement déclaré non-recevable. Pourquoi cela? C'est qu'on ne peut pas dire qu'il n'y ait point de Sacrement, quand les pere & mere n'ont point donné leur consentement. Le Sacrement est bien administré, pourvû que les pere & mere ne reclamant pas; leur consentement tacite suffit, & ce consentement se trouve dans leur silence: il est donc des regles dans ce cas de déclarer tout autre que les pere & mere non-recevable. Par cette distinction naturelle se concilient tous les Arrêts que l'on oppose, avec le principe que l'on a établi pour la Demoiselle Duclos.

L'Arrêt de 1638 rapporté par Bardet, Tom. 2, liv. 7, chap. 30, est dans l'espece d'un homme qui appelloit comme d'abus de son mariage, sur ce qu'il avoit été marié mineur, sans être assisté de son Tuteur. Son moyen est rapporté dans Bardet. *Pour moyens il dit, que lors de ce prétendu mariage l'Appellant étoit mineur de 25 ans; & par conséquent, suivant la disposition de l'Ordonnance, il n'a pu valablement contracter mariage, & ce d'autant moins qu'il n'a été assisté de Tuteur ni de Curateur.* M. Talon remarqua que la minorité seule n'étoit pas un moyen de nullité: le Tuteur ne reclamoit pas, il approuvoit le mariage, & le mineur devenu majeur avoit persévéré dans le même engagement. Pouvoit-on se dispenser de le déclarer non-recevable? On ne peut pas dire en ce cas que les Parties soient demeurées mariées par fin de non-recevoir; le mariage étoit bon en lui-même, puisque le seul reproche tiré du défaut du consentement du Tuteur tomboit par son silence.

Demeurer  
marié par fin  
de non-rece-  
voir, idée ab-  
surde.



L'Arrêt de Sourdiac de 1682, ne juge pas l'Appellant comme d'abus non-recevable, mais il juge que la preuve rapportée d'un domicile contraire à celui qui étoit énoncé dans l'acte de célébration de mariage, n'étoit d'aucun poids. En effet, elle ne consistoit que dans la déposition des mêmes Témoins qui avoient signé l'acte de célébration du mariage; ils avoient déposé dans l'Enquête contre ce qu'ils avoient certifié dans l'acte de célébration de mariage, & avoient eu l'indignité de déclarer qu'ils avoient été subornés; mais il y avoit bien plus lieu de croire qu'ils avoient été subornés pour déposer dans l'Enquête, que pour certifier dans l'acte de célébration de mariage: ainsi leur témoignage fut rejeté. Il est si vrai que c'est-là le seul fondement de l'Arrêt, & non la prétendue fin de non-recevoir contre le mari, que le Pere du mari étoit Appellant comme d'abus. M. l'Avocat Général prit aussi le même parti. Il n'y avoit constamment aucune fin de non-recevoir contr'eux: on auroit donc déferé à leur appel comme d'abus, s'il n'y avoit eu d'obstacle que la fin de non-recevoir résultante de l'indignité du mari. Mais comme on trouva qu'il n'y avoit point de preuve au fond de la nullité du mariage, le Parlement crut devoir le confirmer. Pourquoi donc citer cet Arrêt dans une Cause où il y a des preuves si sensibles de la fausseté du domicile sur la Paroisse où les Parties ont été mariées?

L'Arrêt du 17 Janvier 1692 n'est pas moins étranger à notre question. Un mariage avoit subsisté tranquillement pendant 25 ans; une fille née de ce mariage avoit depuis été émancipée par l'avis des parens, & entr'autres de l'Appellant comme d'abus, depuis poursuivi par cette fille pour le payement d'une somme de 1500 livres. Dans la vue de se dispenser de payer, il appelle comme d'abus d'un mariage célébré près de trente ans auparavant; il conteste l'état d'une parente qu'il a reconnue; il oppose le défaut de consentement des pere & mere, qu'il ne représentoit pas, & qui n'avoient jamais contesté le mariage. On sent que tout soulevoit contre une pareille demande, & qu'il n'étoit pas possible de l'écouter; l'Appellant comme d'abus n'avoit ni intérêt ni qualité.

L'Arrêt de 1729 n'est rapporté dans aucun ouvrage public; on n'en voit point l'espece, & elle se trouvera dans des circonstances semblables.

Mais, dit-on, nous avons une piece d'un grand poids, qui décide qu'une des Parties contractantes ne peut opposer le défaut

de présence du propre Curé. C'est une Consultation anonyme imprimée à la fin des Œuvres de Dupleffis: elle décide que les conjoints qui se sont mariés majeurs sont non-recevables à opposer ce défaut; mais cette citation tronquée ne pourroit être d'aucun secours au sieur Chemin, quand elle seroit par elle-même de quelque poids.

Il l'a entièrement défigurée, il faut la rétablir dans son véritable objet. On demande par qui peut être opposé le défaut de présence du propre Curé? Et on répond qu'il faut distinguer deux tems; si c'est du vivant des deux contractans, ou après le décès de l'un d'eux.

Si c'est du vivant des Parties contractantes, on observe que la Déclaration de 1697 ne contient aucune disposition par rapport aux Parties intéressées; elle les suppose seulement, en ce qu'elle n'admet les Promoteurs qu'au cas où les Parties intéressées ne font aucune procédure.

Ainsi, selon la Consultation même, la Déclaration de 1697 reconnoît que les Parties intéressées peuvent opposer le défaut de présence du propre Curé; puisqu'elle n'excite les Promoteurs qu'au cas où les Parties intéressées n'agissent point. Les voilà donc reconnues capables d'agir, & par conséquent on ne peut leur opposer la fin de non-recevoir. Ensuite on demande dans la Consultation si une des Parties contractantes agissoit, & en soutenant le mariage nul, demandoit la réhabilitation, si l'autre pourroit s'y refuser? Voilà l'unique point que l'on agite, & c'est sur cela que la Consultation décide que le conjoint ne peut se dispenser de réhabiliter. Mais ce n'est point-là la question de notre Cause: le sieur Chemin ne demande point la réhabilitation; au contraire, il soutient qu'il ne faut point réhabiliter, puisqu'on ne doit pas même entrer, selon lui, dans la question de la validité du mariage. Comment donc veut-il se prévaloir d'une Consultation qui le condamne, tant qu'il ne demandera pas la réhabilitation?

Réhabilitation de mariage.

Il y a une différence-entière entre sa prétention & ce qui est soutenu dans la Consultation. Selon lui, dès que le mariage est bien ou mal célébré, il faut que les Parties contractantes y persévèrent; il ne leur est pas même permis d'en proposer la nullité. Selon la Consultation au contraire, une des Parties contractantes peut opposer la nullité & demander la réhabilitation. La D<sup>lle</sup> Duclos a donc action pour se plaindre de la nullité de son mariage, & par conséquent la fin de non-recevoir est détruite.



Mais l'autre Partie sera-t-elle recevable à refuser la réhabilitation ? C'est une autre question que nous allons examiner. Qu'il fût de dire quant à présent qu'il n'y a point de fin de non-recevoir contre celui ou celle qui allègue la nullité de son mariage ; qu'il fût de dire qu'il n'est pas possible de lui imposer silence, pour l'obliger de rester dans un état réprouvé & condamné par toutes les Loix.

C'est une vérité qui saisit par sa propre évidence, qu'aucun préjugé ne condamne, & qui pourroit facilement se soutenir par des préjugés favorables. L'Arrêt de Mahudel suffiroit pour en convaincre. Il étoit Appelant comme d'abus de son propre mariage ; il n'avoit qu'un seul moyen, qui étoit le défaut de présence du propre Curé. Par l'Arrêt rendu sur les conclusions de M. l'Avocat Général Gilbert de Voisins, le mariage fut déclaré abusif. On ne croit donc pas que la fin de non-recevoir mérite la moindre attention. En un mot la Demoiselle Duclos ne demeurera pas mariée, si l'on n'a pas rempli ce qui est *essentiel* pour la validité du Sacrement.

La troisième proposition est, que s'il y avoit eu du doute sur la validité du mariage dont il s'agit, on ne pourroit qu'en ordonner la réhabilitation. Mais d'abord il faut arrêter le sieur Chemin, & lui demander s'il conclut à la réhabilitation ; en ce cas, qu'il convienne donc de la nullité du mariage, qu'il abandonne donc sa fin de non-recevoir, & qu'il réduise toute la question au point de savoir si l'on peut obliger la Demoiselle Duclos de réhabiliter. Pourquoi tant écrire & tant parler sur le mariage en lui-même, si l'on ne peut le soutenir ? Si au contraire le sieur Chemin ne conclut point à la réhabilitation, qu'il épargne aux Parties la peine d'agiter une question qui n'est point formée. Jusqu'ici il n'a point donné de Requête à fin de réhabilitation, il n'a pas même conclu verbalement à l'Audience : c'est donc une question qui n'est pas née, & qu'il semble inutile d'agiter.

Cependant pour ne rien laisser sans défense, il est facile d'établir que l'on ne peut jamais forcer une Partie à réhabiliter un mariage qui est radicalement nul. En effet si le mariage est nul, il n'y a point d'engagement ; & s'il n'y a point d'engagement, les Parties sont libres d'en contracter un nouveau, ou de n'en point contracter. Un mariage radicalement nul ne produit point d'effet ; & ce seroit lui en faire produire un d'une extrême conséquence, s'il pouvoit forcer les Parties de contracter un mariage légitime. Qu'y a-t-il de plus contraire à ces grandes maximes,

*Reponses à  
la troisième  
objection.*

Condamner à réhabiliter, ce seroit donner un effet à ce qui est radicalement nul.

que jusqu'au moment du mariage, les Parties doivent jouir d'une entière liberté; que tant que l'engagement n'est pas formé d'une manière indissoluble, il est permis de se repentir, & de revenir, pour ainsi dire, sur ses pas? Mais si cela est, comme on n'en peut douter, on demande à toutes les personnes instruites, y a-t-il actuellement un mariage légitime? En ce cas il ne faut pas de réhabilitation. N'y a-t-il point de mariage? En ce cas pour en contracter un qui soit valable, il faut que les Parties s'y présentent avec une pleine liberté.

La réhabilitation seroit encore plus nulle que le mariage même. Le mariage seroit nul par le défaut de présence du propre Curé, & la réhabilitation par le défaut de consentement d'une des deux Parties principales: de ces deux actes nuls & insoutenables pourroit-on en former un mariage légitime? Il faut se féduire soi-même pour le penser.

Il est vrai que l'Edit de 1697 permet aux Promoteurs de poursuivre ceux qui n'ont point été mariés par leur propre Curé, pour les engager à réhabiliter; mais cette Loi décide en même-tems que si les Parties ne se prêtent pas à la réhabilitation, on ne peut les y forcer. En effet, après avoir permis aux Promoteurs *de faire assigner devant les Archevêques & Evêques les personnes qui demeurent & vivent ensemble, & qui n'ont point été mariées par les propres Curés des Paroisses dans lesquelles ils demeurent*, la Loi prévoit deux cas qui peuvent arriver. Ou ceux qui paroissent ainsi mariés se présenteront de bonne grace devant l'Archevêque ou Evêque, & seront prêts à faire tout ce qui sera nécessaire pour rentrer dans la règle; en ce cas *les Evêques pourront leur enjoindre de réhabiliter le mariage, dans les formes prescrites par les Saints Canons & par nos Ordonnances*; encore dans ce cas-là même les Evêques peuvent avant la réhabilitation enjoindre aux Parties *de se séparer pour un tems, s'ils jugent que cela ne fera point trop déclat*. Tant il est vrai qu'on regarde le prétendu mariage qui précède comme un acte absolument nul, & qu'on ne peut trop le faire sentir, même par la séparation actuelle des conjoints avant la réhabilitation.

Le second cas prévu est celui au contraire où ceux qui auront été assignés, ne rapporteront pas leurs actes de célébration de mariage; en ce cas le Roi enjoint à ses Officiers, sur l'avis des Archevêques & Evêques, *de les obliger de se séparer par des condamnations d'amende & autres peines*.

Ainsi, ou les Parties se prêtent à la réhabilitation, ou ils la refusent. Dans le premier cas, les Evêques peuvent l'ordonner, après avoir



avoir séparé les Parties pour quelque tems, si la prudence le permet. Les Cours Souveraines peuvent de même l'ordonner entre des Parties qui en conviennent, & c'est l'espece des Arrêts de 1673 & de 1712, cités dans le Mémoire du sieur Chemin. Dans le second cas, il faut au contraire, par l'autorité des Juges, les obliger de se séparer. Comment imaginer, après cela, que l'on puisse contraindre à la réhabilitation, cela est même physiquement impraticable; car enfin si on pouvoit condamner à réhabiliter, on jugeroit le premier mariage nul; & comment en feroit-on un second, lorsqu'une des Parties, au pied des Autels, loin de donner son consentement, protesteroit au contraire hautement contre un pareil engagement?

Aussi dans le livre intitulé, *Recueil des Officialités*, est-il dit, *que la plupart des Parlemens prétendent que l'Official ne doit connoître & juger que de la validité du mariage, & s'il y a mariage ou non; que s'il est valablement contracté, il faut débouter le Demandeur en nullité de sa demande; que si au contraire il est défectueux, l'Official le doit déclarer nul; qu'il ne doit pas passer outre, ni ordonner la réhabilitation, parce que pour le célébrer de nouveau, il faut un nouveau consentement des Parties; que l'Official ordonnant la réhabilitation, ce seroit contraindre les Parties à faire un mariage forcé, prohibé par les Loix. Les Parlemens croient être encore mieux fondés à recevoir ces appellations comme d'abus depuis la Déclaration du 15 Juin 1697. L'Auteur ajoute, il y a des Arrêts rendus en pareil cas, & entre autres un du 11 Mars 1701, sur l'appel d'une Sentence de l'Officialité du 15 Octobre 1700, portant que le mariage de l'Appellant comme d'abus seroit réhabilité au préjudice de son refus. . . . Et que depuis sur l'appel simple interjeté à Lyon de la même Sentence de l'Officialité de Paris, elle fut infirmée, en ce que par icelle lesdites Parties avoient été condamnées de réhabiliter ledit mariage, émendant, leur permit de se pourvoir ailleurs comme bon leur semblera.*

Après cela, il est facile de répondre à la Consultation citée de la part du sieur Chemin; la seule foiblesse des raisons qui y sont proposées suffiroit pour la faire rejeter. *Ils ont eu, dit-on, & dû avoir intention de contracter mariage.* Mais suffit-il d'avoir intention de se marier pour l'être en effet? *Ils se sont donné la foi réciproquement au pied des Autels;* mais l'Eglise n'a point reçu cette foi mutuelle; & sans le concours de l'Eglise par un Pasteur légitime, il n'y a ni mariage ni Sacrement. *La fin de non-recevoir fait que celui qui a contracté mariage est sans action pour l'attaquer;*

mais il restera donc marié sans l'être en effet ? Quel égarement ! *On ne doit avoir aucun égard à ces dissertations sur les conditions essentielles au mariage , sur la nécessité de la présence du propre Curé , sur la validité ou invalidité de l'acte dans son principe , parce que ces conditions , ces règles n'ont point été faites en faveur des inférieurs de la foi qu'ils ont promise. C'est-à-dire que quand on a violé les règles de l'Eglise dans l'administration des Sacramens , pour peine de sa témérité , il faut continuer de les violer tout le reste de sa vie , & persévérer dans la profanation du Sacrement , pour ne pas manquer à la foi que l'on a promise ! Y a-t-on bien pensé , lorsque l'on a débité une telle doctrine ?*

Aussi chancelle-t-on bientôt dans cette proposition. « Si un » des conjoints ( dit-on ) se remarioit à un autre , nonobstant ce » premier engagement , ce second mariage , & l'intérêt de cette » seconde femme , en qui l'indignité , dont on vient de parler , ne » se rencontre pas , donneroient occasion d'examiner la nullité » du premier mariage , & de le déclarer nul. Mais on pourroit » faire le procès à cet infidèle , pour avoir méprisé un engage- » ment qu'il devoit regarder comme un Sacrement ». Ainsi , suivant la Consultation , il y a fin de non-recevoir contre celui qui refuse de réhabiliter un mariage nul , comme n'étant pas fait par le propre Curé. Mais en même tems , elle donne une ouverture facile pour écarter la fin de non-recevoir , il n'y a qu'à se marier. Ainsi la Demoiselle Duclos , qui , selon le sieur Chemin , ne cherche à rompre ses liens que pour s'unir à un autre ; la Demoiselle Duclos , dit-on , n'a pas beaucoup à craindre de la fin de non-recevoir , ni de la prétendue réhabilitation ; elle n'a qu'à passer à un autre engagement , & voilà toute la doctrine du sieur Chemin renversée dans son propre système. En faudroit-il davantage pour en faire sentir l'illusion & l'absurdité ?

Car , pour ce qui est dit dans la Consultation , qu'on pourroit faire le procès à cet infidèle , pour avoir méprisé un engagement qu'il devoit regarder comme un Sacrement , c'est une menace peu dangereuse , & qui fait bien voir combien on s'est trompé dans cette piece. L'Arrêt de Mahudel , dont on a déjà parlé , & dont on convient de la part du sieur Chemin , en est une preuve bien constante.

Le sieur Mahudel s'étoit marié à Avignon devant un Prêtre qui n'étoit le Curé d'aucune des Parties ; il étoit né plusieurs enfans de ce mariage ; cependant , comme il étoit radicalement nul , il en contracta un second à Paris dans toutes les formes.



Poursuivi dans la suite par la premiere femme, il appelle comme d'abus de son propre mariage. Sa seconde & véritable femme se joint à lui. Arrêt qui a jugé qu'il y avoit abus, & qui n'a point jugé qu'il fallût faire le procès au sieur Mahudel pour avoir méprisé son premier engagement.

Que devient donc après cela la prétendue fin de non-recevoir, & la nécessité de réhabiliter ? Ce seroit une plaisante regle, que celle qui ne permettroit pas à un des conjoints de réclamer contre son mariage, mais qui lui permettroit de contracter un second mariage sans avoir réclamé contre le premier. Il ne pourroit pas demander la nullité de son premier mariage, il seroit non-recevable, mais il pourroit se marier à un autre, & en ce cas le premier mariage ne se pourroit soutenir. Voilà jusqu'où porte l'oubli des regles & des saines maximes. On se trouve insensiblement entraîné dans des absurdités dont il est impossible de se tirer.

Mais si la Consultation par elle-même ne peut pas faire d'impression, quel cas en peut-on faire quand on l'oppose à l'Edit de 1697, & aux Arrêts qui ont jugé que cette réhabilitation ne pouvoit être ordonnée ?

Il reste à dire un seul mot de la quatrième & dernière proposition du sieur Chemin. Il dit que le mariage a été approuvé par M. le Cardinal de Noailles, parce que les Parties ayant été assignées devant lui, il ne s'est rien fait & il ne s'est rien dit. Voilà une approbation d'une singuliere espece ! Cependant on brode avec un art merveilleux le silence de M. le Cardinal de Noailles. Un Prélat si respectable n'auroit-il pas agi avec toute la rigueur que lui inspiroit sa religion, si on ne lui avoit pas justifié de la validité du mariage ? Mais en premier lieu, il auroit été facile de le tromper sur le fait du domicile, en lui cachant les pieces qui l'établissoient sur Saint Sulpice. En second lieu, on a déjà vu que, quand les Parties ne comparoissent pas, l'Edit de 1697 ne donne aucune Jurisdiction aux Evêques, & charge seulement les Officiers du Roi d'agir sur leurs avis. On doit présumer que M. le Cardinal de Noailles a fait de sa part ce qu'il pouvoit, qui étoit d'avertir. Voilà à quoi se réduit cette objection, qui ne méritoit pas de trouver place dans la Cause.

On voit donc qu'après bien des dissertations, pour suivre le sieur Chemin dans toutes les routes où il lui a plu de nous mener, il en faut revenir à une proposition bien simple. La pré-

*Réponse à la  
quatrième ob-  
jection.*

sence du propre Curé des Parties, est de l'essence du Sacrement de mariage. C'est une maxime que l'Edit de 1697 a confirmée sur l'autorité des Saints Décrets & des Ordonnances précédentes. Les Parties n'avoient point de domicile sur la Paroisse de Saint Eustache; le domicile contraire sur Saint Sulpice est prouvé par des actes authentiques, & l'on consent d'y joindre la preuve testimoniale la plus complete. Le mariage après cela pourroit-il subsister ?

Tout est de droit public dans cette Cause. La qualité des Parties ne permet pas que l'on y donne atteinte. On fait à quels excès on porte tous les jours la révolte contre ces Loix si sages, qui ont pour objet d'apporter, dans l'administration du Sacrement de mariage, un ordre qui convienne à sa sainteté & à sa dignité. Si on se relâche sur ces Loix si nécessaires, tout rentrera dans le trouble, & la profanation n'aura plus de bornes. Une sainte sévérité peut seule contenir ceux qui n'ont que trop de disposition à mépriser les Loix de l'Eglise & de l'Etat.

---

## XXXVI. CAUSE A LA TOURNELLE CRIM.

POUR Richard Cantillon, Intimé & Appellant.

*CONTRE Jean & Remi Carol, Appellans & Intimés.*

### Q U E S T I O N.

*Accusation d'usure, de violement de dépôt  
& de banqueroute frauduleuse.*

UNE négociation, dont le succès n'a pas été aussi favorable aux sieurs Carol qu'ils l'avoient espéré, est le prétexte de la nouvelle persécution qu'éprouve le sieur de Cantillon. On prétend que, dans cette négociation, il s'est rendu coupable des exactions les plus odieuses; mais ceux qui paroissent aujourd'hui si animés contre lui savent, par leur propre expérience, que dans les tems orageux que nous avons essuyés, chacun hasardoit sui-



vant ses conjectures ; que le sieur Cantillon pouvoit perdre beaucoup plus qu'il n'a gagné , si les affaires publiques avoient eu un sort tout contraire à celui qu'elles ont éprouvé par l'événement , & que dans ce cas ils auroient eux-mêmes fait des profits bien plus forts que celui qu'ils reprochent au sieur Cantillon.

Quelle est donc la véritable idée qu'il faut se former de cette affaire ? Un marché dans lequel on risquoit de part & d'autre , pour gagner ou pour perdre , selon des événemens alors très-incertains , un compte à faire en conséquence de ce marché , pour voir lequel des deux partis est demeuré débiteur ou créancier ; mais tout cela ne présente que des questions purement civiles , telles que l'on en porte tous les jours devant les Juges établis pour connoître de ces sortes de négociations , & c'est un renversement de toutes les regles que d'en avoir fait la matiere d'une procédure extraordinaire.

Aussi les sieurs Carol ont-ils eux-mêmes reconnu dans tous les tems que cette négociation ne pouvoit produire entre eux & le sieur Cantillon qu'un procès civil , & ils ne se feroient jamais portés à prendre la voie criminelle , s'ils n'avoient été séduits par les assurances d'une protection qui les soutiendrait dans les démarches les plus odieuses , & s'ils avoient été capables de résister à l'appât des récompenses dont on les a flattés.

Ce n'est donc pas l'intérêt des Carol qui a réglé leur conduite ; ils ont été entraînés par la force de la séduction ; mais de quelques voiles qu'elle cherche à s'envelopper , toutes ses intrigues se manifestent & achevent de décrier une Cause déjà trop déplorable pour se soutenir.

Le sieur Cantillon , Irlandois d'origine , vint s'établir en France en 1716. Il y forma un commerce public de banque , qui en peu de tems devint assez florissant.

*FAIT,*

Le fameux système qui commença à se développer en 1719 , ne le séduisit pas comme beaucoup d'autres ; il crut au contraire devoir se mettre à l'abri de l'orage qu'il prévoyoit : c'est ce qui l'engagea à renoncer au commerce dans lequel il voyoit trop de dangers.

Il renferma tous ses papiers dans un coffre , qu'il confia aux Bénédictins Anglois , & partit pour l'Italie , après avoir procuré ses correspondances à un nommé Loftus , avec qui il forma une simple société en commandite le 31 Juillet 1719.

Il ne revint d'Italie qu'au mois de Février 1720. Il fit résoudre

la société qu'il avoit avec Loftus , & en forma une nouvelle entre le nommé Hughes & Richard Cantillon son neveu. On ne s'entendra point sur les circonstances de cette société , absolument étrangere aux sieurs Carol , qui n'ont jamais traité avec elle , comme ils en sont convenus à l'Audience.

Pendant le séjour que le sieur Cantillon fit à Paris , Jean & Remi Carol, Banquiers Anglois , lui proposerent deux négociations qu'il accepta , & qui sont aujourd'hui le prétexte de leurs poursuites , enforte qu'il est nécessaire d'en exposer exactement les circonstances.

Les especes de la fabrication de Décembre 1719 étoient , au commencement de Mars 1720 , à 65 liv. le marc. Par Arrêt du 5 elles furent portées à 97 liv. 10 sols , mais par Arrêt du 11 elles devoient diminuer à 32 liv. 10 sols à la fin de l'année. Ces especes étoient les seules qui se fabriquoient à la Monnoie ; elles étoient les seules qui devoient , aux termes de l'Arrêt du 11 Mars , continuer dans le commerce avec les sixiemes d'écus de la fabrication de l'année 1718 ; ainsi c'étoit sur ces especes qu'il falloit regler les changes & les effets des diminutions.

Ces mouvemens extraordinaires mirent toute la Place en convulsion , chacun cherchant , ou à éviter la perte dont on étoit menacé , ou même à en profiter ; & pour cela à faire les négociations qu'il croyoit les plus utiles suivant les conjectures qu'il formoit.

Jean & Remi Carol , ainsi que beaucoup d'autres , étoient fort épris du système ; ils comptoient sur l'état immuable du papier & sur les diminutions d'especes qui étoient indiquées ; ainsi ils cherchoient à se faire des fonds présens pour rendre en pays étrangers après les diminutions , comptant qu'avec le tiers des fonds qu'ils auroient reçus & convertis en billets , ils rempliroient leurs engagements qui baïssoient , pour ainsi dire , à mesure que les especes diminoient.

Le sieur Cantillon au contraire ne pouvoit donner sa confiance à ces opérations ; ses vues en cela étoient sages : heureux s'il avoit été aussi en garde contre les prétendus favoris du système , que contre le système même !

C'est dans cette situation si différente des esprits , que le 20 Mars 1720 le sieur Cantillon tira une lettre de change de 35000 florins sur les sieurs Prelts , d'Amsterdam , payable à vue aux sieurs Carol , valeur reçue comptant , & que les sieurs Carol



tirerent de leur part une lettre de change de 41000 florins, payable au sieur Cantillon le 15 Novembre de la même année.

On expliquera dans la suite, en répondant au reproche d'usure, ce qui faisoit la différence de ces deux lettres de change, & l'on fera voir que, suivant le cours de la Place prouvé par les certificats de tous les Agens de Change, les lettres de change sur Amsterdam à deux mois ou deux usances perdoient 25 pour cent; en sorte que le sieur Cantillon a pris bien moins pour huit usances que ceux qui ont négocié publiquement le même jour ne prenoient pour deux mois ou deux usances.

La lettre de change de 35000 florins a été payée à vue; les sieurs Carol en conviennent, ce qui leur a procuré alors 50000 écus, monnoie de France. La révolution qui arriva quelques mois après dans le système donna quelque inquiétude au sieur Cantillon; il vint à Paris au mois de Juin 1720, & demanda aux sieurs Carol quelque sûreté pour la lettre de change de 41000 florins, qui devoit échoir au 20 Novembre; ils y consentirent, & le 12 Juin ils lui remirent quarante actions pour servir de fond au paiement de la lettre de change à son échéance; le sieur Cantillon leur en donna sa reconnoissance, & le 18 Juin il retourna en Angleterre, après avoir remis ces actions avec d'autres effets au sieur Hughes, demeurant toujours seul chargé personnellement d'en tenir compte aux sieurs Carol, sur la lettre de change qui lui appartenoit en particulier.

A l'échéance de cette lettre, elle fut protestée à Amsterdam, en sorte que le sieur Cantillon se trouva créancier des Carol d'une somme très-considérable, n'ayant pour toute ressource que quarante actions, qui ne valoient alors qu'environ 8000 livres.

Les sieurs Carol avoient bien d'autres créanciers, comme il paroît par un contrat d'atermoiement qu'ils leur firent signer le 27 Juillet 1721. Ils s'y reconnoissent débiteurs de 1105475 liv. & avouant l'impuissance où ils sont de satisfaire à leurs engagements, ils se font accorder une remise de tous les intérêts, de tous les frais, & de 96 & deux cinquièmes pour cent, & réduisant par-là toutes leurs dettes à 40000 liv. ils se font donner un délai de cinq ans pour les payer, ce qui ne diffère guère d'une quittance pure & simple.

S'ils avoient été créanciers du sieur Cantillon, c'étoit le tems d'en parler, & d'offrir cette ressource à tant de créanciers malheureux dont ils causoient la ruine; mais loin d'en avoir même

la pensée, ils déclarerent dans l'état de leurs dettes passives la lettre de change de 41000 florins qu'ils avoient tirée sur Amsterdam, & ajouterent seulement qu'ils prétendoient en être quittes au moyen des quarante actions qu'ils avoient fournies. Il est nécessaire de rapporter les propres termes d'une déclaration qui s'élèvera toujours contre la démarche odieuse qu'on leur fait faire aujourd'hui : *A M. Richard Cantillon, pour notre traite de 41000 florins sur Amsterdam, & revenue à protest. . . . nous lui donnâmes quarante actions de la Compagnie des Indes, destinées pour servir de fonds à son tems pour notre dite traite, & comme elles valoient alors au-delà même de 41000 florins, nous entendons, nonobstant la prétention dudit Cantillon, être entièrement quittes envers lui, sur quoi nous sommes en Procès.*

Le sieur Cantillon avoit en effet, comme il a toujours eu, une prétention contraire, soutenant qu'il ne devoit tenir compte des actions que sur le pied de leur valeur à l'échance de la lettre de change; il en expliqua les raisons dans une lettre qu'il écrivit aux sieurs Carol le 28 Août 1721, où il dit précisément qu'il est faux qu'il ait vendu leurs actions; que du moins les ayant prises sans en marquer les numeros, il est impossible de savoir si elles font partie de celles dont on avoit disposé, & qu'enfin si on les avoit vendues, ç'auroit été à ses risques.

Les sieurs Carol se rendirent à des raisons si pressantes, & depuis ce tems, ils sont demeurés tranquilles : voici maintenant ce qui leur a fait changer de conduite après un si long silence. Une cabale odieuse s'étoit formée contre le sieur Cantillon, & avoit médité sa perte; du moins elle s'étoit proposé de lui faire souffrir tant de vexations qu'il fut réduit à la nécessité de sacrifier tout ce qu'elle voudroit exiger de lui.

Le premier ministre de sa fureur avoit été le sieur Gage, débiteur du sieur Cantillon de 17000 florins; elle lui avoit fait rendre une plainte contre son créancier d'usure, de violement de dépôt, de banqueroute frauduleuse, & de supposition de personnes, & avoit obtenu contre lui un décret de prise de corps. Le sieur Cantillon, qui étoit en Angleterre, ne fut instruit de cette procédure que long-tems après; il en interjeta appel, & obtint le 6 Septembre 1728 un Arrêt, qui le recevant Appellant, fit défenses d'exécuter le décret de prise de corps. On y forma opposition, & sous le nom de Gage, on porta la déclamation à des excès dont il y a peu d'exemples; mais la Cause ayant été ap-  
pointée,



pointée , les espérances que l'on avoit conçues se trouverent presqu'entièrement dissipées.

Ce fut ce qui obligea la Partie secrete à se retourner vers les sieurs Carol , & à les tenter , par les offres les plus séduisantes , de se prêter à la même persécution ; on en a la preuve par une lettre bien précise que Jean Carol écrivit le 31 Juillet 1729 à une Dame qui s'intéresse pour le sieur Cantillon.

MADAME , pour me conformer entièrement à votre dessein , M. Cantillon qui m'est venu voir hier , & moi , sommes convenus de nommer des Arbitres , & de nous en rapporter à leur décision sur nos différends. Je vous assure que si je voulois entrer en procès avec M. Cantillon , cela lui feroit grand tort ; outre que la décision de la loi pourroit m'être plus favorable que celle des Arbitres , on m'a offert de faire la poursuite de mon procès sans qu'il m'en coûtât rien , AVEC PLUSIEURS AUTRES OFFRES , mais j'aime mieux laisser tomber le tout que de vous dissatisfaire.

On voit par-là quels mouvemens on se donnoit auprès des Carol ; qu'on ne vouloit avoir que leur nom pour entreprendre l'affaire ; qu'au surplus ils ne contribueroient en rien aux frais , & qu'on leur feroit même un parti avantageux. A ces traits , il est aisé de reconnoître l'indignité de la séduction capable de recourir à de tels artifices.

Ses offres , qui d'abord étoient demeurées sans succès , comme il paroît par la lettre , lui ont mieux réussi dans la suite : les sieurs Carol ont refusé la voie d'arbitrage qu'ils avoient acceptée ; c'est ce qui a obligé le sieur Cantillon de se pourvoir au Bureau établi pour connoître des négociations dans lesquelles étoit entré quelque commerce d'actions. Il a présenté sa Requête le 25 Septembre dernier , pour avoir permission de faire assigner Jean & Remi Carol , & a demandé qu'ils fussent condamnés à lui payer 41000 florins , aux offres de déduire la valeur des quarante actions au 15 Novembre 1720. Le 26 , M. Meliand a été commis Rapporteur , & le 29 Novembre le sieur Cantillon a obtenu un Arrêt conforme à sa demande.

Pendant qu'il poursuivoit ainsi à fins civiles , on a fait rendre plainte aux Carol le 25 Septembre ; le 5 Novembre on a obtenu permission d'informer , & le 10 on a obtenu un décret de prise de corps , en vertu duquel le sieur Cantillon a été arrêté le 11.

Le lendemain il a subi l'interrogatoire , en protestant de se pourvoir contre toute la procédure ; il n'a pas eu de peine à

faire voir qu'il n'y avoit pas même l'ombre ni l'apparence de délit dans cette affaire ; c'est pourquoi il présenta sa Requête sur le champ pour être mis en liberté. Le Lieutenant Criminel ordonna qu'elle seroit montrée au Substitut de M. le Procureur Général, & communiquée à la Partie civile ; elle fut signifiée en effet aux sieurs Carol ; & sur le vu de cette signification & des conclusions du Substitut de M. le Procureur Général, il fut ordonné que le sieur Cantillon seroit élargi : ce qui fut fait le même jour.

Les sieurs Carol ont interjetté appel de cette Ordonnance, & demandé que le sieur Cantillon fût réintégré. Le sieur Cantillon de sa part a interjetté appel de toute la procédure extraordinaire, & demandé main-levée des scellés apposés lors de sa capture. Sur ces Requêtes respectives, les Parties ont été renvoyées à l'Audience par Arrêt du 23 Décembre, en sorte que la Cour a à prononcer sur deux appellations, & sur les demandes formées en conséquence.

On pourroit d'abord écarter l'appel interjetté sous le nom des sieurs Carol ; car si le sieur Cantillon réussit dans le sien, comme il n'y a pas lieu d'en douter, toute la procédure extraordinaire devant s'évanouir, l'appel des Carol sera sans objet. Cependant, pour suivre l'ordre des appellations & des demandes, on ne peut se dispenser d'en dire un mot, & de faire voir qu'il est aussi frivole & aussi téméraire que celui du sieur Cantillon est juste & bien fondé.

*Défenses à  
l'appel des Srs  
Carol.*

Ils se plaignent de l'Ordonnance du 12 Septembre, qui a mis le sieur Cantillon en liberté, & proposent deux moyens pour soutenir leur appel.

Le premier est tiré de ce que le récolement & la confrontation avoient été ordonnés le même jour ; ils prétendent que pendant les délais pour la confrontation, l'Accusé ne peut être élargi, suivant l'article 152 de l'Ordonnance de 1536, & l'article 12 du titre 15 de l'Ordonnance de 1670.

Le second est fondé sur ce qu'ils n'ont pas pu défendre à la Requête de l'Accusé, qui ne leur étoit pas même communiquée lorsque le Lieutenant Criminel a rendu son Ordonnance pour la liberté, ce qui est contraire à l'article 22 du titre 10 de la même Ordonnance.

Ces deux moyens se détruisent par les textes mêmes que l'on propose pour les soutenir.

A l'égard du premier, sans remonter à l'Ordonnance de 1539,



qui se trouve expliquée par celle de 1670, il suffit de prendre les propres termes de l'art. 12 du tit. 15 de cette dernière Ordonnance, pour faire voir que le sieur Lieutenant Criminel n'y a point contrevenu. *Les Accusés contre lesquels il y aura originairement décret de prise de corps, seront en prison pendant le tems de la confrontation.* Il résulte de cet article que les Accusés décrétés de prise de corps peuvent être mis en liberté; mais que pendant le tems de la confrontation ils sont obligés de se remettre en prison.

En effet, il seroit inutile de dire que les Accusés, décrétés originairement de prise de corps, seroient en prison pendant la confrontation, si l'on ne supposoit pas qu'ils eussent été élargis dans l'intervalle de l'interrogatoire & de la confrontation; car si l'Accusé est toujours demeuré en prison, il est bien certain qu'il y sera pendant la confrontation. C'est donc en supposant un élargissement intermédiaire, que l'Ordonnance prescrit à l'Accusé la nécessité de se mettre en prison pendant la confrontation. Mais, dit-on, cela est bon lorsque l'Accusé a été élargi avant que la confrontation fût ordonnée; mais depuis que le procès a été réglé à l'extraordinaire, on ne peut plus élargir l'Accusé. Mais cette distinction n'est écrite dans aucune Ordonnance; il dépend toujours de la prudence du Juge d'examiner s'il y a lieu de retenir un homme dans les fers, quoiqu'il ordonne le récolement & la confrontation, parce qu'il peut y survenir de nouvelles charges: cependant quand il n'y en a point assez pour le retenir plus long-tems en prison, rien ne l'empêche de lui donner la liberté.

L'Ordonnance veut que l'Accusé élargi se remette en prison pendant la confrontation; elle ne distingue point en quel tems il a été élargi, elle ne défend point de le faire après la confrontation ordonnée; cela dépend donc de la prudence du Juge, de la qualité de l'affaire, & de la nature des preuves. Ainsi le premier moyen des sieurs Carol, loin d'être fondé sur l'Ordonnance, lui est absolument contraire.

Il en est de même du second: l'Ordonnance ne permet d'élargir les prisonniers qu'après avoir vu les informations, l'interrogatoire, les conclusions des Procureurs du Roi ou des Seigneurs, & les réponses de la Partie civile, s'il y en a, ou sommation de répondre. Le sieur Lieutenant Criminel s'est conformé à cette loi dans l'Ordonnance qu'il a rendue le 12 Novembre dernier. En effet, le sieur Cantillon ayant subi l'interrogatoire, présenta sa Requête pour être mis en liberté; le sieur Lieutenant Criminel ordonna

Quoique le procès soit réglé à l'extraordinaire, l'Accusé peut être élargi avant la confrontation.

Il faut que l'Accusateur ait eu le tems de défendre à la Requête à fin de liberté.

qu'elle seroit communiquée au Substitut de M. le Procureur Général, & signifiée à la Partie civile. La signification ayant été faite le même jour aux sieurs Carol, ils ne firent point de leur part signifier de réponses ; en sorte que le sieur Lieutenant Criminel s'est trouvé en état de rendre son Ordonnance, par laquelle, vu les conclusions du Substitut de M. le Procureur Général, & la signification de la Requête faite à la Partie civile, il a ordonné que le sieur Cantillon seroit mis en liberté. Ainsi, pour reprendre les termes de l'art. 22 du tit. 10 de l'Ordonnance de 1670, le Lieutenant Criminel n'a ordonné l'élargissement qu'*après avoir vu les informations, l'interrogatoire, les conclusions du Procureur du Roi, & la sommation faite à la Partie civile de répondre à la Requête à fin de liberté.* Il est donc exactement dans les termes de l'Ordonnance.

Aussi le Conseil des sieurs Carol jugeant bien qu'on ne pouvoit attaquer l'Ordonnance du sieur Lieutenant Criminel, dès qu'elle étoit précédée d'une sommation faite à la Partie civile de défendre, a-t-il cru devoir articuler, par une Requête précise, que l'Ordonnance étoit signée & exécutée avant la signification de la Requête ; mais il est aisé de concevoir combien un fait de cette qualité est hasardé. La signification de la Requête faite aux sieurs Carol est visée dans l'Ordonnance du sieur Lieutenant Criminel ; il faudroit donc dire que le sieur Lieutenant Criminel auroit visé ce qui n'existoit pas, & par conséquent il faudroit s'inscrire en faux contre son Ordonnance. Tant que les sieurs Carol ne porteront pas la témérité à cet excès, ils ne pourront s'élever contre l'Ordonnance du sieur Lieutenant Criminel, qui se trouve exactement conforme à ce qui est prescrit par l'Ordonnance de 1670.

Pour défendre à la Requête à fin de liberté, il n'est pas besoin que l'Accusateur ait eu communication de l'interrogatoire.

Il falloit, dit-on, que l'interrogatoire fût communiqué. Il est vrai que l'Accusateur doit avoir la communication de l'interrogatoire de l'Accusé ; mais c'est pour l'instruction du fond, & non pour défendre à la Requête à fin de liberté. L'art. 22 du tit. 10, qui prescrit tout ce qui est nécessaire pour l'élargissement de l'Accusé, ne parle point de la communication préalable de l'interrogatoire ; on ne peut donc se faire un moyen de nullité de ce qui n'est point dans l'Ordonnance.

Ainsi l'on peut mettre le sieur Cantillon en liberté, on l'auroit pu même après avoir ordonné le récolement & la confrontation ; il n'y a point de loi qui le défende ; il suffit, pour que l'élargissement soit régulier, que le Juge ait vu les informations, l'interro-



gatoire, les conclusions du Procureur du Roi, & la sommation faite à la Partie civile de défendre ; c'est aussi sur le vu de toutes ces pieces qu'il a prononcé : l'Ordonnance d'élargissement ne peut donc jamais être combattue dans la forme.

Au fond, il n'y avoit aucun prétexte de retenir le sieur Cantillon en prison ; la Cour l'a jugé ainsi dans l'affaire de Gage, quoique bien plus compliquée que celle-ci ; elle a fait défenses d'exécuter le décret de prise de corps, par l'Arrêt du 6 Septembre 1728 : c'étoit un préjugé dont le sieur Lieutenant Criminel a dû respecter la force ; mais les circonstances de l'affaire présente sont infiniment plus favorables pour le sieur Cantillon, & l'on va voir, en discutant son appel, qu'il n'y avoit pas même de prétexte pour prendre à son égard la voie de la procédure extraordinaire ; ce qui prouvera à plus forte raison qu'il n'étoit pas permis de le retenir plus long tems dans les fers.

Les sieurs Carol, ou ceux qui abusent de leur nom, ont rendu plainte d'usure, de violement de dépôt & de banqueroute frauduleuse. On auroit bien voulu y mêler, comme dans l'affaire de Gage, la prétendue supposition de personne, mais il n'a pas été possible de le proposer, & on est convenu à l'Audience que cette circonstance ne les regardoit point, n'ayant eu aucune relation avec la société de Hughes & de Cantillon le jeune.

*Appel du Sr  
Cantillon.*

Examinons donc séparément les trois chefs de plainte dans lesquels on insiste, & l'on verra que ce sont de pures chimères qui se dissipent au moindre rayon de lumière dont on les approche.

L'usure consiste, selon les Adversaires du sieur Cantillon, en ce que n'ayant fourni qu'une lettre de change de 35000 florins, il s'en est fait donner une de 41000 florins payable dans huit mois ; ce qui fait, dit-on, une usure énorme, puisqu'il prend l'intérêt au denier quatre.

Les sieurs Carol ont trop d'usage du commerce pour tenir d'eux-mêmes un pareil langage, ils savent trop la différence qu'il y a entre le change autorisé par la loi, & l'intérêt qu'elle proscrit : mais ils se sont imaginés qu'auprès de ceux qui sont moins instruits des usages & du cours de la place, le reproche pourroit d'abord faire quelque impression. Pour le dissiper, il faut donner une idée claire de ce que l'on appelle droit de change.

La difficulté de transporter l'argent d'une ville dans une autre a introduit l'usage des lettres de change qui y supplée : celui qui a

un fonds d'argent dans une ville éloignée, tire une lettre de change sur celui qui en est dépositaire, & le charge de le remettre à celui qui prend la lettre de change.

Raison du  
change de  
place en pla-  
ce.

Cette négociation ne se fait réellement qu'au poids & à la valeur intrinsèque des espèces, quoiqu'on se serve des différens noms des monnoies introduites dans chaque Etat; ainsi quiconque tire une lettre de change sur Paris, tire en livres tournois & reçoit dans une autre sorte de monnoie; mais au fond on évalue chaque espèce sur le pied de sa valeur intrinsèque : ce qui fait qu'il ne peut y avoir d'erreur.

Le prix de la négociation varie beaucoup suivant les circonstances; quelquefois le change est au pair, c'est-à-dire, que pour un marc d'argent reçu à Paris, on tire une lettre de change sur Amsterdam d'un autre marc d'argent; ou, ce qui est la même chose, pour une certaine quantité de livres tournois qui valent un marc, on promet de fournir à Amsterdam une certaine quantité de florins qui vaudront un marc. Voilà ce qui s'appelle le change au pair.

Quelquefois le change est au-dessus du pair, c'est-à-dire, que celui qui reçoit un marc, tire une lettre de change d'un marc & une once; en sorte que le Banquier qui tire la lettre, donne plus qu'il ne reçoit. Quelquefois le change est au-dessous du pair, c'est-à-dire, que le Banquier qui reçoit un marc & une once, ne s'oblige de fournir qu'un marc.

La manière d'exprimer l'état du change, c'est-à-dire, s'il est au pair, au-dessus ou au-dessous du pair, varie encore suivant les pays avec lesquels on commerce. Avec Amsterdam on détermine l'état du change par le nombre de deniers de gros par écu de 3 livres. Par exemple, quand ce qui vaut un écu de 3 livres en France, vaut quarante deniers de gros à Amsterdam, (ce qui dépend du taux des espèces) si le change est à 40 deniers de gros, il est au pair; si le change est à 42 deniers de gros, le change est au-dessus du pair; & s'il est à 38 deniers de gros, le change est au-dessous du pair.

Telles sont les notions qu'il étoit absolument nécessaire de prendre pour entendre la défense du sieur Cantillon.

Il n'est pas douteux que le prix du change en lui-même ne soit légitime, quelque excessif qu'il soit, pourvu qu'il soit conforme au cours de la place : c'est-à-dire que quand, sur la place à Paris, les lettres de change sur Amsterdam perdent ou gagnent 15, 20, 30 pour cent, ce profit pour l'un & cette perte pour



l'autre sont également légitimes. L'art. 3 du tit. 6 de l'Ordonnance du commerce porte : *que le prix du change sera réglé suivant le cours du lieu où la lettre sera tirée , eu égard à celui où la remise sera faite.* Tous les Auteurs qui ont traité de cette matiere , conviennent que le prix du change ainsi fixé par le cours de la place , ne peut être confondu avec l'intérêt usuraire. *Il ne faut pas dire qu'une lettre de change qui sera de 1010 livres pour 1000 livres de valeur comptant , soit contraire à l'article premier du titre 6 de l'Ordonnance du commerce , comme contenant l'intérêt avec le principal ; car ces 10 liv. ne sont point un intérêt , c'est le prix du change.* Ce sont les termes de Dupuy , dans son traité de l'art des lettres de change.

Change au  
cours de la  
place n'est  
usuraire.

Savary dit de même dans son parfait Négociant , *que le profit du change est quelquefois de 2 , 3 , 4 , ou de 10 & de 15 pour cent ; qu'il se regle suivant le cours de la place où les lettres sont tirées , & que ces sortes de profits sont justes , raisonnables & approuvés de tout le monde , pourvu qu'on n'en prenne pas davantage que le cours ordinaire de la place du lieu où les lettres sont tirées , c'est-à-dire , quand elles gagnent ; car quand elles perdent , on ne doit pas non plus faire perdre davantage que le cours ordinaire de la place , autrement ce seroit commettre une usure.*

Ainsi l'usure , en matiere de lettre de change , ne consiste pas à recevoir plus qu'on ne donne , mais à recevoir plus qu'on ne doit suivant le cours de la place.

Or le 20 Mars 1720 , jour de la double négociation du sieur Cantillon avec les sieurs Carol , les lettres de change de Paris sur Amsterdam à deux usances , c'est-à-dire , payables dans deux mois , perdoient , pour le Banquier qui les tiroit , 25 pour cent ; c'est-à-dire , que le Banquier qui recevoit cent écus , tiroit une lettre de change à deux usances de 125 écus , sans que jamais on ait imaginé de taxer d'usure celui qui la prenoit.

La preuve s'en tire des certificats des Agens de change rapportés par le sieur Cantillon , qui portent qu'aux 19 & 20 Mars le change sur Amsterdam étoit à 35 , 34 & demi ou 34 deniers de gros par écu de 3 livres. Or le pair du change étoit alors à 28 deniers de gros par écu de 3 livres : donc les lettres de change perdoient 6 ou 7 deniers de gros sur 28 , c'est à-dire , que le Banquier de Paris qui tiroit sur Amsterdam y fournissoit 35 deniers de gros pour 28 qu'il recevoit , ou , ce qui est la même chose , pour un écu de 3 livres.

C'est en cet état que la double négociation du 20 Mars a été

faite. Le sieur Cantillon tire une lettre de change à vue sur Amsterdam de 35000 florins, valeur reçue comptant à Paris. Il a été en droit de faire cette négociation au pair, parce qu'il n'y avoit rien de plus facile que de faire venir ce fonds à Paris en monnoie de France, sur laquelle il n'auroit rien perdu.

D'un autre côté, les Carol tirent une lettre de change à huit usances sur Amsterdam de 41000 florins, valeur reçue comptant à Paris; & comme ces lettres de change à deux mois ou deux usances perdoient 25 pour cent, le sieur Cantillon auroit été en droit de se procurer un plus grand avantage: car au lieu que pour 50000 écus de monnoie de France, qui répondoient au poids & à la valeur des 35000 florins d'Hollande, il auroit eu une lettre de change à deux mois, de près de 44000 florins; il s'est contenté à huit usances d'une lettre de 41000 florins.

Voilà cependant ce qu'il plaît aux Carol d'appeller usure, quand ils savent parfaitement que c'étoit un prix de change au dessous de celui qui étoit admis suivant le cours de la place. Personne ne peut douter que le sieur Cantillon n'eût été en droit de faire une négociation plus avantageuse en achetant des lettres de change sur la place avec ce fonds de 35000 florins qu'il pouvoit faire venir d'Hollande. Comment donc celui qui pouvoit gagner plus, n'auroit-il pas pu gagner moins?

Il est facile d'en imposer quand, à des personnes peu versées dans ces matieres, on va crier que pour huit mois on s'est procuré 6000 florins de profit. Mais quand les choses sont éclaircies, & qu'on fait que le même jour les lettres de change sur la Hollande à deux usances perdoient 25 pour cent, le prestige se dissipe de lui-même.

Au surplus, quand on dit que le Banquier qui tiroit la lettre perdoit 25 pour cent, il faut observer que ce même Banquier se flattoit au contraire de gagner par l'effet des diminutions indiquées: c'est ce que l'on prouvera en particulier à l'égard des Carol. Mais quoi qu'il en soit, il est absurde de traiter d'usure un prix de change établi par le cours de la place.

Mais, nous disent les Carol, vous n'y entendez rien; cela seroit bon s'il y avoit remise de place en place; mais ici c'est un argent fourni par le sieur Cantillon à Amsterdam pour recevoir aussi dans Amsterdam, ainsi ce n'est pas le cas du change.

Qu'il soit permis de leur répondre qu'ils entendent beaucoup mieux qu'ils ne disent, & que ce sont eux-mêmes qui cherchent à en imposer par cette distinction chimérique.



En effet , dès que les lettres de change sont tirées de Paris sur Amsterdam , qu'elles sont causées pour valeur reçue à Paris , & qu'elles obligent à remettre des deniers à Amsterdam , ce sont toujours des lettres de change , contenant remise de place en place , & dès-lors elles se reglent par les principes du Commerce que la Loi a autorisés. Douteroit-on , par exemple , que ces sortes de lettres ne fussent de la compétence des Consuls , qu'elles ne produisissent la contrainte par corps , & qu'il ne fallût pour le protêt , & toutes les autres regles des lettres de change , se conformer à l'Ordonnance du Commerce ?

Aussi ne faut-il pas les regarder relativement l'une à l'autre : chacune forme une négociation distincte & séparée , chacune est pour valeur reçue comptant ; & si cette valeur s'est fournie par voie de compensation , il n'en est pas moins vrai que chacune a sa valeur fournie à Paris , que pour chacune il faut remettre en pays étranger , & que ces sortes de lettres ont pu courir dans le commerce avec toute la faveur qui accompagne les lettres de change.

Mais si l'on approfondit plus particulièrement la négociation , on ne reconnoîtra pas moins , dans le profit qu'on reproche au sieur Cantillon , un prix de change légitime. Il est prouvé que celui qui prenoit les lettres sur Amsterdam à plusieurs usances , gaignoit 25 pour cent ; le sieur Cantillon étoit le maître de s'appliquer ce profit , soit en faisant venir en espece son fonds d'Amsterdam , & l'y faisant retourner par lettres de change , soit en tirant une lettre de change à vue , se faisant payer réellement à Paris , & de ces mêmes deniers prenant une autre lettre de change à plusieurs usances ; par-là il auroit eu le même profit qu'on lui reproche , & personne n'auroit pu s'en plaindre. Pourquoi n'auroit-il pas pu faire la même négociation avec moins de circuit , en traitant avec une seule personne ?

Il n'y a donc rien qui resente l'usure dans ce qui s'est passé ; c'est un profit de change légitime. Mais pour mettre cette vérité dans un plus grand jour , il faut ajouter que cette négociation que l'on reproche tant au sieur Cantillon , comme contenant un profit excessif , devoit , dans le système des sieurs Carol , leur être bien plus avantageuse qu'au sieur Cantillon , & que ce n'est que l'événement qui a décidé du contraire : c'est une vérité essentielle à développer.

Prenant une lettre de change de 35000 florins , & en fournissant une autre de 41000 florins , les Carol prétendoient faire

un profit immense sur le sieur Cantillon; ils comptoient en effet recevoir de ces 35000 florins 150000 liv. monnoie de France, & les convertir en billets de banque qui ne devoient point diminuer; au contraire, l'argent devoit baisser de mois en mois, en sorte qu'en Novembre il ne faudroit qu'environ 50000 liv. monnoie de France pour faire 41000 florins en Hollande; ainsi ils se flattoient qu'avec le tiers des 150000 liv. de billets de banque, ils acquitteroient les lettres de change, & que les deux autres tiers montant à 100000 liv. leur resteroit en pur profit; & ce calcul étoit sûr, si les idées qu'ils avoient de l'immuabilité du papier & de la chute de l'argent s'étoient trouvées justes: en ce cas, ils gagnoient 100000 liv. en huit mois.

Le sieur Cantillon n'avoit pas tout-à-fait tant de confiance aux opérations qui se trouvoient indiquées; il a mieux aimé prendre le profit présent que le cours de la place lui offroit, que d'aspirer à une si grande fortune. Voilà ce qui a formé l'engagement des Parties, engagement qui dépendoit d'un événement fort incertain; car enfin le sieur Cantillon pouvoit se tromper, & en ce cas, les autres gagnoient 100000 l. à ses dépens. Faut-il donc que, parce qu'il a été plus heureux dans l'événement, on lui en fasse un crime? Si les Carol avoient gagné 100000 l. sur lui, ce profit auroit été légitime, & le sieur Cantillon n'a pu gagner 25000 l. sur eux au cours de la place, sans devenir l'objet d'une diffamation publique: c'est une vexation qui n'a point d'exemple.

Il est vrai, comme on l'a opposé à l'Audience, que dans la lettre que le sieur Cantillon prit de Gage le 12 Mars 1720, le change ne fut réglé qu'à un & demi pour cent par mois, ou six pour cent par an; mais la raison en est simple: le cours de la place pour Amsterdam n'a haussé au-dessus du pair qu'après la publication de l'Arrêt du 11 Mars pour les diminutions. La publication ne fut faite que le 13 ou le 14, & ce fut dans la suite que l'on trouva sur la place à Paris un si grand bénéfice par le change.

Le second chef de plainte n'est pas moins chimérique; on accuse le sieur Cantillon d'avoir violé le prétendu dépôt de 40 actions: tout révolte contre un pareil chef de plainte. Non-seulement il n'y a point de preuve du prétendu dépôt, ni du violement du dépôt, non-seulement il n'y en peut pas avoir, comme on le prouvera dans la suite; mais l'action même du dépôt n'est pas recevable par voie criminelle, & celle-ci en particulier est le comble de l'illusion.



1. L'action de dépôt n'est point recevable par voie criminelle. Nous ne connoissons que deux sortes de dépôt : savoir , le dépôt volontaire , & le dépôt nécessaire ; ils se reglent l'un & l'autre par des principes fort différens.

Le dépôt volontaire ne produit jamais qu'une action purement civile pour la répétition de la chose déposée , action même qui ne produit qu'une condamnation sur les biens , & qui ne peut jamais s'étendre sur la personne du dépositaire ; cela est si vrai que l'Ordonnance de 1667 , article 4 du titre 34 , n'admet la contrainte par corps que dans le cas du dépôt nécessaire.

Pour dépôt volontaire il n'y a que la voie civile.

Or, si le dépositaire qui manque à restituer la chose déposée ne peut être condamné par corps à en payer la valeur , comment pourra-t-on rendre plainte contre lui , faire informer , & le faire décréter de prise de corps , s'il n'oblige que ses biens & non sa personne ? Comment peut-on le poursuivre criminellement ?

On pensoit de même avant l'Ordonnance de 1667. M. le Bret , Avocat-Général , portant la parole dans une Cause jugée par Arrêt du 11 Juin 1619 , établit le principe que le dépôt *produit une action pure civile* , ce sont ses termes ; & sur ce fondement , il fit juger que celui qui avoit d'abord demandé la restitution du dépôt , n'avoit pas pu dans la suite rendre plainte de soustraction ; il est vrai que nous ne sommes pas dans le cas d'une première demande formée au Civil ; on ne prétend pas aussi tirer un préjugé de l'Arrêt , mais invoquer seulement la maxime qui fut reconnue , que le *dépôt ne produit qu'une action pure civile*.

C'est aussi ce qui a été jugé expressément par un Arrêt du 16 Mai 1626 , rapporté dans le premier tome du Journal des Audiences , liv. premier , chap. 106 ; le chapitre est court , mais il n'en est pas moins important : *jugé le 16 Mai 1626 en la Chambre de l'Edit , qu'un dépositaire ne peut être poursuivi criminellement*.

Dira-t-on que ce n'est point ici un simple dépôt , mais un gage & un nantissement ? Mais cette différence n'a rien ici qui puisse toucher. Le gage n'est toujours qu'un simple dépôt & un dépôt libre & volontaire , puisqu'il naît d'une convention que l'on a été le maître de former ou de ne pas former ; celui qui reçoit le gage doit le garder précieusement comme un vrai dépôt , & on a les mêmes actions contre lui pour la répétition. On ne pourroit , dans le cas du gage , condamner par corps à la res-

titution , parce que le gage est une espece de dépôt volontaire , & est compris sous le terme générique de dépôt , c'est pour cela que les Carol ne parlent ici que de dépôt violé.

Gage & dépôt sont différens.

La seule différence est que , dans le cas du gage , le dépositaire a un droit sur la chose mise ou déposée en gage entre ses mains , au lieu que le simple dépositaire de confiance n'a absolument aucun droit sur la chose déposée. D'où il suit que ce celui qui a un gage pour sûreté de sa créance , est bien moins répréhensible lorsqu'il en dispose , que le simple dépositaire de confiance ; parce qu'après tout , quoiqu'il dispose du bien d'autrui , il dispose cependant d'un effet sur lequel il a une action , au lieu que le dépositaire de confiance dispose , sans prétexte , d'une chose qui lui est absolument étrangere.

Il faut donc reconnoître que si le simple dépositaire de confiance ne peut être poursuivi criminellement pour la restitution du dépôt , s'il ne peut être contraint par corps , on peut encore moins user de ces voies rigoureuses contre celui qui se trouve dépositaire d'un gage qui fait la sûreté de sa créance.

2°. Si cette action en général n'est point recevable , elle étoit impraticable en particulier dans cette Cause.

On a bien vu des Parties se plaindre de ce qu'ils ne retrouvoient plus la chose déposée , & de ce que le dépositaire n'étoit point en état de la restituer ; on les a vus se plaindre de son infidélité , demander des dommages & intérêts , & faire condamner le dépositaire au paiement de la valeur de la chose déposée au tems où elle devoit être rendue.

Mais ici ceux qui se plaignent de ce qu'on n'a pas gardé le dépôt seroient au désespoir qu'on l'eût gardé ; ils conviennent que l'effet seroit péri entre les mains du dépositaire , s'il n'en avoit pas disposé , & dans leur système la vente qu'ils supposent avoir été faite seroit le plus grand de tous les services qu'on auroit pu leur rendre. N'y a-t-il pas dans ces circonstances de la folie & de l'aveuglement à rendre plainte & à vouloir faire punir un homme pour une action qui , suivant les accusateurs , leur est si favorable ?

Ils ont bien senti cette absurdité , c'est pourquoi on a plaidé pour eux qu'ils ne se plaindroient pas si on leur tenoit compte des actions sur le pied de la vente qui en a été faite : mais ils ne se plaignent donc plus de ce qu'on a vendu , au contraire , toute leur action se réduit à soutenir qu'ils doivent profiter



de la vente ; mais cette action n'est-elle pas purement civile ?

Quand le fait de la vente seroit certain , le sieur Cantillon soutiendrait qu'ayant vendu à ses risques un effet qui pouvoit augmenter aussi-bien que diminuer , qu'ayant vendu un effet qui ne lui étoit remis que comme un à-compte à imputer sur la lettre de change au tems de son échéance , il faudroit toujours se reporter au tems de l'échéance , & non à celui de la vente ; voilà ce qui forme une contestation ordinaire & civile ; & la Cause se réduisant à ce point , la procédure extraordinaire est manifestement insoutenable.

3°. Au fond , il n'y a ici ni preuve de dépôt , ni preuve du violement de dépôt , ni possibilité même d'en faire la preuve.

Il n'y a point de dépôt , ce seroit aux sieurs Carol à en rapporter la preuve , & pour cela à rapporter la reconnoissance qui leur a été donnée. Ils n'osent la faire paroître , donc ils ne sont pas recevables à avancer le fait de dépôt , car la reconnoissance pouvoit contenir des clauses qui iroient à la décharge de l'Accusé , & dès qu'on la supprime , l'Accusé est en droit de supposer tout ce qui va à sa libération & à sa décharge. Dans l'affaire de Gage , du moins on rapportoit les reconnoissances , mais ici on supprime l'acte qui contenoit le prétendu dépôt ; qu'après cela on fasse dire à des témoins tout ce que l'on voudra , on n'établira jamais un dépôt , & on ne s'en fera jamais un prétexte pour persécuter le prétendu dépositaire.

D'ailleurs les sieurs Carol ont fait plaider eux-mêmes que *le sieur Cantillon étoit trop habile pour s'être chargé des actions à titre de dépôt* ; ils ont prétendu qu'il avoit fait tourner la reconnoissance avec art ; & comme s'il n'eût reçu qu'un à-compte sur le pied de ce que les actions vaudroient à l'échéance de la lettre de change ; mais , ont-ils dit , ce n'en étoit pas moins un dépôt dans l'intention des Parties , puisque le sieur Cantillon le qualifie ainsi dans quelques lettres.

Un pareil discours ne suffiroit-il pas pour faire disparaître ce chef d'accusation ? Du propre aveu des Parties , il n'y a point de dépôt aux termes de la reconnoissance , & c'est sans doute pour cela qu'on la supprime ; mais il n'y en a point dans l'acte même : en formera-t-on un sur de prétendues intentions ? Et quand dans des lettres le sieur Cantillon auroit parlé de dépôt ( terme équivoque , qui s'applique souvent à toute remise d'effet fort différente du véritable dépôt ) ; quand , dit-on , le sieur Cantillon se seroit servi de ce terme dans quelque lettres , cela change-

roit-il la substance de son engagement établi par le titre même qui le contient ?

Il n'y a donc point ici de dépôt. Le sieur Cantillon a pu recevoir des actions à condition d'en tenir compte sur le pied de ce qu'elles vaudroient dans un certain tems ; cette convention seroit licite, parce qu'elle dépendroit d'un événement incertain : c'est sans doute ce qui résulteroit de la reconnoissance que l'on suppose. Il n'est plus permis de parler de dépôt, quand ce qu'on laisse entrevoir de l'acte y résiste précisément.

Mais supposons que le dépôt fût certain, où est la preuve que les actions aient été vendues ? Non-seulement il n'y a pas de preuve, mais la preuve même en est impossible. En effet, ces actions n'ont point été désignées par leur numero ; le sieur Cantillon les a remises à Hughes, & elles se sont trouvées confondues avec un grand nombre d'autres : dans la suite il est certain que Hughes en a vendu plusieurs, mais lui-même ne pouvoit pas savoir si c'étoient les siennes ou celles des sieurs Carol ou d'autres. De quel droit les Carol osent-ils donc supposer que ce sont les leurs qui ont été vendues ?

Toutes les actions étant réunies dans un même porte-feuille, on en a tiré au hasard quelques-unes dont on a disposé ; il est impossible de les appliquer à une partie plutôt qu'à une autre : de même qu'un homme qui auroit 20000 louis dans son coffre, & à qui on en déposeroit 5000 qu'il joindroit aux autres, pourroit en prendre 10 & 15000 sans qu'on pût lui reprocher qu'il a violé le dépôt.

Pour faire ce reproche, il faudroit qu'il ne fût resté aucune action à Hughes, en ce cas on diroit pour les Carol, il faut bien que les nôtres aient été vendues : mais il est constant qu'après le 15 Novembre 1720 il restoit encore plus de 1300 actions au sieur Hughes. D'où vient donc ose-t-on l'accuser d'avoir vendu celles des Carol ?

Que l'on trouve, si l'on veut, mille témoins qui disent que l'on a vendu des actions sur la place, ils ne peuvent jamais dire que ce soient celle des Carol plutôt que d'autres, Hughes lui-même ni le sieur Cantillon ne le savoient pas ; ce chef d'accusations est donc chimérique. Pourvu qu'il leur restât assez d'actions au 15 Novembre, pour rendre aux Carol la même quantité qu'ils en avoient reçue ; le dépôt a subsisté, puisque le dépositaire a été en état de le représenter à son échéance. Il n'y a donc pas ombre de délit.



Le dernier chef d'accusation est la prétendue banqueroute frauduleuse. Il faut avouer que celui-là est d'une espece singulière : pour être coupable d'une banqueroute frauduleuse, il faut premièrement faire banqueroute, être hors d'état de payer ses créanciers, & leur faire perdre réellement au moins une partie de ce qui leur est dû. Mais qui sont ceux à qui le sieur Cantillon fait souffrir de telles pertes ? Quiconque établira contre lui une créance légitime, il est prêt à la payer. N'y a-t-il pas de la pudeur, après cela, à former un pareil chef d'accusation ?

Qui ne doit rien ou est prêt à payer n'est pas banqueroutier.

Il est vrai que les sieurs Carol se prétendent ses créanciers ; mais c'est une prétention qui n'est pas jugée, & il soutient au contraire qu'ils sont ses débiteurs ; il a même l'avantage d'avoir un Jugement de condamnation contre eux : fera-t-il donc permis à tous ceux qui s'attribuent arbitrairement de chimériques créances de traiter de banqueroutiers ceux qui ne les paient pas ?

Mais le sieur Cantillon, dit-on, s'est retiré en Angleterre, & y a fait passer ensuite tous ses livres & registres, & même ceux de la société de Hughes. Mais si quelqu'un pouvoit lui faire un crime de sa retraite & du transport de ses livres, ce ne seroit qu'un créancier légitime : les Carol ne le sont pas, ils n'ont donc point de qualité pour s'en plaindre.

D'ailleurs il étoit naturel à un Banquier Anglois, quand il a quitté le commerce, de se retirer dans sa Patrie. Mais a-t-il eu intention d'échapper à ses créanciers ? Tous ceux qui s'attribuent faussement cette qualité, sont Anglois eux-mêmes, il leur étoit facile de le poursuivre en Angleterre ; ils ont cru profiter de son absence en le faisant décréter en France, il est venu de bonne grace s'offrir lui-même à leurs poursuites. Y a-t-il là quelque trait qui puisse caractériser la banqueroute ?

Qu'il ait fait porter ses registres en Angleterre, cela seroit indifférent aux Carol, puisqu'ils n'ont traité avec lui qu'en 1720, tems auquel il n'étoit plus Banquier & n'avoit plus de registres : ceux de la société leur sont étrangers. D'ailleurs a-t-on prétendu soustraire ces registres en les portant en Angleterre ? Ils ont été mis au Greffe de l'Echiquier, où tout le monde peut les voir, les consulter, en prendre des extraits. Voilà une maniere nouvelle d'enlever des registres & des titres à de prétendus créanciers, que de les mettre dans un dépôt public.

Ce reproche de banqueroute est donc une vision, & on pour-

roit dire un trait d'égarement à ceux qui osent le faire. Il ne convenoit nullement aux Carol de toucher cette corde, eux qui de leur propre aveu ont fait une banqueroute de 1100000 liv. & il leur convenoit encore moins de faire tomber cette accusation sur le sieur Cantillon, lui qui, bien loin de manquer à ses propres créanciers, a eu assez d'honneur & de religion pour payer toutes les dettes du Chevalier Richard Cantillon son parent, en 1719 & 1720, comme il est prouvé par les certificats de Messieurs Meliand, Maître des Requêtes, Tonelier de Charmaux, Conseiller au Grand-Conseil, & Defaye, Directeurs des Créanciers du Chevalier Richard Cantillon, qui après un recouvrement de quatre années se voyoient exposés à perdre les trois quarts de leurs créances, & qui en ont reçu la totalité, parce que le sieur Cantillon a bien voulu suppléer à ce qui manquoit.

Le parallele après cela est facile entre les Accusateurs & l'Accusé, & l'on sent que l'honneur a été porté aussi loin de la part de l'un, que l'indignité de la part des autres.

A quoi se réduit donc une affaire qui fait tant de bruit par les intrigues de la personne qui en est l'ame & qui la dirige seul ? On multiplie les chefs d'accusation, on fait retentir bien loin les plaintes que l'on élève contre le sieur Cantillon, il semble que toute la société doive s'intéresser à sa perte ; cependant ce qui cause tant de fracas est que l'on travestit le prix du change en intérêt usuraire ; un paiement à compte sur le pied de la valeur de l'effet à une échéance certaine, en dépôt sacré, & la fidélité d'un homme prêt à satisfaire à tous ses engagements, en banqueroute frauduleuse. Avec de pareils artifices, la vertu même deviendrait coupable.

Tout ce que l'on peut dire, est que, s'il y a quelque prétexte de contestation entre les Parties, ce ne peut jamais être qu'une contestation purement civile entre personnes qui se mêloient de commerce. Sur quel pied le change a-t-il dû être pris ? Sur quel pied tiendra-t-on compte des actions ? Qui est-ce qui se trouvera créancier ou débiteur ? Voilà ce qui peut diviser les Parties ; du reste, jamais on ne trouvera dans ces questions la matière d'une procédure extraordinaire.

Les sieurs Carol l'ont reconnu dans tous les tems, dans leur contrat d'attribution de 1721, dans leur lettre du mois d'Août de la même année, & dans celle du 31 Juillet 1719, ils ont reconnu qu'ils n'avoient que des prétentions purement civiles ; ils ont accepté même la voie de l'arbitrage : leur a-t-il été



Été permis de prendre la voie criminelle ? Non , sans doute ; & ils ne l'auroient pas fait , si on les avoit abandonnés à leur propre volonté.

Mais la séduction de ces *offres* tant vantées dans leur lettre même a prévalu , & leur a persuadé qu'elle rendroit criminel ce qui tout au plus leur paroïssoit injuste. C'est donc elle qui a forgé cette odieuse procédure contre le vœu même des Parties intéressées ; la Justice se prêteroit-elle à un complot si odieux ? Souffrira-t-elle qu'on vienne ainsi , sous des noms empruntés , exercer une vengeance dont on n'oseroit découvrir les motifs ?

Tout concourt donc à la décharge que demande le sieur Cantillon ; la chimere de l'accusation en elle-même , & l'indignité de ceux qui conduisent une intrigue si odieuse : trop ménagés jusqu'à présent par le sieur Cantillon , qu'ils ne le forcent pas de rompre un silence qui leur est si favorable. La persécution pourroit être portée à des excès qui en feroient retomber le poids sur eux , s'il vouloit user de tous ses avantages.

## XXXVII. CAUSE A LA GRAND'CHAMBRE.

*Premier  
Incident.*

POUR Henri-Sulpice de Troyes, Ecuyer, Seigneur de Gautray, Major de la Ville d'Orléans.

CONTRE Dame Anne de Troyes, veuve de M<sup>e</sup> Alphonse Martin, Conseiller au Présidial d'Orléans.

### Q U E S T I O N.

*Quel dérangement conduit à l'interdiction.*

**L**A passion ridicule d'une femme de soixante-quinze ans , qui veut se marier avec un aventurier, homme sans nom , sans famille, sans fortune , & , ce qui est encore plus important , homme flétri par plusieurs Arrêts de la Cour , pour faussetés & pour débauches , est un trait de folie qui suffiroit pour autoriser l'interdiction prononcée par le Prévôt d'Orléans.

Cependant, ce n'est pas le seul motif de cette interdiction ; la dissipation des biens de la Dame Martin , le désordre de ses

affaires, l'état misérable auquel elle s'est réduite par le dérangement où elle est tombée, tout annonce la nécessité de venir à son secours; soit foiblesse d'esprit de sa part, soit incapacité de se conduire, l'interdiction est le seul asyle où elle puisse trouver son salut.

Si la Cour se croyoit en état de juger le fond de l'affaire, elle ne balanceroit donc pas à confirmer la Sentence dont est appel; mais comme il ne s'agit que de savoir devant quels Juges on doit procéder, il faut rendre compte de quelques circonstances qui regardent le domicile de la veuve Martin, & la compétence du Prévôt d'Orléans.

**FAIT.**

Dame Anne de Troyes, veuve du sieur Martin, a été baptisée le 14 Juillet 1656. Elle est actuellement dans sa soixante-quinzième année.

Elle est fille de Charles de Troyes, sieur de Gautray, Secrétaire du Roi, & a été mariée avec le sieur Martin, Conseiller au Bailliage & Siege Présidial d'Orléans.

Le sieur Martin mourut le premier Février 1726. Le même jour, un fils que le sieur Martin avoit eu d'un premier mariage arriva dans la maison de son pere, suivi d'un nommé Thibaut qui lui servoit de domestique.

Ce Thibaut, seul auteur de tous les troubles dont on va rendre compte, s'étoit déjà formé aux grands exploits par plusieurs traits que la Justice n'avoit pas approuvés. Le 6 Février 1722 il avoit été décrété de prise de corps par le Lieutenant Criminel du Châtelet de Paris, pour fausses signatures mises au dos de six lettres de change; le 11 du même mois il avoit été constitué prisonnier. Depuis, son procès lui a été fait & parfait; & par Sentence du 27 Juillet 1723, *il a été déclaré atteint & convaincu d'avoir fausement signé le nom de la Haye, pour acquit, sur les six lettres de change mentionnées au procès; pour réparation de quoi il a été condamné à être mandé & admonesté, avec défense de récidiver à peine de punition exemplaire, 3 livres d'aumône, 100 livres de réparation civile; & en outre a été condamné par corps de rendre audit de la Haye la somme de 4290 livres de principal & intérêts.* Cette Sentence a été confirmée par Arrêt, & Thibaut est demeuré en prison jusqu'à la fin de 1725.

A peine avoit-il recouvré sa liberté, qu'il arriva à Orléans, & fut introduit, comme on l'a dit, dans la maison de la Dame Martin. Il trouva une veuve âgée de soixante-dix ans, d'un esprit foible, capable de recevoir toutes sortes d'impressions; & ce



qui pouvoit seul le toucher, ayant un bien considérable tant en meubles qu'immeubles. Il s'insinua facilement dans son esprit, & fit des progrès si rapides que, quinze jours après la mort du sieur Martin, il lui parla de mariage. Elle donna sans réflexion dans tout ce qu'il jugea à propos de lui proposer; & au scandale non-seulement de la famille de la Dame Martin, mais encore de toute la ville d'Orléans, on entendit publier un premier ban de mariage entre la Dame Martin & Thibaut le 12 Mai 1726.

Il n'y avoit que trois mois que le sieur Martin étoit mort; cette circonstance rendoit encore la démarche plus folle, &, on le peut dire, plus criminelle. La famille s'empressa pour traverser un mariage si honteux; il y eut opposition au mariage, ce qui a donné lieu à des procédures qui ont effectivement empêché qu'il ne fût célébré.

Mais Thibaut a profité de ces obstacles mêmes pour parvenir à son véritable but. Le 21 Mai 1726 il fit venir deux Notaires dans la maison de la Dame Martin à Orléans, &, en leur présence, il se fit faire une donation par la Dame Martin de la terre de Bertaut, & de tous les biens en fonds qu'elle avoit, avec les meubles morts & vifs dont ils étoient garnis, se réservant seulement l'usufruit de ces biens; ce qu'elle confirma par une autre donation plus étendue du 9 Juin suivant. Ainsi un misérable, à peine échappé de la main de la Justice, se trouve, en quatre ou cinq mois, maître de la personne & des biens d'une veuve qui tenoit un rang distingué dans la ville d'Orléans, & qui appartenoit à tout ce qu'il y a de plus considérable dans la Province. En faut-il davantage pour exciter l'indignation de tous ceux qui conservent quelques sentimens d'honneur?

Pendant que Thibaut dépouilloit ainsi la Dame Martin, sous prétexte de mariage, il excitoit un nouveau scandale par le commerce honteux qu'il entretenoit avec Catherine Bourdet, servante de la Dame Martin. Elle devint grosse au commencement de l'année 1727, & accoucha le 15 Octobre de la même année. Aussi-tôt elle poursuivit Thibaut comme pere de l'enfant; & ayant obtenu une provision alimentaire de 220 livres pour l'enfant, par Sentence du 10 Novembre 1727, qui condamnoit Thibaut par corps, elle le fit arrêter & conduire dans les prisons d'Orléans le 10 Décembre suivant. Thibaut appella de toute la procédure; & par Arrêt de la Tournelle, du 14 Juillet 1728, la Cour mit l'appellation & ce dont étoit appel au néant, évoquant le principal, *condamna Thibaut à se charger de l'enfant dont Catherine*

*Bourdet étoit accouchée , ordonna que la provision adjudgée à Catherine Bourdet lui demeureroit en définitive , & condamna Thibaut en tous les dépens des causes principale & d'appel.*

La Dame Martin , incapable de penser & de réfléchir ; livrée en aveugle à cet infame séducteur , a eu la foiblesse non-seulement de payer pour lui la provision , qui avoit été adjudgée , mais encore de faire un billet en son propre & privé nom , au profit de M<sup>e</sup> Blanchard , Procureur en la Cour , pour les dépens adjudgés par Arrêt de la Tournelle. On sent bien que tout cela n'est point son ouvrage , & que c'est une femme trop foible pour ne pas faire tout ce qu'on exigera d'elle.

Peu de jours avant l'Arrêt de la Tournelle , Thibaut avoit vendu , conjointement avec la Dame Martin , une métairie faisant partie des biens à lui donnés en 1726 , moyennant la somme de 1600 livres ; & quoiqu'il ait disposé seul de cette somme , il fait reconnoître par le même acte à la Dame Martin , que c'est elle qui l'a reçue , & la fait reconnoître débitrice envers lui de la même somme , comme étant propriétaire de cette métairie en vertu de la donation.

La famille de la Dame Martin , instruite de tous ces désordres , crut devoir employer les voies les plus courtes & les plus simples pour en arrêter le cours. Le 15 Juillet 1729 , elle fit signifier à Thibaut une lettre de cachet , par laquelle il lui étoit ordonné de s'éloigner d'Orléans de quinze lieues : on croyoit par-là arracher la Dame Martin à la séduction. Mais la témérité de Thibaut est au-dessus de toutes les mesures que l'on prend pour l'arrêter ; l'expédient auquel il eut recours n'avoit point été prévu , il imagina de venir à Paris & de se faire suivre par la Dame Martin ; & en effet le 25 Juillet elle descendit à Paris dans un hôtel garni rue Froidmanteau.

Dans le même tems , Thibaut avec un nommé Motet , fit , avec un Tapissier nommé Duclos , un prétendu bail sous signature privée , dans lequel Motet stipuloit comme fondé de procuration de la Dame Martin , quoiqu'il n'y en ait jamais eu ; mais comme ce n'étoit qu'une fiction , & que jamais la Dame Martin n'avoit pensé sérieusement à transférer son domicile hors d'Orléans , après y avoir demeuré 74 ans , cet appartement n'a point été meublé ; la Dame Martin n'y a pas demeuré un seul jour ; elle ne l'a pas même vu pendant qu'elle a séjourné à Paris , étant toujours restée dans la rue Froidmanteau jusqu'au mois de Septembre qu'elle a été obligée de retourner à Orléans pour satisfaire à une lettre de cachet obtenue contre elle.



C'est en cet état que le sieur de Troyes son neveu, la voyant réduite à un état de misère qu'on ne peut représenter, commença, peut-être trop tard, la procédure nécessaire pour parvenir à son interdiction; elle a été faite devant le Prévôt d'Orléans, Juge naturel de la Dame Martin, née, élevée, mariée à Orléans où elle a passé toute sa vie. Il n'y avoit personne au monde qui pût penser que le fanatisme qu'elle avoit eu de fuir à Paris un misérable chassé d'Orléans par des ordres supérieurs, ni que le séjour qu'elle y avoit fait pendant deux mois dans un hôtel garni, pût lui donner un domicile à Paris.

Cette procédure a été faite dans toutes les regles; il y a eu une Sentence qui a permis de faire preuve des faits *de dissipation, d'émence & dérangement d'esprit de la Dame Martin, & de son état actuel*. L'enquête faite en conséquence établit la dégradation entière des biens de la Dame Martin; ses fermes & métairies sans bestiaux, sans culture, plusieurs même sans laboureurs & absolument en friche; cette femme actuellement sans meubles, réduite à coucher sur la paille, ayant envoyé, quelques jours auparavant, onze pieces de vin à Paris à l'adresse de Thibaut, pendant qu'elle n'avoit ni pain ni vin à Orléans. La même enquête prouve l'empire & l'autorité de Thibaut, la frénésie de la D<sup>e</sup> Martin, qui, quinze jours après la mort de son mari, disoit à Thibaut que s'il ne falloit point aller à l'Eglise elle l'épouserait tout à l'heure; sa foiblesse d'esprit, qui la rend également incapable & de gouverner son bien, & de résister aux volontés de celui à qui elle s'est livrée; le désordre que cet homme a mis dans toute la maison; l'égarement de la Dame Martin dans certains momens. Un des témoins dépose lui avoir oui dire à l'occasion de son mariage avec Thibaut, *que si elle avoit des enfans, elle attrapperait bien ses héritiers*. Ces discours d'une femme de 72 ou 73 ans étoit sans doute un trait de folie assez sensible.

Ces faits bien établis & bien circonstanciés, & encore plus la notoriété publique & la connoissance de tous les parens, les obligerent de donner leur avis pour l'interdiction qui fut prononcée le 7 Janvier 1730. Toussaint Huguet fut élu son curateur.

C'est de cette Sentence que Thibaut lui a fait interjetter appel en la Cour, tant comme de Juge incompetent qu'autrement; elle a demandé par préalable d'être amenée dans cette Ville de Paris, & d'être interrogée par un Commissaire de la Cour; ce qui a été exécuté.

MOYENS.

Il s'agit donc maintenant de statuer sur son appel.

S'il étoit question d'établir au fond la nécessité de l'interdiction, trop de preuves se réuniroient ici pour faire voir que c'est le seul remède que l'on puisse appliquer à tous les maux dont la Dame Martin est accablée.

Deux causes peuvent donner lieu à une interdiction légitime : la dissipation & la démence.

La dissipation ici est portée à son comble ; on ne reconnoît plus au bout de quatre mois la fortune & les biens de la Dame Martin ; une maison meublée très-honorablement , des fermes & des domaines dans l'état le plus florissant , un équipage convenable à son état & à son rang. Telle étoit la situation de la Dame Martin en 1726 , à la mort de son mari. Aujourd'hui elle n'a plus de meubles ; elle étoit réduite à coucher sur la paille trois mois après qu'elle étoit retournée à Orléans ; elle n'avoit ni bled , ni vin , ni aucune sorte de provisions ; ses métairies étoient abandonnées & incultes : ni bestiaux , ni engrais , ni laboureurs ; joignons à cela les donations immenses qu'elle a faites à un homme qui ne méritoit pas d'être reçu dans sa maison comme domestique ; la vente d'une métairie , les dettes dont elle est chargée ; s'il n'y en a pas-là assez pour interdire une femme de soixante-quinze ans , il faut abandonner les biens de toutes les familles à la fureur & à l'indiscrétion de ceux qui sont les plus incapables de les gouverner , & il n'y aura plus de remède contre un désordre qui souvent en entraîne d'autres encore plus funestes.

La démence que l'on peut alléguer n'est peut-être pas de la nature de celle qui se répand également sur tous les discours & sur toutes les actions de la personne qui en est attaquée ; mais il n'est pas nécessaire aussi que le dérangement soit parvenu à ce dernier période pour donner lieu à l'interdiction , il suffit que l'esprit affoibli soit incapable de résister à certaines impressions , & que cette foiblesse conduise à des partis que l'on regarderoit soi-même comme fous, si on jouissoit de la liberté naturelle & de la raison.

Telle est constamment la situation de la Dame Martin : une femme née d'une famille considérée dans la Province , veuve d'un Conseiller au Bailliage d'Orléans , & qui appartient à ce qu'il y a de plus distingué dans cette Ville , perd son mari à l'âge de soixante-dix ans ; un aventurier se trouve par hasard dans sa maison , homme sans bien , sans état , sans honneur , & quinze



jours après la mort de son mari , elle est déjà disposée à l'épouser ; elle se livre & s'abandonne toute entière à ses volontés ; elle ose faire publier un ban , lorsqu'il y a à peine trois mois que son mari est mort ; elle lui donne tout son bien quinze jours après ; elle lui laisse enlever tous ses meubles & tous ses effets : quel excès d'extravagance !

Encore si c'étoit un homme qui ne la déshonorât pas ; mais c'est un homme flétri par Arrêt comme coupable de plusieurs faussetés ; c'est un homme qui , en même tems qu'il s'introduit chez elle , sous le voile honorable du mariage , séduit sa servante , & est condamné par un autre Arrêt à se charger de l'enfant ; & cette femme aveugle , insensée , ce n'est pas trop dire , se charge de payer pour lui , c'est-à-dire , qu'elle prodigue son bien pour le récompenser des infidélités qu'il lui fait , & du déshonneur qu'il répand sur sa maison : n'est-ce pas-là l'excès de la folie ?

Ajoutons l'idée dont elle se berce , que si elle a des enfans à soixante-quinze ans , ses héritiers seront bien attrapés : il faut avouer que bien d'autres seroient attrapés comme eux ; mais ce discours seul est un trait d'égarement.

Il est vrai que dans le commerce ordinaire de la vie , elle peut tenir quelques discours suivis sur des choses indifférentes ; il y a cependant bien des momens où elle ne se souvient pas des choses importantes , & où ses idées se brouillent ; on en trouve quelques vestiges dans l'interrogatoire qu'elle a subi devant M. de Paris.

Depuis plusieurs jours , Thibaut & ses affidés la préparoient à répondre sur ce qui devoit naturellement faire le sujet de son interrogatoire ; aussi sur plusieurs articles concernant l'état de sa famille répond-elle assez juste : mais il y en a plusieurs autres dans lesquels elle n'a plus la même exactitude. On veut bien ne pas mettre dans ce nombre le premier article où elle se donne soixante-dix ans , quoiqu'elle soit dans sa soixante-quinzième année , suivant son extrait baptismal qui est rapporté ; on prétendra sans doute que c'est moins une absence d'esprit qu'un déguisement réfléchi pour diminuer l'extravagance de sa conduite. Passons donc à d'autres articles.

Sur le cinquième article , on lui demande ce qu'elle a eu en mariage ; elle répond que sa mère lui a donné le bien de son père , qui a été partagé en lots avec le sieur de Troyes de Gaubray qui étoit son propre frère. A-t-elle oublié qu'elle avoit deux

autres freres, qui ont partagé avec elle le bien de leur pere commun? C'est une preuve qu'elle a des idées fort brouillées, si dans de pareilles circonstances elle oublie la moitié de sa famille.

Sur l'article sept, on lui demande si elle a eu des procès avec son défunt frere; elle répond qu'elle en a eu beaucoup qui ne sont pas finis, quoiqu'elle ne plaide pas présentement avec le fils de son défunt frere; néanmoins qu'ils ont des comptes à régler ensemble. Thibaut n'avoit pas apparemment prévu cet article, c'est pourquoi la Dame Martin a répondu tout de travers: jamais elle n'a eu de procès avec son frere, il n'y en a point de commencé, & il n'y a aucun compte à faire entre la tante & le neveu. Il y a donc de l'égarément dans la réponse.

Sur le dixieme, on lui demande si c'est elle qui a passé le bail de l'appartement de Duclos, ou si c'est un fondé de procuration ou se portant fort; elle répond que c'est elle nommément qui a signé le bail; ce qui n'est pas vrai, puisque c'est Motet qui l'a signé comme se faisant fort d'elle. Elle ajoute un galimatias inintelligible, qu'elle avoit donné ordre à son cocher de la venir querir à Paris, pour y faire apporter des meubles d'Orléans, autant qu'elle pouvoit en avoir de reste, le surplus ayant été vendu pour les frais de Justice, scellé & autres frais pour raison du testament de son mari. 1°. On ne l'interrogeoit point sur les meubles; 2°. on ne fait ce qu'elle entend en disant qu'elle avoit donné ordre à son cocher de la venir querir à Paris pour y faire apporter des meubles d'Orléans. 3°. Elle a dit dans ce même interrogatoire que, long-tems avant la mort de son mari, elle étoit séparée de biens. Comment donc ses meubles auroient-ils été vendus pour les frais de scellé, de Justice & pour le testament du mari? Tout cela s'est pris sur la succession du mari, & non sur le bien de la femme.

Sur le seizieme, on lui demande si elle ne s'est point informée de Thibaut à d'autres qu'à son frere; elle répond qu'elle s'en est informée à un *gentilhomme de Blois, ou soi-disant, lequel s'est dédit de ce qu'il lui avoit mandé*. Pourquoi faire le procès à ce gentilhomme qu'elle ne nomme point, & dont on ne lui parle point? Pourquoi l'appeller gentilhomme, & aussi-tôt lui contester cette qualité?

Le dix-septieme mérite une attention particuliere. On lui demande si elle n'a pas su le mauvais commerce de Thibaut avec sa servante; si elle n'a pas vendu sa vaisselle d'argent pour payer



payer les réparations civiles auxquelles il a été condamné , & même fouscrit un billet portant promesse de payer pour Thibaut ; elle répond que tout est faux , que Thibaut s'est bien comporté chez elle , & n'a fait aucune mauvaise action dans sa maison ni ailleurs , & qu'elle ne l'auroit pas souffert. Peut-on voir une plus grande preuve de foiblesse & d'imbécillité ? Le fait de la débauche de Thibaut avec la servante a été public ; un Arrêt solennel de la Tournelle l'a jugé en 1728 ; la Dame Martin a signé une promesse pour les frais , qui est actuellement entre les mains de M<sup>e</sup> Blanchard. Cependant elle ne fait rien de tout cela ; c'est-à-dire , qu'elle n'est pas capable de la moindre réflexion sur ce qui se passe sous ses yeux dans sa maison , même sur ce qui la déshonore ; c'est-à-dire , qu'elle signe des promesses sans le savoir : la foiblesse d'esprit , l'imbécillité peut-elle être mieux prouvée ?

Rien n'est plus propre à confirmer cette foiblesse d'esprit , que ce qu'elle dit sur l'article 19. On lui demande si elle n'a pas fait une donation entre-vifs à Thibaut , & si l'acte comprend les meubles & les immeubles ? Elle répond que la donation n'est pas universelle , *qu'elle ne fait pas précisément ce qu'elle contient. . . . que cette donation n'a été faite que pour intimider sa famille.* Elle ne fait pas ce qu'elle a donné : premier trait d'imbécillité. Elle a donné pour intimider sa famille : second trait qui la démontre , comme si une donation parfaite n'étoit qu'une menace ; c'est à peu près la même chose que si on disoit que l'on a tué quelqu'un pour l'intimider.

Il y a donc , dans cet interrogatoire même , auquel on l'avoit préparée avec tant de soin , des preuves de foiblesse & d'égarement qui se manifestent malgré tant de précautions pour les cacher. Au reste la dissipation énorme , & l'extravagance de la conduite de la Dame Martin à l'égard de Thibaut , seront toujours des fondemens inébranlables qui soutiendront l'interdiction dans tous les Tribunaux où elle pourra être agitée.

Mais comme il ne s'agit , quant à présent , que de la compétence du Juge d'Orléans , il faut se renfermer dans le moyen qui l'établit.

Ce moyen est simple. La Dame Martin est née & a été élevée à Orléans ; elle y a été mariée , & y est demeurée toute sa vie : un domicile de soixante-quatorze ans est bien raisonnable pour établir la compétence du Juge.

Mais , dit-on , elle avoit changé de domicile en 1729 , & c'est

le domicile actuel qui doit décider : les réponses se présentent en foule.

1°. S'il étoit bien vrai que la Dame Martin eût voulu changer de domicile en 1729, ce seroit un nouveau trait de folie, seul capable de la faire interdire. Avoir eu un domicile persévérant pendant soixante-quatorze ans, & vouloir se transférer ensuite dans une Ville éloignée, ce seroit un égarement manifeste.

2°. La Dame Martin n'a jamais pensé aussi à choisir un domicile à Paris. Thibaut, dont elle suivoit aveuglément les impressions, avoit eu ordre de s'éloigner de quinze lieues d'Orléans, & étoit venu à Paris ; la folle passion qui anime la Dame Martin l'engage à le suivre. Est-ce donc-la se donner un domicile ? Comme ceux qui sont éloignés de leur vrai domicile par lettre de cachet, conservent toujours ce domicile, leur demeure dans un autre endroit étant involontaire : de même ceux qui les suivent par pur attachement à leur personne, ne se fixent pas un domicile dans ce lieu d'exil, & leur domicile précédent est toujours le même.

3°. Aussi la Dame Martin n'a-t-elle point quitté sa maison d'Orléans comme n'y devant plus revenir ; elle n'a point mis écriteau pour la relouer ; en un mot, elle a conservé la même habitation qu'elle avoit toujours eue, parce qu'elle comptoit y revenir aussi-tôt que Thibaut auroit la liberté d'y demeurer avec elle.

4°. Par la même raison, elle a toujours été imposée aux charges publiques de la ville d'Orléans ; elle y a payé la Capitation en 1729 & 1730.

5°. Si on a loué pour elle un appartement à Paris, non-seulement elle n'a pas signé le bail, mais elle n'a pas mis le pied dans cet appartement ; elle a été plus de deux mois à Paris logée dans un hôtel garni.

Le domicile à Paris est donc une chimere ridicule : on n'aperçoit ici ni le fait ni la volonté ; & tout se réduit à un simple voyage fait pour suivre un homme écarté par des ordres supérieurs : en sorte que personne ne peut douter qu'au même instant que ces ordres auroient été révoqués, la Dame Martin seroit retournée à Orléans où elle avoit conservé sa maison, où elle avoit laissé son équipage, & où étoient tous ses biens. Sa demeure passagère à Paris n'a donc été qu'une demeure forcée, un effet des ordres que Thibaut avoit reçus, auxquels il associoit la Dame Martin par l'empire qu'il exerçoit sur elle.



On a voulu faire entendre, dans la dernière plaidoierie, que le retour de la Dame Martin à Orléans étoit forcé, & que tout ce qui arrivoit par des ordres supérieurs ne changeoit pas le domicile ; mais en adoptant le même principe, il falloit remonter plus haut, & l'on auroit reconnu que c'étoit sa sortie d'Orléans qui avoit été forcée, puisqu'elle n'avoit été dirigée que par les ordres supérieurs donnés à Thibaut. Son domicile a donc toujours été à Orléans. En écartant ces ordres de part & d'autre, on ne peut pas douter que la Dame Martin ne fût demeurée à Orléans ; c'est où elle a toujours eu le siege de sa fortune, c'est où elle a toujours demeuré, c'est où elle a toujours eu une maison, même pendant qu'elle a séjourné à Paris. Elle a donc toujours regardé Orléans comme son vrai domicile, & par conséquent elle ne peut se soustraire à l'autorité du Prévôt d'Orléans, ni porter son appel ailleurs qu'au Bailliage de la même Ville.

## SECONDE INCIDENT.

**L**ES Parties sont respectivement Appellantes d'une Sentence du Châtelet, qui en faisant main-levée à la Dame Martin de l'interdiction prononcée par le Prévôt d'Orléans, ordonne qu'elle ne pourra vendre, engager ni aliéner ses immeubles, ni faire aucun acte obligatoire tendant à l'aliénation, que par l'avis de M<sup>e</sup> Guignace qui lui a été donné pour Conseil.

C'est avoir connu le danger auquel la Dame Martin étoit exposée, que d'avoir prononcé ainsi, mais ce n'est pas avoir appliqué un remède proportionné à son mal & à la triste situation dans laquelle elle se trouvoit ; le Conseil qu'on lui donne ne peut pas empêcher qu'elle ne périsse de misère ; l'interdiction seule peut la sauver d'une ruine entière, & ce qui est encore plus sensible, d'un déshonneur qui rejailliroit sur toute sa famille.

C'est donc le seul parti qui convienne dans cette affaire ; la dissipation la plus outrée suffiroit pour l'autoriser ; les traits d'égarement dont la conduite de la Dame Martin est remplie, achevent de convaincre de la nécessité de ce remède : c'est ce que l'on va connoître par le récit des faits & de la procédure.

La Dame Anne de Troyes, veuve du sieur Martin, va entrer dans la soixante-dix-huitième année de son âge. FAIT.

Après que le sieur Prévôt d'Orléans eut permis de faire preuve

de la démente & de la dissipation , les faits bien établis & bien circonsciés , les parens ont été convoqués devant le même Juge; ils ont comparu au nombre de quatorze , tous occupans les premières places dans la ville d'Orléans : ils ont déclaré qu'*il étoit notoire & de leur connoissance personnelle , que la Dame Martin est dérangée d'esprit & de conduite ; ce qui a causé la ruine & la dissipation de ses biens , & leur fait justement craindre qu'elle ne tombe dans une plus grande misere.*

Le Juge s'étoit transporté auparavant chez la Dame Martin , mais elle avoit refusé de le reconnoître & de répondre ; en sorte que , par Sentence du 7 Janvier 1730 , l'interdiction fut prononcée : le sieur Huguet élu son curateur , & M<sup>e</sup> Guignace , Avocat à Orléans , nommé Conseil dans toutes les affaires qui pourroient mériter son secours.

En vertu d'une autre Ordonnance du Prévôt d'Orléans , la Dame Martin fut mise dans la Communauté des Nouvelles Catholiques de la ville d'Orléans. On apprit quelques jours après qu'un nommé Cochereau , détaché par Thibaut , étoit arrivé à Orléans , & s'étoit rendu aux Nouvelles Catholiques , qu'il avoit voulu enlever la Dame Martin ; mais que n'ayant pu réussir dans cette entreprise , il s'étoit emparé des papiers qu'elle avoit , & lui avoit fait signer plusieurs actes.

On fut obligé de rendre plainte contre lui , ce qui a été suivi d'une condamnation pour la remise des papiers qu'il avoit enlevés. Cependant , comme on avoit tout à craindre des attentats de Thibaut , on jugea nécessaire de transférer la Dame Martin dans l'Abbaye de Voisins , éloignée de quinze lieues de la ville d'Orléans. En attendant elle fut confiée pendant deux jours à la Supérieure de l'Hôpital d'Orléans , sa parente & son amie , pour avoir le tems de convenir de sa pension dans l'Abbaye de Voisins : c'est ce qui est attesté par un certificat de la Supérieure de l'Hôpital du 26 Novembre 1730.

Pendant que la Dame Martin étoit dans l'Abbaye de Voisins , Thibaut , sous son nom , interjeta appel de la Sentence du Prévôt d'Orléans , tant comme de Juge incompetent qu'autrement. Pour faire juger cet appel , il demanda que la Dame Martin fût transférée à Paris , & qu'elle fût interrogée devant un de Messieurs.

Elle a subi en effet interrogatoire devant M. de Paris au mois de Juillet 1730. Ses réponses justifient parfaitement l'idée que le sieur de Troyes & sa famille en avoient donnée : jamais ils



n'ont soutenu qu'elle fût dans un état de démence, qui lui ôtât la connoissance des choses les plus simples & les plus ordinaires sur lesquelles on pourroit l'interroger ; mais on y voit une femme aveugle , qui ignore entièrement l'état de ses affaires , qui ne sent la conséquence d'aucune de ses démarches , & qui , livrée à un malheureux qu'elle a introduit chez elle , ne voit que par ses yeux , & s'abandonne à lui sans réserve.

Sur l'article premier, elle ne se donne que soixante & dix ans , pendant qu'elle en a soixante & quatorze.

Sur l'article 6 , elle dit qu'elle a partagé avec le sieur de Gautray son frere , le bien de leur pere commun , quoiqu'elle ait eu trois freres , avec qui le partage a été fait.

Sur l'article 17 , elle nie que Thibaut ait été en mauvais commerce avec sa servante : elle ajoute que si cela avoit été , elle ne l'auroit pas souffert. Cependant Thibaut avoit été condamné à se charger de l'enfant par un Arrêt contradictoire , & elle avoit passé une obligation solidaire avec lui pour les dépens.

Sur le 19<sup>e</sup> , où on lui parle de la donation qu'elle avoit faite à Thibaut , elle répond que cette donation n'est pas universelle , qu'elle ne fait précisément ce qu'elle contient ; qu'elle fait bien qu'elle lui a donné trois terres , dont elle s'est réservé l'usufruit , qui peuvent valoir 120 liv. que les laboureurs étant morts , elles sont demeurées en friche , & que cette donation n'a été faite que pour intimider sa famille ; ce qui renferme autant de preuves d'imbécillité que de paroles.

Cependant Thibaut , prétendant qu'il n'y avoit point de preuves d'égarement d'esprit par l'interrogatoire , crut qu'il pouvoit espérer de réussir dans son appel. La Cause fut portée à l'Audience , où après une plaidoierie contradictoire intervint Arrêt le 5 Août 1730 , par lequel sur l'appel d'incompétence la Cour mit l'appellation au néant , ordonna que ce dont étoit appel sortiroit son plein & entier effet ; & pour faire droit sur l'appel simple , renvoya les Parties au Châtelet , attendu le grand nombre de parens que le sieur de Troyes avoit dans le Bailliage & Siège Présidial d'Orléans.

L'appel simple a été plaidé au Châtelet : c'est en cet état qu'est intervenue la Sentence du 27 Juillet 1731 , par laquelle il a été dit qu'il avoit été mal jugé par le Prévôt d'Orléans ; la mainlevée de l'interdiction a été prononcée ; & néanmoins il a été dit que la Dame Martin ne pourroit vendre , engager ni aliéner

Dispositif de  
l'Arrêt qui  
avoit ren-  
voyé au Châ-  
telet.

ses immeubles , ni faire aucune acte obligatoire tendant à aliénation , que par l'avis de M<sup>e</sup> Guignacé , qui lui a été nommé pour Conseil.

Le sieur de Troyes est Appellant de cette Sentence ; il a demandé des défenses ; ce qui a donné lieu à un Appointement à mettre au rapport de M. de Tourmont. Il a été jugé par Arrêt du 7 Septembre 1731 , qui a fait défense d'exécuter la Sentence au chef qui continuoit l'Audience sur la demande formée contre le sieur de Troyes , à fin de restitution des revenus & effets de la Dame Martin , & par *provision a fait défense à la Dame Martin de passer outre à aucune célébration de mariage.*

Depuis , le sieur de Troyes a donné deux Requêtes.

La première du 18 Décembre 1731 , par laquelle il a demandé permission de faire preuve de trois faits : 1<sup>o</sup>. Que depuis l'Arrêt rendu au rapport de M. de Tourmont , la Dame Martin étoit allée avec Thibaut demeurer en sa Terre de Bertheaux. 2<sup>o</sup>. Qu'il y vit en mauvais commerce avec la femme du Jardinier , qui sert de domestique à la Dame Martin. 3<sup>o</sup>. Que tous les revenus de la Dame Martin sont saisis pour les dettes que Thibaut lui a fait contracter.

La seconde du 16 Avril 1733 , par laquelle il a demandé qu'en infirmant la Sentence du Châtelet , il fût ordonné que la Sentence du Prévôt d'Orléans du 7 Janvier 1730 seroit exécutée ; en conséquence que la Dame Martin fera mise dans une Communauté de la ville d'Orléans , ou aux environs , avec un domestique ; ordonner que ses revenus seront régis par le sieur Huguet , ou telle autre personne qui sera nommée par M<sup>e</sup> Guignacé , par l'avis duquel tout sera réglé : que sur les revenus sera préalablement pris la somme qui conviendra pour la pension & entretien de la Dame Martin & de ses domestiques , aux offres faites par le sieur de Troyes d'avancer la pension , en cas que par les saisies des créanciers on ne pût la prendre sur les revenus.

La Dame Martin a interjeté appel de son côté de la Sentence du Châtelet , & prétend devoir jouir d'une entière liberté ; mais cet appel hasardé pour faire une contre-batterie , ne fera pas perdre de vue l'unique objet de la Cause , qui se renferme dans le point de savoir si un simple Conseil suffit , ou s'il faut prononcer une pleine & entière interdiction.

MOYENS.

Les Loix reconnoissent deux causes , sur lesquelles l'interdiction peut être fondée , la prodigalité & la démence. C'est ce



que nous trouvons établi dans le titre, *de curatoribus furioso & aliis extra minores dandis*.

La Loi première de ce titre commence par les prodiges, c'est-à-dire, par ceux dont l'administration est si dérangée, qu'ils paroissent manifestement courir à leur ruine, & elle reconnoît à leur égard la nécessité de l'interdiction. *Lege 12 Tabularum interdicitur prodigo bonorum suorum administratio, quod moribus quidem ab initio introductum est: sed solent hodie Prætores vel Præsides, si talem hominem invenerint qui neque tempus neque finem expensarum habet, sed bona sua dilacerando & dissipando profudit, curatorem ei dare exemplo furiosi.*

Prodiges interdits comme les infens.

C'est une espece de fureur, en effet, de répandre ses biens avec une profusion outrée, de se ruiner soi-même & sa famille, de tout sacrifier au présent, sans penser à l'avenir, & sur-tout lorsque ce sont des gens indignes de notre estime & de notre attachement, qui nous entraînent dans ce désordre, *Curatorem ei dare exemplo furiosi.*

A l'égard de ceux qui souffrent un véritable dérangement d'esprit, il ne faut pas de Loi pour établir la nécessité de les interdire; il suffit d'observer qu'il n'est pas toujours nécessaire que la folie soit parvenue à un point qui trouble continuellement la raison, & qu'il suffit que, dans un certain genre, & par rapport à un certain objet, la passion aveugle à un point que l'on ne jouisse plus d'aucune liberté d'esprit; enforte qu'il n'y a point d'égarement dont on ne soit capable.

C'est sans doute ce que le Jurisconsulte a voulu dire dans la Loi 15 du même titre: *Et mulieri quæ luxuriosè vivit bonis interdici potest.* Cette Loi semble faite pour la Cause qui se présente; soit que ce mot, *luxuriosè*, ne signifie que la prodigalité & la profusion, comme Cujas paroît l'avoir entendu: *Ut luxuriosè vivere nihil aliud sit quàm profusè*; soit qu'on l'entende d'une femme qui ne fait pas se contenir dans les bornes de la sagesse, de la modération, de la pudeur qui convient à son sexe; dans tous les sens, elle décide pour le parti de l'interdiction, que soutient ici le sieur de Troyes.

En effet, la Dame Martin est tombée dans un excès de prodigalité, qui suffiroit pour autoriser les démarches de sa famille.

Elle est d'ailleurs dans un état de foiblesse & d'égarement qui attaque sa raison, & qui souvent ne lui en permet pas l'usage.

Ces deux motifs pris séparément , autorisent parfaitement la demande d'interdiction ; réunis , ils la rendent absolument nécessaire.

Prodigalité.

Pour en juger , il faut comparer l'état où se trouvoit la Dame Martin en 1726 , lors de la mort de son mari , & celui où elle s'est trouvée en 1729 avant que l'on ait commencé la procédure pour parvenir à l'interdiction.

La Dame Martin avoit été séparée de biens en 1720 ; elle se trouvoit en 1726 propriétaire d'une maison dans la ville d'Orléans , qu'elle avoit toujours occupée avec son mari ; maison bien meublée , de la vaisselle d'argent , de l'argent comptant , un carrosse , des chevaux , en un mot des effets mobiliers & un train convenable à sa naissance & à sa fortune. Elle avoit outre cela plusieurs terres & domaines à la Campagne , qui lui fournissoient un revenu suffisant pour sa subsistance ; elle avoit des droits contre la succession de son mari : elle étoit donc dans un état d'abondance qu'il lui étoit facile de conserver , & même d'augmenter , puisqu'une femme seule , âgée de soixante & dix ans , n'étoit pas exposée à une grande dépense.

Consultons maintenant l'état où elle étoit en 1729.

Tous ces meubles avoient disparu , sa vaisselle d'argent , son argent comptant : elle n'avoit pas un lit pour se coucher ; réduite à se coucher sur la paille , sa situation faisoit horreur : c'est ce qui résulte de la déposition unanime des témoins entendus dans l'enquête du sieur de Troyes ; c'est ce que le Prévôt d'Orléans a constaté par le procès-verbal dressé lorsqu'il se transporta chez la Dame Martin pour l'interroger.

Elle avoit donné tous ses immeubles à Thibaut. Il est vrai qu'en général ce n'est pas un trait de dissipation que de donner ; mais quand on considère les circonstances , & qu'on remarque d'un côté , donation presque universelle , & de l'autre , donation faite à un homme qu'elle n'avoit jamais vu que depuis trois mois , homme d'une naissance vile , homme flétri par des condamnations infamantes , on ne peut regarder une pareille donation que comme une dissipation outrée ; c'est-là précisément ce que l'on appelle donner son bien au premier venu : ce qui tient également & de la prodigalité & de la démence.

Donner  
n'est pas dis-  
siper ; mais  
tout donner  
au premier  
venu tient de  
la prodigalité  
& de la dé-  
mence.

Elle s'étoit réservé l'usufruit des biens donnés ; mais pour en profiter , il falloit conserver les bestiaux dans les domaines , cultiver les vignes & les terres , y avoir de bons Laboureurs ;



au contraire, la Dame Martin a vendu son troupeau de moutons, & en a laissé toucher le prix à Thibaut; elle a négligé la culture des terres & des vignes; elle a laissé ses domaines sans laboureurs, tout est devenu en friche. C'est encore un fait attesté par tous les témoins, certifié par le Curé de Mardie, & reconnu par la Dame Martin elle-même dans son interrogatoire devant M. de Paris, art. 19.

Elle a plus fait, elle a vendu un de ses domaines la somme de 1600 livres; & sous prétexte qu'il faisoit partie des biens donnés à Thibaut, elle s'est reconnue débitrice envers lui de cette somme, quoiqu'il ne soit pas douteux qu'il ne l'ait touchée & n'en ait disposé.

Elle a contracté bien d'autres dettes; 360 livres au profit de M<sup>e</sup> Blanchard, Procureur en la Cour, 1000 livres envers le nommé Cochereau, sans compter toutes celles que l'on ne connoît pas.

Que veut-on donc de plus pour interdire une femme? Presque tout son bien a disparu en trois ans; elle s'est réduite elle-même à la dernière misère, & son état doit faire compassion aux plus indifférens.

Un neveu, dans de pareilles circonstances, pouvoit-il demeurer tranquille? Il est de son devoir de veiller aux intérêts de sa tante, bien moins pour lui qui n'a plus rien à espérer dans une situation si déplorable, que pour elle-même, & afin de ne la pas voir périr sur un fumier; jamais il n'y a eu de cas aussi pressant que celui-ci pour exiger l'interdiction.

Ce n'est point ici un genre de folie & d'égarement qui trouble toutes les pensées, mais c'est un aveuglement, une imbécillité qui altère la raison, qui ne lui laisse plus distinguer l'honnêteté de l'infamie, la sagesse d'une administration réglée, d'un désordre qui doit tout perdre & tout dissiper; c'est une foiblesse, c'est une impuissance de se conduire & de se défendre de la séduction, qui n'entraîne pas moins dans un abîme de maux, que la folie la plus déclarée.

Qu'à l'âge de soixante-dix ans la Dame Martin eût pensé à se remarier, ce ne seroit pas sans doute un trait digne d'éloges; cependant il n'y auroit rien en cela de condamnable & de reprehensible; mais quand on considère les circonstances qui ont accompagné cette résolution, tout publie l'égarement le plus déplorable & la folie la plus complète.

C'est, pour ainsi dire, le jour même de la mort de son mari

Egarement ;  
imbécillité.

Secondes  
noces d'une  
femme de 70  
ans.

qu'elle forme ce beau projet ; il avoit déjà fait de si grands progrès que quinze jours précisément après la mort de son mari, elle déclare à Thibaut que s'il ne falloit pas aller à l'Eglise, elle l'épouserait tout à l'heure. Mais quel est ce Thibaut ? C'est un homme qu'elle n'avoit jamais ni vu ni connu. Il se présente à elle à la suite du sieur Martin de Chanfay, & aussi-tôt elle lui offre la place d'un mari qu'elle venoit à peine de mettre dans le tombeau. Si à soixante-dix ans ce n'est pas-là un trait de folie, de fureur, d'imbécillité, il n'y en aura jamais.

Encore si Thibaut avoit été un homme d'une naissance, d'un âge, d'une fortune proportionnés à la sienne, si du moins il avoit eu une conduite pleine d'honneur, on pourroit trouver quelque excuse à la résolution de la Dame Martin. Mais Thibaut est un homme de la lie du peuple, un homme sans biens, un homme flétri, déshonoré pour faussetés dont il a été convaincu ; un homme qui ne faisoit que sortir des prisons où il avoit été détenu trois ou quatre ans : se livrer à un homme de cette espèce, c'est avoir perdu avec la raison tout sentiment d'honneur ; c'est être aveugle, insensible, indigne d'être admise dans la société civile.

Conduite insensée.

Mais la suite rend encore l'égarement plus marqué. La Dame Martin, malgré l'opposition & le soulèvement de sa famille, reçoit Thibaut chez elle ; elle souffre qu'il abuse sous ses yeux de sa servante ; il est poursuivi comme séducteur ; il est condamné par un Arrêt de la Tournelle à se charger de l'enfant ; & dans le tems que la Dame Martin devoit être pénétrée d'indignation contre un homme qui lui a fait un pareil affront, c'est elle qui se charge, par une obligation passée devant Notaire, de payer les dépens auxquels il est condamné ; l'obligation de 360 livres au profit de M<sup>e</sup> Blanchard est rapportée ; c'est à ce misérable qu'elle donne tout son bien ; c'est pour lui qu'elle en vend une partie, & qu'en perdant son fonds, elle devient débitrice du prix ; c'est pour lui qu'elle contracte des dettes de toutes parts.

Discours insensé.

Joignons à cela les discours qu'elle a tenus, & qui ne présentent que des traits de démence. Elle dit à l'un qu'elle a un mariage de conscience avec Thibaut ; que nos peres se marioient comme cela, & n'en alloient pas moins en Paradis.

Elle dit à l'autre qu'elle veut être mariée comme la bonne Vierge, & prendre un homme qui n'est pas de famille.

Elle dit à un autre, elle âgée de soixante-douze ans, que *si elle a des enfans, ses héritiers seront bien attrapés.*



On oppose à cela que , dans son interrogatoire devant M. de Paris , elle a répondu sensément sur tous les articles ; mais outre qu'il y a bien de la différence entre une femme qui est contenue par la présence du Magistrat , & que Thibaut avoit préparée depuis deux mois pour ce grand jour , & cette même femme abandonnée à elle-même , & se livrant sans précaution à toutes les idées dont elle est frappée ; dans cet interrogatoire même , n'y a-t-il pas plusieurs articles où l'on reconnoît une femme bien foible & bien incapable de résister à la séduction ? Ainsi lorsqu'on lui parle du scandale que Thibaut a causé dans sa maison , elle ne craint point de le nier , quoiqu'elle l'ait tellement sù dans le tems , qu'elle ait passé une obligation pour les dépens. Quand on lui parle de la donation qu'elle lui a faite , elle dit *qu'elle ne sait pas précisément ce qu'elle contient , & que cette donation n'a été faite que pour intimider sa famille* ; c'est par-là sans doute que Thibaut l'a séduite ; il lui a fait entendre qu'il falloit lui donner pour faire peur aux autres. Elle a donné dans le piège , & pense peut-être encore que cette donation n'est que comminatoire ; mais une femme capable d'une pareille illusion est-elle donc en état de gouverner son bien ?

Après ces réflexions , il est aisé de juger pour laquelle des deux Sentences , ou du Prévôt d'Orléans , ou du Châtelet de Paris , on doit se déterminer.

Les Officiers du Châtelet ont bien senti le danger qu'il y avoit de confier à la Dame Martin le soin de sa propre fortune , mais ils se sont réduits à défendre l'aliénation de ses fonds , sans l'avis d'un conseil : un pareil remede peut-il être salutaire ?

1°. Il n'est plus tems de défendre l'aliénation des immeubles , quand ils sont tous donnés ou vendus , à l'exception de la maison d'Orléans.

2°. La Dame Martin demeure maîtresse de laisser prendre tous ses revenus par Thibaut , & de se réduire par-là à une extrême misère , comme elle étoit avant la demande à fin d'interdiction.

3°. Elle pourra laisser ses terres incultes , sans laboureur & sans bestiaux ; si elle fait un effort pour acheter un troupeau , Thibaut le vendra le lendemain , & s'en appliquera le prix ; en un mot il la réduira de nouveau à manquer du nécessaire , & à périr dans le sein de l'infamie & de la misère.

4°. Si elle ne peut pas aliéner ses fonds , elle prétendra pouvoir disposer de sa personne , & se marier avec Thibaut , avec

qui elle continue de vivre comme auparavant ; par-là , elle achèvera de se couvrir d'opprobre.

Au contraire , par la Sentence d'Orléans , non-seulement elle ne peut vendre ses fonds , mais ses revenus seront sagement administrés pour sa propre utilité ; on cultivera ses terres , on les garnira de bestiaux ; on pourvoira à sa subsistance , même dans le cas de l'insuffisance de ses revenus à cause des saisies ; elle ne fera point un mariage honteux : par-là elle évite tous les maux , & on lui procure toutes sortes d'avantages.

Il est vrai qu'elle est dans les liens de l'interdiction ; mais outre que pour une femme d'un âge très-avancé , incapable par elle-même de gouverner des domaines à la campagne , c'est plutôt un soulagement qu'une gêne ; sa conduite rend ce parti si nécessaire , qu'on ne doit pas craindre de le suivre ; la loi l'a prononcé , comme on l'a déjà dit , dans des termes qui semblent faits pour notre Cause , en quelque sens qu'on les prenne , *mulieri quæ luxuriosè vivit bonis interdici potest.*





## XXXVIII. PROCE'S A LA.....CH. DES ENQ.

POUR Messire Eutrope-Alexis Catheigner , Chevalier , Marquis de Saint-Georges ; Dame Eleonore de Megrigny son épouse ; Messire Benjamin-Louis-Marie Fortier, Chevalier, Comte de la Coste-Messeliere , Mestre de Camp de Cavalerie, & Cornette des Chevaux-Legers de la Garde du Roi ; Dame Marie-Marguerite Radegonde de Megrigny son épouse ; & Dame Eleonore de Megrigny , Comtesse de Poitiers.

CONTRE Messire Jean-Baptiste, Comte de Rochechouart de Mortemart , curateur de Dame Marie-Gabrielle de Rochechouart , veuve de Messire Jules-Armand Colbert, Marquis de Blainville, Lieutenant Général des Armées du Roi.

## Q U E S T I O N.

*Transaction injuste entre l'aïeul & le mari de la petite-fillè encore mineure.*

ON verra dans cette Cause un triste exemple des malheurs auxquels une famille est exposée , lorsque l'affection déréglée d'un pere le porte à violer toutes les regles de la Justice entre les enfans qu'il a eus de plusieurs mariages.

Depuis près d'un siecle les auteurs des Parties plaident entre eux ; les uns pour faire réparer , les autres pour soutenir de pareilles injustices. Par des détours de procédure , l'affaire a été portée successivement dans un grand nombre de Tribunaux. Rendue enfin à ses Juges naturels , il y a lieu d'espérer qu'elle va recevoir une décision absolue , & que les droits de la nature vont reprendre toute leur force contre les attentats de la violence & de l'iniquité.

Pour y parvenir, il faut mettre sous les yeux de la Cour une longue suite de faits. Si l'immensité de l'affaire effraie d'abord, on trouvera, dans la singularité des circonstances, de quoi se dédommager de l'application qu'elle exige.

**FAIT.** Aimé de Rochechouart, auteur commun des Parties, a été marié deux fois.

Il épousa en premières nêces Eleonore de Saux, & en eut un fils, François de Rochechouart, Marquis de Bonivet, représenté par les Dames de Saint-Georges, de la Coste & de Poitiers qui en descendent.

Cinq mois après la mort d'Eleonore de Saux, Aimé de Rochechouart se remaria avec Magdeleine Mangot, dont il eut deux enfans, Marie de Rochechouart qui mourut très-jeune peu de tems après son pere, & Jean-Claude de Rochechouart, pere de la Dame Marquise de Blainville.

Ainsi ce sont les enfans des deux lits qui plaident pour la liquidation de leurs droits respectifs. Pour en donner une juste idée, il faut remonter à des faits plus anciens.

On les distribuera en trois époques différentes. La premiere finira à la mort d'Eleonore de Saux arrivée en 1637. La seconde, au décès d'Aimé de Rochechouart qui mourut en 1651. La troisieme comprendra tout ce qui a suivi jusqu'à présent.

*Premiere  
époque.*

Eleonore de Saux, premiere femme d'Aimé de Rochechouart, avoit elle-même été mariée en premiere nêces avec le Marquis d'Inteville, Lieutenant Général de Champagne & de Brie. Par son contrat de mariage elle avoit apporté en dot 2000 livres de rente, dont elle a été payée dans la suite par le délaissement des terres d'Orrain & de Courchamp, de la moitié de celle de Per-ray-le-Grand, & de 1125 livres de rente à prendre sur le port de Conflans Sainte-Honorine.

Le Marquis d'Inteville qui étoit & beaucoup plus âgé & beaucoup plus riche qu'elle, lui donna 6000 livres de bagues & bijoux, le douaire coutumier qui consistoit dans la jouissance de la moitié de tous ses immeubles, & se réserva de lui faire de plus grands avantages par la suite.

Il mourut sans enfans au mois d'Octobre 1607. Par son testament du 4 du même mois, il avoit légué à Eleonore de Saux sa femme les terres de Fougerolles, Grignon & Huchon; & par un codicile du lendemain, en confirmant ce legs, il lui avoit laissé en général tous les biens meubles & immeubles dont il pouvoit



disposer ; mais par une transaction du 4 Novembre 1607, passée avec les héritiers du Marquis d'Inteville , Eleonore de Saux se contenta , pour tous les immeubles qui lui avoient été légués , de la terre de Fougerolles , & renonça à celle de Grignon & Huchon , même au douaire qui lui étoit acquis sur ces deux Terres , se réservant à jouir de son douaire coutumier sur les autres Terres de la succession , & à accepter la communauté ou à y renoncer comme elle le jugeroit à propos.

Les biens qu'elle conservoit par cette transaction la firent rechercher en mariage par Aimé de Rochechouart, Sieur de Tonnay-Charante, qui étoit son cousin germain, comme fils de Jeanne de Saux. Leur contrat de mariage est du 8 Octobre 1608 ; on n'y parle point du riche mobilier dont Eleonore de Saux avoit profité à la mort du Marquis d'Inteville en vertu du codicile du 5 Octobre 1607, parce qu'il faisoit actuellement l'objet des poursuites des héritiers du Marquis d'Inteville , qui avoient fait publier des monitoires pour connoître en quoi il pouvoit consister. Cette précaution prise contre eux servoit en même tems & procuroit un grand avantage à Aimé de Rochechouart, parce que sa communauté profitoit de tout le mobilier , dont , sans cela , la plus grande partie auroit été stipulée propre.

Le mariage fut célébré peu de jours après , & aussi-tôt Aimé de Rochechouart & Eleonore de Saux s'accommoderent avec les héritiers du Marquis d'Inteville sur les plaintes qui faisoient l'objet des monitoires. La transaction est du 6 Novembre 1608 : Aimé de Rochechouart y fait renoncer sa femme à la communauté qui avoit été entre elle & le feu Marquis d'Inteville son premier mari , & lui fait consentir la réduction de son douaire à 9000 livres par an , au moyen de quoi les héritiers du Marquis d'Inteville se désistèrent des monitoires publiés à leur requête ; en sorte qu'Aimé de Rochechouart conserva le mobilier dont sa communauté profitoit , en sacrifiant des droits qui auroient été personnels à Eleonore de Saux.

En effet , comme elle étoit bien plus âgée que lui , il se flattoit de lui survivre , & ne pensoit qu'à se procurer des avantages à la ruine de sa femme , ou du moins de ceux qui devoient être ses héritiers.

On en trouve une preuve non suspecte dans une lettre qu'il écrivit au Roi Henri IV le 6 Septembre 1609. Ce Prince ayant appris qu'Aimé de Rochechouart & Eleonore de Saux pensoient à vendre la terre de Fougerolles , leur avoit écrit que comme il

importoit au bien de son service que cette vente fût différée, son intention étoit que l'on ne passât pas plus avant. Par sa réponse, Aimé de Rochechouart convint qu'il avoit voulu vendre Fougerolles, & qu'il s'y étoit conduit avec beaucoup de secret; *d'un côté, pour empêcher que les ennemis de sa bonne fortune n'empêchassent l'avancement que sa femme étoit en desir de lui faire; & de l'autre, de peur que par l'humeur changeante du sexe, elle ne révoquât cette bonne volonté.*

Ces deux motifs découvrent parfaitement les vues secretes d'Aimé de Rochechouart, cherchant à s'enrichir du bien de sa femme, ménageant avec art les momens favorables, craignant que la famille d'Eleonore de Saux n'effaçât les impressions qu'il lui avoit données; cependant il n'y avoit pas encore un an qu'ils étoient mariés: ce sont donc les premiers projets qu'il a formés. On va voir avec quels talens il a su les exécuter.

Dès l'année 1612, il fit consentir sa femme à un don mutuel; la Coutume de Poitou, où ils avoient leur domicile, autorise cette sorte d'avantage entre conjoints, lors même qu'ils ont des enfans, & ne le réduit pas au simple usufruit, comme dans la Coutume de Paris; mais le donataire mutuel qui survit, acquiert la propriété des meubles & acquêts, & du tiers des propres du prédécédé; c'étoit au moins le fruit qu'Aimé de Rochechouart espéroit en tirer, comme on le verra dans la suite.

Une circonstance rendoit cet avantage moins utile à Aimé de Rochechouart: les biens d'Eleonore de Saux étoient presque tous situés en Champagne, dont les Coutumes ne contiennent point de dispositions semblables; il trouva bientôt un expédient, ce fut de faire faire un échange de ses Terres de Champagne avec celle de Bonivet situé en Poitou.

Ce grand ouvrage, qui avoit demandé quelque préparation, ne fut consommé que le premier Septembre 1622. Messire Henri-Marc Gouffier, Marquis de Bonivet, céda cette Terre à Aimé de Rochechouart & à Eleonore de Saux, qui lui cederent en échange les terres de Fougerolles, Orrain, Courchamp & Perray-le-Grand, avec une rente de 1125 livres sur la maison de Ruffec, au principal de 18000 livres. Tous les biens donnés en échange étoient propres à Eleonore de Saux, si l'on excepte la moitié de Perray-le-Grand, acquise 12000 livres pendant la communauté d'Aimé de Rochechouart & d'Eleonore de Saux, de même que la rente de 1125 livres; enforte que la terre de Boni-



vet devenoit propre à Eleonore de Saux pour la plus grande partie.

Par cet échange, Aimé de Rochechouart étendoit le profit du don mutuel qu'il s'étoit procuré, mais ces avantages ne remplissoient pas encore toutes ses vues. La terre de Bonivet étoit une des plus considérables du Poitou, bien bâtie, bien seigneuriale; il forma le projet de l'enlever à sa femme, pour la faire entrer toute entière dans sa communauté.

Par le même contrat d'échange dont on vient de parler, il avoit acquis une autre Terre en Poitou, appelée le Bouchet, dont le prix n'avoit été que de 53000 livres seulement; il fit entendre à Eleonore de Saux que comme Bonivet ne lui appartenoit pas tout entier, & qu'il y en avoit une partie acquise des fonds de la communauté, il feroit plus convenable pour l'un & l'autre de substituer la terre du Bouchet à ce qu'elle avoit de propre dans Bonivet; en sorte que le Bouchet lui feroit propre pour le tout, & que réciproquement Bonivet deviendrait pour le tout un conquêt de communauté. Eleonore de Saux, docile aux volontés de son mari, eut la facilité de consentir à cette subrogation par un contrat du premier Février 1624.

Ainsi Aimé de Rochechouart trouva le secret d'anéantir en quelque manière les propres de sa femme, & d'enfler sa communauté. La seule terre de Fougerolles valoit beaucoup plus que celle du Bouchet, non-seulement par la distinction unique d'être reconnue pour une Souveraineté, mais même à ne la considérer que du côté de son revenu. Cependant pour devenir propriétaire du Bouchet, Eleonore de Saux perdoit, outre la terre de Fougerolles, celle d'Orrain, de Courchamp, & la moitié de celle de Perray-le-Grand; en sorte que la lésion étoit énorme; aussi Aimé de Rochechouart n'a-t-il pu soutenir en Justice ce contrat de subrogation, comme on le verra dans la suite.

Pendant qu'il cherchoit ainsi à affoiblir les propres d'Eleonore de Saux, sa communauté profitoit tous les jours, soit d'une partie du mobilier de sa femme, soit des épargnes faites de ses revenus. En 1614 il prêta 9000 liv. au nommé Prevost, par obligation; en 1618, 8000 liv. à constitution à Messire Gaspard de Mortemart; en 1618, 1619 & 1621, 18000 liv. à la Maison de Ruffec; en 1620, 1600 liv. au sieur Foucaut; il avoit acheté, outre cela, la moitié de Perray-le-Grand 12000 l. Enfin il acheta encore le Bouchet en 1622 la somme de 53000 liv. dont il paroît

qu'il ne devoit rien à la mort d'Eleonore de Saux, ce qui monte à plus de 100000 livres.

Il est vrai qu'il avoit vendu pour 40000 livres de bois qui lui étoient propres ; mais la moitié avoit été employée à payer aussi ses dettes particulieres , comme il l'a reconnu par un acte du 12 Novembre 1612 ; enforte que presque toutes ces acquisitions ne pouvoient provenir que du mobilier d'Eleonore de Saux. Il continua d'en faire dans la fuite de très-considérables , puisqu'après la mort d'Eleonore de Saux, Aimé de Rochechouart représenta pour 109950 livres de contrats de constitution qui furent inventoriés, quoiqu'il en recelât plusieurs autres , comme il a été justifié.

Il n'avoit eu qu'un fils de son mariage, à qui il avoit fait prendre le nom de Marquis de Bonivet ; il le maria en 1629 avec Dame Eleonore d'Averton ; il lui promit 6000 liv. de rente par son contrat de mariage, dont 2000 liv. de rente furent déléguées sur la terre du Bouchet, & 1000 livres sur celle de Cercigny. A l'égard des 3000 livres de rente restans , Aimé de Rochechouart les constitua sur lui-même rachetables au denier 16.

Aimé de Rochechouart n'étoit pas plus porté à rendre justice à son fils qu'à sa femme : trop de monumens assurent cette vérité pour qu'il soit possible de la révoquer en doute ; on en trouve de premieres traces dans un acte du 26 Juin 1635. Aimé de Rochechouart, sans rien payer, se fit donner quittance de 16000 livres pour l'extinction de 1000 livres de rente, faisant partie de celle qu'il devoit à son fils, aux termes de son contrat de mariage.

Le fils qui crut devoir céder dans ce moment à la violence de son pere , se contenta de faire une simple protestation pardevant Notaires ; il prit dans la suite des Lettres de rescision ; mais le pere qui n'étoit pas accoutumé à trouver de la résistance dans sa famille , fut bien encore se rendre maître de son fils ; & par une transaction du 3 Avril 1637, il l'obligea de se désister de ses Lettres , & de confirmer la quittance de 1635.

Pour adoucir sa peine, il lui donna en avancement d'hoirie quelques pierreries qu'il avoit prêtées à Eleonore d'Averton sa femme ; mais comme ses libéralités même étoient intéressées , il fit reconnoître à son fils que ces pierreries étoient de valeur de 21000 liv. quoiqu'elles n'aient été estimées que 4595 liv. par un procès-verbal du 10 Octobre de la même année, fait en conséquence d'un Arrêt de la Cour sur la réclamation qui en avoit



été faite par Aimé de Rochechouart, comme étant les mêmes qu'il avoit cédées par la transaction du 3 Avril précédent.

Il fallut en passer par des conditions si dures. François de Rochechouart, Marquis de Bonivet, ne pouvoit avoir au plus que vingt-sept ou vingt-huit ans; il avoit affaire à un pere redoutable, comme la suite ne l'a que trop fait connoître; il ne put donc résister à son autorité: heureux s'il en avoit été quitte pour le sacrifice de sa fortune!

Eleonore de Saux sa mere mourut au château de Cercigny le 11 Septembre 1737. Aimé de Rochechouart ne se contenta pas des avantages qu'il s'étoit procurés par un don mutuel, il chercha encore à profiter seul de presque toute la communauté, à l'exclusion de son fils.

Il n'y en avoit peut-être jamais eu de plus opulente; il se trouvoit pour 50000 écus de pierreries à la mort d'Eleonore de Saux, de l'argent comptant pour une somme très-considérable, des meubles précieux, soit en vaisselle d'argent, soit autrement, outre un grand nombre de contrats de constitution, & peut-être d'autres effets dont on n'a jamais pu avoir de connoissance.

Aimé de Rochechouart, profitant de l'absence de son fils qu'il avoit eu soin de se ménager en l'envoyant à Rochefort faire la foi & hommage de la terre du Bouchet, détourna tout ce qu'il y avoit de plus précieux; les pierreries disparurent avec l'argent comptant, une partie de la vaisselle d'argent fut enlevée, & l'on recela même une partie des contrats.

Une piece importante auroit pu découvrir les grands biens dont il s'étoit emparé, c'étoit le testament d'Eleonore de Saux, qu'elle avoit fait au mois de Juillet 1636. Elle y substituoit à François de Rochechouart son fils, le Comte de Tavanès, frere de la testatrice; mais par un codicile du 12 Mars 1637, qui étoit le jour même de Pâques de cette année, elle avoit levé cette substitution. Elle avoit sans doute expliqué dans ces actes les biens qu'elle laissoit en mourant, & peut-être s'étoit-elle expliquée sur plusieurs autres circonstances peu favorables au sieur de Tonnay-Charante son mari.

Aimé de Rochechouart, qui avoit intérêt que cette piece ne vît pas le jour, s'en empara; & lorsqu'il fut interpellé dans l'inventaire de 1637 de déclarer s'il y avoit un testament, il répondit affirmativement qu'il ne le savoit pas; néanmoins dans son testament du dernier Février 1640, il rappelle un legs de 100 liv. de rente fait aux Carmes de Vivonne par le testament de sa

*Seconde épi-  
que.*

femme ; & convenant que ce testament n'avoit point été mis en lumière , il veut que ce legs soit exécuté sur ses biens ; ce qui prouve manifestement & le fait de la soustraction , & la mauvaise foi de la réponse faite lors de l'inventaire de 1637.

Le Comte de Rochechouart ne peut souffrir cependant que l'on fasse ce reproche à la mémoire du sieur de Tonnay-Charente ; il prétend que son testament , dans lequel il parle de celui de sa femme , ne prouve point qu'il l'ait diverti : mais pour achever de le confondre sur ce fait important , il suffit de le renvoyer à l'inventaire de 1659 , fait après la mort d'Aimé de Rochechouart , dans lequel ce même testament d'Eleonore de Saux , de 1636 , s'est trouvé au nombre des papiers d'Aimé de Rochechouart en la possession de Magdeleine Mangot sa veuve , & a été inventorié immédiatement avant son propre testament ; ce qui prouve qu'ils avoient toujours été ensemble. Après cela il ne peut rester de doute que ce testament n'eût été diverti , & qu'Aimé de Rochechouart ne fût l'auteur de la soustraction.

Pendant qu'il s'emparoit ainsi de ce qu'il y avoit de plus important , il forma sa demande en la Chambre de Poitiers pour l'exécution du don mutuel , & la fit ordonner par Sentence du 16 Octobre 1637.

Il n'y avoit pas un moment à perdre de la part de celui qui pensoit dès-lors à de secondes noces ; il faut s'arrêter promptement de tout ce qui pouvoit tenter une nouvelle épouse & sa famille.

Aussi ne différa-t-il pas à étaler aux yeux de celle qu'il vouloit obtenir , les richesses qu'il venoit d'enlever à son fils. Le ministre dont il se servit pour conduire cette intrigue fut un Procureur de la Cour nommé Voile ; il lui écrivit plusieurs lettres dès les premiers jours du mois d'Octobre : le langage énigmatique qu'il y tient a été trop bien expliqué par ce qui a suivi , pour qu'on puisse encore douter de son véritable sens. Jamais il n'y a eu de rôle plus singulier que celui qu'on lui voit jouer dans ces lettres.

Après avoir donné dans la première quelques marques d'une feinte douleur sur la mort de sa femme , il entre en matière sur les idées de consolation qu'il s'étoit formées dans le moment même : proposer cruement de lui chercher une seconde femme quinze jours ou trois semaines après la mort de la première , cela eût été trop grossier ; la lettre auroit pu se perdre à la poste , ou autrement , & cette confidence prématurée ne lui auroit pas



fait honneur ; l'expédient fut de parler de lui en tierce-personne. Il avoit un ami qu'il avoit connu en Italie, qui pouvoit être de son âge, & qui avoit envie de se marier. Il prie Voile de s'informer d'une Dame qui pouvoit convenir à cet ami. Il ajoute, dans une lettre qui suit : *Mon ami, qui est un second moi-même, jouit de 30000 liv. de rente en fonds de terre & belles maisons, dont deux sont des plus belles que Gentilhomme ait en France, lesquelles sont meublées toutes deux de façon qu'on ne porte pas chose quelconque d'une maison à l'autre quand le maître y va; ce sont meubles précieux & excellens; il a aussi en obligations & constitutions pour 50000 écus, & bien autant de comptant, & pour plus de 50000 écus de bonnes hardes; bref, il a tout ce que l'on peut souhaiter pour être content & satisfait; il peut avoir 40 ans, bien que ce ne soit que la force d'un homme, il sera moins vieux à 70 ans qu'un jeune homme de ce tems à 25 ans, ayant toujours été réglé sans excès & vécu en homme d'honneur, aussi est-il vigoureux & dispos; au reste, si les choses se font, le plus grand plaisir qu'on lui puisse faire est de ne lui point donner d'argent, en ayant à foison.*

Il ne faut pas un grand effort pour trouver la clef de cette narration allégorique. Aimé de Rochechouart a raison de dire que son ami est un autre lui-même; jamais en effet ressemblance n'a été plus parfaite, puisqu'il est lui-même cet ami dont il connoît si parfaitement la fortune. Il avoit plusieurs belles Terres, & entre autres deux châteaux magnifiques, qui étoient ceux de Bonivet & de Cercigny; c'est ce qu'il appelle les deux maisons des plus belles que Gentilhomme ait en France. Il avoit pour 50000 écus d'obligations & de contrats; il en fit inventorier en effet dans le même tems pour près de 40000 écus; il avoit diverti le surplus, mais on en a eu la preuve. Il avoit 50000 écus d'argent comptant ou de vaisselle d'argent, & autant en bonnes hardes; c'étoient les pierreries de sa femme, qu'il avoit détournées, aussi bien que l'argent & la plus grande partie de la vaisselle. Enfin il avoit un peu plus de cinquante ans, mais il ne passoit pas de beaucoup cet âge, & l'on sait qu'en pareilles occasions on n'est pas fort scrupuleux sur cet article.

Telle étoit la vraie situation d'Aimé de Rochechouart au mois d'Octobre 1637 : saisi de tous les effets précieux que sa femme avoit laissés, qu'il avoit su enlever à son fils, & faisant trophée de sa fortune aux yeux de celle avec qui il vouloit se consoler de la perte d'Eleonore de Saux.

Ces manœuvres ne pouvoient être si secrètes, qu'il n'en fût

parvenu quelque chose au Marquis de Bonivet son fils. Il étoit public dans la maison qu'Eleonore de Saux avoit fait faire *une cache* où elle conservoit précieusement ces pierreries & d'autres effets d'une extrême conséquence; elle avoit été obligée même d'en faire confidence à quelques personnes. Le Marquis de Bonivet ne voyoit rien paroître de ces effets; d'un autre côté, les bruits d'un second mariage auquel on ne pouvoit douter que son pere ne se disposât : tout cela engagea le Marquis de Bonivet à prendre les voies de droit pour se faire rendre justice.

Le 5 Novembre 1637 il fit apposer le scellé dans le château de Cercigny , & dans les autres maisons de son pere. Aimé de Rochechouart en fut fort irrité, mais il en craignit peu l'effet, parce qu'il avoit pris ses mesures depuis long tems pour qu'on ne trouvât rien. Il en triomphe lui-même dans une des lettres écrites à Voile : *Mon coquin de fils*, dit-il, *a voulu faire apposer le scellé à Cercigny , & y faire inventaire; j'ai voulu contenter sa curiosité qui n'étoit à mon préjudice; car croyant trouver des montagnes d'or par la cache que ma pauvre femme à sa grande maladie avoit montrée au Conseiller M. de Jorigny & à M. Pichon, Médecin, pour me montrer si elle mourait; & ayant eu assez de tems pour l'ôter par elle-même, ou en disposer à son plaisir, mon bon marchand n'a trouvé les trésors de Crésus, ni les rochers de diamans, & il ne lui reste que d'être sifflé de tout le monde, & d'avoir encouru mon indignation; & ne le voir jamais.*

C'est ainsi qu'Aimé de Rochechouart insultoit aux mouvemens inutiles que son fils s'étoit donnés pour retrouver les effets précieux qui existoient au moment de la mort de sa mere. Il convient de la *cache*, il reconnoît qu'elle étoit connue de plusieurs personnes; il voudroit insinuer qu'Eleonore de Saux avoit elle-même disposé des effets précieux qui y étoient renfermés; mais l'artifice est trop grossier : car d'un côté il dit dans la même lettre, qu'Eleonore de Saux avoit montré cette *cache*, pour qu'on la lui fît voir à lui-même après qu'elle seroit morte; ce qui prouve qu'elle ne prétendoit disposer de rien; & de l'autre, l'étalage pompeux qu'il fait à Voile dans d'autres lettres, des trésors que possède *cet ami*, qui est un autre lui-même, fait bien connoître que c'étoit lui qui s'étoit emparé des effets contenus dans cette *cache*, & des autres effets mobiliers; & que si son fils s'est trouvé déchu de ses espérances, c'étoit uniquement parce que le pere y avoit mis bon ordre,



Cependant le Marquis de Bonivet ne se découragea point ; il continua de faire procéder à l'inventaire ; il espéra trouver quelque indice des recelés & divertissemens ; & en effet un événement singulier , qui se passa dans le cours de l'inventaire , ne permit pas d'en douter. On avoit inventorié ce que l'on avoit trouvé de vaisselle d'argent ; Aimé de Rochechouart avoit déclaré qu'il n'y en avoit pas davantage ; cependant dans une des vacations suivantes , le Procureur du Marquis de Bonivet s'étant avisé de monter pour voir s'il n'y auroit rien sur le tambour d'une porte , il aperçut une tapisserie , derriere laquelle il y avoit de la lavande : la curiosité l'engagea à déranger cette lavande , & après en avoir fait tomber une partie , il aperçut de la vaisselle d'argent , & il s'en trouva en effet soixante-quinze marcs , qu'apparemment on n'avoit pas eu le tems d'enlever comme le reste.

Cette découverte , & la connoissance parfaite que l'on avoit qu'Eleonore de Saux avoit une grande quantité de pierreries & autres effets qui ne se trouvoient plus , obligea le Marquis de Bonivet de faire faire à son pere différentes interpellations , auxquelles il affecta de ne répondre que d'une maniere équivoque ; souvent même il refusa de répondre ou de signer ; ce qui obligea l'Officier de la Sénéchaussée de Poitiers qui procédoit à l'inventaire , de rendre une Ordonnance le 28 Novembre 1637 , portant qu'Aimé de Rochechouart seroit tenu de se purger par serment sur chacun des faits de recelés articulés par son fils.

Aimé de Rochechouart appella de cette Ordonnance ; & c'est ce qui a commencé le procès jugé en partie par l'Arrêt célèbre de 1647 , & qu'il s'agit maintenant de terminer.

Mais avant que d'expliquer les différentes demandes qui y furent formées , il faut achever de rendre compte du second mariage d'Aimé de Rochechouart. On a vu que dès le commencement du mois d'Octobre 1637 , c'est-à-dire , trois semaines au plus après la mort d'Eleonore de Saux , il avoit écrit plusieurs lettres au sieur Voile , pour disposer toutes choses à ce grand événement. Il promettoit d'être à Paris immédiatement après la Saint Martin ; mais le scellé apposé & inventaire fait à la requête de son fils , le retint malgré lui en Province , & suspendit pour un tems son ardeur. Aussi-tôt qu'il fut débarrassé de ces formalités , il vola à Paris , & y fit conduire aux pieds de Magdeleine Mangot , avec qui il devoit se marier , les trésors qu'il avoit enlevés au Marquis de Bonivet son fils. Il remit à

Madame Mangot, mere de la future épouse, toutes les pierres, & fit porter chez elle une quantité prodigieuse de vaisselle d'argent. La profusion fut extrême de la part d'Aimé de Rochechouart. Autant que sa haine pour le Marquis de Bonivet l'avoit porté à lui faire d'injustice, en lui enlevant la succession de sa mere, autant sa passion pour Magdeleine Mangot lui fit prodiguer ces riches dépouilles qu'il avoit ravies à leur légitime propriétaire.

A la vue de ces richesses l'affaire fut bientôt conclue. Par le contrat de mariage du 15 Février 1638, Madame Mangot parut donner une dot de 200000 liv. à sa fille, mais il y en avoit 50000 qu'Aimé de Rochechouart avoit fournies lui-même, comme il résulte d'une contre lettre donnée par Madame Mangot & par Messieurs ses fils. Il est aisé de concevoir qu'Aimé de Rochechouart ne déclara point le riche mobilier dont il s'étoit saisi; cela auroit donné trop beau jeu à son fils dans les accusations de recelés; cependant ce seul objet porta d'abord dans la communauté de Magdeleine Mangot plus de 300000 liv.

Au surplus, jamais on n'a fait éclater tant de haine contre l'enfant d'un premier lit, qu'il en paroît dans les clauses de ce contrat. On ne rougit point d'y stipuler que celui des enfans mâles à naître du second mariage, que les pere & mere voudroient choisir, aura par préciput tous les meubles, acquêts & conquêts immeubles du pere, avec le tiers des propres; & de plus, qu'il recueillera le droit d'aînesse, *nonobstant qu'il y eût un fils aîné du précédent mariage*. On poussa même l'aveuglement jusqu'à stipuler la même chose en faveur de la fille aînée du second lit, en cas qu'il n'y eût point d'enfant mâle de ce mariage. C'étoit porter la colere contre le Marquis de Bonivet aux derniers excès.

Ce second mariage fut suivi de la naissance de deux enfans, d'un fils & d'une fille. Par-là, Aimé de Rochechouart devint encore plus attaché à sa nouvelle épouse, & il n'y eut plus de ressource dans son cœur pour le Marquis de Bonivet.

Il fallut donc reprendre la poursuite du procès commencé par l'appel qu'Aimé de Rochechouart avoit interjeté de l'Ordonnance du 28 Novembre 1637. Le Marquis de Bonivet forma de sa part plusieurs chefs de demandes très-importantes; il appella de la Sentence qui ordonnoit l'exécution du don mutuel, & soutint que son pere en étoit déchu, non-seulement à  
cause



cause de son second mariage, mais encore à cause des recelés & divertissemens par lui commis ; il demanda la restitution des effets recelés , & que son pere fût privé de la part qu'il auroit eue dans ces effets à titre de communauté , s'il les avoit représentés. Enfin il attaqua le contrat de subrogation du premier Février 1624 , & soutint que la terre de Bonivet devoit lui demeurer propre comme représentant celle de Fougerolles & autres qui avoient appartenu à sa mere.

Le pere , qui ne pouvoit se défendre de ces justes demandes , eut recours aux violences les plus outrées pour faire périr son fils. On voit , dans une lettre qu'il écrivit à Magdelene Mangot sa femme , qu'il se proposoit d'acheter les droits de quelques créanciers de son fils , pour exercer , contre son propre sang , des contraintes auxquelles des étrangers n'auroient pas voulu se porter. Il y réussit ; il se procura des armes contre son fils ; il le fit arrêter & constituer prisonnier à la Conciergerie.

Il espéroit l'y retenir si long-tems qu'il le mettroit hors d'état de pouvoir jamais poursuivre son Procès ; cependant il fut trompé dans ses espérances ; le Marquis de Bonivet sortit de prison , mais ce fut pour périr d'une mort funeste à la veille du Jugement de son Procès.

Un soir rentrant chez lui dans son carrosse , il fut assassiné dans la rue avec un Page qui l'accompagnoit ; il faut épargner sur cela toute réflexion ; on ne sauroit former de conjecture sur les circonstances des tems & des personnes , qui ne fassent frémir.

Quoi qu'il en soit , cet événement ne retarda point la décision ; l'affaire étoit toute instruite , en sorte qu'on procéda au Jugement ; & par Arrêt du 9 Août 1647 , sans s'arrêter aux prétendues fins de non-recevoir d'Aimé de Rochechouart , en ce qui touchoit l'appel par lui interjetté de l'Ordonnance , portant qu'il se purgeroit par serment sur les recelés à lui imputés , l'appellation fut mise au néant , le contrat de subrogation du premier Février 1624 fut cassé , & les Parties remises au même état qu'auparavant. Enfin , avant faire droit sur les demandes concernant les recelés & le don mutuel , il fut ordonné que les Parties contesteroient plus amplement , & cependant permis de faire preuve des faits articulés , même d'obtenir Monitoires.

Cet Arrêt renversoit déjà bien des projets d'Aimé de Rochechouart ; mais le *retentum* dont il fut accompagné lui étoit encore bien plus contraire.

La Cour, par ce *retentum*, déclara d'abord que, quelque événement qu'eût l'interlocutoire, le don mutuel demeurerait réduit à l'usufruit, tant des meubles que des immeubles, & en conséquence la propriété du tout réservée au Marquis de Bonivet, suivant l'Edit des secondes nocés, sauf à juger dans la suite s'il ne seroit pas nul, même pour l'usufruit, attendu l'*indignité* d'Aimé de Rochechouart. La Cour ajouta qu'elle se réservoir aussi à juger si Aimé de Rochechouart ne seroit point privé de sa part dans les effets recelés; enfin elle déclara que, par l'interlocutoire, elle n'entendoit point couvrir la preuve par écrit des recelés étant au Procès, tant à cause des soixante-quinze marcs de vaisselle d'argent mentionnés en l'inventaire, qu'à cause de trois contrats de 1618, 1619 & 1620, non déclarés lors du même inventaire.

Ces dispositions, loin de ramener Aimé de Rochechouart, ne firent que l'aigrir de plus en plus; il voyoit ses projets prêts à échouer; il n'y eut point d'extrémités auxquelles il ne se portât pour arrêter le cours de la Justice, & empêcher l'exécution de l'Arrêt.

Le Marquis de Bonivet n'avoit laissé qu'une fille mariée à M. de Megrigny, qui a été depuis Conseiller d'honneur en la Cour. Elle ne pouvoit pas avoir plus de seize à dix-sept ans lors de l'Arrêt; la foiblesse de son âge & de son sexe firent espérer à Aimé de Rochechouart qu'il trouveroit plus facilement le moyen de la dompter.

D'abord, pour traverser l'exécution de l'Arrêt, il fit signifier une cédula évocatoire, & prétendit ne devoir plus procéder en la Cour; ensuite il fit entendre à M. & Madame de Megrigny que s'ils ne s'accommodoient pas avec lui, il trouveroit le secret de rendre inutiles toutes les condamnations qu'ils pourroient obtenir, en aliénant ou dégradant ses fonds, en faisant disparaître tout le mobilier, en contractant des dettes, en un mot, en se conduisant comme un désespéré, qui, pour accabler les autres, s'enterreroit avec eux sous les mêmes ruines.

Cela lui étoit facile, & en ce cas, M. & Madame de Megrigny n'auroient remporté que des victoires infructueuses, pourvu qu'ils n'eussent pas même hasardé quelque chose de plus intéressant que leur propre fortune. Dans une situation si triste, M. de Megrigny fut obligé de déférer aveuglément à tout ce que l'on desiroit de lui, persuadé que plus l'iniquité de l'acte qu'on lui proposoit seroit sensible, & plus il lui seroit facile un jour de se faire restituer.



Ce fut dans cet esprit que fut passée la transaction du 11 Juillet 1649, dont le Comte de Rochecouart veut aujourd'hui faire un rempart contre toutes les demandes de ses Parties.

Cet acte est passé entre Aimé de Rochecouart & Magdeleine Mangot d'une part, & M. de Megrigny de l'autre, comme se faisant fort de Madame de Megrigny, par lequel il s'oblige en son propre & privé nom, de faire ratifier l'acte aussi-tôt qu'elle sera parvenue en âge de majorité. On affecte, dans le préambule, d'affoiblir les droits de Madame de Megrigny, pour préparer aux dispositions qui devoient en quelque manière les anéantir; on n'y ménage ni la vérité, ni les principes; on ne craint pas même de choquer ouvertement ce qui avoit été réglé par l'Arrêt & par le *retentum* de 1647. Il est aisé de concevoir si sur de tels fondemens on a pu élever un édifice solide.

Aussi n'y eut-il jamais de dispositions plus insoutenables que celles qui furent rédigées.

On y cede à Madame de Megrigny la terre de Bonivet, qui étoit, comme on l'a déjà observé, un propre d'Eléonor de Saux son aieule, au moins pour la plus grande partie; la terre du Bouchet qui étoit un conquêt de sa communauté; & la rente de 1125 liv. sur le port de Conflans Sainte-Honorine, qui étoit un propre d'Eléonor de Saux; enfin on céda à Madame de Megrigny une obligation de 9000 liv. due par un nommé Prevost.

Pour prix de ces cessions, qui n'étoient presque composées que des biens propres d'Eléonor de Saux, que n'exigea-t-on point de Madame de Megrigny, ou de M. de Megrigny qui la représentoit.

1°. On le fit désister de toutes les demandes qui avoient été formées par le Marquis de Bonivet, même du profit de l'Arrêt & du *retentum* qui en avoit déjà jugé une partie en sa faveur: ainsi il ne fut plus question de ces recelés immenses, des restitutions de fruits depuis près de douze années, & de tant d'autres actions qui ne pouvoient plus être susceptibles de difficulté après l'Arrêt de 1647.

2°. On fit renoncer Madame de Megrigny à la succession future d'Aimé de Rochecouart son aïeul, avec cette clause insolite, qu'elle seroit partagée entre les enfans du second lit seulement, & avec droit d'aînesse, comme s'il n'y avoit point eu d'enfant du premier mariage.

3°. On fit même renoncer Madame de Megrigny à la succession des enfans du second lit d'Aimé de Rochecouart,

tant qu'il en resteroit de ce même mariage en état de les recueillir.

4°. Les biens cédés à Madame de Megrigny furent même chargés d'un droit de retour en faveur d'Aimé de Rochechouart & de ses enfans , en cas qu'elle mourût sans enfans , & ses enfans sans enfans : enforte que les héritiers naturels de Madame de Megrigny du côté d'Eléonore de Saux son aïeule , s'en trouvoient exclus.

Enfin on fit reconnoître à M. de Megrigny qu'on lui avoit remis tous les titres des biens à lui délaissés , quoiqu'ils fussent tous demeurés en la possession d'Aimé de Rochechouart , comme M. l'Evêque de Châlons , présent à cet acte , fut obligé de le reconnoître par un écrit qu'il remit le même jour à M. de Megrigny.

Les droits de Madame de Megrigny avoient été entièrement sacrifiés par un titre si funeste ; mais c'étoit l'effet de la cruelle extrémité où M. de Megrigny se trouvoit réduit. Tout ce qu'il put faire pour s'ouvrir une voie de réclamer dans la suite , fut de faire précéder & suivre cet acte de protestations \* , dans lesquelles il expliqua naturellement sa situation & celle de la famille de Madame de Megrigny , les justes alarmes qu'il avoit conçues , les menaces d'Aimé de Rochechouart ; en un mot , tout ce qui l'avoit porté à calmer un aïeul dont on avoit tout à craindre.

\* Elles sont  
des 1 & 12  
Juillet 1649.

Cette transaction parut donner quelque calme à la famille ; ce fut dans ces circonstances que mourut Aimé de Rochechouart en 1651 , sans avoir réparé les injustices criantes qu'il avoit exercées contre Madame de Megrigny.

Troisième  
Epoque.

Il laissoit de son mariage avec Magdeleine Mangot , deux enfans ; savoir , une fille qui lui survécut peu , & un fils appelé Claude de Rochechouart , qui , de son mariage avec Marie Pheylpeaux , n'a laissé qu'une fille , qui est la Dame Marquise de Blainville. Madame de Megrigny étoit encore mineure ; on ne crut pas que le tems fût encore arrivé d'exercer ses droits , les choses demeurèrent ainsi en suspens jusqu'en 1659 , qu'elle commença à réclamer les successions qui étoient échues , & dont on ne lui avoit fait aucune part.

Il y en avoit trois actuellement ouvertes en sa faveur , celle d'Eléonore de Saux son aïeule , qui n'avoit point encore été liquidée ; celle d'Aimé de Rochechouart , dans laquelle elle avoit la plus grande part , comme représentant le fils aîné , & enfin



celle de Marie de Rochechouart sa tante, fille du second lit d'Aimé de Rochechouart.

La premiere démarche qu'elle fit fut de faire apposer le scellé dans la maison de Magdeleine Mangot, veuve d'Aimé de Rochechouart, en vertu d'une Ordonnance du sieur Lieutenant Civil ; elle reprit ensuite l'Instance jugée en partie par l'Arrêt de 1647, dont elle poursuivit l'exécution. Rien ne pouvoit faire obstacle à ses poursuites ; elle étoit fille & héritière du Marquis de Bonivet, qui étoit Partie dans l'Arrêt ; elle n'étoit liée personnellement par aucun écrit, ses droits étoient entiers, on ne pouvoit l'empêcher de les exercer.

M. de Megrigny ne douta pas un moment que Magdeleine Mangot, alarmée de ses poursuites, ne retombât sur lui, à la faveur de la transaction de 1649 ; il la prévint, en obtenant des Lettres de rescision contre cet acte, dont il demanda l'entérinement. Sur cette demande intervint Arrêt le 12 Mai 1660, qui l'appointa & la joignit à l'Instance reprise par Madame de Megrigny.

Magdeleine Mangot, tant en son nom que comme tutrice de Jean-Claude de Rochechouart, forma d'abord opposition à cet Arrêt, & prit ensuite requête civile. Son moyen étoit fort simple : j'ai traité, disoit-elle, non-seulement avec un majeur, mais encore avec un homme constitué en dignité, instruit des affaires, & qui étoit plus en état qu'un autre de se conduire avec réflexion : j'ai transigé sur un procès qui duroit depuis long-tems, & qui menaçoit les Parties d'une longue suite de contestations : y eut-il jamais un titre plus respectable ? Pourquoi donc prononcer un appointement sur les Lettres de rescision prises par M. de Megrigny ? L'Ordonnance de 1560 ne permet pas de l'écouter. Il faut plaider les Lettres, & sur des moyens si péremptoires, je l'en ferai débouter à l'Audience.

Si cet acte en effet n'avoit pas porté des caractères sensibles de réprobation, le parti proposé par Magdeleine Mangot étoit sans doute plus raisonnable ; il n'étoit point question de reprendre un procès terminé par une transaction, il n'étoit point question d'appointer sur des Lettres de rescision qui pouvoient tomber par des fins de non-recevoir si victorieuses.

Mais la Cour en jugea bien différemment. M. l'Avocat Général Talon, qui porta la parole dans cette Cause célèbre, & dont le Plaidoyer est conservé dans les registres de la Cour, s'étendit beaucoup sur le fond de l'affaire : il fit assez connoître

Analyse  
d'un plai-  
doyer de M.  
Talon, du 12  
Mai 1660.

Renoncia-  
tions à suc-  
cessions fu-  
tures ne se peu-  
vent exiger  
qu'en contrat  
de mariage.

que la transaction de 1649 étoit un titre odieux qui ne devoit pas suspendre l'instruction de l'affaire au fond ; il releva sur-tout les renonciations que l'on avoit exigées à des successions, soit directes, soit collatérales, qui n'étoient point encore échues, ce qui étoit inoui dans tout autre acte qu'un contrat de mariage. Il ajouta que tout l'effet que cet acte pouvoit produire étoit une action de dommages & intérêts contre M. de Megrigny, faute d'avoir fait ratifier sa femme comme il s'y étoit obligé ; mais qu'une pareille action ne se pouvoit juger qu'avec le principal. Parce que, ou Madame de Megrigny n'obtiendrait pas plus que ce qui lui étoit donné par la transaction, ou elle obtiendrait davantage. Dans le premier cas, Magdeleine Mangot n'ayant rien à suppléer n'auroit pas par conséquent de dommages & intérêts à prétendre ; dans le second cas, au contraire, Magdeleine Mangot ne payant que ce qu'elle devoit, & dont elle avoit été injustement déchargée par la transaction, il n'y avoit pas d'apparence qu'elle pût prétendre des dommages & intérêts, puisque ce seroit vouloir être récompensée de ce qu'un profit injuste lui échapperait. Il finit en disant qu'il étoit étonné que la Dame de Tonnay-Charante insistât si fort pour faire juger la Cause sur le champ, puisque, si elle pouvoit être jugée, *il seroit bien difficile d'empêcher que l'on ne remît les Parties au même état qu'elles étoient avant la transaction.* Ce fut donc uniquement parce que le mérite des Lettres de rescision dépendoit des droits de Madame de Megrigny, que par l'Arrêt qui intervint le 3 Août 1661, Magdeleine Mangot fut déboutée de sa Requête civile.

L'affaire fut instruite avec vivacité par Madame de Megrigny ; elle obtint un renouvellement de délai pour faire les enquêtes ordonnées par l'Arrêt de 1647 sur les recelés & divertissemens commis par Aimé de Rochechouart ; elle fit publier des monitoires : ce fut ce qui lui procura une preuve complète de tous les faits que l'on vient d'expliquer. Voile pressé par l'autorité des censures ecclésiastiques, non-seulement rendit compte de tout ce qui s'étoit passé par son entremise, mais il représenta encore ces lettres importantes d'Aimé de Rochechouart, qui découvrent si naturellement le fond de son cœur, tant par rapport au Marquis de Bonivet son fils qu'il vouloit perdre, que par rapport à Magdeleine Mangot, à qui il destinoit tant d'injustes richesses. Un grand nombre d'autres témoins exposent, & les effets précieux qu'Éléonore de Saux avoit retirés de la succession de M. d'Inteville, & l'attention avec laquelle elle les avoit conservés



ou même augmentés pendant sa vie. On voit dans les enquêtes, jusqu'au détail le plus circonstancié, & des pierreries, & de la vaisselle d'argent, qu'Aimé de Rochechouart avoit diverties. Après de tels éclaircissemens, il fut facile à Madame de Megrigny de prendre des conclusions précises pour la liquidation de ses droits dans les trois successions qui lui étoient échues : c'est ce qu'elle fit par une requête du 26 Mars 1661.

La mort de Magdeleine Mangot, arrivée en 1662, suspendit les poursuites ; Jean-Claude de Rochechouart son fils, & depuis Marie Phelyppeaux sa veuve, mirent leur salut dans la fuite ; ils firent naître plusieurs conflits, par l'événement desquels la Cause fut renvoyée au Parlement de Bretagne, dont M. de Pontchartrain, proche parent de Marie Phelyppeaux, étoit alors Premier Président.

On s'étoit flatté sans doute, en obtenant ce renvoi, qu'une si puissante protection pourroit balancer les droits incontestables de M. & Madame de Megrigny, mais on fut trompé dans ces espérances ; car par l'Arrêt définitif qui intervint le 11 Juillet 1678, en déboutant Marie Phelyppeaux de l'entérinement de la Requête civile prise contre l'Arrêt & le *retentum* de 1647, les Lettres de rescision prises par M. de Megrigny contre la transaction de 1649, furent entérinées en ce qui concernoit les biens immeubles tant d'Eléonore de Saux, que d'Aimé & Marie de Rochechouart, & Madame de Megrigny rétablie dans tous les droits qui lui appartoient sur ces biens.

Le premier effet de l'Arrêt fut de mettre Madame de Megrigny en état de jouir de la terre de Cercigny en Poitou, qui lui appartoient presque en entier comme héritière d'Aimé & de Marie de Rochechouart ; elle avoit outre cela des sommes considérables à répéter pour restitution de fruits & autres créances ; mais contente d'être rentrée dans le patrimoine de sa Maison, elle ne suivit pas avec beaucoup de vivacité les actions que l'Arrêt lui avoit procurées.

Ainsi, près de cinquante années se sont passées dans une espèce d'inaction. Pendant cet intervalle, Marie Phelyppeaux est décédée, laissant une fille qui a été mariée au sieur Marquis de Blainville ; de ce mariage est encore née une fille unique, mariée au sieur Comte de Rochechouart, qui a été nommé curateur de la Dame Marquise de Blainville sa belle-mère.

D'un autre côté, Madame de Megrigny est morte aussi, laissant deux enfans ; savoir, François-Romain-Luc de Megrigny,

pere des Dames Marquises de Saint-Georges & de la Coste , & Eléonore de Megrigny , mariée à Jean-Ferdinand , Comte de Poitiers.

Les Dames de Saint-Georges , de la Coste & de Poitiers n'avoient guere plus d'empressement que Madame de Megrigny , leur mere & aieule , à suivre les condamnations prononcées par l'Arrêt de 1678 , & peut-être seroient-elles demeurées long-tems dans le silence , si elles n'avoient été troublées elles-mêmes par le sieur Comte de Rochechouart.

Il s'est pourvu en 1722 par Requête civile contre l'Arrêt du Parlement de Bretagne de 1678 : ayant soutenu que la minorité perpétuelle de sa belle-mere ne permettoit pas de mettre des bornes à cette voie de droit , il a prétendu qu'elle n'avoit pas été valablement défendue ; & sur ce prétexte il a obtenu en 1724 un Arrêt qui a remis les Parties au même état où elles étoient avant l'Arrêt de 1678.

Par cette disposition générale , on faisoit revivre la Requête civile prise contre l'Arrêt , & le *retentum* de 1647 , dont l'Arrêt de 1678 avoit débouté , ce qui étoit manifestement contraire à l'Ordonnance. Aussi les Dames de Saint-Georges , de la Coste & de Poitiers s'étant pourvues en cassation contre l'Arrêt de 1724 , elles ont obtenu Arrêt au Conseil du Roi le 15 Juillet 1726 , qui a cassé l'Arrêt du Parlement de Bretagne en ce chef , & a renvoyé les Parties en la Cour sur toutes leurs contestations.

Aussi-tôt le Comte de Rochechouart a prétendu qu'il devoit être rétabli par provision dans la possession de la terre de Cercigny , disant que Madame de Megrigny n'étant entrée en jouissance de cette Terre qu'en vertu de l'Arrêt de 1678 , sa jouissance devoit cesser dès que l'Arrêt ne subsistoit plus ; cependant après une Plaidoierie solennelle , la demande du Comte de Rochechouart a été jointe au principal.

L'affaire a depuis été instruite au fond avec toute la diligence qu'une affaire si ancienne & si étendue le pouvoit permettre ; les Dame de Saint-Georges , de la Coste & de Poitiers ont donné une requête le 13 Avril 1729 , dans laquelle elles ont réuni toutes les demandes sur lesquelles il s'agit de prononcer.

Il seroit inutile d'exposer ici toutes ces demandes en détail ; on les reprendra à mesure qu'il sera question de les établir. On se contentera de dire qu'elles se réduisent à deux objets généraux.



Le premier consiste à faire régler tout ce qui appartient aux Dames de Saint Georges, de la Coste & de Poitiers comme *héritières pures & simples de Madame de Megrigny leur mere & ayeule*. Ce qui se subdivisera en trois parties; savoir, les droits de Madame de Megrigny, comme seule héritière d'Eleonore de Saux; ceux qui lui appartenoient dans la succession d'Aimé de Rochechouart, comme représentant son fils aîné; enfin les parts & portions qui lui revenoient dans la succession de Marie de Rochechouart sa tante: chacune de ces parties a donné lieu à des demandes distinctes qu'il ne faut pas confondre.

Le second objet général se renferme dans les Lettres de rescision prises par M. de Megrigny contre la transaction & contre les actes approbatifs. Les Dames de Saint-Georges, de la Coste & de Poitiers, comme *héritières bénéficiaires de M. de Megrigny*, soutiennent que ces Lettres doivent être entérinées, & que la succession de M. de Megrigny ne peut être tenue d'aucun dédommagement envers celle d'Aimé de Rochechouart pour toutes les prétentions de Madame de Megrigny.

On va suivre dans la premiere partie l'ordre des demandes formées par la Requête du 13 Avril 1729, parce qu'elles renferment le Procès dans toute son étendue, & sur chaque chef on satisfera aux objections du Comte de Rochechouart.

Madame de Megrigny ayant obtenu le 8 Juin 1659 une Ordonnance du sieur Lieutenant Civil, portant permission de faire apposer le scellé dans la maison de Magdeleine Mangot, & le scellé ayant été apposé en conséquence, Magdeleine Mangot a interjetté appel de cette Ordonnance. On soutient qu'elle y étoit mal fondée, & que cette Ordonnance doit être confirmée.

Ce chef ne paroît susceptible d'aucun doute. Madame de Megrigny étoit petite-fille & héritière principale d'Aimé de Rochechouart; elle avoit droit de faire apposer le scellé après sa mort; elle l'a fait de l'autorité du Juge ordinaire: quel moyen pouvoit-on avoir pour s'y opposer?

Aussi la Cour en ordonnant la levée des scellés, a-t-elle ordonné par provision qu'il seroit fait description de tous les effets qui se trouveroient sous les scellés, & que le tout seroit laissé à la garde de Magdeleine Mangot; ainsi on a confirmé par provision cette procédure fondée sur une qualité constante dans la personne de Madame de Megrigny.

Madame de Megrigny de sa part étoit Appellante de la Sentence qui avoit entériné le don mutuel fait entre Aimé de Ro-

*Premiere partie, concernant la liquidation des droits & actions de Madame de Megrigny.  
Premier Chef.*

*Second Chef.*

chechouart & Eleonore de Saux, ou du moins elle avoit repris cet appel interjetté par le Marquis de Bonivet son pere, ensemble les Lettres de rescision par lui obtenues contre le consentement qu'il avoit donné à cet entérinement : on soutient que le don mutuel doit être déclaré nul. C'est un objet important, & qui influe sur la plus grande partie des chefs de demande qui suivent.

Les héritiers de Madame de Megrigny ont déjà un grand avantage sur cet article, l'Arrêt & le *retentum* de 1647 ayant jugé que le don mutuel n'auroit pas lieu pour la propriété, & réservé même à décider s'il ne seroit pas nul aussi quant à la jouissance & à l'usufruit, à cause de l'indignité d'Aimé de Rochechouart; c'est le terme du *retentum*.

On sent assez par cette réserve que la Cour présumoit qu'il se trouveroit des moyens suffisans pour le déclarer nul absolument. En effet, le Marquis de Bonivet avoit articulé un grand nombre de recelés & divertissemens d'effets très-précieux; il avoit fait voir que son pere s'étoit porté à cette injustice, dans les vues d'un nouveau mariage qu'il méditoit au moment même de la mort de sa femme; ce qui formoit un caractère d'indignité trop sensible pour qu'après cela le don mutuel pût se soutenir. Il est vrai que la preuve des recelés n'étoit pas encore faite, mais il n'étoit guere possible d'en douter. D'un côté, Aimé de Rochechouart avoit refusé de répondre sur tous ces articles, & de se purger par serment; d'un autre, ces soixante-quinze marcs de vaisselle d'argent cachés derriere de la lavande sur le tambour d'une porte; la découverte de deux contrats de constitution non inventoriés en 1637, & dont Aimé de Rochechouart avoit reçu le remboursement en 1640; enfin la permission que demandoit le Marquis de Bonivet de faire preuve de ces recelés; tout annonçoit la vérité d'une accusation si importante, & par conséquent la caducité du don mutuel.

La Cour en le rejetant déjà quant à la propriété, à cause de l'Edit des secondes noces, ne put donc pas se dispenser de réserver même à le déclarer nul indistinctement, en cas que l'indignité du donataire fût établie; & par-là elle nous a appris que si les recelés étoient parfaitement prouvés, on ne pourroit se dispenser de le proscrire: entorte qu'il ne s'agit plus que d'établir dans le fait la preuve des recelés.

Recelés  
rendent in-  
digne du don  
mutuel.

Cette preuve n'a jamais pu être portée à un plus haut degré d'évidence; les preuves par écrit & les preuves testimoniales concourent également à établir le recelé.



Il résulte d'abord de l'inventaire même de 1637, qu'Aimé de Rochechouart avoit détourné soixante-quinze marcs de vaisselle d'argent, puisqu'on les avoit trouvés cachés dans un endroit où jamais personne n'a imaginé d'en placer, & que dans les vacations précédentes, Aimé de Rochechouart avoit déclaré plusieurs fois qu'il n'avoit point d'autre vaisselle d'argent que celle qui avoit été inventoriée. Il s'en trouva cependant depuis, & en assez grande quantité: elle se trouva par hazard & contre toute esperance; car si le Procureur du Marquis de Bonivet ne s'étoit avisé d'aller monter sur le tembour d'une porte, s'il n'avoit pas porté sa curiosité jusqu'à pénétrer dans de la lavande qui paroissoit là comme négligée, c'étoit autant de sauvé pour Aimé de Rochechouart.

Ainsi les déclarations précédentes, & la circonstance du lieu où cette vaisselle fut trouvée, tout caractérise le recelé, sans que l'on puisse sauver cette article, en disant que jusqu'à la clôture de l'Inventaire, on peut toujours représenter des effets, & qu'il n'y a point en ce cas de recelé. Car cela seroit bon si Aimé de Rochechouart avoit représenté lui-même naturellement cette vaisselle; mais quand on la découvre, malgré les précautions qu'il avoit prises pour la cacher; quand on la découvre contre toute esperance, alors le recelé n'en est pas moins constant, quoiqu'il soit demeuré sans succès. C'est l'intention persévérante de celui qui commet le crime qui le rend coupable, quoiqu'il n'ait pas pu exécuter ses desseins pernicieux.

Une nouvelle preuve par écrit des recelés, est la quittance de remboursement donnée en 1640 par Aimé de Rochechouart de deux contrats de constitution qui appartennoient à sa communauté, & qu'il n'avoit point déclarés ni fait inventorier en 1637. Il n'y a point encore d'équivoque sur cet article; on convient de la part du Comte de Rochechouart de l'existence des contrats & du remboursement de 1640: quelle preuve plus complete peut-on avoir du recelé?

C'est une illusion de dire qu'Aimé de Rochechouart avoit pu remettre ces contrats à quelques Gens d'affaires pour en recevoir les arrérages, & qu'il ne s'en souvenoit plus lors de l'inventaire, qu'un simple oubli ne forme point un recelé; car, outre qu'avec de pareilles excuses, & de prétendus défauts de mémoire, on pourroit couvrir tous les recelés, c'est que dans ce cas même Aimé de Rochechouart ayant depuis acquis de plus grandes connoissances, & reçu même le remboursement

Recelé prouvé par les déclarations, & parce que l'effet se trouve caché.

de ces contrats , il auroit dû les faire ajouter à l'inventaire , & réparer ainſi une omiſſion que l'on ſuppoſe innocente. Mais non , il a affecté de ſouſtraire dans le tems de l'inventaire , il a caché depuis avec ſoin le fait du rembourſement , & ce n'a été que par les recherches que le Marquis de Bonivet a faites dans la ſuite , qu'il eſt parvenu à découvrir ces contrats. Y auroit il quelque moyen pour ſauver un recelé ſi ſenſible ?

Enfin une troiſieme preuve par écrit que l'on n'avoit point encore lors de l'Arrêt de 1647 , ſe tire d'une des Lettres qu'Aimé de Rochechouart avoit écrites à Voile dans le tems même que l'on procédoit à l'inventaire : *mon coquin de fils* , lui dit-il , *a voulu faire appoſer le ſcellé à Cercigny & y faire inventaire ; j'ai voulu contenter ſa curioſité qui n'étoit à mon préjudice ; car croyant trouver des montagnes d'or , par la cache que la pauvre femme à ſa grande maladie avoit montrée au Conſeiller M. de Jorigny & à M. Pichon Médecin , pour me montrer ſi elle mourroit , & ayant eu aſſez de tems pour l'ôter elle-même , ou pour en diſpoſer à ſon plaisir , mon bon marchand n'a trouvé ni les treſors de Créſus , ni les rochers de diamans , & il ne lui reſte que d'être ſifflé de tout le monde.* Il réſulte de cette Lettre : 1°. Qu'Eleonore de Saux avoit une cache , & par conſéquent des effets précieux qu'elle y reſſerroit. 2°. Qu'elle avoit montré cette cache à pluſieurs perſonnes pour qu'on la fit voir à Aimé de Rochechouart après qu'elle ſeroit décédée. 3°. Que les effets qui y étoient ne s'y étoient plus trouvés lorſqu'on y avoit appoſé le ſcellé près de deux mois après la mort d'Eleonore de Saux ; d'où il faut néceſſairement conclure qu'ils avoient été recelés & divertis par Aimé de Rochechouart.

Car de dire comme il fait dans cette Lettre pour déguifer ſon crime , que ſa femme avoit eu le tems d'ôter elle-même ces effets , ou d'en diſpoſer à ſon plaisir , c'eſt un diſcours qui ne fera impreſſion ſur perſonne. La ſeule incertitude qu'il témoigne ſur cette diſpoſition en fait connoître la chimere. D'ailleurs Aimé de Rochechouart étoit préſent durant la dernière maladie de ſa femme ; elle ne pouvoit diſpoſer ſans lui des effets de ſa communauté. Il eſt donc certain que ſi ces effets précieux ne ſe ſont point trouvés au ſcellé , c'eſt qu'il s'en étoit emparé & les avoit détournés ; auſſi voit-on qu'il inſulte avec une maligne joie à la conſternation de ſon fils ; on ſent un homme qui triomphe du ſuccès de ſes artifices & de ſa fraude. Ces différentes preuves par écrit rendent les recelés conſtans.



Mais la preuve testimoniale acheve de les mettre dans tout leur jour. Voile pressé par l'autorité des Monitoires a rendu un compte si exact de tous les effets recelés qui avoient passé par ses propres mains, qu'on ne peut se refuser à la pleine conviction que sa déposition seule pourroit former. Il y déclare qu'il a vu & tenu plusieurs & diverses fois les pierreries qui étoient en grand nombre & de grande valeur; ensemble le collier de perles rondes d'*Eleonore de Saux*, & quantité de perles rondes & baroques dont elle avoit fait faire un inventaire qui étoit écrit de la main de son mari, lesquelles pierreries il avoit portées par deux fois à la *Dame Mangot*, & à elle baillées en main propre. Il explique ensuite la qualité de quelques-unes de ces pierreries qui furent estimées par le nommé *Henaut*, Orfèvre à *Paris*, la somme de 45000 liv. Il parle ensuite d'un autre lot estimé par le même 6000 liv. Il ajoute qu'il y avoit encore une fleur de lys de diamans qui fut aussi vue par ledit *Henaut* Orfèvre, lequel dit qu'elle étoit sans prix. Plus, quatre gros diamans taillés en façon de table, que le même *Henaut* estima 1200 écus chacun. Plus un fil de grosses perles rondes, lequel fut aussi estimé par ledit *Henaut* 16000 liv. Un autre article de plus de 7000 liv. En un mot toutes les perles & pierreries furent estimées par *Henaut* la valeur de plus de 50000 écus.

Dans la suite de sa déposition, Voile déclare qu'il porta à la *D<sup>e</sup> Mangot* 57000 liv. en or; que le jour du mariage des *Sieur & Dame de Tonnay-Charente*, qui fut le jour de Carême-prenant 1638, la *Dame Mangot* lui dit sur les quatre heures de relevée de faire apporter en son hôtel toute la vaisselle d'argent qui étoit dans la chambre du *sieur Tonnay-Charente*, logé à l'enseigne de l'Ange, rue de la Huchette, & se servit du carrosse du *sieur de Tonnay-Charente*, lequel étoit plein, & eut lui Voile bien de la peine à avoir place, quoiqu'il fût seul..... laquelle vaisselle ladite *Dame Mangot* fit peser par ledit *Henaut* Orfèvre, lequel dit audit Voile qu'il y en avoit pour 30000 liv. Il parle encore d'une tenture de tapisserie des Gobelins estimée 10000 l. & de deux lits magnifiques qu'*Aimé de Rochechouart* avoit donnés à la *Dame Mangot*.

Les autres dépositions des Enquêtes ne sont pas moins précises; celle de la demoiselle de *Marconnay*, dixieme témoin de l'Enquête faite à Poitiers, circonstancie pareillement toutes les pierreries. Elle déclare qu'incontinent après le décès d'*Eleonore de Saux*, *Aimé de Rochechouart* envoya querir le Menuisier, & que lui ayant montre la cache, il prit tout ce qui étoit dedans.

Celle de Charles Henaut, fils de François Henaut, Orfèvre de la Dame Mangot, confirme toutes les autres; elle porte que son pere s'étoit entretenu plusieurs fois du mariage des Sieur & Dame de Tonnay-Charente; qu'il fut employé à compter 50 ou 60000 liv. en or, qui furent portées de la part du sieur de Tonnay-Charente par son Procureur nommé Voile; qu'il y avoit pour 25 à 30000 liv. de vaisselle d'argent; *qu'il a entendu parler à son pere d'une contre-promesse qui fut donnée par les freres & sœurs de Magdeleine Mangot, afin que venant à partage, elle ne rapportât que 50000 écus; que son pere examina quantité de pierreries, perles & diamans qui appartenoient à M. de Tonnay-Charente; qu'il a toujours entendu apprécier les perles, diamans & pierreries donnés à la Dame de Tonnay-Charente 40 ou 50000 écus.* Il ajoute un fait très-singulier & très-important, qui est que le 8 ou 9 Juin 1659 son frere & le nommé François Henaut, qui logeoit alors chez la Dame de Tonnay-Charente, lui apporta à deux voyages dans la même matinée quatre cassettes, l'une de cuir noir d'environ un pied & demi de long, une couverte de velours rouge, les deux autres de la même couleur couvertes de petits passemens d'argent; *qu'il lui dit qu'il falloit qu'il cachât ces quatres cassettes sous son lit, & que personne ne les vît, à cause de M. de Megrigny qui devoit venir chez ladite Dame faire inventaire, & qu'il falloit tenir cela secret; que ces quatres cassettes étoient bien fermées de clefs, & que celle de cuir noir étoit fort pesante.*

Ces dépositions prouvent donc un double recelé; le premier commis par Aimé de Rochechouart à la mort d'Eléonore de Saux sa premiere femme, & le second commis à la mort d'Aimé de Rochechouart par Magdeleine Mangot sa seconde femme, pour couvrir, s'il étoit possible, le premier recelé d'effets précieux, & pour ainsi dire d'un prix inestimable, 50000 écus en pierreries, 20000 écus d'argent comptant, 30000 liv. de vaisselle d'argent, des tentures de tapisserie, & autres meubles, des contrats de constitution, & peut-être des billets ou obligations. Il est certain que l'objet seul des recelés est de plus de 300000 liv. Et qui sont ceux qui en déposent? Ceux par les mains de qui presque tous ces effets ont passé. Jamais preuve n'a peut-être été, ni plus claire, ni plus complete.

C'est donc le cas de profiter de la réserve faite par le *retentum* de 1647, pour prononcer la nullité absolue du don mutuel, à cause de l'indignité du donataire prouvée par tant de recelés.



En effet, lorsque deux conjoints forment entr'eux un don mutuel, ce n'est pas pour que le survivant dépouille l'enfant né de leur mariage des biens du prédécédé, & qu'il aille revêtir de ces dépouilles la famille dans laquelle il prend un second engagement. Lorsqu'il en agit de la sorte, il devient coupable d'une ingratitude qui annulle la donation, & le prive des biens dont il abuse si indignement.

On peut même dire que dans les recelés commis par Aimé de Rochechouart regne un caractère d'indignité plus odieux que dans tous autres. En effet, à peine sa première femme a-t-elle les yeux fermés, qu'il forme des vœux ardens pour un second engagement; & c'est pour être plus en état d'en contracter un qui lui convienne, qu'il détourne des effets précieux, & des sommes immenses à la ruine de son fils. Le crime redouble par le motif qui le fait commettre: un père seroit toujours condamnable, quand il ne divertiroit après la mort de sa femme certains effets que pour en profiter; mais lorsqu'il se porte à ce recelé pour former plus aisément de nouveaux nœuds, & qu'on le trouve tout occupé de ce projet dans le moment funeste de la mort d'une femme qui devoit lui être chère, on ne peut s'empêcher de sentir toute l'indignité du procédé, & de reconnoître combien dans ces circonstances le survivant mérite peu de profiter du don mutuel qu'il s'étoit procuré.

C'étoit sans doute l'esprit dont la Cour étoit animée quand elle conçut le *retentum* de 1647. Elle a réservé à prononcer la nullité du don mutuel après les enquêtes faites, parce qu'elle a voulu voir si la preuve seroit complète, & si l'objet seroit de quelque conséquence; à présent donc que ces vérités sont dans tout leur jour, on ne croit pas qu'elle puisse balancer à le proscrire.

Si cela est, il faut infirmer la Sentence du 16 Octobre, & entériner les Lettres prises par François de Rochechouart contre le consentement qu'il y avoit donné; il ne savoit pas alors les recelés commis par son père; le moyen d'indignité ne lui étoit pas acquis, ou du moins ne lui étoit pas connu; ainsi ce consentement ne put lui être proposé.

Il est facile après cela de répondre aux objections que le Comte de Rochechouart a proposées au sujet de ces recelés & divertissemens.

Il voudroit d'abord faire tomber la déposition de Voile, parce que c'étoit, dit-il, le Procureur, le confident d'Aimé de Rochechouart. Or, un homme de ce caractère qui va déposer en

Recelé dans  
la vue d'un  
second maria-  
ge, excès d'in-  
dignité.

Reponses aux  
Objections.

Justice, & révéler les secrets qui lui ont été confiés, est un prévaricateur dont le témoignage doit être rejeté. Les Censures ecclésiastiques n'obligent pas même ceux à qui on a confié un crime de le révéler. Ce reproche ne paroît soutenable, ni par rapport aux circonstances du fait, ni par rapport aux principes.

D'un côté il ne paroît pas que les faits dont Voile a déposé lui aient été confiés comme Procureur d'Aimé de Rochechouart. Il ne s'agissoit point de procès alors, & par conséquent il n'y avoit rien où l'on pût employer le ministère du Procureur. C'est un ami qui est seulement employé pour négocier un mariage, & qui a vu, comme plusieurs autres personnes, porter de grandes richesses chez la future épouse; qui a été employé même pour les porter; mais en tout cela, il n'y avoit rien du ministère de l'Officier public, qui seul peut obliger au secret.

Bornes de  
l'obligation  
où sont les  
Conseils de  
garder le se-  
cret à leurs  
Clients.

On ne peut pas même dire qu'Aimé de Rochechouart eût exigé de lui aucun secret sur le fait des richesses portées chez Magdeleine Mangot. Trop de personnes avoient été employées, soit à ce transport, soit aux estimations, pour que l'on pût espérer d'en faire un grand mystère: mais quand cela seroit, est-il donc vrai que celui à qui on a confié en secret quelque circonstance qui peut intéresser ou l'honneur ou la fortune d'un autre, soit dispensé de la révéler, lorsque l'autorité des Censures ecclésiastiques le force de parler? La morale que l'on propose de la part du Comte de Rochechouart seroit un peu trop commode pour les coupables, si elle étoit adoptée. On convient que ceux à qui, dans des fonctions nécessaires au public, on a confié quelque mystère, ne doivent pas en abuser, & que les Censures de l'Eglise n'en portent point sur eux: tels sont les Avocats, les Procureurs, les Médecins ou Chirurgiens, les Notaires ou autres personnes publiques, à qui on est obligé de s'adresser par la nécessité de leur ministère; mais quand dans toute autre circonstance un homme tiendra un fait du coupable même, s'il est assigné, ou qu'il soit seulement excité par la publication des Monitoires, il doit son témoignage à la Justice; & tous les jours un Accusé est convaincu par ceux qui déposent lui avoir oui dire à lui-même certains faits & certaines circonstances.

D'ailleurs Voile ne dépose pas seulement de faits qu'il ait appris d'Aimé de Rochechouart; ce ne sont pour la plupart que ceux qui lui sont propres qu'il explique, ce qu'il a vu, ce qu'il a fait



a fait, pouvoit-il refuser d'en rendre compte ? Ainsi, loin d'en faire un prévaricateur, c'est un homme que sa religion & son honneur ont forcé de parler.

De dire qu'il se fût brouillé avec Aimé de Rochechouart, c'est ce dont on n'apperceoit aucune trace ; d'ailleurs il dépose dix ans après la mort d'Aimé de Rochechouart, ainsi c'est un reproche qui ne peut être écouté.

Mais, dit-on, où Aimé de Rochechouart & Eléonore de Saux auroient-ils pris tant de richesses ? On suppose qu'Eléonore de Saux en avoit profité à la mort du Marquis d'Inteville son premier mari ; mais outre que le fait n'est point prouvé, c'est une injure que les descendans d'Eléonore de Saux font à sa mémoire ; d'ailleurs elle auroit été coupable d'un vol, pourroient-ils en profiter ? Ce qu'ils se feroient restituer par la succession d'Aimé de Rochechouart, il faudroit qu'ils le rendissent eux-mêmes à celle du Marquis d'Inteville.

On apperceoit d'abord toute la foiblesse de ce raisonnement.

1°. Il n'est point ici question de chercher où Aimé de Rochechouart & Eléonore de Saux avoient pris toutes ces richesses. Ils les avoient, cela est prouvé ; il n'en faut pas davantage ; les raisonnemens, les doutes affectés ne changeront pas un fait parfaitement établi.

2°. Madame de Megrigny, & après elle ses héritières, ont cru pouvoir avancer qu'une partie de ces effets venoient du Marquis d'Inteville, & quelque chose que puisse proposer le Comte de Rochechouart, elles ne croient pas s'être trompées. Elles voient d'abord que les héritiers du Marquis d'Inteville s'étoient plaints de la soustraction d'effets précieux ; qu'ils avoient même fait publier des Monitoires : elles voyent ensuite qu'Eléonore de Saux renonce à la communauté du Marquis d'Inteville, qui devoit être très-opulente, & consent la réduction de son douaire, au moyen de quoi les héritiers du Marquis d'Inteville se désistent de leurs poursuites. La conséquence est naturelle, c'est qu'Eléonore de Saux a conservé, à la faveur des remises qu'elle a faites, les effets mobiliers que le Marquis d'Inteville lui avoit légués. Cette vérité se trouve d'ailleurs confirmée par les enquêtes faites en 1661. On y trouve les dépositions de plusieurs Gentilshommes qui avoient connu le Marquis d'Inteville, & qui rendent compte de l'abondance des meubles & des pierreries qu'ils lui avoient vu, & à Eléonore de Saux sa femme.

Ils expliquent les actes passés entre elle & les héritiers du Marquis d'Inteville, & conviennent que la réduction du douaire d'Eléonore, fut ce qui lui procura la possession tranquille des effets dont elle étoit faisie. D'autres témoins parlent du même fait sur la notoriété publique, & sur la connoissance qui en avoit été répandue dans la maison de Rochechouart : l'origine de tant de richesses n'est donc pas fort équivoque.

3°. Mais vous faites injure, dit-on, à la mémoire d'Eléonore de Saux ; d'ailleurs vous seriez obligé de restituer ce que vous demandez. Le Comte de Rochechouart s'alarme trop sur les obligations de Madame de Megrigny, & de celles qui la représentent. Elles sont persuadées que la mémoire d'Eléonore de Saux ne souffre rien des faits qu'elles avancent ; qu'elle avoit eu de bonnes raisons pour se mettre en possession des meubles qui lui avoient été légués ; qu'elle les a conservés à juste titre, puisque c'est en vertu d'une transaction passée avec les héritiers de son mari.

4°. C'est encore une illusion de prétendre que, parce qu'Aimé de Rochechouart a fait quelques emprunts dans le commencement de son mariage, il n'avoit pas reçu tant d'argent ni de meubles précieux d'Eléonore de Saux ; car il pouvoit avoir ses raisons alors pour ne pas faire paroître ses richesses. D'ailleurs s'il y a quelques emprunts d'un côté, il y a de l'autre des acquisitions pour des sommes bien plus considérables : on en trouve pour près de 250000 liv. Outre ces trésors qui subsistoient à la mort d'Eléonore de Saux, on pourroit demander à son tour où ils avoient pris tant de biens, si la plus grande partie ne venoit pas du Marquis d'Inteville.

Mais on ne peut trop le répéter, il n'est point question de remonter à l'origine de ses richesses. Quand on n'auroit rien tiré du Marquis d'Inteville ; quand on ne formeroit à cet égard que de vaines conjectures, ne suffit-il pas que ces richesses se soient trouvées à la mort d'Eléonore de Saux ? Le fait des recelés est donc constant ; l'indignité est donc prouvée : on peut se perdre en raisonnemens ; mais on ne détruira pas *un fait* juridiquement établi.

*Troisième chef.*

Après avoir détruit le don mutuel, tant pour la propriété que pour les jouissances, il reste à connoître en quoi consistoient les parts & portions de François de Rochechouart, pere de Madame de Megrigny, dans les biens, tant d'Eléonore de Saux, que d'Aimé & de Marie de Rochechouart.



Le premier objet qui se présente est la terre de Bonivet en Poitou ; elle avoit été échangée en 1622 par Aimé de Rochecouart & Eléonore de Saux contre les terres d'Orrain , Courchamp & Fougerolles , qui étoient propres en entier à Eléonore de Saux , contre la terre de Perray-le-Grand , qui étoit encore propre pour moitié à Eléonore de Saux , & pour moitié conquêt de la communauté ; & enfin contre une rente de 1125 liv. qui étoit aussi un conquêt de la communauté. Ainsi la terre de Bonivet étoit propre à Eléonore de Saux , & il n'y avoit qu'une foible portion qui pût être réputée conquêt , comme représentant la moitié de la terre de Perray-le-Grand acquise 12000 livres , & la rente de 1125 liv. constituée pour 18000 liv. pendant la communauté.

Il est vrai qu'Aimé de Rochecouart avoit engagé sa femme à subroger la terre de Bouchet , à ce qui étoit propre dans celle de Bonivet ; mais le contrat de 1624 qui contenoit cette subrogation ayant été cassé par l'Arrêt de 1647 , les droits d'Eléonore de Saux ou du Marquis de Bonivet son fils ont été pleinement rétablis.

Ainsi les demandes formées par Madame de Megrigny au sujet de la terre de Bonivet ne peuvent souffrir de difficulté. Elle a demandé qu'elle fût déclarée propre maternel à François de Bonivet son pere , jusqu'à concurrence des propres d'Eléonore de Saux donnés en échange : ce chef ne peut être contesté. Elle a demandé encore qu'elle fût déclarée propre maternel , jusqu'à concurrence de 15000 liv. faisant la moitié des conquêts donnés en supplément de l'échange : tout cela étoit de droit.

L'autre moitié des conquêts entrés dans l'échange a formé un propre paternel à la mort d'Aimé de Rochecouart , & alors Madame de Megrigny , comme représentant François de Rochecouart son pere , qui étoit l'aîné , a été saisie des deux tiers de cette portion , suivant la Coutume de Poitou ; c'est-à-dire , que dans 15000 liv. elle en a eu dix ; enfin les 5000 livres restant , étant subdivisées entre Jean-Claude & Marie de Rochecouart , enfant du second lit , & Marie de Rochecouart étant depuis décédée , les deux tiers de sa portion , ont encore accru à Madame de Megrigny ; en sorte qu'il n'est resté à Jean-Claude de Rochecouart , pere de Madame de Blainville , que 2500 liv. pour sa portion dans la succession de son pere , & 833 liv. pour le tiers de la portion de sa sœur.

On voit par ce détail que la terre de Bonivet appartenoit presqu'en entier à Madame de Megrigny, puisque tout le droit de Jean-Claude de Rochechouart se réduisoit à une si foible portion.

Il est vrai que le Comte de Rochechouart prétend qu'il faut ajouter aux 30000 liv. prises dans la communauté une somme de 10000 liv. pour de prétendus droits Seigneuriaux, qu'il suppose payés, 8000 liv. pour les meubles étant dans la Terre de Fougerolles, & quelques autres petits articles qu'il porte à 2000 ou 3000 liv. Et comme il diminue la valeur des propres d'Eléonore de Saux, il en conclut qu'elle n'a contribué à l'échange que pour 68000 liv. & que la communauté a fourni 51000 liv.

Mais tout est chimérique dans le calcul; car il est prouvé par toutes les pieces qui sont au Procès, que les propres d'Eléonore de Saux valaient plus de 4000 liv. de rente, & par conséquent ne pouvoient être estimés moins de 100000 liv. par rapport à leur dignité. A l'égard de la communauté, il est certain qu'elle n'a fourni que 30000 livres; car les prétendus 10000 livres de droits Seigneuriaux sont une chimere: il n'en est point dû pour échange, & on ne voit pas qu'Aimé de Rochechouart en ait payé. Les meubles de Fougerolles étoient si peu de chose, qu'on n'a pas daigné les estimer dans l'échange; ce seroit au Comte de Rochechouart à justifier la valeur qu'il leur attribue. Ainsi tout son calcul s'évanouit. Mais quand on pourroit l'admettre, la portion de la Dame de Blainville dans ce qui représente les conquêts, n'étant que d'un dixieme ou environ, puisque, selon le calcul que l'on vient de faire, & qui ne peut être contesté, sur 30000 livres elle n'emporte que 3333 livres, il est impossible de faire un objet de la part qu'elle a dans cette Terre. Pour une si modique portion, on ne jettera pas les Parties dans des estimations ruineuses, pendant qu'on en a une toute faite par l'échange même.

Dans son propre calcul, & en portant la valeur des effets de la communauté à 51000 liv. la moitié appartenoit à Madame de Megrigny, comme héritière d'Eléonore de Saux, & étoit de 25500 liv. Dans les 25500 liv. restant, elle en auroit 17000 liv. pour les deux tiers, comme héritière d'Aimé de Rochechouart; & enfin dans les 8500 liv. restant, dont la moitié appartenoit à Marie de Rochechouart, elle avoit encore 2834 liv. comme son héritière; en sorte que dans la supposition du Comte de Rochechouart, tout le droit de la Dame de Blainville sur Boni-



vet se réduiroit à 5667 liv. mais comme son calcul est composé de sommes considérables que la communauté n'a jamais fournies , il est évident qu'il en faut revenir à celui de Madame de Megrigny , & fixer toute la part de la Dame de Blainville à 3333 liv. 6 s. 8 d.

De ce chef suit nécessairement la restitution des fruits qu'Aimé de Rochechouart a perçus depuis 1637, tems du décès d'Eléonore de Saux sa femme , jusqu'au mois de Juillet 1649 , que Madame de Megrigny est entrée en possession de la terre de Bonivet ; & cette restitution comprend tous les fruits de cette terre , à l'exception de la moitié des conquêts qui appartenoit à Aimé de Rochechouart.

Pour se défendre de cette restitution , on a proposé deux moyens de la part du Comte de Rochechouart. Le premier a consisté à dire que la terre du Bouchet avoit été donnée à François de Rochechouart dans un tems où on regardoit cette Terre comme propre d'Eléonore de Saux , en vertu du contrat de 1624 ; que l'Arrêt de 1647 ayant cassé ce contrat , la jouissance du Bouchet devoit tenir lieu à François de Rochechouart de ce qui étoit propre dans Bonivet. Le second a été tiré du don mutuel , qui donnant à Aimé de Rochechouart la jouissance de tous les conquêts & du tiers des propres , diminueroit infiniment cette restitution.

Mais il faut retrancher le dernier moyen , puisque l'on a fait voir que le don mutuel ne pouvoit subsister , même pour les revenus ; & à l'égard de l'autre moyen , il ne roule que sur une fiction. Pourquoi supposer que la donation de la Terre du Bouchet doit tenir lieu de celle de Bonivet , & que les fruits de l'une doivent être compensés avec ceux de l'autre ? Cela est-il proposable ?

La donation faite au fils de la Terre du Bouchet , ne l'excluoit pas d'exercer ses droits dans la succession de sa mere , ni de jouir des propres qui s'y trouvoient ; & l'on ne peut jamais compenser les fruits d'un fonds qui lui étoit donné avec ceux des propres qui lui étoient échus par la mort de sa mere ; c'étoient deux droits distincts qui produisoient chacun leur effet sans confusion.

Si même cette déduction pouvoit avoir lieu , elle se réduiroit à faire diminuer sur les fruits de Bonivet la moitié seulement des fruits du Bouchet ; car pour l'autre moitié , comme elle appartenoit à François de Rochechouart du chef de sa mere ,

elle ne pourroit jamais le remplir de ce qui lui revenoit dans Bonivet ; mais , on le répète , les fruits du Bouchet appartenoient en entier au fils , en vertu de son contrat de mariage , & ceux de Bonivet lui revenoient outre cela , comme héritier de sa mere ; une jouissance ne doit point exclure l'autre ni en tenir lieu.

*Quatrieme  
chef.*

Tout ce que l'on vient de dire pour la terre de Bonivet s'applique également , tant pour la propriété que pour les fruits , à une rente de 1125 liv. à prendre sur le Port de Conflans Sainte-Honorine ; c'étoit un propre d'Eléonore de Saux qui lui avoit été abandonné par Guillaume de Saux de Tavannes son pere , le 23 Janvier 1617 , au lieu de la terre de Niville qui faisoit partie de sa dot. Il n'y a sur ce chef aucune difficulté , ni pour le fonds de la rente , ni pour les arrérages ; le fonds étoit propre à Eléonore de Saux , par conséquent François de Rochechouart a dû entrer en possession de cette rente le 11 Septembre 1637 , jour du décès de sa mere ; cependant elle n'a été abandonnée à Madame de Megrigny que par la transaction de 1649 : ce font donc douze années de restitution de fruits.

*Cinquieme  
chef.*

François de Rochechouart , pere de Madame de Megrigny , avoit encore incontestablement , comme héritier d'Eléonore de Saux sa mere , la moitié des meubles inventoriés après son décès , & des contrats de constitution faits pendant le mariage d'Aimé de Rochechouart & d'Eléonore de Saux , comme le tout étant effet de leur communauté. Cette moitié de meubles , suivant l'inventaire , étoit de 12161 l. 12 s. 3 d. à quoi ajoutant 3040 l. 10 s. pour la crue , cet article montoit à 15202 l. 8 s. 3 d. dont la restitution est due par la succession d'Aimé de Rochechouart , avec les intérêts depuis le 11 Septembre 1637 jusqu'à présent.

La moitié des contrats inventoriés étoit de 54975 l. qui appartenoit de même à François de Rochechouart , avec les arrérages depuis le même jour.

Ce chef est encore incontestable ; il est établi par l'inventaire même , quelque défectueux qu'il fût , & Aimé de Rochechouart ne s'est jamais dispensé d'en faire raison à son fils que sous prétexte du don mutuel ; mais ayant déjà été détruit quant à la propriété par l'Arrêt de 1607 , & ne pouvant subsister quant à la jouissance , après la preuve complete des recelés & divertissemens réservés par cet Arrêt , il est évident que la condamnation demandée à cet égard ne peut plus faire la matiere d'une question.

*Sixieme chef.*

Enfin , Madame de Megrigny , du chef d'Eléonore de Saux son



aïeule , a demandé encore la totalité des effets recelés & divertis par Aimé de Rochechouart , lors de l'inventaire de 1637 , avec les intérêts des sommes auxquelles se trouveront monter ces recelés & divertissemens.

L'Arrêt & le *retentum* de 1647 a admis la preuve par témoins de ces recelés & divertissemens , sans préjudice des preuves littérales qui se trouvoient déjà au Procès. Si la preuve se trouve complète , tant par titre que par témoins , la restitution demandée ne pourra souffrir aucune difficulté.

On a déjà expliqué cette preuve sur le premier chef de demande concernant la nullité du don mutuel , & l'on a vu qu'elle est portée jusqu'à la démonstration ; preuve par l'inventaire même du divertissement de soixante-quinze marcs de vaisselle d'argent que l'on avoit cachés sur le haut d'un tambour derrière de la lavande ; preuve par deux quittances des 24 Septembre 1638 & 4 Septembre 1640 du divertissement de plusieurs contrats , montant en principaux à 13600 liv. dont il n'étoit point parlé dans l'inventaire.

Preuve par les Lettres qu'Aimé de Rochechouart écrivit dans le tems de l'inventaire à Voile , Procureur en la Cour , où sous le nom d'un ami , *d'un autre lui-même* , il décrit tous les effets mobiliers qu'il avoit en sa possession.

Preuve par une foule de dépositions les plus exactes , les plus précises , & les plus circonstanciées du montant de tous ces effets mobiliers , qu'Aimé de Rochechouart fit porter chez Madame Mangot quelques jours avant qu'il épousât sa fille. Ce sont ceux-même qui ont porté ces effets , ceux qui les ont estimés qui en déposent , & qui procurent à Madame de Megrigny , ou à ses héritiers , le double avantage , & de prouver invinciblement le fait du recelé , & d'assurer la valeur des effets divertis. C'est par leurs dépositions que l'on a su qu'il y avoit pour 150000 liv. de perles , pierreries & de diamans , pour plus de 20000 l. de vaisselle d'argent non inventoriée , & 50000 l. au moins en argent , dont on augmenta la dot de Magdeleine Mangot , qui n'étant en effet que de 50000 écus , fut portée jusqu'à deux cens mille , à la faveur d'une contre-lettre donnée à Aimé de Rochechouart par Madame Mangot & Messieurs ses enfans. Jamais il n'y a peut-être eu de preuve plus complète de recelé , ni d'un recelé plus considérable.

Si ces effets avoient été compris dans l'inventaire , François de Rochechouart y auroit eu la moitié , à cause de la communauté ;

Peine du re-  
celé est d'être  
privé de sa  
part de l'effe.

mais ayant été divertis, ces effets lui appartiennent en entier, parce que la peine de celui qui a fait le divertissement, est d'être privé de sa part dans les effets divertis : c'est la décision de la Loi 48 au ff. *ad Senatusconsultum Trebellianum*, dans le cas d'un cohéritier qui a détourné quelques effets de la succession : *in his rebus quas subtraxit, denegari ei petitionem oportere, rectè respondetur* : Et c'est la Jurisprudence constante des Arrêts par rapport aux effets de la communauté que le survivant des conjoints a recelés, comme cela est établi par l'Auteur des notes sur Duplessis, Traité de la Communauté, liv. 2, chap. 3.

La succession d'Aimé de Rochechouart ne peut donc éviter la condamnation demandée par Madame de Megrigny, à qui la totalité des effets recelés & divertis doit appartenir, avec les intérêts de toutes ces sommes depuis le 11 Septembre 1637 jusqu'à présent.

Septieme chef.

Les droits de Madame de Megrigny dans les successions d'Aimé de Rochechouart, son aïeul, & de Marie de Rochechouart, sa tante, ne sont pas moins certains, ni moins faciles à liquider.

La terre de Vivonne & Cercigny, située en Poitou, étoit l'effet le plus considérable de ces successions ; Madame de Megrigny, comme représentant l'aîné, y avoit d'abord le préciput, consistant dans le Château & préclôtures, suivant l'art. 289, & les deux tiers du surplus, suivant l'art. 290 de la Coutume de Poitou.

L'autre tiers se partageoit entre Jean-Claude & Marie de Rochechouart, qui avoient ainsi chacun un fixieme au total. Marie de Rochechouart mourut peu de tems après son pere, & sa part étoit à subdiviser entre Madame de Megrigny sa niece, fille de son frere aîné, & Jean-Claude de Rochechouart son frere ; & comme le droit d'aînesse a lieu aussi bien en faveur de la ligne collatérale, que de la ligne directe dans la Coutume de Poitou, suivant les mêmes articles 289 & 290, Madame de Megrigny recueilloit encore les deux tiers du fixieme de Marie de Rochechouart ; enforte qu'elle devoit avoir pour elle seule, outre le Château & préclôtures, les deux tiers au total, & les deux tiers d'un fixieme, ce qui fait précisément sept parts dans neuf.

Les fruits de ces portions dont elle auroit dû jouir depuis le décès d'Aimé & de Marie de Rochechouart arrivé en 1651 & 1652, jusqu'en 1679 qu'elle est entrée en possession de cette terre, montoient à plus de 170000 liv. sauf à déduire ce qui pourra se trouver



trouver dû à Magdeleine Mangot pour les arrérages de son douaire , en le réduisant dans ses justes bornes , suivant l'Edit des secondes noces , & la disposition des Coutumes où les biens étoient situés.

La terre d'Orgeres , située dans la Coutume de Chartres , fut acquise par Aimé de Rochechouart pendant son second mariage : l'art. 98 de la Coutume de Chartres donne pour partage tous les acquêts tenus en fief aux enfans du second lit , comme elle laisse tous les propres aux enfans du premier lit. Par cette disposition , la moitié d'Orgeres , qui appartenoit à la succession d'Aimé de Rochechouart étoit à partager entre les enfans du second lit seulement ; & Jean-Claude de Rochechouart y prenant les deux tiers comme aîné , il ne restoit que l'autre tiers à Marie de Rochechouart.

*Huitieme chef.*

Elle mourut en 1652. Dans cette nouvelle succession , Madame de Megrigny a recueilli la moitié de la portion que Marie de Rochechouart avoit dans la terre d'Orgeres ; & comme Jean-Claude de Rochechouart a joui de la totalité de cette Terre , il doit faire raison à la succession de Madame de Megrigny des fruits de la moitié de la portion de Marie depuis 1652 jusqu'à présent , & lui abandonner le fond , ou lui en payer la valeur.

La terre de Creteil , située dans la Coutume de Paris , fut de même acquise pendant la communauté de Magdeleine Mangot. La moitié appartenoit à la succession d'Aimé de Rochechouart qui laissoit trois enfans ; ainsi , selon la disposition de la Coutume de Paris , Madame de Megrigny , comme représentant l'aîné , avoit la moitié dans la part du pere ou le quart au total , l'autre quart se partageant entre les enfans du second lit. Marie de Rochechouart avoit un huitieme au total , & par sa mort ce huitieme a dû être subdivisé entre Madame de Megrigny & Jean-Claude de Rochechouart ; ensorte que Madame de Megrigny , comme héritiere tant d'Aimé que de Marie de Rochechouart , avoit dans la terre de Creteil un quart & un seizieme au total , ou ce qui est la même chose , cinq huitiemes dans la moitié.

Les fruits de ces portions lui sont dus depuis 1651 & 1652 jusqu'à présent , & il faut lui tenir compte de la valeur de ces mêmes portions.

On objecte , par rapport aux terres d'Orgeres & de Creteil , que ce n'étoient point des conquêts de la communauté d'Aimé de Rochechouart , mais des propres de Magdeleine Mangot à elle échus par le partage des successions de ses pere & mere ; mais

les titres produits par la Dame Marquise de Saint-Georges & Conforts ne permettent pas d'insister dans ce moyen.

Il est vrai qu'à l'égard de la terre d'Orgeres, elle fut délaissée aux Sieur & Dame de Tonnay-Charente par le partage reconnu devant Notaires le 25 Août 1643; mais ce fut à la charge de payer 50000 livres à Messieurs Mangot, freres de la Dame de Tonnay-Charente; & comme ce délaissement fut fait tant au mari qu'à la femme, & à la charge de payer le prix entier de la Terre, les parties reconnurent elles-mêmes qu'on ne pouvoit regarder ce délaissement que comme une véritable vente, & convinrent par un acte du même jour d'en payer également les droits Seigneuriaux. Le paiement a été fait en conséquence, comme il est justifié par des quittances qui excèdent même la somme de 50000 liv.

A l'égard de Creteil, le délaissement n'en a pas même été fait par le partage; mais trois ans après, par acte du 17 Février 1646, les Sieur & Dame de Tonnay-Charente convinrent avec Messieurs Mangot de faire liciter cette Terre, à condition que les Sieur & Dame de Tonnay-Charente s'en rendroient adjudicataires pour pareille somme de 50000 liv. ce qui fut exécuté; & en conséquence les 50000 liv. ont encore été payées.

Cela supposé, ou ces terres sont des acquêts dans la personne d'Aimé de Rochechouart, ou du moins sa communauté avoit une indemnité & une récompense de 100000 l. à exercer. Dans le premier cas, les demandes formées par Madame de Megrigny pour avoir un sixieme dans la maison d'Orgeres, & cinq huitiemes dans la moitié de Creteil, ne peuvent souffrir de difficulté. Dans le second, Madame de Megrigny auroit eu le tiers dans les 50000 liv. moitié de la récompense appartenant à la succession d'Aimé de Rochechouart, ce qui monteroit à près de 17000 liv. avec les intérêts depuis 1651 jusqu'à présent. Il y a si peu de différence entre ces deux opérations, qu'il n'est pas nécessaire de faire de grands efforts pour établir la préférence qui est due à la premiere.

Ce qui est de certain, est que le Comte de Rochechouart ne peut pas opposer la Sentence du 12 Juillet 1667, qui a fait mainlevée de l'opposition de Madame de Megrigny au décret volontaire de la terre de Creteil, qui se faisoit en conséquence de la vente qui en avoit été faite par Magdeleine Mangot; car il est évident que la Cour étant saisie dès 1661 de la demande formée par Madame de Megrigny pour la portion qui lui reve-



noit dans la terre de Creteil, on n'a pas pu faire juger au Châtelet une question dont la Cour étoit saisie : aussi fut-elle jugée en faveur de Madame de Megrigny par l'Arrêt du Parlement de Bretagne de 1678, sans que jamais on ait opposé cette Sentence.

Cependant on a, en tant que de besoin, interjetté appel de cette Sentence de 1667 ; appel qui ne pourroit souffrir aucune difficulté, quand on ne considéreroit que l'incompétence du Tribunal qui l'a rendue.

Mais que ces Terres fussent propres à Magdeleine Mangot, ou conquêts de sa communauté avec Aimé de Rochechouart, les droits de Madame de Megrigny sont toujours presque égaux, & par conséquent ce chef opere nécessairement un objet important dans le partage.

Voilà à quoi se réduisent les prétentions de Madame de Megrigny. Comme elles sont toutes fondées sur les dispositions des Coutumes où les biens sont situés, il n'y en a aucune qui puisse être contestée. D'un côté, elles tendent à assurer à la succession de Madame de Megrigny les parts & portions qui lui appartiennent dans les immeubles de ses auteurs ; & de l'autre, à lui procurer la restitution tant des fruits que des effets mobiliers dont elle a été si injustement privée.

Par rapport à cette restitution, il faut distinguer ce qui étoit dû à la mort d'Aimé de Rochechouart, d'avec ce qui est échu depuis. Pour ce qui étoit dû à la mort d'Aimé de Rochechouart, & par sa succession, il est évident que Madame de Megrigny en confond en elle-même la moitié comme héritière de son aïeul, & que la Dame Marquise de Blainville n'en est tenue que pour l'autre moitié, comme représentant Jean-Claude de Rochechouart son pere.

Mais à l'égard de ce qui est échu depuis la mort d'Aimé de Rochechouart, comme les jouissances de Cercigny, Orgeres & Creteil, & les intérêts des sommes que Jean-Claude de Rochechouart devoit payer pour sa part & portion, Madame de Blainville en est seule tenue, parce que c'est une dette particulière de la succession de son pere, dont elle est seule héritière.

Il reste à examiner, dans la seconde partie de la Cause, si des droits si considérables, & si solidement établis ; si des droits, pour ainsi dire, sacrés, puisque c'est la Loi & la Nature qui les a formés, ont pu être anéantis par la prétendue transaction de 1649, & si les Dames de Saint-Georges, de la Coste & de Poitiers doivent,

comme héritières de M. de Megrigny, perdre ce qui leur est acquis incontestablement comme héritières de Madame de Megrigny leur mere & aieule.

Seconde  
Partie.

Lettres de  
rescision prises  
par M. de  
Megrigny con-  
tre l'acte de  
1649.

Par les circonstances que l'on a expliquées, il est évident que cet acte est l'ouvrage du dol, de la violence, de la contrainte; qu'il renferme des dispositions prohibées, & contre lesquelles on n'auroit pas même besoin du secours des Lettres de rescision; enfin que dans tous les tems il a été, en quelque maniere, proscrit par une foule de préjugés.

Qu'il soit l'effet du dol, de la violence & de la contrainte, on n'aura pas de peine à se le persuader, quand on verra à quel point Aimé de Rochechouart étoit animé contre son fils, représenté alors par Madame de Megrigny.

Le principe de cette haine est qu'Aimé de Rochechouart avoit travaillé toute sa vie à s'enrichir des biens d'Eléonore de Saux sa premiere femme, & que le Marquis de Bonivet son fils, par sa fermeté, avoit mis un grand obstacle à l'exécution de ses pernicious desseins.

On en voit le pere tout occupé dès les premiers tems de son mariage, par les Lettres du Roi Henri IV, & par la réponse d'Aimé de Rochechouart au sujet de la terre de Fougerolles, où il avoue qu'il s'étoit conduit avec beaucoup de secret; *d'un côté, pour empêcher que les ennemis de sa bonne fortune n'empêchassent l'avancement que sa femme étoit en desir de lui faire; & de l'autre, de peur que par l'humeur changeante du sexe, elle ne révoquât cette bonne volonté.*

Il cherchoit donc à profiter du bien de sa femme, & ménageoit pour cela avec art les momens favorables.

Tout répond dans la suite à ce premier projet. En 1612 il fait faire un don mutuel. En 1622 il fait faire un échange des biens que sa femme avoit en Champagne avec la terre de Bonivet en Poitou, parce que la Coutume de cette Province fait tomber dans le don mutuel tous les meubles & acquêts, & le tiers des propres. En 1624 il subroge la terre du Bouchet à celle de Bonivet, quoique l'une ne valût pas le quart de l'autre, il se munit d'un nouveau don mutuel en 1631, & d'un autre en 1636; & enfin pour consommer tant d'injustices, lorsqu'il voit sa femme prête à périr, il écarte son fils & détourne tout ce qu'il y avoit d'effets précieux dans sa communauté.

Un homme qui avoit été capable de tant d'injustices a dû souffrir avec bien de la peine que son fils entreprit de les décou-



vrir & de les rendre inutiles ; c'est ce qui porta Aimé de Rochechouart à un excès de colere & d'emportement qu'on ne peut exprimer , aux premieres démarches du Marquis de Bonivet pour se faire faire raison des biens de sa mere ; depuis ce tems , il ne ménagea pas même les dehors ou les bienfécances.

Il ne traitoit plus son fils qu'avec un caractère de haine qu'il ne pouvoit contenir : c'est ce qui paroît par la lettre qu'il écrivit à Voile dans le mois de Décembre 1637 : *mon coquin de fils* , lui dit-il , *a voulu faire apposer le scellé à Cercigny. . . . Il ne lui reste que d'être sifflé de tout le monde , & d'avoir encouru mon indignation à ne le voir jamais.* Il a bien tenu sa parole , comme toute sa conduite ne l'a que trop justifié.

En effet , dans le cours même de l'inventaire , il refusa de faire l'affirmation demandée par son fils sur plusieurs articles ; il appella de la Sentence des Juges de Poitiers qui l'ordonnoit , & refusa constamment tout ce que la Justice exigeoit de lui.

Il passa presque aussi-tôt à de secondes nêces ; il y avoit à peine cinq mois qu'Eléonore de Saux étoit décédée qu'il se trouva uni avec Magdeleine Mangot ; mais c'est principalement dans les clauses de ce nouveau contrat de mariage qu'éclate sa haine contre le Marquis de Bonivet son fils. Aimé de Rochechouart y donne à un de ses enfans mâles à naître de ce second mariage tous ses meubles & acquêts & le tiers de ses propres , voulant qu'il jouisse du droit d'aînesse , nonobstant qu'il y eût un fils aîné du précédent mariage ; & marque que la fureur étoit portée au plus haut degré , il stipule que s'il n'y a point d'enfant mâle du second mariage , la fille aînée recueillera les mêmes avantages au préjudice du fils du premier lit. Ces dispositions , contraires à la Loi aussi bien qu'à la nature , ne pouvoient se soutenir ; mais elles montrent toujours que la passion avoit étouffé dans le cœur du pere tous les sentimens de tendresse & même de justice. Car qui peut concevoir que l'on fasse passer aux enfans d'un second mariage , & même aux filles , le droit d'aînesse acquis au fils du premier lit , ce droit que la Loi lui attribue , ce droit qui ne peut être anéanti que par une exhérédation formelle , & qui soit fondée sur des causes légitimes ? Ce seul trait découvre d'une maniere trop sensible les sentimens du pere , pour qu'il fût nécessaire de chercher de nouvelles preuves de sa colere.

Cependant elle se manifeste toujours de plus en plus. On voit

par une lettre qu'Aimé de Rochechouart écrivit dans la suite à Magdeleine Mangot sa femme les mesures qu'il prenoit pour faire périr son fils en prison. *J'oubliois de vous mander qu'il seroit très-à-propos de savoir à qui Bonivet doit, afin que par ce moyen nous puissions donner une bride à ce carrosse qu'il promene tant de jour que de nuit....il doit à Paris, à Dieu & au monde; veillez, cherchez & m'envoyez; & s'il y a prise de corps contre lui, je le ferai mettre en prison pour ses dettes, & n'en pourra sortir; & le commencement de la prison étant pour dettes, la suite s'ensuivra pour la demeure éternelle; envoyez-moi donc quelque chose, & si la promesse & obligation de Madame Mangot n'est exécutoire à présent par corps, il faut lui signifier, & que nous l'ayons sur votre partage, afin de le faire coffrer lorsqu'il y pensera le moins.*

C'est ainsi que le pere qui retenoit tout le bien de son fils, cherchoit à acquérir des dettes contre lui, & à le faire périr dans une prison pour l'empêcher de se faire rendre justice; c'est ainsi qu'il emploie, pour satisfaire sa vengeance, les voies les plus odieuses: reconnoîtroit-on un pere à ces traits? La fureur d'un ennemi déclaré éclate au contraire dans toutes ses démarches.

On ne parle point de la mort funeste du Marquis de Bonivet, qui fut assassiné un jour ou deux avant l'Arrêt qui intervint contre son pere, & dont il étoit difficile que les dispositions ne fussent pas déjà connues.

Le Comte de Rochechouart cherche à imputer cette mort à la haine d'un autre famille; mais il en parle sans preuve, & même sans indice. On n'a jamais approfondi un événement si fatal; tout ce que l'on peut dire est qu'il ne fut pas le terme des malheurs de la famille du Marquis de Bonivet, & que la colere du pere ne fut point calmée par un sort si déplorable.

Si quelque chose pouvoit l'augmenter, c'étoit sans doute l'Arrêt qui intervint le 9 Août 1647; Arrêt qui renversoit déjà la plus grande partie des arrangemens pris par Aimé de Rochechouart, qui cassoit le contrat de subrogation de 1624, qui détruisoit le don mutuel quant à la propriété, & qui préjugeoit les questions les plus importantes sur les recelés & divertissemens, & sur la jouissance même du don mutuel. Aussi Aimé de Rochechouart, outré de ces condamnations, menaça-t-il Madame de Megrigny de se porter aux dernieres extrêmités, comme M. de Megrigny l'explique dans les protestations qu'il fut obligé de faire devant Notaires les 4 & 12 Juillet 1649, avant & depuis



l'acte du 11 Juillet qu'il s'agit de détruire. On y voit qu'Aimé de Rochechouart avoit menacé de sacrifier tout à sa vengeance, de vendre les fonds, de divertir les effets mobiliers, de contracter des dettes; en un mot, de tout dissiper pour empêcher que sa petite-fille n'en profitât.

C'est dans ces circonstances que l'acte du 11 Juillet 1649 a été passé, & que M. de Megrigny cédant à la violence de l'aïeul de sa femme, l'a signé aveuglément pour éviter encore de plus grands malheurs. Quand on regarderoit cet acte comme une véritable transaction, pourroit-il se soutenir? L'Ordonnance de 1560 qui a porté les transactions au plus haut degré de faveur, ne favorise que celles qui sont faites *sans dol & force*; c'est-à-dire, que la liberté doit être l'ame de ces sortes d'actes, & que dès qu'il paroît qu'on y a été engagé par les sentimens d'une crainte raisonnable & capable d'ébranler un homme constant, l'engagement tombe & s'évanouit de lui-même.

Transaction  
signée par  
crainte capa-  
ble d'ébranler  
un homme  
constant.

Or, peut-on douter ici de la violence & de la contrainte, quand on voit les mesures prises de loin par Aimé de Rochechouart pour s'enrichir aux dépens de son fils; l'indignation qu'il a conçue d'une résistance légitime; les menaces de ne le plus voir qu'il fait dès 1637; les injures dont il l'accable, cette exhérédation sans exemple écrite dans le contrat de mariage de 1638; ces voies odieuses préparées pour le faire périr en prison & en faire *sa demeure éternelle*; ces menaces redoublées depuis l'Arrêt de 1647, & tracées si naturellement dans les protestations de M. de Megrigny? Un homme qui agiroit librement auroit-il recours à des protestations, & y expliqueroit-il l'état qui l'oblige de céder à la contrainte & à la violence?

Ajoutons une circonstance décisive. Aimé de Rochechouart, dans la transaction, fait reconnoître à M. de Megrigny qu'il lui a remis tous les titres. Le fait étoit faux, comme M. de Megrigny l'a expliqué dans sa protestation du 12; & ce qui prouve la fausseté de ce fait, est non-seulement que M. l'Evêque de Châlons qui étoit présent à la transaction, l'a déclaré dans un certificat du même jour, mais encore que les principaux titres se sont trouvés depuis entre les mains d'Aimé de Rochechouart & de ses représentans, & entre autres l'original du contrat d'échange de 1622, & la contre-lettre du même jour actuellement produite par le Comte de Rochechouart.

Enfin le dol d'Aimé de Rochechouart se joint à ses moyens de violence & de contrainte. Il avoit supprimé le testament de

sa femme , comme celui qu'il fit en 1640 , ne permet pas d'en douter. On n'a eu connoissance de cette soustraction que par le dépôt qui fut fait en 1651 du testament d'Aimé de Rochechouart, dans lequel il rappelle celui de sa femme , & plus particulièrement par l'inventaire de 1659 , lors duquel le testament d'Eléonore de Saux se trouve dans la possession de Magdeleine Mangot. Il cachoit donc alors une piece qui pouvoit fournir de grands éclaircissemens à Madame de Megrigny. En cet état , Aimé de Rochechouart a-t-il pu se procurer les avantages qu'il s'est ménagés , & aux enfans de son second mariage , par l'acte de 1649 ? Le dol , la fraude & la violence sont trop sensibles , pour qu'un pareil acte puisse jamais se soutenir.

A des faits si pressans on oppose de la part du Comte de Rochechouart qu'il n'y a aucune preuve de haine ni de violence de la part d'Aimé de Rochechouart contre son fils , & qu'au contraire le Marquis de Bonivet ayant été constitué prisonnier en 1639 , il reçut de son pere & de sa belle-mere des secours infinis , comme il paroît par les lettres qu'il leur écrivit de la Conciergerie , où il fut détenu plus de deux ans ; & que la crainte a eu si peu de part à la transaction , qu'après la mort d'Aimé de Rochechouart , M. de Megrigny l'a exécutée.

Ce seroit se refuser à l'évidence même que de douter un moment de la fureur d'Aimé de Rochechouart contre son fils , après les preuves que l'on a expliquées ; les lettres qu'il a écrites en prison ne peuvent affoiblir des preuves si décisives. Après la lettre du pere , où il propose à sa seconde femme de mendier des créances pour faire mettre son fils en prison , on aura de la peine à se persuader qu'il ait fait de grands efforts pour l'en tirer ; on seroit bien plutôt tenté de croire que c'étoit le pere , qui , sous le nom du sieur d'Averton , Comte de Blin , poursuivoit son propre fils , comme dans un autre tems il se proposoit de le poursuivre sous le nom de ses créanciers ; & si le fils s'adressoit à son pere pour lui donner de l'argent , & solliciter contre ses Parties , c'est qu'il ignoroit les intrigues de son pere , & les manœuvres secretes dont il étoit la victime.

Dira-t-on que le pere lui donnoit de l'argent , ce qu'il n'auroit pas fait s'il avoit été sa Partie secreta ? Mais il n'y a qu'à jeter les yeux sur un acte du 22 Mars 1642 , produit par le Comte de Rochechouart , pour voir combien les prétendus secours du pere sont chimériques. En effet , le fils étant sorti de prison au commencement de l'année 1642 , reçut de son pere au mois de  
Mars



Mars 2240 l. savoir 2200 l. pour le rachat de 137 l. de rente que son pere lui devoit encore de ce qu'il lui avoit promis par son contrat de mariage de 1629, & 40 l. pour les arrérages depuis le premier Décembre précédent. Le pere n'avoit donc pas avancé un sol à son fils pendant qu'il étoit en prison; il étoit encore son débiteur lorsqu'il en sortit; ainsi ce qu'il lui a payé n'étoit que ce qu'il lui devoit. Il a fallu pour cela que le fils ait employé les plus vives instances : & ces grands sentimens de reconnoissance qu'il étale n'étoient excités que parce qu'on ne lui avoit pas refusé ce qu'il étoit en droit d'exiger. Où sont donc ces services signalés que l'on vante de la part du Comte de Rochecouart ?

A l'égard de l'exécution de la transaction depuis 1651 qu'Aimé de Rochecouart mourut, elle se réduit de la part de M. de Megrigny à avoir rétrocédé à Magdeleine Mangot une obligation de 9000 liv. à lui délaissée par l'acte de 1649, & à en avoir reçu d'elle la valeur. Mais cela peut-il passer pour une ratification ? Madame de Megrigny, qui seule avoit intérêt à ce qui s'étoit fait en 1649, n'étoit point encore majeure, & ne l'est devenue que plusieurs années après. Jusques-là on ne pouvoit pas se pourvoir, parce qu'il falloit lui faire prendre une qualité certaine. On a donc été obligé de s'en tenir cependant à l'acte de 1640. On laissoit jouir les enfans du second lit de tous les biens du pere commun; on suivoit le plan formé par l'acte de 1649; il falloit donc bien agir toujours en conséquence. Mais qui ignore que quand, depuis la majorité même, on a continué d'exécuter un acte dont on a raison de se plaindre, cette exécution n'exclut point les voies de droit ? Il faut une ratification expresse & formelle ; & ce que l'on reçoit en conséquence de l'acte qui n'est point encore attaqué, est sans conséquence, *initio inspecto*.

D'autant plus qu'il n'y avoit point encore d'inventaire fait depuis la mort d'Aimé de Rochecouart ; que M. de Megrigny n'avoit connoissance d'aucuns papiers ; qu'il n'avoit point vu le testament d'Eleonore de Saux, & qu'en un mot il n'étoit point en état de prendre ni de faire prendre à sa femme aucun parti.

Dans ces circonstances, peut-on proposer à la Justice un acte si odieux, pour l'opposer aux justes demandes de Madame de Megrigny & de ses héritiers ? Les caracteres de dol, de violence & de contrainte qui regnent dans cet acte, ne permettent pas de le regarder comme un titre sérieux que la Justice puisse protéger.

Dans ses clauses, il renferme une lésion si énorme qu'il n'y en a jamais eu d'exemple.

Pour cela, il faut considérer quels étoient les droits acquis à Madame de Megrigny, & ce qu'on lui donne pour lui en tenir lieu. On les a expliqués ci-dessus, mais il faut les reprendre sommairement, & les fixer au tems de l'acte dont il s'agit.

1°. Madame de Megrigny étoit propriétaire de toute la terre de Bonivet, à l'exception de ce qui répondoit à la moitié des effets de la communauté entrés dans l'échange de 1622, laquelle moitié n'étoit que de 15000 livres.

2°. Elle étoit propriétaire de la rente de 1125 livres sur le port de Conflans-Sainte-Honorine.

3°. Elle étoit propriétaire de la moitié de la terre du Bouchet.

4°. Elle étoit propriétaire de la moitié des contrats de constitution qui s'étoient trouvés à la mort d'Elonore de Saux, laquelle moitié montoit à 54975 livres.

5°. Elle avoit la moitié des meubles inventoriés, qui étoit, avec la crue, de 15202 livres.

Aucun de ces articles n'étoit contesté par Aimé de Rochechouart, ni ne pouvoit l'être après l'Arrêt de 1647, qui avoit cassé le contrat de subrogation de 1624, & détruit le don mutuel quant à la propriété.

Outre ces droits liquides & certains, elle en avoit encore de très-considérables, qui étoient au moins préjugés en sa faveur par l'Arrêt de 1647; savoir, la totalité des effets recelés & divertis qui montoient à près de 300000 liv. & la restitution des fruits & revenus de tous les biens ci-dessus depuis douze ans, qui ne souffroit aucune difficulté, dès qu'Aimé de Rochechouart étoit privé du don mutuel: c'étoit encore un objet de 300000 livres.

Il est vrai qu'à l'égard de ces deux articles il falloit faire la preuve des recelés & divertissemens; mais elle a été faite si facilement douze ans après, qu'elle auroit été encore bien plus aisée alors. Il y avoit même déjà plusieurs témoins qui avoient donné leurs révélations en vertu des monitoires. D'ailleurs l'Arrêt de 1647 réservoir expressement les preuves littérales des recelés, tant par rapport aux soixante-quinze marcs de vaisselle d'argent trouvés sur le tambour d'une porte, que par rapport aux contrats non inventoriés, & dont le remboursement avoit été reçu en 1640; en sorte que le succès des chefs interloqués n'étoit pas



équivoque, & que la seule crainte des violences & des dissipations d'Aimé de Rochechouart a pu les faire abandonner.

Pour des droits si importans, que donne-t-on à Madame de Megrigny ?

1°. La terre de Bonivet, qui lui appartenoit en entier à l'exception de 15000 livres.

2°. La rente de 1125 livres sur Conflans-Sainte-Honorine, qui lui appartenoit en entier.

3°. La terre du Bouchet, dont elle avoit la moitié.

4°. L'obligation de Prevost, de 9000 livres, qui étoit encore un effet de la communauté, & dont par conséquent la moitié lui appartenoit.

Ainsi elle ne reçoit de son pere que 15000 livres sur Bonivet, 26500 livres sur le Bouchet, qui avoit été acheté 53000 livres ; & 4500 livres sur Prevost : ce qui fait en tout 46000 livres ; & pour cela on lui fait perdre 54975 livres de contrats, 15202 livres de meubles, 300000 d'effets divertis, & plus de 300000 livres de restitution de fruits.

Il est vrai que la succession d'Eleonore de Saux devoit contribuer pour moitié aux 6000 livres de rente données au Marquis de Bonivet par son contrat de mariage de 1629 ; mais Aimé de Rochechouart n'ayant payé que sa moitié par le remboursement de 3000 livres de rente, n'avoit rien à répéter sur la succession d'Eleonore de Saux ; Madame de Megrigny, comme héritière de son aïeule, se payoit par elle-même du capital des 3000 livres de rente restant. Ainsi c'est une erreur manifeste de supposer qu'Aimé de Rochechouart ait fait à cet égard aucune remise à Madame de Megrigny.

La lésion seroit donc énorme, quand on se fixeroit à ces premières dispositions de la transaction. Aimé de Rochechouart ne donne du sien que 46000 livres, & il se fait décharger de 54975 livres d'une part, & de 15200 livres d'autre, qu'il ne pouvoit pas contester à Madame de Megrigny, après l'Arrêt de 1647 qui les lui adjugeoit, & encore de près de 300000 livres pour les effets qu'il avoit divertis, & de pareille somme pour les restitutions de fruits dont il étoit tenu.

Mais quand on joint à ces premières dispositions celles par lesquelles on fait renoncer M. de Megrigny pour sa femme aux successions futures tant d'Aimé de Rochechouart que des enfans de son second lit ; successions dans lesquelles Madame de Megrigny, outre le préciput, avoit encore les deux tiers dans

toutes les Terres , comme représentant l'aîné ; successions qui n'étoient point encore échues , & dans lesquelles ses droits ne pouvoient jamais souffrir d'atteinte , on ne conçoit pas comment on peut entreprendre de défendre en Justice une piece si indigne de voir le jour.

Car enfin , si en faisant le parallele des droits actuellement acquis à Madame de Megrigny , & de ce que son aïeul lui donne , elle souffre une lésion énorme , comment a-t-on pu la faire renoncer gratuitement à des successions qui n'étoient pas ouvertes , mais qui ne pouvoient lui échapper ?

Il n'est pas permis aux pere & mere de faire passer le droit d'aînesse aux cadets.

Il n'est pas au pouvoir des pere & mere de faire passer aux cadets le droit d'aînesse par des dispositions qui tendent à en priver ceux à qui la loi le destine ; à plus forte raison n'est-il pas permis de dépouiller entièrement les aînés pour les cadets : c'est un renversement de l'ordre naturel , contre lequel les loix & la Jurisprudence des Arrêts se sont toujours soulevées.

Que sert-il après cela au Comte de Rochecouart de nous opposer qu'en matiere de transaction la lésion n'est pas un moyen que l'on puisse admettre , & que M. de Megrigny majeur a pu sacrifier ses droits pour le bien de la paix ? Cette défense peut-elle avoir ici quelque application ?

Premièrement , si l'acte de 1649 ne portoit que sur des droits litigieux , & que dans l'incertitude de l'événement on eût transigé d'une maniere plus ou moins favorable à Madame de Megrigny , l'objection pourroit avoir quelque apparence ; mais tout ce qui étoit jugé définitivement par l'Arrêt de 1647 ne faisoit plus la matiere d'un procès. Or , il étoit jugé que Madame de Megrigny devoit avoir tous les propres d'Eleonore de Saux son aïeule , & la moitié de tous les effets de la communauté en propriété ; pourquoi donc la prive-t-on des 54975 livres de contrats qui lui revenoient , & des 15000 livres de meubles ? L'objet ne pouvoit plus faire la matiere d'une transaction , parce qu'il étoit jugé. De même il n'y avoit point de procès pour les successions futures , soit d'Aimé de Rochecouart , soit de ses enfans ; il n'y en pouvoit pas même avoir , puisqu'elles n'étoient pas encore échues ; pourquoi donc en disposer par avance ? Sous prétexte de quelques difficultés dont le Jugement étoit encore suspendu , & qui pouvoient faire la matiere d'une transaction , a-t-on pu disposer de droits incontestables , les uns déjà jugés , les autres qui n'étoient point encore échus ? C'est abuser du nom & de la faveur des transactions que de l'appliquer à un acte de cette



nature. C'est un titre odieux, exigé par un aïeul de sa petite-fille mineure, par lequel il l'a obligée de renoncer à tous les droits qu'elle tenoit de la nature; jamais on ne couvrira des vices si essentiels sous le voile trompeur que l'on présente en relevant l'autorité des transactions.

Secondement, il est un degré de lésion qui, même dans les transactions, peut fournir un moyen de Lettres très-légitimes. En effet, il est impossible que la lésion soit portée à un certain excès, sans qu'il y ait de la part de celui qui se procure un tel avantage, ou violence ou surprise manifeste. On ne se porte point à signer sa condamnation sur des droits au moins apparens, sans quelque dédommagement, loin de renoncer à des droits incontestables, jugés, reconnus, & qui ne pouvoient jamais souffrir d'atteinte. Il a fallu, pour cela, user de toutes les voies que la fraude & l'injustice peuvent mettre en œuvre; & si la lésion alors directement & par elle-même ne conduit pas à la restitution, elle l'opere nécessairement comme étant la preuve du dol & de la force.

Mais il est inutile de s'étendre sur cette réflexion, quand il est constant, par la nature des droits dont on a disposé, qu'on ne peut reconnoître, dans l'acte qui a été passé, une véritable transaction. On a abandonné des droits certains & jugés définitivement; on a renoncé à des successions directes & collatérales qui n'étoient point échues; ce n'est pas-là transiger. Le moyen de lésion reçoit donc une application juste & nécessaire.

De pareilles conventions sont nulles de droit, & sont réprouvées par la Jurisprudence des Arrêts; personne n'ignore quels sont les principes sur la matiere des renonciations aux successions futures. Premièrement, elles ne se peuvent faire que par le contrat de mariage de celle qui renonce. Secondement, elles ne se peuvent faire que moyennant un prix présent qui en dédommage. Et en troisieme lieu, elles ne se peuvent faire qu'en faveur des mâles d'une maison; c'est à ces conditions seulement qu'elles sont reçues parmi nous. Le Brun, dans son Traité des successions, liv. 3, chap. 8, sect. 1<sup>re</sup>, traite amplement la matiere des renonciations aux successions futures. Il fait voir, au n. 16, que, du moins par rapport aux filles mineures, elles ne peuvent renoncer aux successions futures que par leur propre contrat de mariage, & non par quelque autre acte que ce soit; au n. 11, *que dans notre droit, les renonciations ne sont introduites qu'en faveur des mâles, & pour le soutien des familles; ce qu'il*

appuye par le sentiment de M. Duval, *de rebus dubiis*, traité 19; & de M. Louet, lett. R, n. 17. Enfin il fait voir au n. 29 & suiv. que la renonciation doit avoir son prix & sa récompense présente; que si elle étoit gratuite, ce seroit une véritable donation, & elle se feroit au dommage de la renonçante. Il ajoute, que le prix est si essentiel dans les renonciations à successions futures, qu'une majeure même qui se trouve avoir renoncé à succession future, *nullo dato*, doit être restituée; la raison est, que la renonciation emporte la déchéance de la légitime, & que d'ailleurs elle est contre le droit, & par conséquent doit être accompagnée des conditions sous lesquelles elle a été reçue. Sur ce fondement il faut dire que si un pere fait renoncer sa fille majeure, en la mariant, à la succession échue de sa mere & à sa succession future, moyennant un certain prix qui équivale à peine à la valeur de la succession échue, la renonciation à la succession future, se trouvant sans prix, sera sujette à restitution.

C'est ici une renonciation faite par une mineure, & depuis son mariage : circonstances qui rendent encore la renonciation caduque; cependant elle seroit nulle, même pour une majeure qui renonceroit dans son contrat de mariage, si elle n'avoit reçu aucune récompense; comment donc peut-on soutenir celle dont il s'agit?

Il s'en faut bien que ce que le pere a donné ait rempli Madame de Megrigny de ce qui lui revenoit dans la succession de sa mere; tous les biens qui viennent de son chef ne montoient qu'à 46000 livres, & il devoit 54975 livres pour la moitié des contrats de constitution, 15000 livres pour la moitié des meubles, 300000 livres pour la totalité des effets divertis, & autant pour les restitutions de fruits. Il s'en falloit donc plus de 600000 livres qu'elle ne fût remplie de ses droits dans la succession de sa mere; & par conséquent il n'a pu la faire renoncer à la succession future, pour laquelle il ne lui a rien donné.

Ce principe sur la nécessité du prix de la renonciation est si constant, que, dans le cas même d'une fille majeure qui renonce par son contrat de mariage moyennant une dot promise, il faut que la dot soit payée comptant, ou du moins peu de tems après le mariage, & toujours du vivant de celui à la succession de qui on renonce; car quoique la fille, par son contrat de mariage, eût une action pour se faire payer de la dot, cependant cela ne suffit pas pour autoriser la renonciation; il faut un prix réel, effectif & payé, sans quoi la renonciation tombe d'elle-même. A plus forte raison ne se peut-elle soutenir quand il n'y a rien eu ni donné,



ni promis, & que même celle qui a renoncé n'a pas été remplie des droits incontestables qu'elle avoit d'ailleurs.

Il ne faut pas être surpris après cela si, depuis plus de soixantedix ans que le procès a été repris par Madame de Megrigny, cette prétendue transaction, toujours opposée par Magdeleine Mangot & ses enfans, a toujours été regardée avec tant de mépris, & n'a jamais retardé d'un moment la liquidation des droits de Madame de Megrigny dans les successions d'Eleonore de Saux, d'Aimé & de Marie de Rochechouart.

On a observé dans le fait que Madame de Megrigny ayant obtenu une Ordonnance du sieur Lieutenant Civil en 1659, pour faire apposer le scellé chez Magdeleine Mangot, & l'ayant fait apposer en conséquence, Magdeleine Mangot en a interjeté appel. Son moyen étoit que, tout étant terminé par la transaction de 1649, Madame de Megrigny étoit sans action; cependant, par l'Arrêt contradictoire qui intervint le 18 Juin 1659, sur les conclusions de M. l'Avocat Général Talon, les Parties furent appointées sur cet appel; & cependant la levée des scellés fut ordonnée, pour être les effets remis à Magdeleine Mangot, à sa caution juratoire, description préalablement faite de ce qui se trouveroit sous le scellé. Ainsi on préjugea du moins que l'acte de 1649 n'anéantissoit pas le droit de Madame de Megrigny, puisqu'on voulut constater les effets jusqu'à ce que, par le mérite du fond, on pût connoître ce qui devoit lui revenir.

M. de Megrigny ayant pris dans le même tems des Lettres de rescision contre l'acte de 1649, elles furent appointées & jointes au procès par un Arrêt du 12 Mai 1660. La Dame de Tonnay-Charente prit Requête civile; & son moyen paroissoit victorieux, si on avoit pu regarder l'acte de 1649 comme étant de quelque poids. J'ai en ma faveur, disoit-elle, une transaction passée par un majeur, par un Magistrat qui ne pouvoit ignorer la conséquence de l'engagement qu'il contractoit; il prend des Lettres de rescision, mais l'Ordonnance de 1560 veut qu'on lui impose silence à l'entrée du Jugement. Pourquoi donc appointer les Parties sur de pareilles Lettres? La fin de non-recevoir est invincible.

D'autant plus que M. de Megrigny a transigé de sa propre chose, parce que tout le mobilier entroit dans sa communauté, n'y ayant point de stipulation de propres dans son contrat de mariage. Mais M. l'Avocat Général Talon fit bien connoître le mépris que l'on devoit faire d'un pareil moyen; il entra dans le mérite de la prétendue transaction de 1649; il fit voir *que si on*

*n'avoit traité que de la succession échue, il faudroit entrer dans le détail de la lésion, & suivre les calculs qu'on avoit voulu faire à l'Audience; qu'il falloit considérer qu'on oppoisoit la crainte d'un pere qui avoit autorité dans la Province, qui avoit témoigné de la mauvaise volonté, passé à de secondes nocces, & transporté ses affections en un second mariage, & pouvoit faire pis par la vente de ses biens & autres dispositions, qui est une crainte juste par laquelle le sieur de Megrigny a été obligé de se contenter de ce que le sieur de Tonnay-Charente a voulu lui donner; que les protestations faites devant & après, qui, dans une autre rencontre, serviroient seulement à faire présumer la force, étoient fort considérables, quand il est question d'un contrat fait entre un pere & une fille, ou toutes autres personnes inférieures; mais qu'ayant stipulé une renonciation à des successions à échoir, directes & collatérales, & les Arrêts ayant jugé que les renonciations faites par les mâles sont nulles; qu'à l'égard des filles, elles sont nulles hors les contrats de mariage. . . . Qu'il est non-seulement nécessaire que la renonciation soit faite par contrat de mariage, mais qu'il faut que ce soit par le contrat de mariage de celle qui renonce, & qu'il ne suffit de promettre après le décès, mais qu'il faut que les filles aient une dot certaine pour rendre une renonciation valable, Or ici c'est une fille qu'on a fait renoncer. Mais elle ne doit pas être considérée comme fille, puisqu'elle représente l'aîné, aux avantages duquel les pere & mere ne peuvent faire préjudice par aucune disposition. Ce n'est point une renonciation faite par un contrat de mariage, & étant faite pour un seul prix; il est impossible de dire qu'on ait rien donné de certain sur la succession du pere; mais cela seroit beaucoup plus indubitable, s'il étoit vrai qu'on n'a pas donné ce qui étoit dû sur la succession de la mere. Il répond ensuite à la prétendue ratification que l'on oppoisoit dès lors au sieur de Megrigny, résultant de ce qu'il s'étoit fait payer en 1653 des 9000 livres cédées sur Prevoist, & il conclut de tous ces moyens qu'il étoit étonnant que la Dame de Tonnay-Charente eût tant insisté pour que la Cause fût jugée sur le champ, parce que si elle pouvoit être jugée, il seroit bien mal aisé d'empêcher que l'on remît les Parties en tel état qu'elles étoient auparavant la transaction. Il estima cependant qu'il falloit confirmer l'appointement, pour juger le tout avec connoissance de cause; ce qui fut suivi par l'Arrêt du 3 Août 1661.*

*Il suffiroit d'employer ce plaidoyer pour toute défense: on peut dire que la Cause y est traitée dans toute son étendue par rapport à l'objet des Lettres de rescision, & qu'on y recon-*



noît dans la force & dans la précision du Magistrat qui y porta la parole, ce génie supérieur dont la Justice a tant de fois consacré les décisions par ses oracles.

Force, précision & génie de M. Talon.

Ce qui est survenu depuis l'Arrêt n'a servi qu'à confirmer de plus en plus dans le parti que M. l'Avocat Général Talon regardoit dès-lors comme nécessaire. Les enquêtes qui ont été produites ont justifié les recelés & divertissemens commis, & la valeur des effets recelés. La lésion a encore été mise par-là dans un bien plus grand jour; par-là il a démontré que Madame de Megrigny n'a pas été remplie de ce qui lui revenoit dans la succession de son aïeule; qu'il s'en falloit plus de 600000 livres, & par conséquent que le pere, n'ayant rien donné du sien, la renonciation aux successions futures étoit encore plus insoutenable. Comment donc aujourd'hui le Comte de Rochechouart pourroit-il espérer un autre sort que celui qui lui a été annoncé par un Magistrat si éclairé, & que l'Arrêt a si formellement préjugé? Car si la Cause se pouvoit décider par la prétendue fin de non-recevoir, jamais il n'y auroit eu de prétexte pour appointer. Ce n'est donc que parce qu'on a jugé que les Lettres de rescision dépendoient du mérite du fond, que l'on a pris ce parti contre les efforts de la Dame de Tonnay-Charente.

C'est encore par les préjugés qui se sont élevés dans tous les tems contre cette prétendue transaction, qu'en 1661 on permit à Madame de Megrigny de faire les enquêtes ordonnées en 1647, & qu'on lui donna un nouveau délai; qu'en 1678 Marie Phelyppeaux, mere de la Dame de Blainville, prit Requête civile contre l'Arrêt de 1647; ce qui auroit été fort inutile, si la transaction de 1649 avoit pu se soutenir. Requête civile dont elle a été déboutée, tant par l'Arrêt de 1678, que par celui que la Cour a rendu le 26 Août 1727. Enfin c'est toujours parce qu'on a écarté cette prétendue transaction, que par l'Arrêt de la Cour du 14 Mars 1727, on n'a point eu d'égard à la demande du Comte de Rochechouart, à fin d'être rétabli par provision dans la possession de la Terre de Cercigny, sous prétexte que Madame de Megrigny y avoit renoncé par la transaction de 1649.

Comment donc ose-t-on faire valoir un titre pros crit dans tous les tems? Plus on fait d'efforts de la part du Comte de Rochechouart pour prouver que M. de Megrigny a transigé sur des choses qui étoient à sa disposition, parce que tout le mobilier de Madame de Megrigny étoit entré dans sa communauté, n'y

ayant point de stipulation de propres par leur contrat de mariage , & plus le préjugé des Arrêts le condamne ; car dans ce cas la fin de non-recevoir devenoit bien plus simple , & on ne pouvoit admettre Madame de Megrigny à faire preuve de divertissement d'effets mobiliers qui ne lui appartenoient pas. On l'a fait cependant. On a donc jugé que la transaction n'étoit d'aucune considération.

*MÉMOIRE servant de Réponse au Tableau signifié de la part du sieur Comte de Rochechouart , le 22 Mai 1730.*

*Droits de  
Madame de  
Megrigny.*

1°. **M**ADAME de Megrigny avoit tout Bonivet , à l'exception de la moitié de ce qui représentoit les 30000 liv. de conquêts.

Les calculs faits par le Comte de Rochechouart sont chimériques ; il donne une valeur arbitraire aux propres d'Eléonore de Saux , donnés en échange , pour les réduire à la valeur des quatre septiemes seulement de Bonivet.

Mais il n'y a point de risque quand on fixera la part d'Aimé de Rochechouart à 15000 livres seulement , puisque les conquêts donnés en 1622 , c'est-à-dire , vingt-sept ans seulement avant la transaction , n'étoient que de 30000 livres ; encore la plus grande partie étoit en rente constituée. On ne présumera pas qu'en si peu de tems le fond fût bien augmenté de valeur. Ainsi tout appartenoit à Madame de Megrigny , à l'exception des 15000 liv. de fond.

2°. Les fruits de tout ce qui lui appartenoit lui devoient être restitués ; car le *retentum* de 1647 le préjugeoit , en faisant dépendre cette question du fait du recelé qui a été si bien prouvé. Ces fruits à 7000 livres par an , montent à 84000 livres , du moins les fruits des deux tiers de ce qui étoit propre ne pouvoient lui être contestés , ce qui faisoit plus de 4000 livres par an , & pour douze années échues plus de 48000 livres.

3°. La rente de 1125 livres , sur Conflans-Sainte-Honorine , non contestée.

La totalité des fruits à cause de l'indignité , pendant douze ans , 13500 livres.

Du moins les deux tiers 9000 livres.



4°. Les meubles appartenoient à Madame de Megrigny pour moitié ; il n'est point vrai que l'estimation se fasse à juste valeur : il faudroit que cela fût dit dans l'inventaire. Il faut donc ajouter la crue aux 27000 liv. ce qui fait en tout 33750 liv. & pour moitié 16875 liv. de principal ; les intérêts depuis douze ans, 10000 livres.

5°. La moitié des contrats, cédules & obligations inventoriés qui montent, suivant le dépouillement de l'inventaire, cote par cote, à 110195 liv. 15 f. 5 d. ce qui fait pour la moitié de Madame de Megrigny 55097 liv. 17 f. 8 d. en comprenant dans ces effets actifs l'obligation de 9000 liv. sur le sieur Prevost.

Outre cela, la totalité des contrats recelés ; il y en avoit pour 12000 liv. sur la Maison de Ruffec, dont Aimé de Rochecouart a été remboursé, suivant les trois quittances des 4, 5 & 6 Septembre 1640.

Il étoit dû 14938 liv. d'arrérages, qui ont été aussi payés suivant les mêmes quittances.

Plus, un contrat de 1600 liv. sur le sieur Foucaut, remboursé le 24 Septembre 1638. Ces contrats recelés & arrérages montent à 28538 liv.

Et quand on réduiroit Madame de Megrigny à la moitié de ces effets, quoique la peine du recelé soit de faire perdre à Aimé de Rochecouart la moitié qui lui devoit revenir, ce seroit encore 14269 liv. Et tout cet article réuni seroit de 69366 liv. 17 f. 8 den.

C'est une illusion de vouloir déduire sur cet article 24000 liv. que l'on suppose qui étoient dues au sieur Taneau : on ne rapporte aucune preuve de cette dette ; si elle existoit à la mort d'Eléonore de Saux, & qu'elle eût été acquittée, on en représenteroit la quittance ; il n'y en a aucune : c'est donc une déduction à retrancher.

Il en est de même de celle des bois vendus sur les propres d'Aimé de Rochecouart ; on ne prouve point qu'il en ait reçu le prix, ou du moins que ce prix ait tourné au profit de la communauté : cela a été établi au Procès. Cet article reste donc pour 69366 liv. 17 f. 8 d. même en ne donnant à Madame de Megrigny que la moitié des effets recelés. Il faut joindre les intérêts de cette somme depuis douze ans.

6°. La moitié de la terre du Bouchet, achetée 53000 liv. Les intérêts ou les fruits depuis douze ans montent à 12000 livres.

7°. La totalité des effets recelés, qui étoit un objet immense

pour le principal, & fort augmenté par les intérêts depuis douze ans : cet article tiré pour mémoire.

8°. La récompense de moitié des 16000 liv. qu'Aimé de Rochechouart a prétendu avoir payé en 1635 à son fils des effets de la communauté.

Voici ce qui fonde cet article.

Les pere & mere du Marquis de Bonivet lui avoient donné 6000 l. de rente en le mariant ; c'étoit 3000 l. de rente pour le pere, & 3000 l. de rente pour la mere. Le pere a prétendu avoir remboursé 1000 l. de rente en 1635, au moyen de 16000 l. qu'il suppose avoir payé des effets de la communauté depuis la mort d'Eléonore de Saux. Il prétend avoir payé les 2000 l. de rente restant de son propre bien. Sur ce pied-là, il n'a remboursé que 3000 l. mais il en a remboursé 1000 l. d'un effet commun à sa femme : il faut donc qu'il lui fasse raison de la moitié de cet effet, puisqu'il auroit payé sa dette propre du bien de sa femme, ci 8000 liv. Les intérêts pendant douze ans, 4800 liv.

*Effets cédés  
à Madame de  
Megrigny.*

1°. Bonivet ; elle ne reçoit que 1500 l.

2°. Le Bouchet, dont la moitié lui appartenait, 26500 l.

3°. Les prétendues acquisitions faites dans ces terres sont une chimere ; le Comte de Rochechouart a tous les titres d'Aimé de Rochechouart ; il ne manqueroit pas d'en rapporter les contrats s'il en avoit.

4°. La rente de Conflans-Sainte-Honorine ; c'étoit un propre d'Eléonore de Saux, elle ne gaignoit rien en cela.

5°. Il est absurde d'imputer sur les droits de Madame de Megrigny 2400 liv. pour la moitié des effets mobiliers donnés au Marquis de Bonivet par Aimé de Rochechouart son pere dans son contrat de mariage ; ce qu'un pere a donné du sien en mariant son fils, ne le dispense pas, après la mort de sa femme, de rendre à ce même fils ce qui lui revient de la succession de sa mere.

6°. Il en est de même des 8000 liv. moitié des 16000 liv. prétendu remboursées en 1635 par Aimé de Rochechouart à son fils.

Pour cela, il faut rappeler ce que l'on a dit au Procès, que les pere & mere avoient constitué 6000 l. au Marquis de Bonivet en le mariant, dont il devoit avoir 3000 liv. de rente en fonds de terre, & 3000 liv. en constitution de rente. Aimé de Rochechouart a prétendu avoir remboursé les 3000 liv. de rente constituée, & par-là il a payé sa moitié de la dot ; l'autre moitié étoit



due par la succession d'Eléonore de Saux, & le Marquis de Bonivet, seul héritier de sa mere, en est payé par la succession même.

Si Aimé de Rochechouart pouvoit imputer sur les droits de Madame de Megrigny la moitié de ce qu'il a payé pour rembourser les 3000 liv. de rente, il n'auroit payé, par l'événement, que le quart de la dot au lieu de la moitié, ce qui est insoutenable. Il faut donc retrancher cette imputation.

Observer même que la premiere partie de 1000 liv. de rente que l'on prétend avoit été remboursée de 16000 liv. en 1635, a été payée en effets de la communauté; ce qui produit une action de récompense à la succession d'Eléonore de Saux, parce que cette succession ne doit que 3000 liv. de rente pour la moitié de la dot du Marquis de Bonivet; cependant elle a payé, par l'événement, 3500 liv. & Aimé de Rochechouart n'a payé que 2500 liv. de rente; savoir, la moitié de 1000 liv. de rente remboursées en 1635, & les 2000 l. remboursées depuis la dissolution de la communauté.

C'est donc une action de récompense qui appartient à la succession d'Eléonore de Saux, pour moitié des 16000 livres remboursées en 1635, ci 8000 livres. Intérêts depuis douze ans, 4000 livres.

7°. Les pierreries, au lieu de 21000 l. n'ont été estimées que 4595 liv. la moitié seroit 2297 liv. 10 s. mais ce que le pere a donné des effets de la communauté à son fils, du vivant de sa mere, ne peut pas diminuer les droits du fils dans la succession de sa mere.

Il en est de même des art. 8 & 9; ce sont dettes payées par Aimé de Rochechouart à son fils, ou libéralités faites du vivant d'Eléonore de Saux, qui ne diminuent en rien les droits du fils sur la succession de la mere.

8°. L'art. des 9000 liv. de Prevost ne peut passer que pour 4500 liv. qu'Aimé de Rochechouart ait donné, parce que c'étoit un effet de communauté.

On suppose que Prevost étoit insolvable; point de preuve; preuve du contraire, puisqu'on ne rapporte point l'obligation; il faut qu'elle ait été rendue lorsque Magdeleine Mangot a reçu le paiement.

9°. Les prétendues pensions, nourritures & entretien de Madame de Megrigny ne sont point établies; ce sont des chimeres dont on ne manque pas d'enfler une prétendue transaction, lorsqu'on veut en imposer.

10°. Il en est de même pour la moitié des dettes contractées par Eléonore de Saux pendant sa viduité.

11°. Il en est de même encore des réparations du Château de Bonivet. Peut-on proposer des visions qui ne sont soutenues d'aucune preuve, pour balancer des droits réels & incontestables ?

12°. Les frais funéraires d'Eléonore de Saux, morte dans le Château de Cercigny, & enterrée dans la Paroisse du même lieu, sont un objet si modique, qu'ils ne méritoient pas de trouver ici sa place.

13°. Il est singulier d'entendre le Comte de Rochechouart faire valoir la décharge du douaire, habitation & des reprises de Magdeleine Mangot, sur des fonds qui n'appartenoient pas à son mari, quand on prive Madame de Megrigny de la succession future de son aïeul.

Si l'on veut faire valoir cet article, il faut mettre en balance tout ce qui devoit revenir à Madame de Megrigny de la succession d'Aimé de Rochechouart, & alors ce qu'elle gagne par cette décharge seroit bien foible, en mettant en balance ce qu'elle perd par la renonciation.

*Récapitulation.*

Les droits de Madame de Megrigny au plus bas.

- 1°. Fruits de Bonivet, pour les deux tiers, ci . . . 48000 l.
- 2°. Arrérages de la rente de 1125 liv. 1 d. . . . 9000 l.
- 3°. Meubles, non compris les intérêts . . . . 16875 l.
- 4°. Contrats de constitution, & autres effets actifs. 69366 l.
- 5°. Effets recelés, objet très-considérable . . . Mémoire.

6°. Récompense de ce qu'Aimé de Rochech. a pris dans la communauté pour payer sa part des 6000 l. de rente promises au Marquis de Bonivet son fils . . 8000 l.

7°. Les intérêts de tous les meubles, acquêts & tiers des propres . . . Mémoire.

TOTAL . . 151241 l.

#### EFFETS CÉDÉS.

1°. Sur Bonivet. 15000 l.

2°. Sur le Bouchet 26500 l.

3°. De l'obligation de Prevost . . 4500 l.

TOTAL . . 46000 l.



Il étoit dû incontestablement, non compris tous les effets recelés & les fruits & revenus des meubles & acquêts & tiers des propres, . . . 151241 l.

On a donné . . . 46000 l.

Il s'en faut donc 105241 l. qu'Aimé de Rochecouart n'ait rempli ce qui étoit incontestablement dû.

Il faisoit perdre gratuitement tous les droits sur les effets recelés, & sur les revenus des meubles, acquêts & tiers des propres. Que donnoit-il pour les successions futures ?

## R E P O N S E.

**O**N a annoncé dans tous les tems trois moyens principaux qui doivent anéantir un acte si odieux.

1°. Il est l'ouvrage de la haine & de la passion d'une part, & de l'autre d'une crainte juste & capable d'ébranler l'homme le plus ferme.

2°. Il contient une lésion énorme, & de plus des trois quarts, sur les droits qui étoient actuellement échus à Madame de Megrigny.

3°. On y fait renoncer Madame de Megrigny à des successions futures & collatérales, au mépris des regles les plus constantes, & sans qu'elle ait reçu aucun prix pour ces renonciations.

Après avoir établi ces moyens, on répondra sans peine à quelques objections.

L'acte de 1649 a été dicté par la haine & par la passion, & c'est sans liberté qu'il a été accepté par M. de Megrigny. Quelques faits de la vérité desquels on ne peut plus douter, mettent cette vérité dans tout son jour.

Sans remonter à tout ce qui a précédé la mort d'Eléonore de Saux, fixons-nous à ce qui a suivi, & nous y verrons l'injustice d'Aimé de Rochechouart, & sa haine poussée à des excès qu'on ne peut exprimer.

À peine Eléonore de Saux est-elle morte, qu'Aimé de Rochechouart ne cherche qu'à dépouiller son fils, à divertir ce qu'il y a de plus précieux dans la communauté. Il s'empare de toutes les pierreries dont la valeur montoit à des sommes très-considérables; il se saisit de plusieurs contrats sur la Maison de Ruffec, montant à 12000 liv. d'un autre contrat de 1600 liv. sur le fleur

*Premier  
Moyen.*

Foucaut : voilà les recelés & divertissemens qui ont été prouvés, & dont le Comte de Rochechouart ne peut plus se défendre. Combien y en a-t-il eu d'autres dont on n'a pas pu avoir la preuve, ou dont la preuve n'a peut-être pas paru complete ? Combien de déguisemens sur ce qui étoit dû ? Quelle affectation à ne point s'expliquer malgré les interpellations réitérées ! Jamais on n'a fait paroître plus d'ardeur à ruiner un fils unique, & à s'enrichir à ses dépens.

Les mesures prises par Aimé de Rochechouart, pour se remariier dans les premiers momens de la mort de sa femme, découvrent encore parfaitement les sentimens qu'il avoit pour son fils.

Ce qui acheva de l'animer contre lui, fut le scellé que le Marquis de Bonivet fit apposer sur les effets que le pere n'avoit pas soustraits ; l'exaétitude avec laquelle il eut soin de les faire inventorier, & sa vigilance pour découvrir la preuve de toutes les soustractions dont Aimé de Rochechouart étoit coupable. Aimé de Rochechouart ne put retenir les transports de sa colere ; il ne put déguiser ses mauvais desseins dans une lettre qu'il écrivit au sieur Voile son Procureur, au mois de Décembre 1637 : *mon coquin de fils*, lui dit-il, *a voulu faire apposer le scellé à Cercigny, . . . il ne lui reste qu'à être sifflé de tout le monde & à avoir encouru mon indignation à ne le voir jamais.*

Cet indignation parut dans le contrat de mariage qu'il passa avec Magdeleine Mangot quelques jours après, dans lequel il donne aux enfans à naître de ce mariage tous ses meubles & acquêts & le tiers de ses propres, voulant qu'entre eux le droit d'aînesse ait lieu, *nonobstant qu'il y ait un aîné du précédent mariage dudit futur époux, & comme si tous les enfans dudit futur mariage étoient seuls enfans & héritiers dudit futur époux.* Pour exclure de plus en plus l'enfant du premier lit, on ajoute que s'il n'y a point d'enfans du second mariage, ou qu'ils viennent à mourir avant leur mere, la même donation aura lieu au profit de la seconde femme, pour tous les meubles, acquêts & conquêts immeubles. On donne à cette seconde femme 8000 liv. de rente pour douaire préfix ; ce qui absorboit presque l'universalité des revenus d'Aimé de Rochechouart. En un mot, tout ce que l'on pouvoit rassembler de dispositions pour enlever au fils aîné les parts & portions dont son pere pouvoit disposer, est exprimé dans les termes les plus forts. A ces traits, pourroit-on méconnoître la haine la plus envenimée ?

Chaque



Chaque démarche en fournit de nouvelles preuves. On voit par une lettre qu'Aimé de Rochechouart écrivit dans la suite à Magdeleine Mangot sa femme, qu'il ne cherchoit qu'à prendre les mesures les plus justes pour faire périr son fils en prison : *J'oubliois de vous mander qu'il seroit très-à-propos, &c.*

Le mauvais succès d'Aimé de Rochechouart dans l'Arrêt de 1647, acheva de l'aigrir contre son propre sang ; la mort infortunée du Marquis de Bonivet ne put le calmer ; au contraire, la liberté qui avoit été donnée à son fils de prouver les recelés & divertissemens, l'anéantissement du don mutuel, quant à la propriété, & le danger où il étoit d'en être privé, même pour l'usufruit, le mirent, pour ainsi dire, hors de lui-même. Plutôt que de rendre à Madame de Megrigny sa petite-fille la justice qui lui étoit due, il la menaça *d'aliéner tout ce qu'il avoit d'immeubles, de divertir tous ses meubles & effets mobiliers, de contrader diverses dettes, & de ruiner enfin sa succession avant que Madame de Megrigny pût la recueillir*, comme M. de Megrigny l'a expliqué dans les protestations qu'il a faites devant Notaires, soit avant, soit depuis l'acte qu'il a été obligé de signer.

C'est dans ces circonstances que l'acte du 11 Juillet 1649 a été passé. Il est aisé de juger s'il y a eu beaucoup de liberté de la part de M. de Megrigny. Il voyoit toute la fortune de Madame de Megrigny entre les mains d'un aïeul qui n'avoit pour elle que les sentimens d'un ennemi implacable ; il voyoit cette longue suite de persécutions que François de Rochechouart avoit éprouvées. Une plus vaste carrière se présentait encore à ses yeux ; il falloit suivre un procès qui, loin de calmer Aimé de Rochechouart, n'étoit propre qu'à redoubler sa haine, & à le porter aux plus violentes extrémités. M. de Megrigny a donc cédé à la fatalité des conjonctures ; & l'on pourroit regarder cet acte comme un titre solennel dont il seroit obligé de respecter les dispositions ! Accablé sous le poids de la plus dure tyrannie qu'il a eu soin d'expliquer dans les protestations, il signe aveuglément tout ce qu'on exige de lui ; il cède aux menaces les plus terribles : ce n'est pas là un titre que la Justice puisse autoriser.

Il est vrai qu'en général des protestations sont de foibles armes contre un acte qui porte un caractère de liberté ; mais quand toutes les circonstances qui précèdent & accompagnent cet acte annoncent la nécessité où une Partie s'est trouvée de signer le sacrifice de tous ses droits, alors les protestations sont regardées comme des témoignages authentiques d'une

Protestations  
contre les ac-  
tes que l'on  
signe.

contrainte qui fuffit pour annuller l'engagement.

Enfin , auroit-on befoin d'autre preuve de la violence exercée par Aimé de Rochechouart que la reconnoiffance qu'il a fait faire à M. de Megrigny par ce même acte , qu'il lui avoit remis tous les titres concernant les biens qu'il lui cédoit ? La fauffeté de ce fait eft prouvée par le certificat de M. de Neuchezes , Evêque de Châlons , qui étoit préfent lorfque l'acte fut figné , portant qu'il n'y eut aucun titre remis à M. de Megrigny.

Ce point eft encore mieux établi par le propre fait du Comte de Rochechouart , qui , dans l'Instance de Requête civile prife contre l'Arrêt de 1678 , a produit des pieces que l'on avoit fupposé remifes à M. de Megrigny , & entre autres le contrat d'échange de 1622 , & qui a produit depuis la contre-lettre du même jour.

A des preuves fi fenfibles , il n'y a perfonne qui ne fente que M. de Megrigny n'a fait autre chofe que de plier fous le joug d'une autorité dont il avoit tout à craindre. On lui a donné la loi , & il s'eft fousmis aveuglément ; tout ce qu'il a pu faire a été de réclamer fecretement par des proteftations , dans lesquelles il a expliqué naturellement les violences qui lui étoient faites , & celles dont il étoit menacé. Un tel acte peut-il donc être oppofé aux héritiers de M. de Megrigny , pour les obliger de faire cefler les juftes demandes qu'ils forment eux-mêmes comme héritiers de Madame de Megrigny ? La fucceffion du mari fera-t-elle ruinée pour avoir été forcé de facrifier les droits de fa femme ? Car on va voir que fi cet acte fubfiftoit , Madame de Megrigny fe trouveroit non-feulement déshéritée par fon aïeul , mais privée même de la fucceffion de fon aïeule qui étoit échue , & que pour la dédommager de tant de pertes , ou pour garantir la fucceffion d'Aimé de Rochechouart à cet égard , la plus grande partie des biens de M. de Megrigny feroit épuifée. C'eft un nouveau moyen qui feul renverferoit un acte fi infoutenable.

*Second moyen.  
Lésion énorme.*

Il eft bien facile à préfent de reconnoître à quel degré la lésion a été portée par l'acte du 11 Juillet 1649 ; les droits des Parties ont été tellement difcutés depuis deux ans , qu'on eft en état de compter fur quelque chofe de fixe & de certain. Pour cela il faut confidérer d'une part ce qui étoit dû par Aimé de Rochechouart à Madame de Megrigny le 11 Juillet 1649 ; & de l'autre , ce qu'il lui a donné alors , & l'on verra s'il y a quelque proportion entre l'un & l'autre objet.

A quelque point que l'on réduife les droits de Madame de Megrigny , il s'en faudra plus des trois quarts qu'elle n'ait été remplie par l'acte de 1649 , & cela feul fuffiroit pour l'anéantir ;



à plus forte raison ne peut-il subsister, si outre cette lésion présente, on fait encore renoncer Madame de Megrigny à des successions futures, directes & collatérales, sans prétexte & sans aucune récompense.

Voyons d'abord ce qui étoit dû à Madame de Megrigny.

*Propres d'Eleonore de Saux.*

La terre de Bonivet pour quarante-deux parts dans cinquante.

Les fruits des deux tiers de ce qui étoit propre dans cette Terre, qui ne tomboit point dans le don mutuel, sur le pied de 933 l. 6 s. 6 d. par an, fait pour onze ans dix mois 11044 l.

La rente de 1125 liv. sur Conflans-Sainte-Honorine.

Les fruits des deux tiers de cette rente . . . 8875 l.

*Moitié des meubles & conquêts non recelés.*

Moitié des meubles, distraction faite sur la masse de la chambre garnie d'Aimé de Rochechouart . . . 10061 l. 16 s.

Moitié des arrérages sur la Maison de Ruffec, dus à la mort d'Eleonore de Saux . . . 1390 l. 16 s.

Moitié des arrérages du douaire d'Eleonore de Saux, échus de même . . . 3432 l.

Moitié des arrérages de la rente de 1125 livres, échus de même . . . 5082 l.

Moitié des frais de l'inventaire . . . 366 l. 16 s.

Moitié des contrats inventoriés . . . 40116 l. 16 s.

Sur quoi il faut déduire 12000 liv. pour la moitié du contrat de Taveau; 9000 liv. pour la moitié des bois de haute-futaie, coupés sur les propres d'Aimé de Rochechouart; 2800 l. pour la moitié des dettes d'Eleonore de Saux, antérieures au mariage, & payées pendant la communauté; 1000 liv. pour la moitié des dettes passives de la communauté; 16000 liv. pour la moitié des trente-deux payées au Marquis de Bonivet depuis la mort de sa mere par Aimé de Rochechouart, & 100 liv. pour les frais funéraires d'Eleonore de Saux; ainsi reste pour la moitié des effets de la moitié, toutes déductions faites . . . 19349 l.

*Recelés & intérêts.*

Pour les pierreries . . . 25000 l.

Intérêts pendant onze ans & dix mois . . . 16425 l.

Contrats sur la Maison de Ruffec . . . 12000 l.

Arrérages . . . 7781 l.

Contrats sur Foucaut . . . 1600 l.

Arrérages . . . 1041 l. 16 s.

Total de ce qui étoit dû à Mad<sup>e</sup> de Megrigny... 103115 l.

Madame de Megrigny étoit, outre cela, créancière de la moitié de dépens, qui avoit été adjugée au Marquis de Bonivet par l'Arrêt de 1647, ce qui emportoit la totalité des épices, vacations & coût de l'Arrêt; & comme par l'événement les recelés & divertissemens ont été prouvés, l'autre moitié de dépens réservés lui étoient encore assurée, ce qui devoit monter à une somme considérable.

Il reste à examiner ce qu'on lui a donné par l'acte du 11 Juillet 1649.

Ce qui lui a été donné ne consiste qu'en deux articles; savoir, huit parts dans les cinquante qui composoient la terre de Bonivet. Ces huit parts qui représentent la moitié de ce qui étoit entré de conquêts dans l'échange de Bonivet, n'avoient coûté que 15000 liv. à la communauté; ce sont donc 15000 liv. seulement qu'Aimé de Rochechouart a données de cet article; car depuis 1622 que l'échange de Bonivet avoit été faite, jusqu'en 1649 que l'acte dont il s'agit a été passé, on ne peut pas supposer que la valeur de cette Terre eût augmenté; c'est donc pour le premier article 15000 liv.

Aimé de Rochechouart donne encore l'obligation de Prevost de 9000 liv. dont la moitié appartenoit à Madame de Megrigny comme effet de la communauté; en sorte que ce n'étoit véritablement que 4500 liv. qu'Aimé de Rochechouart donnoit du sien; mais quand on compteroit cet article pour 9000 livres, tout ce que Madame de Megrigny a reçu ne monteroit qu'à 24000 liv.

Comme il étoit dû 103115 livres, il s'en faudroit donc 79115 livres qu'elle n'eût été remplie de ce qui lui étoit actuellement acquis, sans aucune contestation.

On a donc eu raison de dire que Madame de Megrigny souffroit une lésion énorme & de plus des trois quarts sur les droits qui lui étoient dès-lors assurés, loin de recevoir la moindre chose pour prix de sa renonciation aux successions futures.

Il est vrai que le Comte de Rochechouart a enflé beaucoup ce que Madame de Megrigny a reçu. Il suppose que les huit parts dans cinquante de la terre de Bonivet valoient 24000 livres, parce qu'il porte le prix de cette Terre à 150000 livres; mais il est évident que ce prix est infiniment exagéré. Jamais cette Terre n'a été affermée plus de 4000 livres de rente, charge faite; les rentes étoient alors au denier 16 & au denier 18; en sorte que c'étoit un prix excessif que de porter les Terres au denier 25. Cependant, en portant celle de Bonivet à ce denier, elle n'auroit pas valu 100000 liv. & par conséquent les huit parts dans cinquante



n'auroient jamais pu excéder 15000 liv. Il faut donc s'en tenir à ce prix, qui est celui que la Terre avoit coûté à la communauté.

Le Comte de Rochechouart met au nombre des biens que Madame de Megrigny a reçus tout ce qui avoit été donné auparavant au Marquis de Bonivet, soit par son contrat de mariage, soit depuis. Ainsi il met en balance, avec ce qui étoit dû à Madame de Megrigny, la moitié de la terre du Bouchet, qu'il estime 30000 livres; la moitié des dettes du Marquis de Bonivet, que ses pere & mere s'obligerent de payer en le mariant, montant à 2400 livres; la moitié des 16000 livres qui lui furent payées du vivant de sa mere, à compte des 3000 livres de rente qui lui avoient été promises; la moitié des perles & pierreries à lui cédées par la transaction de 1637, montant, selon lui, à 105000 livres; moitié des 2000 livres à lui pareillement cédées par la même transaction; enfin les 32000 livres payées depuis la mort de sa mere, pour l'extinction des 2000 livres restant de ce qui avoit été promis au Marquis de Bonivet par son contrat de mariage, & même les intérêts de la moitié de ces 32000 livres qu'il porte à 10508 livres, ce qui monteroit à 95408 livres.

Mais indépendamment des erreurs dans lesquelles le Comte de Rochechouart affecte de tomber sur plusieurs de ces articles qu'il augmente beaucoup, il est évident qu'il les faut tous retrancher, parce qu'à quelque somme que puisse monter les donations antérieures faites au Marquis de Bonivet, elles ne pouvoient jamais diminuer ses droits ouverts au jour de l'acte de 1649. Ce qui lui étoit donné par son pere en avancement de la succession future, n'excluoit pas le fils de la liberté de faire valoir tous les droits qui lui étoient acquis comme héritier de sa mere. Il ne faut pas croire que, par les donations que le pere avoit faites, il fût dispensé de rendre à son fils le bien de sa mere; le Marquis de Bonivet étoit en droit de conserver ce que son pere lui avoit donné, & de demander encore ce qui lui étoit échu depuis du chef de sa mere. Ce sont ces droits maternels qui montoient en 1649 à 103115 livres, toutes déductions faites. Il falloit donc que son pere lui payât alors cette somme, sans aucune compensation, avec ce qu'il avoit donné précédemment.

On fait bien que les sommes données auparavant par le pere étoient sujettes à rapport dans sa succession future; mais il ne s'agit, quant à présent, que de ce qui étoit dû en 1649 à Madame de Megrigny, & de ce qui lui a été payé. Quand on voudra savoir ce qui revenoit à Madame de Megrigny de la succession

d'Aimé de Rochechouart, il faudra rappeler des sommes qu'elle avoit reçues en avancement d'hoirie, & l'on verra qu'elles étoient fort au-dessous de ce qui lui revenoit. Mais quand on se fixe au tems de l'acte de 1649, ces sommes données précédemment doivent être totalement retranchées.

Il reste à observer sur cet article que le Comte de Rochechouart y comprend 32000 livres payées depuis la mort d'Eleonore de Saux au Marquis de Bonivet; il oublie apparemment qu'il en a déjà déduit la moitié, & qu'on lui a tenu compte de cette moitié sur les créances de M. de Megrigny, qui, sans cela, monteroient à 119115 livres, au lieu de 103115 livres.

Mais outre cette moitié de capital dont il fait un double emploi, il veut encore déduire les intérêts de cette moitié depuis la mort d'Eleonore de Saux, parce qu'il prétend que ces 16000 liv. n'étoient point une dette de communauté, & devoient être prises sur les propres d'Eleonore de Saux. Sur ce fondement il compte les intérêts de ces 16000 livres pour onze ans & dix mois, à 10508 livres; mais cette prétention n'est pas soutenable. 1°. Si ces 16000 livres devoient être prises sur les propres d'Eleonore de Saux, & en diminuoient la masse au lieu de diminuer sa moitié dans la communauté, Aimé de Rochechouart, donataire de l'usufruit du tiers des propres, devoit au moins supporter le tiers de ces intérêts; ainsi cet article de 10500 liv. se réduiroit à 7000 liv. 2°. Mais il est évident que les 16000 liv. devoient être prises sur la donation faite à Aimé de Rochechouart des meubles & acquêts & du tiers des propres; en sorte que si cette donation avoit subsisté pour la propriété, il auroit été tenu du principal & des intérêts de ces 16000 livres; & qu'étant réduite à l'usufruit, il est tenu seulement des intérêts de cette somme; c'est ce qui est décidé par l'art. 203 de la Coutume de Poitou, & par la Jurisprudence des Arrêts qui l'ont interprété. L'art. 203 porte: *qu'on ne peut donner, soit entre-vifs ou par testament, à quelque personne que ce soit, plus du tiers de son héritage; c'est à savoir, de ses biens immeubles obtenus par succession, & ne peut-on faire par donation que les deux tiers ne viennent à ses héritiers délivrement.* Ces termes qui réservent aux héritiers les deux tiers des propres *délivrement*, ont toujours été censé signifier que l'héritier devoit avoir les deux tiers des propres francs & exempts de toutes dettes, en sorte que ce fût au donataire à les acquitter.

C'est ce qui est porté expressément dans la note de M<sup>e</sup> Charles Dumoulin sur cet article. *Id est, liberè sine ullo onere, ita ut*

En Poitou, la réserve des deux tiers des propres est sans charge. Art. 203.

Note de Dumoulin & Brodeau.



*donatarius des meubles , acquêts & tierce-partie des propres , teneatur acquitter l'héritier des deux tiers des propres , non solùm de toutes les dettes mobilières à payer pour une fois , mais aussi de toutes rentes constituées , les racheter & en décharger l'héritier des propres , comme il a été jugé au Parlement de Paris sur le champ en la Grand' Chambre , plaidant M<sup>e</sup> Buffon , Avocat fameux , au profit du Seigneur de la Salmondierre , contre les Goulards.*

La note de M<sup>e</sup> Julien Brodeau sur le même article , imprimée dans la dernière édition du Coutumier général , n'est pas moins importante : *non seulement sans charge de legs testamentaires , dit-il , mais aussi de dettes autres que réelles & foncières , suivant l'opinion des Commentateurs & les Arrêts intervenus en cette Coutume ; & c'est l'usage notoire & constant de la Province.*

Suivant ce principe que l'on ne peut contester dans la Coutume de Poitou , Aimé de Rochechouart étant donataire de tous les meubles & acquêts & tiers des propres , devoit payer seul ces 16000 livres ; & comme la donation est réduite à l'usufruit , il est juste qu'il paie au moins les intérêts de cette dette , comme de toutes les autres.

Il n'est point ici question de consulter la Coutume de Paris , pour savoir quelles sont les charges du don mutuel ; chaque Coutume a ses regles , dans lesquelles il faut se renfermer. A Paris , le don mutuel ne comprend que les effets de la communauté , & ne les comprend qu'en usufruit. En Poitou , on peut donner à sa femme ou à son mari ses meubles & acquêts , quoiqu'ils ne fassent point partie de la communauté ; on peut même lui donner le tiers de ses propres. Il n'est donc pas extraordinaire que l'on ait imposé de plus grandes charges au donataire.

Ainsi les intérêts de ces 16000 livres étoient une charge de l'usufruit d'Aimé de Rochechouart , comme le fonds auroit été une charge de sa donation , si elle avoit subsisté en propriété.

Il ne reste donc plus qu'un seul objet relevé par le Comte de Rochechouart : ce sont les usufruits dont Aimé de Rochechouart a fait alors la remise à Madame de Megrigny sa petite-fille. Ces usufruits consistoient dans le tiers de la rente de 1125 liv. montant à 375 livres , & dans les revenus de Bonivet , déduction faite des 933 liv 6 s. 6 d. qu'il fait monter à 4066 liv. 13 s. 6 d. L'usufruit en tout ne monteroit qu'à 4441 l. 13 s. Cependant le Comte de Rochechouart le porte , on ne fait pourquoi , à 6441 liv. 13 s. ; & l'estimant au denier dix , il en fait un article de 64410 l. Mais presque tout est chimérique dans cette prétention.

1°. L'usufruit du tiers de la rente de 1125 l. ne souffre point de difficulté. 2°. Sur l'usufruit de Bonivet, il y a beaucoup à retrancher. En effet, la Terre n'a jamais valu 4000 l. de rente, charges faites ; sur ces 4000 l. de rente, il faut d'abord déduire 933 liv. 6 s. 8 d. pour les deux tiers de ce qui étoit propre à Eleonore de Saux ; il faut encore déduire l'usufruit des huit parts dont Aimé de Rochechouart avoit la propriété, parce que le Marquis de Saint-George consentant à déduire la valeur en plein de ces huit parts, en les prenant en paiement de ce qui étoit dû à Madame de Megrigny, il a droit de jouir des fruits de ces huit parts. Celui qui achete, ou prend en paiement la pleine propriété pour toute la valeur de la chose, acquiert les fruits comme le fonds. Ces huit parts, sur le pied de 4000 livres de revenu pour le total, montent à 640 liv. Ainsi l'usufruit cédé ne sera plus que de 2427 livres, ce qui, joint aux 375 liv. sur la rente de Conflans-Sainte-Honorine, feroit en tout 2802 liv. 3°. Si Aimé de Rochechouart cede de son côté cet usufruit, Madame de Megrigny décharge, d'un autre côté, Aimé de Rochechouart de 1000 livres par an qu'elle avoit à prendre sur la terre de Cercigny, suivant le contrat de mariage du Marquis de Bonivet son pere ; ce qui fait une compensation jusqu'à due concurrence, & réduit l'usufruit cédé par Aimé de Rochechouart à 1800 livres par an. 4°. S'il s'agissoit d'estimer le fonds de ces usufruits, il est évident que ce seroit le porter beaucoup trop loin que de le porter au denier dix, eu égard à l'âge d'Aimé de Rochechouart, qui, suivant le calcul du Comte de Rochechouart, devoit avoir alors soixante-neuf ans : il n'auroit pu être estimé en ce tems que le denier cinq, ce qui feroit 9000 liv. Et en effet, Aimé de Rochechouart n'a survécu que deux ans à la transaction ; ainsi dans cette estimation même, Madame de Megrigny auroit été infiniment lésée. 5°. Mais il n'est point question de donner aucune estimation à cet usufruit, pour une raison sans réplique. On a fait voir qu'il étoit dû à Madame de Megrigny une somme de 103115 liv. sur laquelle elle n'avoit reçu tout au plus que 15000 liv. pour les huit parts de Bonivet, & les 9000 liv. sur Prevost ; en sorte qu'il lui restoit dû plus de 79000 l. Si Aimé de Rochechouart lui avoit rendu justice, il lui auroit payé cette somme, dont Madame de Megrigny, au denier dix-huit, se feroit fait près de 4500 liv. de revenu. Il ne lui paie rien, & lui abandonne seulement un usufruit de 1800 liv. de rente ; par-là, il s'en falloit près de 2700 liv. par an qu'il ne lui payât l'intérêt de ce qu'il lui devoit. Comment peut-on



peut-on donc imaginer que cette cession d'usufruit puisse diminuer le principal ?

Tout ce qu'il faut dire est qu'en entérinant les Lettres de rescision de M. de Megrigny contre l'acte de 1649, Madame de Megrigny sera demeurée créancière de près de 80000 livres de principal; & que, sur les intérêts échus depuis, il faudra déduire les 1800 livres de revenu qu'Aimé de Rochechouart auroit pu conserver, & qu'il a remis par cet acte.

Ainsi l'opération proposée par le Marquis de Saint-Georges demeure juste. Il étoit dû à Madame de Megrigny 103415 livres; elle a reçu 24000 livres; par conséquent elle est demeurée créancière de 79415 livres, sur les intérêts desquelles il faudra déduire 1800 livres d'usufruit cédé.

La lésion est donc énorme, & de plus des trois quarts, à ne considérer que les droits qui étoient actuellement ouverts à Madame de Megrigny.

La lésion devient bien plus grande quand on considère la renonciation faite aux successions futures; non-seulement cette renonciation est pour une mineure, hors de son contrat de mariage, en faveur des filles, & sans en recevoir actuellement aucun prix; mais à ne considérer que l'étendue des droits de Madame de Megrigny dans la succession future de son aïeul, cette lésion est portée à un excès que rien ne peut excuser.

Madame de Megrigny a eu dans cette succession les deux tiers de la Terre de Cercigny, outre le château & préclôture: cette Terre de 8000 livres de revenu mise au denier vingt-cinq doit valoir 200000 livres, ce qui feroit pour la part de Madame de Megrigny 140000 livres, sçavoir 20000 livres pour le château & préclôture, & 120000 livres pour les deux tiers. Elle avoit son tiers dans la moitié des deniers tirés de la communauté d'Aimé de Rochechouart avec Magdeleine Mangot, pour payer le prix des terres d'Orgers & de Creteil, laquelle moitié étoit de 28250 livres; ce qui faisoit pour le tiers de Madame de Megrigny 9417 liv. Enfin elle avoit le tiers dans tous les contrats, effets & meubles qui se sont trouvés à la mort d'Aimé de Rochechouart, ce qui dépend d'un calcul & d'une opération qui n'est pas encore fixée.

Il est vrai que Madame de Megrigny devoit rapporter à ses co-héritiers dans la succession d'Aimé de Rochechouart le tiers de la moitié du Boucher. Cette Terre acquise 53000 liv. valoit pour la moitié 26500 liv. sur cette moitié il falloit prélever le préci-

put, & donner le tiers du restant aux puînés, ce qui ne pouvoit monter pour ce tiers qu'à 7000 livres ou environ.

Madame de Megrigny devoit encore rapporter aux puînés les deux tiers des sommes que le Marquis de Bonivet avoit reçues de son pere; savoir, de celle de 2400 liv. pour moitié des dettes du Marquis de Bonivet, dont ses pere & mere se chargerent par son contrat de mariage; de 8000 livres, moitié des 16000 liv. payées du vivant d'Eleonore de Saux; des 16000 livres, moitié de 32000 liv. payées après sa mort; des 10500 liv. d'une part, & 1000 liv. d'autre, faisant moitié de ce qui a été donné par la transaction de 1637. Ces sommes, revenantes à celle de 37900 livres, les deux tiers que Madame de Megrigny avoit à rendre à ses cohéritiers montoient à 25200 liv.

Ainsi Madame de Megrigny avoit à prendre d'une part 149417 liv. outre son tiers dans tous les meubles, contrats & effets de la communauté, & elle n'avoit à rendre à ses cohéritiers, ou à imputer sur cette somme que 7000 liv. d'une part, & 25200 livres d'autre; c'est-à-dire, 32000 livres en tout. Elle souffre donc encore de ce côté une lésion de 117217 livres, outre sa part dans tous les meubles, contrats & autres effets trouvés à la mort d'Aimé de Rochechouart.

Enfin, on ne s'est pas contenté de faire renoncer M. de Megrigny pour sa femme à la succession future d'Aimé de Rochechouart, mais même aux successions collatérales, par où l'on a prétendu encore lui enlever la succession de Marie de Rochechouart sa tante.

Que l'on réunisse tant d'objets différens que l'acte de 1649 embrasse également, & l'on verra que la lésion est portée à un si grand excès, qu'on ne croit pas que jamais aucun acte en ait présenté une ni si étendue, ni si à découvert.

Sur les droits actuellement acquis, montant à 103115 liv. on ne lui donne que 24000 liv. elle perd plus de 79000 livres; & au lieu des intérêts d'une somme si considérable, montant à près de 4500 liv. par an, on ne lui cede qu'un usufruit de 1800 livres; voilà plus de 79000 liv. de perdu sur le principal, & plus de 2500 liv. par an sur les intérêts.

Sur la succession future d'Aimé de Rochechouart, elle ne reçoit rien pour prix de la renonciation qu'on lui fait faire; cependant sa part dans cette succession s'est trouvée monter à 149417 livres, sur quoi elle n'avoit à déduire que 32200 livres. Voilà donc encore 117417 liv. de perte, sans compter la part de



Madame de Megrigny dans tous les effets de la communauté de Magdeleine Mangot, & sa part dans la succession de Marie de Rochechouart.

Ainsi ce qu'il y a de liquide dans la perte monte à près de 200000.

On ne manquera pas de dire que, sur la succession future d'Aimé de Rochechouart, il faut déduire une part d'enfant qui devoit revenir à Magdeleine Mangot pour lui tenir lieu des avantages qui lui avoient été faits par son contrat de mariage; mais quand cela seroit, l'objet seroit infiniment modique: car sur la terre de Cercigny, Madame de Megrigny n'en auroit pas moins eu le château en entier avec les préclôtures & les deux tiers du surplus; & tout ce que le droit de Magdeleine Mangot auroit opéré, se seroit réduit à partager le tiers restant avec ses deux enfans, qui au lieu d'en avoir chacun moitié, n'en auroient eu chacun que le tiers. Il en auroit été de même de la moitié de la terre du Bouchet, qui devoit être rapportée à la succession d'Aimé de Rochechouart; Madame de Megrigny y auroit toujours eu son préciput & les deux tiers; le tiers restant se seroit partagé en trois au lieu de se partager en deux, ce qui auroit été indifférent à Madame de Megrigny, qui, par rapport à ces deux Terres, n'auroit jamais contribué à la part d'enfant. Il est vrai qu'à l'égard des autres biens, Madame de Megrigny n'y auroit eu que le quart, au lieu d'y avoir le tiers; ainsi dans les 28250 livres qui revenoient à la succession d'Aimé de Rochechouart, pour la moitié des deniers de la communauté employés à payer les terres d'Orgers & de Creteil, Madame de Megrigny, au lieu de 9417 livres pour le tiers, auroit eu seulement 7062 liv. 16 sols; de même dans 37900 liv. qu'elle devoit rapporter, elle n'auroit eu que le quart montant à 9475 liv. & auroit dû payer 28425 livres; ainsi il lui auroit été dû 140000 liv. sur Cercigny, 7062 liv. sur Orgers & Creteil, & le quart des autres biens; sur quoi elle auroit dû rendre à ses cohéritiers 28425 liv. d'une part, & environ 7000 liv. sur le Bouchet; ainsi il lui auroit toujours été dû de cette succession plus de 112000 livres, outre son quart dans tous les effets de la communauté.

Mais on ne voit aucune raison pour donner une part d'enfant à Magdeleine Mangot; elle ne lui est point donnée par son contrat de mariage; tout son avantage se réduit à un douaire de 8000 liv. de rente, qui lui est constitué par Aimé de Rochechouart, tandis que ce douaire, suivant la Coutume de Poitou, est nécessairement

réductible à l'usufruit du tiers de tous les biens du mari. Ainsi Magdeleine Mangot ne peut prétendre ni le douaire entier qu'on n'a pas pu lui donner suivant la Coutume, ni une part d'enfant qu'on ne lui a pas donnée.

On a fait sur cela une objection singulière : on a dit qu'à la vérité le douaire étoit de 8000 liv. de rente, & excédoit ce qui étoit permis par la Coutume de Poitou, mais que cet excédent même formoit un avantage qui devoit être réduit à une part d'enfant, suivant l'Edit des secondes nocés ; idée contraire à toutes les regles & à tous les principes : car si le douaire, à quelque excès qu'il soit porté par le contrat de mariage, doit toujours être réduit au tiers, suivant la Coutume de Poitou, il ne subsiste plus pour ce qui excède. La Coutume prononce la nullité de cet avantage exorbitant ; elle le retranche, & met la femme au même état que si cet excédent ne lui avoit jamais été accordé. On n'a donc pas besoin de recourir à l'Edit des secondes nocés pour convertir cet avantage en une part d'enfant.

Avantage  
fait à une se-  
conde femme  
ne se réduit à  
la part d'en-  
fant, mais de-  
meure caduc  
pour le tout  
quand il n'est  
pas légitime.

Pour donner lieu à cette conversion, il faut que l'avantage auquel on veut substituer une part d'enfant, soit légitime en lui-même, en sorte que, cessant l'Edit des secondes nocés, il dût avoir lieu dans toute son étendue. Mais quand il est nul par lui-même, il cesse d'être un avantage, & on n'a plus besoin de l'Edit des secondes nocés pour le réduire à une part d'enfant.

Autrement, une seconde femme feroit bien mieux traitée qu'une première. Qu'Aimé de Rochechouart se mariant une première fois, eût donné 8000 livres de rente à sa femme, les héritiers du mari auroient été en état de dire à la veuve qu'aux termes de la Coutume, son douaire devoit être réduit à l'usufruit du tiers des immeubles ; & la veuve, obligée de consentir à cette réduction, n'auroit eu aucune indemnité pour l'excédent. Comment peut-on donc imaginer qu'une seconde femme ait plus d'avantage, & qu'au lieu de cet excédent, elle puisse demander une part d'enfant ? L'Edit des secondes nocés qui réduit les avantages faits à une seconde femme à une part d'enfant, ne les réduit ainsi que quand ils sont légitimes par eux-mêmes ; en sorte qu'ils subsisteroient en plein s'ils n'avoient pas été accordés à une seconde femme. Mais lorsqu'ils sont nuls par eux-mêmes, & qu'une première femme ne pourroit les prétendre que jusqu'à concurrence d'une certaine portion, parce que la Coutume les prohibe pour ce qui excède, une seconde femme ne peut jamais



prétendre les avoir dans leur universalité, ou prendre une part d'enfant pour le dédommagement.

En effet, ce n'est pas à la seconde femme à opter la part d'enfant, c'est aux enfans à la lui offrir quand ils le croient nécessaire pour faire tomber des avantages excessifs. Mais ici Madame de Megrigny n'avoit pas besoin d'offrir cette part d'enfant pour faire retrancher l'excès du douaire. Sans recourir à l'Edit des secondes nocces, ni au remede qu'il présente contre les avantages excessifs, Madame de Megrigny étoit en état de dire à Magdeleine Mangot : vous avez un douaire par votre contrat de mariage, exercez-le autant que la Coutume vous le permet, je ne l'empêche pas, je veux bien y contribuer ; mais je ne veux point, pour faire cesser votre action, vous donner une part d'enfant. Magdeleine Mangot n'auroit jamais pu résister à une pareille proposition : elle auroit donc été réduite à faire valoir son contrat de mariage ; mais alors elle auroit trouvé la Coutume pour obstacle, qui l'auroit réduite à l'usufruit du tiers ; elle n'auroit donc jamais pu passer ces bornes que la Coutume a établies. En un mot, l'avantage est nul par lui-même, en ce qu'il excède le tiers ; & jamais on n'a donné une part d'enfant à une seconde femme, pour lui tenir lieu d'un avantage nul & réprouvé.

Comme tous les biens d'Aimé de Rochechouart étoient situés dans la Coutume de Poitou où il étoit domicilié, & que cette Coutume étoit la loi commune des Parties, tant pour les fonds de terre que pour les meubles & contrats de constitution, cette Coutume seule pouvoit regler le douaire de Magdeleine Mangot. Or, suivant l'article 236, le douaire ne consiste que dans l'usufruit du tiers des héritages propres ou acquêts qui appartiennent au mari lors de son mariage, ou qui lui sont échus depuis en ligne directe. Aimé de Rochechouart n'avoit que la terre de Cercigny qui fût susceptible du douaire ; elle valoit 8000 livres de rente, c'est donc pour le douaire 2633 livres ; & à ce douaire Madame de Megrigny ne devoit contribuer que pour un tiers qui montoit à 878 liv. par an.

Telle étoit l'unique charge dont la part de Madame de Megrigny étoit tenue. Ainsi ayant fait voir ci-dessus qu'il lui revenoit de la succession d'Aimé de Rochechouart, déduction faite des rapports dont elle étoit tenue, plus de 117000 livres, outre son tiers dans tous les effets de la communauté ; & n'étant chargée de payer pendant la vie de Magdeleine Mangot que 878 liv. par an pour sa part du douaire, on voit dans toute son étendue la

lésion qu'elle souffre par la renonciation qu'on lui a fait faire ; ou qu'on a faite pour elle à cette succession.

Ce moyen seroit sans doute suffisant pour détruire l'acte de 1649 par rapport à M. de Megrigny, car on voit quelles seroient les conséquences de cet acte s'il subsistoit. Madame de Megrigny qui n'y a point parlé, & qui n'y est point obligée, est créancière de près de 80000 livres de principal pour les droits de sa mère au 11 Juillet 1649, & des intérêts qui en sont échus depuis ; elle a été saisie à la mort d'Aimé de Rochechouart des parts & portions qui lui revenoient dans sa succession, lesquelles, toutes déductions faites, montoient à plus de 117000 liv. chargées de 878 liv. de rente viagère envers Magdeleine Mangot. Elle avoit, outre cela, son tiers dans les effets de la communauté d'Aimé de Rochechouart avec Magdeleine Mangot ; enfin elle a eu depuis des droits certains dans la succession de Marie de Rochechouart. Ces parts & portions héréditaires ont produit des fruits considérables depuis 1651 jusqu'en 1678 que Madame de Megrigny est entrée en possession de la terre de Cercigny.

Tous ces droits ne peuvent être contestés à la succession de Madame de Megrigny, & forment une créance certaine contre la succession de Jean-Claude de Rochechouart. Si en vertu de l'acte de 1649, le Comte de Rochechouart avoit un recours de garantie contre la succession de M. de Megrigny, cette succession, quoique bonne & avantageuse par elle-même, seroit ruinée pour fournir à la garantie ; il faudroit qu'elle payât 79000 livres dues en 1649 avec les intérêts, plus de 117000 liv. pour les parts héréditaires de Madame de Megrigny dans la succession d'Aimé de Rochechouart, avec les fruits pendant un très-grand nombre d'années ; la part de Madame de Megrigny dans la succession de Marie, avec les fruits pendant le même tems. Mais pour de si grands engagements, qu'a-t-on donné à M. de Megrigny ? Rien absolument : c'est donc une obligation sans cause qu'on lui a fait contracter ; c'est une obligation ruineuse, & qui accableroit M. de Megrigny si elle pouvoit subsister.

Obligation  
gratuite de  
faire donner  
quittance à  
un débiteur  
par son créan-  
cier n'est pas  
un contrat lé-  
gitime.

Mais il n'en faut pas davantage pour la détruire ; il n'est pas permis d'exiger d'un homme une obligation sans cause & sans fondement. On peut s'obliger pour un autre qui est réellement débiteur ; mais s'obliger gratuitement à faire donner par un autre une quittance de créances légitimes, c'est ce qui n'a jamais été autorisé.

Le débiteur ne peut pas se libérer en obligeant un autre gra-



tuitement de se charger de sa dette ; ce seroit cependant ce qui arriveroit , si l'acte de 1649 pouvoit subsister contre M. de Megrigny. Aimé de Rochechouart étoit le débiteur , & il diroit à M. de Megrigny : payez pour moi , vous vous y êtes obligé par l'acte que nous avons passé ensemble ; il est vrai que je ne vous ai rien donné pour cela ; mais vous étiez majeur , & vous ne pouvez résilier votre obligation. Un tel discours pourroit-il être soutenu par la loi , & par les Magistrats qui en font les interpretes ? Il faut donc le détruire comme n'ayant ni cause ni prétexte , comme contenant une lésion énorme , & comme capable de ruiner M. de Megrigny.

Mais , dit-on , toutes les créances appartenoint à M. de Megrigny comme maître de la communauté ; il a pu en décharger Aimé de Rochechouart. Quand il seroit vrai que M. de Megrigny auroit été le véritable créancier , le même moyen ne subsisteroit-il pas toujours ? Il auroit donné quittance sans rien recevoir , il auroit abandonné en pure perte des droits immenses ; la lésion seroit donc toujours la même , soit que ce fût lui qui fût créancier , soit que ce fût Madame de Megrigny ; & par conséquent le même moyen de Lettres subsiste. Que M. de Megrigny se soit obligé gratuitement de payer pour Aimé de Rochechouart ce qui étoit dû à Madame de Megrigny , ou qu'il ait donné gratuitement quittance de ce qui lui étoit dû à lui-même , l'acte n'en présente pas moins une lésion énorme ; il ne contient pas moins un engagement sans cause , sans prétexte , & par conséquent réprouvé par les Loix.

On croit donc qu'à la vue d'une injustice si criante il est impossible de refuser à M. de Megrigny & à ses héritiers la restitution qu'ils demandent contre un acte si odieux.

Quand même l'acte de 1649 ne contiendrait aucune lésion par rapport aux droits qui étoient alors échus à Madame de Megrigny , il suffiroit qu'il contînt une renonciation à des successions futures , pour qu'il ne pût jamais subsister. Ce n'est pas que les renonciations aux successions futures soient absolument rejetées parmi nous ; mais elles ne sont admissibles qu'à des conditions si indispensables , que dès qu'une seule se trouve manquer , la renonciation tombe absolument.

La première condition est , qu'elle soit faite dans un contrat de mariage ; la faveur de ces sortes de titres y a fait admettre ces dispositions exorbitantes qui tendent à prévenir l'ouverture d'une succession , & à régler les droits que l'on y pourroit pré-

*Troisième  
moyen.*

*Renonciation  
aux successions  
futures , direc-  
tes & collaté-  
rales.*

tendre si elle étoit ouverte. La nécessité de prendre des arrangements stables entre deux familles qui s'unissent, l'avantage que reçoit une fille d'un établissement honorable qu'on lui procure, l'autorité de ces sortes d'actes auxquels on ne pourroit toucher, sans donner en quelque maniere atteinte au mariage; toutes ces circonstances y ont fait introduire des renonciations, qui partout ailleurs seroient insoutenables. En effet, comment renoncer à un droit qui n'est point acquis, & dont on ne connoît point l'étendue, qui peut-être sera sujet à partage avec plusieurs autres, & peut-être appartiendra en entier à la personne qui renonce? Il paroît absurde de disposer ainsi par avance d'un droit si casuel & si inconnu; ce n'est que dans les contrats de mariage qu'il s'autorise par la faveur singulière attachée à ces sortes d'actes.

Secondement, il faut que cette renonciation soit faite par les filles en faveur des mâles; car ce n'est qu'en faveur du nom, & pour conserver la splendeur des maisons illustres, que l'usage de ces renonciations a été autorisé: mais qu'un mâle renonce en faveur des filles, c'est une disposition qui répugne au vœu commun de la nature & de la loi, & qui par conséquent est rejetée dans toutes sortes d'actes.

Enfin, il faut que la fille qui, par son contrat de mariage renonce en faveur des mâles, reçoive un prix présent, effectif pour sa renonciation; car toute renonciation purement gratuite est absolument réprouvée.

Telles sont les conditions sous lesquelles nous avons reçu parmi nous les renonciations aux successions futures. Le Brun, traité des Successions, l. 3, ch. 8, sect. 1, en établit la nécessité, & cite tous les Auteurs qui avoient traité la question avant lui. Qu'une seule de ces conditions vienne à manquer, la renonciation ne peut se soutenir; à plus forte raison s'il n'y en a aucune, comme dans l'acte dont il s'agit.

En effet, la renonciation n'est point faite par un contrat de mariage, cela est évident; elle n'est point faite par une fille en faveur des mâles; c'est au contraire la fille d'un aîné qui renonce à tous les droits qui lui sont acquis, en faveur des enfans du second lit en général, & par conséquent en faveur des filles, s'il n'y a que des filles. Enfin, loin que cette renonciation ait été compensée avec un prix présent & effectif, on a fait voir que ce qui a été donné par Aimé de Rochechouart, lors de l'acte de 1649, ne remplissoit pas le quart des droits qui étoient actuellement échus à Madame de Mègrigny du chef d'Eleonore de Saux



Saux son ayeule ; c'est donc une renonciation purement gratuite qui blesse toutes les Loix de la justice, & même de l'humanité.

A ces moyens décisifs, il faut joindre les clauses extraordinaires dont on a rempli l'acte de 1649, & qui en découvrent de plus en plus toute l'iniquité. En même tems qu'on fait renoncer Madame de Megrigny à la succession future d'Aimé de Rochechouart, on stipule que l'aîné des enfans du second lit y prendra le droit d'aînesse : n'est-ce pas reconnoître que Madame de Megrigny, comme représentant le Marquis de Bonivet, n'avoit point été remplie de ses droits dans cette succession ? Car jamais dans une même succession il n'y a deux droits d'aînesse ; en accorder un aux enfans du second lit, c'est donc reconnoître que celui du premier lit n'en a point eu, & n'en a point reçu la valeur.

On ajoute que si M. ou Madame de Megrigny, ou leurs héritiers vouloient dans la suite prétendre quelque droit sur la succession d'Aimé de Rochechouart, ils seroient tenus de rapporter tout ce qu'ils auroient reçu en avancement d'hoirie. Une telle stipulation qui étoit de droit, ne fait-elle pas bien connoître qu'on ne regardoit pas la renonciation comme fort solide, puisqu'on stipule ce qui sera sujet à rapport, en cas que M. ou Madame de Megrigny ne veulent pas s'y tenir ? Il est vrai qu'on dit que cette clause ne pourra nuire aux fins de non-recevoir, & défenses contre les prétentions que M. ou Madame de Megrigny pourroient avoir ; mais cette réserve est bien foible contre la clause même. Quand on fait faire une renonciation juste & légitime, on ne s'avise pas de prendre des mesures, & de former des conventions sur ce qui arrivera, en cas que les Parties qui ont renoncé veuillent être héritiers ; c'est donc toujours une reconnoissance du droit incontestable de M. & de Madame de Megrigny.

On prévoit qu'un des enfans du second lit pourra mourir, & en ce cas on exclut encore Madame de Megrigny de cette succession ; en sorte qu'elle ne pourra venir qu'après le dernier des enfans du second lit. Encore dans ce cas-là même la fait-on soumettre à exécuter les clauses du contrat de mariage de Magdeleine Mangot ; c'est-à-dire, qu'on lui fait approuver les donations que son ayeul y avoit faites à son préjudice ; ce qui est pousser l'injustice à un excès intolérable.

Pendant qu'on dépouille M. & Madame de Megrigny de toute espérance sur les biens d'Aimé de Rochechart, on stipule au

contraire un droit de retour, en faveur d'Aimé de Rochechouart & de ses enfans, de tout ce qui avoit été donné par Aimé de Rochechouart; on permet même, en ce cas, à Aimé de Rochechouart & à ses enfans, s'ils ne trouvoient pas que l'acte qu'ils traitent de transaction leur fût assez avantageux, de s'en départir à l'égard des héritiers collatéraux de Madame de Megrigny; précaution à la vérité fort inutile par rapport à la lésion que souffroit M. de Megrigny, mais qui sert toujours à faire voir combien son ayeul, en l'enchaînant, pour ainsi dire, si étroitement, prétendoit de sa part être libre.

Enfin on lie M. de Megrigny par la promesse la plus authentique de faire ratifier sa femme en majorité; on exige la garantie la plus étendue; on entasse précautions sur précautions pour empêcher le retour de Madame de Megrigny. Mais si on lui avoit rendu justice, ou qu'on ne lui eût même fait souffrir qu'une lésion médiocre, falloit-il donc tant de stipulations contre M. de Megrigny? On reconnoît dans ces clauses un homme qui sent toute son injustice, & qui emploie tout ce qu'il imagine de propre à la couvrir.

Il ne faut pas être surpris après cela si depuis plus de soixantedix ans que l'on plaide au sujet de cet acte, il a toujours été regardé avec tant d'indignation; si la Cour & les autres Tribunaux où l'affaire a été portée ont toujours réglé l'instruction, & même statué, comme si ce titre n'existoit pas: enfin s'il n'a point empêché que Madame de Megrigny n'ait été autorisée à faire apposer le scellé sur les effets de la communauté d'Aimé de Rochechouart avec Magdeleine Mangot, & à faire faire les Enquêtes ordonnées par l'Arrêt de 1647. Jean-Claude de Rochechouart ou Marie Phelyppeaux sa veuve, comme Turrice de Madame de Blainville, n'a pas cru être dispensée de prendre les voies de droit contre le même Arrêt, si elle vouloit le détruire; elle en a été déboutée par l'Arrêt du Parlement de Bretagne de 1678, par l'Arrêt du Conseil du 15 Juillet 1726, & par l'Arrêt de la Cour du 14 Mars 1727.

Ce dernier Arrêt maintient même par provision les héritiers de M. & de Mad<sup>e</sup> de Megrigny, dans la possession de la Terre de Vivonne & de Cercigny, quoique l'Arrêt du Parlement de Bretagne de 1678 fût retracté, & que l'acte de 1649 parût apporter un obstacle invincible à cette jouissance provisoire; mais tant de circonstances s'élevoient contre un acte si odieux, qu'on n'a pas même cru qu'il fût permis de l'exécuter par provision; à plus



forte raison ne pourra-t-il pas tenir en définitive contre des moyens si victorieux.

On oppose pour le sauver que c'est une transaction passée entre majeurs, & que M. de Megrigny l'a exécutée dans une partie depuis la mort d'Aimé de Rochechouart; mais ces objections sont si frivoles qu'elles ne méritent pas qu'on s'y arrête.

L'acte de 1649 ne mérite point le titre de transaction; presque tout étoit jugé par l'Arrêt de 1647. On ne transige point sur des questions jugées; il ne lui restoit qu'à faire la preuve des recelés & divertissemens, qui étoit admise: preuve si facile que douze ans après un grand nombre de Témoins en a déposé de la manière la plus claire & la plus précise: preuve acquise même par des titres décisifs. Il est certain que si M. de Megrigny n'avoit pas eu la foiblesse de passer l'acte dont il s'agit, il auroit été en état d'obtenir des condamnations bien plus étendues pour raison de ces recelés, que ses héritiers n'en obtiendront après un si grand nombre d'années.

Le caractère de transaction ne convient pas mieux à une renonciation à des successions futures, qui ne faisoient & ne pouvoient faire alors la matière d'aucune contestation. Il n'est donc pas vrai que l'on ait transigé; on a forcé M. de Megrigny à sacrifier tous les droits de sa femme, sans en recevoir aucun prix; ce n'est pas-là transiger, c'est signer aveuglément sa propre ruine & celle de toute sa famille.

Quant à la prétendue exécution de l'acte de 1649 de la part de M. de Megrigny après la mort d'Aimé de Rochechouart, elle ne méritoit pas sans doute d'être relevée. Madame de Megrigny étoit encore mineure; elle n'étoit point encore en état de se pourvoir, pour obtenir la justice qui lui étoit dûe dans les successions de son ayeul & de son ayeule; tout étoit encore en suspens, puisqu'elle n'a commencé d'agir que six ans après. Dans une telle situation, M. de Megrigny rétrocede à Magdeleine Mangot l'obligation de Prevost qui lui avoit été cédée par l'acte de 1649, & Magdeleine Mangot lui en paie le prix. Est-ce donc-là une ratification de l'acte de 1649 qui puisse former contre lui une fin de non-recevoir?

Ce n'est pas constamment une ratification expresse; il n'en est pas dit un mot dans la rétrocession. Est-ce au moins une ratification tacite & indirecte? Mais il n'y a personne qui ignore que l'exécution d'un acte, tant qu'il n'est point attaqué, n'ajoute rien à l'acte même, parce qu'il faut nécessairement suivre la dispo-

sition des actes , jusqu'à ce que l'on croie devoir réclamer.

La Loi donne dix ans pour réclamer. Tout ce que l'on peut faire dans cet intervalle , ne peut former un obstacle à la réclamation , ou bien il faudroit dire que l'on n'auroit pas un seul instant pour se pourvoir ; car si on exécute pendant six mois , pendant un an , on ne manquera pas de crier que c'est une ratification qui produit une fin de non-recevoir : si au contraire on refuse d'exécuter dès les premiers mois , c'est réclamer long-tems avant les dix ans que la Loi donne pour délibérer ; ainsi on ne pourra plus profiter de ce délai , si toute exécution devient un obstacle à la réclamation.

Par exemple, par une transaction, Titius débiteur cede à Mœvius une Terre pour lui tenir lieu des droits qu'il avoit à prétendre sur lui. Supposons que Mœvius ait des moyens légitimes pour revenir contre cet acte ; la Loi lui donne dix ans pour les proposer : en attendant ne faut-il pas qu'il jouisse de cette Terre, qu'il l'affirme , qu'il en fasse les réparations ? Cependant si le moyen du Comte de Rochecouart étoit proposable , il faudroit dire que cette exécution empêcheroit dans la suite Mœvius de réclamer. On lui diroit : vous avez joui , vous avez fait des actes de Propriétaire , donc vous êtes non-recevable. Un pareil moyen seroit-il écouté en Justice ? Il n'y a personne qui puisse le penser. Un traité, quelque injuste qu'il soit , doit s'exécuter jusqu'à ce qu'on réclame ; & l'on a dix ans pour réclamer, sans qu'on puisse forcer celui qui souffre à prévenir ce délai que la Loi lui accorde.

C'est ce qui est arrivé à M. de Megrigny. Forcé de signer un traité en 1649 , il avoit dix ans pour prendre des Lettres de rescision ; il les a prises en effet à la fin des dix années. Mais en attendant , il falloit bien exécuter le traité ; c'étoit une Loi nécessaire , tant que l'on suspendoit l'exercice de la faculté que l'on avoit de réclamer. Il a donc fallu se contenter de ce qu'on lui avoit cédé ; & pendant qu'il ne pouvoit pas jouir des biens qu'on lui retenoit , il falloit au moins qu'il jouît de ceux qu'on lui avoit abandonnés ; c'étoit donc une exécution nécessaire qui n'ajoutoit rien à l'autorité du traité.

Il y a une grande différence entre une pareille exécution & une ratification expresse faite dans l'objet de confirmer par un nouveau consentement ce qui avoit été signé auparavant. Les mineurs , par exemple , ont dix ans depuis leur majorité pour se pourvoir contre les actes passés par leur Tuteur. Si dans ces dix



ans le mineur devenu majeur ratifioit expressement le traité fait par son Tuteur, il seroit après cela non-recevable à l'attaquer.

Si au contraire il ne fait qu'exécuter le traité, & suivre la foi d'un acte contre lequel il ne s'est pas encore pourvu, cette exécution est comptée pour rien & ne forme aucune fin de non-recevoir; c'est ce que les Loix décident formellement. Pourquoi cela? C'est que tout ce qui est une suite nécessaire de l'acte pendant qu'il subsiste, n'ajoute rien à l'acte même. Quand on suppose un acte contre lequel on peut réclamer pendant dix ans, on suppose toujours aussi qu'il s'exécute pendant le même tems, & que cette exécution n'empêche point de réclamer.

Mineur, non-obstant l'exécution d'un acte, revient contre dans les dix ans de majorité.

M. de Megrigny engagé par un acte odieux n'étoit point obligé de prévenir les 10 ans que la Loi lui donnoit pour réclamer; c'étoit à lui à choisir dans ces dix ans le tems qu'il croyoit le plus propre & le plus convenable à son action; mais pendant qu'il la suspendoit, il falloit que l'acte s'exécutât. Il ne jouissoit de rien de la succession d'Aimé de Rochechouart; il s'en falloit 79000 liv. qu'il ne fût rempli de celle d'Eléonore de Saux. Dans une si cruelle situation, falloit-il qu'il se privât des 9000 liv. qui lui avoient été cédées? Il a donc été en droit de les recevoir; le titre subsistant lui imposoit cette loi. Mais ce titre exécuté pendant dix ans pouvoit être attaqué à la fin de ce délai; & si les moyens par lesquels on l'attaque sont solides, l'exécution qu'il a eue pendant cet intervalle ne pourra jamais le mettre à l'abri des justes reproches qui doivent le renverser.

## AUTRE RÉPONSE.

**L**E Comte de Rochechouart vient de donner un nouveau Mémoire pour établir le plus étrange paradoxe que l'on puisse proposer en Justice. Il prétend confondre les réserves coutumières & la légitime de droit, les assujettir aux mêmes regles & aux mêmes imputations, & par-là se procurer de grandes réductions dans les opérations qui sont à faire entre les Parties par rapport à l'acte de 1649.

Selon lui, Aimé de Rochechouart, profitant du don mutuel qu'Eléonore de Saux lui avoit fait, & emportant tous les meubles & acquêts & letiers des propres, ne devoit point payer au

Marquis de Bonivet son fils ce qui lui restoit dû de la portion de dot qui lui avoit été constituée par Eléonore de Saux sa mere, parce qu'il étoit rempli de cette portion de dot par les deux tiers des propres, ou qu'il devoit imputer cette portion de dot sur les deux tiers des propres, car c'est la même opération. Il prétend que celui qui a reçu quelque libéralité ne peut plus user des réserves coutumieres en entier, ou que s'il en use, il faut qu'il renonce à cette libéralité : c'est-là ce que l'on a appelé avec raison un paradoxe; on auroit pu dire une erreur insoutenable.

Il est certain d'abord qu'il y a une différence infinie à faire entre les réserves coutumieres & la légitime de droit; & quoique souvent on appelle la réserve coutumiere une espece de légitime, une légitime coutumiere, il faut pourtant convenir qu'elle est essentiellement différente de la véritable légitime.

On ne finiroit point si l'on vouloit relever toutes les diffé-

Differences  
de la légitime  
& des réserves  
coutumieres.

1°. La véritable légitime ne peut être demandée que par les enfans; la réserve coutumiere appartient à toutes sortes d'héritiers, soit descendans en ligne directe, soit collateraux.

2°. La véritable légitime est préférée à toutes dispositions, soit entre-vifs, soit testamentaires, par lesquelles elle se trouve blessée; la réserve coutumiere ordinairement n'a lieu que contre les dispositions à cause de mort.

3°. La véritable légitime affecte tous les biens, de quelque nature qu'ils soient; la réserve coutumiere n'affecte qu'une seule espece de biens, qui sont les propres.

4°. La véritable légitime n'est pas fondée sur ce que le bien n'est pas disponible, mais sur ce que le défunt a abusé de la liberté qu'il avoit de disposer, & a porté trop loin sa disposition; la réserve coutumiere au contraire a pour principe que le bien réservé n'est pas disponible en lui-même, qu'il est entierement hors de la main du propriétaire, quant à la liberté de le donner, & que malgré lui son héritier en est, en quelque maniere, saisi de son vivant.

C'est de la différence essentielle qui se trouve entre ces deux sortes de droits que naît la conséquence, qu'en matiere de légitime, l'héritier doit imputer ce qu'il a reçu du vivant de celui à qui il succede; & que par rapport à la réserve coutumiere, elle s'exerce sans aucun rapport ni imputation.

Il est aisé d'en concevoir la raison; c'est que la légitime étant une certaine quotité à prendre sur l'universalité des biens, celui



qui a déjà reçu une libéralité en est censé rempli jusqu'à concurrence ; au lieu que la réserve coutumière étant une affectation singulière d'une certaine espèce de biens, ce qui a pu être donné d'ailleurs ne détruit pas cette affectation, & n'empêche pas le Donataire de réclamer la portion qui lui en revient nécessairement.

Aussi est-il d'un usage invariable que celui qui exerce la réserve coutumière l'exerce sans aucune confusion ni imputation de ce qu'il a reçu, & conserve tous ses avantages, en prenant les quatre quints des propres, ou autres portions non disponibles. Sans cela l'enfant qui useroit de la réserve coutumière seroit traité bien moins favorablement que l'héritier collatéral ; car il est de principe, que l'héritier collatéral n'est jamais tenu ni de rapporter ni d'imputer ce qu'il a reçu. On peut être héritier & donataire en collatérale. Ainsi lorsqu'il accepte la succession absorbée par des dispositions testamentaires, il a constamment la ressource de se tenir aux quatre quints des propres qu'il emporte en entier, quelque donation entre-vifs qui lui ait été faite, parce qu'outre cette donation il peut être héritier, & que comme héritier, les quatre quints des propres lui sont dûs. Mais si cela est ainsi du collatéral, comment peut-on dire qu'il en fera autrement du descendant en ligne directe ? Quand il se tient aux réserves coutumières, & qu'il ne demande que la même grace que l'on accorderoit à un collatéral, il est bien juste qu'il en jouisse dans toute l'étendue qu'elle peut avoir ; & comme on ne retrancheroit point à un collatéral, sur les quatre quints des propres, ce qui lui auroit été donné par donation entre-vifs, que l'un ne se confondroit point avec l'autre, il en est nécessairement de même à l'égard de l'enfant ou autre héritier en ligne directe.

Lorsque l'enfant exercera un droit qui lui est propre comme la légitime, il peut être assujetti à des règles qui lui sont particulières ; mais quand il n'exercera qu'un droit qui lui est commun avec des collatéraux, alors il ne sera assujetti qu'aux mêmes règles dont les collatéraux seroient tenus. Or le collatéral qui prend les quatre quints des propres ne confond point les donations qui lui avoient été faites : donc l'héritier en ligne directe ne les doit pas confondre non plus, & ne peut pas être censé rempli de la donation par les quatre quints des propres, comme il n'est pas rempli des quatre quints des propres par la donation.

Il ne faut pas croire qu'un homme qui a fait une donation

pure & simple à un héritier présomptif, acquiere par-là le droit de disposer de ses propres au-delà de ce qui est permis par la Coutume; ce qu'il a donné entre-vifs n'exclut point le donataire d'exercer dans sa succession les droits que la Coutume lui donne, & dont le défunt n'a pas pu le priver.

Ainsi dans l'espece de la Cause, Eléonore de Saux en dotant le Marquis de Bonivet son fils, & lui donnant 3000 liv. de rente, n'a pas acquis la liberté de donner à son mari plus que ses meubles & acquêts & le tiers de ses propres, ni de les lui donner plus librement & avec moins de charges que la Coutume n'en impose sur ces sortes de donations. Aimé de Rochechouart ne pouvoit donc prendre, comme Donataire mutuel, que les meubles & acquêts & le tiers des propres; & il les devoit prendre avec toutes les charges qui les accompagnent, sans qu'il pût donner plus d'étendue à sa donation, sous prétexte qu'Eléonore de Saux avoit déjà entamé une partie de son bien par des donations entre-vifs.

Il y a un autre principe qui confirme ce qui vient d'être dit; c'est que dans la Coutume de Poitou, le tiers des propres dont le Donataire profite ne se considère qu'en égard aux propres qui existent au jour de la mort du Donateur. Par exemple, que le Donateur ait disposé d'une Terre qui n'excédoit pas le tiers de ses propres le jour de la donation, & que depuis il ait été obligé de vendre quelques-uns de ses propres, en sorte qu'au jour de son décès ce qui reste de ses propres ne fasse pas les deux tiers, en rapportant la Terre donnée, il est constant que le Donataire sera obligé d'abandonner sa donation jusqu'à concurrence de ce qui est nécessaire pour remplir les deux tiers de l'héritier; cela est constant dans la Coutume de Poitou, & cela a été jugé depuis en la Cour par un Arrêt solennel.

Il suit de cette maxime, que le droit du Donataire des propres dépend du moment de la mort, & que c'est alors que se fixe sa donation; ainsi Aimé de Rochechouart n'a pu avoir que les meubles & acquêts & le tiers des propres qui se sont trouvés au moment du décès d'Eléonore de Saux, sans pouvoir augmenter sa donation, ou en diminuer les charges sous prétexte des dispositions entre-vifs faites par sa femme.

Il est facile après cela de répondre aux objections proposées par le Comte de Rochechouart.

Il est de principe, dit-il, & d'un usage universel, que l'héritier qui veut tirer avantage de la Coutume en ce qui concerne



les réserves coutumieres , ne peut le faire qu'en se restreignant à ces réserves , & en abandonnant le surplus des biens & actions de la succession ; mais que s'il veut conserver quelque effet de la succession , s'il veut exercer quelque action qui ne lui appartienne qu'en qualité d'héritier , il ne peut plus se tenir aux réserves coutumieres.

Cette objection n'est qu'une équivoque : il est vrai que si l'héritier en qualité d'héritier , & par un droit qu'il trouve dans la succession , emporte des biens du défunt , dont il pouvoit disposer , il ne peut demander les réserves coutumieres qu'en abandonnant ces biens , ou du moins , c'est une question décidée contre l'héritier par plusieurs Auteurs. Le contraire est soutenu par Coquille sur l'art. premier du titre des Testamens de la Coutume de Nivernois , & par le Brun , dans son Traité des Successions , liv. 2 , ch. 4 , n. 5 & suiv. Mais on passe au Comte de Rochechouart la proposition que l'héritier qui demande les quatre quints des propres , doit s'y réduire , & abdiquer les autres biens qu'il se trouve en état de recueillir comme héritier , parce que le défunt n'en a pas disposé.

Mais quelle application peut-on faire de cette maxime à l'espece de la Cause ? Il ne s'agit point , en réduisant Aimé de Rochechouart aux portions dont la Coutume de Poitou permet de disposer , de conserver au Marquis de Bonivet son fils une action en qualité d'héritier sur des biens disponibles ; il s'agit seulement de lui conserver les droits résultans d'une donation particuliere qu'il n'exerce point à titre d'héritier , ce qui est absolument différent. On peut être donataire entre-vifs , & héritier des portions non disponibles. Voilà ce que l'on soutient contre le Comte de Rochechouart , voilà ce qu'il doit combattre ; mais sa proposition n'a aucun rapport à cette question ; il soutient que l'héritier qui recueille des portions disponibles , ne peut pas retrancher ce qui a été donné des biens non disponibles , c'est-à-dire , qu'il ne peut pas profiter des réserves coutumieres en même tems qu'il se porte héritier indéfiniment , & cela peut être fondé : mais que celui qui se tient aux réserves coutumieres ne puisse pas conserver les droits d'une donation singuliere qui lui a été faite , c'est ce qui ne peut jamais se soutenir.

On ajoute que le Marquis de Bonivet ne s'est pas tenu aux réserves coutumieres ; qu'il n'a jamais abandonné les droits qui lui appartenoient comme héritier d'Eléonore de Saux ; qu'il a exercé des actions qu'il n'auroit pas eu droit d'intenter , s'il s'étoit

tenu aux réserves coutumieres ; mais ce moyen ne roule que sur une pure supposition. Eléonore de Saux ayant donné tous ses biens meubles & acquêts , & le tiers de ses propres , à Aimé de Rochechouart , il falloit bien nécessairement que le Marquis de Bonivet se tint aux réserves coutumieres ; il auroit inutilement prétendu quelque chose de plus ; & cela est si vrai , que si Aimé de Rochechouart ne s'étoit point remarié , le marquis de Bonivet n'auroit jamais recueilli que les deux tiers des propres. L'effet du premier mariage a été de réduire Aimé de Rochechouart au simple usufruit , & de conserver la totalité des biens au fils ; savoir , les deux tiers des propres en propriété & en usufruit , & le surplus en propriété seulement ; mais ces droits du Marquis de Bonivet ne sont toujours que des réserves coutumieres , plus étendues dans le cas du second mariage du survivant que dans un autre , mais toujours de même nature.

Ainsi il est constant que le Marquis de Bonivet n'a recueilli , outre sa donation , que les biens dont sa mere n'avoit pu disposer à cause des réserves portées par la Coutume : donc il s'est tenu aux réserves coutumieres ; donc il ne confond pas sa propre donation.

Mais , dit-on , quand le Marquis de Bonivet se seroit tenu aux réserves coutumieres , il n'auroit pas pu exiger sa donation , parce que la réserve coutumiere est une espece de légitime , & que tout ce que le légitimaire a reçu s'impute sur la légitime. Tout ce que l'on veut retrancher des libéralités du défunt , soit à titre de légitime , soit à titre de réserve coutumiere , est une espece de querelle d'officiosité. L'héritier se plaint de ce qu'on ne lui a pas laissé les parts que la Coutume lui destine ; mais peut-il parler ainsi , quand il a reçu du défunt la valeur de ces parts en tout ou en partie ? Quand il est rempli à quelque titre que ce soit , la querelle d'officiosité cesse , & par conséquent il ne peut exercer la réserve coutumiere en entier , outre sa donation. C'est ce que M<sup>e</sup> Denis le Brun décide à l'égard de la légitime , & ce qui doit s'appliquer également aux réserves coutumieres.

Ce raisonnement n'est fondé , comme l'on voit , que sur la parité que l'on imagine entre la légitime & la réserve coutumiere ; mais on croit en avoir déjà trop fait sentir la différence , pour que l'on puisse donner dans une pareille confusion. La légitime , comme on l'a observé , est une certaine quotité des biens du pere qui est réservée par la loi au fils pour pourvoir à sa subsistance , & empêcher que par des dispositions excessives un pere n'enleve à son fils ce que la nature semble exiger qu'il lui



laisse; la réserve coutumière au contraire n'a pour objet que de conserver les propres dans la famille : dans l'une, c'est la faveur de l'enfant que l'on considère; dans l'autre, c'est la qualité des biens. De-là il suit qu'en matière de légitime, il faut imputer ce que l'enfant a déjà reçu, parce que la Loi ne cherchant qu'à obliger le père de remplir à son égard un devoir naturel, elle se trouve satisfaite dès que le père l'a rempli en effet; mais en matière de réserve coutumière, comme c'est la conservation des propres dans la famille que la loi a en vue, elle ne peut être satisfaite par d'autres libéralités que le défunt aura pu faire, parce que ces libéralités, loin de conserver les biens dans la famille, ne serviroient au contraire qu'à les en faire sortir.

D'ailleurs l'imputation ou le rapport, ce qui est la même chose, n'a jamais eu lieu qu'en directe; & comme la réserve coutumière a lieu, même en faveur des collatéraux, il est évident qu'elle ne peut jamais être susceptible d'imputation; c'est une idée qui lui est absolument étrangère. Si le système du Comte de Rochouart pouvoit être admis, il faudroit de deux choses l'une, ou que l'on fit rapporter des héritiers collatéraux, en imputant ce qu'ils ont reçu sur la réserve coutumière, ce qui est contraire aux règles les plus communes, ou il faudroit que l'enfant, qui prend le même parti de se tenir aux réserves coutumières, fût plus maltraité qu'un collatéral, en l'obligeant de rapporter, & de faire une imputation dont le collatéral n'est jamais tenu; ce qui ne seroit pas moins bizarre & moins injuste.

On peut donc conserver les droits d'une donation entre-vifs, en prenant les réserves coutumières; l'usage en est si commun & si public, qu'on n'auroit pas cru qu'il fût possible d'en faire une question. Ainsi le Marquis de Bonivet, en faisant distraire à son profit les deux tiers des propres, n'en devoit pas moins être payé de sa donation en entier; & il ne reste plus qu'à savoir sur quels biens il devoit l'être. Tous les héritiers y devoient-ils contribuer, & par conséquent devoit-il en confondre en lui-même une portion, comme recueillant les deux tiers des propres? C'est ce qui auroit dû arriver dans une autre Coutume où les héritiers donataires & légataires universels doivent contribuer à proportion de l'émolument comme à Paris; mais en Poitou, il en est autrement; c'est le donataire des meubles & acquêts qui paie seul toutes les dettes : donc c'étoit à lui à payer seul ce qui restoit dû de la donation. Il l'auroit dû payer en pleine propriété, s'il avoit conservé son don mutuel, tel qu'il étoit originairement. Il en doit

payer les intérêts , puisqu'il est réduit à l'usufruit.

Mais , dit-on , pour exiger ce paiement d'Aimé de Rochechouart , le Marquis de Bonivet auroit dû prouver qu'il n'avoit pas le délivrement des deux tiers des propres de sa mere ; qu'il étoit grevé sur ces deux tiers ; mais comment l'auroit-il pu dire , puisqu'outre les deux tiers , il profiteroit encore d'effets considérables de la libéralité de sa mere ? Tout cela n'est que la même objection retournée sous des faces différentes. Si l'héritier qui prend les réserves coutumieres n'est point obligé de rapporter ce qu'il a reçu par donation entre-vifs , ni de l'imputer sur sa réserve , il est évident qu'il faut lui délivrer cette réserve en entier , & que si on la diminueoit en considération de ce qu'il a reçu , il n'auroit plus qu'une réserve grevée ou altérée pour une charge dont il n'est point tenu. Tout cela dépend donc toujours du point de savoir si l'héritier peut demander les réserves coutumieres sans rapporter ni imputer les donations entre-vifs qui lui ont été faites.

On croit sur cela avoir établi des principes que le Comte de Rochechouart ne peut désavouer ; mais pour achever de le convaincre , il n'y a qu'à l'opposer à lui-même. Si l'héritier qui a reçu des libéralités du défunt pendant sa vie est obligé de les imputer sur la réserve coutumiere , le Comte de Rochechouart est trop modéré dans ses prétentions ; il se contente de demander que ce qui étoit dû au Marquis de Bonivet lors du décès d'Eléonore de Saux sa mere , soit confondu avec la réserve coutumiere ; en sorte qu'il n'eût point d'action pour le demander contre le donataire des meubles & acquêts & du tiers des propres ; mais il devrait aller plus loin dans son système , & soutenir que ce que le Marquis de Bonivet avoit même reçu du vivant de sa mere devoit être imputé sur les deux tiers des propres : c'est à quoi conduisent tous les principes qu'il pose. Il établit que *la réserve coutumiere est une espece de légitime , & produit une querelle d'inofficiofité ; que quand l'héritier , par quelque titre que ce soit provenant de la libéralité du défunt , se trouve propriétaire de la portion que la Coutume a jugé qui devoit lui être laissée par le défunt , toute querelle d'inofficiofité cesse , & par conséquent que ce n'est pas le cas d'y appliquer le remede établi par la Coutume à titre de légitime ou de réserve coutumiere*. Selon ces principes , Aimé de Rochechouart auroit dû dire à son fils : votre mere vous a donné 3000 liv. de rente , les deux tiers des propres ne montent qu'à 300 liv. de rente , dont vous êtes rempli ; ainsi je vais prendre tous les propres comme donataire mutuel ; vous ne pouvez m'en empê-



cher que par la querelle d'inofficiofité, & la querelle d'inofficiofité cesse, quand par les libéralités du défunt vous avez reçu ce que la Coutume vous destine.

Une pareille proposition n'auroit-elle pas révolté tous ceux qui sont instruits des principes ? Le Comte de Rochechouart lui-même n'ose pas la faire aujourd'hui : car il ne prétend pas déduire sur les revenus des deux tiers des propres qu'Aimé de Rochechouart devoit rapporter, les arrérages des 1500 liv. de rente qu'Eléonore de Saux avoit fournies à son fils de son vivant ; mais si le Marquis de Bonivet devoit avoir les deux tiers des propres en entier, sans imputer les 1500 l. de rente qu'il avoit reçues de sa mere à compte de la donation, comment auroit-il été tenu d'imputer cette même réserve coutumière, les 1500 liv. de rente qui lui restoit dues ? C'est une seule & unique donation ; ou elle est confondue toute entière dans la réserve coutumière ou elle n'y est point confondue du tout. Le Comte de Rochechouart reconnoît qu'elle n'est point confondue pour les 1500 liv. de rente reçue du vivant d'Eléonore de Saux ; elle n'est donc point confondue non plus pour ce qui restoit dû ; & comme le Marquis de Bonivet a pu être donataire de 1500 livres de rente avec les réserves coutumières en entier, il a pu également être donataire des 3000 liv. de rente avec les mêmes réserves, sans que le droit de la donation ait été affoibli par celui de la réserve.

Ainsi, quand Aimé de Rochechouart a remboursé 32000 liv. depuis la mort de sa femme, & qu'il en a payé moitié pour elle, & moitié pour lui, il n'a fait que remplir ce qu'il devoit, tant de son chef, que comme donataire mutuel de sa femme ; & n'a pas été dispensé par-là de céder les deux tiers des propres en entier. Il n'a donc point à répéter les intérêts de ces 16000 liv. De même quand il a laissé jouir son fils de 1000 liv. de rente sur Cercigny, il n'a fait encore que lui payer ce qu'il devoit ; mais tout cela sans imputation & sans déduction sur les propres.

Au surplus, on ne fait pourquoi le Comte de Rochechouart veut distinguer l'art. 203 de la Coutume de Poitou de l'art. 209 ; le dernier ne fait qu'appliquer aux conjoints ce qui est dit par le premier de toutes personnes, en ajoutant seulement que dans le cas des secondes noces la donation se réduit à l'usufruit ; mais c'est toujours la même disposition, & qui établit toujours la même réserve dans l'un & dans l'autre cas. L'héritier qui prend

la réserve conserve les donations qui lui ont été faites; & s'il lui en reste dû quelque chose, il en doit être payé par le donataire universel suivant l'art. 203.

---

## X X X I X. C A U S E.

**POUR** Messire Augustin le Pileur , Conseiller en la Cour , Appellant.

*CONTRE Dame Marie Angélique-Félicité le Pileur , épouse de Messire Louis-Guillaume Faure , Intimé.*

### Q U E S T I O N.

*Si nonobstant l'incompatibilité des qualités de légataire & d'héritier , un des héritiers ne peut pas être substitué à un légataire.*

**L**A question qui divise les Parties n'est pas nouvelle; elle a été jugée par plusieurs Arrêts en faveur du parti que M. le Pileur soutient : il n'y a pas lieu de présumer que la Sentence dont est appel puisse introduire une Jurisprudence contraire à celle qui est établie par tant de préjugés.

*FAIT.*

Dame Catherine le Pileur, veuve de Messire Charles Paviot, Procureur Général de la Chambre des Comptes de Rouen, avoit pour héritiers présomptifs les enfans de Thomas le Pileur, son frere prédécédé, & trois autres freres qui étoient Henri, Evêque de Xaintes, Jean-François Sieur d'Apligny, & Constantin le Pileur. Par son testament, elle les institua tous ses légataires universels.

Dans la suite, Henri, Evêque de Xaintes, & Constantin le Pileur moururent. Ce dernier laissoit deux enfans; savoir, M. le Pileur, aujourd'hui Conseiller en la Cour, & Dame Marie-Angélique-Félicité le Pileur, qui avoit épousé en premieres nocces M. Paviot, Procureur Général au Parlement de Normandie. Ces changemens engagerent Madame Paviot à changer, par un codicille, les dispositions de son testament. Elle révoqua donc le legs universel, & fit un legs particulier à la Demoiselle Paviot du Bouil-



lon, fille de la Dame Faure, sa niece, de la somme de 60000 l. à prendre sur la part qui reviendrait à la Dame Faure dans sa succession.

*Et en cas que la Demoiselle de Paviot du Bouillon (ce sont les termes de la clause qui fait le sujet du Procès) décède avant son établissement ou sa majorité, veut que les 60000 l. appartiennent à M. le Pileur, Conseiller au Parlement, oncle de ladite Demoiselle, auquel audit cas elle en fait don & legs.*

Ce codicille est du 29 Février 1728. Madame Paviot mourut peu de tems après, laissant trois branches d'héritiers, qui ont tous accepté sa succession; savoir, les enfans de Thomas le Pileur pour une tête, le sieur d'Apligny pour une autre, & enfin les enfans de Constantin le Pileur, qui sont, comme on a déjà dit, M. le Pileur & la Dame Faure sa sœur; en sorte qu'ils avoient un tiers à partager entre eux deux, ce qui faisoit un sixième pour chacun.

La Demoiselle Paviot, petite niece de la Testatrice, est morte quelque tems après, & par-là la substitution de 60000 liv. a été ouverte au profit de M. le Pileur son oncle. Il en a demandé l'ouverture aux Requêtes du Palais contre la Dame Faure sa sœur, en qualité de seule héritière mobilière de sa fille: c'est de cette demande dont il a été débouté par la Sentence dont est appel.

Il est question de savoir si cette Sentence se peut soutenir contre les principes & contre la Jurisprudence.

M. le Pileur a un titre certain, sur lequel sa demande est appuyée; c'est le codicille de Madame Paviot sa tante: la disposition en est claire, le cas prévu est arrivé: que peut-on donc opposer à sa demande?

MOYENS.

*Aucun ne peut être héritier & légataire d'un défunt ensemble,* lui dit-on; c'est la disposition de l'article 300 de la Coutume de Paris: Vous êtes héritier de Madame Paviot, vous seriez son légataire si vous recueilliez les 60000 l. en vertu de son testament; ces qualités sont incompatibles, & par conséquent il faut que la vocation pour les 60000 liv. demeure caduque.

Tout est illusion dans ce moyen.

Il n'y a point d'incapacité absolue dans la personne de l'héritier *ab intestat* de profiter des dispositions testamentaires de celui dont il est héritier. Il ne faut pas le comparer au mari, par rapport au testament de sa femme; au tuteur, par rapport au testament de son pupille; ou à d'autres personnes prohibées, qui sont tellement incapables, que toute disposition à leur égard est radica-

lement nulle. Il n'en est pas de même de l'héritier; & dans plusieurs occasions, il peut, en conservant la qualité d'héritier, profiter des dispositions faites en sa faveur.

L'héritier  
peut seul op-  
poser l'incom-  
patibilité  
l'art. 300  
la Coutume  
de Paris.

1°. Il n'y a qu'un cohéritier qui puisse lui opposer l'incompatibilité des qualités d'héritier & de légataire : c'est un principe universellement reconnu. Les créanciers & les légataires, les créanciers même du cohéritier ne sont pas recevables à lui opposer cette incompatibilité.

Jugé par un Arrêt rapporté par Auzanet sur l'art. 300 de la Coutume de Paris. Un particulier nommé légataire universel par un testament, étoit en même tems seul héritier du Testateur; il crut qu'il lui seroit utile de prendre la qualité de légataire universel. Un parent d'un degré plus éloigné se présente, & soutient que celui qui étoit parent d'un degré plus proche, ayant accepté le legs universel, ne pouvoit être héritier; qu'ainsi il devenoit lui-même habile à succéder. Sur ce fondement, il demande les quatre quints des propres qui ne pouvoient tomber dans le legs universel; mais comme il n'étoit point le cohéritier du légataire universel, on jugea qu'il ne pouvoit empêcher le concours des deux qualités d'héritier & de légataire; en sorte qu'il fut débouté de sa demande.

On peut être  
héritier dans  
une Coutume  
& légataire  
dans l'autre, si  
le cohéritier  
s'y trouve ex-  
clus.

2°. Le cohéritier même ne peut empêcher que son cohéritier ne soit héritier dans une Coutume, & légataire dans une autre, où il se trouve exclus de la succession. C'est une question solennellement jugée par plusieurs Arrêts, & entre autres par l'Arrêt des Bureaux tant de fois cité dans les Commentateurs de la Coutume.

3°. L'incompatibilité ne peut avoir lieu que quand les deux qualités concourent ensemble dans une même succession, sur les mêmes biens, dans le même tems; en sorte que l'on voit tout à la fois l'héritier prendre une partie des biens de la main de la loi, & une autre partie de la main de l'homme. Mais lorsque ces deux qualités ne peuvent agir que dans des successions différentes, ouvertes à la mort de différentes personnes, & contre des héritiers différens, alors il n'y a plus de prétexte à les regarder comme incompatibles.

Quand les  
deux qualités  
d'héritier &  
de légataire  
ne peuvent  
agir dans le  
même tems,  
mais à des ou-  
vertures de  
successions  
différentes,  
il n'y a plus  
d'incompati-  
bilité.

Il y a bien plus de distance, s'il est permis de parler ainsi, entre des successions différentes, qu'entre les biens d'une même succession qui se trouvent dans des Coutumes différentes. Si dans le dernier cas, l'héritier *ab intestat* peut être légataire, à plus forte raison, dans le premier, peut-il profiter du testament de celui dont il est héritier.



Ces principes se trouvent tous renfermés dans le mot énérgique de l'art. 300 de la Coutume: *aucun ne peut être héritier & légataire d'un défunt ENSEMBLE*; car il résulte de ces termes, qu'il faut, pour l'incompatibilité, que les deux qualités se réunissent dans un même instant; il faut un concours actuel & présent: mais quand on est héritier dans une succession qui est ouverte, rien n'empêche que même en vertu du testament du défunt, on ne puisse avoir des droits à exercer dans une autre succession qui pourra s'ouvrir.

Sens du mot  
ensemble dans  
l'art. 300 de  
la Coutume.

Appliquons ces principes à l'espèce de la Cause. Madame Paviot en mourant a laissé plusieurs héritiers habiles à lui succéder; elle a fait un testament, par lequel elle a légué 60000 livres à une personne qui n'étoit point du nombre de ses héritiers, & a substitué seulement M. le Pileur à ce légataire particulier, en cas qu'il mourût avant son établissement ou sa majorité. Qu'y a-t-il dans cette disposition que l'on puisse regarder comme contraire à la Coutume?

Dans la succession de Madame Paviot, & lorsqu'il est question d'en faire le partage, M. le Pileur n'a point d'autre qualité, point d'autres droits que ceux qui lui appartiennent comme héritier; il ne prend rien sur la part de ses cohéritiers; il n'est pas mieux traité qu'eux: le vœu de la Coutume est donc rempli; il n'est point héritier & légataire ensemble.

Il est vrai que si dans la suite la Demoiselle Paviot vient à mourir avant son établissement ou sa majorité, dans la nouvelle succession qui s'ouvrira par son décès, M. le Pileur aura un autre droit comme substitué; mais, non-seulement ce droit nouveau s'exerce dans une autre succession que celle de Madame Paviot, mais il ne s'exerce pas même contre ses héritiers ni à leur préjudice. L'effet de ce droit nouveau est de demander l'ouverture de la substitution contre les héritiers de la Demoiselle Paviot, & non contre les cohéritiers de M. le Pileur dans la succession de Madame Paviot.

Ce sont donc des droits tellement distincts, qu'ils s'exercent dans des successions différentes, dans des tems différens, & contre des personnes différentes. M. le Pileur n'est qu'héritier de Madame Paviot; voilà la seule qualité qu'il ait dans sa succession; il n'est point son légataire; il n'a point de demande en délivrance de legs à former contre ses héritiers; il est substitué à la Demoiselle Paviot, & par cette disposition il a droit de demander l'ouverture de la substitution contre les héritiers de la

Ce n'est pas  
être héritier  
& légataire  
en même  
tems que d'être  
substitué  
à un des légataires.

Demoiselle Paviot. Comment appliquer à des droits si étrangers l'un à l'autre la prohibition de la Coutume *d'être héritier & légataire d'un défunt ensemble?*

Aussi toutes les fois que la question s'est présentée, elle a été jugée contre ceux qui vouloient faire une si mauvaise application de l'art. 300 de notre Coutume; mais pour mieux comprendre la force de ces préjugés, il faut distinguer deux especes dans lesquelles la question peut se présenter.

Ni même  
quand on est  
substitué à un  
des cohéritiers,

Un héritier *ab intestat* peut être substitué à la portion de son cohéritier en tout ou en partie, ou il peut être substitué à un légataire particulier. Dans le premier cas il sembloit que l'on pouvoit former un doute raisonnable sur la validité de la substitution, parce que le cohéritier, dont la portion étoit substituée, pouvoit dire à son cohéritier: vous ne pouvez pas partager avec moi comme héritier, & vous conserver encore sur ma part un droit que vous tenez de la libéralité du défunt; notre condition n'est pas égale dans le partage, vous avez votre part libre, & vous avez un droit sur la mienne; ce raisonnement pouvoit paroître spécieux: mais dans le second cas, il est évident que la condition des héritiers entr'eux est égale; chacun a la même part, sans que l'un conserve aucun droit contre l'autre & sur sa part; si un des héritiers est substitué à un légataire particulier, le droit qu'il conserve ne s'étend que sur des biens qui doivent nécessairement échapper à tous les héritiers par la force du legs particulier. Ainsi les cohéritiers de celui qui est appelé à la substitution, n'ont aucun intérêt de s'en plaindre, puisqu'indépendamment de la substitution, il y a une première disposition qui les écarte tous: c'est le legs particulier qu'ils ne peuvent se dispenser d'acquitter.

Cependant, quoique la question parût bien plus difficile dans la première espece, elle a toujours été décidée en faveur de l'héritier appelé à la substitution. Nous avons trois Arrêts solennels qui l'ont jugé.

Le premier est du 18 Janvier 1678; il est rapporté dans le premier Tome du Journal du Palais, pag. 918. Marie Hublot veuve Godin avoit eu deux enfans, un fils prédécédé qui avoit laissé trois filles, & une fille nommée Catherine Godin encore vivante. Par son testament, elle veut que si Catherine Godin sa fille decede sans enfans, les biens qu'elle aura eu de la Testatrice appartiennent, après le décès de sa dite fille, aux trois filles de Jean Godin son fils, auxquelles audit cas elle en fait DON ET LEGS. Il



semble que le testament de Madame Paviot soit copié sur celui-là, quant à la manière de disposer ; car prévoyant que la Demoiselle Paviot sa petite-niece pourra mourir avant son établissement ou sa majorité, elle veut que les 60000 liv. *appartiennent à M. le Pileur, auquel audit cas elle en fait don & legs.* La seule différence est que les filles de Jean Godin étoient substituées à leur tante leur cohéritière, au lieu que M. le Pileur n'est substitué qu'à une niece simple légataire.

Cependant qu'a-t-on jugé dans l'affaire des Demoiselles Godin ? *Quant à la substitution en général*, dit l'Auteur du Journal du Palais, *on soutenoit que contre la disposition de la Coutume de Paris, art. 300, les petites-filles de la Testatrice étoient ses héritières & légataires tout ensemble, héritières par représentation de leur pere décédé, & légataires par le moyen de la substitution faite en leur faveur ; mais ce moyen, ajouta-t-il, n'étoit pas considérable. L'article de la Coutume de Paris ne se peut entendre que d'un legs effectif & présent ; c'est-à-dire, que la même personne ne peut, dans le même moment, être héritier & légataire tout ensemble . . . il ne suffit pas, pour être dans le cas de la prohibition de la Coutume, qu'on puisse être dans la suite héritier de deux différentes personnes, & en deux tems différens.*

Par l'Arrêt, conformément à ces principes, la Cour ordonna que le testament seroit exécuté, à la réserve de la légitime dont Catherine Godin jouiroit librement & sans charge de substitution ; ainsi la substitution fut solennellement confirmée en faveur de l'héritier *ab intestat*, & l'on ordonna seulement la distraction de la légitime, qui ne peut être substituée.

La même question a été jugée par l'Arrêt de Tranchepin du 13 Avril 1707. Ce particulier avoit laissé quatre enfans, deux garçons & deux filles ; il avoit substitué à ses deux filles les parts & portions de ses deux garçons, en cas qu'ils vinssent à mourir sans enfans. Dans les contestations qui s'éleverent entre les enfans, ceux qui étoient grevés demandèrent la nullité de la substitution fondée sur l'incompatibilité des qualités ; les deux filles appelées à la substitution, qui n'avoient qu'une espérance incertaine, en cas que leurs freres vinssent à mourir sans enfans, s'en rapportèrent à la prudence de la Cour ; mais quoiqu'elles ne soutinssent pas leur droit avec beaucoup de vivacité, la Cour, toujours attentive à maintenir les saines maximes, confirma encore la substitution.

Enfin la même chose a été décidée par un dernier Arrêt rendu

en la Quatrieme Chambre des Enquêtes , au rapport de M. de Roife , entre Noel-François de Brion & Madame la Présidente Amelot fa sœur. Le pere commun avoit fait son fils aîné son légataire universel , avec charge de substitution envers ses freres & sœurs , suivant l'ordre de leur naissance , & avoit fait des legs particuliers à chacun de ses autres enfans. L'aîné accepta le legs universel , & mourut ensuite sans enfans ; le second , qui étoit Noel-François de Brion , avoit au contraire répudié son legs particulier pour prendre la qualité d'héritier ; cependant son frere aîné étant mort , il demanda l'ouverture de la substitution à son profit. Madame la Présidente Amelot sa sœur lui opposa qu'étant héritier , il ne pouvoit plus être substitué ; cependant par l'Arrêt , la substitution fut déclarée ouverte au profit de Noel-François de Brion.

Cette Jurisprudence est si certaine , qu'on n'a pas même osé la contester aux Requêtes du Palais : mais on a prétendu qu'elle résistoit au véritable esprit de la Coutume , & que c'étoit à l'autorité de la Loi qu'il falloit toujours revenir : mais outre qu'on ne pensera jamais que la Jurisprudence se soit écartée des principes sévères de la Coutume , c'est que l'on croit avoir justifié que les vrais principes se réunissent tous en faveur de la substitution.

Si cela est incontestable dans le cas où l'héritier est substitué à la part de son cohéritier , à plus forte raison la substitution sera-t-elle inébranlable dans le second cas ; c'est-à-dire , quand l'héritier est substitué à un légataire particulier ; car , dans cette espece , outre les raisons qui conviennent à la<sup>e</sup> premiere , il y en a une absolument décisive.

C'est qu'il n'y a que les héritiers du légataire qui puissent avoir intérêt à combattre la substitution , & non les héritiers du Testateur ou de la Testatrice. En effet le legs ne pouvant être contesté , si la substitution est caduque , les biens demeurent dans la succession du légataire. Ces biens sortis une fois de la succession du Testateur par un legs qu'on ne peut combattre , n'y rentreront jamais par la prétendue caducité de la substitution.

Ainsi les héritiers du Testateur sont sans intérêt pour l'attaquer , ceux du légataire n'ont point de qualité pour le faire ; car on a prouvé qu'il n'y avoit qu'un cohéritier qui pouvoit opposer l'incompatibilité des qualités ; ainsi l'héritier ne peut donc jamais être troublé dans la substitution.



Aussi contre qui plaide aujourd'hui M. le Pileur ? Ce n'est point contre les héritiers de Madame Paviot ; le sieur d'Apligny, les enfans de Thomas ne sont point en Cause, ils n'y prennent aucune part ; ce n'est donc point la Cause des cohéritiers de M. le Pileur. S'il plaide contre la Dame sa sœur, c'est uniquement comme héritière mobilière de sa fille. Or dans cette qualité, il est évident qu'elle n'a aucune action pour exclure M. le Pileur.

Elle ne prétend pas que les 60000 livres dont il s'agit doivent revenir aux héritiers de Mademoiselle Paviot ; en ce cas, elle n'y auroit qu'un sixième, & M. le Pileur y auroit un sixième lui-même. Que prétend-elle donc ? Avoir seule les 60000 livres, comme héritière mobilière de sa fille. Mais a-t-on jamais pu penser que l'héritier du légataire puisse combattre la substitution dont ce legs est chargé, & qu'il puisse opposer l'incompatibilité des qualités à l'héritier de celui qui a fait le testament ?

Il est vrai que la Dame Faure est héritière de sa tante & de la Demoiselle Paviot sa propre fille, mais ce n'est que comme héritière de sa fille qu'elle plaide. Elle ne peut donc se servir que des moyens qui lui conviennent en cette qualité, & par conséquent elle ne peut opposer l'incompatibilité des qualités, qui est un moyen réservé aux seuls héritiers du Testateur.

Pour échapper à des moyens si solides, la Dame Faure n'a imaginé qu'une objection aux Requêtes du Palais ; elle a prétendu qu'il falloit regarder la disposition faite au profit de M. le Pileur comme un legs conditionnel ; les 60000 livres lui sont léguées, dit-on, en cas que la Demoiselle Paviot meure avant son établissement ou sa majorité. C'est donc un legs conditionnel, & par conséquent M. le Pileur est dans le cas de l'art. 300 qui défend d'être héritier & légataire.

On prévoit la réponse à une pareille objection. M. le Pileur n'est point légataire de Madame Paviot, puisqu'il n'a point de délivrance à demander à ses héritiers ; il est seulement substitué au légataire ; & si l'on appelloit cela un legs sous condition, il faudroit travestir toutes les substitutions en des legs conditionnels.

Il y a un legs pur & simple de 60000 liv au profit de la Demoiselle Paviot. M. le Pileur est substitué à cette légataire en cas que l'événement prévu arrive ; cela ne le rend pas légataire immédiat de la Testatrice, qui est le seul cas où l'on puisse appliquer l'art. 300 de la Coutume ; cela forme une véritable substitution, & par conséquent tous les principes & tous les préjugés

que l'on vient de rappeler, reçoivent une application juste à l'espèce dont il s'agit.

En un mot, M. le Pileur n'a été qu'héritier dans la succession de Madame Paviot. Il n'est aujourd'hui que substitué dans la succession de la Demoiselle Paviot. Dans la première qualité, il n'a eu qu'un partage égal à faire avec ses cohéritiers ; dans la seconde, il n'a d'action que contre les héritiers de la légataire : ce sont donc des droits absolument distincts, qui s'exercent dans des successions différentes, & contre des personnes différentes. M. le Pileur n'est donc pas héritier & légataire d'un défunt ensemble, & par conséquent le seul moyen qu'on lui oppose est sans application.

## XL. CAUSE A LA GRAND'CHAMBRE.

**POUR** Dame Marie de Comeau, veuve de Messire Pierre de Joumart de Tison, Marquis d'Argence, Lieutenant de Roi de Bourgogne, Défenderesse.

**ET** pour Pierre-François de Joumart de Tison, Chevalier, Comte d'Argence, Capitaine de Dragons, & Marie-Gabrielle d'Argence, ses enfans mineurs.

**CONTRE** Messire François de Joumart de Tison, Chevalier d'Argence, Demandeur.

### Q U E S T I O N.

*Rescision d'un acte entre freres, en forme de transaction sur la succession paternelle.*

**U**N E transaction solennelle passée entre deux freres majeurs, par laquelle ils ont réglé tous leurs droits, & prévenu de grandes contestations qui pouvoient s'élever entr'eux, fait l'objet de la contestation qui est aujourd'hui soumise à la décision de la Cour.

Le Chevalier d'Argence, neuf ans après cette transaction



l'attaque, & prend des Lettres de rescision: l'unique moyen qu'il ait proposé devant les premiers Juges est la lésion; mais ce moyen, que nos Ordonnances défendent d'écouter, annonce seul, & l'injustice de sa demande, & l'irrégularité de la Sentence par défaut qu'il a fait rendre à Saint-Pierre-le-Moutier.

C'est ce que l'on va connoître, quand on aura donné une juste idée de cet acte, dont le Chevalier d'Argence ne cherche qu'à déguiser la nature & l'objet.

Par un testament de 1656, François Joumart de Sufferte, Baron de Saint-Pere-du-Mont, avoit donné la propriété de cette Terre à François Joumart de Tison d'Argence, qu'il avoit chargé de plusieurs degrés de substitution en faveur des mâles de sa Maison.

*FAIT.*

Le Comte d'Argence, légataire de la Baronie de Saint-Pere-du-Mont, de son mariage avec Elisabeth de Vins, a eu deux enfans mâles: il destina le cadet à l'Ordre de Malthe, & fit de grandes dépenses pour l'y faire entrer dès sa plus tendre jeunesse.

Il maria son fils aîné en 1707 avec Dame Marie de Comeau; & par le contrat de mariage, il lui donna la Terre de Saint-Pere-du-Mont, avec tous les meubles meublans qui étoient dans le Château, vaisselle d'argent, carrosse, chevaux, les bestiaux étant dans les Domaines, les acquisitions par lui faites, le prix de la coupe de bois étant sur pied, & une maison sise à Paris, rue d'Orléans.

Comme cette donation comprenoit tous les biens du pere, sans exception, il se réserva l'usufruit de la moitié de Saint-Pere-du-Mont, & la liberté de disposer en faveur de son second fils Chevalier de Malthe, ou autrement, comme bon lui sembleroit, de la somme de 24000 l.

C'étoit à quoi le pere avoit prétendu réduire son second fils, & le seul bien qu'il lui avoit destiné; cependant il n'a pas même fait de disposition dans la suite en sa faveur.

Le Comte d'Argence, qui s'étoit dépouillé de tout ses biens par le contrat de mariage de son fils, continua cependant d'en user en maître absolu: Il s'empara du prix de la coupe de bois qu'il avoit spécialement donnée, il ne laissoit à son fils que la plus foible portion des revenus; il disposa des bestiaux, & les vendit. Le fils, plein de respect pour son pere, ne crut pas devoir résister à ses volontés.

Du prix de cette coupe de bois, & des autres effets dont le pere avoit disposé au préjudice de son fils, il acquit dans la suite la Terre de Changi, qui étoit saisie réellement depuis long-tems. Il s'en rendit Adjudicaire pour 22000 liv. prix très-modique, puisque les bois seuls qui composent trois cens cinquante arpens valent bien davantage.

Il est mort en 1718, sans que son second fils eût encore fait profession dans l'Ordre de Malthe. L'aîné n'avoit pas à balancer dans la succession de son pere; la qualité d'héritier ne pouvoit que lui être onéreuse, & les droits qui lui étoient acquis, soit comme Substitué, soit comme Donataire entre-vifs par son contrat de mariage, étoient infiniment plus avantageux.

Ils pouvoient donner lieu à de grandes reprises, & à des créances immenses en sa faveur, soit par rapport aux dégradations commises sur les biens substitués, dont deux moulins avoient été entièrement détruits, soit par rapport à ce que le pere avoit reçu au préjudice de la donation.

Dans ces circonstances, les deux freres qui s'étoient trouvés présens à la mort de leur pere, prirent le seul parti qui convenoit pour entretenir la paix dans leur Maison. Ce fut de transiger sur tant d'actions différentes, & de fixer ce qui demeureroit à l'aîné, tant à titre de Substitué que de Donataire, qui sont les deux qualités qu'il a prises, n'ayant jamais prétendu se donner celle d'héritier.

Ils passerent donc ensemble l'acte du 10 Mai 1718, qui fait aujourd'hui l'objet des Lettres de rescision: il contient d'abord les qualités des Parties; c'est-à-dire, leurs noms propres & de famille. On ajoute que pour régler entr'eux leurs droits & prétentions dans les successions des Sieur & Dame leurs pere & mere, ils sont convenus de ce qui suit: On donne au cadet la Terre de Changi avec tous les bestiaux, 1250 liv. sur les Aydes & Gabelles, & une pension de 300 liv. pendant trois ans, qui sera réduite ensuite à 200 liv. jusqu'à ce qu'il ait une Commanderie; & où il prendroit le parti de se marier, & qu'il eût des enfans, en ce cas la pension, qui seroit toujours de 200 liv. pendant sa vie, seroit réduite à une rente perpétuelle de 120 liv. après sa mort.

On laisse au contraire à l'aîné la Terre de Saint-Pere-du-Mont, avec quelques revenus très-modiques: il se charge de payer 900 liv. de dettes, outre 1800 liv. qu'il avoit déjà avancées, & on convient que quoique la Terre de Changi doive appartenir



appartenir au cadet, cependant la premiere coupe de bois sera partagée par moitié.

L'acte finit par deux clauses très-importantes, & qui en développent parfaitement la nature.

Voici la premiere : *Et attendu que la terre de Saint-Pere-du-Mont appartenoit au sieur Marquis d'Argence à titre de substitution, que d'ailleurs il étoit créancier de sommes que son pere avoit touchées au préjudice de la donation portée par son contrat de mariage, & qu'ainsi le sieur Marquis d'Argence abandonne à son frere au-delà de ce qui peut lui appartenir dans lesdites successions ; & voulant lui donner des marques de son amitié, ledit Seigneur Marquis renonce à rien répéter de ce qu'il auroit pu donner par ces présentes au-delà de ce qui pouvoit appartenir audit Chevalier.*

Par la seconde, les Parties consentent que tous autres écrits sous signature privée, que lesdits Seigneurs Marquis & Chevalier d'Argence pouvoient avoir faits avec les Sieur & Dame leurs pere & mere, demeurent nuls & de nuleffet, au moyen de ce qui a été stipulé & arrêté par ces présentes ; consentant pareillement que toutes dispositions testamentaires qui pourroient avoir été faites par lesdits Sieur & Dame leurs pere & mere en faveur de l'un & de l'autre desdits Seigneurs freres, demeurent sans effet.

Cette transaction fut confirmée par un autre acte passé sous signature privée entre les deux freres le 23 Août 1718, par lequel, entre autres choses, l'aîné s'oblige de payer jusqu'à 1400 livres de dettes, au lieu de 900 livres seulement portées par la transaction.

Le Marquis d'Argence étant mort depuis, le Chevalier a arrêté un compte avec sa belle-sœur le 25 Juillet 1723, par lequel il reconnoît avoir été payé de cinq années d'arrérages de la rente ou pension qui lui avoit été constituée par la transaction de 1718, & avoir reçu en pure gratification de son frere la somme de 1500 livres lorsqu'il vendit la terre de Saint-Pere-du-Mont.

A ces différentes approbations du traité, a succédé encore un silence de quatre années que l'on doit regarder comme une nouvelle ratification de l'accommodement fait entre les deux freres. Pendant ce tems-là le Chevalier d'Argence a aliéné plusieurs portions de la terre de Changi ; il a tout dégradé ; & c'est apparemment la situation où il s'est réduit lui-même par cette conduite, jointe à un mariage auquel il ne s'est pas déterminé par des vues de fortune, qui l'a précipité dans le procès qu'il a

formé contre sa belle-sœur, ou plutôt contre la mémoire de son frere.

Le 5 Juillet 1726 il a pris des Lettres de rescision contre le traité du 10 Mai 1718, dans lesquelles, après avoir supposé qu'il étoit engagé dans le service lorsque son pere est mort, & que son frere a profité de son absence pour s'emparer de tous les titres, il ajoute qu'on lui a fait signer un partage le 10 Mai 1718, dans lequel on ne lui a pas donné la vingtieme partie de ce qui lui revenoit; & sur ce seul moyen de lésion il demande d'être restitué.

Ces premieres Lettres ont donné lieu à une procédure au Bailliage d'Auxerre, qui, reconnoissant son incompetence, a ordonné que les Parties se pourvoiroient.

Nouvelles Lettres de rescision conformes aux premieres, sur lesquelles le Chevalier d'Argence a surpris à Saint-Piere-le-Moustier une Sentence par défaut, qui ordonne, avant faire droit, l'estimation des biens immeubles de la succession.

La Dame Marquise d'Argence est appellante de cette Sentence; & demande qu'en évoquant le principal, le Chevalier d'Argence soit déclaré non-recevable & mal fondé dans ses Lettres de rescision.

MOYENS. Toute la Cause se réduit à deux objets : l'acte de 1718 est-il un partage entre cohéritiers, que la lésion seule puisse détruire, ou une transaction contre laquelle ce moyen soit impuissant ?

Si c'est une transaction, comme on n'en peut douter, peut-on imaginer que le dol y ait eu la moindre part ?

La Dame Marquise d'Argence soutient que c'est une transaction, & une transaction qui est l'ouvrage de la bonne foi & de la sincérité même. Si elle fait voir subsidiairement que le Chevalier d'Argence ne souffre aucune lésion, & a même été traité favorablement, c'est une vérité qu'elle n'établit que pour faire plus d'honneur à la mémoire de son mari, & qui au fond est très-indifférente à la Cause.

On dit d'abord que l'acte de 1718 est une transaction; il suffit pour cela qu'il y eût une ample matiere de contestations entre les deux freres : contestations qui naissoient de titres absolument étrangers à la succession, comme de la substitution faite par François Joumart de Sufferte, du contrat de mariage du sieur Marquis d'Argence, & autres actes.

Par la substitution, le sieur Marquis d'Argence enlevait d'abord l'unique Terre considérable qui se trouvoit dans la succes-



sion ; il avoit des reprises infinies sur les biens libres par rapport aux dégradations & aux aliénations qui se trouvoient faites d'une partie des biens substitués.

Par le contrat de mariage, le Marquis d'Argence avoit ce qui se trouvoit de libre dans la terre de Saint-Pere-du-Mont, les meubles & les bestiaux ; il avoit la répétition des sommes que le pere avoit touchées au préjudice de la donation ; en sorte que son frere auroit été réduit à une simple légitime sur les biens libres qui étoient très-modiques.

C'est dans cette situation que les freres se déterminent à un parti qui leur épargne toutes ces discussions, en prenant chacun certains biens qui répondent de leurs droits & de leurs prétentions ; n'est-ce donc pas-là ce qui s'appelle transiger ?

Le caractère de l'acte qu'ils ont passé ensemble est d'autant moins équivoque que les freres, non-seulement ne déclarent pas qu'ils vont faire un partage, mais reconnoissent au contraire que le Marquis d'Argence a traité en qualité de substitué & de créancier, & a fait des remises considérables sur les droits qui lui appartenoient dans les deux qualités ; qu'y a-t-il de plus opposé à l'idée d'un partage ? Pour partager, il faut être héritier ; & l'on ne peut être héritier & donataire en directe : pour partager, il faut assigner à chacun ce qui lui doit revenir, & le Marquis d'Argence déclare expressement qu'il consent que l'on prenne sur lui pour augmenter la part de son frere : on n'a donc pas eu intention de partager.

Supposons en effet que ce fût le Marquis d'Argence, ou son fils, qui se plaignît d'avoir été lésé dans l'acte de 1718, pourroit-il être écouté dans ses Lettres de rescision ? On lui diroit : vous n'avez exercé que les droits de la substitution & de la donation ; vous avez prétendu même faire une remise d'une partie ; vous l'avez déclaré ; vous n'êtes donc pas dans le cas d'un héritier qui peut alléguer la lésion du tiers au quart ; vous êtes dans le cas d'un majeur qui, ayant des créances à exercer, est le maître de les réduire. Que répondre à un argument si décisif ? Il auroit été tiré des termes précis de l'acte ; le Marquis d'Argence n'auroit pas pu soutenir qu'il étoit héritier, après avoir traité comme donataire ; il n'auroit donc pas pu alléguer le moyen d'égalité si essentielle entre cohéritiers qui font un partage. Mais s'il est clair que l'acte se seroit soutenu contre lui, parce que dans le droit c'est une transaction & non un partage, comment ne se soutiendrait-il pas contre son frere sur les mêmes moyens ?

Différence  
entre partage  
& transaction,

Mais, dit-on, le premier acte passé entre cohéritiers est nécessairement un partage : c'est le sentiment de Mornac. Le sieur Marquis d'Argence étoit héritier de son pere, puisqu'on ne rapporte point de renonciation : donc le premier acte qu'il a passé avec son frere doit être regardé comme un partage.

La maxime générale sur laquelle se fonde le Chevalier d'Argence n'est pas indistinctement vraie, & il est forcé lui-même d'en convenir ; car le premier acte passé entre cohéritiers peut fort bien être mêlé de transaction, quoiqu'il tienne lieu de partage. La raison en est sensible : il peut se trouver dans une succession des questions épineuses, & des difficultés capables de jeter les cohéritiers dans une involution de procès qui les ruineroit ; il faut de deux choses l'une, ou les porter en Justice pour être décidées, ou les regler entre eux à l'amiable par voie de transaction. Si on prend ce dernier parti, comme le plus convenable, sera-t-il permis de troubler la paix établie entre les Parties, sous prétexte que l'acte qu'ils ont passé doit être regardé comme partage, & non comme transaction ? Mais si cela est, il ne faut plus transiger entre les héritiers, il faut tout porter en Justice, tout plaider, tout contester, tout faire décider en rigueur ; c'est allumer le flambeau de la discorde dans toutes les familles, sans qu'il soit même permis aux plus sages de l'éteindre.

Il faut donc conclure que le premier acte passé entre cohéritiers tient à la vérité lieu de partage, mais qu'il peut aussi conserver le caractère de transaction, & par-là devenir inébranlable contre tous les efforts de l'inconstance qui cherchera à le détruire.

Si cela est ainsi à l'égard de ceux qui ont transigé comme cohéritiers, à plus forte raison doit-on reconnoître pour une transaction un acte passé entre un héritier d'une part, & un donataire ou un créancier de l'autre ; alors l'acte n'est plus même susceptible de la qualité de partage, parce que le principe du partage manque, qui est la qualité d'héritier, & le droit commun & indivis.

Le Marquis d'Argence étoit héritier de droit, dit-on, & il n'a pas renoncé ; mais n'y a-t-il pas une renonciation tacite aussi bien qu'une renonciation expresse ? Selon les maximes les plus constantes de notre droit, on ne peut être héritier & donataire en directe. Or le Marquis d'Argence a conservé la qualité de donataire, il a transigé en cette qualité, & sur le fondement des



droits qui lui étoient acquis par son contrat de mariage : donc il n'a point été héritier ; l'acceptation d'une des deux qualités est une abdication de l'autre , & par conséquent il n'a point partagé comme héritier.

Quand on dit qu'il n'a point été héritier, cela s'entend également & dans la succession de la mere & dans celle du pere ; car étant donataire de l'un & de l'autre par son contrat de mariage , il n'a pu conserver cette qualité , comme il a fait par la transaction , sans s'exclure également des deux successions.

Mais , dit-on encore , comment concevoir que les Parties aient prétendu transiger ? Elles n'ont exposé aucun sujet de contestation ; on ne voit pas qu'elles aient consulté ni Jurisconsultes ni Docteurs , que les parens , que les amis se soient entremis pour les concilier ; elles disent simplement qu'elles vont régler leurs droits & leurs prétentions dans les successions de leurs pere & mere : rien n'annonce donc une transaction.

On pourroit répondre d'abord à une pareille objection, qu'il n'est point nécessaire, pour former l'essence d'une transaction, que les Parties y aient rendu compte du détail de leurs prétentions contraires, qu'elles aient fait une longue narration des titres sur lesquels ils se fondent ; ce qu'il y a de plus simple est toujours le meilleur. Nous avons des prétentions contraires dans les successions de nos pere & mere ; nous voulons couper la racine de toutes divisions , en nous contentant chacun de tels & tels biens. Rien n'est plus sage que de rédiger ainsi simplement la convention.

Il est vrai que s'il y avoit quelque mineur qui fût Partie dans l'acte , il faudroit plus de précaution , & qu'il y auroit nécessité de rendre un compte plus exact de ce qui faisoit l'objet des prétentions contraires ; mais entre majeurs qui sont les maîtres de traiter de leurs droits comme ils jugent à propos , ce détail est inutile , & l'opération la plus simple est toujours la plus solide.

Il suffit donc qu'il y eût entre les Parties une matiere toute disposée à former des contestations entre eux , pour qu'ils aient été en droit de les prévenir par une transaction , sans se livrer à un détail ennuyeux de tout ce qui pouvoit entrer dans les contestations.

Mais dans le fait particulier , la transaction de 1718 laisse assez connoître la matiere sur laquelle on transige , pour qu'il ne

Transactions  
les plus sim-  
ples sont les  
plus solides.

soit pas permis d'en douter. Quand il n'y auroit que la clause suivante, la matiere de la transaction seroit dans la dernière évidence.

*Et attendu que la terre de Saint-Pere-du-Mont appartenoit audit Seigneur Marquis d'Argence à titre de substitution, & que d'ailleurs ledit sieur Marquis d'Argence étoit créancier dudit feu sieur son pere pour sommes qu'il avoit touchées au préjudice de la donation qu'il lui avoit faite par son contrat de mariage, & qu'ainsi ledit sieur Marquis d'Argence abandonne audit sieur son frere au-delà de ce qui lui peut appartenir dans les successions de ses pere & mere, voulant en cela donner audit Seigneur Chevalier d'Argence des marques de la tendre amitié qu'il a pour lui. . . . . Ledit Seigneur Marquis d'Argence renonce à pouvoir jamais rien répéter, &c.*

On voit par-là que le Marquis d'Argence pouvoit exercer les droits de sa substitution & de sa donation dans toute leur étendue, & qu'il ne l'a pas fait : donc il en a voulu composer : donc il a transigé.

Il n'étoit pas nécessaire pour cela que l'on vît paroître des médiateurs dans la personne des parens & des amis. Souvent les Parties sont assez sages pour se porter elles-mêmes à un accommodement ; souvent lorsqu'elles y sont conduites par leurs parens ou par leurs amis, on n'en parle point dans l'acte. C'est donc une circonstance qui ne mérite pas d'être relevée.

Les deux freres, ajoute-t-on, étoient tellement occupés de faire un partage, que s'il y a d'autres biens que ceux dont ils ont disposé, ils doivent les partager par moitié, ainsi que les dettes qui pourroient être découvertes au-delà des 2700 livres que le Marquis d'Argence s'oblige de payer seul ; mais cette convention n'a rien qui exclue le caractère de transaction. En effet, dès que l'aîné avoit des droits à exercer comme substitué & comme créancier, on a pu, pour le remplir d'une partie de ses prétentions, lui abandonner certains biens, ou une certaine quotité dans les biens, sans que cela ait fait pour cela un partage. Un homme se présentant comme créancier d'une succession, on pourroit lui abandonner précisément la moitié de tous les biens ; on pourroit même, sur cette moitié, l'obliger à payer certaines dettes, ou une certaine portion de dettes : tout cela n'est point contraire à l'idée d'une transaction.

Rien ne peut donc faire perdre à l'acte de 1718 le caractère propre de transaction ; la situation des deux freres, les titres sin-



gouliers de l'ainé, les droits qui en résultoient, les termes & l'esprit de l'acte de 1718, tout y annonce une transaction faite pour prévenir toutes les discussions auxquelles on auroit été obligé de se livrer dans un partage.

Par-là s'évanouit le seul moyen de Lettres de rescision que le Chevalier d'Argence ait proposé jusqu'à présent, qui est celui de la lésion; par-là tombe la Sentence, qui, pour éclaircir ce moyen, ordonne une estimation. L'Ordonnance de 1560 défend d'alléguer le moyen de lésion contre les transactions, & veut que *les Juges à l'entrée du Jugement, s'il n'y a autre chose alléguée contre icelle transaction, déboutent les impétrans de Lettres & de l'effet & entérinement d'icelles, & les déclarent non-recevables.* Il n'a donc pas été permis aux Juges de Saint-Pierre-le-Moustier de prendre une autre route, & au lieu de déclarer non-recevable, de prononcer l'interlocutoire de l'estimation.

En vain le sieur Chevalier d'Argence se récrie-t-il qu'une estimation est toujours une chose innocente, que c'est fuir la lumière de la vérité que de s'y refuser. Parler ainsi, c'est se soulever contre l'autorité de la loi, qui, en matière de transaction, défend d'écouter le moyen de lésion, & par conséquent défend d'ordonner l'estimation. Ce n'est donc pas une chose innocente, comme on le suppose; ce qui est contraire à la loi ne peut être innocent.

D'ailleurs, cette estimation que l'on regarde comme si innocente, est au contraire le piège le plus dangereux que l'on puisse tendre à une Partie. Par-là, sous l'ombre d'un simple éclaircissement, on livre les Parties à des discussions ruineuses; c'est le premier pas d'un Procès dont il est impossible de prévoir la fin. On s'y plonge peu à peu, en se flattant que l'on en pourra sortir sans peine; mais peut-être dans dix ans on gémera de s'y être livré; une triste expérience ne rend ces alarmes que trop justes.

Il est donc du bien des Parties, aussi bien que des regles de la Justice, de résister à un piège si dangereux. L'Ordonnance, plus sage que nous, veut qu'à *l'entrée du Jugement* on déboute les impétrans de leurs Lettres, & qu'on les déclare non-recevables; elle fait le péril qu'il y a d'écouter ces discours séduisans: je ne demande qu'une simple estimation, je ne me propose que d'éclaircir la vérité. Avec ces dehors spécieux, on viole les regles, on ouvre une carrière funeste aux Parties, on fait un premier pas qui sert de préjugé pour un second; & enfin on fait un tel progrès qu'on ne peut plus rétrograder.

Il faut donc, pour prévenir le malheur dans sa source, infirmer la Sentence dont est appel. En ordonnant une simple estimation, elle juge définitivement que c'est ici un acte contre lequel le moyen de lésion doit être admis; elle fait dépendre la Cause d'un calcul & d'une balance d'intérêt que la loi rejette en matière de transaction, & par conséquent elle fait un tort irréparable à la Dame Marquise d'Argence.

Mais si le moyen de lésion ne peut être écouté, celui du dol personnel est une ressource contre les transactions mêmes: or le dol éclate ici de toutes parts.

Le Chevalier d'Argence avoit perdu la Dame sa mere en 1716, lorsqu'il étoit encore mineur; son pere n'est mort qu'en 1718; ainsi il lui devoit un compte de tutele. Cependant, sans que ce compte lui ait été présenté, sans qu'il ait vu d'inventaire, sans qu'aucune piece lui ait été communiquée, il transige depuis sa majorité; c'est un acte manifestement nul: *non visis tabulis, non dispundis rationibus*.

D'ailleurs, le Chevalier d'Argence avoit été éloigné de la maison paternelle dès l'âge de quatorze ans; il n'y étoit rentré que la veille de la mort de son pere. A peine lui a-t-il rendu les derniers devoirs, qu'on le mene à cinquante lieues de-là, où tout d'un coup on lui fait signer un acte, sans avoir eu connoissance d'aucuns papiers, sans conseil, sans lumiere; la fraude peut-elle être plus sensible?

Le moyen du prétendu compte de tutele est une idée toute nouvelle, on n'en avoit point encore parlé; mais les moyens se multiplient à mesure que les anciens s'affoiblissent. On prétend donc qu'il étoit dû un compte de tutele au Chevalier d'Argence, qui ne lui a pas été rendu. Mais, premierement, on ne nous dit point l'époque juste de la mort de la Dame d'Argence sa mere; on dit seulement qu'elle est morte en 1716; mais alors le Chevalier d'Argence étoit bien proche de sa majorité, il devoit avoir plus de vingt-quatre ans; quel seroit donc l'objet de ce prétendu compte de tutele?

Secondement, le Chevalier d'Argence n'y pense pas; s'il lui étoit dû un compte de tutele, il ne le pouvoit demander qu'à lui-même, puisqu'il étoit seul héritier de son pere, par qui la tutele auroit été gérée. Le sieur Marquis d'Argence son frere n'étoit que substitué, donataire & créancier; tous ses droits étoient antérieurs & préférables au prétendu compte de tutele; le Marquis d'Argence, dans toutes ces qualités, ne pouvoit être tenu de rendre



rendre aucun compte à son frere ; il ne faut donc pas dire que l'on a transigé sur un compte de tutele , sans avoir vu les pieces ; il n'a point été question de compte ; il n'en pouvoit pas être question , puisque le Chevalier d'Argence , qui suppose qu'il lui étoit dû un compte , étoit seul héritier de celui qui auroit été tenu de le rendre.

Au surplus , l'ignorance que le Chevalier d'Argence s'attribue pour faire entendre qu'il a été facile de le tromper , est une pure chimere ; & si on écoutoit de pareils discours en Justice , il n'y auroit point de Partie qui ne se crût en droit de réclamer contre toutes sortes d'actes. Un majeur est présumé suffisamment instruit , & c'est pour cela que la loi le rend capable de contracter ; d'ailleurs tout est supposé dans les discours du Chevalier d'Argence. Il n'est point vrai qu'il soit entré dans le service de la Marine à l'âge de quatorze ans ; il en avoit plus de dix-huit , n'ayant commencé à servir qu'en 1710. Il est revenu depuis dans la maison paternelle , où il est demeuré plusieurs mois ; il se trouva à la mort de son pere en 1718. Il est vrai que la Dame sa belle sœur n'a point tenu un journal de ses voyages , & par conséquent ne fait pas le jour qu'il se rendit dans sa famille. Ce qui est de certain est , que quand il vit son pere mort , il eut un grand empressement d'entrer en possession de ce qui devoit lui revenir. Ce fut pour le satisfaire que le Marquis d'Argence partit en poste pour Paris , afin de consulter sur la maniere dont ils devoient régler leurs droits , & se procurer une paix solide.

Tous les biens de la succession ne consistoient , à proprement parler , que dans deux Terres ; celle de Saint-Pere-du-Mont , qui étoit la plus considérable , étoit substituée à l'aîné , & ce qu'il y avoit de biens libres dans cette Terre avec les meubles & bestiaux lui avoit été donné ; en cet état il ne restoit que la terre de Changi , dont le sieur Marquis d'Argence voulut bien faire l'abandon à son frere.

Avec des dispositions si favorables il étoit facile de conclure ; l'aîné sacrifiant toutes ses reprises , il ne pouvoit y avoir d'obstacle ; c'est ce qui fit que la transaction fut promptement dressée & signée. Où est donc en cela l'ombre & l'apparence même du dol personnel ?

Il n'y a , dit-on , qu'un intervalle de dix jours entre la mort & la transaction : cela est vrai ; mais autant qu'il auroit fallu de tems pour liquider toutes les actions de l'aîné s'il avoit voulu les exercer à la rigueur , autant il étoit facile de terminer lorsqu'il vou-

loit tout sacrifier à la paix. De deux Terres, il se contente d'une qui lui est substituée, & abandonne l'autre à son frere : qui pouvoit retarder un accommodement favorable ?

On a conduit, dit-on, le Chevalier d'Argence à cinquante lieues de chez lui pour terminer une affaire si importante. Cela est vrai; mais pourquoi, si ce n'est pour le mettre à la source des conseils ? Si on avoit passé la transaction sur les lieux, il ne manqueroit pas de dire que dans une campagne, dénué de conseils il étoit livré à toutes les impressions que son frere a voulu lui donner; mais à Paris il a pu prendre des guides éclairés : cette circonstance se rétorque donc contre lui.

Enfin il oppose qu'il n'a eu communication d'aucune piece; mais le contraire est prouvé par la transaction même, où l'on énonce, & la substitution du sieur de Sufferte, & le contrat de mariage du Marquis d'Argence. Il ne peut nier que ces pieces ne lui aient été communiquées, puisqu'il a traité avec son frere, tant en qualité de substitué que de donataire. Les autres titres ont été de même sous ses yeux; il a été le maître d'en prendre communication : il n'en fera pas cru quand il viendra poser un fait contraire; il étoit sur les lieux à la mort du pere commun; il a été le maître de tout voir : c'étoient même pour la plupart des titres si publics dans la famille, qu'on ne peut douter qu'il ne les connût depuis long-tems.

Mais ce qui écarte sans ressource ces prétendus moyens de surprise & de précipitation, c'est que le sieur Chevalier d'Argence est demeuré pendant neuf ans sans réclamer contre la transaction de 1718. S'il avoit signé en aveugle; s'il n'avoit eu aucune connoissance des titres ni des biens, il a été en état d'acquiescer dans la suite des connoissances parfaites. Il a vu ce que lui produisoit la terre de Changi, ce que raportoit celle de Saint-Pere-du-Mont à son frere; cependant non-seulement il ne s'est pas plaint, mais il a ratifié par une infinité d'actes celui du 10 Mai 1718.

Dans la même année, & le 23 Août, il passa avec son frere un acte sous seing privé, confirmatif de celui du mois de Mai. Il y avoit alors près de quatre mois que son pere étoit mort, & plus de trois mois qu'il jouissoit; il avoit eu le tems de s'éclaircir de tout, cependant il persévere dans la même volonté. Depuis il a reçu pendant trois ans les arrérages d'une pension viagere de 300 liv. il les a reçus dans les années suivantes sur le pied de 200 liv. Il a fait en 1723 un compte général avec sa belle-



sœur, en exécution de la même transaction de 1718. Voilà donc une persévérance bien marquée, continuée pendant plusieurs années, soutenue d'un grand nombre d'actes. Après cela, peut-il dire qu'il na signé que parce qu'il n'étoit pas instruit, lui qui après tant d'instructions a persévéré dans le même arrangement?

C'est donc ici une transaction passée entre deux freres majeurs; transaction dans laquelle on ne peut appercevoir la moindre trace de surprise, & par conséquent le Chevalier d'Argence est non-recevable à l'attaquer; il ne faut pour cela ni estimation, ni éclaircissement; la nature de l'acte décide par elle-même.

Mais pour achever de mettre dans tout son jour l'injustice de son action, il faut démontrer qu'il ne souffre aucune lésion dans l'acte de 1718, soit qu'on y considere le sieur Marquis d'Argence comme donataire & créancier, soit qu'on le regarde comme héritier, parce que dans tous les cas & dans tous les sens le Chevalier d'Argence a eu plus qu'il ne pouvoit espérer.

Commençons par fixer la masse des biens du pere commun.

Il n'y faut point faire entrer d'abord la terre de Saint-Pere-du-Mont; elle étoient substituée au profit du sieur Marquis d'Argence, comme aîné, aux termes du testament de François de Joumart, Seigneur de Sufferte, par son testament de l'année 1656. Il s'étoit fait adjuger cette Terre en 1639 pour 45000 l. outre les droits qu'il falloit payer, tant pour les frais de l'adjudication que pour le quint dû au Seigneur. La terre étoit alors de plus de 2000 liv. de revenu, puisque l'on avoit promis d'en porter le bail judiciaire à 1900 liv. On fait combien le produit des Terres a augmenté depuis près de cent ans; ensorte qu'il n'est pas extraordinaire que la même Terre soit aujourd'hui sur le pied de 4000 liv. de revenu.

Mais de quelque valeur qu'elle puisse être, il est constant entre les Parties, & le Chevalier d'Argence n'a pu en disconvenir, qu'étant substituée à l'aîné de la Maison, elle ne faisoit plus partie de la succession du pere commun, & n'étoit sujete ni à aucun partage, ni aux actions que les enfans pouvoient avoir contre leur pere.

Par ce retranchement, on ôte tout d'un coup de la succession ce qui auroit pu en faire l'objet le plus important; le reste est si peu de chose, qu'il ne mérite pas les efforts du Chevalier d'Argence.

La succession consistoit donc :

1°. En quelques acquisitions qui avoient été jointes à la terre de Saint-Pere-du-Mont , & qui étoient des biens libres. Le Chevalier d'Argence a pris soin de lever tous les contrats qui renferment ces acquisitions ; il a cru effrayer par le nombre. Près de deux cens contrats annoncent d'abord quelque chose de considérable ; mais quand on entre dans le détail , & qu'on trouve que la plupart de ces acquisitions sont de 10, 15 ou 20 livres de principal , on voit bien-tôt qu'elles ne forment plus un objet ; & en effet , par un calcul exact du prix de chaque contrat , tous ensemble ne montent qu'à 7500 liv. il n'y a donc pas de difficulté de tirer ce premier article pour cette somme , ci 7500 l.

2°. Dans la terre de Changi que le pere commun avoit acquise par décret 22000 liv. Elle est sans doute d'une valeur bien plus considérable ; elle contient entr'autres trois cens cinquante arpens de bois que l'on coupe tous les dix-huit à vingt ans ; il y a deux manieres de les vendre , ou par anticipation , & lorsqu'ils n'ont encore que deux ou trois feuilles , & alors on en retire jusqu'à 20000 liv. ou tant par an ; alors ils se vendent communément 5 liv. l'arpent pour chaque feuille ; ce qui feroit plus de 1500 liv. de revenu ; le surplus de la Terre est encore un objet considérable. Le Chevalier d'Argence dit que ce surplus n'est affermé que 400 liv. mais il n'a point voulu rapporter de baux ; ce qui est de certain , est que la Terre vaut au moins 2000 liv. de rente en y comprenant les bois , & ne peut être portée à moins de 60000 l. ci . . . . . 60000 l.

3°. Dans une maison à Paris vendue du vivant du pere commun 1800 liv. prix dont le Chevalier d'Argence est convenu ; le pere en avoit reçu la moitié , & avoit donné l'autre au Marquis d'Argence ; cette moitié sujette à rapport auroit été de 900 liv. ci . . . . . 900 l.

4°. Dans une somme de 6 ou 7000 liv. qui faisoit moitié du prix de la dernière coupe des bois de Saint-Pere-du-Mont , que le pere commun avoit encore donnée au sieur Marquis d'Argence , ci . . . . . 7000 l.

5°. Dans un contrat sur la Ville au principal de 1250 liv. ci . . . . . 1250 l.

Enfin dans quelques meubles qui se trouvoient au château de Saint-Pere-du-Mont & quelques bestiaux dans les domaines , dont il n'y a jamais eu ni inventaire ni estimation. Quand on porteroit cet article à 8000 liv. c'est le plus loin qu'il puisse s'é-



tendre , ci . . . . . 8000 l.

Voilà ce qui composoit toute la succession du pere commun sujete ou à être partagée entre les deux freres , s'ils s'étoient portés également héritiers ; ou aux reprises de l'aîné , tant comme donataire que comme créancier. Le tout ne pouvoit aller qu'à 84000 liv. ou environ , en mettant la terre de Changi pour 60000 l.

Dans ces différens bien qu'a-t-on donné à l'aîné ?

1°. Les acquisitions nouvelles de Saint-Pere-du-Mont , c'est-à-dire . . . . . 7500 l.

2°. La moitié du prix de la maison de Paris qu'il avoit reçue du vivant de son pere , & qu'on lui a laissée . . . . . 900 l.

3°. La moitié du prix de la coupe des bois de Saint-Pere-du-Mont, qu'il avoit pareillement reçue du vivant de son pere , & qu'on lui avoit laissée , ci . . . . . 7000 l.

4°. Les meubles & bestiaux . . . . . 8000 l.

5°. On lui a donné la moitié de la premiere coupe des bois de Changi qui avoient déjà six feuilles , ci . . . . . 1000 l.

Total de ce que le sieur Marquis d'Argence a eu . . 33900 l.

Mais sur cela le sieur Marquis d'Argence a été chargé de payer pour 3200 liv. de dettes de la succession du pere commun, sans aucune contribution de la part de son frere. Plus, de payer à son frere une pension de 300 liv. par an pendant trois ans , de 200 liv. dans les années suivantes pendant la vie du Chevalier d'Argence , & enfin de 120 liv. à perpétuité ; ce qui ne peut être estimé moins de 6000 liv. la rente n'étant point rachetable.

Ainsi ce sont 9200 l. à diminuer.

De . . . . . 33900 l.

Otez . . . . . 9200 l.

Reste . . . . . 24700 l.

Voilà tout au plus haut à quoi peut monter la part de l'aîné.

Le cadet a eu en partage , 1°. la terre de Changi , objet de 2000 liv. de rente ; il est vrai qu'il n'a eu que la moitié de la premiere coupe , qui étoit de 20000 liv. & qui devoit finir en 1730. Jusques-là son revenu s'est trouvé diminué ; en sorte qu'au lieu de 1500 livres par an qu'il pouvoit tirer des bois , il n'en a tiré que 10000 liv. de principal , produisant 500 liv. par an ; ce qui joint au produit ordinaire du surplus de la Terre a dû lui faire

1000 liv. par an ; mais en 1730, il fera en possession de tout , & en tirera au moins 2000 liv. de revenu ; c'est pourquoy on réduit la Terre à 50000 liv. à son égard , son frere en ayant touché dix pour la moitié de la premiere coupe , ci . . . . . 50000 l.

2°. Le cadet a eu encore le contrat sur la Ville de 1250 liv. produisant alors 50 liv. de rente , ci . . . . . 1250 l.

3°. La pension qui étoit d'abord de 300 liv. ensuite de 200 l. & enfin de 120 l. à perpétuité , ci . . . . . 6000 l.

Total de ce que le sieur Chevalier d'Argence a eu , 57250 l. Et cela sans aucune charge de dettes ni autres. Ce calcul est simple ; & quelques efforts que fasse le Chevalier d'Argence , il ne pourra jamais rien y changer.

Il a prétendu , à la vérité , augmenter la valeur de ce qui a été donné à son frere , & diminuer le prix de ce qu'il a reçu.

Il prétend que les acquisitions faites à Saint - Pere - du - Mont sont un objet important ; il n'a pas craint d'abord de les porter à 40000 écus ; il n'ose plus à la vérité tenir le même langage ; mais il voudroit toujours les présenter comme un objet considérable ; cependant peut-il y avoir sur cela quelque équivoque ? Lui-même il rapporte tous les contrats d'acquisitions faites depuis quarante ans , & toutes ces acquisitions ensemble ne montent qu'à 7500 l.

Il suppose , à la vérité , qu'il y en a eu d'autres plus considérables dont il n'a pas pu lever les contrats ; mais c'est une supposition manifeste. Auroit-il levé plus de cent contrats qui ne font pas ensemble 2000 l. s'il avoit trouvé une acquisition qui seule fût de quelque considération ? Du moins il indiqueroit aujourd'hui qu'elle est cette acquisition , quel est le Notaire qui l'a reçue ; il marqueroit le tems qu'elle a été faite ; mais comme c'est une pure supposition , il se contente de répandre des discours vagues.

Il faut donc s'en tenir aux contrats qu'il rapporte ; les acquisitions montent à 7500 liv. la plupart se trouvent faites dans les derniers tems , c'est-à-dire , depuis quarante ans , trente ans , vingt ans ; il y en a dont on ne jouit point , parce que c'étoit des portions de bois d'usage qui sont devenues inutiles , les autres Usagers n'ayant pas voulu vendre les leurs. C'est donc tout ce que l'on peut faire , de mettre cet article pour le prix des acquisitions , c'est-à-dire , pour 7500 l.

Le Chevalier d'Argence n'exagere pas moins sur l'article des meubles , en supposant qu'il y en avoit pour 30000 liv. dans le



château de Saint-Pere-du-Mont : on est sûr qu'il n'y en avoit pas pour plus de 4000 liv. En effet on n'en a pas enlevé pour un sol; & quoique la Dame Marquise d'Argence en ait acheté & en ait fait mettre dans ce Château pour une somme considérable, il n'y en a pas actuellement pour 8000 l.

A l'égard de la terre de Changi donnée au Chevalier d'Argence, il est vrai qu'elle n'a été acquise que 22000 liv. mais par décret & après une longue saisie-réelle; en sorte qu'il est évident qu'elle valoit beaucoup plus. On fait d'ailleurs que dans ces adjudications forcées, il n'y a aucune remise sur les droits seigneuriaux, qui sur 22000 liv. montoient à 5500 liv. on fait encore qu'il faut payer les frais ordinaires du décret; en sorte que la terre revenoit alors à près de 30000 l.

Mais sa valeur n'est point équivoque; elle comprend, comme on a dit, trois cens cinquante arpens de bois, dont la coupe qui se devoit faire en 1730 fut vendue en 1718 20000 liv. Celui qui achete ainsi par anticipation doit avoir à bien meilleur marché. On voit donc qu'à vendre par feuilles on en tireroit aisément 1500 l. par an, ce qui joint aux autres revenus que le Chevalier d'Argence ne fait monter qu'à 400 liv. mais qui sans doute monteroient plus haut si les baux étoient rapportés, doit faire un produit de 2000 liv. de rente, & par conséquent il ne peut y avoir de difficulté à l'estimer 60000 l.

Cela est si vrai que si le sieur Chevalier d'Argence vouloit changer les bois de sa terre de Changi pour ceux de la terre de Saint-Pere-du-Mont, qui vont aussi à près de trois cens cinquante arpens, la Dame Marquise d'Argence seroit prête à en conclure le marché; il est aisé de juger par-là que la terre de Changi est un objet très-important, & que le tableau que l'on vient de donner de la succession est très-fidèle.

L'aîné n'a donc pas eu 25000 liv. charges faites, pendant que le cadet a eu 56 à 57000 l. sans aucunes charges.

Que deviennent après cela ces plaintes indécentes de dol & de surprise; que devient le prétendu moyen de lésion? N'est-il pas évident que l'aîné a parlé le langage de la vérité, lorsque dans l'acte de 1718, il a déclaré qu'il renonçoit à répéter ce qu'il avoit bien voulu sacrifier par amitié pour son frere?

En effet, quelque qualité qu'eût pris l'aîné, soit d'héritier, soit de donataire, il lui devoit revenir beaucoup plus qu'il n'a reçu.

Comme héritier, il auroit au moins partagé également avec

son frere ; ainsi sur 84000 liv. de biens , il auroit eu au moins 42000 liv. qui n'auroient été chargées que de 1600 liv. de dettes ; ainsi il lui feroit resté plus de 40000 l. il n'en a pas reçu 25 : le préjudice qu'il souffre est évident , sans parler de l'avantage qu'il auroit eu comme aîné , ce qui lui auroit procuré par préciput le château de Changi & quelques dépendances.

Comme donataire , il auroit pris tout ce qui lui est délaissé par l'acte de 1718 , comme compris dans la donation portée par son contrat de mariage , à l'exception des 10000 l. pour la moitié des bois de Changi ; mais cette augmentation peut-elle être regardée comme un avantage , quand il est chargé de 3200 liv. de dettes , & d'une pension ou rente non-rachetable qu'on ne peut estimer moins de 6000 liv. Il ne gagne donc rien par cet acte , mais il perd beaucoup , puisqu'il renonce à exercer les actions qui lui appartenoient : 1<sup>o</sup>. Pour ce qui se trouvoit de dégradé dans les biens substitués. 2<sup>o</sup>. Pour ce que son pere avoit reçu au préjudice de la donation , & entr'autres des 900 liv. pour l'autre moitié de la maison de Paris , & des 7000 liv. pour l'autre moitié de la coupe des bois de Saint-Pere-du-Mont ; pour toutes ces actions il n'a rien reçu.

Il est donc encore évident que dans cette qualité de donataire il a fait des remises considérables à son frere , & que dans tous les sens se verifie la clause de la transaction par laquelle il a renoncé à répéter ce qu'il cédoit à son frere.

D'autant plus que les avantages du Chevalier d'Argence dans l'acte de 1718 , sont si grands , que quand on rabattroit quelque chose sur le prix de la terre de Changi , quoiqu'on soit sûr de ne l'avoir porté qu'à sa juste valeur , il se trouveroit encore avoir reçu beaucoup plus qu'il ne lui devoit revenir.

Il y a de l'indignité dans ces circonstances à venir déclamer contre la mémoire d'un frere qui en a usé si généreusement ; il n'y a que lui seul qui ait été lésé ; il a bien voulu l'être ; sa veuve & ses enfans qui respectent ses volontés ne s'en sont jamais plaints ; mais que son frere vienne insulter à sa mémoire par les traits les plus odieux , après lui avoir tant d'obligations , c'est un procédé contre lequel on ne peut trop s'élever.

Il ne faut pas qu'il croie pouvoit toucher par la comparaison de son état & de sa fortune avec celle de son frere. S'il y a quelque différence , elle ne vient pas des avantages que le sieur Marquis d'Argence s'est procurés dans l'acte de 1718 , mais du bénéfice de la substitution qui lui a transmis la terre de Saint-Pere-du-Mont ;



du-Mont , fans que son frere y pût rien prétendre. Quand cette Terre vaudroit 20000 livres de rente, ce seroit un bien que le Chevalier d'Argence ne pourroit reprocher à sa belle-sœur ni à ses enfans.

Mais il s'en faut bien qu'elle soit d'un aussi grand produit que le sieur Chevalier d'Argence veut le faire entendre. Il paroît , par un traité fait en 1709 entre le pere & le fils , qu'elle ne valoit que 4000 liv. de revenu , puisque le pere qui s'étoit réservé l'usufruit de la moitié, l'a cédé à son fils pour 2000 livres de rente, & l'a même réduit depuis à 1400 livres après la mort de sa femme.

En 1722, le sieur Maniquet qui avoit acquis la terre de Saint-Pere-du-Mont du feu Marquis d'Argence, ne l'affirma que 4500 livres, sur quoi il demeurait chargé de toutes les réparations. On ne sait comment il est échappé au Marquis d'Argence de dire que c'étoit son frere qui en avoit pris le bail sous le nom de Claude le Doux; sa mémoire est bien infidelle, si elle ne lui permet pas de se souvenir que son frere étoit mort dès 1721.

Il ne se trompe pas moins quand il dit que la dernière coupe des bois de Saint-Pere-du-Mont a été vendue au sieur Girardot pour les deux tiers de la terre de Vilaine; car c'est pour le quart, & non pour les deux tiers, que la vente a été faite. L'erreur est un peu forte, mais le Chevalier d'Argence y est fort accoutumé; cela ne lui coûte rien.

Il est évident par-là que toutes les idées qu'il a voulu donner de la richesse de sa belle-sœur & de ses enfans sont excessivement enflées. Il ne pouvoit partager une Terre substituée à l'aîné de sa maison; son frere qui devoit nécessairement conserver cet avantage, l'a dédommagé autant qu'il a pu par l'acte de 1718: il n'y a donc aucun fondement dans les plaintes qu'il a osé former.

C'est aussi injustement qu'il reproche à la Dame Marquise d'Argence de ne l'avoir pas payé exactement de sa pension de 200 livres; jamais elle ne lui en a dû un sol avant le procès. Il est vrai que depuis 1726 qu'il a pris des Lettres de rescision, il n'a plus voulu recevoir, de peur que cela ne passât pour une approbation de l'acte de 1718; voilà ce qui a fait qu'il lui étoit dû 600 liv. en 1729, que la Dame Marquise d'Argence lui a payées depuis quinze jours, aussi-tôt qu'elle a fait juger qu'il les recevoit comme arrérages de la pension.

On croit donc qu'après avoir rétabli la vérité sur toutes les circonstances, il ne sera pas difficile de se déterminer

dans une Cause aussi simple & aussi favorable que celle dont il s'agit.

Une transaction passée entre deux freres majeurs, qui pouvoient se livrer aux plus vives contestations, si l'aîné avoit voulu exercer ses droits à la rigueur, se trouve attaquée par le cadet huit ans après, nonobstant toutes les ratifications qu'il en a faites. Le moyen de dol est une injure gratuite qui n'a pas le moindre fondement; celui de lésion ne peut être admis; & au fond celui qui se plaint d'avoir été lésé, est le seul qui ait reçu des avantages dont il devoit conserver une éternelle reconnoissance. Toutes les raisons de justice, de faveur, d'équité se réunissent pour le faire déclarer non-recevable.

---

## XLI. CAUSE A LA GRAND'CHAMBRE.

POUR Messire Pierre Bouchard Desparbés de Luffan, Chevalier, Comte d'Aubeterre, Lieutenant Général des Armées du Roi, Chevalier de ses Ordres, Gouverneur de Coullioure, Défendeur & Demandeur.

CONTRE Dame Marie-Anne d'Epinay de Saint-Luc, épouse non commune en biens de Messire François, Marquis de Rochechouart, Demanderesse & Défenderesse.

### Q U E S T I O N.

*Si une ancienne substitution est accomplie des formes nécessaires pour annuler le testament d'une personne qui y étoit grevée.*

APRÈS avoir long-tems résisté aux dernières volontés de la Marquise d'Hautefort sa tante, la Dame Marquise de Rochechouart avoit enfin reconnu la nécessité de se soumettre à des dispositions autorisées par la loi, & avoit consenti l'exécution pure & simple de son testament.

Elle renouvelle aujourd'hui le combat à la faveur d'un testament de Louis de Pompadour, qu'elle suppose avoir recouvré



depuis peu ; elle réclame , à titre de substitution , presque tous les biens de la Marquise d'Hautefort , qu'elle avoit abandonnés en qualité d'héritière.

Mais cette foible ressource va bientôt lui être enlevée. Soit qu'on consulte ce prétendu testament dans sa forme , soit qu'on pénètre dans ses dispositions , tout s'élève également contre l'usage que l'on entreprend d'en faire ; acte , pour ainsi dire , ébauché , & qui n'a jamais pu acquérir ce caractère de loi domestique que l'on voudroit lui attribuer ; acte dont les dispositions ne pourroient jamais s'étendre jusqu'à la Dame Marquise de Rochechouart , s'il étoit permis de les prendre pour regles. Le titre même qu'elle invoque suffit pour prononcer sa condamnation.

Louis de Pompadour avoit plusieurs enfans de son mariage avec Peironne de la Guiche , lorsqu'en 1587 il pensa à faire son testament. Il manda à cet effet un Notaire & sept témoins ; & , en leur présence , il fit rédiger un acte par lequel il regla la part que chacun de ses enfans devoit avoir dans ses biens , & chargea son fils aîné de substitution en cas qu'il n'eût aucuns enfans mâles ou femelles. Mais soit qu'il ne fût pas encore pleinement déterminé , ou par quelque autre raison qu'il est inutile de vouloir pénétrer , un des témoins ne signa point le prétendu testament , qui demeura ainsi dans les termes d'un simple projet. **FAIT,**

Aussi ne voit-on point que les enfans de Louis de Pompadour ni leurs descendans aient jamais regardé ces acte comme une loi à laquelle ils fussent assujettis.

Philibert de Pompadour , qui étoit l'aîné , a laissé entr'autres deux enfans ; savoir , Jean de Pompadour qui n'a eu que deux filles , & Marie de Pompadour , mere du Comte d'Aubeterre.

Jean de Pompadour , qui avoit marié l'aînée de ses filles au Marquis de Saint-Luc , institua la cadette son héritière universelle ; elle fut mariée dans la suite au Marquis d'Hautefort.

La préférence donnée à la cadette donna de la jalousie à son aînée ; elle souffrit impatiemment une institution si contraire à ses intérêts ; elle ne négligea rien pour la détruire ; mais elle fut obligée de céder par une transaction du 17 Février 1703 , & de laisser la Marquise d'Hautefort en possession de tous les biens dont leur pere commun avoit disposé à son profit.

Si le testament de Louis de Pompadour avoit été un titre pour

réclamer ces mêmes biens comme substitués, le remède étoit facile contre les avantages que Jean de Pompadour avoit faits à la Marquise d'Hautefort ; mais plus ce titre étoit connu, & plus on sentoît qu'il ne pouvoit être d'aucun secours ; il fallut donc reconnoître la disposition du pere, qui n'étoit gêné par aucune substitution.

La Marquise d'Hautefort a joui paisiblement de tous les biens de son pere, en vertu de l'institution portée dans son testament ; & n'a pas douté un moment qu'elle n'eût à son tour le droit d'en disposer avec la même liberté.

C'est dans cet esprit qu'elle a fait son testament le 25 Décembre 1725, par lequel elle a fait la Demoiselle de Choiseul sa légataire universelle, en lui substituant, en cas qu'elle vînt à mourir sans enfans ; savoir, pour la terre de Pompadour, feu M. le Prince de Conti, & pour la terre de Treignac, le Comte d'Aubeterre son cousin germain.

Le même testament contient d'autres legs particuliers, tant au profit du Comte d'Aubeterre que d'autres personnes.

Aussi-tôt que la Dame Marquise de Rochechouart, fille de la Marquise de Saint-Luc & niece de la Marquise d'Hautefort, fut informée de ces dispositions, elle ne balança pas à s'élever contre un testament qui lui étoit si funeste ; la qualité de la légataire universelle lui parut propre à faire écouter ses plaintes favorablement. Une fille dont l'état avoit été si long-tems une énigme pour toute la France, & qui étoit à peine sortie de l'obscurité dans laquelle elle avoit passé tant d'années de sa vie, lui parut un Adversaire peu à craindre, quand elle lui opposeroit les droits du sang qui réclamoient en sa faveur.

Elle entreprit donc de défendre à la demande en délivrance de legs formée par la Demoiselle de Choiseul. Pour y réussir, elle consulta avec beaucoup d'attention tous les titres inventoriés après la mort de la Marquise d'Hautefort : le testament de Louis de Pompadour en faisoit partie ; mais enfin tous ces éclaircissements ne lui ayant fourni aucun moyen solide, elle fut obligée de transiger avec la Demoiselle de Choiseul, & d'acquiescer au testament, en se contentant de l'hôtel de Pompadour qui lui fut délaissé pour la démolir de toutes ses prétentions.

Par-là, l'exécution des volontés de la Marquise d'Hautefort paroissoit affermie pour jamais ; cependant la Dame Marquise de Rochechouart, qui avoit obtenu dans le premier procès un hôtel d'un prix considérable pour sacrifier des prétentions qu'elle



ne pouvoit soutenir, crut se ménager de nouveaux avantages en renouvelant la contestation sur d'autres prétextes.

Le 23 Août 1729 elle présenta une Requête au Lieutenant Général d'Uzerche, dans laquelle, après avoir exposé qu'elle venoit de recouvrer, par une espece de miracle, le testament de Louis de Pompadour, elle soutient que ce testament contient une substitution graduelle & perpétuelle au profit des descendans de Philibert de Pompadour, fils aîné du testateur; qu'elle ne remplit que le troisieme degré de cette substitution. Sur ce fondement elle demanda permission de faire assigner le Marquis de la Valliere, seul héritier de la Demoiselle de Choiseul, Messieurs les Princes de Conti & le Comte d'Aubeterre ses héritiers substitués, pour voir déclarer la substitution portée au testament de Louis de Pompadour, du 16 Septembre 1587, ouverte à son profit, & en conséquence être condamnés à lui remettre les biens compris dans la substitution, avec restitution de fruits.

C'est sur cette demande qu'il s'agit de prononcer. Le Marquis de la Valliere y a défendu avec autant de solidité que de force & de précision.

Madame la Princesse de Conti, comme tutrice des Princes ses enfans, a adhéré aux moyens proposés par le Marquis de la Valliere; il est vrai qu'elle a témoigné à la Marquise de Rochechouart qu'elle ne feroit point fâchée que la loi lui procurât sur elle-même un avantage qu'elle n'envieroit jamais à l'héritier légitime; mais elle a su concilier les devoirs que sa qualité de tutrice lui impose, avec les sentimens généreux que la nature a gravés dans son cœur, en se reposant sur les lumieres des Magistrats, devant qui la Cause est portée, du sort des dispositions qui concernent les Princes ses enfans.

Le Comte d'Aubeterre n'a pas cru s'écarter des grands exemples que lui donnoit Madame la Princesse de Conti, en défendant par lui-même à la demande de la Dame Marquise de Rochechouart; ils se trouve dans une classe si favorable que la disposition qui le concerne peut être distinguée de toutes les autres. Il étoit cousin germain de la Marquise d'Hautefort, comme fils de Marie de Pompadour; cette circonstance pouvoit naturellement exciter les libéralités de la Marquise d'Hautefort, & même lui mériter quelque sorte de préférence sur la Dame Marquise de Rochechouart.

Il a pour lui & la faveur du sang & l'autorité du titre; sa défense se présente donc avec des caractères que la Justice ne peut méconnoître.

MOYENS.

Pour enlever aux héritiers & légataires institués par la Marquise d'Hautefort les biens dont elle a disposé en leur faveur, la Dame Marquise de Rochechouart prétend que ces biens lui étoient substitués par le testament de Louis de Pompadour son trisaïeul ; & qu'ainsi non-seulement la Marquise d'Hautefort n'a pas pu en disposer, mais qu'ils ne lui ont jamais appartenu à elle-même.

Voici donc quel est son système : Louis de Pompadour, dit-elle, voulant perpétuer l'éclat de sa Maison, en lui conservant les grandes Terres qu'elle possédoit depuis long-tems, forma le plan de la substitution la plus étendue qu'il fût possible d'établir. Il avoit deux enfans mâles & deux filles ; sa femme étoit encore enceinte, ce qui lui donnoit de nouvelles espérances de voir multiplier sa postérité, & de plus grands desirs d'en soutenir le lustre & la splendeur.

Plein de ces grandes idées, il commence par fixer la part de son fils puîné, en lui donnant une Terre, avec charge de substitution envers son aîné, en cas qu'il mourût sans enfans ; il donne ensuite des sommes modiques à ses deux filles, & règle aussi le sort des posthumes qu'il pouvoit espérer ; enfin il institue Philibert de Pompadour son fils aîné son héritier universel.

Après avoir pourvu à ce qui regarde ses propres enfans, il porte ensuite ses vues sur sa postérité. En cas que son fils aîné meure sans enfans mâles ou femelles, il lui substitue Jean de Pompadour son second fils ; au défaut de Jean de Pompadour il appelle les posthumes mâles qu'il pourroit avoir, suivant l'ordre de leur naissance ; au défaut de mâles il appelle ses filles, suivant le même ordre ; & veut que celle de ses filles qui recueillera la substitution, demeure chargée de rendre ses biens à l'aîné mâle qu'elle pourra avoir, sinon à l'aînée des filles, à la charge que celui qu'elle épousera portera le nom & armes de Pompadour ; & enfin si ses filles mouroient sans enfans, il appelle son plus prochain héritier, à la charge de porter les mêmes noms & armes.

Dans ces dispositions, la Dame Marquise de Rochechouart convient qu'il n'y a point de vocation précise des enfans de Philibert de Pompadour, mais elle prétend qu'elle doit être supplée & sous-entendue ; & sur ce fondement elle soutient que Philibert de Pompadour étant l'institué, Jean de Pompadour son fils a été le premier substitué ; que Jean de Pompadour ayant laissé deux filles, la Marquise de Saint-Luc & la Marquise



d'Hautefort , la Marquise de Saint-Luc , comme l'aînée , a dû remplir le second degré de la substitution , & qu'elle-même ne remplit que le troisième degré , demeurant encore chargée de la même substitution , suivant la Jurisprudence du Parlement de Bordeaux , qui étend les substitutions jusqu'à quatre degrés.

Tel est en substance le système de la Dame Marquise de Rochechouart ; elle suppose que le testament de Louis de Pompadour est un titre authentique ; elle place dans ce titre des dispositions que personne n'avoit apperçues avant elle. Dissipons ces illusions , en faisant voir que le testament est un titre imparfait , qui ne peut jamais former une loi domestique dans la famille , & que quelques égards que l'on pût avoir pour cet acte , on ne pourroit jamais le réputer propre à favoriser la prétention de la Dame Marquise de Rochechouart ; pour tout dire en deux mots , établissons que la forme du titre & ses dispositions doivent également concourir à la faire débouter de sa demande.

Il est certain que Louis de Pompadour a prétendu faire un testament ; il l'annonce au commencement de l'acte dont il s'agit. *Fut présent Messire Louis de Pompadour , Chevalier de l'Ordre du Roi . . . . le quel considérant qu'il n'y a chose plus certaine que la mort , & plus incertaine que l'heure d'icelle , & voulant disposer des biens qu'il a plu à Dieu lui donner en ce monde , afin d'éviter questions & débats entre ses enfans , héritiers & parens , a fait son testament & dernière disposition comme s'ensuit.*

Pour remplir cette vue , Louis de Pompadour manda un Notaire & sept témoins , qui est le nombre requis par la disposition des Loix Romaines suivies en pays de Droit écrit. Ces témoins nommés dans le testament étoient Jean de Roussel, Abbé de Vigeois ; Bertrand Guini, Juge de Pompadour ; Pierre Segui, Sommelier ; Abel Tymouchal, Georges Bonnet, Pierre de Laubeschal, & Pierre Grenie ; mais de ces sept témoins il n'y en a que six qui aient signé , suivant l'expédition aujourd'hui rapportée.

On ne peut douter après cela que le testament ne soit nul , ou plutôt qu'il n'y ait point de testament , l'acte étant demeuré imparfait par le défaut de signature d'une des Parties essentielles qui ont dû concourir à la formation de l'acte.

La disposition des loix est sévère sur ce point. *Si unus de septem testibus defuerit , vel coram testatore omnes eodem loco testes suo , vel alieno annulo non signaverint , jure deficit testamentum. L. 12 , cod. de testamentis.*

Nullité du testament où un des sept témoins ne signe pas.

On fait jusqu'à quelle rigueur les Loix Romaines pouffoient la sévérité sur la signature des témoins & l'apposition de sceau ; il falloit qu'avant d'entendre la lecture du testament, ils fussent avertis qu'ils étoient choisis pour être témoins dans le testament ; il falloit que le testateur & les témoins signassent tous, sans se divertir à aucun autre acte & sans interruption, que chacun apposât son sceau, enforte que la signature sans le sceau & le sceau sans la signature étoient inutiles. *Si quis ex testibus nomen suum adscripserit non autem signaverit, pro eo est atque si adhibitus non esset. L. 22, ff. qui testamenta facere possunt.*

Mais si on étoit si scrupuleux sur de simples formes que l'on pouvoit regarder comme inutiles, il est évident qu'on n'a jamais pu passer sur le défaut de signature d'un des témoins nommés dans le corps du testament ; ce vice essentiel ne permet donc pas de proposer le testament de Louis de Pompadour comme un titre sérieux & authentique.

La Dame Marquise de Rochechouart a prétendu écarter ce moyen par trois réponses. La première a été de dire que le Notaire pouvoit tenir lieu du septième témoin ; elle prétend que cela est décidé par la loi 27 au ff. *qui test. facere possunt*, & par l'Arrêt 76 de Montholon. Mais il est évident que cette réponse ne pourra jamais toucher aucune personne instruite des regles ; la loi exige qu'il y ait sept témoins pour la perfection du testament, qu'ils soient expressément mandés à cet effet, ou du moins qu'ils soient priés d'assister au testament comme témoins ; en un mot, elle ne reconnoît pour témoins que ceux qui sont nommés en cette qualité dans le testament même ; toute autre personne qui est présente au testament, mais qui n'y est pas présente comme témoin, signeroit en vain le testament, jamais sa signature ne pourra être jointe à celle des témoins pour faire le nombre que la loi exige ; c'est la disposition précise de la loi 21 au ff. *qui testamenta facere possunt. In testamentis in quibus testes rogati adesse debent, ut testamentum fiat, alterius rei causâ fortè rogatos ad testamentum non esse idoneos placet ; quod sic accipiendum est ut licet ad aliam rem sint rogati, si tamen ante testimonium certiorerentur ad testamentum se adhibitos, posse eos testimonium suum rectè prohibere.*

Si le Notaire peut être le septième témoin, ce n'est pas quand le testament est

Cette loi a une application juste à notre question. Louis de Pompadour avoit mandé le Notaire pour rédiger le testament, & non pour y servir de témoin ; cela est si vrai qu'il avoit mandé sept autres personnes pour être témoins, & qu'il les a fait nommer



nommer dans l'acte en cette qualité ; c'est ce que l'on trouve écrit dans le testament même : *requerant audit Notaire soussigné lui en vouloir concéder instrument de testament pardevant les témoins sous-nommés*. La fonction du Notaire est donc bien distinguée dans l'acte même de celle des témoins ; le Notaire n'est appelé que pour rédiger ce qui va se faire par le testateur en présence des témoins. Il n'est donc pas témoin lui-même ; il faudroit qu'il eût été mandé pour être témoin : *testes rogati adesse debent* ; il faudroit du moins que, venant pour autre chose, on l'eût averti avant que de rédiger l'acte, qu'il y serviroit de témoin ; *certiorantur se ad testamentum esse adhibitos*. Mais ici, au contraire, on lui déclare qu'il y a sept témoins, dont il ne doit pas faire partie ; on les lui nomme tous par nom & surnom, & il les emploie tous sept comme témoins. On ne peut donc pas dire qu'il ait servi de témoin, puisque ce n'étoit point l'intention du testateur, ni la sienne propre ; on ne peut pas faire remplir à un homme une autre fonction que celle que l'on a voulu qu'il remplît, & qu'il a cru remplir lui-même. Or le Notaire Combret n'a point paru, lors du testament, comme un des sept témoins : donc il ne peut jamais servir de septieme témoin. Si on n'avoit nommé que six témoins, & que le testament eût été fait en leur présence & en celle du Notaire, on pourroit dire, en ce cas, que le testateur, le Notaire & les témoins ont entendu que le Notaire fût le septieme témoin, & c'est le cas où l'on pourroit dire que le Notaire peut remplir cette fonction ; mais lorsque par l'acte même le Notaire est exclus d'être témoin, puisqu'on en nomme sept autres à qui on donne cette qualité, il est impossible que sa signature supplée à celle d'un des témoins qui n'a point signé.

Par-là tombe l'objection tirée de la Loi & de l'Arrêt opposé par la Dame Marquise de Rochechouart. Ce que le Jurisconsulte décide dans cette Loi, est que celui qui a écrit le testament peut être un des sept témoins ; & jamais on n'a douté que le Notaire ne pût être un des témoins s'il étoit donné pour tel par le testament même ; mais lorsqu'au lieu de l'indiquer comme devant servir de témoin, on en nomme sept autres à qui seuls on donne cette qualité, il est évident qu'il ne peut être regardé comme un des témoins contre l'intention même du testateur. La question n'est pas de savoir si le Notaire peut être un des témoins, mais de savoir, dans le fait, si on a prétendu qu'il en fût un : la Loi citée est donc ici absolument étrangère. Il en est de

indique d'autres & ne l'y comprend pas.

même de l'Arrêt de Montholon ; il n'y avoit que six témoins mandés avec le Notaire ; l'intention du testateur avoit été qu'il servît de septieme témoin. D'ailleurs on prétendoit , lors de cet Arrêt, qu'à Avignon il ne falloit pas sept témoins pour la validité du testament ; ici, on nomme sept témoins , & il n'y en a que six qui aient signé : l'acte ne peut donc subsister.

La seconde réponse de la Dame Marquise de Rochechouart est de dire , que si le nombre des témoins nécessaire pour la validité du testament ne se trouve pas , il y en a assez pour un codicille , & que le testament contenant une clause codicillaire , il devroit au moins valoir comme codicille ; mais elle ne fait pas attention à la qualité du moyen qu'on lui oppose ; on ne lui dit pas que l'on a manqué à remplir les formalités prescrites par les testamens , mais que l'acte qui a été dressé est demeuré imparfait & dans les termes d'un simple projet , & qu'ainsi ce n'est pas un acte subsistant qui puisse valoir , à quelque titre que ce puisse être. Si le testateur n'avoit mandé & fait nommer que six témoins , & que tous eussent signé , l'acte seroit parfait en lui-même , tel qu'il auroit plu au testateur de le faire rédiger , & alors il auroit pu le faire valoir comme codicille , s'il ne valoit pas comme testament ; mais quand il demande sept témoins , quand il les nomme tous , quand il les regarde comme devant tenir un rang dans la solennité de l'acte , & que tous ne signent pas , c'est un acte qui n'a point eu la perfection que le testateur a voulu lui donner , c'est un acte commencé & non fini , & par conséquent c'est un acte dont on ne peut jamais faire usage.

Testament ,  
quoiqu'avec  
clause codi-  
cillaire , ne  
peut valoir  
comme codi-  
cille, s'il n'est  
parfait dans  
la forme où le  
testateur a  
voulu dispo-  
ser.

Quand le testateur a déclaré qu'il vaudroit comme codicille , s'il ne valoit pas comme testament , c'étoit en supposant que l'on alloit remplir tout ce qu'il avoit préparé & disposé ; mais si on n'a pas été jusqu'à la fin de l'acte , il n'y a plus de volonté , même pour faire valoir l'acte comme codicille. En effet , par où peut-on savoir que le testateur a voulu que l'acte subsiste comme codicille , si ce n'est par l'acte même ? Mais si l'acte n'est pas parfait , il ne prouve plus la volonté , & par conséquent la clause codicillaire tombe aussi bien que le reste , parce qu'il faut qu'elle se trouve dans un acte parfait , & que celui-ci ne l'est pas.

Supposons en effet que pendant la signature des témoins le testateur se soit repenti de ses dispositions & ait changé de volonté ; qu'en conséquence il ait interrompu les signatures , & ait empêché le septieme témoin de signer. Dira-t-on que cet acte puisse valoir , soit comme codicille , soit comme testament ? On ne croit pas que personne puisse le penser ; cependant c'est ce



que l'on doit présumer en voyant qu'un des témoins n'a pas signé; le testateur n'a pas voulu que l'acte fût parfait; il n'a donc pas voulu que ni la clause codicillaire, ni aucune des dispositions qu'il renferme fût exécutée. Comment seroit-il donc permis d'en demander aujourd'hui l'exécution?

La troisième & dernière réponse de la Dame de Rochechouart, est de dire que c'est ici un testament *inter liberos*, & que ces sortes de testamens se soutiennent même lorsqu'ils sont défectueux dans la forme.

Mais la même solution se présente toujours; car quoiqu'on demande moins de solennité dans un testament entre enfans, il faut toujours que l'acte en lui-même soit parfait, tel qu'on a prétendu le faire; c'est ce qui fait dire à la Peyrere, lett. T, n. 47, que *si la disposition du testateur n'est pas achevée, ce n'est pas imperfection de solennité, mais de volonté, & que tel testament ne vaut point entre enfans.*

Or, si le testateur ayant mandé sept témoins, les ayant invités à signer son testament, l'a empêché depuis, en sorte que quelques-uns n'aient pas signé, il est certain que la disposition n'est pas achevée; que la volonté n'a pas été persévérante, & que par conséquent l'acte ne peut se soutenir, ou plutôt, qu'à proprement parler, il n'y a point d'acte ni de testament.

Ainsi la Dame de Rochechouart n'échappera jamais au moyen tiré de l'imperfection de l'acte qu'elle nous oppose; c'est un titre simplement ébauché, un acte commencé & qui n'est pas fini: il ne peut donc jamais être proposé en Justice.

Mais pénétrons dans ses dispositions, & l'on verra qu'il n'y en a aucune dont la Dame de Rochechouart puisse profiter.

Après avoir fait la part de chacun de ses enfans puînés, Louis de Pompadour institue Léonard-Philibert de Pompadour, son fils aîné, son héritier universel; & il ajoute: *en tout événement que ledit Philibert de Pompadour son dit héritier universel décéderoit sans enfans MASLES OU FEMELLES de lui descendans par loyal mariage, AUDIT CAS, lui a substitué & substituée, en tout & pour le tout, ledit Jean de Pompadour son second fils; & à défaut dudit Jean, en cas qu'il décède sans enfans MASLES OU FEMELLES, substitue le premier mâle posthume.*

Il appelle de même ensuite ses filles, & veut que si la substitution advient auxdites Demoiselles de Pompadour, le premier enfant mâle d'elles sera substitué & portera le nom & armes de Pompadour; & si c'est femelle d'elles, sera tenue porter le nom & armes de Pompadour.

*Et en tout événement qu'elles décéderoient toutes sans enfans MASLES OU FEMELLES, veut que le premier & plus prochain de son sang soit substitué, en ce qu'il ait à porter le nom & armes de Pompadour.*

De ces dispositions, il résulte, 1°. que le testateur n'a point chargé ses enfans mâles de substitution envers leurs propres enfans ; mais seulement envers leurs freres en cas qu'ils n'eussent point d'enfans. 2°. Qu'il n'a chargé ses filles de substitution envers leurs enfans qu'au premier degré seulement, sans que les enfans des filles soient eux-mêmes grevés ; en sorte que si on pouvoit appliquer aux enfans mâles ce qui est dit des filles, la substitution seroit toujours bornée aux petits-enfans du testateur, & n'auroit point passé à toute la descendance.

On dit d'abord que les enfans mâles ne sont point chargés de substitution envers leurs enfans ; ce seroit à la Dame Marquise de Rochechouart à nous faire lire, dans ce testament, la vocation des enfans des enfans mâles, & en particulier des enfans de Philibert, mais c'est ce qui est impossible. *En tout événement que ledit Léonard-Philibert de Pompadour décéderoit sans enfans mâles ou femelles, audit cas lui a substitué & substituée ledit Jean de Pompadour.* Voilà toute la disposition qui concerne Philibert de Pompadour ; il est chargé de substitution envers son frere en cas qu'il meure sans enfans ; la substitution est bornée à ce seul cas ; mais ce cas n'est point arrivé ; Philibert a eu des enfans : la substitution est donc demeurée caduque.

C'est une substitution conditionnelle ; quand la condition n'arrive point, la disposition cesse, & par conséquent la substitution s'évanouit ; en cas qu'il n'ait point d'enfans, Philibert est grevé. Le seroit-il encore en cas qu'il ait des enfans ? Il faudroit donc que la substitution eût lieu, soit que la condition arrivât, soit qu'elle n'arrivât pas, il faudroit qu'elle eût lieu en tout événement, ce qui est manifestement contraire à la clause du testament.

Il faut donc reconnoître que les enfans mâles ne sont point chargés de substitution envers leurs propres enfans ; cette espece est fort ordinaire dans les testamens, & toutes les fois qu'elle s'est présentée, les Docteurs ont toujours décidé que les enfans qui sont dans la condition, ne sont point dans la disposition ; c'est-à-dire que, loin d'être appelés pour recueillir la substitution, ils la font cesser par leur existence. On ne s'étendra pas en citations, la Dame Marquise de Rochechouart est

Quand les enfans, dans la condition, ne sont pas dans la disposition, leur survie fait tomber la substitution.



convenue elle-même du principe qui se trouve établi par M<sup>e</sup> Jean-Marie Ricard , des Substitutions , chap. 8 , sect. premiere , où il a pris soin de rassembler tous les Auteurs qui ont appuyé la même doctrine.

Mais en même tems que la Dame Marquise de Rochechouart convient de la regle générale , elle prétend qu'il y a aussi des exceptions qui décident en sa faveur. Il faut , dit-elle , consulter la volonté du testateur ; & lorsqu'en réunissant toutes les dispositions de son testament , il paroît que le testateur a voulu faire une substitution graduelle & perpétuelle , alors la condition se convertit en disposition ; c'est une question de fait & de volonté qui doit se décider par un amas de conjectures & de circonstances. Or , si on pénètre bien dans l'esprit de Louis de Pompadour , on verra qu'il étoit animé de l'unique objet de conserver l'éclat de sa Maison par une substitution sans bornes. On ne peut donc pas douter qu'il n'ait eu intention d'appeler les enfans de son fils & leurs descendans.

C'est donc dans les exceptions que l'on peut proposer contre la regle générale que la Dame Marquise de Rochechouart se renferme ; mais il faut avouer d'abord que , quoique la regle que l'on a établie soit susceptible de quelques exceptions , cependant on ne peut être trop réservé pour les admettre ; ce seroit énerver la regle , & en quelque manière l'anéantir , que de la faire dépendre des conjectures arbitraires ; chacun sera maître de donner carrière à son imagination. On trouvera toujours assez de conjectures pour se flatter soi-même , ou pour favoriser ceux pour qui on inclinera , & il n'y aura plus de regle sûre sur laquelle il soit permis de compter.

Une liberté si funeste seroit infiniment dangereuse. Quelques Auteurs ont donné dans cet excès , comme Menochius qui a proposé près de quarante conjectures , dont on pouvoit induire la vocation des enfans mis dans la condition ; & Fusarius , qui en chérissant sur lui , en a proposé jusqu'à soixante-sept ; ce qui a fait dire à un Auteur célèbre , que , si on pouvoit admettre toutes ces conjectures , il ne se trouveroit point de testament auquel on n'en pût appliquer quelqu'une , ce qui rendroit la regle inutile : *tot conjecturas congerit ut nullus ferè casus contingere possit in quo non aliqua ex illis adsit , ideò ut illis admissis facile sit ut communis opinio subvertatur.* Grivel , decis. 125.

Aussi les plus célèbres Auteurs se sont fixés à certaines circonstances , qui seules peuvent faire admettre la vocation dans

Les exceptions aux regles générales se doivent admettre difficilement.

la condition, & il faut avouer que la premiere de toutes les conjectures, la plus décisive, & celle sans laquelle toutes les autres sont inutiles, est que la condition dont on veut induire une vocation soit limitée aux seuls enfans mâles, parce qu'en ce cas la condition emporte une préférence marquée des mâles sur les filles qui ne peut se concevoir sans une vocation.

Quand ce sont les enfans indistinctement qui sont dans la condition, ou qu'elle parle nommément des femelles, ils ne peuvent être censés dans la disposition.

Mais quand au contraire on substitue à l'héritier, en cas qu'il meure sans enfans en général, ou, ce qui est encore plus fort, quand on lui substitue, en cas qu'il meure sans enfans mâles ou femelles, il est impossible de convertir la condition en disposition.

C'est le sentiment de tous les Docteurs. Cujas, dont la Consultation 35 a été citée de part & d'autre, comme une des principales sources dans laquelle on devoit puiser les principes de la matiere, regarde l'expression des enfans mâles, dans la condition, comme la principale circonstance dont on puisse induire une vocation : *quod adjecerit liberis in conditione positis hanc qualitatem, liberis masculis, quæ affectionis cujusdem præcipuæ & enixæ erga masculos præclarum argumentum est.* Il joint, à la vérité, d'autres circonstances à cette conjecture; par exemple, le testateur avoit déshérité ses propres filles, pour instituer un des fils de son frere; ce qui marquoit une forte envie d'assurer ses biens à ceux qui portoient son nom, puisqu'il sacrifioit l'intérêt de ses propres enfans; mais il faut convenir que toutes les autres circonstances ne l'auroient point touché, comme celle des seuls enfans mâles mis dans la condition; c'est pourquoi il finit cette partie de sa Consultation, en disant : *Deficientibus superioribus conjecturis, negarem & pernegarem eos qui sunt in conditione esse in dispositione*; mais, au contraire, dès qu'il trouve que la condition est en faveur des seuls enfans mâles, il est déjà disposé à se rendre : *existentibus conjecturis, liberos mares qui sunt in conditione facile concederem esse in dispositione.* C'est donc à cette expression des seuls enfans mâles qu'il attache principalement la présomption de la volonté du testateur.

M<sup>e</sup> Charles Dumoulin, dans son Conseil 51, traite la même question par rapport au testament de Jean de Châlons, Prince d'Orange, qui ayant institué Louis de Châlons son héritier universel, avoit ajouté, & *ubi decederet sine liberis masculis, vel ejus masculi sine masculis, substituit eodem Ludovico & ejus masculis dictum Joannem tertium filium.*

Sur la question de savoir si cela formoit une substitution gra-



duelle & perpétuelle en faveur des descendans mâles du testateur, M<sup>e</sup> Charles Dumoulin décide en faveur de la substitution. Et quels sont ses moyens de décision ? *Præsertim quando substitutio fit masculis, & filiis masculorum, & masculis descendantibus, quia qualitas masculinitatis adjecta, præsumit habitum esse respectum ad ipsam continuationem masculinitatis in se, & non ad certas personas & gradus tantum, & tendit ad extentionem substitutionis quandiu sunt masculi, & tantò magis quò qualitas masculinitatis frequentius est repetita.*

Il fortifie cette conjecture, tirée de l'expression des mâles, d'une autre très-puissante, qui est que, *testator non remansit in terminis unius momentaneæ vel solius conditionis ut filii masculi decederent sine masculis, sed præter id quod usus est verbis liberorum progressus est ultra, casu quo masculi masculorum decederint sine liberis masculis.* Ainsi la réduplication de la condition ajoute infiniment à la qualité de mâles ; si l'institué meurt sans enfans mâles, & ses enfans mâles sans enfans mâles, en ce cas, je substitue, &c. Voilà l'espece dans laquelle la condition se convertit en disposition, parce qu'outre que les mâles seuls sont dans la condition, c'est qu'étant chargés eux-mêmes de rendre s'ils n'ont point d'enfans mâles, il est évident qu'ils sont appelés eux-mêmes à la substitution, puisqu'on ne charge de rendre que celui que l'on appelle pour recevoir ; ou, pour parler le langage des Docteurs, on ne peut grever que celui que l'on a honoré.

C'est à ces caracteres seulement que M<sup>e</sup> Charles Dumoulin reconnoît une disposition dans la condition, *præsertim quando substitutio fit masculis, & filiis masculorum, & filiis descendantibus.*

Ces principes sont singulièrement adoptés au Parlement de Bordeaux, suivant le témoignage de la Peyrere, lettre S, n. 53 & suivans.

53. *En fait de substitutions, les enfans qui sont dans la simple condition ne sont point dans la disposition, soit par testament, soit par contrat de mariage.*

54. *Quand la substitution est faite, sous le cas & condition du décès de l'héritier sans enfans ou de ses enfans sans enfans, cette réduplication induit vocation des enfaus de l'héritier grevé.*

55. *Si la substitution est faite, au cas du décès de l'héritier sans enfans mâles, la qualité de mâle induit vocation en faveur de l'enfant mâle de l'héritier.*

Ainsi la Peyrere, si instruit des maximes du Parlement de Bordeaux, ne reconnoît que deux exceptions à la regle générale qu'il établit, celle de la réduplication, & celle de la masculinité.

Nul n'est  
grevé s'il n'est  
honoré : ma-  
xime de sub-  
stitution.

Il cite, pour soutenir & le principe général & les exceptions, la question 39 de Guy-Pape, où la matière est traitée dans toute son étendue. La note de Ranchin, sur cette question, est remarquable : *hic concluditur super eâ questione quæ habet quod pater filium suum instituens, & ei substituens si decedat sine liberis, liberos non esse positos in dispositione sed solum in conditione, & hæc est recepta & approbata conclusio .... hæc igitur opinio est sequenda, quæ tamen limitatur & non habet locum ubi constare posset de contrario ex quadam verisimilitudine, vel quia testator de filiis suis masculis mentionem faceret dicendo : si filius meus hæres moriatur sine liberis masculis, eo enim casu filii masculi censentur tacite vocati. Il ajoute ensuite : item limitatur ea regula ubi testator ita dixisset, si filius moriatur sine liberis, aut liberi sine liberis.*

Ainsi voilà encore la masculinité & la reduplication rapportée comme les exceptions de la règle générale, qui, sans cela, subsiste dans toute sa force pour exclure les enfans qui sont dans la condition : *certissimum est liberos in conditione positos non esse in dispositione, nec esse vocatos, & ea est omnium interpretum maxime celeberrimorum sententia* : ce sont les termes de Ferrerius sur la même question 39 de Guy-Pape.

Suivant ces principes, il est aisé de juger si, dans l'affaire présente, on peut regarder les enfans de Philibert de Pompadour comme appelés.

Premièrement, la règle générale est que les enfans qui sont dans la condition ne sont point dans la disposition ; ainsi le droit commun & les règles ordinaires sont contre la demande de la Dame Marquise de Rochechouart.

Secondement, elle n'a point en sa faveur ces exceptions reconnues par les Auteurs les plus célèbres ; ce ne sont point les enfans mâles qui sont dans la condition, & il n'y a point de reduplication. Louis de Pompadour n'a point dit, & en tout événement, que ledit Leonard-Philibert de Pompadour mourût sans enfans mâles ; il n'a point dit non plus, en cas qu'il mourût sans enfans, ou ses enfans sans enfans. Ainsi, la Dame Marquise de Rochechouart n'est point dans le cas de l'exception.

Enfin, non-seulement la règle générale est contre elle, & elle ne peut appeler en sa faveur les exceptions, mais il y a même ici une circonstance décisive qui fortifie la règle, & écarte pour jamais toute idée d'exception, c'est que la condition rappelle expressément les enfans mâles ou femelles : *& en tout événement que ledit Léonard-Philibert de Pompadour décéderoit sans enfans mâles*



*ou femmes, audit cas a substitué son second fils Jean de Pompadour. Ainsi les filles de Philibert de Pompadour doivent empêcher l'effet de la substitution en faveur de Jean; ce qui suffit pour qu'il ne soit plus permis de parler de substitution en faveur des enfans de Philibert.*

En effet, si la condition se convertissoit ici en disposition, il faudroit donc dire que les filles de l'aîné seroient appelées à la substitution avant le second des enfans mâles, ce qui est absurde, & ce qu'on ne peut penser d'un homme que l'on représente comme uniquement attaché à conserver l'éclat de son nom.

Toute la Cause de la Dame Marquise de Rochechouart ne roule que sur ce système; elle convient que les enfans de Philibert ne sont point appelés, du moins expressément; elle veut imaginer une vocation tacite, & pour cela elle veut sonder les intentions de Louis de Pompadour; elle parcourt avec lui ces différens degrés de substitution qu'il a établis; elle en conclut qu'il prenoit toutes les mesures possibles pour soutenir la splendeur de sa Maison. Comment, dit-elle, après cela imagineroit-on que toutes ces vues de substitution s'évanouiroient dès que son fils auroit des enfans? Mais on pourroit lui demander à son tour comment toutes ces vues pourroient se concilier avec la vocation des filles de l'aîné avant le second des enfans mâles?

Tout homme qui cherche à perpétuer son nom, donne nécessairement la préférence aux mâles sur les filles; ici au contraire, les filles seroient préférées aux mâles: cela est si absurde qu'il n'est pas possible de le soutenir.

Il faut de deux choses l'une, ou qu'il n'y ait point de substitution dans le cas de l'existence des filles, ou que dans l'ordre de la substitution, elles passent avant les mâles. Cette dernière proposition révolte: donc il faut nécessairement s'en tenir à la première, d'autant plus qu'elle est conforme à la règle générale, du propre aveu de la Dame Marquise de Rochechouart.

Que sert-il après cela de rassembler de prétendues conjectures dont on veut induire que la condition doit ici se convertir en disposition? C'est un ascendant qui dispose; c'est un homme d'une naissance illustre & qui possédoit de grandes Terres; on le voit toujours entre ses enfans préférer les mâles aux filles, même les posthumes mâles qu'il pourroit avoir, à ses filles existantes; il parcourt différens degrés de substitution; il charge

expressément ses filles, en cas qu'elles recueillent la substitution ; de la rendre à leurs enfans ; il charge les enfans des filles de porter son nom & ses armes : c'est donc un testateur tout occupé de la grandeur de sa Maison, infiniment touché de l'amour de son nom, & qui porte ses vues sur sa postérité la plus reculée : n'est-ce pas-là une conjecture suffisante pour reconnoître une disposition dans la condition ?

La réponse est bien simple. Louis de Pompadour fait tout cela dans le cas seulement où son fils mourra sans enfans mâles ou femelles ; c'est en ce cas seulement qu'entre ses enfans il préfère les mâles aux filles ; c'est en ce cas seulement qu'il établit plusieurs degrés de substitution, que ses filles sont grevées, & que les enfans des filles doivent porter son nom & armes. Mais si son fils a des enfans mâles ou femelles, tout cela s'évanouit, non pas parce qu'il appelle les enfans mâles ou femelles de son fils par préférence aux autres, puisqu'il seroit absurde en substituant qu'il appellât les filles de son aîné avant ses puînés mâles ; mais parce que dans le cas de l'existence des enfans mâles ou femelles de son fils, il ne veut plus qu'il y ait de substitution.

Mais pourquoi le testateur feroit-il cesser en ce cas toute substitution, lui qui en paroît d'ailleurs si avide ? On peut répondre que le testateur a bien voulu grever de substitution ses enfans mâles les uns envers les autres, & même envers leurs sœurs, & non envers leurs enfans, parce qu'il a présumé que ses enfans mâles, s'ils avoient des enfans, seroient portés naturellement à leur conserver les biens de leur Maison, & qu'il a eu peur qu'ils n'eussent pas la même attention pour des collatéraux. Quoi qu'il en soit, telle est sa disposition ; il n'est pas permis de la changer.

Il appelle ses enfans mâles les uns après les autres, mais seulement en cas qu'ils n'eussent point d'enfans mâles ou femelles ; il fait donc cesser la substitution dans le cas de l'existence des enfans de ses enfans mâles ; c'est une condition qui ne peut jamais se convertir en disposition, comme on croit l'avoir établi, & comme il vient d'être jugé depuis peu dans l'affaire célèbre du Prince d'Isenghien, contre l'Inspecteur général du Domaine, pour une clause toute semblable qui se trouvoit dans le testament de René de Nassau de 1544.

Mais supposons pour un moment que les enfans de Louis de Pompadour fussent appelés, parce qu'ils sont dans la condition ; dira-t-on que les petits-enfans & arriere-petits-enfans seroient de même appelés ? Ce seroit trop étendre une prétendue vocation.



tacite, & multiplier à l'infini une fiction qui ne seroit fondée que sur des conjectures.

Si la condition se convertit en disposition, comme il n'y a que les enfans de Philibert de Pompadour au premier degré qui soient dans la condition, ils sont donc aussi les seuls appelés; & par conséquent, dans la supposition que l'on veut bien faire, la substitution auroit été bornée à Jean de Pompadour, fils de Leonard Philibert; mais elle ne se seroit jamais étendue jusqu'à la Dame Marquise de Saint-Luc sa petite-fille, & encore moins à la Dame Marquise de Rochechouart son arriere-petite-fille. Ce seroit déjà beaucoup de supposer une vocation des enfans de l'institué, sans pousser cette prétendue vocation jusqu'au dernier degré où elle peut parvenir.

Nous avons même une disposition précise dans le testament, qui fait connoître que le testateur n'a jamais prétendu pousser sa substitution au-delà de ses petits-enfans. En effet, après avoir appelé ses mâles les uns après les autres, il veut qu'en cas qu'ils décèdent tous sans enfans mâles ou femelles, ses filles soient substituées; & il substitue ensuite expressément à celle des filles qui recueillera ses biens son aîné mâle, ou si elle n'a point de mâle, sa fille aînée. Ainsi les filles du testateur sont grevées expressément en faveur de leurs enfans; mais cette charge ne passe pas les enfans des filles, on ne voit pas que les enfans des filles soient eux-mêmes grevés, & jamais on n'a étendu une substitution au-delà des degrés marqués; l'équivoque cesse en ce cas, car on ne peut imaginer de vocation ni expresse ni tacite.

À l'égard des filles, la substitution est claire, est expresse, mais elle est limitée aux seuls enfans des filles, sans passer aux petits-enfans ni arriere-petits-enfans. Les enfans mâles du testateur ne sont pas de même grevés envers leurs enfans; c'est ce que l'on vient d'établir; mais en supposant que cette charge leur soit imposée par conjecture de la volonté du testateur, au moins ne peut-on pas conjecturer qu'il ait prétendu les charger autrement qu'il a chargé ses filles; on ne peut pas supposer que la prétendue vocation tacite des enfans des mâles ait plus d'étendue que la vocation expresse des enfans des filles; il faudroit donc la borner au premier degré par rapport aux mâles, comme elle l'est constamment à l'égard des filles, aux termes du testament.

Ainsi tout s'élève contre la prétention de la Dame Marquise de Rochechouart. Dans la forme, la piece qu'elle rapporte n'est qu'un acte imparfait, qui ne peut être d'aucune autorité en Jus-

tice ; au fond , il n'y a point de substitution dès que le fils aîné du testateur a laissé des enfans , puisque la condition de laquelle dépendoit cet ordre de substitution a manqué ; & quand les enfans de l'institué auroient été appelés , la substitution bornée au premier degré ne pourroit être réclamée par la Dame Marquise de Rochechouart , & n'auroit pas pu l'être par la Dame Marquise de Saint-Luc sa mere.

Il ne faut pas être surpris après cela si dans toutes les occasions où l'on auroit eu intérêt de faire valoir la prétendue substitution de la Maison de Pompadour , on n'a jamais osé en faire usage ; & c'est ce qui forme une fin de non-recevoir qui suffiroit pour faire tomber la demande de la Dame Marquise de Rochechouart. Quand la Dame Marquise d'Hautefort se trouva instituée héritière universelle de Jean de Pompadour son pere , au préjudice de la Marquise de Saint-Luc sa sœur aînée , dans les contestations vives qui diviserent les deux sœurs , on n'entreprit pas même de faire valoir cette prétendue substitution , qui auroit fourni un moyen si facile à la Marquise de Saint-Luc pour rendre infructueuse l'institution qui la bleffoit ; de même après la mort de la Marquise d'Hautefort , la Dame de Rochechouart , qui avoit un si grand intérêt de rendre ses dernières dispositions inutiles , n'a pas cru pouvoir faire usage du testament de Louis de Pompadour ; & au contraire , par la transaction qu'elle passa avec la Demoiselle de Choiseul le 7 Juin 1728, elle consentit purement & simplement l'exécution du testament & codicille de la Dame Marquise d'Hautefort , par lequel elle avoit disposé expressément des terres de Pompadour & de Treignac. Ce sont ces mêmes Terres que la Dame Marquise de Rochechouart demande aujourd'hui comme substituées ; mais il est évident que quand elle les a reconnues libres , & quand elle a approuvé la disposition qui en a été faite , elle est absolument non-recevable dans sa demande.

La Dame Marquise de Rochechouart a si bien compris que cette transaction formoit un obstacle invincible à sa demande , qu'elle a pris des Lettres de rescision contre ce traité ; mais il est évident qu'elle y est non-recevable.

1°. C'est une transaction sur un procès passé entre personnes majeures ; on n'allegue aucun dol , qui seroit le seul moyen de revenir contre ces sortes d'actes.

2°. La Dame Marquise de Rochechouart n'a pas consenti gratuitement l'exécution du testament de la Dame Marquise d'Hau-



tefort; elle s'est fait abandonner, pour prix de ce sacrifice, l'hôtel de Pompadour à Paris; peut-elle retenir cet hôtel en même tems qu'elle revient contre la transaction? Quoique le Comte d'Aubeterre n'ait point d'intérêt dans ce qui regarde cet hôtel, il est évident que quand il trouve que celle qui réclame contre une transaction l'exécute actuellement, c'est un moyen dont il est en droit de profiter.

En vain la Dame Marquise de Rochechouart dit-elle qu'elle n'a point transigé sur le testament de Louis de Pompadour, & qu'on ne le pouvoit pas parce qu'on n'en avoit aucune connoissance; car, en premier lieu, on a transigé sur le testament de la Dame Marquise d'Hautefort, par lequel elle avoit disposé de tous les biens qui avoient appartenu autrefois à Louis de Pompadour, de tous les biens que la Dame Marquise de Rochechouart prétend aujourd'hui substitués. C'est de ces biens qu'elle a consenti que la Demoiselle de Choiseul demeurât en possession; elle ne peut donc y troubler aujourd'hui ceux qui sont aux droits de la Demoiselle de Choiseul. Secondement, il n'est pas nécessaire que le testament de Louis de Pompadour soit rappelé dans la transaction; ce n'étoit pas l'objet immédiat du procès; il ne pouvoit y servir que de moyen. Mais quoique tous les moyens d'une Partie ne soient pas exprimés dans une transaction, elle n'est pas moins non-recevable à les proposer quand elle a transigé. Troisièmement, le silence de la transaction sur un des moyens que l'on auroit pu proposer, est du moins une preuve qu'on ne l'a pas cru assez solide pour en faire usage; & cela suffit pour qu'il ne soit plus permis de s'en servir.

Mais, dit-on, je ne pouvois pas me faire un moyen du testament de Louis de Pompadour, puisque je ne le connoissois pas. Mais c'est une supposition manifeste que cette prétendue ignorance; la Dame Marquise de Rochechouart représente l'expédition originale de ce testament; par où l'a-t-elle eue depuis la transaction? Elle l'avoit dès-lors, comme elle l'a encore aujourd'hui; ainsi elle ne peut pas dire qu'elle l'ait ignoré.

En effet, lorsqu'on la poursuivoit pour faire ordonner l'exécution du testament de la Dame Marquise d'Hautefort, elle demanda communication d'un grand nombre de pieces contenues dans les inventaires faits à Treignac & à Pompadour; & par Sentence du 3 Février 1728, il fut ordonné que cette communication seroit faite à ceux qui seroient fondés de sa procuration spéciale, ce qui a été exécuté; & c'est sans doute dans cette

communication que le testament de Louis de Pompadour lui fut remis. Elle n'a transigé que quatre mois après ; elle a donc transigé ayant cette pièce en main , & par conséquent elle a reconnu qu'elle ne pouvoit faire aucun obstacle aux dispositions de la Dame Marquise d'Hautefort ; est-elle donc recevable , après cela , à réclamer ces mêmes biens dont la Marquise d'Hautefort a disposé ?

La reconnoissance de toute la famille , & en particulier de la Dame Marquise de Rochechouart elle-même, s'élève donc contre elle , & fortifie les moyens que l'on vient d'établir ; ils sont en effet trop solides pour que tous ceux qui ont examiné cette pièce n'en aient pas été frappés. La Cour le fera encore davantage sans doute, si elle veut bien donner aux réflexions qui viennent d'être proposées toute l'attention qu'elles méritent ; & convaincue que , dans la forme & au fond , le prétendu testament de Louis de Pompadour ne peut être d'aucun secours à la Dame Marquise de Rochechouart , elle ne balancera pas à la débouter de ses demandes , & à faire pleine & entière main-levée de toutes les saisies qu'elle a fait faire sur le Comte d'Aubeterre , sans titre & sans prétexte.

## XLII. CAUSE A LA GRAND'CHAMBRE.

POUR les Abbé & Chanoines Réguliers de Saint Victor.

*CONTRE les Supérieurs & Administrateurs de la Maison des Nouveaux Convertis.*

### QUESTION.

*Si l'on a prescrit contre une servitude de ne pouvoir prendre vue sur un terrain séparé par une rue.*

**L**ES Abbé & Religieux de Saint Victor demandent l'exécution des titres les plus solennels ; l'autorité en est reconnue par les Nouveaux Convertis eux-mêmes , & ils ne prétendent les



éluder qu'à la faveur d'une prétendue prescription ; mais il est aisé de faire voir, par les faits mêmes qu'ils articulent, qu'il n'y a jamais eu de prescription ; & par les principes, que cette prescription ne pourroit leur être d'aucun secours.

Le Chapitre de Saint Victor étoit autrefois propriétaire de tout le terrain qui est au-delà de la rue de Seine ; il l'a aliéné par différens baux à rente. FAIT.

La place qui appartient aujourd'hui aux Nouveaux Convertis fut donnée à rente le 16 Septembre 1542. La condition expresse de l'aliénation fut *que le preneur, en faisant bâtir sur ledit lieu, ne pourroit avoir aucune vue au-dedans de ladite Abbaye de Saint Victor ; & où il seroit le contraire, ou les siens au tems à venir, en ce cas, iceux de Saint Victor les pourroient faire étoupper, sans aucune sommation faire ni solemnité de Justice.*

On bâtit en effet dans la suite sur ce terrain, & la maison fut vendue en 1656 aux Directeurs & Gouverneurs de la Propagation de la foi, c'est-à-dire, aux Nouveaux Convertis, qui firent faire sur eux un décret volontaire au Châtelet. Les Chanoines Réguliers de Saint Victor s'y opposèrent, pour empêcher que l'adjudicataire ne pût avoir des vues droites & obliques sur eux. Les Nouveaux Convertis dénoncerent cette opposition aux vendeurs ; & , après une longue instruction, intervint Sentence contradictoire au Châtelet le 24 Juillet 1658, par laquelle il fut ordonné *que l'adjudication seroit faite à la charge que l'adjudicataire ne pourroit avoir aucune vue, ni droite ni oblique, du côté de l'Abbaye de S. Victor ; ce faisant, que les fenêtres bouchées des deux pignons de la maison demeureroient ainsi qu'elles étoient, & celles qui étoient ouvertes & avoient vue sur ladite Abbaye de Saint Victor seroient bouchées ; défenses de les déboucher, si mieux n'aïmoit l'adjudicataire, à ses frais & dépens, faire élever le mur de la maison sur la rue en toute son étendue jusqu'à la hauteur de l'entablement du grand corps de logis ayant vue sur ladite cour, ce qu'il seroit tenu d'opter dans quinzaine, sinon l'option référée ; & faisant droit sur la sommation des Directeurs, contre le sieur de la Boissière (vendeur), il est condamné en leurs dommages & intérêts liquidés à la valeur de l'estimation du mur ci-dessus ordonné, en cas que l'évaluation du mur ait été optée.*

Cette Sentence fut signifiée le 31 Août 1658 ; personne n'en a interjeté appel ; comment en effet auroit-on pu résister à l'autorité d'un titre aussi précis que celui de 1542 ? On ne peut donc pas douter que le décret n'ait été fini, & que cette charge n'ait

été inférée dans l'adjudication , conformément à la Sentence du 24 Juillet 1658.

On ne voit pas précisément ce qui fut fait alors par rapport aux vues , il y a lieu de présumer que tout fut rendu conforme à l'autorité de la chose jugée. Voici donc ce qui a donné lieu au nouveau procès.

Au mois de Juillet 1730, les Directeurs & Administrateurs de la Maison des Nouveaux Convertis firent démolir l'ancienne maison; elle étoit si petite & si écrasée qu'on ne pouvoit presque en faire aucun usage; mais aussi-tôt ils en firent reconstruire une nouvelle, qui par l'événement est aussi élevée & aussi bien percée que l'autre étoit basse & obscure.

Les Chanoines Réguliers de Saint Victor, avertis de ce dessein, crurent devoir veiller pour la conservation de leurs droits; & le 7 Juillet ils firent signifier à l'Entrepreneur une opposition à ce que, dans le nouveau bâtiment, on ne donnât aucune vue droite ni oblique sur leur Abbaye. Cela a donné lieu à plusieurs procédures au Châtelet, où est intervenu, le 18 Juillet 1730, une Sentence qui ordonne que les Chanoines Réguliers de Saint Victor communiqueront leurs titres; & cependant permet de continuer le bâtiment. Sur l'appel des Chanoines Réguliers de Saint Victor, il y a eu un Arrêt sur Requête le 21 Juillet, qui a fait défenses d'exécuter la Sentence, & le 26 Juillet un Arrêt contradictoire qui a confirmé les défenses accordées par le premier.

Cela n'a pas empêché les Administrateurs d'élever & de finir leur bâtiment, en bouchant seulement leurs croisées avec de simples platras.

La fin de l'ouvrage a fait connoître de plus en plus aux Chanoines Réguliers de Saint Victor combien la précaution qu'ils avoient prise étoit nécessaire. En effet, outre le rez-de-chaussée, il y a trois grands étages très-élevés, & à chaque étage sept croisées percées depuis le haut jusqu'en bas du plancher; enforte que du premier étage on voit tous ceux qui se promènent dans le jardin de Saint Victor, comme si on y étoit; on juge bien qu'à plus forte raison on a la même vue du second & du troisième étage.

La nécessité de se défendre contre une telle entreprise est donc devenue encore plus pressante dans l'exécution; aussi a-t-on fait de plus grands efforts de la part des Nouveaux Convertis. Par une Requête présentée au Châtelet le 11 Décembre 1730, ils ont articulé quatre faits qu'ils ont cru propres à faire naître l'idée



l'idée d'une prescription. Les Chanoines Réguliers de Saint Victor en ont demandé l'évocation, de même que du principal. Le sieur Abbé de Saint Victor est intervenu, & se joint à la demande des Religieux.

En cet état, il paroît facile de tirer entièrement les Parties d'affaire à l'Audience.

On ne conteste point l'autorité des titres de Saint Victor ; on convient que le bâtiment qui a été élevé , choque ouvertement les dispositions de ces titres solennels ; mais on se réfugie dans une prétendue possession suffisante, dit-on , pour prescrire. Pour lui donner plus de poids , on prétend qu'il s'agit ici d'une véritable servitude , contre laquelle la prescription est favorable. On ajoute que la possession n'est pas équivoque ; qu'on en trouve des vestiges dans la Sentence de 1658 ; que la possession a continué depuis , & que, quand on a démoli en 1730, il y avoit plusieurs croisées , tant au premier qu'au second étage , dont on voyoit dans le jardin de Saint Victor ; on demande permission d'en faire preuve par témoins ; c'est à quoi se réduit toute la défense des Nouveaux Convertis.

Pour en faire connoître l'illusion, l'Abbaye de Saint Victor soutient , en premier lieu , que les faits articulés , loin d'établir une possession favorable aux Nouveaux Convertis , confirment au contraire ses titres. En second lieu , que les Nouveaux Convertis n'auroient pas pu prescrire , quand ils auroient eu une possession.

Le premier moyen est infiniment décisif , puisqu'il se tire des faits mêmes articulés par les Administrateurs des Nouveaux Convertis.

*Premier  
moyen.*

Ils posent quatre faits : les deux premiers sont absolument inutiles : que la maison nouvelle ait été bâtie sur le même alignement que l'ancienne ; qu'il y eût des croisées au rez-de-chaussée de cette ancienne maison , il est manifeste que cela est absolument indifférent à la question présente : les Nouveaux Convertis en conviennent. Réduisons-nous donc aux troisieme & quatrieme faits ; ce sont les seuls dont les Nouveaux Convertis prétendent tirer quelque induction.

Pour entendre ces deux faits & les réponses décisives du Chapitre de Saint Victor , il faut donner une idée de la situation du bâtiment des Nouveaux Convertis , principalement par la relation qu'il a avec l'Abbaye de Saint Victor.

En entrant par la rue Saint Victor dans la rue de Seine , on trouve à gauche les murs du jardin de Saint Victor , & à droite

la porte d'entrée de la maison des Nouveaux Convertis. En entrant par cette porte dans la cour, on a en face une grille qui la sépare du jardin ; à droite la maison nouvellement bâtie, & à gauche la Chapelle de la même maison. La maison a sa principale façade sur la cour, & présente un pignon sur la rue de Seine.

L'ancienne maison étoit dans la même position, mais elle étoit plus basse au moins de moitié ; cependant on veut faire entendre qu'il y avoit des vues qui donnoient sur Saint Victor : c'est l'objet du troisieme & du quatrieme faits qu'il s'agit de discuter.

On dit donc, pour troisieme fait, qu'à l'ancienne maison il y avoit quatre croisées au premier étage sur la cour, & deux dans le pignon, & qu'il étoit facile de découvrir de ces croisées dans le jardin de Saint Victor. Mais pour faire voir que ces croisées ne donnoient aucune vue, il faut observer que, quand on étoit dans la cour des Nouveaux Convertis, on montoit à la vérité une marche pour aller au rez-de-chaussée ; mais qu'on la descendoit aussi-tôt, comme cela étoit presque à tous les anciens bâtimens ; que ce rez-de-chaussée avoit à peine huit pieds & demi de haut ; entorte que l'appui des fenêtres du premier étage n'ayant que trois pieds, il n'étoit qu'à environ douze pieds du pavé de la Cour ; d'où il suit que ceux qui regardoient par ces fenêtres n'avoient leur vue qu'à environ treize pieds de ce même pavé.

Or, à cette hauteur, il étoit physiquement impossible qu'ils pussent voir dans le jardin de Saint Victor. Il y avoit deux obstacles : le premier étoit le mur de la cour même des Nouveaux Convertis, qui a bien quatorze pieds de haut ; & le second étoit le mur même du jardin de Saint Victor, qui a à peu-près la même hauteur. Ces fenêtres ne pouvoient donc jamais donner de vue sur Saint Victor : on pouvoit voir le haut des arbres & le haut des toits ; mais ce n'est pas-là ce qui s'appelle avoir des vues sur l'intérieur de la maison.

Il est vrai que les Administrateurs, pour se hausser tant qu'ils peuvent, parlent de la marche qu'il y avoit au rez-de-chaussée, & ne parlent point de la circonstance que l'on descendoit cette marche après l'avoir montée ; ils donnent neuf pieds & demi de hauteur au rez-de-chaussée, au lieu de huit pieds & demi : mais en supposant même ces degrés d'élévation qu'ils se donnent contre la vérité, ils ne trouveront point encore leur compte ; car



en donnant dix pieds au rez-de-chaussée avec la marche, un pied pour l'épaisseur du plancher, & trois pieds à l'appui des fenêtres du premier étage, on ne peut jamais, selon les Nouveaux Convertis eux-mêmes, poser cet appui qu'à quatorze pieds du pavé de la Cour. Mais quand on place une personne à cette fenêtre, & qu'à quelque distance on place deux murs de quatorze pieds de haut, séparés par une rue de quatre toises de large, il n'y a personne, si elle veut bien y réfléchir, qui ne reconnoisse l'impossibilité physique de voir le terrain qui est au-delà du second mur. Ainsi le fait même des Nouveaux Convertis, tout exagéré qu'il est, décide contre eux.

Passons au quatrieme fait qui regarde la situation des fenêtres du second étage. Il ne faut que la description qui en est faite dans la Requête des Nouveaux Convertis, pour faire connoître encore qu'ils n'avoient aucune vue de ces fenêtres. Selon eux, ce second étage n'avoit que sept pieds de haut entre les deux planchers, l'appui des fenêtres étoit à quatre pieds de hauteur; il ne restoit que deux pieds & demi pour la hauteur des fenêtres & un demi-pied pour le linteau : mais en faudroit-il davantage pour reconnoître la gêne dans laquelle les titres de Saint Victor les ont tenus ?

Jamais on n'a donné quatre pieds de hauteur à l'appui d'une fenêtre, quand on a été le maître de la tenir plus basse; il n'y a personne qui puisse se mettre à une pareille fenêtre; mais cela est encore plus extraordinaire, quand il ne reste plus que deux pieds & demi pour la fenêtre même; car il est évident qu'une fenêtre de deux pieds & demi de haut, n'est qu'une véritable lucarne destinée à donner du jour seulement, & non des vues.

Mais, dit-on, la vue du commun des hommes est au-dessus de quatre pieds; ainsi, on pouvoit voir par des fenêtres dont l'appui étoit de quatre pieds de haut. Il est vrai que communément la vue est au-dessus de quatre pieds; mais il est encore plus vrai que l'on seroit si contraint, s'il falloit regarder par une fenêtre, dont l'appui seroit de quatre pieds de hauteur, qu'il n'y auroit personne qui n'y renonçât. Il ne faut donc pas se contenter, dans une pareille matiere, d'une simple possibilité physique; il faut, eu égard à la maniere dont les hommes se conduisent ordinairement, une possibilité morale. Or, que chacun se consulte soi-même, & il n'y a personne qui ne sente, ou qu'il ne pourra point voir au-dessus de quatre pieds, ou qu'il y verra avec tant de peine,

tant de contrainte, tant de gêne, qu'il ne profitera jamais d'une faculté si incommode.

Mais cette difficulté peut être poussée jusqu'à l'impossibilité même, si l'on considère que de ces fenêtres dont l'appui étoit si haut, il ne s'agissoit pas de voir devant soi, mais de porter sa vue de côté & obliquement pour l'étendre sur le jardin de Saint Victor. Or c'est ce qui n'est pas même possible.

Ainsi des deux étages, d'où l'on suppose que l'on avoit ci-devant des vues, il est évident qu'on n'en avoit réellement aucune. Le premier étage étoit si peu élevé au-dessus du rez-de-chaussée de la cour, que les murs, tant de la maison des Nouveaux Convertis que du jardin de Saint Victor, empêchoient absolument qu'on ne pût rien découvrir. Le second étage dominoit à la vérité au-dessus de ces murs; mais on avoit pris aussi une autre précaution pour empêcher qu'on ne pût y prendre des vues sur Saint Victor, qui avoit été d'élever les appuis de fenêtres jusqu'à quatre pieds de haut, & de ne laisser que de simples lucarnes au-dessus.

Voilà cependant ces grands faits de possession qui doivent anéantir les titres les plus solennels! Qui ne voit au contraire que de ces faits mêmes résulte une exécution parfaite des titres de Saint Victor, puisque réellement on ne voyoit d'aucune fenêtre sur son enclos?

Mais si l'on pouvoit supposer, contre l'évidence même, que ces fenêtres ainsi placées donnassent quelque sorte de vue, du moins faudroit-il convenir que ç'auroient été des vues très-louches & très-difficiles; mais en ce cas, est-il permis de soutenir dans le droit que la possession de ces sortes de vues puisse procurer dans la suite la liberté de se donner des vues aussi libres & aussi faciles que l'on jugera à propos? C'est une erreur qui n'est pas supportable.

On ne prescrit qu'autant que l'on a possédé.

Le grand principe, en matière de prescription, est qu'on ne prescrit que ce qu'on a possédé, & qu'on ne peut pas changer la nature & l'espèce de cette possession: maxime aussi certaine à l'égard des servitudes, qu'à l'égard de tous autres droits.

Ainsi que, par un titre exprès, un homme se soit imposé la servitude de ne point passer sur l'héritage d'autrui; qu'au préjudice de ce titre il y ait passé à pied, il ne pourra point y passer à cheval ni en voiture. De même que l'on soit exclus par un titre de bâtir sur un mur mitoyen, si l'on y a fait un bâtiment qui ne prenne que six pieds sur la longueur du mur, & que l'on en soit en pos-



session de trente ans, on ne pourra pas, sous ce prétexte, bâtir dans toute l'étendue du mur. Il y en a une raison sensible, c'est que la possession fait présumer un consentement de celui qui avoit la servitude à ce que l'on lui donnât atteinte; mais on ne peut pas présumer qu'il ait consenti au-delà de ce qu'on a possédé. S'il y avoit un titre par lequel celui à qui la servitude appartient se fût relâché jusqu'à un certain point, on ne pourroit pas dire qu'il s'en fût désisté pour le tout. Or la possession contraire à la servitude, mais renfermée dans de certaines bornes, n'a point d'autre effet que de faire présumer ce titre; & comme ce titre étant rapporté, la servitude-seroit conservée pour le reste, de même elle doit être conservée pour tout ce que la possession n'a point entamé.

Possession ;  
faisant présum-  
mer un titre ,  
n'opere que  
ce qu'opere-  
roit le titre,

Ainsi, pour nous renfermer dans la servitude des vues sur autrui, celui qui n'a possédé que des vues obliques, ne peut pas prétendre avoir acquis le droit de s'en donner de droites. De même celui qui n'a eu que des vues extrêmement contraintes par la hauteur prodigieuse des appuis de fenêtres, ne peut pas prétendre d'en avoir de libres, parce que ce sont des especes de vues toute différentes, & que la possession des unes n'acquiert aucun droit pour les autres; c'est ce que M. d'Argentré explique parfaitement sur l'art. 271 de la Coutume de Bretagne. *Si quis præscribere velit adversus eum qui sit in possessione jurium aut rerum fundata de jure communi, consuetudine aut privilegio, tantum de jure alieno præscriptione detrahet quantum possiderit; ita ut si juris quod prætenditur species sint diversæ, in tantum consecuturus sit quod per ejusdem speciei actus possiderit, nec quidquam amplius, manente juris universitate in personâ ejus contra quem præscribitur. Idque verum est, sive de rebus corporalibus, sive de incorporalibus, sive de juribus, SIVE DE SERVITUTIBUS.*

Ainsi, pour se résumer sur ce premier moyen, il est certain que les Nouveaux Convertis n'ont jamais eu aucunes vues; & que, s'ils en avoient eu, elles auroient été d'une espece si singulière, que l'on ne pourroit jamais les étendre à une autre. Qu'ils se renferment dans les bornes où ils ont été jusques à présent, le Chapitre de Saint Victor n'aura jamais intérêt de s'y opposer; mais que quelques lucarnes élevées au-dessus d'un appui de quatre pieds de hauteur, donnent le droit de faire percer vingt-une grandes fenêtres, de chacune desquelles on voit en plein dans le jardin de Saint Victor, sans contrainte & sans aucune difficulté, c'est manifestement abuser de sa prétendue possession.

Ne sait-on pas comment ces choses se passent ? Les Administrateurs , sous prétexte qu'il s'agit d'une Maison consacrée à de bonnes œuvres , viennent en Supplians demander que l'on tolere de petites fenêtres , par lesquelles on sent bien que l'on ne fera pas curieux de regarder , y ayant un appui de quatre pieds de haut ; ils excitent , par des vues de piété , & par le peu d'intérêt que l'on a de s'y opposer ; & quand on a eu cette condescendance , ces mêmes Administrateurs viendront avec hauteur prétendre qu'ils sont en état de donner la loi à ceux à qui ils avoient demandé grace ! Tout révolte contre une pareille prétention.

*Second  
moyen.*

Il paroît assez inutile , après cela , de s'étendre sur le second moyen , & de prouver que le droit de Saint Victor ne pouvoit pas même être prescrit.

Il faut d'abord retrancher ici l'idée de servitude dont les Nouveaux Convertis veulent abuser. On pourroit dire plutôt que la faculté d'avoir des vues sur autrui , est une servitude , & que , quand les Chanoines Réguliers de Saint Victor ont stipulé en 1542 que l'on ne pourroit prendre vue sur eux , c'est plutôt la liberté naturelle qu'ils ont conservée , qu'une servitude qu'ils aient imposée. Aussi quand l'art. 202 de la Coutume dit qu'on ne peut faire vues droites sur son voisin , s'il n'y a six pieds de distance , il ne faut pas croire que ce soit une servitude qu'elle établisse ; c'est bien plutôt la liberté qu'elle conserve.

Vues sur les  
Maisons Reli-  
gieuses sont  
hors de la  
classe des ser-  
vitudes.

Mais sans entrer dans cette question , il est certain que , quand on stipule cette interdiction d'avoir des vues , en faveur d'une Communauté Ecclésiastique & Religieuse , la faveur d'une pareille convention , la tire de la classe ordinaire des servitudes , & qu'on ne l'affujettit point à la Loi de la prescription , comme M. le Camus dans ses Observations sur l'art. 186 de la Coutume de Paris , l'établit précisément. *À l'égard des Monasteres , dit-il , & de ceux de filles principalement , on n'a jamais observé l'article à la rigueur , & on a toujours regardé la bienséance plutôt qu'autre chose , parce que le public a intérêt que l'honnêteté soit gardée plutôt que la grande exactitude de justice.*

C'est pourquoi nous trouvons plusieurs Arrêts visés dans la Sentence de 1658 , que le Chapitre de Saint Victor avoit produits pour confirmer cette maxime , que ces sortes de stipulations , à l'égard des Monasteres , ne peuvent être ébranlées par la possession. Le péril qu'il y auroit que des personnes de tout sexe ayant des vues sur l'intérieur d'une Maison Religieuse , ni causassent du scandale , a obligé de maintenir , avec plus de sévérité , les titres qui la mettent à l'abri de cette sorte d'indécence.



Mais si la prescription ne pouvoit avoir lieu du côté de Saint Victor, elle n'étoit pas moins inadmissible du côté des Nouveaux Convertis, parce que leur propre titre réclamant contre eux, les constituoit sans cesse en mauvaise foi. Il est vrai qu'on peut prescrire contre une servitude établie par un titre; mais, quelque faveur que l'on attache à la liberté, elle ne doit jamais être le fruit de la mauvaise foi. Ainsi que celui qui n'a pas été Partie lui-même dans le titre, qui n'a ni établi ni reconnu la servitude, la puisse prescrire, c'est ce que l'article 186 de la Coutume autorise, & ce qu'on ne prétend pas combattre; mais que ceux-mêmes qui se sont soumis à la servitude, prétendent, contre la Loi de leur titre, s'en affranchir par la possession, c'est se soulever contre les principes.

Sans distinguer le titre de la propriété de celui de la possession, jamais qui que ce soit ne prescrit quand il a sous les yeux un titre qui réclame contre sa possession même, un titre qui est son propre ouvrage, ou rendu avec le possesseur même. Or les Nouveaux Convertis qui ont acquis en 1656, & qui ont poursuivi un décret, ont été traversés par le Chapitre de Saint Victor, qui leur a donné copie du titre de 1542, & qui l'a fait confirmer avec eux par une Sentence contradictoire. On ne peut pas douter qu'il n'y ait eu une adjudication en conséquence qui n'ait été faite à la même charge. Des Communautés ne laissent pas des décrets imparfaits, & des administrateurs seroient trop répréhensibles, s'ils tomboient dans une pareille faute; mais quand il n'y auroit que la Sentence de 1658, c'est un titre qui est personnel aux Nouveaux Convertis, & contre lequel ils n'auroient jamais pu prescrire.

Jamais on ne prescrit contre un titre tel qu'il soit où l'on a été Partie.

Ces vérités sont trop connues pour s'y étendre; mais comme dans le fait il n'y a aucune prescription, on croit trop s'écarter d'y donner plus de jour. Le bail de 1542, la Sentence de 1658, loin d'être prescrits, ont conservé toute leur force, puisque du premier étage on ne pourroit voir au-delà de deux murs plus élevés que l'appui des fenêtres; & que du second étage, où il n'y avoit que de simples lucarnes, un appui de fenêtre de quatre pieds de haut auroit écarté les plus curieux. Le Chapitre de Saint Victor n'envieroit point encore aujourd'hui de pareilles ouvertures; mais qu'on les métamorphose en grandes croisées, d'où la vue se répand, sans le moindre obstacle, sur tout l'enclos de Saint Victor; c'est une prétention que rien ne peut faire admettre.

## XLIII. CAUSE A LA GRAND'CHAMBRE.

POUR M<sup>e</sup> Georges Vandeborgue , Juge - Prévôt d'Orléans ; Guillaume Vandeborgue , Avocat du Roi au Bailliage d'Orléans ; Michel Vandeborgue , Marchand en la même Ville ; & Paul Henry , Substitut de M. le Procureur Général au Bailliage de Blois , à cause de Louise Serrat sa femme , Intimés & Demandeurs.

*CONTRE Louise Maindrestre , veuve de Michel-Claude Vandeborgue l'aîné , Marchand Raffineur à Orléans , Appellante & Défendresse.*

## Q U E S T I O N .

*Si le Conseil que les enfans ont fait donner à leur mere est nécessaire, & si le défaut de conduite est avéré.*

L'UNIQUE objet des sieurs Vandeborgue , dans les poursuites qu'ils ont été obligés de faire contre la Dame leur mere , a été de l'arracher des bras de la séduction , de la rendre à sa famille & à elle-même , & d'écarter cette foule de misérables , qui , par leurs conseils empoisonnés , étoient capables de la perdre de biens , d'honneur & de réputation.

En cela , les sieurs Vandeborgue ont cherché à remplir les devoirs que la nature & la religion leur imposent. C'est à eux à défendre leur mere contre les malheureux qui cherchent à abuser de sa foiblesse ; & si , pour y parvenir , il semble qu'ils soient obligés d'agir contre elle-même , il n'y a personne qui ne reconnoisse que cette division extérieure n'est au fond que l'effet d'un zele pur & sincere qui les attache à ses véritables intérêts , & qu'ils ne plaident contre elle que pour lui être plus parfaitement réunis.



Il faut donc écarter toutes les déclamations , tous les reproches qui leur sont faits sous le nom de la Dame leur mere ; ils ne lui imputent aucune des calomnies répandues contre eux dans ses Plaintes , dans ses Requêtes & dans son Mémoire ; ce sont ses séducteurs qui parlent , & ils doivent être assez sensibles à la douleur de voir que leur proie est prête à leur échapper , pour qu'on puisse leur pardonner ces traits de colere & d'emportement.

Michel-Claude Vandeborgue, Marchand de la ville d'Orléans, épousa en 1686 Louise Maindrestre , aujourd'hui sa veuve. Par le contrat de mariage on constitua en dot à la future épouse la somme de 14000 liv. Le sieur Vandeborgue lui donna un douaire de 2500 liv. une fois payé , & un préciput de 600 liv.

*FAIT.*

Le sieur Vandeborgue , qui a continué le commerce d'une raffinerie de sucre déjà établie par son pere , y a fait , par ses soins , son application & son économie , une fortune assez considérable ; & comme il a toujours eu beaucoup de tendresse pour ses enfans , il a cherché à les établir d'une maniere honorable & avantageuse.

L'aîné a été pourvu des charges de Lieutenant Général de Police & de Prévôt de la ville d'Orléans ; il fut obligé d'emprunter de son pere , tant pour sa réception que pour payer une partie du prix de sa Charge , une somme de 18000 livres , dont il ne doit de reste à la communauté qu'environ 7 ou 8000 liv. Jamais la Dame sa mere , devenue veuve , ne lui a donné ni prêté aucune somme.

Guillaume Vandeborgue a été pourvu d'une charge d'Avocat du Roi au Bailliage d'Orléans ; quoique cette Charge rapporte à peine 500 liv. de revenu , la Dame sa mere le chassa de sa maison après la mort de son pere ; & ce n'a été qu'après les plus vives sollicitations de toute la famille qu'elle lui a donné enfin une pension de 950 livres ; objet bien modique pour un fils qui a plus de 70000 livres de biens acquis par le décès de son pere.

Michel Vandeborgue a pris le parti du commerce ; son pere l'associa avec lui en 1721 pour six années ; le fils apporta dans la société une somme de 82000 liv. savoir , 42000 livres que ses pere & mere lui avoient données , & 40000 liv. qu'il avoit reçues de sa femme. Le pere y mit de sa part 214000 livres ; & comme il y avoit 132000 livres de plus que ce que le fils y avoit mis , on convint que les intérêts de cette somme seroient payés au pere sur le pied du denier 24.

On fait dire à la Dame Vandeborgue qu'il est aisé de juger par-là de sa fortune ; qu'outre sa moitié dans les 214000 livres , elle a encore la moitié dans les intérêts de 132000 livres que le pere n'a point touchés , & qui montoient , à sa mort , à 30000 livres ; qu'elle a pareillement la moitié dans les profits de la société ; que ces profits montans à 38000 livres pour la part du sieur des Hauts-Champs en 1728 , suivant l'inventaire qu'il fit faire après la mort de sa premiere femme , ceux du pere par proportion ont dû monter à 95000 liv. enfin que si l'on joint à cela ses reprises & conventions matrimoniales , elle doit avoir plus de 250000 liv. de biens.

Cet exposé de sa fortune n'a été imaginé que pour excuser les dépenses énormes que ses séducteurs lui ont fait faire depuis qu'elle a été abandonnée à leurs conseils pernecieux ; mais il y a beaucoup à rabattre des idées qu'ils affectent de présenter.

Il est vrai que le feu sieur Vandeborgue mit de sa part dans la société une somme de 214000 liv. mais cette somme n'appartenoit point en entier à sa communauté ; elle étoit composée , entre autres articles , de tous les bâtimens servans à la manufacture & raffinerie des sucres , évalués à près de 80000 liv. Ces bâtimens avoient été acquis ou élevés par le pere du feu sieur Vandeborgue , & étoient propres dans sa personne ; en sorte que la Dame Vandeborgue n'avoit & ne peut prétendre aujourd'hui que la moitié des 134000 liv. restant. Les intérêts qui ont couru pendant le mariage au profit de la communauté , de ce que le pere avoit mis dans la société plus que son fils , ont été consumés par les sommes que le pere a tirées de la caisse ; comme depuis sa mort la Dame Vandeborgue en a été payée pour les années 1717 & 1728 , suivant les deux comptes qu'elle a arrêtés avec le sieur des Hauts-Champs les 24 Décembre 1727 & 29 Décembre 1728 , par le dernier desquels elle est débitrice à la caisse de 3535 liv. 9 sols 5 den. déduction faite de ces intérêts.

A l'égard des profits de la société depuis 1721 jusqu'en 1728 , il est vrai qu'ils ont monté à 38000 liv. pour la part du sieur des Hauts-Champs ; mais ils n'ont pas pu monter à une somme plus forte pour son pere , sous prétexte qu'il avoit plus mis dans la société , parce que le pere se faisant payer l'intérêt de cet excédent , n'avoit plus d'autre droit que de partager les profits par moitié ; ainsi sa part dans les profits ne peut être que de 38000 liv. Ainsi tout le bien de la Dame Vandeborgue se réduit à la moitié des 134000 liv. d'une part , que son mari avoit tirée de sa communauté



pour mettre dans la société , & des 38000 livres de profits faits jusqu'en 1728; ce qui fait pour elle 86000 liv. à quoi joignant 7000 liv. d'une part, pour la moitié de sa dot, & 2500 livres de douaire préfix, cela fait en tout 95500 livres, outre sa moitié dans les meubles.

Tel étoit l'état de la fortune & de la famille des sieurs Vandebergue lorsque leur pere mourut au mois de Janvier 1727. Sa veuve, qui n'avoit jamais eu beaucoup d'attachement pour ses enfans, leur donna des marques bien sensibles de son indisposition à leur égard, comme on l'a déjà vu dans ce qui se passa à l'égard d'un de ses fils, Avocat du Roi au Bailliage d'Orléans. Tous les enfans crurent que, pour lui faire prendre des sentimens plus favorables, ils devoient redoubler les marques de leur respect & de leur dévouement; ce qu'il y a de certain est qu'ils ont été infiniment éloignés de se porter aux extrémités dont les séducteurs de la Dame Vandebergue ont osé les accuser dans la suite.

Leurs attentions pour la Dame leur mere l'ont retenue pendant quelque tems, & lui ont fait garder au moins quelques mesures de bienfiance; mais bientôt elle prit l'occasion d'un procès qu'elle & ses enfans avoient contre le sieur Dumoulin, pour se rendre à Paris; elle y arriva à la fin du mois de Décembre 1728.

Quoique les sieurs Vandebergue fussent persuadés que la présence de la Dame leur mere ne seroit pas fort utile pour la poursuite de cette affaire, cependant ils se consolèrent de son absence, par l'espérance qu'après le procès elle reviendrait dans le sein de sa famille. Le sieur des Hauts-Champs, le second de ses fils, vint à Paris poursuivre par lui-même le procès; & en effet à sa poursuite, il fut gagné par Sentence des Requêtes du Palais, du 27 Juillet 1729. Le sieur Dumoulin obtint un Arrêt de défense; mais les défenses ayant été levées par Arrêt du 7 Septembre de la même année, le sieur Dumoulin fut obligé de payer. Les Srs Vandebergue qui ignoroient les funestes liaisons que la Dame leur mere avoit commencé de contracter, lui envoyèrent leur procuration le 23 du même mois pour recevoir ce qui étoit dû, & en conséquence elle reçut, le 24 Novembre, du sieur Dumoulin 9579 liv.

L'appel au fond devoit s'instruire à une Chambre des Enquêtes; il ne pouvoit être jugé dans le Parlement de 1730; enforte que la présence de la Dame Vandebergue à Paris étoit absolu-

ment inutile. Il ne convenoit pas même qu'elle fût si long-tems logée à Paris dans un hôtel garni, pendant qu'en deux jours elle pouvoit se rendre dans sa maison à Orléans, où elle auroit toutes les commodités de la vie, au milieu de sa famille, de ses amis, de toutes les connoissances qu'elle avoit formées depuis qu'elle étoit au monde, n'ayant jamais eu d'autre domicile que la ville d'Orléans où elle est née, où elle a été mariée, & où elle a toujours été domiciliée.

Ses enfans virent donc avec surprise que n'ayant plus aucun prétexte de séjourner à Paris, elle continuoit cependant d'y demeurer, & paroïssoit oublier le centre de sa famille & de ses affaires. Ce qui augmenta leur inquiétude est qu'ils virent qu'elle tiroit des sommes considérables & qui excédoient de beaucoup la dépense qu'elle étoit accoutumée de faire; puisqu'outre les 3535 livres dont elle étoit débitrice à la caisse par le compte du 24 Décembre 1728, elle en avoit tiré depuis, en vingt mois, plus de 23000 livres. Ils furent donc obligés de rechercher les causes d'événemens si extraordinaires, & ils apprirent enfin, avec une extrême douleur, qu'elle avoit eu la foiblesse de se livrer à ce qu'il y avoit de plus corrompu dans Paris, & de plus capable de l'entraîner dans le précipice.

A cette premiere nouvelle, le Prévôt d'Orléans & le fleur des Hauts-Champs son frere se rendirent à Paris, & vinrent se jeter aux pieds de leur mere pour la conjurer de vouloir bien revenir à Orléans, où elle se trouveroit dans un asyle plus honorable que dans un hôtel garni à Paris. Mais la séduction avoit déjà jetté de trop profondes racines; leurs soumissions, leurs respectueuses instances ne firent que l'aigrir; elle s'emporta contre eux, & les accabla de menaces & d'injures.

Les fleurs Vandeborgue furent pénétrés de douleur d'une résistance qui ne les confirmoit que trop dans les vérités qu'ils avoient découvertes; mais leur chagrin augmenta beaucoup dans la suite, lorsqu'ils apprirent que la Dame leur mere, devenue incapable d'agir par elle-même, & abandonnée sans mesure à ceux qui s'étoient emparés de son esprit, avoit signé deux plaintes contre eux chez le Commissaire Lecomte, les 5 & 9 Juin 1730, dans lesquelles on lui avoit fait débiter contre eux les plus affreuses calomnies, jusqu'à les accuser d'avoir attenté à sa vie, & à citer des témoins irréprochables des faits les plus odieux.

Ils crurent donc ne pouvoir plus différer à agir par les voies de la Justice, pour soustraire la Dame leur mere aux entreprises



criminelles de ses séducteurs. Dans cette vue, ils présentèrent leur Requête en la Cour ; ils exposèrent les faits de dissipation, de foiblesse d'esprit, de séduction, d'égarement, & autres sur lesquels ils croyoient être en droit de poursuivre l'interdiction de la Dame leur mere. Sur cette Requête intervint Arrêt le 12 Juillet 1730, Arrêt qui renvoya au Lieutenant Général de Chartres pour y être pourvu ainsi qu'il appartiendrait.

Le Lieutenant Général de Chartres, pour satisfaire à la commission dont il avoit été honoré, a, par différentes Ordonnances des 17 Juillet & 3 Septembre 1730, ordonné que les parens & amis de la Dame Vandeborgue seroient assemblés devant le Lieutenant Général d'Orléans, pour donner leur avis sur l'interdiction demandée ; que la Dame Vandeborgue seroit interrogée à Paris par le sieur Lieutenant Civil, & qu'il seroit de même informé devant lui des faits portés par la Requête des enfans.

L'information a été faite en conséquence à Paris le 28 Juillet & jours suivans par le sieur Lieutenant Civil. Le 18 Septembre suivant, les parens ont été assemblés devant le Lieutenant Général d'Orléans, où après avoir pris lecture de la Requête des sieurs Vandeborgue & de l'information, ils ont été d'avis qu'il fût donné un Conseil à la Dame de Vandeborgue, sans l'avis duquel elle ne pourroit faire aucune affaire, vendre ni hypothéquer aucuns de ses biens ; qu'il lui fût donné pour 10000 livres de meubies de ceux de sa maison d'Orléans ; que le surplus fût vendu pour être joint au fonds de la société, laquelle subsisteroit jusqu'au décès de la Dame Vandeborgue, sans pouvoir y donner atteinte ; de laquelle société seroit tiré tous les ans la somme de 5000 livres pour la pension de la Dame Vandeborgue, qui lui seroit payée de trois en trois mois.

L'interrogatoire subi par la Dame Vandeborgue le 25 du même mois de Septembre, n'auroit servi qu'à confirmer les parens dans le parti qu'ils avoient pris, par l'instabilité qu'on y remarque dans ses idées, & par les contradictions dans lesquelles on la trouve presque toujours avec elle-même. Il ne faut pas être surpris après cela si, par la Sentence définitive qui est intervenue au Bailliage de Chartres le 19 Octobre 1730, il a été ordonné qu'il seroit donné un Conseil à la Dame Vandeborgue, qui seroit nommé par les parens assemblés devant le Lieutenant Général d'Orléans, sans l'avis duquel Conseil la Dame Vandeborgue ne pourroit contracter mariage ni aucun autre engagement, vendre ni hypothéquer ses biens ; qu'il lui seroit délivré jusqu'à concu-

rence de 10000 livres en meubles meublans ; que le surplus seroit vendu pour être mis & joint au fond du commerce de la société qui subsisteroit jusqu'au décès de la Dame Vandeborgue , sans qu'elle puisse y donner atteinte ; de laquelle société il seroit tiré annuellement la somme de 4000 livres , pour être payée de trois mois en trois mois à la Dame Vandeborgue ; & qu'enfin la Dame Vandeborgue se retireroit à Orléans , sans pouvoir en sortir que par l'avis de son Conseil , si mieux elle n'aimoit se retirer dans un Couvent hors la ville & fauxbourgs de Paris.

C'est de cette Sentence que la Dame Vandeborgue est appellante. Elle a tenté d'obtenir un Arrêt de défenses ; mais la Cour , en la recevant Appellante par un premier Arrêt du 24 Octobre 1730 , s'est contentée de surseoir seulement l'exécution de la Sentence en deux chefs ; l'un concernant la vente des meubles , & l'autre , l'obligation de se retirer à Orléans ou dans un Couvent. Et à l'égard du surplus , a ordonné , avant faire droit , que les procédures sur lesquelles la Sentence étoit intervenue seroient apportées au Greffe de la Cour.

Cet interlocutoire ayant été rempli , la Dame Vandeborgue a poursuivi de nouveau sur les défenses en ce qui concernoit les autres chefs ; mais par Arrêt contradictoire du 11 Janvier dernier , la Cour a ordonné simplement l'exécution de l'Arrêt du 24 Octobre précédent , & a joint le surplus de la Requête à l'appel.

Par le même Arrêt , la Cour a renvoyé à l'Audience une Requête des sieurs Vandeborgue , qu'ils ont expliquée encore depuis par une nouvelle Requête du 27 Janvier 1731 , dans laquelle ils ont conclu à ce qu'il leur fût donné acte des offres qu'ils faisoient de faire entendre devant le Lieutenant Général d'Orléans le sieur Chautard , Vicaire de la paroisse de Notre-Dame de Recouvrance , témoin cité dans l'une des plaintes de la Dame Vandeborgue , même tous les voisins de la Dame leur mere à Orléans , pour justifier de la fausseté des plaintes , & de la conduite respectueuse des sieurs Vandeborgue envers leur mere ; comme aussi qu'il leur fût permis de faire preuve par addition , tant par titre que par témoins , que le nommé Pregermain est un aventurier , fils d'un Meunier , substitué par les Abbés Merlier & Desfrues , Chantreau , la Leroux , & autres ; que ledit Pregermain est noyé de dettes , & n'obsède la Dame Vandeborgue que dans l'espérance de se servir de son bien pour les



acquitter; qu'il a été enfermé deux fois au Fort-l'Evêque par Lettre de cachet, & une fois au Châtelet, pour avoir été trouvé dans un mauvais lieu; qu'il a été condamné à refter quinze jours dans la prifon du Châtelet par forme de correction; qu'il a été encore emprifonné plufieurs fois pour dettes; qu'il fait contracter beaucoup de dettes à la Dame Vandeborgue, en lui faifant fouscrire nombre de lettres de change, montant jufqu'au 22 Novembre 1730, de la connoiffance des Supplians, à la fomme de 21000 liv. favoir, une de 6000 liv. présentée au fieur Vandeborgue des Hauts-Champs, & protestée; une autre de pareille fomme, présentée au fieur Hazon, Banquier; deux autres, l'une de 4000 liv. & l'autre de 2000 liv. les noms en blanc, présentées à la veuve Boutrot par les nommés Savard & Lefevre, pour achat d'eau-de-vie; deux autres présentées au fieur des Hauts-Champs par une Dame à lui inconnue, l'une de 2000 liv. l'autre de 1000 liv. à l'ordre du nommé Savard: toutes datées des 15, 16 & 17 Octobre 1730, mais qui n'ont été présentées que depuis la Sentence du 18 Octobre; fans comprendre dans ladite fomme de 21000 liv. plufieurs autres lettres de change présentées aux fieurs Guerin, Cottin & Guimonneau. Que les nommés Savard & Lefevre ont été en Picardie & en Champagne pour acheter des marchandifes fur des lettres de change de la Dame Vandeborgue; qu'on a offert d'en donner à un tiers de perte; que ladite Dame Vandeborgue a employé le miniftre du nommé Luret, courtier, par l'intrigue de fes obfeteurs, pour vendre au fieur Mazon, Marchand Epicier, dix-huit milliers de fucre; que Pregermain, le confeil de la Dame Vandeborgue, fe vante publiquement qu'il fe fera nommer par Arrêt pour faire appofer le fcellé fur les effets de la raffinerie, & porte la Dame Vandeborgue à contracter des dettes au-delà de ce qui peut lui revenir de la communauté; que Savard & Lefevre font employés par Pregermain pour négocier le papier de la Dame Vandeborgue, & en tirer des fommès confidérables en profitant de fon crédit.

Ces faits font fi graves & fi importans, ils mettent dans un fi grand jour la néceffité des démarches faites par les fieurs Vandeborgue, que quoique dans les procédures qui ont précédé la Sentence, il y ait affez de preuves pour la faire confirmer, les fieurs Vandeborgue n'ont pas cru cependant devoir négliger des découvertes fi décisives.

Rien n'est plus précieux à l'homme que la liberté, que le droit

MOYENS.

de disposer de sa personne, de ses biens & de tout ce qui lui appartient ; c'est une espece d'inhumanité que d'enlever à un citoyen une faculté qui lui doit être si chère.

Nécessité de  
gêner la li-  
berté natu-  
relle.

Mais il est des circonstances où la loi est obligée de prendre des précautions qui gênent cette liberté naturelle, & c'est l'intérêt même des citoyens qui lui inspire les mesures qu'elle paroît prendre contre eux.

Ainsi, dans le premier âge de l'homme, la loi l'affervit à ses parens, à ses tuteurs & curateurs, & lui interdit toute disposition dans la crainte que sa foiblesse & son défaut d'expérience ne le précipitent dans des malheurs dont il ne pourroit jamais se relever.

Dans un âge plus avancé, la loi ne le perd point encore de vue, & en même tems qu'elle semble ne point mettre de bornes à sa liberté, elle observe cependant l'usage qu'il en fait faire ; & si elle le voit s'écarter par foiblesse d'esprit ou par la violence de ses passions, des routes que la sagesse la plus commune semble tracer à tous les hommes, alors elle reprend son premier empire, elle le retient par de nouveaux nœuds, ou, sans le dépouiller entierement de sa liberté, au moins elle empêche qu'il n'en abuse jusqu'à un excès qui lui deviendrait funeste.

La raison est, que nous ne sommes que les administrateurs de nos biens, & que la loi qui nous en confie le gouvernement, se réserve toujours l'empire absolu qui lui appartient, pour étendre ou resserrer notre pouvoir, suivant les vues que la sagesse lui inspire, & qui n'ont jamais pour objet que notre véritable intérêt.

Différens de-  
grés d'inter-  
diction.

De-là sont nées ces différentes précautions que la loi prend contre des majeurs, pour empêcher qu'ils ne dissipent leurs biens, lorsqu'ils paroissent incapables de les conserver. Les uns sont absolument interdits de toute disposition ; les autres ne le sont que par rapport à l'aliénation des fonds ; aux autres, on donne un simple Conseil, sans l'avis duquel ils ne peuvent contracter ; il y en a qui ne sont gênés que dans un seul genre d'action ; par exemple, à qui on défend d'entreprendre aucun procès sans l'avis par écrit d'un Avocat, ou autre personne qui leur est nommée. Le remede change suivant les circonstances ; & c'est la nature de chaque affaire qui regle la maniere dont on doit pourvoir aux besoins de ceux à qui ces secours sont nécessaires.



Les motifs les plus ordinaires de l'interdiction des majeurs sont la démence, la dissipation, la prodigalité, l'incapacité à gouverner ses affaires, la foiblesse qui fait succomber aux premiers efforts de la séduction ; en un mot, une disposition prochaine à une ruine entière, à laquelle des commencemens déjà trop funestes doivent nécessairement préparer.

Presque toutes ces circonstances se réunissent pour soutenir la demande des sieurs Vandeborgue contre la Dame leur mere, sur-tout si les nouveaux faits dont ils ont demandé permission de faire preuve par leur requête du 27 Janvier dernier, se trouvent parfaitement établis. On voit que la Dame Vandeborgue s'est éloignée, sans aucun prétexte, du sein de sa famille & de la ville d'Orléans, dans laquelle elle a toujours demeuré, pour séjourner à Paris dans un hôtel garni ; que là elle a donné sa confiance aux personnes les plus corrompues & les plus décriées ; qu'elle n'agit que par leur impression, ne voyant aucune personne d'une condition convenable à la sienne ; que sa conduite a été un sujet de scandale public ; qu'elle a consumé près de 30000 livres en moins de vingt mois, sans compter toutes les lettres de change qu'elle a tirées, & qui montent encore à une somme plus considérable ; que l'empire de ses séducteurs a été si violent, qu'ils l'ont portée à rendre des plaintes contre ses enfans, qui sont de véritables libelles diffamatoires, dont elle ne peut justifier aucun article ; que les anciens séducteurs en ont substitué de nouveaux, qui ne sont pas moins décriés qu'eux, qui achevent sa ruine, & lui inspirent les conseils les plus funestes. Si tous ces faits sont constans, la Justice pourroit-elle refuser de venir au secours d'une mere trop à plaindre & d'enfans malheureux, pour les tirer les uns & les autres de l'horreur de leur situation : car on ne peut douter que la ruine & le deshonneur de la mere ne soit pour ses enfans le comble des disgrâces ?

Tous ces faits, ou sont déjà établis par l'information, ou le seront par celle qui est demandée. 1°. On ne sauroit voir sans étonnement que la Dame Vandeborgue née, élevée à Orléans, mariée dans la même Ville où elle a eu un domicile fixe jusqu'à l'âge de soixante-quatre ans, où deux de ses enfans possèdent les Charges les plus considérables de la Ville, pendant que le troisième y soutient un commerce florissant commencé par son aïeul, quitte un séjour qui devrait lui être cher par tant de motifs, & vienne se réfugier à Paris dans des hôtels garnis.

D'abord elle avoit un prétexte dans le Procès pendant aux Requête du Palais ; mais ce Procès ayant été jugé, quelle raison pouvoit la retenir hors du lieu de son domicile ? Conçoit-on qu'une femme de son âge puisse ainsi oublier sa famille, ses affaires, son établissement, pour errer à Paris d'auberges en auberges, seule avec une espece de femme de chambre ? Il faut convenir que la bienséance est blessée dans un pareil procédé, & que s'il ne suffisoit pas seul pour exciter la démarche que les sieurs Vandeborgue ont faite, il prépare au moins bien naturellement à tous les désordres qui ont suivi.

2°. En effet, de qui voit-on la Dame Vandeborgue entourée pendant son séjour en cette Ville ? On en frémit de l'exposer en public. L'information n'annonce que les Abbés Merlier & Desfrues, Chantreau, Boisgourd, la le Roux, la Noceti, & autres sujets, dont la seule compagnie suffit pour couvrir d'opprobre ceux qui paroissent en quelque relation avec eux, comme les témoins eux-même le déclarent. Il n'y a personne à Paris, & encore moins au Palais, qui ignore l'histoire des Abbés Merlier & Desfrues, ces indignes Ecclésiastiques, dont les crimes trop avérés ont fait le scandale de toute la Ville, & peut-être de tout le Royaume ; déclarés incapables d'être promus à l'Ordre de Prêtrise, & de posséder aucun Bénéfice à charge d'ames ; interdits des fonctions des Ordres qu'ils avoient déjà reçus, par Sentence de l'Officialité de Paris du 5 Juillet 1724, ils eurent la témérité d'en interjetter appel comme d'abus ; mais cette tentative ne servit qu'à rendre leur infamie plus publique, & à faire confirmer le Jugement de l'Official par Arrêt du 7 Septembre 1726, qui déclara qu'il n'y avoit abus.

Ils ne furent pas mieux traités par le Juge Royal, puisque, sur l'appel de la Sentence du Châtelet, qui les avoit condamnés en 20 liv. d'aumône, & à être admonestés, ce qu'ils avoient regardé comme la plus grande grace qu'on pût leur faire, la Cour, qui avoit reçu M. le Procureur Général appelant à *minimâ*, les condamna à être mandés & blâmés, nue tête & à genoux, & en 10 livres d'amende chacun, par Arrêt du 30 Décembre 1727. A peine étoient-ils sortis des prisons, couverts d'un opprobre qui auroit dû les écarter à jamais de la société civile, qu'ils sont devenus les confidens, les favoris de la Dame Vandeborgue, & qu'à la honte de sa famille, on les a vu liés avec elle par des relations fréquentes.

La Dame le Clec, premier témoin de l'enquête, dépose que



*L'Abbé Merlier a porté pour la Dame Vandeborgue des lettres à M. le Lieutenant Général de Police pour rester à Paris ; qu'elle disoit que l'Abbé Merlier étoit un homme de grand crédit en Cour, & que, quoiqu'elle sût que ce sût un homme de mauvaise vie, elle ne s'en embarrassoit pas, pourvu qu'il la servît. Il falloit être d'un esprit bien foible pour imaginer qu'un tel homme eût quelque accès & le moindre degré de faveur auprès du Gouvernement : il est vrai que ces sortes de gens qui ont tout perdu du côté de l'honneur & de l'opinion publique, cherchent à se dédommager en faisant entendre qu'ils ont bien gagné du côté du crédit & de l'autorité ; mais de tels discours n'en imposeront jamais à aucune personne sage & éclairée : une femme capable de mettre en eux sa confiance, & de se donner de pareils Agens, se couvre donc elle-même de confusion.*

Quel crédit peuvent avoir les gens notés.

*Le même témoin ajoute, que la Duplessis vint dire à la Dame Vandeborgue, qu'elle venoit de chez l'Abbé, qu'elle ne nomma point, & que l'Abbé ne lui conseilloit point de partir pour Orléans, lui persuadant que ses enfans auroient un ordre pour l'empêcher de revenir à Paris : ainsi ces Abbés flétris étoient le Conseil de la Dame Vandeborgue, & c'étoit par leur conseil qu'elle restoit à Paris.*

*Enfin le témoin ajoute que la Dame Vandeborgue étoit entièrement obsédée par les personnes ci-dessus nommées, qu'elle ne suit de conseils que de ces gens-là, qui ne tendent qu'à détruire ses enfans, & à la ruiner elle-même.*

*Le second témoin dépose, que la Dame Vandeborgue voyoit très-mauvaise compagnie, & entre autres la nommée Menaut & les Abbés Merlier & Desfrues, & le nommé Boisgourd, & qu'elle leur faisoit très-grande chere.*

*Antoine Chantreau, qui est encore un des héros de la piece, est un homme chassé de la Compagnie des Avocats au Conseil, convaincu d'avoir fait des prêts usuraires sur des effets, bijoux mis entre ses mains à titre de gage, dont il a frauduleusement disposé par vente, & qu'il est hors d'état de rendre, & autres crimes, pour raison desquels le Roi a ordonné que son procès lui feroit fait & parfait au Châtelet par deux Arrêts des 2 Octobre 1729 & 11 Avril 1730.*

*Le nommé Boisgourd & la nommée Noceti son associée (car c'est ainsi qu'ils sont nommés par les témoins) sont partout représentés comme gens qui menent une vie scandaleuse, nourris dans les intrigues, & qui ne vivent que de désordres &*

de corruption. Le douzieme témoin dépose, que *Boisgourd & la Noceti ont toujours logé ensemble, & vécu comme ils vivent encore en commerce de débauche, & reçoivent journellement chez eux des compagnies & parties de débauche.*

Le treizieme témoin dépose de même, que *la Noceti est une femme qui fait un mauvais commerce, & qui se mêle avec un nommé Boisgourd de faire des mariages moyennant de l'argent, qu'ils prennent des billets qu'ils se font faire; que ledit Boisgourd passe tantôt pour le mari de la Noceti, & tantôt pour son pensionnaire.*

C'est avec de tels gens que presque tous les témoins déposent que la Dame Vandeborgue vit le plus ordinairement : ce sont ses Conseils.

Le premier témoin dépose, que *la Dame Vandeborgue voit les nommés Chantreau & Boisgourd, que ce sont eux qui l'ont engagée à porter des plaintes au Commissaire Lecomte contre ses enfans, & qui l'ont obligée d'y mettre plusieurs faussetés dont elle se seroit désistée, si on ne l'en avoit empêchée.* Ces mêmes faits sont souvent répétés dans les dépositions; il seroit impossible de les rappeler toutes ici; mais le fait est même assuré par l'interrogatoire de la Dame Vandeborgue, enforte qu'il ne peut être révoqué en doute.

Il en est de même de ses liaisons fréquentes avec la nommée Menaut, & la nommée Leroux, dite Dupleffis, toutes femmes décriées pour leur vie licencieuse, & dont la dernière a été enfermée à l'Hôpital de la Salpêtrière, *pour débauche*, suivant le certificat de la Supérieure de cette Maison, du 6 Novembre 1728.

Ces liaisons seules fourniroient un moyen suffisant d'interdiction : car enfin il est constant que ce n'est point un esprit de débauche qui a engagé la Dame Vandeborgue à former de telles habitudes; mais c'est en cela même que la foiblesse de son esprit se manifeste davantage. Dans cette conduite, on remarque une femme incapable de discerner ce qui lui convient, qui donne dans les premieres connoissances qu'on lui propose, qui s'abandonne sans réserve à des gens dont elle rougiroit d'entendre prononcer le nom chez elle, si elle pouvoit faire quelque réflexion. C'est donc une femme trop facile, qui ne peut se garantir des efforts de la séduction, qui succombe aux premieres atteintes, & qui, par cette foiblesse, seroit bientôt entraînée dans un abîme de malheurs, & qui y est en effet presque déjà plongée, comme on va le reconnoître.

3°. Depuis qu'elle a été dans de si funestes liaisons, elle a déjà



fait une grande breche à sa fortune. Il est prouvé, par deux extraits des registres de la Société délivrés par le sieur des Hauts-Champs le 16 Septembre 1730, que depuis le 28 Décembre 1728 jusqu'au commencement du mois de Septembre 1730, c'est-à-dire, pendant vingt mois de tems, elle a dépensé 25478 liv. outre les 3535 liv. qu'elle devoit à la Caisse, suivant le compte du 24 Décembre 1728; c'est-à-dire, presque trois fois son revenu. Elle avoit cru détruire une preuve si convaincante, en disant qu'elle avoit remis 17000 liv. au Banquier de Paris, Correspondant de la Société; mais on a fait voir qu'elle avoit reçu la même somme tant du sieur Dumoulin que du sieur Thuillier, Marchand Epicier à Paris, débiteur de la Société; en sorte qu'outre les sommes remises au Correspondant de Paris, elle a tiré de la Société plus de 35000 livres en vingt mois de tems : dépense bien différente de celle qu'elle avoit faite toute sa vie, & qui n'est que l'effet des dissipations dans lesquelles ses obsesseurs l'avoient entraînée.

Presque tous les témoins parlent des dépenses que ses pernicieux Conseils lui faisoient faire.

Le premier témoin dépose, que *la Dame Vandeborgue est convenue avec elle, que lesdits Chantreau & Boisgourd étoient gens de mauvaise foi, à qui elle avoit déjà donné beaucoup d'argent, & qui lui en demandoient encore par une lettre qu'elle a fait voir à elle déposante.* Ainsi la Dame Vandeborgue n'étoit pas assez aveugle pour ne pas s'appercevoir qu'on la ruinoit; mais elle étoit aussi trop foible & trop facile pour s'en défendre.

Le second témoin dit, que *quand les enfans de la Dame Vandeborgue la venoient voir, elle n'avoit qu'un très-petit ordinaire, au lieu que quand la nommée Menaut, les Abbés Merlier & Desfrues, & le nommé Boisgourd étoient chez elle, elle leur faisoit très-grande chere.*

Le septieme témoin déclare, qu'il a ouï dire que *la Dame Vandeborgue recevoit chez elle quantité de mauvaises gens qui lui donnoient de mauvais conseils, & lui faisoient faire une grande dépense, & a ouï nommer dans le nombre de ces personnes un nommé l'Abbé Desfrues.*

Le quatorzieme parle d'une proposition qui avoit été faite au sieur Rotrou, Marchand Epicier à Paris, de lui vendre, de la part de la Dame Vandeborgue, une certaine quantité de sucre, moyennant une somme de 1000 liv. en argent comptant, & le surplus en lettres de change.

Mais si l'on joint à ces premiers faits de dissipation déjà parfaitement établis, ceux qui ont été nouvellement articulés par la requête du 27 Janvier dernier, on ne pourra plus douter que la déprédation n'ait été portée aux derniers excès. Les sieurs Vandebergue justifient, par un protêt qui a été signifié au sieur des Hauts-Champs le 6 Novembre 1730, que la Dame leur mere avoit tiré sur lui, le 16 Octobre précédent, une lettre de change de 6000 liv. Ils établiront, par des témoins sans reproche, qu'on en a présenté une de pareille somme au sieur Hazon, Banquier à Paris; qu'on en a voulu négocier deux, l'une de 4 & l'autre de 2000 liv. avec la veuve Bouterot; enfin qu'on en a présenté une infinité d'autres à différens Banquiers de Paris, par le ministère des nommés Savard & le Fevre. Si tous ces faits sont prouvés, n'est-il pas certain que la Dame Vandebergue est à deux doigts de sa ruine, & que, par l'aveugle complaisance qu'elle a eue pour les malheureux qui l'obsèdent, elle a peut-être consumé en deux ans de tems tout le fruit qui lui revenoit des travaux de son mari pendant plus de quarante ans? Il n'y a donc jamais eu d'occasion où le secours de l'interdiction ait été plus nécessaire.

4°. C'est par un effet de cette soumission aveugle aux volontés de ses obsesseurs, qu'elle s'est portée à rendre contre ses enfans des plaintes qui sont, comme on l'a dit, de véritables libelles difamatoires. Il est vrai que, dans tous les tems, elle avoit paru avoir pour eux des sentimens biens éloignés de la tendresse d'une mere; mais quelque indisposition qui regnât dans son cœur, elle ne l'auroit jamais portée aux excès qui éclatent dans ses plaintes. On lui fait dire dans celle du 5 Juin 1730, que ses enfans l'ont insultée & maltraitée dans sa maison d'Orléans, où elle a souvent couru le risque de perdre la vie, l'un d'eux ayant jetté une grosse lanterne à la tête de ladite Dame; que sa fureur étoit si grande qu'il cassa tous les vitrages des cloisons, les miroirs de glaces, & les vases de faïance, qui formoient un ornement sur une gallerie de sa maison; qu'enfin les juremens & les menaces furent poussés avec tant de violence, que le Vicaire de la Paroisse fut obligé de survenir pour les appaiser; que depuis son séjour à Paris ses enfans lui ont écrit des lettres de menaces, d'insultes; qu'ils sont venus à Paris exprès pour l'insulter, l'ont maltraitée de paroles outrageantes par différentes fois, en menaçant qu'ils briseroient ses armoires & enleveroient ses papiers, & que si elle n'avoit pas pris le parti de leur parler avec douceur, ils l'auroit maltraitée de coups; elle a ajouté dans la



plainte du 9 du même mois, que ses enfans l'ayant trouvée dans la rue Sainte-Marguerite, ils s'avancerent la canne levée, lui dirent les injures les plus insultantes, & lui firent beaucoup de menaces.

Les sieurs Vandeborgue ne rougissent point de rapporter des traits si injurieux, parce qu'autant qu'ils seroient capables de les noircir, s'ils étoient vrais, autant se trouvant manifestement faux, ils découvrent le caractère des imposteurs qui font parler si indignement la Dame Vandeborgue. Les scènes prétendues arrivées à Orléans sont des fables qui ne sont que le fruit de l'imagination de ces misérables; il leur est échappé, malheureusement pour eux, de citer le Vicaire de la Paroisse, comme témoin des emportemens des enfans contre leur mere, & comme ayant été employé à les apaiser. Les sieurs Vandeborgue ne recuseront point le témoignage même employé contre eux; au contraire, ils ont demandé, par leur requête du 27 Janvier dernier, que le Vicaire fût entendu aussi bien que tous les voisins, bien persuadés qu'il n'y en a pas un qui ne rende témoignage du respect & des ménagemens que les sieurs Vandeborgue ont toujours eus pour la Dame leur mere.

A l'égard des prétendues insultes arrivées à Paris, il n'y a qu'à lire l'enquête des sieurs Vandeborgue, & l'on verra plusieurs témoins qui déclarent, qu'ils n'ont jamais paru devant la Dame leur mere, qu'avec toutes les marques de respect & de soumission qui lui étoient dues, quoiqu'elle leur parlât toujours avec beaucoup d'aigreur.

Aussi les faits répandus dans la plainte sont-ils si calomnieux, que la Dame Vandeborgue elle-même a été obligée de convenir, dans son interrogatoire, *qu'elle avoit été rédigée d'une manière qu'on pouvoit adoucir*. Ce qui est convenir assez expressément qu'elle contient des faits faux & purement imaginés.

En effet, tous les témoins déposent que c'étoit le nommé Boisgourd qui étoit le véritable auteur de ces libelles, & la Dame Vandeborgue le dit assez elle-même dans son interrogatoire; elle prétend qu'elle consulta Boisgourd, lequel lui dit qu'il falloit qu'elle rendît une plainte; que quelques jours après il vint chez elle avec le Commissaire Lecomte, lesquels lui conseillèrent de faire une plainte: qu'en effet elle fit sa plainte audit Commissaire, & lui donna deux louis; elle ajoute qu'elle dicta le canevas de la plainte, que ce fut Boisgourd qui écrivit sous sa dictée les principaux faits de la plainte; que Boisgourd porta le projet chez le Commissaire Lecomte,

*lequel la rédigea* : ainsi l'on voit que c'est Boisgourd qui a inspiré les plaintes, qui a eu la principale part à la rédaction.

D'où il résulte qu'il n'y a rien que la Dame Vandeborgue ne soit capable de faire, dès qu'elle est excitée par ceux qui se sont emparés de son esprit. D'un côté, elle répand ses biens avec profusion; de l'autre, les calomnies les plus odieuses ne lui coûtent rien, & c'est contre ses propres enfans qu'elle les débite sans mesure : feroit-il permis d'abandonner à elle-même une femme réduite à une si triste situation ?

Enfin les sieurs Vandeborgue ont articulé que les Abbés Merlier & Desrués, les nommés Chantreau, Boisgourd & autres, se voyant découverts, avoient substitué de nouveaux obsesseurs qui n'étoient pas moins versés qu'eux dans le funeste talent de ruiner les familles, en y faisant regner la discorde. Ces nouveaux acteurs ont à leur tête le nommé Pregermain, homme noyé de dettes, & dont le nom se trouve si souvent inscrit sur les registres de la geole du grand & du petit Châtelet, qu'on voit bien que toute sa ressource pour vivre est de trouver quelque dupe dont il puisse séduire l'esprit & épuiser la bourse. Tels sont les personnages auxquels successivement se livre la Dame Vandeborgue : incapable de juger des personnes qui s'introduisent chez elle, elle se livre au premier venu, & ne peut résister à aucun. En faut-il davantage pour la plonger dans une infinité de maux, & par conséquent pour établir la nécessité de lui donner un Conseil sage qui la préserve de toutes les disgrâces auxquelles elle seroit exposée avec des Conseils si pernicieux ?

Ces faits ou sont tous établis par l'enquête qui a été faite avant la Sentence du Bailliage de Chartres, ou le seront par l'enquête que les sieurs Vandeborgue demandent permission de faire par addition ; mais si cela est, pourra-t-il y avoir la moindre difficulté à confirmer la Sentence dont est appel ?

La prodigalité est déjà portée aux derniers excès ; outre 25000 liv. de dépense en vingt mois de tems, on trouve que la Dame Vandeborgue a encore tiré des lettres de change pour des sommes au moins aussi considérables. La foiblesse d'esprit ne se fait que trop sentir dans le parti de quitter sa famille, son pays, ses affaires, pour venir se réfugier à Paris, & s'y livrer aveuglément aux impressions de gens flétris, qui ne peuvent que l'entraîner dans le précipice, & qui, profitant de quelque indisposition qu'ils ont remarquée dans le cœur de la mere contre ses enfans, l'ont portée jusqu'à rendre les plaintes calomnieuses dans lesquelles



quelles elle leur impute les faits les plus atroces , & les plus faux. Pourroit-on moins faire dans ces circonstances que ce qui est prescrit par la Sentence du Bailli de Chartres ?

Elle se contente de donner un simple Conseil à la Dame Vandeborgue , elle pourvoit abondamment à tous ses besoins , en lui faisant remettre 10000 liv. de meubles , & payer une pension de 4000 liv. par chacun an , ce qui remplit à-peu-près tout ce que son bien peut produire. Que peut désirer de plus une femme âgée , qui avec ce secours est en état de vivre honorablement , & même avec éclat dans la ville d'Orléans ? Faut-il donc en l'abandonnant à elle-même l'exposer à dissiper en peu de tems tous ses biens , & peut-être à se perdre de réputation ? La religion , la nature , la loi , tout exige que l'on prenne les mesures les plus justes pour la mettre à l'abri de si funestes événemens.

On conviendra sans peine avec la Dame Vandeborgue , que pour interdire quelqu'un , il ne suffit pas d'avoir conçu quelque inquiétude sur l'avenir , de craindre qu'il ne dissipe son bien , & qu'il faut que le désordre ait commencé à éclater dans sa conduite ; mais il s'en faut bien aussi que l'on soit ici réduit à de simples alarmes trop légèrement conçues ; le mal n'a déjà été porté que trop loin. Quoi donc ! N'est-ce qu'une terreur panique qui agite les enfans , quand il voient qu'outre 25000 liv. de sommes réellement touchées , elle a encore inondé la ville & les provinces de lettres de change qui peuvent monter à des sommes immenses , & qui excèdent au moins la somme de 20000 livres ? N'est-ce qu'une terreur panique , quand on voit que la D<sup>e</sup> Vandeborgue a déserté son pays , sa famille depuis près de trois ans , & qu'elle est livrée à ce qu'il y a de plus corrompu & de plus pernicieux dans Paris ? N'est-ce qu'une terreur panique , que le chagrin de voir leur mere les accabler de reproches odieux , débiter contre eux des libelles pleins de calomnies , & se livrer par les conseils de ses obsesseurs à des impostures qui tendent à deshonorner toute la famille ? Le mal pouvoit il être porté à de plus grands excès , la nécessité du remède pouvoit-elle être plus pressante ?

Mais , dit-on , lisez l'interrogatoire de la Dame Vandeborgue : vous n'y trouverez aucun trait d'égarement ; au contraire , ses réponses sont justes & précises ; elle jouit donc de toute la santé de son esprit , ce qui suffit pour faire tomber la demande à fin d'interdiction. Deux réponses également décisives doivent écarter cette objection.

Plusieurs  
conservant le  
raisonnement  
se dérangent  
dans leur con-  
duite.

1°. Il n'est pas nécessaire pour interdire quelqu'un, & encore moins pour lui donner un Conseil, que son esprit soit tombé dans l'égarément; il suffit qu'il n'ait plus le degré de force nécessaire pour se défendre des atteintes de l'obsession, & que l'on trouve qu'il y ait déjà succombé. Si l'on n'interdisoit que ceux qui sont en démence, ce remède seroit presque inutile, parce que celui qui est réduit à un état si déplorable est manifestement dans l'impuissance de contracter; & s'il avoit pris quelque engagement sans être interdit, il seroit facile de le détruire en articulant l'état de démence où il étoit. C'est donc principalement contre ceux qui conservant encore des idées naturelles sur les choses qu'on leur présente, se dérangent cependant dans leur conduite, que le remède de l'interdiction est introduit. Tel homme dans une conversation paroît parler comme les autres, qui se porte cependant dans ses actions à des égaremens qu'on ne peut excuser, soit par la violence des passions qui le dominent, soit par l'impuissance où il est de se défendre des pièges de ceux qui l'obsèdent, & par l'habitude où il est de succomber à leurs efforts. Ce n'est donc pas par des réponses dans un interrogatoire qu'il faut toujours juger des facultés de l'esprit, c'est par la suite des actions qu'il faut se déterminer.

2°. Dans l'interrogatoire de la Dame Vandeborgue, on ne la trouve pas même avec cette présence d'esprit qu'on lui attribue. On lui demande *quel âge elle a*; elle répond, *qu'elle ne s'en souvient pas bien précisément, & que c'est soixante ans ou environ*; cependant elle en avoit soixante-cinq. Se trompe-t-on de tant d'années sur son âge?

On lui demande *où est actuellement son véritable domicile*; elle répond, *que c'est ici (à Paris) & à Orléans dans sa maison*. Une femme a-t-elle deux domiciles en même-tems dans deux villes éloignées de trente lieues?

On lui demande *quels sont les gens de sa sorte & de sa condition qu'elle fréquente*; elle nomme *l'Abbé du Caté, le sieur de Châteauneuf, Aumonier d'une Duchesse*; croit que c'est *Madame la Duchesse de Bouillon*; depuis a dit *la Duchesse d'Estrées, la Dame le Clerc, marchande Epicier*. Elle a affecté de ne point nommer tous les autres avec qui elle est en relation journalière, & cependant dans la suite elle est obligée de convenir qu'elle les voit tous.

A l'égard de l'Abbé du Caté elle l'a vu en effet quelquefois; le troisième témoin en dépose, & dit qu'il étoit très-libre en



*paroles , & paroïſſoit ſans religion , & que la Dame Vandebergue ne faiſoit que rire de ce que l'Abbé diſoit.*

A l'égard du ſieur de Châteauneuf que la Dame Vandebergue cite comme une connoiſſance particuliere, elle ne ſçait de qui il eſt Aumônier.

Enfin, la Dame le Clerc eſt une femme d'honneur qui a vu en effet la Dame Vandebergue , & qui rend compte de toute l'indignité de ſa conduite.

On lui demande , *à qu'elle occaſion elle a connu la Menaut ;* la Dame Vandebergue fait à cette occaſion un long récit d'une fable très injurieuſe au ſieur Avocat du Roi, & qui n'avoit aucun rapport à la queſtion.

On lui demande *comment elle a pu fréquenter la Menaut juſqu'à la faire choucher avec elle, puisqu'il étoit de ſa connoiſſance qu'elle menoit une vie ſcandaleuſe , & que ſa ſanté étoit altérée ;* elle repond, *qu'elle ne l'a jamais connue pour telle , & qu'elle ne lui a vu fréquenter que d'honnêtes gens ;* cependant tous les témoins dépoſent que c'eſt une femme décriée pour ſes débauches.

On lui demande ſi elle connoît le nommé Boisgourd ; elle répond *qu'elle croit qu'il ſe mêle de ſolliciter des proceſſes , & qu'elle n'a eu aucun accès avec lui.*

Cependant quelques articles après, elle convient qu'elle l'a conſulté, qu'elle lui a dicté le canevas de ſes plaintes ; qu'il en a écrit les principaux faits, les a portés chez le Commiſſaire, & a fait rédiger la plainte ; enſorte qu'il eſt ſon Conſeil & ſon agent ; & c'eſt un homme qui n'a aucun accès chez elle, ſi l'on en croit ce qu'elle avoit dit auparavant : c'eſt une contradiction manifeſte.

On lui demande ſi ce n'eſt pas *Boisgourd & un autre particulier qui ont dicté la plainte au Commiſſaire , & ſi enſuite elle ne l'a pas ſignée aveuglément ;* elle répond, *qu'elle n'en ſait rien , & enſuite elle explique ce qu'elle prétend ne pas ſavoir.*

On lui demande combien elle a rendu de plaintes ; elle répond, *qu'elle croit qu'il y en a deux ,* comme ſi elle pouvoit être incertaine d'un fait auſſi intéreſſant, en cas que ſes plaintes fuſſent véritablement ſon ouvrage.

On ne finiroit point ſi l'on relevoit toutes les irrégularités de ſes réponſes ; elle dit dans un article *qu'elle n'a point voulu rompre la ſociété qu'elle a avec ſes enfans , & que ce ſont eux qui veulent l'en faire ſortir.* Dans un autre elle dit, *qu'elle veut faire faire inventaire , retirer ce qui eſt à elle , après quoi elle verra ſ'il lui convient*

*de quitter la raffinerie ou de ne la pas quitter, & qu'en cas qu'elle la quitte, elle placera son bien par bon conseil. On voit donc que son unique objet est de parvenir à cette séparation pour dissiper un bien si nécessaire à la raffinerie, & sans lequel elle ne peut subsister. Ces contradictions, ces incertitudes sur les faits les plus essentiels ne marquent pas une grande présence d'esprit ; mais encore une fois, c'est par les actions plutôt que par les paroles qu'il faut juger de la nécessité du remède auquel les sieurs Vandebergue ont été obligés de recourir.*

Les vérités établies par l'Enquête & par l'interrogatoire, jointes au suffrage des plus proches parens de la Dame Vandebergue suffisent sans doute pour déterminer la Cour dès-à présent à confirmer la Sentence rendue au Bailliage de Chartres, dont les dispositions sont si modérées qu'on peut assurer que l'intérêt même de la Dame Vandebergue seroit de l'exécuter ; mais si la Cour vouloit encore de plus grands éclaircissimens, les nouveaux faits articulés par les sieurs Vandebergue donneroient tant de jour à leur cause, qu'on ne doute pas que la Cour ne se déterminât à en admettre la preuve. Elle n'est pas nécessaire ; mais elle acheveroit de couvrir d'opprobre les obsesseurs de la Dame Vandebergue, & justifieroit de plus ses enfans sur les mesures qu'ils ont été obligés de prendre pour sauver leur mere du naufrage dans lequel elle étoit prête de périr.





## XLIV. CAUSE À LA TOURNELLE CRIM.

POUR le marquis de Mezieres.

CONTRE le Marquis de . . . . .

## QUESTION.

*Si un Officier qui en va trouver une autre chez  
li à l'occasion de quelques rapports, & qui  
lui parle en secret, peut être accusé de guet-à-  
pens & décrété.*

LE Marquis de . . . . n'a point ignoré le soulèvement général que les plaintes qu'il a rendues contre le Marquis de Mezieres ont excité. Il a composé un manifeste pour se justifier. Accusateur dans les Tribunaux de la Justice, il soutient dans le public le personnage d'accusé; quelques efforts qu'il fasse il ne se tirera pas avec plus d'honneur de l'un que de l'autre.

Il ne s'agit point, dit-il, d'un crime que l'on pourroit peut-être regarder comme glorieux au Marquis de Mezeires; j'aurois été jaloux d'en partager l'honneur avec lui, si l'occasion s'en étoit présentée; c'est d'un guet-à-pens que j'ai rendu plainte. Si ce n'est pas-là ce que dit le Marquis de . . . . en propres termes, c'est au moins ce qu'il insinue.

Le Marquis de Mezieres ne forme point de conjectures sur les dispositions où seroit le Marquis de . . . . s'il étoit attaqué, il lui suffit de faire voir, qu'également innocent, & du crime dont on l'accuse, & de celui dont on le justifie, il n'y a eu de sa part que des procédés dont le Marquis, de . . . . auroit dû se louer; & de la part du Marquis de . . . . qu'une terreur panique, dont le Marquis de Mezieres ne sauroit être garant.

Le Marquis de . . . . est parent du Prince de Ligne qui a épousé depuis peu la sœur du Marquis de Mezieres; la Princesse de Ligne s'est séparée de son mari pour des causes dont il n'est point question d'instruire le public; le Marquis de . . . . s'est intéressé pour le Prince de Ligne; on ne prétend pas lui en faire un reproche.

FAIT.

Pendant que cela se passoit, le Marquis de Mezieres servoit dans le camp qui fut assemblé l'année dernière sur les bords de la Saone. A son retour, plusieurs personnes lui rendirent compte de l'éclat que faisoit dans le monde l'affaire du Prince de Ligne, & des discours peu ménagés que tenoit le Marquis de.... de la Marquise de Mezieres sa mere, & de la Princesse de Ligne sa sœur.

Le Marquis de Mezieres ne put ajouter foi à ces rapports; il avoit connu particulièrement le Marquis de.... qu'il avoit vu souvent chez la Comtesse de Revel, & même chez la Dame Marquise de Mezieres. Le Marquis de.... lui avoit toujours témoigné de l'amitié; il crut qu'il devoit l'aller voir, lui rendre compte des mauvais bruits qui couroient, & que le Marquis de.... seroit le premier à les desavouer.

Le premier Octobre il sortit de chez lui dans un carrosse de place, suivi d'un simple laquais, & se fit mener chez le Marquis de.... sans être accompagné de personne. L'ayant demandé, & ayant appris qu'il n'y étoit pas, il fut dans le marais faire quelques visites, & trouva entre autres le sieur de Chaumont, Officier comme lui dans la Gendarmerie, & fils de M. de Bernage, Conseiller d'Etat & Intendant de Languedoc. Le sieur de Chaumont le pria à dîner, ce qu'il accepta; ils furent ensemble à la messe, après laquelle le Marquis de Mezieres lui dit qu'il avoit une visite à faire dans le Fauxbourg Saint Germain, & qu'il reviendrait chez lui pour l'heure du dîner.

Le sieur de Chaumont profita de l'occasion, & dit que puisque cela étoit, il iroit chez M. de Bernage qui demeure aussi dans le Faubourg Saint Germain, & qu'ils reviendroient ensemble. Ils se firent donc mener chez le Marquis de.... d'où, après la visite dont on rendra compte dans un moment, ils furent chez M. de Bernage, & revinrent enfin dîner chez le sieur de Chaumont.

On ne reconnoît guere dans ces démarches les préludes d'un guet-à-pens; aussi n'y eut-il jamais d'imagination plus absurde & plus contraire à toutes les circonstances de cette visite devenue si fameuse, & dont le Marquis de Mezieres ne prévoyoit pas que l'on dût jamais parler.

Il se rendit donc pour la seconde fois chez le Marquis de.... le premier octobre sur le midi; ayant appris qu'il y étoit, il descendit du carrosse dans lequel le sieur de Chaumont resta; il entra seul, & sans être même suivi de son laquais; il trouva



dans la premiere piece de l'appartement un assez grand nombre de domestiques ; il demanda à parler en particulier au Marquis de . . . & passa dans la seconde piece ; le Marquis de . . . étoit dans une troisieme avec le Prince de Ligne , la Marquise de Chambonas , le Marquis de Caraccioli & d'autres personnes ; il sortit & vint au-devant du Marquis de Mezieres.

Le Marquis de Mezieres lui dit avec beaucoup de politesse ( c'est ce que le Marquis de . . . appelle un air déconcerté ) qu'il feroit charmé de voir la paix entre sa famille & le Marquis de . . . qu'on avoit voulu lui persuader qu'il avoit tenu des discours peu convenables ; qu'il le croyoit trop honnête homme pour cela , & qu'il avoit cru ne pouvoir mieux faire que de s'adresser à lui-même pour en être éclairci.

Le Marquis de . . . s'irrita d'une démarche que tout autre auroit regardée comme l'effet de la politesse ; il se crut attaqué jusques dans l'asyle même de sa maison ; il s'emporta & prétendit qu'un jeune Officier manquoit au respect qu'il devoit à un Lieutenant Général. S'il en étoit demeuré-là , le Marquis de Mezieres lui auroit facilement persuadé qu'il se trompoit dans la fausse idée qu'il s'étoit faite de sa démarche ; mais il **com-**mença à déclamer contre la Marquise de Mezieres & contre la Princesse de Ligne ; le Marquis de Mezieres , zélé comme il le doit pour l'une & pour l'autre , le prit à son tour sur un ton qui convenoit ; la conversation s'anima & attira également , & les personnes de condition qui étoient dans la troisieme piece , & ce nombreux cortège de domestiques qui étoient dans la premiere.

La scene finit par la retraite du Marquis de Mezieres qui sortit avec le Marquis de Caraccioli. On ne devoit pas attendre d'une personne de l'âge du Marquis de Mezieres beaucoup de modération après ce qui s'étoit passé ; mais ce que la colere peut inspirer de vivacités après une pareille scene ne passera jamais pour un crime.

Cependant quand il fut hors de la maison , il se calma , & tout le fruit qu'il retira de sa visite fut de demeurer convaincu qu'il n'y avoit point de calomnie dont le Marquis de . . . ne fût capable , & que c'étoit un homme avec qui il falloit rompre pour toujours.

Mais il avoue qu'il n'imagina pas que le Marquis de . . . osât en rendre plainte , moins encore de ce qui se passa quelques jours après dans l'Eglise de Saint Joseph.

Le Marquis de Mezieres y fut à la Messe, non pas après l'avoir entendue aux Jacobins, comme l'avance faussement le Marquis de . . . dans son Mémoire ; il y vit le Marquis de . . . comme beaucoup d'autres personnes de condition ; il sortit , la Messe finie , & retourna chez la Dame sa mere , comme le Marquis de . . . rentra chez lui , sans s'être parlé. Cependant c'est un nouveau crime , selon le Marquis de . . . Par-tout où il apperçoit le Marquis de Mezieres , il croit se voir insulté ; il faudra dans la suite qu'en quelque lieu que le Marquis de Mezieres veuille entrer , Eglise , Promenades publiques , Spectacles , il commence par s'informer si le Marquis de . . . n'y est pas , sinon voilà le Commissaire du Marquis de . . . honoré d'une nouvelle visite de sa part ; puisqu'on fait un crime au Marquis de Mezieres d'avoir été à la Messe, il ne fait plus ce qui fera innocent de sa part aux yeux du Marquis de . . .

On a donc fait informer de ces deux faits , & enfin le Lieutenant Criminel a accordé aux vives instances du Marquis de . . . un décret d'assigné pour être oui.

Ce n'est pas-là de quoi satisfaire sa vengeance ou son inquiétude , il faut que le Marquis de Mezieres soit décrété de prise de corps , pour que le Marquis de . . . soit tranquille ; il a donc porté la persécution jusqu'à appeler de ce décret comme de déni de Justice.

Le Marquis de Mezieres a de sa part interjetté appel de toute la procédure , & demande qu'en évoquant le principal , il soit déchargé de la calomnieuse accusation avec dommages & intérêts.

MOYEN. Son moyen est simple ; il n'y a ici , & il ne peut y avoir aucun corps de délit. Quels sont ses crimes prétendus ? Il a été rendre une visite au Marquis de . . . dans un esprit de paix ; il l'a prié de s'expliquer sur des discours peu convenables qu'on lui imputoit : c'est un zele qui ne peut que lui faire honneur. Le Marquis de . . . trop prompt à s'alarmer , croit qu'on vient l'attaquer ; il crie , il s'emporte , toute la Maison s'assemble , & le Marquis de Mezieres se retire : comment peut-on traiter cette démarche de criminelle ?

C'est , dit-on , un guet-à-pens. Mais que veut dire par là le Marquis de . . . ? Ose-t-il soutenir que le Marquis de Mezieres vint pour l'assassiner ? Tout se souleveroit contre une accusation si téméraire : la naissance , les sentimens du Marquis de Mezieres , toutes les circonstances de l'action. Le Marquis de Mezieres  
entre



entre seul chez un homme de condition , à l'heure du dîné , entouré de personnes du premier rang & d'une foule de domestiques ; voilà assurément des circonstances dans lesquelles on n'imaginera jamais que l'on ait voulu faire un coup si horrible ; pouvoit-on prévoir que le Marquis de . . . . en seroit alarmé , & qu'il ne se croiroit pas même en sûreté dans une situation où au premier ordre il auroit pu faire périr le Marquis de Mezieres ?

D'ailleurs , personne n'a été témoin de ce qui s'est dit lorsque les deux Parties se sont abordées ; ce n'est qu'aux discours violens du Marquis de . . . . . que tout le monde est accouru ; il est donc le maître d'attribuer au Marquis de Mezieres tels discours qu'il jugera à propos ; mais peut-il se flatter qu'un homme accoutumé à parler si faussement de toute la famille , fera cru facilement dans ce qu'il dira contre le Marquis de Mezieres en particulier ?

Enfin prétend-il sonder les intentions du Marquis de Mezieres ? Mais c'est un secret qui lui est interdit comme à tout autre. On le répète , il n'y a donc & il ne peut y avoir aucun corps de délit.

Le fait de la Messe entendue à Saint Joseph est encore plus bizarre ; il étoit réservé au Marquis de . . . . . d'en rendre plainte. Que veut-il faire entendre par cette plainte ? Que l'ombre seule du Marquis de Mezieres l'étonne & l'embarrasse. Le hazard les réunit dans une même Eglise ; aussi-tôt le Marquis de . . . . . se forme les idées les plus funestes ; on en veut à sa vie ; seroit-il permis d'en douter ? Le Marquis de Mezieres a jetté les yeux sur lui ; voilà un crime qui doit exciter toute la sévérité de la Justice. On rougit de rappeler de pareilles illusions.

Il est aisé de juger après cela lequel des deux . . . . est en droit de se plaindre du décret. Le Marquis de . . . . . dit que c'est un trait d'indulgence pour l'Accusé ; le Marquis de Mezieres soutient que c'est avoir poussé la complaisance trop loin pour l'Accusateur. Jamais on n'a vu de crime plus chimérique , ni d'accusation plus indécente ou plus absurde.



# XLV. INST. A LA GRAND'CHAMBRE.

POUR Dame Marie-Therese Martin , veuve de  
Messire Louis de Bethune-Chabry , Intimée.

*CONTRE Nicolas Vernier des Couturiers , tuteur des  
Demoiselles Jeanne-Louise & Jeanne-Marie Bertin ,  
Appellant.*

## Q U E S T I O N.

*Séparation de biens , attaquée comme nulle &  
frauduleuse.*

DANS le nouveau Mémoire du tuteur des Demoiselles Bertin , on partage leurs moyens contre la Sentence de séparation entre la forme & le fond.

Dans la forme , on prétend que la procédure est irrégulière ; au fond , on soutient que la séparation est un ouvrage de fraude , & qu'il n'y avoit aucun motif qui pût autoriser la Dame Marquise de Bethune à la demander.

On suivra l'Appellant dans ces différens moyens ; on fera voir que tout est régulier dans la forme , & qu'au fond il n'y a jamais eu de séparation plus nécessaire ; que la Dame Marquise de Bethune ne pouvoit , sans s'exposer à une ruine totale , refuser le secours que la loi lui présentoit.

On reproche à la Dame Marquise de Bethune qu'elle ne rapporte pas toute la procédure sur laquelle la Sentence de séparation est intervenue ; mais qui pouvoit prévoir qu'on se porteroit à l'attaquer ? Une séparation publiquement exécutée , contre laquelle le mari n'a point réclamé , & , ce qui est encore plus important , que les créanciers eux-mêmes ont respectée pendant tant d'années.

S'ils avoient prétendu que la Dame Marquise de Bethune n'avoit point de cause légitime de se faire séparer ; que sa dot étoit en sûreté ; qu'elle n'avoit pas besoin pour la conserver de donner atteinte à la communauté établie par le contrat de mariage : pourquoi sont-ils demeurés dans le silence depuis 1711



jusqu'en 1729 ? Pourquoi n'ont-ils pas fait saisir les revenus des Terres de la Dame Marquise de Bethune ? Pourquoi l'ont-ils laissé vivre tranquillement comme femme séparée , pendant que ses créances périssoient par l'insolvabilité notoire de leurs débiteurs ? Ce silence de dix-huit années entieres ne forme-t-il pas contre eux une fin de non-recevoir invincible ?

On ne peut pas douter de l'intérêt qu'ils avoient d'agir contre la Dame Marquise de Bethune. Créanciers de sommes immenses contre un débiteur ruiné, & à qui il ne restoit aucun bien, leur unique ressource étoit de faire rentrer dans la communauté tous les biens que la Dame Marquise de Bethune possédoit en particulier ; ils ne l'ignorent pas , & cependant ils demeurent dans l'inaction. Trop convaincus par eux-mêmes de la nécessité de la séparation , ils n'osent l'attaquer ; & en cela on peut dire qu'ils l'exécutent eux-mêmes. Que viennent-ils donc faire après un si long tems ? N'est-on pas en droit de les opposer à eux-mêmes ?

La Dame Marquise de Saint-Remy seule avoit osé saisir entre les mains de M. de Bouville les 100000 livres qu'il devoit à la Dame Marquise de Bethune ; on lui a opposé la séparation ; & par Sentence du 9 Juille 1712, la Dame Marquise de Bethune a obtenu main-levée de sa saisie. Cet exemple a retenu tous les autres créanciers ; ils ont déferé à des Jugemens dont la sagesse leur étoit connue. La Dame Marquise de Bethune est demeurée tranquille ; elle a acheté , affermé ses Terres , reçu ses remboursemens , donné quittance de ses revenus , sans que les créanciers de son mari , assurés de tout perdre avec lui , aient entrepris de la traverser.

De-là deux conséquences également justes ; la premiere , que la Dame Marquise de Bethune n'a pas été obligée de garder les procédures sur lesquelles est intervenue une Sentence si publiquement exécutée par toutes les Parties intéressées. La seconde , que ces mêmes créanciers , qui ont laissé exécuter la Sentence de séparation pendant dix-huit ans , malgré l'intérêt pressant qu'ils avoient de l'attaquer , ne seront plus recevables à s'en plaindre.

Que ne relevoient-ils alors les prétendues irrégularités de la procédure ? Que ne vantoient-ils la pleine & entiere sûreté de la dot de la Dame Marquise de Bethune ? Que ne traitoient-ils les alarmes qu'elle avoit si justement conçues de chimeres & de terreurs paniques ? On auroit alors facilement retrouvé toutes

les procédures. Mais ils étoient bien éloignés d'imaginer alors tout ce qu'ils hafardent aujourd'hui ; l'état auquel étoit réduit le Marquis de Bethune vivant auroit trop justifié la Sentence qu'ils auroient attaquée ; ils l'ont donc exécutée de bonne foi comme un titre qui ne pouvoit souffrir d'atteinte. Comment font-ils devenus si contraires à eux-mêmes , & appellent-ils aujourd'hui d'une Sentence qu'ils ont exécutée pendant dix-huit ans ? Cet acquiescement seul devoit leur imposer silence , & opérer une fin de non-recevoir invincible.

Parcourons cependant les deux classes de moyens qu'ils proposent.

## MOYENS.

Dans la forme, ils opposent , en premier lieu , que l'on ne voit point d'appointement en droit prononcé par la Sentence du 11 Mars 1711 ; & que si cela est , on n'a pas pu juger par forclusion. La Dame Marquise de Bethune s'étoit contentée de répondre qu'il étoit d'un usage invariable au Châtelet de prononcer l'appointement par la même Sentence qui ordonne l'enquête. Le tuteur des Demoiselles Bertin n'est pas satisfait de cette réponse , & insiste sur la nécessité de justifier. Pour lui imposer silence , on a levé une seconde expédition de la Sentence du 11 Mars 1711 , qui prononce bien disertement l'appointement en droit à écrire & produire , même contredire , s'il y étoit , dans le tems de l'Ordonnance ; il se rendra sans doute à la vue de cette piece qui sera produite , & qui levera tous les doutes qu'il affecte de répandre dans le tems même qu'il est bien assuré que la Sentence est telle qu'elle paroîtra dans la nouvelle production.

Il oppose , en second lieu , que , suivant l'art. 27 du tit 22 de l'Ordonnance de 1667 , on doit donner copie du procès-verbal d'enquête , pour fournir , par la Partie à qui il est signifié , ses reproches dans huitaine , si bon lui semble ; d'où il conclut qu'on ne peut produire qu'après cette huitaine expirée. Il convient que l'on peut signifier l'enquête & le procès-verbal en même tems , en donnant toujours les huit jours pour fournir de reproches ; mais il soutient qu'on ne peut produire qu'après ces huit jours , afin que la Partie à qui on oppose l'enquête profite de ce délai pour fournir des reproches indépendamment des délais de l'appointement.

Point de nullité à mener la procédure plus vite que

Mais sur quoi fonde-t-il un moyen de cette qualité ? L'Ordonnance donne huit jours pour fournir de reproches contre les témoins , & ces huit jours commencent à courir du jour



de la signification du procès-verbal ; mais on n'a trouvé dans aucun article de l'Ordonnance que , pendant ces huit jours , on ne puisse pas produire son enquête ni les autres pieces nécessaires ; cela n'est certainement écrit nulle part , & par conséquent ce ne fera jamais une nullité de l'avoir fait.

ne veut l'Ordonnance.

Mais , dit-on , le mari devoit avoir huit jours pour fournir de reproches , & huit jours pour produire ; en produisant de la part de la Dame Marquise de Bethune le jour même qu'elle a signifié le procès-verbal , c'est réunir les deux délais , ce qui n'est pas permis. Mais , on le répète , où est la loi qui le défend ? Il y a huit jours pour fournir de reproches du jour de la signification du procès-verbal ; il y a huit jours pour produire du jour de la signification de l'acte de produit ; mais s'il n'est point défendu de produire son enquête le jour même qu'on en signifie le procès-verbal , les deux huitaines se confondent en une seule , puisque les deux choses auxquelles on doit répondre dans huitaine se peuvent faire le même jour.

Il faudroit donc , pour fonder le moyen de l'Appellant , trouver dans l'Ordonnance que celui qui a signifié un procès-verbal d'enquête , ne peut produire que dans les huit jours dans lesquels on peut fournir de reproches , & alors il y auroit deux huitaines successives , l'une pour fournir de reproches du jour de la signification du procès-verbal , & l'autre pour produire du jour de la signification de l'acte de produit ; mais l'Ordonnance ne défendant point de produire le même jour qu'on signifie le procès-verbal d'enquête , alors du même jour partent les deux délais qui se réunissent & se confondent , puisque les termes desquels ils doivent partir peuvent aussi se rencontrer & se réunir en un même jour.

Deux différens délais peuvent courir ensemble & se confondre.

La troisième & dernière critique dans la forme est de dire , que depuis la première production on ne peut juger contre la Partie qui n'a pas produit que quinzaine après. La raison qu'on en rend est , qu'il faut huitaine pour produire & huitaine pour contredire ; c'est , dit-on , la disposition de l'art. 12 du tit. 11 , qui porte , que l'appointement en droit sera de huitaine , & emportera aussi règlement à contredire dans le même délai , encore que cela ne soit exprimé dans l'appointement.

On croit avoir pleinement satisfait à cette objection de la part de la Dame Marquise de Bethune dans ses contredits du 16 Juin dernier , où l'on a fait voir que celui à qui on a signifié un acte de produit , a huitaine pour produire , & que s'il profite de

ce délai, & produit dans la huitaine, alors il peut prendre communication de l'autre production, & jouir d'un autre délai de huitaine pour contredire. Voilà tout ce qui résulte de l'Ordonnance & de l'art. 12 ci-dessus cités.

Qui ne produit perd le délai qu'accorde l'Ordonnance pour contredire.

Mais si une Partie à qui on a signifié un acte de produit, ne profite point du premier délai de huitaine pour produire, alors on ne lui en doit point un second pour contredire, parce que la liberté de contredire n'est donnée qu'à celui qui a produit; dès que la première huitaine pour produire est passée, il y a forclusion acquise, & par conséquent on peut juger.

L'art. 8 du tit. 14 n'a rien de contraire au principe que l'on vient d'établir; il porte que le Procureur qui aura produit, fera signifier que sa production est au Greffe; & *du jour de la signification*, ajoute-t-il, *commenceront les délais tant de produire que de contredire*, lesquels étant expirés, l'autre Partie demeurera forclose de plein droit: car ces deux délais qui doivent être expirés s'entendent toujours lorsque celui qui veut jouir du délai donné pour contredire aura produit lui-même. Il y a deux délais de huitaine, chacun du jour de la signification de l'acte produit, cela est vrai; mais pour jouir du second il faut avoir profité du premier; car on ne donne point de délai pour contredire à celui qui n'a pas produit dans le délai que l'Ordonnance lui donne pour cela; autrement il faudroit dire que l'on a quinzaine pour produire, ce qui est manifestement contraire à l'Ordonnance.

Aussi la Sentence du 11 Mars 1711 qui a prononcé l'appointement en droit, porte que les Parties sont appointées à écrire & produire, même contredire, si le cas y échoit. Ces derniers termes, même contredire, si le cas y échoit, développent le moyen de la Dame Marquise de Bethune; car il en résulte que si le cas n'échoit point de contredire, il n'y aura point de délai à cet égard. Or celui qui n'a point produit ne pouvant contredire, il est évident que le cas n'est point échu, & par conséquent qu'aux termes de la Sentence d'appointement, aussi bien qu'aux termes de l'Ordonnance, on a pu juger après la première huitaine.

Toutes ces critiques de forme ne roulent donc que sur de pures équivoques; elles ne sont point fondées sur l'Ordonnance; elles sont condamnées par l'usage constant du Châtelet que l'on a suivi dans la séparation de la Dame Marquise de Bethune, comme on le suit tous les jours dans tant d'autres séparations qui s'y portent à chaque instant; ce seroit donner atteinte à toutes les séparations que d'admettre de pareils moyens; mais ils sont trop frivoles pour qu'il soit permis de s'y arrêter.



Au fond , on ne fait que crier à la fraude & à la collusion ; on la tire de trois actes différens. Le premier est l'acte du 18 Mars 1711 ; le second , la donation faite à la Dame de Bethune , qui mettoit sa dot en sûreté ; & le troisieme , la vente de Monismes.

Avant que de répondre aux inductions que l'on tire de ces trois pieces , la Cour est suppliée de se souvenir de l'état auquel étoit réduite la fortune du Marquis de Bethune dans le tems de son second mariage & de la séparation. Jamais peut-être personne n'avoit allié avant lui tant de noblesse & tant de misere. Pourvu originairement du Gouvernement d'Ardres , il l'avoit vendu & en avoit dissipé le prix ; de tous les biens de sa Maison abandonnés à des créanciers dès 1667 , il n'avoit conservé que la terre de Chabry , dont il s'étoit rendu adjudicataire moyennant 61000 livres qu'il avoit promis de payer à des créanciers délégués ; il en devoit encore le prix en 1711 , avec beaucoup d'années d'intérêts. Les sommes immenses qu'il avoit empruntées d'ailleurs , & qui grossissoient chaque jour par le cours des arrérages , auroient été capables d'absorber une fortune aussi affermie que la sienne étoit épuisée ; 60000 liv. de principal dû au sieur Coquille , 57000 livres au sieur Bertin , une infinité de dettes contractées journellement pour la dépense de sa Maison , les frais qui se joignoient à tant d'objets : & pour payer tout cela , pas un sol de bien , ni en fond , ni en viager. Ajoutons ce qui est de notoriété publique , que quand il auroit eu quelque ressource , il n'étoit pas d'un caractère à en savoir profiter.

Il n'y a rien d'outré dans cette peinture ; les Appellans n'ont pas osé en contester un seul trait. Voilà donc celui dont la Marquise de Bethune a demandé d'être séparée , pour se tirer d'un chaos dans lequel elle devoit perdre , outre tout son bien , la tranquillité de ses jours , & peut-être la vie même : car combien y a-t-il de personnes qui périssent dans un si grand accablement de misere !

Cependant , à entendre parler les Appellans , la séparation n'étoit qu'un jeu entre le mari & la femme ; elle n'avoit point d'intérêt de la demander ; elle ne vouloit point l'obtenir : tout est fraude & collusion dans ce qui a été pratiqué entre eux.

Mais qu'il soit permis de demander à ceux qui alleguent ce moyen , contre qui cette fraude étoit-elle ménagée ? à qui vouloit-on par là faire préjudice ? Ils répondront sans doute que c'étoit aux créanciers du Marquis de Bethune , que c'étoit à eux-

mêmes qui étoient les plus considérables de ses créanciers. Mais si cela est, il est donc vrai que le Marquis de Bethune avoit un grand nombre de créanciers, & qu'il n'étoit point en état de les satisfaire; en faudroit-il davantage pour autoriser la séparation? Le motif même que l'on donne à la prétendue collusion suffiroit pour en écarter jusqu'au moindre soupçon.

Mais de quels actes prétend-on en tirer la preuve? On suppose, en premier lieu, que l'acte du 18 Mars 1711 suffiroit pour établir que rien n'est sérieux dans cette séparation. La Dame de Bethune y déclare, dit-on, que *l'Instance qu'elle a intentée contre son mari est de concert entre elle & lui, & pour la facilité de leurs affaires; qu'elle n'entend point s'en servir à son égard, ni que la Sentence de séparation qui interviendra puisse nuire ni préjudicier personnellement au Marquis de Bethune.*

Séparation  
de biens se  
peut poursui-  
vre de con-  
cert.

Mais indépendamment des vices essentiels de cet acte que l'on relevera dans un moment, que signifient ces termes dont les Appellans voudroient tirer tant d'avantage? Rien que d'innocent, de naturel & de juste. *L'Instance de séparation est de concert entre le Marquis & la Marquise de Bethune*, parce que la Marquise de Bethune a fait connoître à son mari la nécessité de la séparation: vous êtes accablé de dettes, lui a-t-elle dit; vous n'avez point de bien pour y satisfaire; vos créanciers vous persécutent & m'accablent moi-même en vertu de la communauté stipulée par notre contrat de mariage; trouvez bon que je me fasse séparer. Ce discours renferme-t-il quelque chose de criminel? Peut-on dire que si le mari s'est rendu à des raisons si pressantes, & a consenti que sa femme poursuivît la séparation, ce soit une fraude pratiquée contre les créanciers? C'est cependant ce que signifient uniquement ces termes de l'acte: que *l'Instance de séparation que la Marquise de Bethune a intentée contre son mari est de concert entre elle & lui.*

Elle ajoute, qu'elle *n'entend point s'en servir à son égard, ni que la Sentence qui interviendra puisse nuire ni préjudicier personnellement au Marquis de Bethune.* Ces clauses ne renferment rien de plus condamnable que la première; il est permis à une femme, qui a les plus justes motifs de se faire séparer de biens, de poursuivre cependant sa séparation de concert avec son mari; & après lui en avoir fait sentir la nécessité, de conserver pour lui tous les sentimens que l'union la plus parfaite est capable de faire naître, & de lui dire: vous voyez bien que nous périssons tous deux, tant que nous sommes exposés l'un & l'autre aux  
poursuites



pour suites de vos créanciers ; laissez-moi poursuivre ma séparation , pour vous personnellement vous n'en souffrirez point ; je me ferai un plaisir de partager mes revenus avec vous ; je ne croirai jamais en faire un meilleur usage , que lorsque je les ferai servir à votre subsistance & à tous vos besoins : ne craignez rien , je ne prétends pas que la Sentence que j'obtiendrai puisse vous nuire *personnellement* ; au contraire , elle deviendra même un avantage pour vous.

Voilà ce que signifie cet acte dont on a fait tant de bruit ; mais , dans toutes les séparations que les femmes poursuivent , en conservant d'ailleurs une union parfaite avec leurs maris , a-t-on jamais tenu un autre langage ? Y a-t-il un homme de condition , naturellement dissipateur & prodigue , à qui sa femme ne tienne les mêmes discours ? Ne vous irritez point de cette démarche , elle est autant pour votre utilité propre que pour celle de votre femme ; souffrez qu'elle ait son bien à part ; dans ses revenus mêmes vous trouverez de quoi subsister. La seule différence est que la Dame Marquise de Bethune a écrit ce que les autres disent tous les jours.

Mais ce n'est pas-là ce qu'on appelle une séparation frauduleuse. Pour qu'il y ait fraude , il faut que la femme n'ait pas de causes légitimes de se faire séparer ; il faut que l'on en suppose de fausses , que le mari feroit en état de confondre , s'il vouloit se défendre ; il faut que l'objet de la séparation soit de mettre , sous le nom de la femme , des biens qui appartiennent véritablement au mari , & par-là d'enlever aux créanciers le gage qui leur est légitimement dû.

Caractère  
des séparations  
frauduleuses.

Que la femme au contraire travaille de concert avec son mari à mettre à part un bien qui lui est propre , qu'elle n'ait d'autre objet que de conserver une jouissance tranquille de ses revenus , & d'empêcher que les créanciers de son mari ne viennent fondre sur ce qu'elle a pour subsister ; que pour cela elle soit dans une intelligence parfaite avec son mari , jusqu'à lui promettre même qu'il ne souffrira pas personnellement de la séparation ; c'est une précaution sage & nécessaire , que la Justice ne peut jamais condamner.

C'est cependant , on le répète , l'unique objet de l'acte du 18 Mars 1711. Quelque juste , quelque nécessaire que fût la séparation demandée par la Dame Marquise de Bethune , elle pouvoit cependant animer contre elle le Marquis de Bethune ; & que n'avoit-elle point à craindre de ses emportemens ? Avec un

autre , on se feroit contenté de lui dire , que son propre intérêt exigeoit cette séparation , qu'elle ne lui nuirait pas personnellement ; avec lui il a fallu l'écrire : mais , encore une fois , cela peut-il influencer sur la séparation , si d'ailleurs elle est juste & nécessaire ?

Après cela , il seroit assez inutile de s'étendre sur les vices de cet acte , ils sont si sensibles qu'on ne peut jamais les couvrir : acte secret , clandestin , inconnu , qui ne peut jamais être opposé à une séparation qui est publique. L'état des maris & femmes doit être connu ; la loi & leur contrat de mariage les mettent en communauté. Si , par un Jugement , ils sont séparés , il faut que la séparation soit publiée ; mais ne seroit-ce pas un abus manifeste si , en même tems qu'on publioit la séparation , on pouvoit y donner atteinte par un acte inconnu ; d'ailleurs , acte qui n'est point fait double , & qui par conséquent est radicalement nul ?

Pourquoi les  
contre-lettres  
ne sont pas  
doubles.

Mais , dit-on , cet acte n'est qu'une véritable contre-Lettre , & jamais on n'a ouï dire qu'une contre-lettre doive être double. Mais par quelle raison une contre-lettre ne doit-elle point être double ? C'est que celui qui la donne n'en a jamais besoin pour lui. Par exemple , j'achete une maison ; le contrat porte que j'en ai payé le prix , & l'acquéreur l'a quittancé : cependant la vérité est que je n'en ai rien payé , & que je dois encore le prix en entier , c'est ce que je reconnois par une contre-lettre que je donne au vendeur. Il est évident que je n'ai pas besoin d'avoir un double de cette contre-lettre , parce qu'elle ne peut jamais me servir ; le contrat est mon titre pour jouir , & il me suffit : la contre-lettre est le titre du vendeur seul pour se faire payer.

Les Sieur & Dame de Bethune étoient-ils dans un cas semblable ? La femme obtient une Sentence de séparation ; on prétend que , par un acte contraire , on a voulu faire subsister la communauté ; mais peut-on dire que la femme n'eût point d'intérêt dans cet acte ? N'avoit-elle pas un intérêt sensible de savoir son état ? Si , par quelque événement imprévu , le Marquis de Bethune eût fait une fortune subite , la Dame Marquise de Bethune , que les Appellans supposent être demeurée en communauté , avoit intérêt de le prouver , & elle ne le pouvoit que par cet acte particulier ; elle devoit donc en avoir un double par-devers elle , s'il étoit capable de produire cet effet.

Les Appellans se trompent donc manifestement , lorsqu'ils le



regardent comme une contre-lettre. La contre-lettre n'est jamais nécessaire en aucun cas à la personne qui la donne ; mais un acte par lequel une femme dérogeroit à une séparation , & consentiroit que la communauté subsistât , seroit nécessaire à la femme : donc pour la validité de l'acte il faudroit qu'elle en eût un double pour le faire valoir contre son mari , comme il pourroit le faire valoir contre elle.

Concluons donc que si l'acte du 18 Mars 1711 pouvoit déroger à la Sentence de séparation , & maintenir la communauté stipulée par le contrat de mariage , il auroit dû être fait double , & que ne l'ayant pas été , il seroit absolument nul ; mais comme cet acte avoit un tout autre objet , & qu'il se réduisoit uniquement à donner une assurance au Marquis de Bethune , que la Sentence de séparation ne lui nuiroit pas personnellement , on a pu le faire simple , tel qu'il est , parce que , dans cet objet , il ne pouvoit jamais servir qu'à lui seul.

En un mot , ou cet acte conserve la communauté pour les deux Parties , & en ce cas il est nul , comme n'ayant pas été fait double ; ou il ne donne point atteinte à la séparation , & ne contient qu'une promesse faite au mari d'user de la séparation , d'une manière qui ne puisse lui préjudicier , & en ce cas on ne peut s'en prévaloir contre la Dame Marquise de Bethune : c'est donc un premier objet qu'il faut absolument retrancher.

Le second acte dont on veut se servir pour combattre la séparation , est la donation faite à la Dame Marquise de Bethune par ses pere & mere , de la somme de 200000 livres. Par les précautions que l'on avoit prises dans cet acte , disent les Appellans , il étoit impossible que le Marquis de Bethune pût dissiper le bien de sa femme ; & s'il étoit en sûreté , quelle cause avoit-elle pour se faire séparer ? On stipule que les 200000 liv. seront propres à la Dame Marquise de Bethune & aux siens de son côté & ligne ; ainsi la mise en communauté de 60000 liv. ne pouvoit plus avoir lieu , parce que les donateurs ont pû imposer à leur libéralité telle condition qu'ils ont jugé à propos.

Mais la stipulation de propres n'empêche pas le mari de toucher la dot ou la donation faite à sa femme en deniers , & d'en disposer pendant la communauté ; tout ce que cette stipulation produit est une action de reprise pour la femme , dans le cas même où elle accepte la communauté ; néanmoins l'argent donné à la femme est toujours une chose mobilière , dont l'entière administration appartient au mari , tant que la communauté subsiste.

Stipulation  
de propres ne  
met en sûreté  
les deniers  
dotaux.

Aussi les Appellans sont-ils réduits à recourir à d'autres clauses du même acte ; & voici en effet ce qui paroît de plus favorable pour eux, c'est que les pere & mere, craignant la ruine entière de leur fille, stipulerent par le même acte que les 200000 livres par eux données demeureroient substituées aux enfans de la Marquise de Bethune, & que, pour sûreté de la substitution, il seroit fait emploi des 100000 livres. lors du paiement qui en devoit être fait dans quatre ans. Mais il y a un fait essentiel qui fait tomber cette objection, & elle ne servira même qu'à établir de plus en plus la nécessité de la séparation.

Les pere & mere de la Marquise de Bethune, connoissant tout le danger auquel elle étoit exposée, si son mari pouvoit être maître de sa dot, prirent la précaution de lui substituer les 200000 livres. Mais en cela ils firent ce qui n'étoit pas en leur pouvoir, parce que ces 200000 livres remplissoient à peine la légitime qui étoit due à leur fille. Sur ce fondement, le Marquis de Bethune, dès 1710, demanda la distraction de la légitime de sa femme, pour être affranchie de toute substitution, & cela étoit si juste, que cette distraction fut dans la suite ordonnée par un Arrêt de 1712. Par-là les 200000 livres devenoient libres, malgré la stipulation de pere & mere, qui ne peuvent jamais grever la légitime; & le mari, maître de toucher les 100000 livres, les auroit dissipées, sans aucune espérance de retour pour la Marquise de Bethune.

Il n'y avoit donc de remede, pour se préserver d'un danger si évident, que la demande en séparation. Elle a été formée en 1711, & alors il n'y avoit pas un moment de tems à perdre. Dès 1710, le Marquis de Bethune avoit demandé la nullité de la substitution jusqu'à concurrence de la légitime ; l'échéance des quatre années pour le paiement des 100000 livres tomboit en 1711 ; s'il avoit pu faire juger sa demande concernant la substitution, les 100000 livres étoient perdues : il y avoit donc une nécessité indispensable de faire prononcer la séparation.

La dot n'étoit point en sûreté par la substitution, ni par l'emploi stipulé en conséquence, puisque la substitution étoit nulle pour la plus grande partie. Il falloit donc un autre remede, & il n'y en avoit point d'autre que la séparation.

Ainsi la donation des 200000 livres, loin de devenir un titre contre la séparation, est une des plus fortes preuves que l'on puisse rapporter pour la soutenir : cet acte fait connoître tout le péril que l'on couroit, en mettant la dot entre les mains du Marquis de



Bethune ; l'attention des pere & mere n'a pu être portée plus loin pour prévenir la ruine de leur fille ; c'est dans cet unique objet qu'ils ont fait la substitution. Ainsi de l'acte même résulte la nécessité de tirer la dot des mains du mari ; mais, pour y parvenir, on avoit pris une route peu sûre ; on avoit fait une substitution, & la légitime ne peut se substituer. Le Marquis de Bethune, profitant de cette maxime, alloit faire tomber l'unique obstacle qu'on avoit imaginé contre lui : il falloit donc trouver un autre moyen de lui lier les mains, ce qu'on ne pouvoit faire que par la séparation.

Par la séparation, on a rempli ce que les pere & mere s'étoient proposé. En donnant les 200000 livres, ils n'ont pas voulu que le mari pût y toucher, ils ont prétendu l'en empêcher par la substitution ; mais ce moyen alloit leur manquer, on y a réussi par une voie plus sûre, qui étoit celle de la séparation. La dot n'étoit pas en sûreté par la substitution de la légitime, on l'a mise en sûreté par la séparation : on n'a donc fait qu'exécuter ce que les pere & mere avoient prétendu obtenir par la donation de 1707.

En un mot, quel est l'argument des Appellans ? Il ne falloit point de séparation, parce qu'il y avoit une substitution. Quelle est la réponse de la Marquise de Bethune ? La substitution ne pouvoit se soutenir, elle a été cassée ; il falloit donc une séparation qui procurât le même secours, mais par une voie plus sûre & plus efficace.

Suffisoit-il même que le fond de la dot fût assuré, pour empêcher la Dame Marquise de Bethune de former une demande en séparation ? Doit-on donc compter pour rien la perte nécessaire de tous les revenus par les saisies continuelles des créanciers ? Moins ils auroient eu de ressource du côté du fond, & plus ils auroient été empressés à mettre la main sur les fruits ; de là, la privation de toute sorte de secours pour la Dame Marquise de Bethune ; il auroit fallu ou qu'elle vécût de charité, ou qu'elle pût de misère à côté de son bien. Une femme née dans l'abondance doit-elle donc être exposée à un sort si misérable, parce qu'elle se trouve en communauté avec un homme de condition ? Suffit-il que le fond de son bien soit conservé à ses héritiers, quand elle personnellement n'en pourra tirer aucun secours ?

La Dame Marquise de Saint-Remy avoit fait saisir les 100000 liv. & intérêts entre les mains de M. & de Madame de Bouville,

comme légataire universelle des Sieur & Dame Martin ses pere & pere. Ce n'est qu'en vertu de la Sentence de séparation de 1711 que la main-levée en a été prononcée par la Sentence du 9 Juillet 1712. Il en est survenu d'autres dans la suite ; l'une le 18 Mai 1716, à la requête de Dame Marguerite Sevin, veuve de M. Blot, Maître des Comptes ; l'autre, à la requête du sieur Sevin de Dampierre : on en a obtenu la main-levée en vertu de la Sentence de séparation ; sans cela, la Marquise de Bethune n'auroit pas pu toucher pour un sol d'intérêts ; sans cela, une foule d'autres créanciers auroient saisi de même : mais le mauvais succès de ceux qui avoient hasardé de pareilles saisies les a retenus.

C'est donc à la seule séparation que la Marquise de Bethune doit la subsistance qu'elle a trouvée dans les revenus de ses biens ; sans ce secours, elle étoit privée de tout ; ainsi, & par rapport au fond qui étoit en péril évident, & par rapport aux revenus qui auroient été emportés, quand le fond auroit pu être sauvé, la séparation étoit également nécessaire.

Le dernier acte auquel on prétend reconnoître un caractère de fraude, est ce qui regarde l'acquisition que la Marquise de Bethune a faite de la terre de Monisme du sieur de Saint-Vallier. Les Appellans prétendent que cette Terre appartenoit au Marquis de Bethune ; & pour le prouver ils produisent une lettre du 2 Mars 1709, par laquelle il propose au sieur Bertin de lui vendre cette Terre 120000 livres ; d'où l'on conclut, 1°. qu'il étoit propriétaire ; 2°. qu'elle valoit beaucoup plus que les 50300 livres pour lesquelles la Marquise de Bethune se l'est fait vendre par le sieur de Saint-Vallier.

Mais peut-on opposer une lettre de cette qualité aux titres incontestables qui prouvent la pleine & entière propriété dans la personne du sieur de Saint-Vallier ? Cette terre de Monisme n'a jamais appartenu au sieur Marquis de Bethune, ni à aucun de ses auteurs ; c'étoit un bien du sieur de Rases, premier mari de la première femme du Marquis de Bethune. Le sieur de Rases avoit eu un fils appelé le Marquis de Monisme, sur qui cette Terre fut saisie réellement en 1677 ; elle fut adjugée publiquement en 1705 au sieur de Saint-Vallier, qui étoit un des créanciers opposans à la saisie-réelle.

Sa créance venoit originairement du Marquis de Bethune, qui, pour acquitter les anciens créanciers de la maison de Monisme, avoit emprunté 12000 livres du sieur de la Tonanne, & l'avoit subrogé aux droits des créanciers remboursés. Le Roi depuis,



ayant pris tous les biens du sieur de la Tonanne, qui étoit son débiteur de sommes immenses, vendit cette créance sur la maison de Monisme au sieur de Saint-Vallier; en sorte que cette créance même, à proprement parler, n'avoit jamais appartenu au Marquis de Bethune, qui avoit emprunté d'un côté pour payer de l'autre.

Cependant lorsque l'on fit l'ordre du prix de cette Terre, & que le sieur de Saint-Vallier se fit colloquer au lieu & place des créanciers, à l'hypothèque desquels il étoit subrogé, les autres créanciers demandèrent qu'il affirmât qu'il étoit créancier légitime, qu'il n'avoit rien reçu, & qu'il ne prêtoit point son nom au Marquis de Bethune; ce qui fut ordonné par l'Arrêt d'ordre du 23 Août 1708, & exécuté par un procès-verbal d'affirmation fait devant M. Ferand.

C'est en vertu de ces titres que le sieur de Saint-Vallier, propriétaire incontestable, a vendu la terre de Monisme à la Marquise de Bethune par contrat du 23 Mars 1712, moyennant la somme de 503000 livres, qui étoit le même prix pour lequel elle lui avoit été adjugée.

Voilà donc des titres incontestables de propriété, soutenus d'une affirmation ordonnée, & faite en conséquence de l'Arrêt. Que peut-on craindre à l'abri de tant de Jugemens? Y a-t-il quelque apparence que le Marquis de Bethune, accablé de dettes, & empruntant de toutes parts, eût acheté la terre de Monisme? Où auroit-il pris le fond pour payer?

Quand il auroit écrit après cela en 1709 au sieur Bertin la lettre qu'on lui attribue, tout ce qu'on en pourroit conclure, ce seroit que, pour amuser un créancier qu'il n'étoit point en état de payer, il se supposoit propriétaire d'une Terre qui ne lui appartenoit pas, & la mettoit à un prix si excessif, qu'il savoit bien qu'on ne la prendroit jamais; par-là il se donnoit pour un homme de bonne volonté pour ses créanciers, & rejettoit sur eux le défaut de paiement. Mais de pareils procédés, trop ordinaires à ceux qui sont accablés de dettes, formeront-ils des titres en leur faveur? Ne faut-il pas revenir à l'autorité des titres qui sont connus que jamais le sieur Marquis de Bethune n'a rien eu dans la terre de Monisme, & que la Marquise de Bethune a acheté du véritable propriétaire?

Ainsi disparaissent les vains prétextes dont on se sert pour crier à la fraude; cette declamation ne pouvoit jamais être plus déplacée. C'est une nécessité invincible qui a obligé la Marquise

de Bethune de prendre le parti de la séparation; jamais il n'y en a eu de plus juste. Et en effet, l'unique objet des poursuites des créanciers est de ravir à la Dame Marquise de Bethune un bien qui lui est propre, pour acquitter des dettes qui lui sont étrangères : c'est le comble de l'injustice.

## XLVI. CAUSE A LA GRAND'CHAMBRE.

POUR Dame Marie d'Artaguiette, épouse de M. du Plaa, Conseiller au Parlement de Navarre, Appellante & Demanderesse.

*CONTRE Jean-Baptiste-Martin d'Artaguiette, Ecuyer, Receveur Général des Finances d'Auch, Intimé & Défendeur.*

### Q U E S T I O N.

*Si une dot due n'est pas payable en monnoie courante plutôt qu'en papier décrié dès le tems de la promesse.*

**D**EPUIS plus de dix ans, Madame du Plaa est mariée, sans avoir rien touché de la dot que son frere lui a constituée, ni en principal, ni en intérêts. Il est tems de fixer enfin son état, & de régler ce que son frere lui peut devoir.

Elle a un titre certain, un titre qui lui assure une dot de 100000 livres; elle en demande le paiement : peut-on se flatter d'éteindre une dette si légitime, avec de simples idées que le frere prétend avoir conçues, & qu'il suppose avoir fait approuver par le mari? Une dot peut-elle ainsi s'éclipser, sans la participation de la femme, sans son consentement, sans un emploi qu'elle ait accepté? C'est ce qui résiste aux principes les plus connus, & ce qui seroit d'une trop dangereuse conséquence, pour croire que la Cour puisse autoriser une pareille défense.

*FAIT.* La famille du sieur d'Artaguiette proposa en 1720 le mariage de la Dame sa sœur avec M. du Plaa. Comme il avoit fait espérer qu'il



qu'il lui donneroit une dot considérable ; on crut que la proposition pourroit être agréée ; on l'engagea donc de donner sa procuration au sieur Dirumbery son beau-frere ; il prétend qu'il la passa à Paris le 10 Août 1720. Ce qui est certain, est que M. du Plaa étoit alors aux eaux de Barege, & qu'il n'entendit parler des vues que l'on avoit sur lui qu'au commencement de Septembre.

La procuration qu'on lui fit voir contenoit une promesse pure & simple de la somme de 100000 liv. sans qu'il fût question ni de billets de banque, ni d'actions. Il pria le sieur Dirumbery de la garder soigneusement, ce qu'il promit. On verra cependant qu'il l'a renvoyée depuis au sieur d'Artaguiette, qui refuse aujourd'hui de la représenter.

M. du Plaa ayant accepté la proposition, écrivit au sieur d'Artaguiette le 26 Septembre 1720, une lettre de compliment, comme il convenoit dans les circonstances où il se trouvoit. Il y parle de la dot dans des termes qui font bien connoître qu'il ne la regardoit pas comme une dot en papier : *Je suis si pénétré de reconnoissance*, dit-il, *de tous les biens que vous me faites, que je n'ai pas d'expression assez vive pour vous le témoigner ; je ne prétends pas parler de la dot que vous donnez à Mademoiselle votre sœur, quoique considérable pour moi, mais d'elle & de sa personne.* On ne pensera jamais que M. du Plaa eût été si sensible à une dot en papier qui auroit pu valoir au plus 2000 écus, en la réduisant en argent : aussi ne fut-il jamais question d'une dot en effets si caducs.

Ce qui le confirme, est la lettre écrite à la Dame du Plaa elle-même par son frere le 11 Octobre 1720. Quoiqu'elle fût que les recherches de M. du Plaa étoient agréées par son frere, elle crut cependant qu'il étoit de son devoir de lui écrire sur ce sujet & de lui demander à lui-même son agrément. Le sieur d'Artaguiette lui répond : *Je ne pouvois pas, je crois, mieux prouver, ma chere Sœur, que j'approuve les démarches de M. le Baron du Plaa, qu'en te donnant 100000 liv. en mariage.*

Cette lettre, conforme à la procuration, & qui contenoit une promesse pure & simple de la somme de 100000 liv. ne permit pas de douter que l'engagement ne fût parfait de la part du sieur d'Artaguiette. On n'étoit point en état de passer le contrat de mariage, parce qu'on en avoit envoyé le projet au sieur d'Artaguiette qui ne l'avoit point encore renvoyé ; mais comme, suivant l'usage du pays, le contrat se passe aussi bien après le mariage

qu'auparavant , les Parties ne firent aucune difficulté de passer outre au mariage , qui fut célébré le 26 Octobre.

Dès-lors le droit de Madame du Plaa sur les 100000 liv. a été irrévocablement formé , & elle n'a jamais pu en être privée que par quelque acte de son fait. C'est ce qui la dispense d'entrer , au moins quant-à-présent , dans un détail de lettres que l'on prétend avoir été écrites de la part de M. du Plaa au sieur d'Artaguiette , & de la part du sieur d'Artaguiette à M. du Plaa. Elle est persuadée que M. du Plaa n'a jamais prétendu disposer de sa dot sans sa participation ; qu'il n'a jamais reconnu qu'elle eût été constituée en papier ; mais quand cela seroit , elle n'aura pas de peine à établir qu'il n'auroit pu donner la moindre atteinte à ses droits.

Ce qui est de certain , est que Madame du Plaa , après avoir attendu plus de deux ans le paiement de la dot promise , écrivit au sieur d'Artaguiette son frere, le 27 Janvier 1723 , pour le prier de vouloir bien lui assigner une rente sur quelques-uns de ses effets , en attendant qu'il voulût se décharger du capital. Le sieur d'Artaguiette prétendit d'abord que cette dot restée entre ses mains étoit réduite à un petit nombre d'actions ; mais connoissant lui-même l'injustice de cette prétention , il proposa d'autres effets en paiement.

D'abord il offrit d'abandonner à sa sœur la terre de Montegon en Poitou ; il l'annonçoit comme une terre de 4 à 5000 liv. de rente , qui lui avoit coûté 208000 l. en Août 1720 , & qui lui venoit de coûter en 1723 , pour les droits Seigneuriaux , 30000 l. d'argent comptant ; il signa une promesse de céder cette Terre à Madame du Plaa le 6 Avril 1723. M. du Plaa , touché des idées qu'on lui donnoit de ce bien , accepta la proposition ; mais comme il n'a jamais voulu prendre la dot sur son compte , ni s'en rendre responsable ; il ne fit cette acceptation qu'avec des réserves bien précises. L'acte qu'il signa est conçu en ces termes : *J'accepte pour ce qui me concerne le présent billet , & promets d'en passer contrat dans trois mois , tel que M. d'Artaguiette voudra , sous condition que mes biens n'en soient point engagés d'aucune façon pour cette dot , à moins que je n'en fasse usage par vente & emploi de deniers en provenans. Fait à Auch , &c.*

Par ces termes , il est évident que M. du Plaa n'acceptoit rien pour sa femme , & que c'étoit à elle à prendre son parti. Elle crut , comme la personne la plus intéressée , devoir prendre plus de précaution ; elle fit faire des informations en Poitou ; elle



apprit que la Terre n'étoit affermée que 1300 liv. en sorte qu'à une distance aussi éloignée, elle n'en retireroit jamais rien ; elle refusa donc des offres si insuffisantes.

Le sieur d'Artaguiette, qui prévoyoit ce refus, avoit proposé dans l'intervalle d'acheter des domaines que le Roi aliénoit au denier 24, & qui par conséquent devoient rapporter 4000 liv. de revenu ; c'est ce qui paroît par ses lettres des 29 Mai & 11 Juin 1723 ; mais ce dessein n'ayant pu s'exécuter, il revint à la proposition de Montegon, en y ajoutant seize actions.

Tant d'offres différentes justifient bien que le sieur d'Artaguiette se reconnoissoit débiteur de 100000 liv. mais comme ce qu'il offroit en dernier lieu, en valoit à peine la moitié, Madame du Plaa crut qu'elle n'avoit point d'autre parti à prendre que d'attendre des tems plus heureux, dans lesquels le sieur d'Artaguiette seroit, ou plus en état, ou plus en volonté de satisfaire à son engagement.

Elle a attendu en effet jusqu'en 1728. Mais voyant qu'il y avoit près de huit ans qu'elle étoit mariée ; que les charges du ménage devenoient tous les jours plus pesantes, & que cependant elle ne touchoit pas un sol, ni du fonds, ni des intérêts de sa dot ; elle a été obligée, quelque ménagement & quelque amitié qu'elle eût pour son frere, de le faire assigner au Châtelet de Paris, pour être condamné à lui payer la somme de 100000 l. & intérêts échus depuis le 26 Novembre 1720.

M. du Plaa est intervenu pour distraire à son profit les intérêts échus depuis le mariage jusqu'au 17 Juin 1727 ; c'est-à-dire, jusqu'à l'Arrêt qui a prononcé la séparation de biens.

La Cause portée à l'Audience du Châtelet y a été appointée après plusieurs Audiences ; c'est l'appel de cette Sentence qui faisoit aujourd'hui la Cour de la contestation des Parties. Madame du Plaa demande l'évocation du principal, parce que l'affaire réduite à son véritable objet est infiniment simple.

La demande de Madame du Plaa est fondée sur deux propositions qui paroissent également incontestables, après le récit que l'on vient de faire des circonstances du fait.

La première, que le sieur d'Artaguiette est débiteur d'une somme de 100000 liv. pour la dot qu'il a constituée à Madame du Plaa sa sœur.

La seconde, qu'il ne peut se libérer qu'en especes, & dans la monnoie qui a cours dans le Royaume.

Il semble que l'on pourroit se dispenser d'établir la première

MOYENS.

proposition. Le sieur d'Artaguiette ne disconvient pas de sa promesse; il se fait même honneur de sa générosité : un frere qui ne doit que mille écus de légitime à sa sœur, & qui lui donne 100000 liv. en mariage, est un exemple qui fait honneur à notre siecle, & que l'on doit proposer pour modele à tous ceux que leur fortune met en état de satisfaire à de si grands engagements.

Quand il seroit capable de révoquer en doute la promesse qu'il a faite, ce que l'on est bien éloigné de penser, il y a ici des preuves littérales qui suffiroient pour le condamner. La procuration qu'il a envoyée selon lui le 10 Août 1720, est un premier titre pour Madame du Plaa : il est vrai qu'elle ne la rapporte pas, mais elle n'en est pas moins constante; le sieur d'Artaguiette lui-même en parle dans une lettre du 4 Juillet 1723. Cette procuration avoit été envoyée au sieur Dirumbery; il l'a fait voir à M. du Plaa qui l'avoit prié de ne s'en point défaisir; cependant il l'a renvoyée au sieur d'Artaguiette, qui n'oseroit en disconvenir : il est donc le maître de la rapporter; & s'il la supprime, ce n'est que parce qu'elle établit trop clairement la promesse pure & simple des 100000 liv. sur la foi de laquelle le mariage a été contracté. Le second titre de Madame du Plaa est la lettre du 11 Octobre 1720, qui contient encore expressément la même promesse. Cette lettre est rapportée en original; elle forme un titre bien clair & bien précis que le sieur d'Artaguiette ne peut désavouer : *Je ne te pouvois mieux prouver, ma chere sœur, que j'approuve les démarches de M. du Plaa, qu'en te donnant 100000 liv. en mariage.* Ces expressions n'ont rien d'obscur; il n'est pas possible d'en éluder la force. Voilà donc un engagement qui suffit pour établir la demande de Madame du Plaa. Enfin joignons à ces premiers titres la reconnoissance constante du sieur d'Artaguiette dans tous les tems. Quand en 1725 il a voulu délaisser la terre de Montegon, ce n'étoit que parce qu'il se reconnoissoit débiteur de 100000 livres, & qu'il prétendoit que cette Terre étoit à peu près de cette valeur, lui ayant coûté 30000 liv. d'argent, & 208000 livres de billets de banque. Quand, sur le refus de cette Terre, il a parlé d'acquérir des domaines en Bearn, c'étoit pour y employer 100000 liv. qui au denier 24 ou 25 rapporteroient 4000 liv. de revenu; la dette en elle-même ne peut donc être contestée, & il ne reste qu'à examiner, dans la seconde proposition, comment elle doit être payée.



On soutient que ce paiement ne peut être fait qu'en especes sonnantes.

Premierement , c'est ici une dette ordinaire qui doit être acquittée , comme toutes les autres , dans la monnoie qui a cours dans le Royaume.

Secondement , il n'y a aucune convention qui déroge à la regle générale , & qui autorise le sieur d'Artaguiette à payer en effets. On ne rapportera aucun acte par lequel Madame du Plaa ait consenti directement ou indirectement à être payée en actions , en fonds de terre , ou autrement.

Troisiemement , il n'est pas même possible d'imaginer que , quand le mariage a été célébré , on pensât à constituer une dot autrement qu'en argent. D'un côté , les billets de banque étoient tellement décriés , qu'ils perdoient jusqu'à 92 ou 95 pour cent ; enforte que 100000 liv. de billet n'auroient pas produit deux mille écus d'argent. D'un autre côté , M. du Plaa n'étoit pas dans une situation à lui proposer sérieusement une dot si modique. Le sieur d'Artaguiette avoit donc prétendu donner 100000 liv. en especes sonnantes ; Monsieur & Madame du Plaa avoient compté recevoir cette somme en mêmes especes : il est impossible d'attribuer aux Parties d'autres sentimens.

Les lettres rapportées le prouvent même d'une maniere bien sensible. Quand M. du Plaa écrit le 26 Septembre , qu'il est pénétré de reconnoissance des bontés du sieur d'Artaguiette , *non par rapport à la dot qu'il donne à la Dame sa sœur , quoique considérable pour lui* , croira-t-on qu'il parle d'une dot en effets décriés , dont le plus petit Praticien ne se feroit pas contenté ? Mais ce qui est encore plus décisif , c'est la lettre écrite par le sieur d'Artaguiette à M. du Plaa le 4 Juillet 1723 , dans laquelle voulant se justifier sur le passé , il s'explique en ces termes : *J'avois envoyé ma procuration lorsque vous épousâtes ma sœur , pour vous payer la dot convenue ; il ne tint qu'à vous de passer le contrat & de toucher ; vous ne voulûtes ni l'un ni l'autre. Est-ce ma faute , mon cher frere ? Votre indécision me coûte bien cher , puisque Verdier m'a payé , le 31 Août 1720 , en billets de banque , qu'il dit avoir acquis de mes fonds , que vous pouviez toucher de lui en argent.*

Ces expressions renferment un sens bien naturel : vous pouviez recevoir la dot de ma sœur en argent , dit le sieur d'Artaguiette à M. du Plaa ; par-là j'aurois rempli mon engagement , vous ne l'avez pas voulu ; cela me coûte bien cher ; je n'ai reçu

que du papier , & il faut que je vous donne de l'argent. Voilà le sens naturel de la lettre qui fait bien connoître que la convention étoit de payer en argent.

Rien ne peut donc en dispenser aujourd'hui le sieur d'Artaguiette ; c'est une dette ordinaire fondée sur un titre qui parle de 100000 liv. en général , sans dire en quelles especes. Madame du Plaa n'a jamais dérogé à ce titre , ni consenti de recevoir en autres effets ; enfin tout annonce même que la convention étoit de recevoir en argent. Le sieur d'Artaguiette est donc débiteur & doit payer dans la monnoie ordinaire.

*Réponse aux  
objections.*

Le sieur d'Artaguiette prétend qu'il n'a jamais promis que des billets de banque ou des actions ; qu'il étoit le maître d'imposer telle condition qu'il vouloit à sa libéralité ; qu'il s'en est expliqué bien clairement par une lettre qu'il écrivit au sieur Dirumberry le 10 Août 1720 en même tems qu'il envoyoit sa procuration ; qu'il ne fait ce que contenoit sa procuration , & qu'on ne peut lui opposer la lettre du 11 Octobre , qui ne contient point une promesse présente , mais qui se réfère seulement à une promesse déjà exécutée.

Il ajoute que M. du Plaa a consenti que l'on employât les 100000 liv. en actions ; que les 100000 liv. n'ont produit que dix-neuf actions réduites à huit & deux dixiemes par les opérations du *visa* ; que s'il a offert la terre de Montegon avec seize actions , c'est un pur effet de sa bonne volonté.

Après ce que l'on vient d'expliquer , on croit que ces objections doivent faire peu d'impression.

On ignore si la lettre rapportée aujourd'hui par M. d'Artaguiette , & qu'il prétend avoir écrite au sieur Dirumberry au mois d'Août 1720 , a été véritablement envoyée en ce tems-là ; mais ce qu'il y a de certain , est qu'elle n'a jamais été représentée ni à M. ni à Madame du Plaa , & que le sieur Dirumberry ne leur fit voir que la procuration qui ne parloit ni de billets ni d'actions. Si le sieur d'Artaguiette s'expliquoit autrement dans une lettre particuliere que dans une procuration publique qui devoit être représentée aux Parties intéressées , il ne peut pas s'en faire un moyen aujourd'hui. C'est la procuration qui seule est la loi des Parties ; c'est sur la foi de cette piece que les Parties se sont engagées. Il ne faut donc pas substituer à cette piece importante une lettre particuliere & inconnue jusqu'à présent.

Qu'on représente la procuration ; elle doit être entre les mains



du fleur d'Artaguiette à qui le fleur Dirumbery l'a renvoyée, & l'on verra que c'est une dot de 100000 livres qui a été promise, sans spécifier en quelles especes, & par conséquent qui doit être acquittée en monnoie courante.

En vain, pour persuader que la dot n'a été promise qu'en papier, insinue-t-on que l'on avoit parlé du mariage dès le mois d'Avril 1720. On ne trouve aucune trace de ce fait, & au contraire les premiers écrits qui parlent du mariage sont du mois d'Août; la procuration n'est datée par le fleur d'Artaguiette que du 10 de ce mois; c'est donc en ce tems-là seulement qu'on a parlé de la dot, & on en a parlé sans aucune expression de billets ni d'actions; c'est donc un engagement pur & simple soumis aux Loix ordinaires de tous les paiemens; ce n'est point une libéralité restreinte par des conditions.

La même vérité est établie par la lettre du 11 Octobre 1720, dans laquelle le fleur d'Artaguiette promet si positivement une dot de 100000 liv. à la Demoiselle sa sœur. En vain le fleur d'Artaguiette prétend-il éluder la force d'un titre si précis, en disant que la lettre par elle-même n'est point obligatoire, & ne contient aucune promesse; qu'elle énonce seulement une libéralité consommée? Tout résiste à cette idée; & quand on pourroit l'admettre, le fleur d'Artaguiette ne s'en trouveroit pas mieux.

La lettre en elle-même est obligatoire, & se réfère à un tems à venir; car quand le fleur d'Artaguiette dit : *Je ne pouvois pas mieux te marquer, ma chere sœur, que j'approuve les démarches de M. du Plaa, qu'en te donnant 100000 liv. en mariage*, n'est-ce pas lui dire bien clairement : tu veux savoir si j'approuve la recherche de M. du Plaa; en voici une preuve bien claire, c'est que je te donne 100000 liv. pour ta dot en considération de ce mariage? C'est *en mariage* qu'il donne cette somme; c'est donc au tems du mariage que la libéralité se réfère; & par conséquent, elle regarde le tems à venir. Le fleur d'Artaguiette savoit bien que le mariage n'étoit pas célébré; quand il parle d'une dot qu'il donne en mariage, il entend donc parler d'une dot qu'il fournira lors du mariage.

D'ailleurs, comment imaginer que sa libéralité fût alors consommée? Le mariage n'étoit pas fait, il pouvoit manquer par mille événemens; il n'avoit rien payé; on ne lui avoit donné aucune quittance. Que signifient donc ces termes; & comment les entendre d'une libéralité consommée, d'une promesse exécutée?

Rien ne se réfère donc au passé dans cette lettre; rien ne pouvoit s'y référer; c'est une assurance d'une somme de 100000 liv. qu'il donne *en mariage*, & qui est par conséquent relative à un tems futur, puisqu'il n'y a rien avant la lettre qui en parle.

Mais quand on pourroit supposer que la lettre ne seroit que simplement énonciative d'une volonté déjà déclarée, par où le sieur d'Artaguiette s'étoit-il expliqué par le passé? C'étoit uniquement par la procuration du mois d'Août précédent. Or cette procuration contenoit, comme la lettre, une promesse pure & simple de 100000 liv. On ne peut donc pas affoiblir la lettre en supposant qu'elle se réfère à une promesse de billets ou en actions, puisqu'il n'y a rien avant la lettre qui en parle.

Ainsi la lettre, comme la procuration, contient une promesse de 100000 livres, ce qui s'entend de 100000 liv. en bonnes espèces, comme on l'a prouvé.

Le premier moyen du sieur d'Artaguiette disparoît donc entièrement; il n'est pas vrai qu'il ait apposé des conditions à sa promesse, & qu'il n'ait prétendu payer qu'en billets ou en actions; au contraire, il paroît clairement, par la lettre du 4 Juillet 1723, qu'il prétendoit lui-même payer en argent.

Le second moyen n'est pas plus solide. Le sieur d'Artaguiette prétend qu'il a employé les 100000 liv. de la dot en actions, & qu'il y a été autorisé par M. du Plaa: c'est ce qu'il prétend établir par plusieurs lettres qu'il rapporte. Mais il y a trois réponses invincibles à cette objection.

La première est que, quelque consentement que M. du Plaa eût pu donner, il ne pourroit jamais nuire à Madame du Plaa.

La seconde, est qu'il prétend n'avoir donné aucun pouvoir, aucun consentement, du moins pour ce qui concernoit Madame du Plaa.

La troisième est que, quand on supposeroit un consentement qui engageât Madame du Plaa, ce ne seroit pas un consentement d'employer 100000 livres de billets décriés en actions, mais 100000 livres d'argent.

Que tous les consentemens donnés par le mari en ce qui regarde la dot de la femme ne puissent être des loix pour elle auxquelles elle soit obligée de se soumettre, c'est une vérité si constante dans les principes, que le sieur d'Artaguiette n'a pas osé la révoquer en doute. Que l'on remonte au Droit Romain, & l'on trouvera que la dot est une portion sacrée à laquelle le mari ne peut toucher; que toutes les Loix veillent pour sa conservation;



conservation ; ces loix sont répandues dans le titre *de jure dotium*, & dans la loi unique au code *de rei uxoriæ actione*, &c. C'est dans ces loix que la Coutume de Bearn & celle de Labours, qui régissent les Parties, ont puisé les regles qu'elles ont établies sur cette matiere. On trouve dans l'art. 15 de celle de Bearn : *les biens que la femme a portés au mari ne sont obligés par les engagements du mari, ni le mari peut iceux aliéner sans le consentement de sa femme, encore qu'ils fussent meubles*. Celle de Labours, dans l'art. 6, dit que *le mari ne peut faire aucune vente ni aliénation des biens assignés en mariage, si la femme n'y consent*.

Suivant ces loix inviolables, la dot de Madame du Plaa a-t-elle pu disparoître & fondre par un prétendu emploi en actions qu'elle n'a jamais consenti ? Si M. du Plaa eût reçu sa dot, & en eût fait un pareil emploi, sans qu'elle l'eût accepté, pourroit-on la forcer de le prendre ? On ne peut donc pas l'obliger de s'en contenter, quand son mari ne l'a ni reçue ni employée.

Mais, dit-on, M. & Madame du Plaa ne doivent point être ici distingués l'un de l'autre ; c'est M. du Plaa seul qui est l'auteur du procès ; c'est lui qui fait parler Madame du Plaa ; & peut-on l'écouter quand il la fait parler lui-même ? Vaine figure qui ne changera point la substance du droit de Madame du Plaa que l'on ne peut combattre. Madame du Plaa est une Partie légitime qui a droit d'agir par elle-même, & qui exerce une action qui lui appartient en particulier ; cette action est juste, elle est incontestable ; suffira-t-il, pour la rendre vaine & infructueuse, de substituer une Partie à une autre, d'oublier quelle est en Cause, que c'est elle qui demande & qui agit, pour ne répondre qu'à M. du Plaa ? Avec de pareilles subtilités, quelle est la Cause la plus juste & la plus favorable que l'on ne trouvât moyen d'affoiblir ?

Madame du Plaa a formé une action ; il faut juger si cette action est bonne en elle-même. Ne changeons point d'objets, ne substituons point une Partie à une autre, & M. d'Artaguiette sera sans défense, puisqu'il ne l'emprunte que d'un prétendu consentement du mari qui ne peut jamais nuire à la femme.

Quel est d'ailleurs ce consentement que l'on relève ? M. du Plaa a-t-il prétendu disposer de la dot de sa femme, & s'en rendre par-là responsable au lieu du sieur d'Artaguiette ? Car il faut constamment que l'un des deux soit le débiteur de Madame du Plaa, que le sieur d'Artaguiette soit encore chargé de la dot, ou qu'il puisse dire : j'en suis déchargé par votre mari ; vous n'avez

Répondre à la Partie qui agit & qui est en cause, & non en substituer une autre à qui l'action n'appartient pas.

qu'à agir contre lui. Mais sommes-nous dans ces circonstances ? Le sieur d'Artaguiette est forcé de convenir que jamais M. du Plaa n'a prétendu se charger de la dot.

On en trouve la preuve dans les différentes lettres qui ont été écrites. Le 21 Décembre 1720, le sieur d'Artaguiette envoie un projet de contrat de mariage ; il y promet 100000 livres en actions ; M. du Plaa lui répond le 31 : *J'y trouve quelque explication à donner pour ce qui me regarde & mes biens.* Il est évident que cette explication ne regardoit que l'affranchissement des biens de M. du Plaa par rapport à la dot de sa femme.

C'est ce qui résulte bien clairement d'une lettre que le S<sup>r</sup> d'Artaguiette écrivit à M. du Plaa le 18 Juillet 1722 ; il lui avoit mandé auparavant qu'il avoit fourni une déclaration au *Visa*, dans laquelle il employoit les actions provenant de la dot, sous le nom de M. & Madame du Plaa. M. du Plaa s'étoit récrié contre cette déclaration, dans la crainte qu'on ne voulût le charger de la dot de sa femme. C'est pour dissiper ces alarmes que le sieur d'Artaguiette lui écrit : *Je vous assure que la déclaration que l'on a faite des actions provenant de la dot de ma sœur, ne peut nuire ni préjudicier ni à vous ni à vos enfans.... Je vous ai informé dans le tems de l'emploi que j'avois fait des 100000 liv. Je ne connoissois point malheureusement alors de meilleur emploi ; si j'avois pu prévoir ce qu'elles sont devenues, je ne me trouverois pas avec 544 que j'ai au Visa, qui ont valu autrefois environ huit millions... Je suis persuadé encore que ce sera le meilleur effet du Royaume, par bien des raisons qui seroient trop longues à vous détailler..... Je suis encore dans le chaos, & je ne puis pas vous dire en quel état je resterai ; mais ce dont je puis bien vous assurer, c'est que je n'ai jamais travaillé & ne travaille actuellement que pour ma famille. Dans la répartition que j'en ferai, vous n'y serez pas omis, puisque je n'oublierai jamais la maniere confiante avec laquelle vous avez épousé ma sœur ; ainsi je vous prie de vous tranquilliser sur cet article.... La déclaration faite pour vous par un de mes Commis, ne peut jamais donner le droit de répéter la dot de leur mere à vos enfans, puisqu'il n'y a point de contrat de mariage, indépendamment de la même raison qui subsiste pour vous contre moi. Je suis trop honnête homme pour vous en former jamais aucune demande.*

Cette lettre prouve invinciblement que M. du Plaa n'a jamais voulu se charger de la dot, ni en demeurer garant ; c'est pour cela que le sieur d'Artaguiette lui dit qu'on ne pourra jamais la



lui demander. Mais si cela est, comment le sieur d'Artaguiette, débiteur de la dot, a-t-il pu l'employer du consentement d'un homme à qui cette dot n'appartenoit point, & qui ne vouloit point en être responsable ?

Par-là, Madame du Plaa est mise dans une étrange situation ; elle a constamment une dot de 100000 liv. sur la foi de laquelle elle a été mariée. Quand elle s'adresse à son frere qui a constitué la dot, & qu'elle lui en demande le paiement, il lui répond : je l'ai employée en actions, du consentement de votre mari. Quand elle se retourne du côté de son mari, & qu'elle lui dit : si vous avez employé ma dot, ou consenti à l'emploi de ma dot sans ma participation, vous devez donc m'en répondre ; M. du Plaa lui répond aussi-tôt : je n'ai consenti à aucun emploi à votre égard, ni pour ce qui vous concerne ; c'est ce que j'ai toujours répété à votre frere, & voilà sa lettre du 18 Juillet 1722, par laquelle il m'assure que personne ne me peut demander cette dot. Ainsi Madame du Plaa, renvoyée de son frere à son mari, & de son mari à son frere, perd au milieu de cette division le fond de sa dot, sans avoir jamais consenti ni accepté aucun emploi.

Cette injustice peut-elle être autorisée ? Le sieur d'Artaguiette est débiteur, mais il est débiteur de Madame du Plaa ; il n'a pas dû faire d'emploi du consentement du mari, qui n'a pas droit d'aliéner la dot de sa femme ; il n'en a pas dû faire du consentement du mari qui protestoit qu'il n'entendoit point se charger de la dot de sa femme. Cet emploi ne peut donc jamais être admis.

Enfin quand on supposeroit un consentement valable de la part du mari, & un consentement par lequel il ait voulu se charger de la dot, qu'elle seroit la nature de ce consentement ? M. du Plaa a-t-il consenti qu'on employât 100000 liv. de papiers décriés en actions ? Voilà un point que le sieur d'Artaguiette évite toujours d'agiter, & qui est cependant absolument essentiel.

On a prouvé ci-dessus par la procuration du sieur d'Artaguiette envoyée au sieur Dirumbery, par sa lettre écrite à Mad<sup>e</sup> du Plaa le 11 Octobre 1720, que la promesse de la dot de 100000 livres étoit pure & simple sans billets ni actions ; on a prouvé qu'il étoit impossible de concevoir que l'on pensât alors à une dot en papier, puisqu'en Septembre & Octobre les billets étoient totalement décriés, que 100000 liv. de cette espece ne valoient pas 2000 écus en argent, & que le sieur d'Artaguiette n'auroit pas osé proposer cette dot à sa sœur pour la marier à une personne de la naissance & de la fortune de M. du Plaa ; enfin on a

prouvé par la lettre du 4 Juillet 1723 , que le sieur d'Artaguiette avoit compté précisément payer en argent.

Si donc après cela M. du Plaa avoit consenti qu'il mît les 100000 livres en actions , ce seroit 100000 livres en argent qui auroient produit plus de 250 actions ; en sorte que quand on en auroit retranché presque les trois cinquiemes au *Visa* , comme le sieur d'Artaguiette le prétend , il en resteroit actuellement plus de cent à Madame du Plaa , en quoi elle ne souffriroit aucun préjudice.

Il faut donc , pour admettre le système du sieur d'Artaguiette , supposer deux choses également impossibles ; l'une , que les Parties soient convenues d'une dot en papier dans les mois de Septembre & Octobre 1720 , ce qui est absurde en soi & contraire à tous les écrits qui sont rapportés. L'autre , que l'on ait consenti que cette dot en papier fût convertie en actions , ce qui n'est pas moins choquant & ce qui n'est point établi. La défense du sieur d'Artaguiette peche donc de toutes parts.

Il ne faudroit même , pour la condamner , que le projet de contrat de mariage qu'il a envoyé le 21 Décembre 1720. Il y promet à la vérité 100000 liv. en actions ; mais le tems des billets étoit passé , on ne payoit plus qu'en argent : c'étoit donc 100000 livres d'argent qu'il promettoit de fournir en actions. Il ne dit pas qu'il promet 19 actions dans lesquelles il a converti 100000 liv. de papiers , il promet 100000 liv. en actions ; il faut donc qu'il fournisse des actions jusqu'à concurrence de 100000 liv. ce jour-là. Or constamment pour 100000 liv. d'argent on auroit eu plus de 250 actions , & il en resteroit aujourd'hui plus de cent dont il seroit aisé de tirer les 100000 livres d'espèces que demande Madame du Plaa.

Réduisons donc la Cause à son véritable objet. Le sieur d'Artaguiette a promis 100000 livres en mariage à sa sœur : il faut donc qu'il les fournisse. Toutes les circonstances , tous les actes annoncent que ce sont 100000 liv. en argent qu'il a promises ; mais en un mot , il a promis 100000 livres ; il faut qu'il se libere dans la monnoie qui a cours lorsqu'il est poursuivi.

Il prétend n'avoir promis qu'en billets ou en actions ; sa procuration du mois d'Août , sa lettre du mois d'Octobre , les offres qu'il a faites depuis , la lettre du 4 Juillet 1723 , tout prouve le contraire , & rien de sa part n'établit la promesse en papier qu'une prétendue lettre inconnue jusqu'à présent , & qu'il a été le maître de composer quand il a voulu.



L'emploi en actions ne peut être autorisé, puisque Madame du Plaa ne l'a jamais agréé. M. du Plaa n'étoit pas le créancier, & il n'a pas pu disposer de la dot; il a été bien éloigné de cette pensée, puisqu'il n'a jamais voulu s'en rendre responsable; & quand il l'auroit voulu & pu vouloir, ce feroit un emploi de 100000 liv. d'argent, & non 100000 liv. de billets décriés qu'il auroit approuvé. Il faut donc toujours donner à Madame du Plaa ou 100000 liv. d'argent, ou un équivalent qui puisse la satisfaire.

---

## XLVII. INSTANCE AU CONSEIL.

POUR les Prêtres de l'Oratoire de la Maison de Grenoble, Défendeurs.

*CONTRE M. l'Evêque de Grenoble, Demandeur.*

### Q U E S T I O N.

*Si les Prêtres de l'Oratoire, perdant le Séminaire, ne doivent pas être indemnisés, & conserver ce qui leur a été donné pour leur dotation propre.*

**L**ES contestations qui restent à régler entre les Parties, roulent sur deux objets principaux.

M. l'Evêque de Grenoble a fait ordonner que les Prêtres de l'Oratoire lui rendroient compte du revenu du Séminaire. Ce compte a été présenté par les Prêtres de l'Oratoire, & débattu par M. l'Evêque de Grenoble. Il s'agit de juger ce compte, & d'en fixer le reliquat.

Il a été ordonné aussi qu'on procéderoit à la distinction & séparation des biens du Séminaire & de ceux de la maison particulière des Prêtres de l'Oratoire. M. l'Evêque de Grenoble reclame, comme bien du Séminaire, un fond de 30000 liv. provenant de la dévotion de Notre-Dame de l'Ozier, qui produisoit autrefois 1500 liv. de revenu, mais qui, dans les différentes révolutions, a souffert une grande réduction.

Ces deux articles font d'une extrême conséquence pour les Prêtres de l'Oratoire. Si M. l'Evêque de Grenoble réussissoit dans ses prétentions, non-seulement il les priveroit du Séminaire dont la direction leur avoit été donnée à perpétuité par les actes les plus solennels, mais il ruineroit même leur propre maison, & toute la récompense qu'ils tireroient des services qu'ils ont rendus au diocèse depuis près de soixante ans, seroit d'en sortir après s'être épuisés & avoir dépensé des sommes immenses, dont on ne leur tiendrait aucun compte.

*FAIT.*

Avant que M. le Camus fût élevé à la dignité d'Evêque de Grenoble, il paroît que l'on avoit eu quelques vues d'établir un Séminaire dans ce diocèse; mais ces vues éloignées n'avoient été suivies d'aucun effet. Le premier soin de M. le Camus fut donc de penser sérieusement à un établissement si utile.

Il obtint à cet effet des Lettres-patentes en 1671, par lesquelles le Roi lui permit d'unir au Séminaire qui seroit formé des Bénéfices jusqu'à concurrence de 6000 livres de revenu annuel; & jusqu'à ce que cette réunion fût faite, d'imposer sur le Clergé de son diocèse une somme de 1000 livres par an. Tels sont les seuls revenus que le Roi destina au Séminaire de Grenoble. On connoîtra dans la suite de quelle conséquence est cette observation.

M. le Camus éprouva de grandes difficultés dans cet établissement. Pour les surmonter, il ne trouva point d'expédient plus convenable que de traiter avec les Prêtres de l'Oratoire, qui parurent disposés à se charger de l'établissement du Séminaire, pourvu qu'on leur permit de s'établir dans Grenoble, & que la direction du Séminaire leur fût confiée à perpétuité.

C'est dans cet esprit que fut passé le traité du 13 Janvier 1674. Par cet acte, M. le Camus permet aux Prêtres de l'Oratoire de s'établir dans la ville de Grenoble pour y vivre suivant la discipline & les regles de leur Congrégation, à condition cependant qu'ils seront tenus de se charger de la conduite & direction du Séminaire du Diocèse toutes les fois qu'ils en seront requis par lui ou par ses successeurs. Il leur permet à cet effet de se servir des Lettres-patentes de 1671, s'ils le jugent à propos, ou d'en obtenir de nouvelles.

*Il leur donne par donation perpétuelle & irrévocable, par le consentement des intéressés, si aucun y a, la rente au principal de 30000 liv. qui ayant été tirées de la dévotion de Notre-Dame de l'Ozier, avoient été mises à constitution de rente sur le Clergé du*



*Diocèse ; ce qui est accepté par les Prêtres de l'Oratoire pour jouir de l'effet dudit don à toujours, & même sans rapport & relation aux conventions suivantes, en cas qu'il arrivât quelque sorte d'innovation ; voulant & entendant M. le Camus qu'en ce cas les Prêtres de l'Oratoire demeurent bien & duement établis, & soient conservés & maintenus en l'actuelle, paisible & perpétuelle jouissance desdits 1500 livres de rente, & principal d'icelle. Tels sont les propres termes du traité, qui assurent à la maison des Prêtres de l'Oratoire la rente de 1500 livres, quand même le Séminaire en seroit détaché.*

Après avoir pourvu à ce qui regarde l'établissement d'une maison particulière de la Congrégation de l'Oratoire, dont l'unique dotation consiste dans cette rente de 1500 livres, on passe, dans le même traité, à ce qui concerne l'administration du Séminaire que M. le Camus confie aux Prêtres de l'Oratoire.

Il est dit que M. le Camus donne & commet à perpétuité aux Prêtres de l'Oratoire l'entière direction & conduite de son Séminaire, établi pour le présent dans le Prieuré de Saint-Martin de Miséré, en attendant que ce Séminaire soit transporté & établi dans la ville de Grenoble ; ce qui se fera aussi-tôt que l'on aura préparé un lieu propre & convenable.

Les Prêtres de l'Oratoire doivent être au nombre de trois, & avoir outre cela un Frere & deux domestiques ; & pour leur subsistance il est convenu qu'ils emploieront les 1500 livres de rente affectées pour la fondation de leur maison, laquelle rente & principal leur demeurera cependant, au cas que le Séminaire leur fût ôté.

On ajoute qu'en les établissant dans le Séminaire, M. le Camus leur fera délivrer tous les ornemens, argenterie, meubles, linge, vaisselle, ustensiles & autres choses nécessaires qui servent actuellement au Séminaire ; au moyen de quoi les Prêtres de l'Oratoire ne pourront demander autre chose à l'Evêque ni au Clergé, soit pour leur entretien, voyages, luminaire de l'Eglise, meubles, gages de serviteurs, & autres besoins domestiques, & même pour les menues & viagères réparations.

En conséquence de ce traité, les Prêtres de l'Oratoire s'adressèrent au Roi, & obtinrent, au mois de Juin de la même année 1674, des Lettres-patentes, par lesquelles le Roi leur permit d'établir une maison de leur Congrégation dans la ville de Grenoble ; & comme on ne permet jamais l'établissement d'une Communauté sans être assuré d'une dotation convenable, le

Roi confirma expressement le don qui leur avoit été fait par M. le Camus *de la rente & principal de 30000 liv. qui ayant été tirées de la dévotion de Notre-Dame de l'Ozier, avoient été mises à constitution de rente sur le Clergé du Diocèse.*

Le Parlement de Grenoble, avant que de procéder à l'enregistrement de ces Lettres, ordonna qu'elles seroient communiquées au Syndic général du Clergé du diocèse, & au Conseil de la ville de Grenoble, pour donner leur consentement, ou dire les causes de leur refus. Le Syndic général, autorisé par une délibération expresse du Bureau diocésain, consentit à l'enregistrement, de même que le Conseil de Ville; en sorte que, du consentement de toutes les Parties intéressées, le Parlement de Grenoble ordonna l'enregistrement par l'Arrêt du 24 Novembre 1674.

Les Prêtres de l'Oratoire furent établis d'abord dans le Prieuré de Saint Martin de Miséré, où ils eurent la conduite du Séminaire, pour lequel on leur fournit les logemens nécessaires avec les meubles qui y étoient auparavant; mais comme le lieu de Saint Martin de Miséré est fort éloigné de la ville de Grenoble, & qu'il convenoit peu à M. le Camus d'y avoir ses Ecclésiastiques qui n'étoient point sous ses yeux, il excita les Prêtres de l'Oratoire d'abord à louer, ensuite à acheter une maison dans Grenoble pour s'y transférer & y mettre avec eux le Séminaire. Les Prêtres de l'Oratoire, qui ne cherchoient qu'à satisfaire M. le Camus, & à contribuer au plus grand bien du Diocèse, louerent en 1675 la maison de la Dame de Revel, sur le pied de 555 liv. par an. Le Séminaire y ayant été deux ans, & ne pouvant pas toujours demeurer dans une maison d'emprunt, les Prêtres de l'Oratoire acheterent, en 1677, la maison du sieur de Bressac, Conseiller au Parlement de Grenoble; elle leur coûta 42500 livres; ils la firent accommoder d'une manière convenable pour y placer un Séminaire & y recevoir un grand nombre d'Ecclésiastiques. Il fallut faire une ample provision de meubles & d'ustensiles de ménage, d'autant plus qu'on ne pouvoit presque tirer aucun secours des meubles qui étoient auparavant à Miséré, non-seulement parce qu'il y en avoit beaucoup moins qu'il n'en falloit pour une grande maison telle que celle qu'on venoit d'acheter, mais même parce que M. le Camus y entretenoit toujours une espèce de petit Séminaire, outre le grand que l'on venoit d'établir dans Grenoble.

L'ouvrage commençoit ainsi à se perfectionner, & il y avoit lieu



lieu d'espérer que les Prêtres de l'Oratoire goûteroient bientôt le fruit de leurs travaux, lorsqu'il se forma contre le Séminaire un orage qui leur coûta encore bien des peines, & les épuisa par de nouvelles dépenses. Le Séminaire ne jouissoit point encore des revenus du Prieuré de Saint Martin de Miséré ; mais ils lui étoient cependant assurés par un décret d'union , qui devoit être exécuté après la mort des Dignités & Chanoines qui composoient le Chapitre de Miséré. Un ou deux Chanoines étant décédés, leurs Canonicats furent impétrés en Cour de Rome par des particuliers qui attaquèrent l'union. Le procès fut porté au Grand-Conseil , où il fut ordonné que M. le Camus & les Prêtres de l'Oratoire obtiendroient des bulles de Cour de Rome sur l'union. Il fallut donc solliciter & faire expédier les bulles, les faire fulminer par l'Official de Vienne, obtenir des lettres-patentes confirmatives , & faire enregistrer le tout au Parlement de Grenoble & au Grand-Conseil. Les frais, tant du procès que des bulles & lettres-patentes, monterent à 13000 livres. Pour en dédommager en partie les Prêtres de l'Oratoire, M. le Camus leur fit donner en 1679, 1000 livres par le Clergé du Diocèse, ce qui a été continué chaque année jusqu'en 1691, comme on le verra dans la suite.

Comme l'union se trouvoit affermie par tant de titres , & que les Prêtres de l'Oratoire alloient bientôt jouir de tous les revenus du Chapitre de Miséré, le Cardinal le Camus fit un traité avec eux le 19 Août 1684, pour regler l'emploi qui seroit fait de ces revenus.

Il commence par déclarer que les Prêtres de l'Oratoire, en conséquence des bulles & lettres-patentes qui avoient été obtenues, *jouiront à perpétuité & irrévocablement du Prieuré, Canonicats & Bénéfices unis*, & leur donne outre cela des maisons qu'il avoit achetées de quelques Chanoines. Il les oblige d'acquitter toutes les charges du Prieuré & Bénéfice unis, ensemble les pensions dont on étoit convenu avec les Titulaires de ces Bénéfices.

Il est dit ensuite que , quand les neuf places de Chanoines seront vacantes par leur mort , les Prêtres de l'Oratoire seront tenus de recevoir & entretenir , dans leur Séminaire de Grenoble , neuf pauvres Ecclésiastiques ; & qu'à l'égard des places du Prieur & de deux autres Chanoines & Officiers claustraux, elles serviroient tant à acquitter les charges de ces Bénéfices, qu'à l'entretien & subsistance de trois nouveaux Directeurs pour ces

pauvres Ecclésiastiques ; comme aussi à entretenir deux Prêtres dans le lieu de Miséré , pour faire le service de la Sacristie , à laquelle la Cure est unie , dont l'un servira de Curé , & l'autre de Vicaire.

A mesure que les places de Chanoines & autres Bénéficiers vinrent à vaquer , il fallut recevoir des Ecclésiastiques dans le Séminaire , & y mettre à proportion des Directeurs & des Domestiques ; ce qui obligea les Prêtres de l'Oratoire en 1691 de faire faire de nouveaux bâtimens. Pour les soulager dans cette dépense , M. le Cardinal le Camus exposa leur état & celui du Séminaire au Clergé du Diocèse : il fit voir que , par les Lettres-patentes de 1671 , il avoit la liberté d'imposer 1000 liv. par an sur le Clergé du Diocèse ; qu'il ne l'avoit pas fait d'abord ; que l'on avoit commencé seulement à lever cette somme en 1679 , par rapport aux dépenses excessives dans lesquelles l'union avoit engagé les Prêtres de l'Oratoire ; que cette dépense ayant monté à 13000 livres , ils en alloient être remboursés par le paiement de l'année 1691 ; mais que les nouveaux bâtimens qu'il convenoit d'élever devant encore engager dans de grands frais , il croyoit raisonnable de leur donner une certaine somme pour cette dépense , au moyen de quoi les Prêtres de l'Oratoire ne pourroient rien répéter pour ces nouveaux bâtimens. Cette proposition fut agréée par le Clergé , & en conséquence le 23 Février 1691 il fut passé un traité entre les Députés du Bureau Diocésain , & les Prêtres de l'Oratoire , par lequel le Clergé s'obligea de faire payer en cinq ans la somme de 13000 livres aux Prêtres de l'Oratoire , qui seroient tenus de faire achever le bâtiment , sans pouvoir prétendre d'autres contributions dans la suite de la part du Clergé , & à condition aussi que ces bâtimens leur demeureroient en pleine propriété , quand même la direction du Séminaire seroit confiée à d'autres Ecclésiastiques.

Ce traité a été exécuté ; mais la construction des nouveaux bâtimens a coûté aux Prêtres de l'Oratoire beaucoup plus qu'ils n'avoient prévu : ce qui après tant de dépenses les a encore accablés. Enfin ils ont souffert dans les révolutions de l'année 1720 de nouvelles pertes. La rente de 30000 livres sur le Clergé , qui faisoit la fondation particulière de leur Maison , leur a été remboursée le 30 Avril 1720 ; ils en ont employé 8000 livres au remboursement de quelques dépenses extraordinaires que la cherté excessive qui regnoit alors , de tout ce qui étoit nécessaire à la vie , les avoit obligés de faire. A l'égard des 22000 livres restans ,



ils ont été obligés de les remettre sur le même Clergé quelques mois après à constitution au denier cinquante ; en sorte que la rente de 1500 livres se trouve aujourd'hui réduite à 440 livres ; tristes débris d'une assez modique fondation , que les malheurs des tems ont presque anéantie , & que M. l'Evêque de Grenoble leur envie cependant encore.

Mais ce n'est pas la seule difficulté qu'il ait formée aux Prêtres de l'Oratoire. Suivant l'exemple de M. de Chaulne son prédécesseur , il a commencé par leur ôter le Séminaire , ou du moins il a soutenu qu'il étoit en droit de les en exclure ; c'est ce qu'il a fait juger par Arrêt du 23 Juillet 1728.

Ce même Arrêt ordonne que les Prêtres de l'Oratoire lui rendront compte du revenu du Séminaire , & qu'il sera procédé à la distinction des biens du Séminaire & de ceux qui appartiennent en particulier à la Maison de l'Oratoire. Pour satisfaire à ces dispositions , les Prêtres de l'Oratoire ont dressé un compte général de toute l'administration qu'ils ont eue depuis 1674. Ils en ont remis une copie à M. l'Evêque de Grenoble , qui par des apostilles très-sommaires , qu'il a honoré du titre de décret , a augmenté quelquefois la recette , a retranché plus souvent la dépense , & par-là a prétendu les rendre débiteurs de 46000 livres , au lieu qu'ils étoient créanciers de plus de 500000 livres , suivant leur compte. C'est le premier objet de contestation sur lequel il s'agit de prononcer.

D'un autre côté , M. l'Evêque de Grenoble a demandé que la rente de 30000 liv. de principal , produisant 1500 liv. de revenu , & qui provenoit de la dévotion de Notre-Dame de l'Ozier , fût déclarée appartenir au Séminaire. Cette question entroit naturellement dans les débats du compte , puisque M. l'Evêque de Grenoble y charge les Prêtres de l'Oratoire en recette de 1500 l. par an , même depuis que le fonds a été remboursé , & n'a plus produit que 440 livres par an. Cependant comme c'est un objet très-important par lui-même , & que M. l'Evêque de Grenoble , outre ses débats dans le compte , en a formé une demande séparée , on les traitera aussi séparément , & par-là on éclaircira un des objets du compte , ce qui facilitera les moyens de régler le tout en même tems.

S'il falloit entrer dans la discussion de chaque article d'un compte , qui comprend cinquante-fix années de régie , on ne croiroit pas qu'un Mémoire en fût susceptible ; mais la manière dont M. de Grenoble a examiné ce compte & l'a débattu , en

se réduisant presque toujours à des observations générales, engage les Prêtres de l'Oratoire à le suivre, du moins dans ces observations, persuadés que quand il les auront détruites, il sera plus facile de régler chaque article dans les formes ordinaires.

M. l'Evêque de Grenoble prétend donc qu'aux termes des traités passés entre M. le Cardinal le Camus d'une part, & les Prêtres de l'Oratoire de l'autre, on a cédé certains revenus aux Prêtres de l'Oratoire pour fournir à toutes les dépenses du Séminaire dont ils sont chargés à forfait; en sorte que quelque dépense qu'ils aient pu faire, ils n'ont rien à répéter au-delà des revenus qui leur ont été abandonnés. *C'est un abonnement*, dit M. l'Evêque de Grenoble, *qui les dispense de rendre ce qu'ils ont pu gagner, mais qui les exclut aussi de toute répétition, sous prétexte d'une dépense plus étendue que celle qu'on s'étoit obligé de faire.... Ils ont dû prévoir que cette dépense, quelque vraisemblable & quelque naturelle qu'elle pût être dans le fond, leur seroit rayée, par cela seul qu'elle ne se trouveroit pas être du nombre de celles que l'Evêque & le Diocèse les auroient autorisés de faire.* En un mot, la perte & le gain sont également pour leur compte, selon M. l'Evêque de Grenoble; on leur a donné des revenus, dont ils se sont contentés; heureux si ces revenus ont fourni aux dépenses nécessaires, malheureux s'ils ont été insuffisans; mais dans tous les cas, ils sont privés de toute action, comme on n'en peut aussi avoir aucune contre eux.

Ce système merite quelque réflexions, dont on va bientôt sentir toute la conséquence.

Premièrement, si les traités passés avec les Prêtres de l'Oratoire les mettent dans une telle situation, que de la régie & administration du Séminaire il ne peut jamais résulter aucune action ni contre eux, ni en leur faveur, pourquoi donc M. l'Evêque de Grenoble les a-t-il fait condamner à rendre compte? Pourquoi les a-t-il tant pressés de satisfaire à cette disposition de l'Arrêt? Si étant créanciers, par l'événement du compte, ils n'ont rien à prétendre; si étant débiteurs on n'a rien à leur demander, étoit-il permis de les fatiguer par la demande d'un compte sans objet?

Ce n'étoit pas-là non plus l'intention de M. l'Evêque de Grenoble, lorsqu'il a commencé le Procès. Il se flattoit alors que les Prêtres de l'Oratoire seroient débiteurs; il comptoit bien faire valoir cette action contre eux; c'est dans cet esprit qu'il les a poursuivis pour rendre compte; & si actuellement ils se trou-



voient débiteurs, il rejetteroit bien loin l'idée du forfait & de l'abonnement ; il soutiendrait que le reliquat dont ils seroient débiteurs ne peut tourner à leur profit, & que comme ils n'auroient pas dû perdre si la dépense avoit excédé, ils ne devoient pas gagner non plus si la recette est plus considérable.

Tel seroit le langage qu'il tiendrait aujourd'hui ; mais comme par l'examen du compte il a reconnu que les Prêtres de l'Oratoire demeureroient nécessairement créanciers, il change de système ; ce n'est plus une administration comptable qui a été confiée aux Prêtres de l'Oratoire, c'est un traité à forfait ; qu'ils aient perdu ou gagné, cela est indifférent. Quelle idée se formera-t-on d'un tel moyen, que la conduite de M. l'Evêque de Grenoble condamne si précisément ?

Secondement, ce moyen ne s'accorde pas mieux avec les conclusions que M. l'Evêque de Grenoble prend actuellement. Il soutient que les Prêtres de l'Oratoire se sont chargés en gros de toutes les dépenses du Séminaire, moyennant certains revenus qui leur ont été abandonnés ; qu'ils ont été libres de dépenser plus ou moins, de se ménager du profit, ou de s'exposer à la perte ; que c'est un abonnement qui les dispense de rendre ce qu'ils ont pu gagner ; & cependant il conclut contre eux à ce qu'ils soient condamnés à payer 48000 livres, à quoi il fixe le reliquat de leur compte. Par quelle fatalité les Prêtres de l'Oratoire auroient-ils traité à forfait quand ils paroissent créanciers, & au contraire, seroient-ils obligés de rapporter l'excédent de la recette, si par l'événement il se trouvent débiteurs ? La nature des traités qui engagent les Prêtres de l'Oratoire change-t-elle suivant l'intérêt de M. l'Evêque de Grenoble & de son Clergé ?

Il est vrai que, dans un traité à forfait, celui qui l'a entrepris peut être débiteur, s'il n'a pas acquitté toutes les charges ; comme il peut être créancier, s'il n'a pas reçu tout ce qu'on lui a promis ; mais ce n'est pas par ce moyen que M. l'Evêque de Grenoble prétend rendre les Prêtres de l'Oratoire débiteurs : il suppose bien que, depuis quelques années, les charges n'ont pas été acquittées ; mais ce seroit un petit objet selon lui-même : ce qui compose sa créance prétendue est le calcul qu'il a fait dans les années mêmes où, de son propre aveu, toutes les charges ont été acquittées. Comment pourra-t-il jamais concilier cette prétention avec son système de forfait & d'abonnement ? Quand il a demandé le compte, il prétendoit balan-

cer la recette avec la dépense ; cette opération n'a pas répondu à ses espérances. Il a cru se tirer d'affaire par le forfait ; mais aussitôt, oubliant lui-même ce nouveau plan de défense, il veut exiger la restitution de ce qu'il suppose que les Prêtres de l'Oratoire ont gagné. Tant de contradictions seroient-elles le partage de la vérité & de la justice ?

Troisièmement, si les traités passés entre M. le Cardinal le Camus & les Prêtres de l'Oratoire contiennent une espèce d'abonnement, il faut observer qu'ils contiennent aussi une promesse bien précise de laisser à perpétuité aux Prêtres de l'Oratoire la direction, régie & administration du Séminaire. Le traité de 1674 y est formel : *donne & commet à perpétuité auxdits Prêtres de l'Oratoire l'entière direction de son Séminaire*. Ce traité est confirmé par des Lettres-patentes enregistrées ; les Bulles d'union du Prieuré & Bénéfices de Saint Martin de Misère contiennent aussi cette perpétuité d'administration ; c'est en qualité de Directeurs perpétuels que les Prêtres de l'Oratoire les ont obtenus, & c'est M. le Cardinal le Camus qui a fait fulminer ces Bulles, qui a obtenu des Lettres-patentes confirmatives, & qui les a fait enregistrer. Le traité du 17 Août 1684 confirme cet établissement perpétuel en faveur des Prêtres de l'Oratoire, en disant qu'ils *jouiront à perpétuité & irrévocablement du Prieuré & Bénéfices unis*.

Tout assuroit donc aux Prêtres de l'Oratoire cette possession du Séminaire. Il n'est pas ici question de savoir si M. le Cardinal le Camus le pouvoit au préjudice de ses successeurs ; il suffit de savoir qu'il l'a voulu, & que c'est dans les mêmes traités que M. l'Evêque de Grenoble trouve cet abonnement qu'il oppose aux Prêtres de l'Oratoire : car toutes les clauses d'un acte étant relatives les unes aux autres, formant entre elles comme des conditions mutuelles qu'on ne peut diviser, il résultera toujours de ces traités, que si les Prêtres de l'Oratoire se sont contentés de sommes si modiques, ce n'est qu'en faveur de leur établissement perpétuel dans le Séminaire, & que cette condition venant à manquer par le fait de M. l'Evêque de Grenoble, il ne peut plus se prévaloir de l'abonnement.

Les Prêtres de l'Oratoire ont dit à M. le Cardinal le Camus : si vous nous donnez votre Séminaire à perpétuité, en sorte qu'il devienne pour nous un établissement solide & irrévocable, nous voulons bien nous charger de la dépense entière avec des revenus même insuffisans ; nous prendrons sur nous-mêmes tout

Clauses relatives d'un acte forment comme des conditions mutuelles qu'on ne peut diviser.



te qu'il faudra suppléer; c'est un sacrifice que nous voulons bien faire en faveur d'un établissement stable & permanent ; nous souffrirons pendant un certain tems , mais la suite nous dédommagera. Il n'y a rien que de raisonnable dans cette convention ; c'est manifestement celle des traités dont il s'agit.

Mais de cette convention , M. l'Evêque de Grenoble peut-il s'en faire un moyen , lorsqu'il prétend ôter le Séminaire aux Prêtres de l'Oratoire ? Ne seroit-ce pas détacher l'engagement de sa condition , que de vouloir obliger les Prêtres de l'Oratoire privés du Séminaire , à exécuter ce qu'ils n'ont promis que sur la foi d'une administration perpétuelle & irrévocable ? Il ne faut pas faire de grands efforts pour sentir & l'injustice de cette prétention , & en même tems la foiblesse de ce moyen.

Mais on en fera encore bien plus touché , si l'on porte sa vue sur les conséquences. Une Congrégation , zélée pour le bien de l'Eglise , appelée par l'Evêque , entreprend de former l'établissement d'un Séminaire ; elle se charge de dépenses qui excèdent infiniment les revenus qu'on lui abandonne ; elle s'épuise pour fournir à tout , & parvient enfin , après un certain nombre d'années , à mettre le Diocèse en état de tirer des fruits abondans de ses travaux. Quand , à ses propres dépens , elle a conduit l'ouvrage à sa perfection , le Prélat successeur juge à propos de lui ôter ce même Séminaire qu'elle a formé : peut-on se dispenser , dans ce cas , de restituer à cette Congrégation ce qui lui en a coûté ? Seroit-il juste de retenir son bien & de la renvoyer ruinée & dépouillée de tout ce qu'elle avoit apporté dans le Séminaire ? Qui ne se révoltera contre un pareil procédé !

Mais , dira-t-on , cette Congrégation avoit traité à forfait. Quand même on voudroit supposer pour un moment comme véritable cette prétendue condition de forfait , dont les traités ne parlent point , on n'en pourroit rien conclure contre les Prêtres de l'Oratoire , dès qu'ils sont prêts & qu'ils offrent encore de remplir leurs engagemens , tant qu'on leur laissera l'administration perpétuelle qui leur a été promise. Les Prêtres de l'Oratoire demeurant Directeurs du Séminaire , ne prétendent pas avoir une action contre le sieur Evêque ni contre son Clergé , pour répéter l'excédent de leur dépense. Voilà à quoi les engagent leurs traités , & ce qu'ils seront toujours disposés à exécuter ; mais les Prêtres de l'Oratoire expulsés du Séminaire réclameront toujours avec raison ce qu'ils y ont mis de leur propre fond. Ces avances ont été faites sur la foi des promesses qu'on n'exécute pas , peut-on

exiger qu'ils les abandonnent ? Quoi ! pendant quarante ou cinquante ans ils auront soutenu tout le poids d'un établissement , ils auront sacrifié leur propre bien , & on les renverra sans vouloir seulement examiner ce qu'il leur en a coûté ! Tant pis pour vous , leur dit-on naturellement , si vous avez été assez simples pour prodiguer vos biens en faveur du Séminaire ; d'autres vont profiter de vos peines & de vos largesses : vous vous êtes abusés par la confiance aux promesses qu'on vous a faites d'une administration perpétuelle ; ces promesses ne nous engagent pas , mais nous en moissonnerons les fruits , en retenant tout ce que vous avez répandu sur ces vaines espérances. De tels principes seroient-ils donc reçus en Justice , & permettra-t-on qu'on se joue ainsi de la foi des traités ?

Quatrièmement , s'il falloit que les Prêtres de l'Oratoire , dans la circonstance même où ils se trouvent , fussent toujours soumis à cet abonnement , il seroit au moins certain que M. l'Evêque de Grenoble le pousse trop loin , & au-delà de ce qui est établi par les traités ? Celui de 1674 , après avoir donné aux Prêtres de l'Oratoire la rente de 1500 livres sur le Clergé , au principal de 30000 livres , pour demeurer propre à la Congrégation , en cas même que le Séminaire lui fût ôté , ajoute que , pour la subsistance des trois Prêtres & de ceux qui seront employés au service du Séminaire , on emploiera ces 1500 livres par an ; qu'en établissant les Prêtres de l'Oratoire dans le Séminaire , M. le Camus leur fera délivrer tous les ornemens , argenterie , meubles , linges , vaisselle , ustensiles & autres choses nécessaires qui servent actuellement au Séminaire ; & *moyennant ce que dessus , est-il dit , les Prêtres de l'Oratoire ne pourront demander autre chose à mondit Seigneur l'Evêque ni à son Clergé , soit pour leur entretien , voyage , luminaire d'Eglise , meubles , gages de serviteurs , & autres besoins domestiques , & même pour les menues & viagères réparations.*

Voilà la clause dans laquelle M. l'Evêque de Grenoble voudroit trouver un forfait général ; mais il est évident qu'il y a beaucoup de dépenses qui n'y sont pas comprises. Telles sont , par exemples , les grosses réparations , puisqu'on ne parle que des menues & viagères. Si les grosses réparations des bâtimens qu'on leur donne à Miséré n'y sont pas comprises , à plus forte raison les Prêtres de l'Oratoire n'ont-ils pas été obligés de fournir une maison dans Grenoble , lorsque M. l'Evêque a jugé à propos d'y transférer son Séminaire. Les Prêtres de l'Oratoire ne font point



point obligés d'acheter cette maison, de l'accommoder d'une manière convenable pour retirer un grand nombre d'Ecclésiastiques, ni d'y loger gratuitement le Séminaire. De même l'augmentation extraordinaire qu'il a fallu faire de meubles & de toutes sortes d'ustensiles, lors de cette translation, n'a pas dû tomber sur les Prêtres de l'Oratoire. Il n'est point parlé dans ce traité des décimes, dons gratuits, & autres charges ordinaires & extraordinaires qui ont pu survenir; il n'est point parlé des frais des procès, & d'une infinité d'autres articles. Comment en effet, avec 1500 livres de revenu, auroit-on pu proposer de nourrir & d'entretenir trois Prêtres, un Frere & deux Domestiques, & fournir encore à tant de dépenses de toutes especes?

Le second traité est celui du 17 Août 1684. On y regle à quoi seront employés les revenus des Offices claustraux & Prébendes de Saint Martin de Miséré quand ces Bénéfices seront vacans. Les Prêtres de l'Oratoire doivent acquitter toutes les charges de ces Bénéfices, nourrir neuf pauvres Ecclésiastiques au lieu de neuf Chanoines qui devoient conserver des pensions pendant leur vie, employer le surplus pour l'entretien & réparations des Eglises où le Prieuré de Miséré avoit des dîmes, pour le paiement des décimes & dons gratuits, pour la subsistance des trois nouveaux Directeurs, & enfin pour entretenir un Curé & un Vicaire qui fassent le service à Miséré.

Il n'y a rien dans toutes les clauses de ce traité qui ressente le forfait. On y fait bien une destination des revenus qui devoient procéder de l'union, mais les Prêtres de l'Oratoire ne se chargent point de faire toutes ces dépenses sans répétition, en cas qu'elles vinssent à excéder. Il n'y en a pas un mot dans l'acte; il n'est pas dit, comme dans le traité de 1674: & *moyennant ce que dessus, les Prêtres de l'Oratoire ne pourront demander autre chose à l'Evêque ni à son Clergé.* C'est donc un simple emploi qui est proposé, mais sans exclure la faculté de compter du produit & de la dépense. En effet, les Prêtres de l'Oratoire auroient-ils pu le faire, y ayant des charges si incertaines & si arbitraires, que souvent elles auroient pu absorber tout le revenu d'une année? Par exemple, les décimes, dons gratuits, & autres charges ordinaires & extraordinaires du Clergé, & les réparations, soit des bâtimens du Prieuré, soit des Eglises en dépendantes, pouvoient monter en certaines années à des sommes si fortes, qu'il ne restât rien pour la subsistance des neuf pauvres Ecclésiastiques & de leurs Directeurs. Seroit-il permis de penser

que, nonobstant cela, les Prêtres de l'Oratoire fussent obligés d'employer 2 ou 3000 liv. de plus par an, & que dans le compte qu'ils doivent rendre à M. l'Evêque de Grenoble, il ne leur fût pas permis d'employer cet excédent & d'en demander raison ? Le traité ne le porte pas, & il y auroit eu de l'injustice à l'exiger.

Le troisieme & dernier traité est de l'année 1691. On énonce dans le préambule que le Roi avoit permis d'imposer 1000 liv. par an sur le Clergé pour le Séminaire, & que cette somme n'avoit été levée que depuis 1679 pour rembourser les Prêtres de l'Oratoire des 13000 liv. qu'ils avoient employées pour parvenir à consommer l'union du Prieuré de Miséré; enforte que le paiement de l'année 1691 devoit achever le remboursement de ces 1000 l. Tout ce préambule ne renferme aucune disposition, ni aucun consentement des Prêtres de l'Oratoire de se contenter des 13000 livres reçues ainsi par parcelles en treize ans, pour un fond de 13000 livres employées dès 1678 & 1679.

On passe ensuite au véritable objet de la convention. M. l'Evêque de Grenoble. vouloit faire bâtir un nouveau corps de logis pour loger encore des Séminaristes; les Prêtres de l'Oratoire convinrent de s'en charger moyennant 13000 liv. que le Clergé devoit leur faire fournir en plusieurs années; & au moyen de cette somme ils se chargerent de tout le bâtiment, sans aucune répétition contre le Clergé; c'est à cet égard un véritable forfait, mais qui ne tombe que sur le nouveau bâtiment seulement. Il est vrai que dans la suite la dépense ayant été plus forte, le Clergé a bien voulu suppléer; mais il est pourtant vrai que l'acte en lui-même étoit un véritable marché dont les Prêtres de l'Oratoire ne pouvoient rendre compte pour demander l'excédent, comme on ne pouvoit leur faire rendre compte pour répéter ce qu'ils auroient reçu de trop.

De cette discussion des différens traités passés par les Prêtres de l'Oratoire, il résulte que le premier ne contient d'abonnement que pour certaines charges seulement, & eu égard à l'établissement actuel du Séminaire dans le Prieuré de Miséré; ce qui ne pouvoit s'exécuter dans le cas de la translation de ce même Séminaire dans la ville de Grenoble.

Que dans le second traité il n'y a aucun forfait, & que dans le troisieme on n'a traité que pour le nouveau corps de logis seulement. Que devient donc ce forfait, cet abonnement général à la faveur duquel M. l'Evêque de Grenoble voudroit renvoyer les Prêtres de l'Oratoire, sans leur rien rembourser des sommes immenses qui leur sont dues ?



Mais , dit M. l'Evêque de Grenoble, le Séminaire feroit ruiné s'il falloit rétablir les sommes que demandent les Prêtres de l'Oratoire. De bons Administrateurs ne devoient-ils pas proportionner leur dépense à leurs revenus ? Ces raisons ne dispenseront jamais un Evêque ni son Clergé de rendre la justice qui est due à une Communauté qui s'est épuisée pour le service du Diocèse. Le Séminaire feroit ruiné s'il étoit obligé de payer les Prêtres de l'Oratoire ; mais les Prêtres de l'Oratoire seroient ruinés si on ne leur rendoit pas ce qui leur est dû. Est-il juste que , pour prévenir la ruine du débiteur , on accable le Créancier ? De bons Administrateurs doivent proportionner leur dépense à leurs revenus ! Mais s'ils n'ont fait que des dépenses nécessaires , que peut-on leur imputer ? Il y a bien des occasions , & sur-tout dans les nouveaux établissemens , où il faut porter la dépense fort au-delà des revenus ; on peut regagner dans la suite par économie ce que l'on a dépensé de trop d'abord ; il survient même des secours extraordinaires. Jamais on ne feroit d'établissement , si l'on se bornoit d'abord à ne dépenser que son revenu.

Au surplus , si M. l'Evêque de Grenoble trouve qu'en ôtant le Séminaire aux Prêtres de l'Oratoire , il en doit beaucoup coûter au Diocèse , il faut bien qu'il ait lui-même des ressources pour fournir à cette dépense puisqu'il l'entreprend. Sans cela , il lui seroit facile d'éviter la ruine du Séminaire dont il est alarmé , en le laissant aux Prêtres de l'Oratoire qui seront toujours disposés à se sacrifier pour le Diocèse de Grenoble. Mais si on les dépouille de la régie & de l'administration , comment leur refuseroit-on la restitution de ce qu'ils ont été obligés d'avancer ?

Ainsi pour résumer les réflexions générales qui doivent faire tomber le système nouveau de M. l'Evêque de Grenoble , il est aisé de reconnoître , 1°. que le moyen tiré du forfait ne peut se concilier avec la demande d'un compte qui devient sans objet , si ce moyen est fondé ; 2°. qu'il peut encore moins s'accorder avec la demande nouvelle de M. l'Evêque de Grenoble , qui veut faire condamner les Prêtres de l'Oratoire à lui payer un reliquat de 48000 livres ; 3°. que s'il y avoit un forfait , comme le propose M. l'Evêque de Grenoble , les Prêtres de l'Oratoire ne seroient point obligés de l'entretenir , puisque d'un autre côté on ne tient pas la promesse qui leur étoit faite par les mêmes traités , de leur laisser à perpétuité la direction du Séminaire ; enfin que ce prétendu forfait , dans la disposition même des traités , n'est pas général , comme on le prétend.

Ces observations générales qui font tomber le système d'abonnement proposé par M. l'Evêque de Grenoble, conduisent naturellement à entrer dans le détail du compte, pour juger à quoi on doit fixer la recette & la dépense. Mais comme la discussion de chaque article ne peut entrer dans un simple Mémoire, on se contentera de partager tout le tems du compte en quatre époques, & de proposer dans chacune les réflexions qui lui conviennent pour soutenir le compte contre les débats de M. l'Evêque de Grenoble; ce qui sera d'autant plus facile que ses débats sont presque toujours puisés dans le prétendu abonnement, & que les réponses seront aussi tirées des observations générales qui viennent d'être faites.

*Première  
époque.  
Depuis 1674  
jusqu'en 1678.*

Pendant le cours de ces cinq années, les Prêtres de l'Oratoire n'avoient point d'autre titre que le traité de 1674, ni par conséquent d'autres revenus que les 1500 liv. de rente provenant de Notre-Dame de l'Ozier. Car quoique cette rente fût donnée à la maison de l'Oratoire pour lui servir de dotation, il étoit cependant convenu que pendant que les Prêtres de l'Oratoire auroient le Séminaire, elle seroit employée à la subsistance des trois Prêtres, du Frere & des deux Domestiques employés au Séminaire. On a donc mis en recette dans le compte ces 1500 liv. pendant chacune des cinq années.

A l'égard de la dépense, on a mis une certaine somme par an pour l'entretien & subsistance des personnes employées au Séminaire; le prix des meubles qu'il a fallu acheter pour garnir le grand Séminaire lorsqu'il fut établi à Grenoble, les loyers que l'on a payés à la Dame de Revel pour les années 1675 & 1676, à raison de 555 liv. par an, & l'intérêt des 42500 livres, prix de la maison achetée en 1677 du sieur de Bressac.

M. l'Evêque de Grenoble qui alloue la recette sur le pied de 1500 liv. par an, retranche de la dépense tout ce qui excède la même somme, parce qu'il y avoit, dit-il, un forfait selon lequel les Prêtres de l'Oratoire ne pouvoient rien demander au-delà des 1500 liv.

En détruisant le forfait, on a prévenu le débat & rétabli le compte tel qu'il devoit être. Il est vrai que les Prêtres de l'Oratoire choisis par M. le Camus pour avoir à perpétuité la direction du Séminaire, ont bien voulu se contenter de la somme modique de 1500 liv. pour les dépenses exprimées dans le traité du 13 Janvier 1674; mais quand on leur ôte le Séminaire, peut-on exiger d'eux qu'ils tiennent un abonnement auquel ils n'ont



consenti que sur la foi d'une administration perpétuelle ? Que M. l'Evêque de Grenoble exécute le traité dans son entier, les Prêtres de l'Oratoire ne refuseront jamais de l'exécuter de leur part ; mais que M. l'Evêque de Grenoble soutienne & fasse juger que son prédécesseur n'a pu l'engager, & que cependant il exige des Prêtres de l'Oratoire qu'ils remplissent l'engagement qu'ils ont pris avec son prédécesseur, c'est ce qui ne paroît pas possible. Il faut donc, sans s'arrêter à ce moyen d'abonnement, allouer tout ce qui se trouve juste & raisonnable dans la dépense.

Mais quand on pourroit suivre le prétendu abonnement, il ne s'appliqueroit pas à toutes les parties de la dépense que retranche M. l'Evêque de Grenoble. On a déjà observé que cet abonnement n'étoit pas général par le traité de 1674, qu'il ne comprenoit que l'entretien des Supérieurs & Directeurs du Séminaire, leur voyage, luminaire d'Eglise, meubles, gages de serviteurs, & autres besoins domestiques, & même les menues & viagères réparations. Ainsi le logement du Séminaire n'y étoit pas compris ; au contraire, c'étoit M. le Camus qui fournissoit le logement dans le Prieuré de Miséré ; il demouroit même chargé des grosses réparations. Ainsi tout ce qu'il a fallu dépenser pour loger le Séminaire ne peut être pris sur les 1500 livres.

Tant que M. le Camus a voulu que le Séminaire demeurât à Miséré, il n'en a rien coûté aux Prêtres de l'Oratoire pour loger le Séminaire, & ils ne demandent rien pendant ce tems ; mais M. le Camus l'ayant transféré dans la ville de Grenoble en 1675, il fallut louer la maison de la Dame de Revel sur le pied de 555 livres par an. Y auroit-il de la justice à jeter cette dépense sur le compte des Prêtres de l'Oratoire ; à vouloir qu'elle se prît encore sur les 1500 liv. en sorte que pour nourrir & entretenir trois Prêtres, un Frere, deux Domestiques, pour le luminaire de l'Eglise, & autres besoins domestiques, même pour les menues & viagères réparations, les Prêtres de l'Oratoire fussent réduits à 945 liv. par an ? Cela ne seroit pas supportable. A Miséré on fournissoit le logement aux Prêtres de l'Oratoire, & au moyen de cela ils se contentoient de 1500 liv. par an. Si on les transfere ailleurs, il faut donc qu'on leur fournisse le logement comme on faisoit à Miséré, & par conséquent qu'on leur tienne compte des 555 liv. par an qu'ils ont données pour le loyer.

Par la même raison, lorsqu'on a acheté une maison qui a coûté 42500 liv. & que les Prêtres de l'Oratoire, qui ont payé cette

somme de leurs deniers, ont reçu le Séminaire dans leur maison, il faut nécessairement que, pour tenir lieu du loyer, le Séminaire leur paie l'intérêt de ces 42500 liv. c'est-à-dire, 2125 livres par an. La maison de la Dame de Revel étoit trop petite, & ne convenoit pas pour loger le seul Séminaire du Diocèse; il a donc fallu en acheter une plus grande. Mais les Prêtres de l'Oratoire y doivent-ils loger le Séminaire gratuitement, & ne recevant que 1500 livres par an, donner une maison de plus de 2000 liv. de loyer? Cela feroit directement contraire au traité de 1674, par lequel c'est M. le Camus qui fournit le logement à Miséré jusqu'à ce qu'on ait trouvé un lieu propre & convenable dans Grenoble. Mais par qui ce nouveau logement doit-il être fourni, si ce n'est par celui qui fournissoit l'ancien? En un mot, les Prêtres de l'Oratoire ne se sont point chargés de loger le Séminaire; il se sont bien chargés de faire les menues réparations des bâtimens qu'on leur fourniroit, mais non pas de fournir eux-mêmes les bâtimens, ce qui auroit été impossible par rapport à la modicité du revenu qu'on leur donnoit. Il faut donc qu'on leur tienne compte pendant cette époque des deux années de loyer de la maison de la Dame de Revel & des deux années d'intérêt du prix de la maison achetée pour loger le Séminaire. Cette dépense n'entreroit jamais dans l'abonnement, quand il feroit la règle des Parties.

Il en est de même des meubles nécessaires pour garnir le Séminaire de Grenoble, & en fournir à tant d'Ecclésiastiques. Il est vrai que le traité de 1674 comprend les meubles dans l'abonnement; mais cela est bon pour les meubles de Miséré, parce qu'en fournissant le logement dans ce Prieuré, M. le Camus le fournissoit tout meublé. Quand il a fallu meubler une grande maison à Grenoble, tous ces meubles de Miséré n'auroient été d'aucun secours; vieux meubles usés qui auroient achevé de se ruiner dans le transport qu'il en auroit fallu faire, & qu'il étoit d'ailleurs nécessaire de laisser à Miséré pour un petit Séminaire qui y a été établi. Il a donc fallu faire une grande dépense pour meubler le Séminaire; & comme cette dépense étoit causée par le changement que faisoit M. le Camus en transférant son Séminaire à Grenoble, il n'est pas possible de la laisser sur le compte des Prêtres de l'Oratoire, aux termes mêmes de l'abonnement.

Ainsi dans cette première époque, M. l'Evêque de Grenoble ne peut réduire les Prêtres de l'Oratoire à ne dépenser que 1500



livres par an. Leur condition change dès qu'on leur ôte l'administration perpétuelle du Séminaire; & dans les termes mêmes de l'abonnement, le loyer d'une maison considérable dans Grenoble, au lieu de celle qu'on leur avoit fournie d'abord à Miséré, ni les meubles nécessaires à cette grande maison, n'ont jamais pu être à leur charge, & on ne peut se dispenser de leur allouer cette dépense.

Pendant cette seconde époque, les Prêtres de l'Oratoire ont eu d'abord les mêmes revenus & les mêmes charges que dans la première; & comme on vient de voir que la dépense a passé de beaucoup la recette, le même excédent de dépense se trouvera dans la seconde époque. Il sera toujours vrai qu'on ne peut opposer l'abonnement, & que quand il auroit lieu, certaines dépenses qui n'y sont pas comprises, comme le loyer de la maison de Grenoble, les grosses réparations, & autres charges pour lesquelles les Prêtres de l'Oratoire n'ont rien reçu, les rendroient nécessairement créanciers.

Outre ces revenus communs à la première & à la seconde époque, les Prêtres de l'Oratoire ont joui des revenus du Prieuré de Miséré uni en 1679. Mais loin qu'il y ait eu dans ces revenus quelques secours pour eux, ils les ont accablés de nouvelles charges qui excédoient ces revenus. Les Prêtres de l'Oratoire ont fixé ces revenus à 2948 livres, par la raison qu'en 1703 le bail du Prieuré avoit monté à cette somme; mais il est aisé de concevoir que le produit ne pouvoit pas être si considérable en 1679 & 1680, soit parce que les biens en fonds rapportoient moins alors, soit parce qu'ils n'étoient pas encore rétablis, comme ils l'ont été dans la suite. Cependant les Prêtres de l'Oratoire ont eu la facilité de prendre pour règle le bail de 1703; aussi M. l'Evêque de Grenoble les a-t-il pris au mot, & a-t-il alloué cette recette sans aucune difficulté.

A l'égard de la dépense, il a prétendu que le traité du 17 Août 1684, qui a réglé l'emploi de ces revenus, contenoit un abonnement de même que celui de 1674; mais il est évident qu'il s'est trompé. On dit bien, dans le traité de 1684, que sur les revenus du Prieuré de Miséré, les Prêtres de l'Oratoire entretiendront neuf pauvres Ecclésiastiques dans le Séminaire, &c. mais, comme on l'a déjà observé, il n'y a point de forfait; on règle l'emploi des revenus, mais on n'exclut point la répétition de l'excédent de part ni d'autre; il n'y a point de renonciation de la part des Prêtres de l'Oratoire à demander une juste indemnité. En un mot,

*Seconde époque.*

*Depuis 1678 jusqu'en 1691.*

le traité de 1684 est de même nature que tous ceux qui se passent à l'égard de tous les autres Séminaires du Royaume auxquels on unit des Bénéfices , & que l'on charge d'entretenir certain nombre de Directeurs , de Séminaristes , & autres personnes ; jamais on n'a imaginé qu'il n'y eût aucun compte à rendre , ni aucun reliquat à fixer.

L'idée d'abonnement étant donc absolument étrangère à cette classe de revenus , il faut nécessairement entrer dans le détail de dépense proposé par les Prêtres de l'Oratoire ; & l'on verra d'abord qu'elle excède de beaucoup les revenus. Tant que les Bénéficiers qui s'étoient réservé des pensions sur les Bénéfices unis ont vécu , il a fallu leur payer tous les ans 2266 liv. pour ces pensions ; il y avoit outre cela 400 liv. de décimes , & 200 livres d'autres charges ordinaires , comme portions congrues , taxes des pauvres , & autres : ce qui faisoit en total 2866 livres ; enforte qu'il ne restoit que 82 livres par an pour toutes les réparations grosses & menues , tant des bâtimens du Prieuré de Miséré que des fermes & domaines , pour l'entretien du chœur & cancel des différentes Eglises dans lesquelles on perçoit les dîmes , pour les frais des procès , non-valeurs & diminutions que l'on ne peut refuser aux Fermiers dans une infinité d'occasions ; ce qui fait voir qu'il a dû coûter tous les ans une somme considérable aux Prêtres de l'Oratoire au-delà de ce qu'ils retiroient du Prieuré de Miséré.

La dépense est devenue bien plus considérable quand les Bénéficiers qui s'étoient réservé des pensions ont été décédés ; il a fallu entretenir neuf pauvres Ecclésiastiques dans le Séminaire , leur donner trois Prêtres pour les conduire , augmenter le nombre des domestiques à proportion , fournir à la subsistance d'un Curé & d'un Vicaire à Miséré : ce qui a fait au moins quatorze personnes dont le Séminaire a été chargé. Il est évident qu'avec 2266 liv. dont on a profité à la mort des Bénéficiers , il étoit impossible de fournir à tant de dépense.

Cependant il fallu , à proportion du nombre des personnes dont le Séminaire a été augmenté , augmenter aussi les meubles nécessaires pour les recevoir. Tout cela compose un excédent de dépense dont il est impossible de ne pas faire raison aux Prêtres de l'Oratoire.

Enfin , dans cette même époque , le Séminaire a joui encore de 1000 liv. par an , que le Clergé fournissoit pour dédommager les Prêtres de l'Oratoire de 13000 liv. qu'ils avoient été obligés de dépenser



dépenser pour les frais de l'union; mais l'on voit que ces 1000 liv. ne pouvoient presque tenir lieu que des intérêts des 13000 liv. montant à 650 livres par an; & comme cette imposition de 1000 livres par an a cessé en 1691, il est évident que les Prêtres de l'Oratoire demeurent créanciers de la plus grande partie du capital.

Il est vrai que, dans le préambule du traité de 1691, M. le Cardinal le Camus expose au Clergé de son Diocèse, que les Prêtres de l'Oratoire se trouvent remplis des 13000 livres qu'ils avoient dépensées pour l'union, au moyen des treize années de jouissance des 1000 livres que le Clergé avoit payées depuis 1678; mais les Prêtres de l'Oratoire ne parlent point dans ce préambule, & ne sont Parties dans l'acte que pour recevoir une autre somme de 13000 livres pour le nouveau bâtiment que l'on alloit entreprendre. D'ailleurs, comme on l'a déjà dit, tant qu'ils se regardoient dans le Séminaire comme établis à perpétuité, ils vouloient bien se contenter des sommes modiques que le Clergé pouvoit fournir. Comme ils comptoient toujours travailler pour l'honneur d'un Séminaire qui leur étoit propre, ils ne craignoient point de suppléer de leurs propres deniers, & ne croyoient pas devoir fatiguer l'Evêque ni son Clergé par des demandes de supplément; mais que cela devienne pour eux une loi nécessaire dans le tems qu'on les dépouille de cette administration perpétuelle qui leur avoit été confiée, & qu'ils ne puissent alors demander justice sur un excédent de dépense parfaitement établi, c'est ce que l'équité ne permet pas même de proposer.

Ainsi, dans cette seconde époque, on ne peut se dispenser de faire raison aux Prêtres de l'Oratoire, de ce qu'ils ont dépensé au-delà des 1500 livres de la rente provenant de Notre-Dame de l'Ozier, & principalement de l'intérêt des 42500 liv. tenant lieu du loyer du Séminaire. On ne peut se dispenser d'entrer dans le détail de la dépense qu'ils ont été obligés de supporter pour satisfaire aux charges du Prieuré de Miséré, ni refuser aux Prêtres de l'Oratoire les frais de cette union, en déduisant sur le principal, & sur les intérêts d'année en année, les 1000 livres fournies par le Clergé; & par-là les Prêtres de l'Oratoire se trouveront créanciers légitimes de sommes très-considérables.

Il y a peu de choses à observer sur ce troisieme tems; les PP. de l'Oratoire ont eu, comme dans les deux époques précédentes, les 1500 livres de Notre-Dame de l'Ozier, les fruits & revenus du Prieuré de Miséré; ils ont eu aussi les mêmes charges, & par

*Troisieme  
époque.  
Depuis 1692  
jusqu'en 1720.*

conféquently le même excédent de dépense. Tout ce que l'on a dit pour les deux tems qui précèdent, s'applique également à celui-ci.

Les PP. de l'Oratoire n'ont plus joui des 1000 liv. par an que le Clergé avoit fournies depuis 1678. Cependant, comme on l'a observé, il s'en falloit bien qu'ils ne fussent remplis du principal & des intérêts des 13000 livres auxquelles s'étoient trouvé monter les frais de l'union : en quelque tems que l'on place cet excédent de dépense, il faut toujours en tenir compte aux Prêtres de l'Oratoire.

Ce qu'il y a de nouveau dans cette troisieme époque, ce sont d'un côté les sommes que le Clergé a fournies pour le nouveau bâtiment, & de l'autre la dépense de ce même bâtiment, qui a excédé considérablement le devis sur lequel on s'étoit réglé d'abord ; mais comme ce bâtiment doit demeurer à la Maison de l'Oratoire, on n'a rien demandé dans le compte pour cette augmentation, quoique le Séminaire en ait profité pendant qu'il a été sous la direction des PP. de l'Oratoire.

On trouve donc seulement, dans ce troisieme tems, quelques charges extraordinaires qui sont survenues, & pour lesquelles les Prêtres de l'Oratoire n'avoient aucun fonds. Aussi M. l'Evêque de Grenoble n'a-t-il pas pu lui-même refuser de les allouer en dépense, comme 361 liv. pour une taxe sur les îles en 1695, 1264 livres pour les frais d'un Procès jugé en 1698, & quelques autres articles de même nature expliqués dans le compte. C'est ce qu'il y a à ajouter à l'excédent de dépense, dont on a déjà prouvé dans les deux premieres époques que les Prêtres de l'Oratoire doivent être jugés créanciers.

*Quatrieme  
& derniere  
époque.  
Depuis 1720.*

Il n'y auroit rien de nouveau à observer sur ce dernier tems, sans les révolutions que le Séminaire a éprouvées à l'occasion du système, comme toutes les autres Communautés du Royaume.

Par les différens remboursemens qu'il a reçus, ou par les réductions qu'il a été obligé de consentir, il a perdu tous les ans 2570 l. de revenu, & entre autres la rente de 1500 l. sur le Clergé, réduite à 440 livres par an. Elle fut remboursée en entier par le Clergé le 30 Avril 1720. Des 30000 liv. les Prêtres de l'Oratoire furent obligés d'en employer 8000 liv. à acquitter des dettes ; & après avoir gardé le surplus pendant plusieurs mois, ils furent trop heureux de le rétablir au denier 50 sur le même Clergé du diocèse de Grenoble. Une autre rente qui étoit de 1000 liv. par an, a été aussi réduite à 440 l. Pendant que le Séminaire faisoit de



si grandes pertes , ses dépenses augmentoient prodigieusement par le prix excessif auquel toutes les denrées & toutes les marchandises ont monté ; situation capable de ruiner des Communautés plus solidement fondées que le Séminaire de Grenoble.

Cependant M. l'Evêque de Grenoble, loin d'entrer dans des considérations si touchantes , semble vouloir augmenter encore les malheurs éprouvés par les Prêtres de l'Oratoire. Il prétend que la rente de 1500 liv. au principal de 30000 livres, appartient au Séminaire & non à la Maison de l'Oratoire , & cependant il veut que le remboursement qui a été reçu soit pour les Prêtres de l'Oratoire en leur propre nom , & que par-là ils deviennent débiteurs , envers le Séminaire , du capital & des arrérages sur le même pied de 1500 livres qu'ils avoient lieu auparavant. En conséquence , au lieu qu'ils se sont chargés en recette dans leur compte des arrérages de cette rente sur le pied de 440 livres par an seulement , il les en charge sur le pied de 1500 livres. Il en use de même à l'égard de l'autre rente qui étoit de 1000 liv. & qui a été aussi réduite à 440 livres. Il prétend encore les en charger sur le pied de 1000 livres.

On a peine à imaginer sur quel fondement il peut ainsi forcer la recette. Il est certain que les rentes ont été réduites , qu'elles l'ont été par une force majeure ; comment donc charger un Administrateur en recette au-delà de ce qu'il a pu recevoir , & de ce qu'il a reçu en effet ?

On dit que les Prêtres de l'Oratoire ont reçu le remboursement de la rente de 1500 liv. en leur nom , & que par-là ils ont été constitués débiteurs envers le Séminaire. Mais , 1°. si les Prêtres de l'Oratoire ont reçu le remboursement en leur nom , c'est qu'en effet cette rente leur appartient en particulier , suivant le traité de 1674 , comme on le fera voir dans la suite. Mais quoique le fonds leur appartienne , les revenus sont toujours destinés au Séminaire , tant qu'ils en auront la direction. Ainsi ils ont dû recevoir le fonds , & ne doivent tenir compte au Séminaire que de la nouvelle rente qui a été créée. 2°. Quand le fonds de la rente auroit appartenu au Séminaire , les Prêtres de l'Oratoire en étant les Directeurs , auroient pu en recevoir le remboursement , & ne seroient comptables envers le Séminaire que des effets dans lesquels le remboursement auroit été fait. Si la chose périt , ou se convertit en une autre nature de bien , c'est pour le Propriétaire que tout cela arrive. Aussi les Prêtres de l'Oratoire , qui feront voir dans un moment qu'ils étoient Propriétaires in-

commutables de cette rente , comptent bien se contenter de la nouvelle rente que le remboursement a produit. Mais, par la même raison ; si le Séminaire avoit la propriété , il devrait s'en contenter ; & dans tous les cas , comme les arrérages étoient destinés au Séminaire , il ne peut les prétendre que sur le pied de leur produit actuel.

M. l'Evêque de Grenoble a fait une autre difficulté aux Prêtres de l'Oratoire dans ce dernier tems. Il prétend que n'y ayant point eu de Séminaristes depuis 1725 , les Prêtres de l'Oratoire sont débiteurs de tout ce qu'il en auroit coûté pour les entretenir. Mais il faut observer que les Prêtres de l'Oratoire ayant été établis à la charge d'être toujours prêts à recevoir les Ecclésiastiques que l'Evêque voudroit leur envoyer , quoiqu'il n'en envoie pas en effet , il faut toujours que le même nombre de Prêtres destinés pour régir & gouverner le Séminaire y soit entretenu , & qu'on y ait le même nombre de domestiques , parce que sans cela M. l'Evêque envoyant des Ecclésiastiques , on ne feroit point en état de les recevoir. Ni défunt M. de Chaulne , ni M. l'Evêque d'aujourd'hui n'ont jamais déclaré aux Prêtres de l'Oratoire qu'ils retiroient le Séminaire de leur Maison ; au contraire , M. l'Evêque a souvent protesté qu'il vouloit seulement être le maître de l'ôter , mais qu'il ne savoit point encore l'usage qu'il feroit de cette liberté. Tout changement est donc suspendu , les choses en attendant restent sur le même pied , la même dépense continue , & par conséquent il n'y a point de répétition à demander aux Prêtres de l'Oratoire.

Si les places d'Ecclésiastiques fondées ne sont pas remplies , il faut toujours leur réserver leur logement , leurs meubles , souvent même entretenir le même nombre de domestiques que s'ils y étoient , avoir des réserves & des provisions , puisqu'à chaque instant on peut en envoyer : cela ne fait donc qu'une très-foible diminution dans la dépense ; & comme les autres charges sont devenues toujours plus pesantes par l'augmentation de toutes les denrées , on ne trouvera pas que les Prêtres de l'Oratoire aient eu plus d'avantage dans ces derniers tems que dans ceux qui ont précédé. Ainsi , dans tous les tems , on trouvera les Prêtres de l'Oratoire créanciers , même en adoptant le système d'abonnement proposé par M. l'Evêque de Grenoble : créanciers pour les charges qui n'ont point été comprises dans le traité de 1674 , comme loyers de maison & autres : créanciers pour toutes les charges qui leur ont été imposées par le traité de 1684 , &



auxquelles on a destiné les revenus des Bénéfices unis sans aucun forfait : créanciers pour des charges extraordinaires qui n'ont été prévues par aucun acte : créanciers par les pertes & les réductions qu'ils ont souffertes depuis le système. Ces créances augmentent infiniment, si l'on écarte les conventions que les Prêtres de l'Oratoire n'ont acceptées que sur la foi d'une administration perpétuelle. Faudra-t-il donc qu'ils perdent de si justes répétitions dans le tems même qu'on les menace d'être incessamment privés du Séminaire ? Faudra-t-il que, dépouillés d'un droit si précieux, ils ne puissent retirer ce qu'ils ont bien voulu sacrifier pour l'établissement & le soutien d'un Séminaire qu'ils regardoient comme intimement uni à leur Congrégation ? Par justice aussi bien que par honneur, M. l'Evêque de Grenoble ne devoit pas contester une dette si légitime & si favorable.

On a expliqué ci-dessus les titres par lesquels la propriété de ces 30000 livres a été assurée à la Maison de l'Oratoire indépendamment du Séminaire ; il ne peut y en avoir de plus solennels, c'est M. le Camus, Evêque de Grenoble, qui les a donnés par le traité du 13 Janvier 1674 ; le Roi a confirmé cette disposition par ses Lettres-patentes du mois de Juin ; le consentement de toutes les Parties intéressées est survenu depuis ; le Syndic Général du Clergé, autorisé par une délibération du Bureau Diocésain, le Corps de Ville, tout s'est réuni pour fortifier le droit des Prêtres de l'Oratoire.

C'est sur le vu de ces consentemens que les Lettres ont été enregistrées. Qu'y aura-t-il de sacré & d'inviolable, si la disposition d'un bien purement ecclésiastique, faite par un Evêque, approuvée par le Roi, consentie par les Parties intéressées, ne forme pas un droit inébranlable ?

Cependant M. l'Evêque de Grenoble soutient aujourd'hui que le fonds de ces 30000 liv. doit appartenir au Séminaire, & être détaché de la Maison de l'Oratoire, si le Séminaire lui est ôté. Il prétend même que ce fonds doit être rétabli au Séminaire en argent, sans qu'il soit obligé de prendre en paiement la nouvelle rente qui a été constituée sur le Clergé, des effets provenans du remboursement de l'ancienne.

On a déjà fait voir l'illusion de la première partie de cette prétention, en établissant que si le Séminaire étoit propriétaire du fonds, la perte survenue par les révolutions du système ne pourroit tomber que sur lui ; en sorte qu'il seroit obligé de se conten-

*Seconde  
Partie.  
Propriété des  
30000 liv. de  
Notre-Dame  
de l'Ozier.*

ter des débris de l'ancienne rente ; mais il est aisé de justifier que ces tristes débris ne peuvent même être revendiqués par M. l'Evêque de Grenoble pour son Séminaire , & qu'ils doivent demeurer aux Prêtres de l'Oratoire si le Séminaire leur est ôté.

En effet , que peut opposer M. l'Evêque de Grenoble aux titres qui viennent d'être expliqués ? Il prétend que par un acte de 1665 passé entre M. Scarron , alors Evêque de Grenoble , le Clergé du Diocèse , & les Augustins de Notre-Dame de l'Ozier , cette somme de 30000 livres fut destinée à l'établissement d'un Séminaire dans Grenoble , sans pouvoir être divertie à aucun autre usage ; qu'on reconnut cette destination en 1671 dans les Lettres-patentes que M. le Camus obtint pour exécuter ce projet d'établissement , & que ce même Prélat n'a pas pu en faire depuis un autre emploi , en donnant ces 30000 livres aux Prêtres de l'Oratoire. C'est sur ce fondement qu'il demande le rapport des Lettres-patentes de 1641 , car il sent bien que tant que ces Lettres subsisteront , sa prétention pour le Séminaire ne pourra jamais se soutenir.

Mais peut-on , sur un prétexte si frivole , hasarder une demande si importante ? Premièrement , on ne rapporte point ce traité de 1665 , sur lequel seul on fait rouler tout le moyen de M. l'Evêque de Grenoble : ce titre sans doute n'est pas favorable à sa prétention. Secondement , sur l'exposé que M. l'Evêque de Grenoble fait lui-même de ce traité , il paroît qu'il ne contient tout au plus qu'une simple destination de la somme de 30000 liv. On n'avoit fait encore aucune démarche pour l'établissement d'un Séminaire dans le Diocèse de Grenoble ; il n'y avoit ni Lettres-patentes qui en permissent l'établissement , ni Ordonnance de l'Evêque pour le former , ni Supérieurs nommés , ni lieu même destiné pour le placer ; en un mot , on n'avoit encore que des vues éloignées : ainsi on ne pouvoit pas donner la somme de 30000 liv. à ce Séminaire qui n'avoit encore aucune réalité , & à l'établissement duquel M. Scarron n'a même jamais travaillé. Ce Séminaire par conséquent ne pouvoit pas accepter cette même somme ; en un mot , il n'y a jamais eu de véritable donation , jamais de tradition ; ce n'étoit tout au plus qu'un projet ébauché. Troisièmement , M. l'Evêque de Grenoble ne prétend pas même que ce traité ait jamais été revêtu d'aucun caractère d'autorité publique , ni Lettres-patentes , ni Arrêts d'enregistrement.

Dans ces circonstances , peut-on dire que M. le Camus eût les mains liées , & que , par un acte de cette nature , il fût interdit de



disposer de cette somme au profit d'une Communauté qu'il a crue utile ? On avoue qu'un Evêque ne peut pas changer ce qui a été fait par son prédécesseur, révoquer une donation parfaite & consommée, & détruire un ouvrage qui a reçu toute sa perfection ; mais qu'il soit gêné par une simple destination, & que trouvant une somme qui n'est pas employée, il ne puisse en faire l'usage qu'il croit le plus juste & le plus utile à son Diocèse, c'est ce qui ne peut être soutenu.

M. l'Evêque de Grenoble, dans le même tems qu'il soutient que M. le Camus n'a pu s'écarter d'une simple destination formée par l'un de ses prédécesseurs, peut-il raisonnablement prétendre qu'il a le pouvoir de révoquer une donation parfaite de M. le Camus ? Que deviendrait donc cette uniformité dans les principes, qui peut seule leur donner quelque poids ?

Encore si la donation faite aux Prêtres de l'Oratoire n'étoit que l'ouvrage de M. le Camus seul, on pourroit peut-être écouter son successeur. Mais qu'il s'élève contre cet emploi après que le Roi l'a confirmé par des Lettres-patentes enregistrées, & quand toutes les Parties intéressées y ont consenti, c'est une prétention si outrée, qu'on ne croit pas qu'il y en ait jamais eu d'exemple. Ce seroit faire prévaloir la simple destination d'un Prélat qui n'a été suivie d'aucun effet, sur les titres les plus respectables & les plus solennels ; ce seroit faire céder des Lettres-patentes enregistrées, à un vain projet qui n'avoit point été suivi, & dont l'exécution étoit même alors impossible.

Mais, dit-on, dans le préambule des Lettres-patentes de 1671, M. le Camus avoit parlé lui-même de cette destination comme d'un fonds qui pouvoit servir à l'établissement du Séminaire. Cela est vrai ; mais en rappelant cette destination, M. le Camus n'en a pas changé la nature, & n'en a pas fait une dotation actuelle du Séminaire ; au contraire, par ces mêmes Lettres-patentes il se fait autoriser à unir pour 6000 liv. de rente de Bénéfices à son Séminaire, & cependant d'imposer une certaine somme par an sur le Clergé de son Diocèse. Le Roi ne permet point d'employer d'autres revenus, & n'approuve ni directement ni indirectement la prétendue destination des 30000 liv. au Séminaire.

Rien n'a donc pu gêner M. le Camus en 1674 dans la donation qu'il a faite aux Prêtres de l'Oratoire. Il n'étoit point nécessaire, en demandant au Roi la confirmation de cette donation, de lui exposer le traité de 1665, ni les vues que l'on y avoit eues, parce que cette destination si vague, si imparfaite,

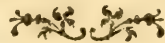
n'étant d'aucun poids , ne pouvoit être regardée comme faisant le plus léger obstacle à la grace qui étoit demandée.

Graces du  
Souverain  
aussi inébran-  
lables que son  
trône.

La premiere, ou plutôt l'unique donation qui ait été faite de ces 30000 livres , est donc celle qui se trouve dans le traité de 1674 ; c'est la seule que le Roi ait confirmée , la seule qui ait eu son effet. Comment après cela ose-t-on conclure au rapport des Lettres-patentes ? Les graces qui sont émanées du Souverain , doivent être aussi inébranlables que son trône. C'est offenser Sa Majesté suprême que de présumer qu'il change ainsi au gré de chaque Prélat ; qu'accordant aux vœux de l'un , il révoque sur la demande de l'autre , & qu'il n'y ait rien de stable dans ce qui porte le caractère sacré de son autorité.

Une dernière considération doit faire tomber pour jamais la demande de M. l'Evêque de Grenoble , c'est que la donation des 30000 liv. faite aux Prêtres de l'Oratoire par M. le Camus , est l'unique dotation de leur Maison. Si on la leur enleve , on auroit établi une Maison sans qu'elle ait aucune dotation ; le Roi en auroit permis l'établissement sans qu'il y eût aucun fonds certain qui lui fût destiné ; ce qui est contraire à toutes les regles qui s'observent dans le Royaume , où l'on ne permet point d'établissement qui doive nécessairement être à charge au public, faute de fonds pour le soutenir.

Enfin l'état auquel est réduit ce contrat de 30000 liv. de principal , ne devroit pas faire envie à M. l'Evêque de Grenoble. On en a reçu 8000 liv. en papier , & le surplus ne rapporte plus que 440 liv. de rente ; ce seroit une foible ressource pour former un Séminaire ; mais ce seroit achever de perdre & d'écraser une maison qui s'est soutenue avec tant de peines , que de lui enlever cette modique portion de sa dotation primitive. L'autorité des titres , la faveur d'un établissement formé , la modicité même de l'objet , tout concourt à confirmer le droit acquis aux Prêtres de l'Oratoire , & à faire subsister les Lettres-patentes qui en sont le plus ferme appui.





XLVIII. AFFAIRE A LA COUR DES AIDES  
ET A LA CHAMBRE DES COMPTES.

POUR Michel Moutier, Tuteur de Demoiselle  
Edmée-Françoise Raffy de Bazoncourt, Deman-  
deur.

CONTRE François le Roi, Tuteur de Messire Charles-  
Louis de Crussol, Marquis de Montausier, Colonel du  
Régiment de Bourbon, Cavalerie; du Comte de Salle,  
& du Chevalier de Crussol, ses freres; Défendeur.

Q U E S T I O N.

*Si l'ombre du mariage met à couvert une donation  
entre-vifs faite par le contrat à la concubine.*

**L**ES actes que la Demoiselle de Bazoncourt se trouve obli-  
gée d'attaquer la dépouillent de tous les biens de sa famille,  
pour les faire passer en des mains étrangères : en les réclamant,  
elle a pour elle les droits du sang, l'ordre établi par les Loix, &  
le vœu de la nature.

Mais ce qui rend sa demande encore plus favorable, est le prin-  
cipe odieux des libéralités qu'elle combat. Ces profusions éton-  
nantes n'ont été inspirées que par une passion aveugle & crimi-  
nelle; elles ne sont que la récompense de la débauche, & peut-être  
que le voile honorable du mariage dont on a prétendu depuis la  
couvrir n'a fait que consommer le crime au lieu de le réparer.

Le parallele annonce, & l'importance de l'affaire, & la qualité  
du moyen sur lequel elle va rouler principalement : il faut, par  
un exposé sincère des faits, démasquer le crime, & par des prin-  
cipes, pour ainsi dire sacrés, lui enlever les récompenses dont il  
est indigne, & qui ne sont dues qu'à la vertu.

François Raffy, Secrétaire du Roi, a laissé trois enfans, Ni-  
colas Raffy de Bazoncourt, pere de la mineure pour qui la de-  
mande est formée; Antoine Raffy, Sieur de Monchavert, &  
Georges Raffy, Sieur d'Esches.

FAIT.

Ils avoient perdu leur mere commune, & leur pere étoit fort avancé en âge, lorsque le sieur d'Esches fit connoissance en 1722 avec la Demoiselle Hamelin de Chaige.

Elle étoit alors majeure, étant née en 1697, du mariage de Nicolas Hamelin, & de Dame Madeleine Pasquier des Bergeries de Francieu. Son pere étoit mort en 1702, & sa mere remariée en 1785 au Comte d'Uzès étoit morte en 1713, laissant trois enfans mâles, qui sont les Défendeurs.

Lors de cette connoissance du sieur d'Esches avec la Demoiselle Hamelin, elle demouroit dans la Communauté de Saint-Chaumont à Paris ; elle n'y avoit pas beaucoup profité des exemples de vertu qu'elle avoit sous les yeux. Eprise du sieur d'Esches, elle en sortoit souvent pour se livrer aux charmes d'une passion naissante, & n'eut plus de réserve pour celui qui étoit devenu maître de son cœur.

Bientôt elle se trouva dans un état qui ne lui permit plus de demeurer dans une maison consacrée à la chasteté. Pour prévenir la honte d'en être chassée, elle loua une maison qui se trouvoit heureusement vacante ; le bail en fut passé le 19 Janvier 1723, pour commencer au premier du même mois. Il n'étoit pas possible d'attendre le terme de Pâque, tous les momens étoient précieux pour sortir d'une Communauté qu'elle auroit scandalisée, si elle y avoit encore demeuré quelques mois.

La maison louée par la Demoiselle Hamelin étoit dans la rue des Jeux - Neuf, ce qui n'étoit pas éloigné de celle du sieur Raffy pere, qui étoit dans la rue des Victoires ; en sorte que le sieur Raffy d'Esches & la Demoiselle Hamelin eurent la commodité de se voir tous les jours ; ils garderent même peu de mesures ; la Demoiselle Hamelin venoit souvent souper dans l'appartement du sieur Raffy d'Esches, & y passoit une partie de la nuit.

Cependant la grossesse commençoit à se déclarer de plus en plus, & déjà elle étoit parvenue au sixieme mois, lorsque la Demoiselle Hamelin exigea une premiere marque de reconnoissance de la part du sieur d'Esches, des criminelles complaisances qu'elle avoit eues pour lui.

On savoit qu'il n'étoit pas permis de donner à celle avec qui on vit dans le crime : pour échapper à la rigueur de la loi, on déguisa la donation sous le titre de vente. Ainsi par contrat du 15 Mai 1723, le sieur d'Esches parut vendre à la Demoiselle Hamelin un contrat sur la Ville de 87480 livres de principal, moyennant pareille somme, qu'il reconnut avoir précédem-



ment reçue. Ce langage n'est point énigmatique, & annonce clairement la libéralité, quelque mesures que l'on ait prises pour la cacher. Il étoit bien juste en effet que les services de la Demoiselle Hamelin ne restassent pas sans récompense; c'étoit la seule monnoie dans laquelle elle avoit payé d'avance.

Elle accoucha trois mois après; l'enfant fut porté à l'église Saint Josse, où il fut baptisé comme  *fils de Josse Raffy Sieur d'Esches, & de Charlotte Hamelin de Chaige*. Ce sont les termes qui se trouvent dans l'acte baptistaire, inscrit sur le registre de la paroisse, tenu en très-bonne forme.

Après ce gage de leur amour, la passion ne fut que plus vive, mêmes liaisons, mêmes habitudes, mêmes visites nocturnes. Les choses demeurèrent en cet état jusqu'au décès du sieur Raffy pere, qui arriva le 31 Janvier 1725.

Aussi-tôt le sieur d'Esches chercha une maison éloignée du grand monde, pour y posséder la Demoiselle Hamelin avec plus de liberté. Le 20 Mars 1725, il en loua une à la Courtille pour entrer en jouissance au terme de Pâque de la même année. La Demoiselle Hamelin ne pouvoit plus demeurer dans la rue des Jeux-neufs, dès que le sieur d'Esches s'en éloignoit. Quoique son bail ne fût point fini, elle engagea les Propriétaires à la relouer à d'autres, & le bail en fut passé le 9 Juin 1725 à la Demoiselle Tulou. Il est dit qu'on lui loue une maison, rue des Jeux-neufs, *en laquelle est à présent demeurante la Demoiselle Hamelin, ainsi que ladite maison se poursuit & comporte, sans aucune réserve, & comme en jouit à présent ladite Demoiselle Hamelin.*

Ainsi la Demoiselle Hamelin n'est sortie de la maison qu'elle occupoit qu'au terme de S. Jean 1725. Elle alla demeurer avec le sieur d'Esches à la Courtille, & aussi-tôt, pour prix d'une complaisance si chere, le sieur d'Esches porta à Me Goudin, Notaire, 93165 liv. en effets, pour être employés en rentes viagères: savoir 46600 liv. pour son compte, & 46575 liv. pour la Demoiselle Hamelin. L'ordre donné à Me Goudin, Notaire, est rapporté en original, écrit tout entier de la main du sieur d'Esches, & en conséquence le 30 Juin 1725, ces effets furent portés au Trésor Royal, & les quittances de finance expédiées séparément au profit du sieur d'Esches & de la Demoiselle Hamelin.

Ces effets qui furent portés à Me Goudin, Notaire, & dont 46575 liv. furent employées par ordre du sieur d'Esches en un contrat de rente au profit de la Demoiselle Hamelin, prove-

noient du patrimoine du sieur d'Esches; la preuve de ce fait est portée au dernier degré d'évidence. Le sieur Raffy son pere avoit été intéressé dans les vivres de la Marine en 1710; il lui étoit dû & à ses Associés 902967 liv. qu'on leur avoit donné à recevoir du sieur Olivier, Receveur de la Chambre de Justice. Le 26 Janvier 1725, ils en firent la répartition entre eux; il en revenoit 93190 au sieur Raffy, qui étant mort le 31 du même mois, ne put les recevoir. Le sieur d'Esches comme son seul héritier les reçut le 10 Mai 1725, en deux récépissés du Trésor Royal, l'un de 83500 liv. pour rentes perpétuelles, l'autre de 9690 liv. pour rentes viagères; la quittance compulsée chez le sieur Olivier contient ce détail. Ce furent ces deux récépissés qui furent remis à M<sup>e</sup> Goudin Notaire par le sieur d'Esches. M<sup>e</sup> Goudin les porta au Trésor Royal, & le Commis écrivit sur ses registres avoir reçu de la Demoiselle Hamelin & du sieur d'Esches 93175 liv. en un récépissé de 83500 liv. & un autre récépissé de 9690 liv. ce qui faisoit 93190 liv. il mit au-dessous de cette somme, *tombé 15 l.* & ainsi reste 93175 liv. en sorte qu'il est évident que ce sont précisément les mêmes effets reçus du sieur Olivier, pour lesquels les deux parties de rentes viagères ont été créées au profit du sieur d'Esches & de la Demoiselle Hamelin.

Ils demeurèrent à la Courtille tout le reste de l'année 1725, vivant ensemble dans un seul & même ménage, & passant pour mari & femme. Au commencement de 1726 la Demoiselle Hamelin seule vint demeurer au Luxembourg, le sieur d'Esches continuant d'occuper la maison de la Courtille.

Cette séparation avoit été concertée pour que le mariage auquel les Parties s'étoient enfin déterminées ne fût pas le même éclat qu'il auroit pu faire dans un lieu où elles étoient connues. Mais comme ils ne vouloient pas se séparer pour long-tems, il fallut pour précipiter le mariage, tromper le sieur Curé de St Sulpice.

Le contrat de mariage fut donc passé le 5 Février 1726: la demeure des Parties y est expliquée sans mystère; il y est dit que le sieur d'Esches *demeuroit, à Paris, Fauxbourg de la Courtille, Paroisse de Belleville*, & la Demoiselle Hamelin au Palais du Luxembourg; elle y demeuroit en effet depuis un mois. On stipule qu'il n'y aura point de communauté entre les futurs époux: on y donne à la Demoiselle Hamelin; un douaire de 8000 liv. de rente, ce qui étoit sans doute exorbitant; & pour



*la bonne amitié que lesdits Sieur & Demoiselle futurs époux ont dit se porter, ils se sont par ces présentes fait donation entre-vifs au survivant d'eux deux, ce acceptant respectivement, de tous & un chacun les biens meubles & immeubles qui leur apartiennent à présent & qui se trouveront appartenir au premier mourant d'eux au jour de son décès, en quelques lieux qu'ils soient situés, & de quelque nature qu'ils soient : ce sont les termes du contrat de mariage où réside cette donation universelle qui fait aujourd'hui le principal objet des plaintes de la Demoiselle de Bazoncourt.*

Le lendemain 6, le mariage fut célébré à Saint Sulpice. Le domicile des Parties y est expliqué d'une manière absolument contraire à la vérité. A l'égard du sieur d'Esches, il y est dit qu'il est de la Paroisse de S. Sulpice *depuis deux mois*; ce qu'il est difficile de concilier avec le contrat de mariage passé la veille, où il est dit *demeurant au Fauxbourg de la Courtille, Paroisse de Belleville*. Et par rapport à la Demoiselle Hamelin, il est dit qu'elle est de la Paroisse de Saint Sulpice *depuis plus d'un an*, quoiqu'il soit prouvé qu'au mois de Juin 1725 elle demuroit encore rue des Jeux-neufs, Paroisse Saint Eustache, & qu'on articule qu'elle a demeuré depuis à la Courtille jusqu'au mois de Janvier 1726. On a peine à croire qu'un mariage dans lequel on a également violé les regles de l'Eglise & les loix de l'honneur, de la sincérité & de la bonne foi, puisse rendre favorable une donation réprouvée par elle-même.

Le sieur d'Esches & la Demoiselle Hamelin n'ont pas survécu long-tems à tant de désordres; le sieur d'Esches est mort au mois d'Octobre 1727, & la Demoiselle Hamelin au mois d'Octobre 1728.

Les sieurs de Bazoncourt & de Monchavert, freres du sieur d'Esches, ayant renoncé à sa succession, les parens de la Demoiselle de Bazoncourt ont jugé qu'il lui convenoit d'accepter la même succession, & ont nommé le sieur Moutier son tuteur, à l'effet de faire cette acceptation, & d'exercer les droits de la mineure; ce qui a été confirmé par Sentence du Châtelet du 5 Octobre 1729.

En conséquence, le sieur Moutier, tuteur, a fait assigner le sieur Marquis de Montausier, le sieur Comte de Salle, & le sieur Chevalier de Crussol, seuls héritiers des meubles & acquêts de la Demoiselle Hamelin leur sœur utérine, pour voir déclarer les avantages qu'elle s'étoit fait faire nuls, & être

condamnés à lui restituer tous les biens de sa succession.

Pour soutenir cette demande, on a rapporté l'acte baptismal de l'enfant né du commerce du Sieur d'Esches & de la Demoiselle Hamelin, & toutes les pieces dont on vient de rendre compte, qui s'accordent si parfaitement avec le fait de la grossesse & de l'accouchement; & quoique le concubinage soit parfaitement établi par ces pieces, cependant pour aller au-delà même de toutes les difficultés que l'on pourroit faire, le sieur Moutier, Tuteur, a donné sa Requête le 21 Mars 1730, par laquelle il a conclu à ce qu'il lui fût donné acte de ce qu'il articuloit :

1°. *Que le sieur Raffy d'Esches & la Demoiselle Hamelin de Chaige ont vécu dans le concubinage long-tems avant 1726, qu'il se sont mariés ensemble.*

2°. *Qu'au commencement de 1723 la Demoiselle Hamelin sortit de la Communauté de Saint Chaumont pour aller demeurer rue des Jeux-neufs, Paroisse S. Eustache, où elle est restée jusqu'en 1725, après le décès du sieur Raffy pere.*

3°. *Que pendant tous le tems qu'elle a demeuré dans la rue des Jeux-neufs, elle venoit très-fréquemment dîner & souper avec le sieur d'Esches, & seule à seul avec lui dans l'appartement qu'il occupoit chez le sieur Raffy son pere.*

4°. *Que pendant cet espace de tems, depuis le commencement de 1723 jusqu'en 1725, elle accoucha dans ladite maison, rue des Jeux-neufs, du fils baptisé sous son nom, & sous celui du sieur d'Esches, dont l'extrait-baptistaire est rapporté.*

5°. *Qu'en 1725, après le décès du sieur Raffy pere, ladite Demoiselle Hamelin & le sieur d'Esches sont allés demeurer ensemble à la Courtille, Paroisse de Belleville, dans une maison que le sieur d'Esches y avoit louée, dans laquelle ils ont demeuré ensemble jusqu'au commencement de 1726, que la Demoiselle Hamelin est allée demeurer au Luxembourg pendant environ un mois.*

Le sieur Moutier a demandé permission de faire preuve de ces faits, tant par titres que par témoins.

C'est un secours très-surabondant, puisque les preuves que l'on rapporte ne peuvent laisser aucun doute dans les esprits sur le fait de la débauche, & que ce fait étant constant, les donations ne peuvent jamais se soutenir; c'est ce qu'il est facile d'établir en rappelant quelques principes fondés sur ce qu'il y a de plus sacré.



& l'application en est facile aux circonstances particulieres de la Cause.

Tout le monde fait, que sous le regne de l'idolâtrie, le concubinage étoit autorisé; on le regardoit comme une image du mariage même, & par cette raison, les donations faites aux concubines, loin d'être réprouvées, étoient expressement autorisées par les Loix, pourvu qu'elles ne fussent point universelles.

Mais dans nos mœurs, que les Loix austeres de l'Evangile ont rendu bien plus pures, le concubinage étant regardé comme un désordre contraire à la sainteté de la Religion, & qui blesse l'honnêteté publique, on a cru devoir s'élever également contre tout ce qui étoit marqué au même coin d'infamie & d'impiété, & en conséquence on a pros crit toutes donations faites entre personnes qui vivoient dans le crime, à moins qu'elles ne fussent très-modiques.

Il est vrai que la Jurisprudence n'a pas atteint ce degré de sévérité, sans éprouver d'abord quelque vicissitude : on trouve d'anciens Arrêts qui ont confirmé quelques donations faites à des concubines; mais depuis long-tems les principes dictés par la Religion & par l'honnêteté publique ont prévalu, & tous les Arrêts ont rejeté ces gains, qui n'étoient que le fruit d'une aveugle passion.

En effet l'honnêteté publique offensée dans un commerce odieux exigeroit bien plutôt qu'on s'armât de sévérité pour punir, que d'indulgence pour récompenser; & la Religion, qui doit ajouter à la pureté des sentimens naturels, seroit blessée d'une complaisance qui participeroit au crime même. Ce sont des sentimens qui doivent être gravés dans le cœur de tous les gens de bien, & principalement des Magistrats, qui ne sont pas moins destinés à maintenir l'honneur de la société, que les intérêts légitimes des particuliers.

En un mot, jamais la débauche ne peut être regardée comme une voie légitime d'acquérir; & si l'on juge que les bâ tards sont incapables de dispositions universelles, quoiqu'ils ne soient que les fruits malheureux, mais innocens du crime des autres, comment peut-on penser qu'il soit permis de prodiguer tous ses biens à celle même qui a partagé le crime avec son donateur?

Aussi ne doute-t-on plus parmi nous de la nullité de ces sortes de donations : nous avons plusieurs Coutumes qui les pros-

Concubinage permis chez les Payens, défendu parmi nous.

Débauche ne sauroit être une voie légitime d'acquérir.

crivent, nommément Touraine, article 146; Anjou, art. 342; le Maine, article 354; Lodunois, titre 25, article 10; Perche, article 100.

Amour dé-  
règlé n'est pas  
le moins fort.

Ricard, *des Donat. part. 1, nomb. 408*, établit ce principe comme consacré dans nos mœurs : *Comment pouvons-nous voir, dit-il, que les Loix interdisent les conjoints par mariage de se pouvoir donner, ne mutuo amore invicem spolientur, & cependant permettent que ceux qui sont prévenus d'un amour qui n'est pas moins fort pour la violence, soient capables de se donner ?* Il cite plusieurs Arrêts qui ont condamné ces profusions contraires à l'honnêteté publique : on aura occasion d'en parler encore dans la suite.

Basnage, sur l'art. 414 de la Coutume de Normandie, n'est pas moins sévère sur cette matière. *La pureté de Christianisme, dit-il, ne souffre point que l'on approuve ces sortes de donations, la Loi Affectionis, de don. a donné lieu de les faire valoir; mais Tribonien n'est pas excusable d'avoir conservé cette Loi qui ressentait l'impureté du Paganisme . . . L'honnêteté publique a prévalu au Parlement de Paris. Brodeau, lettre D, n. 43, a remarqué les Arrêts qui ont annullé ces donations, non-seulement entre ceux qui étoient coupables du crime d'inceste & d'adultère, mais aussi contre les simples concubinages . . . La Loi doit tout donner à l'honneur & à la pureté, & condamner tout ce qui peut les blesser.* La Lande, sur Orléans, art. 292, traite la même question; il dit que dans le point de droit les dons faits aux concubines subsistent; mais en France nous tenons qu'ils ne valent que jusqu'à concurrence des alimens.

Ces principes se soutiennent également dans tous les actes qui peuvent contenir de semblables donations, & même dans les contrats de mariage qui peuvent être passés entre ceux qui avoient vécu jusques-là dans le crime : il y en a deux raisons décisives.

Source des  
libéralités  
dans un ma-  
riage précédé  
de débauche.

La première, est que dans ces sortes d'engagemens, il faut distinguer ce qui tend à réparer le crime, de ce qui a pour objet de le récompenser. Que les Parties pensent à s'unir par le mariage, & que dans cette vue ils fassent entre eux les conventions ordinaires dans ces sortes d'engagemens, c'est ce que la Religion exige d'eux, & ce que la loi civile autorise; mais que par des libéralités excessives, chacun des futurs époux épuise son patrimoine & prodigue tous ses biens à l'autre, c'est un excès qui ne peut être regardé que comme un effet de l'affection



fection déréglée qui a précédé. Il est impossible de ne pas reconnoître, que c'est encore la même passion qui agit. Ce même feu, ce même emportement qui leur a fait passer toutes les bornes de la pudeur, leur fait encore passer toutes les regles de la modération. Sans mesure dans leurs passions, ils n'en gardent point dans leurs libéralités; l'une est la regle de l'autre : pourroit-on douter qu'elle n'en fut aussi l'unique cause?

Si ces libéralités sont le fruit de la débauche qui a précédé, il faut les retrancher; une source si corrompue ne peut rien produire de légitime.

La seconde raison est que l'effet du mariage subséquent est de remonter au commencement de la débauche, il produit un effet rétroactif; on présume que ceux qui ont vécu dans le crime se regardoient déjà comme unis par le mariage; c'est cette considération qui excuse les fautes passées, & qui imprime même aux enfans nés dans le sein de la débauche ce caractère de légitimité que leur naissance sembloit leur refuser. Mais si l'on regarde ceux qui ont fait succéder le mariage à des désordres trop publics, comme mariés dès le tems même qu'ils ont commencé à avoir habitude ensemble, comment pourroit-on leur permettre de se faire des avantages réciproques, contre la disposition de la Coutume, qui défend de s'avantager entre conjoints? En un mot, ou on les regardera comme mariés dès le tems qu'ils ont commencé à se connoître, ou on les considérera comme livrés à une passion criminelle; dans le premier cas, la Coutume prononce la nullité des donations; dans le second, la Religion & l'honnêteté publique s'élèvent de concert pour les proscrire.

C'est ce qui a été jugé par plusieurs Arrêts intervenus précisément dans la même espece que celle qui se présente; on en trouve un du 16 Mars 1663, dans le tome second du Journal des Audiences, liv. 5, chap. 18. Le nommé du Fay avoit épousé Lucrece du Hamel, & par leur contrat de mariage ils s'étoient fait *une donation mutuelle universelle au survivant*, en cas qu'ils n'eussent point d'enfans. Du Fay mourut le premier sans enfans; sa veuve voulant profiter de la donation, les héritiers collatéraux du mari la contesterent, *comme étant faite ob turpem causam à une concubine*. M. l'Avocat Général Bignon fit voir que par les Loix Romaines il étoit permis de donner à une concubine, mais à titre singulier, & non pas à titre universel, le droit n'ayant point autorisé des donations universelles faites

Dilemme  
contre les do-  
nations en  
mariage pré-  
cédé de dé-  
bauche.

à des concubines. Il se fait ensuite l'objection, *que le mariage célébré ensuite a tout purgé & nettoyé ; & il répond que cela ne se peut dire , parce que s'il produisoit un effet rétroactif , il remonteroit au tems de la débauche ; ainsi depuis il y auroit eu un mariage , & partant cette donation tomberoit dans la prohibition de la Loi , qui défend de s'avantager pendant le mariage ; & sur ce fondement , l'Arrêt déclara la donation nulle , maintint les héritiers collatéraux dans la succession du défunt , les conventions matrimoniales de la femme prises préférentiellement. L'Auteur du Journal des Audiences observe que l'on objectoit aussi un défaut d'insinuation , mais il ajoute que la donation ne fut pas cassée par le défaut d'insinuation , mais par le fait du concubinage , duquel M. Bignon dit que si la Cour n'étoit pas pleinement informée , il falloit appointer les Parties contraires , étant un fait recevable pour donner atteinte à une donation universelle , qui ne peut subsister s'il y a concubinage.*

Ricard , qui rapporte le même Arrêt dans l'endroit déjà cité , dit que M. l'Avocat Général Bignon soutint que l'on ne pouvoit regarder le donateur & la donataire que comme mari & femme , ou comme personnes engagées dans le concubinage ; que dans l'un & l'autre cas ils ne s'étoient pu valablement donner ; après quoi il reconnoît que M. Bignon a parfaitement établi l'incapacité de se donner entre le concubinaire & la concubine , comme celle entre mari & femme est établie par la Coutume de Paris , à laquelle les Parties s'étoient soumises.

Nous avons un second Arrêt dans le tome 5 du Journal des Audiences , qui a jugé la même chose. Joseph d'Aoust avoit d'abord vécu en concubinage avec Louise Renaudot ; depuis ils s'étoient mariés , & par leur contrat de mariage ils s'étoient fait *une donation mutuelle de tous leurs biens au survivant des deux*. La femme étant morte la première , il y eut Procès entre ses héritiers & le mari survivant : la Cause portée à l'Audience de la Grand'Chambre , M. l'Avocat Général de Harlay dit que si on regardoit la disposition des Loix Romaines , cette donation vaudroit , parce qu'il étoit permis à ces peuples , aux termes de leurs Loix , de donner à leurs concubines ; mais que suivant nos mœurs purifiées par la Loi de Jésus-Christ , cette disposition étoit réprouvée ; qu'il étoit inutile de dire que le mariage subséquent avoit un effet rétroactif , qu'il purgeoit la débauche , & rendoit même légitimes les enfans précédemment nés , parce que cela ne pouvoit avoir effet pour une telle donation , qui



ne pouvoit être regardée que comme la récompense de la débauche. Suivant ces principes, l'Arrêt confirma la Sentence de Vitry, qui avoit déclaré la donation nulle.

C'est donc un principe constant parmi nous que des donations universelles faites entre personnes qui ont vécu ensemble dans le crime, sont nulles, mêmes lorsqu'elles sont faites par contrat de mariage. La réciprocité ne peut les soutenir; au contraire, c'est ce qui en découvre de plus en plus la nullité. Plus la donation imite le crime qui a précédé, & plus il est évident qu'elle en est la récompense. Le crime a été, pour ainsi dire, réciproque; les Parties ont voulu se récompenser réciproquement; seroit-ce donc-là une circonstance propre à justifier la donation? Quand le même vice frappe sur les deux parties de la donation, leur réunion ne peut empêcher qu'elles ne soient détruites.

Il est aisé de faire l'application de ces principes à l'espèce particulière de la Cause; tout annonce ici la débauche qui a commencé à unir le sieur d'Esches & la Demoiselle Hamelin, tout en fait connoître la durée, depuis l'année 1722 jusqu'en l'année 1726 qu'ils se sont mariés.

On voit d'abord au mois de Janvier 1723 la Demoiselle Hamelin quitter subitement la Communauté de Saint-Chaumont, pour prendre une maison vacante, parce qu'il n'y avoit pas un moment à perdre pour empêcher que son déshonneur n'éclatât, & ne fût le scandale d'une sainte Communauté dans laquelle elle avoit demeuré jusques-là. On la voit s'approcher du sieur d'Esches, autant qu'il étoit possible, & venir tous les jours chez lui, y rester jusqu'à des heures indues, & vivre dans une familiarité qui ne peut être que l'effet d'une passion qui ne connoît plus de bienséance. On la voit se procurer une donation le 15 Mai 1723, & la déguiser sous le masque d'une vente, dont le sieur d'Esches ne reçoit aucun prix. Ces circonstances annonçoient assez le crime, l'accouchement du mois d'Août 1723 le manifeste; l'enfant est porté à Saint Josse; on n'y déguise point le nom des pere & mere; *a été baptisé Georges fils de Georges Raffy, Sieur d'Esches, & de Charlotte Hamelin de Chaige*: à qui persuadera-t-on que la calomnie ait dicté ces déclarations?

Enfin ce qui a suivi confirme & le fait de la naissance de l'enfant, & la débauche dans laquelle les pere & mere ont persévéré. A peine le sieur Raffy est-il mort, que le sieur d'Esches son fils loue une maison dans un faubourg écarté; la Demoiselle

Réciprocité  
ne soutient  
les donations  
dont la dé-  
bauche a été  
la source.

Hamelin quitte aussi-tôt la maison où elle demouroit , & dont le bail devoit encore subsister plusieurs années , pour suivre le sieur d'Esches , & aller demeurer avec lui ; ils vivent ensemble plus de fix mois , n'ayant qu'un seul ménage , & dans une communauté entiere de tous biens ; ce n'est qu'à la veille du mariage que la Demoiselle Hamelin vient demeurer au Luxembourg , pour tromper le sieur Curé de Saint Sulpice. On lui fait faire des déclarations de domicile dans l'acte même de célébration , qui sont prouvées fausses par des actes authentiques. A cette liaison de tant de faits qui se soutiennent toujours dans le même objet , & qui publient également le crime des Parties , seroit-il possible de le méconnoître ?

Cependant si l'on balançoit encore sur une vérité si sensible , ce seroit le cas où il seroit impossible de refuser au moins à la Demoiselle de Bazoncourt la liberté de faire preuve par témoins des faits qu'elle a articulés. Elle prouvera , avec la plus grande évidence , que l'enfant baptisé à Saint Josse est né de la Demoiselle Hamelin & du sieur d'Esches ; le fait de l'accouchement sera démontré : la Justice se refuseroit-elle à des éclaircissements si nécessaires , supposé que les preuves que l'on rapporte n'entraînaient pas dès à présent ses suffrages ? M. l'Avocat Général Bignon établit pour principe dans l'Arrêt de 1663 , *que si la Cour n'étoit pas pleinement informée , il falloit appointer les Parties contraires , étant un fait recevable pour donner atteinte à une donation universelle qui ne peut subsister s'il y a concubinage*. On croit cette preuve fort surabondante : mais on s'y soumet sans peine ; & si elle se trouve concluante , pourra-t-on se refuser d'annuller une donation universelle qui aura pris source dans une débauche si avérée ? Les Arrêts les ont jugé nulles dans la même espece qui se présente , & l'on ne craint point de dire qu'il ne s'en trouvera point de contraire.

*Réponses aux  
objections.*

Les Défendeurs ont annoncé quatre propositions.

La premiere roule sur une prétendue fin de non-recevoir.

La seconde , sur le défaut de preuve de concubinage.

La troisieme , sur l'inutilité de cette preuve , quand elle seroit rapportée.

Et la quatrieme , sur la nature de la donation qui est , dit-on , un forfait & non une libéralité.

Après les principes que l'on a établis , ces objections vont bientôt disparoître ; c'est un tissu de suppositions & d'erreurs.

On fonde la fin de non-recevoir sur ce qui a été fait par le sieur



de Bazoncourt pere de la mineure, dans le tems qui a précédé sa renonciation à la succession du sieur d'Esches. Il a reconnu, dit-on, la Dame d'Esches en qualité de donataire universelle; il a procédé contre elle en cette qualité en la Chambre des Comptes & en la Cour. C'est parce qu'il a senti la force de cette fin de non-recevoir qu'il a pris le détour de renoncer de son chef & de faire accepter sa fille; mais elle doit prendre la succession en l'état qu'elle est, & les fins de non-recevoir qui militent contre le pere, militent aussi contre la fille.

Les Défendeurs seroient bienheureux s'ils avoient une fin de non-recevoir qui pût les mettre à l'abri de la solidité des moyens qu'on leur oppose; mais celle-ci est trop frivole pour qu'ils puissent se flatter d'en tirer quelque secours.

Premierement, le sieur de Bazoncourt n'a jamais accepté la succession de son frere, au contraire il y a renoncé; ainsi tout ce qu'il auroit pu faire ne pourroit nuire à la véritable héritiere; la Demoiselle de Bazoncourt doit prendre la succession en l'état qu'elle est; mais la succession n'a pas pu changer d'état par le fait de celui qui n'est point héritier.

Secondement, si le sieur de Bazoncourt étoit lui-même l'héritier, il n'auroit rien à craindre de la fin de non-recevoir; tant qu'il a agi comme habile à se porter héritier de son frere, il a toujours réservé l'action pour la nullité de la donation.

Dans le procès-verbal qui s'est fait par Messieurs de la Chambre des Comptes, vacations des 23 Janvier, 20 & 27 Février 1728, il a protesté hautement contre la donation universelle portée par le contrat de mariage, & par *ledit Rosiere, Procureur dudit sieur Raffy de Bazoncourt, sans approuver la qualité prise par ladite Dame veuve du sieur d'Esches de sa donataire universelle par son contrat de mariage, ni ledit contrat, contre lequel il proteste de se pourvoir par les voies de droit en tems & lieu, a été dit, &c.* Il ne pouvoit pas en faire davantage, soit parce que la Chambre des Comptes n'est pas un Tribunal qui puisse connoître de pareilles questions, soit parce que la donation entre-vifs saisissant le donataire, & devant toujours s'exécuter par provision, la seule chose que l'héritier du donateur puisse faire, est de faire ses réserves & ses protestations.

Le sieur de Bazoncourt a fait les mêmes réserves, lorsque la Demoiselle Hamelin reprit en la Cour l'Instance que son mari y avoit commencée au sujet des prétendus recelés. Par acte du 16 Décembre 1727, il déclara qu'il *protestoit contre la reprise, &*

*réferva à se pourvoir en tems & lieu, & quand il aviseroit bon être, contre la donation prétendue renfermée dans ledit contrat de mariage, & même contre les qualités prises sur le fondement d'icelui.*

Après cela, que deviendrait la prétendue fin de non-recevoir, si elle étoit opposée au sieur de Bazoncourt lui-même, & imaginera-t-on que ce soit pour la faire cesser qu'il ait renoncé, & qu'il ait mis par-là sa fille en état d'accepter? Pouvoit-il au contraire mieux conserver son droit contre la donation qu'il l'a fait par tant de réserves réitérées?

Troisièmement, s'il avoit reconnu la donation, & qu'il fût héritier, on ne pourroit lui opposer cette reconnoissance, parce que n'ayant découvert que depuis ce tems l'acte baptistaire, qui fait la preuve complète de la débauche dont on n'avoit jusque-là que de violens soupçons, il n'étoit pas en état d'attaquer la donation; mais depuis qu'il a découvert cet acte qui a été délivré le 5 Août 1729, il seroit en droit, nonobstant toute reconnoissance antérieure, de réclamer contre une donation dont le vice ne lui étoit pas pleinement connu dans le tems.

La fin de non-recevoir est donc insoutenable dans toutes ses parties.

On ajoute qu'il n'y a point de preuve de la débauche; que l'acte baptistaire n'est point signé des pere & mere, & qu'il n'y a personne à qui l'on ne pût donner des enfans par une pareille voie. Il faut avouer que cete défaite est admirable. Ne diroit-on pas qu'en 1723, lorsque cet acte a été inscrit sur les registres de la Paroisse de Saint Josse, on prévoyoit que trois ans après le sieur d'Esches & la Demoiselle Hamelin se feroient une donation universelle, & que cela feroit naître une contestation importante, dans laquelle cet acte baptistaire seroit d'un grand secours? car à moins de supposer ce don de prophétie, on ne peut pas imaginer comment on auroit eu la malignité d'aller ainsi faire une injure gratuite à des personnes d'une vertu austere, & sur qui on ne pouvoit pas même répandre de soupçons. On ne croira donc point les Défendeurs, quand ils viendront débiter de pareilles chimeres; la vérité seule a pu dicter cet acte baptistaire, & l'on n'entrevoit aucun motif qui ait pu conduire à une pareille supposition.

De dire que si cela est, on donnera tous les jours des enfans aux personnes les plus retenues, c'est donner l'essor à son imagination, & par de prétendues possibilités vouloir échapper à une vérité qui presse; mais quoique cela ne soit pas physiquement



impossible, on fait que cela n'arrive jamais. Il arrive souvent que pour chacher le nom de pere & mere trop connus, on emprunte des noms en l'air, & qu'on suppose des personnes qui n'ont jamais existé; mais qu'on aille prêter un enfant à des personnes connues, & qui tiennent quelque rang dans le monde, quand en effet ils n'y ont eu aucune part, c'est de quoi les Défendeurs auroient bien de la peine à citer un seul exemple.

Mais ce qui soutient cette piece, ce sont tous les faits qui précèdent & qui suivent : la Demoiselle Hamelin sortie subitement de la Communauté de Saint Chaumont, parce qu'une grossesse de près de trois mois commençoit à la presser : la donation simulée faite à la Demoiselle Hamelin de 87480 livres, trois mois avant cet acte baptistaire; ces liaisons intimes que l'on articule, cette demeure avec le sieur d'Esches dans une même maison pendant 1725, cette donation nouvelle de 46575 liv. pour constituer en rentes viageres, enfin le mariage. Ceux qui ont voulu assortir des pere & mere à l'enfant baptisé le 22 Août 1723 ont été bien heureux d'avoir choisi des personnes qui ont tant contribué dans la suite à fortifier cette déclaration.

Mais si l'évidence même trouvoit encore des esprits rebelles, au moins ne pourroit-on refuser à la Demoiselle de Bazoncourt la liberté de les convaincre par une enquête concluante, comme elle le demande subsidiairement. Cet acte baptistaire, ces donations multipliées, tant d'autres circonstances formeroient au moins de grands commencemens de preuves par écrit, & la preuve testimoniale en ce cas ne pourroit être refusée.

On objecte, en troisieme lieu, que quand cette preuve seroit faite, la donation n'en pourroit souffrir d'atteinte, parce qu'elle est faite dans la vue d'un mariage prochain : mais on a déjà réfuté cette objection par avance, en établissant les grands principes qui ne peuvent plus maintenant être contredits. On parle d'un Arrêt de 1722 qui a confirmé une pareille donation; mais outre beaucoup d'autres circonstances qui pouvoient soutenir les dispositions dont il s'agissoit, on prétend que ce n'étoit qu'une simple donation d'usufruit assez modique, qui ne pouvoit être regardée que comme de simples alimens. Quel parallele à faire entre cette espece & celle d'une donation universelle de biens très-considérables !

Enfin on dit que ce n'est pas ici une libéralité, mais un forfait; que c'étoit un jeu dans lequel la Demoiselle Hamelin risquoit plus que le sieur d'Esches : mais, qu'il soit permis de le dire, c'est

cette défense qui est un pur jeu de mots. Le contrat de mariage contient une donation réciproque & universelle au survivant de tous les biens du prédécédé ; ces sortes de dispositions ne se règlent-elles pas par les règles des donations ; se soutiendroient-elles si elles n'étoient ni acceptées ni insinuées ? En changera-t-on la nature en changeant de termes , & appelant forfait une donation réciproque ? Les Arrêts que l'on a cités sont tous dans le cas de donations qui étoient de même mutuelles : les a-t-on confirmées à titre de forfait ? C'est une illusion dans laquelle personne n'a jamais pu donner.

Au surplus , il sera aisé de faire voir que la donation étoit bien plus étendue de la part du sieur d'Esches , que de la Demoiselle Hamelin qui n'avoit qu'un bien très-borné ; & si la fortune du sieur d'Esches étoit diminuée , ce n'étoit que par les libéralités excessives que la Demoiselle Hamelin s'étoit déjà fait faire. Mais ce n'est pas la balance des deux fortunes qui décide , c'est le caractère même de donation universelle qui ne peut jamais se soutenir entre personnes qui ont vécu dans le crime , & qui ont cherché par-là à s'en assurer une récompense que les Loix rejettent comme participant du crime même.

## S E C O N D M É M O I R E .

**L**ORSQUE l'affaire a été portée une première fois à l'Audience , le tuteur des sieurs de Crussol soutenoit que dans les principes de notre Jurisprudence , les avantages qui avoient été faits à la Demoiselle Hamelin par les sieur d'Esches ne pouvoient être attaqués , que les faits qu'on leur imputoit , étoient faux & calomnieux , mais que quand ils seroient vrais , la faveur du contrat de mariage , la réciprocité de la donation , l'égalité des deux fortunes , tout concouroit pour la faire subsister ; & sur ces vains prétextes il prétendoit qu'on ne devoit pas même écouter la Demoiselle de Bazoncourt.

L'Arrêt intervenu a rejeté ces faux prétextes , par lesquels on vouloit faire triompher le crime , en soutenant les dispositions qui en étoient la récompense : les principes de l'honnêteté publique ont prévalu , & toute la question s'est trouvée réduite à savoir si les faits articulés par la Demoiselle de Bazoncourt , étoient aussi certains qu'elle le soutenoit ; la preuve en a été admise par cet Arrêt solennel.



Il ne reste donc qu'à savoir s'ils ont été prouvés. Après l'enquête que le tuteur de la Demoiselle de Bazoncourt a fait imprimer, on n'auroit pas cru que les sieurs de Crussol pussent entreprendre d'exciter encore quelque nuage pour en obscurcir la vérité. Cependant comme ils ont fait de grands efforts pour détruire cette preuve tant dans la forme que dans le fond, il est essentiel de discuter les différens moyens qu'ils ont hasardés pour la combattre, afin que, dans une affaire si importante, il ne puisse rester aucun doute, & que l'on soit en état de procurer à la vérité des faits le même hommage qui a été déjà rendu à la pureté des maximes.

La Cour se souvient encore des efforts que l'on fit l'année dernière de la part des sieurs de Crussol pour empêcher que cette preuve ne fût admise ; mais l'Arrêt qui intervint le 20 Juin 1730, permit au sieur Moutier de faire preuve de ses faits, sauf aux sieurs de Crussol de faire preuve contraire. Les enquêtes ont été faites de part & d'autre ; il s'agit maintenant d'examiner les preuves qui en résultent.

On ne reprendra ici aucun des principes qui furent établis avant l'Arrêt du 20 Juin 1730 ; la Cour les a tellement consacrés par son Arrêt, qu'il ne reste plus qu'à examiner si, dans le fait, ils reçoivent une juste application, & s'il est prouvé que le sieur d'Esches & la Demoiselle Hamelin fussent dans les circonstances que l'on a articulées.

MOYENS

Cinq faits ont été posés par le tuteur de la Demoiselle de Bazoncourt.

Le premier, que *le sieur d'Esches & la Demoiselle Hamelin ont vécu ensemble dans le concubinage long-tems avant le mariage*. Si les autres faits sont justifiés, celui-là ne pourra être révoqué en doute ; on peut le regarder en quelque maniere comme la proposition générale dont les autres sont autant de preuves. Il faut donc passer à l'examen des autres faits, qui, par leur concours, rendent le premier incontestable.

Le second fait est, qu'*au commencement de l'année 1723 la Demoiselle Hamelin sortit de la Communauté de Saint Chaumont où elle demouroit, pour aller demeurer dans la rue des Jeux-neufs, Paroisse S. Eustache, où elle est restée jusqu'en 1725 après la mort du sieur Raffy pere*. Ce fait est non-seulement prouvé par les baux de la maison de la rue des Jeux-neufs, mais encore reconnu par les sieurs de Crussol & leur tuteur ; les témoins des deux enquêtes le publient également : il n'y a donc pas de doute à cet égard.

Le troisieme fait est, que pendant tout le tems que la *Demoiselle Hamelin* a demeuré dans la rue des Jeux-neufs, elle alloit très-fréquemment dîner & souper avec le sieur *Raffy d'Esches*, & seule avec lui dans l'appartement qu'il occupoit dans la maison du sieur *Raffy pere*.

Comme l'enquête a été imprimée, on ne croit pas nécessaire de transcrire ici toutes les dépositions qui parlent de ce fait, on citera seulement le 18<sup>e</sup> témoin, qui déclare qu'ayant porté plusieurs fois des souliers au sieur d'Esches pendant la vie de *M. Raffy pere*, il a trouvé trois fois la *Demoiselle Hamelin* dans la chambre du sieur d'Esches, en l'une desquelles fois, entre onze heures & midi, ledit sieur d'Esches étoit dans son lit, & ladite *Demoiselle* dans un fauteuil à côté de lui, lequel n'ayant pas une bonne santé, se levoit ordinairement assez tard; il ne laissa pas de se lever ledit jour en robe de chambre; le Déposant lui chaussa ses souliers en présence de ladite *Demoiselle*. Il est difficile de porter la familiarité plus loin.

Le 24<sup>e</sup> témoin dépose qu'elle est entrée au service de *M. Raffy pere* à la fin de 1724, trois mois avant son décès; que la *Demoiselle Hamelin* venoit tous les jours souper avec *M. d'Esches* dans son appartement, où elle restoit jusqu'à minuit ou une heure, avec attention de n'être point apperçue des gens de la maison lorsqu'elle y entroit. Elle ajoute que le laquais de *M. d'Esches* lui apportoit une poularde, ou une couple de poulets pour faire rôtir.

Le 30<sup>e</sup> témoin dit de même que *Mademoiselle Hamelin* venoit très-souvent dîner & souper avec *M. d'Esches*, seule & tête à tête avec lui dans l'appartement qu'il occupoit chez *M. son pere*. Il rend compte des mesures qu'on prenoit pour empêcher qu'on ne la vît entrer. Il ajoute que très-souvent le sieur d'Esches faisoit venir de chez le Rôtisseur les viandes toutes apprêtées, au lieu de les faire accommoder à la cuisine.

On a prétendu que cette dernière circonstance étoit bien contraire à ce que dit le vingt-quatrième témoin, que le laquais du sieur d'Esches lui apportoit tous les jours une poularde ou deux poulets à faire rôtir à la cuisine du sieur *Raffy pere*; mais cette circonstance ne méritoit pas d'être relevée. Outre que le sieur d'Esches pouvoit envoyer une poularde à la cuisine de son pere, & faire venir de chez le Rôtisseur d'autres viandes toutes apprêtées, c'est que le vingt-quatrième témoin, qui dit qu'on lui apportoit tous les jours une poularde ou deux poulets, n'est entré chez le sieur *Raffy pere* qu'à la fin de 1724, & trois mois



seulement avant sa mort , au lieu que le trentieme témoin peut parler d'un tems bien antérieur.

Le fait de ces visites fréquentes , de ces tête-à-tête si souvent réitérés , est donc parfaitement établi ; on y gardoit peu de mesures , comme il paroît par les dépositions. La Demoiselle Hamelin y étoit le matin & pendant que le sieur d'Esches étoit dans son lit ; elle y restoit le soir jusqu'à minuit ou une heure du matin ; & cela a continué jusqu'à la mort du sieur Raffy pere , arrivée en 1725 , c'est-à-dire , dix-huit mois après l'accouchement de la Demoiselle Hamelin.

Il est aisé de juger si , à ce que l'on appelle une foiblesse passagere de la part des sieurs de Crussol , avoit succédé une grande re venue.

Le quatrieme fait est , que pendant cet espace de tems , depuis le commencement de 1723 jusqu'en 1725 , la Demoiselle Hamelin est accouchée dans la maison de la rue des Jeux-neufs du fils baptisé sous son nom & sous celui du sieur d'Esches , dont l'extrait baptistaire est rapporté.

Ce fait , contre lequel on s'élevoit l'année passée avec tant de force , & que l'on traitoit de calomnie , est aujourd'hui reconnu par les sieurs de Crussol eux-mêmes , parce qu'ils voient qu'il n'est pas possible de résister à l'évidence de la vérité établie par l'enquête de la Demoiselle de Bazoncourt. En effet , la sage-femme qui a reçu l'enfant , après s'être laissée long-tems contumacer , étant enfin forcée de déposer , a rendu compte de toutes les circonstances de l'accouchement ; la Garde en a parlé aussi naturellement , la Servante de la Sage-Femme , le Parrein , la Marreine de l'enfant , tout a rendu témoignage à la vérité de ce fait important : ce sont les deux , trois , quatre & vingt-troisieme témoins.

Ils croient aujourd'hui excuser la Demoiselle Hamelin d'une faute si grave , en disant que c'est une foiblesse passagere , & que depuis elle a réparé , par une conduite digne de sa naissance , l'ignominie dans laquelle sa jeunesse l'avoit précipitée. Mais on ne parviendra jamais ni à excuser la faute , ni à faire voir qu'elle ait été réparée. Quand la Demoiselle Hamelin est devenue grosse elle étoit majeure , & par conséquent dans un âge à connoître les conséquences de ce qu'elle faisoit ; & loin de réparer dans la suite le scandale qu'elle avoit donné , on vient de voir qu'elle a continué de vivre avec le sieur d'Esches dans la même familiarité qu'auparavant. Il est vrai qu'on n'a pas la

preuve qu'elle ait eu des enfans dans la fuite, mais elle n'en a pas même eu de son mariage. On ne doit donc pas présumer qu'elle ait été moins livrée au sieur d'Esches dans un tems que dans un autre.

Si elle a continué de vivre jusqu'à la mort du sieur Raffy pere avec cet air de mystere pour les autres, & de familiarité pour le sieur d'Esches, que l'on a reconnu dans les dépositions des témoins sur le troisieme fait, on va voir sur le dernier fait qu'elle a poussé encore plus loin la complaisance pour le sieur d'Esches, depuis la mort du sieur Raffy jusqu'au tems de leur mariage.

Le cinquieme fait est donc qu'en 1725, après la mort du sieur Raffy, *la Demoiselle Hamelin & le sieur Raffy sont allés demeurer ensemble à la Courtille dans une maison que le sieur d'Esches y avoit louée, où ils ont demeuré ensemble jusqu'au commencement de 1726 que la Demoiselle Hamelin est allée demeurer au Luxembourg.*

Il ne faudroit point d'autre preuve de la vérité de ce fait que la donation faite par le sieur d'Esches à la Demoiselle Hamelin au mois de Juin 1725 de plus de 46000 liv. pour constituer en rente viagere. Les sieurs de Crussol ont voulu répandre des doutes sur la vérité de cette donation; ils ont prétendu que c'étoient des effets que la Demoiselle Hamelin avoit fait acheter sur la place par le sieur d'Esches; mais les pieces rapportées confondent tellement cette objection qu'elle n'est plus proposable. Les effets portés au Trésor royal venoient de la succession du sieur Raffy pere; c'est donc une donation que le fils a faite à la Demoiselle Hamelin; & dans quel tems? Au mois de Juin 1725, dans le tems qu'elle va demeurer à la Courtille avec lui; peut-on avoir une plus grande preuve du commerce criminel qui régnoit entre eux, & dont cette donation est une nouvelle récompense?

Le fait de la demeure à la Courtille est d'ailleurs attesté par tant de témoins, qu'il faudroit copier presque toute l'enquête, si on vouloit rassembler les dépositions qui en parlent. Le premier témoin parle d'un fait très-important; il dépose, *que dans l'été de l'année 1725, il porta plusieurs bouteilles de vin au sieur Raffy d'Esches, demeurant alors à la Courtille, & qu'y étant arrivé entre huit & neuf heures du matin, on lui dit de monter à l'appartement du sieur d'Esches, à la porte duquel il trouva une clef, & ayant ouvert la porte, il trouva le sieur d'Esches assis dans un fauteuil, en robe de chambre & bonnet de nuit, à côté du lit dans lequel il vit la Demoiselle Hamelin qui y étoit couchée & causoit avec le sieur*



*d'Esches.* C'est apparemment-là cette retenue que vantent les sieurs de Crussol comme une preuve que la Demoiselle Hamelin étoit bien éloignée de se prêter à la passion du sieur d'Esches, comme auparavant. On la trouve à neuf heures du matin couchée chez le sieur d'Esches, & le sieur d'Esches en robe de chambre & en bonnet de nuit auprès d'elle. A moins que d'exiger la naissance d'un enfant pour prouver la continuation de la débauche, il est impossible de la justifier par une circonstance plus décisive.

Le vingt-neuvieme témoin entre dans un détail qui mérite au moins autant d'attention. C'est un Tapissier qui dépose qu'ayant indiqué au sieur d'Esches la maison qu'il loua à la Courtille dans le Carême de l'année 1725, il fit porter un lit de chez feu M. Raffy pere, qu'il tendit dans une chambre qui suivoit l'antichambre. *Environ trois mois après, le Déposant, dit-il, a fait un lit, lequel a été placé dans la chambre en suivant celle du sieur d'Esches, dans lequel lit de cinq pieds couchoit Mademoiselle Hamelin, & où le Déposant a parlé plusieurs fois à ladite Demoiselle couchée dans son lit qui étoit sans rideaux; & dans le même tems le Déposant a tendu dans la chambre de ladite Demoiselle une tapisserie d'Indienne..... Ladite Demoiselle sortit de la Courtille aux environs de Noël pour aller loger au Luxembourg dans l'appartement de M. le Comte d'Uzès, où le Déposant fit transporter le lit qu'elle avoit à la Courtille.*

Plus de vingt autres témoins parlent de sa demeure habituelle à la Courtille; tous les Ouvriers, tous les Marchands qui abordoient dans cette maison, les y voyoient continuellement ensemble: même table, même cuisine tant pour eux que pour leurs domestiques, même livrée pour leurs gens; (car pendant son séjour à la Courtille le sieur d'Esches ne laissa jamais ses gens en deuil). Le sieur d'Esches faisant rendre le pain-beni à la Paroisse de Belleville, le fait présenter par la Femme-de-chambre de la Demoiselle Hamelin: en un mot, personne ne pouvoit douter qu'ils ne fussent mariés à la vue d'une union si publique.

Quand la Demoiselle Hamelin voulut se rendre au Luxembourg à la fin de 1725 ou au commencement de 1726, elle envoya chercher un des Gardes de la barriere pour visiter le charriot, afin qu'il ne l'arrêtât point à l'entrée de Paris. Elle-même faisoit charger les voitures en sa présence. Le Garde de la barriere, qui est le vingt-fixieme témoin, dépose de tous ces faits,

& ajoute qu'il appelloit toujours la Demoiselle Hamelin *Madame*, parce qu'il la croyoit mariée.

Si on ne se rend pas à l'évidence de tous ces faits, il n'y a point de preuves dont on puisse être ébranlé; la demeure habituelle, les liaisons les plus intimes, une familiarité qui ne connoissoit point de bornes, même cuisine, même table, même appartement, lits placés dans deux chambres de suite, la Demoiselle Hamelin vue plusieurs fois couchée dans son lit à la Courtille, le sieur d'Esches trouvé une fois en robe de chambre à côté du lit dans lequel la Demoiselle Hamelin étoit couchée: ces situations parlent assez clairement à qui veut les entendre, & l'on ne croit pas que le commentaire soit fort utile. Aussi les sieurs de Crussol n'ont-ils osé se livrer à aucun détail de critique, ils ont seulement annoncé en termes vagues qu'il y avoit des absurdités dans ces dépositions.

Par exemple, le premier témoin dit qu'il a porté des bouteilles de vin au sieur d'Esches à la Courtille; la déposition est censurée parce qu'il y avoit du vin en cave. Il est donc bien étonnant, selon les sieurs de Crussol, qu'un homme qui a du vin dans sa cave, en fasse venir de chez un Marchand de vin quelques bouteilles d'une qualité extraordinaire. On ajoute que ce Marchand de vin prétend être entré fort librement dans l'appartement du sieur d'Esches; mais combien de fois cela arrive-t-il par la négligence des domestiques, sur-tout à un homme qui pouvoit être venu plusieurs fois dans la maison? Il n'y a donc rien-là qui choque la vraisemblance.

On a déjà observé que le sieur d'Esches ne faisoit point porter le deuil à ses gens à la Courtille; ainsi il n'étoit point impossible qu'ils eussent la même livrée que les domestiques de la Demoiselle Hamelin, comme les témoins l'ont déposé; ainsi la critique des sieurs de Crussol ne peut s'attacher à aucun objet sérieux. Passons donc à d'autres objections sur lesquelles ils se sont plus étendus. On vient de voir que les cinq faits articulés par la Demoiselle de Bazoncourt sont établis de la manière la plus forte & la plus précise; tous les efforts des sieurs de Crussol pour renverser cette preuve vont bientôt échouer.

*Réponses aux  
Objections.*

Les sieurs de Crussol ont deux objets dans leur défense. Le premier est de combattre l'enquête de la Demoiselle de Bazoncourt par différens moyens, les uns tirés de la forme & les autres du fond. Le second est de lui opposer une prétendue preuve contraire dans leur enquête.



Il faut les suivre dans toutes les parties de leur défense , & ne leur en laisser aucune sur laquelle il leur soit possible de compter.

Par rapport à l'enquête de la Demoiselle de Bazoncourt , ils la prétendent nulle dans la forme , & insuffisante au fond. Elle est , disent-ils , nulle dans la forme , 1°. parce qu'en assignant les témoins , on ne leur a point donné copie de l'Ordonnance de M. le Commissaire ; 2°. parce qu'en assignant les Parties pour voir prêter le serment aux témoins ; on n'a marqué dans l'exploit ni le jour , ni l'heure , ni le lieu où les témoins devoient être entendus , ni la matricule de l'Huissier ; 3°. parce qu'on a donné quelques assignations au cabinet de la Cour , quoique l'Ordonnance portât en l'hôtel de M. le Commissaire ; enfin , parce qu'on a donné deux assignations pour comparoir le même jour , le matin à Meaux , & l'après-midi à Paris.

Ces critiques ne sont propres qu'à faire connoître combien les sieurs de Crussol se sentent accablés par l'enquête de la Demoiselle de Bazoncourt , puisqu'ils ont recours à tant de subtilités pour la combattre. Mais on pourroit opposer d'abord une réponse générale qui suffiroit pour dissiper toutes ces illusions. La Demoiselle de Bazoncourt n'a plus , pour ainsi dire , besoin d'enquêtes , les reconnoissances des sieurs de Crussol lui suffisent. Ils conviennent que la Demoiselle Hamelin est accouchée au mois d'Août 1723 de l'enfant baptisé à Saint Josse sous son nom & sous celui du sieur d'Esches. L'année dernière ils rejetoient ce fait avec indignation , ils soutenoient que l'extrait baptistaire n'étant point signé du pere , devoit être compté pour rien ; qu'il n'y avoit personne à qui l'on ne pût donner libéralement des bâtards , si en son absence on pouvoit le déclarer pere de l'enfant qu'on baptise. Mais aujourd'hui cette défense ne leur paroît plus soutenable ; voilà donc un fait essentiel qui est reconnu , & pour lequel on n'a plus besoin d'enquête. Les sieurs de Crussol conviennent encore des visites fréquentes rendues par la Demoiselle Hamelin au sieur d'Esches pendant qu'il demeurait chez son pere ; dans le tems qu'ils la supposent logée au Luxembourg , ils conviennent au moins qu'elle voyoit souvent le sieur d'Esches à la Courtille. L'unique fait qu'ils défavouent est la demeure habituelle à la Courtille. Obligés d'abandonner le champ de bataille , voilà l'unique portion du terrain qu'ils défendent encore ; il sera bien facile de les en chasser. Mais quand ils pourroient s'y tenir fermes , quel fruit en pourroient-ils

tirer ? Ce qu'ils reconnoissent ne sera-t-il pas toujours suffisant pour opérer les condamnations ? Qu'on écarte l'enquête, qu'on se réduise aux faits reconnus par les sieurs de Crussol, il est impossible que les donations se soutiennent. Si l'année dernière ils avoient parlé avec la même franchise, la Cour n'auroit pas suspendu le Jugement définitif de la Cause ; toutes leurs critiques sont donc sans objet. Mais il faut aller plus loin, & faire voir qu'elles sont sans fondement.

1°. On n'a point donné copie de l'Ordonnance de M. le Commissaire en assignant les témoins ; mais l'Ordonnance ne l'exige point, & par conséquent ce n'est point une nullité. Il est vrai que quand on assigne une Partie dans une Cour souveraine, il faut lui donner copie de l'Arrêt ou commission en vertu de laquelle on l'assigne ; mais peut-on mettre en parallèle un exploit introductif d'Instance donné à une Partie, avec un simple exploit d'assignation donné à un témoin pour déposer ? Quand on assigne une Partie, il faut lui donner copie du titre en vertu duquel on l'assigne, parce qu'il doit savoir s'il est bien assigné, de quel droit on le traduit dans un Tribunal plutôt que dans un autre, s'il doit procéder ou décliner ; mais à l'égard du témoin, ce n'est point à lui à savoir s'il est bien ou mal assigné, il doit toujours comparoître sans entrer dans le mérite de l'assignation. Comme il n'a point d'intérêt dans l'affaire, il n'est point nécessaire de l'instruire.

S'il faut à l'assignation à un témoin toutes les formalités d'un ajournement.

Au surplus, les sieurs de Crussol sont même non-recevables dans cette critique, non-seulement parce que les témoins ont comparu & ont déposé, mais encore parce que le sieur Leroy, tuteur des sieurs de Crussol, a comparu à la seconde vacation, a vu les témoins représenter leurs exploits ; il a consenti qu'ils prêtassent serment, & a signé le procès-verbal de M. le Commissaire avec eux. Il les a donc reconnu bien assignés ; il a consenti qu'ils fussent entendus ; après cela il ne lui est plus permis de critiquer les assignations qui leur ont été données.

2°. Lorsqu'on a assigné les Parties pour être présentes à la prestation de serment, on leur a donné copie de l'Ordonnance de M. le Commissaire, parce qu'à leur égard il est nécessaire qu'ils soient instruits de la validité de la procédure ; cette Ordonnance contenoit le jour, le lieu, & l'heure indiquée pour entendre les témoins, c'est pourquoi, dans l'exploit qui est au bas de la copie de l'Ordonnance, on s'est contenté de mettre qu'on les assignoit aux fins de l'Ordonnance, sans répéter le lieu, le  
jour



jour ni l'heure qui y étoit exprimée , parce que l'Ordonnance les en instruisoit parfaitement ; de quoi donc peuvent-ils se plaindre ? Enfin c'est un Huissier de la Cour qui a donné l'assignation ; il y prend cette qualité , & l'on se plaint de ce qu'il n'a pas exprimé son immatricule ; cela est-il proposable ?

D'ailleurs , comme on l'a déjà dit , le tuteur des sieurs de Crussol , en conséquence de ces assignations , a comparu devant M. le Commissaire , a vu prêter le serment à plusieurs témoins , & a signé le procès-verbal : a-t-on jamais critiqué la forme d'un exploit , quand on a comparu & qu'on a procédé en conséquence , sans réserve & sans protestations ?

3°. L'Ordonnance de M. le Commissaire porte que les assignations seront données les jours suivans en son Hôtel , ou au Cabinet de la Cour , suivant qu'il seroit marqué dans les exploits : on prétend que dans une des assignations données en conséquence aux Parties , la copie de l'Ordonnance porte seulement que les assignations seront données en l'Hôtel de M. le Commissaire , & que cependant l'exploit porte assignation au Cabinet ; en sorte qu'il n'y a pas de conformité entre la copie de l'Ordonnance & l'exploit. Mais outre qu'il y a eu plusieurs Parties assignées , savoir , le sieur le Roy , tuteur , les sieurs de Crussol , leur curateur , les Sieur & Demoiselle Hamelin , & qu'on ne rapporte qu'un seul exploit , au lieu de sept qui ont été donnés : dans le fait , les Parties auroient été valablement assignées au Cabinet , quoique cela ne fût pas marqué dans l'Ordonnance ; la raison est , que la Loi n'exige pas que dans l'Ordonnance du Juge qui permet d'assigner , on exprime le lieu où les témoins doivent être entendus ; il suffit que la Partie en soit informée par l'exploit ; on ne supplée pas une nullité qui n'est point écrite dans la Loi. Mais , dit-on , l'Ordonnance marquoit que ce seroit en l'Hôtel de M. le Commissaire ; on n'a pas pu les assigner ailleurs. Cette conséquence n'est pas juste , parce que M. le Commissaire a pu changer d'avis depuis son Ordonnance signée , & sans réformer l'Ordonnance , avertir l'Huissier de donner l'assignation ailleurs : en un mot , c'est l'exploit qui doit instruire la Partie du lieu où les témoins doivent être entendus , & non pas l'Ordonnance. Quand on assigne simplement aux fins de l'Ordonnance , alors c'est l'Ordonnance qu'il faut consulter pour le lieu , comme pour les autres circonstances ; mais quand ayant donné copie de l'Ordonnance on assigne nommément en un autre lieu , la Partie doit déférer

à l'exploit qui est destiné singulièrement pour l'instruire.

Enfin les sieurs de Crussol, ni leur tuteur, ne prétendent pas s'être rendus en l'Hôtel de M. le Commissaire suivant l'Ordonnance, & n'avoir trouvé personne; ils n'ont comparu ni en l'Hôtel ni au Cabinet. Il leur sied bien après cela de se plaindre qu'on leur a indiqué un lieu pour un autre, quand ils n'ont été nulle part, & qu'ils ont été également en défaut par-tout: s'ils avoient eu une intention sincère de comparoir, ils auroient trouvé bien facilement M. le Commissaire & les témoins; aussi ne parlent-ils eux-mêmes de cette prétendue nullité, que comme d'un prétexte qui se présente, & dont ils veulent profiter. On ne croit donc pas que la Cour s'y arrête un instant.

4°. Il est vrai qu'il y a eu deux assignations données pour comparoir le même jour, à Meaux le matin, & à Paris l'après-midi; mais rien n'empêchoit les Parties de se trouver aux deux assignations, soit parce qu'ils sont un assez grand nombre de Parties pour pouvoir se diviser, soit parce qu'on peut comparoître par Procureur, ces sortes d'assignations se donnant même au domicile du Procureur, & non de la Partie. D'ailleurs les Parties assignées à Meaux pour le 14 au matin ne s'y sont point rendues; on les a assignées le 13 au soir pour le 14 après-midi à Paris; elles n'ont comparu ni dans l'un ni dans l'autre endroit. C'est donc ici une plainte frivole, & qui ne mérite pas même qu'on s'y arrête.

Ces critiques de forme étant une fois écartées, on n'aura pas beaucoup de peine à combattre les prétendus moyens du fond.

Les sieurs de Crussol les ont fait précéder d'une longue dissertation sur le concubinage; ils ont prétendu que dans le Droit Romain on reconnoissoit le concubinage à des caractères certains qui faisoient regarder les concubines avec un honneur qui les égaioit presque aux femmes légitimes; que quand une femme demouroit continuellement dans la maison d'un homme qui avoit pour elle une affection honnête, réglée, persévérante, qui la traitoit avec distinction, en sorte qu'elle étoit en quelque manière *vice-conjux*, alors elle méritoit le titre de concubine; que quoique le concubinage fût défendu parmi nous, c'étoit toujours aux mêmes caractères que l'on devoit reconnoître une concubine, & qu'il n'y en avoit aucun qui pût convenir à la Demoiselle Hamelin.

Mille réflexions s'élèvent contre un pareil moyen. D'un côté, en élevant l'honneur des concubines reconnues dans le Droit



Romain, & les distinguant de celles qui vivoient dans la débauche, il semble que le tuteur des sieurs de Crussol devroit se proposer de faire voir que la Demoiselle Hamelin étoit dans la classe la plus honorable ; cependant c'est précisément ce qu'il veut combattre. Ce caractère de concubine ne convient point, dit-il, à la Demoiselle Hamelin. Si cela est, qu'il nous dise donc dans quelle classe il la veut mettre ; il convient qu'elle a eu un enfant dont elle est accouchée en 1723, plus de deux ans & demi avant son mariage ; il ne veut pas cependant qu'elle eût le caractère des concubines que le Droit Romain traitoit avec faveur ; qu'il tire donc lui-même sa conséquence, & qu'il détermine le personnage qu'il veut lui faire soutenir.

D'un autre côté, il est certain que ces différences du Droit Romain, des concubines traitées avec distinction, & de celles qui étoient regardées comme infames, n'ont plus lieu parmi nous ; le concubinage & la simple fornication étant défendus, on regarde également comme coupable, & celle qui habite publiquement avec son complice, & celle qui accepte ou qui lui donne des rendez-vous ; tout est marqué dans nos mœurs au coin de l'infamie : ainsi il faut toujours reconnoître pour concubine, celle qui s'abandonne sans réserve à la passion de son Amant.

Idée que  
l'on doit  
avoir du con-  
cubinage.

On pourroit même dire que celle qui, par une demeure habituelle, étale, pour ainsi dire, son crime au Public, doit être jugée plus coupable que celle qui le commet en secret ; c'est faire trophée de sa passion ; l'indignité redouble par cette circonstance.

Mais sans entrer dans toutes ces distinctions, le principe est certain dans notre Jurisprudence, que ceux qui vivent ensemble dans un commerce criminel ne peuvent se faire des avantages ; c'est ce que la Cour a jugé par l'Arrêt du 20 Juin 1730. Il faut donc toujours en revenir au point de savoir si la preuve résultante de l'enquête de la Demoiselle de Bazoncourt est concluante.

En vain les sieurs de Crussol déclament-ils en général contre la preuve testimoniale ; en vain exigent-ils encore plus de réserve quand il s'agit par cette preuve de déshonorer une personne d'une naissance distinguée : ces lieux communs sont déplacés quand il y a un Arrêt qui admet la preuve, & quand l'honneur même de la personne dont on parle n'est plus compromis, puisque de leur propre aveu, & indépendamment de

l'enquête, son crime est avéré, son accouchement certain, & par conséquent sa honte irréparable.

On ne peut donc refuser de consulter l'enquête de la Demoiselle de Bazoncourt; mais qu'on la lise de suite & avec toute l'application que mérite une affaire si importante, & on ne pourra plus balancer sur aucun des faits articulés par le sieur Moutier son tuteur. L'accouchement de 1723 y est expliqué par les personnes qui en devoient être les mieux instruites, la Sage-femme, la Garde, la Servante de la Sage-femme, & la Marreine de l'enfant. Tous les autres faits y sont représentés d'une manière si simple & si naturelle, que l'on y reconnoît la vérité; les visites fréquentes rendues avant & depuis au sieur d'Esches par la Demoiselle Hamelin à toutes heures, & du jour & de la nuit, les mesures qu'elle prenoit pour n'être point vue par les personnes de la maison, la familiarité qui regnoit dans ces visites. On la trouve seule à côté du lit dans lequel le sieur d'Esches est couché, il se leve en sa présence, & se fait chauffer devant elle; elle y est quelquefois dès neuf heures du matin, elle y est quelquefois à une heure après minuit. Enfin, la demeure à la Courtille où pendant sept à huit mois toutes sortes de personnes, voisins, Marchands, Artisans, Ouvriers, Domestiques, l'ont vue habituellement, où elle avoit un lit dans la chambre qui suivoit celle du sieur d'Esches, où elle a été vue plusieurs fois couchée, & entre autres une fois le sieur d'Esches étant dans un fauteuil à côté de son lit en robe-de-chambre & en bonnet de nuit; où on la voyoit seule avec lui dans le jardin, tantôt le matin, tantôt le soir, tous deux en robes-de-chambre; peut-on douter encore à la lecture de tant de dépositions, qui par un concert unanime publient également la vérité de tous ces faits?

Aussi les sieurs de Crussol n'ont-ils pas osé combattre ces dépositions en les prenant en particulier; ils se sont contentés de dire en termes vagues, qu'il y avoit bien des contradictions & des absurdités; mais on a déjà fait voir l'illusion de ces critiques: qu'un Marchand de vin porte quelques bouteilles de vin à un homme qui a d'ailleurs sa cave garnie, cela n'a rien d'extraordinaire; qu'il pénètre dans l'appartement du sieur d'Esches & s'y introduise lui-même, c'est un effet assez ordinaire de la négligence des domestiques, ou quelquefois de leur absence; qu'un fils retiré à la campagne ne fasse pas porter le deuil à ses domestiques, sur-tout lorsque les six mois depuis la mort de son pere son expirés, c'est encore ce que tout le monde trouvera.



naturel ; qu'en déposant cinq ou six ans après que la Demoiselle Hamelin est allé demeurer au Luxembourg , les témoins varient sur l'époque précise du départ , les uns la plaçant à la fin de 1725 , & les autres au commencement de 1726 , c'est une observation absolument indifférente , parce que la mémoire ne peut pas être assez exacte , pour que de pareilles époques soient toujours également présentes à tous les esprits.

On voit donc qu'on ne peut rien opposer ni dans la forme , ni au fond , qui détruise l'enquête , ou affoiblisse les preuves qui en résultent. La Demoiselle de Bazoncourt a satisfait à tout ce que la Cour lui avoit demandé , pour la mettre en état de prononcer en sa faveur ; il n'y a donc plus de difficulté à proscrire ces donations odieuses , qui pour récompenser le crime enlèvent à une famille un patrimoine qui lui est acquis par les droits sacrés de la Nature & de la Loi. Pourquoi faut-il qu'une étrangère dépouille la Demoiselle de Bazoncourt des biens de son aïeul & de son oncle , parce qu'elle aura passé par-dessus toutes les bornes de la pudeur , pour engager dans ses fers un homme trop facile ? L'intérêt des familles , les droits de la Religion , les principes de l'honnêteté publique , l'équité , tout se souleve contre des titres si odieux.

Si les sieurs de Crussol ne peuvent détruire l'Enquête de la Demoiselle de Bazoncourt , la leur ne leur fournira d'ailleurs aucun secours.

Les témoins qu'ils ont fait entendre ont paru s'attacher à établir trois faits.

Le premier , que la Demoiselle Hamelin leur a paru toujours avoir une conduite sage , régulière , & qu'elle a vécu avec toute la retenue qui convenoit à une personne de sa naissance & de son sexe. Les sieurs de Crussol dispensent aujourd'hui la Demoiselle de Bazoncourt de confondre sur cela leurs témoins ; ils sont obligés de convenir eux-mêmes de la passion de la Demoiselle Hamelin , & des fruits honteux qu'elle a produits : par ce premier trait , il est aisé de juger de la foi que peuvent mériter les témoins sur les autres faits , quand ils sont convaincus si précisément de fausseté sur celui-ci.

Ce n'est pas seulement le fait de l'accouchement qui manifeste leur imposture , c'est toute la conduite qui a suivi ; car enfin trouver la Demoiselle Hamelin le matin dans la chambre du sieur d'Esches pendant qu'il est couché chez le sieur Raffy son pere , la trouver ensuite couchée elle-même chez le sieur d'Esches à

la Courtille, & le sieur d'Esches à côté d'elle en robe-de-chambre & en bonnet de nuit, & les voir toujours ensemble, le soir & le matin, se promenant dans le jardin en robes-de-chambre; si c'est-là cette retenue austere que vantent les témoins, tout ce que l'on peut dire est qu'ils ne sont pas difficiles.

Le second fait qu'ils se proposent d'établir, est que la Demoiselle Hamelin n'alloit pas trouver le sieur d'Esches pour demeurer tête-à-tête avec lui dans l'appartement qu'il avoit chez le sieur Raffy son pere; mais pour cela ils prennent des routes bien opposées. Deux témoins disent qu'elle y venoit très-souvent, mais que cela se faisoit si publiquement, que la Demoiselle Hamelin se rendoit dans l'appartement des Sieur & Dame de Bazoncourt; un autre au contraire, quoique domestique dans la maison du sieur Raffy pere, dit qu'il n'y a jamais vu venir la Demoiselle Hamelin: c'est-là ce qui paroît difficile à concilier, & ce qui prouve que ces témoins ne respectoient pas beaucoup la vérité.

Quoi qu'il en soit, du plus grand nombre des dépositions qui se trouvent dans l'enquête des sieurs de Cruffol, il résulte toujours qu'elle alloit très-souvent chez le sieur d'Esches. Il ne reste qu'à savoir si elle y alloit publiquement ou avec mystere; circonstance qui n'est peut-être pas fort importante, car si la Demoiselle Hamelin s'élevant au-dessus des discours que l'on pouvoit tenir sur son compte, avoit été publiquement trouver le sieur d'Esches dans son appartement, & de-là avoit passé dans celui de la Dame de Bazoncourt, tout ce qui en résulteroit seroit qu'elle ne faisoit aucun mystere de sa passion, & qu'elle marchoit la tête levée sans craindre les jugemens qu'on en pouvoit porter: mais il faut avouer que cela est peu vraisemblable.

Croira-t-on que quand elle étoit grosse de quatre à cinq mois elle se montrât si publiquement dans la maison du sieur Raffy? Croit-on même que depuis l'accouchement & jusqu'à la mort du sieur Raffy pere, la Demoiselle Hamelin qui, pour réparer sa honte passée, devoit desirer avec empressement d'épouser le sieur d'Esches, & qui ne pouvoit y parvenir par les obstacles que le sieur Raffy pere y apportoit sans doute, ou que l'on craignoit de sa part, parût dans sa maison avec tant de liberté? Ce que déposent les témoins de l'enquête de la Demoiselle de Bazoncourt est bien plus conforme aux regles de la vraisemblance; une fille qui va chercher son amant dans la maison de son pere, use communément de plus de précautions. Mais ce qui est de



certain est qu'elle y alloit très-souvent, & presque tous les jours; par conséquent on ne peut pas douter que la même passion n'ait subsisté, & que les Parties n'aient continué de vivre dans les mêmes habitudes.

Le troisième fait auquel les témoins des sieurs de Crussol se sont attachés, a été d'insinuer que la Demoiselle Hamelin avoit demeuré au Luxembourg depuis le départ du Comte d'Uzès; mais il y a une si grande différence entre ce que les témoins des sieurs de Crussol disent sur ce fait, & ce que déposent les témoins de l'enquête de la Demoiselle de Bazoncourt, qu'il est impossible de refuser la préférence à ceux-ci.

Les témoins des sieurs de Crussol disent bien en général qu'après le départ du Comte d'Uzès la Demoiselle Hamelin fut demeurer au Luxembourg; mais il n'y a qu'un très-petit nombre qui déposent l'y avoir vue, & encore très-rarement. Plusieurs déposent avoir été souvent pour la voir & ne l'avoir point trouvée; ceux-mêmes qui disent l'avoir vue au Luxembourg, conviennent qu'elle étoit souvent en campagne; ensorte que de ces dépositions réunies il ne résulte aucune demeure fixe, habituelle, persévérante au Luxembourg. Il se peut en effet que la Demoiselle Hamelin allât quelquefois au Luxembourg pour se montrer, ce qui n'empêchoit pas qu'elle ne demeurât ordinairement à la Courtille.

Cette demeure à la Courtille est si invinciblement établie par l'enquête de la Demoiselle de Bazoncourt, qu'il n'est pas possible d'en douter; c'est-là que la Demoiselle Hamelin avoit une cuisine commune avec le sieur d'Esches, une même table, un appartement commun, un lit destiné pour elle, & qu'elle fit ensuite transporter au Luxembourg quand elle voulut y fixer sa demeure; c'est-là, c'est-à-dire à la Courtille, qu'on l'a vue plusieurs fois couchée dans son lit, ce qu'aucun témoin de l'enquête des sieurs de Crussol ne déposent avoir vu au Luxembourg; c'est à la Courtille qu'on la trouvoit à toute heure du jour.

Il faut donc reconnoître qu'elle y avoit véritablement sa demeure. Mais quand les sieurs de Crussol prouveroient au contraire qu'elle demeuroid au Luxembourg, quel avantage pourroient-ils donc en tirer? Ne seroit-il pas au moins incontestable qu'elle alloit très-souvent à la Courtille? Ne seroit-il pas au moins certain qu'on l'y a vue plusieurs fois? Quoi donc, les sieurs de Crussol croiroient-ils la Courtille le lieu de la Demoiselle Ha-

melin, en établissant qu'elle ne demeurait pas chez le sieur d'Esches, mais qu'elle allait seulement coucher chez lui quand cela lui convenait; cet air de liberté prouverait-il donc qu'ils avaient rompu tout commerce criminel ensemble?

Pourquoi les sieurs de Crussol font-ils tant d'efforts pour prouver que la Demoiselle Hamelin ne demeurait pas avec le sieur d'Esches? C'est qu'ils ne doutent pas que cette demeure habituelle ne fit présumer la continuation des mêmes libertés qu'ils s'étaient données auparavant; mais la présomption n'est-elle pas la même? Quand le sieur d'Esches & la Demoiselle Hamelin, ne demeurant point ensemble, se seront vus tous les jours; qu'à toute heure on les aura vus ensemble; qu'ils auront vécu dans un air de liberté qui n'admettait aucune réserve; que la Demoiselle Hamelin aura eu son lit chez le sieur d'Esches, où on l'aura vue plusieurs fois couchée, le sieur d'Esches étant à côté d'elle en robe-de-chambre & en bonnet de nuit: il faut convenir que la présomption est au moins aussi forte dans de telles circonstances, qu'elle le serait dans le cas de la demeure actuelle; & comme les sieurs de Crussol, selon eux-mêmes, ne pourroient plus se défendre, si le sieur d'Esches & la Demoiselle Hamelin avaient demeuré ensemble, il faut qu'ils succombent également, puisqu'il est au moins certain que le sieur d'Esches & la Demoiselle Hamelin ont vécu avec autant d'union & de familiarité, que s'ils avaient eu une demeure commune.

Il n'y a donc rien, ni dans les critiques de l'enquête de la Demoiselle de Bazancourt, ni dans l'enquête contraire des sieurs de Crussol, qui puisse affaiblir les preuves qui s'élèvent de toutes parts du commerce criminel qui a régné entre le sieur d'Esches & la Demoiselle Hamelin; & par une conséquence nécessaire, toutes les donations faites entre eux doivent être également prosrites.

Par-là tombe le contrat du 15 Mai 1723, par lequel le sieur d'Esches paraît avoir vendu à la Demoiselle Hamelin 87480 liv. sur l'Hôtel de Ville; il n'est pas possible de douter que ce ne soit une donation déguisée sous le titre de vente; tout annonce la fiction; l'état sur-tout où se trouvoit la Demoiselle Hamelin, grosse alors de près de six mois. Croira-t-on que dans une telle circonstance le sieur d'Esches lui eût vendu des contrats sur la Ville? Le défaut outre cela de paiement, lors du prétendu contrat de vente; on se contente de dire que le prix a été précédemment payé: ce langage est bien clair à qui ne refuse pas absolument de se rendre



dre à la vérité. Enfin, la fable même imaginée par les sieurs de Crussol, découvre qu'il n'y a rien de sérieux dans cette vente prétendue. Ils supposent que, dans une affaire importante, la Demoiselle Hamelin avoit rendu des services essentiels pour lesquels elle avoit été obligée de faire des avances ; mais cette cause n'est pas plus sérieuse que l'effet qu'on lui fait produire : car à qui ces services avoient-ils donc été rendus ? Etoit-ce au sieur Raffy pere ? Mais, en ce cas, le prix auroit dû être fourni par lui & non par le sieur d'Esches. Etoit-ce à la succession de la mere ? Mais les trois enfans, qui étoient tous héritiers, auroient dû contribuer au paiement, & le poids n'auroit pas dû tomber sur le sieur d'Esches seul ; c'est cependant lui seul qui fournit de son propre bien les 87480 liv. La fable que l'on débite ne peut donc servir qu'à prouver qu'il n'y a eu aucun paiement effectif.

Indépendamment de toutes ces circonstances, la seule incapacité que le crime avoit formée entre le sieur d'Esches & la Demoiselle Hamelin suffit pour détruire une pareille vente. Toutes les fois que de pareils actes ont paru aux yeux de la Justice, elle les a condamnés ; elle a fait tomber le voile dont on avoit affecté de les couvrir ; &, dans les reconnoissances simulées de paiement ou de prêt, elle a toujours aperçu le véritable caractère de libéralité qui leur est propre. C'est sur ce fondement que sont intervenus les Arrêts des 25 Février 1665, 22 Août 1674 & 3 Juillet 1685, qui ont déclaré nuls des contrats de vente ou de constitution ; ou des obligations consenties pour argent prêté. Le dernier, rapporté tome 4 du Journal des Audiences, liv. 8, chap. 46, est dans le cas d'une obligation de 3500 liv. passée par une femme veuve au profit de celui dont elle avoit eu des enfans. L'obligation étoit pour argent ci-devant prêté : les enfans légitimes de cette femme furent déchargés du paiement, par la seule présomption de droit que l'incapacité résultante du crime forme entre ceux qui ont eu le malheur de s'y abandonner.

La seconde donation du mois de Juin 1725 ne peut pas mieux se soutenir. Les sieurs de Crussol avoient voulu faire entendre que ce n'étoit point une libéralité, & que si le sieur d'Esches avoit porté chez Goudin, Notaire, les effets qui devoient servir à cette constitution, c'est que la Demoiselle Hamelin lui avoit donné l'argent nécessaire pour les acheter sur la place, & qu'étant impossible de remonter à l'origine des effets, & de prouver qu'ils avoient appartenu au sieur d'Esches, on devoit présumer

Donations  
d'ignitèes sous  
des apparen-  
ces de ventes  
ou autres  
contrats.

que la Demoiselle Hamelin en étoit devenue propriétaire par la voie du commerce. Mais ce système a bien-tôt été renversé par les titres dont on a rendu compte, qui établissent, d'une manière invincible, que les mêmes effets remis à Goudin, Notaire, & par lui portés au Trésor Royal, avoient été délivrés au sieur d'Esches comme seul héritier de son pere, par le sieur Olivier, Receveur de la Chambre de Justice. A la vue de ces pieces, il faut que les sieurs de Crussol abandonnent nécessairement leur système, & qu'ils reconnoissent que le fond de la constitution faite au profit de la Demoiselle Hamelin est une nouvelle libéralité du sieur d'Esches. Qu'elle ait employé ce fond en rente viagere ou autrement, ce n'est pas ce qui regarde la Demoiselle de Bazoncourt; la Demoiselle Hamelin a fait ce qu'elle a voulu du bien qui lui a été donné; mais quelque emploi qu'elle en ait fait, il faut toujours qu'elle le rapporte, puisqu'elle a été incapable de le recevoir. Ce fond étoit destiné à remplir ce qui pouvoit être dû au Roi par l'examen des comptes du sieur Raffy pere; il n'a pas pu être détourné pour en faire une libéralité que la Loi condamne, & qui est contraire à la pureté des mœurs.

Enfin la donation universelle portée par le contrat de mariage doit avoir le même sort que les autres; tous les prétextes dont on avoit voulu la couvrir l'année dernière, ont été condamnés par l'Arrêt qui a admis la preuve des faits: Arrêt qui sera regardé dans tous les tems comme un monument précieux de l'attachement de la Cour pour ces grandes maximes, qui, en maintenant les principes de l'honnêteté publique, doivent couvrir le crime de confusion, & faire triompher la vertu.

Par ce préjugé solennel les principes sont affermis; il ne reste plus qu'à en faire une juste application; tout y conduit, les preuves littérales, les Enquêtes, la propre reconnoissance des sieurs de Crussol: qui pourroit balancer à proscrire des dispositions contre lesquelles tant de voix s'élevent d'un concert unanime?

*Mémoire dans l'Instance à la Chambre des Comptes.*

**I**L s'agit de l'exécution de deux Arrêts contradictoires, l'un intervenu en la Chambre le 14 Juin 1728, l'autre rendu en la Cour des Aydes le 27 Février 1731. Par le premier, la Dame



Hamelin, veuve du sieur Raffy d'Esches, a été chargée, conformément à ses offres, de tous les effets des successions, tant du sieur Raffy son beau-pere, que du sieur Raffy d'Esches son mari. Par le second, ses héritiers ont été-condamnés de les remettre au sieur Moutier. Ces mêmes héritiers peuvent-ils aujourd'hui, contre l'autorité de titres si respectables, ne rendre au sieur Moutier que la moindre partie des titres de ces successions, & retenir tous ceux qui ont pu produire des recouvrements très-avantageux ? La raison, la bonne foi, l'autorité des choses jugées & les intérêts même du Roi, s'opposent à une prétention si injuste ; c'est ce que l'on reconnoîtra d'une manière encore plus sensible par le récit des faits qu'il faut nécessairement rappeler à la Chambre.

François Raffy est décédé au mois de Janvier 1725, laissant *FAIT.* trois enfans, les sieurs de Bazoncourt, de Monchavert & d'Esches. Les deux premiers renoncèrent à sa succession, le troisième, qui l'avoit acceptée, fut envoyé en possession de tous les effets compris dans l'inventaire qui avoit été fait par Messieurs les Commissaires de la Chambre.

Le sieur d'Esches mourut en 1727 dans la Terre de Chaige qui appartenoit à sa femme. Sa mort fut ignorée à Paris pendant plusieurs jours ; on eut le tems de mettre à part les effets les plus précieux ; enfin la veuve fit apposer le scellé, qui fut croisé à la requête & diligence de M. le Procureur Général.

Lors de l'inventaire, la Dame d'Esches ayant représenté son contrat de mariage, par lequel elle s'étoit fait faire une donation universelle des biens de son mari, elle soutint que les sieurs de Bazoncourt & de Monchavert n'avoient rien à prétendre dans la succession, & que tout lui appartenoit à elle seule. Sur ce fondement, elle demanda que tous les titres & effets, tant de la succession du sieur Raffy pere, dont le sieur d'Esches avoit été chargé, que ceux de la succession du sieur d'Esches, lui fussent remis, aux offres qu'elle faisoit de se charger de tout, *même de ceux qui se trouvoient en deficit par le récolement qui en avoit été fait sur l'inventaire dudit défunt Raffy pere.* Les sieurs de Bazoncourt & de Monchavert s'opposèrent à la remise demandée par la veuve, parce que leur renonciation à la succession de leur pere n'ayant point encore été admise par la Chambre, ils avoient intérêt de veiller à la conservation des biens de leur pere, qui devoient répondre des comptes qui n'étoient point encore appurés. Sur cette difficulté les Parties furent renvoyées à l'Audience. La

Dame d'Esches y persista dans sa demande, & soutint que s'obligeant personnellement & en son nom à représenter tous les effets des deux successions, & à en appurer les comptes, c'étoit une nouvelle fûreté pour le Roi, puisqu'elle avoit des biens considérables qui répondoient à tous les effets.

Cependant le sieur de Monchavert, qui s'opposoit, aussi-bien que le sieur de Bazoncourt, à ce que les effets des deux successions fussent remis à la Dame d'Esches, & qui vouloit que le tout fût déposé au Greffe de la Chambre, demanda qu'à la requête de *Monsieur le Procureur Général, il fût fait toutes poursuites nécessaires & accoutumées pour le recouvrement des effets dépendans de la succession du sieur Raffy pere, énoncés dans le dire du sieur de Bazoncourt, inséré dans le procès-verbal de Messieurs les Commissaires.* En effet, le sieur d'Esches ayant été chargé de tous les papiers de la succession de son pere, ils devoient se retrouver dans son inventaire; & puisqu'ils s'étoient trouvés de manque lors du récolement qui en avoit été fait, il étoit des regles d'en poursuivre le recouvrement, & de faire les recherches nécessaires à cet égard; mais la Dame d'Esches s'en étant chargée expressément par les offres insérées dans le procès-verbal, & réitérées mille fois à l'Audience, la Chambre crut cette précaution inutile. Ainsi l'Arrêt qui intervint le 14 Juin 1728 donna acte à la Dame d'Esches de ses offres de faire sa soumission au Greffe de la Chambre, en son propre & privé nom, & en qualité de donataire universelle, de rendre & appurer tous les comptes dont François Raffy étoit tenu envers le Roi. L'Arrêt donna acte pareillement aux créanciers opposans au scellé de leur consentement, que tous les meubles, titres, papiers & effets compris en l'inventaire dudit défunt Georges Raffy, & ceux de l'inventaire des effets dudit défunt François Raffy fussent remis à la Dame d'Esches, aux soumissions par elles offertes: en conséquence, sans s'arrêter aux oppositions des sieurs de Bazoncourt & de Monchavert, ordonna que tous les meubles, titres, papiers & effets compris en l'inventaire des effets dudit défunt Raffy d'Esches, & les titres, papiers & effets compris en l'inventaire dudit défunt Raffy, seroient remis à la Dame d'Esches, laquelle s'en chargeroit sur le procès-verbal des Commissaires de la Chambre, en faisant par elle ses soumissions au Greffe de la Chambre, tant en son nom que comme donataire universelle, de rendre & appurer les comptes de François Raffy.

Cet Arrêt a été pleinement exécuté; la Dame d'Esches, à qui



On a remis tous les titres , a rempli les deux conditions qui lui étoient imposées. D'un côté, elle a fait sa soumission au Greffe de la Chambre , tant en son propre & privé nom , que comme donataire universelle , de rendre & appurer les comptes du sieur François Raffy ; & de l'autre, elle s'est chargée, sur le procès-verbal des Commissaires de la Chambre, de tous les titres des deux successions : cet article du procès-verbal mérite bien d'être ici transcrit en entier. *Nous avons, conformément à l'Arrêt de la Chambre du 14 Juin dernier, disent Messieurs les Commissaires, remis & délivré à la Dame d'Esches tous les meubles, titres, papiers & effets compris en l'inventaire fait après le décès du sieur Raffy pere, le 6 Février 1725, dont l'expédition est inventoriée au présent procès-verbal, cote 27, & contenue au récollement qui en a été par nous fait par le présent procès-verbal, de tous lesquels meubles, titres, papiers & effets dont ladite veuve Raffy d'Esches s'est chargée & se charge, au desir dudit Arrêt, il n'a été de son consentement fait présentement aucun récollement par le présent procès-verbal.*

La Dame d'Esches est donc demeurée responsable & chargée de tous les titres, papiers & effets de la succession du sieur Raffy pere, en sorte que ses biens propres en répondent. Elle est morte le 9 Octobre suivant ; le scellé a été encore apposé par Messieurs les Commissaires de la Chambre, & l'inventaire fait à la maniere ordinaire. Deux choses sont fort à remarquer dans ce troisieme inventaire ; la premiere est que tout ce qu'il y avoit de titres importans, & qui pouvoient procurer de grands recouvremens, inventoriés après la mort des sieurs François & Georges Raffy, ne se sont plus trouvés après la mort de la Dame d'Esches ; entr'autres, la cote premiere de l'inventaire du sieur Raffy pere, qui renfermoit quatorze contrats de rente sur la Ville, manque en entier, de même que les cotes 15 & 50, quoiqu'elles se fussent trouvées lors de l'inventaire fait après le décès du sieur d'Esches. Au contraire, des effets compris dans l'inventaire du pere, & qui ne s'étoient point trouvés dans l'inventaire fait lors de la mort du fils, ont reparu dans celui de la Dame d'Esches, ce qui prouve de plus en plus qu'elle avoit tout également dans sa possession, & qu'elle faisoit paroître, ou détournoit des titres, ainsi qu'elle jugeoit à propos.

Quoi qu'il en soit, tout ce qui s'est trouvé dans l'inventaire de la Dame d'Esches a été déposé au Greffe de la Chambre pour y demeurer jusqu'à ce que les contestations qui commençoient à se former entre les héritiers de la Dame d'Esches & ceux du

sieur Raffy d'Esches fussent réglées. Les sieurs de Crussol, freres uterins de la Dame d'Esches, & ses héritiers tant des meubles & acquêts, que des propres maternels, ayant prétendu entrer en possession de tous les biens qu'elle avoit laissés, & entr'autres des biens compris en la donation universelle du sieur d'Esches, qui étoient acquêts en sa personne, ont été traversés par le tuteur de la Demoiselle de Bazoncourt, qui a accepté la succession du sieur d'Esches son oncle, comme se trouvant sa parente la plus proche, au moyen des renonciations, tant du sieur de Bazoncourt que du sieur de Monchavert.

Pour rendre cette qualité d'héritiere utile dans la personne de la Demoiselle de Bazoncourt, il fallut attaquer la donation universelle portée par le contrat de mariage des Sieur & Dame d'Esches. C'est ce que l'on s'étoit proposé du vivant même de la Dame d'Esches; mais le peu de tems qu'elle avoit survêcu à son mari ne l'ayant pas permis, l'action a été formée contre ses héritiers, &, après deux années de procédures, est enfin intervenu un Arrêt définitif en la Cour des Aydes le 27 Février 1731, par lequel la donation universelle a été déclarée nulle, & les héritiers de la Dame d'Esches condamnés de rendre au tuteur de la Demoiselle de Bazoncourt tous les titres, papiers & effets des successions des sieurs Raffy pere & fils.

Comme les papiers inventoriés après la mort de la Dame d'Esches se trouvoient au Greffe de la Chambre, le tuteur y a présenté sa Requête le 27 Août 1731, par laquelle il a demandé que tous les titres, papiers, contrats de rente, billets & autres effets contenus aux inventaires des sieurs François & Georges Raffy, qui étoient en dépôt au Greffe de la Chambre, même les grosses des deux inventaires, lui fussent remis. La Chambre ayant ordonné que cette Requête seroit communiquée aux héritiers & créanciers de la Dame d'Esches, les héritiers y ont répondu par une Requête du 11 Septembre suivant, par laquelle ils ont demandé, 1<sup>o</sup>. d'être déchargés de la soumission faite par la Dame d'Esches le 5 Juillet 1728, de rendre & appurer les comptes du sieur Raffy, & en conséquence que tous les titres, papiers & effets concernant les biens personnels de la Dame d'Esches leur fussent rendus, & à cet effet main-levée des saisies & empêchemens faits sur les biens personnels de la Dame d'Esches, à la requête du Contrôleur des restes. 2<sup>o</sup>. Qu'il leur fût donné acte de ce qu'ils consentoient qu'après que la remise des effets personnels de la Dame d'Esches leur auroit été faite, les



titres, papiers & effets des successions des sieurs François & Georges Raffy, contenus en l'inventaire fait après le décès de la Dame d'Esches, & qui sont actuellement en dépôt au Greffe de la Chambre, fussent rendus & restitués au tuteur de la Demoiselle de Bazoncourt, en leur remboursant les frais de scellé & des inventaires faits après la mort des sieurs Raffy & de la Dame d'Esches. 3°. Qu'attendu que la succession de la Dame d'Esches ne pouvoit être tenue de faire remettre au tuteur les papiers inventoriés après la mort du sieur Raffy pere, qu'autant qu'ils se feroient trouvés lors de l'inventaire du sieur d'Esches, ils fussent déchargés de la remise du surplus.

Pour soutenir les conclusions prises par cette Requête, les héritiers de la Dame d'Esches ont répandu un Mémoire imprimé, dans lequel ils s'efforcent de faire voir que la Dame d'Esches n'a pas pu être chargée des papiers inventoriés après la mort du sieur Raffy pere, & qui ne s'étoient point trouvés dans l'inventaire du fils; c'est l'objet que la Demoiselle de Bazoncourt a le plus d'intérêt de discuter; elle parcourra cependant les autres très-sommairement.

Le tuteur de la Demoiselle de Bazoncourt a demandé que les titres, papiers & effets des successions des sieurs Raffy pere & fils, étant au dépôt de la Chambre, lui fussent remis, sauf à faire rapporter aux héritiers de la Dame d'Esches ceux qui pourroient ne se pas trouver lors du procès-verbal de la délivrance qui sera faite: c'est la premiere demande dont la Chambre soit saisie, demande qui n'annonçoit qu'une simple prétention contre les héritiers de la Dame d'Esches pour les papiers qui se trouveroient manquer, mais qui, par les conclusions qu'ils ont prises, fait naître actuellement une question très-importante pour la Demoiselle de Bazoncourt. MOYENS.

On soutient donc que les héritiers de la Dame d'Esches doivent représenter tous les titres inventoriés après la mort du sieur Raffy pere, même ceux qui ne se sont point trouvés lors du récollement fait après la mort du fils: cette demande est appuyée sur trois moyens également solides.

Premierement, la Dame d'Esches s'y est formellement obligée; il n'y a qu'à rappeler les offres qu'elle fit dans la vacation du 20 Février 1728. Elle demanda d'être mise en possession de tous les meubles, titres, papiers & effets qui lui appartenoient lors de son mariage avec le sieur d'Esches; ensemble de tous les titres, papiers & autres effets contenus en l'inventaire fait après le décès du sieur Raffy pere; desquels derniers effets dont son mari avoit été envoyé en possession, elle offroit de se charger sur le procès-verbal de Messieurs

*les Commissaires, même de ceux qui se trouveroient en deficit par le récollement qui en avoit été fait sur l'inventaire du sieur Raffy pere.*

Ces offres sont bien précises ; elles sont faites en Jugement, & devant Messieurs les Commissaires de la Chambre ; elles sont insérées dans un procès-verbal qui devoit être référé en la Chambre, où sur lequel les Parties devoient être renvoyées à l'Audience. C'est donc un engagement solennel & judiciaire, qui a encore plus de force que s'il étoit passé devant Notaire ; *in Judicio contrahitur*, on contracte en jugement ; & plus ce contrat est solennel, plus aussi doit-il être inviolable.

On se récrie que de pareilles offres sont sans exemple ; mais c'est ce qui leur donne même un nouveau degré de force & d'autorité. Plus ces offres sont extraordinaires, & plus il est évident qu'on ne s'est déterminé à les faire qu'après une mûre réflexion. La Dame d'Esches ne représentoit pas tous les effets du sieur Raffy pere, mais elle savoit parfaitement où ils étoient, soit quelle les eût elle-même en sa possession, soit qu'ils fussent en lieu de sûreté : elle ne risquoit donc rien en s'en chargeant ; sans cela il auroit été absurde de s'imposer une charge qu'il lui auroit été impossible de remplir. Ainsi, plus il paroît extraordinaire d'abord à une veuve de se charger des papiers qui ne se trouvent point à la mort de son mari, & plus on doit reconnoître qu'elle les avoit détournés, ou qu'elle savoit parfaitement à qui son mari les avoit confiés ; en un mot elle s'en est chargée : donc elle les avoit. Cette conséquence est juste, nécessaire, infaillible, & fera toujours la condamnation des héritiers.

Mais ce qui ne permet plus de douter d'une vérité si décisive, est qu'en effet on a retrouvé après la mort de la Dame d'Esches, & sous son scellé, des papiers inventoriés après la mort du sieur Raffy pere, & qui ne s'étoient point trouvés lors de l'inventaire fait après la mort du fils. Voilà donc une preuve constante que la Dame d'Esches avoit au moins une partie des pieces qui étoient en *deficit* ; mais si elle en avoit une partie, elle avoit sans doute le surplus, & par conséquent on ne peut plus être étonné des offres qu'elle a faites de s'en charger, ni la décharger de l'obligation qu'elle a contractée de les représenter. Que l'on consulte la cote 41 de l'inventaire fait après la mort de la Dame d'Esches, on y trouvera la preuve de ce qu'on vient de dire, puisqu'on y a inventorié deux quittances de Finance de 31888 liv. qui faisoient partie des effets du pere, & qui n'avoient point été inventoriées après la mort du fils. Il est impossible de résister à une preuve si sensible.

Secondement



Secondement , si la Dame d'Esches ne se fût pas chargée de tous les papiers , même de ceux du pere qui étoient en *deficit* dans l'inventaire du fils , les sieurs de Bazoncourt & de Monchavert qui avoient intérêt de conserver ces effets , tant que leur renonciation à la succession de leur pere n'étoit point admise , auroient fait les recherches & les diligences nécessaires pour les recouvrer. C'est même ce qui fut expressément demandé par le sieur de Monchavert , dans le tems que l'on contestoit la demande formée par la Dame d'Esches , pour que les effets lui fussent remis : il conclut expressément à ce qu'à la requête de M. le Procureur Général il fût fait toutes poursuites nécessaires & accoutumées pour le recouvrement des effets dépendans de la succession du sieur Raffy pere , énoncés en détail , au dire du sieur de Bazoncourt inséré dans le procès-verbal de Messieurs les Commissaires. Cette demande n'a pas réussi , parce que la Chambre s'est reposée sur les offres de la Dame d'Esches , & qu'après de tels offres ses biens personnels répondoient de ce qui se trouvoit manquer des effets de la succession du sieur Raffy pere. Ce sont donc ces offres qui ont arrêté les justes poursuites des sieurs de Bazoncourt & de Monchavert ; ce sont ces offres qui les ont empêchés de recouvrer les effets qui manquoient. La Dame d'Esches les a empêchés d'agir ; sans elle ils auroient fait leurs diligences , & auroient retrouvé sans peine tout ce qui étoit en *deficit* ; & après cela , ses héritiers croiront en être quittes , en disant qu'elle ne pouvoit pas , ou qu'elle ne devoit pas faire de pareilles offres ; ce seroit se jouer de la Justice. Il faut donc que les héritiers de la Dame d'Esches représentent les effets dont elle s'est chargée , ou que ses biens personnels en répondent.

Troisièmement , c'est une chose jugée par deux Arrêts contradictoires , l'un de la Chambre , l'autre de la Cour des Aides.

Le premier donne acte aux créanciers de ce qu'ils consentent que tous les titres , papiers & effets compris aux deux inventaires du pere & du fils soient remis à la Dame d'Esches , aux soumissions par elle faites : & en conséquence ordonne que tous les meubles , titres , papiers & effets compris en l'inventaire de Georges Raffy d'Esches , & ceux compris en l'inventaire de François Raffy , seront remis à la Dame d'Esches , laquelle s'en chargera par le procès-verbal des Commissaires de la Chambre. Elle est donc chargée indistinctement de tous les effets compris dans l'inventaire

du pere : on ne dit pas qu'elle se chargera de ceux qui se sont trouvés lors du récollement fait après la mort du fils , mais en général de ceux compris dans l'inventaire du pere ; ce qui est manifestement relatif aux offres qu'elle avoit faites de se charger de tous , même de ceux qui étoient en *deficit*. Aussi cela est-il ordonné du consentement des créanciers qui voulurent bien se prêter à la remise demandée par la Dame d'Esches , mais *aux soumissions par elle offertes* : en sorte que la relation entre les offres de la veuve , le consentement des héritiers , & la disposition de l'Arrêt , ne peut être mieux marquée.

Cet Arrêt a été exécuté , comme il paroît par le procès-verbal de Messieurs les Commissaires de la Chambre , qui porte en termes précis : *de tous lesquels meubles , titres , papiers & effets , dont la Dame d'Esches s'est chargée , & se charge au desir dudit Arrêt , il n'a été , de son consentement , fait aucun récolement*. Non-seulement elle se charge de tout , mais elle ne veut pas même qu'il en soit fait de récolement , parce que le récolement n'est plus nécessaire , quand on veut se charger de ce qui n'est pas même représenté. La Dame d'Esches est donc jugée par un Arrêt bien contradictoire , responsable de tous les effets des successions des sieurs Raffy.

La même chose a été jugée depuis contre ses héritiers par l'Arrêt de la Cour des Aides. Il les condamne à remettre au tuteur de la Demoiselle de Bazoncourt *tous les titres , papiers & effets des successions de Raffy pere , & dudit Georges Raffy d'Esches*. On ne peut résister à la demande du tuteur de la Demoiselle de Bazoncourt , sans se soulever contre l'autorité de la chose jugée tant contre la Dame d'Esches que contre ses héritiers.

Après avoir établi sa demande , il faut parcourir celles des héritiers de la Dame d'Esches , & les discuter par rapport à l'intérêt que la Demoiselle de Bazoncourt peut y avoir.

Ils demandent , en premier lieu , d'être déchargés de la soumission faite par la Dame d'Esches le 5 Juillet 1728 , de rendre & appurer les comptes du sieur Raffy ; & en conséquence que tous les titres , papiers & effets concernant les biens personnels de la Dame d'Esches leur soient rendus ; & à cet effet mainlevée des saisies & empêchemens du Contrôleur des Restes. La Demoiselle de Bazoncourt n'a point d'intérêt que les héritiers de la Dame d'Esches demeurent chargés de rendre & appurer les comptes du sieur Raffy ; elle convient que c'est



à elle , comme héritière du sieur d'Esches , à satisfaire à cette obligation , & que si , en conséquence de l'obligation personnelle contractée par la Dame d'Esches , ses héritiers étoient exposés à quelque condamnation , ce seroit à elle à les en acquitter : mais tout cela n'est vrai qu'autant qu'ils commenceront par remettre tous les titres , papiers & effets de la succession , tant du sieur Raffy pere , que du sieur d'Esches. En effet , il seroit souverainement injuste de les décharger de l'obligation de rendre & appurer les comptes , pendant qu'ils retiendroient les effets qui peuvent servir à payer le Roi. Ainsi la décharge est juste en remettant ce qui a été demandé par la Demoiselle de Bazoncourt.

C'est aussi de cette remise de tous les titres , papiers & effets des deux successions que dépend la restitution demandée par les héritiers de la Dame d'Esches , des titres , papiers & effets concernant les biens personnels de la Dame d'Esches ; car comme les biens personnels de la Dame d'Esches doivent répondre de ceux dont elle a été chargée , ses héritiers ne peuvent retirer les siens , jusqu'à ce qu'ils aient rendu ceux du sieur Raffy ; les uns sont le gage des autres : ils faut donc qu'ils commencent par rétablir tous les titres & effets des deux inventaires , après quoi la Demoiselle de Bazoncourt n'empêchera pas que ceux qui concernent les biens personnels de la Dame d'Esches ne leur soient rendus.

Ils demandent acte , en second lieu , de ce qu'ils consentent qu'après la remise de leurs biens personnels , les titres , papiers & effets des successions des sieurs Raffy contenus en l'inventaire fait après le décès du sieur d'Esches , & actuellement en dépôt au Greffe de la Chambre , soient rendus au tuteur de la Demoiselle de Bazoncourt , en leur remboursant les frais de scellés & inventaires faits après la mort des sieurs Raffy pere & fils , & de la Dame d'Esches. Ces conclusions sont captieuses , & méritent quelque explication. 1°. Ce n'est pas après que les biens personnels de la Dame d'Esches auront été rendus à ses héritiers , que l'on doit restituer à la Demoiselle de Bazoncourt les titres , papiers & effets des successions de son oncle & de son aïeul ; c'est au contraire après que ceux-ci auront été rendus à son tuteur , que les titres concernant les biens personnels de la Dame d'Esches pourront être rendus à ses héritiers , parce que ce ne sont pas les biens des sieurs Raffy qui doivent répondre de ceux de la Dame d'Esches , mais ceux de la Dame d'Esches ,

qui doivent répondre de ceux des sieurs Raffy. 2°. Les héritiers consentent que l'on remette les titres qui sont actuellement en dépôt au Greffe de la Chambre, ce qui exclut le droit de la Demoiselle de Bazoncourt sur les papiers dont la Dame d'Esches s'étoit chargée en conséquence de ses offres du 20 Février, & de l'Arrêt du 14 Juin 1728. On a fait voir que tous les papiers inventoriés après la mort du sieur Raffy pere devoient être rendus : ainsi cette restriction doit être retranchée. 3°. Les héritiers de la Dame d'Esches demandent qu'on leur rembourse les frais des scellés & des inventaires faits après la mort des sieurs Raffy & de la Dame d'Esches, ce qui est juste pour les scellés & inventaires des sieurs Raffy, parce que la Demoiselle de Bazoncourt en est seule héritière ; mais par rapport aux frais du scellé & de l'inventaire fait après la mort de la Dame d'Esches, il est absurde de les vouloir faire supporter à la Demoiselle de Bazoncourt, qui n'est point son héritière.

On dira peut-être que les papiers des successions des sieurs Raffy ont beaucoup augmenté les frais de l'inventaire de la Dame d'Esches ; mais outre que cela n'emporteroit toujours qu'une partie des frais, il seroit même manifestement injuste d'en faire tomber aucune partie sur la Demoiselle de Bazoncourt. En effet si après la mort du sieur d'Esches, sa veuve s'est emparée injustement de tous ses titres, papiers & effets, à la faveur d'une donation nulle, contraire aux bonnes mœurs & à l'honnêteté publique, la Demoiselle de Bazoncourt, qui s'est pourvue contre cette donation, & qui l'a fait déclarer nulle, en doit-elle souffrir ? La Demoiselle de Bazoncourt est héritière immédiate du sieur d'Esches son oncle ; elle ne doit donc supporter que les frais de l'inventaire fait après sa mort. Si des étrangers ont mis les mains sur ses papiers, & si par une suite de cette possession injuste on les a fait passer dans deux ou trois inventaires, cela ne regarde point la Demoiselle de Bazoncourt qui ne reconnoît point ces inventaires comme des titres qui lui soient propres ; les frais n'en doivent donc pas tomber sur elle.

Enfin les héritiers de la Dame d'Esches demandent, qu'attendu qu'elle ne pouvoit être tenue de faire remettre à la Demoiselle de Bazoncourt les papiers inventoriés après la mort du sieur de Raffy pere, qu'autant qu'ils se feroient trouvés lors de l'inventaire du sieur d'Esches, ils soient déchargés de la remise du surplus. C'est ici que les héritiers de la Dame d'Esches se livrent ouvertement au combat, en soutenant qu'ils ne doi-



vent point rendre les papiers du sieur Raffy pere , qui se sont trouvés en *deficit* lors de l'inventaire du sieur d'Esches. On croit avoir établi le contraire par des raisons invincibles ; voyons quelles sont les objections que l'on propose.

Il est vrai , dit-on , que la Dame d'Esches , lors de l'inventaire fait après la mort de son mari , fit des offres surabondantes de se charger non-seulement des titres qui lui seroient remis , mais encore de ceux qui s'étoient trouvés en *deficit* par le récolement ; mais la Chambre n'a point accepté ces offres , elle les a mises à l'écart , & s'est contentée , par l'Arrêt du 14 Juin 1728 , de donner acte à la Dame d'Esches des offres par elle faites de rendre & appurer les comptes dont François Raffy étoit tenu envers le Roi : ainsi la Chambre a eu la bonté de rectifier elle-même les offres indiscrettes & insolites que l'on avoit fait faire à la Dame d'Esches.

D'ailleurs ces offres ne pouvoient concerner que le Roi ; le sieur Moutier , tuteur de la Demoiselle de Bazoncourt , ne peut donc pas s'en faire un titre pour elle.

Enfin on ne pourroit les regarder que comme une suite de la qualité de donataire universelle , & par conséquent elles tombent & s'évanouissent avec cette qualité.

Mais les héritiers de la Dame d'Esches ont beau réclamer contre ces offres , elles formeront toujours un titre subsistant contre eux , dont ils ne pourront éluder l'autorité. Si la Dame d'Esches n'avoit pas fait les offres de se charger de tous les titres , papiers & effets de la succession du sieur Raffy pere , même de ceux qui étoient en *deficit* , la Chambre ne l'auroit jamais envoyée en possession de ceux qui avoient été inventoriés après la mort du sieur d'Esches. On voyoit la succession d'un Comptable confiée par la Chambre au sieur d'Esches , son fils , dépouillée des effets actifs les plus précieux ; jamais on ne se seroit porté à la confier une seconde fois à la donataire universelle du fils , si par les offres de représenter tous les effets elle n'avoit fait connoître qu'ils existoient , & qu'ils serviroient à payer tout ce qui étoit dû au Roi. C'est donc parce que ces offres tenoient lieu des effets mêmes , que l'on a bien voulu faire grace à la veuve ; ce n'est qu'à ce prix qu'elle a obtenu la remise de tous les titres & papiers ; ce ne sont donc pas des offres surabondantes & inutiles.

D'ailleurs , comme on l'a observé , les sieurs de Bazoncourt & de Monchavert étoient en droit de poursuivre le recouvre-

ment des effets qui manquoient, & leurs recherches sans doute n'auroient pas été infructueuses ; le sieur de Monchavert l'avoit même expressement demandé : la Dame d'Esches n'a évité ces poursuites & ces recherches que par les offres qu'elle a faites. Inutilement, voulez-vous faire des poursuites, a-t-elle dit, pour retrouver les papiers qui manquent, je m'en charge, & je consens que mes biens propres en répondent. C'est à ces offres que la Chambre a déferé ; elles étoient donc nécessaires à la Dame d'Esches, c'est par-là qu'elle a obtenu la remise de tous les effets de la succession du sieur d'Esches ; c'est par-là qu'elle a évité les poursuites & les recherches des sieurs de Bazoncourt & de Monchavert : que ses héritiers ne prétendent donc pas en éluder la force par de vaines déclamations.

Mais la Chambre, dit-on, ne les a pas acceptées, elle s'est contentée de la soumission personnelle de la Dame d'Esches, de rendre & appurer les comptes du sieur Raffy, & n'a fait attention aux offres de se charger des papiers en *deficit* que pour les rejeter. Pour détruire l'objection, il suffit de consulter l'Arrêt du 14 Juin 1728, il donne acte d'abord à la Dame d'Esches de ses offres de faire sa soumission personnelle au Greffe, de rendre & appurer les comptes du sieur Raffy, mais il n'en demeure pas là, comme les héritiers de la Dame d'Esches le supposent, il donne acte aux créanciers opposans au scellé *de ce qu'ils consentent que tous les meubles, titres, papiers & effets compris dans l'inventaire du sieur Raffy d'Esches, & ceux compris dans l'inventaire du sieur Raffy son pere, soient remis à la Dame d'Esches aux soumissions par elle faites.* Quelles étoient ces soumissions, sinon celles qui sont écrites dans la vacation du 20 Février 1728, de se charger de tous les titres, papiers & effets des deux successions, même de ceux qui étoient en *deficit* ? C'est donc à cette condition que les créanciers ont donné le consentement dont la Chambre leur donne acte, & dès-lors il est évident que la Chambre, loin de rejeter les offres faites par la Dame d'Esches, de se charger de tous les papiers, même de ceux qui étoient en *deficit*, les a acceptées, & en a fait le fondement de sa disposition. En effet l'Arrêt ajoute *que tous les meubles, titres, papiers & effets compris en l'inventaire du sieur d'Esches, & les titres, papiers & effets compris en l'inventaire du sieur Raffy pere, seront remis à la Dame d'Esches, laquelle s'en chargera.* Si les offres de la Dame d'Esches avoient été rejetées, il falloit ordonner seulement que les titres compris en l'inventaire de son mari lui seroient remis, &



qu'elle s'en chargeroit , fans parler de ceux compris dans l'inventaire du pere , qui étoient confondus dans l'inventaire du fils , fi on entendoit en exclure les papiers en *deficit*. Mais comme la Chambre a entendu que la Dame d'Esches , conformément à ses offres , se chargeât de tout , même des papiers en *deficit* , elle ne s'est pas contentée d'ordonner que les papiers compris en l'inventaire du fils seroient remis à sa veuve qui s'en chargeroit; elle a encore ordonné qu'elle se chargeroit des papiers compris en l'inventaire du pere , par où elle l'a rendu responsable de tout , & a adopté ses offres qui sont comme la base de la disposition. Le premier moyen opposé par les héritiers de la Dame d'Esches ne se peut donc pas soutenir , & se trouve détruit par le titre même sur lequel on voudroit le fonder.

Le second moyen n'a pas plus de solidité. On dit que ces offres de se charger des papiers en *deficit* ne regardoient que le Roi , & que la Demoiselle de Bazoncourt ne peut pas s'en prévaloir ; mais peut-on pousser plus loin l'illusion ? Quand à la fin d'un inventaire quelqu'un se trouve chargé de tous les papiers , n'en est-il pas responsable envers tous ceux qui ont intérêt dans la succession & à qui les papiers sont nécessaires ; n'en est-il pas responsable principalement envers les héritiers ? Comment pourroit-il en quelque maniere syncoper sa charge , & soutenir qu'il est chargé des papiers envers une partie , & qu'il ne l'est pas envers une autre , quoiqu'elle ait un droit incontestable sur ces mêmes papiers ? Cette distinction idéale & métaphysique ne peut être admise en Justice. Qu'une partie soit chargée de papiers , c'est un fait qui est un en soi , & qui ne varie pas suivant la qualité des personnes à qui on a affaire.

D'ailleurs les héritiers de la Dame d'Esches se trompent encore lorsqu'ils disent que les offres ne concernent que le Roi , car il est évident au contraire , par le texte même de l'Arrêt , que ces offres sont aussi bien pour la sûreté des créanciers opposans au scellé que pour celle du Roi même , puisque l'Arrêt donne acte aux créanciers de ce qu'ils consentent que les titres & effets soient remis à la Dame d'Esches , *aux soumissions par elle faites*. Ces soumissions forment donc un engagement entre les créanciers & elle ; mais si elle est engagée envers les créanciers , peut-elle être libre à l'égard des héritiers ? Les uns & les autres ne représentent-ils pas le défunt , & n'ont-ils pas le même droit sur les papiers qui ont dû se trouver dans la succession ?

Enfin , le troisieme moyen des héritiers de la Dame d'Esches n'a pas plus d'apparence. Ces offres , dit-on , ne sont qu'une suite de la qualité de donataire universelle ; elles doivent tomber avec cette qualité. Mais en premier lieu , il n'est pas vrai que ces offres fussent une suite de la qualité de donataire universelle ; au contraire , il est des regles que le donataire universel n'est tenu que jusqu'à concurrence de ce qu'il trouve dans les biens du donateur par l'inventaire qui en est fait. La Dame d'Esches pouvoit donc dire alors , que ne trouvant après la mort de son mari que les papiers compris dans son inventaire , elle ne pouvoit être chargée au-delà , & il est certain qu'on n'auroit jamais pu la forcer de contracter un plus grand engagement. Il est vrai qu'en ce cas on auroit pu & on auroit dû refuser de l'envoyer en possession des biens de la succession ; ce n'est donc que pour obtenir cette possession , que la Dame d'Esches a fait les offres dont il s'agit. Qu'on ne dise donc plus que c'étoit une suite nécessaire de sa qualité de donataire universelle.

En effet , les héritiers de la Dame d'Esches ne s'accordent pas avec eux-mêmes. Quand ils parlent d'abord de ces offres , ils disent qu'elles étoient *indiscrettes & insolites* ; ensuite ils veulent persuader qu'elles étoient une suite nécessaire de sa qualité de donataire universelle. Mais si elles étoient indiscrettes , on pouvoit donc ne les pas faire , on ne le devoit même pas , & par conséquent elles n'étoient pas une suite de la qualité de donataire universelle ; car on ne reprochera jamais à quelqu'un d'avoir fait des offres indiscrettes , quand elles seront une suite de la qualité qui lui appartient.

Mais en second lieu , quand ces offres auroient été une suite nécessaire de la qualité de donataire universelle , il ne faut pas croire qu'elles tomberoient avec cette qualité ; au contraire c'est parce que la qualité cesse ; que les offres engagent plus particulièrement celle qui les a faites ou ses héritiers. En effet , qu'un homme qui se porte héritier , qui accepte un legs ou une donation , se charge en conséquence de certains papiers , peut-il seulement penser que si l'on juge dans la suite qu'il ne soit point héritier , ou que son legs ou sa donation soit caduque , il ne sera pas tenu de remettre ces papiers dont il s'est chargé , parce qu'il n'a plus la qualité dans laquelle il s'en étoit chargé ? Cela seroit absurde à proposer. Aussi les héritiers de la Dame d'Esches



d'Esches conviennent-ils qu'ils sont obligés de remettre les autres papiers qui étoient inventoriés.

Tout leur refuge est donc de dire qu'il y en a dont elle s'est chargée sans les recevoir ; mais il ne faut pas croire qu'elle soit moins obligée par rapport aux uns que par rapport aux autres , non-seulement parce que son engagement est le même , & qu'il n'est plus tems de faire une distinction qu'elle n'a pas voulu faire alors , mais encore parce qu'elle n'a contracté le même engagement que sachant qu'elle étoit sans doute également saisie de tout , & qu'on peut dire , sans craindre , qu'elle a tout reçu réellement ; enfin , parce qu'elle a même empêché les héritiers de rechercher les papiers en *deficit* , par l'obligation qu'elle a contractée de les représenter. Ainsi ceux qui n'ont pas paru alors & ceux qui ont paru sont dans la même classe. La Dame d'Esches s'est également chargée de tout ; elle doit donc tout représenter ; & la nullité de sa donation universelle prononcée par l'Arrêt de la Cour des Aides , loin de la décharger , est au contraire ce qui l'oblige de plus en plus de satisfaire à son engagement.

## XLIX. CAUSE, PLAIDOYERS, REQUÊTES ET MÉMOIRES.

POUR le Marquis d'Hautefort.

*CONTRE la Demoiselle de Bellingant de Kerbabu.*

APPEL DE LA PROCÉDURE A L'EXTRAORDINAIRE PLAIDÉ  
A LA TOURNELLE CRIMINELLE.

### QUESTION.

*Laquelle de deux accusations respectives est  
récriminatoire.*

LE projet formé par la Demoiselle de Kerbabu de se donner pour veuve du Comte d'Hautefort , est une de ces entreprises téméraires que l'ambition inspire , que l'intrigue &

l'artifice préparent, & qui ne se soutiennent que par l'audace & par le crime. Mais ce qui distingue cette fable de tant d'autres dont les Tribunaux ont retenti, est que celle-ci a été trop mal concertée pour que des personnes sages & éclairées puissent long-tems en être séduites : c'est un tissu de faussetés manifestes qui la déshonorent, & de contradictions qui la détruisent.

On verra d'abord sur la scene la Demoiselle de Kerbabu regretter la perte du Comte d'Hautefort, comme s'il eût été prêt à devenir son époux quand la mort le lui a enlevé ; se flatter d'avoir eu part à ses dernières volontés ; en demander compte à sa famille, comme la seule espérance qui pouvoit lui rester après les malheurs qu'elle avoit éprouvés. On la verra ensuite, abandonnant cette première idée, sortir de la maison de ses parens, passer dans une Province étrangère sous des noms déguisés, y tenter la fidélité des Officiers publics pour en faire des prévaricateurs ; faire tous ses efforts pour s'emparer des registres dépositaires de l'état des hommes ; & ne pouvant y parvenir, y glisser un papier obscur qu'elle avoit fait fabriquer, & qu'elle craignoit de décrier de plus en plus s'il paroïssoit être sorti de ses mains.

Enfin on la verra, pour fruit de ces intrigues secrètes, s'arroger la qualité de veuve du Comte d'Hautefort un an après sa mort, en usurper le rang & les distinctions aux yeux du public effrayé d'une telle métamorphose ; se donner en un mot pour ce qu'elle n'avoit jamais été ni prétendu être.

Reconnoîtroit-on à ces contradictions & à ces déguisemens les caractères sacrés de la vérité & de la justice ? Et quand on n'auroit point d'autre préjugé de la chimere du système de la Demoiselle de Kerbabu, ne seroit-il pas permis de le rejeter avec indignation ?

Mais la contradiction qui avoit éclaté dans ses démarches a bientôt passé jusques dans ses discours & dans ses écrits ; on ne la trouve jamais d'accord avec elle-même sur les faits les plus essentiels. D'abord son contrat de mariage avoit été passé chez deux Notaires de Laval, qu'elle indiquoit par leurs propres noms ; aujourd'hui ce ne sont plus des Notaires de Laval, mais un Notaire de Montsur : d'abord on n'avoit soustrait que la grosse de son contrat de mariage, depuis c'est la minute même : d'abord on avoit déchiré deux feuillets du registre de baptêmes, mariages & sépultures de la Paroisse d'Argentré ; c'est aujourd'hui une supposition qu'elle n'oseroit soutenir : d'abord son contrat



de mariage portoit une quittance de 15000 livres sur sa dot, & elle avoit eu depuis une quittance particuliere pour les 6000 liv. restant ; aujourd'hui la quittance représentée est de 75000 livres. Quels égaremens ?

L'imposture ainsi confondue par elle-même conserveroit-elle encore quelque reste de crédit ? Si cela étoit possible, le charme seroit bientôt rompu en jettant les yeux sur la procédure faite à Laval, où tant de mysteres d'iniquité sont dévoilés. Aussi la Demoiselle de Kerbabu fait-elle tous ses efforts pour la combattre ; mais comment pourroit-elle y donner atteinte ? Le crime est trop grave, les conséquences trop dangereuses pour qu'on puisse jamais en arrêter la poursuite.

C'est ce que l'on se propose d'établir principalement. Il n'est point encore question de décider de l'état de la Demoiselle de Kerbabu, mais seulement de savoir par quelle voie on parviendra à le connoître ; c'est ce qu'on ne peut faire qu'en continuant la procédure commencée à Laval, comme la seule qui tende à éclaircir une vérité si capitale & si essentielle.

Le feu Comte d'Hautefort, qui n'avoit jamais pensé à se marier, destinoit tous ses biens au Marquis d'Hautefort son neveu, comme à celui qui devoit un jour soutenir la splendeur de sa maison ; c'est ce qu'il exécuta par un testament du mois d'Avril 1726. F A I T.

Il partit quelque tems après pour se rendre à Brest, d'où il revint au château d'Hauterive, près de la ville de Laval, au commencement du mois de Septembre de la même année.

Une Compagnie nombreuse l'y suivit, & entre autres la Dame Marquise d'Epinay sa sœur, la Demoiselle d'Epinay sa niece, qui avoient amené avec elles les Demoiselles de Bellingant & de Kerbabu.

La Demoiselle de Kerbabu, qui joue aujourd'hui un si grand rôle, prétend que depuis près d'un an le Comte d'Hautefort pensoit à l'épouser ; & pour le justifier, elle rapporte quatorze lettres antérieures au prétendu mariage, dont deux sont écrites au Comte de Saint-Quentin son beau-pere, & douze à elle-même.

Il suffiroit de lire attentivement ces lettres pour reconnoître qu'il n'y a rien que de fabuleux dans ce prétendu mariage ; on n'y trouve pas un seul mot qui y prépare. Des douze lettres écrites à la Demoiselle de Kerbabu, la premiere est du mois de

Quand on écrit à la personne que l'on recherche, on lui parle de mariage.

Novembre 1725, & la dernière du 23 Août 1726. Croiroit-on qu'un amant sensible au mérite de la Demoiselle de Kerbabu, qui se feroit déterminé pour elle à changer le plan qu'il avoit toujours suivi, n'auroit pas exprimé dans une seule de ces lettres le projet de ce mariage qui étoit si prêt à se conclure? Cependant le terme même de mariage ne se trouve pas une seule fois dans ces douze lettres, & l'on n'y entrevoit pas la moindre vue d'un établissement que la Demoiselle de Kerbabu suppose déterminé & prêt à conclure.

Cette réflexion seroit seule décisive; mais ce qui suit portera de plus en plus la conviction dans les esprits. Le Comte d'Hautefort fut invité, le 19 Septembre 1726, à dîner avec toute sa compagnie chez le sieur le Blanc, Prieur-Curé de la Paroisse d'Argentré, dans laquelle est situé le château d'Hauterive, qui en est distant d'un quart de lieue. Il se rendit sur les onze heures du matin avec les Dames & les Officiers qui formoient la compagnie d'Hauterive. Le dîné conduisit jusques vers les quatre heures que la compagnie retourna à Hauterive; le sieur le Blanc, qui se trouvoit incommodé d'un mal de jambe, eut peine à reconduire le Comte d'Hautefort jusques dans la cour du Presbytere, où il prit congé de la compagnie; ensorte qu'il ne sortit point de sa maison dans tout le jour du 19 Septembre 1726.

C'est cependant à ce jour mémorable que la Demoiselle de Kerbabu fixe l'époque de son prétendu mariage; elle prétend que, deux jours auparavant, le Comte d'Hautefort avoit fait venir un Notaire qu'elle ne connoissoit point; que le contrat de mariage fut signé le 17; que le 19, après qu'on fut revenu du lieu d'Argentré, le Prieur-Curé se rendit au château d'Hauterive, où, dans la Chapelle du château, il administra la bénédiction nuptiale au Comte d'Hautefort & à elle.

Pour soutenir cette fable, elle n'a pu rapporter aucun contrat de mariage; il auroit fallu pour cela corrompre plusieurs Officiers publics, ce qu'elle a tenté inutilement. Il n'y avoit pas tant de difficulté pour fabriquer en secret un prétendu acte de célébration; aussi en a-t-on fait paroître un dans la suite, mais qui porte les caractères de fausseté les plus sensibles.

Premièrement, ce prétendu acte n'est écrit dans aucun registre public, il est sur une simple feuille volante, qui n'est ni cotée ni paraphée, & qui ne tient à aucun registre.

Secondement, il sera prouvé par l'information que c'est la



Demoiselle de Kerbabu elle-même qui a mis cette feuille volante dans le registre envoyé par *duplicata* au Greffe de la Justice de Laval.

Troisièmement, on y a osé avancer que le mariage avoit été fait *après les publications des bans duement faites*, ce qui est le comble de la folie & de l'égarement : car la Demoiselle de Kerbabu prétend que le Comte d'Hautefort avoit exigé que le mariage seroit tenu secret ; que c'est par cette raison qu'il ne le communiqua ni à sa sœur, ni à sa niece, ni à aucun de ceux qui étoient avec lui à Hauterive ; comment donc l'auroit-on fait précéder de la publication de trois bans dans la Paroisse d'Argentré ? On fait que des bans publiés dans une Paroisse de campagne, sont nécessairement entendus de tous ceux qui assistent à la messe paroissiale ; la nouvelle du mariage du Comte d'Hautefort se seroit bientôt répandue dans tout le pays ; cependant c'est par là qu'elle prétend que l'on a disposé les choses à un secret impénétrable.

Quatrièmement, il n'y a que deux témoins qui aient signé cet acte, & ces deux témoins sont le frere & la sœur de la Demoiselle de Kerbabu.

Enfin, on suppose que ce mariage a été célébré dans la Chapelle du château d'Hauterive par le Curé d'Argentré, qui ne sortit point ce jour-là de sa maison, comme il sera prouvé par un grand nombre de dépositions.

Il n'est donc pas permis de douter de la fausseté de cette piece : il n'est pas même nécessaire pour cela de recourir à l'art des Experts ; les faits constans qui résultent ou de l'information ou de l'acte même, ne permettent pas d'en douter. Aussi quoique le Comte d'Hautefort soit resté à Hauterive jusqu'au 28 Octobre de la même année avec une nombreuse compagnie, jamais on n'a soupçonné la moindre liaison entre lui & la Demoiselle de Kerbabu.

Il arriva à Paris au commencement de Novembre avec une santé fort languissante ; bientôt la maladie augmenta ; il en sentit tout le danger ; il se prépara à la mort avec tous les sentimens de religion qu'exigent principalement de si tristes instans. Il avoit d'anciens amis pour qui il n'avoit jamais eu de secret ; il leur donna des marques de la même confiance qu'il avoit toujours eue, cependant il ne fut jamais question de leur parler de son prétendu mariage ; on ne l'entendit point plaindre une veuve malheureuse dont la mort alloit le séparer presque dans le même

instant qu'il venoit de lui être uni, la recommander à leur amitié, engager sa famille à en user avec elle d'une manière convenable; il mourut, pour ainsi dire, entre leurs bras, sans réserve pour tout ce qu'il y avoit de plus secret, & sans aucune ouverture sur ce prétendu mariage.

Cependant la Demoiselle de Kerbabu prétend que, dans le cours de ces trois mois qu'il a passés à Paris, il lui a écrit quatre lettres, dont deux parlent du mariage qu'il avoit contracté avec elle. Mais ces deux lettres sont manifestement fausses, ainsi qu'un petit mémoire qu'on suppose avoir été envoyé dans une de ces lettres, & une prétendue quittance de dor du 2 Octobre 1726. Ce qui le prouve est ce que l'on a déjà observé tant sur les lettres précédentes que sur le prétendu contrat de mariage & acte de célébration. Du reste ces deux lettres par elles-mêmes présentent d'autres caractères de fausseté, qui méritent une extrême attention.

Premièrement, les douze lettres qui précèdent le prétendu mariage ne sont point signées par le Comte d'Hautefort; des quatre lettres postérieures à ce même mariage, les deux qui n'en parlent pas ne sont point encore signées; par quelle singularité se trouve-t-il que de seize lettres écrites par le Comte d'Hautefort à la Demoiselle de Kerbabu, il n'y ait précisément que les deux lettres qui parlent du mariage qui soient signées? Quoi! le Comte d'Hautefort étoit dans l'usage d'écrire toujours à la Demoiselle de Kerbabu sans signer? Il n'aura quitté cet usage constant que pour signer deux lettres seulement, & ces deux lettres se trouvent les seules qui parlent du mariage? Ne sent-on pas que c'est un faussaire impudent qui a voulu donner plus de poids à ces deux lettres en les faisant paroître signées, & qui n'a pas compris que cet excès de précaution se rétorqueroit contre lui, par l'opposition qui se trouve entre ces deux lettres & toutes les autres?

Excès de  
précaution,  
signe de  
fraude.

Encore si toutes les lettres écrites depuis le mariage étoient signées, on pourroit dire qu'il auroit changé d'usage depuis son changement d'état; mais il y en a quatre écrites depuis, & de ces quatre, les deux qui ne parlent point du mariage ne sont point signées; pourquoi donc les deux autres le sont-elles? Quand on aura bien pesé cette réflexion, il est impossible de ne pas reconnoître que ces deux lettres, si distinguées des autres, ne le sont que parce qu'elles partent d'une main différente.

Secondement, il y a des traits dans ces lettres qui ne peuvent



jamais convenir au Comte d'Hautefort. On lui fait dire : *Si je n'avois pas eu l'honneur de vous épouser, soyez certaine que je partirois demain.* Est-ce donc-là le discours d'un mari à sa femme ? Quand la Demoiselle de Kerbabu auroit été d'une Maison encore plus illustre que celle du Comte d'Hautefort, auroit-il jamais écrit dans un style si rampant ? Ce seroit une bassesse que l'on ne peut imputer au Comte d'Hautefort. Mais comme cette lettre a été fabriquée depuis que la Demoiselle de Kerbabu l'avoit pris sur un ton si haut avec le Marquis d'Hautefort, elle a voulu faire sentir que le Comte d'Hautefort se trouvoit honoré de son alliance. Voilà ce qui a fait imaginer ce tour de phrase si extraordinaire.

Un homme de condition n'écrit pas à sa femme en termes respectueux.

Dans la même lettre on fait dire au Comte d'Hautefort : *Si je venois à manquer avant que notre mariage fût déclaré, vous mettriez bien à la raison tous les gens qui pourroient avec tort se persuader que je ne pouvois pas, par notre contrat de mariage, vous donner tout mon bien ; les voilà bien éloignés de compte.* Il n'y a peut-être rien de plus opposé au caractère du Comte d'Hautefort qu'un pareille discours. Personne n'a jamais été plus attaché à sa famille que lui ; il aimoit son nom, ses parens. Pourquoi donc, dans cette lettre, leur feroit-il une espece d'insulte, en supposant qu'ils se persuadoient qu'il ne pouvoit pas donner son bien par contrat de mariage ? Pourquoi se feroit-il une espece de triomphe de ce qu'ils se trouveroient bien loin de compte ? C'est un trait dont il étoit incapable, & que la Demoiselle de Kerbabu n'a imaginé que pour se venger du Marquis d'Hautefort depuis la lettre dont elle dit avoir été indignée.

Quelle contradiction d'ailleurs ! Il a donné tout son bien par contrat de mariage à la Demoiselle de Kerbabu ; comment donc suppose-t-elle qu'il a fait depuis un testament en sa faveur ? Quoi ! après avoir tout donné par un acte aussi solennel & aussi irrévocable qu'un contrat de mariage, il auroit donné depuis quelque portion seulement par un testament toujours révocable ? C'est une absurdité qui démontre la supposition.

Enfin, sans atteindre à la science des Experts, après avoir examiné attentivement ces deux lettres, & les avoir comparées avec les autres, certainement elles ne sont point l'ouvrage de la même main. Quelque précaution que l'on ait prise pour en imiter le caractère, on apperçoit une différence essentielle. Dans toutes les autres, les traits paroissent hardis, aisés, coulans, partis d'une main ferme ; dans celle-ci, il n'y a presque pas

un trait qui ne paroisse formé d'une main gênée, & devenue par-là un peu tremblante.

On ne craint donc point de suivre l'accusation en crime de faux principal que l'on a formée contre ces deux lettres, aussi bien que contre le mémoire & quittance de dot qui y sont joints.

Revenons au décès du Comte d'Hautefort. Dans le moment, le Commissaire Parent se transporta dans la maison où il demuroit, & , à la requête du Marquis d'Hautefort son frere, il apposa le scellé sur tous les effets, sans que le Marquis de Surville, neveu du défunt, appelé aujourd'hui le Marquis d'Hautefort, y assistât, ni personne pour lui. Le Commissaire étant parvenu dans la chambre du feu Comte d'Hautefort, le sieur Soutet, chargé de la procuration du Marquis d'Hautefort, requit le Commissaire de faire perquisition dans tous les tiroirs des commodes & armoires de la chambre, & autres endroits, pour voir si on n'y trouveroit point de testament du Comte d'Hautefort. Il étoit naturel de penser qu'un homme qui mourroit sans avoir été marié, en auroit fait un; & le Marquis d'Hautefort présumoit qu'il seroit en sa faveur. On fit la recherche, & on trouva dans un des tiroirs de la commode le testament fait au mois d'Avril 1726, qui instituait le Marquis de Surville légataire universel du défunt. Que ce testament ne fût plus dans son enveloppe, c'est une circonstance indifférente, parce que le Comte d'Hautefort avoit été le maître de l'en tirer de son vivant.

En vertu de ce testament, auquel toute la Maison d'Hautefort se soumit, le Marquis de Surville entra en possession des biens de son oncle; & il commençoit à en jouir tranquillement, lorsque le 31 Mars il reçut une lettre du Marquis d'O, qui lui en envoyoit deux autres qu'il avoit reçues de la Dame de Saint-Quentin & de la Demoiselle de Kerbabu sa fille, des 6 & 9 du même mois de Mars. La Dame de Saint-Quentin dans la sienne disoit au Marquis d'O : *L'une de mes filles étoit sur le point d'épouser M. le Comte d'Hautefort; il l'avoit fiancée, & le contrat de mariage écrit dès le mois de Septembre. Sa maladie retarda la noce jusqu'à son retour de Paris. J'attendois ce tems, Monsieur, pour vous en faire part, comptant bien que vous seriez bien aise que ma fille, qui a l'honneur de vous appartenir, épousât un de vos amis; mais enfin le Seigneur en a disposé autrement, il faut, sans murmurer, se soumettre à sa volonté & à sa providence.*



La fille parloit sur le même ton dans la sienne : *j'étois sur le point d'épouser M. le Comte d'Hautefort, Monsieur ; il y a même un contrat de mariage écrit ; je viens d'avoir le malheur de le perdre. Un tel engagement l'auroit peut-être fait écrire des volontés qu'il ne me convient point d'éclaircir avec M. le Marquis d'Hautefort.*

Ces lettres, que la Demoiselle de Kerbabu reconnoît écrites par la Dame sa mere & par elle, sont si claires & si précises pour établir qu'il n'y avoit jamais eu de mariage entre le Comte d'Hautefort & elle ; qu'il est impossible après cela de n'être pas révolté contre la supposition qu'elle fait aujourd'hui d'un mariage qu'elle a si hautement désavoué ; d'autant plus que par une autre lettre de la Demoiselle de Kerbabu, écrite directement au Marquis de Surville, elle persiste toujours dans la même vérité. *Il n'est pas surprenant, lui dit-elle, qu'étant sur le point d'épouser M. le Comte d'Hautefort, il m'ait voulu faire du bien ; vous avez même dû trouver la copie du contrat de mariage.*

Le Marquis de Surville, qui ne pouvoit rien comprendre à ces projets de mariage dont on ne voyoit aucune trace, & qui ne connoissoit point d'autre testament que celui du mois d'Avril 1726, par lequel il étoit nommé légataire universel, fit réponse à la Demoiselle de Kerbabu, par une lettre du 7 Mai 1727, par laquelle il lui envoya copie de ce testament, & ne put s'empêcher de lui témoigner combien ce qu'elle disoit des vues de mariage que le Comte d'Hautefort avoit pu avoir pour elle, étoit peu convenable.

La Demoiselle de Kerbabu avoue qu'elle perdit par-là toute l'espérance qu'elle avoit conçue d'avoir en sa faveur un testament postérieur à celui du mois d'Avril, & qu'elle fut très-piquée des conseils que le Marquis d'Hautefort entreprenoit de lui donner. Ce fut dans ce mouvement de colere, & dans un tems où elle n'avoit plus de mesures ni de ménagemens à garder, qu'elle écrivit une dernière lettre datée du 14 Mai 1727. Elle n'y change rien à ce qu'elle avoit dit jusques-là sur le projet de son mariage : *à l'égard de vos avis, vous me permettrez de vous dire, Monsieur, qu'une fille comme moi n'a pas besoin d'en chercher ailleurs. . . . . Notre contrat de mariage fut fait le mois de Septembre, comme vous ne l'ignorez pas ; & si sa santé ne l'avoit pas obligé d'aller à Paris (ce qui retarda notre mariage,) il seroit fait à présent.*

Quand après cela on ose se présenter à la face de la Justice, & soutenir hautement que l'on étoit marié ; quand on fait un crime

au Marquis d'Hautefort d'avoir cru la Demoiselle de Kerbabu, & d'avoir agi en conséquence de ses propres lettres, il faut avouer que toutes les idées se troublent, jusqu'à prendre le parti de ne plus rien croire de ce que l'on voit, de ce qu'on lit & de ce qui paroît fondé sur la certitude la plus invariable.

Force de la  
déclaration  
de la Partie  
dans un tems  
non suspect.

Il n'y a plus aujourd'hui que la Dlle de Kerbabu qui puisse savoir si elle a été véritablement mariée, qui en puisse avoir une connoissance physique, puisque c'est un événement qui lui est personnel. Le Comte d'Hautefort, son prétendu mari, est décédé; le Curé, par qui on prétend que le mariage a été célébré, est mort aussi : il ne reste donc qu'une seule des Parties essentielles pour le mariage, & cette unique Partie nous annonce, dans un tems non suspect, & plus de trois mois après la mort du Comte d'Hautefort, qu'elle n'a jamais été mariée avec lui ; elle le répète dans plusieurs lettres, & même depuis qu'elle étoit parvenue à une rupture ouverte avec le Marquis d'Hautefort. A qui donc fera-t-il encore permis de douter d'un point de fait si solennellement reconnu ?

Pour combattre une pareille reconnoissance, il faudroit recourir aux monumens les plus authentiques. Si l'on trouvoit dans le registre de la Paroisse, au nombre des actes qui s'y inscrivent, la célébration du mariage du Comte d'Hautefort dans son rang, dans l'ordre des dates, sur la suite des feuillets cotés & paraphés par le Juge Royal, alors l'autorité d'un monument public dont il est impossible de soupçonner la foi, pourroit prévaloir sur des reconnoissances si précisées ; mais c'est ce qui ne se trouve point, quoique les registres soient sains & entiers.

Que rapporte-t-on donc pour combattre une reconnoissance si précise ? Un prétendu acte de célébration sur une feuille volante, que l'on a pu fabriquer quand on a voulu, deux lettres missives, & deux autres petits écrits sous seing-privé ; ouvrages qui par eux-mêmes n'ont aucune authenticité, & qui ne dépendent que du talent plus ou moins parfait, d'imiter le caractère d'un autre. En vérité c'est faire dépendre l'état des hommes de trop peu de chose ; & quand on a, comme dans cette Cause, d'un côté l'aveu public de la Demoiselle de Kerbabu qu'elle n'a point été mariée, & de l'autre de simples papiers de cette qualité ; qui pourroit balancer entre la foi qui est due à la Demoiselle de Kerbabu en personne, sur un fait qui lui est si propre, si personnel, & des papiers nécessairement équivoques par leur nature ?



A cette seule réflexion, que le Magistrat tremble sur son siége, & que le Public, qui voudra s'ériger en Juge, comprenne toute l'importance d'une affaire qu'il ne regarde peut-être que comme un amusement pour lui, & de laquelle cependant dépend le sort de toutes les familles.

Questions  
d'état amu-  
sent le Public.

Le Marquis d'Hautefort ne le dissimulera pas ; à la vue de tant de lettres, il ne soupçonna pas même que la Demoiselle de Kerbabu pût jamais le troubler dans la possession des biens de son oncle, ni usurper le nom de sa veuve. Il demeura tranquille pendant plus de six mois sans entendre parler d'elle ; mais il fut bien surpris d'apprendre, à la fin de 1727, qu'elle n'avoit rien négligé pendant cet intervalle pour se procurer des titres ; qu'elle avoit fait un voyage à Laval & dans tous les lieux des environs, où elle avoit tout mis en usage pour tenter les Notaires de lui faire après coup un faux contrat de mariage, des Contrôleurs pour en insérer le contrôle dans quelque espace vuide de leurs registres, & les dépositaires mêmes des registres publics des baptêmes, mariages & sépultures pour les lui confier ; qu'elle avoit employé pour cela non-seulement les plus vives sollicitations, mais encore des offres d'argent & d'autres récompenses ; qu'elle avoit elle-même glissé subtilement un prétendu acte de célébration dans le double des registres de la paroisse que l'on envoie au Greffier de la Justice Royale ; enfin qu'elle avoit entrepris de prendre publiquement la qualité de veuve du Comte d'Hautefort.

Ces nouvelles trop certaines déterminèrent le Marquis d'Hautefort à rendre plainte de tous les faits au Lieutenant Criminel du Comté-Pairie de Laval où les délits avoient été commis. Cette plainte forme en général une accusation en crime de faux principal : fausseté en voulant suborner des Officiers publics pour la commettre : fausseté en faisant fabriquer des actes sous seing-privé au défaut des titres publics qu'on n'avoit pu obtenir. En un mot, le Marquis d'Hautefort a annoncé dès-lors que le mariage prétendu de la Demoiselle de Kerbabu étant une fable, tout ce qu'elle présenteroit pour le soutenir tomberoit sous la même accusation de faux principal, sans excepter le prétendu acte de célébration, si elle osoit le faire paroître.

La plainte est du 4 Février 1728. Le même jour l'information fut commencée & continuée les jours suivans jusqu'au 11 du même mois, que le Lieutenant Criminel, touché de la force des preuves, prononça un décret de prise de corps contre la Demoi-

selle de Kerbabu, & d'ajournement personnel contre le sieur Bruslé, Prêtre, Curé de Saint-Quentin, qui lui avoit servi de guide & de Conseil dans toutes les intrigues qu'elle avoit jouées à Laval & aux environs.

Ce décret fut envoyé à Paris par la poste, où il arriva le 13. Il fut remis entre les mains d'un Huissier pour l'exécuter en la maniere ordinaire. Le 15 la Demoiselle de Kerbabu fut arrêtée & mise dans une chaise de poste pour la conduire à Laval; mais ayant couché la nuit suivante au lieu de Neauphle, à huit lieues de Paris, elle trouva le moyen de se sauver.

On s'est beaucoup récrié contre la précipitation de cette procédure; mais ce reproche n'a aucun prétexte, ni dans les circonstances du fait, ni dans les principes du Droit & de l'Ordonnance. Où est donc cette rapidité extraordinaire de rendre une plainte, de faire une information pendant huit jours, & de prononcer enfin un décret? Il n'y a presque pas d'affaire criminelle qui s'instruise, soit au Châtelet, soit en la Cour, où l'on ne marche avec bien plus de rapidité. Souvent il arrive que le même jour où la plainte est rendue on entend deux ou trois témoins, & que, sur leurs dépositions, on décrète le même jour; mais de mettre huit jours d'intervalle entre la plainte & le décret, assurément c'est peut-être le plus long intervalle que l'on ait jamais mis dans une affaire poursuivie sérieusement. Combien y a-t-il d'exemples de procès criminels dont l'instruction a été entièrement finie en huit jours de tems?

Dans le Droit, la précipitation n'est jamais un vice en matiere de procédure criminelle. L'Ordonnance impose au Juge l'obligation de quitter toutes sortes d'affaires pour les expédier promptement; c'est donc trop s'oublier que de hasarder une pareille critique.

On ne s'arrêtera pas à répondre aux peintures touchantes qu'il plaît à la Demoiselle de Kerbabu de faire, & de son enlèvement, & de son évasion; ces grands mots de violence, de barbarie, d'inhumanité ne sont que des lieux communs dont tout accusé arrêté en vertu d'un décret de prise de corps peut faire usage. Les miracles que la Providence permet pour procurer son évasion; ses Satellites endormis que tant de mouvemens qu'elle s'est donnés pour échapper d'une chambre où ils la gardoient ne peuvent réveiller; ce courage intrépide qui la fait précipiter du haut d'un premier étage; la force qui lui fait surmonter les

Instruction  
à l'extraordi-  
naire doit être  
prompte.

Réfutation  
de lieux com-  
muns.



rigueurs de la plus rude saison; les abîmes dans lesquels elle tombe, & dont elle sort si facilement; la sensibilité des bêtes féroces qui respectent sa misère; enfin la fidélité des gens obscurs chez qui elle s'est réfugiée, & qui n'ont pu être engagés à la trahir, ni par menaces ni par sollicitations, sont de beaux traits pour orner un roman, & qui conviennent parfaitement pour servir d'épisode dans une Cause qui ne roule que sur un mariage purement fabuleux. Mais au fond, ces miracles se réduisent à avoir corrompu des Archers, & à s'être procuré, à prix d'argent, la liberté & un asyle assez connu de ses complices pour que jamais ils n'allassent l'y chercher.

Ont n'entreprendra pas non plus de justifier deux témoins contre qui la Demoiselle de Kerbabu s'est élevée avec beaucoup d'emportement. Elle a déclaré publiquement à l'Audience qu'elle savoit tout le secret des informations; elle a expliqué jusqu'aux plus petites circonstances qu'elles renferment: c'est ce qui l'a engagée à déclamer contre le sieur Ains, Notaire Royal & Contrôleur des actes à Montsur, & contre le sieur Croissant, Greffier de la Justice Royale de Laval.

Pour décrier le premier, elle a supposé que c'étoit lui qui avoit reçu la minute de son contrat de mariage, & qui avoit eu l'infidélité de la livrer. Mais c'est ici où l'esprit de calomnie se manifeste dans un si grand jour, qu'il est impossible de ne l'y pas reconnoître. La Demoiselle de Kerbabu a rendu une plainte le 14 Janvier 1728, & obtenu un Monitoire le 3 Février, dans lequel elle soutient que *son contrat de mariage a été passé devant le Chainge & Duchast, Notaires Royaux de Laval*. Depuis elle a sçu qu'Ains, Notaire Royal à Montsur, avoit déposé, & l'avoit chargée du crime de subornation par sa déposition; alors elle change de langage, ce n'est plus *le Chainge & Duchast, Notaires à Laval*, qui ont reçu son contrat de mariage, c'est *Ains, Notaire à Montsur*; & où a-t-elle pris subitement ce fait nouveau si contraire au premier? C'est uniquement dans le chagrin qu'elle a conçu contre ce Notaire, de ce qu'il a déposé contre elle; & elle ne s'en est pas même cachée à l'Audience. Quand j'ai vu, dit-elle, qu'il avoit déposé contre moi, je n'ai pas douté qu'il n'eût eu ma minute. Mais cet indigne artifice ne servira de rien à la Demoiselle de Kerbabu. Outre qu'une accusation aussi tardive porte par elle-même un caractère de réprobation, le crime de subornation ne fera pas moins justifié par les autres dépositions que par celle du sieur Ains.

Mais , dit-on , ce témoin a joint à sa déposition une lettre du sieur Farcy de Muée , Subdélégué de l'Intendant de Tours , par laquelle il le prioit de vouloir bien chercher dans les registres du contrôle qu'il tient , & voir si l'on n'y trouveroit pas un acte que Mademoiselle de Belingant présumoit y avoir été contrôlé ; sur quoi on se récrie : si la Demoiselle de Kerbabu avoit voulu commettre des faussetés , se feroit-elle munie de la lettre d'un homme dont la probité est connue ? Mais qui ne sent toute la foiblesse d'une pareille réflexion ? La Demoiselle de Kerbabu n'a pas sans doute exposé au sieur de Muée de Farcy qu'elle vouloit faire des faussetés ; mais , sous prétexte de vouloir chercher un contrôle , elle l'a engagé à lui donner une lettre de recommandation , présumant que cela lui donneroit plus d'accès , plus de crédit auprès du Contrôleur , & que quand une fois elle se feroit introduite auprès de lui pour chercher ce qu'elle savoit bien qu'elle ne trouveroit pas , elle pourroit lui insinuer les faussetés qu'elle vouloit pratiquer , & dont elle n'avoit eu garde d'instruire le sieur de Farcy. Il n'y a donc aucune contradiction entre la déposition d'Ains & la lettre qu'il a représentée.

Mais cette lettre nous fournit ici un avantage que l'on ne peut assez relever ; elle est datée du 7 Juin : ainsi la Demoiselle de Kerbabu étoit à Laval dès le 7 Juin , & sans doute elle se fera adressée aussi-tôt au sieur Ains , qui lui a fait voir le registre du contrôle par déference à la lettre du sieur de Muée de Farcy. Elle ne vit point alors le prétendu contrôle du contrat de mariage du Comte d'Hautefort , & par conséquent la minute de ce contrat de mariage n'étoit point entre les mains d'Ains ; cependant par sa Requête du 18 Mai 1728 , elle se plaint de ce qu'on a soustrait la minute & le contrôle de chez Ains , Notaire , depuis le mois de Septembre 1727 : comment se concilie-t-elle avec elle-même ?

Si la minute & le contrôle n'ont été supprimés que depuis le mois de Septembre , ils existoient chez Ains au mois de Juin ; que ne s'en est elle fait délivrer des expéditions avec le crédit du sieur de Farcy ? Si au contraire ils n'étoient point chez Ains au mois de Juin , la plainte de les avoir supprimés depuis le mois de Septembre est une imposture.

A l'égard du sieur Croissant , Greffier à Laval , qui a reconnu que c'étoit la Demoiselle de Kerbabu qui avoit glissé la feuille volante dont son registre , il est devenu un objet d'horreur pour elle. C'est , dit-on , ou un faux témoin , ou un Officier prévari-



cateur, & pourquoi ? Parce qu'il a délivré une expédition de cet acte d'un côté, & que de l'autre il dit qu'on l'a glissé subtilement dans son registre ; mais y a-t-il donc en cela l'ombre & l'apparence même de contradiction ? Quand un Officier trouve une feuille volante dans son registre, lui est-il permis de la rejeter ? Est-il juge de son authenticité ? Non, sans doute ; il ne peut donc refuser de la garder, & par conséquent il ne peut refuser d'en donner une expédition, en avertissant qu'elle est en feuille volante non cotée ni paraphée. Mais, après cela, lui est-il défendu d'expliquer de quelle manière cette feuille est parvenue dans son registre, lorsqu'il est forcé de déposer comme témoin ? Il n'y a donc que de l'absurdité dans ce reproche.

Mais si la Demoiselle de Kerbabu veut se justifier, il faut qu'elle se prépare à attaquer bien d'autres témoins ; il y en a plus de cinquante qui ont été entendus en différens lieux ; on y trouve des personnes d'une naissance distinguée, des Officiers publics dont la probité est connue, des Prêtres qui ont toujours répondu à la sainteté de leur caractère ; tous s'élèvent contre la fable du mariage, chacun par rapport à ce qui est de sa connoissance & de son ressort ; il n'y a donc jamais eu de preuve plus complète.

Après la capture & l'évasion de la Demoiselle de Kerbabu, on apprit, par des Monitoires publiés par-tout le 8 & 15 Février, qu'elle avoit tenu, quelques jours auparavant, une procédure clandestine au Châtelet, qu'elle avoit rendu plainte chez un Commissaire le 14 Janvier, que le 17 elle avoit obtenu permission d'informer, mais qu'elle n'avoit fait faire son information que le 7 Février ; qu'elle n'avoit fait entendre que deux témoins ; que tous deux avoient déposé contre sa plainte ; en sorte qu'elle n'avoit pu avoir aucun décret. Cependant cette procédure étoit devenue publique par les Monitoires, & comme elle ne pouvoit être continuée au préjudice du décret de prise de corps du Lieutenant Criminel de Laval, le Marquis d'Hautefort obtint, le 18 Février, un Arrêt qui le reçut Appellant, & qui fit défense de passer outre. La Demoiselle de Kerbabu n'y a point formé d'opposition.

Elle prétend seulement que si elle n'a encore aucun commencement de preuve, c'est que les deux témoins qu'elle a fait assigner à Paris étoient attachés au Marquis d'Hautefort, & ont parlé avec partialité ; mais pourquoi les faisoit-elle assigner si elle ne les croyoit pas gens d'honneur ? Quelle ressource pour une Accusatrice que d'être réduite à décrier ses propres témoins !

Accusateur  
qui décrie ses  
propres Té-  
moins.

Il y en avoit beaucoup d'autres , dit-elle , à Brest & à Laval ; mais elle avoit obtenu une commission rogatoire dès le 23 Janvier adressée aux Juges de Laval & de Brest : l'Arrêt de défenses n'est que du 18 Février ; elle a donc eu près d'un mois d'avance pour faire entendre ces témoins qui devoient lui être si favorables , & elle n'a pas fait dans ce mois la plus légère démarche : elle n'a pas même fait présenter la Commission aux Juges ; elle ne l'a pas fait accepter par eux ; elle a gardé ces Commissions en poche , sans en faire aucun usage. Quelle idée peut-on se faire d'une pareille procédure ? Elle n'accuse personne par sa plainte ; personne n'est chargé par son information ; elle n'a point de décret ; elle ne fait aucune diligence ; est-ce donc là une accusation sérieuse ?

Aussi la Demoiselle de Kerbabu ne s'en est-elle servie que pour donner atteinte , s'il étoit possible , à celle du Marquis d'Hautefort faite à la Justice de Laval ; c'est ce qui lui a servi de prétexte pour solliciter un Arrêt de défenses : mais , pour y parvenir plus sûrement , elle a joint à sa Requête une expédition de son prétendu acte de célébration de mariage , les dix-huit lettres & la prétendue quittance de dot qui n'avoient point encore paru. Par cet amas de pieces , dont plusieurs sont fausses , mais dont la fausseté n'étoit pas facile à découvrir au milieu de plusieurs autres qui peuvent être vraies , il ne lui a pas été difficile d'en imposer à la religion de la Cour , & de suspendre l'Arrêt de défenses du 15 Avril.

Depuis que le Marquis d'Hautefort a eu connoissance de ces pieces & de l'avantage que la Demoiselle de Kerbabu en vouloit tirer , il a présenté deux Requêtes les 14 Mai & 11 Juin 1728 , par lesquelles , en persistant dans ses précédentes plaintes , il a demandé acte de ce qu'il réitéroit la plainte de faux principal contre le prétendu acte de célébration de mariage du 19 Septembre 1726 , quittance de dot du 2 Octobre , lettres missives datées des 7 Septembre 1726 & 27 Décembre , & contre un prétendu Mémoire , & a demandé que ces pieces fussent déposées au Greffe , & paraphées pour être ensuite renvoyées au Greffe de la Justice du Comté-Pairie de Laval , pour être l'accusation de faux instruite tant par titres & témoins que par vérification & comparaison d'écritures.

La Demoiselle de Kerbabu au contraire a donné trois Requêtes. Par la première , elle demande d'être reçue opposante à la  
procédure



procédure faite par le Marquis d'Hautefort , pour parvenir au compulsoire du registre du contrôle de Monsur. Par la seconde, elle conclut à ce que le Marquis d'Hautefort soit tenu , à la premiere sommation , de prendre communication au Greffe de la Cour des originaux des Lettres , quittance & mémoire qui lui seront signifiés , à l'effet de reconnoître ou dénier l'écriture & signature du feu Comte d'Hautefort , sinon qu'il lui soit permis de les faire vérifier en la maniere ordinaire. Ces deux Requêtes ont été renvoyées en l'Audience par deux Arrêts du 8 Mai , signifiés les 8 & 15 Mai , & tombent aujourd'hui ; d'un côté , parce que le compulsoire est fait à Laval dès le 12 Mai , & de l'autre , parce que le Marquis d'Hautefort a formé l'accusation en crime de faux principal contre les deux Lettres , quittance de dot & mémoire , qui parlent du prétendu mariage. Par la troisieme & derniere Requête , la Demoiselle de Kerbabu , ajoutant à sa plainte originaire , a prétendu que ce n'étoit pas seulement la grosse de son contrat de mariage qui avoit été supprimée , mais même la minute reçue par Ains , Notaire royal à Monsur ; elle a même rendu plainte de ce que l'on avoit encore soustrait la mention du contrôle de son contrat de mariage , qui étoit dans le registre du même Ains , qui réunit les deux fonctions , & a demandé permission d'en informer.

C'est à quoi se réduisent tous les faits qui regardent le fond de l'affaire & la question d'état , & toutes les circonstances des deux procédures ; il ne s'agit maintenant que de savoir laquelle de ces procédures doit subsister ; mais avant que d'agiter cette question , on croit indispensablement nécessaire de résumer en peu de mots ce qui peut faire juger l'état de la Demoiselle de Kerbabu.

Elle prétend avoir été mariée avec le feu Comte d'Hautefort ; mais tout se souleve contre cette prétention.

De son propre aveu , elle n'a point été connue pour sa femme pendant qu'il a vécu ; elle a conservé son nom de fille , & s'est retirée en cette qualité auprès de sa mere dans le Château de Saint-Quentin.

Elle ne manquera pas de dire que le Comte d'Hutefort avoit exigé d'elle le secret ; mais il faut encore qu'elle convienne que depuis la mort du Comte d'Hautefort , où elle n'étoit plus liée par la loi d'un secret inviolable , elle a continué de passer pour fille , & n'a point pris le nom de Comtesse d'Hautefort : ce n'est que plus de dix mois après la mort du Comte d'Haute-

*Observations  
sur l'état de la  
Demoiselle de  
Kerbabu.*

fort , qu'elle s'est donnée pour sa veuve. Dans la lettre du sieur de Farcy de Muée du 7 Juin 1727 , il ne l'appelle encore que *Mademoiselle de Belingant* , qui étoit le nom sous lequel elle s'étoit présentée à lui. Voilà donc une possession d'état contraire à celui qu'elle réclame avant & depuis la mort du Comte d'Hautefort , & l'on fait de quel poids est dans ces matieres la possession publique.

Mais non-seulement elle n'a pas pris la qualité de femme ou de veuve du Comte d'Hautefort , elle a même expressément reconnu dans ces lettres fameuses qu'elle n'avoit jamais été mariée au Comte d'Hautefort : quel témoignage ! En peut-on produire un moins suspect à la Demoiselle de Kerbabu ?

C'est une illusion de dire qu'elle n'avoit pas alors les titres justificatifs de son état : car outre qu'il paroîtra par les informations que le prétendu acte de célébration de mariage est sorti de ses propres mains , & par conséquent qu'elle l'avoit au moment de la mort du Comte d'Hautefort , s'il n'a pas été fabriqué depuis , n'est-il pas absurde d'imaginer qu'une veuve qui n'a pas les titres de son état , commence par déclarer publiquement qu'elle n'a pas été mariée , pour tenir un langage contraire lorsqu'elle aura retrouvé ses titres ? La Demoiselle de Kerbabu a trop d'esprit pour parler ainsi inconsidérément ; si elle avoit dès-lors formé le projet de devenir veuve du Comte d'Hautefort , elle seroit demeurée dans le silence ; elle auroit fait ses perquisitions , & n'auroit pas commencé par désavouer une qualité qu'elle vouloit que l'on reconnût en elle par la suite.

Ce témoignage ne peut donc être affoibli par les vains prétextes que l'on imagine , & il faut qu'il demeure pour constant que la possession publique & la reconnoissance formelle de la Demoiselle de Kerbabu détruisent toute sa fable.

Quelles sont donc ses ressources aujourd'hui ? Invoque-t-elle le secours des monumens publics ? Il n'y en a pas un qui ne soit muet sur son prétendu mariage. On ne trouve chez aucun Notaire ni minute, ni grosse du contrat ; les registres du contrôle qui subsistent dans la forme la plus authentique n'en font aucune mention ; les registres de la Paroisse , & les duplicata envoyés au Greffe de la Justice royale ne contiennent aucun acte de célébration ; ainsi le silence de tous les monumens publics se joint , & à la possession publique de l'état , & à sa propre reconnoissance. Que lui reste-t-il ? Un prétendu acte de célébration sur une feuille volante qu'elle a glissée dans les registres du



Greffe royal, deux lettres, un petit mémoire, & une quittance de dot de cinq ou six lignes; c'est-à-dire, cinq papiers obscurs, actes sous feing-privé qui n'ont aucune authenticité par eux-mêmes, actes qui sont tous accusés de faux, & dont la fausseté éclate de toutes parts.

Quel parallèle à faire de ces pieces méprisables avec tant de titres qui en démontrent l'imposture! Que l'on oppose à ces actes l'aveu formel de la Demoiselle de Kerbabu, & il suffiroit pour les faire disparaître. Une écriture peut être imitée avec tant d'art, que les plus habiles mêmes y soient quelquefois trompés, mais il ne peut arriver que celle qui a déclaré publiquement n'avoir point été mariée le fût en effet; & s'il étoit possible qu'elle en eût imposé, l'indignité d'avoir défavoué son état, mériterait seule qu'elle en perdît tous les avantages.

Mais, si l'on ajoute à tant de preuves celles qui résultent des informations, il n'y a personne qui puisse encore adopter la fable; car il n'est guère d'informations composées d'un si grand nombre de témoins plus distingués par leur état, & les faits dont ils déposent font horreur. Proposer tranquillement à un Notaire de faire un contrat de mariage pour un homme mort, insister par les promesses les plus magnifiques, engager un autre à se contenter du blanc feing d'un homme absent, s'informer s'il n'y a point de Contrôleur qui ait la complaisance de laisser quelque espace vuide pour contrôler des actes après coup, vouloir exiger d'un Vicaire qu'il confie les registres de la Paroisse, supposer le mariage fait le 19 à Hauterive, par un Prêtre qui n'y est point venu, que plusieurs témoins savent n'être point sorti de chez lui; en un mot, feindre un mariage qui auroit été fait, pour ainsi dire, au milieu de quinze personnes qui ne l'auroient pas vu: voilà des faits qui se trouveront prouvés jusqu'à la démonstration; & après cela la Demoiselle de Kerbabu viendra avec une confiance présomptueuse étaler la fable de son mariage, se plaindre de l'injustice de l'accusation, faire un crime au Marquis d'Hautefort de ce qu'il la méconnoît. A quel siècle sommes-nous réservés, si de telles impostures peuvent être écoutées sans indignation?

Au reste, il ne s'agit pas encore de décider de son sort, il n'est question que de déterminer laquelle des deux procédures doit subsister: c'est une question qui ne paroît pas difficile après les connoissances que l'on a données du fond de l'affaire.

*Appels respectifs des procédures extraordinaires.*

Pour savoir laquelle des deux procédures doit subsister, il

suffiroit de considérer quel est l'objet de chaque accusation & de chaque poursuite.

La Demoiselle de Kerbabu , en qualité de veuve du Comte d'Hautefort , rend plainte :

1°. De ce qu'on a supprimé la grosse de son contrat de mariage qui étoit dans les papiers du feu Comte d'Hautefort.

2°. De ce qu'on a pareillement supprimé un testament qu'elle prétend avoir été fait en sa faveur.

3°. De ce qu'on a lacéré deux feuillets du registre des baptêmes , mariages & sépultures de la Paroisse d'Argentré.

4°. De ce qu'on a même depuis soustrait la minute de son contrat de mariage , & de la mention du contrôle dans le registre du Contrôleur.

Il est évident que toute cette accusation suppose en elle la qualité de veuve du Comte d'Hautefort ; que c'est la base de son action ; que sans cette qualité il n'y a plus de plainte ni de prétexte de plainte de sa part.

Mais c'est précisément cette qualité que le Marquis d'Hautefort lui conteste , par l'accusation qu'il a formée à la Justice de Laval : il soutient non-seulement qu'elle n'a pas été mariée , ce qui dégènereroit dans une question purement civile , s'il en restoit-là ; mais même qu'elle a commis plusieurs crimes graves pour se donner , s'il avoit été possible , des preuves de ce mariage : crime de subornation , en voulant corrompre des Notaires , des Contrôleurs , des Prêtres-mêmes ; les uns , pour faire un faux contrat de mariage ; les autres , pour en antidater le contrôle & le placer dans quelque vuide de leurs registres ; & les autres enfin , pour supprimer les registres publics des baptêmes , mariages & sépultures : crime de faux principal , en fabriquant ou faisant fabriquer un faux acte de célébration de mariage sur une feuille volante , en le glissant subtilement dans le duplicata des registres de la Paroisse , qui est entre les mains du Greffier de la Justice royale ; en faisant fabriquer de même deux lettres attribuées au Comte d'Hautefort , & deux autres écrits.

Ainsi c'est l'état même prétendu par la Demoiselle de Kerbabu qui fait l'objet de l'accusation du Marquis d'Hautefort ; c'est sa qualité de veuve qu'on lui reproche.

En faut-il donc davantage pour donner la préférence à l'accusation formée par le Marquis d'Hautefort , & pour juger qu'elle est nécessairement préalable à l'autre ? La raison seule doit dicter à tout le monde qu'une accusation formée dans une



qualité ne peut jamais subsister quand cette qualité même est contestée. Il faut avoir une qualité certaine pour rendre plainte, c'est le premier principe dans cette matiere. Un homme rend plainte qu'on a spolié une succession ; si l'on soutient qu'il n'est pas héritier, si l'on soutient, par exemple, que c'est un fils, mais que c'est un fils bâtard, & par conséquent incapable de succéder, il ne fera jamais admis à continuer sa plainte, que préalablement il n'ait fait juger sa qualité de fils légitime. Il en est de même ici : une prétendue veuve rend plainte en cette qualité ; on l'arrête d'abord, & on soutient que c'est une fausse qualité qu'elle usurpe ; il faut donc absolument qu'elle commence par se justifier de ce reproche, & par établir son état.

Ce que la raison dicteroit à tout le monde, la Loi l'a expressément décidé. Nous avons un titre précis dans le Code, qui n'a pour objet que de fixer la regle sur la question qui se présente ; toutes les loix qu'il renferme ne forment qu'une même décision retournée en plusieurs manieres différentes, c'est le titre *de ordine cognitionum* ; on se contentera d'en rapporter la premiere loi. *Cum & ipse confessus est statutus te controversiam pati, quâ ratione postulas, priusquàm de conditione constaret tuâ, accusandi tibi tribui potestatem contra eum qui te servum esse contendit ? Cùm igitur, sicut allegas, statu tui generis fretus es, juxta jus ordinarium pete Præsidentem Provinciæ qui, cognitâ prius liberari causâ, ex eventu judicii quid de crimine statuere debeat non dubitabit.*

Ce texte est si clair, que l'on pourroit épargner tout commentaire. Puisque votre état est contesté, dit l'Empereur, comment prétendez-vous qu'il vous soit permis de rendre plainte & de former une accusation ? Commencez par faire juger votre état, si vous le croyez si bien établi, & après cela vous aurez une action pour poursuivre le crime dont vous vous plaignez. Ne diroit-on pas que c'est à la Demoiselle de Kerbabu que cette loi est adressée ? Vous rendez plainte comme veuve du Comte d'Hautefort, mais cet état vous est contesté : commencez par faire juger cette qualité, & après cela vous aurez une action ouverte pour rendre plainte ; jusque-là votre procédure ne se peut soutenir.

C'est sur ce fondement que tous les Jurisconsultes définissent les questions d'état, des questions *préjudicielles*, parce qu'elles doivent toujours marcher les premieres dans les Jugemens. C'est ce qui fut soutenu par M. l'Avocat Général Talon, dans la Cause de Marfaut, jugée par l'Arrêt du 12 Janvier 1686. Joublot étoit accusé par les Sieur & Dame Marfaut de les avoir

Ainsi en  
à qui l'on con-  
teste la qua-  
lité dans la-  
quelle il ren-  
du plainte.

Texte dit  
Code de ordi-  
ne cognitio-  
num ne con-  
tient qu'une  
décision tour-  
née en plu-  
sieurs manie-  
res.

Questions  
d'état sont  
préjudiciel-  
les.

insultés sous la fausse qualité de leur fils; ils avoient fait informer contre lui, & avoient obtenu un décret d'ajournement personnel. Joublot appella de cette procédure devant le Lieutenant Criminel de Chaumont, & soutint qu'il étoit fils des Sieur & Dame Marsaut. Le Lieutenant Criminel de Chaumont admit la preuve par témoins des faits de filiation; ce qui donna lieu à des appellations respectives en la Cour. M. l'Avocat Général Talon, dont le Plaidoyer est rapporté dans l'Arrêt de 1686, soutint que *si Joublot avoit eu quelque titre coloré de son état, on devoit dans les regles ordonner, qu'avant faire droit sur l'appel de l'ajournement personnel décerné contre lui, les Parties se pourvoiroient SUR LA QUESTION D'ÉTAT, devant les Juges qui devoient en connoître, pour ce fait & rapporté être ordonné ce que de raison.* Ainsi il reconnut bien précisément que la question d'état née depuis la plainte étoit préjudicielle & suspendoit l'accusation formée auparavant; mais il alla plus loin, car ne trouvant aucune preuve de l'état de Joublot, il conclut à ce que défenses lui fussent faites de prendre la qualité de fils des Sieur & Dame Marsaut; ce qui fut prononcé par l'Arrêt du 12 Janvier 1686, rapporté dans le cinquieme tome du Journal des Audiences, liv. 2, tit. premier.

La question d'état qui se forme incidemment à une plainte, ne se réduit donc pas à un fait justificatif que l'Accusé doit proposer pour sa défense, mais devient une question principale qui interrompt le cours de l'accusation, pour être jugée préalablement.

Si la question d'état, qui ne se forme que par la voie civile, doit être jugée préalablement, à plus forte raison celle qui se forme par une accusation de crimes graves, commis pour usurper cet état, doit-elle marcher la première, puisqu'alors celle dont l'état est contesté, doit non-seulement établir en elle une qualité certaine, mais même se justifier d'un si grand crime, avant que d'être reçue à en accuser d'autres.

A ce premier moyen, tiré de l'objet de chacune des deux accusations, se joignent ici plusieurs circonstances qui suffiroient encore pour donner la préférence à la procédure du Marquis d'Hautefort. Premièrement, les délits dont la Demoiselle de Kerbabu rend plainte, sont purement chimériques, & la preuve n'en est point admissible. De quoi se plaint-elle? De ce qu'on a soustrait la grosse & la minute de son contrat de mariage; mais outre qu'il faudroit commencer par prouver que les



pieces ont existé, avant que de se plaindre de leur suppression, il faut nécessairement que ce chef d'accusation disparoisse à la vue du registre des contrôles de la Paroisse de Montsur : car il est constant que s'il y a eu un contrat de mariage, il a dû être contrôlé, & qu'on en trouveroit la mention dans le registre du contrôle qui existe sain & entier, comme il est prouvé par un procès-verbal en bonne forme : c'est donc une accusation manifestement fausse.

Il en est de même de la plainte de la soustraction du testament. Quoi ! ne tiendra-t-il qu'à une Partie de supposer qu'il y a eu un testament, pour se donner le droit de rendre plainte qu'on l'a soustrait ? Si cela est, il n'y a point d'héritier qui ne puisse être traversé par quiconque aura la témérité d'imaginer un testament en sa faveur, & avec le secours de deux ou trois témoins on se procurera les successions les plus opulentes : l'ordre public ne résiste-t-il pas à une telle chimere ?

Mais la Demoiselle de Kerbabu a des commencemens de preuves de l'existence de ce testament ; il en est parlé dans un petit mémoire signé du Comte d'Hautefort ; ainsi ce n'est pas au hasard qu'elle a rendu cette plainte. Foible ressource pour soutenir une plainte de cette qualité. Ce mémoire qui en parle forme l'objet d'une accusation de faux principal, & jusqu'à ce qu'il soit purgé de ce reproche, il ne peut servir de fondement à la plainte de soustraction du testament. Mais indépendamment de cela, ce mémoire ne prouveroit pas qu'il y a eu un testament existant au jour du décès. Un homme qui parle de son propre testament dans un mémoire, peut lui-même le déchirer, le brûler depuis ; & quand il aura laissé cette note, ce sera un titre pour tourmenter ses héritiers après sa mort, sous prétexte que le testament n'aura pas été trouvé lors de l'inventaire : cette idée se peut-elle soutenir ? Il faudroit prouver que le testament a existé au moment de la mort, pour avoir un prétexte de rendre plainte de ce qu'on l'a supprimé depuis.

Enfin, quand il y auroit eu un testament, par où paroît-il qu'il y avoit quelque disposition en faveur de la Demoiselle de Kerbabu, pour l'autoriser à se rendre Accusatrice de la soustraction ? Il n'y a pas un mot dans les lettres, mémoires & autres pieces qu'elle rapporte qui en parle ; c'est donc elle qui commence par supposer qu'il y a eu un testament, par supposer que ce testament étoit en sa faveur, & qui, sur cet amas de suppositions, élève une accusation chimérique. Et par-là elle pourroit

Ecrit où le  
détunt parle  
de son testa-  
ment, ne  
prouve point  
qu'il ait laissé  
de testament.

donner atteinte à une accusation grave, sérieuse, formée contre elle ! C'est le comble de l'illusion.

Secondement, de quoi se trouve soutenue cette accusation chimérique ? Il n'y a pas le plus léger commencement de preuve, on ne dit pas contre le Marquis d'Hautefort, mais même contre aucune autre personne. Elle a fait entendre deux témoins à Paris, & tous deux ont traité sa plainte d'imposture ; elle a obtenu une commission rogatoire pour les Juges de Laval & de Brest, elles sont des 23 & 26 Janvier, cependant elle n'en a fait aucun usage ; l'Arrêt de défenses n'est que du 18 Février, cependant ces commissions n'étoient point encore présentées aux Juges à qui elles étoient adressées : elle n'a donc pas le plus léger indice pour soutenir son accusation.

Dans de telles circonstances, ose-t-on proposer sérieusement qu'une accusation chimérique, sans preuve, sans poursuite, qu'une accusation à peine ébauchée puisse être un obstacle à une autre accusation sérieuse dans son objet, soutenue des plus grandes preuves, & poursuivie avec tout le zèle & toute l'attention qu'elle mérite ?

Ces circonstances seules entraîneroient la chute de la procédure du Châtelet ; mais quand on revient au premier principe de cette affaire, au principe fondamental, qui est que l'accusation du Marquis d'Hautefort est nécessairement préalable à celle de la Demoiselle de Kerbabu, on ne conçoit pas comment cela peut faire un problème sérieux en Justice.

Mais, dit-on, la procédure de Laval ne peut pas subsister, elle est récriminatoire : 1°. par sa date qui est postérieure ; 2°. par la qualité des faits. On accuse la Demoiselle de Kerbabu d'avoir voulu suborner des Notaires, pour lui faire un faux contrat de mariage ; mais si elle prouve au Châtelet qu'elle en avoit un véritable qu'on lui a soustrait, que devient cette plainte de subornation ? 3°. Par l'ordre des faits. C'eux dont elle a rendu plainte ont été commis à la mort du Comte d'Hautefort, c'est-à-dire, au mois de Février 1727 ; ceux dont on l'accuse n'auroient pu l'être qu'au mois de Juin de la même année. 4°. Enfin la Demoiselle de Kerbabu ne cherche qu'à éclaircir la vérité, & le Marquis d'Hautefort qu'à empêcher qu'elle ne pénètre ; c'est à quoi se réduisent les prétendus caractères de récrimination que l'on reproche à la procédure de Laval ; mais que ce reproche est mal imaginé ! Les règles les plus communes & les plus invariables suffisent pour le confondre,

Premierement,



Premièrement, il ne peut jamais y avoir de récrimination que quand l'Accusé accuse lui-même son Accusateur ; & pour cela il faut que deux choses concourent : l'une, que celui à qui on reproche la récrimination soit accusé ; & l'autre, qu'il en soit instruit : car s'il n'est point accusé, ou qu'il ignore l'accusation formée contre lui, on ne peut pas dire qu'il fasse une procédure récriminatoire. Or ces deux circonstances se rencontrent également ici.

Il est certain que le Marquis d'Hautefort n'est point accusé, il n'est point nommé ni indiqué dans la plainte de la Demoiselle de Kerbabu, il n'est point nommé ni chargé dans ses informations ; enfin il n'est prévenu d'aucun décret ; comment pourroit-on donc supposer qu'il seroit accusé ? Et s'il ne l'est pas, comment lui seroit-il interdit de rendre plainte ?

S'il n'a pas pu accuser la Demoiselle de Kerbabu, il n'y avoit personne en France qui le pût faire, car il n'y a personne sur qui l'on ne puisse faire tomber la plainte vague de la Demoiselle de Kerbabu aussi bien que sur lui. Ce seroit sans doute un grand privilege pour la Demoiselle de Kerbabu, parce qu'elle a rendu une plainte vague qui ne charge personne, de s'être mis dans un état où il ne seroit permis à personne de l'accuser. C'est une illusion de prétendre que le Marquis d'Hautefort s'est, pour ainsi dire, rendu accusé lui-même, en appelant de la procédure extraordinaire faite au Châtelet ; car outre que cet appel, postérieur à toute la procédure faite à Laval, ne peut pas servir de prétexte pour la détruire, il est évident que le Marquis d'Hautefort n'a jamais interjeté cet appel, ni comme étant accusé, ni comme pouvant le devenir.

Quel est le fondement de son appel ? Ceci est d'une extrême conséquence. Ce n'est pas de dire : vous ne pouvez pas m'accuser ; mais c'est de dire : vous formez une accusation en qualité de veuve du Comte d'Hautefort, & dès-lors j'ai intérêt de l'empêcher, parce que vous usurpez une qualité qui me blesse. Oui, quand la Demoiselle de Kerbabu auroit déclaré précisément, par sa plainte, qu'elle ne prétendoit point accuser le Marquis d'Hautefort, quand elle auroit rendu plainte nommément contre d'autres, le Marquis d'Hautefort auroit toujours été en état de traverser cette procédure, d'en demander la nullité comme partant d'un faux principe qui le blesse. Ce n'est donc pas comme accusé, mais comme accusateur, qu'il interjette appel, c'est une suite de l'accusation qu'il a formée.

Il n'y a récrimination que quand l'Accusé accuse son Accusateur.

Qui n'est ni nommé, ni indiqué dans la plainte, peut, sans récrimination, rendre plainte de son côté.

Appeller d'une procédure extraordinaire, n'est pas toujours agir comme accusé.

Que devient après cela l'idée de récrimination ? Comment peut-on faire tomber ce reproche sur celui qui n'a jamais été accusé ni prévenu ? Il faut ignorer les premières règles pour donner dans une pareille idée.

Si le Marquis d'Hautefort avoit été accusé, & qu'il ne l'eût pas su lorsqu'il a rendu sa plainte, il est encore évident que le reproche de récrimination seroit mal placé ; car ce reproche suppose qu'on a voulu éluder, par une procédure contraire, une première procédure dirigée contre soi ; mais cela se peut-il dire de celui qui auroit ignoré cette première procédure ? Le Marquis d'Hautefort a rendu plainte à Laval le 4 Février ; mais pouvoit-il savoir alors une plainte rendue & demeurée ensevelie dans un profond secret ? La Demoiselle de Kerbabu n'en avoit encore fait aucun usage, les premières assignations n'étoient pas données aux témoins pour déposer : il est donc absurde de penser que l'on ait voulu traverser une procédure inconnue.

Mais allons plus loin. Est-ce qu'il n'est jamais permis à celui qui est accusé d'en accuser un autre ? Où a-t-on pris cette maxime ? Est-elle écrite dans l'Ordonnance ? & peut-on citer une Jurisprudence qui l'ait introduite ? Rien n'est plus commun au contraire dans les affaires criminelles que de voir, pour raison d'un même fait, chacun rendre sa plainte, l'un un jour, l'autre le lendemain ; chacun faire informer, & souvent le second plaignant être déclaré accusateur, & le premier demeurer accusé ; cela dépend alors de la force des charges, de savoir lequel est le plus prévenu du crime, lequel paroît avoir été l'agresseur, & de plusieurs autres circonstances qui dépendent de la prudence du Juge.

Les Loix donnent même quelquefois la préférence à la seconde accusation sur la première, par la seule nature de l'accusation. C'est la disposition de la Loi première au code *de his qui accusare non possunt*. *Prius est*, dit ce texte, *ut criminibus quæ tibi ut graviora ab adversario tuo objiciuntur, cædis atque vulnerum respondeas, & tunc ex eventu causæ Judex æstimabit, an tibi permitendum sit eundem accusare, tametsi prior inscriptionem deposuisti*. Cette disposition est bien précise : vous avez rendu une première plainte ; mais comme celui que vous avez accusé vous objecte un crime beaucoup plus grave, il faut commencer par vous en justifier, d'où Godefroy tire ce principe dans sa note sur cette Loi : *Accusatori suo reus majus crimen objicere potest, ut hinc, gravius igitur crimen quod relatatum est oportet prius expediri*.

Plainte pour  
être rendue  
par un Accu-  
sé, n'est pas  
toujours ré-  
criminatoire.



M. Cujas, l. 20 de ses observations, chap. 7, pose le même principe. *Majus crimen*, dit-il, *ei objici potest; & causa majoris criminis præfertur minori quod prius delatum est.*

Appliquons ces principes à la Cause. Supposons que le Marquis d'Hautefort fût instruit de la procédure de la Demoiselle de Kerbabu lorsqu'il a rendu plainte, sa procédure seroit-elle nulle pour cela ? Si sa plainte avoit précisément pour objet le même fait contenu dans celle de la Demoiselle de Kerbabu, il faudroit en décider par le mérite des charges & par les circonstances qui détermineroient à penser laquelle des deux accusations est la plus sérieuse; c'est ce que décide M. Cujas dans le chapitre déjà cité : *Si objicias accusatori crimen quod ipse reveletur, accusator oneretur, verum est eum quandocumque audiri, idemque si retorqueat crimen in accusatorem.*

Mais nous sommes dans une espece bien plus forte; car ce n'est pas seulement le même crime qui est rétorqué contre la Demoiselle de Kerbabu, c'en est un autre beaucoup plus grave qui lui est imputé, crime qui fait tomber celui qu'elle a supposé dans sa plainte. Or, dans ce cas, toutes Loix décident que c'est cette dernière accusation qui doit être instruite & jugée avant la première. *Causa majoris criminis præfertur minori quod prius delatum est.*

Le crime qui fait le sujet de plainte de la Demoiselle de Kerbabu n'est qu'une simple soustraction de titres, qui se réduiroit à des intérêts civils contre les coupables, si elle pouvoit être établie; mais les crimes de subornation d'Officiers publics pour faire faire un faux contrat de mariage, de Contrôleurs pour falsifier des registres précieux, le crime de faux principal pour avoir fait fabriquer un faux acte de célébration, sont des crimes bien plus graves.

D'ailleurs, comme on l'a toujours dit, l'accusation du Marquis d'Hautefort est nécessairement préalable, puisqu'il est impossible de permettre à la Demoiselle de Kerbabu de rendre une plainte comme veuve, ou du moins d'instruire une accusation dans cette qualité, quand on l'accuse d'usurper cette qualité sur de faux titres.

Ainsi la prétendue récrimination ne se peut soutenir ni dans le fait, ni dans le droit. Dans le fait, parce que le Marquis d'Hautefort n'est point accusé, & qu'il ne pouvoit pas même savoir, au jour de sa plainte, la plainte vague que la Demoiselle de Kerbabu avoit rendue secrètement, & dont elle n'avoit encore

fait aucun usage. Dans le droit, parce qu'il est contraire à toutes fortes de regles de prétendre qu'une seconde accusation doive nécessairement céder à une première, & que les Loix nous apprennent au contraire qu'un crime plus grave opposé à l'Accusateur, & sur-tout un crime qui de sa nature est préalable à celui qui fait la matiere de la première plainte, doit être instruit avant que de suivre la première accusation.

Après cela, les prétendus caractères de récrimination tombent d'eux-mêmes. La date de la plainte ne sert de rien, comme on l'a établi; la qualité des faits est précisément ce qui détruit & écarte la récrimination, puisque le fait de savoir si la Demoiselle de Kerbabu est veuve doit nécessairement être discuté avant que de savoir si elle peut rendre plainte en cette qualité. L'ordre des faits est une circonstance frivole. La suppression a été commise, dit-on, au moment de la mort & dans le mois de Février, au lieu que les subornations ne seroient que du mois de Juin; mais ces époques n'ont jamais décidé de la préférence des procédures. Si les subornations ne sont que du mois de Juin, la fabrication de l'acte de célébration de mariage peut être bien antérieure, & commise dans le tems même du décès. La Demoiselle de Kerbabu prétend que l'on a soustrait la minute du contrat de mariage depuis le mois de Septembre; c'est-à-dire, que le fait principal qu'elle impute seroit de beaucoup postérieur à ceux dont elle est accusée. Mais, on le répète, ce n'est pas-là ce qui peut jamais diriger l'ordre de la procédure.

Enfin elle suppose que le Marquis d'Hautefort ne cherche qu'à empêcher la vérité de pénétrer; mais quelle vérité? Est-ce celle de l'état de la Demoiselle de Kerbabu? On le demande à toute personne équitable, est-ce donc le moyen de l'éclaircir que d'empêcher que la procédure commencée à cet égard ne soit continuée? Qu'apprendra-t-on dans la procédure du Châtelet? Tout au plus s'il y a eu un contrat de mariage & un testament; mais que serviroit l'un & l'autre, s'il n'y avoit point de mariage? C'est donc s'attacher à l'objet inutile, & s'éloigner du seul qui peut être important & décisif. Et après cela la Demoiselle de Kerbabu osera dire que c'est le Marquis d'Hautefort qui veut empêcher que la vérité soit connue!

Son unique objet au contraire est qu'elle soit manifestée; il n'a rendu plainte que pour y parvenir; il ne demande la continuation de sa procédure que pour la mettre dans tout son jour; s'il y avoit quelque autre expédient pour la découvrir plutôt & plus



sûrement, il n'y en a point auquel il ne se prêtât; la Cour n'a qu'à lui en tracer la route, il n'y en a point qu'il ne suive. Mais de lui étouffer la voix, mais de l'empêcher de poursuivre la vengeance des crimes dont il accuse la Demoiselle de Kerbabu, ce feroit au contraire étouffer la vérité. Elle est trop précieuse en général, & sur-tout dans une affaire si intéressante, pour que la Cour puisse jamais être entraînée à un parti si peu convenable.

## R É P L I Q U E.

**T**OUT l'objet de la Cause du Marquis d'Hautefort est de soutenir sa procédure contre celle de la Demoiselle de Belingant. Il faut d'abord en rappeler les dates en un mot.

14 Janvier 1728, plainte rendue à Paris chez un Commissaire contre des quidams qui lui ont enlevé un prétendu contrat de mariage & un testament.

17 dudit mois, permission d'informer.

23 & 26, commission rogatoire aux Juges de Brest.

3 Février, permission de publier monitoire.

8 dudit, publication.

7 Février, information de la Demoiselle de Belingant, composée de deux témoins qui lui sont contraires.

4 Février, antérieurement à l'information de la Demoiselle de Belingant & à la publication de son monitoire, Plainte rendue à Laval contre ladite Demoiselle, de subornation d'Officiers publics, & fabrication de faux titres pour se procurer la qualité de veuve du Comte d'Hautefort.

Le même jour, permission d'informer, & information continuée jusqu'au 11, composée de dix-sept témoins.

Le 11, décret de prise de corps, exécuté le 15.

Donc dans le fait il est démontré, 1°. que le Marquis d'Hautefort n'a jamais été accusé, n'étant nommé ni dans la plainte, ni dans l'information.

2°. Que, quoique sa plainte soit postérieure, cependant son information a été faite avant celle de la Demoiselle de Belingant, & sa procédure portée jusqu'au décret avant qu'elle eût eu la moindre preuve, quoiqu'elle ait eu le tems d'en acquérir (s'il lui avoit été possible), l'Arrêt de défenses n'ayant été obtenu qu'un mois après.

Dans le droit, il résulte que la procédure du Marquis d'Hautefort n'est point récriminatoire.

1°. Parce qu'elle n'a point été faite par un Accusé, puisqu'il ne l'a jamais été; & que s'il a interjeté appel de la procédure de la Demoiselle de Belingant, ce n'a point été comme accusé, mais comme accusateur & comme héritier & neveu du Comte d'Hautefort, contre une fille qui usurpoit une qualité de veuve qui le bleffoit.

2°. Parce que sa procédure n'a point pour objet le même fait.

3°. Parce que, lors de cette procédure, il ne pouvoit avoir aucune connoissance de celle du Châtelet, qui n'en étoit encore qu'aux termes d'une plainte secrète.

4°. Parce que la date des plaintes qui sont secrètes ne peut pas décider de l'antériorité, sans quoi tous les coupables, avec cette précaution, se mettroient à couvert par de semblables voies.

5°. Parce que si les dates décidoient, il est certain que son information a été commencée avant celle de la Demoiselle de Belingant, & le décret obtenu.

Donc plus de moyen de récrimination; on l'a même comme abandonné à la dernière Audience.

Comment donc se déterminer pour la préférence entre ces deux procédures?

A l'égard de leur objet, c'est-à-dire, des crimes contenus dans les plaintes, on veut bien les supposer égaux, quoique la subornation d'Officiers publics & le crime de faux objectés à la Demoiselle de Belingant soient plus graves que la prétendue suppression d'un contrat & d'un testament, de l'existence desquels on n'a d'autre indice qu'un papier argué de faux.

A l'égard des charges, elles sont certainement plus fortes du côté du Marquis d'Hautefort, comme on le voit par les informations; mais on veut encore les supposer égales, parce qu'on prétend qu'elle n'a pas eu le loisir d'achever les siennes, quoiqu'il y ait eu un mois entier jusqu'à l'Arrêt de défenses qui l'a arrêtée.

Donc, en accordant tout cela à la Demoiselle de Belingant, toutes choses sont jusqu'ici égales.

Mais le Marquis d'Hautefort a encore deux avantages considérables. L'un, que sa procédure tend à éclaircir une question d'état, qui toujours est préjudicielle.

L'autre, que la procédure de la Demoiselle de Belingant est



fondée sur une qualité non-seulement contestée, mais de plus arguée de faux.

Dans ces circonstances, il n'est pas question de casser ni l'une ni l'autre procédure, aucune des deux n'étant nulle dans sa forme. Reste donc trois partis à prendre ; ou les faire marcher toutes deux d'un pas égal ; ou suspendre celle du Châtelet, & laisser subsister celle de Laval ; ou détruire celle de Laval, & suivre celle du Châtelet.

1°. Pour les faire marcher d'un pas égal, comme celle du Marquis d'Hautefort est fort avancée, & celle de la Demoiselle de Belingant à peine commencée, il faudroit, en convertissant le décret de prise de corps en ajournement personnel, ordonner qu'avant faire droit sur toutes les demandes, la procédure du Châtelet seroit continuée jusqu'au décret, pour être, avec celle de Laval, rapportée en la Cour, & sur le tout ordonné ce que de raison ; ou bien ordonner qu'avant faire droit sur l'appel de la Demoiselle de Belingant, ensemble sur toutes les demandes des Parties, la procédure commencée au Châtelet seroit continuée jusqu'au décret. Mais par ce chemin on ne feroit que reculer la difficulté, parce qu'il faudra toujours déclarer alors qu'il demeurera accusé ou accusateur : ce que l'on peut faire dès-à-présent.

2°. Si l'on continuoit la procédure de la Demoiselle de Belingant au préjudice de celle du Marquis d'Hautefort, on autoriseroit une procédure fondée sur une qualité que l'on présente aux Juges comme un crime, & qu'ils feront peut-être obligés de détruire eux-mêmes, si ce crime est prouvé ; & qui pis est, quand la procédure seroit achevée au Châtelet, & même la preuve complete contre le Marquis d'Hautefort, on ne pourroit prononcer contre lui ni peine, ni dommages & intérêts en faveur de la prétendue veuve, sans auparavant discuter cette qualité de veuve, arguée de faux ; & par conséquent il faudra faire après coup ce que l'on pourroit faire à présent.

Outre cela, en continuant la procédure du Châtelet au préjudice de celle de Laval, on courroit risque de faire tomber par un Arrêt, que l'on ne regarde néanmoins que comme un Arrêt d'instruction, les preuves qui résultent de cette procédure pour établir les crimes de subornation & de faux ; on ôteroit par provision au Marquis d'Hautefort les moyens qu'il peut tirer de ces dépositions, & on lui enleveroit les preuves qu'il peut en induire pour établir le faux ; & quoiqu'en ordonnant l'instruction du faux

principal, on statuoit, conformément à l'Ordonnance, qu'elle se feroit tant par titres que par témoins, il se trouveroit néanmoins que, par provision, on lui auroit ôté toutes les preuves testimoniales qu'il pourroit en administrer, & qui sont écrites dans les dépositions de Laval.

3°. Enfin si l'on donnoit la préférence à la procédure du Marquis d'Hautefort, il paroît que l'on agiroit plus conformément aux principes, en agitant d'abord la question d'état, par l'événement de laquelle, s'il se trouve que la Demoiselle de Belingant a usurpé la qualité de veuve, il n'y a plus de procès, & son action tombe. Si au contraire elle l'établit, elle sera autorisée à poursuivre son action criminelle en suppression de pieces : par-là on ne seroit point obligé de revenir sur ses pas pour examiner après coup la question d'état, & l'on ne seroit aucun tort à la Demoiselle de Belingant, dont la procédure, en l'état où elle est, ne contient aucune preuve ; au lieu que celle du Marquis d'Hautefort contient presque toutes celles qu'il peut desirer.

Si les deux plaintes étoient du même jour, on se détermineroit sans balancer en faveur de celle du Marquis d'Hautefort, parce que la question d'état préjudicielle qu'elle renferme décideroit en sa faveur.

On a démontré que la date des plaintes ne change rien à leur nature, & ne peut pas décider ; si donc on peut encore hésiter, ce ne peut être que parce que la plainte de la Demoiselle de Belingant est accompagnée de quelques titres colorés, qui sont ces lettres & ce prétendu extrait de célébration.

Mais tous ces titres sont attaqués de faux ; il faut donc, avant toutes choses, les examiner ; comme si, dans une affaire où l'on voudroit contraindre un débiteur par corps en vertu d'un titre qu'il attaqueroit de faux, on vouloit l'emprisonner par provision avant de vérifier la piece arguée de faux.

La Demoiselle de Kerbabu dit qu'on lui retient ses titres, & qu'il faut les lui rendre préalablement à tout, & par conséquent autoriser sa poursuite qui tend à les r'avoir ; mais c'est une illusion : car ce ne sont point les titres constitutifs de son état qu'elle réclame, c'est un contrat & un testament qui dépendent d'un extrait de célébration qu'elle a en sa possession ; & c'est ce titre fondamental qu'elle possède que l'on attaque de faux.

Elle a donc le titre constitutif de son état ; on l'attaque ; c'est à elle à le soutenir avant de pouvoir réclamer les autres qui n'en sont que la suite, & qui ne lui peuvent servir, si celui-là n'est bien établi.



*A Monsieur le Lieutenant Criminel.*

**S**UPPLIE humblement Emmanuel, Marquis d'Hautefort : disant qu'à entendre la Demoiselle de Kerbabu annoncer dans le commencement de sa Requête, qu'elle va accabler son Adversaire par le poids des preuves que l'instruction lui a acquises, & qui manifestent les crimes qu'elle a déferés à la Justice, & demander, à la fin de la même Requête, une réparation d'honneur & 150000 liv. de dommages & intérêts ; il n'y auroit personne qui ne regardât le Marquis d'Hautefort comme un homme perdu, & qui n'imaginât que l'on va trouver, au moins dans la procédure extraordinaire, de quoi élever, contre lui, les plus violens soupçons. Une personne qui se pique de droiture & de sincérité, seroit-elle capable d'insulter à son ennemi par des traits si vifs & si sanglans ? Formeroit-elle des demandes si outrées, si elle n'y étoit conduite par des circonstances qui les autorisent ? Voilà les idées qui doivent se présenter naturellement à l'esprit de ceux qui ne sont point instruits du fond de cette affaire, & qui n'ont vu ni les informations, ni toutes les autres parties de la procédure.

Mais que doivent penser, au contraire, ceux qui en sont instruits ? Quelle idée peuvent-ils se former de l'auteur d'une pareille Requête ? On seroit presque tenté de croire que, livré à une espece d'enchantement, il ne veut plus ni voir ni entendre. Quoi ! triompher d'une accusation dont toutes les parties sont également confondues par les preuves les plus sensibles ; marcher, la tête levée, quand on devroit rougir des calomnies auxquelles on a eu l'impudence de se livrer ; affecter un ton de confiance & de présomption quand tout s'arme pour dévoiler la noirceur d'une conduite si odieuse ! Ce sont des talens réservés à la Demoiselle de Kerbabu seule, & qui doivent exciter l'indignation de toutes les personnes d'honneur.

Aussi cette confiance affectée ne se soutient-elle pas long-tems : on la voit, dans la même Requête, prévenir le Jugement inévitable qui va la condamner, appeler, par avance, des décisions de la Justice à un Tribunal auquel elle préside, & du haut duquel elle lance, contre le Suppliant, les foudres les plus redoutables.

*Quand les précautions qu'il a prises, dit-elle, pour dérober la con-*

*noissance des crimes qu'il a commis dans les ténèbres , lui assureroient une espece d'impunité dans les Tribunaux de la Justice ; il est un autre Tribunal encore plus redoutable à ceux qui ont des sentimens , où il ne parviendra jamais à se justifier , & ceux mêmes qui paroîtront s'intéresser pour lui le condamneront dans le fond de leur cœur. On entend bien ce que signifie un pareil langage ; c'est-à-dire , je vous ai accusé de crime dont je savois bien qu'il étoit impossible de vous convaincre , mais , en succombant dans mon accusation , je vous aurai toujours deshonoré auprès de ceux qui sont disposés à croire le mal , même lorsqu'il n'y en a aucun indice , qui jugent un homme coupable uniquement parce qu'ils le veulent , & dont le fanatisme ne peut être guéri par les oracles même de la Justice.*

Voilà donc l'unique vue que la Demoiselle de Kerbabu s'est proposée dans cette affaire. Elle savoit bien qu'elle déferoit à la Justice des crimes chimériques ; elle savoit bien qu'elle n'en trouveroit jamais aucune preuve ; mais elle s'est imaginée qu'il y avoit des hommes toujours prêts à recevoir les plus odieuses déclamations , & qu'auprès de ceux-là elle conserveroit l'avantage de perdre son ennemi , même après qu'il auroit été justifié.

Un projet si détestable doit redoubler la sévérité de la Justice. Comment contenir celle qui compte pour rien les Jugemens qui doivent la confondre , si ce n'est en les rendant si sévères qu'elle en craigne au moins la rigueur , si elle n'en respecte pas la sagesse ?

Après un aveu si naturel , il n'y a pas de grands efforts à faire pour détruire ce que la Demoiselle de Kerbabu a cherché à rassembler dans sa Requête , pour exciter quelques soupçons contre le Suppliant.

Cette Requête embrasse trois affaires absolument distinctes , quoiqu'il ne s'agisse que d'une seule aujourd'hui. La Demoiselle de Kerbabu y traite la question de son état ; elle y rappelle la procédure commencée contr'elle à la requête du Suppliant , & que le Parlement a condamnée en la regardant comme récriminatoire ; mais il est évident que ces objets sont absolument étrangers à l'objet de ces plaintes sur lesquelles vous avez , Monsieur , à prononcer.

Soit que vous jugiez qu'il y a eu un contrat de mariage & un testament supprimés , ce que la Demoiselle de Kerbabu n'ose pas elle-même espérer , comme on vient de voir ; soit que vous déchargiez le Suppliant d'une si téméraire accusation , la question



de son état demeurera toujours entiere , parce que ce n'est , ni par un contrat de mariage , ni par un testament que se forme un état ; il faut un acte de célébration revêtu de toutes les formes prescrites par les saints Canons & par les Ordonnances du Royamé ; il faut en conséquence former une demande purement civile à fin de paiement des reprises de la veuve. Ce fera alors que le Suppliant prendra les mesures qu'il croira convenables pour défendre à une pareille prétention. On verra alors de quel poids peut être une prétendue feuille volante , qui ne fait partie d'aucun registre public : qu'elle idée on peut se faire d'un mariage secret , inconnu pendant toute la vie du Comte d'Hautefort , & comment on prétend le concilier avec ces Lettres réitérées de la mere & de la fille , dans lesquelles , trois mois après la mort du Comte d'Hautefort , elles reconnoissent qu'il n'y a point eu de mariage. On verra si la Demoiselle de Kerbabu en fera quitte pour dire qu'elle a eu tort , pour avouer une faute qu'elle s'attribue , & pour en demander grace. Mais il est évident , que tout cela ne peut être agité aujourd'hui , qu'il s'agit uniquement de savoir s'il y a suppression d'un testament & d'un contrat de mariage.

Il faut écarter de même toute la procédure faite à Laval & l'Arrêt qui l'a condamnée. La Demoiselle de Kerbabu s'abuse trop facilement si elle s'imagine qu'elle a été justifiée , par l'Arrêt , des crimes qu'on lui imputoit , & qu'en même tems on a reconnu le Suppliant coupable des plus énormes attentats ; comme elle ose l'avancer. On a jugé que la procédure qu'il avoit faite à Laval étant postérieure à celle qu'elle avoit commencée devant vous étoit récriminatoire ; on a jugé que la capture de la Demoiselle de Kerbabu n'étoit pas réguliere dans les circonstances où elle se trouvoit elle-même Accusatrice. La Demoiselle de Kerbabu s'écrioit alors qu'on avoit voulu par-là étouffer sa voix , & lorsqu'elle auroit la liberté de suivre son accusation , elle alloit en rapporter les preuves les plus claires & les plus sensibles. Ces plaintes redoublées avec vivacité ont pu faire soupçonner au Parlement quelque violence de la part du Suppliant ; voilà ce qui a donné lieu à cet Arrêt si sévere : mais aujourd'hui que les fausses idées dont la Demoiselle de Kerbabu avoit prévenu le Public vont tourner à sa confusion , on ne doute pas qu'il ne s'élève contre celle qui lui en a imposé avec tant d'artifice.

Il faut donc se renfermer dans le seul objet des plaintes de la

Demoiselle de Kerbabu. Comme on en a prouvé la calomnie manifeste dans la première Requête du Suppliant, on se contentera de faire ici de simples observations.

Premièrement la Demoiselle de Kerbabu affecte, dans sa Requête, de ne rappeler qu'une partie des faits renfermés dans ses plaintes. Elle ne parle qu'en passant de la prétendue suppression de la minute du contrat de mariage & du contrôle, & ne dit pas un mot d'un autre chef, qui est la lacération de deux feuillets du Registre des mariages de la Paroisse d'Argentré; mais il est important de la fixer malgré elle à ces objets. Ce seroit un attentat énorme que la lacération d'une partie d'un Registre public; est-il permis d'en former l'accusation quand le corps du délit est purement chimérique, comme il paroît par l'existence même du Registre, qui est sain & entier? Voilà donc un chef dans lequel la Demoiselle de Kerbabu est convaincue d'une étrange calomnie.

L'autre ne doit pas moins révolter toutes les personnes équitables. On rend plainte de la soustraction de la minute d'un contrat de mariage chez un Notaire, & de la mention du contrôle dans le registre du Contrôleur. Cependant on ne fait aucune diligence contre ce Notaire, ou plutôt on n'a fait que des diligences si infructueuses, qu'il n'a pas été possible d'obtenir contre lui le plus simple décret; &, par la Requête de la Demoiselle de Kerbabu, elle ne prend aucune conclusion contre lui. Voilà donc le Notaire pleinement justifié, lui qui auroit été le plus coupable de tous ceux qui auroient eu part à un tel crime, puisqu'un Officier public, capable de livrer les minutes desquelles dépendent l'honneur & la fortune de tous les hommes, seroit un prévaricateur que l'on ne pourroit jamais assez punir. Ains, contre qui on avoit tant déclamé aux Audiences du Parlement, cet Officier que *la Demoiselle de Kerbabu & ses Conseils les plus intimes ont osé dire publiquement qu'ils feroient pendre*, est pourtant aujourd'hui un innocent contre lequel elle n'a pas même osé agir. Le fait de la soustraction de la minute, que l'on suppose qu'il avoit, est donc une pure calomnie.

Secondement, que devient après cela le fait de la soustraction de la grosse de ce même contrat de mariage? On ne peut trop insister sur cette réflexion; vous êtes supplié, Monsieur, d'y faire une attention singulière. S'il n'y a point de minute soustraite, il est impossible qu'aucune grosse l'ait été, car toute grosse d'un contrat de mariage suppose une minute. Si la grosse avoit été



soustraite, la minute se trouveroit ; & , puisqu'elle ne se trouve pas , c'est une preuve constante qu'il n'y a jamais eu de grosse.

Pour mettre cet argument dans un plus grand jour, supposons, avec la Demoiselle de Kerbabu, une minute de contrat de mariage reçue par Ains & contrôlée, & une expédition délivrée au Comte d'Hautefort. On accuse le Suppliant d'avoir soustrait la minute chez Ains, & la grosse dans les papiers du Comte d'Hautefort. De deux choses l'une, ou le premier fait est vrai ou il est faux ; s'il est vrai, Ains est le premier coupable d'avoir livré sa minute, & il faut le punir avec la dernière sévérité : s'il est faux, la minute n'ayant point été supprimée, comment peut-on imaginer que l'on ait soustrait la grosse ? Il est donc impossible, par rapport au fait de soustraction, de frapper sur aucun coupable avant que l'on ait commencé par frapper sur Ains : cependant on le respecte, on n'a rien fait, & on n'oseroit rien faire contre ce Notaire, on ne demande rien contre lui ; ne pourroit-on pas dire, après cela, qu'il y a de la folie à poursuivre d'autres prétendus coupables qui ne peuvent jamais l'être si Ains est innocent ? Aussi toute la procédure ne présente-t-elle aucun vestige de cette prétendue soustraction de grosse & de testament ; c'est ce que l'on a démontré dans la Requête du Suppliant, en suivant toutes les parties de la procédure.

Écoutons les raisonnemens de la Demoiselle de Kerbabu. *Il faut, dit-on, prouver que le contrat de mariage & le testament qu'elle cherche existoient au moment de la mort du Comte d'Hautefort dans ses papiers ; il faut prouver que l'on a fouillé dans ses papiers & dans sa cassette ; alors on ne pourra douter que celui qui s'est mis en possession de tout n'ait supprimé ces pièces importantes. Or la Demoiselle de Kerbabu a des preuves littérales de l'existence du contrat de mariage & du testament au moment de la mort du Comte d'Hautefort ; elle rapporte vingt-une pièces, dont seize sont assez inutiles, mais cinq sont accablantes ; on voit, dans ces cinq pièces, que le Comte d'Hautefort étant arrivé à Paris après son mariage, écrivit une première lettre à la Demoiselle de Kerbabu où il lui mande : gardez, & avec soin, les papiers que je vous ai donnés, car si je venois à vous manquer avant que notre mariage fût déclaré, vous mettriez par-là bien à la raison tous les gens qui se pourroient persuader que je ne pouvois pas, par notre contrat de mariage, vous donner tout mon bien.*

La Demoiselle de Kerbabu lui ayant répondu qu'il ne lui avoit point laissé de papiers, il rechercha & trouva en effet à Paris son

contrat de mariage, c'est ce qu'il mande par la lettre suivante : *vous aviez raison ; en arrivant à Paris , j'ai trouvé ce que je croyois vous avoir donné à Hauterive ; le tout est ensemble avec notre contrat de mariage , dans ma cassette , avec sûreté.* Dans un Mémoire séparé le Comte d'Hautefort ajoute : *j'ai dans ma cassette mon testament fait à Hauterive.*

Enfin , dans les fragmens séparés on voit que le Comte d'Hautefort parle de son contrat de mariage , de son testament du 24 Septembre, *pour le tout être envoyé fidèlement au Château de Saint-Quentin à Avranches ;* ce sont les restes de l'enveloppe d'un paquet, mis dans la cassette du Comte d'Hautefort , *pour être envoyés à la Demoiselle de Kerbabu.*

*Toutes ces pieces , dit la Demoiselle de Kerbabu , sont écrites de la propre main du Comte d'Hautefort ; peut-on douter que le contrat de mariage & le testament n'aient existé au moment du décès ?*

Quand on conviendrait de la vérité de ces écrits autant qu'on les soutient faux, que faudroit-il en conclure ? Que le Comte d'Hautefort avoit dans sa cassette , au mois de Novembre & de Décembre 1726 , un contrat de mariage & un testament , & si l'on veut même , qu'il les a mis dans une enveloppe pour être envoyés à la Demoiselle de Kerbabu. Voilà l'unique conséquence que l'on en peut tirer. Mais de ce que ces pieces existoient dans la cassette au 15 Décembre , est-il permis d'en conclure qu'elles y étoient encore le 7 Février suivant ? C'est ce qu'on ne pourra jamais passer à la Demoiselle de Kerbabu. En effet, il n'y a aucune nécessité qu'une piece, qui est dans un endroit au mois de Décembre, y soit encore au mois de Février suivant. On ne peut pas même dire qu'il y ait ni présomption ni vraisemblance ; car il est aussi naturel de croire que l'on ait envoyé des pieces d'un lieu en un autre, que de penser qu'on les ait laissées au même endroit.

Veut-on même donner quelque chose à la présomption ? Elle porteroit ici absolument à penser que les pieces mentionnées dans ces écrits n'étoient plus en la possession du Comte d'Hautefort , non-seulement quand il est mort , mais même quand il est tombé malade. Suivons ces prétendus écrits du Comte d'Hautefort , toujours en les supposant vrais.

Il paroîtroit , par la premiere Lettre , que son intention auroit été de donner ces papiers à la Demoiselle de Kerbabu , afin que , s'il mouroit avant de déclarer son mariage , elle pût mettre à



la raison ceux qui pourroient se persuader qu'il ne pouvoit pas lui donner tout son bien par contrat de mariage : voilà donc quel auroit été son objet , c'auroit été de remettre ces papiers entre les mains de la Demoiselle de Kerbabu ; il les trouve cependant à Paris, il en fait un paquet & les met sous une enveloppe.

En cet état il se sent obligé de se mettre chez un Chirurgien ; il n'ignore pas le danger où il peut être de perdre la vie ; la présomption naturelle est, qu'avant d'aller chez le Chirurgien, il aura confié ce paquet à une personne sûre, & l'aura fait remettre à la Dlle de Kerbabu ; autrement il auroit agi contre les idées qu'on lui attribue : car, par la premiere Lettre, on lui fait dire que s'il venoit à mourir avant que le mariage fût déclaré, ces papiers seroient nécessaires à la Demoiselle de Kerbabu pour mettre ses héritiers à la raison ; & cependant allant se mettre dans les remèdes, & exposer sa vie à un danger évident, il auroit laissé ces papiers exposés à tomber entre les mains de ces mêmes héritiers, c'eût été agir contre son propre sentiment ; ainsi, en supposant ces écrits aussi sinceres qu'ils sont faux, la présomption naturelle est que les papiers qu'il avoit en Décembre 1726, il ne les avoit plus en Février 1727.

Sans que l'on puisse dire, *que s'il avoit fait remettre à la Demoiselle de Kerbabu ces papiers, elle ne les demanderoit pas, & ne feroit pas tant de fracas pour retrouver ce qu'elle auroit.* Car, pour faire ce raisonnement, il faudroit supposer des titres en bonne forme ; mais si, au contraire, ce contrat de mariage & ce testament étoient aussi informes que le prétendu mariage tel qu'on le suppose seroit irrégulier, & que la Demoiselle de Kerbabu s'étant bien consultée eût reconnu qu'elle ne pouvoit s'en prévaloir, on n'aura pas de peine à juger pourquoi elle auroit fait grand bruit de la soustraction des pieces qu'elle avoit en sa possession.

N'est-il pas absurde après cela de dire, pour la Demoiselle de Kerbabu, que, *par les Lettres que le Comte d'Hautefort lui a écrites, il a prétendu lui fournir des titres contre sa succession pour l'obliger de représenter les papiers dont il lui parloit ?* Quoi ! quand un homme aura dit, de son vivant, qu'il a des papiers, ses héritiers seront coupables de soustraction, parce qu'ils ne se trouveront point à sa mort ? Quand on fonde une accusation grave sur un pareil raisonnement, il faut renoncer au bon sens & à la raison. D'ailleurs n'étoit-il pas plus court & plus simple au Comte d'Hautefort d'envoyer les papiers même à la Demoiselle de Kerbabu, que de lui fournir des armes pour se les faire représenter ? Ainsi,

s'il étoit si inquiet de ces papiers, s'il desiroit si ardemment qu'elle les eût en sa possession, on doit présumer qu'il les lui a fait remettre ; ce n'est pas une chose si difficile que d'envoyer un paquet sûrement à Avranches ou à Saint-Quentin, pour croire que le Comte d'Hautefort ne l'eût pas fait s'il l'avoit désiré.

C'est ce que les fragmens d'enveloppe persuaderoient même singulièrement qu'il auroit fait, s'ils étoient vrais. Car si le Comte d'Hautefort craignoit ses héritiers, & qu'il voulût mettre la Demoiselle de Kerbabu à l'abri des attentats, falloit-il laisser dans sa cassette ces papiers précieux avec une enveloppe qui expliquât tout ce qui étoit dedans ? C'auroit été au contraire les tenter de faire ce qu'il craignoit.

Concluons donc que ces écrits, en les supposant vrais, non-seulement ne prouveroient pas l'existence du contrat de mariage & du testament au moment de la mort, mais prouveroient même au contraire que le Comte d'Hautefort auroit eu grand soin de les faire remettre pendant sa vie à la Demoiselle de Kerbabu, ce qui rendroit encore son accusation plus odieuse.

Mais il s'en faut bien que le Suppliant convienne de la vérité de ces écrits ; il espere bien en établir un jour la fausseté, lorsque, déchargé de l'accusation, il aura une pleine liberté de suivre toutes les voies qui tendent à démontrer le faux. Quoi qu'en dise la Dlle de Kerbabu, il a déjà sur elle un grand avantage dans cet objet, puisque les Experts ont trouvé, dans presque toutes les Lettres dont elle avoit tant vanté la sincérité, des traits formés par une main étrangère, des mots substitués à d'autres, des lettres grattées avec des ferremens, & d'autres traces de l'entreprise d'un faussaire.

Elle dit en vain *que ce ne sont pas sur les endroits les plus essentiels que tombent ces observations* : n'est-il pas des premiers principes, qu'une piece altérée dans une partie devient bien suspecte dans le tout ? On ne voit point, dans les affaires où regne la candeur & la probité, de ces pieces équivoques qui paroissent sinceres en partie & qui ne le sont pas dans le reste. Ce n'est ici qu'un premier essai de la part des Experts, & si, au premier coup-d'œil ils ont aperçu des traits d'altération & de fausseté, que n'a-t-on pas lieu d'espérer quand on aura eu la liberté de faire examiner ces pieces avec plus de soin, & de joindre aux éclaircissemens que peuvent donner les Experts les autres preuves que la Loi autorise ? La Demoiselle de Kerbabu convient que *s'il y a des lettres grattées avec un ferrement, comme les Experts l'ont tous*  
reconnu,

Tout devient  
suspect dès  
qu'on trouve  
du faux.



*reconnu, il est bien difficile de ne pas reconnoître qu'il y a ici de l'imposture ; elle a la malignité de supposer que ces lettres ont pu être grattées depuis qu'elle en a fait le dépôt au Greffe ; elle se fonde, pour autoriser une si noire calomnie, sur ce que, dans le procès-verbal que vous avez dressé, Monsieur, lors de ce dépôt, vous n'avez point fait mention de cette circonstance ; mais il y a deux réponses décisives à cette observation.*

La première est, que quand vous avez dressé votre procès-verbal, vous n'avez pas prétendu faire fonction d'Experts, ni éplucher chaque lettre en particulier, moins encore examiner des jambages grattés pour réformer ce qui étoit originairement : c'est-là ce qui est réservé au travail des Experts ; ainsi l'on ne peut tirer aucune induction de ce procès-verbal.

La seconde réponse est que les Experts, dans leur rapport, ont reconnu que ces lettres avoient été grattées pour parvenir à réformer ce qui étoit originairement écrit, & s'accorder à ce que l'on vouloit écrire de nouveau. Ainsi l'on a gratté le jambage d'une lettre, & de l'autre jambage on en a formé une lettre nouvelle ; les lettres ont donc été grattées dans le tems même qu'une main étrangère en a écrit de nouvelles ; l'un a donc été fait pour l'autre afin de former le sens qu'on vouloit donner à la lettre. Ce sens est constaté, & par les copies signifiées, & par les copies imprimées ; ce n'est donc point depuis le dépôt fait au Greffe que l'on s'est servi de ferremens pour altérer ces lettres.

Cette circonstance si importante, du propre aveu de la Demoiselle de Kerbabu, s'élèvera toujours contre les écrits qu'elle nous donne comme des actes si purs & si irréprochables. C'en est assez pour rendre tous ces écrits suspects ; mais, encore une fois, en les supposant vrais & authentiques, on n'en pourra jamais conclure que les papiers, dont ils parlent, fussent existans dans les papiers du Comte d'Hautefort au moment de son décès, parce qu'il est absurde de dire qu'un homme qui avoit un papier dans le mois de Décembre dût l'avoir encore au mois de Février suivant.

Mais que sont donc devenus ces papiers, dira-t-on ? La réponse est simple, il y a eu mille causes innocentes qui ont pu les faire passer en d'autres mains du vivant du Comte d'Hautefort, & peut-être même, comme on l'a dit, dans celles de la Demoiselle de Kerbabu ; mais ce n'est point au Suppliant à savoir ce qu'ils sont devenus.

Il s'agit d'une accusation de soustraction ; c'est à l'Accusatrice

Pour obliger l'héritier à représenter des papiers, il faut prouver que le défunt les avoit, non pas deux mois avant son décès, mais dans le tems même.

à prouver, sinon elle doit être condamnée aux dommages & intérêts proportionnés à la grieveté de l'injure, principalement après avoir persévéré, avec opiniâtreté, dans une accusation dont tout lui annonçoit la chimere.

Si les preuves littérales ne peuvent procurer à la Demoiselle de Kerbabu le plus léger avantage, que peut-on dire des preuves testimoniales qu'elle déclare elle-même dans sa Requête être les plus foibles ? *Ce sont, dit-elle, les preuves littérales qui portent ici les plus grands coups.* On vient de voir que, loin de trapper sur le Suppliant, elles se rétorqueroient bien plutôt sur la Demoiselle de Kerbabu.

En effet, à peine la Demoiselle de Kerbabu a-t-elle osé rappeler quelque traits, en très-petit nombre, pris dans ce cahos énorme de dépositions, d'interrogatoires, de récolemens & de confrontations, encore ne fait-elle plus où elle en est. Autrefois elle n'hésitoit point à placer l'époque de la prétendue soustraction au moment même de la mort du Comte d'Hautefort, dans la salle de Martinon ; c'est-là qu'elle prétendoit que les papiers avoient été tirés de la cassette, & brûlés avec l'enveloppe, dont, par miracle, on avoit sauvé des fragmens : c'est ainsi qu'elle a plaidé le fait l'année dernière, & qu'elle l'a débité dans son Mémoire imprimé ; & il falloit bien qu'elle le soutînt ainsi, puisqu'elle l'avoit fait mettre dans cette révélation anonyme qui sera éternellement la preuve de sa facilité à tenter les coups les plus hardis.

Aujourd'hui, en persistant encore dans ce système, pour ne pas abandonner cet écrit qui doit lui être si cher, elle vacille cependant ; elle s'avance jusqu'à dire que le tems & le lieu de la soustraction sont indifférens, & elle ne craint point d'insinuer que l'on a vu, l'après-midi, des paquets qui pourroient bien être ceux qu'elle soutient avoir été brûlés le matin. Voilà jusqu'où elle pousse l'égarement dans cette Requête, qui annonce tant de miracles ; elle tombe dans une contradiction que les plus simples apercevoient d'abord.

Voyons donc comment elle pourra soutenir les réflexions qui se présentent sur ces preuves opposées & contradictoires qu'elle voudroit réunir.

Elle propose le système de la révélation anonyme, & elle en est fort touchée. Elle soutient que, quoiqu'un papier anonyme par lui-même ne soit d'aucun poids, cependant se trouvant sous la même enveloppe que les fragmens écrits de la main du Comte d'Hautefort, il peut mériter plus de considération ; & elle ajoute



*que la vérité seroit dans un grand jour si l'Auteur de cette révélation avoit voulu se montrer ; mais que le Suppliant a trouvé le secret de le mettre dans ses intérêts.*

Voilà bien des discours sur un papier aussi méprisable dont il ne devrait pas même être permis de parler. Il n'y a point d'Accusateur qui ne puisse accabler son ennemi sous le poids des révélations anonymes : s'il étoit libre d'en envoyer mystérieusement au Greffe, le premier venu pourroit l'écrire, & aussi-tôt voilà l'Accusé au moins entamé. Faut-il donc que, dans cette affaire, tout se livre à l'égarement ?

Révélations  
anonymes.

Mais cette révélation est avec des fragmens écrits de la main du Comte d'Hautefort. Quand cela seroit, quelle conséquence en tirer ? La Demoiselle de Kerbabu, qui avoit en sa possession ces fragmens vrais ou faux, (car cela est ici indifférent) a bien compris qu'il n'en résulteroit jamais de preuve de soustraction, & c'étoit cependant l'avantage qu'elle vouloit en tirer. Comment faire pour leur donner une vertu qu'ils n'avoient pas ? Il n'y a qu'à faire parler un anonyme qui dira les avoir trouvés chez Martinon après la sortie du Marquis de Surville. On a donc fabriqué aussi-tôt cette prétendue révélation. Quelle illusion d'imaginer qu'avec quelques pieces qu'on ait pu la joindre, la Justice puisse jamais en être touchée ?

Mais on en fera encore bien moins frappé quand on se rappellera des faits qui ont été publics. Plus d'un mois avant que la révélation fût portée au Greffe, la Demoiselle de Kerbabu publia par-tout la découverte merveilleuse de l'enveloppe, & ce qui seroit dit dans la révélation, elle en fit un si grand bruit dans Paris, qu'il est impossible qu'on l'ait oublié. Ses Conseils affectoient de répéter qu'ils avoient vu la piece, ils la savoient par cœur, ils en donnoient des copies ; elle alla elle-même l'annoncer à M. le Curé de Saint Jean, à qui elle fut apportée ensuite. Osera-t-on démentir des faits si constans, & qui seroient attestés par les personnes les plus irréprochables ? Cependant de ces faits mêmes il résulte que c'est la Demoiselle de Kerbabu qui a envoyé les fragmens & la révélation, puisqu'elle en favoit si bien tout le détail avant qu'elle parût ; & , après cela, regardera-t-on cette piece autrement que comme un ouvrage d'intrigue, d'artifice & d'iniquité ?

S'il est constant que c'est la Demoiselle de Kerbabu elle-même qui a fabriqué cette piece, on aura peine à se persuader que le

Suppliant ait mis dans ses intérêts l'Auteur de la révélation ; idée d'ailleurs trop ridicule pour entrer dans une affaire sérieuse, puisqu'en supposant, contre l'évidence même, que la révélation vînt d'une autre main que de celle de la Demoiselle de Kerbabu, il est absurde d'imaginer que le Suppliant ait pu mettre dans ses intérêts un phantôme dont il est impossible d'approcher. La fable débitée dans la révélation tombe donc par la nature même d'une piece si méprisable ; elle tomberoit encore par la fausseté manifeste de ce qu'elle renferme. Tous les Témoins qui étoient chez Martinon au moment de la mort, conviennent que *le Suppliant demeura à côté de son oncle jusques vers la fin de l'agonie, qu'alors il passa dans l'anti-chambre, où, un moment après, Brunet vint lui annoncer la mort \**, & qu'aussi-tôt il sortit de chez Martinon, pour s'en aller à l'hôtel de Pompadour. Il n'y a donc pas eu un seul instant dans lequel il aît été enfermé avec Mandex, ni dans lequel il ait pu fouiller dans une cassette, ni prendre des papiers & les brûler.

Tous ces Témoins conviennent que *la cassette ni l'écritoire ne fut point portée, que l'on n'a vu chez Martinon aucuns papiers, qu'il n'en a été pris aucun, brûlé, ni détourné.*

Enfin l'anonyme suppose avoir *monté dans une salle* où étoit M. de Surville, en être descendu, & y être ensuite remonté ; & l'appartement du Comte d'Hautefort étoit de rez-de-chaussée à la cour. La fable a donc été concertée par un faussaire qui ignoroit la disposition des lieux ; c'est donc une piece non-seulement incapable de former le plus léger soupçon contre le Suppliant, mais qui, par un retour bien naturel, doit couvrir de confusion la Demoiselle de Kerbabu qui l'a fabriquée.

Aussi voit-on que, peu contente elle-même du succès de son ouvrage, elle semble l'abandonner ; elle change le tems & le lieu de la scène de la prétendue soustraction ; pour cela elle rapporte le récolement d'une Servante, nommée Françoise Champagne, qui, après avoir dit, dans sa déposition, que le Comte d'Hautefort étoit mort le 6 Février, que Gasselin étoit venu dans la maison, & étoit monté, avec Mandex, dans l'appartement du Comte d'Hautefort, où ils étoient restés long-tems seuls, & que le scellé n'avoit été apposé que le lendemain de la mort, réforme, dans son récolement, toutes ces circonstances qui se trouvoient

\* Brunet étoit l'Officier de M. le Comte d'Hautefort, lequel a été entendu dans l'information de la Demoiselle de Kerbabu.



prouvées fausses par le procès-verbal du Commissaire : elle dit donc, dans ce récolement, que *c'est par erreur qu'elle a dit que le Comte d'Hautefort étoit mort le 6 Février, & qu'il ne mourut que le 7 ; que c'est aussi par erreur qu'elle a avancé que Gasselin vint dans la maison & monta, avec Mandex, dans l'appartement du Comte d'Hautefort, où ils restèrent long-tems seuls ; mais que ce fut le même jour, après-midi, & dans le tems qu'on alloit apposer le scellé, que Gasselin vint dans la maison & monta avec Mandex & le nommé Soutet dans la chambre de Mandex, où ils restèrent tous les trois ensemble environ une demi-heure, après laquelle elle monta les joindre, & resta avec eux environ trois quarts-d'heure ; que pendant que Gasselin, Mandex & Soutet étoient ensemble, elle présente, Mandex ouvrit une cassette garnie de lames d'acier du feu Comte d'Hautefort, dont il avoit la clef, & vit dans ladite cassette plusieurs paquets cachetés, dont trois ou quatre de la longueur de huit à neuf pouces sur environ cinq pouces de large ; que Soutet & Gasselin demandèrent ce que c'étoit ; que Mandex répondit que c'étoient des Lettres de la Marine, mais on n'a point vu que l'on ait ôté aucuns papiers de ladite cassette, a seulement vu que Mandex en tira plusieurs louis d'or.*

On a peine à concevoir comment la Demoiselle de Kerbabit a osé citer ce récolement pour en tirer quelque indice contre le Suppliant. 1°. Si la Champagne y avoit dit quelque chose que l'on pût regarder comme équivoque, il est évident qu'il ne seroit pas permis de s'y arrêter ; cette Servante, qui se trompe sur toutes les circonstances, qui fait mourir le Comte d'Hautefort le 6 au lieu du 7, qui dit que Gasselin & Mandex monterent seuls dans l'appartement du Comte d'Hautefort, & qui depuis dit que ce fut dans la Chambre de Mandex, & avec Soutet ; qui dit que le scellé fut apposé le lendemain de la mort, & qui ensuite convient que c'est le jour même ; cette Servante, dis-je, dont la mémoire est si peu fidelle sur les faits principaux, & qui ont été si publics dans sa maison, mériteroit-elle quelque croyance ? 2°. Dans ce récolement, elle dit que Gasselin, Mandex & Soutet ont été seuls, pendant une demi-heure, dans la chambre de Mandex. S'ils avoient voulu détourner des papiers, le tems étoit bien favorable pour le faire, auroient-ils attendu l'arrivée de cette Servante pour n'ouvrir la cassette qu'en sa présence ? Mais c'étoit en présence du Commissaire que cette ouverture se fit. 3°. Elle dit qu'elle aperçut plusieurs paquets cachetés, dont trois ou quatre

étoient de même longueur & de même largeur ; mais elle ajoute en même tems que Mandex dit que c'étoient des Lettres de la Marine. De-là peut-on conclure qu'un de ces paquets contenoit un contrat de mariage & un testament ?

Témoin qui  
a varié.

Mais que sont devenus ces paquets , dit la Demoiselle de Kerbabu , il n'en est parlé ni dans le procès-verbal d'apposition de scellé , ni dans l'inventaire. La réponse est facile. Premièrement , c'est trop donner aux discours d'une Servante qui a tant varié sur des faits plus importans , que d'en conclure qu'il y avoit en effet des paquets cachetés dans la cassette ; & d'ailleurs , le contraire est établi par le procès-verbal du Commissaire , dans lequel il n'est fait mention d'aucun paquet cacheté trouvé lors de l'apposition & de la levée du scellé. La Demoiselle de Kerbabu dira peut-être que c'est qu'on avoit soustrait celui dont il s'agit avant que le Commissaire apposât le scellé sur la cassette ; mais ce fait est contredit par le récolement même de la Servante , dès qu'elle déclare positivement qu'elle n'a point vu que l'on ait ôté aucun papier de la cassette.

Ajoutons à cela que ces papiers n'étoient autre chose que les Commissions du Comte d'Hautefort de Lieutenant de Vaisseau , Capitaine de Vaisseau , Chef d'Escadre , Lieutenant Général , &c. dont chacune étoit simplement pliée dans du papier , qui se trouverent effectivement dans la cassette , & dont il est fait mention dans l'inventaire , cote 37.

Ce récolement ne peut donc jamais servir qu'à la décharge des Accusés , puisque Gasselin , Soutet & Mandex , qui étoient demeurés seuls pendant une demi-heure , n'avoient point ouvert la cassette , ce qu'ils n'auroient pas manqué de faire , s'ils avoient eu dessein de soustraire des papiers , puisqu'ils ne l'ont ouverte qu'en présence de cette Servante , & seulement pour en tirer des louis d'or ; enfin puisque , de l'aveu de cette Servante , on n'en ôta aucun papier.

Voilà cependant ce que la Demoiselle de Kerbabu nous cite , par choix & par prédilection , comme ce qu'il y a de plus favorable à son accusation ; que l'on juge par-là de la force de ses preuves.

Mais si la révélation anonyme & le récolement , pris séparément , ne tournent qu'à sa confusion , quelle idée se formera-t-on de l'Accusatrice & de l'accusation lorsqu'on les réunit ? N'est-il pas singulier d'entendre la Demoiselle de Kerbabu dire , dans le même Procès , dans la même Requête , dans cette Requête où



elle menace par-tout d'accabler son ennemi; n'est-il pas singulier de lui entendre dire, *que la cassette du Comte d'Hautefort a été portée chez Martinon; que le 7 Février, jour de la mort, le Suppliant s'est enfermé dans une salle chez ce Chirurgien avec Mandex; que là ils ont ouvert la cassette; qu'ils en ont tiré le contrat de mariage & le testament contenus dans une enveloppe; qu'ils ont brûlé le tout, & que la moitié de l'enveloppe s'est retrouvée après qu'ils ont été sortis*; en sorte que, selon elle, le crime étoit consommé avant que le Suppliant fût sorti de chez Martinon; & de lui entendre ajouter aussi-tôt, *que le même jour après-midi cette même cassette a été ouverte dans la maison du Comte d'Hautefort, rue de Varenne; qu'il y avoit des paquets cachetés, & insinuer que dans un des paquets pouvoient être le contrat de mariage & le testament?*

Si la Demoiselle de Kerbabu a le talent de reproduire des pieces brûlées le matin pour les faire voir l'après-midi saines & entières dans un paquet, il faut lui céder tout ce qu'elle voudra demander; personne ne peut se défendre d'un tel prodige & des prestiges d'un art si enchanteur.

Mais, pour parler aussi sérieusement que la gravité de l'injure faite au Suppliant l'exige, la Justice ne s'élèvera-t-elle pas contre une Accusatrice capable d'embrasser tout-à-la-fois des idées si contraires & si incompatibles?

On ne dira qu'un mot sur la déposition & la confrontation du nommé Ligé que la Demoiselle de Kerbabu cite dans sa Requête. En rédigeant la déposition de ce Témoin, on lui avoit fait dire que Mandex lui avoit dit avoir porté ou fait porter l'écritoire du Comte d'Hautefort, sans qu'il fût précisément lequel des deux Mandex avoit fait. Ce Témoin, qui parloit d'une manière si incertaine, n'étoit d'aucune considération; il ne parloit pas même de la cassette, mais de l'écritoire, ce qui ne se concilioit pas avec le système de la Demoiselle de Kerbabu. Cependant, à la confrontation, on l'a pressé sur ce fait; on a voulu le faire expliquer plus clairement, & alors il a reconnu que Mandex ne lui avoit point dit avoir porté ou fait porter l'écritoire, & qu'il avoit voulu dire seulement que Mandex lui avoit dit qu'il avoit eu ordre de la porter lui-même, si le Comte d'Hautefort la lui demandoit, & qu'il n'avoit pas fait attention, lors de sa déposition & de son récolement, à ce que l'on avoit ajouté à cette circonstance.

Voilà, dit-on, une variation de la part du Témoin. Mais a-t-on jamais entendu une Accusatrice faire des reproches à ses propres Témoins? Si ses Témoins ne méritent point de foi comme tom-

bant dans quelque variation , son accusation en devient plus infoutenable ; ne diroit-on pas que c'est à l'Accusé à prendre la défense des Témoins produits contre lui ? Cela est pitoyable. En un mot , on a voulu opposer à l'Accusé une déposition qui ne dit rien ; & le Témoin l'a défavouée à la confrontation ; c'est donc une déposition qui s'évanouit.

Enfin la Demoiselle de Kerbabu fait quelques observations sur les interrogatoires. Soutet a indiqué , dit-on , au Commissaire l'endroit où étoit le testament : comment le pouvoit-il savoir , s'il n'avoit pas fouillé auparavant dans les papiers du Comte d'Hautefort ? Mais , outre que ce fait a été parfaitement expliqué par Soutet , on demanderoit volontiers à la Demoiselle de Kerbabu quel rapport il peut avoir avec son accusation. Ce testament , du premier Avril 1726 , étoit dans un des tiroirs d'une commode qui étoit dans la chambre du Comte d'Hautefort , & le prétendu paquet contenant le contrat de mariage , & l'autre testament du Comte d'Hautefort étoient , dit-on , dans une cassette laissée dans la chambre de Mandex ; si Soutet avoit fouillé dans la commode , cela ne prouveroit rien pour la cassette.

D'ailleurs , si le testament & le contrat de mariage ont été brûlés le matin chez Martinon , qu'avoit-on besoin de fouiller dans la commode ? & si , au contraire , le testament & le contrat de mariage étoient le soir dans la cassette au nombre de ces prétendus paquets cachetés dont parle la Servante , qu'auroit-on fait en fouillant auparavant dans la commode ? La révélation anonyme est donc fautive ; il n'échappe pas un mot à la Demoiselle de Kerbabu qui ne soit en contradiction avec elle-même.

Au surplus , Soutet n'a point dit affirmativement que le testament fût dans cet endroit ; il a présumé qu'il pourroit y être parce que , quelque tems avant la maladie du Comte d'Hautefort , il l'avoit vu resserrer un papier qu'il venoit de lire , & qu'il lui avoit dit être son testament ; c'est ce qu'il a expliqué dans son interrogatoire. Mais , dit-on , pourquoi n'a-t-il pas parlé de cette circonstance lorsqu'il a été entendu comme Témoin ? Voilà , sans doute , une plaisante question. Pourquoi il ne l'a pas dit ? C'est qu'il ne s'agissoit pas de dire tout ce qu'il avoit entendu dire , ou tout ce qu'il avoit vu faire au Comte d'Hautefort ; il n'en a parlé , dans son interrogatoire , que parce qu'on l'a pressé de dire pourquoi il avoit soupçonné que le testament pouvoit être dans cette commode.

*Mais Gasselin a été bien embarrassé dans son interrogatoire , ajoute la*



la Demoiselle de Kerbabu, il répond à l'art. 19, qu'il est faux que Soutet & Mandex aient fouillé dans les papiers du Comte d'Hautefort au moment de la mort, & qu'ils aient ouvert coffre, armoire ou commode; mais il est bientôt déconcerté: on lui représente que c'est Soutet qui a indiqué où étoit le testament, ce qu'il n'auroit pas pu faire s'il n'avoit fouillé dans ce bureau ou dans cette commode; il répond qu'il ne sait quelle réponse faire, & que si Soutet a indiqué le lieu où étoit le testament, c'est à lui à dire comment il le savoit. Mais n'y a-t-il pas de la pudeur à imaginer en cela un homme embarrassé & déconcerté? Et si on se piquoit d'un peu de bonne foi, ou du moins de bon sens, ne verroit-on pas que ces réponses sont toutes simples, toutes naturelles, & parfaitement d'accord entre elles?

On demande à un homme: Soutet & Mandex n'ont-ils pas fouillé en votre présence dans les papiers du Comte d'Hautefort, n'ont-ils pas ouvert son bureau & sa commode? Il répond affirmativement que non. On insiste & on lui dit: mais comment Soutet auroit-il indiqué le lieu où étoit le testament, s'il n'avoit pas fouillé auparavant? Il répond que si Soutet a indiqué le lieu où étoit le testament, c'est à lui à dire comment il le savoit. L'Accusé répond affirmativement sur ce qui le regarde: & sur ce qui peut être de la connoissance d'un autre, il renvoie à celui qui a pu avoir cette connoissance: cela est dans les termes de la vérité la plus simple.

Parrapport à l'interrogatoire du Marquis d'Hautefort, on y voit regner cet esprit de vertige & d'aveuglement inséparable du crime, dit la Demoiselle de Kerbabu. Mandex dit qu'il lui a remis trente ou quarante lettres, ou peut-être plus, après la mort du Comte d'Hautefort; & le Marquis d'Hautefort dit qu'on lui en a remis une prodigieuse quantité & de quoi remplir un boisseau. Le Marquis d'Hautefort dit qu'il a mis à part les lettres concernant la Marine, & qu'il a brûlé les autres comme inutiles, sans les lire. Comment savoir que des lettres sont inutiles sans les lire? Enfin le Marquis d'Hautefort tenoit toutes ces lettres de Mandex, & d'où Mandex les tenoit-il? Ce n'étoit pas de Bourguignon, qui ne lui en a remis qu'une; ce ne peut donc être que des papiers pris dans la cassette.

On est maintenant trop accoutumé à ces expressions pompeuses & peu mesurées de la Demoiselle de Kerbabu pour en être touché, aussi bien ne la conduisent-elles qu'à des réflexions si frivoles qu'elles excitent plus de mépris que de colere.

Si la Demoiselle de Kerbabu, qui n'a donné sa Requête que plus d'un mois après celle du Suppliant, avoit pris la peine de la

lire, elle y auroit vu la parfaite conciliation de la prétendue contradiction qu'elle relève. Mandex parle de 30 ou 40 lettres & plus : mais outre que cela est trop vague pour en faire le prétexte d'un reproche de contradiction, c'est que Mandex ne parle que des lettres qui s'étoient trouvées chez Martinon, au lieu que le Suppliant parle de celles qu'on lui apporta quatre jours après, qu'il brûla dans son cabinet à l'hôtel de Pompadour, & qui comprennoient tant celles trouvées chez Martinon, que celles qui étoient arrivées journellement à l'hôtel de la rue de Varenne.

Mais, dit-on, de qui Mandex tenoit-il toutes ces lettres ? Bourguignon dit ne lui avoir remis que celles de la Demoiselle de Kerbabu, qui étoient toutes cachetées. La réponse se présente d'elle-même. Bourguignon dit que, la veille de la mort du Comte d'Hautefort, il lui arriva trois lettres chez Martinon, dont il en ouvrit deux ; que l'autre, qui étoit de la Demoiselle de Kerbabu, demeura cachetée, & qu'il la remit le lendemain à Mandex. Mais en disant qu'il lui a remis cette lettre cachetée, il ne dit pas qu'il ne lui ait pas remis toutes les autres qui avoient été ouvertes pendant le cours de la maladie ; ce sont ces lettres qui formoient le rouleau dont parle Mandex. Qu'en auroit-on fait, si on ne les lui avoit pas remises ? Ne pouvoit-il pas y en avoir beaucoup d'intéressantes, soit pour le service de la Marine, soit pour les affaires du Comte d'Hautefort ? Il n'y a rien que de vrai & de naturel dans ce que le Suppliant & Mandex ont dit.

*Mais quelle sagacité ! quelle pénétration de connoître que des papiers sont inutiles, sans les lire ; & de les brûler sur ce fondement ! On fait bien l'étonné pour peu de chose & pour ce qui arrive journellement, sur-tout à ceux qui reçoivent beaucoup de lettres. A la première inspection, à la lecture d'une ligne ou deux, souvent à la seule signature, on juge de l'inutilité d'une pareille lettre, & on n'y fait plus d'attention. Que l'on voie une lettre de compliment, une lettre de femme, une lettre écrite pour savoir des nouvelles de la santé d'un homme ; aux premiers traits on rejette comme inutiles & on peut brûler de pareils papiers, sur-tout quand ils se trouvent écrits à un homme mort, & qu'il n'y a plus de réponse à faire : cela s'appelle brûler des lettres sans les lire, c'est-à-dire, sans les lire en entier ; c'est-à-dire, après une première inspection qui a fait juger facilement du reste. Il faudroit être bien étranger dans le monde pour n'en avoir pas vu mille exemples ; il faudroit avoir bien peu de mémoire pour ne pas se*

Comment  
on juge inuti-  
les des lettres  
sans les lire.



souvenir que cela nous est peut-être arrivé cent fois à nous-mêmes. Toutes les pointes d'esprit dont on a assaisonné cet endroit sont donc des gentilleffes perdues.

De tout ce détail, il résulte que jamais il n'y a eu d'accusation plus téméraire & plus odieuse. Il suffit d'employer les informations mêmes pour confondre l'Accusatrice; elle a beau se guinder sur un ton emphatique, comme si elle avoit de quoi en imposer; plus elle affecte de monter, & plus elle tombe, puisque toutes les parties de sa procédure se rétorquent contre elle-même.

Il est évident, après cela, que toutes les conclusions civiles qu'elle prend sont insoutenables; elle demande 150000 liv. pour la suppression du testament. Quel cas peut-on faire d'une pareille demande, quand il n'y a aucun indice qu'il y ait jamais eu de testament, & qu'il ne s'en est point trouvé au moment de la mort? S'il y en avoit eu un, le Comte d'Hautefort n'auroit-il pas été le maître d'en disposer, puisque tout testament est révocable?

Elle demande 75000 liv. pour sa dot, & 6000 liv. pour son douaire. Mais il faut commencer par établir le mariage, c'est une question dont il ne s'agit point encore.

Enfin elle demande une réparation d'honneur. Vous jugerez, Monsieur, à qui elle est due; si c'est à une Accusatrice téméraire que ses propres procédures condamnent, ou à un homme de condition indignement persécuté, & dont l'innocence éclate de toutes parts.

Ce considéré, Monsieur, il vous plaise, sans avoir égard à la Requête de la Demoiselle de Kerbabu, du 8 du présent mois, adjuger au Suppliant les fins & conclusions par lui prises; ordonner que les termes injurieux inférés dans la Requête de la Demoiselle de Kerbabu seront rayés & biffés, & permettre au Suppliant de joindre à la présente Requête les pièces suivantes: l'extrait mortuaire de M. le Comte d'Hautefort, le procès-verbal d'apposition & de levée de scellés, l'inventaire fait après son décès, & quatre lettres missives; la première du 6 Mars 1727, écrite par la Dame de Saint-Quentin, mere de la Demoiselle de Kerbabu, au sieur Marquis d'O, par laquelle elle marque entre autres choses: *que l'une de ses filles étoit sur le point d'épouser M. le Comte d'Hautefort; qu'il l'avoit fiancée & que le contrat de mariage étoit écrit dès le mois de Septembre, MAIS QUE SA MALADIE AVOIT RETARDÉ LA NOCE JUSQU'À SON RETOUR DE PARIS.*

La seconde du 9 Mars 1727, écrite par la Demoiselle de Kerbabu audit sieur Marquis d'O, dans laquelle elle s'explique ainsi : **J'ÉTOIS SUR LE POINT D'ÉPOUSER M. LE COMTE D'HAUTEFORT, Monsieur, il y a même un contrat de mariage écrit ; JE VIENS D'AVOIR LE MALHEUR DE LE PERDRE.**

Ces deux lettres avoient été déposées par ledit sieur Marquis d'O au Greffe du Bailliage du Palais le 16 Mars 1728, d'où elles ont été retirées en vertu d'un Arrêt de la Cour ; & les deux suivantes au Greffe criminel du Comté-Pairie de Laval par le Suppliant.

La troisieme, du 22 Avril 1727, est écrite par la Demoiselle de Kerbabu au Suppliant, qu'on nommoit alors le Marquis de Surville, laquelle contient, entre autres choses : *j'ai cru, en vous faisant parler par M. le Marquis d'O, que vous diriez quelque chose de positif du dernier testament ; vous ne vous plaindrez pas, Monsieur, de ma trop grande vigilance, puisqu'il y a près de trois mois que j'attends à voir quel parti vous prendrez ; il n'est pas surprenant QU'ÉTANT SUR LE POINT D'ÉPOUSER M. LE COMTE D'HAUTEFORT, IL M'AIT VOULU DU BIEN.*

La quatrieme & derniere du 14 Mai 1727, écrite encore par la Demoiselle de Kerbabu au Suppliant, est conçue en ces termes : *à l'égard de vos avis, vous me permettrez de vous dire, Monsieur, QU'UNE FILLE COMME MOI n'a pas besoin d'en chercher ailleurs. Je n'ignore pas non plus que, vu l'estime générale qu'avoit M. votre oncle, il étoit trop des amis de ma famille pour ne les pas connoître, & sa réputation. C'est sur ce pied-là, Monsieur, QUE JE L'EUSSE ÉPOUSÉ, la chose lui faisant autant d'honneur qu'à moi ; notre contrat de mariage fut fait le mois de Septembre, comme vous ne l'ignorez pas ; & si sa santé ne l'avoit pas obligé d'aller à Paris, CE QUI RETARDA NOTRE MARIAGE, IL SEROIT FAIT A PRÉSENT.*

Ordonner que lesdites lettres missives demeureront jointes au Procès, pour, en jugeant, y avoir tel égard que de raison : & vous ferez bien.





## MÉMOIRE APOLOGÉTIQUE.

ON ne parle dans le monde que de l'affaire du Marquis d'Hautefort avec la Demoiselle de Kerbabu. Les uns, faciles à se prévenir, prennent parti selon qu'ils se sentent entraînés par leur inclination; les autres, incertains dans leurs jugemens, varient chaque jour, suivant que l'erreur ou la vérité acquièrent plus ou moins de crédit.

Pour réunir tous les gens sages & éclairés dans le parti de la vérité, il est nécessaire de rendre un compte exact de toutes les circonstances d'une affaire si importante; eile intéresse trop la société, la gloire & le repos des familles, pour laisser plus long-tems les esprits errer dans une si funeste incertitude.

On a cherché à prévenir le public à la faveur de quelques papiers fabriqués dans les ténèbres pour suppléer aux monumens publics qui ne prêtoient aucuns secours à la fable. Un extérieur de confiance a séduit d'abord; & de prétendues violences que l'on a peintes des couleurs les plus noires, comme si le Marquis d'Hautefort avoit voulu accabler l'innocence sous le poids de l'autorité, ont achevé d'entraîner ceux qui n'ont pas assez de fermeté pour résister à de pareilles impressions.

Contre de tels prestiges, la vérité a ici de grandes ressources. Il suffiroit d'abord d'opposer la Demoiselle de Kerbabu à elle-même. Ses lettres dans lesquelles elle défavoue si précisément le mariage qu'elle ose aujourd'hui soutenir, les contradictions dans lesquelles elle est tombée sur les faits les plus intéressans, la fausseté reconnue de plusieurs chefs de ses plaintes, tout annonce de sa part un ouvrage d'iniquité qui se détruit & se déshonore par lui-même.

Si l'on joint à ces preuves qu'elle administre celles qui se trouvent dans la procédure de Laval, où tant d'intrigues sont dévoilées, tant de subornations établies, tant de crimes mis au jour, on ne voit plus de ressources à l'imposture.

Enfin ce qui achèvera de confondre la Demoiselle de Kerbabu, ce sera sa procédure même. On lui a ouvert la plus vaste carrière; elle a eu la liberté de faire entendre des témoins dans toutes les parties du Royaume; cependant elle n'a pu trouver le plus léger indice des faits calomnieux qu'elle avoit osé avancer.

Cette dernière circonstance manquoit à la gloire du Marquis d'Hautefort. La vérité qui a toujours présidé à sa défense brilleroit avec moins d'éclat, si elle n'avoit pas éprouvé tant de contradictions ; il falloit, pour son triomphe, que la Demoiselle de Kerbabu obtînt une entière liberté de la combattre, & qu'elle ne fit que des efforts impuissans.

Quoique ces idées générales concernent principalement le fond de l'affaire dont il ne s'agit point encore, il faut convenir qu'elles influent beaucoup sur la préférence des deux procédures pour lesquelles les Parties combattent aujourd'hui.

S'il n'y a rien de sérieux ni de réel dans l'accusation de la Demoiselle de Kerbabu, s'il n'y a pas même de corps de délit, si elle n'a aucune preuve qui soutienne sa chimere de soustraction, comment pourroit-on confirmer une procédure sans objet, & dont il est impossible de faire usage ?

Si au contraire les faits que le Marquis d'Hautefort a dénoncés sont graves, si les preuves sont concluantes, si le corps de délit est établi, s'il est de l'intérêt public que de tels attentats soient réprimés ; sous quel prétexte renverferoit-on une procédure qui présente des objets si dignes de l'attention de la Justice, & si propres à armer sa sévérité ?

*F A I T.* Le Comte d'Hautefort étoit parvenu à l'âge de soixante ans ou environ, sans avoir pensé à se marier, lorsqu'il vit à Brest en 1725 la Demoiselle de Kerbabu, qui y avoit suivi la Dame de Saint-Quentin sa mere. On prétend que, malgré son indifférence, il fut tout d'un coup épris pour elle de la passion la plus ardente ; qu'il se détermina d'abord à l'épouser, & qu'il obtint l'agrément des Sieur & Dame de Saint-Quentin, à qui il en fit la proposition.

Une résolution si subite ne produisit cependant alors aucun effet ; &, si l'on en croit la Demoiselle de Kerbabu, la conclusion du mariage fut remise à l'année suivante. On ne concilie pas aisément tant d'ardeur avec tant de retardement. Mais voici quelque chose de plus propre à combattre la fable dans son principe.

La Demoiselle de Kerbabu rapporte douze lettres qu'elle prétend que le Comte d'Hautefort lui a écrites depuis qu'elle étoit revenue à Saint-Quentin. La première est du mois de Novembre 1725, & la dernière du 23 Août 1726 ; ce qui touche, pour ainsi dire, à l'époque du prétendu mariage que l'on date du 19 Septembre suivant.



Croiroit-on que douze lettres écrites dans les dispositions d'un mariage si prochain ne contiennent pas un seul mot d'un engagement qui devoit faire l'unique objet de l'entretien des deux Parties ? On n'y entend point le Comte d'Hautefort soupirer après le moment heureux qui devoit remplir toutes ses espérances ; on ne l'entend point concerter la maniere dont s'exécutera son projet : *c'étoit*, dit-on, *un vieux Officier qui ne se piquoit pas de complimens* ; mais c'est par cette raison même qu'il auroit parlé naturellement de son dessein ; qu'il ne se feroit pas renfermé dans des protestations vagues d'attachement & d'amitié, telles qu'il en auroit pu faire à toutes les personnes du sexe & de la naissance de la Demoiselle de Kerbabu. En un mot, un homme dont les recherches sont agréées, dont le mariage est arrêté, n'écrira pas douze lettres pendant le cours d'une année entière, sans que le mot de mariage lui échappe une seule fois ; cela ne paroîtra ni naturel ni possible à quiconque voudra bien y réfléchir.

Mais ce qui n'est pas moins décisif, est que pendant que le Comte d'Hautefort écrivoit ainsi à la Demoiselle de Kerbabu, il fit un testament olographe à Paris le premier Avril 1726. On y trouve d'abord des legs pieux & des récompenses à ses plus anciens domestiques, entre autres 800 livres de pension viagère à Mandex son Valet-de-chambre, qui étoit depuis trente-huit ans à son service. Il y fait ensuite des legs particuliers à plusieurs Officiers qui étoient ou de ses parens, ou de ses amis. Enfin il y nomme le Comte de Surville son neveu, appelé aujourd'hui le Marquis d'Hautefort, son légataire universel ; & pour dernière marque de sa confiance & de son estime, il le nomme son Exécuteur testamentaire.

Si le Comte d'Hautefort avoit pensé alors à épouser la Demoiselle de Kerbabu, si depuis plus de six mois il l'avoit demandée, & qu'elle lui eût été promise, l'auroit-il oubliée dans un acte si important ? Quoi ! personne n'échappe, pour ainsi dire, à sa générosité, ses parens, ses amis, ses Officiers, ses domestiques, les pauvres même de ses Terres ; & la personne qui auroit dû lui être plus chère que tous les autres ensemble seroit précisément la seule qu'il n'auroit pas daigné honorer de la moindre marque de sa bienveillance ! C'est ce qui n'entrera dans l'esprit de personne.

Il faut donc reconnoître que si ces douze lettres étoient véritablement du Comte d'Hautefort, elles fourniroient le plus grand

argument que l'on pût desirer contre la fable du prétendu mariage, & qu'elles se réduiroient à un simple commerce d'amitié & de politesse, bien éloigné des vues du mariage qu'on lui impute.

Ce fut peu de tems après la dernière de ces lettres que le Comte d'Hautefort se rendit à son château d'Hauterive, Province du Maine : il comptoit y passer quelques mois ; & dans cette vue il avoit pris ses mesures pour y avoir compagnie.

Elle fut toujours en effet très-nombreuse. Outre sept ou huit Officiers de Marine qui ne le quittoient point, il avoit engagé la Dame Marquise d'Epinay sa sœur, la Demoiselle d'Epinay sa niece à être de la partie ; elles y furent accompagnées de la Demoiselle de Belingant & de la Demoiselle de Kerbabu.

Presque toutes ces personnes y demeurèrent jusques vers la fin d'Octobre. Pendant un si long séjour on ne s'aperçut d'aucun engagement entre le Comte d'Hautefort & la Demoiselle de Kerbabu. Le 19 Septembre la compagnie entière se rendit chez le sieur le Blanc, Prieur-Curé d'Argentré, qui est la Paroisse d'Hauterive ; on y arriva sur les onze heures du matin ; peu de tems après la compagnie se mit à table ; elle en sortit sur les quatre heures, & se retira au château d'Hauterive ; le Comte d'Hautefort ne s'en sépara point jusqu'à dix heures du soir qu'il se retira dans sa chambre, où il se coucha en présence du sieur de la Girouardiere ; un domestique, qui couchoit dans sa garde-robe, ferma sa porte à la clef, comme il avoit toujours fait, & comme il a toujours continué depuis.

Ces faits sont établis par les dépositions de presque tous les Officiers qui étoient alors à Hauterive, & de plusieurs domestiques ou ouvriers qui travailloient dans le château. Il y en a même qui ajoutent, qu'ayant travaillé dans la cour vis-à-vis la porte de la Chapelle jusqu'à sept heures du soir, ils en ont vu la porte fermée, & que personne n'y est entré de tout le jour. D'autres enfin rendent témoignage que le Prieur-Curé d'Argentré, qui étoit malade d'une maladie dont il est mort quinze jours après, ne sortit point ce jour-là de son Presbytere. Cependant on suppose que le mariage du Comte d'Hautefort fut célébré ce même jour 19 Septembre 1726 dans la Chapelle du château d'Hauterive. Voici de quelles circonstances il plait à la Demoiselle de Kerbabu d'orner sa *fable*, & de quels écrits elle la soutient. Il est nécessaire en passant d'en faire sentir la supposition.

Le contrat de mariage fut passé, selon elle, le 17 Septembre



bre 1726, elle n'en a ni grosse ni expédition; la minute n'existe point; les registres du contrôle n'en font aucune mention; n'importe, il faut en croire la Demoiselle de Kerbabu, & plutôt que de supposer qu'elle annonce une chimere, il faudra même croire que le Marquis d'Hautefort a soustrait ce que personne n'a jamais vu, & ce qui n'a jamais existé.

Mais malheureusement la Demoiselle de Kerbabu s'est aveu-glée jusqu'à fournir contre elle-même la preuve la plus destructive de la fable de son prétendu contrat de mariage. Il suffit pour cela de rapprocher ce qu'elle en a dit en différens tems. Dans sa plainte du 14 Janvier 1728, postérieure de près d'une année au décès du Comte d'Hautefort, & de plus de six mois au voyage qu'elle avoit fait à Laval, elle articule précisément que *le mariage avoit été précédé d'un contrat passé devant le Chainge & Duchast, Notaires Royaux de Laval*; elle ajoute que *le Notaire qui l'a reçu lui en a refusé la grosse, lui ayant dit qu'il l'avoit délivrée à feu M. le Comte d'Hautefort*. La voilà donc bien instruite de toutes les circonstances: elle connoît les deux Notaires par leur nom propre, par leur domicile; elle a parlé à celui qui étoit dépositaire de la minute; il en est convenu; il ne lui a refusé une grosse que parce qu'il avoit déjà délivré une expédition au Comte d'Hautefort; cependant tout cela est une fable aujourd'hui selon la Demoiselle de Kababu elle-même. Écoutez ce qu'elle en dit dans une Requête du 25 Mai 1728; elle se plaint de la suppression de la minute de son contrat de mariage, passé le 17 Septembtre 1726, & *reçu par Ains, Notaire à Montsur*. Que sont devenus les deux Notaires de Laval, *le Chainge & Duchast*? Qu'est devenue la conversation que la Demoiselle de Kerbabu avoit eue avec eux? Ce sont des fables qui disparaissent; ce n'est plus le Chainge, mais Ains; ce ne sont pas deux Notaires, mais un seulement; ce ne sont plus des Notaires de Laval, mais de Montsur. Jamais la contradiction, qui est le partage du mensonge, n'a été plus sensible.

Pressée par un reproche si sanglant, la défaite de la Demoiselle de Kerbabu est singulière: ce n'est, dit-elle, qu'une faute d'ortographe; le Chainge, le Chainse, ou Ains, tout cela a assez de rapport. Il faut avouer que quand on est capable de proposer une telle réponse, sans rien perdre de cette présomption dont la Demoiselle de Kerbabu fait trophée, on n'est plus en état d'être confondue; on peut varier impunément sur les circonstances les plus essentielles. Mais pourquoi, si ce n'est qu'une faute d'orto-

graphie, nomme-t-on deux Notaires dans la plainte, & n'y en a-t-il plus qu'un dans la Requête ? Pourquoi place-t-on les uns à Laval & l'autre à Montsur ? Dira-t-on que ce sont encore ici deux fautes légères, l'une d'arithmétique & l'autre de géographie ? Ainsi l'imposture insultera toujours la vérité ; elle ne craindra plus d'être découverte par ces contradictions qui en font toujours l'écueil. Est-ce donc devant le plus sage & le plus éclairé de tous les Tribunaux que l'on ose hasarder de telles illusions ? D'ailleurs, où a-t-on pris le nom de Duchast qui n'a jamais existé ? La supposition pouvoit-elle donc être portée à cet excès ?

Le début de la fable ne nous prépare guère à quelque chose de sérieux ; aussi toutes les autres circonstances ne feront pas moins marquées au coin de la supposition & de la fausseté que celle du prétendu contrat de mariage.

*La célébration fut faite le 19 Septembre 1726. L'acte n'est pas revêtu, il est vrai, des formes prescrites par les Ordonnances du Royaume ; ce n'est qu'une feuille volante non cotée ni paraphée ; mais elle se trouve dans le double du registre de la Paroisse d'Argentré envoyé au Greffe royal, & le Greffier en a délivré une expédition : il n'est donc plus permis de lui refuser sa confiance. C'est ainsi que la Demoiselle de Kerbabu expose elle-même le titre fondamental de l'état qu'elle s'attribue.*

C'est déjà un grand avantage qu'elle soit obligée de reconnoître que son prétendu acte de célébration de mariage n'est point conforme aux Loix publiques du Royaume. En effet, il ne fait point partie des registres publics ; ce n'est qu'une feuille détachée, & par conséquent une écriture privée, qui n'a par elle-même aucun caractère d'authenticité. L'acte n'est signé que de deux témoins, quoique nos Ordonnances en exigent quatre ; & encore, qui sont ces deux témoins ? Le frere & la sœur de la Demoiselle de Kerbabu.

Mais ce n'est point assez de faire connoître qu'il est irrégulier dans sa forme, il faut encore établir qu'il est faux dans sa substance.

1°. Presque tous ceux qui étoient le 19 Septembre 1726, soit dans le Château d'Hauterive, soit dans le Presbytere d'Argentré, ont été entendus comme témoins, & ils conviennent tous de deux faits décisifs : l'un, que le Comte d'Hautefort, dans toute la journée du 19 Septembre 1726, ne quitta point la compagnie qu'il avoit dans le Château d'Hauterive, jusqu'au moment qu'il fut se coucher à dix heures du soir ; l'autre, que



le sieur le Blanc , Prieur-Curé d'Argentré , ne sortit point ce jour-là de son presbytère , & qu'il eut beaucoup de peine à recevoir la compagnie qu'il avoit invitée à dîner quelques jours auparavant , parce que dès ce jour il fut attaqué d'un mal dont il mourut quinze jours après. Comment donc le mariage se feroit-il célébré dans la chapelle du Château d'Hauterive ? Il y a une impossibilité physique dans ce fait.

2°. La Demoiselle de Kerbabu suppose que si personne n'en a eu connoissance alors , c'est parce que le Comte d'Hautesfort avoit exigé qu'il demeurât enseveli dans un secret impénétrable ; mais c'est ici où elle tombe dans une nouvelle contradiction qui doit la confondre : car , aux termes de l'acte de célébration , ce mariage si mystérieux & conduit avec tant de secret , avoit été cependant annoncé publiquement au prône de la Paroisse d'Argentré par trois dimanches consécutifs , *après la publication des bans dûment faite*. Que l'on concilie , s'il est possible , cette publication solennelle & réitérée du mariage , avec ce mystère que personne n'a pu développer ? Quoi ! le Comte d'Hautesfort se cache de tous ses amis , de tous ses parens , de sa propre sœur , & il aura fait cependant publier son mariage au prône ? C'est-là une de ces contradictions qui démasquent l'imposture.

Personne n'ignore qu'il n'en est pas des Eglises de campagne comme de celles de Paris. Dans nos Paroisses où se trouve un peuple nombreux qui s'agite souvent par différens mouvemens , le prône n'est presque entendu de personne , & sur-tout on porte peu d'attention à ce grand nombre de bans que l'on publie souvent pour des gens de la plus vile condition : mais dans une Paroisse de campagne où regne pendant le prône un silence profond , où tout le peuple immuable , pour ainsi dire , écoute avec avidité son Pasteur , où l'attention redouble lorsqu'on publie des bans , il est de notoriété publique qu'il n'y en a pas un seul qui échappe à ceux qui sont présens. Si l'on avoit publié celui du Comte d'Hautesfort , du Seigneur de la Paroisse , bientôt il seroit devenu le principal sujet de l'entretien des habitans , & l'éclat qu'il auroit fait se seroit en peu de tems répandu au loin. Cependant on prétend que cela a été fait pendant trois dimanches , & que personne ne l'a même soupçonné.

Différence  
entre Paris &  
la campagne  
pour la noto-  
riété de ce  
qui se publie  
au prône.

3°. Qui est celle qui se marie ? c'est une fille mineure éloignée

H h h ij

de vingt lieues de sa mere & de son beau-pere, une fille qui ne pouvoit disposer de sa personne sans leur consentement ; qu'aucun Prêtre instruit des regles de l'Eglise & de la sévérité de nos Ordonnances , ne pouvoit marier sans qu'il lui apparût du consentement par écrit de ceux à qui elle étoit soumise ; cependant on ne rapporte , on n'énonce pas même de procuration de la mere ; ce n'est pas qu'elle refusât son consentement , tout s'est fait de concert avec elle ( selon la Demoiselle de Kerbabu ). Pourquoi donc n'auroit-elle chargé personne de sa procuration ? Pourquoi n'en auroit-on point parlé dans l'acte de célébration ?

Il ne faut pas être surpris après cela si, tout étant fabuleux dans ce mariage , personne n'en a entendu parler pendant la vie du Comte d'Hautefort.

Il a senti de loin les approches de la mort ; il s'y est disposé avec les sentimens d'un homme qui avoit un fond de religion que la dissipation des emplois n'avoit pu déraciner. Tout lui imposoit la nécessité de révéler un secret qui pouvoit intéresser sa conscience , la gloire de sa femme & le repos de sa famille ; cependant qu'on s'adresse à tous ceux qui étoient dans sa plus intime confiance, qui l'ont , pour ainsi dire , accompagné jusqu'aux portes de la mort , pour qui le fond de son cœur a toujours été ouvert, on n'en trouvera pas un seul à qui il ait fait la moindre ouverture d'un pareil engagement. Le soupçonnera-t-on d'avoir manqué tout à la fois à son devoir , à son honneur , & à la justice qu'il auroit due à une personne si chère ?

La Demoiselle de Kerbabu a cru soutenir ce premier acte par quelques lettres qu'elle suppose que le Comte d'Hautefort lui a écrites depuis son retour à Paris ; elle en rapporte quatre des 7 Novembre , 27 & 31 Décembre 1726 , & 22 Janvier 1727. De ces quatre Lettres , il n'y a que les deux premières qui parlent du mariage ; mais elles portent encore des caracteres de fausseté qu'il est impossible de méconnoître.

Une premiere réflexion est , que de toutes les lettres que l'on prétend avoir été écrites par le Comte d'Hautefort à la Demoiselle de Kerbabu ( on en rapporte jusqu'à seize ), deux seulement qui parlent du mariage sont signées du Comte d'Hautefort , toutes les autres , soit antérieures , soit postérieures au mariage , ne sont point signées. D'où peut venir cette distinction ? Le Comte d'Hautefort prévoyoit-il qu'il mourroit sans



que son mariage fût déclaré ; que les titres qui pouvoient l'établir seroient supprimés ; que l'état de sa veuve seroit contesté , & qu'il se formeroit dans sa maison un si grand orage après son décès ? A-t-il prétendu fournir des armes à sa veuve par ces Lettres , & est-ce dans la vue de leur donner plus de poids , qu'il les a signées ? De pareilles suppositions révolteroient toutes les personnes éclairées.

Pourquoi donc , on le répète , cette distinction , si ce n'est parce que le faussaire auteur de ces deux pieces , voulant faire parler le Comte d'Hautefort de son prétendu mariage , a cru qu'il étoit nécessaire d'appuyer de sa signature les discours qu'il lui prêtoit ? Il a cru faire plus d'impression par cette circonstance ; mais il n'a pas réfléchi que ces précautions extraordinaires ne sont propres qu'à découvrir le crime. Non , ce n'est point le simple hasard qui fera que de seize Lettres il n'y en aura que deux qui parleront du mariage , & que ce seront précisément ces deux-là seules qui seront signées : des hasards si heureux ressentent trop l'artifice & la fraude , pour qu'il soit possible de s'y tromper.

Une seconde réflexion sur ces lettres se tire du caractère que l'on y fait prendre au Comte d'Hautefort , & des expressions qu'on lui prête.

On fait dire au Comte d'Hautefort , dans la prétendue lettre du 7 Novembre 1726 , *si je n'avois pas eu l'honneur de vous épouser , soyez certaine que je partirois demain.* Ce n'est plus ici ce vieil Officier qui ne se piquoit pas de complimens envers une Demoiselle qu'il recherchoit en mariage ; c'est un mari qui les prodigue pour sa femme jusqu'à se servir d'expressions qu'assurément personne n'avoit employées avant lui : *si je n'avois pas eu l'honneur de vous épouser.* Reconnoîtra-t-on à ces expressions le caractère du Comte d'Hautefort ?

On ne fera pas moins surpris de l'entendre dans la même lettre insulter à ses héritiers , lorsqu'ils verront qu'il a donné tout son bien par contrat de mariage à la Demoiselle de Kerbabu ; *les voilà bien éloignés de compte.* Quelle noirceur attribue-t-on au Comte d'Hautefort ! Il avoit toujours aimé sa famille , son neveu lui avoit toujours été cher ; pourquoi se fait-il un plaisir malin de le voir confondu , comme si ce neveu ingrat n'eût soupiré qu'après sa succession , & que le Comte d'Hautefort eût été bien-aise de tromper son avidité ? De tels sentimens pourroient-ils s'accorder avec la confiance & l'ami-

riés qu'il lui a témoignée jusqu'aux derniers momens de sa vie ?

Enfin on ne conçoit pas comment le Comte d'Hautefort, dans une lettre où il parle si naturellement du mariage, appelleroit sa femme *Mademoiselle*.

Mais voici des preuves singulieres de fausseté dont il est impossible de se défendre. Dans cette lettre du 7 Novembre, on fait dire au Comte d'Hautefort qu'il a donné tout son bien par contrat de mariage. C'est la Demoiselle de Kerbabu qui rapporte cette lettre, & cependant c'est elle-même qui suppose un testament fait à Hauterive depuis le mariage, par lequel le Comte d'Hautefort lui faisoit de nouveaux avantages ; comme si celui qui a tout donné par un titre solennel & irrévocable pouvoit faire depuis un testament, & sur-tout en faveur de celle à qui il avoit déjà tout donné.

Caractere  
de la vérité.

Le fait du contrat de mariage & celui du testament sont également supposés ; mais au moins est-il physiquement impossible qu'ils soient vrais tous deux, & cela suffit pour faire connoître que la vérité n'est point dans le parti de la Demoiselle de Kerbabu ; jamais la vérité n'a fait alliance avec le mensonge.

La fausseté de la seconde lettre n'est pas moins sensible ; elle est datée, à Paris ce 27 Décembre ; la Demoiselle de Kerbabu l'a fait imprimer sous cette date l'année dernière ; dans la copie signifiée de Procureur à Procureur, elle est datée de même ; enfin dans le Mémoire imprimé de la Demoiselle de Kerbabu, elle l'annonce en vingt endroits comme datée du 27 ; elle se fait même un moyen de cette date, en ce qu'elle ne précède la mort du Comte d'Hautefort que de cinq semaines.

Cela supposé, la lettre est manifestement fausse ; il ne faut, pour s'en convaincre, que consulter la lettre suivante, qui est du 31 Décembre 1726 ; elle commence ainsi : *J'arrive de Rambouillet où j'ai été une quinzaine ; c'est ce qui m'a empêché de répondre à votre dernière.*

Si le Comte d'Hautefort arrive de Rambouillet le 31, après y avoir demeuré quinze jours, il n'étoit certainement pas à Paris le 27. Si cette longue absence l'avoit empêché de répondre à la dernière lettre de la Demoiselle de Kerbabu, il ne lui avoit donc pas fait réponse quatre jours auparavant : la fausseté paroît ici dans tout son jour.

Aussi la Demoiselle de Kerbabu ne pouvant s'en défendre, a-t-elle été réduite à changer la date de la première lettre ; & après



l'avoir donnée une année entière sous la date du 27, elle soutient aujourd'hui qu'elle est du 17 : c'est ainsi qu'elle l'a fait imprimer dans une nouvelle édition qu'elle a fait faire depuis que cette fausseté lui avoit été reprochée.

Mais en premier lieu, croit-elle que parce qu'elle a toujours conservé ces lettres en sa possession, elle puisse leur donner ainsi arbitrairement les dates qui leur conviennent ? Il faut peu de chose pour altérer un *deux* & en faire le chiffre *un*, & parce que l'on aura tenté cette nouvelle fausseté, l'objection seroit dissipée ? L'année dernière la Demoiselle de Kerbabu & tous ceux qui s'intéressent pour elle, étoient-ils donc de concert pour s'aveugler & pour voir une date autrement qu'elle n'étoit ?

En second lieu, pour éviter un écueil, la Demoiselle de Kerbabu retombe dans un autre ; car enfin en supposant la date du 17, il se trouvera dans la lettre même une preuve sensible de fausseté. On y fait dire au Comte d'Hautefort : *vous croyez bien que vos lettres me touchent très-fort, & que je trouve le tems bien long, n'en ayant pas reçu depuis le 11 ... apparemment que vous êtes hors de chez vous ; donnez-moi donc la consolation, Mademoiselle, de me donner de vos nouvelles.* Plaçons la lettre au 17 Décembre, comme la Demoiselle de Kerbabu le veut aujourd'hui, on feroit dire une extravagance au Comte d'Hautefort ; car il n'y a point d'homme qui ayant reçu une lettre datée du 11, parût fort inquiet le 17 d'avoir été si long-tems sans en recevoir ; qui fût obligé de présumer que celle qui a été si long-tems sans lui écrire étoit apparemment absente de chez elle. Il y a 70 lieues ou environ de Saint-Quentin à Paris ; la lettre du 11, sur-tout au mois de Décembre, n'auroit pu arriver à Paris que le 14, & trois jours après, le Comte d'Hautefort seroit tout alarmé d'un si long silence : cela peut-il entrer dans l'esprit de quelqu'un ?

Aussi l'Auteur de la piece avoit-il prétendu la placer au 27 ; alors un intervalle de seize jours peut autoriser les inquiétudes du Comte d'Hautefort ; la lettre reprend un sens naturel ; mais aussi elle ne peut plus se concilier avec celle du 31 du même mois. Triste extrémité où se trouve réduit le faussaire, que sa piece ne puisse se concilier avec elle-même, ou avec celles qui l'accompagnent, & que de toutes parts & sous quelque date qu'on la place, la fausseté paroisse toujours avec la même évidence !

A ces lettres, la Demoiselle de Kerbabu a joint deux petits écrits, savoir une prétendue quittance de dot sous seing-privé de 75000 liv. & un mémoire où il est parlé du testament fait à

Hauterive. La seule qualité de ces pieces fait voir qu'elles ne sont dignes que de mépris. Qui a jamais ouï dire que l'on ait donné une quittance de dot de 75000 l. sous seing-privé, sur-tout quand il y a un contrat de mariage pardevant Notaires, & que les Parties étoient également à portée de faire venir le Notaire pour la quittance, comme elles l'avoient fait pour le contrat ?

A l'égard du Mémoire, on ne conçoit pas comment on peut faire dire au Comte d'Hutefort : *il faut, s'il vous plaît, prendre conseil de Madame de Saint-Quentin & de mes vieux amis, si je vous manquois*. On diroit que le Comte d'Hautefort, dès le 15 Décembre 1726, sentoît déjà les approches de la mort; qu'il prenoit des mesures pour assurer l'état de sa femme, & qu'il établissoit, pour ainsi dire, un Conseil pour la défendre; mais s'il avoit de telles inquiétudes, il y avoit un remede bien plus prompt & bien plus efficace, c'étoit de lui marquer précisément le Notaire qui avoit la minute de son contrat de mariage, supposé qu'elle l'ignorât; c'étoit de lui marquer où étoit l'acte de célébration, c'étoit même de lui envoyer, & le contrat de mariage, & le testament qu'il avoit dans sa cassette, & qu'il avoit eu intention de lui remettre, dit-on, pendant qu'il étoit à Hauterive.

Quelle illusion de supposer le Comte d'Hautefort & la Demoiselle de Kerbabu, également alarmés des événemens fâcheux qui pouvoient arriver, & également dans l'inaction pour les prévenir, & assurer un état qui ne dépendoit que des pieces dont ils étoient les maîtres? Tel est le sort de l'imposture, qu'elle ne peut rien avancer qui ne se ressente de la source impure qui la produit.

Voilà pourtant à quoi se réduisent les preuves de ce mariage fabuleux dont on fait tant de bruit; écrits privés tous attaqués par une accusation de faux principal, & dont le caractère de fausseté dispenseroit de recourir à d'autres moyens pour les détruire.

Après avoir parcouru les actes dont la Demoiselle de Kerbabu prétend se prévaloir, il faut rentrer dans l'ordre des faits. Le Comte d'Hutefort fut nommé au commencement de l'année 1727 pour commander l'Escadre que l'on préparoit à Brest & à Toulon, mais la maladie dont il fut attaqué peu de tems après renversa ces projets. Il fut obligé de se faire transporter de son Hôtel, rue de Varenne, dans une maison, rue Culture Sainte Catherine, où après huit ou dix jours de maladie il mourut le 7 Février 1727 sur les dix heures du matin. Le Comte de Surville, accablé



accablé de douleur, se retira chez le Marquis d'Hautefort, son oncle, avec qui il demeuroid. Le Valet de chambre du Comte d'Hautefort se donna les soins nécessaires pour faire reporter son corps, le même jour, en son hôtel ; &, d'un autre côté, on fut trouver le Marquis d'Hautefort pour lui apprendre une si triste nouvelle. Il étoit l'aîné de la Maison, & par conséquent l'héritier présomptif ; on lui proposa de faire apposer le scellé à cause de l'absence de plusieurs de ses co-héritiers ; il balança quelque tems, enfin il y consentit. On fit dresser la procuration en vertu de laquelle le Commissaire Parent fut requis de se transporter, ce qu'il fit le même jour à trois heures après-midi ; en sorte qu'il n'y a que cinq heures d'intervalle entre le moment du décès & celui de l'apposition du scellé, ce qui est un délai bien court, eu égard à l'éloignement des lieux, & aux mesures qu'on ne pouvoit se dispenser de prendre.

En procédant à l'apposition du scellé, on trouva, dans la chambre de la chambre du Comte d'Hautefort, son testament fait à Paris le premier Avril 1726, par lequel le Comte de Surville, son neveu, étoit nommé Légataire universel & Exécuteur testamentaire, & dans la chambre de Mandex, la cassette ou écritoire du Comte d'Hautefort, faite en forme de pupitre, qu'il laissoit toujours à la garde de Mandex. Le Commissaire la fit ouvrir en sa présence ; on y trouva près de deux cens louis : on en tira quatre-vingt-dix louis qu'on remit à Mandex pour les dépenses nécessaires dans ces occasions ; on la referma ensuite, & on y apposa le scellé.

Le Comte de Surville n'avoit aucune part à tout cela ; il ignoroit encore le testament fait en sa faveur, & il étoit trop pénétré de la perte qu'il avoit faite pour être sensible à aucune sorte d'intérêt.

C'est cependant dans ces momens d'abattement & de consternation que l'on place la prétendue soustraction du contrat de mariage & du testament fait à Hauteville. On suppose que le Comte d'Hautefort ayant fait dire à Mandex de lui apporter sa cassette, il eut l'infidélité d'attendre que son Maître fût sans connoissance pour l'apporter ; qu'alors il s'empara des clefs qui étoient dans les poches du Comte d'Hautefort ; qu'il ouvrit la cassette en présence du Comte de Surville ; qu'ils brûlerent ces pieces avec une enveloppe, dont une partie cependant a été conservée par miracle.

On rougit de rapporter des faits si calomnieux ; on avoue même qu'on ne peut assez être surpris de la témérité avec laquelle

is sont débités de la part de la Demoiselle de Kerbabu, quand elle fait qu'elle n'en a pas la moindre preuve, & qu'il ne s'en trouvera pas le plus léger indice dans ses informations.

La prétendue soustraction roule même sur un fait essentiel, qui seul doit servir à renverser une si odieuse accusation, c'est que la cassette du Comte d'Hautefort fut portée dans la rue Culture Ste. Catherine dans les derniers momens de sa vie. Or, ce fait est absolument faux ; Mandex se rendit en effet de la rue de Varenne à la rue Culture Ste. Catherine comme le Comte d'Hautefort étoit à l'agonie, mais il n'y porta point de cassette. S'il l'avoit portée, vingt Témoins auroient été en état d'en déposer ; ceux qui demeuroient dans l'hôtel de la rue de Varenne l'en auroient vu sortir avec cette cassette. Il auroit traversé tout Paris pour arriver à la rue Culture Ste. Catherine ; il auroit été impossible que plusieurs personnes ne l'eussent pas vu avec cette cassette ; il seroit entré dans la maison où étoit le Comte d'Hautefort, & cette même cassette auroit été vue, soit par les gens de la maison, soit par les Domestiques du Comte d'Hautefort qui ne l'avoient point quitté pendant sa maladie. Dans le système de la Demoiselle de Kerbabu, cette cassette auroit été rapportée dans la rue de Varenne, puisqu'elle y a été trouvée par le Commissaire Parent, qui l'a scellée ; pendant le retour, Mandex auroit encore été vu par un grand nombre de personnes ; ensorte que si le fait de la cassette portée étoit vrai, il y auroit une foule de témoins en état d'en déposer.

On ne craint pas cependant d'avancer qu'il ne s'en trouvera pas un seul qui en parle ; peut-être même s'en trouvera-t-il dans la propre information de la Demoiselle de Kerbabu qui diront précisément le contraire. En effet, si l'on avoit eu intention d'y prendre des papiers, il auroit été absurde de la porter dans la rue Culture Ste. Catherine, dans le tems que le Comte d'Hautefort étoit prêt à expirer, & n'avoit plus de connoissance : il étoit bien plus simple de prendre ses clefs & de revenir à son hôtel où Mandex, qui avoit la cassette dans sa chambre, l'auroit ouverte sans pouvoir même être soupçonné : ainsi le fait n'est pas seulement faux & calomnieux, mais encore absurde, & imaginé contre toute vraisemblance.

Le fait une fois détruit, que devient la prétendue soustraction & le conte des papiers jettés au feu ? Que devient la prétendue enveloppe fauvée des flammes ? Toutes ces impostures tombent



par la fausseté prouvée du fait capital sur lequel tout est appuyé.

Après l'apposition du scellé on fit avertir ceux des héritiers qui étoient en Province ; ils envoyèrent leurs procurations pour assister à l'inventaire ; il fut fait au mois de Mars suivant. La cassette ou écritoire sur laquelle le scellé avoit été apposé fut inventoriée ; l'exécution du testament fut consentie par toute la famille, & tout se passa dans une parfaite tranquillité.

Ce fut à-peu-près dans ce tems que le Marquis d'O adressa au Marquis d'Hautefort deux lettres qu'il venoit de recevoir. La première lui avoit été écrite par la Dame de Saint-Quentin, mere de la Demoiselle de Kerbabu, le 6 Mars 1727, moins d'un mois après la mort du Comte d'Hautefort, & la seconde par la Demoiselle de Kerbabu elle-même le 9 du même mois de Mars. C'est dans ces deux lettres que la mere & la fille annoncent également au Marquis d'O que le Comte d'Hautefort avoit pensé à épouser la Demoiselle de Kerbabu, mais que sa maladie l'ayant obligé de revenir à Paris, avoit empêché le mariage, qui, sans cela, auroit été fait. La Demoiselle de Kerbabu en a écrit deux autres depuis au Comte de Surville les 22 Avril & 14 Mai 1727, dans lesquelles elle a toujours persévéré à reconnoître qu'elle n'avoit point été mariée avec le feu Comte d'Hautefort. Son unique objet alors étoit de savoir si elle n'occupoit point quelque place dans le testament ; car, pour le prétendu mariage, elle ne s'étoit pas encore accoutumée à une idée si extraordinaire.

Quand on fait une sérieuse attention à ces lettres, on est effrayé de l'entreprise téméraire que la Demoiselle de Kerbabu a osé former depuis. Seroit-il donc permis de se jouer ainsi de son état ? C'est la prétendue veuve du Comte d'Hautefort qui annonce précisément qu'il n'y a jamais eu de mariage.

J'ai eu tort, répond-elle aujourd'hui humblement ; c'est un mauvais conseil que l'on m'a donné ; j'avoue qu'il n'est jamais permis d'altérer la vérité ; mais enfin, mon propre état ne dépend pas de moi, & je n'ai pas droit de le détruire.

Voilà donc la seule ressource de la Demoiselle de Kerbabu, c'est de s'avouer coupable pour se justifier. Funeste extrémité où la réduit son imposture : il faut nécessairement qu'elle soit coupable, ou d'avoir désavoué son propre état, ou d'en supposer un qu'elle n'a jamais eu : c'est-là cependant cette héroïne malheureuse & persécutée, qui traîne après son char un peuple nombreux, qui lui prodigue également & ses suffrages & sa pitié.

On ne peut détruire soi-même son état.

Funeste extrémité d'être forcé de s'avouer coupable pour se justifier.

Mais, entre ces deux crimes, qu'elle ne se flatte pas de faire prendre le change : on ne pensera jamais qu'elle ait parlé d'abord un langage d'artifice ; la vérité simple échappe dans ces premiers momens ; ce n'est que la réflexion qui conduit au crime.

D'ailleurs, pour juger de quel crime elle est coupable, il n'y a qu'à considérer celui qu'elle a eu intérêt de commettre. Quel intérêt pouvoit-elle avoir de désavouer un mariage pour lequel elle combat aujourd'hui avec tant d'ardeur ? Ce n'est donc pas là son crime ; elle n'en a point d'autres au contraire que d'avoir voulu supposer un état qui faisoit l'objet de ses plus grands empressements ; son crime n'est donc point équivoque.

Mais il va bien mieux se développer par les mesures qu'elle a prises pour le commettre. A peine avoit-elle écrit sa quatrième lettre au Comte de Surville, qu'elle partit de Saint-Quentin, assistée seulement du sieur Bruflé (1), Curé de Saint-Quentin, homme fort propre à concourir aux projets odieux qu'elle avoit formés. Elle se rendit à Laval au commencement de Juin, & descendit dans une auberge sous le nom de la Marquise de Saint-Fremont.

Une de ses premières démarches fut d'aller trouver le sieur Ains, Notaire & Contrôleur des actes à Montsur : elle s'étoit munie d'une lettre du sieur de Farcy, Subdélégué de l'Intendant de Tours, pour l'engager à lui faire voir le registre du contrôle. Elle parut empressée à le consulter, quoiqu'elle fût bien sûre de n'y rien trouver : le sieur Ains eut la complaisance de lui représenter son registre ; elle chercha, avec beaucoup d'attention, & ne trouva rien ; mais, après cette comédie, elle vint à son véritable objet ; elle lui demanda *s'il n'y avoit pas une place dans ses registres pour faire un enregistrement* ; &, sur ce qu'il le refusa, elle repartit, *s'il pourroit lui indiquer quelque Bureau où le Commis laissât quelque vuide dans le registre, ajoutant qu'il n'y avoit rien qui la contentât davantage, & qu'elle auroit voulu donner cent écus à une personne qui lui auroit trouvé où mettre ledit enregistrement.* Enfin elle fit un roman à ce Notaire d'un homme qui s'étoit marié, qui, depuis, avoit été obligé de se retirer en Angleterre ; que son contrat de mariage n'étant point en forme, il avoit envoyé un blanc signé de sa main, auquel on pourroit rapporter les clauses d'un contrat de mariage & le faire signer du premier Notaire ; elle demanda à Ains si on ne pourroit point trouver un Notaire qui lui fit ce plaisir.

(1) Il étoit accusé & décrété par le Juge de Laval, & Partie à la Tournelle.



Pour détruire des faits expliqués si naturellement dans la déposition de ce Notaire, la Demoiselle de Kerbabu voudroit faire entendre que la démarche qu'elle avoit faite auprès du sieur de Mué de Farcy suffiroit pour en prouver la supposition. Celle qui veut suborner des Officiers publics commenceroit-elle par s'adresser à leurs Supérieurs ? Voilà son unique défense ; mais pouvoit-on rien proposer de plus misérable ?

La Demoiselle de Kerbabu n'a pas découvert au sieur de Mué de Farcy les vues secrettes qui la faisoient agir ; elle a supposé en général qu'elle avoit besoin de visiter les registres du contrôle ; le sieur de Farcy le lui a permis ; il n'y a rien en cela que d'innocent. Elle ne va pas dire au sieur de Farcy , je voudrois bien engager des Contrôleurs à faire un enregistrement dans quelque espace vuide de leurs registres ; elle ne propose que de chercher ce qu'elle pourra trouver ; mais quand elle s'est munie d'une lettre qui l'autorise à chercher ; qu'elle a vu les registres ; qu'elle a fait , pour ainsi dire , habitude avec le Contrôleur , elle le fonde peu à peu , & entre insensiblement en négociation. Il y a , dans cette conduite , un art & un manège qui fait bien connoître de quoi la Demoiselle de Kerbabu est capable ; mais il n'y a rien qui puisse affoiblir ou décréditer la déposition du Notaire , qui porte avec elle des caracteres sensibles de sincérité.

D'autant plus qu'Ains n'est pas le seul qui dépose de pareils faits , le sieur Nupieds , autre Notaire Royal , a déposé que la Demoiselle de Kerbabu l'ayant fait venir à son auberge , *elle lui proposa de faire un contrat de mariage ; qu'ayant demandé si les Parties étoient présentes , & ladite Dame ayant dit qu'il y en avoit un de mort , il répondit que cela ne se pouvoit , & qu'un mort ne parloit plus ; que ladite Dame insista , le priant de lui faire ledit contrat , & qu'il pouvoit lui demander telle somme d'argent qu'il jugeroit à propos ; ce qui fâcha si fort le Témoin qu'il se retira.* Jamais on n'a osé combattre cette déposition si accablante par elle-même , & si propre à confirmer celle d'Ains par la conformité des propositions.

Il en est de même de celle de Chatifel qui est encore un Notaire Royal. La Demoiselle de Kerbabu le questionne , & lui demande *si le Contrôleur des actes de Laval est secret , & si on ne pourroit pas rapporter le contrôle d'un acte dans quelque fenêtre de ses registres ?* Et sur ce qu'il répond que non , elle répond que ceux du Mans sont bien plus commodes , & qu'ils laissent des fenêtres blanches dans leurs registres.

Toutes ces dépositions se concilient ; ce sont des Officiers publics que la Demoiselle de Kerbabu a tentés par différentes voies , mais toujours pour parvenir à la même fin.

Que n'a-t-elle point fait d'ailleurs pour s'emparer des registres publics ? Les mouvemens qu'elle s'est donnés pour cela sont parfaitement décrits dans la déposition du sieur Nouri, Prêtre, Vicaire d'Argentré. Elle le fait venir à Laval ; elle le sollicite de lui confier les registres ; il refuse, on l'attaque par des lettres anonymes ; la Demoiselle de Kerbabu va le trouver elle-même proche le Bourg d'Argentré ; elle redouble ses prières, ses sollicitations. Que vouloit-elle faire de ce registre ? En déchirer les feuillets qui répondoient au 19 Septembre 1726, & par-là commettre une double iniquité, en altérant un monument public, & se donnant ensuite la liberté d'imputer au Marquis d'Hautefort l'altération qu'elle auroit commise elle-même.

Elle n'a trouvé heureusement de tous côtés qu'une résistance inspirée par la vertu, & son voyage seroit demeuré sans succès si elle n'avoit tenté enfin un coup pour lequel elle se suffisoit à elle-même.

Au commencement de Septembre 1727, c'est-à-dire, trois mois après son arrivée à Laval, elle fut trouver le sieur Croissant, Greffier du Siege Royal de Laval ; elle lui demanda à chercher un acte de baptême dans ses registres de la Paroisse d'Argentré. Le sieur Croissant parcourt celui de 1726 & ne trouve rien ; il cherche dans ceux des autres années, la Demoiselle de Kerbabu profite de ce moment ; &, sous prétexte de chercher plus exactement, elle glisse habilement dans celui de 1726 une feuille volante. Le Greffier repasse sur ce registre & trouve enfin ce papier précieux sur lequel étoit écrit le prétendu acte de célébration de mariage du Comte d'Hautefort.

Quelque suspect que fût cet acte après une pareille manœuvre, ce Greffier timide ne crut pas cependant qu'il lui fût permis de décider de son sort. La Demoiselle de Kerbabu lui en demanda une expédition, & quoiqu'il eût pu la refuser, la piece ne faisant point partie de son registre, il eut cependant la docilité de l'accorder.

De prétendre que par cette expédition la piece acquiert un degré d'autorité qu'elle n'a pas par elle-même, c'est un raisonnement qui n'étoit réservé que pour la Cause de la Demoiselle de Kerbabu. C'est sans doute la première fois qu'on a imaginé que l'expédition d'un acte ajoute quelque chose à son authenticité, ou plutôt puisse réparer sa misère.

Expédition  
ne répare pas  
le vice de la  
minute.



De dire encore que cet Officier n'ait pas pu déposer dans la suite sur la manière dont cet acte s'est trouvé dans son registre, c'est une nouvelle illusion : pourquoi donc auroit-il refusé son témoignage à la vérité ?

Il tombe, dit-on, en contradiction avec lui-même ; il délivre une expédition de la pièce comme vraie, & il veut insinuer qu'elle est fautive dans sa déposition. Mais il n'y a, dans tous ces reproches, qu'égaré & que supposition. Le Greffier, en délivrant une expédition de l'acte de célébration, ne l'a pas jugé véritable, cela n'étoit pas de son ressort ; en déposant de quelle manière il s'est trouvé dans son registre, il ne l'a pas non plus jugé faux ; il a laissé aux Parties intéressées à faire valoir leurs droits, & aux Magistrats à en juger. Il n'est donc ni faux Témoin, ni Officier prévaricateur.

Au surplus, la vérité de sa déposition est confirmée par celle du Marguillier d'Argentré, qui déclare que quand il porta le registre de 1726 au Greffe Royal, il n'y avoit aucune feuille volante.

Que répond à cela la Demoiselle de Kerbabu ? Vos Témoins se détruisent les uns les autres ; selon le Marguillier, il n'y avoit pas de feuille volante, & cependant, selon le Greffier, il y en avoit une dans le registre, outre celle qu'il suppose que j'ai glissée subtilement ; voilà ce qui s'appelle une contradiction sensible.

Mais peut-on croire que la Demoiselle Kerbabu ne se soit pas aperçue de la chimère de cette prétendue contradiction ? Le Marguillier a porté le registre au mois de Janvier 1727, & déclare qu'il n'y avoit point de feuille volante ; le Greffier a parcouru le registre au mois de Septembre 1727, & il a trouvé une feuille volante, outre celle que la Demoiselle de Kerbabu a glissée depuis : ces deux faits sont-ils donc inconciliables ? Faut-il faire un grand effort d'esprit pour imaginer comment ce qui n'est pas dans un registre au mois de Janvier peut y être au mois de Septembre ? Voilà cependant cet argument victorieux ; on rougit même d'être obligé d'y répondre.

Mais quelle étoit cette feuille volante ? Comment, n'étant pas dans le registre lorsqu'on l'a apportée, s'y est-elle elle-même trouvée depuis ? C'est ce que le Greffier n'explique point, parce qu'il n'en étoit pas question, & c'est d'ailleurs ce que nous n'avons point intérêt de savoir ; il suffit que cela ne forme aucune contradiction avec le fait dont dépose le Marguillier.

On peut ajouter que cette feuille volante dont parle le Greffier ne contenoit que deux extraits de baptêmes, c'est-à-dire, qu'on avoit fait expédier deux actes de baptêmes depuis que le

registre avoit été apporté ; qu'on les avoit mis sur une même feuille qui n'avoit pas encore été délivrée : voilà sans doute ce que c'étoit que cette feuille volante. Quel rapport peut-elle avoir avec un acte original tel que celui du prétendu mariage du Comte d'Hautefort ?

Mais peut-on douter que ce ne soit la Demoiselle de Kerbabu qui ait glissé cet acte dans le registre où il se trouve aujourd'hui ? Il est impossible qu'il y soit parvenu autrement. Si elle ne l'y a pas glissé, il faut donc qu'elle soutienne que cette piece est toujours demeurée dans le registre de la Paroisse depuis le tems du mariage : mais, si cela avoit été, elle auroit été vue par un grand nombre de personnes. Le sieur le Blanc, Prieur-Curé d'Argentré, est mort quinze jours après l'époque du mariage ; ses registres ont passé entre les mains du Vicaire ou Desservant, premier Témoin qui auroit vu la feuille volante du mariage ; le nouveau Curé, nommé dans la suite, saisi à son tour des mêmes registres, auroit été un second témoin ; celui qui, à la fin de l'année, a copié le registre & en a fait un double pour être envoyé au Greffe Royal ; celui qui l'a porté, le Greffier à qui on l'a remis, & qui ne le reçoit jamais sans examiner s'il est en bonne forme ; que de Témoins qui auroient vu la feuille volante, du vivant même du Comte d'Hautefort ! Pourquoi le Demoiselle de Kerbabu ne les a-t-elle pas fait entendre ? C'étoit le vrai moyen de se justifier du fait de l'insertion ; mais elle n'en a pas pu trouver un seul qui fût prêt à se prêter au mensonge.

Quelle reconnoisse donc la vérité d'un fait qu'elle combat avec tant de vivacité ; il est prouvé par des dépositions non suspectes ; & si le fait contraire étoit vrai, mille Témoins le publieroient.

Faux étranger à la Cause  
y fait une pré-  
sompption.

La Demoiselle de Kerbabu n'ayant plus rien à tenter à Laval, en sortit au mois de Septembre, laissant à l'auberge, pour répondre de sa dépense, un billet de 400 liv. qu'elle signa, *la Marquise de Saint-Fremont* : c'est une fausseté avérée ; foible essai de celles qu'elle avoit déjà préparées.

Elle leva bientôt l'étendard de l'imposture : elle commença, pour la première fois, dans le mois de Novembre, à prendre la qualité de Comtesse d'Hautefort. Bien-tôt elle arriva à Paris pour y représenter, sur un plus grand théâtre, & moissonner, s'il étoit possible, le fruit de son crime.

Au premier bruit de cette métamorphose subite, elle ne douta point que le Marquis d'Hautefort, qui avoit été informé de ce qui s'étoit passé à Laval, ne rendît plainte contr'elle ;  
pour



pour se préparer des armes contre la procédure du Marquis d'Hautefort, elle rendit plainte secrète chez le Commissaire Regnard de Lussaing le 14 Janvier 1728.

C'est une piece si singuliere & si propre à caractériser l'imposture qui regne dans toute la conduite de la Demoiselle de Kerbabu, qu'on ne peut se dispenser d'en reprendre ici les faits en détail.

Elle y expose le fait de son prétendu mariage, le contrat passé le 17 Septembre 1726, devant le *Chainge & Duchast, Notaires Royaux à Laval*; c'est un premier fait qu'elle a été obligée d'abandonner depuis : jamais il n'y a eu de Notaires à Laval qui aient porté les noms de le Chainge & Duchast. Elle leur a substitué depuis un seul Notaire, nommé Ains, demeurant à Montsur, circonstance sur laquelle on s'est déjà assez étendu : on ne fait que l'indiquer ici.

Elle ajoute que, par ce contrat, elle avoit promis d'apporter 75000 l. en dot. La promesse est singuliere de la part d'une fille mineure qui n'est assistée ni de sa mere ni de son Tuteur. Elle dit que, par le contrat même, le Comte d'Hautefort reconnoissoit avoir reçu 15000 liv. & qu'il lui a donné depuis quittance des 60000 liv. restant. On ne demande point ici où la Demoiselle de Kerbabu, mineure, avoit pris ces 75000 l. ni comment elle les avoit fait conduire à Hauterive ; mais on lui demande pourquoi cette quittance, postérieure au contrat, n'est plus aujourd'hui des 60000 liv. restant de la dot, mais de la dot entiere des 75000 l. Faut-il donc que la Demoiselle de Kerbabu soit toujours contraire à elle-même ?

Elle suppose qu'après la mort du Comte d'Hautefort, *ses parens ont pris un soin extrême de congédier & d'écarter de Paris jusqu'au dernier de ses Domestiques*. Plusieurs ont été congédiés, il est vrai, parce qu'il n'étoit pas possible de les conserver tous après la mort de leur Maître ; mais il n'y en a pas eu un seul écarté de Paris, & la Demoiselle de Kerbabu les a tous fait entendre dans son information : c'est donc une calomnie avérée.

Elle prétend que l'on a soustrait la grosse de son contrat de mariage & le testament fait à Hauterive ; elle soutient que ces pieces ont été vues & lues de plusieurs personnes depuis le décès du Comte d'Hautefort. Voilà un fait bien précis ; mais si elle n'a pas pu faire entendre un seul Témoin qui en parle, la témérité qu'elle a eue d'avancer une telle calomnie doit la couvrir de confusion.

Enfin elle prétend qu'ayant demandé au Notaire qui avoit la minute de son contrat, qu'il lui en délivrât une grosse, il l'a refusée, disant qu'il en avoit délivré une expédition au Comte d'Hautefort. Ce fait rapproché de ce qu'elle a dit au commencement de la plainte, que son contrat a été reçu par le Chainge & Duchast, oblige de conclure qu'elle a parlé à le Chainge ou à Duchast, & que l'un ou l'autre lui a répondu ; cependant ni l'un ni l'autre n'a jamais existé ; les fables ne coûtent donc rien à la Demoiselle de Kerbabu. Elle veut faire passer un contrat de mariage à un homme mort ; elle lie conversation avec des gens qui n'ont jamais existé ; elle leur parle & ils lui répondent. Lorsqu'elle vante dans la suite les miracles que la Providence a opérés en sa faveur, elle ne devoit pas oublier ceux-ci, qui tiennent assurément du prodige autant qu'aucun autre.

Il faut ajouter aux faits de la plainte ceux du Monitoire ; elle y répete encore que son contrat de mariage a été passé devant le Chainge, Notaire de Laval : mais elle ajoute un fait tout nouveau, qui est que l'on a lacéré deux feuillets des registres des baptêmes, mariages & sépultures de la Paroisse d'Argentré ; fait grave assurément, puisqu'il s'agit de l'altération d'un monument public ; mais c'est ce qui acheve de couvrir d'opprobre la Demoiselle de Kerbabu.

Elle fait parfaitement que le registre est sain & entier ; qu'il existe en très-bonne forme ; que toutes les feuilles en sont cotées par première & dernière, sans qu'il en manque une seule, & cependant elle invente gratuitement un crime chimérique : quel peut être en cela son objet ? On diroit qu'elle ne cherche qu'à se décrier elle-même.

D'ailleurs, pour rendre plainte d'un pareil fait, il falloit que la Demoiselle de Kerbabu supposât que son acte de célébration de mariage étoit sur un des deux feuillets lacérés, car, sans cela, sa plainte n'avoit point d'objet ; cependant elle prétend aujourd'hui que son acte de célébration est en original sur une feuille volante qui n'a jamais fait partie du registre. Qu'elle se concilie donc avec elle-même, & qu'au moins on lui trouve une fois un système suivi, & qui présente quelque air, quelque trait de vraisemblance.

Comme ses plaintes n'avoient été présentées que pour servir de contre-batterie à la procédure que le Marquis d'Hautefort ne pouvoit s'empêcher de faire à Laval, elles furent absolument négligées.

Le Marquis d'Hautefort n'en usa pas de même de sa part ; le



4 Février 1728 il rendit sa plainte au Juge de Laval, avant que la Demoiselle de Kerbabu eût fait entendre un seul Témoin, avant même qu'elle en eût fait assigner aucun. Les faits principaux de sa plainte sont que la Demoiselle de Kerbabu avoit par elle-même, & sous d'autres noms, tenté plusieurs Notaires de Laval & des lieux circonvoisins pour faire faire après coup, s'il étoit possible, un contrat de mariage, & des Contrôleurs, pour, dans quelques places restées en blanc, y contrôler ledit contrat, & le faire insinuer; qu'elle a prétendu avoir été mariée le 19 Septembre 1726, quoiqu'elle ait reconnu le contraire par ses lettres écrites depuis la mort du Comte d'Hautefort; qu'elle a glissé une feuille volante dans le registre qui est au Greffe de la Justice Royale de Laval; & que si elle représente le prétendu acte de célébration, il se trouvera faux.

Ce n'est point, comme on le suppose, par un enthousiasme prophétique que le Marquis d'Hautefort a attaqué ce faux acte de célébration par sa première plainte; quand il ne l'auroit pas fait examiner auparavant entre les mains du Greffier, il auroit été trop certain de la fausseté, par la relation de tous ceux qui étoient dans le Château d'Hauterive au mois de Septembre 1726, & par les propres lettres de la Demoiselle de Kerbabu.

Sur cette plainte on a fait une information composée d'un grand nombre de Témoins qui ont été entendus pendant sept jours. On y trouve les Notaires & Contrôleurs de Laval & des environs, l'Hôte & l'Hôtesse chez qui la Demoiselle de Kerbabu a demeuré sous le nom de la Marquise de Saint-Frémont, le Vicaire & le Marguillier de la Paroisse d'Argentré, qui ont mis dans le plus grand jour, & la chimere du prétendu mariage, & les intrigues pratiquées pour l'établir par de faux titres.

A la vue de ces preuves concluantes, le Juge de Laval a cru que sa religion l'obligeoit de prononcer un décret de prise de corps contre la demoiselle de Kerbabu, & d'ajournement personnel contre le sieur Brulé, Curé de Saint-Quentin. Le décret est du 11 Février. C'est en vertu de ce titre dont Lambatte, Huissier à verge du Châtelet, étoit porteur, que la Demoiselle de Kerbabu fut arrêtée, sans aucun éclat, le 15 du même mois. Le procès-verbal de capture est en très-bonne forme, & contrôlé le même jour à Paris. Elle fut conduite sur le champ à Neauville, d'où elle s'est sauvée comme tout le monde a vu.

C'est à ce sujet que l'on a déployé tous les talens de l'Orateur pour toucher, pour émouvoir le public. On a peint la Demoiselle de Kerbabu arrachée avec violence des bras de sa mere

éplorée, & conduite à Neauville au milieu d'une troupe de fatellites; la Providence venant à son secours par une foule de miracles opérés en un instant; mille périls affrontés sans qu'elle en ait reçu le moindre mal; le ciel & la terre, les êtres inanimés, tout en un mot s'intéressant pour elle. Qu'il est triste que ces prodiges éclatans se réduisent à une petite négociation avec des Archers qui lui ont procuré une évasion commode & une retraite assurée! C'est en vain que, pour écarter cette idée, on suppose que la Demoiselle de Kerbabu n'étoit pas en état de tenter de pareils coups; ne diroit-on pas qu'il faut employer bien des trésors pour ébranler la fidélité de gens de cet état? Cette défaite ne mérite pas que l'on s'y arrête.

La Demoiselle de Kerbabu fut mettre à profit sa liberté en poursuivant un Arrêt de défenses contre la procédure de Laval; elle l'obtint le 15 Avril. Le Marquis d'Hautefort en avoit obtenu un semblable contre la procédure du Châtelet dès le 20 Février précédent; en sorte que la Cause fut en état d'être portée à l'Audience sur les appellations respectives.

La Demoiselle de Kerbabu donna copie des lettres tant vantées du Comte d'Hautefort; ce fut ce qui obligea le Marquis d'Hautefort de présenter deux Requêtes consécutives les 14 Mai & 11 Juin 1728, par lesquelles, persistant dans sa plainte, où il avoit déclaré que si la Demoiselle de Kerbabu osoit faire usage de son acte de célébration, il l'attaqueroit par la voie de faux. Il demanda acte de ce qu'il rendoit plainte de faux principal contre le prétendu acte de célébration de mariage du 19 Septembre 1726, la prétendue quittance de dot du 2 Octobre, les prétendues lettres des 7 Novembre & 27 Décembre 1726, & contre le prétendu écrit du 15 Décembre 1726; & en conséquence il demanda qu'il lui fût permis d'informer de faux principal par titres, par témoins & par comparaison d'écritures, devant le Juge de Laval, à qui la plainte seroit renvoyée, pour être le Procès fait & parfait à la Demoiselle de Kerbabu jusqu'à Sentence définitive inclusivement.

La Demoiselle de Kerbabu a voulu imiter l'exemple de cette nouvelle plainte; & au lieu que par celle du 14 Janvier 1728, elle avoit seulement accusé les héritiers du Comte d'Hautefort d'avoir soustrait la grosse de son contrat de mariage, elle a ajouté qu'elle rendoit plainte de ce qu'on avoit, depuis le mois de Septembre 1727, soustrait la minute même de ce contrat reçu par Ains, Notaire à Montsur, & la mention qui en étoit faite dans le registre du Contrôle.



Son moyen favori, son moyen unique, pour donner la préférence à sa procédure sur celle du Marquis d'Hautefort, fut que la sienne étoit antérieure, & que l'autre ne pouvoit passer que pour récriminaire. Le Marquis d'Hautefort ayant établi au contraire que jamais l'antériorité de la plainte n'avoit décidé, & que ce ne pouvoit être que par la qualité des faits & par le mérite des charges que cette question pouvoit se régler, M. l'Avocat Général adopta ce principe. Il fit voir, par le récit des charges, que celles du Marquis d'Hautefort étoient aussi concluantes que celles de la Demoiselle de Kerbabu étoient méprisables : son avis fut qu'il n'y auroit pas à balancer sur la préférence due à la procédure du Marquis d'Hautefort, si la Demoiselle de Kerbabu avoit eu le tems de continuer son information, & en conséquence il proposa l'interlocutoire.

Ce parti fut adopté par l'Arrêt du 23 Juin 1728, par lequel la Cour, avant faire droit sur les appellations & demandes respectives, permit à la Demoiselle de Kerbabu de continuer ses informations jusqu'au décret inclusivement, toutes choses demeurant en état de la part du Marquis d'Hautefort. Par le même Arrêt, la Cour a converti le décret d'ajournement personnel prononcé contre le sieur Curé de Saint-Quentin en assigné pour être ouï, laissant subsister, à l'égard de la Demoiselle de Kerbabu, le décret de prise de corps.

En exécution de cet Arrêt, la Demoiselle de Kerbabu a fait entendre un grand nombre de témoins à Paris, à Brest & à Laval; mais quel fruit a-t-elle retiré de la liberté que l'Arrêt lui avoit donnée, si ce n'est d'augmenter sa honte en la différant ? De tous les faits contenus dans ses plaintes, il ne s'en trouvera pas un seul qui soit établi; pas un Témoin qui parle de la soustraction de la grosse & de la minute du prétendu contrat de mariage, ni qui paroisse même soupçonner qu'il ait jamais existé. Il en fera de même du prétendu testament fait à Hauterive. Le fait de la laceration du registre de la Paroisse d'Argentré, celui des Domestiques écartés, tout en un mot se trouvera une pure fable, aux termes mêmes de ses informations.

C'est le désespoir de trouver sa cause réduite à un état si déplorable qui a forcé la Demoiselle de Kerbabu de recourir à un nouveau stratagème. On l'a entendu au mois de Décembre dernier crier encore au prodige & au miracle. Un papier précieux, échappé des flammes s'est retrouvé; on y apperçoit encore des

caractères du Comte d'Hautefort, où l'on voit qu'il y parloit d'un contrat de mariage & d'un testament qui devoient être envoyés à Saint-Quentin, près d'Avranches ; & comme ce papier seul ne suffiroit pas pour charger le Marquis d'Hautefort, quand il seroit aussi vrai qu'il est manifestement faux, on a des Témoins tout prêts à déposer qu'ils l'ont ramassé le jour même de la mort du Comte d'Hautefort dans une salle dont le Marquis d'Hautefort venoit de sortir.

Cette nouvelle se répand comme un torrent dans tout Paris ; le Ciel protege trop ouvertement la Demoiselle de Kerbabu, il n'y a plus moyen de résister. Les esprits sensés attendent cependant l'accomplissement de ces magnifiques promesses. L'air fabuleux qui y regne ne prévient pas en leur faveur ; mais quelle est la surprise, lorsque M. l'Avocat Général rendant compte à l'Audience des révélations, est obligé d'exposer qu'on y trouve des écrits anonymes & des papiers qui n'ont pas même forme de révélations !

L'indignation alors prend la place de la pitié. Quoi donc, un Accusateur confondu par sa propre procédure n'aura qu'à fabriquer des écrits anonymes & les envoyer à titre de révélations ? Quel renversement de l'ordre judiciaire !

Et que l'on ne dise pas que l'écrit par lui-même suffit, que quand il seroit tombé des nues, si c'est l'écriture du Comte d'Hautefort, on ne peut se dispenser d'y déférer.

Une piece qui ne paroît qu'avec tant de mystere est déjà par elle-même convaincue de faux. Il n'est point ici question de la faire descendre des nues comme une douce rosée que le Ciel envoie pour calmer les alarmes de la Demoiselle de Kerbabu : il faut à la Justice une origine plus réelle ; & dès qu'on n'ose la découvrir, c'est nécessairement une piece forgée dans les ténèbres : son auteur ne peut être que la Demoiselle de Kerbabu elle-même, puisque c'est elle qui la fait paroître sur la scene par des ressorts si cachés, & après l'avoir annoncée depuis si longtemps.

Après le récit de toutes les circonstances du fait & de la procédure, les moyens se présenteront d'eux-mêmes ; & pour décider sur la préférence des deux procédures, il n'y a qu'à résumer quelques réflexions déjà tracées dans le récit auquel on a été obligé de se livrer.

**MOYENS.** Toutes les demandes respectives ne tendent qu'à faire confirmer l'une ou l'autre procédure.



Avant l'Arrêt du 23 Juin dernier, la Demoiselle de Kerbabu triomphoit de l'antériorité de sa plainte comme d'un moyen sûr pour lui acquérir la préférence ; mais c'est aujourd'hui un moyen pros crit auquel il n'est plus permis de penser ; l'Arrêt nous a ouvert un autre principe de décision, il n'y a plus d'autre regle à consulter.

Quel est ce principe ? C'est que quand deux procédures criminelles se croisent & se font mutuellement obstacle, dans l'impossibilité de les faire subsister toutes deux en même-tems, il faut laisser un cours libre à celle qui paroît la plus sérieuse dans son objet, & par conséquent la mieux soutenue dans ses preuves, car l'un est une conséquence de l'autre.

C'étoit ce que le Marquis d'Hautefort avoit proposé dans les plaidoyers de l'année dernière. Il avoit fait voir que les crimes dont il avoit rendu plainte étoient non-seulement graves par eux-mêmes, mais soutenus des plus fortes preuves : crime de subornation des Officiers publics pour se procurer un faux contrat de mariage & un faux contrôle, établi par les dépositions les plus claires : crime de supposition d'un mariage justifié par les propres lettres de la Demoiselle de Kerbabu, par les dépositions des Témoins qui prouvent l'impossibilité du mariage, par les contradictions & les faussetés manifestes qui éclatent dans les pieces mêmes rapportées pour le soutenir ; & il en concluoit que l'objet de son accusation étant grave, sérieux, intéressant pour l'ordre public, & soutenu des plus grandes preuves : on ne pouvoit se dispenser de confirmer sa procédure.

Du côté de la Demoiselle de Kerbabu, on voyoit à la vérité une plainte de quelques faits graves, mais qui n'étoit soutenue d'aucune preuve, pas même du plus léger indice ; quelques-uns de ses faits abandonnés par elle-même, comme celui du contrat de mariage reçu par le Chainge & Duchast, Notaires Royaux de Laval : d'autres dont la fausseté étoit sensible, comme celui de la lacération du registre. Cependant la Demoiselle de Kerbabu, avec une confiance présomptueuse, annonçoit tant de merveilles, elle promettoit des preuves si claires, si décisives, que la Cour ne crut pas pouvoir lui refuser le tems & la liberté qui lui étoient nécessaires pour remplir de si magnifiques promesses.

Voilà le principe de décision qu'il faut suivre. A quoi donc se réduit la Cause aujourd'hui ? A savoir si la Demoiselle de Kerbabu a tenu parole ; si elle a pu donner quelque corps, quelque

réalité à cette chimere d'accusation dont elle vouloit se servir pour arrêter celle du Marquis d'Hautefort : cependant c'est à cet examen que la Demoiselle de Kerbabu s'efforce de résister. Ce n'est point, dit-elle, un moyen d'appel contre ma procédure, que de dire qu'elle n'est soutenue d'aucune preuve ; il suffit que les faits que j'ai dénoncés soient graves, & que la procédure soit régulière, pour qu'elle doive être confirmée ; à l'égard des preuves, il en pourra survenir.

Mais peut-on persister dans une pareille défense après l'Arrêt du 23 Juin dernier ? Si la qualité des faits & la régularité de la procédure suffisoient, pourquoi n'a-t-on pas dès-lors confirmé celle de la Demoiselle de Kerbabu ? Ces faits étoient alors aussi graves qu'ils le sont aujourd'hui ; sa procédure étoit aussi régulière : pourquoi donc, on le répète, n'a-t-elle pas été confirmée ? Ah, sans doute, c'est que la Cour a jugé que ces circonstances ne suffisoient pas ; que si les faits étoient graves, & qu'ils ne fussent néanmoins que l'ouvrage d'une imagination féconde, sans appui, sans vraisemblance, sans réalité, ils ne pouvoient faire la base & le principe d'une accusation sérieuse, ni servir d'obstacle à l'instruction d'une autre accusation aussi sérieuse que celle-là se trouvoit chimérique. En un mot, la Cour a jugé qu'il falloit des preuves ; c'est pour cela qu'elle a donné à la Demoiselle de Kerbabu un tems convenable pour en administrer. Si elle n'a pas pu en trouver, son accusation ne devient plus qu'un objet d'indignation dont le poids doit l'accabler.

Pour échapper à cette conséquence, il ne reste qu'une ressource à la Demoiselle de Kerbabu ; c'est de faire le procès à l'Arrêt du 23 Juin dernier ; c'est de prouver que sa disposition est inutile & sans objet. Et que deviendroient après cela les airs de triomphe qu'elle s'est donnés au moment de l'Arrêt, comme si elle eût gagné sa Cause ? Combien a-t-elle affecté de le répandre pour entretenir dans son parti ceux qu'elle avoit séduits ? Les gens sages ont compris dès-lors qu'il n'y avoit que de l'artifice dans son triomphe ; que l'Arrêt qui lui permettoit de faire sa preuve la chargeoit en même tems de la faire, & que si elle ne pouvoit y parvenir, il falloit nécessairement qu'elle succombât. L'événement a justifié de quel côté étoit le véritable avantage, puisque la Demoiselle de Kerbabu est réduite aujourd'hui à combattre l'Arrêt, en soutenant que les preuves qu'il a ordonnées sont inutiles.

Mais quand la Cause ne seroit pas jugée, pourroit-on balan-



cer sur la nécessité des preuves de sa part ? Il faut bien prendre garde à la situation de la Cause; ce n'est pas ici une Partie qui en accuse simplement une autre, mais c'est une Partie accusée qui veut faire tomber l'accusation formée contre elle par celle qu'elle a formée de sa part contre son Accusateur.

Dans le premier cas, on pourroit dire que celui qui seroit accusé auroit moins d'intérêt de relever le défaut de preuve; encore seroit-il bien fondé à dire: il y a une plainte contre moi, je ne veux pas éternellement être exposé aux poursuites qu'elle peut produire; & puisque vous ne prouvez pas vos faits, je dois être déchargé. Mais ici nous sommes dans de bien plus forts termes. Le Marquis d'Hautefort, accusé par la Demoiselle de Kerbabu, est de sa part Accusateur. On arrête l'instruction de sa procédure, sous prétexte qu'il y en a une autre commencée contre lui; & en ce cas il seroit très-bien fondé à dire: votre accusation est chimérique, elle n'est soutenue d'aucune preuve ni d'aucun indice; seroit-il possible qu'elle me liât les mains, & que, sans force par elle-même, elle eût cependant l'effet d'interrompre le cours de la mienne, & d'empêcher que je n'obtienne justice de vos attentats ?

Qui pourroit se défendre d'un moyen si solide & si pressant ? S'il n'entraînoit pas les suffrages de la Justice, tout coupable prêt à être dénoncé prévientroit son Accusateur par une plainte d'un fait grave, mais chimérique; il feroit une procédure régulière; & quoiqu'il fût toujours sans preuves, il empêcheroit toujours l'effet des plaintes sérieuses rendues contre lui. Faut-il donc être Jurisconsulte pour connoître toute l'illusion d'une pareille prétention ? L'équité naturelle ne suffit-elle pas pour la condamner ?

Aussi la Demoiselle de Kerbabu essaie-t-elle de s'attribuer quelque léger commencement de preuves; elles ne forment pas, selon elle-même, un corps de démonstration, mais il y en a assez pour donner de la curiosité, & pour sonder ce mystère d'iniquité.

Mais quand on est réduit à de pareils discours, n'est-ce pas convenir de bonne foi que l'on est sans preuve ? Dès l'année dernière on nous tenoit le même langage, on promettoit que l'avenir seroit plus favorable à la Demoiselle de Kerbabu. Le Comte d'Hautefort m'a chargé de prendre conseil de ses vieux amis; je les ferai entendre ces dépositaires fidèles de ses plus secrets sentimens; c'est alors que la vérité sera dévoilée. Ainsi

parloit la Demoiselle de Kerbabu avant l'Arrêt du 23 Juin. Toute liberté lui a été rendue ; elle a eu près de huit mois pour faire paroître les vieux amis, & cependant tout est encore enveloppé de ténèbres, c'est un mystère qu'il faut sonder. On peut être crédule une premiere fois, mais on ne fera plus la dupe de pareilles promesses.

Suivons en effet ces ébauches de preuves dont parle la Demoiselle de Kerbabu. Elle se plaint de ce qu'on a soustrait un testament, de ce qu'on a supprimé grosse, minute & contrôle du contrat de mariage ; enfin d'une prétendue diffamation. A quoi se réduisent ses preuves ?

Le testament & la grosse du contrat de mariage étoient dans la cassette du Comte d'Hautefort ; il l'a mandé au mois de Décembre 1726 ; ces pieces ne se sont point trouvées lors de son inventaire : donc elles ont été supprimées. D'ailleurs, la cassette a été portée chez Martinon par Mandex, lorsque son maître étoit sans connoissance ; il s'est emparé des clefs ; il a été enfermé avec le Marquis d'Hautefort ; après leur sortie, on a trouvé un lambeau de papier qui énonce des pieces. Enfin Mandex & Gasselin ont été seuls dans l'appartement du Comte d'Hautefort, rue de Varenne, & le scellé n'a été apposé que cinq heures après la mort.

Une premiere réflexion est, que si tout cela pouvoit faire naître un soupçon sur la suppression de la grosse du contrat de mariage & du testament, tout cela ne s'appliqueroit jamais à la minute & au contrôle du contrat de mariage ; à cet égard la Demoiselle de Kerbabu ni ses témoins n'ont pas même tenté d'exciter un soupçon ; cependant à quoi conduiroit la suppression de la grosse, si jamais on n'avoit rien tenté sur la minute ni sur le contrôle ? Voilà un point essentiel que la Demoiselle de Kerbabu affecte toujours de perdre de vue, & qu'on ne peut trop lui rappeler pour la confondre.

Une seconde réflexion est que toutes les circonstances que l'on relève sont ou prouvées fausses, ou absolument indifférentes.

L'existence imaginaire des pieces dans la cassette au mois de Décembre, quand on la supposeroit vraie pour un moment, ne prouveroit pas qu'elles y fussent encore dans le tems de la mort. Non-seulement le Comte d'Hautefort auroit pu les supprimer lui-même, mais il auroit pu les envoyer à la Demoiselle de Kerbabu ; il auroit pu les confier à quelqu'un pour les lui remettre ; en un mot, en bonne logique, des pieces étoient dans une



cassette au mois de Décembre, donc elles devoient encore y être le 7 Février ; jamais cette conséquence ne fera juste.

On parle dans la supposition de la vérité des lettres ; mais si elles sont fausses, comme on ne peut en douter, cette preuve d'existence s'évanouit. Eh quoi ! la Demoiselle de Kerbabu fabriquera des pieces fausses qui sont l'objet de l'accusation formée contre elle, & ces pieces attaquées par la voie du faux principal deviendront des preuves en sa faveur contre le Marquis d'Hautefort ! quel égarement !

Suivons les indices de la Demoiselle de Kerbabu. La cassette a été portée chez Martinon lorsque le Comte d'Hautefort étoit sans connoissance. Si ce fait étoit vrai, il seroit indifférent, parce que le Comte d'Hautefort ayant demandé sa cassette, on auroit dû la porter, & que jamais ce qui est légitime en soi ne peut former un soupçon de crime. Mais est-il donc vrai que la cassette ait été portée ? A entendre la Demoiselle de Kerbabu l'avancer affirmativement, on diroit qu'elle en a des preuves victorieuses ; mais on ne craint point de soutenir avec confiance que le fait est faux, & qu'il ne s'en trouvera aucune preuve dans son information. On pourroit aller plus loin, & présumer qu'il s'y trouvera une preuve affirmative du contraire.

Voilà pourtant le fait essentiel duquel dépend tout le reste ; car la Demoiselle de Kerbabu allègue que les pieces ont été brûlées chez Martinon ; c'est ce qu'elle veut établir par ce papier tombé des nues qu'elle suppose avoir été trouvé. Mais ce fait est impossible, si la cassette n'a pas été portée chez Martinon. Or il y a preuve que la cassette n'a pas été portée ; tous les témoins qui étoient dans l'hôtel lorsque Mandex en est sorti, tous ceux qui étoient chez Martinon lorsqu'il y est arrivé, ont été entendus dans l'information de la Demoiselle de Kerbabu ; tous l'auroient vu porter une assez grande cassette en forme de pupitre ; pas un n'en convient, & d'autres disent formellement qu'elle ne fut point apportée. Quelle ressource peut avoir encore l'imposture ? Non-seulement elle n'a point de preuve, mais c'est elle-même qui fournit des preuves pour la confondre.

Les clefs furent remises à Mandex au moment de la mort ; cela est vrai ; à qui pouvoit-on les remettre, si ce n'est à un ancien domestique dont son maître avoit toujours été si content qu'il lui a laissé 800 livres de pension par son testament ? Mais quel usage a-t-il pu en faire chez Martinon où la cassette n'étoit point ?

Le Marquis d'Hautefort & Mandex furent enfermés. C'est encore un fait qui vraisemblablement ne résultera pas de l'information, & le contraire même sera sans doute justifié.

On a trouvé des lambeaux d'un papier à demi-brûlé, & ces lambeaux sont d'une extrême conséquence, quoique leur origine soit inconnue. On ne craint point de le dire, cet épisode est peut-être ce qu'il y a de plus propre à convaincre de la fausseté de tout ce qui paroît de la part de la Demoiselle de Kerbabu.

En quel tems a-t-on commencé à en parler ? Lorsque l'information étoit finie & remise au Greffe, lorsqu'on savoit qu'elle ne prêtoit aucun secours, & qu'au contraire elle confondoit la Demoiselle de Kerbabu. Alors il faut se sauver par un coup de désespoir, *una salus victis, nullam sperare salutem* ; il faut mettre au jour un papier obscur qui tiennne lieu de dépositions. Qui n'aperçoit en cela un ouvrage d'iniquité ?

Comment est-il annoncé ? C'est un prodige, c'est un miracle ; car la Demoiselle de Kerbabu en place par-tout. Le Marquis d'Hautefort a jetté des papiers au feu ; ils étoient dans une enveloppe ; l'enveloppe n'a été brûlée qu'en partie, & ce qui en reste est précisément tout ce qui est nécessaire à la Demoiselle de Kerbabu. Un homme est entré par hasard & a ramassé ce papier à demi consumé ; il n'en a pas su la conséquence ; le papier est devenu bouchon de bouteille ; deux ans après on va déployer ce bouchon si long-tems méprisé, & il devient un monument respectable ! Y a-t-il jamais eu de fable où l'on ait moins ménagé le vraisemblable ?

D'où sort-il ce papier si célèbre ? C'est une énigme ; personne n'oseroit le représenter ; la Demoiselle de Kerbabu est réduite à des suppositions. *Quand il seroit tombé des nues, quand il seroit dans mon sac, pourvu qu'il soit écrit de la main du Comte d'Hautefort, il est toujours précieux.* Quelle illusion ! Il faut une origine connue, ou c'est une imposture avérée.

La vérité ne marche point ainsi dans les ténèbres ; on peut se tromper en comparant une écriture, mais on ne se trompe jamais en rejetant avec mépris un papier présenté à la Justice avec tant de mystère.

Mais encore un coup, supposons ce papier vrai en lui-même & de la main du Comte d'Hautefort ; s'il prouvoit l'existence des pieces qu'il énonce, il n'en prouveroit pas la soustraction, parce que, comme on l'a déjà dit, le Comte d'Hautefort auroit pu disposer de ces pieces, soit en les confiant à quelqu'un pour les remettre à la Demoiselle de Kerbabu, ou autrement,



Il faut donc reconnoître , comme la Demoiselle de Kerbabu en convient assez , qu'elle n'a aucune preuve pour soutenir ses chimères. Il y a plus d'un an que sa plainte est rendue ; elle a eu plus de huit mois pour faire ses informations ; & tout cela n'a rien produit. Croit-elle après cela qu'on se bercera encore de promesses & d'espérances ? Ce seroit pousser trop loin la présomption.

En est-il de même de l'accusation du Marquis d'Hautefort ? Elle a d'abord les avantages que la Demoiselle de Kerbabu attribue à la sienne ; c'est-à-dire , qu'elle présente à la Justice des faits graves & une procédure régulière. Quels sont les faits ? Subornation d'Officiers publics pour fabriquer un faux contrat de mariage & un faux contrôle , tentatives pour s'emparer des registres de la Paroisse , supposition d'un faux mariage , fabrication de pieces fausses pour le soutenir. Dans la qualité des faits , on ne croit pas assurément que l'accusation du Marquis d'Hautefort cede à celle de la Demoiselle de Kerbabu.

La procédure du Marquis d'Hautefort est régulière ; il a rendu plainte au Juge naturel , au Juge du délit ; son information est revêtue de toutes les formalités prescrites par l'Ordonnance. Le Juge a cru devoir prononcer un décret de prise de corps ; il a été remis entre les mains d'un Huissier. Ministre pacifique , pour se servir des termes de la Demoiselle de Kerbabu , il l'a exécuté sans violence ; le procès-verbal de capture est en bonne forme & contrôlé à Paris le même jour ; la Demoiselle de Kerbabu en est convenue à l'Audience. Conduite à huit lieues de Paris , elle s'évade ; nouveau procès-verbal d'évasion en bonne forme. Tout est donc en règle.

Mais outre ces avantages communs aux deux procédures , ce que le Marquis d'Hautefort a de plus , c'est que la preuve de ses faits est déjà complète , quoiqu'il y ait lieu d'espérer qu'elle se fortifiera de plus en plus dans la continuation de l'instruction.

Ainsi la subornation des Officiers publics pour se procurer un faux contrat de mariage & un faux contrôle , est dans le plus grand jour par les dépositions des trois Notaires Ains , Nupieds & Chatizel , & de quelques autres qui les confirment.

Les tentatives pour s'emparer des registres des baptêmes , mariages & sépultures de la Paroisse d'Argentré , sont parfaitement développées par la déposition du sieur Nourri , Vicair de la Paroisse d'Argentré.

L'insertion de la feuille volante dans le registre du Greffe

royal est de même pleinement justifiée par les dépositions du Marguillier d'Argentré & du Greffier Croissant, qui n'ont rien dont on puisse induire la moindre contradiction.

Enfin, pour la supposition du mariage & la fausseté tant de l'acte de célébration que des deux lettres & autres écrits, que de preuves se réunissent pour l'établir !

Preuve par titres : ce sont les propres lettres de la Demoiselle de Kerbabu ; ces lettres écrites dans un tems non suspect, dans un tems où elle ne pouvoit avoir aucun intérêt de déguiser la vérité ; ces lettres même dictées dans un mouvement de colère, la Demoiselle de Kerbabu y reconnoît qu'elle n'a point été mariée.

Preuve par témoins : on suppose le mariage fait dans la Chapelle du château d'Hauterive le 19 Septembre 1726 par le Prieur-Curé d'Argentré, & une foule de témoins attestent que le Comte d'Hautefort, ce jour-là, fut toujours avec une compagnie nombreuse, qu'il ne l'a pas quittée un instant, & que cependant aucun de ceux qui l'accompagnoient n'a entendu parler de ce mariage. Ces mêmes témoins attestent que le Curé n'est point sorti de son Presbytere qui est à un quart de lieue du château d'Hauterive ; ces mêmes témoins soutiennent que la chapelle du château n'a point été ouverte le 19 Septembre. Il y a donc impossibilité physique dans le mariage, & par conséquent fausseté dans les actes qui l'énoncent.

Preuve par les contradictions & les faussetés sensibles que présentent les pieces qui parlent de ce mariage ; contradictions, faussetés si pressantes que la Demoiselle de Kerbabu n'a pas même entrepris d'y défendre, & qu'elle s'est réduite à dire pour toute solution : je conviens de la difficulté d'allier certains faits & certaines circonstances ; mais enfin si les pieces sont écrites de la main du Comte d'Hautefort, les jugera-t-on fausses pour cela ? Défaite misérable & digne sans doute de la cause ! Comme si elle disoit ; le mensonge se trouve confondu par lui-même ; il ne peut se sauver des embarras dans lesquels il se trouve plongé ; cependant s'il avoit une apparence de vérité capable d'en imposer, il n'en faudroit pas moins le prendre pour la vérité même ; il faudroit croire que c'est cette vérité, toujours si pure & si simple par elle-même, qui se trouve aujourd'hui dans des entraves dont elle ne peut se tirer. Quels paradoxes !

Quand les contradictions sont si sensibles qu'il est impossible d'y résister, alors il n'est plus permis de ne pas reconnoître



l'imposture; & si l'imitation de l'écriture étoit assez parfaite pour en imposer à des yeux clairvoyans, il faudroit plutôt croire que le jugement des sens est trompeur, que d'imaginer que les absurdités & les contradictions puissent jamais être le partage de la vérité.

cu de faux, il ne doit pas triompher de la vérité.

Ce n'est pas que le Marquis d'Hautefort craigne l'éclaircissement que peut fournir la science des Experts; il fait que l'Ordonnance, pour juger de la vérité ou de la fausseté d'une piece, admet & fait concourir trois sortes de preuves. *La preuve sera ordonnée par titres, par témoins & par comparaison d'écritures & signature, par Experts*, en quoi l'Ordonnance est conforme à la disposition de la Loi : *ubi falsi crimen inciderit, tunc acerrima fiat indagatio, argumentis, testibus, scripturarum collatione, aliisque vestigiis veritatis*. L. 22, *cod. ad legem Corn. 2, de fals.* Le Marquis d'Hautefort prétend bien, en instruisant son accusation de faux principal, la soutenir par ces trois genres de preuve; il y a conclu lui-même par sa Requête du 14 Mai 1728, en formant & réitérant la plainte de faux principal contre le prétendu acte de célébration de mariage; il a demandé qu'il lui fût permis *de continuer de faire informer de la fausseté de cet acte, tant par titres & témoins que par comparaison d'écritures*. Ainsi c'est le Marquis d'Hautefort lui-même qui demande la comparaison d'écritures, mais en se conformant à la disposition de l'Ordonnance & de la Loi, qui veut que l'on réunisse toutes les preuves, & non en retranchant celles qui peuvent être les plus importantes, comme la Demoiselle de Kerbabu ose l'insinuer.

Aussi sa prétention a-t-elle déjà été traitée avec le mépris qui convenoit. Elle avoit présenté une Requête à fin de faire procéder à la vérification des lettres; mais la Cour, par son Arrêt du 8 Mai dernier, en renvoyant cette Requête à l'Audience, a jugé qu'elle ne méritoit aucune attention; & depuis, lorsque l'Arrêt du 23 Juin dernier est intervenu, dans lequel la Cour s'est proposé de prescrire les éclaircissémens nécessaires pour instruire sa religion, elle n'a pas même pensé à cette vérification qui ne seroit pas moins contraire à l'Ordonnance qu'à la raison.

Il faut donc écarter une idée si peu compatible avec la Loi. L'accusation de faux, qui est un des chefs de la procédure du Marquis d'Hautefort, doit être prouvée par titres, par témoins, par argumens, par comparaison d'écritures; une partie de ces preuves se trouve déjà acquise; l'autre s'y joindra dans le cours

de l'instruction que le Marquis d'Hautefort demande permission de continuer ; & par-là la preuve aura tout le degré de perfection auquel elle peut être portée.

Mais dès-à-présent , les preuves sont si fortes de la part du Marquis d'Hautefort , qu'il est aisé de reconnoître combien son accusation est sérieuse & mérite d'être approfondie , & combien elle doit l'emporter sur l'accusation chimérique de la Demoiselle de Kerbabu.

C'est à cette comparaison , & , pour ainsi dire , à cette balance des deux procédures , que l'Arrêt du 23 Juin 1728 a réduit la question qui divise aujourd'hui les Parties. Le parallele est facile ; nulle preuve du côté de la Demoiselle de Kerbabu ; son accusation ne poursuit que des crimes imaginaires , & par conséquent point de corps de délit. Au contraire , preuve complete de la part du Marquis d'Hautefort ; les crimes qu'il poursuit sont réels , sont avérés. Est-il permis de penser après cela qu'on imposera silence à un Accusateur sérieux , qu'on étouffera la poursuite de crimes trop réels & trop constans , pour écouter une Accusatrice qui ne repaît que de promesses ?

Mais si on entre d'ailleurs dans les caracteres singuliers qui distinguent les deux accusations , que de motifs de préférence pour celle du Marquis d'Hautefort !

Dans les plaintes de la Demoiselle de Kerbabu , on n'apperoit que faussetés & que contradictions ; elle reproche aux parens & héritiers du feu Comte d'Hautefort d'avoir écarté de Paris jusqu'au dernier de ses domestiques ; & elle les a tous trouvés à Paris , où elle les a fait entendre.

Elle rend plainte de la lacération de deux feuillets du registre d'Argentré ; elle n'oseroit aujourd'hui soutenir ce fait , dont la preuve étoit si facile , ou en faisant représenter le registre , ou en faisant entendre le Prieur-Curé d'Argentré qui l'a entre ses mains.

Elle dit , dans sa plainte du 14 Janvier , que son prétendu contrat de mariage a été reçu par le Chainge & Duchast , Notaires royaux de Laval ; & dans sa Requête du 25 Mai , elle dit qu'il a été reçu par Ains , Notaire à Montsur.

Elle rend plainte de ce qu'on a soustrait la mention du contrôle de son contrat de mariage qui étoit dans le registre du Contrôleur ; cependant ce registre existe en bonne forme , les feuillets bien cotés , aucune altération , aucun changement. Enfin elle imagine que la minute & le contrôle de son contrat de



de mariage, n'ont été supprimés de chez Ains, Notaire & Contrôleur, que depuis le mois de Septembre 1727 ; c'est le fait posé par sa Requête du 25 Mai 1728. Mais si le contrôle n'a été supprimé qu'au mois de Septembre, il y étoit donc au mois de Juin précédent ; s'il y étoit alors, la Demoiselle de Kerbabu l'a dû trouver, puisqu'elle convient que dans le même mois elle fut chez Ains avec une lettre & une ordonnance du sieur de Mué de Farcy, tendante à ce que le registre du contrôle lui fût représenté, ce qui fut fait : si elle l'a trouvé alors, elle pouvoit s'en faire délivrer un extrait, & par conséquent forcer le Notaire à lui remettre une expédition de son contrat de mariage. Pourquoi ne l'a-t-elle pas fait ? La raison en est sensible ; c'est qu'il est faux qu'il y eût chez cet Officier ni minute de contrat de mariage, ni contrôle ; & si cela est faux, il est donc faux aussi que la minute & le contrôle en aient été supprimés au mois de Septembre suivant, comme la Demoiselle de Kerbabu l'article.

Ainsi, on le répète, il n'y a que fausseté prouvée & contradiction sensible dans ses plaintes ; au contraire, dans celles du Marquis d'Hautefort on n'apperçoit pas même la plus légère variation. Toujours conduit par la vérité, il tient toujours le même langage ; ses faits sont suivis, il n'y en a pas un qui se combatte ni qui se contredise. Entre deux accusations si différentes, pourroit-on donner la préférence à celle qui n'est qu'un tissu de suppositions & de mensonges ?

Un dernier caractère qui décide encore en faveur de la procédure du Marquis d'Hautefort, est que celle de la Demoiselle de Kerbabu est appuyée sur une supposition d'état dont elle n'a aucune possession.

La Demoiselle de Kerbabu se dit veuve du Comte d'Hautefort ; & en cette qualité, elle rend plainte de la soustraction de son contrat de mariage & d'un testament fait en sa faveur, comme femme du Comte d'Hautefort. Le principe de son action est donc sa prétendue qualité de femme : c'est sur cette base que porte tout l'édifice de son accusation.

Mais de la part du Marquis d'Hautefort, on soutient que cette qualité est fautive & usurpée par la Demoiselle de Kerbabu ; qu'elle a tenté plusieurs crimes pour se la procurer ; en un mot, il conteste son état. Or toutes les Loix nous apprennent, & les lumières de la raison nous dicteroient seules cette vérité, qu'il est indispensablement nécessaire de commencer par terminer la

question d'état, avant que d'en venir à celles qui peuvent naître de cet état; supposé qu'il puisse être établi: ce seul principe décideroit ici contre la Demoiselle de Kerbabu.

Question  
d'état ne fe-  
roit point pré-  
judicielle s'il  
y avoit pos-  
session.

D'autant plus qu'elle n'a aucune possession de cet état qu'on lui conteste. Si elle avoit été reconnue pour femme du Comte d'Hautefort pendant sa vie, & qu'exerçant ensuite une action comme sa veuve, on vînt l'arrêter, lui disputant cette qualité, elle pourroit peut-être dire: quoi! pour interrompre une action légitime suffira-t-il de former une contestation téméraire sur un état reconnu? Mais ici c'est un fait constant que la Demoiselle de Kerbabu n'a aucune possession d'état, ni du vivant du Comte d'Hautefort, ni depuis sa mort; elle n'a commencé à parler de son mariage que quand elle a voulu rendre plainte contre le Marquis d'Hautefort; dans ce cas, il est des regles de l'arrêter d'abord, & d'examiner les sources dans lesquelles *elle puise cette qualité nouvelle qu'elle s'arroge.*

Si c'est par des tentatives criminelles qu'elle s'est préparée à une usurpation si téméraire, il faut en rendre plainte, & suivre une accusation si intéressante; si c'est sur des actes nuls qu'elle se fonde, mais qui ne portent aucuns caractères de crimes, il faut prendre les voies de droit, telles que l'appel comme d'abus ou autre; enfin si l'usurpation même est sans fondement, il faut se contenter de réduire celle qui l'a formée à la nécessité de prouver, & la simple dénégation suffit; mais quelque parti qu'on prenne, on ne peut refuser à celui qui s'élève contre cet état nouvellement annoncé, l'action qu'il croit convenable pour le renverser.

On n'apperçoit donc de toutes parts que des motifs de préférence en faveur de la procédure du Marquis d'Hautefort: celle de la Demoiselle de Kerbabu ne renferme ni preuves ni indices qui puissent même faire appercevoir un corps de délit; au lieu que celle du Marquis d'Hautefort poursuit des crimes réels, & dont la preuve est déjà complete: celle de la Demoiselle de Kerbabu ne présente que des faussetés sensibles, & des contradictions qui la déshonorent; celle du Marquis d'Hautefort, simple & innocente dans sa conduite, ne peut fournir matière au plus léger reproche: celle de la Demoiselle de Kerbabu est appuyée sur un fondement ruineux & caduc, du moins sur la supposition d'un état dont elle n'a jamais eu un instant de possession; celle du Marquis d'Hautefort part d'un principe autorisé par la possession publique. A la vue de ces avantages, peut-on



croire qu'il reste encore quelque nuage , quelque doute , sur le parti que l'on doit prendre dans cette affaire ?

Si des Magistrats , qui n'ont que la vérité pour objet & que la Loi pour règle , pouvoient se laisser toucher à des sentimens de compassion, le Marquis d'Hautefort seroit bien plus en état de se procurer ce nouveau secours que la Demoiselle de Kerbabu. Un homme de condition qui n'a jamais suivi que les sentiers de l'honneur & de la vertu , n'est-il pas un objet digne que la Justice s'intéresse pour lui , lorsqu'on le voit exposé à toute la malignité d'un parti qui ne le déchire que parce qu'il a cru devoir résister à ses attentats ? A quel excès la fureur n'a-t-elle point été contre lui ! On ne s'est pas renfermé dans les bornes de l'accusation déferée à la Justice , on a répandu dans le Public des traits que l'on auroit rougi d'exposer à l'Audience. Chaque jour a vu naître de nouvelles fables propres à le décrier ; les faits les plus calomnieux ont été débités sans réserve & sans ménagement ; on en appelle à la notoriété. Et quelle est la source de ce torrent d'injustices & de déclamations ? Une accusation frivole , chimérique , décréditée par elle-même , confondue par les procédures mêmes de celle qui l'a formée ; on ne craint point de le répéter , un squelette d'accusation qui n'a ni force , ni appui , ni mouvement. N'est-ce pas-là ce qui doit exciter dans le cœur des Magistrats & du Public ces sentimens vifs , & de compassion d'une part , & d'indignation de l'autre ?

Si l'on a été obligé de parler avec force contre la Demoiselle de Kerbabu , ce n'a été que parce qu'on a trouvé dans la Cause même des preuves qui l'accabloient. On n'est point sorti de l'objet même de l'affaire ; on l'a pressée par des dépositions qui exposoient ses démarches ; on l'a confondue par ses propres écrits ; on n'est point tombé sur sa naissance ni sur ses mœurs. Après cela , on le demande à toutes les personnes équitables , pour qui est-il permis de s'intéresser & de se laisser attendrir ?

Que la Demoiselle de Kerbabu ne s'applaudisse pas de quelque prévention qu'elle a eu l'art d'exciter en sa faveur , c'est un triomphe passager presque toujours acquis à l'imposture. On court d'abord avec empressement à un événement qui amuse ; on est frappé d'admiration au récit de quelques circonstances qui paroissent extraordinaires ; le nouveau , le merveilleux saisit l'imagination ; on est charmé de se trouver , pour ainsi dire , transporté hors de ces situations communes dans lesquelles lan-

guit une affaire ordinaire. Quelques peintures très-touchantes ; quelques plaintes affectées viennent remuer le cœur , & dans ce premier moment on adopte sans réflexion les fables mêmes les moins vraisemblables.

Mais ce premier feu est-il passé , la vérité reprend bientôt ses droits , la raison ne peut long-tems lui résister ; on est scandalisé soi-même de sa propre foiblesse : & s'il est quelqu'un qu'un faux point d'honneur retienne encore enchaîné au parti du mensonge, le plus grand nombre se fait un devoir de rendre à la vérité qu'il avoit outragée l'hommage qui n'est dû qu'à elle seule. Déjà le Marquis d'Hautefort commence à goûter les douceurs d'un retour si favorable à l'innocence : il se flatte que les vérités qu'il vient d'exposer dans toute leur étendue acheveront de désabuser ceux qui avoient pu se laisser séduire.

#### *RÉPONSES A QUELQUES OBJECTIONS NOUVELLES.*

**Q**UAND la Demoiselle de Kerbabu se sent pressée par les preuves sensibles de la fausseté , & de l'acte de célébration de mariage , & des deux lettres qui en parlent , preuves qui naissent , & de ses propres lettres , & des dépositions des témoins les plus irréprochables , & des contradictions dans lesquelles elle s'est par-tout précipitée , elle a recours à deux objections dans lesquelles elle se flatte qu'on ne peut la forcer. La première est de dire qu'il n'y a pas d'apparence qu'on eût fabriqué vingt-une pieces fausses. La seconde , que toutes ces preuves qu'on lui oppose sont inutiles , si par la comparaison de l'écriture , il paroît que la signature de l'acte de célébration de mariage , & que les deux lettres sont de la main du Comte d'Hautefort.

Le premier argument ne peut pas toucher , quand on fait jusqu'à quel excès se porte souvent la témérité des faussaires. On en a vu un exemple fameux dans l'affaire du Marquis de Meynieres. On vouloit détruire son état & celui de ses ancêtres , en remontant à la source où l'on prétendoit trouver une bâtardise adultérine. Ses plus proches parens , pour parvenir à ce comble d'injustice , avoient fabriqué jusqu'à vingt-deux pieces fausses ; & quelles pieces ! Un faux acte de célébration de mariage tout entier qu'ils avoient trouvé le secret d'insérer dans les registres des baptêmes de la Paroisse d'Etainhus , des transactions , des par-



rages, & enfin une lettre entière que l'on supposoit avoir été écrite par Madame la Duchesse de Villars au sieur de Fautereau de Garambouville qui la représentoit.

Cependant toutes ces pieces furent jugées fausses au nombre de 22, & les sieurs de Garambouville & de Sainte-Genevieve, Gentilhommes distingués par leur naissance, après une longue instruction dans laquelle ils avoient été décrétés de prise de corps, furent condamnés au bannissement & à des amendes considérables, par Arrêt rendu en 1704, au rapport de M. le Nain. Qu'on ne dise donc point qu'on ne doit pas présumer que des personnes d'une naissance distinguée soient capables de se porter à de tels excès, & de fabriquer jusqu'à vingt-une pieces fausses. Il n'y en a ici que cinq accusées de faux; mais quand il y en auroit vingt-une, ce ne seroit pas la première fois qu'on en auroit vu un plus grand nombre jugées fausses dans une même affaire.

Le second argument n'est pas plus solide. Il paroît qu'on s'est formé d'étranges idées de l'accusation de faux, & des preuves qui peuvent la soutenir.

A entendre la Demoiselle de Kerbabu, il semble qu'il n'y ait que la comparaison d'écritures qui décide de la vérité & de la fausseté d'une piece, & que les preuves littérales, testimoniales & même conjecturales doivent être rejetées: quel paradoxe! Croiroit-on que c'est dans le premier Tribunal du Royaume, & peut-être dans la Cause la plus célèbre qui s'y soit présentée, qu'on ose l'avancer?

On convient que pour juger de la vérité ou de la fausseté d'une piece, on peut recourir à la science des Experts, quelque incertaine qu'elle soit; aussi le Marquis d'Hautefort prétend-il bien employer ce genre de preuve dans l'instruction du Procès qu'il a commencé contre la Demoiselle de Kerbabu; il y a conclu lui-même par sa Requête du 14 Mai 1728, dans laquelle en renouvelant son accusation de faux principal contre l'acte de célébration de mariage, il a demandé qu'il lui fût permis d'en faire preuve *par titres, par témoins, & par comparaison d'écritures*. C'est donc lui-même qui demande la comparaison d'écritures, non pas à la vérité comme la seule preuve qui doit décider du sort des pieces, mais comme une sorte de preuve qui peut concourir avec les autres.

En effet, ce seroit une méthode bien dangereuse de faire dépendre la foi d'une piece de la seule comparaison d'écritures. Combien y a-t-il de faussaires qui sont parvenus à une imitation

Arrêt du:  
1704: crime  
de faux.

Si l'inscrip-  
tion de faux  
ne dépend  
que de la  
comparaison  
que les Ex-  
perts font des  
écritures.

Fausaires  
habiles.

si parfaite que les connoisseurs même s'y trompent tous les jours ? C'est en cela précisément que consiste le crime : *nihil est aliud falsitas quam veritatis imitatio*, dit Justinien dans la Nouvelle 73.

L'expérience de tous les tems nous apprend que rien n'est plus équivoque que le jugement que l'on tire de la comparaison.

Quelles sont donc les preuves en matiere de faux ? La Loi 22 au Code *ad legem Corn. de falsis*, nous l'apprend : *ubi falsi crimen inciderit, acerrima fiat indagatio argumentis, testibus, litterarum collatione, aliisque indiciis veritatis*.

La premiere preuve, c'est celle qui se tire *par argumens*, soit d'autres pieces qui démentent la toi de celle qui est attaquée, soit des pieces mêmes contre lesquelles l'accusation de faux est formée.

La seconde, *des témoignages* non suspects de ceux qui étoient avec les Parties, lorsqu'on prétend que les actes ont été passés.

La troisieme est *la comparaison d'écritures*, qui n'est même regardée que comme un indice, *aliisque indiciis veritatis*.

Cet indice est même si foible, que quand les argumens ou la preuve testimoniale d'une part, & la comparaison d'écritures d'une autre se combattent, la preuve qui naît des dépositions des témoins l'emporte sur celle de la comparaison d'écriture ; c'est la décision de la Nov. 73, chap. 3. *Si aliud quidem faciat collatio litterarum aliud verò testimonia, tunc nos quidem existimavimus ea quæ viva dicuntur voce & cum jurejurando, hæc digniora fide quam scripturam ipsam per se subsistere*.

Nos Ordonnances sont conformes en cela aux dispositions des Loix Romaines. Nous avons deux titres dans l'Ordonnance Criminelle qui ont rapport à cette matiere ; l'un est le titre 8, *de la reconnoissance des écritures & signatures en matiere criminelle* ; l'autre, qui est le tit. 9, *du crime de faux, tant principal qu'incident*.

Comparai-  
son d'écritu-  
res n'est  
qu'un indice.

Dans le premier, après avoir établi la forme de procéder à la reconnoissance des écritures, on avoit ajouté, lors de la rédaction de l'Ordonnance, un article conçu en ces termes : *sur la seule déposition des Experts, & sans autres preuves, adminicules ou présomptions, ne pourra intervenir aucune condamnation de peine afflictive ou diffamante*. Il est aisé de juger, par cet article, combien on faisoit peu de cas de la preuve tirée de la comparaison d'écritures.

Messieurs les Commissaires de la Cour firent une observation



qui conduisit à le retrancher, & voici comment s'expliqua M. Talon : *bien que l'on sache assez que l'on ne doit pas ajouter une entière croyance à la déposition des Experts, & que leur science étant conjecturale & trompeuse, il seroit périlleux de prononcer une condamnation sur leur seul témoignage; il est pourtant à craindre que la défense portée par cet article ne rende les faussaires plus hardis, & qu'étant instruits qu'ils n'ont rien à craindre pour leur vie ni pour leur honneur, pourvu qu'ils soient assez adroits pour n'appeller personne en participation de leur crime, & ne pas tomber dans d'évidentes contradictions, ils n'entreprennent avec moins de scrupule toutes sortes d'antidates & de faussetés.*

Ainsi l'esprit, la volonté du Législateur étoit que la comparaison d'écritures ne pût faire une preuve assez forte pour infliger des peines sur celui à qui elle seroit contraire; & si l'article a été retranché, ce n'a pas été parce qu'on a trouvé plus d'autorité dans cette preuve, mais parce qu'on a eu peur au contraire que si les Juges avoient les mains liées, cela ne donnât trop de confiance aux faussaires. Par conséquent dans l'un & dans l'autre système, il demeure toujours vrai que la comparaison d'écritures n'est qu'un indice très-léger & très-peu décisif.

Aussi dans le titre suivant du crime de faux, tant principal qu'incident, comment le Législateur veut-il que l'on fasse preuve du faux? *Par titres, par témoins & par comparaison d'écritures* : c'est la disposition de l'article 13; ainsi la comparaison d'écritures n'est que la dernière preuve.

Comment donc la Demoiselle de Kerbabu ose-t-elle dire qu'il faut écarter les preuves qui naissent des titres, des dépositions & argumens? Comment ose-t-elle dire qu'il faut se renfermer dans la seule comparaison d'écritures? C'est parler contre le texte de la Loi, c'est rejeter les preuves que cette même Loi préfère, & vouloir se réduire à celle dont elle fait le moins de cas.

En effet, écoutons tous les Docteurs; ils nous disent que la seule comparaison fait à peine une demi-preuve. *Quando ex solâ litterarum comparatione apparet litterarum similitudo, certum est & omnes consentiunt quod plenè non probat; quidam autem dicunt quod semi plenè, sed ego dico hoc esse in Judicis arbitrio*, ce sont les termes de Menochius, *de arbit. Judicis*, L. 2, cas. 114. Mornac ne s'explique pas en termes moins forts : *numquam boni cautique Judices judicia ex illis incertis indiciis dicunt... Compertum habemus adeò suspecta esse Judicibus ea comparationum judicia, ut ferè insuper habeant, litesque aliunde ex instrumentis*

Trois sortes de preuves de faux, dont l'une est la comparaison.

*judicialibus, perpensâque personarum existimatione dirimant. Ad l. comparat. C. de fide instrument.*

En relevant l'incertitude de la comparaison d'écriture, ce n'est pas que le Marquis d'Hautefort craigne qu'elle lui soit contraire, il la demande lui-même; mais il la demande réunie avec les autres, & non solitaire, comme l'insinue la Demoiselle de Kerbabu.

Enfin, & ceci tranche toute difficulté, il ne s'agit pas aujourd'hui de savoir de quel genre de preuve le Marquis d'Hautefort soutiendra son accusation, il ne s'agit que de le déclarer accusateur; ce sera alors au Juge, saisi du fond de l'affaire, à écarter ou à admettre les preuves qu'il croira convenables; ce n'est que le droit d'accuser qui est aujourd'hui pendant, & on ne peut pas instruire le Procès pour savoir à qui il appartient de l'intenter.

Il reste à répondre aux moyens de forme que la Demoiselle de Kerbabu a imaginés contre la procédure de Laval; moyens déjà pros crits par l'Arrêt du 23 Juin dernier, qui a fait dépendre la préférence de l'une des deux procédures de la seule force des charges.

Cependant suivons ces moyens de forme, & on ne trouvera par-tout qu'erreurs grossières ou illusions.

Si le faux principal est cas royal.

Le premier est tiré de ce que l'accusation du Marquis d'Hautefort déferoit à la Justice un cas royal, dont un Juge de Seigneur ne peut connoître. Et en quoi consiste ce prétendu cas royal? En ce que l'on formoit une accusation de faux principal, dont on suppose qu'un Juge de Seigneur ne peut connoître.

Pour écarter ce moyen, il suffit d'observer que ce n'est pas une chose arbitraire que la qualification d'un cas Royal. L'article 11 du titre premier de l'Ordonnance de 1670, a eu pour objet de les fixer; elle en a fait l'énumération, & certainement le faux principal n'en fait point partie. Il est vrai que de peur qu'il n'en eût échappé quelqu'un, on a ajouté : & autres cas expliqués par nos Ordonnances & Réglemens; mais outre que cette précaution ne peut pas s'appliquer à un cas ordinaire & aussi familial que le faux principal, il faudroit d'ailleurs qu'il fût exprimé dans quelque Ordonnance ou Règlement. Or on n'en a pu citer aucun pour la Demoiselle de Kerbabu; donc il n'est jamais cas royal.

Tous les Auteurs cependant font, dit-on, de cet avis. Exagération frivole, & qui se rétorque contre la Demoiselle de Kerbabu



Kerbabu, qui n'en a pu citer aucun, si l'on excepte un passage de Chopin qu'elle a tronqué. En effet, cet Auteur expose que, suivant la Coutume du Maine, art. 88, l'accusation de faux contre un acte passé sous le scel royal, doit être instruite par le Juge royal. Il y eut une inscription de faux incidente contre un pareil acte formé devant un Juge de Seigneur; sur l'appel interjeté de la procédure de ce Juge, Chopin la soutenoit, & disoit que l'inscription n'étant qu'incidente, le Juge avoit pu en connoître: qu'à la vérité si c'eût été un faux principal, il auroit dû renvoyer, parce qu'il s'agissoit d'un acte passé sous le scel royal, & qu'en ce cas l'art. 88 de la Coutume du Maine décidoit contre le Juge de Seigneurie. Mais quelle application cela a-t-il à la Cause présente, où l'on n'attaque que des actes sous signature privée?

D'ailleurs, l'Ordonnance a dérogé aux Coutumes particulières; & ayant fixé les cas royaux dont le faux principal ne fait point partie, il ne seroit point permis d'en faire un cas royal, quand les Auteurs le diroient, à plus forte raison quand il n'y en a pas un seul qui le dise.

Le second moyen ne mérite pas que l'on s'y arrête. C'est, dit-on, une calomnie évidente que l'accusation du Marquis d'Hautefort; & pourquoi? Parce que la Demoiselle de Kerbabu lui avoit déclaré la guerre par la lettre du 14 Mai 1727. Il a dû suivre ses pas lorsqu'elle a été ensuite dans la Province du Maine; elle y est demeurée jusqu'au mois de Septembre; cependant il n'a rendu plainte qu'au mois de Février suivant: donc il y a calomnie.

Il faut avouer que l'on n'a pas assez d'esprit pour entendre la liaison du fait avec la conséquence. Quand un accusateur auroit un peu trop différé à rendre plainte, si d'ailleurs le crime qu'il poursuit est constant & bien prouvé, cela formera-t-il une calomnie évidente? Voilà cependant de ces argumens que l'on étale avec pompe & avec emphase; le plus court est de n'y point répondre.

D'ailleurs, est-il vrai que la Demoiselle de Kerbabu ait déclaré la guerre par la lettre du 14 Mai, où elle reconnoît précisément qu'elle n'a point été mariée? Est-il vrai que le Marquis ait dû la faire suivre depuis pas à pas? Est-il vrai qu'il ait su ce qu'elle avoit fait dans le Maine aussi-tôt qu'elle en a été sortie? Ce sont des suppositions manifestes. Il n'a commencé à découvrir les vues & les projets de la Demoiselle de Kerbabu que quand elle a commencé à arborer la qualité de veuve du Comte

d'Hautefort , ce qui n'est arrivé qu'au mois de Décembre 1727 ; il a passé procuration au mois de Janvier 1728 pour rendre plainte , & elle a été rendue à Laval le 4 Février : où est donc ce retardement tant reproché ?

Le troisieme prétendu moyen consiste dans la prévarication du Juge de Laval & des témoins. Voilà un reproche bien sanglant ; sur quoi est-il donc fondé ?

Il paroîtra , dit-on , par les informations , que le Juge qui entendoit les témoins dans une salle , sortoit quelquefois pour aller parler à un Officier de Marine , qui étoit dans une piece voisine avec des Agens du Marquis d'Hautefort.

A cet égard , le Marquis d'Hautefort ne peut que s'en rapporter aux informations mêmes ; on ne croit pas que la Demoiselle de Kerbabu ait fait entendre un seul des témoins qui avoient déposé dans l'information du Marquis d'Hautefort , & par conséquent il n'y a personne qui ait pu être spectateur de ce mouvement que l'on impute au Juge ; ce sera donc vraisemblablement un fait avancé sans preuve.

D'ailleurs , la Demoiselle de Kerbabu n'a dû faire déposer que des faits de sa plainte ; or sa plainte étant rendue avant que le Juge de Laval ait informé , aucun de ses témoins n'a dû déposer de ce qui s'est passé lors de cette information ; & si quelqu'un l'avoit fait , il n'auroit parlé que par l'inspiration de la Demoiselle de Kerbabu , & par conséquent ce seroit un témoin qui porteroit son reproche dans sa déposition même.

Au surplus , le Marquis d'Hautefort ne peut s'empêcher de se plaindre en passant de l'indignité avec laquelle on a parlé du sieur Chevalier de Villevielle , Lieutenant de vaisseau , faisant fonction de Major de la Marine à Brest. Il a bien voulu , par attachement pour la mémoire du Comte d'Hautefort son ami , prendre part à cette affaire ; c'est un homme d'une naissance distinguée , pour qui le Comte d'Hautefort avoit toujours eu une estime singuliere , incapable de se laisser conduire par aucune vue d'intérêt ni de fortune , & qui n'attendra jamais que de ses services les récompenses qui sont légitimement dues au mérite & à la vertu. Si les traits de la Demoiselle de Kerbabu portent sur des personnes de cette qualité , ce sera un titre d'honneur que d'être déchiré par elle.

A l'égard des témoins , elle en a attaqué trois : le sieur Ains , Notaire à Montsur ; le Marguillier d'Argentré , & le sieur Croissant , Greffier de la Justice royale de Laval.



Contre le sieur Ains, elle n'a pu imaginer aucun reproche, sinon qu'elle avoit été chez lui munie d'une lettre du sieur de Farcy, Subdélégué de l'Intendant de Tours, & que c'étoit lui qui avoit reçu son contrat de mariage. On a déjà dissipé la première illusion; la seconde n'est pas moins frivole. Depuis quand la Demoiselle de Kerbabu a-t-elle imaginé que c'étoit Ains qui avoit reçu son contrat de mariage? C'est depuis qu'elle a su qu'il avoit déposé contre elle. Sa déposition est du mois de Février, & la Requête dans laquelle la Demoiselle de Kerbabu a hasardé ce nouveau fait est du mois de Mai suivant. Si, pour faire tomber une déposition victorieuse, il suffit, quand on en est instruit, d'inventer un fait calomnieux contre le témoin, sans en avoir le plus léger indice, il n'y aura plus d'information qu'on ne détruise.

On a encore détruit ce que la Demoiselle de Kerbabu a avancé sur la prétendue contradiction du Marguillier avec le Greffier: il suffira d'ajouter un mot sur une réflexion que l'on a étalée avec beaucoup de pompe à l'occasion de ce que dit ce Marguillier dans sa déposition, que le registre qu'il a porté au Greffe de Laval étoit en bonne forme: voilà, dit-on, un Maréchal ferrant devenu Jurisconsulte.

Voilà donc une chose bien extraordinaire qu'un payfan, de quelque profession qu'il soit, lorsqu'il est Marguillier de sa paroisse, connoisse la forme d'un registre de baptêmes, mariages & sépultures? Il faut pour cela avoir vieilli dans l'étude du Code & du Digeste, & ce discernement passe les bornes d'un esprit du commun; quelle puérilité! C'est peut-être trop ménager ses expressions.

Enfin le dernier moyen est la prétendue récrimination de l'accusation du Marquis d'Hautefort. Ce n'est pas par la date de la plainte que l'on en juge, dit-on, mais parce que les faits de la plainte du Marquis d'Hautefort répondent à ceux de la plainte de la Demoiselle de Kerbabu. Mais quand deux plaintes sont présentées respectivement par des Parties à l'occasion des mêmes faits, il est impossible qu'elles ne se choquent & ne se combattent, qu'elles n'aient rapport aux mêmes circonstances que chacun tourne en sa faveur. Si c'est-là ce qui opère la récrimination, la seconde sera donc toujours récriminatoire, & par conséquent, en disant que ce n'est pas la date qui décide, on fera cependant toujours tomber la seconde; ainsi en désavouant le principe de l'antériorité, on l'adopte cependant, & il fournit seul l'argument qu'on oppose.

Marguillier  
de Village  
peut connoître si le registre des baptêmes est en bonne forme.

Au surplus, on a fait tant d'efforts l'année dernière pour profiter de cette circonstance, & ils ont été si inutiles, puisque l'Arrêt du 23 Juin n'y a eu aucun égard, qu'on ne conçoit pas comment on ose encore le proposer.

Après avoir dissipé tous les prétextes allégués par la Demoiselle de Kerbabu, on finira en répondant à un moyen singulier que le sieur Bruslé, Prêtre, Curé de Saint-Quentin, a fait valoir, & qu'il tire de sa qualité d'Ecclésiastique. Il prétend qu'un Juge de Seigneur n'a pu le décréter, & qu'il n'y a que le Juge royal qui puisse connoître des procès criminels des Ecclésiastiques. Mais c'est une équivoque que l'on affecte de répandre pour embarrasser, & qui au fond ne peut jamais intéresser la procédure de Laval.

Le Marquis d'Hautefort a rendu plainte contre la Demoiselle de Kerbabu, parce qu'il ne connoissoit qu'elle. Le Juge a permis d'informer; il a entendu les témoins; tout cela est en règle, du propre aveu du sieur Bruslé, puisqu'il ne s'agissoit d'aucun Ecclésiastique. On ne fait pas de qui parleront les témoins, quand ils sont assignés & qu'ils se présentent; il faut toujours rédiger leurs dépositions, quelque personne qu'ils chargent; ainsi incontestablement la plainte, la permission d'informer & l'information feroient régulières; & la critique ne pourroit tomber que sur le décret prononcé contre le Curé seulement.

Mais d'ailleurs, où est donc la loi qui défend aux Officiers des Seigneurs de décréter contre des Ecclésiastiques? En matière de nullité il faut une loi, & jamais elle ne se supplée qu'on ne la cite. Viendra-t-on donc imposer à l'Audience avec un air de confiance, & ne débiter que des paroles, sans Loi, sans Ordonnance à la main?

On fait que les Ecclésiastiques ont un privilège, qui est de demander leur renvoi devant l'Officiel pour le délit commun; on fait même que, quand le privilège est réclamé, il est d'usage que l'instruction alors soit continuée par le Juge royal pour le cas privilégié; mais jusques-là le Juge de la haute-Justice suit la procédure, & peut décréter.

C'est ce que la Cour a jugé par un Arrêt solennel rendu depuis peu contre le Curé de Daumont, à quatre lieues de Paris. Le Juge de sa paroisse avoit reçu une plainte contre lui nommément, avoit informé, & l'avoit décrété d'ajournement personnel. Appel en la Cour par le Curé. Cet appel plaidé solennellement, Arrêt est intervenu, qui a confirmé toute la procédure, & renvoyé

Juge subalterne peut décréter un prêtre.

Arrêt du 1729 : Juge subalterne.



le Curé devant le Juge de Daumont. Il est vrai que depuis, l'Officiel de Paris l'ayant réclamé, le procès a été renvoyé tant au Châtelet qu'en l'Officialité ; mais il n'en est pas moins vrai qu'avant que le privilège fût réclamé, la Cour avoit confirmé la procédure & le décret rendu par un simple Juge haut-Justicier.

Ici le Juge du Comté-Pairie de Laval est d'une sphere bien différente ; c'est un Juge dont les appellations ressortissent immédiatement en la Cour, mais qui, outre cela, a des titres singuliers qui fussent pour écarter toutes les idées d'incompétence que l'on a imaginées dans la Cause.

Il y a eu dans tous les tems des contestations célèbres, excitées par les Officiers royaux de Laval, mais qui ont toutes été terminées en faveur des Officiers du Comté-Pairie, comme Juges ordinaires, civils & criminels.

Le premier Arrêt est du 30 Janvier 1627, il est rendu sur productions respectives. Le Juge royal, par une Requête, avoit demandé expressément d'être maintenu dans la connoissance des cas royaux & *des causes ecclésiastiques, tant civiles que criminelles* ; cela est bien précis. Par l'Arrêt, on le maintient dans la connoissance des cas royaux que l'on spécifie, & entre lesquels on ne trouvera point l'accusation de faux. A l'égard du Juge ordinaire, il est dit qu'il *connoitra de toutes autres causes, tant civiles que* **CRIMINELLES**, *généralement quelconques, & entre toutes personnes dudit Comté* **ECCLÉSIASTIQUES**, **NOBLES**, & *nos Officiers*. Cet Arrêt fut attaqué par Requête civile dont les Juges royaux furent déboutés par Arrêt du 17 Mai 1631 ; & ces deux Arrêts si importans ont été confirmés par un autre rendu en grande connoissance de cause le 25 Janvier 1675.

Arrêt du 30  
Janvier 1627,  
en faveur de  
la Justice de  
Laval ; autre  
17 Mai 1631 ;  
autre 25 Jan-  
vier 1675.

Après cela, on ne croit pas que l'on ose insister dans les prétendus moyens d'incompétence tirés, soit de l'accusation de faux, soit de la qualité de la Demoiselle de Kerbabu, ou de celle du Curé de Saint-Quentin ; & n'y ayant aucun moyen de forme contre la procédure de Laval, on ne peut se dispenser de la confirmer.



*Réponse à une Requête du 11 Avril 1731.*

**S**UPPLIE humblement Emmanuel, Marquis d'Hautefort : Disant, que dans l'affaire qui est actuellement sous les yeux de la Cour, & qui va recevoir de sa sagesse une décision absolue & définitive, il y a deux objets également intéressans pour le Suppliant. Le premier est la décharge de l'accusation calomnieuse formée par la Demoiselle de Kerbabu. Le second est la réparation qui lui est due pour une offense si grave.

Sur le premier point, on ne peut pas imaginer qu'il reste le moindre doute dans les esprits, après une discussion telle qu'on l'a faite de tout ce qui résulte de la procédure extraordinaire. Tout roule sur la prétendue soustraction de la grosse d'un contrat de mariage & d'un testament que la Demoiselle de Kerbabu prétend avoir été enlevés des papiers du Comte d'Hautefort après son décès. Pour soutenir une pareille accusation, il faudroit prouver deux choses; l'une, que ces pieces existoient au nombre des papiers du défunt à son décès; l'autre, que ce sont les Accusés qui les ont enlevées. Le premier fait établiroit le corps du délit, le second découvreroit le coupable; l'un prouveroit qu'il y a eu un crime commis, l'autre, que ce sont les accusés qui l'ont commis; c'est ainsi que l'accusation se soutiendrait par une preuve capable de faire impression sur des Magistrats qui ne cherchent que la vérité. Mais ces deux parties manquent également à l'accusation de la Demoiselle de Kerbabu.

Premièrement, point de corps de délit, puisqu'il n'y a aucune preuve que les pieces en question aient existé au moment du décès. De tant de témoins entendus, il n'y en a pas un seul qui dise les avoir vues au tems de la mort, ni depuis; il n'y en a pas un seul qui déclare avoir ouï dire qu'elles aient été vues par d'autres; la plainte de la soustraction n'est-elle pas après cela une véritable chimere?

Quand il y auroit une preuve constante que le prétendu contrat de mariage & le prétendu testament auroient existé quelque tems avant la mort du Comte d'Hautefort, l'accusation n'auroit pas pour cela plus de prétexte, parce que si ces pieces n'existoient plus au moment de la mort, personne ne les a détournées ni enlevées; c'est cette existence actuelle au moment du décès qui seule peut établir le corps du délit.

Comment  
se doit établir  
tout corps de  
délit.



Pour rendre cela sensible par un exemple, s'il y a preuve qu'un homme ait reçu 50000 liv. quinze jours avant son décès, & que cette somme ne se trouve point sous le scellé, lorsque l'on fait l'inventaire, dira-t-on qu'il y ait un corps de délit certain, que la somme qu'il a reçue ne se trouve plus ? La proposition seroit rejetée de tout le monde ; le défunt a pu disposer de son argent comme il a jugé à propos ; & dès qu'on ne prouve pas qu'il l'avoit encore à sa mort, on ne peut plus imaginer qu'il ait été pris, ni par conséquent qu'il y ait aucun corps de délit.

L'exemple contraire que propose la Demoiselle de Kerbabu, est trop étranger pour que l'on en puisse faire aucune application. Le cabinet d'un homme se trouve avoir été forcé en son absence, dit-elle ; le voleur a été arrêté ; on prouve que celui qui a été volé avoit reçu 50000 livres quinze jours auparavant ; qui peut douter qu'on ne condamne le voleur à restituer les 50000 livres, quoique dans l'intervalle cette somme eût pu être employée ou dissipée ? Mais premièrement, quelle étrange disproportion entre cette espèce & celle de la Cause ! Le cabinet d'un homme a été forcé, voilà ce qui fait le corps du délit, corps de délit prouvé, ou par un procès-verbal d'effraction, ou par le témoignage de plusieurs personnes qui ont vu forcer le cabinet. Mais le corps du délit seroit-il certain, si le cabinet n'ayant point été forcé, on se contentoit de dire : un homme a reçu 50000 livres il y a quinze jours, & elles ne se retrouvent plus ; donc on les lui a enlevées ?

On voit donc que, pour faire le parallèle de cette espèce avec la nôtre, la Demoiselle de Kerbabu est obligée de supposer ce qui est en question. Dans l'espèce qu'elle propose, il y a un corps de délit certain ; & le corps de délit étant une fois établi, on peut l'étendre ou le restreindre suivant les circonstances. Mais ici il n'y a point de corps de délit, & par conséquent il faut que l'imagination se captive sous le joug des règles, qui ne permettent pas que l'on suppose un crime où l'on n'en apperçoit aucune trace. Secondement, dans l'espèce même que propose la Demoiselle de Kerbabu, il seroit bien difficile de condamner celui qui auroit forcé le cabinet à restituer les 50000 livres, sur le seul fondement que cette somme avoit été reçue quinze jours auparavant, parce que cette circonstance éloignée ne formeroit qu'une conjecture assez incertaine.

Mais pourquoi s'égarer, en suivant des objets étrangers ? Renfermons-nous dans l'espèce de la Cause. Il n'y a aucune preuve que les pièces en question fussent dans les papiers du Comte

d'Hautefort, au moment de son décès ; personne ne les a vues , ni n'a ouï dire qu'elles aient été vues par d'autres ; personne n'a su , ni par lui-même , ni par d'autres , qu'elles aient été supprimées : il n'y a donc point de corps de délit. Et quand il seroit certain que , quelque tems avant le décès , elles auroient été en la possession du défunt , le crime qui auroit donné lieu à la plainte , n'en seroit pas moins chimérique.

Enfin , il n'y a même rien qui puisse établir que ces pieces aient existé dans aucun tems. Les lettres , faussement attribuées au Comte d'Hautefort , semblent parler de contrat de mariage & de testament ; mais la foi que l'on veut donner à ces pieces est trop affoiblie par le rapport même des Experts , pour que l'on pût jamais en faire le fondement solide d'une accusation légitime. D'ailleurs , comme on l'a observé dans la dernière Requête du Marquis d'Hautefort , par où ces lettres ont-elles mérité plus de confiance que celles de la Demoiselle de Kerbabu elle-même & de sa mere , qui dissipent sans ressource ces fables dont on a tant cherché à amuser & à séduire le public ?

Mais , dit-elle , ces lettres mêmes que vous me reprochez , parlent de contrat de mariage & de testament. La bonne foi est manifestement blessée dans une pareille objection. Il est vrai que la Demoiselle de Kerbabu & la Dame sa mere parlent , dans leurs lettres , d'un contrat de mariage écrit ; c'est-à-dire , d'un simple projet qui avoit été dressé , mais non pas d'un contrat en forme reçu par des Officiers publics , & présentant en faveur de la Demoiselle de Kerbabu un titre légitime ; cependant c'est de la soustraction d'un contrat de mariage authentique qu'elle se plaint. Ses propres lettres la condamnent donc , & seront toujours un témoignage contre elle-même , qu'elle ne pourra désavouer.

Mais un fait plus décisif que les lettres écrites de part & d'autre , & qui prouve avec la dernière évidence qu'il n'y a jamais eu de contrat de mariage , c'est ce qui s'est passé à Laval & aux environs , dans les voyages que la Demoiselle de Kerbabu y a faits en 1727.

Elle suppose que , dès le mois de Février 1727 , on a soustrait la grosse de son contrat de mariage ; alarmée d'une perte si sensible , elle va à Laval au mois de Juin suivant ; elle se munit d'une lettre du Subdélégué de l'Intendant pour le Notaire même qui avoit reçu , selon elle , la minute de son contrat ; elle va chez lui le chercher ; elle se fait représenter le registre du contrôle. Si elle a trouvé ces pieces , elle a dû s'en faire délivrer des expéditions :



ditions: si elle ne les a pas trouvées, elle a dû en rendre plainte, & faire informer contre un Officier prévaricateur qui avoit eu l'infidélité de livrer une piece si importante; cependant elle demeure dans l'inaction; cela peut-il se comprendre? Elle auroit dû dès-lors faire retentir toute la Province de ses justes plaintes; elle auroit dû prendre des mesures pour faire arrêter cet Officier, & se saisir de ses minutes & de ses registres; cependant on la voit garder un profond silence. Il faudroit être bien aveugle pour ne pas reconnoître qu'elle ne pensoit pas même alors à rendre quelqu'un responsable de pieces qu'elle savoit bien n'avoir jamais existé.

Ce n'est pas tout: elle vient à Paris à la fin de 1727; elle rend plainte au mois de Janvier 1728 de la soustraction de la grosse, & ne dit pas un mot de la perte de la minute; au contraire elle dit formellement qu'elle s'est adressée au Notaire qui l'avoit; qu'il a refusé de lui en délivrer une expédition, en lui disant qu'il en avoit délivré une au Comte d'Hautefort. Elle suppose donc la minute existante, ce qui montroit l'absurdité de la plainte qu'elle rendoit de la soustraction de la grosse. On lui a fait remarquer cette absurdité; pour la faire cesser, elle imagine enfin, au mois de Mai 1728, de rendre plainte de l'enlèvement de la minute qu'elle dit n'avoir été faite qu'en Septembre 1727. Peut-on concevoir que s'il y avoit eu quelque chose de sérieux dans cette plainte, elle eût été près d'un an sans la rendre, depuis qu'elle s'étoit adressée au Notaire de Montsur? Sa conduite depuis a confirmé ce que son inaction précédente annonçoit si clairement; elle n'a point fait informer contre ce Notaire; elle n'a pas même demandé qu'il fût décrété; elle ne s'est point plainte de ce qu'on le laissoit tranquille. On a eu beau la presser sur cet article, elle n'a point changé de conduite; peut-on résister à des faits si décisifs? N'en résulte-t-il pas clairement qu'il n'y a jamais eu de minute? Et si cela est, la prétendue soustraction de la grosse n'est-elle pas un excès d'imposture?

Mais, dit-elle, ce n'est pas ma faute si l'on n'a pas décrété Ains, Notaire à Montsur; j'ai fait tout ce qui étoit en moi pour qu'il fût compromis dans la procédure. Dans cette objection, le nouvel Ecrivain de la Demoiselle de Kerbabu est bien peu d'accord avec les écrits qu'elle avoit donnés jusqu'à présent. Dans le premier Mémoire qu'elle a donné sur l'appel, elle disoit que le Marquis d'Hautefort, en lui enlevant la grosse du contrat de mariage, lui avoit ôté la preuve de l'existence de la minute, & l'avoit mise

par-là dans l'impossibilité de poursuivre le Notaire; aujourd'hui elle semble se plaindre des premiers Juges de ce qu'ils ne l'ont pas décrété: c'est ainsi que, dans tous les tems, elle a détruit successivement tout ce qu'elle avoit avancé. Mais comment peut-elle dire qu'elle a fait tout ce qui étoit en elle pour envelopper le Notaire dans son accusation, quand il n'y a pas un seul témoin qui parle de lui directement ni indirectement, quand dans ses Mémoires & Requêtes, elle n'a pas relevé la moindre circonstance qui le charge, quand elle paroît l'avoir entièrement oublié? Ne pouvoit-elle pas demander, par une Requête expresse, qu'il fût décrété? Qui ne voit le motif qui l'a retenue? Elle a craint qu'un Officier qu'elle avoit voulu corrompre ne la confondît par des réponses si vives & si pressantes que la religion des Juges en fût ébranlée; elle a appréhendé de mettre au nombre des accusés un homme qui, en se justifiant sans peine d'un crime chimérique, pouvoit si facilement la convaincre d'un crime réel. Or ce motif, qui seul l'a empêché d'agir, ne découvre-t-il pas toute la noirceur de sa conduite?

Il est donc évident qu'il n'y a ici aucun corps de délit; il ne pourroit jamais y en avoir qu'autant que les pieces qui donnent lieu à la plainte auroient été vues au tems du décès ou depuis; & il n'y a pas un témoin qui ait osé le dire. Quand elles auroient existé auparavant, la chimere de l'accusation n'en seroit pas moins sensible; mais il est manifeste qu'elles n'ont jamais existé, soit par les lettres de la Demoiselle de Kerbabu, soit par la conduite qu'elle a tenue depuis la mort du Comte d'Hautefort. Avec quelle indignation doit-on après cela considérer une accusation qui ne roule que sur un fait si calomnieux?

S'il n'y a pas même de corps de délit, il est inutile de justifier en particulier les Accusés, puisqu'il ne peut point y avoir de coupables; on en chercheroit en vain quelques-uns parmi eux. Aussi n'y a-t-il pas un témoin qui les charge, ni directement ni indirectement, d'avoir soustrait aucun papier.

Que devient donc cette accusation annoncée avec tant d'éclat? Le tems des promesses est passé, depuis long-tems on en amuse le public; il faut aujourd'hui quelque chose de plus, & cependant on ne trouve ni délit, ni coupable. Que l'on reconnoisse donc enfin que la Demoiselle de Kerbabu n'a payé jusqu'à présent que de témérité & d'imposture. Il a fallu, pour donner quelque ombre de crédit à sa fable, annoncer de profonds mystères, promettre de grandes preuves, entretenir les esprits de vaines



espérances ; mais on ne se contentera plus de prestiges ; & puisqu'il n'y a aucune preuve, il faut que cet édifice scandaleux d'accusation s'écroule de toutes parts.

En vain pour l'étayer, la Demoiselle de Kerbabu transporte-t-elle le lieu de la scène tantôt chez Martinon, & tantôt chez le Marquis d'Hautefort à l'hôtel de Pompadour ; en vain fait-elle de longs commentaires sur les discours d'un seul témoin, d'une simple servante qui dit avoir vu ouvrir une cassette, & qui place cet événement tantôt le matin, & tantôt l'après-midi, en ajoutant cependant toujours qu'on n'en a enlevé aucuns papiers ; en vain cherche-t-elle bien sérieusement à approfondir si Mandex, étant venu vers le midi à l'hôtel que le feu Comte d'Hautefort avoit rue de Varenne, y est entré un moment, ou n'a fait que passer. Toutes ces circonstances inutiles auxquelles elle s'arrête, ne sont propres qu'à faire connoître de plus en plus qu'elle n'a aucune sorte de preuve. C'est, dit-on, un crime occulte dans lequel on ne peut pénétrer que par ces recherches ; mais que ne tranche-t-on le mot, & que ne dit-on de bonne foi, si on en étoit capable, que quand on a supposé un crime imaginaire, il faut bien se sauver par des illusions. Réduite à prouver un crime occulte par des preuves occultes, l'Accusatrice n'a rien de réel à présenter à la Justice. Tout n'est ici que puérité dans les preuves, comme tout n'est que calomnie dans les plaintes.

Il ne peut donc pas rester le moindre doute à décharger entièrement le Marquis d'Hautefort de l'accusation calomnieuse intentée contre lui. Le second objet qui reste est de lui accorder une réparation proportionnée à l'offense.

Jamais accusation n'a mérité d'être réprimée par des peines plus sévères. On vient de voir qu'il n'y a pas même de corps de délit ; que la Demoiselle de Kerbabu n'a jamais suivi l'objet qui seul auroit dû l'animer, & qui étoit de poursuivre le prétendu dépositaire de la minute ; que par conséquent elle n'a jamais agi que dans un esprit de vexation contre le Marquis d'Hautefort : c'en est assez pour faire tomber sur elle tout le poids de l'indignation publique.

Mais allons plus loin, & considérons par quelle voie elle a prétendu soutenir son accusation. Cette révélation anonyme qu'elle a osé faire paroître comme une pièce sérieuse, & dans laquelle on impute si ouvertement au Marquis d'Hautefort le

crime odieux qui a fait le sujet de la plainte originaire ; cette révélation qui n'a point d'auteur connu, mais qui n'a pu partir que de la main de l'Accusatrice , ne renferme-t-elle pas ce que la fausseté a de plus criminel, ce que la malignité a de plus noir, & ce que l'imposture a de plus criant ? A ce seul trait, que ne devoit-on point attendre de la Demoiselle de Kerhabu ? C'est elle qui, pour la première fois, a osé présenter à la Justice un témoin muet, afin de parler elle-même sous l'apparence chimérique d'un témoignage étranger ; c'est elle qui a donné un spectacle si nouveau, & qui s'en est applaudie comme du triomphe de sa Cause, pendant qu'il devoit un jour tourner uniquement à sa confusion : n'est-ce pas-là le comble de l'audace & de l'iniquité ?

Enfin, à quels excès a-t-elle porté la déclamation dans ses écrits ? Elle n'a pas craint d'y représenter le Suppliant comme un homme couvert d'opprobres & accablé de l'indignation publique ; comme un homme qu'elle alloit convaincre des plus grands crimes, & qui n'échapperoit pas à la juste censure des gens d'honneur, si, dans les Tribunaux de la Justice, il pouvoit éluder la condamnation que ses forfaits avoient méritée. Elle a eu le front, dans une dernière Requête, de le comparer à un voleur qui auroit forcé un cabinet, & qui seroit par-là responsable de tout ce qui avoit été vu dedans quelques jours auparavant. En un mot, sa fureur n'a gardé ni mesures, ni bienséances, & cela dans un tems où elle voyoit par toutes ses informations, qu'elle n'avoit pas pu acquérir le plus léger degré de preuves. Il semble que ses déclamations aient redoublé à mesure que ses calomnies sont devenues plus sensibles, & qu'elle ait imaginé que la Justice se détermineroit, non sur ses preuves, mais sur le ton qu'elle prendroit dans ses écrits.

Quelle réparation le Suppliant n'a-t-il point lieu d'attendre pour une diffamation si odieuse ? Ne seroit-ce pas ouvrir la porte à la licence, & exposer les gens de bien aux plus cruelles extrémités que de frapper légèrement sur celle qui est coupable de tant d'indignités ?

La Cour voit trop par elle-même le danger d'un exemple si pernicieux pour ne pas le réprimer par la sévérité de son Jugement. Elle le doit à la gloire d'un homme indignement outragé, à la tranquillité publique, à la protection que mérite l'innocence, & à la juste indignation qui doit être le partage de la calomnie.

Ce considéré, Vosseigneurs, il vous plaise donner acte au



Suppliant de ce que, pour réponses à la Requête de la Demoiselle de Kerbabu, du 11 du présent mois, il emploie la présente Requête; ce faisant, ordonner que les termes injurieux, insérés dans ladite Requête de la Demoiselle de Kerbabu, seront rayés & biffés, & adjuger au Suppliaut les conclusions ci-devant prises, avec dépens : & vous ferez bien.

---

*Réponse à une Requête du 21 Juillet 1731.*

**S**UPPLIE humblement Emmanuel, Marquis d'Hautefort : disant, qu'il n'est point étonné que la Demoiselle de Kerbabu fasse chaque jour de nouveaux efforts pour soutenir une accusation dont l'odieuse calomnie, une fois mise au jour, doit attirer sur elle non-seulement toute la sévérité de la Justice, mais encore toute l'indignation du Public.

Le crime qu'elle a déferé à la Justice n'est fondé que sur des possibilités, & il n'y a pas même de corps de délit qui soit établi.

La Demoiselle de Kerbabu se plaint de la soustraction de la grosse de son contrat de mariage & d'un testament olographe fait en sa faveur; elle se plaint encore de la soustraction de la minute de son contrat fait chez Ains, Notaire à Montsur. Il est aisé de sentir que cette dernière plainte est le point capital de l'accusation; que c'est celui dont il y auroit pu avoir le plus de preuves dans le cours de l'information; cependant l'on ne peut assez s'étonner de ne pas trouver dans toute cette procédure le nom de ce Notaire qui en devroit être le premier coupable, & de voir le parfait silence qu'a gardé la Demoiselle de Kerbabu à son égard.

A la vérité, ce silence est une suite de celui qu'elle avoit déjà observé, quand elle fut chez lui au mois de Juin 1727 avec une Ordonnance du Subdélégué de l'Intendant pour fouiller dans ses minutes. Elle convient qu'elle n'y trouva point alors ce qu'elle cherchoit; cependant elle se garda bien de l'attaquer; mais cela ne l'empêcha pas dans la suite d'articuler dans sa plainte, que l'enlèvement de la minute avoit été fait au mois de Septembre 1727, quoique, de son propre aveu, elle n'y eût rien trouvé au mois de Juin précédent. Ce sont-là de ces traits qui ne coûtent point à la Demoiselle de Kerbabu, & qui lui paroissent même si simples qu'elle les avance avec la plus grande confiance.

On est donc obligé de répéter encore que, puisqu'elle a articulé que le Suppliant a enlevé la minute de son contrat de mariage, tant qu'elle ne prouvera point l'existence de cette prétendue minute, il n'y aura jamais de corps de délit. S'il n'y a point eu de minute, il ne fauroit y avoir eu de grosse. Elle aura beau recourir aux écrits sous seing-privé qu'elle attribue au Comte d'Hautefort ; quelque foi qu'on y veuille bien ajouter, ils ne tiendront jamais lieu de la minute d'un contrat de mariage ; l'on ne pourra même jamais, sans injustice, accorder moins de confiance à ceux qui partent de la Demoiselle de Kerbabu & de la Dame sa mere. Elle ne les dénie point, & le Comte d'Hautefort n'est plus en vie pour s'armer contre ceux qu'on lui attribue, outre qu'on fait que, de l'aveu même des Experts, ils ne sont point sans reproche.

Que l'on convienne donc qu'il est bien singulier de voir une Accusatrice négliger totalement le point capital de son accusation, & abandonner la poursuite d'un crime réel pour courir après un phantôme ; car il est vrai de dire que la soustraction de la grosse cesse d'être un crime dès que l'on en laisse subsister la minute ; c'est l'enlèvement de cette minute qu'il faut prouver, dès que l'on a articulé son existence ; c'est-là où résideroit le crime ; & c'est de la preuve de l'existence de cette minute que se formeroit le corps de délit. Mais l'on ne voit ici *ni preuve de l'un ni preuve de l'autre*.

Il ne sera pas plus difficile de faire sentir que le corps de délit, par rapport à la soustraction du testament olographe, n'est pas mieux établi. Chacun fait qu'un homme est libre de faire de son testament ce que bon lui semble jusqu'au moment de sa mort, & que l'existence de ce testament pendant sa vie ne fauroit jamais prouver qu'il ait subsisté après sa mort. D'ailleurs, quel héritier seroit en sûreté, si quelqu'un étoit en droit de demander un autre testament, quand celui qui existe peut lui déplaire ? Joignons ici une autre réflexion. La Demoiselle de Kerbabu demande un testament en sa faveur ; mais de quelle utilité peut-il être pour elle, puisque, dans une de ces deux lettres datées du 7, qu'elle nous donne pour être de la main du Comte d'Hautefort, elle le fait parler en ces termes : *Gardez bien & avec soin les papiers que je vous ai donnés ; car si je venois à manquer avant que notre mariage fût déclaré, vous mettriez par-là bien à la raison tous les gens qui se pourroient, avec grand tort, persuader que je ne pouvois point, par notre contrat de mariage, vous donner tout mon bien.* Il n'y a



rien de plus formel que ces paroles pour faire juger que l'objet principal &, pour ainsi dire, unique, de la Demoiselle de Kerbabu, doit être son contrat de mariage. Selon elle, il la dédommageroit de reste de la perte d'un testament, qui, tout au plus, ne pourroit jamais contenir que les mêmes avantages.

Après avoir établi cette vérité, & démontré sensiblement que la Demoiselle de Kerbabu ne sauroit aujourd'hui constater seulement un corps de délit, loin d'être en état de convaincre ceux qu'elle a osé accuser, descendons pour un moment à l'examen de quelques endroits de sa Requête, sans nous embarrasser de répondre à tous les argumens qui ne sont appuyés que sur des possibilités. Le champ en est trop vaste, & d'ailleurs il n'est question ici que d'éclaircir ce qui est au procès, & de détruire entièrement jusqu'aux soupçons les plus légers qui en pourroient naître.

La Demoiselle de Kerbabu ne parle que de la déposition de François Champagne. Cette accusation si célèbre n'a donc plus pour garant que quelques équivoques hasardées par la déposition d'un seul témoin; cela marque assez à quelle extrémité elle est réduite. Mais quoique cet article ait été traité assez au long dans les Mémoires précédens, on y ajoutera encore ici un mot.

Non-seulement le témoin ne fait charge ni contre le Suppliant, ni contre les autres accusés; mais quand il en feroit, il ne seroit pas croyable par ses variations perpétuelles. Il peut même être poursuivi comme faux témoin, selon l'article 11 du titre 15 de l'Ordonnance criminelle, dont voici les termes: *Les témoins qui, depuis le récollement, rétracteront leurs dépositions, ou les changeront dans les circonstances essentielles, seront poursuivis & punis comme faux témoins.*

La Champagne, après avoir avancé formellement dans son récollement que c'est l'après-midi, & lorsqu'on alloit apposer les scellés, que la cassette fut ouverte par Mandex en présence d'elle témoin, de Gasselin, homme d'affaires de la Dame Marquise de Surville, & de Soutet, change tout d'un coup à la confrontation avec ce même Gasselin, & lui soutient que c'est le matin, & non pas l'après-midi, que la cassette a été ouverte en sa présence. Cependant ce fait est un des plus importants de sa déposition, puisqu'il est adopté sur le champ par la Demoiselle de Kerbabu, pour faire voir que Mandex a pu aller le matin dans la rue de Varenne ouvrir la cassette, en tirer des papiers, & les

rapporter au Marquis d'Hautefort chez Martinon , rue Culture-Sainte-Catherine , où la révélation anonyme , accompagnée du bouchon de bouteille , déclare qu'ils ont été brûlés. Mais suivons ce système pied à pied , & l'on verra avec quelle facilité il peut être détruit.

Mandex aura fait un voyage inutile de la rue Culture-Sainte-Catherine à la rue de Varenne , où il y a fort loin , si le Suppliant n'a point attendu son retour ; car constamment il n'a pu brûler des papiers dans un lieu où il n'étoit pas. Consultons donc sur ce fait les témoins.

Brunet , Officier du Comte d'Hautefort , qui étoit à sa mort , dépose que M. de Surville se retira environ sur les neuf heures , après que lui déposant lui eût dit de s'en aller.

Gentil , son laquais , dit dans sa déposition , qu'aussi-tôt après la mort du Comte d'Hautefort , Mandex s'en fut , & M. de Surville aussi ; mais que le même Mandex revint le soir. Donc le Suppliant n'y étoit pas alors.

Soutet , homme d'affaires de feu M. le Comte d'Hautefort , déclare pareillement dans son interrogatoire avoir vu arriver à l'hôtel de Pompadour le Marquis de Surville , qui lui annonça la mort du Comte d'Hautefort.

Tous ces témoins s'accordent entre eux pour faire voir que le Marquis d'Hautefort sortit de chez le Chirurgien aussi-tôt après la mort de son oncle. Et en bonne foi , quel objet eût pu l'y arrêter ? N'étoit-il pas plus simple , s'il avoit été capable de ce que l'on ose lui imputer , qu'il eût été lui-même dans la rue de Varenne , ou bien qu'il se fût fait apporter les papiers à l'hôtel de Pompadour , qui n'en étoit qu'à un pas ? Ce que la Demoiselle de Kerbabu avance , qu'il a pu monter dans une salle en haut , au lieu de s'en aller , n'est pas plus véritable ; puisqu'il est constant qu'il y avoit un malade enfermé dans cette salle , qui vraisemblablement n'étoit ni en état , ni en volonté de recevoir compagnie. Après cela , que devient ce système monstrueux , dont une partie détruit toujours l'autre ? Les papiers n'ont pu être brûlés le matin chez le Chirurgien , puisqu'il est prouvé que le Suppliant & Mandex en sont sortis dans le même tems & à l'instant de la mort ; ou si les papiers y ont été brûlés , la Champagne n'a pu rien voir qui y eût rapport dans la cassette l'après-midi , & lors de l'apposition des scellés. C'est-là cependant le tems où elle se fixe dans son récollement , qui est la partie de son témoignage où l'on doit s'arrêter , selon l'Ordonnance. Et pour  
ôter



ôter toute ressource à la Demoiselle de Kerbabu , si les papiers ont été brûlés à l'Hôtel de Pompadour , comme elle voudroit le faire entendre ; ils n'ont donc pu l'être chez le Chirurgien , & par conséquent la révélation anonyme qui l'article précisément n'est plus qu'un amas grossier de mensonges , & doit jeter de furieuses suspensions sur les fragmens qu'elle accompagne.

Il reste après cela quelques objections. 1°. La Champagne a vu , dit-on , des paquets cachetés. Un témoin aussi peu sûr de ce qu'elle avance , peut aisément , quand elle a vu des paquets enveloppés de papiers , les qualifier de paquets cachetés. Mais ces paquets , dit-on , ne se trouvent point dans l'inventaire. Le fait n'est pas véritable , puisque dans cet inventaire même il est dit que les papiers qui se sont trouvés dans la cassette seront inventoriés à leur rang & avec les autres ; & qu'effectivement l'on trouve dans la description des différens papiers les Lettres ou Commissions de la Marine du feu Comte d'Hautefort.

2°. L'on objecte au Suppliant la lettre qu'il écrivit à la Demoiselle de Kerbabu , en lui envoyant le testament du Comte d'Hautefort , comme une preuve de la connoissance qu'il avoit de son mariage. La façon dont le Suppliant lui répond fait voir au contraire combien il étoit persuadé pour lors du peu de fondement de ce prétendu mariage. Elle ne lui en avoit écrit jusqu'à ce moment que comme d'un projet qui n'avoit point eu d'exécution ; par conséquent il n'étoit bon qu'à taire , tant pour le défunt que pour elle : c'est pour cela que le Suppliant lui en donne le conseil , & s'il le donne avec quelque sorte de vivacité ou de sécheresse , c'est par la persuasion intime où il étoit que tout ce qu'on lui avoit écrit à ce sujet n'étoit rien moins que véritable.

3°. La Demoiselle de Kerbabu ose avancer que le Suppliant a eu en sa disposition les pieces qu'elle a fait vérifier depuis ; elle fait entendre que le sieur Procureur du Roi du Châtelet s'est prêté à les lui livrer ; que c'est pour lors qu'elles ont été altérées , & qu'il y a même eu une date déchirée. Le Suppliant n'est point surpris que la Demoiselle de Kerbabu se porte en tout jusqu'aux derniers excès. Mais pour faire tomber en un seul mot le fruit qu'elle prétend tirer de cette supposition , l'on n'a qu'une réponse à lui faire. Elle a fait imprimer ces écrits bien avant la procédure du Châtelet ; les originaux contiennent-ils aujourd'hui autre chose que les imprimés qu'elle en a fait faire alors ? Les

endroits altérés consistent en des mots ajoutés, & d'autres surchargés de main étrangere. S'ils ne sont pas dans l'impression tels qu'ils sont dans les originaux, il y a de la fraude ; mais si l'un & l'autre est semblable, qu'a-t-on à dire ? Quant à la date déchirée, il seroit singulier qu'on eût pris soin de détruire la preuve d'une de ses contradictions. Ses premiers imprimés portoient la date d'une de ces lettres arguées de faux du 27 ; les significations qui en avoient été faites de Procureur à Procureur portoient la même date. Le Suppliant se récria sur cela dans la plaidoierie du Parlement, parce que c'étoit un argument contre la vérité de la lettre écrite ; aussi-tôt la Demoiselle de Kerbabu fit imprimer une seconde fois ces lettres, & au lieu de la date du 27, mit celle du 17. Il est donc vrai de dire que la Demoiselle de Kerbabu peut seule avoir eu intérêt de déchirer cette date ; mais il est sensible que le Marquis d'Hautefort n'y en avoit aucune, puisqu'elle pouvoit lui être profitable d'une façon, & jamais nuisible de l'autre.

4°. L'on reproche au Suppliant les procédures qui ont été faites par le passé ; il fait qu'elles ont pu pécher dans la forme ; mais son âge & sa profession excusent assez une pareille faute de sa part. A l'égard de la déposition du Juge royal de Laval, dont la Demoiselle de Kerbabu infere que les Agens du Suppliant ont voulu insinuer au Greffier de Laval de brûler la prétendue minute de l'acte de célébration, il n'y a qu'à la lire pour trouver sur le champ le contrepoison du venin qu'elle en veut tirer ; puisque ce Juge qui dépose d'un oui-dire du Greffier, lui fait ajouter tout sur le champ ces termes : *sans pourtant l'avoir engagé de le faire.*

5°. Un autre argument qu'on emploie contre le Suppliant, c'est de dire qu'il s'excuse vainement de n'avoir eu aucune part à l'apposition des scellés, & aux premières procédures faites à ce sujet, puisqu'il est héritier du Comte d'Hautefort par représentation du Marquis de Surville son pere, aussi bien que le feu Marquis d'Hautefort son oncle. On est bien mal informé quand on avance ce fait. Le feu Marquis d'Hautefort, en qualité d'ainé, emportoit tous les acquêts, & les deux tiers de la Terre d'Hauterive, située en Coutume du Maine, valant aux environs de 4000 livres de rente. Par conséquent il ne restoit plus qu'un tiers de cette Terre à partager entre tous les héritiers, où le Suppliant venoit pour un septieme comme représentant le Marquis de Surville son pere. Il ne paroît pas qu'un objet si modique dût



l'engager à se donner de grands mouvemens, lors de l'apposition & de la levée des scellés.

6°. Enfin, le dernier moyen de la Demoiselle de Kerhabu est de faire sentir que l'attention extrême du Suppliant à défendre ses domestiques, marque évidemment qu'il est complice de leur crime, qui n'a pu être commis que pour son utilité. Ce moyen absurde en lui-même suppose que l'on ait établi un corps de délit, & que l'on ait prouvé que c'est par ses domestiques qu'il a été commis; mais jusqu'ici le Suppliant ne voit autre chose sinon qu'on persécute ses domestiques, pour parvenir plus aisément à le persécuter lui-même. Il est depuis quatre ans l'objet des fureurs de son Accusatrice; Accusatrice dont l'état est incertain. Tous les traits de l'artifice & de la calomnie ont été épuisés sur lui; son innocence l'a toujours soutenu dans ses malheurs; il en attend la fin dans les bras de la Justice, dont il espere une réparation proportionnée, s'il se peut, à l'injure qui lui a été faite.

Ce considéré, Nosseigneurs, il vous plaise adjuger au Suppliant les conclusions par lui ci-devant prises. Et vous ferez bien.

*Requête employée pour Réponse à Grieffs, en la Première  
Chambre des Enquêtes, sur l'appel interjetté par la  
Demoiselle de Kerhabu de la Sentence rendue par le  
Lieutenant Criminel.*

**S**UPPLIE humblement Emanuel, Marquis d'Hautefort: Disant que si la Demoiselle de Kerhabu n'avoit pas été aveuglée par la passion qui l'anime contre le Suppliant, il lui auroit été facile de prévoir qu'après avoir si long-tems séduit les Magistrats & le Public par les fausses espérances dont elle les avoit entretenus, elle verroit enfin ses projets se dissiper d'eux-mêmes, & tourner à sa propre condamnation, par l'impossibilité de soutenir des calomnies si grossières.

C'est ce qu'elle a déjà éprouvé dans la Sentence du Châtelet du 23 Mai 1730. L'appel qu'elle a interjetté en la Cour ne lui procurera pas un sort plus favorable; il ne faut, pour s'en convaincre, que consulter le Mémoire qu'elle vient de distribuer, & d'employer pour grieffs.

Elle y abandonne expressément les principaux chefs de son

accusation ; & sur le seul quelle paroisse encore vouloir soutenir , elle ne hafarde que des conjectures ; elle varie sur les circonstances ; elle n'a point d'objet auquel elle ose se fixer. C'est un système qui se décrédite tous les jours ; il s'affoiblit , il tombe insensiblement , & est presque anéanti dans un tems où il faudroit , pour l'Accusatrice , que par l'évidence des preuves il fût porté au plus haut degré de force & de lumiere.

Tel est le sort ordinaire de l'imposture ; on l'annonce avec éclat , on la soutient par des promesses capables de séduire ; le goût de la nouveauté la favorise ; un air de merveilleux qui y est toujours attaché lui donne entrée dans les esprits : mais lorsqu'il est tems enfin de l'appuyer sur des preuves juridiques , le fantôme s'évanouit , & ne laisse subsister que la honte & la confusion , aux uns de l'avoir présenté avec tant de confiance , & aux autres de l'avoir adopté avec tant de facilité.

L'entreprise de la Demoiselle de Kerbabu en fournit un exemple bien sensible : autant qu'elle avoit été d'abord favorablement écoutée , autant elle est aujourd'hui décriée dans tous les esprits. Et en effet , comment ne feroit-on pas soulevé contre une accusation dont tous les chefs ne présentent qu'une calomnie manifeste , que l'Accusatrice elle-même est obligée d'abandonner , ou qu'elle ne soutient que par des traits si foibles & si languissans , que l'on sent bien qu'elle ne se flatte pas elle-même d'y réussir ?

*F A I T.*

Le Comte d'Hautefort , Lieutenant Général des Armées Navales , étant tombé malade à Paris au mois de Janvier 1727 , se fit conduire chez le sieur Martinon , Chirurgien , où il mourut après huit ou dix jours de maladie , le 7 Février , entre neuf & dix heures du matin.

Le Suppliant , qui étoit près de son lit dans ces derniers momens , voyant qu'il n'y avoit plus d'espérance , & qu'il étoit prêt de rendre les derniers sours , sortit de sa chambre. Etant resté un moment dans l'anti-chambre , le nommé Brunet , domestique du défunt , vint lui annoncer la mort. Aussi-tôt le Suppliant se retira chez le Marquis d'Hautefort son oncle , à l'Hôtel de Pompadour où il demouroit alors , & y resta plusieurs jours dans l'acablement de la plus vive douleur , comme un homme qui sentoit toute la perte qu'il venoit de faire.

Le Marquis d'Hautefort , oncle du Suppliant , étoit l'héritier principal du Comte d'Hautefort ; c'étoit à lui à donner les ordres nécessaires , & à faire les formalités qui conviennent



dans de pareilles occasions. Le Suppliant d'ailleurs n'étoit point dans une situation qui lui permit d'y penser ; il n'a donc eu aucune part à ce qui s'est fait dans ces premiers tems.

Le Marquis d'Hautefort son oncle donna une procuration pour apposer le scellé ; en conséquence le Commissaire Parent fut requis le même jour de se transporter dans la maison du Comte d'Hautefort , rue de Varenne. Il commença à y apposer les scellés sur les trois heures après midi.

Ce fut en présence de ce Commissaire que fut trouvé le testament olographe du défunt, du premier Avril 1726 , par lequel le Suppliant se trouva nommé légataire universel & exécuteur testamentaire. Ces qualités l'obligèrent dans la suite de faire lever le scellé , & de faire faire l'inventaire : ce qui ne put être exécuté qu'un mois après , en présence du plus grand nombre des héritiers & d'un Substitut du Procureur du Roi du Châtelet pour les absens.

On n'entendit point parler alors de la Demoiselle de Kerbabu , que le Suppliant n'avoit d'ailleurs jamais connue : elle se manifesta seulement dans la suite par quelques lettres , dans lesquelles elle annonçoit , à la vérité , que le Comte d'Hautefort avoit eu dessein de l'épouser , mais dans lesquelles elle marquoit expressément que cela en étoit demeuré aux termes d'un simple projet , & que le mariage n'avoit point été célébré. Elle feignoit de soupçonner seulement que le Comte d'Hautefort auroit pu faire quelques dispositions en sa faveur par son testament. Pour la détromper , le Suppliant lui envoya une copie de celui qui avoit été trouvé. Comme il n'y avoit rien qui la concernât , elle crut qu'étant frustrée des espérances qu'elle avoit trop légèrement conçues , il falloit s'en dédommager par un projet , pour l'exécution duquel elle se sentoît de grands talens.

Elle fit deux voyages dans le pays du Maine , l'un au mois de Juin , & l'autre au mois de Septembre de l'année 1727 , & toujours sous des noms empruntés. Elle y fit différentes tentatives , pour se procurer des titres justificatifs d'un prétendu mariage entre le Comte d'Hautefort & elle : mais comme elle n'eut pas tout le succès dont elle s'étoit flattée , elle se rendit à Paris sur la fin de l'année 1727 : & sur le fondement de quelques papiers forgés dans les ténèbres , & qui n'avoient aucun caractère d'autorité , elle crut pouvoir supposer qu'il y en avoit eu de plus importants qui avoient été soustraits après la mort du Comte d'Hautefort. C'est la ressource ordinaire de ceux qui veulent

usurper un état qui ne leur appartient pas , de rejeter sur les autres l'impuissance où ils sont de l'établir.

C'est donc ici que commence cette accusation célèbre , qui embrasse tant de chefs différens , & dont il est nécessaire de rappeler les principales circonstances.

Par la plainte du 14 Janvier 1728 , après avoir exposé le fait de son prétendu mariage avec le Comte d'Hautefort , elle ajoute qu'on lui a caché le tems & le lieu de sa mort ; que ses parens & héritiers ont eu soin non-seulement de congédier , mais encore d'écarter de Paris jusqu'au dernier de ses domestiques ; qu'elle a appris que le testament olographe fait à Hauterive par le Comte d'Hautefort , & par lui rappelé dans plusieurs de ses lettres , avoit été vu & lu de plusieurs personnes depuis son décès ; qu'à l'égard de son contrat de mariage , ses héritiers tâchant de contester à la Plaignante son état , ont supprimé la grosse dudit contrat de mariage qu'elle dit avoir été passé par le Chainge & Duchast , Notaires Royaux à Laval , quoique depuis elle ait abandonné ces prétendus Notaires , qui effectivement n'ont jamais existé , & qu'elle se soit restreinte à dire qu'il avoit été passé par Ains , Notaire à Montsur. Elle ajoute , dans sa même Plainte , qu'elle a parlé à l'un de ces deux Notaires , lequel lui a refusé la grosse de son contrat de mariage , disant l'avoir délivrée à M. le Comte d'Hautefort.

Elle a exposé , dans le Monitoire qu'elle obtint le 3 Février 1728 , que par les mêmes voies on avoit fait lacérer deux feuillets du registre des mariages de la Paroisse d'Argentré , même que l'on avoit tenté de corrompre la fidélité du Greffier de la Justice de Laval , pour lui en faire remettre la minute.

Enfin , par une Requête du 25 Mai 1728 , elle a demandé acte de la plainte qu'elle rendoit , en adhérant à la première , de la suppression qui avoit été réellement faite depuis le mois de Septembre 1727 , de la minute de son contrat de mariage avec le feu Comte d'Hautefort , passé le 17 Septembre 1726 , & reçu par Ains , Notaire à Montsur , & de la suppression du contrôle , dont ledit Ains étoit dépositaire en qualité de Contrôleur.

C'est de tous ces différens chefs qu'elle a eu la liberté de faire informer pendant deux années entières ; elle a fait entendre en effet plus de quarante témoins , tant à Paris qu'à Laval & à Brest ; elle a fait publier par-tout des Monitoires. Mais dans ce grand nombre de dépositions qu'elle a rassemblées , elle n'a pu trouver une seule circonstance propre à favoriser son odieuse accusation ; & l'innocence est demeurée triomphante , malgré les efforts de la calomnie.



Dans d'autres circonstances, une pareille accusation seroit tombée par sa propre foiblesse ; mais elle avoit fait trop d'éclat pour qu'il fût permis de la négliger ; il falloit ou que par de nouvelles preuves on soutînt les plaintes formées contre le Suppliant, ou qu'il fût en état d'en obtenir une réparation proportionnée à l'énormité de l'injure.

C'est ce qui a donné lieu à différens décrets, tant d'assigné pour être oui, que d'ajournement personnel. Tous les Accusés ont subi interrogatoire ; le Suppliant & plusieurs autres s'y sont présentés d'eux-mêmes ; & malgré la multitude des faits que la Demoiselle de Kerbabu avoit administrés, il n'y en a pas eu un sur lequel ils ne se soient expliqués d'une manière propre à confondre la calomnie. La vérité a éclaté dans toutes les réponses, avec ce caractère de simplicité qui l'accompagne par-tout ; il n'y a point eu de démarche qui n'ait été expliquée, de circonstance qui n'ait été éclaircie : & de ce corps de faits réunis, résulte, avec la dernière évidence, la preuve de l'innocence de tous ceux que la Demoiselle de Kerbabu a osé impliquer dans son accusation.

Tout concouroit à la détruire, les dépositions des témoins, les interrogations des Accusés. La Demoiselle de Kerbabu a cru trouver plus de secours dans les lettres & autres écrits sous signatures privée dont elle a demandé la vérification. Le Suppliant a protesté d'abord contre l'inutilité de cette procédure. Il a fait voir que ces pièces ne pouvoient jamais servir ni à la décharge, ni à la conviction des Accusés, & qu'elles étoient absolument étrangères à l'objet du Procès criminel ; que quand elles prouveroient qu'il y a eu un contrat de mariage & un testament, elles ne prouveroient jamais que ces titres eussent été supprimés depuis le décès. Cependant, comme on n'a rien refusé à la Demoiselle de Kerbabu de tout ce qu'elle a cru propre à favoriser ses idées, la vérification en a été ordonnée par cinq Experts nommés d'office.

La Demoiselle de Kerbabu a beaucoup triomphé dans le monde de la décision des Experts, & elle rappelle encore aujourd'hui, presque à chaque ligne de son nouveau Mémoire, la foi inébranlable qu'elle suppose être acquise à ses pièces par leur témoignage. Le Suppliant est persuadé au contraire qu'il ne faut que consulter ce qu'ils ont dit eux-mêmes de ces pièces tant vantées, pour concevoir au moins de violens soupçons de leur fidélité, & qu'une personne qui seroit vraiment jalouse de son hon-

neur se garderoit bien de se faire un trophée d'un pareil rapport.

S'ils ont pensé en général que le corps de ces lettres & autres écrits étoit de la main du Comte d'Hautefort, ils ont reconnu en même tems, de la maniere la plus sensible, que ces pieces avoient été altérées, que quelques lettres avoient été grattées avec des ferremens, d'autres substituées après coup d'une main étrangere, que des mots entiers avoient été ajoutés.

Et comme ces altérations se trouvent précisément dans les endroits qui sont propres à favoriser le système de la Demoiselle de Kerbabu, on ne peut pas révoquer en doute qu'il n'y ait eu des faussetés commises dans ces écrits, & qu'elles n'aient été faites pour soutenir l'état que la Demoiselle de Kerbabu réclame : c'est une conséquence nécessaire du sentiment des Experts.

En vain prétend-elle que ces observations des Experts ne tombent point sur les deux lettres qui parlent du mariage ni sur la quittance de dot : car outre que dans ces deux lettres mêmes, comme dans les autres, il y a des altérations faites par une main étrangere, il n'est pas nécessaire que la fausseté soit également sensible par-tout ; il suffit que des pieces présentées comme exemptes de tout soupçon soient convaincues de fausseté & d'altération dans quelque partie, pour qu'elles doivent être rejetées pour le tout. Le faussaire a pu être plus heureux dans le corps de la piece que dans les endroits qu'il a été obligé de retoucher ; mais ce sont toujours des écrits faussement attribués au Comte d'Hautefort.

Quoi qu'il en soit, l'épisode de cette vérification est absolument étranger au Procès. L'instruction a donc été continuée, les éclaircissemens survenus dans les récolemens & confrontations ont procuré de nouveaux avantages aux Accusés, les témoins y ont reconnu qu'il n'y avoit aucune soustraction de papiers ; en sorte que la vérité n'est demeurée enveloppée d'aucun nuage.

Il n'étoit donc plus possible de retenir le Suppliant dans les liens d'une accusation si injuste & si téméraire. Le Procès a été rapporté au Châtelet, où toute la procédure a été vue avec l'attention & le scrupule que demandoit une affaire si importante. Les premiers Juges ont rendu leur Sentence le 23 Mai 1730, par laquelle le Suppliant & les autres Accusés ont été déchargés de l'accusation, & la Demoiselle de Kerbabu a été condamnée en 1000 livres de dommages & intérêts envers le Suppliant,



pliant, & en 100 livres envers chacun des autres Accusés.

S'il y avoit quelque disposition dans cette Sentence qui pût exciter de justes plaintes, ce ne seroit que celle qui prononce des dommages & intérêts si modiques. Jamais il n'y a eu de déclamation plus violente que celle de la Demoiselle de Kerbabu contre le Suppliant; la France entière en a retenti; on ne parloit que de crimes prêts à se manifester, que d'attentats dignes d'être réprimés par la punition la plus sévère; en un mot, il n'y a personne de ceux qui ont été capables de donner quelque créance aux emportemens de la Demoiselle de Kerbabu, aux yeux de qui le Suppliant n'ait été noirci comme un homme déjà pros crit du commerce de la vie civile. Cependant ce déchaînement si cruel n'étoit fondé que sur la plus noire & la plus abominable calomnie qui ait jamais été imaginée; il semble que, dans ces circonstances, les premiers Juges qui en ont été convaincus ne devoient point mettre de bornes à la sévérité de leurs condamnations contre l'auteur d'une si horrible diffamation.

Le sort que le Suppliant avoit éprouvé dans l'Arrêt qui avoit infirmé sa procédure pour donner un libre cours à celle de la Demoiselle de Kerbabu sembloit même exiger d'eux qu'ils n'usassent d'aucune indulgence à son égard. Si on lui avoit adjugé 20000 livres pour réparer ce qui avoit paru d'irrégulier & de défectueux dans la forme d'une simple procédure, jusqu'où devoit-on porter la rigueur de la peine contre celle qui étoit convaincue d'avoir forgé une accusation si calomnieuse? Cependant les premiers Juges se sont contentés de prononcer une simple condamnation de 10000 livres de dommages & intérêts, persuadés sans doute que le Suppliant, plus sensible à l'honneur qu'à l'intérêt, ne devoit desirer qu'un Jugement qui fît triompher son innocence. Il étoit difficile de porter plus loin le ménagement. Malgré cette indulgence, la Demoiselle de Kerbabu s'est empressée d'interjeter appel de leur Sentence; mais abandonnée par M. le Procureur Général, qui n'a trouvé aucun motif pour appeler de son chef, elle s'est trouvée réduite à conclure comme en procès civil.

Elle vient donc de faire signifier ses griefs, qu'elle a fait attendre presque une année entière. Si le Suppliant avoit besoin de nouveaux avantages pour la combattre, elle n'auroit pu lui administrer une pièce plus décisive.

Il faut distinguer dans cet écrit deux parties différentes.

L'une concerne les principaux chefs d'accusation, ceux qui

devoient être sans doute regardés comme les plus graves ; enlevement d'une minute chez un Notaire , laceration d'un registre public , & autres de cette nature. La Demoiselle de Kerbabu est forcée de convenir qu'elle n'en a aucune preuve , & est réduite à chercher de frivoles excuses de son impuissance à les établir.

L'autre regarde le seul chef d'accusation dans lequel elle insiste encore. Comme il n'est pas plus soutenu de preuves que les autres , la Demoiselle de Kerbabu cherche à lui donner quelque forte de lueur , en le rapprochant de faits absolument étrangers à son accusation.

Il faut la suivre dans ces différentes parties ; faire voir , par rapport à la première , que la Demoiselle de Kerbabu est inexcusable dans les calomnies qu'elle a débitées , & dont elle est obligée de convenir qu'elle n'a aucune preuve ; ensuite établir que le seul chef dans lequel elle insiste est aussi faux & aussi calomnieux que les autres , & qu'elle cherche en vain à l'embarraffer de faits étrangers.

*Premier  
Moyen.*

La Demoiselle de Kerbabu reconnoît donc d'abord qu'elle n'a aucune preuve des principaux chefs de son accusation. Elle avoit articulé que , depuis le mois de Septembre 1727 , on avoit supprimé la minute de son contrat de mariage , qui étoit chez Ains , Notaire à Montsur , par qui il avoit été reçu ; que l'on avoit de même supprimé du registre du Contrôleur la mention qui y étoit faite du contrôle de ce contrat de mariage ; que l'on avoit lacéré deux feuillets du registre des mariages de la Paroisse d'Argentré ; que l'on avoit tenté la fidélité du Greffier de Laval pour lui en faire délivrer la minute. Tous ces faits sont aujourd'hui abandonnés ; elle n'en a pu trouver le moindre indice ; elle le reconnoît elle-même.

Elle avoit encore articulé que les parens & héritiers du feu Comte d'Hautefort avoient écarté de Paris jusqu'au dernier de ses domestiques pour empêcher qu'elle ne découvrit les circonstances de ce qui s'étoit passé à sa mort. Sa propre information prouve la calomnie de ce fait , puisqu'il n'y a pas un seul des domestiques du Comte d'Hautefort qui n'y ait été entendu comme témoin.

Il ne reste donc , de tous les faits de ses plaintes , que celui de la prétendue suppression de la grosse de son contrat de mariage , & du testament olographe du feu Comte d'Hautefort qu'elle suppose avoir été faite à Paris dans l'instant de son décès. Mais n'est-ce



pas déjà un grand avantage pour les Accusés que , de tant de chefs qui leur étoient imputés , la Demoiselle de Kerbabu soit obligée elle-même de se réduire à un seul ? Quelle idée peut-on se former d'une Accusatrice qui commence par annoncer une foule de crimes plus atroces les uns que les autres , qui publie par-tout qu'elle va accabler son Adversaire sous le poids des preuves qui s'élèvent contre lui , & qui est réduite à avouer dans la suite qu'elle ne peut insister sur presque aucun de ces chefs dont elle avoit fait tant de bruit ? Quelle indignation ne doit-on pas concevoir contre celle qui a su se jouer ainsi de la Justice & du Public ? Il est vrai qu'elle insinue que les faits qu'elle abandonne pourroient être vrais , quoiqu'elle n'en ait pas pu faire la preuve ; mais c'est une dernière ressource qu'il est facile de lui enlever.

Si on avoit écarté de Paris jusqu'au dernier des domestiques du feu Comte d'Hautefort, l'impossibilité de les représenter de la part des héritiers auroit pu établir le fait de la plainte ; ils se sont tous trouvés à Paris , ils ont tous déposé dans l'information de la Demoiselle de Kerbabu. Le fait avancé dans sa plainte est donc une première calomnie.

Si on avoit déchiré deux feuillets dans le registre des mariages de la Paroisse d'Argentré , la preuve en seroit acquise à la seule représentation du registre ; il a été deux fois compulsé , & il s'est trouvé sain & entier : c'est donc une seconde calomnie.

Si on avoit tenté la fidélité du Greffier de Laval pour lui faire livrer sa minute , la preuve auroit dû s'en trouver dans la déposition de ce témoin que la Demoiselle de Kerbabu a fait entendre , & qui lui a paru assez dévoué pour ne pas omettre de rendre compte d'une circonstance si essentielle , si elle avoit eu le moindre fondement. Il n'en a point parlé : c'est donc une troisième calomnie.

Enfin si on avoit supprimé la minute du contrat de mariage chez Ains , Notaire , & la mention du contrôle dans le registre du Contrôleur , la preuve en étoit encore bien facile. Ces deux faits sont inséparables l'un de l'autre ; on ne pouvoit pas enlever la minute d'un contrat de mariage chez le Notaire , sans supprimer la mention du contrôle dans le registre du Contrôleur , puisque , par cette mention , le Notaire étoit chargé de la minute , & qu'il ne l'auroit pas livrée en laissant subsister un titre public qui l'en chargeoit. Or , pour prouver que l'on avoit supprimé la

mention du contrôle dans le registre du Contrôleur, il n'y avoit qu'à faire représenter ce registre; s'il se trouvoit sain & entier, pouvoit-on douter de la fausseté de l'accusation? Si au contraire on en avoit déchiré un feuillet, ou qu'on en eût altéré manifestement quelqu'article, alors de légitimes soupçons pouvoient s'élever. Mais la Demoiselle de Kerbabu n'a pas même entrepris de chercher cet éclaircissement, persuadée qu'il ne tourneroit qu'à sa confusion. Il n'y a donc eu ni suppression de contrôle, ni suppression de minute, puisqu'il feroit impossible que cela fût arrivé sans qu'il y parût à l'inspection du registre du Contrôleur, & qu'on n'en apperçoit aucune trace.

D'ailleurs, si ce contrat de mariage avoit été en minute chez Ains, Notaire, depuis le 17 Septembre 1726, jour qu'il a été passé, selon la Demoiselle de Kerbabu, jusqu'après le mois de Septembre 1727, tems dans lequel elle suppose qu'il a été enlevé, feroit-il possible qu'il n'eût été vu ni connu de personne? Le Notaire en second, ou les témoins, n'auroient-ils pas pu être entendus? Ceux par les mains de qui passe le registre du Contrôleur n'en auroient-ils eu aucune idée? La Demoiselle de Kerbabu elle-même a été chez Ains dès le mois de Juin 1727; elle l'auroit trouvée; elle s'en feroit fait donner une expédition; elle auroit forcé ce Notaire de la lui délivrer, elle sur-tout qui étoit appuyée de l'autorité du sieur de Mué de Farey, Subdélégué du Commissaire départi dans la Province. Il est donc manifestement faux que cette prétendue minute fût chez Ains, Notaire, & qu'elle ait été supprimée depuis le mois de Septembre 1727: c'est donc, on ne peut trop le répéter, une calomnie manifeste.

Il n'en faudroit pas davantage pour faire perdre toute confiance à la Demoiselle de Kerbabu sur l'unique fait dans lequel elle insiste encore. Convaincue d'imposture sur tant d'articles, peut-on douter que le dernier ne soit de même nature? Mais il ne faut pas recourir à de simples présomptions quand on a des preuves aussi décisives de la fausseté de l'accusation que celles que la procédure même de la Demoiselle de Kerbabu nous fournit.

*Second.  
Moyen.*

Elle prétend que, depuis la mort du Comte d'Hautefort, on a supprimé la grosse de son contrat de mariage, aussi bien que son testament olographe.

Mais, en premier lieu, de tant de témoins qu'elle a fait entendre, il n'y en a pas un seul qui ait vu ces pieces depuis la mort du Comte d'Hautefort, ni qui ait su ou qui ait oui dire qu'elles



aient été vues par d'autres. Cependant c'est-là le fondement sur lequel toute accusation de cette nature doit être appuyée. On ne peut jamais prouver qu'une pièce ait été supprimée après la mort d'un homme, si on ne prouve d'abord qu'elle a existé après sa mort. Il ne faudroit que cette réflexion pour faire tomber toute l'accusation.

Secondement, la Demoiselle de Kerbabu place la scène de cet enlèvement chez Martinon, Chirurgien, où le Comte d'Hautefort est décédé; elle prétend que Mandex son Valet-de-chambre y avoit porté sa cassette peu de tems avant sa mort; qu'elle fut ouverte immédiatement après; qu'on y prit le contrat de mariage & le testament qui furent tirés d'une enveloppe où ils étoient, & brûlés chez Martinon même; que l'on a trouvé dans sa salle des fragmens de l'enveloppe à moitié brûlés, qui se sont conservés comme par miracle. C'est au moins ce que l'on a voulu faire entendre dans une prétendue révélation anonyme que la Demoiselle de Kerbabu avoit annoncée long-tems avant qu'elle parût comme le triomphe de sa Cause. Or, de tous ces faits, non-seulement il n'y en a pas un seul qui soit prouvé, mais il n'y en a pas même un seul dont la fausseté ne soit démontrée par la procédure extraordinaire.

La cassette du feu Comte d'Hautefort n'a point été portée chez Martinon; il n'y a pas un seul témoin qui l'ait vu ni porter, ni rapporter, ni qui ait su qu'elle l'ait été. Au contraire, outre que Mandex a toujours soutenu qu'elle étoit restée dans la chambre qu'il occupoit chez le Comte d'Hautefort, Gentil, un des laquais du Comte d'Hautefort, qui ne l'a point quitté pendant sa maladie & jusqu'à son décès, dépose précisément, que *Mandex lui avoit dit plusieurs fois que son maître lui avoit ordonné de lui apporter lui-même un porte-feuille ou écritoire fermant à clef quand il le lui demanderoit; que néanmoins ayant mandé ledit Mandex de la part de son maître, il n'apporta point cette écritoire.*

Non-seulement la cassette du Comte d'Hautefort n'a point été portée chez le Chirurgien, mais on n'y a vu ni apperçu aucun de ses papiers ni entre les mains du Suppliant, ni entre les mains d'aucun autre; le même Gentil, qui a été présent à tout, est convenu à la confrontation qu'il n'avoit point vu au Comte d'Hautefort aucuns papiers, sinon quelques lettres qui lui arrivoient par la poste, & une quittance de 2000 livres sur ses appointemens, qu'il ne put signer.

Aucun de ceux qui étoient chez Martinon n'a vu ni soupçonné

que l'on eût enlevé , déchiré ou brûlé aucun papier ; c'est ce que le Suppliant a interpellé à la confrontation les nommés Gentil & Bourguignon de déclarer. Le premier a répondu qu'il n'a point vu que le Suppliant ni personne ait détourné , emporté , soustrait , brûlé ni déchiré ou supprimé , de quelque manière que ce soit , aucun papier du défunt. Le second a répondu de même , qu'il n'a point vu que le Suppliant ni personne ait touché ni manié , emporté ni brûlé aucun papier du Comte d'Hautefort. Ce sont cependant deux domestiques qui n'ont point quitté le Comte d'Hautefort , & qui ont été présens à tout ce qui s'est passé avant & depuis la mort dans la maison de Martinon : peut-on une déclaration plus précise & plus décisive ?

Il est même physiquement impossible que le Suppliant ait ouvert une cassette , pris , enlevé ou brûlé aucun papier chez Martinon , puisqu'aussi-tôt que son oncle eut rendu les derniers soupirs , il sortit de chez Martinon sans y rester un seul instant. Gentil a déposé que *Mandex* , aussi-tôt le décès de son maître , s'en fut , & *M. de Surville* aussi. Brunet , qui étoit Officier du Comte d'Hautefort , dépose de même qu'étant allé chez Martinon , il trouva le Comte d'Hautefort sans connoissance ; que *M. de Surville* étoit dans une anti-chambre , qu'il se retira environ les neuf heures , après que lui Brunet lui eut dit de s'en aller. Il n'y a donc eu aucun intervalle entre le moment auquel on annonça au Suppliant la mort de son oncle & celui de sa sortie de chez Martinon. C'est Brunet qui lui a annoncé la mort , & qui l'a vu sortir dans le même instant ; où placera-t-on après cela le fait de la soustraction des papiers ? Dans quel tems a-t-on pris le paquet , a-t-on déchiré l'enveloppe , ou brûlé la grosse du contrat de mariage prétendu ? La fable est déconcertée dans toutes ses parties ; la calomnie n'a plus de ressource ; & ce qui mérite toute l'attention de la Cour est que la défense du Suppliant contre les impostures de la Demoiselle de Kerbabu ne se trouve que dans les informations qu'elle a fait faire , & dans toute la procédure extraordinaire.

Ce n'est point ici un Accusé qui , pour se justifier , soit obligé de faire le procès à tous les témoins , de reprocher l'un , d'accuser l'autre de partialité & de dévouement , & un autre de corruption ; qui , pour affaiblir des dépositions , soit réduit à relever des contradictions qu'il imagine entre certaines circonstances dont parlent les témoins ; qui en un mot lutte toujours , pour ainsi dire , contre les preuves qui le chargent ; le Suppliant est bien éloigné de recourir à une pareille défense ; il trouve dans chaque



témoin de la Demoiselle de Kerbabu autant d'apologiste de sa conduite, il n'y en a pas un qui ne concoure à sa justification; c'est toute la procédure de l'Accusatrice qui fait le triomphe de l'Accusé. Il n'y a peut-être jamais eu d'événement pareil dans aucune affaire criminelle; aussi n'y a-t-il jamais eu de calomnie aussi évidente que celle à laquelle la Demoiselle de Kerbabu s'est livrée contre ses propres lumières.

Il n'est donc pas étonnant que, pour établir cet unique chef dans lequel la Demoiselle de Kerbabu se retranche, elle ne fasse plus que des efforts languissans.

Il faut, dit-elle, commencer par assurer la vérité du fait, qu'il y a un mariage célébré & un contrat de mariage passé entre le Comte d'Hautefort & l'Appellante, & que le Comte d'Hautefort avoit fait un testament olographe à Hauterive, postérieur à celui que le Marquis d'Hautefort représente.

Ce premier fait éclairci, il faut constater que le contrat de mariage & le testament existoient au moment de la mort du Comte d'Hautefort parmi ses papiers dans sa cassette; & enfin que depuis la mort du Comte d'Hautefort, & avant l'apposition des scellés, on a fouillé dans cette cassette, & que ceux qui y ont fouillé ont eu en leur possession des papiers qui n'ont point paru lors de la levée des scellés & de la confection de l'inventaire.

C'est ce qu'elle prétend établir par les différentes preuves qu'elle rassemble. Mais avant que de les discuter, il faut faire quelques réflexions sur des idées générales.

Le fait du mariage en lui-même est absolument indifférent. Que la Demoiselle de Kerbabu ait été mariée ou ne l'ait pas été, il n'en résultera jamais qu'on ait soustrait ni contrat de mariage, ni testament. Elle auroit pu être mariée, sans que le Comte d'Hautefort eût fait aucun testament depuis son mariage; elle auroit pu même être mariée, sans qu'il y eût de contrat de mariage. Le fait du mariage doit donc être absolument retranché; il pourra venir un tems où cet objet méritera toute l'attention de la Justice; quant à présent, il n'en est pas question.

Il n'est pas même absolument important de savoir s'il y a eu un contrat de mariage ni un testament; car quand ces pièces auroient existé, il ne seroit pas permis d'en conclure qu'elles auroient été soustraites depuis le décès. Le seul fait qui mériteroit donc d'être éclairci seroit de savoir si ces pièces existoient dans

Accusé justifié par la procédure tenue par son Accusatrice.

la cassette du Comte d'Hautefort au tems de sa mort ; car s'il étoit bien avéré , il faudroit en conclure qu'elles auroient été supprimées. Il est vrai que ce fait de suppression ne pourroit jamais regarder le Suppliant , & que l'accusation seroit toujours mal dirigée contre lui ; mais elle auroit toujours quelque fondement en elle-même. Il ne faudroit donc s'attacher ici qu'à combattre les preuves prétendues de l'existence du contrat de mariage & du testament au moment du décès du Comte d'Hautefort ; cependant on veut bien suivre la Demoiselle de Kerbabu dans tous ses faits & dans toutes les circonstances dont elle veut les appuyer.

Le fait du mariage est établi , dit-elle , sur un acte de célébration en bonne forme , & sur une foule de monumens domestiques qui concourent à manifester la même vérité.

On peut dire au contraire qu'il n'y a jamais eu de fait ou plus faux , ou du moins plus équivoque. 1°. Ce prétendu mariage n'a jamais été ni connu ni déclaré du vivant du Comte d'Hautefort ; ses parens , ses amis les plus intimes & ses domestiques n'en ont jamais entendu parler. 2°. Depuis sa mort , non-seulement il a été aussi ignoré que pendant sa vie , mais encore la Demoiselle de Kerbabu a pris soin d'administrer elle-même des preuves décisives que jamais il n'avoit été célébré ; plusieurs de ses lettres , écrites trois & quatre mois après la mort du Comte d'Hautefort , contiennent la reconnoissance précise qu'il n'y avoit jamais eu de mariage ; elle l'a écrit , aussi bien que la Dame sa mere , au sieur Marquis d'O , dont elles réclamoient la protection ; elle l'a écrit au Suppliant lui-même , & dans un tems où elle convient qu'elle ne prétendoit plus garder de mesures avec lui. Peut-on douter que ce ne soit la force de la vérité qui lui ait arraché alors ces déclarations qui serviront toujours à la confondre ? Croit-elle échapper à la force de ces lettres , en disant aujourd'hui en termes vagues qu'elle a été induite par de mauvais conseils à les écrire , comme si c'étoit-là une matiere dans laquelle ont eût besoin de conseils ? Une femme qui perd son mari commence par manifester son état , s'il n'est pas encore connu. Il ne seroit pas même permis d'hésiter pour savoir si , étant femme & veuve , on peut se donner un autre état. D'ailleurs , la Demoiselle de Kerbabu se suffisoit à elle-même sur un point qui l'intéressoit si essentiellement ; elle étoit bien capable de se conduire , & l'on voit que les lettres qu'elle a écrites ne sont que l'effusion naturelle de ses propres



propres sentimens : qu'elle ne s'accuse donc point d'artifice pour couvrir ses suppositions ; la vérité a parlé en elle dans les premiers momens ; la fraude seule a enfanté le système qui a suivi. 3°. Il est vrai qu'elle rapporte un prétendu acte de célébration de mariage , & des lettres du Comte d'Hautefort ; mais le prétendu acte de célébration de mariage ne fait partie d'aucun registre public ; c'est une feuille volante qu'elle a glissée elle-même par adresse dans le registre qui est au Greffe de la Justice Royale. Cette feuille n'y étoit pas certainement au mois de Juin 1727 , plus de quatre mois après la mort du Comte d'Hautefort ; il y en a une preuve décisive , c'est que la Demoiselle de Kerbabu se rendit constamment à Laval dès le mois de Juin 1727 : elle prétend que son unique objet étoit d'y chercher les preuves de son mariage ; si cela avoit été , la première démarche qu'elle auroit faite auroit été de consulter les registres , tant de la Paroisse que du Greffe royal , & elle y auroit trouvé d'abord cette piece si décisive. Cependant ce n'est qu'au mois de Septembre qu'elle prétend elle-même l'avoir trouvée , & s'en être fait donner une expédition : preuve constante qu'elle n'y étoit point auparavant , & qu'elle avoit été fabriquée dans l'intervalle. On ne relevera pas ici une foule d'autres circonstances qui ne permettent pas de douter de la supposition de cette piece ; c'est ce que l'on établira dans son tems ; il suffit , quant à présent , de faire sentir que du moins on doit être fort en garde contre une piece de cette qualité. Les lettres du Comte d'Hautefort ne seroient jamais aussi décisives pour établir la vérité du mariage , que celles de la Demoiselle de Kerbabu pour en établir la fausseté & la chimere ; mais indépendamment de ce parallèle , on a déjà observé que , suivant les dépositions des Experts , ces pieces ont été au moins retouchées par une main étrangère , ce qui ne permet pas de douter qu'elles ne soient ou altérées ou même absolument fausses , du moins pour quelques-unes.

Ces réflexions suffisent pour faire connoître qu'il s'en faut bien que le fait du mariage soit aussi certain qu'on veut le faire entendre. Un mariage ignoré de tout le monde du vivant du Comte d'Hautefort , un mariage désavoué depuis sa mort par la Demoiselle de Kerbabu dans plusieurs de ses lettres , & qui n'est appuyé que sur une feuille volante glissée adroitement dans un registre , plus de trois mois après que la Demoiselle de Kerbabu a été sur les lieux , sous prétexte d'y chercher cette piece : si c'est-là

la base d'une accusation si célèbre, il faut avouer qu'elle porte sur un pivot bien fragile.

Le second fait est qu'il y a eu un contrat de mariage & un testament postérieur à celui du premier Avril 1726. Ce fait est encore manifestement faux.

Premièrement, la Demoiselle de Kerbabu n'a pu trouver aucun témoin qui eût connoissance que ces pieces eussent jamais existé. Seroit-il possible que ce contrat de mariage n'ait été vu de personne, que les Notaires, que les témoins, gens absolument inconnus au Suppliant, se fussent tous refusés à une vérité si intéressante ? Mais il est encore une réflexion plus décisive. S'il y a eu une minute de contrat de mariage chez Ains, Notaire, comme la Demoiselle de Kerbabu le suppose, elle a dû être contrôlée, & s'il y a eu un contrôle, il faut de deux choses l'une, ou que ce contrôle se trouve, ou que le registre du Contrôleur ait été altéré d'une manière bien sensible ; car comment ôter de dessus un registre paraphé la mention d'un acte qui s'y trouve, sans qu'il reste aucun vestige d'un pareil changement ? Cependant il est constant entre les Parties que le registre du Contrôleur existe en bonne forme ; qu'on n'y trouve aucune altération, & qu'il n'y a aucune mention du contrôle du prétendu contrat de mariage du Comte d'Hautefort : donc il est vrai de dire qu'il n'y a jamais eu ni minute ni grosse de contrat de mariage.

On insiste sur cette réflexion, parce qu'elle ne souffre point de réplique ; quand il y auroit eu une minute, ce seroit un fait indifférent ; mais s'il est prouvé qu'il n'y en a point eu, il est impossible que la grosse ait été supprimée : on ne peut donc trop s'attacher à une observation si décisive.

Secondement, s'il y avoit eu une minute de ce prétendu contrat de mariage, le Notaire qui l'auroit livrée seroit sans doute le plus coupable ; cependant il n'est pas même impliqué dans la procédure extraordinaire ; on n'a pas seulement pensé à le faire décréter. N'y a-t-il pas de l'absurdité après cela à faire un crime à d'autres d'avoir supprimé la grosse ?

Pressée par ce raisonnement, la Demoiselle de Kerbabu se réduit à dire que c'est la suppression de la grosse qui l'empêche de prouver la suppression de la minute ; mais ce raisonnement est absurde. Il est vrai que s'il y avoit une preuve décisive de la suppression de la grosse, il faudroit en conclure qu'il y a eu une minute, & qu'elle a été supprimée ; mais il n'est pas vrai que la



suppression de la grosse réduite à l'impossibilité de prouver la suppression de la minute. Quoique la grosse ait été supprimée, on peut avoir des témoins qui aient vu la minute, qui sachent qu'elle a été livrée, qui expliquent les circonstances & les conditions de la remise qui en a été faite: il est donc absurde de rejeter sur un fait l'impossibilité de prouver l'autre.

D'ailleurs la Demoiselle de Kerbabu rend plainte de deux faits, & quand on lui reproche qu'il y en a un qu'elle abandonne, qui est celui de la suppression de la minute, elle croit se sauver en disant que c'est l'autre fait, c'est-à-dire la suppression de la grosse, qui l'a réduite à cette nécessité: mais ce second fait n'est pas plus prouvé que le premier, & par conséquent son excuse est aussi frivole que sa plainte.

Troisièmement, s'il y a quelques lettres ou autres écrits sous signature privée qui parlent de contrat de mariage, ces pièces, quand elles seroient aussi authentiques qu'elles sont faussées, ne suffiroient jamais pour en prouver l'existence; ce n'est point par des énonciations de cette qualité que l'on prouve celle d'un titre si important, & dont on ne trouve aucun vestige dans les dépôts publics qui devroient en faire mention; la foi qui leur est due l'emportera toujours sur de pareils discours.

Mais ces prétendues lettres du Comte d'Hautefort sont aussi fausses que le fait du contrat de mariage; c'est ce qui résulte déjà des dépositions des cinq Experts, & ce qui pourroit bien dans la suite être mis encore dans un plus grand jour. Ces écrits sont donc trop suspects pour pouvoir faire la preuve du fait que la Demoiselle de Kerbabu vouloit établir.

Au reste, on ne peut trop le répéter, ces deux premiers faits sont absolument indifférens à l'objet présent de la contestation. Qu'il y ait eu un contrat de mariage & un acte de célébration, ou qu'il n'y en ait point eu, il ne s'ensuivra jamais qu'il y ait eu une grosse de contrat & un testament dans les papiers du Comte d'Hautefort au moment de son décès, ni qu'ils aient été supprimés.

Il faut donc se renfermer dans les seuls faits qui ont un rapport direct à l'accusation: y avoit-il parmi les papiers du Comte d'Hautefort, au moment de son décès, un contrat de mariage & un testament qui aient été supprimés? On l'a déjà dit, il n'y en a pas le plus léger indice dans toute la procédure extraordinaire. Personne n'a vu ces papiers depuis la mort du Comte d'Hautefort, ni n'a ouï dire qu'ils eussent été vus par d'autres; la cassette du

Comte d'Hautefort n'a point été portée chez Martinon, les domestiques du défunt qui ne l'ont point quitté & qui sont restés même après sa mort, n'ont vu aucun de ses papiers, & attestent qu'il n'y en a aucun qui ait été détourné, brûlé, déchiré ni soustrait. Le Suppliant sortit même de la maison à l'instant du décès de son oncle : ces faits établis par l'information de la Demoiselle de Kerbabu, décident absolument.

Aussi pour les combattre, la Demoiselle de Kerbabu est-elle réduite à imaginer quelques équivoques à l'ombre desquelles elle puisse se sauver.

Pour prouver que ces pieces existoient au moment du décès, elle emploie les deux lettres qu'elle prétend lui avoir été écrites par le Comte d'Hautefort le 7 Septembre & le 15 Décembre 1726. Il y parle, dit-elle, de son contrat de mariage & de son testament, il dit que ces pieces sont dans sa cassette : donc elles ont dû s'y trouver à son décès, autrement il faudroit qu'il les en eût tirées lui-même, & qu'il les eût supprimées, ce qui n'est pas vraisemblable.

Quand on est réduit à de pareilles preuves, ne vaudroit-il pas mieux reconnoître la témérité de son entreprise, que de la soutenir par des argumens si frivoles ?

Il s'en faut bien que ces lettres, ces écrits sous signature privée aient acquis le caractère d'autorité que la Demoiselle de Kerbabu leur attribue. Mais quand cela seroit, seroit-il permis de conclure qu'un homme au moment de sa mort avoit des papiers dans sa cassette, parce qu'il les avoit près de deux mois auparavant ? Il faudroit, dit-on, qu'il les en eût ôtés : voilà donc un effort bien extraordinaire ? Quoi ! il ne sera pas permis de penser qu'en deux mois de tems un homme aura pu ôter des papiers d'une cassette, & cette impossibilité chimérique sera le seul fondement de l'accusation la plus grave qui ait peut-être jamais été intentée ! C'est un excès d'égarement qui n'a point d'exemple.

C'est cependant sur ce raisonnement seul que roule toute la Cause de la Demoiselle de Kerbabu. Le Comte d'Hautefort, dit-elle, m'a mandé qu'il avoit un contrat de mariage & un testament dans sa cassette ; il me l'a mandé le 15 Décembre 1726 ; donc ils ont dû se trouver dans cette même cassette le 7 Février 1727, jour de son décès ; donc ils ont été supprimés, puisqu'ils n'ont point paru lors de l'inventaire. Pour rompre cette prétendue chaîne de faits & de conséquences, il ne faut pas de grands efforts : mille circonstances auroient pu déterminer



à tirer des papiers d'une cassette, depuis le 15 Décembre jusqu'au 7 Février suivant, & assurément on n'exigera jamais d'aucun héritier qu'il rende compte de ce que le défunt a pu faire de son vivant des papiers qu'il pouvoit avoir.

Par-là tombent même les fragmens d'une prétendue enveloppe qui a paru si mystérieusement aux yeux de la Justice. Donnons-lui toutefois pour un moment la force dont il plait à la Demoiselle de Kerbabu de la revêtir, regardons ces lambeaux à demi-brûlés comme les restes d'une piece bien sincere & bien sérieuse: il en résulteroit tout au plus, selon la Demoiselle de Kerbabu elle-même, que le Comte d'Hautefort avoit mis les deux pieces en question dans le paquet & sous une enveloppe pour être envoyées au Château de Saint-Quentin; mais que peut-on conclure de-là? Qu'il avoit ces mêmes pieces au moment de sa mort dans sa cassette? La conséquence seroit absurde; car au contraire il faudroit, de ce qu'il les auroit mis dans une enveloppe pour les envoyer au Château de Saint-Quentin, en conclure qu'il ne les avoit pas au moment de sa mort, & qu'elles n'ont pas pu être supprimées; c'est la seule conséquence qu'il seroit permis d'en tirer: & c'est ainsi que les titres mêmes dont la Demoiselle de Kerbabu fait le plus de bruit, sont précisément ceux qui servent le plus à sa condamnation, & qui mettent dans un plus grand jour l'imposture de son accusation.

Il est vrai que l'on a mis au Greffe de la Cour une révélation anonyme, dans laquelle on suppose que cette enveloppe s'est trouvée dans une salle chez Martinon, lorsque le Suppliant en sortoit, quelques momens après la mort du Comte d'Hautefort: mais cette prétendue révélation est peut-être ce qu'il y a de plus propre dans toute l'affaire à découvrir le caractère d'artifice qui regne dans la conduite de l'Accusatrice. Les preuves lui manquoient de toutes parts, ou plutôt toutes les preuves s'élevoient pour la confondre; dans un état si critique, elle imagine de faire en même tems le personnage d'Accusatrice & de Témoin; & comme elle savoit bien que son témoignage ne seroit pas reçu en Justice, sur-tout sur un fait passé à Paris dans le tems qu'elle étoit au Château de Saint-Quentin près d'Avranches, elle compose une révélation qui n'est adoptée par personne; & pour excuser une forme si bizarre, elle a la modération de faire dire au révélant qu'il ne se nomme point de peur d'être assassiné. Pourroit-on méconnoître à ces traits l'imposture la plus audacieuse?

On ne combattra pas sérieusement une pareille piece; on fait

bien qu'elle ne peut jamais faire aucune charge contre le Suppliant ; autrement il n'y a point d'Accusateur qui ne fût le maître de réussir , en envoyant au Greffe des révélations anonymes : mais ce que l'on prétend tirer de cette piece , est qu'il n'y a rien que la Demoiselle de Kerbabu ne soit capable de tenter pour accabler l'innocence. Depuis que l'on entend parler de procédures criminelles , c'est peut-être pour la première fois qu'il a paru une révélation anonyme ; c'étoit à la Demoiselle de Kerbabu qu'il étoit réservé d'imaginer & de faire jouer de pareils ressorts. Cette crainte d'être assassiné , que l'on attribue au prétendu révélant , est le comble de la diffamation , & n'a été placée dans cet écrit , que pour donner du Suppliant les idées les plus affreuses. Il se flatte de n'avoir jamais fourni matière à le soupçonner de pareilles noirceurs , & qu'il n'y a personne dans le monde qui l'en croie capable : mais pour sauver la Demoiselle de Kerbabu , il falloit donner du Suppliant les idées les plus funestes. *Cui prodest, is fecit.* C'est donc elle qui a imaginé , composé & envoyé au Greffe cet indigne ouvrage ; & après cela elle ne demeureroit pas éternellement couverte d'opprobre ? Et après cela des gens d'honneur pourroient encore s'intéresser pour elle ? Non , l'aveuglement ne peut être porté à un tel excès.

Cette révélation anonyme n'est pas le seul chef-d'œuvre par lequel elle se soit manifestée. On a envoyé en même tems au Greffe un autre papier sous le titre de révélation , dans lequel il n'y avoit pour toutes choses que ces quatre mots : *Soumain , Chirurgien à Paris.* On savoit bien que cela ne signifioit rien ; mais on croyoit que ce mystère affecté pouvoit faire naître des soupçons , & entretenir quelques esprits dans la défiance ; c'étoit tout ce qu'on pouvoit tirer d'une affaire dans laquelle on ne debitoit que des fables. Mais quel a été le sort de cette prétendue révélation ? Soumain a été assigné pour déposer , & il a déclaré qu'il ne connoissoit point le feu Comte d'Hautefort ; qu'il ne savoit rien de tous les faits de la plainte ; que ce n'étoit point lui qui avoit envoyé ce papier au Greffe , & qu'il ignoroit absolument par qui & pourquoi son nom y avoit été écrit.

C'est ainsi que tous les mystères ont tourné à la confusion de la Demoiselle de Kerbabu , & qu'il n'est resté aucun prétexte de soupçon qui pût la favoriser.

Il n'y a donc aucune preuve que le contrat de mariage du Comte d'Hautefort & son testament fussent dans sa cassette , ni parmi ses papiers au moment de son décès ; les lettres , les



autres écrits , l'enveloppe même prouveroient tout au plus , si l'on pouvoit y ajouter foi , que ces actes étoient en la possession du Comte d'Hautefort deux mois avant sa mort ; mais on n'en pourra jamais conclure qu'il les eût au moment de son décès. Les prétendues révélations , impuissantes par elles-mêmes contre les Accusés , démasquent l'Accusatrice , & ne servent qu'à faire connoître qu'il n'y a point de suppositions dont elle ne soit capable.

Voilà donc le fait essentiel démenti par tous les témoins , & destitué de toutes preuves , soit littérales , soit testimoniales : cependant , si ce fait n'est point établi , que devient l'accusation , sinon une calomnie manifeste qui ne peut être trop sévèrement punie ? Passons cependant au dernier fait , & voyons s'il est vrai que l'on ait fouillé dans la cassette du Comte d'Hautefort , & si on en a tiré des papiers qui aient disparu.

La Demoiselle de Kerbabu , dans tout le cours des Plaidoeries & dans ses Mémoires imprimés , avoit soutenu que Mandex avoit porté chez Martinon la cassette de son Maître , suivant les ordres qu'il lui en avoit donnés ; qu'immédiatement après la mort du Comte d'Hautefort , il s'étoit enfermé dans une salle avec le Suppliant , qu'il avoit ouvert la cassette , qu'on en avoit tiré le contrat de mariage & le testament fait à Hauterive , qui avoit été brûlé avec l'enveloppe , dont quelques fragmens s'étoient conservés , & avoient été trouvés comme par miracle. Aujourd'hui le fait change absolument ; on ne retrouve plus aucune de ces circonstances , & le lieu même de la scène est absolument changé.

La Demoiselle de Kerbabu convient expressément , page 8 de son Mémoire employé pour griefs , qu'il ne paroît point par l'instruction que le Comte d'Hautefort ait demandé , & se soit fait apporter sa cassette par Mandex ; elle prétend au contraire que la cassette n'est point sortie de l'Hôtel du Comte d'Hautefort ni de la chambre de Mandex ; qu'elle y a été ouverte en présence de plusieurs personnes avant l'apposition du scellé ; qu'on y a vu plusieurs paquets qui n'ont point été inventoriés ; d'où elle conclut qu'ils ont été soustraits , & qu'on doit présumer que le contrat de mariage & le testament y étoient , & ont été l'objet de la suppression.

Quand il n'y auroit que la contradiction qui regne entre ce nouveau système & celui qu'elle avoit soutenu avec tant d'audace , il n'en faudroit pas davantage pour les décrier tous deux.

La vérité ne varie point ainsi ; les circonstances qu'elle expose sont toujours les mêmes, & chaque preuve qui survient concourt toujours à la confirmer.

Mais sur quoi fonde-t-on le nouvel objet qu'on présente ? C'est uniquement sur le récolement d'une Servante, nommée François Champagne. Elle avoit déposé dans l'information, *que le Comte d'Hautefort étoit mort le 6 Février, & qu'un nommé Gasselin, Homme d'affaires de Madame de Surville, étoit monté avec Mandex dans l'appartement du Comte d'Hautefort, où ils étoient restés long-tems seuls.* Toutes ces circonstances étoient fausses ; le Comte d'Hautefort n'étoit pas mort le 6, mais le 7 ; Gasselin & Mandex n'étoient point montés dans l'appartement du Comte d'Hautefort, & n'y étoient point restés seuls. Au surplus, ces mêmes circonstances étoient absolument indifférentes ; car quand Gasselin & Mandex seroient restés seuls dans l'appartement du Comte d'Hautefort, on ne pourroit pas en conclure qu'ils y auroient pris des papiers : la cassette du Comte d'Hautefort n'étoit pas même dans son appartement, mais dans la chambre de Mandex ; ainsi cette déposition étoit absolument inutile.

Aussi a-t-on fait tous ses efforts pour la faire changer lors du récolement. Le témoin après avoir entendu la lecture de sa déposition, & y avoir persisté, ajoute cependant *que c'est le 7 Février que le Comte d'Hautefort mourut ; que le même jour après midi, & dans le tems qu'on alloit apposer le scellé, Gasselin, Homme d'affaires de Madame de Surville, vint dans la maison, & monta avec Mandex & le nommé Soutet dans la chambre de Mandex, où ils restèrent tous les trois ensemble environ une demi-heure, après laquelle elle Répondante monta les joindre, & resta avec eux environ trois quarts-d'heure, jusqu'à ce que différentes personnes l'appellerent pour aller & venir ; qu'elle présente, Mandex ouvrit une cassette garnie de lames d'acier du feu Comte d'Hautefort, dont il avoit la clef, & vit dans ladite cassette plusieurs paquets cachetés, dont trois ou quatre de la longueur de huit à neuf pouces sur environ cinq de large ; que Gasselin & Soutet demanderent ce que c'étoit ; à quoi Mandex répondit que c'étoient des Lettres de la Marine ; mais n'a point vu qu'on ait ôté aucun papier de la cassette, a seulement vu que Mandex en tira plusieurs louis d'or vieux.*

Quand il n'y auroit rien que de vrai dans cette déposition, elle seroit absolument inutile à la Demoiselle de Kerbabu. Que l'on ait ouvert la cassette l'après-midi, qu'on en ait tiré de vieux louis, que l'on y ait vu des paquets sans en tirer aucun papiers, cela



cela ne prouve ni que le contrat de mariage & le testament en question fussent dans cette cassette, ni qu'ils en aient été ôtés; au contraire le témoin même déclare que c'étoient des lettres de la Marine qui étoient dans ces paquets; c'est-à-dire, les commissions du Comte d'Hautefort de Capitaine de Vaisseau, de Chef d'Escadre, de Lieutenant Général, & autre de cette nature : ce fait n'a donc aucun rapport à l'accusation. Aussi, pour en faire usage, la Demoiselle de Kerbabu est-elle réduite à supposer que dans ces paquets pouvoient être le contrat de mariage & le testament; & ce qui le prouve, dit-elle, est que ces paquets n'ont point été inventoriés. Peut-on donner dans de pareilles illusions? Non-seulement la déposition ne porte point que le contrat de mariage & le testament fussent dans ces paquets, mais elle porte au contraire que c'étoient des lettres de la Marine. Sera-t-il donc permis de changer la déposition pour y substituer tout ce qui convient à l'Accusatrice?

Mais ces paquets, dit-elle, n'ont point été inventoriés; cela donne de justes soupçons. C'est encore un autre fait hasardé avec aussi peu de sincérité que tout le reste; car on a inventorié les lettres de la Marine qui étoient dans la cassette, & qui composoient les trois ou quatre paquets, selon que Mandex l'avoit reconnu. Si l'on n'a pas dit dans l'inventaire que ces lettres étoient dans des paquets, c'est que cela étoit absolument indifférent. On trouve une cassette lors de l'inventaire, on l'ouvre, on en tire des papiers que l'on inventorie; cela suffit, & l'on n'est point obligé de dire que ces titres étoient dans des paquets, parce que cette circonstance n'ajoute rien, n'éclaircit rien, & ne peut être à personne d'aucune utilité.

La déposition de François Champagne, prise en elle-même; ne peut donc être d'aucun secours à la Demoiselle de Kerbabu; elle ne contient rien qui puisse indiquer ni existence, ni soustraction du contrat de mariage ni du testament; au contraire elle prouveroit uniquement que la cassette a été ouverte de bonne foi en présence de plusieurs personnes, que l'on y a vu des paquets contenant des lettres de la Marine, & que l'on n'en a pris aucun.

Mais il est bien étrange d'entendre la Demoiselle de Kerbabu soutenir que le contrat de mariage & le testament étoient alors dans la cassette, & qu'on a pu les en tirer depuis que François Champagne a été fortie de la chambre de Mandex. Comment concilier un fait de cette qualité avec celui de la prétendue révé-

lation anonyme , sur lequel la Demoiselle de Kerbabu a paru faire tant de fond ? Selon cette prétendue révélation , les pieces dont il s'agit avoient été tirées de la cassette le matin , & brûlées chez Martinon ; selon le récolement de Françoise Champagne , la cassette n'a été ouverte que l'après-midi ; on y a vu des paquets qui contenoient des lettres de la Marine , qu'il plait à la Demoiselle de Kerbabu de transformer en un contrat de mariage & un testament. La contradiction est trop sensible ; des pieces brûlées le matin se feroient-elles reproduites le même jour après midi ?

Cependant cette difficulté n'arrête point la Demoiselle de Kerbabu. Pour la lever , elle a recours à la confrontation de cette même Françoise Champagne avec Gasselin , dans laquelle elle a dit : *que ce fut le matin du jour de la mort du Comte d'Hautefort que Gasselin , Mandex & Soutet ouvrirent la cassette dont elle a parlé dans sa déposition , & qu'elle témoin n'étoit point le soir quand on tira de la cassette l'argent nécessaire pour la subsistance des domestiques.* Ainsi , dit la Demoiselle de Kerbabu , il n'est plus nécessaire de faire retrouver le soir des pieces brûlées le matin ; c'est le matin que la cassette a été ouverte , & il n'y a aucune impossibilité que depuis cette ouverture , Mandex se soit saisi du paquet , de l'enveloppe duquel les fragmens existent au procès ; qu'il l'ait porté chez Martinon au Marquis d'Hautefort son nouveau maître , & que ces fragmens se soient trouvés dans la cheminée d'une salle d'où sortoit le Marquis d'Hautefort , d'autant plus que la révélation anonyme ne fixe ni le jour ni l'heure où son auteur a ramassé ces fragmens dans la cheminée de la salle de Martinon. Mais par ces prétendues possibilités , la Demoiselle de Kerbabu ne sauvera pas l'étrange contradiction dans laquelle ce nouvel ordre de faits la précipite , & l'on va voir qu'il est physiquement impossible que les choses se soient passées comme elle le suppose.

Si l'on veut concilier ce fait avec les autres circonstances attestées par presque tous les témoins de l'information , il est certain qu'au moment de la mort du Comte d'Hautefort , le Suppliant étoit chez Martinon , aussi bien que Mandex , Brunet , Gentil & Bourguignon , domestiques du défunt , & que le Suppliant en sortit aussi-tôt pour se retirer à l'hôtel de Pompadour. Gentil a déposé que *Mandex , aussi-tôt le décès de son maître , s'en fut , & M. de Surville aussi.* Brunet dépose de même que *M. de Surville se retira environ les neuf heures , après que lui Brunet lui eut dit de s'en aller.* Ainsi il est constant que le Suppliant ne resta point chez



Martinon depuis la mort de son oncle. La Demoiselle de Kerbabu l'a reconnu elle-même, pag. 13 du Mémoire imprimé qu'elle distribua en 1721. Après avoir dit que Mandex apporta la cassette chez Martinon quand il vit que son maître étoit sans connoissance, elle ajoute, *que peu de tems après la mort du Comte d'Hautefort, le Marquis d'Hautefort & Mandex sortirent de la maison de Martinon; & qu'avant l'apposition des scellés, Mandex, accompagné d'un nommé Gasselin, monta dans l'appartement du Comte d'Hautefort, où ils restèrent long-tems seuls.*

Le Suppliant sortit donc de chez Martinon aussi-tôt que son oncle fut mort. Cependant, selon les nouvelles idées de la Demoiselle de Kerbabu, il faudroit qu'il y fût resté plus de trois heures. Elle suppose que Mandex est sorti seul de chez Martinon; qu'il a été à l'hôtel du Comte d'Hautefort, ce qu'il n'auroit pu faire en une demi-heure de tems, (on fait la distance qu'il y a de la rue Culture-Sainte-Catherine où demouroit Martinon, à la rue de Varenne, fauxbourg Saint-Germain, où demouroit le Comte d'Hautefort); qu'il est monté dans sa chambre où il a été d'abord une demi-heure avec Soutet & Gasselin, & ensuite trois quarts-d'heure avec François Champagne; que depuis il a pris un paquet, & est retourné chez Martinon trouver le Suppliant: tout cela auroit consumé au moins deux heures & demie ou trois heures de tems. Comment donc, on le répète, concilier ces suppositions avec le fait constant au procès que le Suppliant est sorti de chez Martinon immédiatement après la mort de son oncle?

D'ailleurs, n'y a-t-il pas de la folie & de l'absurdité à supposer que le Suppliant soit resté tranquillement pendant trois heures chez ce Chirurgien à attendre qu'on lui apportât des papiers pour les y brûler; que Mandex, sachant que le Suppliant l'attendoit, fût demeuré une heure & demie dans sa chambre à ne rien faire, au lieu de courir avec empressement pour satisfaire l'impatience que l'on doit supposer dans son nouveau maître? La contradiction & l'absurdité dans le système de l'Accusatrice ne peuvent donc être portées plus loin.

On s'est peut-être trop arrêté à combattre la fable imaginée par la Demoiselle de Kerbabu au sujet des discours de François Champagne; mais il n'y a que ce témoin seul qui en ait fourni le prétexte à la Demoiselle de Kerbabu. On a fait voir que tout ce que ce témoin avoit dit étoit sans conséquence, ou plutôt s'élevoit même contre la prétention de la Demoiselle de Kerbabu;

on a fait voir que les raisonnemens de la Demoiselle de Kerbabu étoient absurdes , & ne faisoient que la précipiter dans des contradictions dont il lui étoit impossible de se retirer ; mais on auroit pu sapper tout d'un coup cet édifice de présomptions & de possibilités , en observant que , de tous les témoins qui ont été entendus , François Champagne est peut-être celle qui mérite le moins que l'on s'arrête à ses discours , par les variations perpétuelles dans lesquelles elle est tombée.

Dans sa déposition elle dit que le Comte d'Hautefort mourut le 6 Février ; elle est convenue depuis au récolement que c'étoit le 7. Elle dit dans sa déposition , que Gasselin & Mandex furent dans l'appartement du Comte d'Hautefort , où ils restèrent long-tems seuls ; dans son récolement elle change , & dit que Gasselin, Soutet & Mandex monterent dans la chambre de Mandex. Dans sa déposition elle ne dit pas un mot de la prétendue ouverture de la cassette en sa présence , ni des paquets cachetés ; ce n'est que depuis , & dans son récolement , qu'elle a imaginé ce fait. Dans sa déposition elle dit que le scellé ne fut apposé que le lendemain de la mort ; dans son récolement elle convient que ce fut le jour même. Enfin ce qui doit achever de lui faire perdre toute confiance est visible. Dans son récolement elle dit expressément que Mandex ne monta dans sa chambre & n'y ouvrit la cassette que l'après-midi & lorsqu'on alloit apposer le scellé ; dans ses confrontations avec le Suppliant, Soutet & autres , elle persiste purement & simplement ; cependant lorsqu'elle est confrontée avec Gasselin , elle s'avise de dire pour la première fois que c'est le matin que la cassette a été ouverte en sa présence. Un témoin si peu d'accord avec lui-même ne mériteroit pas que l'on fît de si longs raisonnemens sur ses discours ; le Suppliant auroit pu se dispenser d'y répondre ; il l'a fait cependant pour faire connoître qu'il n'y avoit pas un seul témoin , même de ceux qui paroissent les plus suspects , qui ne servît à sa justification. Car enfin , tout ce qui résulte des discours de François Champagne est que le jour de la mort du Comte d'Hautefort on a ouvert sa cassette en présence de plusieurs personnes , qu'on y a vu des paquets que Mandex a déclaré être des lettres de la Marine ; qu'on n'en a tiré aucun papier , mais seulement de vieux louis. Quel rapport tout cela a-t-il avec la suppression d'un contrat de mariage & d'un testament ? Ce ne sont pas les raisonnemens arbitraires de l'Accusatrice que l'on prendra pour règle , ce sont les faits des dépositions pris dans toute leur simplicité. Il faut donc rejeter tout ce que la Demoi-



felle de Kerbabu hasarde chaque jour au gré de son imagination, sur-tout quand on la voit tomber à chaque instant dans de nouvelles contradictions.

C'est ce que l'on va encore reconnoître par rapport à une dernière circonstance qu'il lui a plu de relever, & qu'elle tire des interrogatoires du Suppliant & autres Accusés.

Dans ces interrogatoires, le Suppliant est convenu que quelques jours après la mort de son oncle, Mandex lui remit, à l'hôtel de Pompadour où il demouroit, une grande quantité de lettres qui étoient arrivées au Comte d'Hautefort pendant sa maladie, & même depuis sa mort; qu'ayant distingué celles qui pouvoient concerner la Marine pour les remettre à M. de Maurepas, il avoit brûlé les autres. La Demoiselle de Kerbabu saisit aussi-tôt un fait si naturel, si simple, si innocent, & par mille équivoques voudroit faire entendre que le contrat de mariage & le testament pourroient bien faire partie de ces papiers brûlés à l'hôtel de Pompadour. Mais ne mettra-t-elle donc jamais de fin à ses contradictions, & les mêmes pieces auront-elles été supprimées & brûlées en tant d'endroits différens?

D'abord la cassette avoit été portée chez Martinon; là elle avoit été ouverte, les papiers en avoient été tirés, & sur le champ consumés par les flammes dans l'instant même du décès; dans la suite, la cassette n'est point sortie de la chambre de Mandex; c'est-là qu'elle a été ouverte, les papiers en ont été tirés, & ont été portés chez Martinon où ils ont été brûlés le jour même de la mort du Comte d'Hautefort, mais plusieurs heures après le décès. Enfin ces mêmes papiers n'ont été remis au Suppliant que trois ou quatre jours après à l'hôtel de Pompadour, & c'est-là qu'il les a brûlés. Quand on est capable de proposer tant d'idées différentes, & toujours avec la même confiance, il n'y a plus rien qui puisse être à l'abri de la calomnie; on peut faire des crimes de tout, & y impliquer indifféremment toute sorte de personnes; l'Accusatrice sera inépuisable en ressources, en forgeant chaque jour des systèmes contraires les uns aux autres, sans ménager ni vraisemblance, ni possibilité.

Mais sur quoi est appuyée cette nouvelle idée? On demande, dit-elle, à Mandex en quoi consistoient les papiers que Bourguignon lui remit à l'instant de la mort du Comte d'Hautefort; & il répond qu'ils *consistoient en différentes lettres; qu'il n'en sait pas le nombre, mais qu'il y en avoit bien trente ou quarante, & peut-être plus, sans pouvoir le dire, ne les ayant pas pu compter.*

On lui demande encore, si parmi ces lettres il n'y en avoit pas une de la Demoiselle de Kerbabu non ouverte & cachetée ; il répond qu'il n'a point vu de lettre qui ne fût décachetée ; que cependant cela peut être , parce que , comme Bourguignon les lui remit toutes en un paquet roulé qu'il n'a point défait , il n'y fit pas d'attention ; qu'il a gardé ce paquet deux jours ou environ , & l'a remis ensuite au Marquis d'Hautefort.

Il résulte de ces réponses , dit la Demoiselle de Kerbabu , que Mandex a remis au Marquis d'Hautefort un rouleau de papiers. Il suppose que Bourguignon le lui avoit remis à lui-même ; mais c'est une imposture ; car Bourguignon a déposé que la veille de la mort du Comte d'Hautefort il lui arriva trois lettres, dont une étoit de la Demoiselle de Kerbabu ; qu'il lui lut les deux autres ; & qu'aussi-tôt après son décès il remit à Mandex la lettre de la Demoiselle de Kerbabu toute cachetée. Ce n'est donc pas un rouleau de papiers qui a été remis par Bourguignon, mais une lettre seule ; si Mandex a remis d'autres papiers au Marquis d'Hautefort , il faut qu'il les ait pris dans la cassette.

Tout ce raisonnement ne roule que sur une supposition de la part de la Demoiselle de Kerbabu. Elle prétend que Bourguignon n'a remis qu'une seule lettre à Mandex ; mais ce n'est pas-là ce que Bourguignon a déposé. Il déposoit sur le point de savoir si la Demoiselle de Kerbabu étoit mariée avec le Comte d'Hautefort : dans cet objet il ne parle que de ce qui a rapport à la Demoiselle de Kerbabu ; il rend compte d'une lettre reçue de sa part la veille de la mort du Comte d'Hautefort , & de la remise qu'il fit de cette lettre à Mandex ; mais il n'a pas prétendu dire par-là qu'il n'ait remis que cette piece seule ; cela étoit même impossible , car il étoit arrivé au Comte d'Hautefort , pendant le cours de sa maladie , beaucoup de lettres. Gentil a déclaré à la confrontation qu'il n'avoit point vu au Comte d'Hautefort d'autres papiers chez Martinon que quelques lettres qui lui arrivoient par la poste. La veille même de sa mort il en arriva trois ; il n'étoit pas naturel que Bourguignon & Gentil , laquais du Comte d'Hautefort , gardassent ses lettres après sa mort ; il pouvoit y en avoir plusieurs auxquelles il convenoit de faire réponse ; il étoit donc nécessaire qu'ils les remissent entre les mains de Mandex pour les remettre au Suppliant : c'est ce qui a été fait , comme Mandex l'a déclaré.

Ce n'est donc pas une seule lettre qui a été remise à Mandex , comme la Demoiselle de Kerbabu le suppose , c'est un rouleau



composé de toutes les lettres qui avoient été portées chez Martinon , entre lesquelles il y en avoit une de la Demoiselle de Kerbabu.

Mais la Demoiselle de Kerbabu n'en reste pas à cette première équivoque. Après avoir relevé une contradiction chimérique entre la déposition de Bourguignon & la réponse de Mandex , elle en imagine une autre de même nature entre les réponses du Suppliant & celles de Mandex. On vient de voir que Mandex a déclaré avoir reçu de Bourguignon , le jour de la mort du Comte d'Hautefort , un paquet roulé dans lequel il y avoit trente ou quarante lettres , & peut-être plus , sans pouvoir le dire , ne les ayant pu compter. Le Suppliant au contraire, interrogé si Mandex ne lui avoit pas remis plusieurs lettres , a dit que *Mandex lui remit, trois ou quatre jours après la mort , une prodigieuse quantité de lettres cachetées ; qu'il y en avoit au moins de quoi remplir un boisseau.* Il y a , dit-on , en cela deux contradictions ; l'une en ce que le maître dit qu'il a reçu une prodigieuse quantité de lettres de Mandex , & que le domestique ne parle que de trente ou quarante ; l'autre , en ce que le maître dit qu'elles étoient cachetées , & que le domestique dit qu'il n'en a point vu qui ne fût décachetée.

Mais pour faire tomber tout d'un coup les prétendues contradictions , il n'y a qu'à observer que Mandex n'a jamais parlé que du rouleau de papier que Bourguignon lui remit chez Martinon le jour même de la mort ; & que le Suppliant au contraire a parlé de celles qui lui furent remises trois ou quatre jours après la mort.

Il est aisé de concevoir qu'il étoit arrivé chez le Comte d'Hautefort une grande quantité de lettres pendant près de quinze jours qui s'étoient écoulés depuis le commencement de sa maladie jusqu'au jour qu'elles furent remises au Suppliant. Le Comte d'Hautefort étoit prêt à prendre le commandement d'une Escadre composée de vaisseaux armés tant à Brest qu'à Toulon ; il recevoit chaque jour une foule de lettres de toutes parts d'Officiers de Marine , outre celles de ses amis & des personnes qui pouvoient avoir des affaires avec lui ; on juge bien que pendant sa maladie on n'en portoit chez Martinon qu'un petit nombre de celles que l'on pouvoit juger être le moins propres à le fatiguer ; toutes les autres restoient chez lui , & ont été rassemblées avec celles qui survinrent depuis la mort , pour être remises au Suppliant trois ou quatre jours après.

Bourguignon a donc pu en remettre le jour de la mort à Mandex trente ou quarante qui s'étoient trouvées chez Martinon; & Mandex a pu & dû en remettre une bien plus grande quantité au Suppliant trois ou quatre jours après la mort.

Quant à ce que dit Mandex, qu'il n'a point vu de lettres qui ne fût décachetée, & que le Suppliant a dit qu'il lui avoit remis une prodigieuse quantité de lettres cachetées, il est encore facile de concilier ces réponses. Quand on considère toujours que Mandex ne parle que des lettres qui étoient chez Martinon, & qui lui furent remises le jour de la mort, & que le Suppliant parle de toutes celles qui étoient restées chez le Comte d'Hautefort, soit avant & depuis son décès, les premières devoient être presque toutes décachetées, parce qu'on ne les avoit portées chez le Chirurgien que pour les ouvrir; les autres ne le devoient point être, puisqu'elles n'avoient jamais été présentées au Comte d'Hautefort. Mandex parle des premières, & dit qu'il n'en a point vu qui ne fût décachetée; que cependant cela pouvoit être; ainsi il n'affirme rien; ce qui suffiroit pour écarter la contradiction. Le Suppliant parle des dernières, & ne dit pas qu'il n'y en eût point de décachetées, mais qu'il y en avoit une prodigieuse quantité de cachetées, parce qu'en effet il en étoit resté une bien plus grande quantité chez le Comte d'Hautefort qu'on n'en avoit porté chez Martinon.

La prétendue contradiction se dissipe donc d'elle-même, quand on distingue les différens objets auxquels s'appliquent les réponses du Suppliant & de Mandex.

Que le Suppliant ait brûlé les lettres qu'il a vu inutiles, c'est ce qui ne peut jamais faire la matière d'aucun reproche. Que voudroit-on que l'on fit de tant de lettres inutiles & pour l'État & pour la famille? Mais il les a brûlées sans les lire; comment a-t-il pu juger qu'elles étoient inutiles? La réponse est dans l'objection même; car on juge bien que pour avoir reconnu qu'elles étoient inutiles, il faut y avoir jetté un premier coup-d'œil; mais souvent ce premier coup-d'œil suffit; & sans se donner la peine de les lire, on juge facilement qu'elles ne sont bonnes qu'à mettre au rebut; c'est ce qui arrive tous les jours à ceux qui reçoivent beaucoup de lettres. Le Suppliant a donc brûlé celles qui lui ont paru de cette qualité; & ce parti étoit d'autant plus facile à prendre, que ces lettres venoient de personnes avec lesquelles toute relation étoit éteinte depuis la mort de celui à qui elles étoient adressées. Il n'y a donc rien en tout cela que la malignité



gnité la plus envenimée puisse empoisonner : & la Demoiselle de Kerbabu se flatte trop , si destituée de toutes preuves , & condamnée même par ses propres témoins , elle s'imagine qu'à force d'équivoques & de présomptions , elle formera un corps de délit de la conduite la plus pure & la plus régulière.

Ainsi d'un grand nombre de chefs dont elle avoit enflé son accusation , elle est obligée de reconnoître qu'il n'y en a aucun de prouvé ; elle n'insiste que sur un seul : encore pour lui donner quelque foible apparence , est-elle réduite à contmenter les discours d'un témoin unique. Sa déposition , son récolement , sa confrontation ne disent rien du fait que la Demoiselle de Kerbabu a entrepris d'établir ; mais elle a cru y trouver quelque prétexte d'imaginer & de supposer tout ce que le témoin ne dit pas , & ce qu'il contredit même précisément. Voilà à quoi se réduit le dernier effort qu'elle a fait dans son Mémoire.

Mais toute la procédure extraordinaire s'élève contre ces imaginations. Il n'y a point eu de minute ni de contrôle de contrat de mariage , cela est établi par le registre du Contrôleur ; personne n'en a jamais vu la prétendue grosse , personne n'a entendu dire qu'elle ait existé au moment de la mort du Comte d'Hautefort ; aucun papier n'a été vu chez Martinon , aucun n'a été soustrait chez le Comte d'Hautefort ni ailleurs ; les témoins , les Accusés , tous sont d'accord sur ce fait décisif.

Que reste-t-il donc à l'Accusatrice , que la honte d'avoir osé débiter des calomnies si atroces ; d'avoir scandalisé tous les Tribunaux par ses emportemens contre des personnes dont l'innocence est établie par la procédure même qu'elle avoit imaginée pour les noircir ; d'avoir séduit tant de monde par de fausses promesses , & enfin d'avoir tenté , pour se soutenir dans tout le cours de cette affaire , les coups les plus téméraires & les plus criminels ?

Y a-t-il après cela des peines assez sévères pour réprimer l'audace de celle qui a osé se porter à de si grands excès ? Croit-on qu'une condamnation modique de 10000 liv. de dommages & intérêts puisse être proportionnée à l'énormité d'une injure si sanglante ? Que deviendra la tranquillité publique , l'honneur & la réputation des personnes les plus pures , si on en est quitte , après les avoir diffamées , pour essuyer une peine si légère ? Si l'honneur est plus cher que la vie , pourquoi ne punit-on pas plus sévèrement ceux qui ont tendu des pièges à l'innocence pour la flétrir , que ceux qui ont attenté sur les jours des Citoyens ? Tout

demande vengeance contre de si noires entreprises : les Officiers du Châtelet ne l'ont prononcée qu'avec une réserve & une modération dont le Suppliant auroit pu se plaindre ; la moindre chose qu'il puisse attendre de la Justice suprême du Tribunal faisi de l'appel , est qu'il confirmera cette Sentence dans toutes ses parties.

Ce considéré, Nossseigneurs , il vous plaise donner acte au Suppliant , de ce que pour réponse au Mémoire imprimé de la Demoiselle de Kerbabu , employé pour griefs contre la Sentence du Châtelet du 23 Mai 1730 , il emploie le contenu en la présente Requête. Ce faisant , mettre l'appellation au néant ; ordonner que ce dont est appel sortira son plein & entier effet ; condamner l'appellante en l'amende & aux dépens : & vous ferez bien.

## F A C T U M.

( L'Affaire  
ayant été  
portée à la  
Grand'Chan-  
bre assem-  
blée ).

**L**E nombre & la qualité des crimes dénoncés par la Demoiselle de Kerbabu paroissent propres à attirer toute l'attention du Public & toute la sévérité de la Justice ; suppression d'un testament & de la grosse d'un contrat de mariage ; enlèvement de la minute des mains d'un Officier public qui en étoit le dépositaire ; altération d'un registre du contrôle ; lacération de deux feuillets du registre des mariages. Pouvoit-on porter plus loin l'audace & la méchanceté ? La foi publique se trouvoit violée jusques dans les dépôts les plus sacrés , & l'état des hommes n'auroit plus rien d'assuré , si de tels attentats pouvoient demeurer impunis.

C'est l'excès même de ces crimes dont la Demoiselle de Kerbabu a osé rendre plainte , qui lui a ouvert des routes si faciles pour instruire son accusation. On a cru devoir profiter des éclaircissemens que tout genre de preuve pouvoit administrer : & jusqu'à ce que la vérité eût été pleinement découverte , on a interdit à l'Accusé tout ce qui pouvoit traverser les recherches de l'Accusatrice.

Mais enfin , quel a été le fruit de ces recherches qui devoient découvrir tant de mystères ? Non-seulement on n'a pas pu trouver un coupable contre qui s'élevât le moindre indice , mais on n'a pas pu même établir un corps de délit. Les principaux crimes ont disparu ; la Demoiselle de Kerbabu n'a osé entreprendre d'en



faire la preuve, & pour écarter jusqu'au plus léger soupçon des autres, elle a fourni elle-même dans ses écrits, dans sa conduite, & dans ses informations, des armes si puissantes à l'Accusé, que tout concourt à le faire absoudre.

C'est ce que les premiers Juges ont reconnu; ils n'ont trouvé dans cette accusation si célèbre qu'une vexation outrée; ils ont cru qu'il étoit de leur devoir de la réprimer par une condamnation, qui sans être proportionnée à l'offense, pût cependant contenir ceux qui seroient tentés de suivre un exemple si dangereux. La Demoiselle de Kerbabu peut-elle se flatter aujourd'hui d'un événement plus heureux sur l'appel?

Le Comte d'Hautefort, Lieutenant Général des Armées Navales, avoit toujours aimé tendrement le Comte de Surville son neveu, qu'il regardoit comme le seul héritier de sa Maison. Plein de ces sentimens, il fit son testament olographe à Paris le premier Avril 1726, par lequel il l'institua son légataire universel, le chargeant seulement d'acquitter quelques legs pieux & quelques récompenses qu'il laissoit à ses anciens domestiques.

Peu de tems après le Comte d'Hautefort se rendit à Brest, & delà à Hauterive. Plusieurs Officiers de Marine l'y accompagnèrent. Il y reçut aussi quelques Dames, & entre autres la Comtesse d'Epinay sa sœur, la Demoiselle de Kerbabu, & la Demoiselle de Belingant; mais la maladie dont il fut attaqué ne lui permit pas de profiter beaucoup de cette Compagnie. Il partit d'Hauterive à la fin d'Octobre. Sa santé toujours chancelante se soutint jusqu'au mois de Janvier 1727, qu'il se fit transporter chez Martinon, Chirurgien, rue Culture-Sainte-Catherine, où il mourut le 7 Février, entre neuf & dix heures du matin.

Le Comte de Surville s'étoit rendu auprès de lui, sur la nouvelle du danger où il se trouvoit. Il ne le quitta pour passer dans l'anti-chambre, que quand il le vit prêt à rendre les derniers soupirs. La mort lui ayant été annoncée quelques instans après, il se retira aussi-tôt à l'Hôtel de Pompadour, chez le Marquis d'Hautefort son oncle, avec lequel il demouroit.

Pendant qu'il s'y livroit à l'excès de sa douleur, le Commissaire Parent apposa le scellé dans la maison du Comte d'Hautefort, rue de Varenne. On trouva d'abord le testament olographe, par lequel le Comte de Surville étoit nommé légataire universel.

Il ne prévoyoit pas que cette succession, assez modique en elle-même, alloit exciter un orage qui devoit l'agiter tant d'an-

nées, & encore moins qu'il dût venir d'une personne étrangère à la famille, & qui lui étoit absolument inconnue.

Cependant deux mois & demi après la mort du Comte d'Hautefort, il reçut une lettre du Marquis d'O, par laquelle il lui mandoit qu'il en avoit reçu deux de deux personnes qui se disoient ses parentes; qu'il ne les connoissoit point & ne les avoit jamais vues; que l'ayant cherché à Versailles pour les lui communiquer, & ne l'ayant pas trouvé, il prenoit le parti de les lui envoyer par son fils.

Le paquet en effet renfermoit deux autres lettres, l'une de la Dame de Saint-Quentin, & l'autre de la Demoiselle de Kerbabu.

La Dame de Saint-Quentin mandoit au Marquis d'O, que *l'une de ses filles étoit sur le point d'épouser le Comte d'Hautefort; il l'avoit fiancée*, dit-elle, *& le contrat de mariage écrit dès le mois de Septembre: sa maladie retarda la noce jusqu'à son retour de Paris.... mais enfin, le Seigneur en a disposé autrement, il faut, sans murmurer, se soumettre à sa volonté & à sa providence.* Après ce préambule, qui préparoit à la demande qui suit, la Dame de Saint-Quentin ajoutoit: *Il a fait un testament, je vous demande la grace de parler à M. le Marquis d'Hautefort, oncle de celui d'aujourd'hui, non pas que j'aie dessein d'avoir aucun procédé avec lui, je l'honore trop pour cela; mais il est si équitable, que je suis persuadée qu'il ne s'opposera pas, & qu'il se portera lui-même à effectuer les volontés d'un frere qu'il aimoit tendrement.*

La lettre de la Demoiselle de Kerbabu ne présentoit que les mêmes objets. *J'étois sur le point d'épouser M. le Comte d'Hautefort, Monsieur, il y a même un contrat de mariage écrit; je viens d'avoir le malheur de le perdre: un tel engagement l'auroit peut-être fait écrire des volontés qu'il ne me convient point d'éclaircir avec M. le Marquis d'Hautefort; me refuserez-vous, Monsieur, de lui en parler, seulement pour lui faire connoître que cet engagement n'a point de rapport à tous ceux dont Messieurs de la Marine sont taxés quelquefois? Je ne doute pas même que M. le Marquis d'Hautefort ne soit informé de cela, & vous jugez bien, Monsieur, que cette formalité de contrat n'est plus pour moi qu'un nouveau chagrin, & que je vous prie de tenir secret entre Monsieur son frere & vous.*

La Demoiselle de Kerbabu écrivit ensuite directement au Comte de Surville. Elle lui mande, *qu'elle s'est déjà expliquée avec lui touchant les volontés de M. le Comte d'Hautefort, dont il m'a, dit-elle, donné connoissance; mais n'ayant aucune réponse,*



*j'ai cru en vous faisant parler par le Marquis d'O, que vous diriez quelque chose de positif du dernier testament : tout cela a été inutile. Ainsi, Monsieur, avant que d'entrer dans aucune discussion, je crois devoir vous demander vos intentions. Vous ne vous plaindrez pas, Monsieur, de ma trop grande vigilance, puisqu'il y a près de trois mois que j'attends à voir quel parti vous prenez. Il n'est pas surprenant qu'étant sur le point d'épouser M. le Comte d'Hautefort, il m'ait voulu du bien : vous devez même avoir trouvé la copie du contrat de mariage. Le style de cette lettre est bien différent de celui des deux premières ; on persiste à la vérité à reconnoître qu'il n'y avoit point de mariage ; mais sur le fait du testament, on prend un ton plus haut, on menace même d'entrer en discussion : c'est une espece de déclaration de guerre.*

Le Comte de Surville peu inquiet de ces menaces, répondit à la Demoiselle de Kerbabu sans beaucoup de ménagement. *Je ne sçai quel éclaircissement vous pouvez desirer de moi, Mademoiselle. Je veux bien vous mettre l'esprit en repos sur le testament dont je vous envoie une copie devant Notaire. Si vous y étiez nommée, j'ai trop de respect pour la mémoire de feu mon oncle, pour que vous n'en fussiez pas informée. A l'égard du prétendu mariage, je vous conseille d'en oublier jusqu'à l'imagination ; personne n'en fera la dupe, & M. d'Hautefort étoit trop connu & trop estimé pour en pouvoir être soupçonné à son âge ; & tout ce que vous en pourrez dire ne peut que faire beaucoup de tort à votre réputation, vous faire des ennemis de toute sa famille, & au bout de cela ne persuader à personne. Faites-moi la grace de croire, Mademoiselle, que je vous donne un bon conseil.*

Cette lettre qui ne laissoit aucune espérance à la Demoiselle de Kerbabu, & qu'elle a depuis représentée comme une piece dans laquelle on avoit poussé l'insulte aux derniers excès, attira au Comte de Surville une réponse fort haute de la part de la Demoiselle de Kerbabu ; mais toute sa colere & la rupture ouverte entre le Comte de Surville & elle ne purent encore lui inspirer l'idée d'un mariage célébré avec le Comte d'Hautefort. Au contraire, dans sa réponse, qui est du 14 Mai 1727, elle lui dit : *A l'égard de vos avis, vous me permettez de vous dire, Monsieur, qu'une fille comme moi n'a pas besoin d'en chercher ailleurs. Je n'ignore pas non plus l'estime générale qu'avoit M. votre oncle ; il étoit trop des amis de ma famille pour ne le pas connoître & sa réputation ; & c'est sur ce pied-là que je l'eusse épousé, la chose lui faisant autant d'honneur qu'à moi. Notre contrat de mariage fut*

*fait le mois de Septembre , comme vous ne l'ignorez pas , & si sa santé ne l'avoit pas obligé d'aller à Paris , ce qui retarda notre mariage , il seroit fait à présent.*

Il faudroit être livré à une présomption bien aveugle pour n'être pas frappé de tant de lettres écrites par la mere & par la fille dans le cours de trois mois entiers. Elles y supposent à la vérité un projet de mariage , auquel on est persuadé que le Comte d'Hautefort n'a jamais pensé ; mais l'illusion n'avoit point été portée plus loin , & elles convenoient l'une & l'autre que le Comte d'Hautefort n'avoit jamais pris d'engagement.

Le Comte de Surville , persuadé de plus en plus de cette vérité , par des lettres qui s'expliquoient si clairement , demeura tranquille plusieurs mois , & oublia entierement la Demoiselle de Kerbabu. Il fut bien surpris d'apprendre dans la suite qu'elle prenoit la qualité de veuve du Comte d'Hautefort , & qu'elle prétendoit , contre des reconnoissances si précises & si réitérées , qu'elle l'avoit épousé. Une nouvelle à laquelle il devoit si peu s'attendre l'obligea de rechercher quelles avoient été les démarches de la Demoiselle de Kerbabu , depuis les lettres qu'elle lui avoit écrites. Il sçut qu'elle avoit été dans le Maine sous des noms empruntés , & qu'elle avoit fait plusieurs tentatives pour se procurer un faux contrat & un faux acte de célébration de mariage. Il se détermina à en rendre plainte ; mais il fut prévenu de quelques jours par la Demoiselle de Kerbabu , qui étant arrivée à Paris , commença la procédure dans laquelle il faut aujourd'hui se renfermer.

Sa plainte est du 14 Janvier 1728. Après y avoir exposé le fait de son prétendu mariage célébré , selon elle , dans la Chapelle du Château d'Hauterive , le 19 Septembre 1726 , elle ajoute qu'il avoit été précédé d'un contrat passé devant le Chainge & Duchast, Notaires Royaux de Laval , le 7 du même mois , par lequel le Comte d'Hautefort avoit reconnu avoir reçu la somme de 15000 livres à compte des 75000 livres de dot qu'elle promettoit de lui apporter ; que le Comte d'Hautefort avoit encore reconnu avoir reçu d'elle les 60000 livres restant , suivant sa quittance sous signature privée du 2 Octobre 1726 ; que peu de jours après , le Comte d'Hautefort fut mandé à la Cour. . . . Que le 6 Février son corps fut rapporté mort en son Hôtel , sans qu'elle ait pu apprendre de quelle maladie , ni en quel lieu il étoit décédé , par le soin extrême que ses parens & ses héritiers avoient pris non-seulement de congédier , mais encore d'écarter



de Paris jusqu'au dernier de ses Domestiques. . . . . Que n'ayant appris que long-tems après , & par la voie publique , la mort du Comte d'Hautefort , elle seroit tombée dans une maladie longue & dangereuse. . . . Qu'étant arrivée à Paris , elle a appris que le testament olographe fait à Hauteville par le sieur Comte d'Hautefort , & rappelé dans plusieurs de ses lettres , avoit été vu & lu de plusieurs personnes depuis son décès. Qu'à l'égard de son contrat de mariage , le Notaire qui l'avoit reçu lui en a refusé la grosse , lui ayant dit qu'il l'avoit délivrée à feu M. le Comte d'Hautefort. Que depuis le décès de mondit sieur le Comte d'Hautefort , ses héritiers , tâchant de contester son état , ont supprimé , comme il a été dit , la grosse de son contrat de mariage , & encore le testament où elle étoit qualifiée épouse du sieur Comte d'Hautefort , & encore pratiqué plusieurs manœuvres , intrigues & mauvaises voies , pour supprimer les pieces originales & autres établissant son droit.

Cette plainte , qui est comme la base de toute la procédure , renferme plusieurs circonstances , dont l'absurdité ou la fausseté évidente suffiroit pour faire tomber l'accusation.

On parle d'un contrat de mariage passé devant le Chainge & Duchast , Notaires Royaux de Laval , & il n'y en a jamais eu de ce nom , ni dans la Ville de Laval , ni dans toute la Province du Maine.

La Demoiselle de Kerbabu a parlé , selon elle , au Notaire qui a reçu la minute du contrat ; & cependant elle ne le connoît pas , & en nomme deux autres qui n'ont jamais existé.

Elle lui en a demandé une expédition , & il l'a refusée , sous prétexte qu'il l'avoit délivrée au Comte d'Hautefort ; comme s'il y avoit un Notaire capable de refuser à une veuve une expédition de son propre contrat de mariage , & que la Demoiselle de Kerbabu n'eût pas eu assez de crédit pour le forcer à satisfaire à une demande si juste.

Le contrat de mariage portoit une quittance , dit-on , de 15000 livres , à compte de 75000 livres de dot que la Demoiselle de Kerbabu promettoit d'apporter , & depuis le Comte d'Hautefort a reconnu avoir reçu les 60000 livres par un acte sous seing-privé , du 2 Octobre 1726 : cependant la prétendue quittance du 2 Octobre est des 75000 livres en entier.

On ajoute que les parens & héritiers du Comte d'Hautefort ont non-seulement congédié , mais encore écarté de Paris jusqu'au dernier de ses domestiques : cependant ils s'y sont trouvés

tous, & il n'y en a pas un seul que la Demoiselle de Kerbabu n'ait fait entendre dans ses informations.

Qu'elle idée peut-on se former d'une accusation qui commence par des suppositions si manifestes ? Ce qui suit répondra parfaitement à un début si capable de faire juger du caractère de l'accusation.

Par un Monitoire qu'elle fit publier le 3 Février 1728, elle ajouta que l'on avoit lacéré deux feuillets du registre des mariages de la Paroisse d'Argentré, même que l'on avoit tenté la fidélité du Greffier de la Justice de Laval pour lui en faire remettre la minute.

Enfin par une Requête du 25 Mai 1728, elle demanda acte de la plainte qu'elle rendoit en adhérant, de la suppression qui avoit été réellement faite depuis le mois de Septembre 1727, de la minute de son contrat de mariage avec le feu Comte d'Hautefort, passé le 17 Septembre 1726, & reçu par Ains, Notaire à Montsur, & de la suppression du contrôle, dont ledit Ains étoit aussi dépositaire en qualité de Contrôleur.

C'est ainsi que l'accusation a, pour ainsi dire, monté par degrés ; mais ces nouvelles plaintes n'étoient propres qu'à la décrier de plus en plus. En effet, ce ne sont plus deux Notaires de la Ville de Laval qui ont reçu son contrat de mariage ; c'est Ains, Notaire de la Ville de Montsur, qui en a toujours été le dépositaire. D'où est venu cette nouvelle lumière à la Demoiselle de Kerbabu ? Au mois de Janvier 1728, c'étoit le Chainge & Duchast à qui elle avoit parlé elle-même ; au mois de Mai suivant, c'est Ains, Notaire de Monsur : quel contraste entre des faits qui devoient être si constans ! Au surplus, le registre des mariages de la Paroisse d'Argentré s'est trouvé sain & entier, tant dans l'original demeuré à la Paroisse, que dans la copie remise au Greffe : le Greffier a reconnu qu'on ne l'avoit jamais tenté de délivrer sa prétendue minute ; enfin il ne s'est trouvé aucune altération dans le registre du contrôle dont Ains étoit le dépositaire.

Quoi qu'il en soit, sur ces différentes plaintes la Demoiselle de Kerbabu a eu une permission de faire informer : elle a fait entendre plus de cinquante témoins à Paris, à Brest & à Laval ; mais malgré tous les efforts qu'elle a faits pour en corrompre plusieurs, il n'y en a pas un dont la déposition ne concoure à détruire sa chimérique accusation.

Aussi s'est-elle trouvée réduite à demander la vérification de quelques



quelques lettres, & autres écrits qu'elle a prétendu être de la main du Comte d'Hautefort; vérification inutile, & contre laquelle le Marquis d'Hautefort a toujours protesté, mais qui par l'événement ne peut jamais faire honneur, ni procurer aucun avantage à la Demoiselle de Kerbabu, puisque les Experts ont reconnu dans ces écrits des altérations sensibles qui n'ont pu être faites que pour appuyer la fable de son prétendu mariage.

Après cet épisode, l'instruction a été continuée; mais la Demoiselle de Kerbabu, convaincue elle-même de la chimère de ses plaintes, a négligé d'en approfondir les principales circonstances. Nulle diligence pour faire apporter le registre des mariages de la Paroisse d'Argentré, ni celui du contrôle de Montsur; nulle poursuite contre Ains, Notaire, qui seroit sans doute le premier auteur du crime, si l'on en pouvoit appercevoir quelque trace. Tout s'est réduit à faire récoler & confronter les témoins; ce qui a procuré encore de nouveaux avantages au Marquis d'Hautefort, par les éclaircissements qu'ils ont donnés.

C'est dans ces circonstances qu'est intervenu la Sentence du 23 Mai 1730, par laquelle le Marquis d'Hautefort a été déchargé de l'accusation, & la Demoiselle de Kerbabu condamnée en 10000 livres de dommages & intérêts, & en tous les dépens. Après tant d'outrages on ne pouvoit accorder au Marquis d'Hautefort une réparation plus foible. Toute la France avoit retenti des accusations de la Demoiselle de Kerbabu; ses plaintes avoient annoncé les crimes les plus graves, & ses écrits les preuves les plus complètes; il sembloit que le Marquis d'Hautefort alloit être perdu aux yeux de l'univers. Cependant rien n'avoit répondu à des promesses si fastueuses; & cette accusation, qui avoit fait tant de bruit, ne se trouvoit enfin qu'un tissu d'impostures: la sévérité pouvoit-elle être portée trop loin dans de telles circonstances?

Cependant c'est la Demoiselle de Kerbabu qui a interjeté appel de la Sentence. Que peut-elle attendre de cette dernière tentative, qu'un Jugement plus solennel qui la couvre d'une nouvelle confusion?

Toute accusation doit présenter à la Justice un corps de délit & un coupable. S'il n'y a point de corps de délit, l'accusation tombe, comme étant sans objet; si c'est un innocent qui est poursuivi, l'accusation est mal dirigée: & dans l'un & l'autre cas elle dégénère dans une pure calomnie.

*Division:*

Soit qu'il n'y ait point de corps de délit, ou que la Partie poursuivie trou-

ve innocent  
te, l'accusa-  
tion est témé-  
raire.

Le Marquis d'Hautefort réunit pour sa défense ces deux moyens également propres à confondre l'accusation.

Premièrement, il n'y a que fiction & que chimere dans ce que la Demoiselle de Kerbabu présente à la Justice pour l'objet de ses recherches.

Secondement, quand on supposeroit un corps de délit, le Marquis d'Hautefort en seroit accusé sans prétexte.

En un mot, tout est supposé de la part de la Demoiselle de Kerbabu, & le crime, & le coupable : son accusation est donc le comble de l'imposture.

*Premiere  
Proposition.  
Il n'y a point  
de corps de dé-  
lit.*

La Demoiselle de Kerbabu, qui avoit annoncé dans ses différentes plaintes tant de chefs d'accusation, s'est réduite enfin à deux objets. Elle prétend qu'après la mort du Comte d'Hautefort on a trouvé dans sa cassette un prétendu contrat de mariage & un testament olographe fait à Huterive, & qu'on a supprimé l'un & l'autre.

Par rapport au contrat de mariage, pour établir un corps de délit, il faudroit que la Demoiselle de Kerbabu justifiât, par des preuves incontestables, que ce titre a existé, qu'il y a eu un contrat authentique reçu en minute par un Notaire, contrôlé, & dont la grosse avoit été délivrée au Comte d'Hautefort; il faudroit qu'elle justifiât non-seulement que ces pieces ont existé pendant la vie du Comte d'Hautefort, mais encore que la grosse étoit dans sa cassette & parmi ses papiers lorsqu'il est décédé: mais on va voir que ni dans l'une, ni dans l'autre époque, elle n'a aucune preuve de l'existence de ce titre, & que ses plaintes n'embrassent qu'une chimere.

Ce n'est pas dans les informations qu'elle a fait faire qu'elle prétend chercher elle-même la preuve qu'il y ait eu un contrat de mariage entre le Comte d'Hautefort & elle, il n'y a pas un seul témoin qui en parle, soit pour l'avoir vu, soit pour en avoir eu la plus légère connoissance; mais elle prétend avoir quelque chose de plus important, des lettres écrites de la main du Comte d'Hautefort, qui parlent de son contrat de mariage. C'est donc à des preuves littérales qu'elle a recours; mais peuvent-elles jamais mériter la confiance de la Justice? Quand elles seroient exemptes de tout soupçon, suffiroient-elles pour établir l'existence d'un contrat de mariage? Enfin les inductions qu'elle en voudroit tirer ne sont-elles pas combattues par des preuves infiniment plus solides? C'est ce qu'on va discuter avec soin.



1°. La vérité de ces écrits est au moins infiniment suspecte. La Demoiselle de Kerbabu en a fait faire la vérification, & a beaucoup triomphé dans le monde du sentiment des Experts; mais leur rapport bien entendu fait au contraire sa condamnation.

De dix-huit lettres représentées par la Demoiselle de Kerbabu, il s'en est trouvé plusieurs qui avoient été altérées par une main étrangère pour leur donner un sens favorable à la fable de son mariage; c'est une vérité à laquelle il est impossible de se refuser, aux termes même du rapport d'Experts. Il y avoit dans la cinquième lettre: *Je ne doute pas que ma sœur & ma niece n'aillent à Saint-Quentin vous y prendre*; le faussaire a substitué à cette phrase celle qui suit: *Je ne doute pas que ma sœur & ma niece n'aillent à Saint-Quentin nous y attendre tous*. Les Experts sont convenus unanimement de cette fausseté. *Lesdites réformes*, disent-ils, *de même que le mot tous, sont non-seulement de main étrangère & ajoutés après coup, mais encore d'autre plume & encre*.

L'objet de cette altération est d'insinuer que l'intention du Comte d'Hautefort étoit d'aller trouver la Demoiselle de Kerbabu à Saint-Quentin, comme il convenoit, s'il avoit dessein de l'épouser; au lieu qu'aux termes de la lettre, c'étoit la Demoiselle de Kerbabu qui devoit se rendre à Hauterive, ce qui n'indique qu'une partie de plaisir & une promenade sans conséquence. Il y a donc dans la lettre une altération sensible, & une altération dans laquelle on s'est proposé de préparer les esprits à la fable que l'on débite.

Dans la sixième lettre il y avoit: *Je compte vous aller voir dans le mois d'Avril avec votre permission, l'ayant du Maître & de la Maîtresse*. Ce n'étoit pas à Saint-Quentin, mais à Hauterive, que le Comte d'Hautefort prétendoit aller voir la Demoiselle de Kerbabu, comme la lettre suivante le prouve invinciblement; c'étoit pour cela qu'il avoit pris la *permission du Maître & de la Maîtresse*, c'est-à-dire, des Sieur & Dame de Saint-Quentin. Quoi qu'il en soit, on a changé ces derniers mots en ceux-ci: *étant le Maître, & vous la Maîtresse*. Il n'est pas besoin de s'étendre en raisonnemens sur cet article, l'objet de l'altération est assez évident; elle est encore reconnue de tous les Experts, qui conviennent que, pour y parvenir, on a gratté des lettres, & qu'on en a formé d'autres d'une main étrangère.

Dans la septième lettre il y avoit, en parlant de la Comtesse

d'Epinay : *Elle espere arranger le tout pour vous aller prendre pour venir à Hauterive y passer un mois ; la même compagnie y sera , à ce que j'espere. J'espere faire route pour Mont-Gaillardin après Pâques ; les beaux jours & les beaux chemins se trouvent en ce tems-là.* Au lieu de cela , le faussaire a mis : *Elle espere arranger le tout pour vous aller prendre , pour venir tous à Hauterive ; je passerai par chez moi ; la même compagnie y sera , à ce que j'espere. Je compte faire route pour Mont-Gaillardin , après à Saint-Quentin ; les beaux jours & les chemins se trouvent en ce tems-là.* Le faussaire , toujours conduit par les mêmes vues , cherche par-tout à attribuer au Comte d'Hautefort le dessein d'aller à Saint-Quentin ; il ne ménage pas même pour cela la vraisemblance ; car que peuvent signifier ces termes : *Je compte faire route pour Mont-Gaillardin , après à Saint-Quentin ; les beaux jours & les chemins se trouvent en ce tems-là ?* Au lieu que le sens naturel de la lettre , avant l'altération , ne présentait rien que d'exaët : *Je compte faire route pour Mont-Gaillardin après Pâques ; les beaux jours & les beaux chemins se trouvent en ce tems-là.* Il y a donc ici altération & fausseté manifeste ; il y a un dessein formé d'attribuer au Comte d'Hautefort des vues de mariage : & dès-lors aux yeux de toute personne sensée ce mariage , dont on fait tant de bruit , n'est qu'une imposture appuyée sur le crime de faux.

Dans la onzieme lettre on a ajouté une ligne entiere. Il y avoit dans cette lettre : *Je voudrois bien que vous prissiez vos mesures pour venir avec ma sœur passer un mois à Hauterive.* Au lieu de cela on a mis : *Je voudrois bien que vous prissiez vos mesures pour venir avec moi , je veux devenir votre maître , ma sœur passer un mois à Hauterive.* Pour cela , du mot *ma* qui étoit le dernier de la premiere page , on en a fait *moi* ; & ajoutant une ligne au-dessous , on a mis , *je veux devenir votre maître.* Enfin au haut de la seconde page on a mis *ma* , pour joindre aux termes suivans , & faire *ma sœur passer un mois à Hauterive.* Lambert , un des Experts , est convenu que la phrase avoit été changée , & que la ligne , *je veux devenir votre maître* , avoit été ajoutée après coup. A l'égard du mot *ma* , qui est au haut de la seconde page , il soutient expressément qu'il est de main étrangere.

Les deux lettres même qui parlent du mariage ne sont pas demeurées à l'abri de toute critique. Il est vrai que le faussaire qui les a composées en entier a eu plus de liberté pour contre-faire l'écriture du Comte d'Hautefort ; cependant il y a dans ces



lettres quelques mots en interligne, dont les Experts n'ont pas pu reconnoître l'auteur.

Ainsi ces lettres que l'on avoit annoncées comme des pieces si pures, ont été fabriquées en entier, ou du moins altérées. Ces altérations ne peuvent être imputées qu'à la Demoiselle de Kerbabu; c'est à elle que les lettres sont écrites; c'est elle qui les représente; elles ne sont donc point sorties de ses mains, & n'ont pu être fabriquées que par ses ordres. Qu'elle nous explique après cela pourquoi une main étrangere a travaillé sur ces pieces, & pourquoi tous les changemens qui s'y trouvent ne sont propres qu'à soutenir l'idée du mariage sur lequel elle fonde ses prétentions. Mais, dit-on, le corps des deux lettres qui parlent du mariage a paru aux Experts être entièrement écrit de la main du Comte d'Hautefort, aussi bien que la quittance de dot; ces pieces sont donc à l'abri de toute critique.

Cette distinction ne détruira pas le moyen qui résulte de tant d'altérations établies par le rapport même des Experts. Quand de vingt écrits représentés par une même Partie, qui n'en tire qu'une même induction, il s'en trouve huit ou dix dans lesquels l'altération est sensible au jugement des Experts, peut-on dire que si la fausseté des autres ne les a pas également frappés, le Magistrat leur doive pour cela une foi entière? Ces faussetés découvertes dans une partie des écrits entraînent nécessairement la ruine des autres qui leur sont intimement unis.

En cela le Magistrat ne forme pas, à proprement parler, un jugement contraire à celui des Experts, puisque c'est de leur rapport même qu'il tire le moyen qui le détermine à rejeter la piece; mais il suit une route différente dans l'examen qu'il en fait après eux, parce que la Loi qui le guide l'éleve au-dessus des vues qui conviennent aux Experts.

Loi qui guide le Magistrat, l'éleve au-dessus des vues qui conviennent aux Experts.

Que les Experts jugent de chaque piece en particulier, sans consulter la relation qu'elles peuvent avoir entre elles, il est de leur ministère de se renfermer dans ces bornes étroites, & de ne rendre compte, pour ainsi dire, que du témoignage de leurs yeux; mais le Magistrat, réservé à des fonctions plus sublimes, doit aller plus loin; il doit combiner ce que le rapport des Experts a de favorable dans une partie, avec des soupçons légitimes qu'il fait naître dans une autre, & former sur la réunion de ces objets un jugement supérieur à celui des Experts. Autrement ce seroit avilir son caractère, & exiger de lui une déférence servile pour des Experts destinés à lui communiquer leurs lumieres, mais non pas à asservir les siennes.

Suivant ces regles, le rapport des Experts fournit un moyen invincible pour rejeter les pieces dans lesquelles la Demoiselle de Kerbabu veut trouver la preuve du corps de délit. Si ces pieces avoient paru seules, & que les Experts n'eussent rien apperçu qui pût faire douter de leur vérité, il seroit peut-être des regles d'y déférer ; mais quand elles paroissent accompagnées de plusieurs autres que la Partie présente comme exemptes de tout soupçon, & que les Experts ont cependant jugé altérées, alors il n'est plus permis de compter sur des écrits que le mensonge & l'imposture accompagnent ; la main qui les produit ne mérite plus de confiance ; convaincue d'avoir voulu tromper la Justice par des écrits falsifiés, tout ce qu'elle administre pour parvenir au même objet est légitimement suspect. Il n'en faut donc pas davantage pour déterminer le Magistrat à rejeter tout ce qui sort d'une source si corrompue,

Du moins n'établira-t-on jamais sur de semblables écrits la preuve d'un corps de délit. Pour déférer à la Justice un crime qui devienne l'objet de ses recherches & de ses vengeances, il faut que l'Accusateur lui-même soit à couvert de tout reproche, & les pieces sur lesquelles il se fonde exemptes du plus léger soupçon. Mais quand de vingt écrits représentés par l'Accusateur pour établir le même corps de délit, il y en a incontestablement plusieurs de falsifiés, est-il permis, sans violer les regles les plus constantes, d'admettre son accusation sur la foi des autres ?

2°. Quand on pourroit les reconnoître pour des pieces dignes de foi, pourroient-elles même, dans ce qu'elles renferment, établir un corps de délit ? On trouve, dans une lettre ou deux, & dans une reconnoissance sous seing-privé, une simple énonciation d'un contrat de mariage ; supposons pour un moment ces pieces véritables ; en est-ce assez aux yeux de la raison & de la Justice pour ne plus douter de l'existence de ce contrat ? Qui peut savoir dans quelles vues on s'est expliqué alors ? Souvent on ne ménage pas beaucoup les expressions dans des lettres familières qui ne sont point destinées à paroître : faudra-t-il que des héritiers soient comptables de ce qui se trouvera dans de semblables écrits par forme de simple énonciation ?

D'ailleurs, le contrat dont on parle dans les lettres étoit-il une piece authentique, un acte solennel reçu par deux Notaires, dont il fût resté minute, & qui fût contrôlé ? C'est ce que les pieces représentées ne disent point, & ce que l'on ne peut pas



penfer, principalement fi l'on rapproche ces écrits des lettres de la Demoifelle de Kerbabu. *J'étois fur le point d'époufer M. le Comte d'Hautefort*, dit-elle au Marquis d'O; *il y a même un contrat de mariage écrit; me refuferez-vous d'en parler à M. fon frere, feulemment pour lui faire connoître que cet engagement n'a rien de commun avec ceux dont Mefſieurs de la Marine font taxés quelquefois?* Que ſignifie ce langage? Loin de préfenter l'idée d'un contrat de mariage en forme, il n'annonce qu'un projet, qu'un papier informe; & c'eſt pour cela qu'elle vouloit qu'on raffurât le Marquis d'Hautefort contre le ſoupçon qu'il auroit pu former ſur la nature de l'engagement de ſon frere. Si le Comte d'Hautefort a véritablement écrit les lettres qu'on lui impute, il n'a pu y parler du contrat de mariage que dans le même ſens; ainſi ces lettres ne pourroient jamais établir l'exiſtence d'un véritable contrat de mariage, ni faire par conſéquent la preuve d'un corps de délit.

3°. Si les preuves que rapporte la Demoifelle de Kerbabu ne peuvent jamais faire d'impreſſion, combien doit-on être touché au contraire de celles qui vont démontrer que jamais le prétendu contrat de mariage n'a exiſté.

On ne peut ſe rappeler les lettres qu'elle a écrites elle-même, tant au Marquis d'O qu'au Marquis d'Hautefort, ſans être pénétré de la plus juſte indignation contre les plaintes qu'elle a répandues depuis au ſujet de la prétendue ſuppreſſion de ſon contrat de mariage. Elle y déclare, dans les termes les plus clairs & les plus précis, qu'il n'y a point eu de mariage entre le Comte d'Hautefort & elle. Elle lui attribue, à la vérité, des vues qui pouvoient diſpoſer à cette union, mais elle convient précifément qu'elles n'ont jamais été accomplies. Que lui ſerviroit après cela un prétendu contrat de mariage, ſ'il y en avoit eu un de rédigé? Un contrat de mariage, lorsqu'il n'a point été célébré, n'eſt-il pas une piece inutile, impuiſſante, imparfaite? D'ailleurs, elle n'oſe pas même avancer qu'il y ait eu un contrat ſigné par les Parties; elle n'en parle que comme d'un ſimple projet, que comme d'une ébauche: elle craint par cette raiſon que l'on ne regarde les relations qu'elle avoit avec le Comte d'Hautefort comme ſuſpectes. Quelles preuves plus victorieuſes peuvent donc combattre une accuſation, que le propre témoignage de l'Accuſatrice dans des écrits ſi clairs & ſi précis?

Si deux ou trois témoins, dans l'information de la Demoifelle de Kerbabu, euſſent tenu le même langage qu'elle a tenu

dans ses lettres , que pourroit-elle opposer à leurs dépositions ? Mais ici nous avons quelque chose de bien plus fort & de bien plus décisif , c'est son propre témoignage ; c'est l'Accusatrice qui , dans un tems non suspect , se confond & se condamne elle-même. Jamais aucun Accusé a-t-il eu un pareil avantage ?

Les circonstances mêmes dans lesquelles ces lettres ont été écrites leur donnent un nouveau poids. C'est depuis la mort du Comte d'Hautefort , & dans un tems où il ne subsistoit aucune raison pour tenir le mariage secret , s'il avoit été célébré ; c'est après avoir reçu , de la part du Comte de Surville , des lettres dont la Demoiselle de Kerbabu prétend avoir eu les plus justes sujets de se plaindre ; c'est dans un tems où elle convient qu'elle n'avoit plus aucune espérance de se concilier avec lui ; c'est en un mot dans un tems où elle se dispoit à lui déclarer la guerre : cependant dans ces circonstances elle lui mande précisément , que *si la mort n'avoit prévenu le Comte d'Hautefort , il l'auroit épousée* ; & elle ose après cela fonder sur le fait contraire de ce mariage la base de son accusation ! L'aveuglement peut-il conduire à de tels excès ?

Qu'elle dise tant qu'elle voudra qu'elle avoit encore intérêt de cacher son mariage pour n'être point traversée dans les recherches des pieces qui pouvoient le soutenir. Premièrement , c'est se faire à soi-même l'injure la plus cruelle & la plus sanglante que de se donner pour une personne capable de défavouer publiquement son état. Secondement , ce seroit le comble de l'extravagance que d'user d'un pareil artifice ; celle qui a intérêt d'établir son état , & qui cherche des pieces pour l'autoriser , commenceroit-elle par le dénier elle-même ? Troisièmement , la Demoiselle de Kerbabu mariée , selon elle , dans le château d'Hauterive , par le Curé d'Argentré , chez lequel elle avoit dîné le même jour , n'ignoroit pas où devoit se trouver son acte de célébration ; falloit-il tant de mysteres , tant de recherches pour l'avoir ? S'il y avoit eu réellement un mariage contracté entre le Comte d'Hautefort & elle , depuis la mort du Comte d'Hautefort jusqu'à la date de ces lettres , elle avoit eu quatre fois plus de tems qu'il ne falloit pour le faire expédier. Il en étoit de même du contrat de mariage ; l'embarras dans lequel elle se suppose , trois mois après la mort du Comte d'Hautefort , ne sert donc qu'à faire connoître qu'elle pensoit bien plutôt à fabriquer de fausses pieces qu'à en rechercher de véritables.



Enfin si l'on peut ainsi, sous prétexte des vues que l'on suppose dans la personne qui écrit, rejeter tout ce qui se trouve dans ses lettres, pourquoi veut-on que nous déférions aux lettres que l'on attribue au feu Comte d'Hautefort ? Nous dirons aussi qu'il pouvoit avoir ses raisons pour parler de mariage, quoiqu'il n'y en eût point. C'est la Demoiselle de Kerbabu qui nous donne l'exemple de ces explications si contraires au texte ; peut-elle trouver mauvais qu'on le suive ?

En un mot, voilà des lettres du Comte d'Hautefort qui disent qu'il est marié, en voilà de la Demoiselle de Kerbabu qui disent qu'elle ne l'est pas : auxquelles doit-on donner la préférence ? Si l'on veut consulter les regles de la Justice, il n'y a personne qui ne convienne que celles de la Demoiselle de Kerbabu, reconnues par elle-même, doivent l'emporter de beaucoup dans la balance sur celles qu'on attribue à un homme après sa mort, & qui sont devenues si suspectes par la vérification même qui en a été faite. Les lettres de la Demoiselle de Kerbabu fourniront donc toujours un argument invincible contre son accusation, & détruiront toujours la fable de son mariage. Ajoutons, pour combattre de plus en plus l'existence du prétendu contrat de mariage, que s'il y en a eu un, il a dû rester en minute entre les mains du Notaire qui l'a reçu ; que cette minute a dû être contrôlée : cependant il n'y a ni minute chez le Notaire, ni aucune mention dans le registre du contrôle qui ait rapport à ce prétendu contrat de mariage : comment peut-on donc avancer que cette pièce ait jamais existé ?

Il est vrai, dit la Demoiselle de Kerbabu ; mais c'est qu'on a enlevé la minute de chez le Notaire, & qu'on a aussi supprimé dans le registre du contrôle la mention qui en a été faite. Voilà donc le Notaire devenu le premier coupable. Ainsi, pour que l'accusation se soutienne, il faut que la Demoiselle de Kerbabu commence par établir que la minute a été enlevée, & que le registre du contrôle a été altéré, sinon il est impossible de supposer un corps de délit.

Mais en premier lieu, quelle preuve a-t-elle qu'il y a eu une minute, & que le Notaire a poussé la prévarication jusqu'à la livrer ? S'il y en avoit eu le plus léger indice, le Notaire n'auroit pas échappé aux poursuites ; cependant il n'a pas même été impliqué dans l'accusation, & il continue tranquillement ses fonctions comme au-dessus de tout soupçon. Cette circonstance seule seroit décisive.

Ce Notaire a-t-il livré la minute du contrat de mariage ? On a trop différé à poursuivre sur lui la vengeance d'un crime qui blesse la sûreté publique. N'est-il point coupable de cette prévarication ? La minute n'a donc jamais existé, & par conséquent il n'y a point eu de grosse qui ait été, ni qui ait pu être supprimée.

Mais comment auroit-on pu seulement soupçonner ce Notaire ? Pour être persuadé de son innocence, il suffit de considérer la conduite de la Demoiselle de Kerbabu. Elle part de Saint-Quentin au mois de Juin 1727, & se rend dans le Maine, uniquement pour chercher, dit-elle, les pieces qui établissoient son état de veuve du Comte d'Hautefort : aussitôt qu'elle y est arrivée, elle s'adresse à plusieurs Notaires, & entre autres à Ains, Notaire de Monsur, qui étoit alors, selon elle, dépositaire de la minute de son contrat de mariage : elle se présente à lui munie de deux pieces ; l'une est une Requête qu'elle avoit présentée au sieur de Farcy, Subdélégué de l'Intendant de la Province, répondue par une Ordonnance qui lui permettoit de se faire délivrer un extrait du registre du contrôle ; l'autre est une lettre du même Subdélégué écrite à Ains lui-même, par laquelle il l'exhorte à faire la recherche de la piece que la Demoiselle de Belingant se propose de trouver, sans qu'elle soit obligée de faire signifier l'Ordonnance par un Huissier, lui témoignant qu'il lui sera *très-obligé de l'attention qu'il aura à faire cet examen*. Munie de cette recommandation, la Demoiselle de Kerbabu se rend donc chez Ains, qui étoit en même tems Notaire & Contrôleur ; elle lui remet la lettre du sieur de Farcy, & demande avec empressement qu'il fasse la recherche qui lui étoit si vivement recommandée. Mais cette demande n'a rien produit, & la Demoiselle de Kerbabu s'est retirée sans contrat de mariage & sans extrait du registre du contrôle.

Quelle est la conséquence nécessaire que l'on doit tirer de ces faits, sinon qu'Ains n'avoit jamais reçu de contrat de mariage, & que par conséquent il n'en étoit fait aucune mention dans le registre du contrôle ? En effet, s'il avoit eu alors cette piece si désirée, il auroit dû se prêter de lui-même à une demande si juste, si raisonnable. Son devoir, son intérêt propre, la crainte d'une autorité supérieure, tout auroit dû le rendre facile ; & s'il avoit résisté, rien n'étoit plus aisé que de le contraindre par les voies de la Justice qui étoient déjà toutes préparées par la Requête que la Demoiselle de Kerbabu avoit présentée, & par l'Ordonnance qu'elle avoit obtenue. Pourquoi donc ne s'en est-



elle pas servie ? Jamais on n'en peut reconnoître d'autre motif , sinon qu'elle savoit parfaitement qu'il n'y avoit jamais eu de contrat de mariage , & qu'elle auroit fait un éclat inutile , ou même dangereux pour elle ; autrement sa conduite seroit incompréhensible. Elle part exprès de Saint-Quentin ; elle va trouver le Notaire qui a son contrat de mariage ; elle est armée de tout ce qui peut être nécessaire pour tirer de lui ce titre précieux ; & quoiqu'il l'eût actuellement , elle se retire sans obtenir ni extrait ni expédition : & sans former même la moindre plainte contre lui ; à qui persuadera-t-on de telles absurdités ?

Il faut donc conclure , des démarches mêmes de la Demoiselle de Kerbabu , qu'Ains n'avoit point le contrat de mariage. Et en effet elle ne l'a supposé & ne l'a nommé comme le coupable qui avoit livré la minute de son contrat de mariage trois mois après qu'elle lui avoit parlé , que quand elle a su qu'il avoit déposé si fortement contre elle. Jusques-là son contrat avoit été reçu par le Chainge & Duchast , deux Notaires de Laval ; aujourd'hui il n'y en a qu'un , & c'est Ains , Notaire de Montsur. Une contradiction si grossière , née dans de telles circonstances , & après les démarches que l'on vient d'expliquer , justifiera toujours ce Notaire , & établira de plus en plus qu'il n'y a jamais eu de contrat de mariage.

Il est également impossible de supposer que cette prétendue minute ait été contrôlée. Il n'est point ici question de raisonnemens , il n'y a qu'à consulter la piece même. Le registre existe , il est en bonne forme , & ne contient rien qui ait rapport au prétendu contrat de mariage : les monumens les plus authentiques s'élevent donc contre la fable de la Demoiselle de Kerbabu.

Elle avoit osé avancer que le registre étoit altéré , mais c'est une supposition qu'elle a été obligée d'abandonner. Si elle avoit voulu la soutenir , il auroit fallu faire apporter le registre & le joindre au Procès ; mais elle n'a pas osé faire une démarche qui auroit dévoilé si clairement la calomnie ; elle a mieux aimé abandonner ce chef de sa plainte. La piece conserve donc toute son autorité ; & comme on n'y trouve aucune mention du contrat de mariage , il est évident qu'il n'a point été contrôlé.

On croit avoir établi par ces preuves qu'il n'y a jamais eu de contrat de mariage entre le Comte d'Hautefort & la Demoiselle de Kerbabu , & que les pieces qu'elle rapporte sont trop suspectes & trop foibles pour balancer celles qui démontrent au contraire que ce titre n'a jamais existé.

Mais quand on supposeroit pour un moment qu'il y a eu un contrat de mariage, & que le Comte d'Hautefort l'avoit en sa possession lorsqu'il a écrit les lettres qu'on lui attribue, il faudroit au moins convenir qu'il n'y a aucune preuve que la grosse du contrat de mariage fût parmi ses papiers à son décès; circonstance cependant absolument nécessaire pour établir un corps de délit.

La preuve de l'existence du contrat de mariage au moment du décès ne pourroit se trouver que dans les lettres & autres écrits présentés, ou dans les informations.

1°. Il faut pour cela supposer ces écrits véritables, & raisonner sur ce qu'ils renferment comme si l'on y devoit ajouter une foi entière. Or, dans cette supposition, qu'elle idée nous présentent les écrits dont on fait tant de bruit?

A l'égard des lettres & autres actes que l'on attribue au Comte d'Hautefort, non-seulement ils ne prouvent point & ne peuvent pas prouver que le contrat de mariage fût parmi ses papiers lorsqu'il est décédé, puisqu'ils sont antérieurs de près de deux mois au jour de sa mort; mais on trouvera qu'ils détruisent nécessairement le fait de la plainte, c'est-à-dire, de la prétendue soustraction du contrat de mariage.

Dans la lettre du 7 Novembre 1726, le Comte d'Hautefort mande à la Demoiselle de Kerbabu : *Gardez-bien, & avec soin, les papiers que je vous ai donnés; car si je venois à manquer, &c.* Le Comte d'Hautefort croyoit donc avoir donné à la Demoiselle de Kerbabu, pendant qu'il étoit à Hauterive, plusieurs papiers concernant leur mariage; c'est l'interprétation qu'elle a donnée elle-même à ces termes. Ainsi l'intention du Comte d'Hautefort étoit qu'elle eût les papiers pardevers elle; il croyoit les lui avoir laissés; il lui recommande de les garder avec soin.

Elle lui répond qu'il faut qu'il se soit trompé, & qu'elle n'a point les papiers qu'il croyoit lui avoir laissés; du moins c'est elle qui prétend avoir fait cette réponse; elle ajoute que, pour la calmer, le Comte d'Hautefort lui manda, par une lettre du 17 Décembre : *Vous avez raison; en arrivant à Paris j'ai trouvé ce que je croyois vous avoir donné à Hauterive; le tout est ensemble avec notre contrat de mariage dans ma cassette.*

Enfin, à la suite de ces faits & de ces écrits, on trouve une enveloppe sur laquelle le Comte d'Hautefort adresse à la Demoiselle de Kerbabu, au Château de Saint-Quentin, tous les papiers qui avoient rapport au mariage, & entre autres le contrat de ma-



riage même. Quelle est la conséquence naturelle que l'on peut tirer de toutes ces pieces , même en les supposant vraies , sinon que le Comte d'Hautefort ayant trouvé à Paris ce qu'il croyoit avoir laissé à la Demoiselle de Kerbabu, & ce qu'il lui recommandoit de garder avec soin , il le lui a envoyé au Château de Saint-Quentin , comme un dépôt qui lui étoit destiné.

Pourquoi faire un paquet de tous ces papiers ? Pourquoi les mettre dans une enveloppe ? Pourquoi les adresser à la Demoiselle de Kerbabu à Saint-Quentin , si le Comte d'Hautefort prétendoit les laisser tranquillement dans sa cassette ? Il faudroit donc reconnoître que ces papiers ont été envoyés à la Demoiselle de Kababu , & par conséquent il ne seroit pas extraordinaire qu'ils ne se fussent pas trouvés parmi les papiers du Comte d'Hautefort à son décès.

Ce raisonnement acquiert un nouveau degré de force , si l'on est persuadé que l'enveloppe qui paroît ne peut être sortie que des mains de la Demoiselle de Kerbabu ; car si elle a eu l'enveloppe , elle a eu nécessairement les papiers qui étoient enveloppés. Mais comment pourroit-on douter que l'enveloppe ne soit sortie de ses mains ? Elle est au Procès ; elle y est comme une piece que la Demoiselle de Kerbabu a cru victorieuse pour elle , & dont elle a fait faire la vérification. Par qui y a-t-elle été mise ? Personne ne se présente pour la reconnoître , pour l'adopter ; on ne peut donc pas douter que ce ne soit la Demoiselle de Kerbabu qui l'ait produite. Et en effet on n'oubliera jamais avec quelle confiance elle avoit vanté cette piece bien avant que le paquet fût déposé au Greffe. Tout ce qui y est contenu avoit été rendu public par elle & par ses partisans ; c'est donc elle-même qui a administré cette piece à la Justice.

En vain, pour se cacher, la Demoiselle de Kerbabu a-t-elle envoyé avec cette enveloppe une prétendue révélation anonyme qui attribue à un inconnu la découverte de cette piece ; l'artifice est trop grossier pour qu'aucune personne sensée en puisse être séduite. Cet inconnu se place chez Martinon , dans les premiers jours de Février 1727. N'ayant trouvé personne dans le bas de la maison , il monte à la première salle ; il y trouve le Comte de Surville qui lisoit des papiers ; il se retire par respect , & ayant vu descendre M. le Comte de Surville , il remonte dans la même salle , où , étant auprès du feu avec un ami , il voit du papier dans le coin de la cheminée ; il en ramasse deux ou trois morceaux presque brûlés ; il est long-tems sans savoir ce qu'il en a fait ;

il ajoute qu'en ayant parlé il y a plus de six mois , une personne l'a engagé de les chercher ; qu'il les a trouvés bouchant un flacon ; que son Confesseur l'a obligé à les déposer , sa conscience y étant engagée ; mais qu'il ne veut point se nommer par la frayeur d'être assassiné.

A des traits si singuliers , il est impossible de ne pas reconnoître la plus noire calomnie , & la malignité la plus odieuse. Quel est ce personnage mystérieux par lequel on fait débiter des fables si grossières ? C'est un spectre que l'on nous donne ici pour témoin ; c'est une ombre fugitive qui fait retentir une voix jusqu'à laquelle il est impossible de remonter. L'auroit-on pu croire , si cette piece bizarre n'étoit pas actuellement sous les yeux de la Justice ?

Ce que contient cette relation répond parfaitement à l'origine qu'on lui donne. Cet inconnu ne trouve personne dans le bas de la maison de Martinon ; il monte dans une premiere salle , où il trouve le Comte de Surville qui lisoit des papiers. L'Auteur du roman ne connoissoit pas bien la carte du pays où il place son héros. Le Comte d'Hautefort étoit logé chez Martinon , au rez-de-chaussée ; le Comte de Surville , qui étoit au près de son oncle , n'en sortit , lorsqu'il le vit prêt d'expirer , que pour passer dans l'anti-chambre qui étoit aussi au rez-de-chaussée , & n'a jamais monté au premier étage. Comment donc l'Auteur de la révélation le trouve-t-il lisant des papiers , à la premiere salle ? Comment l'en avoit-t-il vu descendre ?

D'ailleurs , les domestiques du Comte d'Hautefort entendus dans l'information de la Demoiselle de Kerbabu déposent tous que le Comte de Surville sortit dans le même instant qu'on lui eut annoncé la mort. Comment donc après la mort , l'anonyme l'a-t-il vu lisant tranquillement des papiers ? A qui doit-on ajouter quelque foi , ou à des témoins connus engagés par la religion du serment , ou à un fantôme qui peut sans crainte hasarder toute sortes d'imposture ?

Que signifient d'ailleurs ces circonstances bizarres , & que l'on passeroit à peine dans un roman ? Il trouve deux ou trois morceaux de papiers presque brûlés dans un coin de cheminée ; il les ramasse sans objet & sans attention ; il les conserve sans soin : & cependant , quant ils deviennent intéressans , il les retrouve tout d'un coup , & dans un lieu où certainement personne ne les auroit été chercher ; il les reconnoît ; il se souvient exactement du tems , du lieu , & de toutes les circonstances dans les lesquelles il les a trouvés. Les Tribunaux de la Justice admettent-ils donc de



ces dénouemens que le théâtre pardonne à peine pour terminer une action trop embarrassée ?

Enfin n'admira-t-on pas cette délicatesse de conscience qui porte l'Auteur de la révélation à déposer des fragmens qui peuvent être utiles à la Demoiselle de Kerbabu, & à faire entendre en même tems que le Marquis d'Hautefort est un homme capable de le faire assassiner, s'il se decouvroit ? Quelle étrange religion que celle qui inspire des soupçons si odieux & si téméraires, & qui ne sert un parti que pour décrier l'autre par la plus affreuse de toutes les calomnies ! Pour méconnoître après cela la Demoiselle de Kerbabu dans cette révélation, il faudroit se refuser à l'évidence même. Quand on fera usage de sa raison, il est impossible de ne pas demeurer convaincu que c'est elle seule qui l'a forgée, & qui l'a envoyée au Curé de Saint Jean avec les fragmens qui étoient en sa possession. Et si cela est, comme on n'en peut pas douter, elle avoit donc l'enveloppe, & par conséquent les papiers qu'elle renfermoit. Que l'on juge après cela du caractère d'une accusation où elle se plaint qu'on les lui a enlevés.

Fausse conscience quand on ne sert un parti qu'en décriant l'autre.

Ainsi cette révélation, loin de soutenir une accusation si décriée, ne sert qu'à en faire connoître de plus en plus toute la noirceur. La Demoiselle de Kerbabu s'est vue sans preuve, sans indices pour soutenir la fausse démarche dans laquelle elle s'étoit engagée; elle a cru se sauver par un trait que personne n'avoit osé tenter avant elle. Elle présente un écrit qu'elle brûle avec art; elle fait respecter par les flâmes tous les endroits qui lui peuvent être essentiels; & pour lui donner une origine qui puisse favoriser sa calomnie, elle le soutient d'une révélation anonyme qu'elle compose, qu'elle fait écrire, & qu'elle envoie comme un titre précieux. A quoi ne doit-on pas s'attendre d'une personne capable d'enfanter de pareils projets, & de les mettre à exécution ?

Mais si elle avoit en sa possession les papiers qu'elle prétend divertir, pourquoi ne les représenteroit-elle pas, dit-on ? Personne n'a plus d'intérêt qu'elle de les faire paroître. Frivole prétexte qui ne balancera jamais la force des inductions qui se tirent de ses propres pieces.

Pourquoi ne les représenteroit-elle pas ? Parce qu'il n'y a rien dans ces pieces qui puisse soutenir son mariage, ni les avantages qu'elle prétend se procurer; parce qu'elle n'y a trouvé que des papiers informes, & dont on ne pouvoit faire aucun usage en Justice; parce qu'en un mot, suivant qu'elle l'a mandé elle-même dans ses lettres, ce n'étoit qu'un contrat de mariage écrit; c'est-à-dire

projeté, mais qu'aucun Notaire n'avoit reçu, & qui n'étoit revêtu d'aucun caractère d'autorité publique. Voilà ce qui l'a obligée de supprimer ce qu'elle ose accuser le Marquis d'Hautefort d'avoir diverti; elle a préféré de simples énonciations aux pièces mêmes qu'on lui avoit envoyées, parce que le vice de ces pièces ne se manifestant pas dans de simples énonciations, elle est en état de supposer tout ce qui pourroit favoriser son imposture.

Mais de quelque obscurité qu'elle ait cherché à s'envelopper, elle n'en imposera point à ceux qui étudieront de plus en plus ses démarches, & qui tireront des pièces mêmes représentées les véritables inductions qui en résultent.

Les lettres & autres écrits représentés par la Demoiselle de Kerbabu, loin d'établir le corps du délit; c'est-à-dire, l'existence de la grosse du contrat de mariage au moment du décès, ne servent donc au contraire qu'à en effacer jusqu'au plus léger soupçon, puisqu'en les supposant véritables, il faut reconnoître que ce contrat, qu'on prétend avoir été supprimé depuis la mort du Comte d'Hautefort, avoit été envoyé auparavant à la Demoiselle de Kerbabu.

2<sup>o</sup>. Les informations ne sont pas moins décisives contre elle. Elle a fait entendre plus de cinquante témoins, & entre autres tous les domestiques que le Comte d'Hautefort avoit à son service pendant sa dernière maladie; qu'on consulte leurs dépositions, & on n'en trouvera pas une seule qui puisse donner quelque indice de l'existence de la grosse du contrat de mariage au moment du décès. Il n'y a pas un témoin qui ait vu cette pièce, pas un seul qui ait ouï dire que d'autres l'aient vue; il n'y en a pas un qui ait même su qu'elle ait existé dans aucun tems, & qui en ait eu la connoissance la plus imparfaite. Quelle étrange accusation que celle qui se trouve combattue par le suffrage de tous les témoins que l'Accusatrice elle-même a produits! Pour se justifier, le Marquis d'Hautefort n'a point de titre plus puissant à présenter à la Justice que l'information même faite contre lui; n'est-ce pas le triomphe le plus complet & le plus honorable que l'innocence puisse recevoir?

Il est vrai cependant que dans ses derniers écrits, la Demoiselle de Kerbabu a voulu tirer quelque avantage des discours d'un seul témoin, qui est François Champagne; mais rien n'est plus propre à décrier sa Cause, & à en faire sentir tout le foible, que le choix qu'elle a fait des propos de cette Servante pour en faire son plus ferme appui.



On ne s'arrêtera point à remarquer que la déposition d'un seul témoin n'est d'aucun poids en Justice; cette défense conviendrait à une Cause dans laquelle on peut faire naître des doutes, & où l'Accusé ne se propose que d'affoiblir la preuve. Mais il convient au Marquis d'Hautefort d'aller beaucoup plus loin, & de faire voir que ce témoin ne dit rien qui puisse établir aucun corps de délit; & que s'il parloit d'une manière favorable à la Demoiselle de Kerbabu, il ne pourroit jamais mériter la confiance de la Justice.

Dans sa déposition, Françoise Champagne dit, que la nuit du 5 au 6 Février 1727, Bourguignon, laquais du Comte d'Hautefort, vint à l'hôtel tout éploré dire que son maître étoit bien mal; qu'il mourut le 6 dans la matinée; qu'avant même qu'il fût mort, Mandex fut avertir le Marquis de Surville de l'état où il étoit; que Gasselin, homme d'affaires de Madame de Surville, vint dans la maison, & monta avec Mandex dans l'appartement du Comte d'Hautefort, où ils restèrent long-tems seuls; que sur les sept à huit heures du soir du même jour, le corps de M. le Comte d'Hautefort fut apporté mort dans son carrosse; que le scellé ne fut apposé que le lendemain dans la matinée.

Dans son récolement, elle déclare que sa déposition contient vérité, & qu'elle n'y veut augmenter ni diminuer, fors qu'elle ajoute que ç'a été par erreur qu'elle a dit que le Comte d'Hautefort mourut le 6 Février 1727 dans la matinée, & qu'il mourut le 7 desdits mois & an au matin. Ajoute encore qu'elle n'a point dit qu'avant même que le Comte d'Hautefort fût mort, Mandex fut avertir M. le Marquis de Surville de l'état où il étoit; qu'un nommé Gasselin, homme d'affaires de Madame de Surville, vint dans la maison, & monta avec Mandex dans l'appartement de M. le Comte d'Hautefort, où ils restèrent long-tems seuls; mais qu'il est vrai que Mandex fut avertir, dès le grand matin du jour de la mort du Comte d'Hautefort, M. de Surville de l'état où il étoit; que ce fut le même jour & après-midi, & dans le tems qu'on alloit apposer le scellé, que Gasselin vint dans la maison, & monta avec Mandex & Soutet dans la chambre de Mandex, où ils restèrent tous les trois ensemble environ une demie-heure, après laquelle elle Répondante monta les joindre, & resta avec eux pendant trois quarts-d'heure, jusqu'à ce que différentes personnes l'appellerent pour aller & venir; que pendant que Mandex, Gasselin & Soutet étoient ensemble, elle présente, Mandex ouvrit une cassette garnie de lames d'acier, de M. le Comte d'Hautefort, dont il avoit la clef, & vit dans ladite cassette plusieurs paquets cachetés, dont trois ou quatre

*de la longueur de huit à neuf pouces sur environ cinq pouces de largeur ; que Gasselin & Soutet demanderent ce que c'étoit que ces papiers : à quoi Mandex répondit que c'étoient des lettres de la Marine ; mais n'a point vu qu'on ait ôté aucun papier de ladite cassette , a seulement vu que Mandex en tira plusieurs louis d'or vieux ; ne sait à quelle somme ils montoient ; sait que ledit Mandex les a effectivement portés à la Monnoie , & en a rapporté d'autre argent. Ajoute que le corps du Comte d'Hautefort ne fut point porté dans son carrosse , mais dans celui de M. Rivié , ledit jour 7 Février ; & est mémorative que ce fut le même jour que le scellé fut apposé dans l'après-dîné , & non pas le lendemain dans la matinée.*

Il n'y a personne qui ne soit frappé d'abord des différences sensibles qui se trouvent entre la déposition & le récolement. *Dans la déposition*, c'est le 6 Février que le Comte d'Hautefort est mort ; *dans le récolement*, c'est le 7. *Dans la déposition*, Gasselin & Mandex montent dans l'appartement du Comte d'Hautefort , & y restent long-tems seuls ; *dans le récolement*, Gasselin & Mandex ne montent point dans l'appartement du Comte d'Hautefort , mais dans la chambre de Mandex ; ils n'y montent point seuls , mais accompagnés de Soutet ; & François Champagne y monte aussi quelque tems après , & y reste trois quarts-d'heure avec eux. *Dans la déposition*, on ne parle point de l'ouverture de la cassette , des paquets trouvés , ni de la qualité des papiers qui y étoient renfermés ; *dans le récolement*, c'est ce qui fait le principal objet du témoin. *Dans la déposition*, le corps du Comte d'Hautefort est apporté dans son carrosse ; *dans le récolement*, c'est dans le carrosse du sieur Rivié. *Dans la déposition*, le scellé ne fut apposé que le lendemain ; *dans le récolement*, il fut apposé le même jour. Ces variations suffiroient pour faire perdre tout crédit à un témoin qui déposeroit de faits importants.

Mais que peuvent servir ces circonstances différentes , prises même séparément ; & y apperçoit-on la moindre trace du prétendu corps de délit ? Il n'y est parlé ni directement , ni indirectement de contrat de mariage. On trouve dans la cassette , selon le récolement , plusieurs paquets uniformes & de même grandeur ; on demande ce que c'est ; Mandex répond que ce sont des lettres de la Marine , & on n'en tire aucune de la cassette ; cela se fait naturellement en présence de quatre personnes au moins ; il n'y a donc rien dans tout cela qui prouve que le contrat de mariage se soit trouvé dans les papiers du Comte d'Hautefort après son décès.



Mais, dit-on, le témoin parle de paquets ; il y a lieu de présumer que le contrat de mariage devoit être dans l'un de ces paquets. S'il étoit permis de s'abandonner ainsi à des présomptions & à des conjectures, il n'y a rien qui ne pût faire la matière d'une accusation. Quand il s'agit d'un corps de délit, il faut qu'il soit établi d'une manière si claire & si précise qu'il ne puisse être révoqué en doute. On trouvera des paquets après la mort d'un homme ; donc l'on pourra supposer à son gré que ces paquets renfermoient tout ce que l'on a intérêt qui y fût : quelle étrange liberté donne-t-on à un Accusateur, si on laisse un champ si ouvert à ses conjectures ?

D'ailleurs, la déposition même, qu'il ne faut pas diviser, détruit expressément cette présomption ; car il y est dit en propres termes que Mandex, consulté sur la qualité de ces papiers, avoit répondu que ces paquets contenoient des lettres de la Marine. Avoit-il conçu le dessein de supprimer le contrat de mariage de son maître ? Dans ce cas, il est absurde d'imaginer qu'il eût ouvert la cassette en présence d'une servante qui n'étoit pas du complot, sur-tout quand il avoit eu une demie-heure pour faire son coup avant qu'elle arrivât. Au contraire, Mandex n'avoit-il pas même l'idée de soustraire le contrat de mariage ? En ce cas, il parloit donc naturellement & de bonne foi, & par conséquent on ne peut refuser d'ajouter foi à sa réponse. La déposition & le récolement, loin d'établir un corps de délit & de prouver l'existence du contrat de mariage dans la cassette, excluent donc formellement cette supposition, puisque la cassette étant ouverte de bonne foi, sans mystère, en présence de plusieurs personnes, on n'y a reconnu que des lettres de Marine.

Mais, dit-on, ce qui prouve qu'il y avoit du mystérieux dans ces paquets, est qu'ils n'ont point été inventoriés. Ce fait ne concluroit rien s'il étoit vrai ; car tous les jours, en faisant un inventaire, les Parties intéressées conviennent de ne point inventorier certains papiers comme étant absolument inutiles, & il ne faut pas croire qu'après cela on puisse, au gré de son imagination, supposer tout ce qu'on voudra dans ces papiers négligés. Mais dans le fait, l'inventaire contient les commissions de la Marine du Comte d'Hautefort, & autres papiers qui y ont rapport ; ce qui est manifestement la même chose que ce que Mandex avoit appelé, en présence de François Champagne, des lettres de la Marine.

Quand les Parties sont convenues de ne pas inventorier certains papiers, il n'est pas permis d'y supposer tout ce que l'on imagine.

On n'a point dit dans l'inventaire que ce fussent des paquets,

parce que cette description étoit fort inutile ; il suffisoit de rendre compte des pieces en elles-mêmes , sans qu'il fût nécessaire de décrire la forme dans laquelle elles avoient été trouvées.

Enfin il est inconcevable que la Demoiselle de Kerbabu ait osé soutenir que le contrat de mariage pouvoit se trouver dans cette cassette , lorsque François Champagne dit qu'elle fut ouverte en sa présence. Ne se souvient-elle plus de ce qu'elle a écrit , de ce qu'elle a publié par-tout , que la cassette du Comte d'Hautefort avoit été portée chez Martinon dans le tems que le Comte d'Hautefort n'avoit plus de connoissance ; que Mandex s'étant saisi des clefs , l'avoit ouverte , & en avoit tiré le contrat de mariage & le testament , & que ces pieces avoient été brûlées dans la salle de Martinon ? Ne se souvient-elle plus de la révélation anonyme , de cette piece qui fait trouver chez ce Chirurgien les restes d'une enveloppe presque brûlée , dans le tems que le Comte de Surville en sortoit ? Par quel prodige ces papiers brûlés le matin , & dont on n'a sauvé par hasard qu'une enveloppe presque consumée par les flammes , se sont-ils retrouvés l'après-midi chez le Comte d'Hautefort ? Ces témoignages divisés ne présentent que des illusions , & contribuent au triomphe de l'Accusé : réunis , ils se combattent & se détruisent mutuellement. Voilà donc à quoi se termine cette accusation si célèbre qui devoit accabler le Marquis d'Hautefort par la force des preuves dont elle alloit être soutenue ?

Frappée elle-même de la contradiction qu'il y auroit entre les faits qu'elle a exposés & les inductions qu'elle voudroit tirer du récolement de François Champagne , la Demoiselle de Kerbabu a essayé de mettre plus de concert entre ses preuves , en faisant dire à cette servante , dans sa confrontation avec Gasselin , *que ç'a été le matin de la mort du Comte d'Hautefort que Gasselin , Mandex & Soutet ouvrirent la cassette dont elle a parlé*. Mais croit-on que ce changement puisse donner une idée bien avantageuse du témoin & de la Partie qui le produit ? François Champagne avoit dit dans son récolement , *que c'étoit le jour de la mort du Comte d'Hautefort après-midi , & dans le tems qu'on alloit apposer le scellé , que Gasselin vint dans la maison , & monta avec Mandex & Soutet dans la chambre de Mandex*. Rien n'est plus précis que ce fait ; le témoin ne se contente pas de dire *que ce fut l'après-midi* , il ajoute *que ce fut dans le tems qu'on alloit apposer le scellé* , qui ne le fut que sur les quatre heures du soir. Sera-t-il donc permis à ce témoin de détruire dans sa confrontation une époque si bien mar-



quée? Lui sera-t-il permis de reporter au matin un fait qu'il a placé le soir avec tant de confiance?

D'ailleurs, le fait que débite le témoin devient un tissu d'absurdités si on le place le matin, & ne peut se concilier avec les dépositions les plus constantes de l'information de la Demoiselle de Kerbabu.

Qui peut concevoir que Mandex, après la mort du Comte d'Hautefort, soit venu dans la matinée même de la rue Culture-Sainte-Catherine dans la maison de la rue de Varenne; qu'il y soit resté une demie-heure seul avec Grasselin & Soutet; qu'ensuite Françoise Champagne étant arrivée, ils soient encore restés dans la même chambre pendant trois quarts-d'heure, & qu'enfin Mandex ait emporté ou la cassette, ou les papiers, pour alier rejoindre le Marquis d'Hautefort dans la rue Culture-Sainte-Catherine? Le Marquis d'Hautefort seroit-il resté près de trois heures chez Martinon à attendre qu'on lui apportât des papiers pour les brûler? Un domestique qui auroit voulu livrer les papiers de son défunt maître, seroit-il demeuré cinq quarts-d'heure ou une heure & demie dans sa chambre, pendant qu'on l'attendoit avec impatience? Ces suppositions ne peuvent entrer dans l'esprit de personne.

Mais comment les concilier avec les faits que la Demoiselle de Kerbabu a avancés, & avec les circonstances dont les témoins rendent compte? La Demoiselle de Kerbabu, dans un de ses Mémoires imprimés, dit positivement qu'il est prouvé par les charges, *que le Comte d'Hautefort, avant sa mort, avoit demandé sa cassette; que Mandex, qui en étoit le dépositaire, averti de la part de son maître par un autre domestique, eut l'infidélité de ne l'apporter que quand il vit que son maître étoit sans connoissance.* La cassette fut donc apportée avant la mort du Comte d'Hautefort, si l'on en croit la Demoiselle de Kerbabu; elle fut apportée par Mandex chez Martinon, quand son maître n'avoit plus de connoissance; elle fut apportée dans la vue d'en tirer les papiers que l'on vouloit soustraire, & de les brûler. Comment donc, après la mort, cette cassette se trouva-t-elle dans la chambre de Mandex, rue de Varenne? Et comment y trouve-t-on des paquets dans lesquels la Demoiselle de Kerbabu suppose que devoit être le contrat de mariage?

Mais pour détruire les fausses inductions qu'elle veut tirer du récolement & de la confrontation de Françoise Champagne, il faut lui opposer quelque chose de plus pressant encore.

Les témoins qui étoient présens lorsque le Comte d'Hautefort mourut déposent que le Comte de Surville, aujourd'hui Marquis d'Hautefort, sortit de la maison de Martinon aussi-tôt qu'on lui apprit la mort de son oncle. Gentil déclare *qu'aussi-tôt le décès de son maître, Mandex s'en fut, & M. de Surville aussi.* Brunet, autre domestique, dit de même *que M. de Surville se retira environ les neuf heures, après que le Déposant lui eut dit de s'en aller.* Enfin la Demoiselle de Kerbabu elle-même, dans son **Mémoire** imprimé, est convenue *que, peu de tems après la mort du Comte d'Hautefort, son neveu & Mandex sortirent de chez Martinon.*

On entreprendroit en vain de concilier une vérité si publique & si reconnue avec les inductions que la Demoiselle de Kerbabu voudroit tirer du récolement & de la confrontation de Françoise Champagne. D'un côté, il est constant que le Marquis d'Hautefort sortit dans l'instant du décès, & que Mandex le suivit aussi-tôt; d'un autre côté, on voudroit faire entendre que Mandex vint après la mort, & dans la même matinée, dans la rue de Varenne; qu'il resta cinq quarts-d'heure dans sa chambre; qu'après cela il retourna dans la rue Culture-Sainte-Catherine, & qu'il y trouva encore le Marquis d'Hautefort pour lui livrer les papiers de son oncle; en sorte que le Marquis d'Hautefort, sorti dans l'instant de la mort, se retrouve encore dans la même maison plus de deux heures & demie après : la contradiction peut-elle être portée plus loin ?

De toutes ces observations il résulte, 1°. Qu'il n'y a rien dans la déposition, dans le récolement ni dans la confrontation de Françoise Champagne qui puisse établir que le contrat de mariage fût parmi les papiers du Comte d'Hautefort lors de son décès; & qu'au contraire, à prendre droit par le récolement qui paroît plus exact & plus circonstancié que tout le reste, il n'y avoit dans la cassette que des lettres de la Marine. 2°. Que quelque chose que Françoise Champagne eût pu dire, on ne pourroit jamais y ajouter foi, après les contradictions dans lesquelles elle est tombée si souvent sur les principales circonstances. Enfin, que le changement qu'elle a fait dans sa confrontation mérite encore moins de confiance que tout le reste, puisqu'il ne peut se concilier ni avec le système de la Demoiselle de Kerbabu, ni avec les dépositions qui paroissent les plus exactes & les plus sûres.

Ainsi le corps du délit s'éloigne & disparoît entièrement à



mesure que l'on approfondit les pieces & les dépositions dans lesquelles la Demoiselle de Kerbabu paroît avoir mis le plus de confiance.

Il en fera de même du second chef sur lequel la Demoiselle de Kerbabu insiste, qui est l'enlèvement d'un prétendu testament olographe. On ne trouve encore aucun indice de l'existence de cette piece ni dans les tems qui ont précédé la dernière maladie du Comte d'Hautefort, ni dans le tems de sa mort.

On ne trouve dans tout le procès qu'un seul écrit qui parle de testament ; c'est un billet daté du 15 Décembre 1726, dans lequel il est dit : *J'ai fait à Hauterive le mémoire de tout ce qui y est ; j'ai dans ma cassette mon testament fait à Hauterive.* Cet écrit fait partie de ceux dont la Demoiselle de Kerbabu a fait faire la vérification. On a déjà remarqué qu'à prendre droit, même par le rapport des Experts, il n'étoit pas possible de donner à de pareils écrits quelque degré d'autorité en Justice. Dès que les uns sont convaincus d'avoir été altérés & falsifiés, les autres perdent tout crédit, puisqu'ils partent de la même main, & sont tous rassemblés pour établir un même fait.

Mais quand on les supposeroit aussi sinceres qu'ils sont faux & corrompus, quelle induction pourroit-on tirer d'un billet qui parle en général d'un testament fait à Hauterive ? Ce testament étoit-il antérieur ou postérieur à celui du premier Avril 1726, qui s'est trouvé dans l'apposition du scellé ?

Enfin, quand il auroit fait un testament à Hauterive différent de celui qu'il avoit fait à Paris le premier Avril 1726, n'a-t-il pas été le maître de le supprimer depuis le 15 Décembre 1726, pour ne laisser subsister que celui de Paris ? Les dispositions des hommes sont toujours chancelantes & révocables jusqu'à leur dernier soupir ; ils peuvent, par un second testament, révoquer le premier ; & par un retour à leur première volonté, supprimer, brûler, déchirer le second testament, & conserver à l'autre sa première autorité. Ce n'est donc pas établir un corps de délit que de rapporter un acte dans lequel un homme, quelques mois avant sa mort, parle d'un testament qui n'a point paru, parce qu'il n'a point été obligé de persévérer dans cette disposition, & qu'on doit le présumer quand ce testament ne se trouve point à sa mort.

C'est donc principalement en matière de testament qu'il faut que l'existence soit prouvée depuis le décès pour pouvoir établir un corps de délit. Le défunt aura parlé de ce testament dans

les termes les plus précis un mois , quinze jours , si l'on veut , avant sa mort ; mais une heure avant que de mourir il a pu se le faire remettre , & le supprimer sans que personne ait droit de s'en plaindre , & par conséquent sans que ses héritiers en soient responsables. Le corps de délit ne peut donc jamais être établi suffisamment par un pareil écrit.

A l'égard de la preuve testimoniale , elle n'est pas d'un plus grand secours à la Demoiselle de Kerbabu dans cette partie que dans celle du contrat de mariage. Il n'y a pas un témoin qui ait vu ce prétendu testament , ni qui ait ouï dire qu'il ait été vu par d'autres , quoiqu'elle avance hardiment dans sa plainte , *que plusieurs personnes l'ont vu & lu depuis le décès du Comte d'Hautefort* : tous conviennent qu'ils n'en ont jamais eu connoissance. Il n'y a donc aucune preuve de son existence , au moins dans le tems de son décès , & par conséquent il ne peut jamais y avoir de corps de délit à cet égard.

Mais on peut même ajouter qu'il y a des preuves sensibles au procès que cette piece n'a jamais existé ni dans le tems qui a précédé la dernière maladie du Comte d'Hautefort , ni dans le tems de son décès. Par rapport aux tems qui ont précédé la maladie du Comte d'Hautefort , comment concilier l'idée d'un testament fait à Hauterive depuis le prétendu mariage du Comte d'Hautefort avec ce qui est rapporté dans une des lettres qu'on lui attribue ?

On lui fait dire dans la lettre du 7 Novembre 1726 : *Gardez bien avec soin les papiers que je vous ai donnés , car si je venois à manquer avant que notre mariage fût déclaré , vous mettriez par-là bien à la raison tous les gens qui se pourroient , avec grand tort , persuader que je ne pouvois pas , par notre contrat de mariage , vous donner tout mon bien : les voilà bien éloignés de compte*. Il résulte manifestement de ces termes , en supposant la lettre véritable , que le Comte d'Hautefort , par son contrat de mariage , avoit donné tout son bien à la Demoiselle de Kerbabu. Ce n'est pas un simple usufruit qui ne seroit que la moindre partie de son bien , c'est tout son bien , c'est-à-dire , le fond & le revenu ; & il est donné par un contrat de mariage , c'est-à-dire , par un acte irrévocable , par le plus solennel & par le plus respectable de tous les titres , par un acte susceptible de toute sorte de dispositions.

Cependant après que le Comte d'Hautefort avoit tout donné à la Demoiselle de Kerbabu par un contrat de mariage du 17 Septembre 1726 , suivi d'une célébration du 19 du même mois ,



on vient nous dire que le 22 de ce même mois le Comte d'Hautefort a fait un testament en sa faveur: peut-on pousser plus loin la contradiction & l'absurdité?

La Demoiselle de Kerbabu se plaint en même tems de ce qu'on lui a enlevé un contrat de mariage & un testament. Pour établir ce double crime, elle rapporte deux écrits, tous deux, selon elle, de la main du Comte d'Hautefort, l'un qui parle du contrat de mariage, & l'autre du testament; mais peu attentive à concilier les différentes parties de son système, elle ne voit pas qu'un de ces écrits se détruit nécessairement par l'autre. S'il y a eu un contrat de mariage par lequel le Comte d'Hautefort lui ait donné tout son bien, il est absurde d'imaginer que sept jours après il ait fait un testament en sa faveur; si au contraire il a fait un testament dans lequel il ait disposé à son profit, il est absurde d'imaginer que sept jours auparavant il lui eût donné tout ce qui étoit à sa disposition: & par conséquent elle en impose, au moins dans un des chefs de son accusation.

Par-là même se fortifient les preuves de fausseté des écrits qu'on nous représente. Le Comte d'Hautefort a-t-il écrit le 7 Novembre 1726 à la Demoiselle de Kerbabu qu'il lui avoit donné tout son bien par son contrat de mariage? En ce cas, il ne lui aura pas mandé le 15 Déc. suivant qu'il gardoit précieusement un testament fait en sa faveur; & par conséquent le billet du 15 Décembre doit être faux. Au contraire, a-t-il écrit ce billet? La lettre du 7 Novembre ne peut pas être véritable, & par conséquent il faut qu'il y ait de l'imposture dans le fait de la Demoiselle de Kerbabu; & si les deux pieces ne sont pas également fausses, il est impossible qu'il n'y en ait pas au moins une des deux qui soit supposée.

Si cette réflexion nous fournit un argument invincible pour prouver qu'il n'y a jamais eu de testament en faveur de la Demoiselle de Kerbabu, les dépositions de ses témoins vont encore mettre cette vérité dans un plus grand jour.

Le Marquis d'Hautefort ayant été confronté avec le nommé Gentil, qui étoit un des domestiques du Comte d'Hautefort, & qui ne l'a point quitté pendant sa maladie, l'a interpellé de déclarer si le feu Comte d'Hautefort étant malade chez Martinon, Chirurgien, de la maladie dont il est décédé, ne dit pas au nommé Paillet, Chirurgien de M. le Comte de Toulouse, de dire à lui Accusé d'avoir soin de ses gens, & qu'il les lui recommandoit. Gentil a répondu que le contenu en l'interpellation étoit véritable, & qu'il avoit en-

*tendu le feu Comte d'Hautefort le dire ainsi audit Paillet.* La même interpellation a été faite au nommé Bourguignon, qui a répondu qu'il n'étoit pas présent quand le Comte d'Hautefort tint ce discours, mais qu'il avoit ouï dire à Gentil que le fait étoit vrai.

Le Comte d'Hautefort mourant a donc recommandé à son neveu d'avoir soin de ses domestiques ; ce fait est bien établi. Par une conséquence nécessaire, il falloit donc que ce neveu fût l'héritier ou le légataire universel du Comte d'Hautefort : car de supposer qu'il laissât tout son bien à la Demoiselle de Kerbabu, & qu'il chargeât son neveu de récompenser ses domestiques, c'est une absurdité qu'il n'est pas possible de concevoir. Mais si le Marquis d'Hautefort étoit légataire universel de son oncle, il n'avoit donc point fait d'autre testament que celui du premier Avril 1726, & par conséquent, dans l'accusation de suppression de testament, le corps du délit est manifestement supposé.

Et ce fait important dont les deux domestiques déposent va bien plus loin, car il renverse d'un seul coup toutes les suppositions de la Demoiselle de Kerbabu. Elle a été mariée, dit-elle ; par son contrat de mariage le Comte d'Hautefort lui avoit donné tout son bien ; sept jours après, il avoit encore fait un testament en sa faveur ; ces deux actes, le contrat de mariage & le testament, sont rappelés dans différens écrits du Comte d'Hautefort : cependant ils ne paroissent pas ; il faut donc qu'ils aient été supprimés. Voilà le fondement de ses plaintes. Mais tout n'est-il pas supposé, & le contrat de mariage, & le testament, & les écrits qui les rappellent, puisque le Comte d'Hautefort dangereusement malade ne jette les yeux que sur le Comte de Surville son neveu ; puisque, le regardant comme celui qui devoit recueillir tous ses biens en vertu du testament du premier Avril 1726, il le charge d'avoir soin de ses domestiques ? A la vue d'une pareille recommandation, il faut que tous les prétendus délits disparaissent, & qu'il ne reste de coupable que l'Accusatrice. Plus de contrat de mariage qui fasse passer à la Demoiselle de Kerbabu tous les biens du Comte d'Hautefort ; plus de lettre par laquelle il s'applaudisse indignement de la surprise & du chagrin qu'il va causer à sa famille ; plus de testament qui révoque celui du premier Avril 1726. Tout est supposé dans les faits & dans les pièces de la Demoiselle de Kerbabu : c'est le Comte d'Hautefort mourant qui nous en administre une preuve, & elle ne peut être suspecte.

Tout est donc supposé dans cette accusation, tout y ressent



l'imposture & la calomnie ; en un mot , il n'y a pas même de corps de délit.

La conduite que le Marquis d'Hautefort a tenue dans les tems qui ont précédé & suivi la mort du Comte d'Hautefort a été si publique, qu'il seroit impossible de faire tomber sur lui le plus léger soupçon , si on étoit dans le cas de rechercher ici un coupable.

Plein de tendresse pour un oncle qu'il avoit toujours regardé comme son pere , il s'empressa de se rendre auprès de lui lorsqu'il apprit l'état funeste auquel il étoit réduit , & le danger qu'il y avoit pour sa vie. Il fut toujours en présence des nommés Gentil, Bourguignon, Brunet & Mandex, domestiques du Comte d'Hautefort, qui l'assistoient dans ses derniers momens. Il resta auprès du lit de son oncle tant qu'il conserva quelque léger rayon d'espérance ; mais quand on n'attendoit plus que le dernier soupir , il passa dans l'anti-chambre, où après avoir été seul quelques momens , Brunet vint lui apprendre qu'il devoit se retirer à l'Hôtel de Pompadour ; ce qu'il fit aussi-tôt.

Il y passa plusieurs jours , ignorant les mesures que l'on prenoit dans la famille , & qui conviennent dans ces occasions. Cependant le Marquis d'Hautefort son oncle, qui étoit le principal héritier du Comte d'Hautefort , avoit fait apposer le scellé à sa Requête. Il paroît qu'on ne perdit pas de tems pour mettre tous les effets & tous les papiers en sûreté. Le Comte d'Hautefort étoit mort entre neuf & dix heures du matin dans la rue Culture-Saint-Catherine. Il fallut apprendre cette nouvelle au Marquis d'Hautefort qui demouroit à une autre extrémité de Paris ; faire dresser une procuration pour l'apposition du scellé chez M<sup>e</sup> Dullion, Notaire, rue Dauphine , & la porter chez le sieur Marquis d'Hautefort pour la signer. Enfin il fallut aller trouver le Commissaire Parent , qui se transporta dans la rue de Varenne , & apposa le scellé sur les trois ou quatre heures après-midi. Tant de courses & de mouvemens dans des quartiers si éloignés ne pouvoient pas être plus précipités. Quand il y auroit eu plus de lenteur , on n'auroit pas pu s'en prendre au Comte de Surville , qui n'avoit point d'ordre à donner ; mais avec quelque empressement que l'on eût agi , il auroit été impossible d'aller plus vite.

Le scellé ayant été apposé , le Comte de Surville , qui se trouvoit légataire universel par le testament trouvé dans une commode de l'appartement du Comte d'Hautefort , ne se pressa point

*Seconde Proposition.*

*Si y avoit un corps de délit , on ne pourroit l'imputer au Marquis d'Hautefort.*

de le faire lever. Il falloit appeller un grand nombre d'héritiers ; dont plusieurs étoient éloignés de Paris. On lui apporta seulement plusieurs lettres arrivées pendant la maladie & depuis la mort du Comte d'Hautefort. Comme on savoit qu'il étoit nommé pour commander les vaisseaux que l'on armoit à Brest & à Toulon , il est aisé de juger de combien de lettres il étoit accablé tous les jours. On les apporta donc au Marquis d'Hautefort , à l'Hôtel de Pompadour , trois ou quatre jours après la mort. Il distingua celles qui avoient rapport aux affaires de la Marine de plusieurs autres qui, venant de femmes ou de personnes qui n'avoient aucune part au service , lui parurent indifférentes ; il remit les premières au Ministre , & brûla les autres.

Dans la suite, l'inventaire a été fait , dans les formes les plus exactes & les plus scrupuleuses , en présence de plusieurs héritiers & d'un Substitut du Procureur du Roi pour les absens , & le Marquis d'Hautefort est entré en possession paisible des biens de son oncle.

Après une conduite si innocente & si publique , qui auroit pu prévoir que le Marquis d'Hautefort fût impliqué dans une accusation de divertissement & de suppression des papiers du Comte d'Hautefort ?

Aussi n'y a-t-il pas un seul témoin qui forme contre lui la plus légère conjecture. Plusieurs rendent compte de sa conduite telle qu'on la vient d'expliquer ; ils reconnoissent que dans l'instant de la mort il sortit de chez Martinon & se retira à l'Hôtel de Pompadour ; qu'il n'entra pas même dans la maison rue de Varenne , & qu'il n'eut aucune part à ce qui se passa pendant toute la journée ; qu'on ne lui a vu ni prendre ni tenir aucuns papiers , & encore moins les emporter , les brûler ou les supprimer. Il n'y en a pas même un seul qui dise que Mandex , depuis qu'il eut été dans la rue de Varenne , soit venu trouver le Marquis d'Hautefort , & ce n'est en effet que trois ou quatre jours après que Mandex lui remit les lettres dont on vient de parler. Il n'y a donc pas le plus léger indice contre le Marquis d'Hautefort.

C'est ce défaut de preuve qui réduisit la Demoiselle de Kerbabu à fabriquer cette révélation anonyme dont on a déjà parlé ; mais , on ne craint point de le dire , une pareille piece fait plus contre la Demoiselle de Kerbabu , qu'elle ne nuit au Marquis d'Hautefort. Il faut que l'innocence de l'Accusé soit bien respectée par tous les témoins , quand l'Accusatrice est réduite à



de telles manœuvres pour soutenir ses impostures. Quoi ! présenter à la Justice un témoin invisible , ou plutôt se donner soi-même pour témoin , quand on n'en peut trouver aucun qui veuille se porter à de telles iniquités ! N'est-ce pas fournir à l'accusé la preuve la plus authentique de la pureté de sa conduite ? Ce silence de tous les témoins , qui n'est interrompu que par la voix d'un fantôme que l'on substitue à la réalité qui manque , doit porter la conviction dans tous les esprits , & faire éclater l'innocence d'un Accusé que l'on a cherché à décrier par les calomnies les plus odieuses. Mais ce n'est point assez d'avoir établi qu'il n'y a point de preuve du crime qu'on lui impute , il faut encore démontrer qu'il n'a pu même penser à le commettre.

Pour cela , il suffit d'observer que , suivant la Demoiselle de Kerbabu elle-même , son prétendu mariage avoit été fait d'une manière si secrète , qu'il étoit ignoré de tout le monde. Le Comte d'Hautefort , selon elle , ne vouloit pas le rendre public qu'il n'en eût parlé au Roi & à M. l'Amiral. C'est pour cela qu'elle s'étoit retirée au Château de Saint-Quentin avec la Dame sa mere , où elle continuoit de passer pour fille ; c'est pour cela que les lettres qu'elle prétend avoir reçues depuis du Comte d'Hautefort sont toutes adressées à *Mademoiselle de Kerbabu au Château de Saint-Quentin*. Ce prétendu mariage étoit donc enveloppé dans un mystère impénétrable. Tous les domestiques du Comte d'Hautefort , c'est-à-dire , ceux qui étoient plus à portée de pénétrer dans ses secrets , protestent dans leurs dépositions qu'ils n'en avoient aucune connoissance. Enfin le Comte d'Hautefort malade dangereusement , & prêt à mourir , ne s'en est ouvert ni au Comte de Surville aujourd'hui Marquis d'Hutefort , ni à aucun parent , ni à aucun ami , ni à aucun domestique. Le secret a tellement été gardé , que même après sa mort , & lorsque la Demoiselle de Kerbabu a commencé à donner quelque signe de vie , elle a encore déclaré qu'il n'y avoit point de mariage. Toutes ces circonstances sont certaines & adoptées par elle-même.

Mais , on le demande à toute personne sensée , comment imaginer que dans cet état le Marquis d'Hautefort ait pu seulement penser à détourner les pieces qui pouvoient servir de preuves à l'état de la Demoiselle de Kerbabu ?

Un homme âgé de plus de soixante ans , & qui pendant tout le cours de sa vie n'a jamais paru avoir aucune pensée de mariage ,

meurt entouré seulement de quelques domestiques : va-t-on imaginer qu'il se trouvera dans sa cassette un contrat de mariage ? Va-t-on former le projet de le soustraire ? Pour imputer de tels crimes à un Accusé , il faut au moins qu'il y ait quelque vraisemblance que l'on ait pu former le dessein de les commettre ; mais c'est ce qui est impossible dans les circonstances où l'on ne peut s'empêcher de placer le Marquis d'Hautefort au moment de la mort de son oncle.

D'ailleurs a-t-on jamais entendu parler qu'on se porte à soustraire la grosse d'un contrat de mariage quand il y a une minute à laquelle la veuve peut recourir ? Presumera-t-on qu'un Notaire soit assez prévaricateur pour la livrer ? Et sur une espérance aussi chimérique , commencera-t-on par commettre un crime sans objet ? Du moins en ce cas faudroit-il avec empressement courir chez le Notaire , & lui faire livrer sa minute. Cependant la Demoiselle de Kerbabu suppose au contraire, qu'au mois de Juin suivant ce Notaire a reconnu encore avoir la minute ; & elle prétend même qu'elle est restée entre ses mains jusqu'au mois de Septembre , c'est-à-dire, huit mois ou environ après la mort du Comte d'Hautefort ; ensorte que si au mois de Juin , & pendant qu'elle étoit chez Ains , Notaire, elle l'eût engagé à lui donner une nouvelle expédition , soit par autorité , soit dans un esprit de justice, le Marquis d'Hautefort auroit commis gratuitement un crime dont il ne recueillerait que l'infamie & la confusion. Peut-on admettre une accusation qui suppose nécessairement tant d'absurdités ?

Enfin on ne peut s'empêcher d'ajouter que la succession du Comte d'Hautefort étoit si modique, que pour conserver les parts qui pouvoient revenir au Marquis d'Hautefort, on ne peut pas se persuader que personne au monde eût été capable de commettre une action si basse & si honteuse. Quand même le Marquis d'Hautefort auroit sçu qu'il étoit nommé légataire universel par un premier testament , pouvoit-il se porter à soustraire des pieces pour conserver cinq ou six mille livres de rente chargées de legs pieux & de recompenses laissées à ses domestiques ? Car l'universalité de la succession ne pouvoit pas lui appartenir en vertu du legs universel ; il en falloit distraire les deux tiers de la terre d'Hauterive qui n'étoient point disponibles , & sur le surplus , il falloit acquitter tous les legs. C'étoit un intérêt si modique , que l'on ne peut jamais le regarder comme un objet capable de porter à un tel crime.



La vraisemblance manque donc de toutes parts. Non-seulement le crime n'est point établi, & il n'y a aucune charge contre l'Accusé, mais on peut dire que tout révolte même contre la seule pensée que l'on pourroit en attribuer au Marquis d'Hautefort.

On a déjà détruit plusieurs objections en établissant la défense de l'Accusé; on se propose donc seulement de parcourir ici celles qui auroient pu échapper dans le corps de la défense.

*Réponses aux  
Objections.*

La Demoiselle de Kerbabu présente par-tout le fait de son mariage comme une circonstance propre à soutenir les efforts qu'elle fait pour accabler le Marquis d'Hautefort; elle élève l'autorité de son acte de célébration, délivré, dit-elle, par un Officier public qui le conserve dans un dépôt précieux; & si elle a écrit le contraire, tantôt c'est une faute dans laquelle elle a été entraînée par de mauvais conseils, tantôt c'étoit une précaution nécessaire pour déguiser sa marche.

A son compte, les lettres du Comte d'Hautefort, en assurant le fait du mariage, conduisent encore plus directement au délit dont elle a rendu plainte. Elles prouvent que le Comte d'Hautefort avoit dans sa cassette les pieces qu'elle demande. On ne les a point trouvées; la preuve est donc acquise par ces lettres seules. S'il y avoit preuve qu'un homme eût reçu 50000 livres, & que depuis un voleur eût forcé le cabinet dans lequel cette somme étoit gardée, il seroit présumé l'avoir prise, & seroit condamné à la rendre: c'est ici la même chose, parce qu'il y a preuve que la cassette a été ouverte par Mandex. D'ailleurs le Marquis d'Hautefort est convenu que Mandex, depuis la mort, lui avoit remis une grande quantité de lettres qu'il a brûlées. Il y a bien plus d'apparence que c'étoient les pieces qu'elle réclame, d'autant plus que sur ce fait le Marquis d'Hautefort & Mandex tombent dans des contradictions sensibles.

Enfin c'est ici une matiere dans laquelle on ne peut pas exiger une preuve complete; il s'agit d'un crime occulte; & dans une pareille matiere, les preuves que l'on rapporte sont plus que suffisantes.

Il faut d'abord retrancher de ces objections le fait du mariage. Quand on pourroit ajouter foi à tout ce que la Demoiselle de Kerbabu débite sur ce sujet, elle n'auroit encore rien fait qui pût donner le plus léger prétexte à son accusation.

La Demoiselle de Kerbabu peut avoir été mariée, & qu'il n'y ait jamais eu de contrat de mariage; elle peut avoir été mariée, & que le Comte d'Hautefort ne se soit jamais fait délivrer

la grosse de son contrat, qu'il ne l'ait jamais eue en sa possession, que du moins elle ne fut point parmi ses papiers à son décès, & que le Marquis d'Hautefort ne l'ait point détournée.

Il est donc inutile d'entrer, quant à présent, dans la question de savoir si la Demoiselle de Kerbabu a été mariée. Quand il en fera tems, on fera voir sans peine qu'elle n'a point de titre, ou bien qu'il est manifestement faux. On parle d'un prétendu acte de célébration de mariage dont on rapporte une expédition délivrée par le Greffier de Laval; mais la circonstance seule dans laquelle ce prétendu acte de célébration de mariage a été trouvé suffiroit pour en faire connoître la fausseté. La Demoiselle de Kerbabu avoit fait un premier voyage au mois de Juin, exprès pour aller chercher cet acte, & elle étoit revenue à Saint-Quentin sans aucun succès; elle retourne au mois de Septembre, & tout d'un coup elle le trouve, selon elle, dans un dépôt public. Un premier voyage infructueux ne doit-il pas jetter de grands soupçons sur les avantages inespérés que le second a produits?

Il suffit que, du propre aveu de ce Greffier, la piece ne fasse point partie de son registre, pour qu'il n'ait pas dû en délivrer une expédition. Le Greffier de la Justice Royale, dépositaire d'une copie du registre de la Paroisse, n'a de caractère que pour délivrer des extraits ou des expéditions des actes qui sont dans son registre: lorsqu'il trouve des pieces étrangères à ce registre, s'il en donne des copies, ce n'est plus que comme un particulier sans caractère qu'il agit: d'autant plus que son registre devant être conforme à celui de la Paroisse, il ne peut délivrer l'expédition d'aucun acte qui ne soit dans le registre de la Paroisse.

L'expédition qui est au Procès n'est donc point une piece revêtue d'aucun caractère d'autorité publique. Et quand on fera paroître le prétendu original, il ne sera pas difficile de faire voir qu'il n'est qu'un ouvrage d'iniquité, que jamais il n'y a eu de mariage entre le Comte d'Hautefort & la Demoiselle de Kerbabu; que le jour que l'on prétend qu'il a été célébré, le Curé d'Argentré ne vint point au Château d'Hauterive; que le Comte d'Hautefort fut en compagnie pendant toute la journée, sans qu'il y ait eu un seul instant dans lequel il se soit échappé pour aller recevoir la bénédiction nuptiale; qu'aucun de ses parens, de ses amis, de ses domestiques n'en a eu connoissance. C'est la Demoiselle de Kerbabu, qui, après l'avoir désavoué par des lettres si précises, a glissé ou fait glisser dans le registre qui est au Greffe de la Justice Royale la feuille volante sur laquelle se trouve ce prétendu



tendu acte de célébration de mariage. En un mot , on établira fans peine , par tous les genres de preuves que la Loi autorise , que c'est une piece fausse. Mais quant-à-présent ces réflexions sont prématurées ; il ne s'agit point du mariage de la Demoiselle de Kerbabu , & quand cet engagement seroit aussi réel qu'il est supposé , l'accusation n'en seroit pas moins une calomnie , puisqu'il n'y a aucune preuve que jamais le prétendu contrat de mariage ait existé , moins encore qu'il fût parmi les papiers du Comte d'Hautefort à son décès.

Mais , dit-on , les lettres & autres actes écrits par le Comte d'Hautefort prouvent qu'il avoit cette piece le 15 Décembre 1726 ; & la piece ne s'étant point trouvée à sa mort , on doit présumer qu'elle a été divertie , comme on présumerait qu'un voleur qui a forcé un cabinet , y a pris 50000 livres , s'il y avoit preuve que cette somme y étoit six semaines auparavant. Qui ne seroit également surpris & indigné d'une pareille comparaison ?

Premièrement , si un homme avoit forcé un cabinet , il seroit coupable par cette circonstance seule , indépendamment de ce qu'il auroit pu prendre ou ne pas prendre dans ce cabinet ; & quand un homme est une fois convaincu d'un crime pour lequel seul il mérite punition , il est facilement présumé coupable d'un autre.

Homme convaincu d'un crime , se présume aisément coupable de l'autre.

Secondement , dans le cas même que l'on feint , il n'est pas vrai , comme on le suppose , que celui qui auroit forcé un cabinet fût responsable de droit d'une somme en argent qui auroit été mise dans ce cabinet six semaines auparavant. On ose dire , qui plus est , que la prétention seroit absurde , à moins qu'elle ne fût soutenue de beaucoup d'autres preuves , parce qu'en six semaines de tems le propriétaire des deniers a pu en faire usage , en payer des dettes , les jouer , les dissiper. Il ne seroit donc pas juste d'en rendre responsable celui qui auroit eu la témérité de forcer un asyle domestique ?

Mais laissons à la Demoiselle de Kerbabu ses illusions & les faux principes qu'elle débite. Comment en peut-elle faire l'application à l'espece présente ? On suppose les écrits représentés au-dessus de tout soupçon & de toute critique ; on suppose que le contrat de mariage fut dans la cassette du Comte d'Hautefort le 15 Décembre 1726 ; comment peut-elle imaginer un corps de délit , & le faire tomber sur le Marquis d'Hautefort , ni même sur aucun des Accusés ?

Premièrement, on n'a forcé ni cabinet, ni armoire, ni cassette, & par conséquent il n'y a point ici de violence qui puisse donner lieu à des soupçons. Un domestique, à qui les clefs de son maître avoient été remises après sa mort, a ouvert en présence de trois ou quatre personnes, sans mystère, sans précaution, la cassette de son maître pour y prendre l'argent nécessaire pour les dépenses pressantes dans ces occasions, ou, si l'on veut, pour voir s'il y en avoit, & en quelles especes; y a-t-il-là quelque crime? Cela se fait publiquement & dans des circonstances où l'on ne pouvoit se conduire autrement.

Secondement, celle qui dépose de ce fait, convient expressément que l'on n'y a pris aucuns papiers.

Troisièmement, loin de dire que le contrat de mariage s'y soit trouvé, elle dit elle-même que les paquets qui y étoient furent reconnus par ce domestique pour lettres de la Marine.

Enfin le contrat de mariage, que l'on suppose dans la cassette six semaines auparavant, auroit bien pu en avoir été tiré par le Comte d'Hautefort lui-même; & si l'on ajoute foi à tous les écrits représentés, le Comte d'Hautefort l'avoit envoyé à la Demoiselle de Kerbabu à Saint-Quentin sous une enveloppe dont elle a fait remettre au Greffe des fragmens par un anonyme.

Quel parallele entre les deux especes! Si dans celle que la Demoiselle de Kerbabu a imaginée, elle disoit qu'un domestique de confiance est entré dans un cabinet dont on lui avoit confié la clef, qu'il y est entré en présence de trois ou quatre personnes, publiquement & sans mystère, & que ceux qui en déposent ne lui ont vu prendre aucun argent, auroit-elle osé imaginer que, par une démarche si innocente, ce particulier fût obligé de répondre d'une somme de 50000 livres qui auroit été mise dans ce cabinet six semaines auparavant? Elle rougiroit elle-même d'une pareille proposition; comment donc la peut-elle faire par rapport au contrat de mariage dont il s'agit, puisque nous sommes encore dans des circonstances plus favorables? Que Mandex ait apporté après cela des lettres adressées au feu Comte d'Hautefort, qu'il les ait remises au Marquis d'Hautefort à l'hôtel de Pompadour; & que celui-ci, après avoir distingué celles qui pouvoient être de quelques conséquences, & les avoir mises à part, ait brûlé les autres, ce sont des circonstances si indifférentes qu'il n'y a qu'une accusation aussi destituée de prétextes que celle de la Demoiselle de Kerbabu dans laquelle on puisse les relever, &



entreprendre d'en tirer quelques inductions. Rien n'est plus commun que de remettre à l'héritier des lettres qui arrivent journellement pendant la maladie & après la mort d'un homme : & quel usage cet héritier en peut-il faire que de brûler celles qui lui paroissent inutiles , & de réserver les autres ?

La prétendue contradiction que l'on relève entre ce que le Marquis d'Hautefort & Mandex ont dit à cet égard ne roule que sur une équivoque. Mandex a parlé des lettres qui lui avoient été remises par Bourguignon & Gentil chez Martinon , & qui y avoient été portées dans les derniers jours de la maladie ; il a dit qu'elles étoient en rouleau , & qu'il pouvoit y en avoir quarante ou environ. On juge facilement que Mandex , dans ce discours , ne s'est pas piqué d'une grande précision. Il convient qu'il n'a ni compté les lettres , ni examiné avec beaucoup d'attention le rouleau qui lui fut remis ; il en parle donc au hasard. Quoi qu'il en soit , il ne parle que de celles qui lui furent remises chez Martinon ; il les porta à l'hôtel du Comte d'Hautefort , rue de Varenne , où il en arrivoit journellement , comme il est aisé de l'imaginer , puisque le Comte d'Hautefort étoit à la veille de prendre le commandement d'une Escadre considérable ; & ce ne fut que trois ou quatre jours après la mort du Comte d'Hautefort qu'il remit toutes ces lettres au Comte de Surville ; en sorte que ces lettres remises à l'héritier , trois ou quatre jours après la mort , devoient être en bien plus grand nombre que celles que Mandex avoit reçues chez Martinon le jour même du décès. Il ne faut donc pas être surpris si le Marquis d'Hautefort , dans son interrogatoire , a dit qu'on lui avoit remis une quantité prodigieuse de lettres , & qu'il pouvoit y en avoir de quoi remplir un boisseau. La Demoiselle de Kerhabu trouve une grande différence entre quarante lettres ou environ dont parle Mandex , & une quantité prodigieuse de lettres dont parle le Marquis d'Hautefort. Mais outre qu'il feroit injuste d'exiger une grande précision sur des faits si légers , si indifférens , & dont on ne parle que plus de trois ans après qu'ils sont arrivés , il est évident que le Marquis d'Hautefort & Mandex ont parlé de lettres par rapport à deux époques différentes ; Mandex ne parlant que de celles qui lui ont été remises chez Martinon le jour de la mort , & le Marquis d'Hautefort parlant de celles qui lui ont été apportées à l'hôtel de Pompadour trois ou quatre jours après.

C'est donc reconnoître que l'on n'a ni preuves , ni indices

propres à soutenir l'accusation que de recourir à de pareilles équivoques ; aussi la Demoiselle de Kerbabu n'en fait-elle pas beaucoup de mystère , quand elle est réduite à dire qu'il s'agit ici d'un crime occulte , dont il n'est pas aisé de trouver des preuves. Mais quelle conséquence prétend-elle tirer de la qualité du crime qu'elle défère , & des ténèbres dans lesquelles elle suppose qu'il est enveloppé ? Prétend-elle qu'on pourra feindre un crime caché , obscur , impénétrable ; le dénoncer à la face de l'univers pour exciter son indignation , faire retentir tous les Tribunaux de ses plaintes , répandre par-tout ses calomnies , annoncer des preuves accablantes , & multiplier les menaces avec une confiance outrée ; & qu'on en fera quitte après cela pour reconnoître qu'on n'en peut pas avoir des preuves parce que c'est un crime occulte ? Qui pourroit admettre une maxime si funeste à la société ? L'honneur des Citoyens les plus purs ne seroit jamais en sûreté ; il ne faudroit avoir qu'un ennemi téméraire & audacieux pour être perdu de réputation , quelque déplorable que fût son accusation.

Crime en  
général se  
commet dans  
les ténèbres.

Le crime en général se commet ordinairement dans les ténèbres ; faudra-t-il pour cela , sans preuves & sans indices , le supposer commis ? Au contraire , s'il y en a de plus occultes les uns que les autres , c'est à cause de cela même qu'il faut être plus réservé à en rendre plainte. Il ne faut pas croire qu'après avoir dénoncé solennellement un crime à la Justice , on en fera quitte pour avouer ingénument l'impuissance où l'on est de l'établir.

Enfin s'il s'agit d'un crime occulte dont la preuve soit si difficile , & que la Demoiselle de Kerbabu croie pouvoir être excusée de n'en rapporter aucune , pourquoi donc a-t-elle annoncé depuis si long-tems des preuves sous le poids desquelles le Marquis d'Hautefort alloit être accablé ? Quand on lui reprochoit d'abord qu'elle n'en avoit aucune de tous les crimes qu'elle supposoit : vous m'avez arrêté au commencement de ma course , disoit-elle ; qu'on me rende ma première liberté , & l'on verra la preuve portée jusqu'au dernier degré d'évidence. Cette liberté tant demandée a été obtenue , & n'a rien produit ; au contraire les informations ont pleinement justifié l'Accusé. La Demoiselle de Kerbabu en fera-t-elle quitte pour dire aujourd'hui qu'il s'agit d'un crime occulte dont la preuve est impossible ? Falloit-il donc entretenir la Justice & le Public de tant d'espérances , pour reconnoître enfin qu'on ne peut répondre à de si magnifiques promesses ? Non , sans doute ; & la réparation qui



est due au Marquis d'Hautefort doit être aussi éclatante que l'insulte.

Toute la France a retenti des déclamations & des emportemens de la Demoiselle de Kerbabu contre le Marquis d'Hautefort ; elle lui a imputé des crimes énormes. Non-seulement il avoit soustrait un testament & un contrat de mariage qui étoient dans les papiers du Comte d'Hautefort son oncle, mais il avoit fait lacérer deux feuillets du registre des mariages de la Paroisse d'Argentré ; il avoit enlevé une minute chez un Notaire, altéré & falsifié le registre du contrôle, tenté la fidélité du Greffier de Laval pour livrer un original précieux. Voilà ses crimes, suivant la Demoiselle de Kerbabu ; crimes que l'effusion de tout son sang n'auroit pas pu laver, & qui auroient fait l'opprobre éternel de sa Maison, s'il avoit été capable de les commettre.

Ce n'étoient pas de simples soupçons que la Demoiselle de Kerbabu eût formés, & qu'elle crût pouvoir répandre ; elle ne promettoit pas moins que de l'accabler sous le poids des preuves dont elle étoit assurée ; une foule de témoins alloient révéler des mystères qui feroient horreur ; il n'y avoit qu'à leur ouvrir le sanctuaire de la Justice, & ils alloient mettre ces crimes dans tout leur jour. C'est ainsi que la Demoiselle de Kerbabu a préparé les esprits aux plus cruels & aux plus sinistres événemens. L'ennemi du Marquis d'Hautefort triomphoit ; le peuple étoit ébranlé par une confiance si présomptueuse, & l'ami même du Marquis d'Hautefort, le plus persuadé de son innocence, n'étoit pas sans inquiétude sur le sort d'un homme si cruellement déchiré.

Tel est le spectacle que présente les premières démarches de la Demoiselle de Kerbabu ; mais que se trouve-t-il dans l'événement, & à quoi ont abouti des déclamations si outrées, & des menaces si violentes ?

On n'a pas pu trouver dans les preuves littérales & testimoniales réunies une ombre, une apparence même de corps de délit. Les principaux chefs d'accusation ont été abandonnés. On n'a plus entendu parler ni de minute enlevée chez le Notaire, ni d'altération du registre du contrôle, ni de lacération de quelques feuillets du registre de la Paroisse. Tous ces objets si intéressans ont disparu ; & par rapport à la suppression de la grosse du contrat de mariage & du testament, à laquelle seule on s'est réduit, on n'a pas pu même établir que ces pièces aient jamais existé.

Point de preuves d'existence dans les tems qui ont précédé la

maladie du Comte d'Hautefort ; on ne se fonde que sur quelques écrits , dont plusieurs se trouvent falsifiés & altérés , du propre aveu des Experts , & qui ne présenteroient tout au plus que l'idée d'un projet informe , sans aucun caractère d'authenticité ; écrits qui sont combattus par des preuves contraires si pressantes & si solides qu'il est impossible qu'ils puissent même les balancer. Point de preuve de l'existence au tems du décès , puisqu'elle ne peut jamais se trouver dans des écrits qui précèdent la mort de près de deux mois , & que même , en prenant droit par les actes sur lesquels la Demoiselle de Kerbabu se fonde , on seroit obligé de reconnoître que les pieces qu'elle demande , si elles avoient jamais existé , lui auroient été envoyées avant la dernière maladie du Comte d'Hautefort. Ainsi loin d'établir le crime qu'elle impute au Marquis d'Hautefort , les écrits où se réduit sa preuve ne prouveroient que l'excès de son imposture , en se plaignant de l'enlèvement des pieces qu'elle auroit en sa possession. Enfin , quand on pourroit supposer un corps de délit , il seroit absurde , comme on l'a déjà fait voir , de l'imputer au Marquis d'Hautefort. Sa conduite , au moment de la mort , a été publique ; elle est irrépréhensible : triste spectateur d'une mort qui étoit pour lui le plus funeste de tous les événemens , il est venu dans l'instant même s'enfermer dans l'hôtel de Pompadour , abîmé dans son chagrin & dans sa douleur , indifférent à tout ce qui pouvoit avoir rapport à la succession du Comte d'Hautefort , qu'il regardoit comme le plus cruel présent que le Ciel pût lui faire.

Dans ce contraste où l'on voit d'un côté les crimes les plus énormes dénoncés à la Justice , & de l'autre toutes les preuves se réunir pour le triomphe de l'Accusé , pourroit-on se refuser à une juste indignation contre celle qui a osé imaginer des faits si chimériques & si odieux , & qui n'a pas craint de déchirer , par les écrits les plus emportés , un homme dont l'innocence lui étoit parfaitement connue ?

Est-il après cela réparation proportionnée à une pareille injure ? Si l'on en médite avec attention toutes les circonstances , il n'y a personne qui ne doive être également touché , & des malheurs du Marquis d'Hautefort indignement persécuté , & des excès de la Demoiselle de Kerbabu qui ne respecte ni la vérité , ni l'innocence.





## Q U E S T I O N.

CAUSE  
CIVILE.Premier In-  
cident.

*S'il est nécessaire de s'inscrire en faux, ou s'il suffit de demander la vérification des signatures d'un acte de célébration qui n'est pas en forme.*

**D**ANS la fausse qualité de veuve du Comte d'Hautefort, la Demoiselle de Kerbabu a demandé au Marquis d'Hautefort la restitution d'une somme de 75000 livres qu'elle suppose avoir apportée en dot; elle a demandé le douaire, le deuil, le préciput, le partage de la communauté; en un mot, elle a exercé toutes les actions qui peuvent appartenir à une veuve.

F A I T.

Le Marquis d'Hautefort lui a répondu, que pour être veuve, il falloit justifier qu'on avoit été mariée; qu'elle devoit donc représenter son acte de célébration de mariage comme un préalable nécessaire à toutes ses demandes.

Elle a prétendu avoir satisfait suffisamment à cette obligation en donnant copie d'une expédition qui lui avoit été délivrée par le Greffier de Laval. Mais le Marquis d'Hautefort a soutenu que cela n'étoit point suffisant, & que, suivant la prétendue expédition même, l'acte de célébration de mariage n'étant point authentique, il devoit être représenté en original.

Sur cette difficulté, la Demoiselle de Kerbabu avoit obtenu une Sentence au Châtelet le 18 Juillet 1732, par laquelle, sans s'arrêter à l'exception du Marquis d'Hautefort, il avoit été ordonné qu'il fourniroit de défenses. Mais sur l'appel porté en la Cour, Arrêt contradictoire est intervenu le 22 Janvier dernier, qui, en infirmant la Sentence, a ordonné que la Demoiselle de Kerbabu seroit tenue de faire apporter au Greffe de la Cour l'original de son acte pour en prendre communication par le Marquis d'Hautefort.

Le 21 Mars, la Demoiselle de Kerbabu a déclaré qu'elle avoit satisfait à l'Arrêt, & que la piece étoit au Greffe. Le Marquis d'Hautefort en a pris communication; & n'ayant point reconnu sur cette piece les traits de la signature du Comte d'Hautefort son oncle, il a fait sommation à la Demoiselle de Kerbabu, par un acte du 9 Mai dernier, à ce qu'elle eût à se pourvoir pour en faire ordonner la vérification, sinon que défenses lui seroient faites de se servir de la piece.

Depuis, elle est demeurée dans le silence ; c'est ce qui a obligé le Marquis d'Hautefort de donner , le 10 Juillet dernier , la Requête sur laquelle il s'agit de prononcer , par laquelle il a demandé acte de ce qu'il persistoit dans la déclaration qu'il avoit faite par l'acte du 9 Mai précédent ; & en conséquence que la Demoiselle de Kerbabu eût à faire ordonner la vérification tant de la signature du Comte d'Hautefort que des autres écritures qui se trouvent sur la même feuille , & à y faire procéder , sinon que défenses lui seront faites de se servir de cette piece.

La Demoiselle de Kerbabu , loin de se rendre à une demande si juste , a prétendu qu'elle ne devoit pas même empêcher de plaider le fond. C'est ce qui a fait la matiere d'un nouvel Incident , dans lequel elle n'a pas réussi , la Cour ayant ordonné que l'on plaideroit sur la Requête seulement.

Il ne s'agit donc que de juger si la piece que la Demoiselle de Kerbabu présente comme contenant son acte de célébration de mariage est sujette à vérification ; c'est ce qui ne paroît pas pouvoir souffrir la moindre difficulté , si l'on consulte les principes de la matiere & le préjugé manifestement contenu dans l'Arrêt du 22 Janvier dernier.

#### MOYENS.

Différence  
des actes pri-  
vés & des ac-  
tes authenti-  
ques.

Dans les principes , on ne peut douter que l'acte qui est représenté ne soit sujet à vérification. Les Loix distinguent deux sortes d'actes , les uns authentiques , les autres qui ne le sont pas. Les premiers sont ceux qui ont été reçus par des Ministres publics dans les formes prescrites par la Loi ; les autres au contraire sont ceux qui ne sont point marqués au coin de l'autorité publique , soit qu'il n'y ait que des particuliers qui aient concouru à les former , soit que quelque Ministre public y soit intervenu , mais qu'en s'écartant des routes qui lui sont tracées par la Loi , il ait déposé en quelque maniere le caractère d'Officier public pour n'instrumenter qu'en homme privé.

Les actes authentiques sont ceux que la Loi adopte & qu'elle reconnoît pour son ouvrage ; les actes non authentiques sont ceux qui ne sont point revêtus de ce caractère , & qui ne tirent leur force que de l'engagement personnel des Parties. Les uns paroissent en Justice avec une forme respectable qui s'attire d'abord toute la confiance ; les autres ne se présentent qu'avec un caractère d'incertitude qui oblige de suspendre son jugement.

De-là , la différente maniere de procéder sur les uns & sur les autres. A l'égard des actes authentiques , il faut détruire la foi qu'ils s'attirent



s'attirent par eux-mêmes ; & pour cela il faut les attaquer par la voie de l'inscription de faux. A l'égard des actes non authentiques , il suffit de ne les pas reconnoître , & c'est alors à celui qui veut s'en servir à en assurer la foi par la vérification.

Il ne reste donc qu'à examiner dans quelle classe on doit mettre le prétendu acte de célébration de mariage représenté par la Demoiselle de Kerbabu ; & pour cela il faut considérer deux choses : la première, quelle est la forme que la Loi prescrit pour ces sortes d'actes , & à laquelle elle a attaché leur authenticité ; la seconde, si l'acte représenté est revêtu de ces formes.

Quant à la forme que la Loi exige, nous la trouvons exactement décrite dans le titre 20 de l'Ordonnance de 1667. L'article 7 porte que *la preuve des mariages sera reçue par des registres en bonne forme qui feront foi & preuve en Justice.*

Ce qui rend  
authentique  
un acte de cé-  
lébration de  
mariage.

L'article 8 ajoute : *Seront faits par chacun an deux registres pour écrire les Baptêmes, Mariages & Sépultures, dont les feuillets seront paraphés & cotés par premier & dernier par le Juge Royal du lieu où l'Eglise est située, l'un desquels servira de MINUTE & demeurera entre les mains du Curé ou Vicaire, & l'autre sera porté au Juge Royal pour servir de GROSSE, pour y enregistrer par le Curé ou Vicaire les Mariages, Baptêmes & Sépultures.*

Article 10. *Les Mariages, Baptêmes & Sépultures seront en un même registre, selon l'ordre des jours, sans laisser aucun blanc, & aussi-tôt qu'ils auront été faits, seront écrits & signés, savoir, . . . les mariages par les personnes mariées & par quatre de ceux qui y auront assisté.*

Voilà ce que la Loi exige pour la perfection & pour l'authenticité d'un acte de célébration de mariage. Il faut un registre à la Paroisse servant de minute ; il faut qu'il soit paraphé & coté par premier & dernier par le Juge Royal ; il faut que l'acte de célébration de mariage y soit écrit dans son rang ; il faut qu'il soit signé de quatre témoins ; il faut que le double de ce registre servant de grosse soit renvoyé au Greffe de la Justice Royale. A ces caractères la Loi reconnoît un acte de célébration en forme probante & authentique.

Voyons si celui dont la Demoiselle de Kerbabu veut se prévaloir est marqué à ces caractères.

Elle prétend avoir été mariée par le Curé d'Argentré, qui n'étoit ni le propre Curé du Comte d'Hautefort, ni celui de la Demoiselle de Kerbabu, & qui par conséquent en cette partie

Curé n'est  
Ministre que  
pour les ma-  
riages de ses  
Paroissiens.

n'avoit pas même un caractère public ; car un Curé n'est Ministre public du Sacrement qu'entre ses Paroissiens , & tout le monde conviendra que ni le Comte d'Hautefort ni la Demoiselle de Kerbabu n'étoient Paroissiens du Curé d'Argentré. Mais cet objet pourra se discuter plus particulièrement dans un autre tems.

Ce qui mérite ici plus d'attention , est que de quelque caractère que le Curé pût être revêtu , le prétendu acte de célébration de mariage en lui-même ne présente que des traits informes ; on n'y trouve rien qui remplisse le vœu de la Loi , ni qui puisse lui faire adopter une piece si obscure.

Le Curé d'Argentré avoit un registre tenu dans la forme prescrite par l'Ordonnance ; ce registre étoit paraphé & coté par premier & dernier par le Juge Royal de Laval ; il y inscrivait exactement tous les actes de Mariage , Baptême & Sépulture de sa Paroisse ; chaque acte s'y trouve dans son ordre & dans son rang.

Il avoit soin de même de tenir un double de ce registre , pour l'envoyer au Greffe de la Justice Royale de Laval , où ce duplicata se trouve en effet.

Mais ni dans l'un ni dans l'autre de ces registres on ne trouve aucune mention du prétendu mariage du Comte d'Hautefort avec la Demoiselle de Kerbabu ; le registre servant de minute , celui qui doit servir de grosse , gardent un profond silence sur cette union dont la Demoiselle de Kerbabu veut que la Justice demeure convaincue. Il est donc impossible que le prétendu acte de célébration de mariage qu'on nous présente passe pour une piece authentique.

Dans quelle forme paroît-il en effet ? Papier obscur , feuille volante , qui n'a jamais fait partie d'aucun registre , qui n'est ni cotée ni paraphée ; sur laquelle on a pu écrire ce que l'on a voulu , & dans le tems qu'on a voulu ; sur laquelle une main hardie a pu entreprendre de contrefaire l'écriture , soit du Curé d'Argentré , soit du Comte d'Hautefort. Ils étoient morts tous les deux , & par conséquent ils n'étoient ni l'un ni l'autre en état de désavouer le faussaire qui leur prêtoit sa main. Est-ce donc-là un de ces actes authentiques qui captivent d'abord & par eux-mêmes toute la confiance des Magistrats & du Public ?

Ajoutons qu'au lieu de quatre témoins que la Loi exige , il ne s'en trouve que deux : & qui sont ces deux témoins ? Le frere & la sœur de la Demoiselle de Kerbabu ; en sorte que , maîtresse de sa signature & de celle de son frere & de sa sœur , elle a



pu, depuis la mort du Comte d'Hautefort, rédiger ou faire rédiger un acte dans lequel elle n'introduit que des personnes décédées qui ne peuvent réclamer contre l'impofture.

Enfin, selon elle-même, ce prétendu mariage a été célébré clandestinement dans la Chapelle du Château d'Hauterive, à l'insu de tous les parens & amis du Comte d'Hautefort, qui étoient avec lui dans ce Château.

Si ce n'est pas-là un acte qui porte des caractères manifestes de fausseté, au moins ne persuadera-t-on jamais que ce soit un acte public & authentique que la Loi puisse reconnoître, & auquel elle imprime un caractère d'autorité publique, qui le doive faire respecter jusqu'à ce qu'il soit détruit par les voies de droit.

Pour l'authenticité d'un acte, il faut qu'il soit revêtu des formes essentielles que la Loi a prescrites; celui-ci est d'un genre tout différent; il ne peut donc jamais être reconnu pour authentique. Il ne faut que faire le parallèle de la forme que l'Ordonnance exige d'une part, & de celle dans laquelle l'acte se trouve pour reconnoître que c'est une piece qui ne peut acquérir quelque foi en Justice que par la vérification.

Les objections de la Demoiselle de Kerbabu se détruisent après cela d'elles-mêmes.

L'Ordonnance de 1667, dit-elle, admet la preuve des mariages par les registres publics; mais ce n'est pas la seule preuve authentique qu'elle reconnoisse; au contraire, cette forme des registres n'est introduite que pour faciliter aux personnes mariées la preuve de leur état; elle ne peut être rétorquée contre eux.

La Demoiselle de Kerbabu confond dans cette objection la preuve qui tend à établir la vérité du mariage avec celle qui peut en établir l'authenticité. La vérité du mariage peut être prouvée non-seulement par les registres publics que l'Ordonnance exige, mais encore, selon les circonstances, ou par des écrits privés, ou par la possession publique, ou par les dépositions des témoins. Le Marquis d'Hautefort conteste si peu ce principe, qu'il réserve lui-même à la Demoiselle de Kerbabu le droit de prouver la vérité de son mariage par la vérification qu'il propose. Ainsi, pour établir qu'il y a un mariage, on n'est pas réduit à la seule preuve qui se tire des registres; mais pour établir l'authenticité de l'acte de célébration de mariage, pour lui imprimer un caractère, qui lui acquiere par lui-même une pleine & entière

foi en Justice, il faut nécessairement qu'il soit revêtu de toutes les formes prescrites par l'Ordonnance. Cette forme est la seule à laquelle l'authenticité est attachée. Pourquoi cela ? C'est que l'authenticité d'un acte ne consiste que dans l'accomplissement de la Loi ; c'est à ce trait seul que le Magistrat doit le reconnaître.

Mais, dit-on, il y a ici un Ministre public, qui est le Curé d'Argentré, cela suffit pour rendre l'acte authentique. Peut-on pousser l'illusion & l'erreur à ce point ? Quoi donc un Ministre public en rédigeant un acte sans règle, sans mesure, & sans aucune des formes que la Loi exige, en fera un acte authentique ? Il peut impunément violer la Loi, & imprimer cependant à la pièce qu'il rédige un caractère qu'elle ne peut tenir que de la Loi même ; l'autorité de l'Officier l'emportera sur celle de la Loi ? Une pareille objection ne mérite pas d'être sérieusement combattue.

Pour l'authenticité, il faut le concours des formes qu'exige la Loi, & de la présence de l'Officier.

Personne ne doute qu'un Notaire rédigeant un acte sur du papier commun, cet acte ne perde, par cette seule circonstance, le caractère d'authenticité que la présence & le ministère du Notaire auroient pu lui donner. Il n'est donc pas vrai qu'un acte soit authentique par la seule présence d'un Officier public ; il suffiroit de consulter les Dictionnaires pour y apprendre qu'en termes de Jurisprudence, Authentique signifie qui est revêtu de toutes les formes, & qui est attesté par des personnes publiques. Il faut donc que deux choses concourent, les formes que la Loi exige, & la présence du Ministre public.

Aussi la Demoiselle de Kerbabu ne prétendoit pas elle-même autrefois que son prétendu acte de célébration de mariage fût revêtu de tous les caractères d'authenticité qui sont nécessaires. Voici comment elle en parloit elle-même dans un Mémoire imprimé qu'elle répandit en 1728. *On a déjà répondu à l'argument que l'on prétend fonder sur ce que la feuille où est inscrit le mariage du Comte d'Hautfort est une feuille détachée du registre, qui n'est ni cotée ni paraphée. Cette circonstance peut bien donner lieu de conclure que l'acte de célébration de mariage n'est pas revêtu de tous les caractères d'authenticité qu'il auroit eus s'il avoit été écrit sur une feuille qui eût fait partie du registre ; mais d'en tirer une preuve de fausseté, c'est le comble de l'illusion.*

La Demoiselle de Kerbabu n'avoit donc pas alors l'ambition de faire passer son acte pour authentique, elle se contentoit modestement de la simple vérité ; elle a pris aujourd'hui un plus



grand effor, elle veut que l'on respecte ce même acte comme authentique; il suffit de l'opposer à elle-même pour la confondre.

Mais, dit-elle, quoique cet acte ne soit ni sur le registre qui sert de minute, ni sur celui qui sert de grosse, il n'en est pas moins authentique. Il sera, si l'on veut, de la nature des actes en brevet. Mais y a-t-elle bien réfléchi? Quand la Loi permet aux Notaires de passer des actes en brevet, l'acte est revêtu du caractère dont la Loi se contente, & par conséquent il n'en est pas moins authentique. Mais la Loi a-t-elle donné cette licence par rapport aux actes de célébration de mariage? Elle veut au contraire qu'ils soient écrits & signés dans des monumens publics qui servent de minute. Tout ce qui n'a point ce caractère n'est donc point authentique: & c'est avoir réduit la Demoiselle de Kerbabu à le reconnoître, que de l'obliger de nous donner son titre pour *un mariage en brevet*. Voilà donc la prérogative de cet acte si vanté. La Demoiselle de Kerbabu a-t-elle cru le décorer en lui imprimant un caractère si singulier?

Authenticité  
des actes en  
brevet.

Mais le Curé cesse-t-il d'être Curé parce qu'il écrit l'acte sur une feuille volante? Non, sans doute; il est toujours le Ministre de l'Eglise & des Sacremens, s'il est le propre Curé des Parties; mais il cesse d'être le Ministre de la Loi civile, s'il s'écarte des règles qu'elle lui prescrit. Comme Ministre de l'Eglise & du Sacrement, il peut faire un mariage valable, soit qu'il rédige l'acte, soit qu'il ne le rédige pas; soit qu'il le rédige sur le registre, soit qu'il le rédige sur une feuille volante: mais comme Ministre de la Loi civile, il n'administre une preuve authentique du mariage qu'autant qu'il s'affujettit aux formes essentielles qu'elle lui impose. Si la Demoiselle de Kerbabu avoit consulté cette distinction puisée dans les véritables principes, elle n'auroit point invoqué dans cette Cause le ministère sacré des Pasteurs qui ne supplée point à la forme rigoureuse de la Loi.

Curés sont  
dans les ma-  
riages Minis-  
tres de l'Egli-  
se & de la So-  
ciété civile.

Enfin, dit-on, pourquoi le Marquis d'Hautefort ne passe-t-il pas à l'inscription de faux? On pourroit rétorquer la proposition, & dire à la Demoiselle de Kerbabu: pourquoi, si vous êtes si sûre de votre acte, refusez-vous depuis un an de le faire paroître & de le faire vérifier? C'étoit un triomphe que vous deviez avoir plus d'empressement de vous procurer. Vous augmentez nos soupçons par cette conduite. Courez à l'événement: ne perdez pas le tems à soutenir des incidens dans lesquels vous succombez tous les jours.

Mais pourquoi veut-on que le Marquis d'Hautefort passe à l'inscription de faux ? Ce seroit faire à la piece un honneur qu'elle ne mérite point ; ce seroit agir contre les regles que la Loi a établies. C'est une piece obscure , privée , clandestine ; il n'y a que la vérification qui puisse la faire admettre en Justice. Que la Demoiselle de Kerbabu commence donc par remplir ce préalable nécessaire , sinon il ne lui est pas permis de se servir d'un acte auquel on ne doit aucune foi , aucune confiance.

---

### *Question d'état & de droits de mariage.*

**T**R O P de preuves s'élevent contre la vérité du mariage que la Demoiselle de Kerbabu prétend avoir contracté avec le Comte d'Hautefort , pour qu'elle puisse jamais en convaincre ceux qui cherchent la vérité sans prévention , & qui ne se rendent qu'à l'évidence. Ce prétendu mariage , ignoré pendant la vie du Comte d'Hautefort , défavoué depuis sa mort par la Demoiselle de Kerbabu elle-même ; ce mariage , qui ne paroît appuyé que sur la foi d'un papier informe , fera au moins dans tous les tems la matiere d'un problème aux yeux de la raison.

Mais ce qui ne sera jamais équivoque , c'est l'abus du titre que l'on présente. Si cet acte est sincere , c'est un ouvrage de ténèbres & de scandale , qu'il est absolument nécessaire de proscrire.

Les saintes dispositions des Canons , les sages Réglemens de nos Loix , tout y est également violé. On n'y trouve ni la présence des Ministres à qui l'Eglise a confié son pouvoir , ni le nombre de témoins que la Loi exige , ni la forme prescrite par les Ordonnances , ni la publicité qui doit mettre le dernier degré de perfection à un engagement si saint & si respectable.

Qu'entre des personnes d'une condition obscure , on se porte à violer ainsi toutes les regles , c'est un désordre du moins dont l'exemple paroît peu dangereux ; mais que l'on introduise sur la scene des noms illustres pour donner à la France le spectacle d'une union formée au mépris de toutes ses maximes ; que l'on entreprenne de leur attribuer des privileges qui les affranchissent de la rigueur des Loix les plus salutaires , c'est ce qui doit exciter de plus en plus le zele dont la Cour a toujours été animée pour maintenir la pureté de la discipline.

Que le titre odieux qu'on nous présente rentre donc dans les



ténèbres où il a été formé. Ce que la Demoiselle de Kerbabu pouvoit faire de plus convenable pour sa gloire étoit de l'y tenir a jamais enseveli.

Le Comte d'Hautefort, né, domicilié à Paris, étoit obligé de se rendre souvent à Brest où son service l'appelloit comme Lieutenant Général des Armées Navales. Il avoit sur la route une Terre située dans le pays du Maine, appelée Hauterive, Paroisse d'Argentré, dans laquelle il s'arrêtoit quelquefois lorsqu'il alloit à Brest, ou quand il en revenoit.

F A I T.

Il avoit connu dans le service le Comte de Saint-Quentin, Capitaine de Vaisseau, qui avoit épousé la veuve du sieur de Belingant. De son premier mariage, la Comtesse de Saint-Quentin avoit eu deux fils & deux filles, qui demeuroient avec elle & avec son second mari dans le Château de Saint-Quentin, Diocèse d'Avranches.

Le Comte d'Hautefort avoit engagé quelquefois la mere & les filles à venir passer quelques jours au Château d'Hauterive; il les y invita avec le même empressement en 1726, par différentes lettres écrites de Brest.

La mere se contenta d'y envoyer ses filles. Il s'y trouva une compagnie nombreuse qui ne s'occupoit que des plaisirs de la campagne. Un jour entre autres, c'étoit le 19 Septembre 1726, le Comte d'Hautefort & sa compagnie ayant été invités à dîner chez le Curé d'Argentré, s'y rendirent sur le midi. Le Curé, attaqué d'un mal de jambe, eut assez de peine à faire les honneurs de sa maison. La compagnie ne se divisa point; on fut long-tems à table, & on repartit le soir pour revenir au Château d'Hauterive, où la compagnie, toujours réunie, passa tout le tems à jouer.

C'est dans le cours de cette journée que la Demoiselle de Kerbabu place le moment de la célébration de son prétendu mariage. Elle pretend que la cérémonie s'en fit le soir dans la Chapelle du Château d'Hauterive, quoique l'incommodité du Curé ne lui permit pas de s'y rendre, que personne ne l'y ait vu arriver, & que le Comte d'Hautefort n'ait pas quitté un seul instant la Noblesse qu'il avoit attirée dans le Château, qui dans tous les tems a témoigné son indignation contre la fable de ce prétendu mariage.

Cinq semaines après, le Comte d'Hautefort partit d'Hauterive pour se rendre à Paris, & la Demoiselle de Kerbabu s'en retourna au Château de Saint-Quentin. La santé du Comte d'Hautefort

étoit languissante ; le mal augmenta dans le mois de Janvier 1727 ; il comprit tout le danger de son état ; il se mit entre les mains d'un Directeur sage & éclairé, & mourut, après une longue maladie, le 7 Février 1727.

Dans le cours de plus de quatre mois qu'il avoit passés à Paris depuis son retour d'Hauterive, personne n'avoit entendu parler d'aucun engagement de sa part ; ses parens, ses plus intimes amis, son Directeur, ses Domestiques étoient bien éloignés d'en avoir le moindre soupçon.

Le même silence regnoit dans le Château de Saint-Quentin ; la Demoiselle de Kerbabu avoit continué d'y vivre comme fille, & de porter le même nom qu'elle avoit toujours eu depuis sa naissance.

Bientôt elle confirma la certitude de son état de fille par des lettres dont on ne peut se dispenser de rapporter quelques traits. La Dame de Saint-Quentin fut la première qui écrivit au Marquis d'O aussi-tôt qu'elle eut appris la mort du Comte d'Hautefort ; sa lettre est du 6 Mars 1727. *L'une de mes filles étoit sur le point d'épouser M. le Comte d'Hautefort, lui dit-elle ; il l'avoit fiancée & le contrat de mariage écrit dès le mois de Septembre ; sa maladie retarda la noce jusqu'à son retour de Paris. . . . Le Seigneur en a disposé autrement ; il faut sans murmurer se soumettre à sa volonté & à sa providence.*

La fille ne s'expliquoit pas moins clairement que la mere dans une lettre du 9 du même mois au Marquis d'O. Elle lui dit : *J'étois sur le point d'épouser M. le Comte d'Hautefort, Monsieur ; il y avoit même un contrat de mariage écrit ; je viens d'avoir le malheur de le perdre, un tel engagement l'auroit peut être fait écrire des volontés qu'il ne me convient point d'éclaircir avec M. le Marquis d'Hautefort,*

Elle ne garda pas long-tems ces mesures avec le Marquis d'Hautefort ; toutefois elle lui écrivit dans la suite sur le même ton : *Il n'est pas surprenant qu'étant sur le point d'épouser M. le Comte d'Hautefort, il m'ait voulu du bien. C'est ce qu'elle lui mande dans une lettre du 22 Avril. Enfin dans une autre du 14 Mai, qui ne respire que colere, qu'aigreur & que vengeance ; elle persiste toujours à dire : Si sa santé ne l'avoit pas obligé d'aller à Paris, ce qui retarda notre mariage, il seroit fait à présent.*

A la lecture de ces lettres, il n'y a personne qui puisse justifier le personnage que la Demoiselle de Kerbabu a soutenu depuis dans le cours de cette affaire. C'est elle-même qui a annoncé la



la première qu'elle n'étoit point mariée; elle a tenu le même langage dans plusieurs lettres, & cela plus de trois mois après la mort du Comte d'Hautefort : aujourd'hui elle veut qu'on la reconnoisse pour sa veuve, quel contraste ! Pourra-t-elle jamais se justifier du crime de supposition ?

En vain cherche-t-elle à se sauver dans l'aveu humiliant de la faute qu'elle prétend avoir commise en écrivant ces lettres ; la vérité seule paroît les avoir dictées dans un tems où l'on n'avoit pas pu encore tramer les complots qui ont éclaté dans la suite ; & son véritable crime est de s'accuser elle-même.

Quoi qu'il en soit , à la place du Marquis d'Hautefort, il n'y a personne quine fût demeuré convaincu que son oncle étoit mort libre comme il avoit toujours vécu. Le neveu ne pensoit donc plus à la Demoiselle de Kerbabu, lorsqu'au mois de Septembre de la même année il apprit qu'elle avoit fait deux voyages dans le pays du Maine, sous prétexte d'y chercher les titres de son prétendu mariage avec le Comte d'Hautefort.

Ses recherches avoient été vaines dans le premier ; elle trouva le secret de les rendre plus utiles dans le second, en glissant elle-même avec adresse une feuille volante dans le double du registre de la Paroisse d'Argentré, déposé au Greffe de Laval. Aussi-tôt elle s'en fit donner une copie par le Greffier, comme s'il eût été question d'une pièce authentique.

Elle auroit bien voulu accompagner cette pièce d'un contrat de mariage, mais le ministère d'un Notaire & la formalité du contrôle étoient des circonstances qu'elle n'étoit pas la maîtresse de se procurer ; toutes ses manœuvres échouèrent à cet égard. Bientôt son impuissance même lui inspira un nouveau courage. On l'a vue accuser le Marquis d'Hautefort d'avoir soustrait la minute & la grosse de son contrat de mariage, & d'avoir lacéré la feuille du registre du contrôle, dans laquelle elle supposoit que devoit se trouver la mention du contrat. Cette imposture étoit mal concertée ; non-seulement elle n'a jamais osé impliquer dans l'accusation le Notaire qui auroit été le premier coupable, mais le registre du contrôle, dont toutes les feuilles étoient cotées & paraphées, s'est trouvé sain & entier. La calomnie a donc été facilement confondue. Le premier Tribunal que la Demoiselle de Kerbabu s'étoit choisi elle-même a rejeté sa plainte avec indignation. Sur l'appel porté en la Cour, le Marquis d'Hautefort a été déchargé de l'accusation, avec 2000 livres de dommages & intérêts ; il a été ordonné que les termes injurieux portés par les

Requêtes de la Demoiselle de Kerbabu seroient & demeureroient supprimés. Tous ceux qu'elle avoit enveloppés dans l'accusation ont éprouvé la même justice; & la Cour a permis de publier l'Arrêt comme un monument éternel de l'innocence de celui qui avoit été si indignement calomnié.

Déchue de ces frivoles espérances, la Demoiselle de Kerbabu s'est trouvé réduite à former des demandes purement civiles. Elle a fait assigner le Marquis d'Hautefort au Châtelet, pour lui communiquer les inventaires qui avoient été faits après la mort du Comte d'Hautefort, & procéder au partage de la communauté, s'il y échoit; lui restituer 75000 livres de dot qu'elle suppose avoir apportées en mariage, lui payer le douaire coutumier, le deuil, & autres conventions.

Pour toutes pieces, elle a rapporté la copie du prétendu acte de célébration de mariage. Le caractère de cette piece, qui influoit nécessairement sur le caractère même du prétendu mariage, a donné lieu à de grandes contestations. Le Marquis d'Hautefort demanda que la Demoiselle de Kerbabu fût tenue d'en faire apporter l'original; elle se récria qu'une copie authentique, délivrée par un Officier public, devoit faire foi par elle-même en Justice, tant qu'il n'y avoit point d'inscription de faux. Cette défense eut même un succès au Châtelet auquel personne ne pouvoit s'attendre; mais par Arrêt du 22 Janvier 1733, la Sentence fut infirmée, & la Demoiselle de Kerbabu fut condamnée à faire apporter la piece dont elle avoit fait donner copie par son exploit.

Ce préalable ayant été rempli, le Marquis d'Hautefort a soutenu que la Demoiselle de Kerbabu devoit faire vérifier les écritures & signatures, sans quoi une écriture sous seing-privé ne pouvoit faire foi en Justice. Cette demande a éprouvé une nouvelle résistance de la part de la Demoiselle de Kerbabu; elle a soutenu que c'étoit un acte authentique, qui n'étoit point sujet à vérification tant qu'il n'étoit point attaqué. Mais elle a encore succombé dans cette nouvelle tentative; & par un second Arrêt du 12 Août 1733, la vérification a été ordonnée; enforte qu'il a été jugé par deux Arrêts que ce n'est ici qu'une piece informe qui n'a aucun caractère d'authenticité.

La Demoiselle de Kerbabu ne levoit sans doute ces difficultés que pour avoir un prétexte de surprendre des provisions, sous prétexte qu'elle avoit des titres en sa faveur, & entr'autres une quittance qui la rendoit, selon elle, créancière de 75000 livres. Mais l'illusion évidente de cette piece a fait évanouir ses projets,



& par deux Arrêts contradictoires elle a encore été déboutée des demandes en provision qu'elle avoit formées.

Elle a donc été réduite à faire faire la vérification de son prétendu acte de célébration de mariage. Soit que l'on eût surpris un blanc-seing du Comte d'Hautefort, soit que l'art de contrefaire son écriture ait pu en imposer à la science conjecturale des Experts, ils ont cru reconnoître sa signature.

Dans ces circonstances, le Marquis d'Hautefort, jaloux de voir la fin d'une affaire qui dure depuis tant d'années, a cru devoir céder à la forme qui l'emporte souvent sur la vérité; & ce parti étoit d'autant plus facile à prendre, que la Loi lui présentait de toutes parts des secours pour rendre impuissant l'acte qu'on lui oppose.

D'un côté, l'abus du prétendu mariage est sensible, & le détruit radicalement si jamais il a existé. De l'autre, le secret profond que l'on a gardé sur ce prétendu engagement en feroit cesser tous les effets civils, quand il seroit revêtu des formes les plus solennelles.

Enfin dans l'un & dans l'autre objet, toutes les demandes de la Demoiselle de Kerbabu doivent être également condamnées.

Tel est le partage naturel de la défense du Marquis d'Hautefort, chaque partie est appuyée sur des principes invariables.

Le Marquis d'Hautefort est bien éloigné de reconnoître que le Comte d'Hautefort se soit jamais engagé dans les liens du mariage avec la Demoiselle de Kerbabu. Il a pour garans de son refus la conduite que le Comte d'Hautefort a tenue avant & depuis l'époque de ce prétendu mariage; son silence avec toutes les personnes qui étoient dans sa plus intime confidence; silence qu'il a gardé dans le tems même où l'excès de son mal annonçoit une mort prochaine, & où tout devoit l'alarmer pour le sort d'une femme qu'il alloit laisser sans secours & même sans état. Il a pour garans la propre reconnoissance de la Demoiselle de Kerbabu, qui a si souvent méconnu le mariage qu'elle soutient aujourd'hui; le suffrage de tous ceux qui étoient à Hauterive le 19 Septembre 1726, & qui, n'ayant point quitté le Comte d'Hautefort, ont toujours traité de fable ridicule le mariage que l'on suppose qu'il a contracté ce jour-là. Enfin il a pour garans les monumens publics qui devroient administrer la preuve de ce mariage, & dans lesquels on n'en trouve pas le moindre vestige.

*Première  
Partie.  
Abus du pré-  
tendu mariage.*

Mariage ne  
se contracte  
point par des  
écrits sans  
forme.

Que la Demoiselle de Kerbabu étale après cela ces écrits privés qui font seuls toute sa ressource ; elle ne puise en cela que dans des sources aussi suspectes que l'acte même qu'elle veut établir. Est-ce donc par des lettres , est-ce donc par des papiers obscurs & informes que l'on établit la certitude d'un engagement qui doit avoir des fondemens inébranlables ? L'état des familles doit-il dépendre d'indices si frivoles ?

Mais supposons pour un moment la vérité du prétendu mariage , que présente-t-il qui ne soit le renversement des Loix les plus respectables ?

Présence du  
propre Curé  
est nécessaire  
dans tout ma-  
riage.

La premiere condition pour la validité d'un mariage est la présence d'un Ministre revêtu des pouvoirs de l'Eglise pour administrer le sacrement & pour en assurer la foi par un acte authentique , & ce Ministre est le propre Curé des Parties.

Le principe qui exige la présence du propre Curé est si connu qu'on ne s'étendra point pour le prouver ; il suffit d'observer que , depuis long-tems , la Cour a reconnu qu'il ne suffisoit pas même , pour la validité du mariage , qu'il fût célébré par le propre Curé d'une des Parties , si l'autre n'y avoit concouru par son consentement ; & que c'est maintenant un point de Jurisprudence contre lequel il n'est point permis de s'élever.

Marques du  
domicile.

Il ne reste donc qu'à examiner dans le fait si le prétendu mariage de la Demoiselle de Kerbabu est conforme à ces regles invariables. Le Comte d'Hautefort , né à Paris , baptisé dans l'Eglise de Saint Sulpice le 23 Octobre 1666 , étoit domicilié à Paris ; il y avoit toujours eu le siege de sa fortune ; il suffiroit d'invoquer sur cela la notoriété publique ; mais cela est d'ailleurs justifié par des pieces décisives ; on rapporte près de vingt actes différens qu'il a passés depuis 1699 jusqu'en 1727 , dans lesquels il se dit toujours *demeurant à Paris*. Cette vérité n'est pas moins établie dans les tems qui approchent de l'époque du mariage.

Dans un acte passé devant Notaires à Paris le 2 Mars 1725 , au sujet de la succession du feu Marquis de Surville , le Comte d'Hautefort , qui y est Partie , est dit *demeurant à Paris , rue Neuve des Bons-Enfans*. Quelque tems après il loua une maison à Paris , rue de Varennes ; le Marquis de Putange lui en passa un bail sous seing-privé le 11 Avril 1725 pour trois ans neuf mois , à commencer à la Saint Jean de la même année. Ce bail a eu son exécution , comme il paroît par les quittances de loyers que le Marquis de Putange a données au Comte d'Hautefort pendant sa vie , & depuis sa mort au Marquis d'Hautefort son neveu & son légataire universel.



Comme habitant de la Paroisse de Saint Sulpice, le Comte d'Hautefort a été imposé à la taxe des Pauvres, & l'a payée, comme il paroît par trois quittances du Commissaire des Pauvres, des 4 Décembre 1725, 6 Novembre 1726, & 25 Janvier 1727.

Il payoit de même la capitation de ses domestiques à Paris; comme il est prouvé par les avertissemens & quittances qui sont rapportés.

Enfin, par l'inventaire fait après sa mort dans la maison, rue de Varennes, on y a trouvé ses meubles, ses titres & papiers, & généralement tout ce qui suit un homme dans le lieu de son établissement. Ainsi le propre Curé du Comte d'Hautefort étoit celui de la Paroisse de Saint Sulpice.

D'un autre côté, la Demoiselle de Kerbabu, encore mineure, ne pouvoit avoir d'autre domicile que celui que son pere avoit eu en Bretagne, ou celui que sa mere avoit en 1726 dans le château de Saint-Quentin. C'étoit dans cette Terre que demeurait la Demoiselle de Kerbabu, suivant toutes les lettres qu'elle représente. Son propre Curé étoit donc le Curé de Saint-Quentin, diocèse d'Avranches.

Or le mariage n'a été célébré ni par le Curé de Saint Sulpice, ni par celui de Saint-Quentin; ni l'un ni l'autre n'avoit donné de consentement au Curé d'Argentré pour la célébration. Le mariage est donc manifestement abusif.

Le Curé d'Argentré pour cette fonction étoit sans mission & sans caractère; il étoit seulement le Curé d'une Paroisse dans laquelle le Comte d'Hautefort avoit une Terre, comme il en avoit d'autres dans différentes Provinces du Royaume. On ne peut pas dire qu'un homme soit domicilié dans toutes les Terres qu'il peut avoir, ni que les différens Curés de ces Terres soient autant de Pasteurs qui aient à son égard le caractère de propres Curés; autrement le domicile d'une personne pourroit s'étendre & se multiplier à l'infini; il n'y auroit point de Province où il ne pût trouver un Curé, & se marier arbitrairement; ce qui seroit contraire à cette police si sagement établie par les Canons & par les Ordonnances du Royaume, qui ne reconnoissent, pour chaque personne qui veut se marier, qu'un propre Curé.

Le premier article de l'Edit du mois de Mars 1697, *défend à tous Prêtres de conjoindre par mariage autres personnes que ceux qui sont leurs vrais & ordinaires paroissiens, demeurans actuellement & publiquement dans leurs Paroisses, au moins depuis six mois à*

Mariage où les Curés des deux Parties n'ont nulle part est abusif.

Curé de la Terre n'est pas le propre Curé du Seigneur.

*l'égard de ceux qui demeuroient auparavant dans le même diocèse, & depuis un an pour ceux qui demeuroient dans un autre diocèse, si ce n'est qu'ils aient une permission spéciale & par écrit du Curé des Parties qui contractent.*

Le Comte d'Hautefort ni la Demoiselle de Kerbabu ne demeuroient pas actuellement & publiquement dans la Paroisse d'Argentré depuis un an lorsque le prétendu mariage a été célébré ; ils n'étoient pas *vrais & ordinaires paroissiens* d'Argentré. Le Comte d'Hautefort avoit toujours demeuré à Paris, il y avoit loué une maison au mois d'Avril 1725 ; la Demoiselle de Kerbabu demeuroit au château de Saint-Quentin. Ils n'étoient arrivés l'un & l'autre à Hauterive qu'au commencement de Septembre 1726, & c'est le 19 du même mois que l'on prétend que le mariage a été célébré. Le premier Prêtre leur a paru bon pour un tel engagement ; mais les Canons & les Ordonnances en jugent bien différemment, & la Cour ne suit point d'autres guides dans ses Jugemens.

Les Ordonnances du Royaume, outre la présence du propre Curé, exigent celle de quatre témoins ; & l'on ne trouve dans le prétendu acte de célébration de mariage que deux témoins, qui sont le frere & la sœur de la Demoiselle de Kerbabu.

Les actes de célébration de mariage doivent être authentiques, rédigés dans les registres publics ; & celui qu'on présente se trouve sur une feuille volante, non cotée ni paraphée, & qui n'a jamais fait partie d'aucun registre.

Toutes les règles se trouvent donc violées dans un pareil acte ; quelle idée la Justice après cela pourroit-elle s'en former ? L'honnêteté publique n'y paroît pas même fort ménagée. Une fille mineure, qui n'est assistée ni de sa mere, ni de son tuteur, ni d'aucun de ceux sous la puissance desquels la Loi veut qu'elle soit placée, prétend avoir formé un engagement si solennel dans une partie de campagne ; elle prétend s'être échappée du milieu d'une nombreuse compagnie pour aller recevoir clandestinement la bénédiction nuptiale dans une Chapelle, à une heure indue ; ne craignoit-elle point alors que l'on ne confondît un pareil engagement avec ceux dont, selon elle, *Messieurs de la Marine sont taxés quelquefois* ? Ce qui est de certain au moins, c'est qu'un pareil mariage, si on peut lui donner ce nom, ne sera jamais du nombre de ceux que l'Eglise reconnoît & que la Justice protège.

Dans un mariage qui seroit revêtu de toutes les solemnités que



la Loi exige, la publicité est un caractère essentiel pour lui donner les effets civils.

L'honneur du mariage exige qu'il soit rendu public. C'est avilir un engagement si saint que de l'envelopper dans les ténèbres, c'est l'exposer à être confondu avec le crime.

La publicité des mariages n'intéresse pas moins la société; elle seule peut assurer l'état des Citoyens & le repos des familles.

Ce sont ces puissans motifs qui ont engagé nos Rois à prononcer les peines les plus sévères contre ceux qui tiennent leurs mariages cachés jusqu'à leur mort; c'est ce que nous trouvons singulièrement établi dans l'article 5 de l'Edit de 1639. *Desirant pourvoir à l'abus qui commence à s'introduire dans le Royaume par ceux qui tiennent leurs mariages secrets & cachés pendant leur vie, contre le respect qui est dû à un si grand sacrement, nous ordonnons que les majeurs contracteront leurs mariages publiquement & en face d'Eglise, avec les solemnités prescrites par l'Ordonnance de Blois; & déclarons les enfans qui naîtront de ces mariages que les Parties ont tenus jusqu'ici, ou tiendront à l'avenir cachés pendant leur vie, qui ressentent plutôt la honte du concubinage que la dignité d'un mariage, incapables de toutes successions, aussi bien que leur postérité.*

Quel est le crime que le Roi condamne dans cet article? C'est celui de tenir son mariage secret & caché pendant sa vie. Quelle est la peine? C'est la privation des effets civils. Si la Loi ne parle en particulier que des enfans, ce n'est pas pour épargner les peres & meres qui sont seuls coupables; mais c'est au contraire pour faire voir que la peine s'étend même sur ceux que leur innocence auroit pu en affranchir. La Loi a laissé aux Juges la conséquence nécessaire à tirer que si elle frappoit sur des victimes innocentes, elle entendoit punir à plus forte raison ceux à qui seuls la faute pouvoit être imputée.

C'est ce que la Cour a jugé par un Arrêt célèbre du 26 Mars 1705, rapporté dans le premier tome des Arrêts notables. Le sieur Sonnet de la Tour avoit épousé Marie Jonvelle. Jamais mariage n'avoit été contracté avec plus de solemnité; il avoit été précédé d'un contrat de mariage passé devant deux Notaires du Châtelet de Paris; un ban avoit été publié dans la Paroisse de Saint Sulpice où demouroit le mari, & un autre dans la Paroisse de Saint Germain-le-Vieux, Paroisse de Marie Jonvelle. On avoit obtenu la dispense des deux autres. Enfin le mariage avoit été célébré par le Curé de Saint Germain-le-Vieux, inscrit sur

*Mariage secret incapable de produire des effets civils.*

*Pourquoi les Loix privent des effets civils les mariages cachés.*

*Privation des effets civils s'étend aux peres & meres.*

le registre de la Paroisse, signé des Parties & de quatre témoins connus & domiciliés; & depuis, le contrat de mariage avoit été insinué au Greffe du Châtelet le 11 Décembre de la même année.

Mais le mariage n'avoit point été déclaré; la femme avoit continué de demeurer seule dans l'appartement qu'elle occupoit avant le mariage, & avoit toujours porté son nom de fille.

Le mari étant décédé onze mois après, la veuve demanda la restitution d'une dot de 10000 livres qu'elle avoit apportée; elle demanda son douaire & les autres conventions matrimoniales. Les héritiers du mari se réduisirent à soutenir qu'un mariage secret ne pouvoit produire des effets civils; ce qui fit la matiere d'une plaidoirie solennelle. M<sup>e</sup> Guyot de Chesne fut chargé de la défense de la veuve: il fit valoir l'attention que l'on avoit eue à remplir toutes les solemnités prescrites par les Loix de l'Eglise & de l'Etat. Quant à la clandestinité, il observa qu'une mort précipitée avoit empêché le mari de déclarer son mariage contre son intention. *Une circonstance, disoit-il, ne permet pas de douter de l'intention du sieur Sonnet à cet égard. Il occupoit dans la rue Mazarine un petit appartement où il n'auroit pu loger une femme que difficilement; il prit au terme de Saint Jean suivant, dans la rue Christline, une maison beaucoup plus spacieuse, dans la vue d'y loger avec l'Intimée; si ce projet n'a pas eu d'exécution, c'est qu'avant d'être meublé, le sieur Sonnet tomba malade de la maladie dont il est décédé.* Ainsi il se retranchoit sur l'intention du mari de déclarer son mariage pour sauver le secret gardé jusqu'à la mort; & il faut avouer qu'il y avoit beaucoup de vraisemblance dans ce qu'il disoit sur l'intention du mari.

Mariage caché, réputé sans effets civils, malgré l'intention de le rendre public.

Différence entre mariage clandestin & mariage caché.

Mais la Justice ne connoît point ces distinctions chimériques, ces vues secretes que l'on emploie contre l'autorité de la Loi. M. l'Avocat Général le Nain observa qu'il falloit distinguer le mariage clandestin du mariage secret. *Le défaut de formalités, dit-il, rend le mariage clandestin, & le fait déclarer nul & abusif; mais un mariage célébré dans toutes les formes peut être tenu secret; & c'est ce secret que l'Ordonnance de 1639 punit de la privation des effets civils, quoique le mariage soit valable, quoad fœdus & Sacramentum.* Ce fut sur ces moyens qu'intervint l'Arrêt du 26 Mai, qui déclara Marie Jonvelle privée des effets civils.

L'application de ces principes ne souffre aucune difficulté; il est constant entre les Parties que le prétendu mariage de la Demoiselle



moiselle de Kerbabu a été tenu secret & caché ; qu'elle n'a point habité avec le Comte d'Hautefort ; qu'elle est retournée dans le Château de Saint-Quentin où elle demouroit étant fille ; qu'elle a continué d'y prendre son nom de fille , & d'y être connue sous le même nom ; & enfin que ce prétendu mariage étoit tellement ignoré , que même plus de trois mois après la mort du Comte d'Hautefort , elle l'a désavoué hautement : ainsi il n'est pas douteux qu'il doit subir la peine des mariages secrets & cachés.

Quand il auroit été célébré dans les formes les plus solennelles , comme celui de Marie Jonvelle , il ne pourroit pas produire les effet civils ; à plus forte raison doit-on l'interdire absolument , quand il a tous les caractères de la clandestinité ; puisque d'un côté aucune des solemnités prescrites par les Loix de l'Eglise & de l'Etat n'y a été observée , & que de l'autre il est demeuré caché dans un secret impénétrable.

La Cour ne sacrifiera pas sans doute dans cette occasion les regles que nos Ordonnances ont établies pour maintenir l'honneur du mariage , & pour assurer le repos des familles. Quels malheurs n'entraînent point après eux ces mariages tenus cachés jusqu'à la mort ! Il est aisé d'en juger par le trouble que cette affaire a excité.

Mariages  
cachés , sources de maux ,  
troublent le  
repos des familles.

Dans quelles agitations n'ont point été les Parties depuis plus de sept années ! Quelles involutions de Procès ! Des accusations graves , des décrets , une longue instruction. A quoi doit-on attribuer des événemens si funestes ? Le Marquis d'Hautefort voyoit d'un côté que son oncle n'avoit jamais parlé d'aucun engagement ; que de l'autre la Demoiselle de Kerbabu reconnoissoit qu'il n'y avoit point de mariage. Assuré de cette vérité par le silence de l'un , & par la reconnoissance de l'autre , toutes ses démarches après cela sont devenues nécessaires. Quand la Demoiselle de Kerbabu s'est annoncé comme veuve , il a dû rendre plainte , il a dû repousser l'imposture , il a dû s'élever en toutes occasions contre ses démarches & ses prétentions.

S'est-il trompé par l'événement sur l'idée qu'il a conçue de ce mariage ? En tout cas , c'est le mystère qu'on a gardé qui l'a induit en erreur : voilà la source de tant de maux. Le repos des familles dépend donc de la publicité des mariages , & l'on sent dans cette affaire de quelle conséquence il est de ne point se relâcher de la sévérité des regles.

Les demandes civiles de la Demoiselle de Kerbabu ont quatre objets :

Troisième  
Partie.

*Défenses aux  
demandes de  
la Demoiselle  
de Kerbabu.*

La communication des inventaires pour parvenir au partage de la communauté, s'il y étoit, le paiement du douaire coutumier, le deuil, & la restitution de 75000 livres qu'elle prétend s'être constitués en dot.

Les trois premiers chefs s'évanouissent, puisqu'il n'y a point de mariage, & qu'il est manifestement abusif, comme on l'a établi dans la première partie. Ils tombent également par le secret que l'on a gardé sur le prétendu mariage, comme on l'a établi dans la seconde, puisque la communauté, le douaire & le deuil, sont des effets civils du mariage, & que la Loi refuse tous les effets civils à un mariage secret & caché.

Il ne reste donc que la question des 75000 liv. que la Demoiselle de Kerbabu pourroit regarder comme indépendante des moyens qui ont été établis contre elle. Elle ne manquera pas de soutenir que, quand le mariage seroit nul, quand il ne produiroit pas d'effets civils, il faudroit toujours lui rendre ce que le Comte d'Hautefort auroit reçu d'elle, & que la quittance du 2 Octobre 1726 prouve qu'il a reçu 75000 livres. Mais cette prétention est aussi facile à détruire que les autres, si l'on considère d'abord quel est le caractère de cette prétendue quittance, & si l'on consulte ensuite les principes de la matière.

Quand une femme apporte une dot à son mari, elle ne manque jamais d'en prendre une quittance pardevant Notaires, dont il reste minute, afin qu'elle puisse toujours trouver dans un dépôt public le titre sur le fondement duquel elle est en droit d'exercer la reprise de ce qu'elle a apporté. Une quittance sous signature-privée, n'ayant jamais de date certaine, devient en cela même très-dangereuse pour la femme. D'ailleurs un papier volant peut se perdre, & un malheur si ordinaire entraîneroit la ruine entière de la femme. Cette précaution d'une quittance pardevant Notaires devient encore plus nécessaire quand il s'agit d'une somme considérable; aussi n'y a-t-il point d'exemple que dans ce cas on se contente d'une quittance informelle, & pour ainsi dire sans consistance.

Cependant quelle est la pièce que présente la Demoiselle de Kerbabu pour établir la répétition de sa dot? Non-seulement ce n'est point une quittance pardevant Notaires; mais elle n'a pas même la forme d'une pièce sérieuse.

C'est un petit lambeau de papier de trois ou quatre doigts de large, sur lequel se trouvent ces mots : *J'ai reçu de Madame d'Hautefort la somme de 75000 livres, portée par notre contrat de*



*mariage, & lui donne cette reconnoissance pour plus grande sûreté, & pour lui être bonne. En foi de quoi j'ai écrit & signé,*  
 GILLES D'HAUTEFORT. *A Hauterive, ce 2 Octobre 1726.*

Quelle étrange piece pour le mariage d'une fille de condition, pour la sûreté d'une dot de 75000 livres ! Il semble que ce soit plutôt un titre de dérision, qu'un acte sérieux & destiné à paroître aux yeux de la Justice.

En effet, on parle d'une somme de 75000 livres, & on ne dit pas même si cette somme a été remise au Comte d'Hautefort à titre de dot, ou si elle provenoit de quelque autre cause. On ne fait si c'est une décharge que donne le Comte d'Hautefort, ou si c'est un titre par lequel il se charge. La Demoiselle de Kerbabu suppose que la quittance doit s'entendre d'une dot ; mais la piece n'en dit rien, & on peut arbitrairement lui donner tout autre sens, toute autre explication.

Pour fixer le véritable objet de cette piece qui se réfère à un prétendu contrat de mariage, il faudroit le voir, & la Demoiselle de Kerbabu convient qu'elle n'en a point ; comment peut-on donc en juger ? *J'ai reçu la somme de 75000 liv. portée par notre contrat de mariage.* Sans voir le contrat, cette quittance devient une énigme, & l'on ne peut par conséquent lui donner aucun effet. Seroit-il impossible que le Comte d'Hautefort eût remis, quelque tems auparavant à la Demoiselle de Kerbabu une somme de 75000 livres ; qu'elle l'eût reconnu par le contrat de mariage ; qu'elle eût promis de la remettre incessamment, & que depuis le Comte d'Hautefort en eût donné quittance ? On avoue que c'est une pure hypothese, que c'est une simple possibilité ; mais enfin, quand il s'agit d'établir une créance, il faut qu'elle soit si claire, si liquide, que l'on ne puisse pas former le moindre doute sur sa sincérité ; & dans le doute, tout se présume pour la libération. Cette prétendue quittance ne forme donc pas par elle-même un titre de créance certain contre le Comte d'Hautefort.

Ajoutons que la bizarrerie y est portée à un point qui n'a point d'exemple : *Et lui donne cette reconnoissance pour plus grande sûreté, & pour lui être bonne :* que signifient ces termes ? Il semble que le Comte d'Hautefort avoit déjà donné une premiere reconnoissance. Si cela est, à quoi servoit cette quittance ? S'il n'en avoit pas donné une premiere, la quittance étoit nécessaire, & il ne falloit pas dire qu'on la donnoit pour plus grande sûreté. Enfin la quittance est signée avant que d'être datée ; il faut convenir que l'on n'a jamais vu une pareille piece en Justice.

Caractere essentiel d'une quittance de dot.

Sens de la maxime qu'une créance doit être claire & liquide.

Mais donnons à cette prétendue quittance le caractère que la Demoiselle de Kerbabu veut elle-même lui imprimer ; supposons pour un moment que c'est une véritable quittance de dot , les principes les plus certains vont bientôt lui enlever tous les avantages qu'elle voudroit en tirer.

Qui ne peut  
donner ne  
peut se recon-  
noître débi-  
teur.

C'est une maxime adoptée par la Loi , établie par la Jurisprudence , & que la raison seule feroit admettre , que celui qui ne peut pas donner , ne peut pas aussi se reconnoître débiteur. Ainsi un Testateur qui ne pourroit pas léguer à une certaine personne , ne peut pas reconnoître qu'il lui doit ; & s'il le fait , cela est présumé fait en fraude de la Loi : c'est la disposition de la Loi *qui testamentum* , ff. de probationibus , & de la Loi *cum quis decedens* , ff. de leg. 3. Ce qui a fait dire à Godefroi sur cette dernière Loi : *Confessio , etiam jurata , testamento facta favore incapacis , præsumitur facta in fraudem*. C'est dans le même esprit que Mornac , sur la première de ces Loix , établit pour principe général que celui qui ne peut pas donner , ne peut pas reconnoître avoir reçu : *Vulgaris inde regula est , qui non potest donare non potest confiteri ; nempe cum is cui se dicit debere testator , suspectam adeo personam sustinet , ut obliquâ donatione habere eum aliquid voluerit , quod aliàs recto sermone capere per leges non possit*.

Ce que l'on vient de dire en matière de testament s'entend de même dans tous les autres cas où l'on pourroit éluder la prohibition de la Loi. Ainsi il est défendu de donner à une concubine. La cupidité , toujours ingénieuse , avoit inventé des voies détournées ; la concubine se faisoit faire une vente par laquelle il paroïssoit qu'elle avoit payé le prix , ou elle se faisoit constituer une rente dont on supposoit qu'elle avoit fourni le capital , & par-là la porte à toute sorte d'avantages se trouvoit ouverte. La Justice , attentive à maintenir la sévérité des regles , a reconnu , dans ces contrat qui paroïssent onéreux , des dispositions purement gratuites , & les a annulées. La prohibition entre conjoints est encore plus austere ; par le contrat de mariage , ils ont une entière liberté ; mais depuis que le mariage est célébré , tout est interdit , ils ne pourroient pas même changer les conventions faites entre les deux familles , quand ce seroit pour tout réduire aux termes du droit commun ; l'engagement formé doit subsister tel qu'il étoit au moment du mariage.

Ainsi quand depuis le mariage le mari reconnoît avoir reçu de sa femme une somme en dot , cette reconnoissance par elle-même ne peut jamais le charger , ni lui ni ses héritiers. C'est

Quittance  
de dot après  
le mariage ,  
quand elle est



donner à sa femme que de reconnoître en avoir reçu quoique ce soit. Il est vrai que si la femme justifie clairement l'origine des deniers & la sincérité de la quittance, il faudroit se rendre à l'évidence des preuves qu'elle rapporteroit d'ailleurs ; mais quand elle sera réduite à la seule reconnoissance du mari, elle lui sera aussi inutile qu'une donation que son mari lui auroit faite directement.

donnée à la femme.

C'est ce que tous les Jurisconsultes ont reconnu. Coquille, question 120, reconnoît que *la quittance donnée par le mari à sa femme, depuis le mariage, d'une dot promise par le contrat, ne vaut rien, si on ne prouve d'ailleurs d'où viennent les deniers ; il en seroit autrement*, ajoute-t-il, *si la quittance étoit donné au pere ou autre parent qui eût doté.*

Bacquet, des Droits de Justice, chap. 15, n. 65, dit que *si la quittance est passée sous le seing-privé du mari sans témoins, on a coutume de la débattre, & dire que c'est un avantage que le mari a voulu faire à sa femme contre la prohibition de la Coutume ; & on dit le semblable quand la quittance est depuis la consommation du mariage, encore qu'elle soit devant Notaires, si elle ne porte que les deniers ont été comptés & nombrés en présence des Notaires & des parens du mari, & QUE PAR LADITE QUITTANCE SOIT DÉCLARÉ D'OU PROCEDENT LES DENIERS.*

Le Brun s'explique dans les mêmes termes, Traité de la Communauté, liv. 3, chap. 2, n. 46. *Si la quittance, dit-il, est donnée à la femme depuis le mariage, il faut qu'il paroisse d'où procedent les deniers dotaux.*

En Normandie, où les conjoints par contrat de mariage ne peuvent s'avantager que sur les meubles, si le mari reconnoît avoir reçu une somme en deniers qui charge ses immeubles par contrat de mariage passé devant Notaires avant la célébration, on défère à un titre si authentique ; mais si le contrat de mariage est sous seing-privé ; en sorte qu'il n'ait de date certaine que depuis le mariage, alors on peut détruire la reconnoissance de la dot, en faisant voir qu'elle n'a pu être fournie ; c'est ce que Bafnage établit par l'art. 410 de la Coutume de Normandie, & ce qu'il confirme par l'autorité d'un Arrêt du 5 Juillet 1677.

En un mot, c'est un principe universellement reçu que le mari, par sa seule reconnoissance depuis le mariage, ne peut se constituer débiteur envers sa femme, & que dans ce cas il est absolument nécessaire que la femme justifie d'ailleurs d'où procedent les deniers.

Le principe une fois reconnu , il faut nécessairement que la prétendue quittance de dot de la Demoiselle de Kerbabu s'évanouisse ; car elle n'entreprendra pas même d'établir d'où pouvoient procéder ces 75000 liv. qu'elle suppose avoir apportés en dot. Elle étoit mineure lorsqu'elle prétend avoir été mariée ; elle ne pouvoit avoir que des droits dans la succession de son pere , & elle ne regardera pas comme une injure le fait constant qu'ils ne montoient peut-être pas à la dixieme partie de cette prétendue dot. D'ailleurs , une mineure ne pouvoit se constituer une dot par elle-même , son bien ne pouvoit pas être en sa possession ; sa mere , son tuteur pouvoient seuls le remettre au mari , & ils n'ont jamais parlé ni devant ni depuis le mariage ; la quittance ne leur est pas donnée. Il faudroit donc supposer qu'une mineure née sans bien ; qu'une mineure qui n'avoit aucune administration , & qui étoit sous la puissance d'autrui , auroit cependant disposé de 75000 liv. ce qui est manifestement impossible. Ainsi , non-seulement elle ne prouvera pas l'origine des deniers , mais il est démontré au contraire qu'elle n'en pouvoit avoir aucuns en sa possession.

C'est donc une donation déguisée depuis le mariage ; donation qui est interdite au mari , & qui par conséquent est absolument inutile à la femme.

Incapacité  
de se donner  
entre con-  
joints dont le  
mariage sera  
déclaré nul.

Si la Demoiselle de Kerbabu opposoit que le Marquis d'Hautefort n'est pas d'accord avec lui-même , & qu'en même tems qu'il veut détruire la quittance de dot , comme étant un avantage indirect entre conjoints , il soutient qu'il n'y a point de mariage , ce qui feroit tomber la prohibition , il suffiroit de lui répondre avec Ricard , que tant que la nullité du mariage n'est point déclarée , l'incapacité de s'avantager subsiste , parce qu'il suffit que ceux qui disposent se regardent comme mari & femme pour qu'ils aient les mains liées : *Encore que le mariage ne subsiste pas davantage pour la réalité du Sacrement , avant la prononciation de la nullité qu'après que le Jugement est rendu , néanmoins , tant qu'ils demeurent à l'ombre du mariage , & sont sans se plaindre , en conservant l'affection réciproque , le mariage subsiste civilement. . . . D'où il suit que les donations qu'ils feroient pendant le tems de ce prétendu mariage ne pourroient être d'aucun effet.* Ricard , des Donations , part. premiere , n. 374.

Ainsi , rien ne peut sauver la prétendue quittance de dot ; & cette demande , [comme toutes les autres , ne peut être écoutée.



Les principes sur lesquels on vient de fonder les différens moyens proposés par le Marquis d'Hautefort sont si certains, que la Demoiselle de Kerbabu n'a pas même entrepris d'en combattre un seul ; mais, en même tems qu'elle les reconnoît, elle ne craint point d'en écarter l'application par une défense qui jusqu'à présent ne s'étoit point encore fait jour dans les Tribunaux de la Justice.

Toutes les regles que vous nous plaidez, dit-elle, pour la présence du propre Curé, pour la publicité des mariages, sont établies contre ces mariages honteux, par lesquels on se dégrade par des alliances inégales ; mais quand on épouse une fille de condition comme moi, on peut secouer impunément le joug de toutes les Loix. Quel scrupule d'aller rechercher le propre Curé des Parties ! Quelle délicatesse de rendre son mariage public, comme si c'étoit un engagement dont on pût rougir ! Que des gens d'une condition commune soient soumis à toutes ces regles, c'est pour eux qu'elles ont été faites ; mais pour moi, mais pour une fille de ma naissance & de ma vertu, tout Prêtre est bon pour me marier. Le secret gardé jusqu'à la mort ne peut porter aucune atteinte à un pareil engagement. Il est des privileges qui m'affranchissent de ces loix gênantes, importunes, que la sagesse des Législateurs a établies, & j'ai pu les violer toutes, sans que la Justice ait l'autorité de m'en punir.

Telle est en substance la doctrine que la Demoiselle de Kerbabu s'est efforcée d'établir pendant un grand nombre d'audiences. Accablée par le poids des Loix, elle n'a eu d'autre ressource que d'avancer avec confiance qu'elles n'étoient pas faites pour elle, & de se scandaliser même de la témérité que l'on avoit de les lui opposer.

Liberté précieuse ! C'est à l'empire que la Demoiselle de Kerbabu exerce sur les Loix, sur la Religion, sur tout ce qu'il y a de plus sacré, que la Noblesse du Royaume va être redevable d'une indépendance dont elle n'avoit jamais osé se flatter.

Faut-il après cela entrer dans le détail des réflexions de la Demoiselle de Kerbabu ? Faut-il la suivre dans tous ses égaremens ? La Justice devroit frémir au seul aspect de son entreprise, & c'est peut-être un scandale que d'être obligé de la combattre.

I. Le mariage est abusif, puisqu'il n'est point administré par le propre Curé des Parties ; les dispositions des Loix du Royaume

sont précises ; le fait n'est point équivoque ; rien ne manque à l'établissement d'un moyen aussi simple que solide.

Vous abusez de ces Loix, dit la Demoiselle de Kerbabu : pénétrez-en l'esprit, & vous verrez qu'on ne s'est proposé que d'empêcher ces conjonctions malheureuses qui troublent le repos & flétrissent l'honneur des familles par des alliances souvent plus honteuses par la corruption des mœurs que par l'inégalité de la naissance : voilà le motif de l'Edit du mois de Mars 1697. Or ici il n'y a rien à me reprocher ni du côté des mœurs, ni du côté de la naissance, & par conséquent on ne peut faire aucun usage des Ordonnances du Royaume.

Mais depuis quand a-t-on détruit des Loix générales, des dispositions expresses par de pareilles distinctions ?

Quelles  
Loix exigent  
la présence  
du propre  
Curé au ma-  
riage.

L'Edit de 1697 n'est pas la première Loi que nous ayons sur la nécessité de la présence du propre Curé des Parties ; le Concile de Trente, qui a recueilli sur ce point ce qui avoit été établi par les plus anciens Canons de l'Eglise, & qui a été expressément adopté par l'Ordonnance de Blois, décide indistinctement que tout mariage qui n'est point fait devant le propre Curé, est nul radicalement : *Qui aliter quàm presente Parocho, vel alio Sacerdote de ipsius Parochi seu Ordinarii licentiâ matrimonium contrahere attemptabunt, eos sancta Synodus ad sic contrahendum omninò inhabiles reddit, & hujusmodi contractus irritos & nullos esse decernit.* Le Concile ne fait pas l'honneur à ces sortes d'engagemens formés devant des Prêtres étrangers de les regarder comme des mariages, il ne les traite que de contrats que l'Eglise ne peut reconnoître pour Sacremens, & les déclare nuls & invalides.

L'Ordonnance du mois de Novembre 1639 a affermi sur ce point la discipline du Royaume. On expose, dans le préambule, que les mariages sont le Séminaire des États, la source & l'origine de la société civile, le fondement des familles qui composent les Républiques, qui servent de principe à former leurs polices ; on ajoute, que les Rois ont jugé digne de leur soin de faire des Loix de leur ordre public, de leur décence extérieure, de leur honnêteté & de leur dignité ; & à cet effet ont voulu que les mariages fussent célébrés publiquement en face d'Eglise, avec toutes les justes solemnités & les cérémonies qui ont été prescrites comme ESSENTIELLES par les Saints Conciles, & par eux déclarés être non-seulement de la nécessité du précepte, mais encore de la NÉCESSITÉ DU SACREMENT.



Sur ces fondemens inébranlables, le Roi veut que l'art. 40 de l'Ordonnance de Blois touchant les mariages clandestins soit exactement gardé ; & interprétant icelui, ordonne que la proclamation des bans sera faite par le Curé de chacune des Parties contractantes. . . . & qu'à la célébration du mariage assisteront quatre témoins dignes de foi, outre le Curé qui recevra le consentement des Parties, & les conjoindra en mariage suivant la forme prescrite par l'Eglise. Faisons défenses, ajoute le Souverain, à tous Prêtres tant Séculiers que Réguliers, de célébrer aucuns mariages qu'entre leurs vrais & ordinaires Paroissiens, sans la permission par écrit des Curés des Parties ou de l'Evêque Diocésain, nonobstant les coutumes immémoriales & les privilèges que l'on pourroit alléguer au contraire.

Dans ces Loix, on ne parle point des mariages honteux par la corruption des mœurs, ou par l'inégalité de la naissance ; la disposition est générale, elle comprend tous les Sujets du Roi, Nobles ou Roturiers, de mœurs pures ou corrompues. C'est une règle invariable contre laquelle on n'admet aucun *privilege* contraire ; & en effet, le préambule nous apprend que les solemnités que l'on va prescrire sont prescrites comme *essentiels* par les *Saints Conciles*, & forment non-seulement une nécessité de précepte, mais encore une *nécessité de Sacrement*.

Formalités  
nécessaires de  
nécessité de  
Sacrement  
dans le ma-  
riage.

L'Edit du mois de Mars 1697 n'a prétendu ni établir la Loi, ni lui donner plus ou moins d'étendue ; il ne se propose que d'établir plus expressement la qualité du domicile, tel qu'il est nécessaire pour contracter mariage en qualité d'Habitant d'une Paroisse. C'est dans cette vue que l'article premier ordonne que les dispositions des saints Canons & les Ordonnances des Rois concernant la célébration des mariages, & notamment celles qui regardent la nécessité de la présence du propre Curé de ceux qui contractent, soient exactement observées ; en exécution d'iceux, défend à tous Curés & Prêtres, tant Séculiers que Réguliers, de conjoindre en mariage autres personnes que ceux qui sont leurs vrais & ordinaires Paroissiens, demeurans actuellement & publiquement dans leurs Paroisses, au moins depuis six mois à l'égard de ceux qui demeureroient auparavant dans une autre Paroisse de la même Ville ou du même Diocèse, & depuis un an pour ceux qui demeureroient dans un autre Diocèse, si ce n'est qu'ils en aient une permission spéciale & par écrit du Curé des Parties qui contractent, ou de l'Evêque Diocésain.

Jamais il n'y a eu de Loi plus générale, plus absolue ; & en effet, la présence du propre Curé n'est pas un point de discipline que l'on puisse étendre ou resserrer arbitrairement, qui

Présence du  
propre Curé  
nécessaire en  
tout mariage.

frappe sur les uns & non sur les autres , c'est une solemnité prescrite comme essentielle par les Conciles , & qui est de la nécessité du Sacrement: comment donc oseroit-on entreprendre d'y admettre des distinctions ?

Quoi ! parce que le préambule de ce dernier Edit a déclamé avec force contre des conjonctions malheureuses , il n'y aura que dans celles-là qu'il faudra être rigide observateur des Canons ? On pourra impunément se soustraire aux Loix les plus expressees quand on épousera une personne de son rang & de sa condition : quel paradoxe ! C'est-à-dire , que ceux qui ne se méfalloient point peuvent se marier devant toutes sortes de Prêtres ; car dès qu'on écarte la nécessité du propre Curé , tout Prêtre devient également bon pour donner la bénédiction nuptiale ; le premier Aumônier d'Armée pourra former un mariage légitime ; le premier Moine que l'on trouvera en son chemin deviendra le Ministre de ces mariages honorables. Peut-on sans rougir débiter une doctrine si pernicieuse , si injurieuse à l'autorité de l'Eglise & à la sagesse de nos Ordonnances ?

II. Aussi la Demoiselle de Kerbabu , convaincue elle-même de l'illusion de cette premiere objection , essaie-t-elle d'établir que le Curé d'Argentré n'étoit pas absolument étranger au Comté d'Hautefort. Elle n'ose pas dire que le Comte d'Hautefort eût son vrai & actuel domicile à Hauterive , mais elle partage en quelque maniere le domicile du Comte d'Hautefort : elle prétend qu'on peut le placer autant à Hauterive qu'à Paris. C'est ainsi que ne pouvant résister ouvertement à une vérité trop bien établie , elle cherche à la concilier avec ses intérêts.

Mais dans ce langage ambigu la vérité pénètre sans peine , & le domicile certain du Comte d'Hautefort à Paris ne laisse aucune ressource à la subtilité.

On avoit cru que pour éclaircir ce fait important , il suffisoit de remonter à une année ou environ avant l'époque du prétendu mariage ; mais la Demoiselle de Kerbabu ayant supposé que le vuide que nous laissons pendant le reste de la vie du Comte d'Hautefort devoit être interprété en sa faveur , on a rassemblé un si grand nombre de monumens pour établir le domicile continuel du Comte d'Hautefort à Paris , qu'il faudra enfin qu'elle se rende à une vérité si sensible.

Le Comte d'Hautefort , né à Paris , fut baptisé à Saint Sulpice le 23 Octobre 1666. Son extrait baptistaire est rapporté en bonne forme. Il a toujours continué d'y vivre avec ses pere & mere



qui y sont morts. Leurs inventaires y ont été faits. Il a continué depuis d'y occuper différentes maisons dans le fauxbourg Saint-Germain. On rapporte douze ou quinze actes passés devant Notaires, dans lesquels il s'est toujours dit *demeurant à Paris*, & cela depuis 1699 jusqu'en 1721. On pourroit encore en trouver un plus grand nombre; mais on est persuadé que chaque année étant presque marquée par de semblables déclarations, ce seroit charger inutilement la Cause que de multiplier les preuves de ce domicile à l'infini. On a déjà vu que dans un acte passé devant Notaires en 1726, il se dit encore *demeurant à Paris, rue Neuve-des-Bons-Enfants*. Il demeurait en effet en ce tems-là à l'Hôtel de Toulouse. Ayant été obligé d'en sortir peu de tems après, il prit au mois d'Avril 1725 un reste de bail d'une maison rue de Varennes, qu'il loua 1300 liv. par an pour les trois ans neuf mois qui restoit à expirer; il a continué d'y demeurer jusqu'à sa mort, comme il paroît par les quittances de loyer, quittances de de Capitation des Domestiques, & quittances de la taxe des Pauvres de la Paroisse de Saint Sulpice.

Marques du  
domicile.

Voilà, dit-on, des titres bien magnifiques pour établir un domicile ! Apparemment que la Demoiselle de Kerbabu voudroit qu'on lui rapportât des Lettres-patentes du Roi enregistrées en la Cour, par lesquelles le domicile du Comte d'Hautefort fût fixé à Paris; car sans cela on n'imagine pas quelle sorte de preuves elle peut desirer. Des actes dans lesquels ce domicile est reconnu & déclaré par le Comte d'Hautefort, des baux, des quittances de loyer, de capitation & de charges publiques : est-il même possible d'en présenter d'autres ?

D'un autre côté, on ne trouvera pas un seul acte qui indique même quelque apparence de domicile à Hauterive. Le Comte d'Hautefort s'est toujours servi du ministère de Moët, Notaire, & de Dulion son successeur. Qu'elle compulsé toutes les minutes de son étude, elle n'en trouvera pas une seule qui suppose la moindre vue de domicile à Hauterive : comment donc après cela pourroit-on le supposer ?

Cette Terre étoit, dit-on, un bien patrimonial de 6000 livres de revenu, avec de très-beaux droits; le Comte d'Hautefort l'appelloit son Gaillardin, parce que c'étoit un lieu d'affection pour lui. Au contraire, dans ses dernières lettres, il ne parloit de Paris qu'avec dégoût. Dans une autre Cause que celle de la Demoiselle de Kerbabu, oseroit-on proposer de pareils moyens ? Un homme est-il domicilié dans une Terre, parce qu'il l'a eue

par la succession de son pere ? Au contraire, le Comte d'Haute-  
fort y étoit bien moins attaché qu'à la Terre de Behericourt en  
Picardie, qu'il avoit achetée, & dans laquelle il avoit fait beau-  
coup de dépenses. On l'a vu y demeurer quelquefois fix mois  
de suite, au lieu qu'il n'a jamais passé que fort peu de tems à  
Hauterive. Peut-être n'y auroit-il jamais été si dans ses voyages  
de Brest il ne l'avoit trouvée sur sa route, ce qui l'engageoit à  
s'y arrêter quelque tems : ce n'étoit donc pas-là un lieu où il eût  
fixé son domicile.

Il l'appelloit, dit-on, son Gaillardin par affection, mais tout  
le monde pensera au contraire que ce terme de plaisanterie n'in-  
dique qu'une maison de campagne, où l'on prend quelque ré-  
création en passant ; & si dans une seule lettre écrite depuis le  
mariage il témoigne quelque empressement de sortir de Paris &  
de la Cour, ce n'est que l'accablement des affaires publiques  
qui, joint à sa mauvaise santé, lui faisoit desirer un peu plus de  
tranquillité : & l'on donnera cela pour des preuves de domicile  
à Hauterive ? C'est faire injure à la Justice & au Public que de  
lui présenter de pareilles réflexions.

Mais on peut avoir deux domiciles, dit la Demoiselle de Ker-  
babu ; & n'est-ce pas ce qui a été jugé dans la succession du Prince  
de Guimené par l'Arrêt du 6 Septembre 1670 ? Ainsi le Comte  
d'Hautefort pouvoit être domicilié à Paris & à Hauterive. Deux  
réponses font cesser une pareille objection. La première est que si  
l'on pouvoit avoir deux domiciles, ce seroit par rapport à des  
objets tout différens ; ainsi l'un pourroit être un domicile de fait  
qui influeroit sur tout ce qui regarde directement la personne do-  
miliée ; l'autre, un domicile de droit & de volonté, qui décide-  
roit du sort de la succession. Ce cas est sans doute fort extraordi-  
naire, & peut-être même que dans les regles il ne devoit point  
être admis ; mais enfin, supposons-le pour un moment ; il sera  
toujours certain que pour le mariage on ne peut jamais avoir  
qu'un seul domicile. Un même homme ne peut pas être en même  
tems Paroissien de deux Paroisses éloignées ; un homme ne peut  
pas avoir en même tems deux propres Curés, & s'adresser indif-  
féremment à l'un ou à l'autre. Si l'on suivoit même le système de  
la Demoiselle de Kerbabu, il faudroit supposer qu'un homme  
pourroit avoir dix propres Curés, s'il avoit dix Terres différentes,  
ce qui est d'une absurdité outrée. Que nous dit sur cela l'Edit du  
mois de Mars 1697, dans lequel le Roi s'est proposé d'établir ex-  
pressément la qualité du domicile tel qu'il est, pour contracter ma-

Domicile de  
droit & domi-  
cile de fait.



*riage en qualité d'habitant d'une Paroisse ?* Il nous apprend que les Curés ne peuvent conjoindre par mariage autres personnes que ceux qui sont leurs vrais & ordinaires Paroissiens, demeurans actuellement & publiquement dans leurs Paroisses, au moins depuis six mois. Il ne suffit donc pas d'un domicile d'affection & de volonté ; il faut un domicile véritable, actuel, public, ou plutôt, il faut une habitation personnelle par laquelle on puisse reconnoître un homme comme vrai & ordinaire Paroissien. Que l'on juge après cela que le Comte d'Hautefort fut en même tems vrai & ordinaire Paroissien de Saint Sulpice à Paris, & vrai & ordinaire Paroissien du Bourg d'Argentré dans le Maine ; ce sont des idées qu'il est impossible de concilier.

Domicile pour se marier suppose habitation personnelle & actuelle.

La seconde réponse est que l'exemple du Prince de Guimené est ici absolument étranger. Le Prince de Guimené avoit toujours demeuré à Paris ; mais depuis, par quatre actes authentiques, il avoit déclaré qu'il vouloit fixer son domicile dans sa Terre du Verger en Anjou, qu'il vouloit se consacrer à la retraite pour ne plus penser qu'à sa dernière heure. Il y avoit transporté dans ce dessein ses effets les plus précieux. On jugea dans ces circonstances que sa succession mobilière devoit être réglée par la Coutume d'Anjou. Mais ici trouvera-t-on, on ne dit pas de ces déclarations expressees & si souvent réitérées, trouvera-t-on même de simples indices de la volonté du Comte d'Hautefort de fixer à jamais son domicile à Hauterive ? C'est ce que la Demoiselle de Kerbabu n'essaie pas même de persuader. Concluons donc que le Comte d'Hautefort n'avoit jamais eu de domicile qu'à Paris ; qu'il étoit absolument étranger au Curé d'Argentré ; que ce Curé n'étoit point son propre Pasteur, & que par conséquent il n'a pu lui administrer la bénédiction nuptiale.

Il n'étoit pas non plus le propre Curé de la Demoiselle de Kerbabu, elle en convient ; elle convient même que le concours des deux Curés est nécessaire, & que cela est établi par une Jurisprudence contre laquelle il n'est pas permis de s'élever. Mais, dit-elle, il suffit de prouver le consentement du Curé qui n'a pas administré la bénédiction nuptiale. Or il y a ici deux preuves du consentement du Curé de Saint-Quentin : premièrement, l'acte de célébration de mariage porte, *après la publication des bans faite*, ce qui doit s'entendre d'une publication de bans dans la Paroisse de Saint-Quentin. Secondement, le Curé de Saint-Quentin a accompagné la Demoiselle de Kerbabu dans le Maine,

lorsqu'elle y a été en 1727 chercher les preuves de son état : il approuvoit donc le mariage. On prévient aisément la réponse à de pareils moyens. Quand un Curé, dans l'acte de célébration de mariage, se contente de dire, après la publication des bans dûement faite, cela ne s'entend jamais que de la publication des bans faite dans sa propre Paroisse, parce qu'il atteste par-là lui-même la publication des bans sans en donner de certificats ; quand il veut parler de la publication des bans faite dans une autre Paroisse, il met : vu le certificat de la publication des bans dans une telle Paroisse, en date d'un tel jour, & signé de telle personne : cela est d'un usage si connu, que personne ne peut le révoquer en doute. Le Curé d'Argentré ne s'est point exprimé ; ainsi il n'a donc voulu parler que d'une publication de bans faite dans sa propre Paroisse ; & la Demoiselle de Kerbabu, dans tous ses Mémoires imprimés, n'en a jamais parlé autrement ; par conséquent, il n'y a eu aucune proclamation de bans dans la Paroisse de Saint-Quentin, ni aucun concours du Curé de la Demoiselle de Kerbabu. Qu'après cela le Curé de Saint-Quentin ait accompagné la Demoiselle de Kerbabu, un an après le mariage, pour aller rechercher les titres de son état, cela tiendra-t-il lieu de ce consentement indispensable dans le tems du mariage ? C'est une illusion dans laquelle personne ne peut donner.

Il n'y a donc ni présence du propre Curé du Comte d'Hautefort, ni concours du Curé de la Demoiselle de Kerbabu, & par conséquent ce prétendu mariage pèche dans la première & dans la plus essentielle de toutes les conditions, dans cette circonstance que la Loi appelle *nécessité du Sacrement*.

III. Non-seulement le mariage est nul & abusif, mais il a été encore secret & caché, ce qui le rendroit incapable de produire des effets civils.

La Demoiselle de Kerbabu convient du secret qu'elle a gardé sur ce mariage secret pendant toute la vie du Comte d'Hautefort, secret même après sa mort ; il semble qu'il n'y a plus après cela que la conséquence nécessaire à tirer pour la privation des effets civils ; c'est la Loi qui la prononce ; comment résister à son autorité ?

Cependant la Demoiselle de Kerbabu se présente avec la même confiance que si la Loi n'avoit point parlé. Les peines prononcées contre les mariages tenus secrets & cachés ne s'entendent, dit-elle, que de ces mariages dont les Parties doivent rougir, qui portent la désolation dans le sein des familles en



même tems qu'elles les couvrent d'infamie ; mais pour ces mariages bien assortis par l'égalité de la naissance , la Loi n'a pas pour objet de les condamner , de quelque mystere qu'une fausse prudence les ait enveloppés. D'ailleurs , quand il paroît que l'intention des Parties étoit de les déclarer , & qu'une mort imprévue les en a empêchés , il n'est pas juste de les punir d'une faute passagere , & qu'ils vouloient réparer. Ainsi voilà deux distinctions à l'abri desquelles la Demoiselle de Kerbabu prétend n'avoir rien à craindre de la sévérité des Loix.

Par rapport à la premiere , on croit l'avoir déjà suffisamment combattue. Que l'on vante sans cesse l'honneur que le Comte d'Hautefort recevoit en épousant la Demoiselle de Kerbabu , ce n'est pas ce qui fait l'objet de la question ; mais ce que l'on soutient avec confiance , c'est que le mariage le plus honorable , le plus convenable par rapport à la naissance , à l'âge , à la fortune des Parties , s'il est tenu secret & caché jusqu'à la mort , ne peut produire des effets civils. La Loi est claire sur ce point ; elle est générale : de quel droit affranchira-t-on donc de cette regle le mariage de la Demoiselle de Kerbabu ?

Quoi ! quand on épouse une fille de condition on n'est plus soumis à la rigueur des Loix ! On pourra cacher cet engagement jusqu'à sa mort , & il faudra lui rendre le même honneur qu'à ces mariages publics , ornemens de la société , fondemens solides du repos des familles , sources fécondes d'une postérité connue & respectée dès les premiers momens ? Voilà sans doute une morale bien touchante pour toutes les personnes de condition ; c'est à elles que la Demoiselle de Kerbabu développe des privileges inconnus jusqu'à présent. *Mariez-vous* , leur dit-elle , avec des personnes de votre rang , & après cela , ne pensez plus à manifester votre union ; affectez au contraire un mystere impénétrable ; laissez aux gens du commun à vivre avec leurs femmes ou avec leurs maris comme des personnes engagées par un lien indissoluble ; pour vous , voici votre prérogative : c'est que votre sort demeure toujours incertain ; c'est que l'on ne puisse savoir si vous êtes libre ou engagé ; c'est que vous soyez toujours une énigme pour votre famille , pour l'Etat , pour le Public. Voilà les conséquences nécessaires des principes de la Demoiselle de Kerbabu. Peut-on les entendre sans en être offensé ?

Mais du moins faut-il faire grace à ceux qui vouloient déclarer leurs mariages , & c'étoit l'intention bien marquée du Comte

Caractères  
du mariage  
public.

Intention ne  
mer point à  
l'abri des dis-  
positions de  
la Loi.

d'Hautefort. Non , la Justice ne connoît point cette funeste liberté de faire grace contre la disposition des Loix les plus sages & les plus respectables. La Loi ne se contente point d'une intention secrete , elle veut une publicité entiere ; le mystere en lui-même fait injure à la dignité du mariage , il expose des familles à des malheurs trop déplorables ; jamais une simple intention ne peut mettre à l'abri des peines qu'elle prononce.

Tout le monde se réfugieroit dans cette intention prétendue ; les excuses se travestiroient en mille formes différentes ; l'un alleguerait la crainte de la dépense , l'autre l'espérance d'un poste qu'il comptoit obtenir promptement , celui-ci la nécessité du service militaire , celui-là un cérémonial ou de Cour ou de famille ; & ainsi la Loi seroit toujours impuissante , tout au moins deviendrait-elle arbitraire , puisque chaque Tribunal présumeroit à son gré l'intention ou plus forte ou plus foible.

Volonté  
change , fait  
demeure.

Mais sans entrer dans toutes ces distinctions , la Loi ne connoît que la publicité du mariage pendant la vie des deux conjoints ; elle ne connoît que le fait , elle ne juge que du fait. Tel auroit pu avoir intention de déclarer son mariage dans un tems qui ne l'auroit plus eu dans la suite ; la volonté change , il n'y a que le fait qui demeure , & c'est à ce fait seul que la Loi se fixe.

D'ailleurs , cette intention même que l'on attribue au Comte d'Hautefort est-elle donc aussi assurée qu'on le prétend ? On la tire d'une lettre écrite le 17 Novembre 1726 ; mais cette lettre même prouve que le Comte d'Hautefort n'étoit pas déterminé à déclarer le mariage pendant sa vie. *Gardez-bien , & avec soin , les papiers que je vous ai donnés ; car si je venois à manquer avant que notre mariage fût déclaré , vous mettriez bien par-là à la raison tous les gens , &c.* Que veulent dire ces termes ? Il ne faut pas un grand effort d'esprit pour les entendre : je pourrois manquer , je pourrois mourir avant que notre mariage fût déclaré ; il n'étoit donc pas déterminé à le déclarer de son vivant. Il étoit incommodé , & il craignoit d'être enlevé par une mort prochaine ; nonobstant cela , il persévère dans la volonté de tenir son mariage caché. Il craint que la mort ne le prévienne ; mais cette vue ne lui fait point changer de parti : que dit-il donc à la Demoiselle de Kerhabu ? *Gardez les papiers que je vous ai donnés ; vous pourrez par-là mettre à la raison ceux qui voudroient vous traverser.* Est-ce là le langage d'un homme qui veut publier son mariage de son vivant ?

L'événement



L'événement a justifié la ferme résolution où il étoit de ne le point déclarer ; son mal devint plus considérable ; il connut tout le danger de son état ; il y donna toute l'attention qu'un homme sage & qui avoit un fond de religion y devoit apporter ; rien ne le porta néanmoins à découvrir ce prétendu engagement ; & il est mort après une longue & dangereuse maladie , sans en avoir laissé transpirer le moindre soupçon. La Demoiselle de Kerbabu , dégagée de tous les ménagemens qu'elle pouvoit avoir pendant sa vie , l'a désavoué après sa mort ; & l'on dira qu'un pareil mariage sera à couvert des peines prononcées par la Loi ? Que ne dit-on simplement que toutes les Loix sont impuissantes à son égard ?

Qu'après cela elle prétende éluder la force du préjugé contenu dans l'Arrêt du 26 Mai 1705 , sous prétexte que Marie Jonvelle étoit une ouvrière du Palais ; cela retombe dans la question de savoir si les Loix ne sont faites que pour les personnes du commun , & si leur autorité ne peut s'étendre jusques sur la Demoiselle de Kerbabu. On fait bien que c'est-là son système , mais on fait bien aussi que de pareilles distinctions n'ont jamais été accordées aux personnes du plus haut rang.

D'ailleurs , il ne suffit pas de citer la naissance de Marie Jonvelle , il faut la comparer avec celle du sieur Sonnet ; il avoit à la vérité une Charge qui pouvoit être de quelque prix , mais il pouvoit être cependant d'une naissance égale à celle de Marie Jonvelle , il pouvoit l'épouser sans se méfialier ; ainsi l'application sera juste , malgré les clameurs de la Demoiselle de Kerbabu.

La veuve invoquoit alors l'intention de son mari , elle en rapportoit des preuves bien raisonnables ; elle alleguoit , comme la Demoiselle de Kerbabu , une mort précipitée dans le tems qu'il faisoit travailler à son nouvel appartement pour la recevoir ; l'intervalle de onze mois n'étoit pas beaucoup plus considérable que celui qui se trouve entre le prétendu mariage & la mort du Comte d'Hautefort ; cependant elle fut privée des effets civils. Par quels privileges la Demoiselle de Kerbabu auroit-elle droit d'en jouir ?

Ajoutons qu'elle avoit des circonstances infiniment favorables pour elle ; un contrat de mariage en bonne forme avant la célébration , des bans publiés dans les deux Paroisses , le mariage par le propre Curé , quatre témoins , l'insinuation du contrat de mariage ; enfin elle n'avoit point eu l'indignité de désavouer son état ; cependant la juste sévérité de la Loi prévalut. A quel titre

la Demoiselle de Kerbabu veut-elle lui attribuer pour elle seule tant d'indulgence ?

IV. A l'égard des 75000 livres de dot, la Demoiselle de Kerbabu ne s'est défendue des principes qu'on lui a opposés qu'en déclarant qu'elle ne vouloit point les combattre ; ils doivent donc demeurer pour certains ; ainsi une quittance donnée par le mari à sa femme depuis le mariage ne constitue le mari débiteur & ne charge sa succession qu'autant que la femme, remontant à l'origine des deniers , prouve réellement qu'elle les a fournis.

Pressée ensuite pour savoir si elle a fourni les deniers , voici sa réponse, son unique réponse : *je me tiens à mon acte*. C'est-à-dire : j'ai trop d'honneur pour aller avancer aux yeux de toute la France que j'aie réellement apporté 75000 livres au Comte d'Hautefort ; mais comme je crains de parler sur cet article, que je crains de blesser la vérité d'un côté, & mon intérêt de l'autre , consultez mon acte , il parle sans me compromettre. A ce discours, ne reconnoît-on pas l'aveu naturel de l'impuissance où elle a été d'apporter cette somme , & l'avantage indirect prohibé par la Loi ?

Que reste-t-il donc pour la débouter ? Le principe est certain , & elle n'ose pas s'en défendre ; le fait est constant , & elle n'ose le dénier ; il n'y a donc qu'à la condamner par son propre aveu.

Mais si le Comte d'Hautefort étoit vivant , pourroit-il combattre sa quittance, dit-elle ; & vous qui êtes son héritier, quel droit avez-vous de critiquer ? Quel droit peut avoir le Marquis d'Hautefort ? Celui que la Loi lui donne , celui sans lequel toutes les prohibitions des Loix seroient inutiles. Qu'un testateur qui ne pouvoit pas donner ses propres, ait reconnu devoir par son testament une somme qui les absorbe, son héritier ne combattrait-il pas une reconnaissance qu'il ne pouvoit pas combattre lui-même ? Qu'un homme ait passé une obligation à sa concubine , il ne pourroit pas personnellement la désavouer, son héritier n'en sera pas moins reçu à la combattre. Toutes les prohibitions prononcées par les Loix donnent à l'héritier le droit de revenir contre le fait du défunt ; en ce point on n'est point tenu du fait de celui dont on est héritier ; autrement , la Loi deviendrait inutile , parce qu'on lui opposeroit toujours l'argument dans lequel la Demoiselle de Kerbabu se renferme.

Mais la quittance est relative à un contrat de mariage , ajoute la Demoiselle de Kerbabu ; & quoique je n'en aie point , il faut

En quels cas  
l'héritier n'est  
pas tenu des  
faits du dé-  
funt.



le supposer , parce que le Comte d'Hautefort s'en étoit constitué dépositaire par une de ses lettres.

Sans examiner si ce prétendu dépôt n'est point rentré entre les mains de la Demoiselle de Kerbabu , ce qui ne peut pas être douteux , puisqu'elle rapporte l'enveloppe du paquet dans lequel ce prétendu contrat de mariage avoit été remis ; sans entrer dans cette discussion , quel est donc ce nouveau genre de dépôt dont elle parle ? Elle prétend avoir signé la minute d'un contrat de mariage resté en dépôt entre les mains d'un Notaire. Si cela est , le Comte d'Hautefort ne pouvoit en avoir tout au plus qu'une expédition ; la perte de cette expédition ne devoit faire aucun tort à la Demoiselle de Kerbabu ; que n'en fait-elle représenter la minute ? Si elle ne peut la trouver , qu'elle convienne donc que c'est une fable que ce prétendu contrat de mariage authentique.

D'ailleurs , ce contrat de mariage a été contrôlé , selon elle ; le registre du Contrôle subsiste en bonne forme , bien coté , bien paraphé , il n'en manque pas une seule feuille , & on n'y trouve aucune mention de ce contrat de mariage : c'est donc une supposition grossière.

Les accusations qu'elle avoit formées à cet égard se sont évacuées ; non-seulement elle n'a pu convaincre personne de lui avoir enlevé ses titres , mais le corps du délit n'a jamais été établi. Il y en a une preuve bien simple ; s'il eût été certain qu'Ains , Notaire , eût reçu son contrat de mariage , il étoit un prévaricateur de n'en avoir pas représenté la minute ; il falloit lui faire le procès & le punir ; cependant il n'a pas été décrété : donc on n'a pas établi le fait qu'il l'eût reçu : donc le corps du délit n'a jamais été prouvé.

Après cela , pour prouver l'existence d'un contrat de mariage , en fera-t-on quitte pour dire : voilà une lettre qui en parle ? Mais supposons que ce contrat eût existé , donneroit-il quelque poids à la quittance de dot ? Qu'une Demoiselle promette d'apporter 75000 livres , le mari pourra-t-il depuis le mariage lui en donner quittance sans rien recevoir ? L'avantage indirect fera-t-il moins établi ? La prohibition de la Loi en aura-t-elle moins de force ? C'est donc un foible secours que d'invoquer la relation de la quittance à un contrat.

Mais , dit-on , dans l'affaire de Marie Jonvelle , les héritiers furent condamnés à restituer la dot ; & pourquoi ? Parce que dans le contrat de mariage passé devant Notaires avant la célé-

bration, le mari avoit reconnu l'avoir reçue; & quelle dot ? Une dot de 10000 livres seulement qu'une ouvrière du Palais pouvoit fans miracle avoir en se mariant. Ainsi la quittance étoit donnée dans un tems de liberté, & la dot même étoit proportionnée à l'état & aux facultés de la femme.

Mais ici une quittance sous signature privée donnée depuis le mariage, une quittance de 75000 livres dont la Demoiselle de Kerbabu ne pouvoit pas avoir la dixième partie, dans quel Tribunal peut-elle être autorisée ? Elle n'ose pas répéter ce qu'elle avoit fait plaider l'année dernière, que du moins cette quittance devroit tenir lieu d'une liquidation anticipée de dommages & intérêts ; elle sent bien que c'est abandonner une dot fictive, & courir après une autre chimère. Mais quoiqu'elle change sans cesse de système, la vérité immuable l'accablera toujours ; son prétendu mariage n'est qu'un tissu d'abus ; quand elle seroit mariée, elle ne pourroit aspirer aux effets civils ; & dans tous les cas sa prétendue quittance ne fera qu'une fraude mal concertée dont elle ne pourra jamais recueillir les avantages.

## L. CAUSE AU GRAND-CONSEIL.

POUR Messire Laurent-François de Montmorillon,  
Chanoine-Comte de Lyon, Prieur du Montet-aux-Moines.

ET encore pour Messire Antoine de Montmorillon,  
Sacristain & Comte de Lyon.

CONTRE M<sup>e</sup> Martial Sardine.

### Q U E S T I O N.

*Rescision de transaction où un mineur, effrayé d'une procédure criminelle, a renoncé à son Bénéfice.*

L'INDIGNITÉ des manœuvres employées par le sieur Sardine pour intimider un jeune homme sans expérience, & pour arracher de lui un désistement du droit incontestable



qu'il avoit au Prieuré du Montet-aux-Moines, va se manifester par des preuves si sensibles que l'avantage injuste qu'il s'est procuré ne servira qu'à le couvrir de confusion.

Muni d'un titre dont il reconnoît aujourd'hui le vice radical, & qu'il n'ose pas même représenter, il prétend avoir fait deux procès aux sieurs de Montmorillon; l'un civil, l'autre criminel. Mais persuadé lui-même qu'il devoit nécessairement succomber dans une entreprise si téméraire, il a mis toute sa ressource à séduire, à tromper, à alarmer un enfant éloigné de sa famille; & par ses artifices il est parvenu à lui faire signer un acte qui feroit sa ruine & l'opprobre de sa maison.

C'est de ces attentats que les sieurs de Montmorillon demandent vengeance. Ils vont exposer les faits dans la plus exacte sincérité; & comme la Justice y reconnoîtra autant de candeur & d'innocence de leur part, que de fraudes, de suppositions & de supercheries de la part du sieur Sardine; ils se flattent qu'elle fera bientôt triompher la vérité opprimée dans le titre odieux contre lequel ils réclament.

Messire Hector-Antoine Saladin de Montmorillon, Capitaine de Dragons, frere d'Antoine de Montmorillon, un des Demandeurs, avoit épousé Dame Françoisse des Gentils. Il mourut au mois de Février 1727, laissant douze enfans mineurs. Leur mere fut élue leur tutrice, & Antoine de Montmorillon leur oncle fut nommé leur curateur.

*FAIT.*

La veuve & les douze enfans avoient pour tout bien une Terre d'environ 3000 livres de revenu. C'étoit un spectacle touchant qu'une famille si illustre réduite à un sort si déplorable. Antoine de Montmorillon crut que la Providence l'appelloit à son secours, & il se chargea avec zèle de la soutenir autant que ses forces le pourroient permettre.

Il étoit Sacristain & Comte de Lyon, Grand-Vicaire du diocèse; il avoit une Abbaye que le Roi lui avoit donnée, & jouissoit d'un revenu qui le mettoit en état de subsister d'une maniere convenable à sa naissance; mais ce revenu partagé avec douze neveux ou nieces devenoit très-modique, & d'ailleurs ne leur présentoit un secours ni assez solide, ni assez durable. Il chercha donc à leur procurer des établissemens dont il prenoit toujours la dépense sur lui-même. Il fit recevoir deux de ses nieces dans les Chapitres de Remiremont & d'Espinal en Lorraine; il obtint du Chapitre de Lyon deux Canonicats pour deux de ses neveux, & en soutint deux ou trois autres dans les troupes.

Le Prieuré du Montet-aux-Moines, dépendant de l'Abbaye de Saint Michel de la Cluse ou de l'Etoile en Piedmont, ayant vaqué au mois de Décembre 1729, Antoine de Montmorillon, qui en étoit Collateur comme Grand-Vicaire du Prince Eugene de Savoie, Abbé de la Cluse, le conféra à Laurent-François de Montmorillon son neveu le 22 Décembre 1729.

La provision en fut donnée en commende, en vertu de l'Indult qui en avoit été accordé au Prince Eugene. Il est vrai qu'il n'étoit point encore revêtu de Lettres-patentes ; mais ces sortes de graces, qui ne tendent qu'à favoriser les Collateurs ordinaires, s'exécutent dans le Royaume dès qu'elles sont obtenues, comme le Conseil l'a jugé par plusieurs Arrêts.

Laurent-François de Montmorillon n'étoit pas en état de se transporter lui-même au Prieuré du Montet-aux-Moines pour la prise de possession, cela auroit interrompu le cours de ses études ; il donna donc sa procuration à Antoine de Montmorillon son oncle avec pouvoir de substituer. En vertu de ce titre, Antoine de Montmorillon fit prendre possession par le sieur Brunel le 4 Février 1730 ; il afferma les revenus du Bénéfice, & se saisit des titres nécessaires pour soutenir un procès pendant à Moulins, & entre autres d'un terrier qui fut remis à M<sup>e</sup> Colla, Procureur à Moulins.

On n'imaginoit pas qu'un Titulaire pourvu par le Collateur ordinaire, & qui n'avoit vu paroître aucun Compétiteur, pût être inquiété sur des démarches si innocentes. Cependant on verra dans la suite qu'elles ont servi de prétexte à toutes les manœuvres odieuses que le sieur Sardine a pratiquées.

Sur la nouvelle de la vacance du Prieuré du Montet-aux-Moines, il chargea M<sup>e</sup> de Vildé, Banquier-Expéditionnaire en Cour de Rome, de retenir date pour lui, & de lui faire expédier des provisions ; mais comme il craignoit d'être refusé en demandant en commende un Bénéfice vacant en regle, il exposa que le Bénéfice vaquoit par la mort d'un Commendataire, & le demanda en continuation de commende. Ce fut ainsi que les provisions lui en furent expédiées ; elles arriverent en France, & furent certifiées le 23 Octobre 1730.

Il devoit en conséquence se présenter à M. l'Archevêque de Bourges, dans le diocèse duquel est situé le Prieuré ; mais au lieu de suivre une route si naturelle, il s'adressa au Conseil, & surprit, le 13 Novembre 1730, un Arrêt sur Requête, qui lui permit de prendre possession civile dans la Chapelle du Conseil,



à la charge d'obtenir le *Visa* de M. l'Archevêque de Bourges; & en cas de trouble, de faire assigner le sieur de Montmorillon en complainte.

Il obtint le *Visa* de M. l'Archevêque de Bourges le 19 Avril 1731, & prit possession canonique quelques jours après. Mais au lieu de faire assigner le sieur de Montmorillon en complainte, il fit signifier l'Arrêt du 13 Novembre précédent au sieur de Montmorillon oncle, avec commandement de lui restituer les fruit & revenus du Prieuré, comme s'il avoit obtenu un Arrêt de pleine maintenue. Le 8, le sieur de Montmorillon forma opposition à l'Arrêt; & le 9 le sieur Sardine prétend l'avoit fait assigner pour procéder sur cette opposition. Ce qui est de certain est que le sieur de Montmorillon n'a jamais eu connoissance de cette assignation; aussi n'a-t-il constitué aucun Procureur.

Le sieur Sardine prétend encore que, le 15 Juin suivant, il fit assigner en complainte le sieur Montmorillon neveu, en parlant à sa personne, dans le College de la Marche où il étudioit; & que, sur cette assignation, M<sup>e</sup> Fournier, Procureur, s'est constitué; mais il y a tout lieu de soupçonner que l'on a substitué une autre personne au lieu & place du sieur de Montmorillon neveu, pour recevoir cet exploit & en charger M<sup>e</sup> Fournier. Ce jeune homme étudiant au College de la Marche, n'auroit pas manqué d'instruire son oncle de cette assignation, s'il en avoit eu connoissance, & de choisir un Procureur par son conseil; cependant jamais le sieur de Montmorillon oncle n'a entendu parler de cette assignation, ni qu'il y eût un Procureur constitué.

Quoi qu'il en soit, le sieur Sardine qui savoit qu'il ne pouvoit avoir aucun droit au Bénéfice, & que dans une affaire qui s'instruiroit contradictoirement il ne pourroit éviter de succomber, imagina une autre procédure qu'il crut plus propre à intimider le jeune Comte de Montmorillon, & à le faire tomber dans le piège qu'il lui préparoit.

Le 30 Juillet 1731 il rendit plainte de l'enlèvement qu'il supposoit avoir été fait par les sieurs de Montmorillon des titres du Prieuré; & sur cette plainte il obtint permission d'informer. L'information fut faite par le Lieutenant Général de Gueret; & on prétend qu'au mois de Septembre les sieurs de Montmorillon furent décrétés d'assignés pour être ouïs.

Cette procédure étoit contraire à toutes les regles. Le sieur Sardine ayant pris la voie civile, & fait assigner les sieurs de

Montmorillon , tant sur la complainte que sur la restitution des fruits , ne pouvoit pas prendre la voie extraordinaire ; il n'avoit pas même de qualité pour rendre plainte , puisque son droit étoit contesté. Au fond , le sieur Montmorillon neveu étoit pourvu par le Collateur ordinaire ; il avoit pris possession sans trouble & sans opposition , aucun Compétiteur n'avoit paru ; & ce n'est en effet qu'un an après que le sieur Sardine a commencé à faire quelques mouvemens : rien ne pouvoit donc empêcher le sieur de Montmorillon de s'emparer des titres d'un Bénéfice dont il étoit possesseur paisible. Cette procédure étoit donc aussi insoutenable au fond qu'irrégulière dans la forme.

Le sieur Sardine n'en doutoit pas , mais il espéroit que toute injuste & toute bizarre qu'elle étoit elle pourroit seconder ses vues ; & en effet il en tira bientôt tout le succès qu'il en avoit espéré.

L'intrigue qu'il fit mouvoir nous est développée bien au naturel dans les lettres de celle qui a été la principale actrice d'une scène si tragique. Cette femme , qui s'appelle Marguerite Collot , & qui prend le titre de Baronne de Lespars , se chargea de faire défiler le jeune Comte de Montmorillon du droit qu'il avoit au Bénéfice. Et voici comment elle conduisit toute la manœuvre.

Elle étoit originaire de la Ville de Lyon , & connoissoit le Comte d'Ortan , Chanoine de Lyon. Elle lui écrivit , le 20 Septembre 1731 , qu'elle avoit entendu parler d'une affaire terrible contre Messieurs de Montmorillon ; que l'oncle & le neveu étoient *décrétés de prise de corps* ; qu'on lui avoit fait voir des lettres de l'oncle qui étoient *diaboliques* ; que cette affaire pouvoit les perdre d'honneur , & les faire priver de tous leurs Bénéfices. Elle affectoit de ne point connoître le sieur Sardine qu'elle nommoit l'Abbé de Beuil , relevant cependant le grand crédit qu'il avoit , & les protections qui le soutenoient. En un mot elle n'oublioit rien de ce qui pouvoit répandre la terreur dans les esprits , & terminoit ses discours artificieux par de grandes protestations de zèle pour les sieurs de Montmorillon qu'elle avouoit ne point connoître , mais pour qui elle s'intéressoit , disoit-elle , par rapport au Comte d'Ortan qui devoit être lié d'amitié avec eux. Elle ajoute dans sa lettre qu'il n'y a pas un moment de tems à perdre pour accommoder cette affaire ; qu'elle a empêché le sieur Sardine de faire contrôler les écrits , & qu'elle attend avec impatience la réponse du Comte d'Ortan.

Pendant



Pendant qu'elle préparoit ainsi les esprits à Lyon sur l'événement qu'elle tramoit à Paris, elle envoya chercher le jeune Comte de Montmorillon, qui étoit au Collège de la Marche. On juge bien que les mêmes artifices furent employés, & avec bien plus de force pour l'ébranler. On lui fit entendre que son oncle & lui étoient perdus sans ressource s'ils ne terminoient promptement cette affaire ; on lui représenta toutes les horreurs & toute l'ignominie d'une prison dans laquelle il alloit être confiné, le renversement de sa fortune, & la perte inévitable du Bénéfice. On le pressa de passer une transaction. Le jeune homme sentit d'abord qu'il ne devoit rien faire que de concert avec son oncle ; il le représenta à celle qui vouloit l'engager, mais on rejetta bien loin cette proposition, en lui déclarant que M. l'Abbé de Beuil ne vouloit donner que deux jours. Enfin, *de gré ou de force*, la Baronne l'obligea à venir signer le lendemain l'instrument fatal de son déshonneur & de sa ruine.

Ce jeune homme sans expérience, & vivement alarmé d'un décret de prise de corps, céda aux empressements d'une femme qui affectoit d'être dans ses intérêts, & le 3 Octobre il signa en effet une transaction dans laquelle le sieur Sardine voulut bien renoncer à la procédure extraordinaire qu'il avoit commencée contre les sieurs de Montmorillon, se réservant de la suivre contre les autres y dénommés ; & le Comte de Montmorillon, de son côté, renonça au droit qu'il avoit au Prieuré du Montet, & consentit que le sieur Sardine en perçût tous fruits & revenus.

Quelques jours après, la Baronne de Lepsars écrivit une seconde lettre au Comte d'Ortan, dans laquelle elle s'excusa de n'avoir point attendu sa réponse, sur les empressements du sieur Sardine qui ne lui avoit pas permis de différer. Elle y avoue que c'est elle qui, *de gré ou de force*, a obligé le jeune Comte de Montmorillon à venir signer la transaction, & vante cette action comme le plus grand service qu'elle pouvoit rendre aux sieurs de Montmorillon.

On n'en jugea pas tout à fait de même à Lyon, d'où la Baronne reçut au contraire des plaintes vives de ce qu'elle avoit fait faire. Dans une troisième lettre, non-seulement elle cherche à se justifier sur ses bonnes intentions, mais elle ne craint pas de dire que s'il y avoit de la reconnaissance dans le monde, un présent de mille pistoles n'auroit pas suffi pour sa récompense. Pouvoit-on en effet acheter trop cher la perte d'un Bénéfice de

2000 livres de revenu , & le déshonneur d'une famille illustre que l'on avoit sacrifiée dans cette transaction ?

Parlons sérieusement : cette transaction étoit un ouvrage d'iniquité que les sieurs de Montmorillon avoient un intérêt capital de détruire. Le jeune Comte de Montmorillon a donc pris des Lettres de rescision le 24 Décembre 1731 , dont il a demandé l'entérinement au Conseil. La peur a saisi à son tour le sieur Sardine , qui s'est servi du nom d'un tiers pour former un règlement de Juges , & faire renvoyer l'affaire au Châtelet ; mais bientôt cet obstacle a été levé par le désistement de celui du nom duquel on avoit abusé.

Il s'agit donc maintenant de statuer sur les Lettres de rescision & sur la demande en complainte. Si ces deux objets réussissent pour le Comte de Montmorillon , comme il y a lieu de l'espérer , l'opposition à l'Arrêt du 13 Novembre 1730 , & à toute la procédure extraordinaire sera une suite nécessaire de la victoire. On se contentera donc de traiter ces deux objets principaux qui doivent entraîner tous les autres.

On fait qu'en général un mineur pourvu d'un Bénéfice n'est point incapable de résigner ; qu'il est en quelque manière réputé majeur pour la disposition tant du titre que des revenus ; c'est-à-dire , que la minorité seule , & détachée de toutes autres circonstances , ne fournit pas un moyen suffisant pour se faire restituer.

Mais il est de principe aussi que les moyens de Lettres de rescision tirées du dol , de la fraude , de la surprise , qui pourroient être proposés par un majeur , ont bien plus de force encore dans la bouche du mineur , & qu'il n'est pas même nécessaire à son égard que les circonstances qui établissent le vice de l'acte soient si graves & si puissantes. La foiblesse du mineur fait présumer qu'il aura succombé facilement , & qu'il aura été renversé , pour ainsi dire , des premiers coups qu'on lui aura portés. Il est donc de l'équité des Magistrats de venir à son secours , & de le tirer de l'état d'oppression dans lequel il gémit.

C'est la doctrine de M<sup>e</sup> Charles Dumoulin sur le n<sup>o</sup>. 298 de la *regle de publicandis*. *Quamvis minori 25 annis quandoque subvenitur in Beneficiis Ecclesiasticis ; tamen , 1<sup>o</sup>. non procedit nisi in amittendis. 2<sup>o</sup>. In his non restituitur minor nisi ex quibus causis etiam majori subveniretur , puta metus vel doli , nisi quod leniores causæ , puta fictæ persuasiones , sufficiunt in minore , idque quanto magis minor imbecillior est , sic facilius in eo vel extorta vel simoniaca renunciatio ex parte extorquentis , & sic nulla censetur ; &*

*Moyens de Lettres de rescision.*

Mineur réputé majeur à l'égard du titre & des revenus du Bénéfice.

Bénéficiaire mineur restituable comme seroit un majeur.



*proinde etiam per Judicem secularem redintegrari potest minor, nec opus est restitutione vel rescripto Papæ, ut imperiti putant.*

Il faut donc des moyens tirés du dol ou de la crainte; mais les plus légères circonstances suffisent pour les établir en faveur du mineur, *leniores causæ*; il suffit qu'on l'ait trompé par des faits supposés, *factæ persuasiones*; alors la Justice ne balance pas à restituer celui qui, par la foiblesse de son âge, n'a pu se défendre des prestiges qu'on lui a présentés.

Dumoulin appuie son sentiment sur deux Arrêts des 2 Janvier 1549 & 25 Juin 1564, dont le premier fut rendu pour la Cure de Saint Hilaire de Tymerat, qui avoit été résignée par un mineur. Il fut restitué par l'Arrêt, quoiqu'il fût dans un âge qui approchoit beaucoup de la majorité, puisqu'il étoit pourvu d'une Cure.

La Jurisprudence des Arrêts a toujours été conforme depuis. Bardet en rapporte un du 23 Juin 1626, qui a jugé la même chose. On en trouve un du 15 Février 1666, dans le second tome du Journal des Audiences. L'espèce en étoit singulière. Le pere du mineur avoit signé la procuration pour résigner; cependant le mineur ayant prouvé que son pere étoit de concert avec le Résignataire pour le dépouiller, la résignation fut déclarée nulle. Nous avons encore deux autres Arrêts des 12 Septembre 1672 & 3 Septembre 1686, rapportés dans le Journal du Palais, qui ont pareillement restitué des mineurs contre des résignations. Enfin Brodeau sur Louet, lett. B, n. 7, qui en rapporte plusieurs, observe que toutes résignations faites par les mineurs au profit de leurs Précepteurs & Pédagogues sont nulles; *comme pareillement*, dit-il, *quand étant faites au profit d'autres personnes; l'on y rencontre des présomptions violentes de dol, fraude, surprise, ou autres mauvais artifices.*

Suivant ces principes, il est aisé de juger de la qualité de l'acte du 3 Octobre 1731; c'est un acte par lequel on a fait céder à un mineur le droit incontestable qu'il avoit au Prieuré du Montet-aux-Moines; mais par quelle voie?

Une femme qui affectoit un air de cordialité & d'affection pour les sieurs de Montmorillon envoie chercher le jeune Comte de Montmorillon; elle lui annonce qu'il vient d'être décrété de prise de corps, aussi bien que le Comte de Montmorillon son oncle; elle lui représente qu'ils vont l'un & l'autre être perdus d'honneur, qu'il y a des lettres *diaboliques* écrites par son oncle, qui établissent la simonie & la confidence. Il demande le tems d'avertir

son oncle, & de prendre son conseil. Elle lui répond qu M. l'Abbé de Beuil n'a pas voulu donner deux jours ; & enfin , *de gré ou de force* , elle l'oblige de venir le lendemain signer l'acte fatal qui le ruine & le déshonore.

A la vue des lettres qui découvrent ce mystere d'iniquité, peut-on n'être point indigné contre de si odieuses manœuvres ? En vain le sieur Sardine dit-il qu'il ne connoissoit pas la Baronne de Lespars ; le service qu'elle lui a rendu manifeste leur liaison & leur concert. Il est vrai qu'elle dit aussi dans ses lettres , qu'elle ne le connoissoit pas , mais c'étoit pour mieux tromper les sieurs de Montmorillon , & pour séduire le jeune homme , comme si elle ne s'intéressoit que pour lui.

D'ailleurs , il n'en est pas moins vrai qu'elle l'a trompé par des suppositions grossieres.

1°. Elle lui a déclaré qu'il y avoit des décrets de prise de corps ; ce qui étoit faux.

2°. Elle lui a supposé de prétendues lettres qui établissoient la simonie & la confidence ; ce qui étoit également faux. On ne peut représenter ces lettres qu'elle appelloit *diaboliques* , parce qu'on verroit qu'elles ne contenoient rien que d'innocent & de régulier. Il est vrai qu'on suppose qu'elle les a depuis remises au sieur Abbé de Chevrier , Aumônier du Roi & Comte de Lyon ; mais c'est un autre tour de souplesse ; on n'a point de lettres , ou l'on n'ose pas les faire paroître ; & pour avoir un prétexte de déclamer , on présente l'idée d'écrits propres à établir la simonie & la confidence , & on croit être dispensé de les produire en disant qu'on les a confiées à un dépositaire infidele. Si l'on admettoit de pareils discours en Justice , il n'y auroit point d'innocent qu'on ne trouvât le secret de calomnier & d'opprimer , sans qu'il pût même se défendre.

3°. On a encore trompé le jeune Comte de Montmorillon en supposant que le sieur Sardine avoit un titre canonique ; cependant il n'en avoit aucun. On n'ose pas représenter celui qu'il avoit , parce qu'il étoit radicalement nul ; car si on en juge par une copie qui est dans son sac , il avoit demandé le Bénéfice en continuation de commende , quoiqu'il eût vaqué en regle. Peut-on , sur un titre nul & caduc , engager un mineur , pourvu par le Collateur ordinaire , à se désister ? N'est-ce pas abuser de sa facilité ou de son ignorance ?

En un mot , on ne peut pas ordonner l'exécution de la transaction , sans maintenir le sieur Sardine dans la possession & jouis-



faance d'un Bénéfice pour lequel il n'a point de titre; ce qui seroit aussi contraire à toutes les regles qu'à l'équité & à la droite raison.

Ce que l'on vient de dire suffit pour décider toute plainte entre deux Compétiteurs. Ici, l'un qui est le sieur Sardine n'a point de titres; celui qu'il avoit lui paroît si insoutenable à lui-même qu'il n'ose le représenter ni en faire usage; il est donc impossible de le maintenir; l'autre au contraire est pourvu par le Collateur ordinaire; il a été au moins pendant une année possesseur paisible; il n'y a donc aucun obstacle à sa pleine maintenue.

*Moyens de la  
plainte.*

Celui qui ose le troubler n'a ni titre, ni qualité pour l'inquiéter. Quand on pourroit imaginer quelque vice dans la provision du sieur de Montmorillon, le sieur Sardine ne seroit point en droit de le relever, parce qu'il faut au moins avoir quelque droit au Bénéfice pour critiquer les titres de celui qui en est en possession. Or le sieur Sardine n'a point de droit au Bénéfice, puisqu'il n'a point de titres; par conséquent toute sa critique est vaine & sans objet, & il n'est pas même permis de s'y arrêter.

Parcourons cependant les différentes parties de cette critique.

1°. Les Lettres de Vicariat données par le Prince Eugene au Comte de Montmorillon oncle ne sont rapportées qu'en copie imprimée.

*Réponse.* L'original même est rapporté.

2°. Ces Lettres ne contiennent pas le pouvoir spécial de conférer les Bénéfices.

*Réponse.* Le pouvoir de conférer se trouve littéralement dans les Lettres de Vicariat, *conferre & præsentare*.

3°. Lorsque ces Lettres ont été accordées, le Prince Eugene n'avoit point encore d'Indult pour conférer en commende; le Grand-Vicaire n'a pu user que du pouvoir que le Collateur avoit dans le tems des Lettres de Vicariat.

*Réponse.* La proposition dans le droit est insoutenable. Quand un Collateur établit un Grand-Vicaire, il le substitue en son lieu & place pour faire tout ce qu'il pourroit faire dans la suite; le pouvoir du Grand-Vicaire dépend donc de celui du Collateur; & à mesure que celui-ci est étendu ou restreint, celui du Grand-Vicaire l'est pareillement.

4°. L'Indult accordé au Prince Eugene pour conférer de règle en commende n'étoit point revêtu de Lettres-patentes

enregistrées , lorsque le Comte de Montmorillon a conféré en commende en vertu de cet Indult ; ainsi sa provision est nulle , le titre en vertu duquel il a conféré n'étant point autorisé en France.

*Réponse.* Ce moyen n'est pas plus solide que les autres. Les Indults que le Pape accorde aux Cardinaux & autres Collateurs qu'il veut gratifier , s'exécutent en France avant même qu'ils soient confirmés par Lettres-patentes , parce que , comme ce sont des graces favorables qui ne tendent qu'à conserver ou amplifier le droit des Ordinaires , il seroit inconcevable qu'on se rendît difficile en France sur leur exécution , & qu'on en suspendît l'effet jusqu'à ce que l'on eût satisfait à des formalités qui ne peuvent jamais être refusées.

Nous avons une Déclaration célèbre de François I<sup>er</sup> , donnée à Lyon le 30 Mai 1536 , par laquelle ce Prince veut que les *Indults accordés aux Cardinaux & autres Prélats du Royaume sortent leur plein & entier effet , & soient gardés & observés , & les Causes & Procès mus & à mouvoir soient jugés & décidés suivant la teneur desdits Indults , es Bénéfices esquels a été pourvu par lesdits Cardinaux & autres Prélats auxquels ont été accordés lesdits Indults , tant avant la publication d'iceux en nos Cours qu'après la publication d'iceux.* Cette Déclaration fut enregistrée le 11 Août 1536 , & est rapportée dans les preuves des Libertés de l'Eglise Gallicane , chap. 24 , n. 26.

Aussi n'a-t-on jamais douté depuis de l'autorité de ce principe. M. Louet , sur le n. 210 de la regle de *infirmis* de M<sup>e</sup> Charles Dumoulin , établit la faveur de ces Indults : *Ideo ante verificationem in magno Regis Consilio locum habent hæc Indulta , contra preventionem & derogationem ad regulam viginti dierum.* Sur quoi M<sup>e</sup> Antoine le Vaillant a mis cette note importante & générale : *Indulta Cardinalium non indigent notificatione.*

On ne manquera pas de dire que cela est bon quand les Indults ne font que rétablir le droit commun , en affranchissant de la prévention ; mais que quand ils donnent le droit plus étendu de conférer en commende , il faut en ce cas-là des Lettres-patentes. Mais , en premier lieu , la Déclaration de 1536 ne distingue point non plus que les Auteurs que l'on vient de citer. En second lieu , il ne seroit pas possible d'entrer dans cette distinction ; car il faudroit donc partager un Indult , l'exécuter en partie avant les Lettres-patentes , & le suspendre en partie , l'exécuter en ce qui regarde l'exemption de la prévention , & le suspendre en ce qui

Graces accordées par Indults s'exécutant avant les Lettres-patentes.



regarde la commende, quoique cela ne fasse qu'un seul corps de disposition, & que les deux pouvoirs soient toujours réunis. En troisieme lieu, la commende à présent est reçue si favorablement parmi nous que, loin de la regarder comme exorbitante du droit commun, elle a le même degré de faveur que l'exemption même de la prévention; il faut donc se soumettre indistinctement à la Déclaration de 1536, qui a voulu que les graces accordées aux Collateurs ordinaires par les Indults soient exécutées même avant les Lettres-patentes.

Commende  
aussi favora-  
ble que l'ex-  
emption de  
la préven-  
tion.

En effet, c'est une question disertement jugée par le Conseil, dans la même espece précisément où se trouvent les Parties. Le sieur Abbé de Saint-Aubin d'Angers avoit obtenu, en l'année 1707, un Indult qui lui permettoit de conférer en commende *liberè & licitè*. Peu de tems après le Prieuré Dulion d'Angers, dépendant de sa collation, vint à vaquer par le décès de Dom Anne Nouet, Religieux de l'Ordre de Saint Benoît. Il le conféra, le 23 Février 1707, en commende au sieur Abbé le Vayer. Depuis, Dom Jourdain, Religieux de la Congrégation de Saint Maur, s'en fit pourvoir en Cour de Rome, & prit possession au mois de Septembre 1707. Ce ne fut que le 31 Mars 1708 que le sieur Abbé de Saint-Aubin obtint des Lettres-patentes sur son Indult, & elles ne furent enregistrées que le 19 Juillet 1708. La complainte ayant été portée au Conseil, Dom Jourdain opposa au sieur Abbé le Vayer que sa provision étoit nulle, parce que l'Indult du Collateur n'étoit point alors revêtu de Lettres-Patentes; cependant par Arrêt contradictoire du 9 Avril 1710, rendu sur les conclusions de M. de Saint-Port, Avocat Général, le sieur Abbé le Vayer fut maintenu.

C'est ici la même espece, & l'on peut même dire qu'elle est beaucoup plus favorable pour le sieur de Montmorillon, parce que les Lettres-patentes sur l'Indult du Prince Eugene ont été enregistrées le 5 Mars 1731, avant que le sieur Sardine eût obtenu le *Visa* de M. l'Archevêque de Bourges, au lieu que Dom Jourdain avoit pris possession canonique avant que le sieur Abbé de Saint-Aubin eût obtenu les siennes.

D'ailleurs, Dom Jourdain étoit bien & canoniquement pourvu; nul vice dans ses titres & capacités; cependant le moyen par lui proposé ne fut point écouté. Comment donc le feroit-il de la part du sieur Sardine qui n'a aucun titre, & qui par conséquent n'a pas même de qualité pour l'opposer?

## LI. CAUSE A LA GRAND'CHAMBRE.

POUR François Gaspard , Chevalier , Comte de Montmorin , Mestre de Camp de Cavalerie ; & Dame Marie-Michelle de Montgon-Beauvergier son épouse , Intimés & Demandeurs.

*CONTRE Dame Marie-Claire-Henriette de Montgon de Beauvergier , épouse de Messire Jacques de Bernard , Chevalier , Seigneur de Champigny , Appellante.*

*ET encore contre Charles-Alexandre de Montgon , Prêtre.*

### Q U E S T I O N.

*Si dans une substitution graduelle linéale, & où les mâles sont toujours préférés, la fille de l'aîné mâle qui a recueilli exclut la fille du donateur.*

**D**ANS les idées que présente la Dame de Champigny les droits de la nature & le vœu de la Loi se trouvent également blessés.

Appeller une cadette au préjudice de ses aînées, dépouiller la ligne directe en faveur de la collatérale, & donner à la sœur le droit d'exclure la fille du dernier possesseur, c'est renverser l'ordre naturel, c'est faire violence à toutes les Loix. Y auroit-il donc un titre assez bizarre pour favoriser de pareilles prétentions ? Non, sans doute. Celui dont la Dame de Champigny paroît réclamer l'autorité ne fournit au contraire des armes que pour la combattre ; tout y respire cet ordre sage dicté par la nature, qui, après avoir accordé aux mâles la préférence qui leur est si légitimement acquise, établit entre les filles une succession linéale, dans laquelle les droits de la primogéniture doivent toujours être respectés.

Ainsi



Ainsi, tout parle en faveur de la Comtesse de Montmorin, la nature, la Loi & le titre singulier.

Avec de si grands avantages, il n'est pas extraordinaire qu'elle ait triomphé une première fois des efforts de son Adversaire ; il s'agit de mettre aujourd'hui la dernière main à sa victoire, en présentant sa Cause dans le véritable point de vue qui lui convient. On y remarquera des caractères si intéressans, qu'il n'y aura personne qui ne demeure aussi touché que convaincu de la justice qui l'accompagne.

Charles-Alexandre de Montgon, né d'une ancienne & illustre Maison d'Auvergne, avoit épousé Maire-Françoise de la Barge.

F A I T,

Il avoit déjà plusieurs enfans de ce mariage lorsqu'il forma le plan d'une substitution qui pût maintenir la splendeur de son nom jusque dans les siècles les plus reculés. C'est dans cet esprit qu'il fit rédiger l'acte du 24 Octobre 1666, qui fait le titre commun des Parties.

On y peut distinguer quatre clauses principales.

Dans la première, il annonce ses vues, & fait une donation qui est comme la base de toutes les dispositions qui vont suivre. Il déclare donc que *desirant conserver & perpétuer en la personne de ses descendans le nom & les armes de la Maison de Montgon-Beauvergier, avec le lustre & l'éclat qu'ils ont été possédés par ses ancêtres, il a donné & donne par ces présentes à l'un de ses enfans mâles né ou à naître de son mariage avec haute & puissante Dame Marie-Françoise de la Barge, tel qu'il sera par lui choisi & nommé, & au défaut de nomination & élection à Messire Jean-François de Montgon-Beauvergier, Marquis de Montgon, son fils aîné, les Terres & Seigneurie de . . . . .*

Ainsi le grand objet du donateur est de perpétuer son nom, & de le perpétuer en la personne de ses descendans, sans connoître entre eux d'autres motifs de préférence que le sexe ou l'aînesse ; c'est pour cela qu'il commence à donner à son fils aîné, pere de la Dame Comtesse de Montmorin.

Dans la seconde clause, il forme une substitution graduelle, perpétuelle & linéale entre tous ses enfans mâles & leurs descendans, mâles par mâles, *tant que la ligne masculine durera, de degré en degré, l'ordre de primogéniture gardé & observé.*

Dans la troisième clause, le donateur forme un pareil ordre de substitution entre les filles. Si la ligne masculine vient à s'éteindre, appelant d'abord l'aîné, & suivant le même ordre de la seconde fille à la troisième, de la troisième à la quatrième, &

*ainsi de degré en degré, gardant toujours l'ordre de primogéniture.*

Enfin, dans la quatrième clause, le donateur stipule *qu'au cas que lesdits donataires viendroient tous à décéder sans enfans & descendans avant ledit Seigneur donateur, ladite donation demeurera résolue, & les biens donnés lui retourneront, pour en pouvoir disposer ainsi que bon lui semblera.* Aux termes de cette dernière clause, il n'y a pas un seul des descendans du donateur qui ne fasse obstacle au droit de retour. Entre ceux qui doivent posséder par préférence à lui, y en auroit-il donc qui posséderaient librement & sans être chargés de porter le nom & les armes de Montgon? C'est ce que la Dame de Champigny doit soutenir dans son système; mais c'est ce que personne ne peut admettre, quand on voit que le donateur n'a pensé qu'à conserver dans toute sa descendance ce nom & ces armes qui lui étoient si chers.

On aura occasion de s'étendre davantage dans la suite sur les différentes parties de l'acte de 1666; il suffit quant à présent d'en avoir donné une idée générale.

Depuis cet acte, Charles-Alexandre de Montgon eut encore plusieurs enfans; & entre autre la Dame de Champigny qui est née le 5 Mai 1677, & s'est trouvée la dernière de dix-sept enfans du donateur.

Il s'étoit réservé le choix entre tous ses enfans mâles. Il avoit déjà fait sentir son penchant & son inclination pour l'aîné dans l'acte de 1666; il détermina plus expressément son choix en sa faveur par un acte du 9 Juin 1683, & enfin il le confirma irrévocablement par le contrat de mariage de ce même fils aîné du 9 Mai 1688.

Institution  
par contrat de  
mariage irrévocable.

Cet aîné, nommé Jean-François de Montgon, fut marié alors avec Dame Louise Sublet d'Heudicourt, qui apporta en dot une somme de 106000 livres, & à laquelle fut constitué un douaire préfix de 3000 liv. de rente.

Deux enfans sont nés de ce mariage: savoir, Charles-Alexandre de Montgon, & Marie-Michelle de Montgon, mariée en 1711 au Comte de Montmorin.

Son frere étoit alors engagé dans le service, & il y avoit lieu d'espérer qu'il soutiendrait la Maison de Montgon dont il devoit posséder tous les biens, comme étant le premier appelé à la substitution portée par l'acte de 1666. Ce fut ce qui obligea Jean-François de Montgon, en mariant la Dame Comtesse de Montmorin, de la faire renoncer à toutes successions directes & collatérales, quoiqu'il ne lui donnât que la Terre de Boissonelle



de 2600 livres de revenu, avec 12000 livres qui n'étoient payables qu'après son décès.

La Dame Comtesse de Montmorin auroit fait avec joie ces sacrifices à son frere Charles-Alexandre, s'il s'étoit mis en état d'en profiter ; mais il quitta dans la fuite le parti des armes pour entrer dans l'Etat ecclésiastique, où il a été revêtu de l'Ordre de Prêtrise. Par-là, toutes les espérances qu'il avoit fait naître pour la gloire de la Maison de Montgon se sont évanouies.

Jean-François Marquis de Montgon son pere crut devoir se retourner vers les autres mâles de sa Maison. Il y en en avoit plusieurs qui avoient fait profession dans l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem, un seul restoit dans le monde, c'étoit Philippe de Montgon, Maréchal des Camps & Armées du Roi, & Gouverneur des Isles d'Oleron ; on l'engagea à se marier avec Dame Blanche-Henriette de la Roche-Aymont ; & pour lui former un établissement qu'il pût soutenir avec éclat, le Marquis de Montgon lui remit par anticipation le fidéicommis formé par l'acte de 1666, & auquel il se trouvoit seul appelé après la mort de son frere Jean-François, qui se réserva seulement la jouissance de deux Terres, tant pour lui que pour l'Abbé de Montgon son fils.

Les espérances que l'on avoit conçues de ce mariage de Philippe de Montgon furent bientôt anéanties : il avoit été marié en 1723, il mourut en 1724, ne laissant qu'une fille. En lui se trouva éteinte toute la descendance masculine du donateur propre à recueillir la substitution, puisqu'il ne restoit qu'un Prêtre dans le second degré, & des Chevaliers de Malte dans le premier.

Il falloit donc en revenir à la vocation des filles, après la mort de Jean-François de Montgon, premier donataire. Il est mort en 1730 ; la Dame Comtesse de Montmorin sa fille qui réunissoit à la faisine de droit, comme fille & héritiere du dernier possesseur, la vocation portée par l'acte de 1666, s'est mise en possession de toutes les Terres, & n'imaginoit pas que jamais personne pût la troubler dans une possession si légitime.

Cependant la Dame de Champigny, la dernière de toutes les filles de Charles-Alexandre de Montgon, s'est figuré, par un égarement sans exemple, que c'étoit elle qui étoit appelée par préférence à toutes les filles des branches aînées. Sur ce prétexte, elle a fait assigner à la Sénéchaussée de Riom le Comte & la Comtesse de Montmorin, pour voir déclarer la substitution ouverte à son profit.

L'affaire y a été plaidée & discutée avec tout le soin que demandoit un objet si important, & les véritables dispositions de l'acte de 1666 y ayant été mises dans tout leur jour, est intervenu Sentence contradictoire le 6 Mai 1731, qui a déclaré la Dame de Champigny non-recevable dans sa demande.

Elle est Appellante de cette Sentence. La Dame Comtesse de Montmorin espere que, quand elle aura développé l'esprit qui regne dans l'acte de 1666, & les différens ordres de vocation qu'il renferme, la Cour ne trouvera aucune difficulté à confirmer la décision des premiers Juges.

*Division.*

Pour défendre à la demande de la Dame de Champigny, la Dame Comtesse de Montmorin a deux faits à établir : le premier, qu'elle est appelée par l'acte de 1666 pour recueillir la substitution qui y est contenue ; le second, qu'elle est appelée avant la Dame de Champigny.

La preuve de l'un & l'autre se trouve dans l'acte de 1666 : mais pour la mettre dans tout son jour, il faut d'abord considérer l'économie générale de l'acte, l'esprit dont le donateur y paroît animé, & les mesures qu'il prend pour remplir toutes les vues qu'il se propose ; il faudra discuter ensuite les clauses particulières qui s'appliquent singulierement à la vocation des filles, & dans lesquelles paroît résider précisément la question. Soit que l'on s'attache aux vues générales, soit que l'on se renferme dans les dispositions particulières, on trouve par-tout, & la vocation de la Dame Comtesse de Montmorin, & sa préférence sur la Dame de Champigny parfaitement marquées.

*Première  
preuve tirée de  
l'économie gé-  
nérale de l'ac-  
te de 1666.*

Si l'on se rappelle toutes les parties de l'acte de 1666, les vues que le donateur y annonce d'abord, les précautions qu'il prend pour les remplir, les différens ordres de vocation, les conditions qu'il impose à tous les substitués ; on ne peut s'empêcher de reconnoître que Charles-Alexandre de Montgon a prétendu appeler toute sa descendance, & former une substitution sans bornes.

C'est un homme jaloux de la gloire de son nom, qui, pour en soutenir l'éclat, se propose de réunir sur une seule tête des Terres considérables ; qui, pour étendre jusque dans les siècles les plus reculés un honneur dont il est si vivement touché, adopte toute sa descendance ; & qui va pour ainsi dire la chercher jusque dans des alliances étrangères, pour la forcer, par ses libéralités, à porter son nom & ses armes. Dans des vues si étendues, rien n'échappe à son zèle ; tout lui devient une ressource, & il n'y a pas un seul de



ses descendans qui ne lui soit précieux, puisqu'il peut perpétuer une substitution qui périroit trop tôt si un seul en étoit exclus.

Telles sont, on n'en peut pas douter, les idées dont le donateur étoit rempli; & on ne peut pas les admettre, sans reconnoître que la Dame Comtesse de Montmorin est appelée. Un homme qui porte si loin sa prévoyance, qui appelle les descendans des filles, auroit-il donc négligé sa petite-fille, la fille de son fils aîné? Il faudroit se former de cet acte des idées bien bizarres pour donner dans une pareille hypothèse.

Mais considérons de plus près ce que prescrit le donateur.

1°. Il pose d'abord le principe de sa disposition : *desirant conserver & perpétuer en la personne de ses descendans le nom & les armes de la Maison de Montgon-Beauvergier, avec le lustre & l'éclat qu'ils ont été possédés jusqu'à présent par ses ancêtres.* Que veut donc faire le donateur? *Perpétuer son nom en la personne de ses descendans.* Tant que la substitution pourra trouver un sujet sur lequel elle repose, tant qu'il subsistera encore un des descendans du donateur capable de la recueillir & de la transmettre, il ne prétend point que sa substitution finisse. Elle seroit bornée & limitée dans la personne de ses descendans, s'il y en avoit qui en fussent exclus, & il veut au contraire qu'elle soit perpétuelle. *Perpétuer* la substitution dans la personne de ses descendans, & en exclure la fille du fils aîné, ce sont deux volontés qu'il est impossible de réunir en même tems dans la même tête; & c'est cependant ce que la Dame de Champigny entreprend de persuader.

2°. Le donateur, toujours occupé de cette substitution graduelle & perpétuelle, forme successivement deux ordres de vocation, d'abord en faveur des mâles, & ensuite en faveur des filles : il dispose de même dans le second ordre que dans le premier, le même esprit de perpétuité, les mêmes degrés, le même ordre de primogéniture; & comme, du propre aveu de la Dame de Champigny, il n'y a pas un seul mâle ni descendant par mâle qui ne soit appelé, il n'y a pas aussi une seule fille ni un seul descendant par fille qui n'ait part à la vocation.

En effet, ce n'est pas par prédilection pour certaines filles plutôt que pour d'autres qu'elles sont appelées, & encore moins pour la Dame de Champigny qui n'est née qu'onze ans après la donation : le donateur n'a considéré dans la personne des filles qu'il appelle que l'espérance de pouvoir par elles faire revivre son nom, s'il se trouvoit tombé par l'extinction de toute sa des-

cendance masculine. Et comme il n'y avoit pas une seule fille qui ne fût capable de faire revivre le nom & les armes de Montgon dans la personne de ses enfans mâles, il n'y en a pas une seule aussi qui ne soit appelée avec ses enfans mâles, sous cette condition de leur faire porter le nom & les armes du donateur.

3°. Ce qui acheve de prouver que tous les descendans, sans exception, sont appelés, est la clause de retour qui termine l'acte de 1666: *& au cas que tous lesdits donataires viendroient à décéder sans enfans & descendans, la donation demeurera résolue, & les biens lui retourneront (au donateur) pour en pouvoir disposer, ainsi que bon lui semblera.* Il n'y a donc pas un seul des descendans qui ne soit préféré au donateur dans le droit de retour qu'il s'est réservé. La clause ici ne sauroit être équivoque; ce droit de retour n'est stipulé qu'au cas où les donataires viendroient à mourir sans enfans & descendans; jamais une clause si générale ne peut être restreinte. Il est vrai que tous ceux qui sont obstacle au droit de retour ne sont pas nécessairement substitués les uns aux autres; mais dans les circonstances particulières de l'acte de 1666, on ne peut pas douter que cette clause ne suppose une substitution perpétuelle entre tous les descendans.

Il ne faut pas oublier que Charles-Alexandre de Montgon commence son acte par déclarer qu'il veut perpétuer son nom & ses armes dans la personne de ses descendans, & qu'il forme pour cela une substitution graduelle & perpétuelle. C'est à la suite de cette substitution qu'il ajoute: *& au cas que tous les donataires viendroient à décéder sans enfans & descendans, la donation demeurera résolue*: comme s'il disoit, j'ai voulu faire une substitution graduelle & perpétuelle en la personne de mes descendans, je viens de les appeler tous chacun dans leur rang; mais enfin si le dernier de mes descendans vient à mourir sans enfans & descendans, comme il ne sera plus grevé, je veux que les biens me reviennent. L'esprit de cette clause frappe avec tant d'évidence, qu'on ne croit pas qu'il soit possible de s'en défendre.

Autrement, & si elle ne supposoit pas une substitution linéale entre tous ceux qui sont un obstacle au droit de retour, quelle idée pourroit-on se former de l'acte de 1666, & de celui qui l'a fait rédiger? Supposons que du vivant de Charles-Alexandre de Montgon toute sa descendance eût été réduite à la Comtesse de Montmorin seule, elle auroit certainement fait obstacle au droit de retour, puisqu'il n'a lieu qu'en cas que les donataires meurent sans enfans & descendans; mais puisqu'elle auroit pos-



féder les biens préférablement à son grand-pere , comment les auroit-elle possédés ? Les auroit-elle possédés librement , & sans être obligée de faire porter à ses enfans le nom & les armes de Montgon ? Mais comment imaginer que sous les yeux du donateur , que de son vivant , cette substitution graduelle & perpétuelle , qu'il avoit fondée avec tant de soin , eût péri dans la personne de sa petite-fille ; qu'elle eût pu en aliéner les biens , les hypothéquer , les faire passer dans une famille étrangere dans laquelle le nom & les armes de Montgon auroient été ensevelis ? Étoit-ce donc-là l'effet de cette prévoyance si étendue , de ce desir si ardent de perpétuer son nom & ses armes ? Dès le second degré , le donateur auroit vu ses descendans posséder librement , & négliger ce nom & ces armes de la conservation desquels il étoit si jaloux.

Si l'on ne peut soutenir cette conséquence si contraire à l'acte de 1666 , il faut donc reconnoître que la Dame Comtesse de Montmorin est appelée & grevée comme tous les autres descendans. Et si elle est appelé , elle est appelée constamment avant la Dame de Champigny ; c'est ce qui est également facile à établir par les différentes clauses de l'acte de 1666.

On y voit par tout l'ordre de primogéniture rappelé pour servir de regle , d'abord entre les mâles , & ensuite entre les filles. C'est un ordre que le donateur n'a jamais perdu de vue , comme le plus conforme à la nature & à la raison. Ainsi , par rapport aux mâles , il est dit : *de mâle en mâle & des descendans desdits mâles , tant que la ligne masculine durera de degré en degré , l'ordre de primogéniture gardé.* De même par rapport aux filles : *de la deuxième à la troisième , de la troisième à la quatrième , & ainsi de degré en degré , gardant toujours l'ordre de primogéniture.* Ainsi le donateur a voulu que l'ordre de la naissance décidât seul entre les filles comme entre les mâles.

Or , dans les substitutions fondées sur l'ordre de primogéniture , c'est un principe certain qu'entre personnes de même sexe , il faut toujours épuiser une ligne entiere avant que de faire passer les biens dans une autre. La raison est , que la primogéniture est un droit qui n'est pas personnel au chef de la ligne , mais qui est commun avec lui à tous ses descendans , relativement à ceux d'une ligne suivante. Ainsi tous ceux de la ligne aînée sont , en matiere de substitution & dans le langage qui y est propre , les aînés de tous ceux qui se trouvent dans la seconde ou dans la troisième ligne. Ainsi le neveu qui est de la branche aînée est tou-

En langage de substitution tous les rejettons de la ligne aînée

font les aînés  
des lignes sui-  
vantes.

jours l'aîné de son oncle. De même la niece, la petite-niece, qui est de la branche aînée, est toujours l'aînée de sa tante ou de sa grand'tante, quoique née long-tems après elle.

C'est le sentiment de tous les Jurisconsultes qui ont traité de cette matiere : *Jus primogenituræ uni tantum defertur*, dit Peregrinus (a), *quia nepos assumit locum & gradum patris, & illos excludit quos pater suus excluderet.*

C'est ce que décide aussi M<sup>e</sup> Charles Dumoulin (b) : *Jus primogenituræ est transmissibile ad filium primogeniti, primogenitus moritur, quia est jus formatum à filiatione distinctum, & filiatione extincta non extinguitur, sed transmittitur ad liberos.*

Enfin c'est ce que l'on trouve encore établi dans Tiraqueau (c) : *Licet qualitas propter quam primogenitus succedebat, & secundum excluderat, sive ea sit filiatio, sive ætas extinguatur simul cum primogenito, durat tamen illa potestas succedendi in nepote.*

Ainsi la primogéniture & toutes les prérogatives qui en dépendent subsistent dans la personne des descendans de l'aîné, comme dans l'aîné lui-même ; c'est un privilege qui ne s'éteint point avec lui, mais qui se transmet de descendans en descendans. Ils prennent tous sa place, & ont réellement les mêmes avantages que s'ils étoient tous les aînés.

Suivant ces principes, la préférence due à la Dame de Montmorin ne peut être révoquée en doute. Elle est fille du frere aîné de la Dame de Champigny ; aîné non-seulement par la qualité de son sexe, & parce que les mâles sont toujours les aînés des filles, mais même par l'ordre de sa naissance ; puisque Jean-François de Montgon, pere de la Dame Comtesse de Montmorin, étoit né en 1655, & que la Dame de Champigny n'est née qu'en 1677. Ainsi la Dame Comtesse de Montmorin a constamment sur la Dame de Champigny l'avantage de la primogéniture. Elle est son aînée comme son pere étoit son aîné ; elle remonte en son lieu & place ; elle prend son degré, & exclut, par une conséquence nécessaire, la Dame de Champigny sa cadette : c'est un langage auquel il faut se familiariser en matiere de substitution.

Si une sœur aînée de la Dame de Champigny avoit laissé un enfant, la Dame de Champigny oseroit-elle lui contester son droit ? L'ordre de la primogéniture ne décideroit-il pas contre elle ? Mais

(a) Art. 31, n. 16.

(b) Sur la nouvelle Coutume, art. 13, gl. 3, n. 5.

(c) De jure primog. qu. 40, n. 7.



si l'enfant d'une sœur aînée l'excluerait incontestablement, comment l'enfant d'un frère aîné n'aurait-il pas le même avantage ?

En un mot, il n'entrera jamais dans l'esprit de personne qu'un donateur qui a voulu *perpétuer son nom & ses armes dans la personne de ses descendans*, qui a appelé d'abord les mâles descendus de lui, & ensuite les filles, à condition de *garder toujours l'ordre de primogéniture*, ait prétendu que la dernière de ses filles l'emporterait sur la fille de son fils aîné. La nature nous arme contre une pareille prétention, & le titre y répugne manifestement.

Il y a actuellement deux filles de deux branches aînées, la Dame de Montmorin, fille de Jean-François, & la Demoiselle de Montgon, fille de Philippe ; par quelle fatalité seroient-elles privées de tout le bien de leur Maison pour le voir passer sur la tête d'une cadette à laquelle elles sont égales du côté du sexe, mais préférables dans l'ordre de la naissance ? Non, jamais Charles-Alexandre de Montgon n'a prétendu renverser ainsi l'ordre naturel ; il l'a rappelé au contraire dans toutes les paroles de son acte, & seroit bien étonné s'il entendoit aujourd'hui la Dame de Champigny sa fille vouloir le rendre complice de toute la bizarrerie & de toutes les injustices de son système.

Pour l'admettre, il faudroit supposer qu'après la mort du donataire, ne laissant qu'une fille, les biens auroient passé à sa sœur, & que si sa sœur fût morte sans enfans, du vivant même de Charles-Alexandre de Montgon, les biens seroient revenus à la fille du donataire par préférence au droit de retour ; en sorte que la substitution auroit fait sortir les biens de la ligne de l'aîné pour les y faire rentrer dans la suite, & qu'elle se seroit écartée de la route naturelle pour rétrograder : ce qui choque toutes les règles de la raison & de la vraisemblance.

Il faut donc reconnoître qu'à la vue générale de l'acte de 1666, on trouve une vocation bien marquée de la Dame Comtesse de Montmorin, comme des autres descendans, & que dans cette vocation elle précède nécessairement la Dame de Champigny. Mais rapprochons-nous de la clause particulière dans laquelle réside plus intimement la question, & l'on verra qu'elle va confirmer de la manière du monde la plus claire ce que l'acte, pris d'abord dans son entier, annonce si positivement.

Après que Charles-Alexandre de Montgon a parcouru dans le premier ordre de vocation tous les degrés des mâles, il prévoit enfin l'extinction de toute la ligne masculine, & voulant appeler

les filles à la même substitution, & former en leur faveur un second ordre de vocation, voici comment il dispose : *Et au cas que tous lesdits enfans mâles dudit Seigneur donateur, ou leurs descendants mâles, viendront à décéder sans enfans mâles, ou leurs enfans sans autres descendants mâles, en ce cas ledit Seigneur donateur veut que tous lesdits biens donnés appartiennent à la premiere fille née de son mariage avec la Dame de la Barge, & après elle à l'un des enfans mâles de sadite fille . . . . & au défaut de choix & élection, à l'aîné mâle & aux descendants mâles d'icelui, en suivant le même ordre de la seconde fille à la troisieme, de la troisieme à la quatrieme, & ainsi de degré en degré, gardant toujours l'ordre de primogéniture.*

Cette clause renferme deux parties bien distinctes, une condition & une disposition. La condition est renfermée dans ces termes : *& au cas que tous lesdits enfans mâles dudit Seigneur donateur, ou leurs descendants mâles, viendroient à mourir sans enfans mâles, ou leurs enfans sans autres descendants mâles*; la disposition commence aux termes suivans : *en ce cas ledit Seigneur donateur veut, &c.*

On soutient donc, pour la Dame Comtesse de Montmorin, premièrement, qu'elle est dans la condition, & que par cette condition seule elle est appelée. Secondement, que si elle n'étoit pas dans la condition, elle seroit à la tête de la disposition qui suit.

On dit d'abord qu'elle est dans la condition, ce qui suffit pour qu'elle soit appelée avant la Dame de Champigny. Dans cette premiere proposition, on suppose que la disposition qui suit ne s'entend que des filles du donateur au premier degré, comme la Dame Champigny le soutient; & dans cette supposition on dit que les filles du donateur seroient exclues par les filles du donataire; pour cela il suffit de reprendre la condition : *& au cas que tous lesdits enfans mâles dudit Seigneur donateur, ou leurs descendants mâles, viendroient à décéder sans enfans mâles, ou leurs enfans sans autres descendants mâles.* Que faut-il donc pour que la disposition qui suit puisse avoir lieu? Il ne suffit pas que les enfans mâles du donateur, ou leurs descendants mâles, viennent à décéder sans enfans mâles, la condition ne se borne pas-là, il faut encore que *leurs enfans* décèdent sans descendants mâles; il n'est pas permis de faire de retranchement dans une clause si importante. Il y a deux membres dans la condition, deux membres distingués par la disjonctive *ou*. Le premier membre est, *au cas*



que tous les enfans mâles du donateur, ou leurs descendans mâles, viennent à décéder sans enfans mâles ; le second membre fuit immédiatement en ces termes : ou leurs enfans sans autres descendans mâles ; le second membre est aussi essentiel que le premier ; & si le cas qui y est prévu n'est point arrivé, la disposition qui fuit ne peut avoir lieu.

Or le second membre comprend les enfans en général ; & sous ce nom d'enfans on n'a jamais douté que les filles ne doivent être entendues. C'est la disposition de la Loi 148 au ff. *de verborum signif. non est sine liberis cui vel unus filius unave filia est*. Il n'en faudroit pas davantage pour la Cause de la Dame Comtesse de Montmorin. Avant que la disposition puisse avoir lieu, il faut que les enfans en général soient décédés sans enfans mâles ; une fille qui est du nombre des enfans passe donc avant les filles qui sont dans la disposition ; c'est le texte même de l'acte qui le décide sans commentaire, sans explications recherchées, sans subtilité ni effort d'esprit. La lettre seule nous suffit, la Dame de Champigny n'est appelée qu'après les enfans des mâles en général ; elle ne peut donc passer avant la Dame de Montmorin qui est enfant d'un mâle.

C'est au contraire à la Dame de Champigny à se livrer aux conjectures & aux présomptions pour tâcher de restreindre ce terme générique enfans qui la blesse, & c'est aussi pour cela qu'elle a fait tant d'efforts. Mais outre qu'il est toujours dangereux de s'abandonner à des conjectures & à des présomptions de volonté contre le texte d'un acte, & sur-tout d'une disposition entre-vifs, dans le fait particulier, il y a deux circonstances qui s'opposent invinciblement à cette restriction du terme générique enfans, & qui obligent de le prendre dans toute l'étendue qui lui convient.

La première circonstance qui fait sentir que le mot enfans ; dans la clause que l'on examine, doit s'entendre des filles, & non des mâles seuls, est que sans cela le second membre de la condition seroit absolument inutile. En effet, le donateur ne vouloit-il mettre dans la condition que les mâles descendus de lui par mâles, ne vouloit-il donner qu'à eux seuls la préférence sur les filles qu'il alloit appeler ? il falloit qu'il se contentât de dire : & au cas que tous les enfans mâles dudit Seigneur donateur, ou leurs descendans mâles, viendroient à décéder sans enfans mâles, en ce cas ledit Seigneur donateur veut que tous les biens donnés appartiennent à la fille. Par-là toute la ligne masculine étoit pré-

férée, il n'y avoit pas un seul des mâles qui ne fût dans la condition. Pourquoi donc ajouter encore un autre membre, *ou leurs enfans sans autres descendans mâles*? Si les filles ne sont point comprises dans ce second membre, s'il ne s'entend encore que des mâles, c'est un membre inutile & qu'il faut retrancher; c'est une répétition qui ne signifie rien, & qui ne sert qu'à embarrasser la substitution. Mais jamais dans l'interprétation d'un acte on ne s'est donné la liberté de retrancher une clause comme inutile & superflue; jamais on n'a supposé qu'elle ne dût produire aucun effet. D'abord le donateur parle de tous les mâles, il ajoute ensuite, dans un second membre, un terme plus générique & plus étendu; n'est-il pas évident qu'il a voulu aussi étendre sa disposition, & par conséquent qu'il a voulu que les filles y fussent comprises?

C'est donc le cas où il faut nécessairement conserver au terme générique *enfans* toute l'étendue, toute la force, toute l'énergie qui lui convient. Qu'on le réduise aux seuls enfans mâles, le second membre est inutile, & il faut retrancher une clause entière de l'acte; au contraire, qu'on y comprenne les filles, la phrase a un sens complet, chaque terme porte, chaque membre de la condition a son objet distinct & séparé; & c'est ce qu'il faut nécessairement reconnoître dans un acte sérieux.

La seconde circonstance qui conserve au mot générique *enfans* toute l'étendue qu'il a naturellement, est qu'il se trouve placé immédiatement avant la vocation des filles.

On a souvent agité la même question qui se présente aujourd'hui sur l'étendue que l'on doit donner au terme *enfans* dans les substitutions & dans les dispositions conditionnelles. Quoique ce terme comprenne par lui-même les filles comme les mâles, on a cru pouvoir quelquefois le restreindre aux mâles seuls; cependant jamais on n'a admis une pareille restriction que quand il a paru manifestement que l'auteur de la disposition, qui avoit parlé souvent des enfans mâles, avoit encore les mêmes motifs & les mêmes raisons de ne considérer que les mâles seuls dans la clause où il s'est servi du terme générique *enfans*. Mais quand on n'aperçoit plus les mêmes motifs qui avoient porté le donateur à ne parler jusques-là que des mâles, on ne suppose point que le mot générique *enfans* se réduise aux mâles seuls. C'est ce que décide expressément *Mantica, de conjecturis*, L. 6, tit. 13, n. 8. *Si probabilis ratio differentiae reddi potest, cur magis testator in uno casu quàm in alio de masculis expressit, expeditum est quod non debeat*

En substitution, le mot *enfans* ne se restreint aux mâles que quand l'intention de l'auteur est claire.



*intelligi, & si aliquis dixerit quod qualitas in una parte testamenti expressa censeatur il altera repetita, respondei nunquam fieri talem repetitionem nisi eadem ratio locum habuerit.*

Que le donateur ait donc plusieurs fois appelé les enfans mâles & les descendans mâles d'une ligne, & que voulant encore appeler des mâles d'une autre ligne, il ne leur fasse passer la substitution qu'au défaut d'enfans de la première, quoique dans cet endroit il parle d'enfans en général, on présume quelquefois qu'il n'a voulu parler que des mâles, parce que les mêmes raisons pour lesquelles il a tant de fois exprimé les mâles auparavant se rencontrent encore dans cette partie de la vocation. Mais au contraire, quand, après avoir épuisé les mâles, il se dispose à faire passer aux filles la même substitution, s'il se sert du terme générique *enfans* pour les exclure, alors on ne peut plus suppléer la répétition du mot de mâles, parce que les mêmes motifs ne subsistent plus : *nunquam fieri talem repetitionem si eadem ratio locum habuerit.*

C'est ce que décident expressément tous les Jurisconsultes. Le mot *enfans* ne s'entend jamais des mâles seuls que quand ce sont des mâles qui sont appelés au défaut d'enfans. Alors si on entendoit ce mot générique des filles, on leur donneroit la préférence sur des mâles. Il faut donc, pour conserver les droits de la masculinité, réduire ce terme générique aux mâles seuls ; ce n'est que dans ce cas que l'on fait violence à la force du terme en faveur de l'ordre naturel auquel on présume que le donateur a été attaché. Guy-Pape, quest. 485, ne fonde que sur ce motif seul la restriction du mot *enfans*. *Si in aliqua dispositione fiat mentio de liberis masculis, utpote in institutione vel prima substitutione, ipsum verbum masculis in omnibus sequentibus censeatur esse repetitum, ob dignitatem familiæ, & agnationis suæ conservandæ quæ per masculos conservatur.*

Sur quoi Ferrerius observe que cette question a été fort agitée par les Docteurs. *Hæc questio verè disputatur à nostris*, dit-il ; *sunt enim qui putant adjunctionem masculinitatis in una parte testamenti non videri repetitam in alia clausula in qua fit mentio filiorum.* Il cite les Docteurs qui sont de ce sentiment, & les raisons sur lesquelles ils se fondent. Il ajoute qu'il y en a d'autres d'un avis contraire. Pour lui, il décide qu'il faut remarquer si c'est en faveur de l'agnation & de la masculinité que le mot de *mâle* seroit répété, & en ce cas il croit qu'on le doit présumer de la volonté du testateur. *Animadvertendum est an qualitas masculinitatis adjecta*

*fit agnationis conservandæ gratiâ, & hoc casu puto qualitatem masculinitatis in una parte testamenti adjectam ad aliam porrigi.*

Ainsi c'est toujours une question difficile de savoir si le mot de *mâles*, employé dans plusieurs parties du testament, est censé répété dans une autre où il est parlé d'enfans en général. Ce qu'il y a de certain est, que si on peut suppléer la répétition du mot de *mâles*, ce n'est jamais qu'en faveur des mâles qui sont appelés ensuite, & pour empêcher qu'ils ne soient exclus par des filles. Mais l'espece de la Cause est absolument différente; le mot *enfans* en général se trouve placé immédiatement avant la vocation des filles; il n'est donc pas permis de l'entendre des mâles seuls; ce ne seroit pas pour conserver l'agnation que l'on feroit violence à la force de ce terme, & ce n'est cependant qu'en faveur de l'agnation que l'on peut le restreindre.

Tant que le donateur a voulu appeler des mâles, il n'a accordé le droit de les exclure qu'à des mâles; il n'a point épargné la répétition du mot de mâles; mais quand il se propose d'appeler des filles, alors il abandonne ce mot de mâles qui lui avoit été si familier, & se fert du mot générique *enfans*, pour marquer tout ce qui doit exclure les filles qu'il va appeler. Peut-on, après cela, faire naître le moindre doute sur la force & l'étendue de ce terme?

Ainsi le terme seul décide & comprend les filles comme les mâles; c'est la décision de la Loi, ce qui suffit à la Dame Comtesse de Montmorin. Mais les circonstances qui l'accompagnent lui donnent, pour ainsi dire, encore une nouvelle énergie, puisque si on ne l'entend que des mâles, il y aura un second membre dans la condition absolument inutile, & qu'on suppléera le mot de mâles, non pas pour conserver l'agnation, mais pour préférer une fille à une autre fille; &, ce qui est encore plus bizarre, pour préférer la cadette des filles à toutes les filles aînées; ce qui est sans exemple & doit révolter tout le monde.

Enfin, quand on supposeroit que le mot *enfans* ne devoit s'entendre que des mâles, la Dame de Champigny n'excleroit point encore la Dame de Montmorin, comme elle le suppose; & au contraire, en ce cas, la Dame de Montmorin, qui ne seroit point dans la condition, se trouveroit à la tête de la disposition. C'est la seconde réflexion que présente la clause particulière que nous examinons.

Le donateur veut donc que tous ses biens appartiennent à la première fille née de son mariage avec la Dame de la Barge, &



*après elle à ses enfans mâles . . . . en suivant le même ordre de la deuxième à la troisième, & à ses enfans & descendans mâles ; & de la troisième à la quatrième ; & ainsi de degré en degré, gardant toujours l'ordre de primogéniture.*

Il faudroit être bien peu versé dans le langage ordinaire des substitutions & des dispositions conditionnelles pour entendre ces expressions dans le sens que la Dame de Champigny veut leur attacher.

Dans une substitution linéale, graduelle, fondée sur l'ordre de primogéniture, quelle est la première fille du donateur, quelle est la première fille née de son mariage, sinon celle qui est véritablement l'aînée de sa maison, qui est la première dans l'ordre de primogéniture, & à laquelle doivent passer tous les droits d'aînesse ? Ces termes : *la première fille née de son mariage*, par lesquels la clause commence, ne doivent point être séparés de ceux-ci par lesquels la même clause finit, *gardant TOUJOURS l'ordre de primogéniture*. C'est donc la première fille dans l'ordre de primogéniture ; le donateur ne veut jamais que l'on s'écarte de cet ordre, *gardant toujours l'ordre de primogéniture*. Comment un donateur si attaché à cet ordre naturel commenceroit-il par le violer, & par le violer d'une manière si outrée, en appelant la dernière de toutes les filles par préférence à toutes les aînées ?

Pensons plus dignement des sentimens d'un homme qui n'avoit que des idées si sublimes. Il a voulu conserver son nom avec splendeur, d'abord dans la personne de ses mâles, en quelque degré qu'ils fussent, & ensuite en la personne de ses filles, aussi en quelque degré qu'elles se trouvassent ; mais dans chaque sexe il n'a connu de titre de préférence que celui de la primogéniture ; il a donc préféré les filles de son aîné à ses filles puînées.

En vain voudroit-on équivoquer sur le terme de fille née de son mariage ; ce terme s'applique à ses petites-filles comme à ses propres filles, *liberorum appellatione nepotes, pronepotes caterique qui ex his descendunt continentur*, L. 220, ff. de verb. significatione. La fille du fils aîné, quand son pere est mort, est sa fille aînée ; ce terme propre lui convient, & ce n'est que parce qu'il lui doit être appliqué qu'elle emporte tous les droits d'aînesse & de primogéniture. Ainsi pensoit, ainsi s'exprimoit M<sup>e</sup> Charles Dumoulin sur l'art. 24 de l'ancienne Coutume, qui fait aujourd'hui partie de l'art. 33 de la nouvelle : *filia hæres promogeniti, vel eum representans, habetur pro primogenito quantum ad omnes prærogativas primogenituræ*.

C'est aussi ce que décide M<sup>e</sup> Jean-Marie Ricard (a) par rapport à des expressions encore plus fortes & plus propres, ce semble, à n'indiquer que le premier degré. Il propose l'espèce d'un héritier institué à la charge de rendre s'il décède sans enfans, & décide que si l'héritier meurt laissant de petits-enfans ou autres descendans encore plus éloignés, le cas de la restitution du *fidéicommiss* n'est pas arrivé. Mais il n'en demeure pas-là : *J'entends cette proposition*, dit-il, *pour avoir lieu, quoique le testateur se soit servi de termes encore plus particuliers : comme s'il a dit : Je charge mon héritier de restituer, s'il décède sans enfans nés de lui, de sa personne, de sa propre personne, de son corps, de son propre corps, & autres semblables. J'embrasse ce sentiment, bien que ces mots plus exprès pour réduire la condition aux enfans du premier degré aient fort partagé les esprits des Docteurs sur cette difficulté, d'autant que j'estime que le testateur n'ayant pas réduit sa pensée dans les individus, ni même distingué les filles d'avec les fils, mais déclaré sa volonté par le mot général enfans, il ne doit pas être présumé avoir eu intention de restreindre la condition aux enfans du premier degré.* Or si ces termes, enfans nés de la propre personne, du propre corps de l'héritier, s'entendent aussi bien des enfans du second degré que de ceux du premier, il est évident que ceux que Charles-Alexandre de Montgon a employés en parlant de la première fille née de son mariage ne sont pas plus restrictifs & ne doivent pas plus être réduits au premier degré, sur-tout quand on ne les sépare point de ces termes importants, *gardant toujours l'ordre de primogéniture.*

Mais pour achever de convaincre la Dame de Champigny, il faut lui citer une autorité encore plus respectable, & qui ne puisse lui être suspecte, c'est celle de Charles-Alexandre Montgon lui-même, c'est celle du donateur. Consultons l'auteur de la disposition, & demandons-lui si, par ces mots d'enfans nés de son mariage avec la Dame de la Barge, il n'a entendu que les enfans du premier degré. Il s'en est servi plusieurs fois dans l'acte de 1666. Dès le commencement de cet acte il nous dit *qu'il a donné & donne par donation entre-vifs à l'un de ses enfans mâles né ou à naître de son mariage avec haute & puissante Dame Marie-Françoise de la Barge, tel qu'il sera par lui choisi & nommé, &c.* Voilà donc encore le même terme, enfans nés ou à naître de son mariage avec la Dame de la Barge; ce n'est qu'entre eux qu'il se

(a) Traité des dispos. condit. n. 474 & suiv.



réserve le droit d'élire. Or, on le demande à toute personne équitable, si le donateur avoit eu quatre enfans mâles, & qu'un des quatre fût mort laissant un enfant mâle avant que le donateur eût fait aucun choix & aucune élection, oseroit-on soutenir qu'il n'avoit pas droit d'élire son petit-fils, & que le droit d'élection étoit tellement borné aux enfans du premier degré, par ces mots : *enfant né ou à naître de son mariage avec la Dame de la Barge*, qu'il n'eût pu choisir son petit-fils ? & si personne n'oseroit le dire, il faut donc reconnoître que ces termes, *enfans nés du mariage, la premiere fille née du mariage avec la Dame de la Barge*, s'entendent du second degré comme du premier.

Dans un même acte, deux clauses où l'on emploie les mêmes expressions doivent sans doute s'entendre de la même manière ; & comme il est évident que dans la clause qui concerne le droit d'élire, les petits-enfans sont compris sous les termes d'enfans nés du mariage avec la Dame de la Barge, de même dans la vocation des filles, la premiere fille née du même mariage s'entend aussi de la petite-fille.

Il est donc démontré que si les filles des mâles ne sont point dans la condition, elles sont nécessairement dans la disposition. C'est la premiere fille née du mariage, gardant toujours l'ordre de primogéniture, qui est appelée : or ce caractère ne convient qu'à la Dame de Montmorin ; elle est la premiere fille née du mariage de son aïeul, elle est son aînée, par elle commence l'ordre de la primogéniture : & comme c'est à cet ordre que le donateur a voulu demeurer inviolablement attaché, elle est nécessairement la premiere appelée.

On peut réduire à trois propositions les différentes objections proposées par la Dame de Champigny.

*Réponses aux  
Objections.*

La premiere est, qu'il n'y a point de vocation expresse des filles des mâles.

La seconde, qu'il n'y a point non plus de vocation tacite.

La troisieme, qu'il y a même une exclusion formelle.

Il n'y a point, dit-on, de vocation expresse. Où pourroit-on la trouver dans toutes les clauses de la donation ? Des mâles descendus du donateur l'acte passe tout d'un coup aux filles nées de son mariage avec la Dame de la Barge ; ainsi il ne parle pas même des filles de ses mâles.

Il n'y a pas non plus de vocation tacite. Le mot *enfans*, mis dans la condition qui précède la vocation des filles, ne peut s'entendre que des mâles, par la manière dont il est enchaîné

dans plusieurs clauses où le mot de mâles est répété. C'est le sentiment de Dumoulin dans son Conseil premier sur la substitution de Neufchâtel. Il faut même observer que ce sont moins les filles du donateur qui sont appelées ensuite, que leurs enfans mâles ; elles ne sont que le canal par lequel la substitution passe à d'autres mâles ; ainsi il n'est pas extraordinaire que le mot *enfans*, mis dans la condition, ne s'entende que des mâles seuls. Enfin non-seulement il n'y a ni vocation expresse, ni vocation tacite des filles des mâles, mais elles sont précisément exclues par la clause qui porte que *si quelqu'un des substitués vient à mourir, ne laissant que des filles, en cas qu'il n'y en ait qu'une, & qu'il n'y ait point de biens libres, le donateur veut qu'il lui soit constitué en dot sur les biens donnés, la somme de 75000 liv. lorsqu'elle trouvera son parti en mariage*. Si les filles des mâles sont appelées, dit-on, comment cette clause auroit-elle son effet ? Elles ne peuvent pas recueillir les biens à titre de substitution, & avoir droit de prélever dessus une dot de 75000 livres.

La première objection est déjà détruite par tout ce que l'on a établi jusqu'à présent, & l'on ne craint point de dire que la vocation des filles des mâles se trouve par-tout, & singulièrement dans la clause même que l'on suppose leur être si contraire.

Elle se trouve, dès le commencement de l'acte, dans le plan que le donateur présente. Il annonce qu'il veut perpétuer le nom & les armes de sa Maison dans la personne de ses descendans, ce qui forme d'abord une vocation universelle. Elle se trouve dans la fondation d'un fidéicommiss graduel, perpétuel, linéal, & toujours asservi à l'ordre de primogéniture, d'abord en faveur des mâles, & ensuite en faveur des filles. Elle se trouve dans la stipulation du droit de retour qui ne doit avoir lieu qu'au cas où tous les donataires viendroient à décéder sans enfans & descendans, ce qui eu égard à toutes les dispositions qui précèdent, suppose nécessairement que tous ceux qui sont obstacle au droit de retour sont appelés.

Mais elle se trouve plus particulièrement encore, cette vocation des filles des mâles, dans la clause qu'on leur oppose. 1°. Elles sont dans la condition, puisque le terme générique *enfans* comprend les filles comme les mâles, sur-tout quand il est accompagné des deux circonstances que l'on a relevées. Il n'y a personne qui ignore que souvent la condition opere une vocation & une disposition ; cela dépend des conjectures qui peu-



vent naître de l'acte dans lequel se trouve la condition ; mais en général lorsque cet acte établit une substitution graduelle, perpétuelle, masculine & féminine, lorsqu'il paroît que le donateur a voulu perpétuer son nom & ses armes dans la personne de ses descendans, lorsqu'il paroît qu'il n'a voulu mettre de bornes à cet ordre de succession, qu'autant qu'il ne se trouvera plus de sujet propre à la recueillir, alors sans difficulté la condition se convertit en disposition, & opere une vocation aussi expresse que si elle étoit formée par des termes plus directs. Ainsi les filles des mâles sont appelées, puisqu'elles sont dans une condition de cette espece. 2<sup>o</sup>. Du moins feroient-elles appelées par la disposition qui suit, puisque le donateur voulant que les biens donnés appartiennent à la premiere fille née de son mariage, l'ordre de primogéniture gardé, il n'a jamais pu entendre par ce mot de premiere fille née de son mariage, que la fille aînée de son fils aîné, qui par-là se trouve elle-même être sa fille aînée. Tout retentit donc, s'il est permis de parler ainsi, dans l'acte de 1666, de la vocation des filles des mâles. Le donateur l'annonce par-tout ; & soit dans les clauses générales, soit dans les clauses particulieres, il est impossible de ne la pas appercevoir.

Il est inutile après cela de chercher une vocation tacite, puisqu'il y en a une si expresse. En vain pour l'obscurcir veut-on enlever au terme générique *enfants*, placé soit dans la condition, soit dans la clause du droit de retour, la force & l'étendue qui lui convient ; toutes les conjectures que l'on rassemble seront toujours impuissantes pour affoiblir ce terme, sur-tout dans les circonstances dont il est accompagné.

Le mot des mâles est employé, dit-on ; bien des fois dans les clauses qui précédent & qui suivent celles où l'on s'est servi du terme générique *enfants*, & tous les Docteurs conviennent qu'en ce cas le mot de mâle est censé omis & se supplée ; c'est en particulier le sentiment de Dumoulin dans son Conseil premier. On pourroit répondre d'abord qu'il s'en faut bien que tous les Docteurs soient du même avis ; il y a peu de questions au contraire où ils soient plus partagés, comme on l'a vu ci-dessus dans Ferrerius : *hæc questio verè disputatur à nostris*. Mais ne consultons que ceux qui se sont déterminés pour suppléer la répétition du mot de mâle. Est-il vrai qu'ils l'aient admise indistinctement, parce que le mot de mâle se trouvera souvent ou dans la même clause, ou dans les clauses voisines ? Non, sans

En quels cas les enfans dans la condition sont censés dans la disposition.

doute , & l'on a vu au contraire que s'il y a une raison de différence qui puisse faire juger que le donateur qui a tant de fois répété le mot de mâle , a eu un juste motif pour ne pas l'employer en cet endroit , alors le mot de mâle n'est plus soutenu , il suffit même d'une raison probable , *si probabilis ratio differentiae reddi potest*. Or , selon les mêmes Jurisconsultes , ce n'est pas seulement une raison probable , mais une raison décisive pour ne pas suppléer le mot de mâles , quand la vocation des filles suit immédiatement , parce que le donateur n'ayant point en vue la faveur de l'agnation , n'est pas présumé avoir voulu restreindre un terme si étendu par lui-même.

Exposition  
du conseil  
premier de  
Dumoulin.

M<sup>e</sup> Charles Dumoulin , que la Dame de Champigny cite en sa faveur , loin de combattre ces principes , les soutient au contraire dans l'endroit même qui nous est opposé. Thibaut de Neufchâtel avoit fait une substitution en faveur de ses descendants ; mais en cas que toute sa postérité vînt à manquer , il avoit appelé Jean de Neufchâtel son frere & ses descendants mâles , en déclarant que quoique son frere fût son ennemi , cependant , pour l'honneur de son nom , il croyoit devoir le comprendre dans la substitution. Enfin il avoit ajouté que si son frere & ses hoirs décédoient sans hoirs , il appelloit Ferri de Cusance son cousin. Sur cela , on demandoit si Jean de Neufchâtel ayant laissé des filles , elles devoient être préférées à Ferri de Cusance ; & Dumoulin , après avoir exposé que sur ce point les Docteurs Italiens , Allemands & François étoient fort partagés , se détermine pour Ferri de Cusance , & pour l'exclusion des filles de Jean de Neufchâtel. Il en rapporte plusieurs raisons , & entre autres , que le terme d'hoirs dont le testateur s'étoit servi ne signifioit , dans le langage du pays , que les personnes du même nom & de la même maison : *vocabulo hoirs , quod in sua lingua propriam habet emphasim ut significet hæredes sanguinis nominis & familiæ per quos ea conservatur*. Il en ajoute une autre qui est que le testateur n'avoit appelé Jean de Neufchâtel que *pro honore nominis de Novo-castro*. Sur quoi Dumoulin fait cette observation judicieuse : puisque le testateur qui déclare que Jean son frere étoit son ennemi ne l'a appelé que par rapport à son nom , il est évident qu'il n'a voulu faire passer sa substitution aux hoirs de Jean , qu'autant qu'ils porteroient le nom de Neufchâtel , qui seul lui avoit fait vaincre la répugnance qu'il avoit pour Jean. *Palàm est* , dit Dumoulin , *testatorem noluisse*



*fratrem substituere , nisi ratione conservandi nomen familiæ . . . .  
 nihil ergo voluit relinquere filiabus vel neptibus fratris , sed nec  
 masculis descendantibus per feminam , si non possent in sua pos-  
 teritate naturali & legitima conservare nomen familiæ.*

Cette circonstance en effet pouvoit être décisive. Le testateur n'a appelé son frere & ses hoirs que pour soutenir son nom ; les filles ne sont donc point comprises dans la vocation. Dumoulin ne dit rien en cela qui ne soit conforme aux Auteurs cités par la Dame de Montmorin , qui décident qu'il faut considérer si le donateur a eu en vue l'agnation. S'il l'a eu pour objet , comme dans le cas de Neufchâtel , on supplée le mot de mâles , & par le mot d'enfans ou hoirs en general , *ou hoirs* ; mais s'il n'a point eu l'agnation pour objet , alors les filles sont comprises sous le terme générique *enfans*.

Suivant ces principes , il est aisé de reconnoître que le mot *enfans* , dont Charles-Alexandre de Montgon s'est servi dans la condition , comprend les filles , & n'a été mis même qu'en leur faveur , quoiqu'il se trouve enchassé entre plusieurs clauses où le terme de mâles est si souvent répété. Ce n'est pas cette fréquente répétition du mot de mâles qui décide , c'est le point unique de savoir si , dans la clause particuliere , le mot enfans a pour objet de conserver l'agnation ; & comme cela ne se peut pas penser dans la question qui se présente , il est évident que les filles des mâles sont comprises dans la condition.

La Dame de Champigny a senti toute la force de ce moyen , c'est pourquoi elle a voulu faire entendre que le second ordre de vocation n'étoit pas en faveur des filles , mais en faveur d'autres mâles ; que les filles ne servoient que de canal pour faire passer les biens à leurs descendans mâles ; d'où elle a conclu que les enfans qui sont dans la condition , n'y étant que pour exclure des mâles , devoient être mâles eux-mêmes. Mais cette difficulté n'est propre qu'à faire sentir combien la Dame de Champigny a jugé elle-même que sa prétention en faveur des filles du donateur contre les filles du donataire étoit insoutenable ; elle a voulu mettre de son côté la faveur de la masculinité , mais elle n'y parviendra jamais , par deux raisons sans réplique. La premiere est qu'il n'est pas vrai que le nouvel ordre de substitution soit masculin , puisque c'est la premiere fille qui est appelée , ensuite la seconde , & ainsi de la seconde à la troisieme , & de la troisieme à la quatrieme. Comment peut-

on imaginer en tout cela une substitution masculine ? Il pouvoit arriver que la substitution n'auroit jamais reposé que sur la tête de filles, & qu'elle seroit finie avant qu'elle pût passer à aucun mâle : les filles ne servent donc pas simplement de canal, elles sont appelées elles-mêmes, elles remplissent les degrés : & par conséquent la substitution étant féminine, le mot *enfans* mis dans la condition comprend les filles comme les mâles.

La seconde raison est que quand les filles ne serviroient que de canal pour faire passer à des mâles, ce seroit toujours une substitution qui ne seroit pas fondée sur l'agnation, puisque les mâles appelés ne descendroient que des filles. Or dès qu'on ne se propose plus l'agnation, le terme *enfans* s'applique aux filles ; & en effet les filles de l'aîné donataire sont aussi propres à servir de canal pour faire passer les biens à des mâles étrangers à la famille, & qui en porteront le nom & les armes, que les filles du donateur au premier degré. Par conséquent on retombe toujours dans le principe qui a été établi, qui est que l'on ne supplée le mot de mâle que quand il y a la même raison de l'employer que dans les autres clauses ; ici on ne trouve plus la même raison, & par conséquent on ne doit pas sous-entendre la qualité de mâles.

Mais prenez garde, dit-on, à ces expressions, *ou leurs enfans sans autres descendans mâles*. Ce terme *autres* prouve que l'on n'a parlé que des mâles jusques-là, & par conséquent les filles ne peuvent être dans la condition. Cette objection se dissipe en un seul mot après les principes que l'on a établis. Le mot d'*enfans*, dans la condition, s'entend des enfans de tout sexe, quand il n'y a plus de raison de l'entendre des mâles seuls, & il n'y en a plus quand ce sont des filles qui sont appelées immédiatement après ; les filles sont donc ici dans la condition, mais elles y sont comme celles que l'on va appeler ; c'est-à-dire, pour elles & leurs descendans mâles préféablement aux filles des filles ; car le donateur qui préfère ses mâles à ses filles, préfère aussi les mâles de ses filles aux filles de ses filles : voilà pourquoi, en appelant les filles des mâles dans la condition, il l'étend aux descendans mâles de ses filles, *ou leurs enfans sans autres descendans mâles* ; c'est-à-dire, ou leurs enfans en général, même les filles avec leurs descendans mâles : voilà ce qui doit exclure les filles qu'il va appeler ; il n'y a donc rien en cela qui puisse restreindre ni resserrer l'étendue naturelle du mot d'*enfans*.



Ainsi tout ce que la Dame de Champigny a ramassé de conjectures pour empêcher qu'on ne trouvât dans la condition la vocation des filles ne peut affoiblir les moyens qui résultent des termes & de l'esprit de la clause.

Elle n'est pas plus heureuse dans ce qu'elle dit de la clause du droit de retour, qui confirme la même vocation. Elle prétend que le droit de retour doit avoir lieu aussi-tôt qu'il n'y aura plus de substitués, quoiqu'il y ait encore des descendans; pourquoi a-t-elle avancé une proposition qui paroît si contraire au texte? Car il est dit bien expressément, qu'au cas que les donataires viennent tous à décéder sans enfans & descendans avant le donateur, la donation sera résolue. Cette clause est bien générale, elle n'est point enchaînée dans une multitude d'expressions de mâles, elle fait de tous les descendans en général un obstacle au droit de retour: pourquoi donc, on le répète, la Dame de Champigny a-t-elle soutenu que les filles des mâles n'empêchoient point le droit de retour? C'est qu'elle a senti qu'il étoit impossible qu'elles fussent préférées au donateur, sans être appelées à la substitution. Elle a senti que si le mot *enfans* & descendans s'entend des filles dans la clause de retour, il doit s'entendre aussi d'elles dans la condition; mais en cela, elle s'est condamnée elle-même, car enfin il est impossible de douter que dans la clause du droit de retour les filles ne soient comprises sous le terme d'*enfans*; il est donc impossible de douter qu'elles ne soient appelées. Ainsi la vocation se trouve par-tout, & ce que l'on imagine pour la détruire ne sert qu'à la confirmer.

Cependant la Dame de Champigny prétend que non-seulement elles ne sont point appelées, mais qu'elles sont même formellement exclues.

Elle trouve cette prétendue exclusion dans la clause qui porte, que *si le donataire ou quelqu'un des substitués ne laisse que des filles, en cas qu'il n'y en ait qu'une, & qu'il n'y ait point de biens libres desquels elle puisse être dotée suivant sa qualité & condition, ledit Seigneur donateur veut qu'il lui soit constitué en dot sur les biens ci-dessus donnés la somme de 75000 liv. lorsqu'elle trouvera son parti en mariage.* Voilà, dit-on, le sort de Madame de Montmorin fixé par le donateur; elle est fille d'un substitué, son partage n'est qu'une dot de 75000 liv. donc elle est exclue de la substitution; car elle ne peut pas recueillir les biens comme substituée, & y prélever une somme de 75000 livres pour sa dot.

Mais c'est ce raisonnement même qui fait connoître combien on abuse de la clause dont il s'agit. Le donateur vient d'établir un ordre de substitution, dans lequel il appelle d'abord tous les mâles à l'exclusion des filles, & ensuite toutes les filles dans l'ordre & dans le rang de la primogéniture. Dans le cours de ce fidéicommiss il peut arriver que des filles, après la mort de leur pere, voient passer les biens dans une autre ligne à titre de substitution, parce qu'il y aura des mâles dans cette ligne qui leur seront préférables: le testateur alors pourvoit à leur établissement, en prélevant sur les biens substitués la somme qu'il leur destine: voilà l'unique sens, l'unique application de cette clause.

Cette clause par elle-même n'établit aucune exclusion; elle la suppose seulement & établit le remede qui convient dans le cas de l'exclusion; il faut donc remonter aux dispositions précédentes pour savoir dans quel cas les filles des substitués sont exclues, & dans quels cas elles sont appelées. Quand on les trouvera exclues, la clause des 75000 livres trouvera son application; mais lorsqu'il n'y aura point d'exclusion, la clause deviendra absolument étrangere.

Les filles ne peuvent avoir en même tems les biens comme substituées, & les 75000 livres comme exclues de la substitution; or elles ne sont exclues de la substitution que par des mâles; donc il n'y a que dans le concours d'une fille avec un mâle, qu'elle peut être réduite aux 75000 liv. tel est manifestement l'esprit de cette clause.

En un mot, si les filles des substitués sont appelées quand il n'y a plus de mâles, il est évident que la clause des 75000 livres ne peut déranger leur vocation, & qu'il faut la restreindre au seul cas où ces mêmes filles se trouveroient exclues, parce qu'il y auroit des mâles dans une autre ligne: cette clause dépend donc uniquement de ce qui précède, pour en connoître la juste étendue & la véritable application.

Ainsi la Dame de Champigny a cherché en vain dans l'acte de 1666 une clause qui exclue les filles des mâles en faveur des filles du donateur; ses recherches ont été sans aucun fruit; cependant sans cela sa cause peut-elle se soutenir? Pour enlever à une fille qui a pour elle le droit de la primogéniture, pour donner à une autre fille la préférence sur elle, il faudroit une exclusion si précise & si littérale, que l'on ne pût pas même exciter le moindre doute. Mais ici, loin de trouver cette exclusion, on trouve par-tout la vocation indéfinie des filles, en suivant in-

violablement



violablement l'ordre de la primogéniture. Le donateur appelle tous ses descendans ; c'est en leur personne qu'il veut perpétuer son nom & ses armes ; ce n'est qu'après l'extinction totale de sa postérité qu'il veut que les biens rentrent dans sa main , parce qu'elle est toute appelée. S'il appelle les filles nées de son mariage , ce n'est qu'au défaut non-seulement de ses enfans mâles & de leurs descendans mâles , mais encore de leurs enfans , ce qui comprend nécessairement les filles de ses mâles qui par-là sont dispositivement appelées.

Comment donc la Dame de Champigny prétend-elle enlever à la Dame de Montmorin la possession des biens compris dans la substitution ? La Dame de Montmorin a pour elle les droits de sa naissance , les prérogatives de l'aînesse , la saisine de droit par le décès du dernier possesseur , la faveur de la ligne directe. A tant de titres respectables non - seulement on ne peut opposer d'exclusion , mais si l'on consulte au contraire le titre dans lequel la Dame de Champigny voudroit la trouver , tout y annonce la vocation des filles des mâles , & la préférence qui leur est acquise sur les autres filles. Le simple doute suffiroit pour la Dame de Montmorin , & l'évidence est toute entière en sa faveur. Dans de pareilles circonstances pourroit-on balancer à confirmer la Sentence qui a condamné la demande de la Dame de Champigny ?

## D O N A T I O N.

**P**ARDEVANT les Notaires Royaux souffignés & témoins au bas des présentes nommés , personnellement établi haut & puissant Seigneur Messire Charles-Alexandre de Montgon-Beauvergier , Chevalier Seigneur Comte de Montgon , Baron de Corein , Taleza , Nubiere , Mintiere , Vernieres , Aubuffon , Puimellier , Boissonnelle , le Montel , Veaumiode , Vareilles , la Souchere & autres places : lequel , de son bon gré & bonne volonté , *desirant conserver & PERPETUER en la personne de ses DESCENDANS le nom & les armes de la Maison de Montgon-Beauvergier , avec le lustre & l'éclat avec lequel elles ont été possédées jusqu'à présent par ses Ancêtres , a donné & donne par ces Présentes* , par donation entre-vifs , pure , perpétuelle , simple , & à jamais irrévocable , en la meilleure forme que donation entre-vifs peut & doit valoir , tant de droit que par la générale Coutume de France & de ce Pays d'Auvergne , à l'un de ses enfans

*mâles né ou à naître de son mariage avec haute & puissante Dame Marie-Françoise de la Barge sa femme , tel qu'il sera par lui choisi & nommé pour recueillir l'effet de la présente donation, & au défaut de nomination & élection, à Messire Jean-François de Montgon-Beauvergier, Marquis de Montgon, son fils aîné, lesdits donataires absens, les Notaires Royaux soussignés, & François de Bord, Ecuyer sieur Dupuy, curateur particulier nommé à cet effet audit donataire par Ordonnance de M. le Sénéchal d'Auvergne, du 20 du présent mois d'Octobre, ci-annexée, pour eux présent, acceptant & stipulant, humblement remerciant ledit Seigneur Comte de Montgon donateur, qui a donné comme dessus les Terres & Seigneuries de . . . . . La susdite donation ainsi faite au profit du donataire qui en recueillera l'effet en préciput & avantage des autres enfans dudit Seigneur donateur, aux charges, réserves & conditions qui suivent : sçavoir, . . . . .*

*AVEC PACTE ET CONVENANCE, qu'après le décès dudit donataire, lesdites terres & Seigneuries ci-dessus données, avec leurs dépendances, appartiendront en tous droits de propriété & possession à l'un des enfans mâles dudit donataire, tel qu'il sera choisi & nommé par ledit donataire, ou par ledit Seigneur donateur, s'il survivoit ledit donataire; & à défaut de choix & nomination, à l'aîné; & au défaut de l'aîné & ses descendans mâles, au puîné; & au défaut du puîné & de ses descendans mâles, au troisieme, & du troisieme au quatrieme, & ainsi des autres de mâle en mâle, & descendans desdits mâles tant que la ligne masculine durera de degré en degré, l'ordre de primogéniture gardé & observé, au défaut de choix & nomination faite par le donateur ou donataire, ou par les substitués chargés de rendre lesdits biens donnés à leurs enfans; à la charge & condition que celui qui sera en ordre pour recueillir la présente substitution ou donation graduelle, soit habile à succéder, & capable de porter les armes, & ne soit point engagé dans les Ordres sacrés lorsque ladite substitution écherra.*

Et au cas que ledit donataire viendrait à décéder sans enfans mâles, ou lesdits mâles sans autres mâles, ledit Seigneur donateur survivant, lesdits biens ci-dessus donnés appartiendront à celui des autres enfans mâles dudit Seigneur donateur & de ladite Dame de la Barge, ou descendans mâles dudit mâle, qui sera par lui choisi, s'il survit le donataire, & au défaut de choix & nomination faite par ledit Seigneur donateur, à celui de ses



enfans mâles ou descendans d'eux qui se trouvera l'aîné du premier au second, du second au troisième, & à leurs enfans & descendans mâles, ainsi de mâle en mâle, de degré en degré, tant que la ligne masculine dudit Seigneur donateur durera; préférant au défaut de choix & nomination par ceux à qui le donateur réserve le droit de la faire, les aînés mâles & leurs descendans mâles aux puînés, & leurs descendans, pourvu, comme dit est, que lesdits mâles qui se trouveront en ordre de recueillir ladite substitution, soient habiles à succéder, capables à porter les armes, & non constitués dans les Ordres Sacrés.

*Et au cas que tous lesdits enfans mâles dudit Seigneur donateur ou leurs descendans mâles viendroient à décéder sans enfans mâles, OU LEURS ENFANS SANS AUTRES DESCENDANS MASLES; en ce cas ledit Seigneur donateur veut que tous les biens donnés appartiennent à la premiere fille née de son mariage avec la Dame de la Barge, & après elle à l'un des enfans mâles de sadite fille, tel qui sera choisi par sadite fille, & au défaut de choix à l'aîné mâle & aux descendans mâles dudit mâle. Et où ladite premiere fille decéderoit sans enfans mâles, ou ses enfans mâles sans descendans mâles, lesdits biens appartiendront à la seconde fille & à l'un de ses enfans mâles tel qu'il sera par elle choisi; & au défaut de choix & élection, à l'aîné mâle & aux descendans mâle d'icelui, en suivant le même ordre de la seconde fille à la troisième, & ses enfans & descendans mâles, & de la troisième à la quatrième, & ainsi de degré en degré, gardant toujours l'ordre de primogéniture, au défaut, choix & élection de la part de ceux à qui ladite élection est délaissée. A la charge que tous les substitués porteront le nom & les armes de la Maison de Montgon-Beauvergier, & que tous les biens substitués passeront DE DEGRÉ EN DEGRÉ, sans aucune distraction de quarte ni autre charge que des susdits usufruits réservés par ledit Seigneur donateur, tant pour lui que pour ladite Dame de la Barge, & de la moitié des dettes que ledit Seigneur donateur peut devoir dès-à-présent, qu'il veut être payée sur les susdits biens substitués, comme il a été dit ci-dessus.*

Et si le donataire ou quelqu'un des substitués ne laisse que des filles, en cas qu'il n'y en ait qu'une, & qu'il n'y ait point de biens libres desquels elle puisse être dotée suivant sa qualité & condition, ledit Seigneur donateur veut qu'il lui soit constitué en dot sur les biens ci-dessus donnés la somme de 75000 liv. lorsqu'elle trouvera son parti en mariage; & s'il y a des biens libres desquels ladite fille ne puisse pas avoir 75000 liv. de dot, ledit

Seigneur veut que ce qui défendra à parfaire ladite somme de 75000 liv. soit pris sur les biens substitués ; & s'il y a plusieurs filles , ledit Seigneur donateur veut qu'il soit baillé à chacune d'icelles un droit de légitime sur les mêmes biens , en cas qu'il n'y en ait point d'autres desquels elles puissent être dotées en filles de leur naissance.

Et sous les susdites réserves , charges & conditions , *ledit Seigneur donateur a fait & constitué lesdits donataires chacun en droit soi vrais Seigneurs propriétaires & possesseurs* des choses données , les cas avenans , *sous autre convenance qu'au cas que lesdits donataires viendroient tous à décéder SANS ENFANS ET DESCENDANS* avant ledit Seigneur donateur , *ladite donation demeurera résolue , & les biens donnés lui retourneront pour en disposer ainsi que bon lui semblera.* Et pour requérir & consentir l'insinuation & publication des Présentes par-tout où besoin sera . . . Fait & passé dans le Château d'Aubusson après midi le vingt-quatrième jour d'Octobre 1666. Présens , &c.

## R E P L I Q U E.

I. **L**A Dame de Champigny , qui suppose que l'acte de 1666 est favorable à sa prétention , répète sans cesse que c'est une donation entre-vifs , qui n'est point susceptible d'interprétation , & qu'il faut lui obéir à la lettre , parce que c'est un contrat *stricti juris*

Tout ce que l'on demande à la Dame de Champigny , c'est qu'elle soit constante dans cette proposition dans laquelle elle paroît vouloir renfermer sa défense : la Dame de Montmorin veut bien l'adopter , & elle consent que la lettre de l'acte décide de leur sort. Voyons donc celle des deux Parties qui est en droit d'en profiter.

Quand dans la lecture de l'acte , on sera parvenu à la clause qui porte : *Et au cas que tous lesdits enfans mâles dudit Seigneur donateur ou leurs descendants mâles viendroient à décéder sans enfans mâles* , que l'on demande à toute personne un peu intelligente si ces termes ne comprennent pas toute la postérité masculine ; il n'y en a point qui ne convienne de la proposition. Qui dit , *leurs descendants mâles sans enfans mâles* , comprend toute la descendance , toute la postérité masculine. Voilà donc déjà une vérité constante dans le sens naturel des termes.



Suivons la clause, *ou leurs enfans sans autres descendans mâles*; que veulent dire ces termes, *ou leurs enfans*, dans le sens naturel sans commentaire, sans interprétation? N'est-ce pas dire, tous les enfans, soit mâles, soit filles? Il n'est point nécessaire d'aller pour cela consulter la Loi qui nous dit, *Non est sine liberis cui vel unus filius una ve filia est*, il n'y a qu'à dire ce qui se présente d'abord à l'esprit, dès qu'on entend ou qu'on lit le mot *enfans*. Un homme a des enfans, soit qu'il ait des mâles ou des filles, soit qu'il n'ait que des filles; cela est à la portée de tout le monde; c'est la signification naturelle du mot *enfans* dans le langage commun; donc les filles sont dans la condition.

Ajoutons à cela ce qui est dit à la fin de l'acte, qu'*au cas que les donataires viendroient à décéder sans enfans & descendans avant le donateur, la donation sera résolue*. Entendons encore ces termes dans le sens naturel, & demandons si la fille du donataire n'est pas du nombre de ses enfans & descendans qui font obstacle au droit de retour. Quelqu'un attaché à la disposition littérale de l'acte & à son intelligence naturelle osera-t-il nier la proposition?

Ainsi, dans le sens naturel, toute la postérité masculine sans exception est dans le premier membre de la condition : les filles sont comprises dans le second, sous le terme générique *enfans* : & enfin ces mêmes filles sont obstacle au droit de retour, sous les termes génériques d'*enfans & descendans*.

Revenons à la maxime de la Dame de Champigny. *Il ne s'agit point ici d'interprétation, la Loi est claire, il faut lui obéir à la lettre, c'est un contrat entre-vifs, une convention, un acte stricti juris, qui doit être exécuté à la lettre*; ce sont les propres termes de la Dame de Champigny dans sa réplique. En faut-il davantage pour procurer à la Dame de Montmorin une victoire assurée?

Mais il y a quatre preuves, dit la Dame de Champigny, que le mot *enfans* dans la condition ne s'entend que des mâles seuls, & non des filles. Quoi, a-t-on jamais cherché des preuves de ce que signifie un mot si familier, si ordinaire dans la langue François? Un homme qui trouvera dans un acte des expressions communes & usitées, une maison, une vigne, viendra-t-il dire : je vais vous établir par quatre preuves différentes ce que signifie ce terme *maison*, ou celui-ci *vigne*? Je n'ai que faire, lui diroit-on, de vos preuves pour savoir ce que signifie une maison, le terme parle assez par lui-même, & se fait assez entendre.

Point de  
preuve de ce  
que signifie  
un mot clair  
& familier.

Aussi quand la Dame de Champigny est réduite à chercher quatre preuves différentes pour expliquer le mot *enfants*, elle annonce dès-lors qu'elle ne veut plus le prendre dans son sens naturel; car ce sens naturel se présente de lui-même, sans le secours d'aucune preuve étrangere. Elle veut donc interpréter, commenter, expliquer; mais a-t-elle oublié sa maxime, que dans un acte entre-vifs il faut obéir à la lettre, & que tout est *stricti juris*? Rappelions-la donc malgré elle à son principe, & il suffira pour écarter ces quatre preuves, qui tendent à détourner le sens naturel des termes par des interprétations.

I I. Mais ne tenons pas rigueur à la Dame de Champigny, permettons-lui pour un moment de se dédire de cette maxime sévère, qu'il faut s'attacher inviolablement à la lettre. Elle veut donc commenter & expliquer le terme *enfants*; elle va nous dévoiler, selon elle, un sens inconnu, & que la force du mot n'avoit pas présenté d'abord. Mais dès qu'elle veut expliquer un terme, elle suppose que ce terme est ambigu, & qu'il peut faire naître un doute, car on n'explique point ce qui est clair & évident par lui-même.

Or, si le terme *enfants* est seulement ambigu, il faut que la Dame de Montmorin l'emporte sur sa tante, parce que, dans le simple doute, la faveur de la primogéniture que l'on ne peut contester à la Dame de Montmorin, celle qui se tire de la possession de son pere continuée dans sa personne, le privilege de la ligne directe sur la collatérale, tout décide en faveur de la Dame de Montmorin.

Ainsi dès que la Dame de Champigny a besoin de commentaire & d'explication, elle ne peut réussir, parce qu'il faudroit, pour enlever à la Dame de Montmorin tous les biens de son pere, une disposition plus claire que le jour; il faudroit pour ainsi dire, une lettre sévère, cette lettre qui tue & qui accable; & peut-elle jamais se trouver dans une clause qui a besoin de commentaire & d'explication?

I I I. Mais veut-on enfin expliquer le mot *enfants*? Ces recherches & ces explications ne feront que procurer de nouveaux avantages à la Dame de Montmorin.

La Dame de Montmorin a proposé deux réflexions pour confirmer le sens naturel de ce terme. Il y a deux membres dans la condition, a-t-elle dit, le premier comprend tous les mâles sans exception; si le second ne s'entend encore que des mâles, ce sera un membre inutile, une reduplication sans objet, &



comme on ne présume pas qu'un membre entier d'une clause soit inutile, le mot d'*enfants* qui est employé dans le second membre étant plus étendu que celui de mâles qui est dans le premier, ne peut être entendu que des filles. *Le donateur*, a-t-on répondu de la part de la Dame de Champigny, *pouvoit se passer de cette reduplication, je conviens qu'elle est inutile* : aveu décisif, & après lequel on ose dire qu'il n'y a plus de cause; car en vérité s'il faut retrancher un membre entier d'une clause, pour faire triompher la Dame de Champigny, jamais on n'imaginera que la Justice puisse se porter à une pareille extrémité. Mais, dit-on, ce ne sont pas deux membres, ce n'est qu'une seule phrase, la particule *ou* n'est point la disjonctive. Epargnons à la Cour dans une Cause si importante de petites questions de Grammaire. On s'en rapporte à toutes personnes sensées pour juger si cette clause ne renferme pas deux membres bien distincts; cela est si évident que l'on supprime tout raisonnement pour l'établir.

Question  
de Grammaire  
se doivent  
éviter.

Voilà donc une première démonstration que le mot *enfants* doit s'entendre des filles; sans cela il ne s'entendrait de personne, puisqu'il n'y avoit plus de mâles, & que dans le premier membre on en avoit prévu l'extinction entière.

Mais, dit-on, c'est au contraire le parallèle de ces deux membres qui fait voir que le mot *enfants* ne peut s'entendre des filles; car si on l'entendoit ainsi, il y auroit contradiction dans la clause: les filles sont exclues dans le premier membre, & elles seroient appelées dans le second. La vivacité a sans doute emporté lorsqu'on a fait cette difficulté. Faut-il donc un grand effort d'esprit pour concevoir que les filles sont exclues dans le premier membre tant qu'il y a des mâles, & sont appelées dans le second quand il n'y en a plus?

Concluons donc que l'inutilité du deuxième membre, si on l'entend des mâles, prouve nécessairement qu'il faut l'entendre des filles.

La Dame de Montmorin a ajouté que le mot *enfants* se trouvant avant la vocation des filles, ne pouvoit être entendu des mâles seuls, parce que le mot de *mâles* ne se supplée jamais qu'en faveur de l'agnation. Les autorités qu'elle a citées sont si claires & si précises, que l'on n'a pas entrepris d'y répondre pour la Dame de Champigny.

On nous reproche seulement de n'avoir pas répondu à Peregrinus; mais qu'établit-il autre chose que la maxime générale, qu'on

supplée le mot de *mâle* quand le mot d'*enfants* se trouve affligé de plusieurs répétitions du mot de *mâles* ? Et cette répétition a-t-elle lieu hors le cas de l'agnation ? Voilà où il en faut revenir, & ce qui décidera toujours contre la Dame de Champigny.

Après cela, quel cas peut-on faire des prétendues conjectures rassemblées par la Dame de Champigny pour réduire l'étendue naturelle du mot *enfants* ?

Il a fallu pour cela qu'elle ait avancé d'abord deux paradoxes infoutenables. Le premier, que tous les descendants ne sont point appelés, & que ces termes *desirant perpétuer son nom en la personne de ses descendants*, ne s'appliquent pas à toute la postérité. Mais par-tout la Dame de Champigny veut donc restreindre, limiter les dispositions les plus étendues.

Si le donateur veut perpétuer son nom dans la personne de ses descendants, il veut certainement qu'à perpétuité, & tant qu'il y aura un seul de ses descendants, il porte son nom & ses armes, & par conséquent il l'appelle à la substitution ; cela est d'une évidence sensible.

Le second paradoxe est que tous les descendants ne sont point obstacle au droit de retour. Mais n'est-ce pas combattre de front la clause la plus claire & la plus précise ? *Et au cas que les donataires viendroient tous à décéder sans enfans & descendants avant le donateur, la donation sera résolue.* Jamais on ne pouvoit s'expliquer dans des termes plus généraux. Le droit de retour n'a lieu qu'après que tous les donataires seront morts sans enfans & descendants ; donc la Dame de Montmorin qui est enfant du donataire feroit obstacle au droit de retour quand son ayeul seroit vivant.

Pourquoi donc a-t-on résisté à une vérité si claire ? C'est que l'on a compris que la Dame de Montmorin ne pouvoit faire obstacle au droit de retour, sans être appelée, & qu'elle ne pouvoit être appelée, sans être préférée à la Dame de Champigny. La conséquence effraye ; mais si elle part d'un principe évident, on ne parviendra jamais ni à détruire le principe, ni à empêcher la conséquence.

Ces deux paradoxes écartés, que reste-t-il à la Dame de Champigny pour interpréter le mot *enfants* des mâles seuls ?

Le donateur, dit-elle, n'avoit appelé que des mâles auparavant ; & la phrase où se trouve le mot *enfants* n'est qu'une transition pour parvenir à la vocation des filles qui suit. Mais en substituant



tant le mot de *transfuiion* à celui de *condition*, peut-on espérer de changer l'énergie d'une clause si décisive ? On fait de quelle conséquence sont les conditions en matiere de substitutions ; cependant la Dame de Champigny voudroit qu'on rejettât celle-ci, & pour cela elle croit qu'il n'y a qu'à la travestir en simple *transfuiion* ; mais elle a beau diffimuler, la condition est expresse, & tout ce qui est dans la condition l'emporte sur la vocation qui suit.

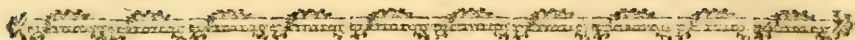
Les termes, *ou leurs enfans*, accompagnés de ceux-ci, *sans autres descendans mâles*, ne perdent rien de leur force, & ne signifient autre chose sinon que les filles étant dans la condition, leurs enfans mâles seront préférés à leurs filles.

Que les filles des mâles ne soient pas formellement appelées ; c'est une pétition de principe ; car la condition dispose, & par conséquent opere une vocation formelle en leur faveur. Ce n'est pas à nous à prescrire au testateur de quelle maniere il a dû arranger ses phrases, il suffit que dans leur arrangement on trouve les filles des mâles placées.

Enfin les autorités citées par la Dame de Champigny ne peuvent jamais s'appliquer qu'au seul cas où le donateur s'est proposé de conserver l'agnation, ce qui est tout à fait étranger à notre espece.

On ne parle point ici du moyen subsidiaire proposé par la Dame de Montmorin sur les mots de *premiere fille née du mariage de la Dame de la Barge*, qui lui conviendroient parfaitement si elle n'étoit pas dans la condition ; la Dame de Champigny n'a point répondu ; elle n'a point combattu les principes ; elle n'a pas même essayé de réfuter l'exemple que l'on a tiré des mêmes expressions d'*enfans nés ou à naître du mariage de la Dame de la Barge*, qui sont au commencement de l'acte, & qui manifestement s'appliquent au second degré comme au premier.





## XXV. CONSULTATION.

### *Célébration de mariage abusive.*

**L**E Conseil soussigné qui a vu copie de l'acte de célébration de mariage du 19 Septembre 1726, entre M. le Comte d'Hautefort & Mademoiselle de Belingant de Kerbabu; copie des lettres écrites par la Demoiselle de Kerbabu & par Madame sa mere, tant à M. le Marquis d'O qu'à M. le Marquis d'Hautefort, les 6 & 9 Mars, 22 Avril & 14 Mai 1727; expédition de l'acte passé entre feu Madame la Marquise de Surville & ses enfans, devant Notaires à Paris le 2 Mars 1725, dans lequel M. le Comte d'Hautefort, Lieutenant Général des Armées Navales, qui y stipule en qualité de tuteur de M. d'Hautefort, est dit *demeurant à Paris rue Neuve des Bons-Enfans*; l'original du bail sous signature privée passé entre M. le Comte d'Hautefort & M. le Marquis de Putanges le 11 Avril 1725, par lequel le Marquis de Putanges a loué à M. le Comte d'Hautefort une maison à Paris rue de Varennes, pour trois années & neuf mois, moyennant 1300 livres par an, à commencer la jouissance à la Saint Jean 1725; une quittance du 23 Novembre 1726, donnée par M. de Putanges à M. le Comte d'Hautefort pour six mois de loyer échus à la Saint Jean de ladite année; trois quittances du Commissaire des Pauvres, de la taxe que devoit M. le Comte d'Hautefort comme demeurant sur la Paroisse de Saint Sulpice, des 4 Décembre 1725, 6 Novembre 1726, & 25 Janvier 1727; ensemble l'avertissement & quittance de capitation de ses domestiques pour l'année 1726: Est d'avis, que M. le Marquis d'Hautefort est bien fondé à se pourvoir par appel comme d'abus contre l'acte de célébration de mariage. Non-seulement cet acte n'est revêtu d'aucune des formes prescrites par les Loix du Royaume, n'étant inscrit que sur une feuille volante, & non sur le registre, contre la disposition de l'Ordonnance de 1667, titre 20, articles 8, 9 & 10, & n'étant assisté que de deux témoins, au lieu que la même Ordonnance, confirmée en ce chef par l'Edit du mois de Mars 1697, en exige quatre. Mais un moyen qui met l'abus dans tout son jour est que

Acte de célébration de mariage sur une feuille volante.



ce prétendu mariage n'est célébré par le propre Curé ni de l'une ni de l'autre des Parties.

La nécessité indispensable de la présence du propre Curé est établie par toutes les Loix du Royaume qui ont suivi le Concile de Trente, & singulièrement par le même Edit du mois de Mars 1697, qui ordonne, dans l'article premier, que les dispositions des saints Canons & les Ordonnances du Royaume concernant la célébration des mariages, & notamment celles qui regardent la nécessité de la présence du propre Curé de ceux qui contractent, seront exactement observées; dispositions si rigoureusement observées dans la Jurisprudence, que l'on juge tous les jours que le mariage est nul & abusif si les Curés des deux Parties n'ont pas concouru, l'un par la célébration, & l'autre par son consentement.

Présence du propre Curé de l'un, & concours de celui de l'autre.

Dans le mariage dont il s'agit, on ne trouve ni présence, ni consentement du Curé d'aucune des Parties. M. le Comte d'Hautefort avoit toujours été domicilié à Paris où il est né, & où il avoit passé toute sa vie, hors le tems de son service, & de quelque délasement qu'il prenoit quelquefois dans ses Terres. Il paroît, par les pieces représentées, qu'il avoit une maison louée à Paris plus d'un an avant la date du prétendu mariage, dont le bail a subsisté après sa mort; qu'il payoit la capitation de ses domestiques à Paris, & qu'il payoit la taxe des Pauvres sur la Paroisse de Saint Sulpice. Ainsi son propre Curé étoit constamment celui de Saint Sulpice à Paris, qui n'a eu aucune connoissance du mariage. Il en est de même du Curé de la Demoiselle de Kerbabu; c'étoit celui de Saint-Quentin dans le diocèse d'Avranches. La Demoiselle de Kerbabu, qui étoit mineure, n'avoit point d'autre domicile que celui de sa mere remariée au sieur de Saint-Quentin; elle demouroit avec lui dans la Paroisse de Saint-Quentin; c'étoit donc le Curé de Saint-Quentin qui étoit le propre Curé de la Demoiselle de Kerbabu. Cependant il n'a eu aucune part au mariage, c'est le Curé d'Argentré qui l'a célébré, lui qui étoit étranger au Comte d'Hautefort & à la Demoiselle de Kerbabu. Les saints Canons & les Loix du Royaume réclament également contre ce mariage, & en démontrent l'abus.

Quoique ce moyen soit incontestable, rien n'empêche que M. le Marquis d'Hautefort ne soutienne subsidiairement que ce mariage ne pourroit jamais produire aucun effet civil, quand il

Moyen sub-  
fidaire tiré du  
secrét du ma-  
riage ne nuit  
au moyen  
d'abus.

subsisteroit comme sacrement. Le moyen est évident, ce mariage n'ayant jamais été déclaré pendant la vie du Comte d'Hautefort, & ayant même été tenu secret & clandestin jusqu'après sa mort, comme il paroît par les lettres de la Demoiselle de Kerbabu. Il est dans le cas de toutes les Loix du Royaume contre les mariages clandestins ; c'est-à-dire , de l'article 40 de l'Ordonnance de Blois , & de l'article 5 de l'Edit de 1639. Il ne faut pas craindre de proposer ce moyen comme s'il affoiblissoit l'appel comme d'abus ; au contraire , quoiqu'ils soient décisifs, pris séparément , ils se prêtent cependant un secours mutuel. Le mariage est nul & abusif par lui-même ; il a été d'ailleurs tenu secret , & par conséquent ne peut produire d'effets civils : ces deux moyens , loin de se combattre , se soutiennent l'un l'autre , il faut donc les réunir.

*Délibéré à Paris ce . . . . .*

## XXVI. CONSULTATION.

*Si le Religionnaire fugitif dispose valablement des biens qu'il a en pays étrangers.*

Religionnaires fugitifs ne sont dépouillés de la propriété de leurs biens.

**L**E Conseil soussigné qui a vu le Mémoire de M. le Marquis de Gouvernet sur la demande formée contre lui par M. le Marquis de Vennes : Est d'avis , qu'on ne peut donner atteinte ni à la vente faite entre-vifs des annuités , ni au testament de Madame la Marquise de Gouvernet. On ne conteste la validité de ces actes que sur le fondement de l'Edit de 1689 ; on prétend qu'aux termes de cet Edit , les personnes de la Religion P. R. qui sont sorties du Royaume avec la permission du Roi , ne sont pas à la vérité dépouillées de la propriété de leurs biens , mais qu'elles sont demeurées dans les liens d'une interdiction qui les a rendues incapables de faire aucune disposition ; que par l'article 7 de cet Edit , il a été ordonné que leurs biens seroient régis & administrés par leurs enfans , si elles en avoient dans le Royaume , sinon par des gens commis à cet effet par le Roi ; par l'article 8 , que les revenus pendant leur vie seroient distribués ainsi qu'il seroit ordonné par le Roi , & que la propriété



après leur mort appartiendrait aux héritiers légitimes qu'elles auroient en France; d'où l'on conclut que Madame de Gouvernet étant sortie du Royaume avec permission du feu Roi en 1686, n'a pu faire aucune disposition de ses biens, & que, nonobstant toutes ses dispositions, ses héritiers légitimes ont été saisis à sa mort des parts qui devoient revenir à chacun dans ses biens. Enfin on ajoute que c'est ce qui a été jugé par la Sentence du Châtelet de 1724 en faveur de l'Abbé de Gouvernet & de la Comtesse de Virville.

Mais, 1°. sans examiner quant à présent quelle étendue on peut donner à l'Edit de 1689, il est certain qu'on ne peut pas l'opposer aux dispositions que Madame de Gouvernet a faites en faveur de M. de Gouvernet son petit-fils. La raison est, que par des Lettres-patentes du 9 Octobre 1700, enregistrées au Parlement le premier Février 1701, le Roi a expressément permis à la Dame de Gouvernet de disposer en faveur de ses enfans étant actuellement en France, des biens qu'elle y a laissés & qui lui sont échus jusqu'au 20 Octobre 1699, par donation entre-vifs, ordonnance de dernière volonté ou autrement, ainsi qu'elle aviseroit, & comme elle auroit pu faire si elle étoit restée dans le Royaume; dérogeant à cet effet Sa Majesté à l'Edit du mois de Janvier 1689. Cette Loi particulière, établie en sa faveur, ne permet plus de remonter à une Loi générale à laquelle le Roi a bien voulu déroger.

Il est vrai que ces Lettres-patentes paroissent limitées aux biens qu'elle avoit en France; mais si les Lettres-patentes ne parlent que des biens qu'elle avoit en France, c'est que le Roi n'a pas pensé lui-même que l'Edit de 1689 pût la gêner sur la disposition des biens qu'elle avoit en Angleterre; car s'il les avoit regardés comme soumis aux Loix de France, il n'y auroit eu aucune raison de lever l'obstacle de l'Edit de 1689 pour une partie des biens de Madame de Gouvernet, & de le laisser subsister pour l'autre; au contraire, il auroit été même de l'intérêt de l'Etat de lui permettre encore plus la disposition des biens qu'elle avoit en Angleterre que de ceux qu'elle avoit en France, puisque ce n'étoit qu'en faveur de ses enfans demeurans dans le Royaume qu'on lui permettoit de disposer, & qu'il convenoit à l'intérêt de l'Etat que la propriété des biens qu'elle avoit en Angleterre fût assurée à des Sujets du Roi.

Quoi qu'il en soit, il y a un dilème qui paroît décisif sur ces Lettres-patentes : ou les biens que Madame de Gouvernet avoit

en Angleterre étoient soumis aux Loix de France, ou il n'y étoient pas soumis. S'ils étoient soumis aux Loix de France, l'Edit de 1689 l'empêchoit d'en disposer; mais aussi dans ce cas les Lettres-patentes de 1700 l'ont rétablie dans sa première liberté; & si ces biens n'étoient pas soumis aux Loix de France, en ce cas l'Edit de 1689 ne pouvoit les concerner, & Madame de Gouvernet avoit toujours eu la liberté d'en disposer à son gré. Ainsi dans aucun cas on ne peut attaquer, en vertu de l'Edit de 1689, la disposition qu'elle a faite des biens qu'elle avoit en Angleterre.

2°. Quand Madame de Gouvernet n'auroit pas obtenu les Lettres-patentes de 1700, elle auroit toujours eu la liberté de disposer des biens qu'elle avoit en Angleterre, par deux raisons qui paroissent sensibles. La première est que l'Edit de 1689 ne peut jamais s'entendre que des biens situés dans le Royaume & sujets à la domination du Roi, puisque Sa Majesté en donne l'administration aux enfans, se réserve d'en distribuer les revenus, & en attribue la succession aux héritiers légitimes qu'ils auront en France lors de leur décès. On ne peut pas dire que le Roi ait entendu comprendre dans ces dispositions les biens situés hors du Royaume, qui ne pouvoient jamais être soumis à ses Loix.

Biens situés hors du Royaume ne sont l'objet de Loix contre les Religionnaires.

La seconde raison est que les motifs de cet Edit ne peuvent jamais s'appliquer qu'aux biens de France. Ces motifs, comme on l'a dit, étoient d'empêcher que les revenus ne fussent portés en pays étrangers, & qu'on ne disposât aussi des fonds pour en faire sortir le prix du Royaume, ou pour les transmettre à des personnes suspectes; mais tout cela ne s'appliquoit qu'aux biens que les personnes retirées du Royaume y avoient laissés. On vouloit les conserver pour l'intérêt de l'Etat, mais on n'avoit rien à craindre pour les biens qu'ils avoient hors du Royaume, & ce qu'on pouvoit desirer au contraire étoit que, par des dispositions faites au profit des Sujets du Roi, ces biens un jour pussent passer en France.

Ainsi ni le texte, ni les motifs de l'Edit ne peuvent jamais s'appliquer aux biens que Madame de Gouvernet avoit en Angleterre. Comment donc n'auroit-elle pas eu la liberté d'en disposer? Les Loix générales permettent à chaque propriétaire de vendre, de léguer, de donner tout ce qu'il a; il faut pour gêner cette liberté naturelle, pour être privé de cette faculté, quelque titre, quelque Loi singulière qui en ait ordonné autrement; mais on ne



voit aucune Loi qui ait ôté à Madame de Gouvernet le droit de disposer de ses biens d'Angleterre; on ne peut donc donner atteinte à ses dispositions.

On ne peut pas dire que l'Edit de 1689 ait établi contre ceux qui sont sortis du Royaume avec permission une interdiction générale telle qu'elle s'opère par la mort civile; en sorte qu'ils n'aient plus aucune part à tous les actes de la société; une pareille peine ne se supplée point quand elle n'est point écrite. Tout ce qu'on trouve dans l'Edit se réduit à des précautions pour les biens laissés en France, & à empêcher qu'on n'en fasse passer les revenus ou le prix soit en pays étranger, soit entre les mains de personnes suspectes; mais ces précautions ne s'étendent pas jusqu'à ôter aux personnes retirées le pouvoir que les Loix communes des Nations leur donnent sur ce qui est étranger au Royaume.

Au surplus, à quoi se réduisent les dispositions faites par Madame de Gouvernet? Elle a vendu ou légué à son petit-fils demeurant en France une partie des biens qu'elle avoit en Angleterre. Si elle en avoit disposé en faveur de quelques Anglois, on ne pourroit empêcher l'effet de ses dispositions; faut-il qu'elles demeurent sans effet, parce qu'elles sont à l'avantage d'un Sujet du Roi, de son petit-fils, de l'aîné de sa famille? On ne voit rien qui autorise les coups qu'on veut leur porter.

3°. La Sentence du Châtelet ne peut être opposée à M. de Gouvernet. On prétend qu'il n'avoit point rapporté alors les Lettres-patentes de 1700 qui lui fournissent un moyen si puissant. Quoi qu'il en soit, il en a interjetté appel, & sur cet appel le sieur Abbé de Gouvernet & M. de Virville se sont desistés du bénéfice de cette Sentence par une transaction qui termine beaucoup d'autres contestations. La Sentence ne peut donc plus faire ni une fin de non-recevoir, ni même un préjugé.

*Délibéré à Paris ce . . . . .*

Religionnaires fugitifs ne sont frappés de mort civile par l'Edit de 1689.



## XXVII. CONSULTATION.

*Enfant légataire au-dessous de sa légitime , qui veut revenir contre le testament après l'avoir exécuté.*

**L**E Conseil soussigné , sur la question de savoir si un pere ayant legué au cadet de ses deux fils une certaine somme pour tous les droits qu'il pourroit prétendre dans sa succession , ce fils après avoir reçu depuis sa majorité les intérêts de la somme léguée tous les six mois , & en avoir donné quittance , seroit exclus de demander sa légitime s'il laissoit écouler dix années entieres depuis sa majorité , en recevant ainsi de terme en terme les intérêts de la somme léguée ; ou s'il suffiroit , pour empêcher la fin de non-recevoir , qu'il fit une protestation secrette chez un Notaire contre ses quittances , pour se réserver l'action de légitime : Est d'avis que la protestation ne peut jamais être d'aucun secours , & que si la fin de non-recevoir étoit acquise par le laps de dix années , la protestation ne seroit point un préservatif capable de proroger l'action & le tems de la former.

Protestations  
contre les ac-  
tes libres ne  
sont valables.

Quelle en est la raison ? C'est que les protestations contre un acte libre & volontaire ne sont jamais considérées en Justice. Si cela étoit , on ne pourroit jamais compter sur rien de certain , & tous les engagements que l'on contracte seroient illusoires , puisqu'on seroit toujours en état de les rendre inutiles par une protestation secrette.

Protestation  
en cas de vio-  
lence dispose  
à en admettre  
la preuve.

Ce n'est que dans le cas de la contrainte & de la violence que ces protestations peuvent être de quelque secours , parce qu'elles disposent à admettre plus facilement la preuve de la contrainte , quand on voit que l'on a réclamé dans le tems même de l'acte & de la violence. Mais dans le cas d'une liberté entiere , agir d'une façon ouvertement , & se réserver en secret la liberté de revenir contre ce qu'on a fait , c'est vouloir tromper ceux avec qui l'on a des intérêts à discuter.

Il n'y a donc ici qu'une seule question à examiner , qui est de savoir si la persévérance pendant les dix années de la majorité à recevoir les intérêts de la somme léguée peut faire une fin de non-recevoir contre l'action de légitime.

Cette



Cette question peut souffrir quelque difficulté, parce que la faveur de la légitime est si grande qu'un enfant ne peut en être privé sans une renonciation bien expresse & bien formelle.

Dans l'ancien Droit Romain, toute approbation du testament d'un pere, plus ou moins expresse, suffisoit pour exclusion de la querelle d'inofficiosité. Cette politique romaine étoit trop dure : L'Empereur Justinien, dans la Loi 35 au code *de inofficioso*, a exigé une renonciation plus précise à la légitime. Si le fils s'est contenté, dit cette Loi, de recevoir ce que son pere lui a laissé, ou a promis de le recevoir, sans ajouter qu'il n'avoit plus rien à prétendre pour se remplir, il ne se fera par-là aucun préjudice à lui-même, & sera toujours en droit de demander que sa légitime lui soit fournie; il faut donc qu'il déclare spécialement qu'il est content de ce qu'on lui a laissé, & qu'il ne prétendra rien de plus.

*Generaliter definimus quando pater minus legitimâ portione filio reliquerit, si filius post obitum patris hoc quod relictum vel donatum est simpliciter agnoverit, non adjiciens nullam sibi superesse de repletione quæstionem, nullum sibi filium facere præjudicium, sed legitimam partem repleti, nisi hoc specialiter in apochâ scripserit, quod contentus relictâ vel datâ parte de eo quod deest nullam habeat quæstionem: tunc enim omni exclusâ querelâ paternum amplecti compelletur judicium.* Il semble donc que, dans l'espece proposée, le cadet ayant simplement reçu son legs, ou les intérêts de son legs, il ne soit pas exclus de demander sa légitime; & comme l'action de légitime dure trente ans, il semble que la persévérance pendant dix ans ne puisse pas opérer une fin de non-recevoir.

Cependant une circonstance singuliere pourroit apporter un grand obstacle à la demande à fin de supplément de légitime, & faire cesser l'application de la Loi. Quand un pere a légué purement & simplement une certaine somme à son fils, & que le fils a reçu aussi purement & simplement, il n'y a rien qui marque une volonté énie de se contenter de la somme léguée pour tous droits de légitime; mais quand le pere dans son testament a déclaré qu'il léguoit cette somme pour tenir lieu à l'enfant de tous droits dans sa succession, & que l'enfant a reçu en conséquence, les quittances qu'il a données relatives au legs sont censées contenir cette même clause pour tous droits qu'il pouvoit prétendre dans la succession; & par conséquent on retombe dans le cas où la Loi même que l'on vient de citer exclut de la légitime. Quand l'enfant a reçu purement

Droit Civil  
adouci quant  
à la légitime  
par Justinien.

Quand l'enfant, en recevant un legs inférieur à sa légitime, déclare ne rien prétendre de plus, toute action lui est interdite.

& simplement, *non adjiciens nullam sibi superesse de repletionem quaestionem*, en ce cas il peut encore demander sa légitime; mais quand au contraire il a déclaré qu'il ne prétendoit rien de plus, en ce cas toute action lui est interdite. Or, c'est déclarer qu'on ne prétend rien de plus que de recevoir un legs qui est fait avec cette clause expresse, que c'est pour tous les droits que l'enfant peut prétendre.

D'ailleurs, ce renouvellement de quittances de fix mois en fix mois semble ajouter quelque chose à la simple réception passagère d'une somme payée en une seule fois. Il semble que l'enfant ait dû faire plus de réflexions sur ses droits, en recevant si souvent en conséquence du testament de son père.

Du moins seroit-ce trop hasarder de la part de l'enfant que de laisser passer les dix années; quand même la fin de non-recevoir tirée des dix années pourroit être surmontée, ce seroit au moins s'exposer gratuitement à un procès difficile; & il semble que la prudence exige que l'on prévienne une difficulté si sérieuse.

*Délibéré à Paris ce . . . . .*

## XXVIII. CONSULTATION.

### *Etendue de clauses de substitution.*

**L**E Conseil souffigné qui a vu le Mémoire de Dame Marie-Anne Defaliés, épouse de M. de Garderes, Conseiller au Parlement de Pau, & de la Demoiselle sa sœur, & un extrait du testament de Dame Marie Riolan, des 19 & 20 Janvier 1671: Est d'avis des résolutions suivantes.

Sur les différentes dispositions de ce testament on élève plusieurs questions qui se réduisent à deux objets généraux. Le premier est de savoir, si la Dame de Landresse étoit chargée de substitution au jour de son décès pour tous les biens venus de Marie Riolan. Le second, qui sont ceux qui se trouvent appelés à la substitution plus ou moins étendue dont elle étoit grevée.

Par rapport au premier objet, la testatrice a fait deux legs particuliers aux enfans de Jean Riolan; l'un, de sa maison, Place



Maubert; l'autre, d'une Ferme qu'elle avoit à Choisy; & au sur-plus les a fait ses légataires universels pour la moitié des biens dont elle n'avoit pas disposé.

Elle a fait de même à Dame Marie Bartet, qui a été mariée depuis au sieur de Landresse, un legs particulier d'une maison à Paris rue Saint-Pierre, & l'a nommée avec la Dame Bartet sa sœur sa légataire universelle pour l'autre moitié de ses biens.

Tout ces legs, tant particuliers qu'universels, contiennent des substitutions; il faut les examiner sur chaque objet pour en connoître l'étendue.

La maison Place Maubert forme un legs particulier au profit des enfans de Jean Riolan; & dans l'article 37 qui le contient, les Légataires sont chargés de substitution en faveur de leurs enfans & descendans d'eux indéfiniment.

L'article 38 contient un autre legs aux mêmes enfans de la Ferme de Choisy, à la même condition de substitution au profit de leurs enfans & descendans d'eux indéfiniment. Enfin l'article 39 ajoute quelques autres conditions au legs de la maison de Choisy, & finit par ces termes : *entendant ladite Dame, en explication du présent article, qu'au cas que les enfans légataires & substitués vinssent à décéder sans enfans, lesdits héritages & Fermes retourneront aux plus proches & ligne des Riolan, sans qu'aucuns autres qu'eux y puissent succéder.*

La question est de savoir, si cette dernière clause qui charge tous les descendans de substitution envers les collatéraux de la ligne des Riolan, s'applique également & à la maison de la Place Maubert, & à la Ferme & héritages de Choisy; ou si elle n'est que pour les biens de Choisy seulement. Mais à cet égard la difficulté n'est pas grande; la testatrice a fait deux legs distincts & séparés aux mêmes enfans de Jean Riolan, l'un de la maison Place Maubert, l'autre de la Ferme de Choisy. Le premier legs est chargé de substitution envers leurs descendans indéfiniment, sans parler des collatéraux. Le second contient aussi la même substitution; mais à la suite de ce second legs la testatrice ajoute la clause ci-dessus qui paroît clairement limitée aux biens de Choisy. 1°. La clause commence par ces termes : *entendant ladite Dame en explication du présent article.* Ces termes sont décisifs; ce qu'elle va dire ne s'applique qu'au présent article, c'est-à-dire, au legs de la Ferme de Choisy, & non à l'article précédent, c'est-à-dire, à la maison de la Place Maubert. Il semble que la testatrice ait voulu prévenir l'équivoque que l'on

pourroit faire ; ce qu'elle va déclarer ne concerne que le présent article. 2°. Ce qu'elle entend, c'est que lesdits héritages & Ferme retourneront aux plus proches de la ligne des Riolan, faute de descendans de la ligne des légataires. Elle ne parle point-là de maisons, mais d'héritages & Ferme, ce qui ne convient point à la maison de la Place Maubert.

Il faut donc convenir que la maison de la Place Maubert n'étoit point substituée aux collatéraux des enfans de Jean Riolan, & que les légataires n'ayant point eu d'enfans, la Dame de Landresse n'a pu recueillir cette maison que comme leur héritière, & non comme substituée ; & qu'ainsi elle l'a possédée librement,

A l'égard de la maison, Ferme & héritages de Choisy, légués aussi aux enfans de Jean Riolan, il est certain que la substitution n'est pas seulement en faveur de leurs enfans, mais encore en faveur des plus proches de la ligne des Riolan. Ainsi les deux enfans de Jean Riolan, légataires de cette Ferme, étant morts sans enfans, la substitution a été ouverte en faveur des plus proches de la ligne des Riolan. Mais la Dame de Landresse comme plus proche ayant recueilli, étoit-elle grevée elle-même de substitution pour raison de cette Ferme envers ses descendans ? C'est ce qu'on examinera dans la suite.

Si elle avoit été grevée de substitution pour la Ferme & héritages de Choisy envers ses descendans, la substitution auroit fini dans sa personne pour la moitié qui avoit appartenu à Isaac Riolan, l'aîné des enfans de Jean Riolan. La raison en est sensible : Isaac étoit institué pour une moitié ; il est mort sans enfans ; le sieur de Chalencour son frere a recueilli cette moitié comme premier substitué ; & étant mort lui-même sans enfans, la Dame de Landresse a recueilli après lui la même moitié comme seconde substituée, ce qui a épuisé les degrés de l'Ordonnance. Ainsi, quelque étendue qu'on voulût donner à la substitution, elle seroit toujours éteinte pour la moitié dans laquelle Isaac étoit institué, & il n'y auroit que l'autre moitié dans laquelle le sieur de Chalencour a été institué qui pût passer aux descendans de la Dame de Landresse par voie de substitution, parce que le sieur de Chalencour étant institué, la Dame de Landresse n'a été pour cette moitié que la première substituée.

Quant au legs universel partagé par moitié entre les enfans de Jean Riolan, d'une part, la Dame de Landresse & sa sœur, de l'autre, la substitution en est indéfinie tant en faveur des descen-



dans de ceux qui y prennent part, qu'au défaut de descendans en faveur des plus proches de la ligne des Riolan. Ainsi il est certain, 1°. que la part qui est échue à la Dame de Landresse est substituée à tous ses descendans; 2°. que la part qu'Isaac Riolan y a prise a été substituée à son frere, & ensuite à la Dame de Landresse, en la personne de laquelle cette part est devenue libre, puisqu'elle a rempli à cet égard le second degré de substitution; 3°. que la part du sieur de Chalencour, frere d'Isaac, a été aussi substituée à la Dame de Landresse comme plus proche de la ligne de Riolan. Mais pour cette part du sieur de Chalencour dans le legs universel, la Dame de Landresse étoit-elle grevée de substitution envers ses enfans? C'est la même question que celle qu'on a proposée ci-dessus pour la moitié du sieur de Chalencour dans la Ferme de Choisy, & sur laquelle on a réservé à s'expliquer.

Pour décider cette question, il faut observer que l'article 39 pour la Ferme de Choisy ne fait que substituer, au défaut des descendans de Jean Riolan, les plus proches de la ligne des Riolan, sans grever ces plus proches parens mêmes de substitution envers leurs descendans. Il en est de même de l'article 111 pour le legs universel; il est dit qu'à défaut de descendans des institués, les biens passeront *au plus proche parent du côté & ligne des Riolan*, sans que ce parent, après avoir recueilli, soit grevé d'aucune substitution. Si l'on s'arrêtoit à ces articles, on trouveroit que la Dame de Landresse auroit possédé librement la moitié de la Ferme de Choisy & la part du legs universel dont le sieur de Chalencour avoit été institué héritier.

Mais l'article 114 paroît établir le contraire; car il y est dit que si la ligne des Riolan vient à manquer avant la substitution finie, tous les biens qui leur auront été légués ou substitués par le présent testament appartiendront à la ligne des du Perray & autres du côté paternel. Il résulte de-là que toute la ligne des Riolan est appelée, puisqu'elle est toute grevée envers d'autres lignes, suivant la maxime si connue dans cette matiere: *nemo oneratus nisi honoratus*; par conséquent le plus proche de la ligne des Riolan qui recueille demeure grevé envers ses descendans, puisque ses descendans sont eux-mêmes grevés envers la ligne des du Perray & autres.

On croit donc que la Dame de Landresse a possédé librement la maison de la Place Maubert; qu'elle a possédé de même, sans aucune charge de substitution, la moitié qu'Isaac de Riolan

Quiconque  
est grevé est  
appelé,

a eue dans la maison & Ferme de Choisy, & la part qu'il a eue dans le legs universel, parce qu'à cet égard elle a rempli le dernier degré de la substitution. Mais on estime qu'elle est demeurée grevée tant pour les parts du sieur de Chalencour, soit dans la maison de Choisy, soit dans le legs universel, que pour la maison de la rue Saint-Pierre & pour sa portion dans le legs universel.

Par rapport au second objet, qui est de savoir en faveur de qui a été ouverte la substitution dont la Dame de Landresse a été grevée, il n'y a que ses enfans vivans au jour de son décès qui soient fondés à réclamer ce droit; & la Dame de Garderes ni la Dame sa sœur n'y peuvent rien prétendre.

La regle générale en matiere de substitutions est qu'on ne peut recueillir par voie de représentation de celui qui étoit appelé. La vocation est un droit personnel; & quand celui qui est appelé vient à décéder avant que la substitution soit ouverte à son profit, il ne transmet point son droit à ses enfans. Il est vrai que le Parlement de Toulouse a sur cela une Jurisprudence qui lui est particuliere; mais comme les biens sont situés dans la Coutume de Paris, la Jurisprudence qui y est en vigueur est la seule qu'on doive tenir, & cette Jurisprudence est de n'admettre ni représentation, ni transmission dans les fidéicommiss.

A la vérité, quand la vocation n'est pas en faveur de certaines personnes ou de certains degrés expressément désignés, mais que le fidéicommiss en général est établi en faveur de la famille, ou d'une certaine ligne de la famille, alors on présume que le testateur n'ayant désigné aucune personne ni aucun degré, il a voulu que sa substitution fût déférée suivant l'ordre ordinaire des successions, en sorte que la représentation y eût lieu dans tous les cas où elle seroit admise pour la succession *ab intestat*.

Mais dans la substitution dont il s'agit, la testatrice n'a appelé ni la famille en général, ni certaines lignes indéfiniment. Dans la substitution de la maison de la rue Saint-Pierre, elle appelle les enfans & descendans de la Dame de Landresse, & à leur défaut le plus proche de la ligne de Riolan. Les enfans au premier degré sont donc appelés avant les descendans plus éloignés, & à leur défaut, dans la ligne de Riolan, c'est le plus proche qui est appelé. Ainsi, plus on examine les clauses du testament, plus on est convaincu que, pour la substitution dont la Dame de Landresse étoit grevée, ses enfans doivent être préférés à ses petits-enfans; ce qui prouve évidemment qu'elle ne s'est attachée qu'à la pro-

Substitué qui  
décède avant  
l'ouverture  
de la substitu-  
tion ne trans-  
met son droit.



ximité, & par conséquent qu'elle a exclu la représentation par laquelle un parent plus éloigné pourroit se mettre au même rang que le plus proche.

Il en est de même de la substitution qu'elle fait du legs universel ; c'est aux enfans & descendans des institués, & à leur défaut au plus proche de la ligne de Riolan ; d'où il résulte que c'est toujours la proximité qui détermine la vocation.

Il est vrai que dans l'article 114 il est dit en général que si la ligne de Riolan venoit à manquer, les biens passeroient aux lignes des du Perray & autres, & que par-là il semble que les lignes soient appelées confusément, ce qui pourroit être regardé comme une substitution faite à la ligne ou à la famille en général. Mais, en premier lieu, cette vocation faite collectivement ne regarderoit tout au plus que la ligne des du Perray & autres, & non la ligne de Riolan dans laquelle c'est limitativement le plus proche qui est appelé ; en second lieu, on estime même que l'expression du plus proche dans la ligne de Riolan sera censée répétée, & doit être suppléée pour les autres lignes, étant à présumer que la testatrice, toujours animée du même esprit, s'est proposé le même ordre.

*Délibéré à Paris ce . . . . .*

## XXIX. CONSULTATION.

*Si une clause de testament contient un simple fidéicommiss ;  
ou un legs actuel & présent.*

**L**E Conseil souffigné qui a vu la clause du testament de Dame Anne Portal, veuve du St Matte, par laquelle elle *donne & legue au sieur André Portal son frere de pere seulement, pour l'amitié qu'elle lui porte, la somme de 6000 livres qu'il retirera sur le plus clair de ses biens après le décès de Susanne Portal sa sœur & héritière* ; sur la question de savoir si cette somme de 6000 livres peut être demandée par les héritiers d'André Portal qui est mort après la testatrice, mais avant Susanne Portal : Est d'avis que les héritiers d'André Portal sont bien fondés à demander les 6000 livres. La raison est que le legs de 6000 livres est fait directement à André Portal, dont le droit a été formé irrévocablement au moment du décès de la testatrice, & par conséquent a fait partie

Disposition  
qui ne fait  
que suspendre le paiement du legs.

de sa succession. Il est vrai qu'en même tems que la propriété des 6000 livres lui a été acquise par le décès de la Dame Marie sa sœur consanguine, il n'auroit pas pu en demander le paiement, parce qu'il est dit dans le testament qu'il ne retirera cette somme qu'après le décès de l'héritière; mais cette disposition ne fait que suspendre le paiement & la jouissance, sans empêcher que la propriété ne lui ait été acquise & n'ait par conséquent passé à ses héritiers. Cette distinction est parfaitement établie par la clause même : *Je donne & legue à mon frere, pour l'amitié que je lui porte, la somme de 6000 livres*; voilà une disposition présente qui produit son effet dans l'instant de la mort de la testatrice; c'est un don, c'est un legs direct qui fait passer la propriété immédiatement de la testatrice à son frere : *qu'il retirera après le décès de ma sœur*; voilà le paiement suspendu & renvoyé à un tems incertain; *dies cessit, nondum venit*.

Différence  
entre fidéi-  
commis &  
legs actuel.

Il en seroit autrement si la testatrice, en instituant sa sœur héritière, l'avoit chargée de rendre après sa mort 6000 livres à André Portal son frere; en ce cas ce seroit un fidéicommiss qui ne seroit acquis à André Portal qu'en cas qu'il survécût Susanne Portal; & l'espérance du fidéicommiss n'auroit point été transmise aux héritiers d'André, par la raison que Susanne Portal en ce cas auroit été propriétaire des 6000 liv. pendant sa vie; car le grevé de substitution est propriétaire, quoique chargé de rendre. Tant que cette propriété réside sur la tête de l'héritier, le fidéicommissaire n'a qu'une simple espérance, & cette espérance ne passe point à ses héritiers. Mais quand la propriété est léguée directement à quelqu'un, en conservant seulement la jouissance à l'héritier, alors le légataire de la propriété a un droit formé & irrévocable qui est transmis à ses héritiers avec les autres biens de sa succession.

Il est à la vérité des cas où l'héritier paroît réduit par le testament au simple usufruit, en même tems que la propriété est léguée à un autre, & où la Loi reconnoît cependant que le légataire n'a en sa faveur qu'un simple fidéicommiss; mais pour cela il faut que la volonté du testateur se manifeste par quelques termes dont on puisse induire un fidéicommiss. Par exemple, j'institue Titus mon héritier dans un tel bien, voulant qu'après sa mort il le rende à Mœvius, & qu'il se contente de l'usufruit. Quoique le testateur ait parlé d'usufruit, cependant la Loi juge que la propriété même est laissée à l'héritier, à la charge du fidéicommiss; parce que l'héritier est institué, parce qu'il  
est



est chargé de rendre , ce qui suppose nécessairement qu'il est saisi de la propriété ; le testateur a regardé la propriété grevée comme un simple usufruit ; & si l'expression n'est pas exacte , l'intention est certaine & elle doit être seule consultée.

Intention certaine prévaut à l'expression,

Il n'en est pas de même quand la propriété est léguée directement à celui qui ne doit recevoir & qui ne doit jouir qu'après la mort d'un autre. S'il n'y a point d'autre clause , d'autres expressions dont on doive induire un fidéicommiss , la propriété léguée est irrévocablement acquise au légataire après la mort du testateur , & passe à ses héritiers , quoique le tems du paiement & de la jouissance ne soit pas encore arrivé.

En un mot , la simple espérance d'un fidéicommiss ne se transmet point , parce que celui qui est appelé à ce fidéicommiss n'est point encore propriétaire ; mais la propriété directement léguée se transmet , parce que cette propriété est *in bonis* du légataire , & par conséquent fait partie de sa succession. Il faudroit donc , pour contester le droit des héritiers d'André , soutenir qu'il n'étoit pas légataire de la propriété , il faudroit soutenir qu'il n'étoit que simple fidéicommissaire ; mais la clause du testament ne présente point cette idée ; la somme de 6000 livres lui est donnée & léguée. Il est vrai qu'il ne la doit retirer qu'après la mort de Susanne , mais celui dont le paiement est suspendu pendant la vie d'un autre n'est pas moins propriétaire pour cela.

L'espérance d'un fidéicommiss ne se transmet,

Le terme même dont se sert la testatrice , *qu'il retirera* , confirme ce sentiment. Retirer une somme après la mort d'un autre , c'est reprendre son bien , un bien qui nous étoit propre , un bien qui nous étoit acquis , & dont la simple jouissance appartenoit à un autre.

Ainsi l'on est persuadé que , s'il n'y a point d'autre clause dans le testament qui puisse faire regarder le legs de 6000 livres , comme un simple fidéicommiss , cette somme ayant été acquise à André en propriété , a passé à ses héritiers.

*Délibéré à Paris ce . . . . .*



## XXX. CONSULTATION

*Etendue & franchise d'une donation par contrat de mariage.*

**L**E Conseil souffigné qui a vu un Mémoire sur les clauses d'un contrat de mariage de personnes domiciliées à Peronne : Est d'avis, sur la premiere question, que la donation faite dans ce contrat de mariage *d'une maison à Peronne, avec tous les meubles meublans, ustensiles d'Hôtel & de ménage, & généralement tous les effets qui se trouveront dans ladite maison*, doit comprendre l'argenterie, les livres, les habits, linges, bijoux & armes du défunt, le vin étant en cave, les bleds trouvés dans les greniers de la maison, & non ceux qui se sont trouvés dans des greniers que le défunt avoit loués. Il en feroit autrement s'il n'avoit donné que les meubles meublans & les ustensiles d'Hôtel & de ménage ; mais ce qui donne une si grande étendue à la donation, ce sont les derniers termes de la clause, & *généralement tous les effets qui se trouveront dans ladite maison* ; car ces termes embrassent tout ce qui se trouve d'effets en nature.

Mais quelque générale que soit cette disposition, les redevances en bled ou en argent qui étoient échues & non payées à la mort du mari, non plus que les billets & obligations, ne sont pas compris dans la donation, parce que ce ne sont pas des effets réels & existans en nature, mais de simples actions qui ne sont pas plus dans un lieu que dans un autre. On ne croit pas même que la clause comprenne l'argent comptant qui étoit dans la maison, parce qu'on ne peut pas dire que l'argent soit un effet, ni du nombre des effets qui sont dans une maison.

Sur la seconde question, tous les fonds de terre qui appartenoient au mari, lors du contrat de mariage, dans les terroirs qui sont nommés, doivent appartenir à la veuve donataire, quand même il se trouveroit plus de quatre-vingt-seize mesures. La raison est que le mari n'a pas dit qu'il donnoit quatre-vingt-seize mesures ou environ, situées dans tels ou tels lieux, mais qu'il donnoit tous les immeubles qui lui appartiennent dans ces terroirs, consistant en quatre-vingt-seize mesures ou environ. La premiere volonté, le premier objet du donateur est de tout

Arrérages  
& fermages,  
billets & argent comptant ne sont compris dans la donation de tous les meubles & effets qui sont dans la maison.

Différences d'expressions concernant la mesure des terres données.



donner ; s'il parle ensuite de la consistance , ce n'est pas pour limiter sa libéralité , mais seulement par forme d'indication. Que l'indication soit plus ou moins exacte , il est toujours certain qu'il a donné les immeubles qui lui appartenoient dans les lieux exprimés.

Sur la troisième question , la portion qui appartenoit au frere en démence , dans les mêmes cantons , ne peut jamais être comprise dans la donation , quand même elle seroit nécessaire pour composer les quatre-vingt-seize mesures , par la raison que quand le mari auroit voulu donner ce qui appartenoit à son frere , il ne l'auroit pas pu. Mais la disposition est claire , il donne tous les immeubles qui lui appartiennent ; on ne peut donc pas prétendre qu'il ait donné ni voulu donner ce qui ne lui appartenoit pas.

Sur la quatrième question , la donation faite à la femme ne peut passer pour universelle. On ne donne que les effets qui se trouveront dans une telle maison , & les immeubles situés dans certains territoires limitativement ; ce n'est point une donation de tous biens , ni de tous biens d'une certaine espèce , ni d'une quotité ; tout est fixé à des objets particuliers. La donataire n'est donc pas obligée de contribuer au paiement des dettes.

Donataire particulier ne contribue aux dettes.

Sur la cinquième , le deuil de la veuve est à la charge des héritiers , comme les autres dettes & charges de la succession.

Deuil de la veuve donataire est à la charge des héritiers.

Sur la sixième , il est certain que la veuve renonçant à la communauté est en droit de reprendre les 3000 livres qu'elle y avoit apportées. La clause du contrat de mariage est expresse ; la veuve , en cas de renonciation , doit tout reprendre , même les 3000 liv. c'est une convention bien formelle , & l'on est ici précisément dans le cas.

Sur la septième , si la veuve accepte la communauté , les 3000 liv. que le mari y a mises appartiendront à la veuve , n'y ayant aucune clause dans le contrat de mariage qui en donne la reprise en ce cas aux héritiers du mari.

Sur la huitième , la question de savoir s'il est avantageux d'accepter la communauté ou d'y renoncer , est un point de fait qui dépend de différentes opérations de calcul , pour comparer ce qui doit revenir à la veuve dans les différens cas.

*Délibéré à Paris ce. . . .*

## XXXI. CONSULTATION.

*Rente en bled constituée à prix d'argent en 1348, est non rachetable.*

**L**ES Souffignés qui ont vu copie de l'acte de 1348, par lequel les Chanoinesses d'Estein, du consentement de Berthold, Evêque de Strasbourg, ont aliéné pour 1040 livres trois cens réseaux de bled à prendre sur les dîmes qui leur appartenoient en plusieurs villages, & le Mémoire des Chartreux de Molsheim, qui ont acquis les deux tiers de cette rente en 1435 : sur la question de savoir si le Chapitre de Strasbourg, qui est au droit de ces Chanoinesses, peut se décharger de la rente, en remboursant aux Chartreux le prix pour lequel elle a été créée : Sont d'avis que la prétention du Chapitre n'est pas fondée, & qu'il ne peut être admis au rachat.

C'est à la vérité un principe aujourd'hui constant parmi nous, que toute rente créée à prix d'argent est rachetable, en rendant par le débiteur au créancier le capital de la rente; mais ce n'est pas par ce principe moderne qu'il faut juger de la stabilité de l'acte de 1348. Les rentes constituées à prix d'argent n'étoient pas tant regardées comme rentes constituées, que comme des ventes & des aliénations du fonds jusqu'à concurrence de la rente; c'est pourquoi on ne les admettoit point alors à moins que le débiteur n'eût un fonds sur lequel elle pussent être prises: & il falloit même faire un assignat de la rente sur le fonds; en sorte qu'à proprement parler le fonds étoit aliéné en partie; & comme il est de la nature de la vente d'être perpétuelle & irrévocable, ces sortes de rentes ainsi créées n'étoient point rachetables, à moins que la faculté de rachat ne fût stipulée par le contrat.

Aussi dans l'ancienne Jurisprudence le créancier de la rente n'étoit-il point obligé de s'opposer au décret, comme le Seigneur n'est point obligé de s'opposer pour les cens, & comme encore le décret ne purge point les rentes foncières dans les Coutumes de Normandie & de Bretagne. Il étoit dû des droits au Seigneur pour la création de la rente, de même que pour la vente du fonds, ce qui n'a été changé dans la Coutume de Paris que par l'arrêt du 10 Mai 1551, rapporté à la fin de la Dissertation de M. de Lauriere sur le tenement de cinq ans.



C'étoit donc un principe alors que les rentes créées à prix d'argent étoient perpétuelles & non rachetables. Dumoulin qui, dans son *Traité des contrats usuraires*, s'est tant élevé pour établir la nécessité de conserver au débiteur la liberté du rachat, convient, n. 128, que si la rente avoit été constituée au denier vingt, qui étoit alors le prix ordinaire des fonds, on auroit pu stipuler qu'elle ne sera point rachetable. Si l'on pensoit ainsi dans un tems où l'on commençoit à juger que la faculté du rachat étoit naturelle & inhérente à toute constitution de rente, & que l'on ne pouvoit pas y renoncer; il est aisé de concevoir que deux cens ans auparavant, tems où la rente dont il s'agit a été créée au profit des Chartreux ou de ceux qu'ils représentent, l'usage que la rente constituée à prix d'argent pût être perpétuelle & non rachetable, étoit encore bien plus affermi.

C'est sur ce fondement que, par l'Edit de 1708, pour le rachat des rentes de Dauphiné, le Roi a ordonné que toutes les rentes en grain qui existoient avant 1451 ne pouvoient être rachetées. Il n'est donc pas naturel que l'on puisse regarder comme rachetable une rente créée à perpétuité en 1348, suivant les principes que l'on suivoit alors.

Aussi dans l'acte même se sert-on du terme de *vente & d'affignat*, pour faire voir qu'il y avoit une sorte de tradition des dîmes, jusqu'à concurrence de trois cens réseaux. Il ne faut pas que, sous prétexte des principes qui se sont introduits depuis, on change la nature d'une rente établie perpétuelle & non rachetable dans son origine.

Il n'y avoit aucune Loi qui défendît de faire de pareilles stipulations, aucune Jurisprudence qui s'y opposât, c'étoit au contraire un usage constant de traiter ainsi; il faut donc que le traité demeure dans toute sa force; d'autant plus que la rente étoit proportionnée à la valeur des 1040 liv. donnés. On prétend même que par les évaluations des monnoies de ce tems-là & du prix des réseaux de bled, la rente ne produisoit guere que l'intérêt du prix au denier vingt; c'est-à-dire, que l'on auroit pu acheter des fonds au même prix; & c'est le cas où, selon M<sup>e</sup> Charles Dumoulin, les Docteurs convenoient encore, deux cens après, que l'on pouvoit stipuler une rente non rachetable.

Dans ces circonstances, la défense des Chartreux paroît bien facile, & l'on croit que le Chapitre de Strasbourg ne peut insister dans sa demande.

*Délibéré à Paris le. . . .*

## X X X I I. CONSULTATION.

*Si les Religieux devant qui passe la Proceſſion du Saint Sacrement , doivent aller au-devant comme autrefois.*

**L**ES Souffignés qui ont vu une expédition de l'Arrêt du Parlement du 23 Mai 1524, qui enjoint aux Communautés de Paris, devant lesquelles la Proceſſion du Saint Sacrement doit paſſer, de tenir honorablement parés les lieux deſtinés au paſſage de la Proceſſion, & de venir devant leurs portes, avec ornemens & encenſoirs, pour faire honneur & adorer le Saint Sacrement; copie de l'Arrêt ſur Requête obtenu le 29 Mars dernier par le Curé de Saint-André-des-Arcs, contre les Peres Auguſtins du grand Couvent, & l'aſſignation donnée en conſéquence le 30 du même mois : Sont d'avis, que la demande du Curé de Saint-André-des-Arcs eſt mal fondée, que les Peres Auguſtins ſont en droit de former oppoſition à l'Arrêt ſur requête, & qu'ils peuvent conclure à ce que le Curé de Saint-André-des-Arcs ſoit débouté de toutes ſes demandes.

Elles ont trois objets. 1°. De tenir les lieux devant leſquels paſſe le S. Sacrement honorablement parés. 2°. De venir à leur porte au devant du Saint Sacrement avec ornemens & encenſoirs pour l'adorer. 3°. Que défenſes leur ſoient faites de faire le même jour leur Proceſſion au dehors.

Par rapport au premier objet, les Peres Auguſtins y ont toujours ſatisfait, il ne falloit pas former de demande pour cela.

Pour le ſecond, c'eſt une cérémonie qui ne s'obſerve par aucune Communauté de Paris, excepté celles dans les Eglises deſquelles la Proceſſion entre. Alors la Communauté vient juſqu'à la porte extérieure recevoir & adorer le Saint Sacrement : c'eſt ce que les Peres Auguſtins ont toujours fait lorſque la Proceſſion de Saint-André-des-Arcs entroit dans leur Eglise; mais cet uſage ayant changé depuis plus de trente ans, l'uſage de venir au devant de la Proceſſion a auſſi changé, & en cela les Peres Auguſtins n'ont fait que ce qui ſe pratique dans toutes les Communautés de Paris, ſans que Meſſieurs les Curés s'en ſoient jamais plaint. Pourquoi donc faire un reproche aux Peres Auguſtins d'un uſage général & ſi ancien ?



Il est vrai que l'Arrêt de 1524 avoit prescrit cette cérémonie ; mais soit qu'elle n'eût été ordonnée que par rapport à la circonstance des tems où les erreurs sur la présence réelle commençoient à se répandre , & que l'on ait cru dans la suite que la créance publique bien affermie sur ce point n'avoit plus besoin que l'on multipliât les témoignages de la foi ; soit que ce devoir des Communautés devînt même à charge au Public , par la nécessité de faire arrêter trop souvent les Processions ; un usage contraire , un usage uniforme & immémorial a prévalu. Il ne faut donc plus réclamer un titre qui est demeuré sans exécution depuis si long-tems.

Raisons de ne plus observer un ancien Arrêt de Règlement.

Quant au troisieme objet , l'exposé même du Curé de Saint-André-des-Arcs prouve que de tems immémorial les Peres Augustins ont fait au dehors la Procession dont il se plaint. Elle s'est faite au vu & au su des Curés de Saint-André-des-Arcs , & de Messieurs les Archevêques de Paris qui l'ont approuvée. Il y a donc une possession très-ancienne ; & personne n'ignore que dans tout ce qui est de pure cérémonie publique , l'usage immémorial décide. Il est toujours contre la regle de vouloir innover ce que nos peres , ce que nos prédécesseurs ont approuvé : il n'est pas permis de le combattre ; c'est faire injure aux grands hommes dont nous devons nous faire une loi de suivre les exemples.

Usage immémorial décide en ce qui est de pure cérémonie publique.

Les Peres Augustins ne sont pas la seule Communauté Régulière qui soit dans cette possession , les Peres Cordeliers , les Religieux de la Mercy sont dans cet usage. Des Chapitres qui n'ont aucun territoire sortent de même hors de leurs Cloîtres ; tel est celui de Saint-Honoré , celui de Saint-Jacques-l'Hôpital. Ils vont en Procession dans l'étendue des Paroisses qui les environnent. Il en est de même des Prêtres qui desservent l'Hôpital des Quinze-Vingts , & d'une infinité d'autres. Cela ne sert qu'à étendre , qu'à multiplier le culte Divin.

Par-là , les Eglises qui vont en Procession ne prétendent pas s'attribuer un territoire ; cela pourroit être dangereux entre plusieurs Paroisses , parce qu'on pourroit en tirer des préjugés pour leur étendue , mais pour des Communautés qui ne peuvent jamais avoir de territoire , il n'y a aucun inconvénient qui puisse alarmer Messieurs les Curés. On croit donc que la possession dans cette matiere doit être respectée.

Route des Processions tire à conséquence entre Paroisses.

*Délibéré à Paris le . . . .*

## XXXIII. CONSULTATION.

*Aliénation de biens de mineurs.*

**L**E Conseil souffigné, qui a vu le Mémoire concernant la vente de la Terre de Houdan faite à Madame la Marquise de Castellane par l'aïeul paternel de Mademoiselle de Brosse, fille de Madame de Castellane, le 25 Mai 1718 : Est d'avis que, dans la these générale, le contrat de vente ne peut pas se soutenir.

Les formalités prescrites par les anciens & nouveaux réglemens pour la vente des biens des mineurs n'ont point été observées. 1°. Il n'y a point eu d'estimation préalable de la Terre de Houdan; au contraire, l'aïeul qui vend en 1718 reconnoît que le prix de la vente a été convenu entre les Parties. Il se charge de rapporter une estimation, c'est-à-dire, d'y faire procéder, car on n'en énonce aucune comme ayant été faite auparavant; mais outre que cette estimation promise n'a point été faite, on peut dire que quand elle auroit été faite depuis le contrat, elle ne pourroit jamais en couvrir le vice, puisqu'il y auroit présomption qu'on l'auroit fait faire de concert à un prix ou égal ou plus foible que celui du contrat, dans la vue de lui donner plus de force & plus d'autorité qu'il n'en avoit par lui-même. Il faut donc compter qu'il n'y a point ici d'estimation, & par conséquent que la vente ne peut pas se soutenir.

Défaut d'estimation annule les ventes de biens de mineurs.

Estimation nécessaire, quoiquel'avis de parens ne l'exige.

Ce moyen est d'autant plus puissant, que l'avis de parens du 14 Septembre 1714, portoit que les terres qui seroient vendues seroient préalablement prisées & estimées par Experts qui seroient nommés par le plus prochain Juge Royal. Il est vrai que l'on parle d'un second avis de parens qui autorise le tuteur onéraire à abandonner des terres à la mere de la mineure, sans faire mention d'aucune estimation préalable; mais quand on n'auroit jamais parlé d'estimation dans les avis de parens, cette formalité seroit toujours indispensable, puisque sans cela le tuteur ne peut pas connoître la juste valeur du bien qu'il aliene, & qu'actuellement les Juges ne peuvent pas savoir si, eu égard au prix que les biens valoient en 1718, la mineure n'a point été lésée.

2°. S'il n'y avoit pas d'estimation, il falloit du moins con-

sulter



sulter la famille sur le prix dont on convenoit avec la mere, les parens auroient pu donner un avis utile à la mineure, & prendre des précautions pour ses intérêts. Mais sans les consulter, le tuteur vend seul, & pour un prix arbitraire, une terre considérable; c'est ce qui ne paroît pas pouvoir être autorisé en Justice.

A moins que l'avis de parens n'équivaille à une estimation.

3°. Il n'y a eu ni publications, ni affiches, ni enchères, quoique ces formalités soient prescrites par le Règlement du 9 Avril 1630, confirmé par celui de 1722. Il est vrai que ce dernier moyen peut souffrir de la difficulté, parce qu'il ne s'agissoit pas de vendre le bien de la mineure à un étranger, mais de le délaisser à la mere en paiement de ses reprises & conventions matrimoniales, ce qui ne paroît pas exiger les mêmes solemnités. On regarde ces sortes de délaissemens comme des accommodemens de famille qui sont extrêmement favorables. La mere créancière en deniers veut bien se contenter d'être payée en fonds: si l'on faisoit faire des publications & que l'on reçût des enchères, ce seroit la mettre dans la nécessité de se rendre adjudicataire comme un étranger, ce seroit agir entre la mere & l'enfant à la dernière rigueur, ce qui ne paroît pas convenable. On a donc peine à croire que l'on puisse exiger des publications, des affiches, des enchères & une adjudication, quand il s'agit de payer une mere avec un bien de sa fille mineure.

Moins de formalités quand on donne des biens d'un mineur à sa mere en paiement de ses reprises.

4°. Si l'avis de parens de 1716 étoit rapporté, & qu'il autorisât le tuteur onéraire à délaisser à la mere des fonds pour la payer, le contrat de vente de 1718 fait par le tuteur honoraire seul ne pourroit pas se soutenir. C'est un moyen important, qu'il faut absolument éclaircir, & qui deviendra encore plus décisif, si par des circonstances particulières on justifie que l'aïeul tuteur honoraire avoit fait des arrangemens personnels pour sa pension de 10000 liv. qui l'obligeoient de ménager la mere à qui il a abandonné la Terre de Houdan. Cette intelligence entre l'aïeul paternel & la mere peut être d'un très-grand secours dans l'objet que l'on se propose; mais on ne peut pas en juger exactement sans voir les actes énoncés dans le Mémoire.

Vente de biens de mineur par qui n'en a pas le pouvoir.

Enfin, si l'on joint à tous ces moyens de forme la lésion au fond, on ne pourra pas refuser à la mineure de la rétablir dans la propriété & possession de sa Terre. Il paroît que cette Terre rapportoit 10000 l. de revenu suivant la contre-lettre du premier Septembre 1717. Mais une Terre de 10000 livres de revenu ne

Depuis longtemps les terres n'ont été au-dessous du denier 25.

pouvoit pas être vendue au denier vingt en 1718. Il est rare qu'en aucun tems une terre soit vendue moins que le denier vingt-cinq. Si ce fait est encore justifié, on croit qu'il fortifiera beaucoup le droit de la mineure.

Raisons de  
ne pas plaider

Il n'y auroit donc ici que la qualité des Parties qui pourroit faire de la peine. 1°. C'est entreprendre un procès contre sa mere. 2°. L'entreprendre pour un objet assez médiocre, puisqu'il faudroit rendre 200000 l. d'argent comptant pour avoir 10000 liv. de revenu. 3°. Critiquer des actes que l'on peut regarder comme des accommodemens de famille entre la mere & l'enfant, qui ne demandent pas d'aussi grandes précautions & autant de solennités que si on traitoit avec un étranger. Tout ce que l'on peut dire est que la rigueur du droit est en faveur de la mineure; mais qu'elle peut être bien balancée par la qualité des Parties.

*Délibéré à Paris, le . . .*

## XXXIV CONSULTATION.

### *Élection d'un enfant d'un des Eligibles prédécédé.*

**L**E Conseil soussigné, qui a vu le Mémoire de M. Thibaut Dumas de Fombrange, Conseiller au Parlement de Guyenne; EST D'AVIS, sur la premiere question, que la derniere nomination faite par Madame de Lescours dans son testament de 1717, de la personne de M. Dumas pour recueillir les biens compris dans les testamens de Finette, Marie & Marguerite, Religieuses, doit avoir son effet, sans qu'on puisse lui opposer le premier testament de Madame de Lescours de 1685.

Le droit d'élection ne peut être exercé d'une maniere irrévocable par un testament qui est un acte toujours chancelant pendant la vie de la testatrice. L'élection participe nécessairement au caractère de l'acte dans lequel elle est faite; il n'en faudroit pas davantage pour faire tomber celle dont il s'agit, suivant les principes établis par Henrys, tome premier, livre 5, question 10; principes qu'il confirme par le sentiment des plus célèbres Jurisconsultes, & par un Arrêt du 27 Juillet 1658.

D'ailleurs, cette élection cachée dans le testament de 1685 ne pouvoit jamais balancer l'autorité du contrat de mariage de 1691, dans lequel Madame de Lescours donne à Madame Dumas sa



filles 45000 liv. pour tous droits paternels , maternels , fraternels & fororaux , à l'effet de quoi elle nomme , en tant que de besoin , Madame Dumas pour recueillir les portions héréditaires de ses sœurs Religieuses jusqu'à concurrence de ce qui sera nécessaire pour fournir les 45000 liv. car quoique cette nomination ne soit que subsidiaire , & en tant que de besoin , il est certain cependant que si la nomination portée par le testament de 1685 , en faveur de M. de Lescours , avoit été irrévocable , on n'auroit pas pu nommer depuis M. Dumas même subsidiairement , parce que les biens des Religieuses appartenant en entier à M. de Lescours en vertu de la nomination , n'auroient pu servir à remplir Madame Dumas de ces 45000 liv. On a donc reconnu dans le contrat de mariage que la nomination précédente ne lioit point Madame de Lescours , & qu'elle pouvoit encore nommer depuis Mademoiselle de Lescours sa fille ; mais si elle l'a pu nommer en partie par le contrat de mariage , elle l'a pu nommer depuis pour la totalité.

Ce qui fortifie ce moyen , est que M. de Lescours a assisté au contrat de mariage de sa sœur , qu'il l'a signé , & qu'il l'a encore approuvé par l'acte qu'il a passé avec Madame sa mere en 1712. Il est vrai qu'on pourra dire qu'il ignoroit le testament de 1685 , par lequel il avoit été élu : mais c'est ce qui prouve de plus en plus que l'élection faite par un testament ne peut pas être irrévocable , puisqu'étant ignorée , elle seroit une source d'erreurs & de fausses démarches , qui ne serviroient qu'à tromper la famille & celles qui pourroient s'y allier.

On ne peut donc jamais opposer le testament de 1685 , ni au contrat de mariage de 1711 , ni au testament de 1717 : on ne peut pas faire prévaloir la premiere élection à la seconde.

On ne peut pas dire non plus que M. Dumas fils ne fût pas éligible , parce que la mere ne pouvoit élire qu'un des freres ou sœurs des Religieuses ; car on est persuadé que les enfans d'un des éligibles sont éligibles eux-mêmes , quand leur pere ou mere sont décédés ; autrement la mort d'un des éligibles qui laisse des enfans renfermeroit le choix entre les survivans de ses freres & sœurs ; & sa ligne seroit nécessairement excluse contre l'intention de celui ou de celle qui a établi le droit d'élire ; ce qui n'est pas proposable. Il faut convenir cependant que plusieurs Auteurs ont été de sentiment contraire , entr'autres M. Claude Henrys , tome premier , livre 5 , chap. 4 , question 63 , qui cite pour ce parti Fabert & Fernand.

Mais M<sup>e</sup> Bretonnier, dans sa note sur cette question, convient que le contraire a été jugé par un Arrêt du Parlement de Paris, du 12 Février 1692, confirmatif d'une Sentence du Châtelet, dans l'espece d'une mere qui avoit été chargée de rendre la succession de son mari à une de ses filles, & qui avoit élu le fils de sa fille puînée prédécédée. Cette élection fut contestée par la fille aînée, qui soutint que le petit-fils n'étoit pas éligible ; mais par Sentence du Châtelet rendue sur les conclusions de M. d'Aguesseau alors Avocat du Roi, & à présent Chancelier de France, l'élection fut confirmée, & la Sentence elle-même fut confirmée par l'Arrêt de 1692, lors duquel M<sup>e</sup> Bretonnier plaidoit pour la fille aînée appellante.

M<sup>e</sup> Bretonnier ajoute que la Peyrere est du même avis qu'Henrys, & que néanmoins cet Auteur convient qu'il a vu des Arrêts du Parlement de Bordeaux qui ont confirmé l'élection du petit-fils, ce qui seroit très-favorable à M. Dumas.

Mais ce qui paroît lever toute difficulté, est que lors du testament de 1717, Madame de Lescours n'avoit plus d'enfans au premier degré ; enforte qu'il falloit que le droit d'élection devînt caduc ou que Madame de Lescours pût élire entre les petits-enfans. On ne croit donc pas que cette élection puisse être contestée.

Sur la seconde question, le délaissement fait par Madame de Lescours de la maison de Fombrange doit aussi avoir son effet, & cela indépendamment du pouvoir donné à Madame de Lescours par la transaction de 1712. La raison en est évidente, c'est que la maison de Fombrange faisoit partie des biens abandonnés à Madame de Lescours par la transaction de 1684. Il est vrai que c'étoit pour la remplir de ce qui lui appartenoit tant en propriété qu'en usufruit ; mais comme on soutient dans le Mémoire qu'il lui appartenoit en propriété plus que la valeur de cette maison, rien n'a pu l'empêcher de la donner à Madame Dumas sa fille.

On ne croit pas même qu'il fallût regarder la transaction de 1712, comme un simple mandat qui finissoit à la mort du fils ; c'est un accord, c'est une convention parfaite qui engage le fils & ses héritiers. Le fils a consenti que la mere établît une loi immuable dans la famille, ses enfans ne peuvent rétracter ce consentement ni y donner atteinte.

*Délibéré à Paris, ce . . . . .*



## XXXV. CONSULTATION.

*Donation par celui à qui il étoit défendu de disposer.*

**L**E Conseil soussigné qui a vu le Mémoire de M. de Fresne contre M. de Rochechouard; la copie du testament mutuel de M. & Madame de Rochechouard, du premier Janvier 1708; l'acte d'autorisation donné par M. de Rochechouard à Monsieur son fils, le 17 Avril 1727, & les deux donations des années 1727 & 1732; EST D'AVIS sur la premiere question qui concerne la validité de ces donations :

1°. Que la premiere ne peut plus faire le titre de M. de Rochechouard, se trouvant révoquée par la seconde. Cette révocation de tous testamens & de toutes donations à cause de mort est expresse; ainsi la premiere ne peut plus subsister quand même la seconde seroit nulle, parce qu'il suffit qu'il y ait une preuve certaine du changement de volonté, pour que le premier titre soit anéanti. Quoique ce soit toujours M. de Rochechouard pere qui soit donataire dans l'une & dans l'autre, son fils a voulu qu'il reçût en vertu de la seconde, & non en vertu de la premiere : il ne peut donc rien prétendre du chef de la premiere, & d'autant moins que la seconde contient une substitution vulgaire au profit de M. l'Abbé de Damas; ce qui opere un changement dans la premiere, & met absolument dans la nécessité de s'attacher à la seconde seule.

2°. Il paroît plus difficile de donner atteinte à la seconde; elle est attaquée par des moyens de forme & par des moyens du fond. Dans la forme, on prétend que toute donation à cause de mort ayant été proscrire par l'Ordonnance de 1731, celle-ci tombe dans le cas de la prohibition; mais ce moyen qui paroît décisif trouve sa réponse dans l'Arrêt d'enregistrement de cette Ordonnance au Parlement de Dijon, qui a réservé expressément les donations à cause de mort dans la Bourgogne telles qu'elles avoient lieu auparavant, ce qui ne permet pas de douter que ce Parlement ne confirme toutes celles qui ont été faites sur la foi de cette modification. Il est inutile de dire que le Parlement n'a pu modifier l'Edit; car outre que le Parlement ne doutera pas de son pouvoir, & que ce seroit une foible ressource de mettre toute sa confiance dans une demande en cassation, le Roi même

Donations  
à cause de  
mort valables  
en Bourgo-  
gne depuis  
l'Ordon. de  
1732.

est censé avoir approuvé cette modification, n'ayant point envoyé des Lettres de jussion pour un enregistrement pur & simple. Peut-être que sur la foi de cette modification il a été fait dans la Province un grand nombre de donations à cause de mort. Faudra-t-il renverser l'état d'un grand nombre de familles qui se reposent sur un titre public émané du Tribunal souverain de la Province ? On ne croit donc pas qu'il faille compter sur ce moyen.

Prohibition  
d'aliéner n'est  
souvent qu'un  
conseil.

Au fond la donation est-elle nulle, parce que le testament de Madame de Rochechouard contenoit une prohibition de disposer avant l'âge de 25 ans, & que M. de Rochechouart fils, en 1732, n'avoit que 19 ans ? Ce moyen de nullité ne paroît pas solide. En effet la prohibition d'aliéner ou de disposer toute seule n'est regardée que comme un simple conseil, *nudum præceptum*, & ne forme point une substitution fidéicommissaire en faveur des héritiers *ab intestat* : c'est la décision précise des Loix 38, ff. 4 & 93, au dig. *de legatis*; 3°. & sur le fondement de ces Loix tous les Jurisconsultes ont établi cette maxime. On en peut voir un grand nombre citées par Peregrinus, *de fideicommissis*, art. 14.

Prohibition  
d'aliéner  
quand se con-  
vertit en fi-  
déicommis.

Il est vrai que quand il paroît que la prohibition d'aliéner & de disposer a été faite en faveur de certaines personnes, alors elle se convertit en fidéicommis en leur faveur, parce que le testateur n'ayant défendu d'aliéner, que pour leur conserver ses biens, il est juste de déférer à sa volonté, & qu'on ne le peut faire qu'en trouvant un fidéicommis tacite dans la défense qu'il a faite.

Mais par la même raison quand il paroît que la défense d'aliéner ou de disposer n'a été faite qu'en faveur de certaines personnes, & que depuis elles sont décédées, alors le fidéicommis tacite cessant, la défense d'aliéner ne doit plus être considérée, parce que ceux qui voudroient s'en plaindre, n'ayant point été l'objet de la prohibition, n'ont aucune action ni aucune qualité pour révoquer les aliénations.

Dans le testament de Madame de Rochechouard il paroît que la défense d'aliéner n'est pas pure & simple; elle n'avoit alors qu'une fille, mais elle étoit en état d'avoir plusieurs enfans dans la suite, & elle en a eu en effet; c'est pour cela qu'elle laisse ses propres à sa fille & aux autres enfans qu'elle pourroit avoir. C'est à la suite de cette disposition qu'elle ajoute : voulant que lesdits enfans nés & à naître n'en puissent disposer avant l'âge de vingt-cinq ans, & que si aucuns d'eux décèdent avant ledit âge de majorité ou que d'être mariés, ceux qui leur survivront leur



soient substitués. On ne croit pas que ces deux parties de la clause puissent être divisées. La prohibition de disposer avant l'âge de vingt-cinq ans n'est établie que parce que la mere a voulu que si un des enfans venoit à mourir avant vingt-cinq ans, les autres fussent substitués : c'est donc une défense d'aliéner qui n'est pas pure & simple, mais aussi dont l'effet est limité à certaines personnes, au-delà desquelles la prohibition cesse; en sorte que le dernier des enfans, quoique non parvenu à l'âge de vingt-cinq ans, rentre dans la pleine liberté de disposer. La mere ne défend pas purement & simplement de disposer avant l'âge de vingt-cinq ans; ce qu'elle ajoute aussi-tôt, que si quelques-uns meurent avant vingt-cinq ans, les autres lui seront substitués, fait connoître que ce n'est que pour cet objet seul qu'elle a établi la défense de disposer.

Mais quand on pourroit détacher la premiere clause de la seconde, & qu'on regarderoit la défense de disposer comme pure & simple, on retomberoit dans le cas des Loix ci-dessus citées, qui décident que la prohibition pure & simple n'est que *nudum præceptum*, & n'induit aucun fidéicommiss.

Ainsi ou la défense de disposer est pure & simple, ou elle est relative à la substitution qui suit. Si elle est pure & simple, elle n'opere aucune substitution; si elle est relative, elle ne produit d'effet qu'en faveur de ceux qui sont appelés à la substitution; & comme il n'y a que les freres & sœurs survivans qui soient appelés, M. de Rochechouard fils, n'ayant ni freres ni sœurs lorsqu'il a disposé, a pu disposer valablement.

Si l'on objecte que cette défense de disposer jusqu'à un certain tems est établie en faveur des enfans pour empêcher qu'ils ne soient surpris, & pour venir à leur secours dans un tems de foiblesse & de facilité qui pourroit leur être funeste; que d'ailleurs la défense de tester est bien différente de la prohibition d'aliéner, & que les Auteurs, qui regardent la prohibition d'aliéner comme un simple conseil, décident que la défense de tester jusqu'à un certain âge opere une incapacité absolue pendant ce tems : la réponse est que la défense portée au testament de M. de Rochechouard ne paroît pas avoir eu pour objet de garantir les enfans qui viendroient à décéder avant vingt-cinq ans des surprises auxquelles la foiblesse de leur âge pourroit les exposer; le testament n'en dit rien, & indique au contraire que ce n'est que l'intérêt des survivans qui a donné lieu à cette défense. D'ailleurs on n'estime pas qu'un pere & une mere, sans faire de substitution, puissent

Différence  
entre la pro-  
hibition d'a-  
liéner & celle  
de tester.

Peres & meres ne peuvent par testament priver leurs enfans de la capacité de disposer à l'âge marqué par la Loi.

Défense de tester n'emporte substitution.

priver un enfant de la liberté naturelle que la Loi lui donne de disposer à un certain âge de ses biens.

La capacité des enfans ne dépend pas de la volonté des pere & mere ; ils peuvent imposer une charge aux biens qu'ils donnent, mais ils ne peuvent pas changer la capacité personnelle qu'on ne tient que de la Loi seule.

Il est vrai que quelques Auteurs semblent avoir pensé que la défense de tester emportoit substitution en faveur des héritiers *ab intestat* ; mais ce sentiment ne paroît pas soutenable ; car si cela étoit , celui à qui on défend de tester ne pourroit pas non plus aliéner , & ainsi la prohibition particuliere se convertiroit en prohibition générale , & la prohibition générale ne se réduiroit plus à un simple conseil , quoique les Loix & les Jurisconsultes établissent tous ce principe. D'ailleurs quand Godefroy sur la Loi *qui filium, dig. ad Trebel.* dit que *vetans testari, videtur rogare de hereditate restituendâ venientibus ab intestato* , il ajoute aussi-tôt *imò non videtur, lege mando, dig. de leg. 2.* Fusarius qui suppose d'abord que la prohibition de tester opere substitution en faveur des héritiers *ab intestat* , restreint ce sentiment par tant d'exceptions qu'il le détruit en quelque maniere. Entre ces exceptions , il dit que s'il y a des substitués par le même acte qui porte la défense de tester , les héritiers *ab intestat* ne peuvent se prétendre appelés , *limitatur quando essent aliqui substituti.* Il ajoute pour seconde exception, que si la défense est faite en faveur de celui à qui elle est adressée, elle se réduit à un simple conseil. Pour quatrieme, que si celui à qui on fait défense , a un co-héritier , elle n'est censée faite qu'en faveur du co-héritier. Toutes ces exceptions trouvent ici leur application pour établir la capacité du fils de M. de Rochechouard , qui avoit survécu à ses freres & sœurs.

Au surplus il ne s'agit point ici d'une défense de tester , mais de disposer , qui est plus générale , & qui est la même chose que la défense d'aliéner.

Sur la seconde question qui concerne la jouissance des propres , elle devient inutile , si M. de Rochechouard pere a acquis la pleine propriété des biens par la donation à cause de mort que son pere lui a faite. Mais dans le cas même où il ne seroit pas devenu propriétaire , il est certain que la jouissance lui seroit toujours acquise par le testament de Madame de Rochechouard. Il est vrai que selon le même testament le survivant venant à se marier ne conserve l'usufruit que jusqu'à la majorité de ses enfans , & qu'au contraire ne se mariant point il le doit avoir pendant toute sa



sa vie; mais ces deux parties de la clause sont également relatives aux enfans, & pour leur intérêt seul : & puisque le survivant se marie pendant la vie de ses enfans ne perd l'usufruit que du jour de leur majorité, il est évident que se marie après la mort de ses enfans, il n'y a plus de terme qui fasse cesser son usufruit que sa mort même.

*Délibéré à Paris ce . . . . .*

## XXXVI. CONSULTATION.

### *Succession & Testament en Normandie.*

**L**E Conseil souffigné qui a vu le présent Mémoire : Est d'avis, sur la premiere question, que le mari & la femme, tous deux domiciliés en Normandie lors de leur mariage, & mariés suivant la Coutume de cette Province, n'ont point été en communauté entr'eux suivant l'article 389 de cette Coutume; en sorte que toutes les acquisitions faites par le mari dans l'étendue de cette Coutume ont dû appartenir aux enfans après la mort de leur pere, sans que leur mere y ait dû prendre aucune part. La femme ne peut avoir en Normandie qu'un douaire qui consiste dans la jouissance du tiers des biens que le mari possédoit lors de son mariage, & de ceux qui lui sont échus depuis en ligne directe, art. 367, avec le tiers des meubles de son mari qui a laissé des enfans, art. 392; & cependant les conquêts faits en Normandie pendant le mariage ne sont sujets à aucune de ces deux actions: ainsi on ne voit aucun droit acquis à la veuve. Il auroit néanmoins été bon de rendre compte de ce qui s'est passé par rapport à elle, depuis 1720 que son mari est décédé jusqu'en 1734 qu'elle est morte, étant impossible que pendant ce tems il n'y ait eu quelque arrangement qui pourroit servir de Loi dans la famille.

Sur la seconde, la fille en Normandie n'est point héritiere quand elle a des freres. Si elle n'est point mariée, elle peut demander un mariage avenant, ce qui n'est regardé que comme une créance sur la succession & non une part héréditaire, art. 249 & 357. Mais quand elle a été mariée, quelque modique qu'ait été sa dot, elle doit s'en contenter, & ne peut demander ni mariage avenant, ni portion héréditaire, art. 250. Il est vrai

Acquêts faits par le mari durant le mariage ne sont sujets en Normandie à l'action de la veuve pour son douaire, ni pour son tiers des meubles.

Dans la Coutume de Normandie mariage avenant n'est succession, mais créance.

En Norman-

die ; il n'est  
dû ni mariage  
aveuant , ni  
légitime à  
fille mariée  
& dotée.

qu'au préjudice de ces regles établies par la Coutume , elle permet au pere de réserver sa fille mariée à succession , art. 258 ; auquel cas elle partage avec ses freres comme feroit un puîné mâle ; mais suivant tous les Commentateurs , cette réserve doit être expresse.

Fille dotée en  
avancement  
d'hoirie est  
censée réservée à partage  
entre Normands domiciliés dans la  
Province.

Question  
mixte sur le  
cas où des  
Normands  
viennent demeurer à Paris , y marient leur fille  
& lui donnent en mariage une  
somme en  
avancement  
d'hoirie.

Dans le fait particulier , la fille a été mariée & dotée ; mais par le contrat de mariage du 18 Avril 1714 les pere & mere , en lui constituant une dot de 200000 livres , ont déclaré que c'étoit en avancement d'hoirie de leurs successions futures ; ce qui fait naître la question de savoir si cette clause opere une réserve à succession ou partage. Cette question peut être susceptible de difficulté. Si les pere & mere nés & mariés en Normandie avoient continué d'y demeurer , & qu'ils y eussent eu le centre de leur fortune , on pourroit croire que cette clause seroit suffisante pour donner à la fille le droit de partager les biens de Normandie ; mais les pere & mere étant domiciliés à Paris lorsqu'ils ont marié leur fille , & ayant des biens considérables qui se régissoient par la Coutume de Paris , on est persuadé que la clause ne peut s'entendre que d'un avancement d'hoirie pour les successions auxquelles elle étoit appelée par les Coutumes. Les pere & mere ont regardé leur fille comme étant de droit leur héritiere , & par cette raison , il étoit naturel de ne lui donner qu'en avancement d'hoirie de ses successions qui lui étoient destinées par la Loi ; mais que par-là les pere & mere aient prétendu lui donner plus de droit qu'elle n'en avoit par les Coutumes , c'est ce qu'on ne peut pas se persuader , & ce qui paroît avoir été condamné par les deux Arrêts de 1644 & de 1680 , rapportés par Basnage sur l'art. 258. On ne croit donc pas que , dans ces circonstances , la fille ainsi mariée puisse demander partage dans les biens de Normandie.

Sur la troisieme question : en supposant que la fille ne puisse succéder en Normandie comme n'étant pas réservée à succession , on ne lui doit rien sur les biens de cette Coutume , pas même un mariage aveuant , suivant l'article 250 , qui porte *que si rien n'a été promis à la fille lors de son mariage , rien n'aura* ; mais s'il lui étoit dû un mariage aveuant , la réduction à la légitime , portée par le testament du pere , ne pourroit le diminuer , parce que les pere & mere en Normandie ne peuvent avantager leurs enfans au préjudice les uns des autres , quand même ils renonceroient à la succession.

Sur la quatrieme : si le mariage aveuant étoit dû , il seroit dû



sur les deux successions des pere & mere , parce que la fille a été dotée par tous les deux en avancement d'hoirie , & que c'est la même regle qui doit être observée pour les biens du pere & pour ceux de la mere.

Sur la cinquieme question : les pere & mere ayant été mariés en Normandie où ils étoient domiciliés , & suivant la Coutume de cette Province, il n'y a eu aucune communauté entre eux , & quoiqu'ils soient venus demeurer depuis à Paris & y aient fait des acquisitions , la femme ne peut pas prétendre un droit de communauté sur ces biens , parce que la communauté est indivisible , & que c'est la Loi qui régissoit les conjoints lors de leur mariage , qui doit seule être consultée ; ce qui répond en même tems à la sixieme question.

Sur la septieme ; il est certain que le legs universel ne peut pas donner au fils aîné plus de droit sur les biens de Normandie qu'il n'en a par la Coutume , parce que cette Coutume est absolument exclusive & prohibitive de tous avantages entre les enfans. C'est la disposition de l'article 434. Ce legs universel peut même faire naître de plus grandes difficultés ; car on pourra dire à l'aîné que s'il renonce à la succession pour accepter le legs universel , il ne peut rien prétendre en Normandie , la Coutume défendant de donner à un de ses héritiers , & tout ce qui est donné ou légué étant sujet à rapport dans la succession. Mais on ne croit pas que cette difficulté fût bien fondée. Il est vrai qu'en Normandie on ne peut donner à un de ses enfans plus qu'aux autres , & que soit que l'enfant accepte la succession , soit qu'il y renonce pour se tenir à son don , il ne peut être avantagé : mais comme cette disposition n'a pour objet que de conserver l'égalité , l'enfant donataire ou légataire peut conserver & faire valoir le legs jusqu'à concurrence de la portion héréditaire qu'il devoit avoir en Normandie ; en sorte que prenant à titre de légataire en Normandie ce qu'il auroit eu à titre d'héritier , il peut demeurer ailleurs légataire universel. Autrement un pere ayant des biens en Normandie & dans d'autres Coutumes , ne pourroit jamais faire d'avantage à un enfant sur les biens des autres Coutumes , sans priver ce même enfant de la part qu'il devoit avoir dans les biens de Normandie , ce qui causeroit trop d'embarras dans les familles.

Ainsi le fils aîné , légataire universel , doit , en vertu de ce titre , prendre dans les autres Coutumes tout ce qu'elles permettent de donner pour avantager un des enfans au préjudice des autres ,

Fillelégataire  
peut prendre  
en Norman-  
die jusqu'à  
concurrence  
de ce que la  
Coutume lui  
doit pour  
portion héré-  
ditaire , & de-  
meurer légat-  
aire dans les  
autres Cou-  
tumes.

& en Normandie, dans la même qualité de légataire universel, ce qu'il auroit eu à titre d'héritier *ab intestat*.

Pour la fille, si elle ne se tient pas à sa dot, elle aura sa légitime dans les autres Coutumes, sans rien prendre en Normandie, parce qu'elle a été mariée du vivant de ses pere & mere; mais en prenant sa légitime, il faut qu'elle rapporte sa dot ou qu'elle l'impute; & pour cela, il convient de faire une contribution de la dot par Coutume, pour voir quelle portion paroît lui avoir été donnée pour la remplir du mariage avenant qu'elle auroit dû avoir en Normandie, parce qu'après avoir fait cette contribution, la portion de la dot qui représente le mariage avenant demeurera à la fille pour ses droits en Normandie, encore qu'elle soit plus foible que le mariage avenant, & le surplus de la dot fera sujet à rapport ou à imputation sur la légitime qui sera due dans les autres Coutumes.

*Délibéré à Paris le. . . .*

## XXXVII. CONSULTATION.

### *Mouvance de l'Evêché de Metz.*

**L**E Conseil souffigné qui a vu le Mémoire des Princes de Hesse, héritiers de la Maison de Hanau; plusieurs investitures anciennes données, tant par les Empereurs, que par les Evêques de Metz, des Fiefs qui ont passé de la Maison de Lichtenberg en celle de Hanau & des Deux-Ponts; l'Arrêt du Conseil d'Etat du 22 Février 1717, obtenu par Jean-René Comte de Hanau, par lequel il est ordonné qu'en faisant par lui la foi & hommage à la Chambre des Comptes de Metz des Fiefs qui étoient ci-devant mouvans de l'Evêché de Metz, il lui en sera donné investiture semblable à celles qui avoient été précédemment accordées par les Evêques de Metz; & l'Arrêt du Conseil d'Etat du 17 Mars 1736, obtenu par M. de Saint-Simon, Evêque de Metz, par lequel le Roi lui donne un délai de deux ans pour rendre la foi & hommage du temporel de l'Evêché de Metz, & cependant Sa Majesté lui permet de jouir & d'user des droits féodaux & autres dépendans du temporel de son Evêché qui sont actuellement échus, même de se faire servir & reconnoître par tous les vassaux de l'Eglise de Metz, de leur faire reprise des



Fiefs, Domaines & droits qu'ils tiennent légitimement, suivant l'usage & coutume des lieux, à l'effet de quoi lui permet de faire contre ses vassaux toutes poursuites au Bailliage de son Evêché, & en cas d'appel en la premiere Chambre du Conseil d'Alsace.

Est d'avis, que les questions principales que l'on peut agiter pour les Princes de Hesse, se réduisent à deux objets. Le premier, de savoir si les Seigneurs de Liebenberg & d'Ochsenstein & Fiefs en dépendans, peuvent être regardés comme étant encore dans la mouvance de l'Evêché de Metz. Le second, si ces Fiefs sont seulement masculins, & si M. l'Evêque de Metz en pourroit disposer par l'extinction de la ligne masculine de la Maison de Hanau. Il semble que ces questions soient actuellement prématurées, & qu'il faudroit attendre pour les agiter que M. l'Evêque de Metz eût attaqué les Princes de Hesse, soit pour la réunion, soit pour la reprise de leurs Fiefs : cependant, comme on ne peut pas douter que cet objet n'entre pour beaucoup dans ses vues, & qu'il seroit à craindre d'ailleurs que M. l'Evêque de Metz ne commençât par exécuter son Arrêt contre des vassaux ordinaires de son Evêché qui ne résisteroient point à son entreprise, ce qui lui donneroit une sorte de possession & procureroit un nouveau poids à son Arrêt, il peut être essentiel de le prévenir, & de voir quel parti on doit prendre sur les questions proposées.

Sur la premiere, qui regarde la mouvance, il paroît que la Maison de Liebenberg, fondue depuis pas filles dans celle de Hanau, & enfin fondue de même aujourd'hui dans celle de Hesse, possédoit de grands Fiefs dans l'Alsace; que de ces Fiefs une partie relevoit immédiatement de l'Empire, & une partie de l'Evêché de Metz qui étoit alors Membre de l'Empire, & qui étoit tenu en souveraineté; c'est ce qui résulte des différentes investitures prises en même tems des Empereurs d'une part & des Evêques de Metz de l'autre. Pour les Fiefs qui étoient mouvans immédiatement de l'Empire, on ne peut pas douter qu'ils ne soient actuellement mouvans du Roi, puisque la Souveraineté de l'Alsace & des Trois Evêchés se trouve cédée à la Couronne par les Traités de Munster & de Ryswick. Le Roi a donc succédé aux droits que l'Empire avoit dans ces Provinces, & par conséquent à sa mouvance : voilà une partie qui ne peut souffrir de difficulté.

Pour les Fiefs qui relevoient de l'Evêché de Metz, la question paroît plus épineuse, parce qu'on ne voit rien qui ait dépouillé précisément les Evêques de Metz de leur mouvance. On ne peut

Ce qui étoit tenu en Souveraineté des Empereurs dans les Pays qui sont à présent de France, est mouvant en Fief de la Couronne.

Mouvance  
ne se prescrit  
du vassal au  
Seigneur.

pas dire qu'elle est éteinte par prescription ; que les Evêques de Metz n'ont point été investis , & n'ont point eu de Cour féodale depuis 1552 que Henri II fit la conquête de la Ville de Metz ; qu'ils n'ont reçu la foi & hommage d'aucuns de leurs Vassaux ; & qu'ainsi leur mouvance ne subsiste plus. Ces raisons ne paroissent pas solides , parce que la mouvance ne se perd point par le non-usage ; le vassal ne prescrit point la foi contre son Seigneur. Il n'y a qu'un seul cas dans lequel le Seigneur puisse perdre sa mouvance par prescription ; c'est lorsqu'un autre Seigneur a été reconnu par le vassal , & que le véritable, l'ancien Seigneur l'a souffert. En ce cas , ce n'est pas le Vassal qui prescrit contre le Seigneur , mais c'est un autre Seigneur qui prescrit. Par exemple , si les Comtes de Hanau , depuis 1552 , ou du moins depuis 1607 , avoient fait la foi & hommage au Roi , alors le Roi auroit prescrit contre les Evêques de Metz. Mais les Comtes de Hanau n'ont fait la foi & hommage à personne ; personne n'a donc prescrit la mouvance contre les Evêques de Metz. Le droit n'a point été exercé , & n'est point éteint pour cela ; autrement les Fiefs seroient devenus allodiaux & indépendans ; ce qui est contre la nature du Fief.

Fiefs ne peuvent  
devenir  
allodiaux.

Ce n'est qu'en 1717 que le Comte de Hanau a parlé pour la première fois de faire la foi & hommage au Roi , & qu'il y a été autorisé par l'Arrêt du 22 Février. Le Mémoire ne porte point si en conséquence il a fait la foi & hommage à la Chambre des Comptes de Metz ; mais quand cela seroit , il n'y auroit pas depuis 1717 un tems suffisant pour prescrire.

Ce n'est donc pas le moyen de prescription , ni d'extinction de la mouvance qui peut être opposé à M. l'Evêque de Metz ; mais on peut élever une autre question plus importante , & qui produiroit le même effet. Il paroît , par les anciennes investitures , que plusieurs Fiefs possédés par la Maison de Hanau relevoient de l'Evêché de Metz. Mais à quel titre en relevoient-ils ? Etoit-ce à raison de la souveraineté , ou à raison d'un Fief appartenant à l'Eglise ? C'est ce qui peut mériter une grande attention. Les Evêques de Metz étoient Princes & Souverains de Metz , & c'étoit en cette qualité de Souverains qu'ils étoient Membres de l'Empire. Par le traité de Munster , la pleine souveraineté des Trois Evêchés a été cédée à la France , au moyen de quoi les Evêques de Metz ont été dépouillés de la souveraineté dont ils jouissoient comme Membres de l'Empire , & sont devenus Sujets du Roi comme les autres Evêques du Royaume , sans



conserver aucuns des droits régaliens dont ils étoient auparavant en possession. Si cela est, ils ne peuvent conserver les droits de mouvance qui leur appartenoient à raison de leur souveraineté; c'est un droit transmis à la Couronne par le traité fait avec l'Empire, qui lie & qui engage tous ses Membres.

Droits de  
Souveraineté  
ne peuvent  
appartenir à  
aucun Sujet.

Il ne reste donc qu'à examiner dans le fait si les Fiefs de la Maison de Hanau relevoient de l'Evêque de Metz comme Evêque ou comme Souverain. Il faut convenir que dans les investitures on parle des Fiefs de la Maison de Hanau, comme mouvans de l'Evêché; mais cette expression ne décide rien, parce qu'il étoit facile alors de confondre l'Evêché avec la Souveraineté. C'étoit l'Evêque qui étoit Souverain, mais l'Evêché & la Souveraineté n'en étoient pas moins des choses distinctes. Aussi l'Evêché est-il resté aux Evêques successeurs, tandis que la Souveraineté a été cédée au Roi. Ainsi, sans s'arrêter à l'équivoque du mot *Evêché*, qui se trouve dans l'investiture, il faut aller plus loin, & considérer si la Maison de Hanau relevoit de l'Evêque comme Souverain ou comme Evêque.

Plusieurs circonstances paroissent déterminer à penser que la mouvance n'appartenoit qu'à la Souveraineté seule. 1°. Les Fiefs dont il s'agit sont situés en Alsace fort au-delà des bornes de l'Evêché de Metz. Le temporel de l'Evêché ne paroît pas pouvoir s'étendre si loin; il est naturellement renfermé dans le territoire qui compose l'Evêché. 2°. Ces Fiefs étoient revêtus des droits les plus éminens, & même d'une partie des droits régaliens; de pareils Fiefs ne peuvent relever que d'un Souverain. 3°. Il y a lieu de présumer qu'ils étoient du nombre de ces Fiefs oblatz dont les Seigneurs s'étoient soumis à la mouvance d'un Souverain puissant pour obtenir sa protection; c'est un point important à établir, si cela se peut, en remontant aux titres les plus anciens que l'on pourra recouvrer.

Fiefs qui ne  
peuvent rele-  
ver que du  
Souverain.

Aujourd'hui que les Evêques de Metz n'ont plus aucune part à la Souveraineté, pourroient-ils conserver leur mouvance sur des Fiefs si distingués? Ce seroit assujettir le Fief le plus éminent au Fief le moins considérable. Ce seroit dégrader les vassaux que de les rendre subordonnés à un Seigneur qui n'a point d'aussi grandes prérogatives qu'eux. Ce seroit supposer qu'il auroit donné à ses vassaux des droits qu'il n'a pas lui-même; ce qui est contre l'ordre des Fiefs. Il faut donc reconnoître que si les Comtes de Hanau étoient vassaux de l'Evêque de Metz, ce n'étoit que comme Souverain & Membre en cette qualité de l'Empire, &

que l'Evêque de Metz ayant été dépouillé de cette Souveraineté, l'a été par une conséquence nécessaire des mouvances qui y étoient attachées.

Il n'en fera pas de même des Fiefs ordinaires situés dans le Diocèse de Metz, que l'on peut regarder comme des démembrements du temporel même de l'Evêché, & comme des inféodations particulières du Domaine de l'Eglise; l'Evêque en peut conserver la mouvance; mais pour les grands Fiefs répandus en Alsace & autres Provinces de l'Empire, ils ne relevoient que de la Souveraineté qui étoit entre les mains de l'Evêque de Metz, & par conséquent ils ne peuvent relever aujourd'hui que du Roi.

C'est ce que confirment l'établissement de la Chambre Royale de Metz en 1680, & les Jugemens qui y ont été rendus pour les réunions des Fiefs dépendans de l'Evêché de Metz; car on ne pensera jamais que le Roi ait établi une Cour Souveraine, une Chambre Royale, pour veiller à la conservation ou au rétablissement des droits de l'Evêque de Metz. L'objet de cet établissement ne pouvoit être que les droits de la Couronne, droits acquis par le traité de Munster qui avoit cédé au Roi la Souveraineté de Metz. Il faudroit voir l'Edit d'établissement de cette Chambre & les Arrêts qui y ont été rendus, pour fortifier ce moyen & pour appuyer cette induction; mais il n'y a pas lieu de douter que l'on ne s'y soit proposé les mouvances de la Couronne, & non celles de l'Evêché de Metz dépouillé de son ancienne Souveraineté.

Si les Jugemens qui ont été rendus dans cette Chambre ont été révoqués par le traité de Ryfvick, ce n'est qu'en ce que l'on avoit été trop loin. D'un côté, on avoit étendu la mouvance du Roi sur des Fiefs qui étoient encore soumis à l'Empire; de l'autre, on avoit ordonné la réunion de plusieurs Fiefs soumis à la Souveraineté du Roi, que les vassaux par attachement pour l'Empire n'avoient point encore voulu reconnoître. L'Empereur & ses Alliés s'intéresserent pour les uns & pour les autres: pour les premiers, en ne voulant point qu'ils fussent obligés de reconnoître le Roi pour leur Seigneur; pour les seconds, en ne voulant pas que leur ancien attachement leur fût funeste: mais la protection qu'on leur a donnée par le traité ne détruit pas la mouvance du Roi, & ne fait qu'en modérer l'exercice, en révoquant tout ce qui avoit été fait dans un tems où la Souveraineté du Roi pouvoit être regardée par quelques-uns comme n'étant pas pleinement affermie.

Ainsi

En quoi les Arrêts de la Chambre Royale de Metz ont été révoqués par le traité de Ryfvick.



Ainsi, nonobstant le traité de Ryfvick, il demeure pour certain que le Roi s'est reconnu Seigneur immédiat des Fiefs qui étoient autrefois mouvans de la Souveraineté de Metz. En effet, les Fiefs de cette ancienne mouvance qui sont actuellement répandus dans l'Empire, ne relevent plus de l'Evêché de Metz, & relevent immédiatement de l'Empire; il en doit donc être de même des Fiefs qui ont passé sous la domination du Roi; ils ne peuvent être mouvans que de la Couronne.

C'est sur ce fondement que, par l'Arrêt du 22 Février 1717, le Roi a ordonné que le Comte d'Hanau, en faisant la foi & hommage à la Chambre des Comptes, seroit investi des Fiefs qui étoient auparavant mouvans de l'Evêché de Metz. Cet Arrêt ne peut être fondé que sur ce que le Roi ayant acquis la Souveraineté de l'Evêché de Metz par les traités de paix, avoit acquis de même la mouvance des Fiefs qui en dépendoient.

Sur la seconde question qui regarde la qualité de Fief masculin seulement, ou de masculin & féminin, elle dépend uniquement des investitures.

Qualités non  
ordinaires  
d'un Fief dé-  
pendent de  
l'investiture.

La premiere que nous trouvions de la part des Evêques de Metz est de 1473. La maison de Lichtemberg finit dans la personne de Jacques & Louis de Lichtemberg freres. Jacques, qui étoit l'aîné, n'avoit point d'enfans; Louis, qui étoit le puîné, n'avoit que deux filles, Anne, mariée à Philippe, Comte de Hanau; & Elisabeth, mariée à Simon Veker, Comte des Deux-Ponts. Sur les contestations qui s'éleverent entre l'oncle & les nieces, il passerent en 1471 une transaction par l'avis des Magistrats de Strasbourg, dans laquelle Jacques consentit que les Comtes de Hanau & des Deux-Ponts & leurs épouses obtinssent l'investiture simultanée, pour jouir des Fiefs de la Maison de Lichtemberg en cas qu'il vînt à mourir sans hoirs procréés de son corps. Sur le fondement de cette convention, les Comtes de Hanau & des Deux-Ponts s'adresserent à l'Eveque de Metz, qui leur accorda l'investiture en ces termes : *Vu que si notredit cousin Jacques venoit à décéder sans laisser hoirs procréés de son corps, il n'y a autres héritiers de la ligne, du nom & du sang, sinon ladite Anne & Elisabeth, & leurs héritiers, qui, avec plus de justice, doivent hériter & jouir de la succession de leur oncle plutôt qu'aucun autre, nous avons investi lesdits Philippe, Comte de Hanau, & Simon Veker, Comte des Deux-Ponts, pour eux & leurs épouses & leurs héritiers.* Il ajoute ensuite : *Item, a été aussi convenu par ces présentes, que lesdits de Hanau & de Bitsch, ou leurs héritiers qui seront procréés du corps*

*de leursdites épouses après le décès de notredit cousin Jacques, recevront & renouvelleront ladite investiture de nous & de nos successeurs.*

Jacques de Lichtemberg étant mort sans enfans, comme on l'avoit prévu, les Comtesse de Hanau & des Deux-Ponts jouirent des Fiefs de la Maison de Lichtemberg en vertu de l'investiture de 1473, & par conséquent la succession en faveur des femmes fut reconnue; car il faut observer que l'investiture de 1473 ne fut point accordée comme une nouvelle inféodation; & en supposant que les Fiefs devoient rentrer dans la main de l'Evêque de Metz par l'extinction des mâles de la Maison de Lichtemberg, c'est une investiture qui est accordée aux Comtesses de Hanau & des Deux-Ponts, comme héritières légitimes de leur oncle. Ainsi les Fiefs sont reconnus féminins, & c'est à ce titre que l'on investit les deux nieces & leurs héritières en général, sans réduire la capacité de leur succéder aux mâles seuls.

Cette investiture fut renouvelée en 1500, 1506 & 1511 dans les termes ordinaires; mais on s'expliqua plus disertement dans quelques investitures suivantes. En 1660, Charles de Lorraine, Administrateur de l'Evêché de Metz, donna l'investiture à Jacques, Comte des Deux-Ponts, en vrai Fief héréditaire tant pour lui que pour ses héritiers du sexe masculin & féminin, de tous les Fiefs que feu son cousin le Comte Georges avoit reçus de ses devanciers Evêques de Metz. On ne peut reconnoître en termes plus précis que ces Fiefs doivent se perpétuer dans toute la descendance, sans distinction de sexe.

Le même Evêque donna une pareille investiture en 1570 au Comte de Hanau, & à ses héritiers de sexe masculin & féminin, de tous les Fiefs qui, à cause de la Seigneurie de Lichtemberg, étoient mouvans de l'Evêché de Metz, ce qu'il fit aussi dans la même année pour la Seigneurie d'Ochstein.

On trouve encore les mêmes expressions des mâles & des femmes dans les investitures de 1590 & de 1609; en sorte qu'on ne peut pas révoquer en doute que les Fiefs mouvans de l'Evêché de Metz ne soient féminins, & que les Princes de Hesse n'aient eu droit d'y succéder du chef de Madame leur mere.

Ainsi quand M. l'Evêque de Metz pourroit parvenir à se faire adjuger la mouvance, il est certain qu'il ne pourroit refuser l'investiture aux Princes de Hesse.

Mais comme il n'est pas possible d'agiter ces questions au Bailiage de l'Evêché de Metz, les Princes de Hesse ne peuvent jamais procéder dans cette Jurisdiction; & ils sont dans la nécessité de

Preuves que  
des Fiefs sont  
masculins &  
féminins.



se pourvoir contre l'Arrêt du 17 Mars 1736, qui attribue au Bailli de l'Evêché la connoissance de toutes les questions qui regardent les Fiefs mouvans de M. l'Evêque de Metz. Si même les Princes de Hesse se portent à soutenir qu'ils sont dans la mouvance du Roi, il semble qu'il ne leur convient point d'avoir d'autre Juge que le Roi & son Conseil; ce qui ne doit pas être difficile d'obtenir dans des questions si importantes. Le seul point de délicatesse est de savoir si l'on attendra que M. l'Evêque de Metz ait attaqué MM. les Princes de Hesse pour se pourvoir, ou si on le prévendra en formant opposition à l'Arrêt du Conseil, & en demandant le rapport des Lettres-patentes. L'ordre judiciaire voudroit que l'on attendit la demande de M. l'Evêque de Metz, d'autant plus que le feu Comte de Hanau a été reconnu pour vassal du Roi par l'Arrêt de 1717, & que la possession actuelle est en leur faveur. D'un autre côté, il ne faut pas laisser exécuter l'Arrêt de 1736, même par rapport à d'autres vassaux, de peur que cela ne fasse un préjugé contre les Princes de Hesse.

Raison de se  
pourvoir au  
Conseil d'E-  
tat.

Dans ces circonstances on croit qu'il conviendrait que les Princes de Hesse, sans aucune attention à l'Arrêt de 1736, & suivant la route que le Comte de Hanau leur aïeul maternel leur a tracée en 1717, obtinssent un Arrêt du Conseil qui les renvoyât pour faire leur foi & hommage à la Chambre des Comptes de Metz; qu'ils fissent ensuite leur foi & hommage au Roi, & qu'ils vissent venir ensuite M. l'Evêque de Metz. S'il les trouble dans les démarches qu'ils feront, il ne manquera pas d'alléguer son Arrêt de 1736, & alors on y formera opposition; si au contraire il demeure tranquille, les Princes de Hesse confirmeront par cette démarche la mouvance du Roi, & affermiront leur possession contre M. l'Evêque de Metz. En un mot, ils agiront indirectement contre le plan de M. l'Evêque de Metz, & par-là ils se mettront en état ou de le traverser par une possession contraire, ou de le combattre ouvertement si on l'exécute contre eux.

Prudence  
dans la pro-  
cédure.

*Délibéré à Paris ce . . . . .*



## XXXVIII. CONSULTATION.

*Effet de la représentation à l'infini.*

**L**E Conseil souffigné qui a vu le Mémoire de M. & Madame de Blaquy, & de Mademoiselle de Congis, au sujet de la Terre de Mondoucet qui se trouve dans la succession de M. le Président Seguin, sur la question de savoir si M. Coignet y doit succéder seul, ou si Madame de Blaquy & Mademoiselle de Congis y doivent aussi avoir leur part : Est d'avis qu'il y a deux articles de la Coutume du Perche qui forment toute la difficulté. L'article 151 établit la représentation à l'infini tant directe que collatérale ; & c'est ce qui forme le moyen de M. & de Madame de Blaquy. Madame de Blaquy n'étoit parente de M. le Président Séguin qu'au dixieme degré ; M. Coignet l'est au neuvieme. Mais Madame de Blaquy, par représentation de Madame de Congis sa mere, prétend être en droit de succéder comme M. Coignet qui étoit au même degré que Madame de Congis. Au contraire M. Coignet se fonde sur l'article 157, qui veut qu'en ligne collatérale les mâles excluent les femelles pour les propres tenus en Fief ; d'où il conclut qu'il devoit exclure Madame de Congis, qui n'étoit parente de M. le Président Seguin que par Anne Seguin sa bifaïeule, épouse de Nicolas le Roy ; au lieu que M. Coignet étoit parent de M. Seguin par Michel Seguin son bifaïeul ; ensorte que la ligne de M. Coignet a sur la ligne de Madame de Congis l'avantage que M. Coignet descend d'un mâle, & que Madame de Congis ne descendoit que d'une femelle.

L'exclusion demandée par M. Coignet ne souffriroit aucune difficulté s'il ne falloit remonter qu'à Michel & Anne Seguin, auteurs des deux lignes de M. Coignet & de Madame de Congis ; parce qu'il est bien certain que le mâle, dans la Coutume du Perche, succede seul aux propres féodaux, à l'exclusion des femelles ; mais Madame de Blaquy prétend qu'il faut remonter jusqu'à Pierre Seguin, pere de Michel & d'Anne, & auteur commun de la ligne tant de M. Coignet que de Madame de Congis. Or, en remontant jusqu'à Pierre Seguin, Madame de Blaquy représente un mâle, auteur des deux lignes, & par consé-



quent prétend être habile à succéder. Si Pierre Seguin avoit succédé à M. le Président Seguin son arrière-petit-neveu, il auroit hérité de la Terre de Mondoucet; & sa succession étant venue à s'ouvrir, Michel Seguin, représenté par M. Coignet, y auroit eu ses droits d'aînesse & portions avantageuses; mais Anne Seguin y auroit eu une part. Madame de Blaquy qui la représente doit donc avoir la même part qu'Anne Seguin auroit eue. L'effet de la représentation à l'infini, dit-on, est de supposer que l'auteur, ou commun ou particulier de chaque ligne, a recueilli, & que ses descendants partagent comme en directe: il faut donc supposer que Pierre Seguin a recueilli, & partager la Terre entre ses descendants, comme si elle s'étoit trouvée réellement dans sa succession.

Pour résoudre la difficulté ainsi développée, on estime que la prétention de Madame de Blaquy est bien fondée par les raisons suivantes.

Dans les Coutumes qui admettent la représentation à l'infini en ligne collatérale, l'objet que l'on s'est proposé a été de faire revivre tous les droits qui auroient appartenu aux plus proches collatéraux de l'acquéreur, s'ils étoient encore vivans, & de les faire exercer par leurs descendants. Par exemple, l'acquéreur avoit un frere & un oncle; s'ils avoient été vivans lors du décès de l'acquéreur, l'oncle auroit été exclus par le frere. L'effet de la représentation est que les descendants du frere sont toujours préférés aux descendants de l'oncle, quoiqu'au moment du décès du fils ou du petit-fils de l'acquéreur, les descendants du frere soient plus éloignés que les descendants de l'oncle.

De même dans les Coutumes qui donnent aux mâles une préférence sur les femelles pour les Fiefs, si l'acquéreur avoit un frere & une sœur, le frere auroit exclu la sœur après la mort de leur neveu, fils de l'acquéreur; les descendants du frere excluront de même les descendants de la sœur, quoique plus proches.

En un mot, on suppose toujours que les plus proches collatéraux de l'acquéreur qui ont laissé des descendants sont encore vivans, & on donne à ces descendants tous les droits du collatéral dont ils descendent. On ne remonte pas jusqu'à l'auteur commun du défunt & de ceux qui veulent lui succéder, mais jusqu'au plus proche collatéral de l'acquéreur; & c'est en cela que la succession est considérée comme collatérale, parce qu'elle est déferée à des collatéraux qui viennent ou de leur chef, ou du chef d'un collatéral.

*Esprit des  
Coutumes de  
représentation à l'infini.*

*En Coutume de représentation à l'infini on suppose vivans les parens collatéraux de l'acquéreur du bien à partager, qui ont laissé des descendants.*

Enreprésentation à l'infini on regarde non la proximité des représentans, mais celle des représentés.

Si Pierre & Jérôme Seguin, qui étoient freres, avoient eu une sœur qui eût laissé des descendans, la ligne de Jérôme étant finie dans la personne de M. le Président Seguin, il est certain que les descendans de Pierre & les descendans de sa sœur viendroient également à la succession dans les Coutumes de représentation à l'infini; & que si les descendans de la sœur étoient exclus dans la Coutume du Perche des propres féodaux, ce ne seroit que parce que Pierre auroit exclu sa sœur par prérogative de masculinité, suivant l'article 157 de cette Coutume. Mais cessant cette disposition singulière, les descendans de la sœur, plus ou moins éloignés que les descendans de Pierre, succéderaient avec eux. Voilà l'effet incontestable de la représentation, quand les Coutumes l'admettent à l'infini comme celle du Perche.

Jusqu'à présent on n'a considéré l'effet de la représentation qu'entre les différentes lignes descendantes de plusieurs collatéraux de l'acquéreur. Ceux qui descendent d'un collatéral plus proche sont préférés à ceux qui descendent d'un collatéral plus éloigné; & entre ceux qui descendent de plusieurs collatéraux en même degré, ceux qui descendent d'un mâle sont préférés à ceux qui descendent d'une femelle, lorsque la Coutume exclut les femelles en collatérale.

Mais entre ceux qui descendent d'un même collatéral, quel est l'effet de la représentation? Les biens qui seroient échus au collatéral, auteur de la ligne, se partagent-ils entre ses descendans comme biens d'une succession directe, ou comme biens d'une succession collatérale; en sorte que la préférence donnée aux mâles en collatérale ait lieu entre ceux qui représentent un auteur commun? On ne croit pas cette seconde idée conforme aux principes de la représentation.

Entre les représentans un seul chef de ligne, la représentation a lieu à l'infini, mais elle a lieu comme en directe. La raison est que la représentation est une fiction dans laquelle on suppose que l'auteur de chaque ligne a recueilli & a transmis ensuite à ses descendans. Or, si l'auteur de la ligne avoit véritablement recueilli, ses descendans auroient partagé les biens comme en directe; ils doivent donc les partager de la même manière quand on suppose que l'auteur de la ligne a recueilli, parce que la fiction doit opérer le même effet dans le cas supposé, que la vérité auroit opéré dans le cas où elle seroit arrivée.

Ce principe paroît généralement adopté par les Auteurs; on trouve sur l'article 148 de la Coutume de Paris, une note de

S'il y a exclusion des femelles en Fiefs dans une Coutume de représentation à l'infini, quand tous représentent un seul chef.



M<sup>e</sup> Charles Dumoulin conforme à ce qui vient d'être établi; il rapporte le sentiment du célèbre Charretier, qui disoit que par la force de la représentation on supposoit que la personne représentée avoit succédé, & avoit depuis transmis à ses descendans; & M<sup>e</sup> Charles Dumoulin applaudit à cet avis.

M<sup>e</sup> Claude Dupleffis a décidé précisément notre question dans un Mémoire imprimé qui se trouve au nombre de ses Consultations, pour Jeanne-Marie & Françoise de Meulle, contre Claude de Meulle leur frere, pour une succession ouverte dans la Coutume du Perche, où il établit les principes les plus clairs & les plus solides sur cette matiere. Il est vrai que l'Arrêt qui intervint sur cette question, le 26 Juillet 1672, ne fut point favorable aux sœurs, & que tous les propres féodaux furent adjugés à Claude de Meulle, à l'exclusion de ses sœurs; mais on voit dans le Journal du Palais que Claude de Meulle proposoit un moyen singulier qui a pu donner lieu à la décision. Il prétendoit que, venant seul avec ses sœurs à la succession de son oncle, ce n'étoit point par la force de la représentation qu'ils succédoient, mais qu'ils venoient de leur chef; ensorte qu'il ne falloit point consulter les regles de la représentation à l'infini. Quoi qu'il en soit, un Arrêt contraire à tant d'autres qui sont rapportés dans le Mémoire ou dans la Consultation de Dupleffis ne pourroit pas faire changer la regle qui paroît si bien établie dans les Coutumes de représentation à l'infini.

En effet, la même question se présenta quelques années après dans la succession de Gabriel de Montgomery pour des propres féodaux situés dans la Coutume du Perche. Il étoit petit-fils de Georges d'Argenson qui avoit eu deux sœurs, Elisabeth & Judith d'Argenson. Judith avoit laissé un fils qui étoit vivant; Elisabeth avoit laissé deux fils & trois filles. Tout le monde convenoit que les propres se partageoient par moitié entre la ligne d'Elisabeth & celle de Judith; mais il s'éleva plusieurs difficultés sur la subdivision qui étoit à faire dans la ligne d'Elisabeth. Les enfans du fils aîné d'Elisabeth prétendirent que, comme représentans leur pere, ils devoient avoir le droit d'aînesse & la portion avantageuse que leur pere auroit eue si ces mêmes propres s'étoient trouvés dans la succession d'Elisabeth. Ce qui fut jugé en leur faveur par une Sentence arbitrale du 19 Juin 1665, rendue par Messieurs Auzanet, Langlois & Caillard. Cependant il est certain que la Coutume du Perche ne donne point de droit d'aînesse en collatérale; on n'a donc accordé le droit d'aînesse par la Sentence de

Matth. Charretier exprimoit l'effet de la représentation à l'infini, en disant que l'on suppose que l'auteur de chaque ligne a hérité & transmis à sa postérité.

Arrêt du 26  
Juillet 1672,  
en Coutume  
de représen-  
tation à l'in-  
fini.

1665, que parce qu'on a jugé que la subdivision se faisoit dans chaque ligne, suivant les mêmes regles qui s'observent en directe.

Mais il resta une autre difficulté dans la même succession. Le second fils d'Elisabeth avoit laissé des enfans, qui soutinrent que la portion qui restoit aux puînés devoit leur appartenir à eux seuls, à l'exclusion des filles d'Elisabeth ou de leurs enfans. L'affaire fut portée en la Troisième Chambre des Enquêtes en 1682. L'Arrêt de 1672, dans l'affaire des Sieur & Demoiselles de Meulle, ne parut pas apparemment assez décisif pour servir de regle; on ordonna que les Parties rapporteroient des actes de notoriété sur la manière de partager les biens féodaux dans la Coutume du Perche, & de quelle sorte se partagent dans la subdivision les biens échus à une souche. Les deux Sieges royaux de la Province, qui sont Bellesme & Mortagne, donnerent des actes de notoriété contraires. Sur le rapport qui en fut fait il y eut aussi partage entre les Juges; & enfin les Parties s'accommoderent.

M<sup>e</sup> François Guyné, qui rapporte toutes ces circonstances dans son traité de la Représentation, sous le titre des Coutumes de la quatrième classe, se détermine absolument en faveur des filles d'Elisabeth & de leurs enfans, contre l'exclusion que l'on vouloit leur donner sur le fondement de l'article 157 de la Coutume du Perche, & soutient que s'il y eut partage entre les Juges, ce ne peut être que parce que les principes ne furent point assez expliqués; en sorte qu'il ne balance point à admettre en ce cas les femmes avec les mâles, & à les faire concourir dans la subdivision qu'il regarde comme une succession directe, réduisant l'exclusion prononcée par la Coutume entre les personnes représentées, parce que c'est entre elles véritablement que la succession collatérale peut être considérée, & non entre ceux qui représentent un seul chef de ligne.

Ce sentiment, qui peut avoir sa source dans les principes de la représentation à l'infini, paroît le plus juste, & c'est ce qui détermine à penser que Madame de Blaquy & Madame de Congis doivent avoir dans la Terre de Mondoucet la part qu'Anne Seguin y auroit recueillie si Pierre Seguin son pere, chef de la ligne, avoit été héritier de M. le Président Seguin.

*Délibéré à Paris ce . . . . .*



## AVIS ou XXXIX. CONSULTATION.

**L**E Conseil souffigné qui a vu le testament de la Dame Bresson du 2 Janvier de la présente année ; EST D'AVIS , que ce testament ne peut être contesté. Le legs universel fait au profit d'une niece du mari de la testatrice ne peut être regardé comme fait au profit d'une personne prohibée ; la Coutume défend aux conjoints de se donner par testament , mais ils peuvent donner aux parens l'un de l'autre , & principalement à des collatéraux ; cela a été jugé par plusieurs Arrêts ; ainsi il n'y a point de difficulté à former à cet égard. La testatrice n'a compris dans ce legs universel que ce qui lui étoit permis de donner par la Coutume ; tout est donc en règle.

Quant au don mutuel fait entre le mari & la femme , il ne fait aucun obstacle au testament , & ces deux actes peuvent parfaitement concourir ensemble. Par le don mutuel, le mari n'a que la jouissance pendant sa vie des biens de la communauté ; par le testament, la femme dispose de la propriété ; ce sont des objets différens qui se trouvent remplis par des actes différens.

*Délibéré à Paris ce . . . . .*

## X L. CONSULTATION.

*Si l'on peut diviser la confession d'un débiteur qui n'est point obligé par écrit.*

**L**E Conseil souffigné qui a vu le Mémoire de M. le Maréchal de Biron sur la demande formée contre lui par les créanciers du sieur Law , pour la somme de 52000 liv. de principal & intérêts ; la Requête de M. le Maréchal du 14 Juin 1737 , par laquelle il convient que cette somme a été avancée pour lui par le sieur Law , & soutient qu'il la lui a rendue de la main à la main ; la réponse faite par les créanciers à cette Requête le 7 Août 1737 ; copie de la quittance du sieur Michel-Angé de la Chaussée du 24 Février 1720 , par laquelle il reconnoît avoir reçu des sieurs Campion & Masley la somme de 5200 écus monnoie qu'ils lui ont payés par ordre du sieur Law , suivant sa lettre du 10 Janvier précédent, qui porte que c'est pour le compte de M. le

Les écus  
valaient 10 l.

Maréchal de Biron ; EST D'AVIS, que les créanciers de Law sont absolument non-recevables & mal fondés dans leur demande, & qu'ils en doivent être déboutés.

Toute demande doit être fondée sur un fait du défendeur.

1°. Ils n'ont aucun titre contre M. le Maréchal de Biron. Aucune demande formée contre une Partie ne peut se soutenir si elle n'est appuyée sur acte du fait de la même Partie, & qui contienne son obligation. S'il n'y a aucun titre pour soutenir la demande, s'il n'y a que des actes étrangers au défendeur, la demande doit nécessairement être rejetée. C'est le demandeur qui est chargé de la preuve, & il n'y a de preuve solide & légitime que celle qui se tire du propre fait, de la propre reconnaissance du défendeur. Ainsi tant qu'on ne rapportera point de titres dans lesquels M. le Maréchal de Biron se soit reconnu débiteur, la demande formée contre lui tombe d'elle-même, & il n'a aucun effort à faire pour la combattre.

C'est pour cela que l'Ordonnance a voulu qu'il fût passé actes pardevant Notaires de toutes choses excédant la somme ou valeur de 100 liv. & que pour tout ce qui excéderoit, on ne pût admettre aucune preuve par témoins. Il s'agit ici de plus de 50000 liv. Il faudroit donc avoir contre M. le Maréchal de Biron un acte de son propre fait ; & comme il n'y en a point, la demande ne peut être écoutée.

2°. On ne doit regarder comme des titres valables contre M. le Maréchal de Biron, ni l'extrait du grand livre du sieur Law, dans lequel il a fait mention de l'avance par lui faite de cette somme, ni la quittance du sieur de la Chauffe.

A l'égard du grand livre, c'est le sieur Law qui y parle seul, & qui ne peut se faire un titre à lui-même ; & quant à la quittance du sieur de la Chauffe, elle n'est pas moins étrangère à M. le Maréchal de Biron. Il ne peut être constitué débiteur par des écrits dans lesquels il n'a aucune part.

Livres des Marchand ne font point foi en leur faveur.

Il ne faut pas objecter que les livres des Marchands Négocians font foi en Justice ; car en premier lieu, s'ils font foi en Justice, ce n'est que contre ceux qui les tiennent & non en leur faveur ; il n'y a qu'un seul cas où ils puissent faire foi pour eux-mêmes, c'est lorsque ceux avec qui ils avoient des comptes ouverts refusent de représenter les livres qu'ils ont dû tenir de leur part : alors on présume que les livres qu'on refuse de représenter se trouveroient conformes à ceux qui sont rapportés par l'autre Partie, & c'est moins le registre du Marchand qui fait foi pour lui, que la suppression du registre de son correspondant. Ainsi il est



vrai de dire en général que le registre d'un Marchand ne fait pas foi en sa faveur, & ne peut pas lui servir de titre contre un tiers. En second lieu, il ne s'agit point ici de Négocians qui fussent obligés d'avoir des registres de part & d'autre. Pour M. le Maréchal de Biron, cela est évident; & pour le sieur Law, il étoit alors honoré de la place de Contrôleur Général des Finances, ce qui ne permettoit plus de le confondre dans la classe des Banquiers ou Négocians. Le registre qu'il a pu tenir ne peut donc être considéré que comme un registre domestique, tel que tout homme en peut avoir pour se représenter à chaque instant l'état de ses affaires. Par conséquent il faut absolument retrancher ce registre aussi-bien que la quittance du sieur de la Chauffe; ce sont des pieces étrangères à M. le Maréchal de Biron, & qui ne peuvent jamais servir à asseoir contre lui aucune condamnation.

3°. On ne pourroit donc avoir contre M. le Maréchal de Biron que sa propre déclaration ou affirmation; ce seroit sans doute un titre assuré pour les créanciers du sieur Law, que les actes les plus solennels passés devant Notaires, si en effet M. le Maréchal de Biron étoit débiteur: mais loin qu'il se reconnoisse obligé au paiement de ces 52000 liv. il déclare au contraire & offre d'affirmer qu'il ne doit rien. Il n'y a plus après cela de prétexte d'insister dans la demande; le défaut de titres d'une part, l'affirmation d'une personne du rang de M. le Maréchal de Biron de l'autre, tout conduit également à une décision aussi juste que nécessaire en sa faveur.

Et ce qui donne un nouveau poids à l'affirmation offerte par M. le Maréchal de Biron, est qu'elle n'a rien de contraire ni au registre du sieur Law, ni à la quittance du sieur de la Chauffe; car M. le Maréchal de Biron convient qu'il a prié le sieur Law de payer les 52000 liv. dont il s'agit; il convient que le sieur Law les a fait payer; mais il ajoute qu'aussi-tôt qu'il a sçu que l'avance avoit été faite, il a rendu la même somme au sieur Law, au moyen de quoi il est demeuré quitte.

On ne peut pas lui opposer que s'il a payé, il a dû prendre une quittance; car il n'étoit point dans des circonstances où cette précaution fût nécessaire. Comme il n'étoit obligé par aucun acte de son fait, il n'avoit aucune décharge à se procurer. Les obligations se détruisent de la même manière qu'elles se contractent. M. le Maréchal de Biron n'étoit obligé que verbalement; il n'a dû se faire décharger de même que verbalement.

Décharge  
verbale suffit  
quand l'obligation n'est  
que verbale.

Le sieur Law s'étoit fié à sa parole; il l'a remplie par le paiement; on ne peut donc rien lui demander.

Ces principes sont si constans, que quand la demande dont il s'agit seroit formée contre une Partie qui ne s'attireroit pas par elle-même toute la confiance que mérite M. le Maréchal de Biron, on ne pourroit jamais refuser de s'en rapporter à sa déclaration. C'est la déclaration seule qui doit décider du sort d'une demande qui ne se trouve soutenue d'aucun titre; & cette déclaration ne peut être ni changée ni divisée, soit que le défendeur soutienne qu'il n'a jamais rien dû, soit qu'il soutienne qu'il a dû, mais qu'il a payé. Dans tous les cas, la déclaration fait loi pour celui qui n'a contracté aucun engagement par écrit. Et si telles sont les regles les plus constantes à l'égard de tout particulier, que doit-on penser de la déclaration de M. le Maréchal de Biron, qui, par sa naissance, par son rang, & plus encore par la pureté & la droiture de ses sentimens, est au-dessus des plus légers soupçons?

On oppose à M. le Maréchal de Biron un Jugement de Messieurs les Commissaires rendu contre M. N.... le 16 Janvier dernier, dans des circonstances à peu près semblables; mais outre qu'on ne peut jamais tirer aucune induction solide de préjugés qui sont intervenus sur de pures questions de fait, il est certain que M. N.... avoit donné prise sur lui, & que les créanciers de Law ont tellement su en profiter qu'ils en ont fait le seul fondement de leur Cause. Pour cela, il faut observer que la demande avoit été formée des 1721 par le Contrôleur des restes contre M. N.... on lui avoit signifié un extrait du grand livre du sieur Law, par lequel il paroïssoit qu'il avoit payé pour lui à Rome 3500 écus; le sieur N.... qui fournit de défenses le 26 Août 1727, ne répondit point qu'il avoit fourni au sieur Law les deniers nécessaires; mais il soutint qu'il falloit lui rapporter un ordre par lequel il eût chargé le sieur Law de faire compter cette somme pour lui; ensemble les reçus du sieur de la Chaussée pour prouver que la somme avoit été comptée en effet, & que faute de justifier de ces deux faits, le Contrôleur des restes devoit être débouté de sa demande.

Cette affaire ayant été reprise dans la suite par les créanciers du sieur Law, ils soutinrent qu'ils avoient la preuve des faits que M. N.... vouloit que l'on justifiât; qu'ils avoient les reçus du sieur de la Chaussée, & que ces reçus joint à l'extrait du livre prouvoient assez l'ordre donné par M. N.... Dans cet état M.

Confession  
ne se peut ni  
changer ni di-  
viser.

Débiteur  
ne doit varier  
dans sa déclara-  
tion.



N.... changea absolument de système ; & convenant tant de l'ordre qu'il avoit donné que du paiement fait en conséquence , il imagina pour la première fois en 1737 , qu'il avoit délivré les fonds nécessaires au sieur Law. Les créanciers se récrièrent contre cette nouveauté , & répondirent que si M. N ..... avoit fourni les deniers nécessaires, il n'auroit pas manqué de le déclarer d'abord ; qu'au contraire il n'avoit conclu à être déchargé que parce qu'on ne justifioit point qu'il eût donné l'ordre, ni qu'on l'eût exécuté. Ils ont triomphé de cette variation & ont soutenu que la déclaration tardive ne pouvoit plus être écoutée. Comme les créanciers se sont renfermés dans ce seul moyen, ils sont convenus tacitement que si M. N ..... avoit fait sa déclaration *in limine litis*, il auroit fallu y déférer. M. le Maréchal de Biron n'a pas différé un seul instant de faire la sienne ; sa première Requête est du 14 Juin 1737 ; il y a reconnu qu'il avoit chargé M. Law de payer pour lui, mais il a ajouté qu'il avoit rendu la somme avancée : les créanciers ne peuvent donc avoir aucun prétexte de résister à cette déclaration ; & comme elle auroit décidé en faveur de M. N ..... elle doit décider de même pour M. le Maréchal de Biron.

*Délibéré à Paris ce . . . .*

## XLI. CONSULTATION.

*Si l'on peut répéter, sous prétexte de pot de-vin, plus que la somme dont il a été dit que seroit tenu le vendeur en cas d'éviction.*

**L**E Conseil soussigné qui a vu le bail à rente fait par feu M. de Vauvré à M. le Marquis de l'Estenduere, le 9 Février 1720, moyennant 1200 liv. de rente fonciere, & la quittance de remboursement de ladite rente moyennant 30000 liv. du 7 Septembre 1723 ; EST D'AVIS, qu'il ne paroît rien du pot-de-vin de 6000 liv. que l'on dit avoir payé lors du bail à rente. Il seroit bien extraordinaire que l'on n'eût point parlé d'une pareille somme ; mais quand cela seroit constant & prouvé par une lettre de M. de Vauvré, on ne croit pas que M. de l'Estenduere fût fondé à la répéter non plus que les autres frais du contrat ; la clause qui se trouve dans la quittance de rembour-

fement est insurmontable ; elle porte qu'en cas d'éviction M. de l'Estendure ne pourra prétendre contre M. de Vauvré aucuns dépens , dommages & intérêts. S'il n'y avoit que cela , on ne pourroit pas dire que l'on eût renoncé à la répétition du pot-de-vin de 6000 liv. mais on ajoute que M. de l'Estendure pourra seulement prétendre la restitution de ladite somme de 30000 liv. de principal présentement payée. Puisqu'on a prévu le cas de l'éviction & qu'on a fixé ce que devoit rendre M. de Vauvré aux 30000 liv. seulement , il n'est pas possible d'exiger les 6000 liv.

M. de l'Estendure n'est donc créancier que des 30000 livres & des intérêts. Pour savoir s'il est obligé d'entrer dans le contrat que M. de Vauvré a fait avec ses créanciers , il faudroit voir le contrat. Ce qui est de certain est que M. de l'Estendure doit faire condamner M. de Vauvré à la restitution des 30000 liv. & saisir tant entre les mains de Madame de Savoniere que de M. de Senosan, pour empêcher que son gage ne lui échappe , si cela n'a pas déjà été fait.

On croit même que M. de l'Estendure doit avoir un privilege sur les sommes dont Madame de Savoniere se trouvera débitrice par l'événement , parce qu'ayant payé 30000 livres à M. de Vauvré pour le prix d'une terre que M. de Vauvré s'étoit fait adjuger sur Madame de Savoniere en déduction de ses créances , M. de l'Estendure par l'événement se trouve avoir payé à M. de Vauvré une partie de la dette de Madame de Savoniere , & être subrogé par conséquent jusqu'à concurrence à la créance de M. de Vauvré contre Madame de Savoniere ; cette créance lui devient propre puisqu'il l'a payée ; c'est la chose qu'un autre ne peut toucher à son préjudice , & cette réflexion donne lieu de penser que M. de l'Estendure n'est point obligé d'entrer dans le contrat fait par M. de Vauvré , ou qu'il ne le doit faire qu'en se réservant son privilege sur la dette de Madame de Savoniere.

*Délibéré à Paris ce . . . . .*





## XLII. CONSULTATION.

*Si le débiteur qui paie en billets d'un tiers est libéré quand le créancier lui donne quittance sans stipulation de garantie.*

**L**E Conseil souffigné qui a vu le Mémoire du sieur Minvielle contre le sieur de la Tranchaudiere, & les Pieces & Mémoires de cette affaire ; ensemble la Sentence du Siege Royal du Fort Dauphin, du 20 Août 1738 ; EST D'AVIS, que la Sentence est juste & conforme aux principes, & que le sieur Minvielle ne peut pas se flatter de la faire réformer.

Le sieur Minvielle avoit vendu au sieur de la Tranchaudiere une habitation avec les Negres par un écrit sous feing-privé du 8 Mars 1731, moyennant 40000 l. qui devoient être payées : savoir, 20000 liv. à la fin de 1733, 10000 liv. à la fin de 1734, & 10000 liv. à la fin de 1735. Les 18 & 27 Novembre 1733 & le 27 Février 1734, le sieur Minvielle a donné trois quittances conçues en ces termes : *je reconnois avoir reçu de M. de la Tranchaudiere à compte du prix de l'habitation que je lui ai vendue la somme de . . . . en tant de billets, de telles personnes, montant à ladite somme.* Ces quittances sont pures & simples : on n'a stipulé aucune garantie pour la solvabilité des débiteurs, & par conséquent le sieur Minvielle qui a pris les billets en paiement, n'a plus rien à demander au sieur de la Tranchaudiere jusqu'à concurrence des sommes dont il a donné quittance.

Quoique le débiteur ne puisse régulièrement se libérer qu'en argent, cependant s'il offre d'autres effets en paiement à son créancier, & que le créancier les accepte purement & simplement, le débiteur n'est pas moins libéré que s'il avoit payé en deniers comptans.

Un débiteur peut tout prendre en paiement quand il en est content, & lorsqu'il s'en est une fois contenté, il ne peut plus rien demander. Que les effets qu'il a acceptés périssent ou ne périssent pas, cet événement est à ses risques dès qu'il n'a point stipulé de garantie contre le cédant ; la seule garantie de droit, la garantie qui se supplée, quoiqu'elle ne soit point écrite, est que celui qui donne un effet en paiement est garant que la chose lui

Libération du débiteur s'opère souvent sans argent.

Créancier qui s'est contenté d'un effet en paiement ne peut plus rien demander.

Effets reçus sans stipula-

tion de garan-  
tie libèrent  
le débiteur  
s'ils sont véri-  
tables.

est dûe ; mais la garantie ne s'étend pas jusqu'à répondre de la solvabilité du débiteur ni du paiement qu'il doit faire , à moins qu'elle ne soit expressément stipulée , comme il est établi dans le traité de la garantie des rentes de Loyseau , chap. 2 & 3.

En un mot, celui qui a donné quittance n'a plus d'action, quel que effet qu'il ait reçu , à moins qu'il ne soit évincé de la propriété de l'effet qui lui a été cédé ; mais quand la propriété ne lui est pas contestée , qu'elle produise le plus ou moins d'effet , cela ne regarde plus le débiteur qui est déchargé ; c'est ce que veut dire la Loi 59 au ff. *de solutionibus* , qui porte que , *solutionis verbum pertinet ad omnem liberationem quoquo modo factam , magisque ad substantiam obligationis refertur quam ad nummorum solutionem*.

Cessionnaire  
n'a plus de re-  
cours quand  
il a dénaturé  
les effets qui  
lui ont été  
cédés.

Ce qui donne bien plus de force aux principes dans l'espece présente , est que le sieur Minvielle qui a pris en paiement les billets qui étoient dûs au sieur de la Tranchaudiere , ne les a pas gardés dans leur premiere nature ; au lieu de ceux qui avoient été faits au profit du sieur de la Tranchaudiere , il en a fait faire d'autres à son profit , & même comme agent de la Compagnie des Indes ; en sorte que les billets cédés par le sieur de la Tranchaudiere ne subsistent plus , ce qui met le sieur de Minvielle hors d'état de les rétrocéder en faisant revivre sa créance sur le sieur de la Tranchaudiere.

Enfin il faut observer que les 40000 liv. dûes par l'acquéreur ne devoient être payés que dans des termes éloignés , & que les billets qui ont été donnés en paiement étoient actuellement exigibles , ce qui peut donner lieu de penser que l'acquéreur a pu être tenté de profiter de l'avance , & qu'en considération de cela , il a bien voulu les prendre à ses risques ; on voit du reste que l'acquéreur , qui par son traité avoit encore deux ans pour payer une partie du prix , n'a pas prétendu se soumettre à payer actuellement des billets exigibles , s'ils n'étoient pas acquittés par les débiteurs.

Quoi qu'il en soit , les quittances sont pures & simples ; il est vrai qu'en paiement le créancier a pris les billets dus par d'autres personnes ; mais il en a été content , il les a pris pour argent comptant , il n'a réservé aucune garantie ; il n'en a donc point à prétendre.

Les circonstances de fait qu'on a relevées dans les Requêtes de part & d'autre , & sur lesquelles on n'est pas d'accord , sont  
fort



fort inutiles ; que ce soit l'acquéreur ou le vendeur de l'habitation qui ait fait changer les billets & qui les ait fait passer à l'ordre du sieur Minvielle & de la Compagnie des Indes , cela est fort indifférent , parce que ce changement a toujours été fait en vue de la convention faite par le vendeur de les prendre en paiement ; ce qui a été exécuté. Quand ce seroit le sieur de la Tranchaudière qui les auroit fait changer , parce qu'il étoit d'accord avec le sieur Minvielle, en pourroit-on conclure que le sieur Minvielle qui les a pris , & qui a donné des quittances pures & simples , pût exercer une garantie qu'il n'a point stipulée ? En seroit-il moins vrai qu'il auroit pris ces billets à ses risques , & qu'il auroit déchargé l'acquéreur sans aucune réserve ? Ainsi il est inutile de se contredire sur ce point , puisque dans tous les cas la garantie seroit toujours sans prétexte.

*Délibéré à Paris ce . . . . .*

## XLIII. CONSULTATION.

*L'acte par lequel un Fondé de procuration en substitue un autre , est une acceptation de la procuration , & emporte hypothèque.*

**L**E Conseil soussigné , qui a vu les Mémoires respectifs tant de M. de Marteville que du sieur Fournier sur l'appel de plusieurs Sentences de Messieurs des Requêtes du Palais ; ensemble une expédition de la procuration de feu M. de Marteville du 12 Juillet 1725 , & de l'acte étant ensuite passé par le sieur Carel le même jour : Est d'avis , que M. de Marteville est bien fondé à soutenir qu'il a hypothèque sur les biens de Carel , *dudit jour 12 Juillet 1725.*

Toute obligation passée devant Notaire emporte hypothèque ; c'est une vérité reconnue de part & d'autre ; il n'y a donc qu'à savoir si les actes passés le même jour 12 Juillet 1725 , produisent un engagement.

Par le premier , feu M. de Marteville a donné pouvoir à Carel de recevoir les arrérages échus & à écheoir de ses rentes sur la Ville & sur les Tailles , même de *substituer* à cet effet d'autres

personnes ; ce pouvoir emporte nécessairement l'obligation de rendre & restituer les arrérages qui seront reçus par Carel ; il n'est pas nécessaire que cette obligation soit exprimée textuellement ; elle est une suite & un effet nécessaire de la procuration. Dire que l'on donne pouvoir à quelqu'un de recevoir pour nous, c'est-à-dire, qu'il sera tenu de nous rendre ce qu'il recevra, c'est le dire aussi clairement que si on l'exprimoit en propres termes : la procuration renferme donc nécessairement cette condition & cette obligation.

Il est vrai que, dans cette procuration, M. de Marteville parloit seul, & ne pouvoit pas obliger le sieur Carel sans lui-même ; mais ce qui manquoit à l'obligation a été bientôt réparé, puisque le même jour, devant les mêmes Notaires, & sans doute dans le même instant, Carel a comparu & a accepté la procuration de la manière la plus forte & la plus énergique ; il déclare qu'en vertu du pouvoir à lui donné par la procuration ci-dessus, il a substitué & *substitue en son lieu & place les sieurs Tureau & Affline, auxquels il donne pouvoir de recevoir les arrérages des rentes en question.*

On ne peut pas douter que ce ne soit-là une acceptation formelle de la procuration ; c'est en conséquence de cette procuration qu'il substitue ; c'est en conséquence de cette procuration qu'il donne pouvoir ; il faut donc qu'il *accepte* ; car sans *acceptation* il ne pouvoit pas donner un pouvoir qu'il n'auroit pas en lui-même. Il n'en est pas des procurations comme des donations pour lesquelles la Loi exige une acceptation expresse & en propres termes ; il suffit, à l'égard des procurations, qu'on déclare qu'on veut en faire usage, & qu'on en fasse usage en effet. Or le sieur Carel a déclaré qu'il vouloit faire usage de la procuration ; il en a fait usage dans le même instant ; il l'a donc acceptée.

Puisqu'il l'a *acceptée*, il a, par une conséquence nécessaire ; promis de rendre les deniers qu'il recevrait ; il s'y est obligé, & s'y est obligé pardevant Notaires, & par conséquent il a constitué sur ses biens une hypothèque générale pour tout le contenu dans cette obligation.

Pour combattre ces vérités, il faudroit dire, ou qu'il n'y a point d'obligation sans promesse expresse & textuelle de payer, ou que cette obligation ne peut se contracter que dans un seul & même acte où les deux Parties stipulent en commun & se lient réciproquement dans le même instant ; mais ces deux propositions sont également fausses.



Premierement on peut contracter une obligation qui emporte hypothèque, sans que l'acte en renferme aucune promesse ; telles sont toutes les obligations qui sont une suite nécessaire des actes que l'on passe ; il y en a des exemples sans nombre. Un particulier vend sa maison , & ne s'oblige point expressément à la garantie ; l'acquéreur est troublé ; qui peut douter qu'il n'ait hypothèque du jour de son contrat sur les biens du vendeur pour cette garantie non exprimée , & qui est de droit ? Un particulier reconnoît qu'un autre lui a prêté 20000 liv. & ne s'oblige point expressément de les rendre ; un autre se charge d'un dépôt , & ne promet point de restituer la chose déposée ; y en a-t-il moins une obligation de satisfaire à tous les engagements qui sont nécessairement renfermés dans les actes qui ont été passés ? Il en est de même d'une procuration pour recevoir de l'argent ; *en acceptant* cette procuration , on ne promet point de rendre ces deniers ; mais cette obligation est de droit ; elle se supplée comme une suite nécessaire ; l'acte qui contient l'*acceptation* renferme donc la promesse de rendre ce que l'on recevra.

Hypothèque se contracte tacitement , ainsi que d'autres obligations.

Il est évident après cela que l'on abuse manifestement , de la part du sieur Fournier , de l'art. 107 de la Coutume de Paris, dans lequel il est dit que *cédula privée qui porte promesse de payer emporte hypothèque du jour* , &c. Il faut , dit-on , que l'acte porte promesse de payer ; mais faut-il qu'il le porte en termes exprès , & ne suffit-il pas qu'il opere nécessairement cette promesse ? Ce seroit un égarement manifeste de le penser. Je reconnoîtrai , par une cédula , qu'on m'a remis en dépôt tant de marcs de vaisselle d'argent , un tel diamant ; cette cédula fera reconnue devant Notaires ; & parce que je n'aurai pas promis de rendre ce dépôt , il n'y aura pas hypothèque sur mes biens pour la restitution : cela ne se peut pas proposer.

Il en est de même de ce que l'on cite de Basnage , que pour constituer l'hypothèque , *il faut que l'on soit convenu de l'engagement* ; il faut que l'on en soit convenu sans doute ; mais n'est-ce pas en convenir que de donner procuration d'une part , & de l'*accepter* de l'autre ? Il est une infinité d'engagemens qui sont une suite nécessaire de ce qui est écrit , quoiqu'ils ne soient pas exprimés.

Ce n'est pas-là ce que l'on appelle en droit des hypothèques tacites ; ces sortes d'hypothèques ne résultent que du fait. Un héritier grevé de substitution se met en possession des biens ; par-là il contracte une hypothèque tacite sur ses biens libres pour la restitution du fidéicommiss : voilà ce que l'on appelle une

Hypothèques tacites suivant le Droit.

*hypothèque tacite*, qui ne naît point d'une convention écrite. Mais quand il y a des actes qui contiennent des engagements, qui produisent nécessairement des obligations, alors il y a *hypothèque expresse* pour ces obligations; il faudroit détruire tous les principes de l'ordre judiciaire pour penser autrement.

On se plaint tous les jours de la prolixité des actes des Notaires qui étendent fort au long des obligations qui sont de droit, & une suite nécessaire des engagements qui précèdent. Si on admettoit le système du sieur Fournier, on ne pourroit assez s'étendre dans ces sortes d'actes; il faudroit porter ses vues sur tous les effets que les actes peuvent produire, & les comprendre tous dans la convention pour avoir *hypothèque* en conséquence: ce qui est absurde.

Ainsi dans l'acceptation d'une procuration, il ne suffira pas de dire pardevant Notaires que l'on *accepte*, mais il faudra ajouter que l'on s'oblige de rendre les deniers à recevoir en vertu de la procuration, qu'on *hypothèque* à cette restitution tous ses biens présents & à venir, & autres clauses du style des Notaires. Réellement tout cela ne seroit qu'un verbiage inutile; l'obligation est de droit; elle est attachée à l'*acceptation*; elle en est une suite nécessaire; donc elle existe; elle est contractée dans l'*acceptation* même, comme dans son principe.

Secondement, ce seroit une autre erreur de prétendre que, pour former une obligation, il faille que les deux Parties stipulent dans le même acte en présence l'une de l'autre; car outre qu'il est de principe que la proximité des actes les fait regarder comme dépendans l'un de l'autre, & comme ne formant ensemble qu'un *seul & même acte*, il est certain d'ailleurs qu'une obligation réciproque peut se former par *deux actes* que chaque Partie signe séparément & dans des tems éloignés. Nous en avons un exemple bien remarquable dans les donations; car quoiqu'elles doivent être faites par le concert mutuel du donateur & du donataire, il est certain cependant que le donateur peut parler seul dans la donation, & que le donataire peut accepter seul dans un autre acte passé plusieurs jours, même plusieurs mois après. Il est vrai que dans ce cas l'*hypothèque* n'est acquise que du jour du dernier acte, qui est le complément de la donation; mais de ce jour au moins la convention est formée, est synallagmatique, & il y a une *hypothèque réciproque* sur les biens tant du donateur que du donataire.

Il est certain même que si la donation impose des charges au



donataire , la seule acceptation qu'il fait en particulier l'affujettit à remplir ces conditions , quoiqu'il n'ait pas promis & ne se soit point obligé à les exécuter.

Cette vérité reçoit ici une application décisive ; la procuration est donnée par le sieur de Marteville seul ; elle est *acceptée* par le sieur Carel seul ; mais outre que ces actes sont passés dans *le même instant & devant les mêmes Notaires*, ce qui ne permet pas de les regarder autrement que comme *un seul & même acte*, quand ils seroient passés dans des tems plus éloignés, ils forment toujours un engagement réciproque qui emporte hypothèque *du jour* du dernier. Et quels engagements operent-ils ? De la part du sieur de Marteville , d'approuver les paiemens qui seront faits à Carel ; & de la part de Carel, de rendre les arrérages qu'il aura reçus. Mais il y a plus , cette procuration donnée à Carel renferme nécessairement la charge , la condition de rendre les deniers , & Carel s'y soumet par son *acceptation* ; comment donc n'y auroit-il point d'obligation de sa part , ni d'*hypothèque* sur ses biens ?

Cette procuration est une espece de donation à la charge de rendre ; l'acte de Carel est une acceptation qui emporte de droit soumission de rendre. Or le donataire qui accepte une donation accompagnée de charges & de conditions , hypothèque ses propres biens aux charges de la donation , en l'acceptant purement & simplement ; comment donc Carel n'auroit-il pas hypothéqué les siens aux charges de la procuration en l'acceptant ?

Il ne faut point ici de Loi singulière pour établir cette hypothèque ; elle est une suite des Loix générales en matière d'hypothèque ; il ne s'agit que de les appliquer suivant les regles , & suivant ce qui résulte naturellement des actes qui ont été passés.

C'est une illusion de dire que l'acte passé par Carel est une preuve qu'il n'a pas voulu faire usage de la procuration , puisqu'il a *substitué* d'autres personnes pour en faire usage ; car c'étoit accepter la procuration que de substituer , comme elle en donnoit le pouvoir ; aussi le sieur Carel dit-il qu'il substitue *en conséquence du pouvoir à lui donné*, & qu'il donne pouvoir de toucher : il use donc du pouvoir qu'il accepte , puisque sans cela il ne pouvoit pas le donner à d'autres.

Dans ces cas , nul doute que la convention réciproque ne soit formée , & par conséquent l'hypothèque acquise. Le sentiment de Domat y est précis , livre premier , titre 15 , section pre-

miere , nomb. 3. *La convention qui fait les engagements entre le Procureur constitué & celui qui le constitue , se forme lorsque la procuration est acceptée ; si l'un & l'autre ne sont pas présens , la convention est accomplie lorsque le Procureur constitué se charge de l'ordre porté par la procuration , ou qu'il l'exécute , car alors son consentement le lie à celui de la personne qui l'a constitué. Cette autorité est décisive.*

*Délibéré à Paris ce . . . . .*

*Arrêt rendu le 27 Août 1740 en la Troisième Chambre des Enquêtes , au rapport de M. de Loffendiere , Conseiller , consultis Classibus , confirmatif de la Sentence intervenue le 23 Juillet 1733 en la Première Chambre des Requêtes du Palais , au rapport de M. Boutin , Conseiller , qui avoit donné hypothèque du 12 Juillet 1725 , jour auquel Carel avoit accepté la procuration , par acte devant Notaires du même jour , étant ensuite de cette procuration.*

## X L I V. C O N S U L T A T I O N.

### *Servitude de chute d'eau ou d'aqueduc.*

**L**E Conseil soussigné , qui a vu le Mémoire de M. de Bellegarde , Seigneur de la Chevrette , contre M. Baille , Seigneur de la Barre : Est d'avis , que les eaux conduites par des tuyaux jusqu'à la Barre ne peuvent en sortir pour traverser les cours & parcs de la Chevrette , sans que la Barre ait une servitude sur la Chevrette pour l'obliger de les recevoir & de leur livrer passage. Ce ne sont pas des eaux qui par leur cours naturel tombent sur la Chevrette , car alors le voisin inférieur est obligé de les recevoir comme étant la charge naturelle de son héritage ; mais ce sont des eaux amenées par artifice à la Barre , & qui à leur sortie sont aussi conduites par art dans la maison & dépendances de la Chevrette , quoiqu'il soit facile de leur procurer un écoulement sans qu'elles tombent dans la Chevrette.

Le Seigneur de la Chevrette n'est donc pas obligé de les laisser passer chez lui si elles l'incommodent. M. de Bellegarde est maître chez lui ; il peut fouiller dans son terrain & dé-

Voisin inférieur tenu de recevoir les eaux quand c'est leur cours naturel.



traire la pierrée qui y conduit les eaux de la Barre, suivant l'art. 187 de la Coutume. De quel droit peut-on l'en empêcher, s'il n'y a pas un titre précis qui l'oblige à laisser cette pierrée en état ?

C'est donc ici une véritable servitude qui ne peut se soutenir par la possession seule, mais qui doit être fondée en titre, suivant les art. 186, 215 & 216 de la Coutume de Paris. On ne voit aucun titre constitutif de cette servitude. Par un acte du 11 Juin 1639, on voit que Pierre Puget, Sieur de Montoron & de la Chevrette, ayant acquis le Fief de la Barre avec des héritages, rentes & autres droits en dépendans, à compte desquels il avoit payé 50000 livres, fit sa déclaration au profit de M. le Chancelier Seguier de la maison & enclos de la Barre, pour lesquels M. le Chancelier avoit fourni 20000 liv. de ses deniers sur les 50000 l. qui avoient été payés. Dans cet acte, le sieur de Montoron consent que M. le Chancelier fasse poser des tuyaux pour conduire les eaux d'une fontaine voisine dans la maison & enclos de la Barre, qu'il fasse même passer des tuyaux dans des héritages appartenans audit sieur de Montoron; mais cela ne regarde que la conduite de ces eaux à la Barre, & non leur sortie, ni leur décharge; & celui qui permet de faire conduire des eaux par son héritage, n'est pas obligé pour cela, quand elles sont arrivées dans la maison à laquelle elles étoient destinées, de souffrir encore qu'elles aient leur issue & leur décharge par d'autres héritages à lui appartenans.

Depuis, M. & Madame de la Vrilliere étant devenus propriétaire tant du Fief de la Chevrette que de celui de la Barre, il y a lieu de présumer que ce sont eux qui ont fait écouler les eaux de la Barre par la Chevrette, & qui ont fait faire pour cela la pierrée qui les conduit au travers du jardin de la Chevrette. Ils en étoient les maîtres tant qu'ils possédoient ces deux Fiefs. Mais par un acte sous seing-privé du 22 Mai 1658, ils ont vendu ou aliéné à titre d'échange la maison, Fief & enclos de la Barre, au profit de M. & de Madame de Bournonville; & par cet acte, ils ne se sont point soumis à recevoir dans leur jardin de la Chevrette les eaux qui sortoient de la Barre, & à leur donner un passage libre.

Cependant cela étoit nécessaire pour que leur jardin de la Chevrette demeurât chargé de cette servitude. L'art. 215 y est précis : *Quand un pere de famille met hors de ses mains partie de sa maison, il doit spécialement déclarer quelles servitudes il retient sur l'héritage qu'il met hors de ses mains, ou quelles il constitue sur le sien,*

*& les faut nommément & spécialement déclarer , tant pour l'endroit , grandeur , hauteur , mesure , qu'espece de servitudes , autrement toutes constitutions générales de servitude , sans les déclarer comme dessus , ne valent.* Ce que la Coutume dit d'un homme qui met hors de ses mains partie de sa maison , s'entend également de celui qui ayant deux maisons voisines en aliène une ; il faut qu'il déclare par écrit ce qu'il retient de servitude sur la portion qu'il aliène , ou ce qu'il en constitue sur la portion qu'il se réserve.

Or M. & Madame de la Vrilliere n'ont point constitué sur la Chevrette qu'ils retenoient , la servitude de recevoir & de laisser passer les eaux de la Barre ; ils ont donc été les maîtres de l'empêcher aussi-tôt après la vente ou l'échange ; & quoique cela ait été toléré depuis , comme la possession sans titre est inutile pour une servitude , le Seigneur de la Barre ne peut s'en faire un moyen.

Loin de constituer aucune servitude sur le Fief de la Chevrette , M. & Madame de la Vrilliere ont expressément stipulé qu'il n'y auroit aucune porte , entrée ni issue , vues , ni autres servitudes , dans les allées d'ormes , avenues & enclos des dépendances de la Chevrette , excepté deux fenêtres qui sont désignées , en quoi les Parties se sont conformées alors à l'art. 215 de la Coutume , qui veut qu'on déclare expressément quelles sont les servitudes qu'on constitue sur l'héritage dont on demeure propriétaire.

Il n'est donc pas possible après cela que le Seigneur de la Barre puisse avoir quelque servitude sur la Chevrette , ni par conséquent qu'il puisse exiger la décharge & le passage de ses eaux par la Chevrette.

On dira peut-être que M. & Madame de la Vrilliere ayant vendu la Barre dans l'état où il étoit , se sont soumis au passage de eaux qui faisoient partie de l'état de la Barre ; qu'ils étoient même garans de ce passage & de cette décharge ; mais rien ne sera moins concluant.

1°. La servitude ne peut pas être imposée tacitement , il faut qu'elle soit expresse ; ici , au contraire , il y a exclusion expresse de toute servitude , à l'exception des deux fenêtres qui donnent sur l'avenue de la Chevrette. Ainsi on ne peut pas dire que M. & Madame de la Vrilliere se sont soumis à souffrir le passage des eaux.

2°. S'il y avoit une action de garantie , elle ne regarderoit que les héritiers de Madame de la Vrilliere , & non les tiers-détenteurs de la Chevrette , qui ne peuvent jamais être tenus d'une action



action personnelle à laquelle le vendeur a pu se soumettre ; mais il n'y avoit pas même d'action en garantie, parce que c'étoit à l'acquéreur à faire exprimer la servitude, s'il vouloit qu'elle fût établie.

*Délibéré à Paris ce . . . . .*

## X L I. C O N S U L T A T I O N.

*Rappel hors les termes de droit dans la Coutume d'Artois.*

**L**E Conseil souffigné qui a vu le testament de Christophe de Beaureins & de Marie-Sufanne de Saultin sa femme, du 17 Mai 1697 ; le testament d'Albert-Christophe de Beaureins, Archidiacre d'Arras, du 10 Mars 1723 ; le contrat de mariage de Marie-Heleine-Josephe de Beaureins, du 14 Mai 1728 ; les codiciles du sieur Archidiacre d'Arras, des 25 Janvier 1729 & 11 Décembre 1734 ; & un Mémoire sur la question de savoir à qui doit appartenir dans la succession du sieur Archidiacre d'Arras la Terre de Sauq qu'il avoit eue de la succession de Maximilien-Denis de Beaureins son frere aîné : Est d'avis que cette Terre doit appartenir à Marie-Claire-Isabelle de Beaureins sa sœur, à l'exclusion de ses neveux & nieces, petits-neveux & petites-nieces.

Ce sentiment est fondé sur l'article 105 de la Coutume d'Artois, qui porte que les héritages patrimoniaux, c'est-à-dire, propres en succession tant de ligne directe que de collatérale, succèdent aux plus prochains héritiers du lez ou côté dont ils viennent & procedent ; & comme la sœur est plus proche du défunt que les neveux & nieces, elle les exclut aux termes de ces articles.

D'autant plus que dans la Coutume d'Artois la représentation n'a point lieu, suivant l'article 92, même *intra terminos juris*. Ainsi les neveux & nieces ne peuvent concourir avec leur tantes, ni à plus forte raison les arriere-neveux.

Ce droit, fondé sur la disposition précise de la Coutume, ne pourroit être affoibli que par une disposition testamentaire jusqu'à concurrence du quint & de trois années de revenu ; car en Artois on ne peut donner le quint de ses Fiefs & les trois années du revenu qu' par testament, suivant les articles 90 & 91. Il faut

donc voir si le sieur Archidiacre d'Arras, dans ses testament & codicilles, a donné quelque atteinte au droit de sa sœur. Au contraire, par son testament du 10 Mars 1723, après avoir rappelé à sa succession les enfans de feu son frere Joseph de Beaureins, & les enfans de ses sœurs en cas qu'elles vinssent à prédécéder, il ajoute expressement, qu'à l'égard de ses biens patrimoniaux, tant Fiefs que coteries, il les laisse suivre à ceux à qui ils devoient appartenir suivant la Coutume. Or, suivant la Coutume, les neveux & nieces n'avoient rien dans la Terre de Sauq, qui est un bien patrimonial; par conséquent le testateur ne leur a rien laissé dans cette Terre, le rappel étant expressement interdit à cet égard.

Il n'y a rien de changé dans cette disposition par le codicille de 1729, qui porte que les biens patrimoniaux de l'Archidiacre, conformément au testament de ses pere & mere, doivent être partagés par égales portions entre ses deux sœurs, son neveu Maillet pour une tête, & ses deux nieces de Vielfort pour une autre. Cette disposition ne peut s'appliquer qu'aux biens que l'Archidiacre avoit eus de ses pere & mere; car quoiqu'elle parle en général de ses biens patrimoniaux, ce qui comprend tous les propres, soit venus des pere & mere, soit acquis par le frere aîné, & auxquels l'Archidiacre a succédé, cependant la disposition étant fondée sur le testament du pere, ne peut s'entendre que des biens des pere & mere, qui avoient ordonné par leur testament que, si un de leurs enfans mouroit sans enfans, les biens à lui légués par leur testament seroient partagés entre les autres enfans & leurs descendans par représentation. C'est cette disposition que l'Archidiacre rappelle, & par conséquent il ne la rappelle que pour les biens venus de ses pere & mere. On peut dire même que le codicille de 1729 ne contient point une disposition de la part de l'Archidiacre, mais une simple déclaration de ce que ses pere & mere avoient ordonné. Je suis obligé de déclarer, dit-il, que tous mes biens patrimoniaux, suivant le testament de mon pere, doivent être partagés par égales portions entre . . . . . Il n'ordonne pas le partage égal de ses biens patrimoniaux, il déclare seulement le partage ordonné par son pere; & en cela il le confirme. Mais il ne confirme que ce que son pere a ordonné, & pour les biens auxquels s'applique le testament du pere. Ainsi cette déclaration est absolument étrangere à la Terre de Sauq que les pere & mere de l'Archidiacre n'ont jamais possédée.

A l'égard du codicille de 1734, il ne contient qu'un legs fait à

Clause où le testateur ne fait que confirmer le testament de son pere.



Marie-Claire-Isabelle de Beaureins de tout le mobilier du testateur, sans parler en aucune maniere de ses biens patrimoniaux ; ainsi il ne change rien à l'ordre d'y succéder établi par la Coutume, d'autant qu'en Artois on peut être héritier & légataire ; en sorte que Marie-Claire-Isabelle de Beaureins peut être légataire du mobilier, & héritière de la Terre de Sauq.

Il ne reste donc qu'un seul titre qui puisse former quelque difficulté, c'est le contrat de mariage de Marie-Heleine-Josephe de Beaureins de Vielfort avec le sieur de Coucoue, du 14 Mai 1728. La Dame de Coucoue étoit niece de l'Archidiacre, fille de son frere Joseph de Beaureins de Vielfort. Par ce contrat de mariage, l'Archidiacre consent représentation avoir lieu dans sa succession mobilière & immobilière aux enfans à naître du mariage, pour faire une tête avec les enfans de ses sœurs & avec ses sœurs mêmes. Cette clause est un véritable rappel des arriere-neveux, au moins en faveur de ceux qui pourroient naître de ce mariage ; d'où l'on peut conclure deux choses : la premiere, que Marie-Claire-Isabelle, sœur du défunt, ne peut pas succéder seule dans la Terre de Sauq, puisque le rappel & la représentation admise rapproche les arriere-neveux au même degré qu'elle ; la seconde, que le fils de la Dame de Coucoue étant rapproché au même degré que Joseph de Beaureins son aïeul, doit succéder comme lui-même ; & que comme l'aïeul auroit succédé seul aux Fiefs, suivant les articles 96, 98 & 99 de la Coutume, le petit-fils y doit de même succéder seul.

On ne croit pas que les avantages que l'on voudroit tirer de ce contrat de mariage soient conformes aux regles.

Premièrement, ce rappel s'étendant jusqu'aux arriere-neveux, ne pourroit valoir que par forme de legs, puisque les arriere-neveux ne sont point *intra terminos juris*. Par cette seule raison, ce rappel ne pourroit valoir que jusqu'à concurrence de ce qu'il est permis de donner par testament ; & par conséquent il ne pourroit valoir que pour un quint de Sauq, & pour trois années du revenu, suivant les art. 90 & 91 de la Coutume, sans que l'on puisse opposer que les neveux & nieces qui sont *intra terminos juris* sont aussi rappelés ; car ils ne le sont pas directement ; c'est au profit des arriere-neveux que le rappel est établi, & ce n'est que par conséquence & par forme de communication que les neveux sont aussi rappelés. D'ailleurs, il seroit difficile de séparer le rappel, & de le faire valoir par forme de succession pour les uns, & de legs pour les autres. Mais, en un mot, ce sont les arriere-

Rappel hors les termes de Droit ne vaut que jusqu'à concurrence de ce qui se peut léguer.

neveux qui sont rappelés directement ; & tout ce que l'on peut dire des neveux & nieces est qu'ils sont associés à ce rappel ; ils ne peuvent donc pas avoir plus de droit que les arriere-neveux.

Secondement , par la Coutume d'Artois on ne peut donner le quint de ses Fiefs que par testament ; l'article 90 porte que l'on peut donner par testament , & *non autrement* , les fruits de trois années de tous ses Fiefs , soit patrimoniaux ou autres ; & l'article 91 ajoute , qu'on peut donner par disposition dernière , & non autrement , le quint de ses Fiefs.

Rappel *extrà terminos juris* dans une Coutume où le quint ne se peut donner que par testament , vaut-il pour le quint par contrat de mariage ?

Mais si l'on ne peut donner une portion de ses Fiefs que par testament , on n'y peut aussi rappeler ceux qui sont *extrà terminos juris* que par testament. Ainsi l'on n'estime pas que le rappel porté par le contrat de mariage en faveur d'arriere - neveux puisse leur donner aucun droit sur la Terre de Sauq , même par forme de legs & jusqu'à concurrence de ce que l'on peut donner par testament.

Troisièmement , il est vrai que M<sup>e</sup> Denis le Brun , dans son traité des Successions , liv. 3 , chap. 10 , sect. 4 , après avoir établi que ceux qui sont *extrà terminos juris* ne peuvent être rappelés que par testament , parce que le rappel à leur égard n'opere qu'un véritable legs , ajoute , au nombre 18 , que les arriere-neveux peuvent être rappelés par contrat de mariage , & qu'alors ils recueillent *per modum successionis* , suivant un Arrêt du 6 Mars 1660 ; ce rappel étant alors regardé comme une institution contractuelle. Mais la Coutume d'Artois ne permettant de donner que par testament , & excluant par conséquent toute donation entre-vifs , n'admet point pas conséquent les institutions contractuelles. Dans cette Coutume , on ne peut disposer de ses Fiefs par aucun acte entre-vifs , sinon par l'une des trois voies exprimées dans l'article 76. L'institution contractuelle ni la donation entre-vifs n'en fait point partie ; il ne reste donc que le testament ; mais on ne peut pas donner au contrat de mariage l'effet d'un testament ; ainsi le rappel porté par le contrat de mariage en faveur des arriere-neveux ne peut produire aucun effet.

Si l'on peut en Artois donner par institution contractuelle les biens dont la Coutume défend de disposer que par d'autres actes qu'elle prescrit.

L'Archidiacre auroit pu rappeler ses neveux par quelque acte que ce fût , parce qu'il étoient *intrà terminos juris* ; mais il ne l'a fait ni dans ses testament & codicilles , ni par le contrat de mariage de Madame de Coucoue. Il ne pouvoit rappeler ses arriere-neveux que par testament & jusqu'à concurrence de ce qu'il est



permis de léguer, mais ils ne sont rappelés que par un contrat de mariage qui ne pouvoit contenir une pareille disposition. Rien ne fait donc obstacle à la succession légitime de Marie-Claire Isabelle sa sœur dans la Terre de Sauq.

*Délibéré à Paris ce . . . . .*

## XLVI. CONSULTATION.

*Si celui qui est héritier en partie d'un garant, peut agir contre celui qui doit être garanti ; & si étant non-recevable, il l'est pour le tout, ou seulement pour la portion dans laquelle il est héritier.*

**L**E Conseil souffigné, qui a vu le Mémoire du sieur de Lugny & de la Dame Tourelle son épouse, contre Christophe Fagan & la Dame le Pautre sa sœur, sur la demande en déclaration d'hypothèque formée par ledit sieur Fagan & ladite Dame le Pautre contre le sieur de Villeneuve, acquéreur de la Terre de Lugny, & sur la dénonciation qui en est faite auxdits Sieur & Dame de Lugny : Est d'avis :

1°. Que le sieur Fagan & la Dame le Pautre ne peuvent agir en déclaration d'hypothèque contre le sieur de Villeneuve que comme détenteur des trois huitièmes qui appartenoient à leur pere dans la Terre de Lugny, puisqu'ils ne sont créanciers que du fond du douaire constitué par leur pere. Ainsi les cinq autres huitièmes sont libres, & ne peuvent être chargés de l'action hypothécaire qu'ils exercent; enforte que si la Terre vaut 3 2000 liv. qui est le prix qu'elle a été vendue en 1710, ils ne peuvent contraindre le possesseur à leur payer que la somme de 1 2000 livres. Cela ne souffre pas de difficulté.

2°. Le détenteur paroît bien fondé à les soutenir non-recevables dans cette action, parce que s'ils sont créanciers d'une part, ils ont d'un autre côté deux qualités qui les empêchent de faire usage de cette créance pour troubler l'acquéreur. Dans l'une, ils sont eux-mêmes co-vendeurs solidaires pour le huitième qu'ils avoient de leur chef dans la Terre de Lugny comme héritiers en partie de Louis-Germain de Balon. En cette qualité de co-vendeurs solidaires, ils sont obligés de faire jouir l'acquéreur, non-seulement du huitième qu'ils lui ont vendu, mais

encore des trois huitiemes que leur pere avoit , & dont ils se sont rendus garans en vendant solidairement. Dans l'autre , ils sont héritiers en partie , & héritiers purs & simples de Jules-Armand Bistron de Balon , Sieur de la Chauverie , qui avoit la moitié de la Terre , & qui a vendu conjointement & solidairement avec le feu sieur Fagan leur pere. Dans ces deux qualités , ils seroient obligés de faire cesser le trouble qui seroit fait par un créancier étranger ; à plus forte raison ne peuvent-ils pas eux-mêmes évincer l'acquéreur , & demander qu'il soit tenu de payer ou de déguerpir.

On ne croit pas qu'ils fussent en droit d'opposer à cette fin de non-recevoir qu'ils ne sont qu'héritiers en partie du sieur de la Chauverie , & qu'ils ne sont garans qu'en partie de leur propre demande ; car quoique la garantie se divise entre les héritiers de celui qui l'a promise , lorsqu'on n'a pas contre eux l'action hypothécaire , cependant lorsque c'est un des héritiers lui-même qui veut troubler l'acquéreur , on peut l'écarter en lui opposant qu'il est tenu des faits de celui dont il est héritier , & que comme le défunt n'auroit pas pu troubler l'acquéreur , lui qui est son héritier , quoiqu'en partie seulement , est également non-recevable à agir contre celui à qui cette garantie a été promise.

Héritier ;  
quoiqu'il ne  
le soit qu'en  
partie , ne  
peut revenir  
contre le fait  
d'un défunt.

En effet , si l'action personnelle qu'on a contre les héritiers se divise lorsqu'il s'agit de les poursuivre & de les faire payer , il n'en est pas de même de l'exception qui tend à empêcher un trouble de leur part. Pour les poursuivre , il faudroit avoir un titre de solidité ; mais pour se défendre par voie d'exception , il suffit de leur opposer un défaut de qualité ; & celui qui est héritier en partie , mais héritier pur & simple du garant , n'a point de qualité pour troubler l'acquéreur , ou du moins il a une qualité qui résiste à l'action qu'il peut intenter comme créancier : ce qui suffit pour fonder la fin de non-recevoir.

Différence  
entre l'action  
& l'exception  
contre l'héri-  
tier.

Cette différence entre l'action qu'on peut exercer contre un des héritiers , & l'exception qu'on peut lui opposer est si sensible que quand il s'agit d'exercer l'action , il faut déclarer le titre exécutoire contre l'héritier ; au lieu que pour proposer une simple exception contre lui , il suffit de relever sa qualité d'héritier , & de le soutenir non-recevable. Pour exercer l'action , il faut obtenir une condamnation ; pour proposer l'exception , il n'en faut point ; ce qui vient de ce que l'action exige un nouveau droit acquis contre l'héritier ; au lieu que l'exception se tire du



droit formé contre le défunt. Or il est naturel que quand il s'agit d'acquérir un nouveau droit contre l'héritier, on ne puisse l'obtenir que pour sa part & portion ; au lieu que quand il s'agit d'opposer le droit formé contre le défunt, on soit en état de le faire valoir dans toute son étendue & sans partage. En un mot, il suffit d'être héritier en partie pour ne pouvoir revenir contre le fait du défunt.

Aussi toutes les Loix qui permettent à l'acquéreur d'opposer l'exception *rei venditæ*, ne la donnent-elles pas seulement contre le vendeur, mais encore contre son héritier & ses successeurs indéfiniment & sans distinguer s'ils sont héritiers pour le tout ou pour partie seulement. La Loi première au ff. *de except. rei venditæ*, après avoir accordé cette exception contre le vendeur qui voudroit évincer l'acquéreur, ajoute, *sed & si dominus fundi hæres venditori existat, idem erit dicendum.*

La Loi dernière au même titre s'exprime encore dans des termes plus forts : *pari ratione venditoris etiam successoribus nocebit, sive in universum jus sive in eam duntaxat rem successerint.* Ainsi celui qui n'est héritier qu'en partie est cependant non-recevable à troubler l'acquéreur, quoiqu'il ne fût tenu qu'en partie de la garantie promise par le vendeur.

La Loi *cum à matre* 14, au code *de evictionibus*, paroît établir le principe contraire ; elle décide que si la mere a vendu une maison appartenant à son fils, & que le fils devienne ensuite héritier de sa mere, le vendeur ne peut lui opposer l'exception que pour la part dont il est héritier, *pro quâ portione ad eum hæreditatis pertinet* ; mais M. Duval, dans son traité *de rebus dubiis*, chap. *de evictionibus*, répond que le motif de cette Loi est tiré d'une circonstance particulière qui est que l'acquéreur avoit acheté de la mere, sachant que la maison étoit au fils *te sciente*. Aussi ce Jurisconsulte, dans la these générale, soutient-il que l'héritier même en partie est non-recevable à troubler l'acquéreur de son propre chef.

3°. Si le détenteur peut faire tomber la demande en déclaration d'hypothèque par la fin de non-recevoir, on ne croit pas que le sieur Fagan & la Dame le Pautre puissent demander le fond du douaire aux autres héritiers du sieur de la Chauverie, leur part confuse, parce que le sieur de la Chauverie n'étoit point débiteur du douaire, & qu'il n'a jamais contracté d'engagement à cet égard. Il étoit bien garant de la vente de la Terre de Lugny envers l'acquéreur ; mais l'acquéreur ne pouvant

L'héritier du vendeur, quoiqu'il ne soit héritier qu'en partie, ni tenu qu'en partie de la garantie promise par le défunt, n'est pas recevable à évincer l'acquéreur.

être troublé, il ne reste aucune action contre sa succession.

On ne peut pas dire non plus qu'en promettant la garantie à l'acquéreur, il ait promis de payer les dettes en vertu desquelles on pouvoit le troubler, & que ces dettes sont devenues une charge de sa succession; car il n'a contracté aucune obligation envers les créanciers, & il ne résulte de sa garantie d'action contre lui qu'en faveur de l'acquéreur. Le sieur de la Chauverie, qui n'ignoroit pas le douaire dont les biens du sieur Fagan pere étoient chargés, a pu compter que les enfans douairiers devant être ses héritiers, ils n'auroient point d'action contre l'acquéreur, & qu'ainsi la garantie tomberoit. En un mot, les enfans pour le douaire n'ont point d'action directe contre sa succession.

Ils ne peuvent pas même dénoncer la fin de non-recevoir qui leur est opposée, parce que cette fin de non-recevoir dérive de leur propre fait & de leur propre qualité, dont les autres héritiers du sieur de la Chauverie ne peuvent être garans.

*Délibéré à Paris ce . . . . .*

## XLVII. CONSULTATION.

### *Reprises de Madame la Duchesse de Bouillon.*

**L**E Conseil souffigné qui a vu le premier contrat de mariage de la Princesse Marie Sobiesky avec feu M. le Prince de Turenne, daté des 26 Juin & 7 Août 1723; l'inventaire fait après la mort de M. le Prince de Turenne, du 22 Mars 1724, & le contrat de mariage de ladite Princesse avec M. le Duc de Bouillon, du 29 dudit mois de Mars; ensemble un Mémoire sur les droits que les enfans nés de ce second mariage ont à exercer contre M. le Duc de Bouillon leur pere du chef de la Princesse leur mere: Est d'avis que, pour fixer le droit des enfans qu'on suppose devoir renoncer à la communauté, il faut consulter le contrat de mariage de 1724.

La Princesse se marie avec les biens à elle constitués en dot par le Prince de Pologne son pere dans son premier contrat de mariage; ensemble avec les droits résultans dudit contrat, & ceux qui pourront lui échoir par succession, donation, legs ou autrement: voilà ce qui forme le fond des droits appartenans aujourd'hui aux enfans.



Le premier article est composé des biens constitués en dot à la Princesse par son premier contrat de mariage. Or, par ce premier contrat, on voit que le Prince de Pologne a constitué en dot à sa fille, 1°. 750000 liv. de contrats sur la Ville; 2°. deux créances, l'une sur le Roi de Pologne, l'autre sur le Roi d'Espagne.

On ne parle point dans la constitution dotale des pierreries que la Princesse avoit alors; mais dans la suite du contrat on dit qu'en cas de renonciation à la communauté, elle reprendra, outre son préciput, les habits, linges, hardes, toilette & pierreries qu'elle a présentement, dont il sera fait inventaire.

Ce cas est arrivé, elle a renoncé à la communauté, ainsi les pierreries qu'elle avoit en se mariant font partie des biens qu'elle a apportés à M. le Prince de Turenne. Ce sont ces mêmes biens qu'elle s'est constitués en dot par son contrat de mariage: ses enfans ont donc le droit de les répéter.

Les 750000 livres en contrats sur la Ville sont en nature; ainsi il est constant qu'ils appartiennent aux enfans.

Il en est de même des créances sur les Rois de Pologne & d'Espagne.

A l'égard des pierreries, bagues & bijoux, il n'en a point été fait inventaire lors du premier mariage, ni même pendant la vie de M. le Prince de Turenne premier mari. On verra dans la suite si on peut suppléer à ce défaut par l'inventaire qui a été fait au mois de Mars 1724, peu de jours avant le second mariage. Ce qui est de certain, est que s'il est prouvé en quoi consistoient ces pierreries, elles doivent être restituées aux enfans, ou la valeur de ce qui en manquera.

Le second article des biens expliqués dans le contrat de mariage de 1724, est composé des droits résultans de celui de 1723 en faveur de la Princesse; ces droits consistoient dans un préciput de 60000 liv. qui a été acquis à la Princesse par sa survie & dans la reprise de ses habits, linges, hardes, toilette, pierreries & bijoux qu'elle avoit apportés.

A l'égard du préciput de 60000 liv. il n'y a pas de difficulté; c'étoit une créance liquide qui lui appartenoit; c'étoit un droit résultant de son contrat de mariage; elle s'est mariée avec ses droits; M. le Duc de Bouillon qui en a été saisi doit donc restituer ces 60000 liv. à ses enfans, ou, ce qui est la même chose, ils en sont créanciers contre la succession de M. le Prince de Turenne.

Il en est de même des habits , linges , hardes & toilette ; ces effets ont été inventoriés après la mort de M. le Prince de Turenne , la Princesse sa veuve avoit droit de les reprendre outre son préciput ; c'est avec ce droit qu'elle s'est mariée , ce droit fait partie de la dot qu'elle a apportée à M. le Duc de Bouillon , il faut donc qu'il en fasse la restitution aux enfans qui renoncent à la communauté.

Effets dotaux  
consommés par  
l'usage ope-  
rent reprise.

Il est vrai qu'une partie de ces effets ne se trouvera plus en nature , parce qu'il y en a qui ont été consumés par l'usage ; mais le mari n'en est pas moins le débiteur ; l'entretien de la Princesse étoit une charge de la communauté ; & s'il s'est fait aux dépens de la dot qui y a été consumée , il faut qu'il remplisse le même fonds sur son propre bien.

L'article des pierreries que la Princesse avoit lors de son premier mariage , & qu'elle avoit droit de reprendre à la mort de M. le Prince de Turenne , fait encore partie des droits résultans de son premier contrat de mariage , & qu'elle a apportés à M. le Duc de Bouillon. Il n'y auroit pas de difficulté s'il en avoit été fait un inventaire lors du mariage de 1723 ; cet inventaire fixeroit le nombre & la qualité des pierreries que la Princesse auroit apportées , qu'elle avoit droit de reprendre après la mort de M. le Prince de Turenne , & qui auroient fait partie de ses biens & droits lors de son second mariage ; mais la clause du premier contrat de mariage au sujet de cet inventaire , n'a point été exécutée. Il s'agit de savoir si l'on y peut suppléer par l'inventaire fait au mois de Mars 1724 avant le second mariage. Cet inventaire a été fait à la requête de la Princesse de Turenne , de feu M. le Duc de Bouillon , & des Prince & Princesse ses enfans.

A la page 84 commence la description des pierreries qui est partagée sous deux titres différens : le premier porte : *ensuivent les diamants , pierreries & bijoux appartenans à Son Altesse Madame la Princesse de Turenne , que Sadite Altesse a fait représenter par la Demoiselle de Courteville une de ses Femmes.* Le second est conçu en ces termes : *ensuivent les pierreries & bijoux qui ont été donnés à Son Altesse Madame la Princesse de Turenne , tant par Son Altesse M. le Duc de Bouillon que par les Princes & Princesses de sa Maison pour présens de noces.*

Cette distinction bien marquée dans l'inventaire fait avec tous les héritiers de M. le Prince de Turenne ne permet pas de douter que les pierreries décrites sous le premier titre ne fussent



celles qui appartenoient à la Princesse avant son premier mariage, & qui lui avoient été données par le Prince son pere, ou qu'elle avoit recueillies de la succession de sa mere. Ces pierreries étoient dans la possession de la Princesse & à son usage; elles ne lui avoient été données ni par M. le Duc de Bouillon ni par les Princes & Princesses de sa Maison, puisque toutes celles qui lui étoient venues ainsi sont réservées pour être décrites sous le second titre; il falloit donc nécessairement qu'elles appartenissent à la Princesse de son chef, & par conséquent elles doivent aujourd'hui appartenir à ses enfans.

Il est vrai qu'au nombre des pierreries & bijoux qui composent ce premier titre, on trouve une tabatiere de chasse d'or, qu'on déclare avoir été donnée par M. le Prince de Bouillon, & qu'on estime 290 liv. Cet article pourroit être excepté s'il en valoit la peine; mais comme c'est un objet modique, on croit qu'il faut dire indéfiniment que tout ce qui est sous ce premier titre doit appartenir aux enfans. Aussi le fondé de procuration de la Princesse, à la fin de l'inventorié des pierreries sous ce premier titre, a-t-il protesté que cela ne pourroit lui nuire ni préjudicier, attendu la clause de son contrat de mariage qui lui accorde la reprise de ses habits, linges, hardes, toilette & pierreries, bagues & bijoux qu'elle avoit lors dudit contrat de mariage; sur quoi on ne voit aucune protestation contraire de la part des héritiers; en sorte qu'il paroît constant qu'on a reconnu alors que toutes ces pierreries avoient appartenu à la Princesse avant son premier mariage, & qu'elles lui étoient acquises en vertu de la clause de reprise insérée dans le premier contrat.

Il n'en est pas de même des pierreries décrites sous le second titre; il paroît évident que c'étoient des présens de nôces faits à la Princesse avant son premier mariage. Or les présens de nôces qu'on fait à la future épouse ne font pas partie de sa dot; ils appartiennent au mari & à la communauté, la femme en a l'usage du consentement de son mari; mais ce n'est pas le bien propre de sa femme. Si l'on avoit fait l'inventaire des pierreries de la Princesse lors de son premier contrat de mariage, comme cela étoit stipulé, on n'y auroit pas compris celles qui lui auroient été données pour présens de nôces, d'autant plus que ce contrat de mariage porte que la Princesse reprendra les pierreries qu'elle a présentement, dont il sera fait inventaire; or elle n'avoit pas alors les diamants & pierreries qui lui ont été donnés dans la suite pour présens de nôces; on ne devoit donc

Présens de nôces sont effets de la communauté & ne sont point réputés propres à la femme.

pas les comprendre dans l'inventaire qui devoit fixer la reprise. Ainsi de droit commun, & suivant la clause du contrat de mariage de 1723, Madame la Princesse de Turenne, après la mort de son mari, n'avoit aucun droit à ce second lot de pierreries, au moyen de sa renonciation à la communauté, & par conséquent M. le Duc de Bouillon n'en doit point aujourd'hui la restitution à ses enfans.

*Délibéré à Paris le. . . .*

## X L V I I I . C O N S U L T A T I O N .

*Condamnation d'intérêts doit n'être qu'accessoire.*

**L**E Conseil soussigné qui a vu le Mémoire de M..... sur la question de savoir s'il doit des intérêts à M..... d'une somme principale de 16000 liv. restant de deux obligations des 9 Août & 20 Octobre 1723, & s'ils ont été adjugés dans les règles par une Sentence du mois de Juin 1727; EST D'AVIS, qu'il faudroit avoir sous les yeux tant la demande formée par le Marquis ..... le 20 Mai 1727, que la Sentence par défaut qui a été rendue sur cette demande.

Selon le Mémoire, il a été fait le 20 Mai 1727 un commandement à M..... de payer la somme de 20000 liv. contenue aux deux obligations; & sur le refus il a été assigné pour être condamné aux intérêts, sans qu'on ait conclu dans l'exploit à la condamnation du principal. Si cela est, la demande & la condamnation des intérêts ne sont pas régulières; car parmi nous il faut, pour donner lieu à la condamnation des intérêts, que le débiteur ait été assigné pour être condamné au paiement du principal & des intérêts; il faut que le Juge ait prononcé la condamnation de l'un & de l'autre. Si l'on a demandé le principal seul, on ne peut pas condamner au paiement des intérêts, parce qu'ils n'ont pas été demandés; & si on a demandé les intérêts seuls, on ne peut pas les adjuger, parce qu'ils ne peuvent venir qu'à la suite de la condamnation du principal qui ne peut pas être prononcée faute de demande.

Comment  
doivent être  
adjugés les  
intérêts.



L'art. 60 de l'Ordonnance d'Orléans porte que contre les condamnés à payer certaine somme de deniers due par cédule ou obligation, seront adjugés les dommages & intérêts requis pour le retardement du paiement, à compter du jour que l'ajournement leur aura été fait. Ainsi pour adjuger des intérêts, il faut deux choses. La première, que le débiteur soit condamné à payer le principal, *contre les condamnés*; & comme on ne peut prononcer de condamnation que celle qui est demandée, il faut nécessairement conclure qu'on ne peut adjuger des intérêts sans qu'il y ait demande du principal. La seconde chose nécessaire pour adjuger des intérêts, est qu'ils aient été requis, *seront adjugés les dommages & intérêts requis*: il faut donc qu'il y ait demande du principal, puisqu'il faut qu'il y en ait condamnation, il faut aussi qu'il y ait demande des intérêts, puisqu'on ne peut adjuger que ceux qui sont requis: ces deux circonstances sont également nécessaires selon l'Ordonnance.

C'est ce qui a toujours été inviolablement observé au Parlement de Paris. M. Louet, lett. I. fom. 8, rapporte un Arrêt de 1594, qui a jugé que le débiteur ayant été assigné pour payer le principal sans qu'on eût conclu aux intérêts, n'avoit pas pu y être condamné; sur quoy ce Magistrat dit *qu'il faut demander les intérêts avec le principal*. Henrys, tom. 2, liv. 4, quest. 56, rapporte l'usage qui s'observoit alors dans la Province d'Auvergne de se faire adjuger les intérêts sur la demande du principal; il convient que cela est contraire à la Jurisprudence du Parlement de Paris, suivant les Arrêts rapportés par M. Louet & Brodeau; il se propose cependant d'examiner cette question dans les principes, & prétend prouver contre la Jurisprudence, que la demande du principal seul suffit pour adjuger les intérêts. *Il est vrai*, dit-il, *que la demande & interpellation judiciaire est le germe de l'intérêt du prêt entre majeurs*, & *que sans elle il ne peut être produit*; mais je dis que c'est la demande & poursuite du principal, & qu'elle suffit. Ainsi, selon cet Auteur, c'est la demande judiciaire du principal qui produit des intérêts; elle suffit sans conclure aux intérêts; mais il faut que le principal soit demandé, puisque sans cette demande l'intérêt ne peut être produit; il est donc vrai qu'il est absolument nécessaire qu'il y ait demande du principal.

Il prétend, à la vérité, qu'il n'est pas nécessaire qu'on ait conclu aux intérêts; en quoi il adopte l'usage de la Province d'Auvergne; mais outre que la Jurisprudence est contraire, c'est que

Intérêts ne  
se peuvent  
adjuger, si le  
demandeur  
n'y conclut

le texte de l'Ordonnance condamne ce sentiment ; puisqu'il porte expressément qu'on adjugera les dommages & intérêts *requis* ; ce qui prouve que la demande en doit être formée. Aussi faut-il observer que Henrys en rapportant l'article de l'Ordonnance, a omis ce terme essentiel, *requis*, qui auroit absolument changé sa décision s'il l'avoit eu présent sous les yeux.

Demande  
d'intérêts nul-  
le sans deman-  
de du princi-  
pal.

Quoi qu'il en soit, il est certain, suivant cet Auteur, que le principal doit être demandé pour faire courir les intérêts. Bretonnier sur cette question d'Henrys observe que dans les Parlemens de Droit Ecrit, on peut se contenter de demander les intérêts sans conclure au principal ; mais il remarque cette Jurisprudence comme particulière aux Parlemens de Droit Ecrit, & contraire à celle du Parlement de Paris ; & en effet il reconnoît que la doctrine d'Henrys n'est point suivie dans la pratique, & qu'à Paris l'usage est de demander le principal & les intérêts tout ensemble.

*Délibéré à Paris le. . . .*

## X L I X. CONSULTATION.

### *Naissance d'un enfant depuis le Testament du Pere.*

**L**E Souffigné qui a vu un Mémoire concernant la famille d'un homme mort à Saint-Domingue, qui ayant une fille du premier lit, & s'étant remarié à une jeune femme, dont il ignoroit la grossesse, a fait dans cet état un testament par lequel il laisse la moitié de son bien aux enfans nés & à naître de sa fille mariée, l'autre moitié demeurant à sa fille pour sa légitime ; sur la question de savoir quel effet doit produire la naissance du fils dont la seconde femme étoit enceinte, & dont elle est accouchée cinq mois & 22 jours après la mort de son mari ; EST D'AVIS, que s'il y avoit des moyens solides pour attaquer & faire déclarer nul le testament en lui-même, il n'y auroit plus de question sur l'effet de la naissance du posthume, parce qu'en ce cas la succession se partageroit *ab intestat* entre les enfans du premier & du second lit du testateur.

Mais il ne paroît pas de moyen dont on puisse espérer un succès favorable contre le testament. Le plus apparent est celui qui



se tire de ce que le Curé qui est un des témoins est aussi légataire ; mais quand on considère la qualité des legs , on n'est plus touché de ce moyen , parce que ces legs ne paroissent pas avoir été faits dans un esprit de libéralité envers le Curé.

Le premier est pour prier ou faire prier Dieu pour le Testateur , & le second est pour distribuer aux Pauvres honteux de la Paroisse. Celui-ci ne peut être regardé constamment que comme une charge & un embarras pour le Curé ; rien ne tourne à son profit ; celui-là n'est point encore une vraie libéralité , le Testateur n'y en a vue que lui-même , & le Curé n'est que l'Exécuteur de ses volontés.

Il est vrai qu'il n'y a aucune prière indiquée , mais on peut à cet égard se reposer sur l'honneur & la bonne foi du Curé ; & la modicité du legs par rapport aux forces de la succession ne permet pas de penser que ce soit une voie indirecte qui ait été prise pour faire fraude à la Loi.

On croit même que dans un pays où il n'y a peut-être pas beaucoup de Prêtres , on doit encore être plus facile sur ces sortes de legs , & que l'on ne peut exclure le Curé d'être témoin dans un testament , sous prétexte qu'on lui aura laissé quelque chose pour faire prier Dieu pour le Testateur.

C'est ce qui paroît décidé par l'art. 63 de l'Ordonnance de Blois , qui permet aux Curés & Vicaires de recevoir des testamens , encore que par iceux il y ait legs à œuvres pies , saintes & religieuses , pourvu que les legs ne soient faits en faveur d'eux ou de leur parens : car cet article n'exclut que ce qui tourne véritablement à leur avantage propre , & ne touche point aux legs pieux , quoique les Curés ou Vicaires en soient les Ministres. L'article ne distingue point ; tous les legs en œuvres pies peuvent être laissés dans des testamens reçus par des Curés , à plus forte raison dans des testamens où ils sont simples témoins. Or les deux legs dont il s'agit sont des legs pieux , l'un pour faire prier Dieu pour le Testateur , & l'autre pour distribuer aux Pauvres ; on ne croit donc pas qu'on doive regarder le Curé comme légataire , ni que cette circonstance puisse donner atteinte au testament.

Cas où le  
témoin légat-  
aire n'annul-  
le pas le testa-  
ment.

Tous nos Auteurs conviennent qu'un testament reçu par un Curé n'est pas nul , quoiqu'il y ait un legs fait à son Eglise dont il doit jouir comme Curé pendant sa vie. Duplessis , sur l'art. 289 de la Coutume de Paris ; Ricard , des Donations , part. 1 , n. 555. Ici

il y a encore moins pour le Curé , puisqu'il n'a ni le fonds ni les fruits , étant obligé de tout employer.

Ce que l'on ajoute que le testament a été porté tout dressé dans la chambre du malade , seroit sans doute un moyen décisif ; mais 1<sup>o</sup> pour proposer ce moyen , il faut s'inscrire en faux , car l'acte prouve le contraire. Il faut avoir des preuves capables de *soutenir une pareille accusation* ; & comme on ne s'étend point sur cela dans le Mémoire , il n'y a point d'apparence que l'on puisse hasarder une pareille démarche. Que le Notaire ait dit du Testateur qu'il étoit sain de corps & d'esprit , quoiqu'il fût malade , c'est une expression absolument indifférente , le Notaire a pu sur cet article se tromper sans conséquence.

L'expression  
*sain de corps*  
& *d'esprit* ne  
vicié un tes-  
tament, quoi-  
que le testa-  
teur fût ma-  
lade.

Enfin il est vrai que la réduction à la légitime est faite *cum elogio* ; mais comme le Testateur invoque la notoriété publique sur le mauvais ménage de sa fille & de son gendre , on ne peut rien reprocher au Testateur , s'il n'a parlé que le langage de la vérité.

On ne croit donc pas que le testament en lui même puisse être attaqué ; il ne reste qu'à savoir comment on doit se conduire dans l'exécution.

En faveur de  
tout possi-  
ble la Justice  
prend la pla-  
ce du pere.

Il est certain en général dans notre Jurisprudence que la survenance d'un enfant opere la révocation du testament qui se trouve fait à son préjudice. Les Arrêts appliquent aux testamens & dispositions à cause de mort la disposition de la Loi *si unquam de rev. donat.* ou plutôt les Arrêts ont cru qu'il falloit dans ce cas se conduire par la présomption de la volonté du Testateur. On ne présume pas qu'un pere se fût porté à déshériter son enfant ou à le réduire à la légitime s'il l'avoit connu , & s'il avoit su qu'il dût exister à sa mort ou après sa mort ; ainsi , quand ce cas arrive , la Justice se mettant à la place du pere prend le même parti que la nature auroit dû lui inspirer , & elle rend au fils qui se trouve déshérité la part entière qu'il auroit recueillie *ab intestat*.

Il est vrai que quand le pere avoit d'autres enfans lorsqu'il a fait son testament , il semble que cela doive faire plus de difficulté , parce que l'on peut présumer que le pere qui a disposé au préjudice des enfans qu'il avoit , n'en auroit pas été détourné quand il auroit eu un enfant de plus.

Cependant la condition d'un enfant survenu depuis le testament est si favorable , que même dans ce cas on croit qu'il y a lieu



lieu à la révocation, non pas pour le testament entier, mais pour la part que l'enfant survenu depuis devoit recueillir. En effet, le pere peut avoir eu des motifs de disposer au préjudice des enfans vivans, qu'il n'auroit peut-être pas eus à l'égard de celui-là; l'affection paternelle pouvoit déterminer en sa faveur; & il suffit que cela fût possible pour qu'on le présume.

Le posthume ne révoque le testament que pour sa part.

Dans le cas particulier, il est évident que le pere ne s'est porté à réduire sa fille à la légitime, & à léguer la moitié de son bien à ses petits-enfans, que parce qu'il avoit quelque sujet de chagrin de la part de sa fille & de son gendre; & comme ce motif ne pouvoit convenir à l'enfant du second mariage, il est évident que le pere ne se seroit pas porté à le réduire de même à sa légitime, s'il l'avoit connu, ou qu'il eût prévu qu'il viendrait au monde.

On pense donc que cet enfant est en droit de demander sa part entière dans la succession de son pere, comme s'il n'y avoit point de testament, comme étant révoqué à son égard & pour son intérêt.

Mais que deviendra l'autre moitié de la succession, & quel droit pourra y prétendre la fille du premier lit contre ses enfans, ou ses enfans contre elle? On estime que cette part se partagera entre la mere & les enfans, comme la succession entière s'y seroit partagée s'il n'étoit point venu d'enfans du second mariage; c'est-à-dire, que la mere en prendra la moitié à titre de légitime, ce qui fera le quart au total, & que l'autre moitié ou quart au total appartiendra à ses enfans.

En cela on suit manifestement l'intention & la volonté du testateur qui a voulu que la moitié de la part de sa fille passât à ses petits enfans, & qu'elle demeurât réduite à sa légitime. Or, tout cela s'opérera sur la moitié de la succession, comme cela se seroit opéré sur le tout, parce que la survenance d'un frere à la fille du premier lit retranche la moitié de ses droits.

Nous avons une Loi qui est précisément dans cette espece, & qui autorise notre décision. Un pere avoit fait un codicille par lequel il avoit chargé son fils unique d'acquitter certains legs; depuis il survient un autre enfant: on demande s'il doit contribuer à l'acquit des legs? Le Jurisconsulte répond que non; qu'il doit avoir sa part en entier; mais que le fils aîné ne paiera que la moitié des legs dont il étoit chargé: *quæ reliâta sunt, pro parte dimidiâ filius ad quem codicillus factus est solvere compellitur*,

*non etiam posthumus* ; c'est la décision de la Loi pénultième au ff. *de jure codicillorum*.

Il est aisé de voir que l'on a proposé ci-dessus le même parti : le posthume prend sa part entière ; & la fille du premier lit , sur la moitié qui lui reste , ne paie ou ne remet à ses enfans que la moitié de ce qui leur étoit légué , puisqu'elle ne leur abandonne que le quart au total au lieu de la moitié au total.

*Délibéré à Paris le . . . . .*







# DÉCISIONS

*De la plus grande partie des Affaires contenues dans  
les Tomes I. & II. des Œuvres de Monsieur  
COCHIN.*

**P**REMIERE Cause au Grand-Conseil, Tome premier,  
page premiere.

Arrêt du Grand-Conseil, du 9 Septembre 1712, en faveur  
du Mémoire.

II. Cause au Grand-Conseil, Tome 1, page 21.

A l'égard de la question d'état, jugé contre le Mémoire; quant  
à la nullité du testament, la restitution des biens de la succes-  
sion, les intérêts, fruits & revenus, les Parties remises au pre-  
mier jour.

III. Cause au Grand-Conseil, Tome 1, page 36.

Appointé; & cependant par provision main-levée des saisies.

X. Cause au Grand-Conseil, Tome 1, pag. 135.

Arrêt du Grand-Conseil, du 13 Mars 1726, en faveur du  
Mémoire.

XI. Cause à la Grand'Chambre, Tome 1, page 143.

Arrêt de la Grand'Chambre, du 19 Juillet 1731, en faveur du  
Mémoire.

XII. Instance au Conseil, Tome 1, page 155.

Sur l'évocation au Conseil, M. l'Archevêque de Cambrai fut  
maintenu dans la Coadjutorerie, & il jouit du Prieuré de Saint  
Martin-des-Champs.

XV. Cause au Grand-Conseil, Tome 1, page. 219.

Arrêt du Grand-Conseil, du 22 Décembre 1718, qui ap-  
pointe.

XX. Instance à la Grand'Chambre, Tome 1, page 273.

Arrêt de la Grand'Chambre sur productions, du 17 Juillet  
1726, en faveur du Mémoire.

- XXI. Instance au Grand-Conseil, Tome 1, page 305.  
Arrêt du Grand-Conseil sur productions, du 7 Décembre 1726, en faveur du sieur François Truguet.
- XXIII. Cause à la Grand'Chambre, Tome 1, page 363.  
L'affaire n'a pas été jugée.
- XXIV. Cause à la Grand'Chambre, Tome 1, page 370.  
Arrêt de la Grand'Chambre, du 7 Août 1727, contre le Mémoire.
- XXVI. Cause à la Grand'Chambre, Tome 1, page 402.  
Arrêt de la Grand'Chambre, du 21 Février 1727, en faveur du Mémoire.
- XXVII. Procès, Tome 1, page 441.  
Délibéré ordonné, mais il n'a pas été jugé, les Parties se font conciliées.
- XXVIII. Cause aux Requêtes du Palais, Tome 1, page 453.  
Jugé en faveur du Mémoire; & sur l'appel de M. le Comte d'Evreux, Arrêt du 6 Mars 1728, qui appointe au Conseil.
- XXIX. Cause à la Grand'Chambre, Tome 1, page 504.  
Arrêt de la Grand'Chambre, du 27 Avril 1728, sur l'appel interjetté de l'appointement par M. le Prince de Carignan, qui ordonne le rapport d'Experts, sans préjudice du droit des Parties au principal.  
Et Arrêt du 26 Août 1728 sur un Incident, qui met les appellations respectives au néant, sauf à être par le Commissaire, dans le cours de l'estimation, nommé un tiers-Expert, si besoin est.
- XXXI. Cause aux Requêtes du Palais, Tome 1, page 539.  
La preuve admise par Sentence de la Seconde Chambre des Requêtes du Palais, du 23 Février 1729.
- XXXII. Instance à la Grand'Chambre, Tome 1, pag. 573.  
Arrêt de la Grand'Chambre, du premier Juillet 1729, sur appointement, en faveur du Mémoire.
- XXXIII. Instance à la Grand'Chambre, Tome 2, page 1.  
Arrêt de la Grand'Chambre, du 15 Juillet 1729, sur appointement, l'appellation au néant, délivrance des legs; l'année d'exécution testamentaire ne commencera à courir que du jour de l'Arrêt.
- XXXV. Cause à la Grand'Chambre, Tome 2, page 34.  
Arrêt de la Grand'Chambre, du 20 Juillet 1731, contre le Mémoire.



**XXXVI.** Cause à la Tournelle Criminelle, Tome 2, page 52.

Arrêt de la Tournelle Criminelle, du premier Février 1730, les appellations respectives au néant; émendant, sur l'extraordinaire hors de Cour, le scellé levé, icelui préalablement reconnu.

**XXXVII.** Cause à la Grand'Chambre, Tome 2, page 73.

Arrêt de la Grand'Chambre, du 9 Août 1730, sur le premier Incident, qui renvoie devant M. le Lieutenant Civil, ordonne que la Dame Martin sera tenue de se retirer dans une Communauté où elle pourra se faire assister de Conseil, & 600 livres de provision.

**XXXIX.** Cause, Tome 2, page 182.

Arrêt du 14 Mars 1730, en faveur du Mémoire.

**XLII.** Cause à la Grand'Chambre, Tome 2, page 230.

Arrêt de la Grand'Chambre, du 16 Mars 1731, contre le Mémoire.

**XLIII.** Cause à la Grand'Chambre, Tome 2, page 240.

Jugé par Arrêt de la Grand'Chambre en faveur du Mémoire, & que le Conseil que les enfans ont fait donner à leur mere étoit nécessaire, le défaut de conduite ayant été avéré.

**XLV.** Instance à la Grand'Chambre, Tome 2, page 266.

Jugé en faveur du Mémoire, la Sentence de séparation de biens confirmée.

**XLVII.** Instance au Conseil, Tome 2, page 293.

L'affaire a été conciliée.

**XLVIII.** Affaire à la Cour des Aides & à la Chambre des Comptes, Tome 2, page 321.

Arrêt du 29 Février 1731 en faveur du Mémoire; la donation universelle portée par le contrat de mariage nulle; ensemble le contrat de vente de 87480 livres de principaux de rentes sur l'Hôtel-de-Ville; on a laissé à la Dame Hamelin la rente viagère.

**XLIX.** Cause, Tome 2, page 369.

Premier Arrêt du 23 Juin 1728, qui ordonne la continuation de la procédure contre le Marquis d'Hautefort.

Second Arrêt du 13 Mars 1729, qui, sur la demande du Marquis d'Hautefort à fin de permission de faire entendre de nouveaux témoins, joint la demande aux appels respectifs.

Troisième Arrêt du 2 Avril 1730, qui annule la procédure du Marquis d'Hautefort, ordonne la continuation de celle de la Demoiselle de Kerbabu, & lui adjuge 20000 livres de dom-

mages & intérêts , la suppression des Mémoires imprimés & des dépositions imprimées des témoins.

Quatrieme Arrêt du 29 Mars 1732, qui déboute la Demoiselle de Kerbabu de ses plaintes , avec 2000 livres de dommages & intérêts envers le Marquis d'Hautefort , & aussi en des dommages-intérêts envers différens particuliers ; sauf à elle à se pourvoir sur ses demandes à fins civiles ; permet au Marquis d'Hautefort de faire imprimer l'Arrêt.

Cinquieme Arrêt du 8 Juin 1734 , qui déclare le mariage abusif.

LI. Cause à la Grand'Chambre , Tome , 2 , page 608.

Jugé contre le Mémoire, la Sentence infirmée, & les conclusions de l'Appellante adjudgées.

D É C I S I O N de la trente-huitieme Consultation, Tome 2, page 684.

Arrêt d'Audience à la Cinquieme Chambre des Enquêtes, le 23 Mars 1739, en faveur de M. Coignet. Cet Arrêt a jugé qu'en Coutume de représentation à l'infini, il faut remonter au degré où commence la parenté collatérale du défunt & où elle se divise en plusieurs branches. Il a aussi jugé que l'on peut se porter héritier dans une Coutume, étant légataire dans l'autre, quoique toutes deux soient Coutumes d'incompatibilité, pourvu que l'on n'ait point de concurrent dans sa qualité d'héritier.

*Fin du Tome second.*



---

## A P P R O B A T I O N.

**J'**AI lu, par ordre de Monseigneur le Chancelier, *le Traité de la vente des Immeubles, par M. d'Héricourt; les Œuvres de M. Cochin, & le Traité des Minorités, par M. Meislé*; & je crois que la réimpression n'en peut être que très avantageuse pour le Public. A Paris, ce 6 Décembre 1770.

ROUSSELET.

---

## P R I V I L E G E D U R O I.

**L**OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : A nos amés & féaux Conseillers, les Gens tenant nos Cours de Parlement, Maîtres des Requêtes ordinaires de notre Hôtel, Grand-Conseil, Prévôt de Paris, Baillifs, Sénéchaux, leurs Lieutenans Civils, & autres nos Justiciers qu'il appartiendra : SALUT. Notre amé le Sieur CELLOT, Libraire, nous a fait exposer qu'il desiroit faire réimprimer & donner au Public un *Traité de la vente des Immeubles, par d'Héricourt; les Œuvres de M. Cochin, & un Traité de la Minorité, par M. Meislé*, s'il nous plaisoit lui accorder nos Lettres de renouvellement de privilege pour ce nécessaires. A CES CAUSES, voulant favorablement traiter l'Exposant, nous lui avons permis & permettons par ces Présentes, de faire imprimer lesdits Ouvrages autant de fois que bon lui semblera, & de les vendre, faire vendre & débiter par-tout notre Royaume pendant le tems de six années consécutives, à compter du jour de la date des Présentes. Faisons défenses à tous Imprimeurs, Libraires, & autres personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient d'en introduire d'impression étrangere dans aucun lieu de notre obéissance; comme aussi d'imprimer, ou faire imprimer, vendre, faire vendre, débiter ni contrefaire lesdits Ouvrages, ni d'en faire aucuns extraits, sous quelque prétexte que ce puisse être, sans la permission expresse & par écrit dudit Exposant, ou de ceux qui auront droit de lui, à peine de confiscation des exemplaires contrefaits, de trois mille livres d'amende contre chacun des contrevenans, dont un tiers à Nous, un tiers à l'Hôtel-Dieu de Paris, & l'autre tiers audit Exposant, ou à celui qui aura droit de lui, & de tous dépens, dommages & intérêts; à la charge que ces Présentes seront enregistrées tout au long sur le registre de la Communauté des Imprimeurs & Libraires de Paris, dans trois mois de la date d'icelles. Que l'impression desdits Ouvrages sera faite dans notre Royaume, & non ailleurs, en beaux papiers & beaux caractères, conformément aux Réglemens de la Librairie, & notamment à celui du 10 Avril 1725, à peine de déchéance du présent Privilege; qu'avant de l'exposer en vente, le manuscrit qui aura servi de copie à l'impression desdits Ouvrages, sera remis dans le même état où l'approbation y aura été donnée,

ès mains de notre très-cher & féal Chevalier Chancelier Garde des Sceaux de France le sieur DE MAUPEOU; qu'il en fera ensuite remis deux exemplaires dans notre Bibliothèque publique, un dans celle de notre château du Louvre, & un dans celle dudit Sieur DE MAUPEOU; le tout à peine de nullité des Présentes; du contenu desquelles vous mandons & enjoignons de faire jouir ledit Exposant & ses ayans-cause pleinement & paisiblement, sans souffrir qu'il leur soit fait aucun trouble ou empêchement. Voulons que la copie des Présentes, qui sera imprimée tout au long au commencement ou à la fin desdits Ouvrages, soit tenue pour dûment signifiée, & qu'aux copies collationnées par l'un de nos amis & féaux Conseillers-Secrétaires, foi soit ajoutée comme à l'original. Commandons au premier notre Huissier ou Sergent sur ce requis, de faire, pour l'exécution d'icelles, tous actes requis & nécessaires, sans demander autre permission, & nonobstant clameur de haro, Charte normande & Lettres à ce contraires. CAR tel est notre plaisir. DONNÉ à Paris le dix-neuvième jour du mois de Décembre l'an de grace mil sept cent soixante-dix, & de notre règne le cinquante-sixième. Par le Roi en son Conseil, LE BEGUE.

J'ai fait cession du présent Privilege aux différens Libraires intéressés dans les Ouvrages y énoncés, chacun suivant leurs parts. A Paris, ce 5 Janvier 1771. L. CELLOT.

*Registré le présent Privilege & ensemble la cession sur le Registre XVIII de la Chambre Royale & Syndicale des Libraires & Imprimeurs de Paris, n<sup>o</sup>. 3425, fol. 409, conformément au Règlement de 1723. A Paris, ce 8 Janvier 1771. P. Fr. DIDOT le jeune, Adjoint.*





















